

UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

THÈSE
POUR LE DOCTORAT EN DROIT
présentée et soutenue publiquement le 14 mars 1963

PAR
Jean-Paul CHARMEIL

LES
TRÉSORIERES DE FRANCE
A L'ÉPOQUE DE LA FRONDE

Président de thèse : M. François DUMONT
Professeurs suffragants : M. BESNIER, M. TIMBAL

*Ouvrage publié avec le concours
du Centre National de la Recherche Scientifique.*

PARIS
Editions A. et J. PICARD & C^{ie}
82, rue Bonaparte (VI^e)

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue publiquement le 14 mars 1961

par

Jean-Paul CHARMEL

LES

LES TRÉSORIERES DE FRANCE

A L'ÉPOQUE DE LA FRONDE

A L'ÉPOQUE DE LA FRONDE

Président du jury : M. François DORTCH

Présidents adjoints : M. JACQUES M. JACQUES

Docteur d'État en Droit

de l'École Nationale de la Magistrature

PARIS

ÉDITIONS A. M. A. RICARD & C^e

11 rue de la Harpe, 75005 Paris

UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT
présentée et soutenue publiquement le 14 mars 1967

PAR

Jean-Paul CHARNIER

LES

TRÉSORIERS DE FRANCE

A L'ÉPOQUE DE LA SECONDE

Digitized by the Internet Archive
in 2026

Président de la classe : M. François DUBOIS
Professeurs : M. BÉGIN, M. TIMBAL

Travaux publiés avec le concours
du Centre National de la Recherche Scientifique

PARIS

Éditions A. et J. PICARD & Co

87, rue Bonaparte (VI)

INTRODUCTION

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

THÈSE DE DOCTORAT EN DROIT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.



remment aux difficultés politiques, comment se défaire de toute une collectivité dont il aurait fallu rembourser les offices ?

A l'origine, il s'agissait de délégués du pouvoir central. Avec l'augmentation du nombre des charges, le recrutement s'était fait sur place. Les trésoriers généraux avaient pris de fortes attaches locales. Après avoir été les représentants du roi dans la province, ils étaient devenus, dans une certaine mesure tout au moins, les représentants de la province auprès du roi et l'on a pu valablement dire que le roi avait constitué une nouvelle « féodalité financière ».

En matière de recouvrement, le vice du système apparut rapidement. Pour faire rentrer les impôts, il ne faut pas appartenir au pays imposé. Une poursuite est supportable si elle vient d'un étranger; elle prend un caractère vexatoire quand elle émane d'un enfant du pays. Il en a toujours été et il en sera toujours ainsi.

Avec le nombre, la qualité des trésoriers de France avait baissé, lentement d'abord, puis brutalement avec l'inflation des effectifs. Au début, on avait eu affaire à des techniciens qui n'étaient pas toujours sans défauts, mais qui étaient compétents dans leur domaine; plus tard, les « amateurs » apparurent en foule.

Ces considérations expliquent que, confusément d'abord, plus nettement ensuite, le pouvoir royal ait éprouvé le besoin de remplacer dans les provinces les trésoriers de France par des hommes plus sûrs et plus compétents. D'où les maîtres des requêtes délégués dans les généralités comme des « missi dominici », qui progressivement s'y établirent comme intendants en se substituant peu à peu dans leurs fonctions aux trésoriers de France et autres autorités.

En second lieu, les difficultés croissantes du recouvrement des impôts en une période troublée amenèrent le pouvoir royal à en affermer une partie : de tout temps, les affaires privées, et comme telles les fermes, ont été plus efficacement menées que les affaires publiques, l'intérêt personnel ignorant les négligences des agents publics, leurs faiblesses envers les malheureux et surtout leur souci d'éviter les « complications ».

Le rôle des trésoriers s'était donc singulièrement amenuisé. Ayant perdu l'essentiel de leur utilité, ils devenaient les victimes désignées du pouvoir quand des économies, des « retranchements » devaient être réalisés et leur possession d'offices publics en faisaient des otages à mettre à la rançon sous la menace de la perte de leurs charges, soit immédiatement, soit à leur mort.

Aussi ne sommes nous pas étonner de voir les trésoriers de France rallier dès mai 1648 les autres corps d'officiers en rébellion contre le gouvernement pour des raisons du même ordre et prendre une part active à ce qu'on a accoutumé d'appeler « la Fronde parlementaire ».

C'est sur cette époque que nous avons centré notre étude. Elle est essentielle pour les trésoriers de France car elle marque leur dernier effort pour recouvrer leur situation antérieure, effort qui au début leur parut couronné de succès : « Nos remontrances puissamment raisonnées ont obligé la bonté de la reine à reconnaître la justesse

de notre cause » écrivait avec naïveté ou humour un Bureau des finances, après qu'Anne d'Autriche eût été contrainte d'accepter des principes de gouvernement et d'administration, ainsi que le contrôle de ses actes. Ce contrôle devait être assuré, il est vrai, non par les assemblées élues, mais par les Cours de justice, composées d'officiers propriétaires de leurs charges. Une monarchie constitutionnelle établie sur de telles bases ne pouvait guère durer; le gouvernement ne chercha d'ailleurs qu'à éluder l'application des engagements pris sous la contrainte, jusqu'au jour où, l'ordre étant à peu près rétabli, il se sentit assez fort pour les renier ouvertement.

Pour la période de la Fronde, l'étude des Bureaux des finances est facilitée par l'existence d'une documentation particulière : leur correspondance avec une assemblée permanente constituée par un ou deux trésoriers de chaque Bureau et siégeant à Paris. Tant que le gouvernement avait été relativement fort, l'assemblée avait fait peu de bruit, mais quand le pouvoir faiblit, elle perdit sa retenue. Ce n'est évidemment pas par hasard que la partie de la correspondance conservée à la Bibliothèque nationale concerne les années 1648 à 1653, celles même de la Fronde.

Cette correspondance avait été classée par le commis de l'assemblée, Simon Fournival, et là encore, un hasard qui n'est pas entièrement fortuit veut que ce soit le même Simon Fournival qui ait rassemblé la collection de textes la plus complète intéressant l'institution et l'ait publiée en 1655 en facilitant ainsi sa connaissance aux chercheurs à venir.

*
**

Pour bien situer le sursaut des Bureaux des finances à l'époque de la Fronde, il n'est pas inutile, du point de vue de l'histoire des institutions, voire même de l'histoire sociale, de rechercher qui devenait trésorier de France et comment on le devenait. Les conditions d'acquisition d'un office, les procédures dont l'accomplissement était nécessaire pour entrer en fonction sont pleines d'enseignement à tous égards.

Mais d'abord, pourquoi voulait-on être trésorier de France? Comme pour la plupart des offices, le produit financier de la charge était très médiocre. Il ne représentait guère que l'intérêt du capital investi, et encore à un taux très modéré. Si peu qu'il travaillât, l'officier le faisait sans contrepartie véritable. Restaient les exemptions fiscales : inutiles pour les officiers assez nombreux qui possédaient la noblesse héréditaire, et qu'on pouvait en tout cas acquérir à moindres frais. Le principal moteur de l'acquisition d'un office semble avoir été le goût prononcé des français, dès l'époque, pour les fonctions publiques avec le prestige et l'influence qu'elles procuraient.

De fait, les trésoriers de France furent à l'origine de la plupart des dynasties de grands commis de la monarchie. Ils touchaient à tout ce qui représentait le mérite, la puissance et la fortune. Pour ne prendre qu'un exemple, presque tous les grands écrivains du

XVII^e siècle furent trésoriers de France, ou tenaient de près à l'un d'eux.

Leurs attributions étaient vastes : au milieu du XVII^e siècle, elles avaient un double aspect : administratif et juridictionnel, et un triple objet : les finances, le domaine et la voirie. Nous ne pourrions en exposer que l'essentiel sans nous flatter de faire tenir en une centaine de pages une matière dont certaines fractions comme les droits domaniaux suffisent à remplir plusieurs in-folio de l'époque.

Nous serons alors à même d'étudier les relations des trésoriers de France avec les diverses autorités et plus précisément à l'époque de la Fronde.

Sous l'ancien régime les institutions administratives vieillissaient vite, mais la monarchie supprimait rarement un organisme. Quand il avait cessé de rendre les services attendus, un autre était créé et juxtaposé. Le texte conférant ses pouvoirs au nouvel organisme ne comportait généralement pas de dispositions les enlevant au précédent. Le procédé, assez lâche, avait pour objet d'éviter dans la mesure du possible des complications immédiates ; mais à terme il les multipliait.

L'apparition de la vénalité des charges et sa conséquence habituelle, la collégialité, en avait fait une nécessité, les difficultés financières incessantes de la monarchie lui interdisant, comme il a déjà été dit, de rembourser le prix des offices devenus inutiles. Il s'ensuivait que, comme dans la nature où l'on voit vivre côte à côte les témoins d'époques géologiques révolues, tous les organismes successifs prétendaient continuer à exercer les compétences qu'ils avaient possédées.

Les trésoriers de France n'échappaient pas à la règle, ils se trouvaient obligatoirement en conflit avec les corps dont les compétences leur avaient été conférées ; ils l'étaient par ailleurs avec leurs successeurs et notamment les intendants. Rechercher quelles étaient leurs relations avec les autres organismes, c'est étudier, avec d'innombrables et bizarres querelles de préséance, des conflits de compétence incessants, le tout allant parfois jusqu'au pire : Nous verrons encore en 1654 la Cour des aides de Montpellier et le Bureau des finances de la ville lever des troupes pour se faire la guerre...

Les Bureaux avaient l'impression d'être brimés par toutes les autorités : « ...Nous sommes sous la patte de nos ennemis, qui sont aux aguets... » écrivait un Bureau des finances en 1650 : « ...Parlement, Chambre des comptes, Cour des aides, Elus des trois ordres, maires et échevins, nous disputent ce que les ordonnances nous attribuent ». De leur côté, selon toute vraisemblance, les organismes cités devaient faire, quant aux Bureaux des finances, des déclarations analogues.

Les situations, d'ailleurs, variaient à l'extrême suivant les provinces ; aussi avons-nous été contraint de passer en revue une à une les diverses Cours et autorités en établissant ainsi un tableau de l'administration française vers le milieu du XVII^e siècle. Dans les

pays qui, en allant parfois jusqu'à la révolte, avaient conservé leurs Etats en résistant à l'introduction des Elections, la question des relations de ces Etats avec les trésoriers de France est particulièrement intéressante.

Pour les trésoriers de France, toutefois, les adversaires essentiels furent, à l'époque de la Fronde, les intendants ou, du moins, les personnages en qui ils croyaient en voir. Une des dispositions essentielles des déclarations arrachées au roi en 1648 par les Cours coalisées avait été la suppression des intendants, réserve faite de six généralités frontalières. Comme les Parlements et les autres autorités, les Bureaux des finances vécurent dans la hantise qu'ils ne réapparaissent. A la vérité, leurs craintes n'étaient pas entièrement injustifiées; on vit des maîtres des requêtes s'attarder dans leurs chevauchées et prendre des mesures provisoires qui devaient durer, des intendants des finances quitter la capitale pour aller, eux aussi, présider aux opérations dans les généralités; enfin à une époque où la guerre civile amenait un peu partout des troupes, des intendants d'armée ayant tous les pouvoirs des intendants de justice, police et finances de la veille, le tout produisant une infinité d'incidents.

Mais le crebecœur des trésoriers de France fut, pendant la Fronde, l'attitude que prirent à leur égard les élus, agents jadis créés par les Etats généraux pour répartir les impôts établis lors de la captivité de Jean le Bon. Les trésoriers les avaient toujours considérés comme leurs subordonnés. Un beau jour, à leur exemple, les élus dressèrent le drapeau de la révolte. Un délégué des trésoriers de France venait présider chaque année l'Election lors du « département de la taille » entre les paroisses. Les élus décidèrent de s'y opposer et refusèrent la présidence et même la « séance » au trésorier délégué. Les trésoriers s'en vengèrent en prononçant contre les élus des amendes à précompter sur leurs gages. Leurs ordonnances furent régulièrement cassées par les Cours des aides et ce fut la guerre ouverte.

*
* *

Du fait du nécessaire appareil d'érudition qui l'accompagne — nous nous sommes astreint, en principe, à indiquer où peut être trouvé tout texte cité —, l'exposé des situations évoquées ci-dessus serait austère si, à chaque instant, les faits relatés ne mettaient en cause — en les présentant parfois sous un jour inattendu — des personnages connus, ne rappelaient des événements historiques intéressants, n'évoquaient des incidents curieux et pleins d'enseignement sur les mœurs de l'époque. En certains cas, la réalité semble dépasser la fiction; ainsi quand, vers la fin de l'été 1653, les trésoriers de France décident de s'opposer au rétablissement des intendants en condamnant à 500 livres d'amende, par provision, les officiers qui entreraient en relations avec les maîtres des requêtes délégués dans les provinces par le roi. L'affaire, naturellement, vint devant le Conseil du roi. La relation, d'après les papiers du Chancelier Séguier, de la séance au cours de

marquant la nature juridique des prélèvements effectués sur les facultés des sujets du roi plutôt que leur caractère exceptionnel, mais l'établissement de ces impôts excédait les droits traditionnels du roi; il nécessita l'intervention des représentants de la nation, les Etats généraux.

A l'origine, ce furent les Etats généraux eux-mêmes qui organisèrent le recouvrement des impositions établies par eux ou avec leur concours : aides, gabelles, puis tailles, en préposant à cet effet des agents par eux désignés; à la base, les « élus » et les « grenetiers »; au-dessus d'eux, les « généraux des finances » choisis tout d'abord à raison de trois dans chaque ordre.

De temporaires, les impositions devinrent permanentes et, d'agents des Etats, les élus et les généraux des finances devinrent des agents du roi, mais la dualité de l'administration des finances ordinaires et de celle des finances extraordinaires ne cessa pas pour autant. Leur séparation absolue se maintiendra pendant plus de deux siècles et ses effets dureront autant que la monarchie.

Il y eut désormais des trésoriers de France, agissant conjointement avec la Chambre des comptes, pour le domaine (2); des généraux des finances, pour les impositions et les dépenses qu'elles servaient à couvrir.

En nombre variable, ils résidaient tous à Paris, mais faisaient annuellement des « chevauchées » dans des circonscriptions qui prirent le nom de « généralités » (3).

Ils exerçaient à la fois l'administration et la juridiction contentieuse, mais, vers la fin du xiv^e siècle, ces attributions furent séparées et l'on distingua les trésoriers de France et les généraux des finances « sur le fait de l'administration » et ceux « sur le fait de la justice ».

Les généraux des finances sur le fait de la justice, plus tard « généraux des aides », formèrent la juridiction qui devait devenir la « Cour des aides »; les trésoriers de France sur le fait de la justice disparurent rapidement pour faire place à une juridiction spéciale, la Chambre alias justice du Trésor, comportant des conseillers rapporteurs et présidée par des trésoriers de France sur le fait des finances (4).

(2) L'un d'eux, Nicolas BEHUCHET, qui cumulait avec ses fonctions celles de maître des comptes et celles plus inattendues de vice-amiral de France, fut battu par Edouard III d'Angleterre à l'Ecluse, le 24 juin 1340, et pendu sur son ordre à la grande vergue de son propre vaisseau amiral, en raison des déprédations qu'il avait commises à Portsmouth l'année précédente et, peut-être aussi, des blessures qu'il avait lui-même infligées au roi au cours du combat.

(3) Terme qui prévalut à la longue sur celui de « charge » réservé à la circonscription — d'ailleurs identique — des trésoriers de France. Au xvii^e siècle pourtant, on parlait encore parfois de « charge » pour le domaine, par opposition à « généralité » pour les finances.

(4) La question sera précisée aux chapitres IV et V (p. 202 et 348).

II. — L'organisation de Charles VII.

En 1450, la réunification du royaume et le retour à un ordre relatif permirent à Charles VII d'organiser systématiquement son administration financière :

Le royaume fut divisé en quatre généralités : Languedoïl (ou Languedouy), siège Tours; Languedoc, siège Montpellier; Outre-Seine et Yonne, siège Paris; Normandie, siège Rouen (5). Pour chacune d'elles, il fut nommé un trésorier de France et un général des finances.

En principe, les trésoriers et généraux constituaient des collèges et les pièces étaient établies au nom des trésoriers et des généraux, mais signées seulement par le trésorier ou le général de la circonscription intéressée. Régulant toutes les affaires des finances et assurant la trésorerie, ils eurent un rôle au premier plan; l'un d'eux, Florimond ROBERTET (vers 1452-1522), fit figure de très grand ministre.

Ils étaient des administrateurs et non pas des comptables; ils ordonnaient les opérations, mais, depuis bien longtemps, ne les effectuaient pas matériellement eux-mêmes : c'était le rôle, en ce qui concerne le domaine, du « changeur du Trésor » et des « receveurs du domaine » (6); en ce qui concerne les finances, de receveurs opérant sous l'autorité de receveurs généraux siégeant au chef-lieu de la généralité (7).

Les dépenses étaient payées soit par les comptables précités, soit par des trésoriers ou payeurs autonomes (8), sur des fonds mis à leur disposition par lesdits comptables.

(5) Restaient en dehors de cette organisation : la Champagne, la Picardie et la Guyenne, sans parler du Dauphiné qui avait conservé une certaine autonomie. Leur administration financière fut dirigée par un général des finances n'entrant pas dans le cadre des généraux réguliers, ou, cumulativement avec ses fonctions, par le général des finances de la généralité voisine.

Le système sera étendu aux provinces et pays réunis par la suite à la couronne : la Bourgogne, la Provence, la Bretagne, le royaume de Naples, le duché de Milan et le groupe Savoie-Piémont - marquisat de Saluces.

(6) Les receveurs généraux du domaine ne seront créés que par Louis XIV.

(7) Pour faciliter le contrôle et empêcher de masquer le déficit d'une année par les recettes de l'année suivante, les postes comptables devaient plus tard recevoir un deuxième titulaire, opérant alternativement avec le premier, une année sur deux. Il y avait, en principe, interdiction de cumul entre les fonctions de comptable ancien et celles de comptable alternatif, mais cette notion se trouva altérée quand, à la fin du xvi^e siècle, il fut substitué à la division du poste en deux offices celle du poste en trois par la création d'un office triennal pour des raisons purement fiscales et, vers le milieu du siècle suivant, d'un office quadriennal; il fut alors admis que le même comptable pouvait cumuler plusieurs des offices du même poste.

(8) Notamment les trésoriers de l'ordinaire, puis de l'extraordinaire des guerres, et, plus tard, les divers trésoriers et payeurs de la maison du roi, ainsi que les payeurs des gages des divers organismes.

III. — Evolution de l'institution de François I^{er} à Henri III.

Une ordonnance de novembre 1523 (9) innova singulièrement en chargeant le « trésorier de l'épargne », comptable créé par lettres patentes du 18 mars précédent (10) pour constituer une sorte de trésor de guerre au moyen notamment des revenus casuels (11), de centraliser toutes les recettes non employées tant des comptables du domaine que de ceux des finances et payer sur sa caisse les dépenses du roi ou les faire régler par les autres comptables en délivrant des mandements sur leurs caisses (12). Il était habilité à délivrer des mandements semblables pour faire approvisionner par un comptable la caisse d'un autre comptable. A cet égard, son rôle devenait celui d'un « directeur du mouvement général des fonds », sinon d'un ministre du trésor. Il devait avoir, de plus, mission d'alimenter lui-même au besoin le trésor au moyen des fonds qu'il se procurerait personnellement, en en devenant ainsi le banquier (13). Justiciable de la Chambre des comptes, il ne serait pas soumis à l'obligation d'un cautionnement. Il siègerait au Conseil du roi (14). Sa création amena par la suite la suppression du changeur du trésor (janvier 1544).

L'extension donnée au pouvoir du trésorier de l'épargne porta

(9) Arch. nat., Chambre des comptes de Paris, P 2.304, f° 1083 et Bibliothèque nationale F 23.610 (106).

(10) Arch. nat. P 2.304, f° 879, texte reproduit par FOURNIVAL, p. 215.

(11) Leur recette était assurée auparavant par le changeur du trésor. Elle fut d'ailleurs enlevée au trésorier de l'Epargne dès 1525 pour être confiée à un nouveau comptable, le « trésorier de parties casuelles » (qui, à l'origine, gardait ses disponibilités sans avoir à les verser au trésorier de l'Epargne, mais qui y fut astreint en janvier 1544). Le terme de « trésorier de l'Epargne » ne se justifia donc que pendant très peu de temps; il devait subsister jusqu'en 1664.

(12) L'épargne représentera alors approximativement ce qu'est pour nous le Trésor. Suivant le « Traité de la Chambre des comptes de Paris » de 1647 (t. II, p. 10), « L'épargne est la mer des finances et les reflux sont les assignez à l'espargne ».

(13) Un siècle plus tard, Vincent BOUHIER DE BEAUMARCHAIS (vers 1560-1632), trésorier triennal de l'épargne, qui devait prendre ses fonctions le 1^{er} janvier 1623, avertit le roi qu'il ne le ferait que si le surintendant des finances — alors le maréchal de SCHOMBERG (1579-1632) — était remplacé. Le trésor était en déficit de 6 millions qu'il aurait personnellement à avancer et il ne voulait pas que le remboursement de cette somme fût subordonné au bon vouloir du maréchal avec qui il était en mauvais termes. Il lui fut donné satisfaction. L'incident montre la puissance du trésorier de l'épargne et les inconvénients du système — qui se perpétua cependant jusqu'à nos jours. Vers 1595, ces inconvénients avaient été signalés au Conseil du roi en un « mémoire contre les avances des trésoriers de l'épargne et les gains qu'ils y font ». (Bibl. nat. Manuscrits français n° 16.626, f° 148); lesdits gains étaient évalués à 105.000 livres par an.

(14) Le premier titulaire de la charge fut Philibert BABOU DE LA BOURDAISIÈRE (vers 1475-1557), trésorier de France en Languedoc, pourvu le 18 mars 1523; il ne fut reçu le 27 à la Chambre des comptes de Paris que sur lettres de jussion, la Chambre ayant observé à juste titre que les fonctions de trésorier de France étaient incompatibles avec celles de comptable, quel que fût son rang. Il fut d'ailleurs remplacé dès le 11 mai 1525 par Guillaume PRUDHOMME (vers 1475-1541). La plupart des historiens des finances et notamment BOISLISLE considèrent que Philibert BABOU DE LA BOURDAISIÈRE et Guillaume PRUDHOMME furent, sans en avoir le titre, les successeurs de SEMBLANÇAY à la tête de l'Administration des finances.

un coup sensible aux trésoriers de France et généraux des finances en leur enlevant une de leurs attributions essentielles, celle de l'alimentation du Trésor.

Ils furent atteints, quelques années plus tard, par la chute de SEMBLANÇAY (1527) (15).

Quinze ans après, une nouvelle mesure devait affecter profondément leur situation en bouleversant l'organisation comptable : la substitution aux recettes générales des sièges des quatre anciennes généralités, par l'édit de Cognac, en décembre 1542 (16), de seize recettes générales établies à Paris, Agen, Aix (17), Amiens, Bourges, Caen, Châlons, Dijon, Grenoble (18), Issoire (19), Lyon, Montpellier, Poitiers, Rouen, Toulouse et Tours, où devaient être centralisés à la fois les revenus du domaine et ceux des tailles et autres finances extraordinaires.

En application d'un édit signé à Saint-Germain en mars 1545 (20), les trésoriers de France et les généraux des finances durent transférer leur résidence au siège d'une des recettes générales de leur généralité et se faire représenter par un commis dans chacune des autres.

Sept ans plus tard, la réforme fut complétée, suivant un édit rendu à Blois en janvier 1551 (1552 nouveau style) (21), par la réunion des fonctions de trésorier de France et de celles de général des finances en une charge de trésorier général, un trésorier général étant institué dans chacune des seize généralités correspondant aux circonscriptions des seize recettes générales et dans une dix-septième, créée à Nantes (22).

(15) Jacques de BEAUNE, baron de SEMBLANÇAY, né à Tours vers 1447, général des finances en Languedoc (décembre 1495), puis en Languedoc (février 1510), chambellan du roi en 1516 et, sans le titre, surintendant des finances par lettres patentes du 27 janvier 1518 (publiées par BOISLISLE), acquitté par une première Commission extraordinaire le 27 janvier 1525, puis condamné pour « larcins, faussetés, abus, malversations et maladministration des finances du roi » par une seconde Commission extraordinaire le 9 août 1527 et pendu à Montfaucon le 11 (cf. Alfred SPONT, SEMBLANÇAY, thèse de lettres).

Pareillement, la succession de Morlet du MUSEAU, général des finances d'Outre-Seine et Yonne, fut condamnée le 31^r août 1535 à 332,663 livres de restitution envers le roi.

Gaillard SPIFAME, successeur de Morlet du MUSEAU dès 1528 comme général des finances d'Outre-Seine et Yonne et prévôt des marchands de Paris de 1528 à 1530 fut condamné également le 30 mai 1538 à 672.000 livres de restitution envers le roi; il se suicida dans sa prison le même jour (son frère, Jacques-Paul SPIFAME, évêque de Nevers, passé au protestantisme, fut lui-même décapité à Genève le 25 mars 1566, alors qu'il négociait son retour en France moyennant un archevêché).

(16) Bibl. nat. F 23.740 (165) et FOURNIVAL, p. 159.

(17) Avec rattachement du Piémont.

(18) Avec rattachement de la Savoie et du marquisat de Saluces.

(19) La recette générale d'Issoire devait être transférée par la suite à Riom.

(20) Texte dans FOURNIVAL, p. 323.

(21) Bibl. nat. F 27.582 (4) et FOURNIVAL, p. 183.

Les mesures d'appl.cation furent prises par édit de septembre 1552. (*Ibid.*, p. 193).

(22) Il fut créé également vers novembre 1555, un trésorier général des finances, distinct de celui du Dauphiné, pour le Piémont, la Savoie (occupés depuis 1535) et le marquisat de Saluces (réuni au royaume en 1548, après la mort de son dernier

Cette réorganisation devait avoir une double conséquence :

- 1° La création, dans les provinces, d'organes administratifs qui allaient s'y substituer à l'administration antérieure des baillis et sénéchaux en renforçant au moins provisoirement l'action du pouvoir monarchique, tout en assurant aux trésoriers généraux une situation personnelle telle qu'on a pu parler de la constitution d'une « féodalité administrative ».
- 2° La disparition des services financiers centraux, précédemment constitués par les trésoriers de France et généraux des finances.

La lacune ainsi créée fut comblée par des agents chargés de coordonner l'administration financière sous l'autorité du personnage qui en avait le « gouvernement », mais qui ne reçut définitivement que quelques années plus tard le titre de « surintendant des finances ».

A cet égard, dès octobre 1554, un édit avait investi de pouvoirs étendus les « commissaires du Louvre » créés le 7 février 1532 (23) et dotés de nouvelles attributions par une ordonnance du 12 avril 1547 (24). Ces agents reçurent en 1556 le nom d'intendants des finances (25); de simples commissaires, ils ne tardèrent pas à devenir officiers, avec les inconvénients que comportait pour l'Etat cette transformation, inconvénients qui amèneront leur suppression comme officiers et leur remplacement par de nouveaux commissaires, qui n'auront de cesse de devenir à leur tour officiers, et cette alternance se reproduira jusqu'à la fin de l'ancien régime.

Cependant, parallèlement, une nouvelle institution avait pris naissance. Traditionnellement, en face de tout comptable, receveur ou payeur, qui tenait le rôle des opérations, se trouvait un autre officier qui en tenait le contre-rôle pour assurer leur exactitude et leur sincérité, le « contre-rôleur » ou « contrôleur ». Cet officier prenait le nom de contrôleur général quand le comptable auquel il correspondait avait lui-même la qualité de général (payeur général ou trésorier général) (26). En octobre 1554, sur la proposition du trésorier de l'épargne de l'époque, André BLONDET — un des plus grands noms de notre

titulaire, comme mouvant du Dauphiné (Arch. nat. PP 119, 1555-1556, f° 36) et un autre en 1558 pour « la duché de Milan », sans préjudice d'un office général de surintendant des finances hors du royaume (Arch. nat. Chambre des comptes de Paris — PP 119, juin 1555 — juin 1556, f° 288).

(23) A cette époque, les commissaires du Louvre, alors les premier et deuxième présidents de la Chambre des comptes de Paris, n'avaient qu'à surveiller les retraits de fonds des coffres du Louvre. Ils disposaient, à cet effet, d'une des trois ou quatre clefs nécessaires.

(24) Notamment l'examen, au même titre que les trésoriers de l'épargne, des états établis par les trésoriers de France et généraux des finances (Bibl. nat. F 23.740 (180) et FOURNIVAL, p. 173).

(25) Ils sont qualifiés « d'intendants sur le fait des finances » dès l'édit d'octobre 1556 sur le service des coffres du Louvre (Bibl. nat. F 43.740 (208)).

(26) Sans qu'il y eût pour eux la même raison de principe, les offices de contrôleurs furent divisés, en même temps que ceux des comptables, en offices anciens, alternatifs, triennaux, sinon quadriennaux, mais le cumul fut toujours possible.

histoire financière —, un édit (27) réunit à son profit en un office de « contrôleur général des finances du royaume » les fonctions des contrôleurs des divers comptables séant dans la capitale, dont le trésorier de l'épargne et le trésorier des parties casuelles (28).

Il fut chargé, en outre, de valider par son visa les actes générateurs des dépenses du roi — la validation résultait précédemment d'une ordonnance d'homologation du trésorier de l'épargne. Il fut substitué, par ailleurs, aux gens des comptes pour le visa des mandements délivrés par le trésorier de l'épargne sur les receveurs généraux (29).

Somme toute, ses pouvoirs étaient très voisins de ceux de nos actuels « contrôleurs financiers » — précédemment « contrôleurs des dépenses engagées » —, réserve faite que le contrôleur général était alors unique, tandis qu'il y a actuellement autant de contrôleurs que de ministères.

Les pouvoirs considérables dont était doté le contrôleur général des finances le mettaient souvent en conflit avec le surintendant; aussi, le gouvernement royal fut-il amené à supprimer son office en 1574 et à conférer ses attributions, par quartiers, aux intendants des finances ou à des conseillers d'Etat désignés à cet effet et qu'on pouvait remplacer quand ils prenaient trop d'autorité (30).

Mais revenons aux trésoriers généraux créés en janvier 1552 et dont les pouvoirs avaient été précisés en septembre de la même année.

Le trésorier général d'Agen fut transféré à Bordeaux.

En août 1557 (31), une modification autrement importante était décidée : le retour à la séparation des fonctions de trésorier de France et de général des finances par la division de chacune des charges existantes en une charge de trésorier de France et une de général des finances, division entraînant la création de 17 nouveaux offices. L'option fut donnée aux trésoriers généraux en fonctions entre les deux charges et il fut désigné pour chaque généralité un titulaire pour occuper l'autre.

En novembre 1570 (32), un second office de général des finances fut créé dans chaque généralité, réserve faite de Nantes, pour y exercer avec le premier les fonctions de sa charge, l'un opérant au siège de

(27) Bibl. nat. F 46.811 (18) et FOURNIVAL, p. 219.

(28) Créés par ordonnance du 5 mars 1527 (1528 nouveau style). A l'origine, les fonctions étaient exercées par des auditeurs à la Chambre des comptes de Paris.

(29) La réforme ne toucha pas les Chambres des comptes de Lille et de Chambéry, qui ne faisaient pas ou plus partie du royaume, ce qui explique que leurs héritières, les Cours des comptes de Belgique et d'Italie, exercent encore le visa préalable des ordonnances, aussi bien directes que de délégation.

(30) L'office de contrôleur général fut rétabli en novembre 1643 au profit de Michel PARTICELLI d'EMERY, puis divisé en deux, exercés alternativement. Les deux charges furent rachetées par COLBERT, qui prit le titre de « contrôleur général » en réunissant en fait à ses fonctions celles de la surintendance des finances que Louis XIV prétendait s'être réservées. Le système devait durer jusqu'à la fin de l'ancien régime. Déjà d'ailleurs et notamment sous la régence de Marie de Médicis, l'administration financière avait été dirigée par le contrôleur général.

(31) Texte de l'édit dans FOURNIVAL, p. 246.

(32) Texte de l'édit dans FOURNIVAL, p. 283.

la généralité, l'autre faisant hors de la ville des « chevauchées », avec permutation chaque année.

Au mois d'octobre 1571, il fut créé dans les mêmes conditions un second trésorier de France par généralité (33).

IV. — Les Bureaux des finances.

L'organisation relatée fit naître des difficultés entre les trésoriers, entre les généraux, et entre les trésoriers et les généraux. Pour y mettre fin, le pouvoir royal la remania entièrement par un édit donné à Poitiers en juillet 1577 (34) qui devait faire époque; cet édit comportait :

- 1° la réunion, définitive cette fois, des fonctions de trésorier de France et de général des finances;
- 2° l'unification corrélatrice des quatre charges;
- 3° la substitution de la collégialité à l'exercice individuel des fonctions;
- 4° la création d'un cinquième trésorier général pour que les officiers fussent en nombre impair.

Les charges étant vénales depuis l'édit de 1557, la collégialité décidée justifiait le dicton du temps : « Officiers sont bêtes de compagnie ».

L'organisme nouveau, constitué sous le nom de « bureau des finances » (35), comportait un greffier et des huissiers, ce qui lui donnait un aspect juridictionnel (36).

Ce caractère devait se renforcer avec un édit de janvier 1581 (37) qui créa dans chaque bureau un sixième trésorier et un président, en donnant au bureau :

- 1° le jugement souverain des appels contre les décisions des élus dans les affaires n'excédant pas 10 livres (les surtaux), précédemment assuré par les Cours des aides;
- 2° « l'examen, audition et clôture » des comptes des deniers communs d'octrois, précédemment assurés par les Chambres des comptes.

(33) Texte de l'édit dans FOURNIVAL, p. 287.

(34) Texte de l'édit dans FOURNIVAL, p. 308.

L'édit ne fut vérifié à la Chambre des comptes que le 9 juin 1578, sur lettres de jussion du 25 mai 1578 (*Ibid.*, p. 317) et à la Cour des aides que le 6 juillet 1578.

(35) L'expression « bureau des finances » était, d'ailleurs, employée dès 1552.

(36) Un règlement sur le service des bureaux fut pris le 8 juillet 1578 (texte dans FOURNIVAL, deux fois, p. 319 à 327 et p. 1.044 à 1.052).

(37) Texte de l'édit dans FOURNIVAL, p. 330. L'édit ne fut pas appliqué à Grenoble, non plus que les suivants.

Cette double dévolution ne dura d'ailleurs que jusqu'à un édit de janvier 1586 (38) qui redonna compétence aux Chambres des comptes et aux Cours des aides, tout en créant dans chaque bureau deux nouveaux offices de trésoriers.

Chaque bureau se trouvait ainsi doté de huit trésoriers et d'un président, les huit trésoriers étant répartis en deux groupes de quatre et devant siéger une année sur deux sous la présidence du président, qui était permanent.

Dès juin 1586, un nouvel édit (39) intervenait pour créer un second poste de président afin que le service de président fut également alternatif.

Le 10 février 1588, une déclaration du roi (40), révoquant à cet égard les dispositions des édits précédents, revenait au service conjoint des dix membres de chaque bureau (deux présidents et huit trésoriers).

Entre temps, sans parler d'une généralité éphémère créée à Villefranche-du-Rouergue en 1558 et supprimée deux ans plus tard, des généralités avaient été créées à Orléans et à Limoges en avril de la même année (41), une autre à Moulins en septembre 1587 (42); une dernière devait l'être à Soissons en novembre 1595 (43).

Ainsi s'était établie une organisation qui, dans l'ensemble, devait subsister jusqu'en 1621 (44). Sa stabilité ne fut d'ailleurs que relative

(38) Texte dans FOURNIVAL, p. 371.

En ce qui concerne les créations d'offices, l'édit de janvier 1586 ne fut pas appliqué à Aix, non plus que celui de juin de la même année.

(39) Texte dans FOURNIVAL, p. 381.

(40) Texte dans FOURNIVAL, p. 386.

(41) Texte dans FOURNIVAL, p. 599.

(42) Texte dans FOURNIVAL, p. 383.

(43) Texte dans FOURNIVAL, p. 392.

(44) L'exposé de sa genèse paraît complexe. Nous l'avons cependant simplifié à l'extrême : après chaque texte, il était intervenu régulièrement des textes contraires, mais éphémères, pour la réalisation d'économies :

1° *Réduction massive du nombre des généralités.*

En février 1566 (Bibl. nat. F 27.573 (22), à la demande des Etats généraux réunis à Orléans, un édit avait réduit le nombre des généralités de 17 à 7. Seules étaient conservées celles de Paris, Bordeaux, Lyon, Nantes, Rouen, Toulouse et Tours. Le texte supprimait également les Chambres des comptes autres que celles de Paris. Il fut révoqué en mai 1567.

Pareillement, des lettres patentes du 6 avril 1579 avaient prétendu réduire de 19 à 8 le nombre des généralités : elles furent révoquées dès le 26 du même mois.

2° *Suppression de généralités déterminées.*

Sans préjudice des suppressions résultant des textes précités, les généralités d'Orléans et de Limoges, créées en avril 1558 (FOURNIVAL, p. 599) avaient été supprimées en septembre 1560, puis rétablies en septembre 1573 (FOURNIVAL, p. 599), mais avec un trésorier et un général seulement, pour ne retrouver leur effectif normal qu'en août 1576 (FOURNIVAL, p. 303).

Celle de Limoges avait encore été supprimée en décembre 1583, puis rétablie en novembre 1586 (FOURNIVAL, p. 599).

3° *Réduction générale du nombre des trésoriers de chaque bureau.*

En mars 1578 (Bibl. nat. F 46.756 (11), il avait été décidé que l'effectif des trésoriers de chaque bureau serait ramené de cinq à trois par voie d'extinction des postes vacants; l'ordonnance de Blois de 1579 (Bibl. nat. F 25.913) avait même prétendu limiter le bureau à un seul trésorier; ces dispositions avaient été révoquées par l'édit de 1581 (Bibl. nat. F 46.875 (12).

En décembre 1583, un édit (Bibl. nat. F 46.875 (2) était intervenu pour réduire

car on entraît dans la période de la Ligue : quand des offices vinrent à vaquer, HENRI IV et le duc de MAYENNE leur donnèrent, chacun de leur côté, un titulaire.

Après la pacification du royaume, HENRI IV, faisant honneur à sa parole, confirma les nominations faites par le duc de MAYENNE, ce qui entraîna dans certains bureaux un surnombre qui ne fut résorbé qu'en 1621.

Cependant, en mars 1596 (45), à l'instigation, semble-t-il, de SULLY, fut décidée une réduction massive du nombre des trésoriers (46). La question fut soumise en octobre 1596 à l'Assemblée des notables de Rouen qui se prononça dans le même sens, mais ce fut seulement en décembre 1598 qu'un nouvel édit reprit les dispositions arrêtées antérieurement en les complétant par le rétablissement du service alternatif, les trésoriers ne servant qu'une année sur deux.

Tandis que les qualités de président étaient supprimées immédiatement par voie de remboursement (47), les charges de trésoriers de France devaient disparaître par extinction au fur et à mesure des vacances, jusqu'à ce que l'effectif de chaque bureau soit ramené à deux trésoriers. Inutile de dire que, dès la première vacance, le roi prit une disposition dérogative pour rétablir l'office supprimé (48) et qu'on ne parla plus dès lors de réduction d'effectifs. Le service alternatif fut, par contre, maintenu au moins en principe jusqu'en novembre 1608

à deux le nombre des trésoriers de France de chaque bureau. En novembre 1584 (Bibl. nat. F 46.868) (13), il n'était plus question de d'une seule suppression, le septième office devant être remboursé par les titulaires des six autres, mais il y avait été renoncé dès avril 1585 (Bibl. nat. F 46.879 (16).

4° *Réduction du nombre des trésoriers propres à certains bureaux.*

Nous avons dit plus haut que Limoges et Orléans n'avaient eu qu'un effectif de moitié de la normale entre 1573 et 1576. Une réduction semblable appliquée à Lyon fut également abandonnée en 1576.

Et nous devons en oublier... Les indications données suffisent cependant à montrer le désordre de l'époque et à faire apparaître les inconvénients de la vénalité des charges et l'impossibilité de toute suppression effective, la suppression d'une charge nécessitant la création corrélative d'une seconde pour rembourser la première; c'est ce qui a été appelé le « cercle vicieux de la vénalité ».

(45) Sur l'édit de mars 1596 et les mesures consécutives, cf. *infra*, p. 263, note 148.

(46) Le préambule de l'édit déplore l'accroissement, sans nécessité, du nombre des trésoriers de France « dont les gages, chauffage, droits de présence et autres nécessités de bureau reviennent à grandes et excessives sommes de deniers, de sorte qu'il ne se trouve aujourd'hui officiers nous estre plus à charge qu'iceux, avec grande confusion et désordre de nos affaires provenant de la multiplicité des dits trésoriers généraux ».

Comme tous les textes défavorables aux trésoriers de France, l'édit ne fut pas reproduit par FOURNIVAL dans son recueil. Il ne figure pas non plus dans la collection imprimée des actes royaux de la Bibliothèque nationale (série F), mais seulement en manuscrit, dans la série « Manuscrits français, nouvelles acquisitions », sous le n° 9.781.

Il fut vérifié à la Chambre des comptes de Paris le 1^{er} mars 1600 (Arch. nat. P 2.666 et 2.750).

(47) La création de deux nouveaux offices dans chaque bureau avait été envisagée par le gouvernement peu auparavant (Cf. FORBONNAIS : « Recherches et considérations sur les finances de France depuis 1595 jusqu'en 1721 ». Bâle, 1758).

(48) L. P. vérifiées à la Chambre des comptes de Paris, en mai 1601 (Arch. nat. P 2.750, p. 104).

où un édit (49) révoqua celui de 1598 (50) non sans que d'importants sacrifices pécuniaires aient été imposés aux trésoriers (51). Les qualités de président furent elles-mêmes rétablies par édit et arrêt du Conseil du roi du 13 décembre 1608 (52); elles furent réservées aux deux plus anciens trésoriers par lettres patentes du 5 août 1615 (53).

V. — Modifications sous Louis XIII.

Un édit d'août 1621 (54) et des édits d'octobre de la même année (55) complétèrent jusqu'à douze le nombre des trésoriers de France de chacun des bureaux pour le motif ou sous le prétexte que les bureaux auraient désormais la connaissance des deniers des Ponts et Chaussées.

Pour la plupart des bureaux, ce fut de deux trésoriers que furent accrus les effectifs.

Pour ceux où il existait un surnombre depuis les troubles de la Ligue (56), il y eut une seule création.

Pour Grenoble et pour Aix où les effectifs avaient été maintenus respectivement à cinq et sept trésoriers de France, les créations furent de sept et cinq trésoriers (57).

(49) Edit vérifié par la Chambre des comptes de Paris, sur lettres de jussion, le 10 février 1609 (Bibl. nat. F 46.319 (16)).

(50) Pour motiver le rétablissement du service conjoint des trésoriers, le préambule de l'édit indique que, lorsque l'on posait une question à un trésorier au Conseil du roi, il ne manquait pas de déclarer ne pouvoir répondre, « l'affaire s'étant passée l'année de sa vacation ».

(51) 600.000 livres pour l'ensemble des bureaux suivant arrêt du Conseil du roi du 30 septembre 1608 (Arch. nat. E 18b f° 304 r°). Anne de MAUPEOU, trésorier de France à Toulouse, se fit décharger de sa quote-part par arrêt du Conseil du roi du 9 novembre 1608 (Arch. nat. E 19 b f° 113 et Bibl. nat. Manuscrits français 184174, f° 53).

(52) Bibl. nat. F 23.610 (633) et FOURNIVAL, p. 415.

(53) Bibl. nat. 8° Lf⁹⁰ 863.

(54) Concernant en fait les bureaux des ressorts des Chambres des comptes de Paris, Rouen et Dijon (Texte dans FOURNIVAL, p. 445).

(55) Concernant :

1° Les bureaux de Montpellier et de Toulouse, ressortissant à la Chambre des comptes de Montpellier (Texte dans FOURNIVAL, p. 450);

2° Le bureau de Grenoble;

3° Le bureau d'Aix (Bibl. nat. F 46.943 (32)).

Nous ne savons pour quelle raison il était pris des édits spéciaux pour Montpellier et Toulouse. Pour Grenoble et pour Aix, la mesure pouvait correspondre aux droits spéciaux des provinces, pour lesquelles les textes étaient pris par le roi en qualité de « dauphin de Viennois, comte de Valentinois et de Diois » et de « comte de Provence, de Forcalquier et des terres adjacentes » (Cf. infra, p. 39).

(56) Notamment : Amiens, Montpellier, Poitiers et Rouen.

(57) Pour Grenoble, le Parlement et la Chambre des comptes durent faire quelque résistance, car ce fut seulement le 31^r juillet 1623 que furent reçus les premiers trésoriers de la nouvelle création : ENNEMOND SERVIEN (frère d'Abel SERVIEN, marquis de SABLÉ, plus tard secrétaire d'Etat et surintendant des finances) et Michel-Antoine SCARRON (beau-père du premier duc d'AUMONT, maréchal de France).

A Aix, le Parlement et la Cour des comptes s'entendirent pour faire obstacle aux nouvelles créations; ils ne s'inclinèrent qu'en 1625, à la quatrième lettre de jussion, et les premières réceptions n'eurent lieu que le 15 novembre 1625.

En février 1626 (58), deux créations nouvelles eurent lieu dans chaque bureau (59) en contre-partie, fut-il précisé, de la suppression de cinq bureaux créés en novembre 1625 à Agen (60), Alençon, Angers, Chartres (61) et Troyes, ainsi qu'en raison du surcroît de charge apportée au bureau du fait qu'il lui était attribué la compétence de la voirie. La charge de grand-voyer de France était simultanément supprimée et le titre de grand-voyer accordé à chacun des trésoriers.

Un édit d'avril 1627 (62) créa dans chaque bureau (63) quatre nouvelles charges de trésoriers, dont deux avec qualité de président. Cet édit semblait devoir bouleverser l'organisation traditionnelle : d'une part, il revenait au « service alternatif », en partageant le bureau en deux fractions de deux présidents et sept trésoriers, en fonctions alternativement une année sur deux (64); d'autre part, il transformait les bureaux en de véritables juridictions, en leur donnant le jugement des affaires du domaine et de la voirie, sauf appel au Parlement, et, à cet effet, il créait auprès de chaque bureau un avocat du roi et un procureur du roi.

Par déclaration royale du 23 septembre 1627 (65), le service alternatif fut abandonné sur les protestations des bureaux et le service conjoint des trésoriers fut rétabli.

Quant à la partie de l'édit relative à la juridiction du domaine et

(58) Texte dans FOURNIVAL, p. 451 et Bibl. nat. F 46.955 (8).

(59) Sauf pour Montpellier et Toulouse, où les offices ne furent créés que par édit d'octobre (texte dans FOURNIVAL, p. 456) et pour Grenoble où les nouveaux offices ne furent créés qu'en décembre 1627.

(60) La création d'un bureau à Agen avait déjà été décidée en 1595, et le bureau de Bordeaux, qui aurait été réduit au Bordelais, au Périgord, au Bazadais et aux Landes, avait délégué à Paris les trésoriers Jean de MARTIN et Etienne de PONTAC pour obtenir le retrait de la mesure en offrant au gouvernement une compensation sous forme de prêt (Arch. dép. de la Gironde C 3.872, f° 169).

(61) Un bureau avait été créé à Chartres en 1588 et certaines provisions avaient été délivrées quand l'édit de création fut révoqué. (Cf. arrêt du Conseil du roi du 18 juillet 1603 ordonnant le remboursement de la finance payée en 1588 par Claude LE TONNELIER (de BRETEUIL), trésorier de France à Orléans, pour un office de trésorier de France au bureau établi à Chartres. (Arch. nat. E 5^{6b}, f° 3 r°).

(62) Texte dans FOURNIVAL, p. 478.

(63) Sauf pour Montpellier et Toulouse, pour lesquels le texte correspondant ne fut pris qu'en septembre (Texte dans FOURNIVAL, p. 496).

Pour Grenoble où les créations de l'édit de février 1626 n'avaient pas eu lieu, c'est par édit de décembre 1627 que le bureau fut doté des mêmes effectifs que les autres bureaux (Bibl. nat. F 23.610 (832).

(64) Certains auteurs ont donné une autre interprétation du service alternatif de l'édit d'avril 1627. Tous les trésoriers auraient exercé leur service de façon continue, mais répartis en deux groupes : l'un chargé des affaires de finances, l'autre de la juridiction du domaine et de la voirie; les deux groupes auraient échangé leurs fonctions chaque année.

Le système fut adopté à Paris en 1693 après la suppression de la Chambre du Trésor, quand le bureau des finances dont les effectifs étaient augmentés fut divisé en deux sections : le bureau proprement dit et la Chambre du domaine (l'organisation devait durer jusqu'en 1771).

Mais rien dans le texte même de l'édit ne permet de justifier cette interprétation; elle se heurte d'ailleurs à la disposition prévoyant que le droit de présence des trésoriers serait maintenu intégralement en dépit du service alternatif.

(65) Bibl. nat. Fp 1.093 et FOURNIVAL, p. 493.

de la voirie, elle souleva les plus vives protestations, ainsi qu'il sera plus amplement exposé dans le chapitre concernant les « fonctions des trésoriers ». A cet égard, l'édit fut réformé par un édit d'avril 1628 (66), mais une déclaration royale du 10 août 1628 revint sur la plupart des modifications apportées par cet édit (67).

En mai 1633 (68), il fut créé dans chaque bureau, sans d'ailleurs aucune utilité, un office du trésorier de France garde-scel pour sceller les attaches, ordonnances et autres expéditions du bureau, ce qui devait assurer d'assez grands avantages pécuniaires à son titulaire, mais ces dispositions soulevèrent les oppositions à la fois des Chambres des comptes (69) et des bureaux, et le nouveau trésorier ne conserva généralement pas ses avantages, mais dut les abandonner à l'ensemble du bureau.

En mai 1635 (70) fut décidée la création, dans chaque bureau (71), de quatre présidents et intendants généraux des finances (72), ainsi que d'un second avocat du roi et d'un second procureur du roi pour les finances. Sur le premier point, l'opposition fut plus vive encore que précédemment; il ne s'agissait plus cette fois pour les trésoriers de voir un collègue mieux rémunéré, mais de se trouver en position d'infériorité par rapport aux titulaires des nouveaux offices.

Au bout de deux ans, le gouvernement dut s'incliner et admettre, par déclaration royale du 15 août 1637 (73), que les acquéreurs des nouvelles charges n'auraient pas plus de droits que les autres trésoriers, lesquels prendraient tous la qualité d'« intendants généraux des finances ».

Cependant, un édit de janvier 1635 (74) avait créé un bureau des finances à Montauban (75) et un édit de mai 1636 (76) un autre à Alençon. En avril 1640 (77), il avait été institué pareillement un bureau des finances à Nîmes, mais en janvier 1641 (78) ce bureau avait été sup-

(66) Texte non reproduit par FOURNIVAL, comme tous les textes défavorables aux trésoriers. Bibl. nat. Fp 1.093.

(67) Arch. nat. Grand-Conseil V 5 358. Bibl. nat. Fp 1.093.

(68) Bibl. nat. F 23.611 (103) et FOURNIVAL, p. 513.

(69) La Chambre des comptes de Paris n'agréa le texte, le 4 octobre 1634, que sous la réserve de la limitation des droits de garde-scel à ceux des autres trésoriers; elle s'inclina sur lettres de jussion du 16 avril 1635 et enregistra l'édit le 16 mai suivant (Arch. nat. P 2.679 et 2.761 et FOURNIVAL, p. 521).

(70) Texte de l'édit dans FOURNIVAL, p. 549 et pour Aix, p. 574.

(71) A Grenoble, pas plus que l'édit de mai 1633, l'édit de mai 1635, ne fut appliqué. C'est seulement par un édit de décembre 1642 (Bibl. nat. F 23.611 (546) que furent créés l'office de garde-scel, les 4 offices de trésoriers de France, intendants généraux des finances, et un second office de procureur du roi.

(72) Qui n'avaient rien de commun avec les intendants de justice, police et finances des généralités. La confusion a été faite cependant par maints historiens.

(73) Texte dans FOURNIVAL, p. 560 et, pour Montpellier et Toulouse, p. 567; pour Aix, une déclaration semblable intervint en juillet 1638 (*Ibid.*, p. 575).

(74) Texte dans FOURNIVAL, p. 531.

(75) En 1621, une première tentative de mise en place d'un bureau à Montauban n'avait pas eu de suite.

(76) Texte dans FOURNIVAL, p. 540.

(77) Texte dans FOURNIVAL, p. 582.

(78) Texte dans FOURNIVAL, p. 589.

primé sur les protestations de celui de Montpellier, non sans un début de mise en place (79). En mai 1645, une tentative de création de bureaux à La Rochelle et à Angers (80) n'eut pas de suite, non plus qu'en septembre une nouvelle création de bureau à Chartres (81).

La création d'un bureau à Beaucaire en juin 1646 (82) se heurta aux oppositions des bureaux de Toulouse et de Montpellier; il y fut renoncé par un édit du mois suivant sous réserve de la création de deux offices nouveaux à Montpellier et d'un office semblable à Toulouse (83).

En définitive, à la veille de la Fronde, la situation des bureaux était la suivante, compte tenu de ce que :

- 1° En Normandie, les dispositions de l'édit d'avril 1627 créant des offices d'avocat et de procureur du roi n'avaient pas été appliquées, non plus celles de l'édit de mai 1635.

(79) Arch. dép. de l'Hérault, C. 6.146 et 6.147.

(80) Arch. nat. AD IX 79 (texte imprimé). Le bureau d'Angers devait avoir la particularité de ne pas comporter de trésorier garde-scel, la qualité de garde-scel étant donnée à ceux des dix-huit trésoriers qui n'avaient pas celle de président.

(81) Arch. nat. AD IX 79.

(82) *Ibid.* FOURNIVAL, p. 591.

(83) Par la suite, un édit de février 1659 (Bibl. nat. F 23.612 (404) créa à Bourg-en-Bresse un bureau des finances de 5 trésoriers pour la Bresse, le Bugey, le Valromey et le pays de Gex, en même temps qu'une Cour souveraine, à la fois Parlement, Chambre des comptes et Cour des aides, mais il fut révoqué en mai 1661 (Bibl. nat. F 23.612 (46) avant toute exécution, semble-t-il, quant au bureau.

Un édit de novembre 1661 créa à Metz, à l'instar de ce qui existait en Bretagne, deux trésoriers de France. Le nombre des trésoriers fut porté à quatre et à six pour aboutir en définitive à un bureau de vingt et un trésoriers.

Un bureau fut créé à Lille en septembre 1691 (Arch. nat. AD IX 79) et transféré à Douai de 1708 à 1710. Ce bureau se considérait comme l'héritier de la Chambre des comptes de Lille créée en 1386 et transportée après la conquête française à Bruges, puis à Bruxelles en laissant à Lille le dépôt de ses archives (qui subsistèrent sous le régime français comme une sorte d'unité administrative); il demandera vainement en 1715 et 1734 sa transformation en Chambre des comptes (Arch. dép. du Nord B. 19.1163). A la Révolution, il comptait 15 trésoriers.

Un bureau fut créé à La Rochelle en avril 1694 (Bibl. nat. F 23.615 (521). Une première création faite en mai 1645 avait été abandonnée, mais le projet avait été repris peu après et préoccupait les bureaux de Poitiers et de Limoges en 1648 (Cf. lettre n° 2 du bureau, juillet 1648). Le bureau comportait dix trésoriers lors de sa suppression en 1790.

Un bureau de huit trésoriers de France, constitué à Rennes en avril 1694 (Bibl. nat. F 23.615 (443 et 439), puis à Vannes sous la présidence des deux anciens trésoriers de Nantes, fut supprimé en 1700 et le régime antérieur fut rétabli; par la suite, l'effectif des trésoriers de France fut porté à quatre, puis six officiers.

La création à Ypres, pour les ressortissants de langue flamande de la Flandre occidentale, d'un bureau comprenant quinze trésoriers et présidents, avait été décidée en février 1706 (Bibl. nat. F 23.618 (364). Ce bureau ne vit jamais le jour, la ville ayant été reprise par les Impériaux.

A Auch, un édit d'avril 1716 (Bibl. nat. F 23.741 (105) créa un bureau comprenant un président et sept trésoriers.

A Besançon, la création d'un bureau avait été décidée en février 1696 mais, dès septembre, il avait été réuni à la Chambre des comptes de Dôle. Lors de la suppression de cette juridiction en 1771, il fut rétabli avec un second président et neuf trésoriers recrutés essentiellement parmi les magistrats de l'ancienne Chambre des comptes de Dôle et de l'ancien Parlement de Besançon, tous commissaires et non officiers. Il recevait lui-même ses membres sans dépendre d'aucune Chambre des comptes, ni Parlement; il exerçait toute la juridiction contentieuse de l'intendant, qui en était le premier président. Cette organisation devait inspirer celle des « Conseils de préfecture » du Consulat.

- 2° A Dijon, où le bureau avait également refusé la juridiction contentieuse du domaine et de la voirie, il avait été substitué par lettres patentes en forme d'édit d'août 1632 un office unique de trésorier de France aux offices d'avocat et de procureur du roi créés en avril 1627.
- 3° A Grenoble, un édit de septembre 1628 avait créé deux offices supplémentaires de trésoriers de France (84); par contre, l'édit de décembre 1642 (85), étendant à Grenoble les créations de mai 1633 et mai 1635, n'avait pas prévu de second office d'avocat du roi.
- 4° A Nantes, seules les deux premières créations avaient eu lieu, les deux trésoriers généraux faisant d'ailleurs corps avec la Chambre des comptes.
- 5° A Blois, où subsistait une Chambre des comptes pour les divers domaines de la maison d'Orléans (voire même ses possessions d'Italie) « qui n'étaient de l'apanage de France », que Louis XII avait prétendu conserver en propre, existait un trésorier de France et général des finances compétent pour ces domaines, mais relevant d'un régime spécial.

Depuis la fin du xvr^e siècle d'ailleurs, son office était réuni à celui de président de la Chambre des comptes.

(84) Bibl. nat. F 23.610 (832).

(85) Bibl. nat. F 23.611 (546).

	TRÉSORIERS DE FRANCE (avec ou sans qualité de président)	AVOCATS DU ROI	PROCUREURS DU ROI	TOTAUX
<i>Ressort de la Chambre des comptes de Paris.</i> 14 bureaux : (AMIENS, BORDEAUX, BOURGES, CHALONS, LI- MOGES, LYON, MONTAU- BAN, MOULINS, ORLÉANS, PARIS, POITIERS, RIOM, SOISSONS et TOURS)	14 x 23 = 276	14 x 2 = 28	14 x 2 = 28	332
<i>Ressort de la Chambre des comptes de Rouen.</i> 3 bureaux : (ALENÇON, CAEN et ROUEN)	3 x 19 = 57			57
<i>Ressort de la Cour des comptes de Montpellier.</i> 2 bureaux : MONTPELLIER	25	2	2	29
TOULOUSE	24	2	2	28
<i>Ressort de la Cour des comptes d'Aix :</i> BUREAU D'AIX.....	23	2	2	27
<i>Ressort de la Chambre des comptes de Dijon :</i> BUREAU DE DIJON	24	1	1	26
<i>Ressort de la Chambre des comptes de Grenoble :</i> BUREAU DE GRENOBLE.....	25	1	2	28
<i>Chambre des comptes de Nantes.....</i>	2			2
<i>Chambre des comptes de Blois</i>	1			1
TOTAUX (86).....	457	36	37	530

(86) Les registres « cinq cents COLBERT » n^{os} 259 et 260 de la Bibliothèque nationale concernant les offices existant en 1665 sont d'accord sur ces chiffres, sauf deux erreurs : ils n'indiquent que 19 offices de trésoriers pour Montauban, en omettant ceux créés par l'édit de mai 1635, et 28 pour Grenoble qui ne comportait alors que 25 trésoriers (Cf. l'état publié par Charles DOUCET, premier greffier, secrétaire du bureau).

Il doit être précisé que dans ce tableau, il s'agit d'offices et non d'officiers. D'une part, en effet, certains offices mis en vente en mai 1635 à un prix excessif n'avaient pas encore trouvé preneur en 1648. D'autre part, comme il sera expliqué plus loin, les offices d'avocat et de procureur du roi étaient parfois exercés cumulativement par le même personnage (87).

(87) L'hostilité de COLBERT contre les bureaux des finances devait se traduire, non par leur suppression, comme il l'avait envisagé initialement, mais en février 1671, par une réduction de leurs effectifs à 10 trésoriers en Normandie et 14 ailleurs. Dès l'année suivante, la réforme était abandonnée, non sans de nouveaux sacrifices pécuniaires des trésoriers.

La période de 1691 à 1712, marquée par de grandes difficultés financières, entraîna une nouvelle inflation des effectifs des bureaux.

Il fut, en effet, créé des offices de premier et second président, de commissaires généraux — vérificateurs des comptes des étapes, d'auditeurs vérificateurs rapporteurs généraux des comptes des étapes, de conservateur des gages des offices, etc., généralement avec priorité sur les anciens trésoriers : il s'agissait, en effet, beaucoup moins de faire face à des besoins de personnel que de contraindre les trésoriers en fonctions à acquérir collectivement des offices qui déprécieraient leurs charges. De fait, la plupart des offices furent acquis par les bureaux et réunis à eux, si bien que paradoxalement ce furent les bureaux les moins importants qui, faute de moyens, eurent en définitive les effectifs les plus considérables. A sa suppression, Montauban comprenait 31 trésoriers ou présidents.

Il est à noter que seule une création de conservateur des gages des offices, faite en décembre 1712, fut révoquée par mesure générale (en 1716).

En 1771, lors de la suppression des Parlements et d'autres Cours souveraines, seul le bureau de Paris fut atteint : « Celsa ferit culmina fulgur ». Ses effectifs furent ramenés à deux présidents et douze trésoriers.

En définitive, en 1788, non compris les offices réunis au corps des bureaux, la situation sera la suivante :

	1 ^{er} Président	2 ^e Président	Trésoriers de France	Chevalier d'honneur	Avocats du roi	Procureurs du roi	Substitut de l'avocat et du procureur du roi	TOTAL
PARIS.....	1	1	12	1	1	—		16
AIX.....	—	—	23	—	2	2		27
ALENÇON.....	—	—	21	1	1	1		24
AMIENS.....	—	—	23	1	2	2		28
AUCH.....	—	—	9	1	1	1		12
BESANÇON.....	—	1	10	—	1	1		13
BLOIS.....	—	—	—	—	—	—		—
BORDEAUX.....	—	—	26	1	2	2		31
BOURGES.....	—	1	23	1	1	1		27
CAEN.....	—	—	22	1	1	1		25
CHALONS.....	—	—	25	1	2	2		30
DIJON.....	—	—	25	1	2	1		28
GRENOBLE.....	1	—	28	1	1	1		32
LA ROCHELLE.....	—	—	10	1	1	1		13
LILLE.....	1	1	13	1	—	1	1	18
LIMOGES.....	—	—	24	1	2	2		29
LYON.....	1	—	25	1	2	2		31
METZ.....	1	1	18	1	1	1	1	24
MONTAUBAN.....	—	—	31	1	2	2		36
MONTPELLIER.....	—	—	26	1	2	2		31
MOULINS.....	—	—	23	1	2	2		28
NANTES.....	—	—	6	—	—	—		6
ORLÉANS.....	1	1	24	1	2	2		31
POITIERS.....	—	—	23	—	2	2		27
RIOM.....	1	—	23	1	2	2		29
ROUEN.....	1	1	24	1	1	2		30
SOISSONS.....	—	—	23	1	2	2		28
TOULOUSE.....	—	—	28	1	2	2		33
TOURS.....	1	—	24	1	2	2		30
TOTAUX.....	9	5	580	23	41	42	2	702
TOTAUX GÉNÉRAUX.....	10	6	592	24	84		2	718

CHAPITRE II

COMMENT ON DEVENAIT TRÉSORIER DE FRANCE

I. — Conditions requises.

1) *ORIGINE SOCIALE.*

En principe, aucune condition n'était exigée d'un candidat à un office de trésorier de France quant à son origine sociale.

Toutefois, l'importance du prix d'un tel office suffisait à écarter la plupart des candidats d'origine modeste; à l'époque, en effet, on ne pouvait guère faire fortune rapidement que dans les « affaires du roi »; or, ainsi qu'il sera exposé plus loin, les Chambres des comptes éliminaient systématiquement les traitants et les partisans, ainsi que leurs fils et gendres.

A partir de l'adoption, par la Chambre des comptes de Paris, d'un nouveau règlement sur les réceptions des officiers le 16 septembre 1659 (1) et jusqu'à son abrogation le 14 mars 1672 (2), les noms du père et de la mère du nouveau pourvu furent mentionnés avec ses nom, surnom et qualités, sur le billet de convocation des membres de la Chambre à l'audience où se discuterait le principe de sa réception. Le fait laisse présumer qu'à l'époque l'origine du candidat n'était plus entièrement indifférente à son acceptation (3 et 4).

(1) Arch. nat. P² 2.769, p. 864.

(2) Arch. nat. P 2.691 et 2.774.

(3) Sur l'origine sociale effective des trésoriers de France, on trouvera pour le bureau de Dijon, des indications intéressantes dans le « Monde du trésor à Dijon » de M. Jean-Thomas COLLIGNON. (Mémoires de la Société pour l'histoire du droit et des institutions des anciens pays bourguignons, comtois et romands à Dijon, 1942).

(4) Plus tard, la possession de la noblesse, vérifiée par le juge d'armes de France, sera exigée pour l'office de chevalier d'honneur créé dans chaque bureau des finances par un édit de juillet 1702, avec voix délibérative dans les affaires civiles et séance après les seuls présidents, en habit noir, avec le manteau, le collet et l'épée (Bibl. nat. F 23.617 (138 et 139). Mais, sauf exception, pas plus que dans chacune des Chambres des comptes et Cours des aides où avaient eu lieu deux créations semblables, les nouveaux offices ne trouvèrent preneur; aussi le roi

La Chambre des comptes se montrera de plus en plus restrictive et, au XVIII^e siècle, suivant une lettre citée par M. François DUMONT dans son « Bureau des finances de Moulins » (p. 15) : « Un fils de négociant n'aurait pas été rejeté de plano, mais celui d'un commerçant en n'importe quel genre, qui aurait fait le détail, n'aurait pas été admis » (5).

2) NATIONALITÉ.

Suivant d'anciennes ordonnances, il fallait être régnicole pour tenir en France tout office ou bénéfice.

Ce principe avait souffert au moins une exception en ce qui concerne les trésoriers de France : Antoine-Marie SPINOLA, trésorier général de France en Provence, reçu à la Cour des comptes d'Aix le 3 juin 1582, était étranger — en fait génois — puisqu'après sa mort (à Salon, le 13 octobre 1585) HENRI III renonça en faveur de Tomasine de MARINIS, sa veuve, à son droit d'aubaine sur les biens du défunt, par lettres patentes vérifiées à la même cour en 1589 (6).

Par la suite, la règle semble avoir été respectée et, pour les trésoriers qui n'étaient pas d'origine française, la délivrance de lettres de provision fut toujours précédée de celles de naturalité (7) dûment enregistrées à la Chambre des comptes (8).

fut-il contraint d'admettre, par déclaration du 8 décembre 1703 (Bibl. nat. F 23.617 (499 à 504), qu'ils pourraient être acquis par des personnes ne possédant pas la noblesse d'extraction, mais ayant vécu noblement. Dans ce cas, le premier titulaire de l'office était immédiatement anobli.

(5) En mai 1747, la Chambre des comptes de Paris refusa de recevoir comme trésorier de France à Amiens un gros bourgeois de la ville, ancien juge consul, consul et échevin, âgé de 60 ans, pourtant chaudement recommandé par le comte de SAINT-FLORENTIN (1705-1777), secrétaire d'Etat (suivant lettre du 21 mai) parce que le père du postulant, décédé depuis douze ans, avait été boulanger avant de se retirer des affaires vers 1710 (Cf. BOISLISLE : « Chambre des comptes de Paris », p. 633).

A Madame de PONS, dame d'honneur de la duchesse de BERRY qui lui demandait son agrément pour l'avocat PROCOPE COUTEAUX, qui voulait acquérir une charge de procureur du roi au bureau des finances de Paris, le premier président NICOLAY répondit d'une façon assez peu amène : « Si son père n'est plus marchand épicier et qu'avant d'être avocat il n'ait point exercé lui-même ce commerce, il n'y a point de difficulté à le recevoir ». (Arch. NICOLAY 47 L 8, BOISLISLE, *op. cit.*, p. XXXII).

(6) Arch. départ. des Bouches-du-Rhône, B 2.963.

(7) Jean-Baptiste RAPALLI, trésorier général du duc de MODÈNE, naturalisé français en juin 1719 (Arch. nat. P 2.707 et 2.789), pourvu d'un office de trésorier de France à Paris le 27 janvier 1724 et reçu à la Chambre des comptes le 12 février suivant (Arch. nat. P 2.709 et 2.791).

François-Philippe RICHERI, naturalisé français par lettres patentes de septembre 1729, vérifiées à la Chambre des comptes le 21 octobre (Arch. nat. P 2.710 et 2.793), pourvu d'un office de trésorier de France à Lyon le 4 septembre 1732 et reçu à la Chambre des comptes le 30 (Arch. nat. P 2.711 et 2.794).

Louis-François CHABERT, né à Liège, naturalisé par L. P. du 17 juin 1746, pourvu d'un office de trésorier de France à Tours le 23 du même mois et reçu à la Chambre des comptes le 30 (Arch. nat. P 2.452, 2.716 et 2.798).

(8) Les Chambres des comptes subordonnaient parfois à certaines conditions la vérification des lettres de naturalité; c'est ainsi que les lettres de naturalité et de pouvoir de tenir bénéfices délivrées à Jules MAZARIN, « abbé de Saint-Avan

Nous avons toutefois relevé une irrégularité : Antoine PÉRONET DE MOULINE, né à Lyon le 21 septembre 1649, passé en Espagne où il avait fait fortune avec la protection de la reine Louise d'ORLÉANS et revenu en France, fut pourvu le 12 juillet 1693 d'un office de trésorier de France à Lyon et reçu à la Chambre des comptes le 20 (9) avant d'avoir été rétabli en sa nationalité. Il avait évidemment négligé d'indiquer qu'il avait été naturalisé espagnol et les lettres de réhabilitation de naturalité, vérifiées à la Chambre des comptes le 26 novembre 1694 (10), qui lui furent délivrées, n'intervinrent qu'à titre de régularisation.

3) RELIGION.

Pour être trésorier de France, il fallait en principe appartenir à la religion catholique, apostolique et romaine et la pratiquer. Les adeptes de la « religion prétendue réformée » (R.P.R.) avaient été admis à partir de 1564. En exécution de l'édit du 25 septembre 1568 (11), divers arrêts des Parlements les avaient privés de leurs offices. Ils furent réintégrés en application de l'édit d'août 1570 sur la pacification des troubles (12), pour leur malheur, car ils se trouvèrent des victimes désignées à la Saint-Barthélemy (24 août 1572) et, suivant le président de THOU, l'un d'eux, Charles CHEVALIER, sgr des PRUNES (ou de LA PRUNE), trésorier de France à Poitiers, fut tué à l'instigation d'Etienne FERGON, sgr de LA PATAUDIÈRE, qui lui avait succédé dans son office et à qui il l'avait repris (13).

Après l'intervention de l'édit de Nantes (avril 1598) (14), recon-

et référendaire en Cour de Rome en l'une et l'autre signature » ne furent vérifiées par la Chambre de Paris le 7 juin 1639, après information sur commission rogatoire ordonnée le 27 mai, qu'à charge « qu'il ne pourra être pourvu en France d'un archevêché, évêché ou abbaye de chef d'ordre et de rapporter dans les 6 mois à la Chambre le bref apostolique par lequel Sa Sainteté accordera ou consentira, qu'encore que les bénéfices vacassent en Cour de Rome il n'y sera pourvu qu'à la nomination du roi par ceux de ce royaume auxquels la disposition et collation en pourra appartenir, sous peine de deschoir de l'effet des dites lettres, qu'il ne se servira d'officiers ni de fermiers s'ils ne soient français, et en outre, de payer 150 livres d'aumône » (Arch. nat. P 2.764, p. 74 et 84).

(9) Arch. nat. P 2.781, p. 101.

(10) *Ibid.*, p. 314.

(11) Bibl. nat. F 46.837 (18 et 19).

(12) Bibl. nat. F 46.939 (3 et 5).

(13) A en croire Antoine VARILLAS (1624-1696) dans son « Histoire de Charles IX » (1684, 2 vol. in-4, Bibl. nat. Lb33 6), t. II, p. 278, les véritables bénéficiaires de l'opération auraient été les soldats envoyés par FERGON pour tuer CHEVALIER, qui, avant de le faire, se seraient fait verser par ce dernier une somme très importante pour l'épargner, puis, en apportant sa tête à FERGON, en auraient tiré une égale pour la perte subie en n'acceptant pas les offres de leur victime.

(14) Dès le 18 octobre 1593, HENRI IV avait tenté de faire recevoir comme trésorier de France à Poitiers un nommé FÉRET, « cegrétayre de sa Chambre », qui était de la religion (Cf. lettre autographe publiée par BOISLISLE, *op. cit.*, n° 260, p. 204), mais avait dû se heurter à un refus, car nous n'avons trouvé mention de l'intéressé ni aux registres de la Chambre des comptes, ni dans les archives du bureau de Poitiers.

naissant sans distinction l'aptitude des protestants comme des catholiques aux fonctions publiques, les protestants furent de nouveau acceptés. Le premier fut Claude ARNAULD, secrétaire de SULLY et protestant comme son maître, reçu trésorier de France à Paris le 9 avril 1601 (15), le second Daniel de LAUNAY, trésorier de France à Tours, reçu à la même Chambre le 8 avril 1603 (16).

Le nombre des protestants admis dans les bureaux resta cependant toutefois assez limité et l'institution du bureau des finances de Montauban en 1635 aurait eu pour but véritable de créer un organisme catholique en pays protestant : il est vrai que, suivant les chroniques régionales de l'époque, les nouveaux trésoriers s'y conduisirent si mal que la propagande se fit à rebours (17).

Par la suite, les admissions des protestants se firent de plus en plus rares et, le 6 septembre 1658, la Chambre des comptes de Paris refusa de recevoir comme trésorier de France à Paris, en raison de son appartenance au protestantisme, Jacques MONTEILS, secrétaire du roi, mais il lui fut adressé des lettres de jussion; elle s'inclina et le reçut le 22 octobre 1658 malgré l'opposition de l'agent général du clergé (18). Il fut installé au bureau de Paris le 23 décembre suivant; à cette occasion toutefois, le bureau décida de ne plus recevoir à l'avenir « aucun officier de la religion prétendue réformée » pour quelque cause que ce fût et, à cet effet, il adressa au roi de « très humbles remontrances » pour lui demander de ne plus pourvoir de protestants en son sein. Il précisa d'ailleurs que MONTEILS ne pourrait présider le bureau, ni faire aucune enquête et information, ni recevoir aucune prestation de serment et déposition de témoins; il ne serait admis à résilier son office qu'à une personne faisant profession de la religion catholique (19).

Il est inutile d'indiquer que, si, jusqu'à la révocation de l'édit de Nantes, les protestants furent à la rigueur acceptés, les athées étaient rigoureusement rejetés. Quand leurs sentiments ne se manifestaient qu'après leur admission, ils n'étaient peut-être pas exclus, mais se trouvaient l'objet de la réprobation publique : ainsi, la sépulture chrétienne fut refusée le 8 février 1614 à Jacques VALÉE DE CHENAILLES, trésorier de France à Orléans, dont un frère avait été lui-même pendu et brûlé en place de Grève en 1574 après la publication d'un ouvrage anti-religieux (20).

(15) Arch. nat. P 2.567 et 2.750.

(16) Arch. nat. P 2.667 et 2.751.

(17) Bibl. mun. de Montauban. Manuscrits.

(18) Arch. nat. P 2.687 et 2.769.

(19) Arch. nat. Z¹f 222.

(20) Sur les poursuites contre les athées, cf. les « Mémoires de Mathieu MOLÉ », t. I, p. 293, 302, 321.

4) AGE.

Il fallait en principe avoir au moins 25 ans pour être trésorier de France, avocat ou procureur du roi au bureau des finances. Il ne semble pas que cet âge ait été modifié par l'édit de juillet 1669 (21) qui exigea au moins 27 ans pour les maîtres des comptes (comme d'ailleurs pour les correcteurs et les auditeurs) (22).

En ce qui concerne les présidents, l'âge minimum de 26 ans avait été imposé par un arrêt du Conseil du roi du 2 décembre 1581 (23), mais au XVII^e siècle, il semble qu'il n'était plus fait de distinction entre les présidents et les trésoriers (24).

Comme presque toujours sous l'ancien régime, il ne s'agissait que de principes et des dispenses étaient accordées libéralement, par lettres patentes toujours distinctes des provisions. Quand le bénéficiaire avait au moins vingt ans, les lettres prévoyaient qu'il pourrait siéger au bureau, mais n'aurait voix délibérative qu'à vingt-cinq ans. Une déclaration du roi (20 mai 1713) devait plus tard accorder voix délibérative aux bénéficiaires de dispenses dans les affaires dont ils seraient rapporteurs (25).

Jusqu'à vingt ans, le nouveau titulaire d'un office n'avait pas entrée au bureau, mais, après information et examen, il pouvait être reçu à la Chambre des comptes, cela pour éviter que les lettres de provisions ne se surannassent (au bout d'un an) et que sa réception n'exigeât l'intervention de « lettres de relief de surannation » (26).

*
* *

(21) Bibl. nat. F 19.164 et 21.280 (1).

(22) L'édit de juillet 1669 exigea 40 ans et 10 ans de Cour pour les présidents de Cour souveraine, 37 ans et 10 ans de services antérieurs pour les maîtres des requêtes (ces conditions sont assez proches de celles actuellement en vigueur), 30 ans pour les avocats et procureurs généraux des Cours, ainsi que les présidents et lieutenants des bailliages et sénéchaussées, 27 ans pour les conseillers, avocats et procureurs du roi aux-mêmes juridictions.

L'édit de juillet 1669 prévoit par ailleurs la nullité de toute nomination faite en fraude quant à l'âge, ainsi que la confiscation de l'office, et il fut enjoint aux candidats de fournir un extrait de leur acte de baptême pour justifier de leur âge. L'édit de février 1672 (Bibl. nat. F 12.221 (2)) poussa la défiance jusqu'à exiger des bénéficiaires des extraits l'attestation qu'ils n'avaient point de frère vivant portant le même prénom. Il attribua par ailleurs aux dénonciateurs des fraudes une prime d'un montant du tiers du prix de l'office.

(23) Texte dans FOURNIVAL, p. 1.121. L'arrêt concerne Anne NOVYCE pourvu, en survivance de son père, trésorier de France à Caen (Cf. infra, p. 36, note 79).

(24) Plus tard, en tout cas, les édits de mars 1691 et février 1704, créant dans chaque bureau des offices de premier et de second présidents, n'exigeront que 25 ans pour leurs titulaires.

(25) Bibl. nat. F 21.069 (53). La déclaration ne fut vérifiée à la Chambre des comptes que le 15 février 1718 (*Ibid.*, F 23.620 (46)).

(26) C'est ainsi que Georges-Pierre TESTARD DES BOURNAIS, né le 19 octobre 1749 et pourvu de l'office de trésorier de France à Tours de son père le 22 août 1764 avec dispense d'âge, sera reçu à la Chambre des comptes le 1^{er} septembre suivant, avant même d'avoir atteint 15 ans.

Il n'existait de limite d'âge supérieure ni pour l'exercice des fonctions, ni même pour l'admission d'un nouveau trésorier et nous verrons au chapitre III (p. 73) pour quelles raisons, au XVIII^e siècle, certains trésoriers entraient au bureau à un âge avancé, parfois plus de 80 ans.

5) GRADES UNIVERSITAIRES.

Pas plus que pour les Chambres des comptes, et contrairement à ce qu'il en était pour les Parlements, il n'était exigé du candidat à un office de trésorier de France qu'il fût gradué en droit.

Un tel grade (27) était, par contre, requis pour les offices d'avocat du roi et de procureur du roi pour le domaine, créés par l'édit d'avril 1627.

Nous ne savons si un simple bachelier en droit aurait été admis; en fait, tous les candidats étaient licenciés et, très exceptionnellement, docteurs. Nous n'avons trouvé qu'un seul cas où une dispense de grade dut être accordée, au XVIII^e siècle (28).

L'exigence d'un grade de droit ne fut pas étendue aux titulaires des offices d'avocat et de procureur du roi pour les finances créés par l'édit de mai 1635, probablement dans le but de faciliter la vente de ces offices lors de leur création; il semble qu'en fait presque tous aient été gradués.

Il est plus difficile de se prononcer à cet égard pour les trésoriers de France. A en croire l'exposé de motifs de l'édit d'avril 1627, transformant les bureaux des finances en juridictions véritables pour les affaires du domaine et de la voirie, cette transformation était possible du fait que « la plupart des trésoriers de France reçus depuis 15 ou 20 ans » possédaient des grades de droit; l'affirmation était probablement quelque peu tendancieuse. Suivant une lettre (n^o 101) du bureau des finances de Dijon du 21 août 1649 pourtant (29), les trois-quarts des trésoriers de France du bureau étaient alors gradués en droit. Nous ne saurions toutefois affirmer que cette proportion fût générale, ni qu'elle se soit toujours maintenue.

*
* *

S'il n'était pas exigé d'un candidat la possession de titres universitaires, il n'en était pas moins requis de lui les connaissances générales et professionnelles nécessaires à l'état de trésorier de France.

(27) Et de plus, après la déclaration du roi de 1700, la justification du succès à un examen de droit français, comme pour les avocats.

(28) Suivant L. P. du 13 juin 1739, pour Baudouin-Nicolas LEBCEUF DE VILLÉ, né le 31 mai 1700, pourvu de l'office d'avocat du roi pour le domaine au bureau des finances de Soissons le 20 du même mois et reçu sans difficultés à la Chambre des comptes le 26 (Arch. nat. P 2.439, 2.714 et 2.796).

(29) Citée p. 83.

Nous verrons à cet égard, au titre de la réception des trésoriers de France aux Chambres des comptes, que cette réception n'avait lieu qu'après un examen (30).

6) QUALITÉS MORALES ET PHYSIQUES.

Outre la « capacité, la suffisance et l'expérience » nécessaires à l'exercice de ses fonctions, sanctionnées par l'examen professionnel dont il vient d'être question, il était exigé, d'un candidat, des qualités de « fidélité, loyauté et prudence » et, pour ceux qui avaient déjà été au service du roi, « d'affection à ce service », ainsi que d'être « de bonnes vie, mœurs et conversation ». Le tout était vérifié par l'information à laquelle la Chambre des comptes faisait procéder dans des conditions qui seront indiquées plus loin.

*
* *

Au début de 1587, la Chambre des comptes de Paris avait décidé d'éliminer tout candidat qui aurait été condamné par la Chambre de justice de 1584, ou même qui y aurait été seulement déféré. Le 3 mars de cette année, elle exigea de Gaultier du VERDIER, pourvu d'un office de trésorier de France à Limoges, le serment qu'il n'avait été prévenu ni déféré à la Chambre royale (31). « La femme de César ne doit même pas être soupçonnée... ».

Il ne semble pas que de telles exigences aient été maintenues par la suite, au moins sous cette forme; elles auraient d'ailleurs supposé l'élimination systématique de trésoriers de France condamnés par les Chambres de justice et nous verrons par la suite qu'ils furent assez nombreux. La question se relie d'ailleurs à celle des traitants et des partisans qui sera traitée plus loin.

*
* *

(30) Pourtant, à en croire un factum de 1649 des élus, que les trésoriers de France avaient, il est vrai, qualifiés « d'ignares et non lettrés », les dits trésoriers « n'avaient autre capacité qu'une connaissance confuse de quelques ordonnances touchant la fonction de leurs charges avec l'habitude du jeton » (probablement pour les calculs).

« ... Il y a tels officiers des élections qui sont savants au-delà des trésoriers qu'il serait besoin pour eux qu'ils vinssent à leur école pour apprendre leurs charges et s'en trouvent, le plus souvent, de si ignorants qu'ils passent pour ridicules quand ils viennent au bureau des élections, n'ayant pas la possibilité d'exprimer le sujet de leur venue... » (Bibl. nat. Lf 38 12).

Il n'y a sans doute pas lieu d'attacher une importance excessive à ces affirmations, bien que des reproches analogues fussent parfois adressés aux membres des Chambres des comptes qui, comme les trésoriers, n'avaient pas à justifier de la possession d'un grade universitaire.

(31) Arch. nat. P 2.662 et 2.745.

Le 13 mars 1653, la Chambre des comptes de Paris avait décidé (32) qu'il « ne serait reçu es-offices du corps d'icelle aucune personne extraordinairement estropiée, ou qui ait autres incommodités notables et indécentes aux officiers des Cours souveraines (33) et que ceux qui auraient été ci-devant reçus ne pourroient passer à autre charge à peine de nullité de réception ».

Il semble que ces dispositions furent appliquées aux trésoriers de France, comme aux membres permanents de la Chambre.

7) FONCTIONS ANTÉRIEURES.

A. — FONCTIONS PUBLIQUES.

a) *Fonctions comptables.*

Des lettres patentes et une déclaration du roi du 3 mars 1563 avaient disposé que les anciens trésoriers des guerres et de l'artillerie ne pourraient faire partie de Chambres des comptes. Nous ne savons si ces dispositions étaient applicables aux trésoriers de France. Elles souffraient d'ailleurs des dérogations autorisées expressément dans des cas déterminés (34).

L'exercice des autres fonctions de comptable ne comportait, au moins pour les trésoriers de France, qu'une incapacité temporaire (35). Suivant une déclaration du roi du 16 janvier 1565 (36), aucun comptable ne pouvait être reçu trésorier de France sans avoir obtenu de la Chambre des comptes décharge de sa gestion et, au moins pour les

(32) Arch. nat. P 2.686 et 2.762.

(33) Notamment, selon BOISLISLE (Chambre des comptes de Paris, 1874) « les furieux, les infâmes, les podagres, les boiteux, les bossus, les aveugles, les sourds, les essorillés et les camards... ».

(34) C'est ainsi qu'Olivier LE FÈVRE D'ORMESSON, intendant des finances, qui avait été trésorier de l'extraordinaire des guerres en Piémont de 1553 à 1558, fut relevé de l'interdiction portée par l'édit d'avril 1563 par des lettres patentes du 7 avril 1579, quand il fut pourvu d'un office de président à la Chambre des comptes de Paris; la Chambre vérifia ces lettres le 5 mai sans faire d'observation et l'installa le surlendemain (Arch. nat. P 2.662, f° 287).

(35) L'incapacité ne devait-elle pas être étendue aux fils et aux gendres d'un comptable? Le 13 octobre 1610, la Chambre des comptes de Paris accepta de recevoir François de SAUVAGE, comme trésorier de France à Bordeaux, bien qu'il fût gendre d'un comptable en exercice, mais elle précisa que sa décision ne préjugeait pas de celle qu'elle prendrait au cas où il viendrait à acquérir un office de la Chambre (Arch. nat. P 2.753, f° 314).

De fait, le 19 mai 1629, la Chambre des comptes de Paris adopta un règlement suivant lequel tout candidat à une charge de la Chambre devait jurer qu'il n'avait jamais exercé aucune charge comptable, ni fait association, part ou intérêt avec comptables, partisans et fermiers et qu'il n'était enfant, gendre ou héritier d'aucun d'entre eux (Arch. nat. P 2.677 et 2.759).

A Aix, Honoré d'ESTIENNE (1613-1694), fils du receveur général de la généralité et neveu d'un receveur du domaine à Aix, ne fut installé au bureau comme trésorier de France le 27 août 1637 que sous la réserve qu'il ne pourrait participer à l'examen des affaires où son père et son oncle seraient en cause (Arch. dép. des Bouches-du-Rhône C 4.796).

(36) Bibl. nat. F 23.740 (248) et FOURNIVAL, p. 279.

receveurs généraux et particuliers de la généralité, avant l'expiration d'un délai de trois ans après sa sortie de fonctions.

A l'encontre de la première règle qui était absolue et ne devait pas souffrir de dérogations (37), le roi pouvait accorder des dispenses pour la seconde, toujours par lettres distinctes des provisions (38).

En 1612, la Chambre des comptes de Paris, après d'ailleurs des hésitations, avait refusé d'admettre comme trésorier de France à Toulouse Pierre MOYNIER, pourvu d'un office le 1^{er} février 1610, parce qu'il avait exercé des fonctions de receveur et payeur des gages et droits des collèges et universités de lois et de médecine de Toulouse et de Montpellier, de fermier des gabelles du Languedoc et de « concierge de la foraine de Toulouse ». Son arrêt fut cassé par le Conseil du roi, par le motif que MOYNIER avait été dispensé, par le contrat même de la ferme de Bordeaux, de l'incapacité en résultant, et qu'il avait obtenu son quitus pour toutes ses autres fonctions. Il fut reçu en conséquence à la Chambre des comptes de Paris le 22 novembre 1612 (39).

A la suite d'incidents ayant mis en cause plusieurs trésoriers du bureau de Montauban (40) et après information faite sur place par Simon le BOSSU LE JAU, maître des comptes à Paris et ancien trésorier de France à Montauban (41), la Chambre des comptes de Paris adopta le 23 novembre 1658 un règlement suivant lequel il serait vérifié, avant toute réception de trésorier de France, que l'intéressé n'avait « exercé aucune charge comptable ou commission principale dans l'étendue de la généralité et n'avait aucune part ou intérêt dans les prêts qui s'y étaient faits ». Le cas échéant, « il aurait à s'en purger par serment en s'exposant à la perte de son office si par la suite il se trouvait du contraire » (42).

(37) En dépit d'interventions véhémentes de HENRI IV, la Chambre des comptes de Paris refusa de faire fléchir la règle en faveur de Balthazar GOBELIN, sgr de BRINVILLIERS, ancien trésorier général de l'artillerie et trésorier de l'épargne, pourvu d'un office de président à la Chambre des comptes, qui ne fut installé qu'après l'apurement de ses comptes, le 4 avril 1604 (Cf. BOISLISLE, p. 268 et 271).

Balthazar GOBELIN, issu des teinturiers en écarlate qui avaient donné leur nom à l'emplacement de la future manufacture de tapisseries, était frère de Pierre GOBELIN, trésorier de France à Rouen de 1586 à 1607 et proche parent de Jacques GOBELIN, trésorier de France à Soissons de 1627 à 1673.

(38) Par exemple, pour Jean DESMARETS, receveur général du taillon à Soissons, reçu à la Chambre des comptes comme trésorier de France à Soissons le 7 octobre 1634 (beau-frère de COLBERT, il devint intendant à Soissons en 1665).

(39) Arch. nat. P 2.670 et 2.754.

(40) Des trésoriers de France avaient été commis « aux restes des tailles, taillon, subsistances, étapes et autres deniers levés en les élections de la généralité ». D'autres étaient « propriétaires des recettes des tailles et les faisaient exercer sous le nom de leurs domestiques ». (Cf. infra, p. 121 et note 213).

(41) Bien que non gradué en droit, Simon LE BOSSU LE JAU fut nommé par LOUIS XIV à la Chambre de justice créée en 1661, ce qui provoqua des incidents lors de l'ouverture du procès de FOUQUET, le dit FOUQUET soutenant que son procès ne pouvait pas s'engager sans sa présence, quitte à dénoncer plus tard l'irrégularité d'une procédure criminelle où un juge n'aurait pas été gradué. En fait, Simon LE BOSSU LE JAU fut des membres de la Chambre les moins défavorables à l'ancien surintendant et cela lui valut l'animosité du roi.

(42) Arch. nat. P 2.769, p. 551.

b) *Autres fonctions.*

Les 6 mars 1628, la Chambre des comptes de Rouen refusa de recevoir en un office de trésorier de France à Rouen Nicolas des CHAMPS, sgr de LA LONDE, qui avait levé un des deux offices créés par l'édit de février 1626, par le seul motif qu'il avait été greffier du Parlement de Rouen (43). Des CHAMPS n'insista pas et revendit son office mais il n'est pas certain que l'arrêt de la Chambre des comptes aurait tenu s'il avait été déferé au Conseil du roi.

Nous n'avons pas trouvé d'autres exemples de telles décisions, mais devons observer que les Chambres des comptes pouvaient toujours, sous prétexte d'insuffisance à l'examen, éliminer des candidats dont l'activité antérieure leur déplaisait, sans avoir à donner des motifs de droit qui, s'ils n'étaient pas reconnus valables, feraient casser leur arrêt par le Conseil du roi.

B. — TRAITANTS ET PARTISANS (44).

Le projet de constitution arrêté le 8 juillet 1648 par la Chambre Saint-Louis disposait, en son article 20 : « Afin que la justice soit administrée avec l'honneur et l'intégrité requise, qu'à l'avenir il ne pourra plus être reçu dans les Cours souveraines aucuns traitants, partisans, cautions, associés et intéressés avec eux, ni leurs enfants et gendres et que ceux qui sont à présent reçus et anciens des dites compagnies ne pourront être admis en d'autres, quelques dispenses pourront par eux être obtenues... ».

Ce projet de texte ne faisait que rappeler une jurisprudence ancienne des Chambres des comptes (45) consacrée à Paris par le règlement de la Chambre du 19 mai 1629; cette jurisprudence prit une nouvelle forme avec un règlement des 7 mai et 17 septembre 1659 (46). Il y fut même précisé que, avant sa réception, le récipiendaire devrait s'engager à ne pas épouser la fille ou l'héritière d'un traitant, partisan ou associé à peine d'interdiction de fonctions.

Les traitants et partisans disposaient, il est vrai, d'appuis dans le monde gravitant autour du Conseil du roi et obtenaient parfois que des pressions fussent faites sur la Chambre intéressée pour qu'elle acceptât un candidat. Quand les appuis venaient de très haut, il arrivait que la Chambre s'inclinât après des lettres de jussion, ou d'itérative jussion. Toutefois, de telles affaires amenant des complications, le gouvernement s'efforçait de les éviter.

(43) Arch. dép. de la Seine-Maritime, II B 47.

(44) Sur les traitants et partisans, cf. *infra*, p. 409 et suivantes.

(45) Dès mai 1596, Claude GIROULT, natif de Soissons, pourvu d'un des offices de trésorier de France créés à Soissons avec le bureau, s'était vu demander par la Chambre des comptes de Paris s'il n'avait pas fait parti avec Sébastien ZAMET (vers 1549-1614), le célèbre financier florentin, ami de HENRI IV. Sur sa réponse négative et bien qu'il ait reconnu avoir donné son nom à ZAMET pour un prêt fait au roi en 1586, elle avait consenti à le recevoir le 31 mai (Arch. nat. 2.665 et 2.748).

(46) Arch. nat. P 2.769, p. 724 et 865.

C. — EXERCICE D'UN COMMERCE.

L'exercice antérieur d'un commerce n'était pas en principe rédhibitoire pour le candidat à un office de trésorier de France : peut-être toutefois, la Chambre des comptes et les bureaux auraient-ils vu d'un mauvais œil un candidat qui aurait exercé un commerce de trop peu d'importance, et auraient-ils fait la distinction, pratiquée en matière d'anoblissement, entre le commerce de gros et celui de détail. Du moins, les Chambres des comptes exigeaient-elles que le nouvel officier eût rompu tout lien avec son entreprise : quand elles avaient des doutes, elles n'hésitaient pas à prendre des garanties ; c'est ainsi que le 25 octobre 1629, la Chambre des comptes de Paris fit jurer à Jean BÉRAULD, pourvu d'un office de trésorier de France à Lyon, « qu'il avoit quitté la marchandise et l'avoit cédée et ses effets à un autre », et « qu'il n'en avoit retenu aucune part et portion directement ou indirectement de quelque façon que ce soit et qu'il se soumettoit à la perte de son office s'il y avoit preuve du contraire » (47).

D. — FONCTIONS AUPRÈS DE PRINCES ET GRANDS SEIGNEURS.

A la fin du xvi^e siècle et notamment à l'époque de la Ligue, nombre de trésoriers de France s'étaient trouvés mêlés aux luttes politiques en raison de leurs fonctions auprès des princes ou de grands seigneurs. C'est ainsi que, à Blois le jour de sa mort (23 décembre 1588), le duc de GUISE était accompagné de son secrétaire, Jean PÉRICARD, et de son intendant, Denis de ROSSIEU, trésorier de France à Orléans (48). Jean PÉRICARD dont la vocation de secrétaire était évidemment affirmée, devait passer par la suite en cette qualité au service du duc de MAYENNE, puis... à celui de HENRI IV, en devenant alors lui aussi trésorier de France à Orléans ; Denis de ROSSIEU fut moins heureux ou moins habile et nous avons trouvé sa trace à Bruxelles en 1601 où il vivait en exil après avoir été destitué de sa charge dès 1589. De multiples exemples pourraient être donnés de telles situations qui avaient laissé de mauvais souvenirs et, vers la fin du xvi^e siècle, pour éviter leur retour, la Chambre des comptes de Paris avait décidé d'exiger des candidats qu'ils ne fussent ni appointés, ni pensionnés par aucun prince ni grand seigneur. Dès le 28 mai 1596, elle avait refusé de recevoir, comme trésorier de France à Soissons, Antoine RIBAUT, ancien trésorier de l'épargne et intendant des finances du gouvernement du duc de MAYENNE, pourtant maintenu dans ses fonctions d'intendant des finances par HENRI IV, puis, après la suppression des offices d'intendants des finances, pourvu par lui de

(47) Arch. nat. P 2.677 et 2.759.

(48) A la porte du Conseil du roi, les gardes avaient laissé Jean PÉRICARD entrer avec le duc, mais avaient empêché de passer Denis de ROSSIEU. L'atmosphère lui paraissant trouble, le duc de GUISE, sous prétexte d'oubli de son dragoir, avait envoyé PÉRICARD s'informer. Quand PÉRICARD avait voulu revenir dans la salle du Conseil pour lui donner l'alerte, les gardes lui avaient barré le chemin.

l'office en cause (49); cette jurisprudence fut confirmée par une ordonnance d'août 1598 interdisant aux membres des Cours souveraines de « prendre aucun état, gages, pensions et bienfait d'aucun prince ou seigneur, ni aucune charge de leurs offices, à peine de privation d'office et d'amende arbitraire » (50).

La règle se perdit, et à tort, car Louis MONSIGOT, secrétaire du roi, trésorier de France à Soissons, puis maître des comptes à Paris, d'abord secrétaire du connétable de LUYNES, puis passé au service de Gaston d'ORLÉANS, eut à souffrir des infortunes de ce prince et, avec lui, la Chambre des comptes. Enfui à Bruxelles avec son maître, il fut condamné à mort par contumace le 25 octobre 1632 par le Parlement de Dijon et destitué de toutes ses charges; après la mort de RICHELIEU et celle de LOUIS XIII, il put revenir en France où un édit de juin 1643 (51) le rétablit en ses charges au détriment de ceux qui en avaient été pourvus (52).

8) ABSENCE DE PARENTS ET D'ALLIES AU BUREAU.

Pour être admis comme trésorier de France dans un bureau, il fallait, suivant d'ailleurs une règle commune à toutes les juridictions, ne pas y avoir de parents proches ou d'alliés. L'interdiction concernait les présidents, trésoriers de France et gens du roi : elle ne semblait pas s'étendre aux greffiers.

Etait prohibée la présence, dans le même bureau, de parents et d'alliés en ligne directe à tous les degrés, de frères, d'un oncle et de son neveu, d'un grand-oncle et son petit-neveu; pour des beaux-frères, l'interdiction n'existait pas à l'égard de ceux dont l'alliance résultait de mariages avec deux sœurs (53).

(49) Arch. nat. P 2.665 et 2.748.

Antoine RIBAUT fut encore commissaire député de la direction des finances dans la généralité de Châlons en octobre 1596 (Arch. dép. de la Marne, C 2.489, f° 426 à 430), tandis que SULLY l'était dans celles d'Orléans et de Tours. Le récit de leur mission a été donné par Albert CHAMBERLAND dans la « Revue Henri IV », mars 1909 (Bibl. nat. 8° Lc21, 158 bis).

(50) Dès 1579 d'ailleurs, l'édit de Blois avait interdit aux membres des Cours souveraines ou inférieures de « prendre charge directement ou indirectement, de quelque manière que ce fût, au spirituel et au temporel, de personnes quelconques autres que le roi, la reine, la reine-mère ou le frère du roi ».

(51) Bibl. nat. F 20.495 (95).

(52) Au cours de la Fronde, une situation analogue se produisit pour Jean PERRAULT, président à la Chambre des comptes de Paris et secrétaire des commandements du prince de CONDÉ, qui fut emprisonné en janvier 1650 sur l'ordre d'Anne d'AUTRICHE. La Chambre des comptes envoya à la reine, le 25 janvier, une députation pour protester contre son arrestation. La reine reçut les protestataires, mais leur déclara s'étonner de leur démarche : Jean PERRAULT n'avait pas été arrêté comme président à la Chambre des comptes, mais comme « complice d'un prince rebelle à son roi ».

Il figura parmi les rares personnages exclus de l'amnistie générale du 22 octobre 1652.

(53) Ces prohibitions furent confirmées par l'édit de juillet 1669 (Bibl. nat. F 21.280), sauf en ce qui concerne les grands-oncles et petits-neveux.

A l'origine, l'interdiction était strictement respectée et, le 21 août 1628, François de LAUZON, trésorier de France à Poitiers, fit lui-même opposition à la réception, au Grand-Conseil (54), de Jean de LAUZON, son frère, en un autre office de trésorier de France à Poitiers.

En fait, des dispenses étaient accordées si libéralement que leur octroi n'était plus considéré que comme une simple formalité, d'ailleurs coûteuse car elle nécessitait des lettres distinctes des provisions (55).

Les plunitifs des Chambres des comptes mentionnent soigneusement la réserve que, au cas où les avis des deux parents ou alliés viendraient à concorder, leurs deux voix ne seraient comptées que pour une seule. Nous ne savons s'il s'agissait d'une condition imposée par la Chambre des comptes ou si c'était une disposition des lettres de dispense. Il est vraisemblable que, à l'origine, la règle avait été posée sous forme de réserves par la Chambre des comptes et qu'elle avait été adoptée par la Chancellerie qui en avait fait une clause de style des lettres de dispense (56). Il est à noter que la formule était aussi appliquée aux gens du roi, ce qui paraît étrange puisque, sauf preuve contraire, les gens du roi ne votaient pas au bureau. Peut-être s'était-il agi d'une inadvertance initiale qui se serait répétée par tradition, mais on peut difficilement concevoir qu'une telle situation ait duré deux siècles. Sinon, pour qu'elle eût un sens, il faut admettre que la voix du trésorier de France intéressé n'était pas comptée quand elle était conforme aux conclusions du Parquet.

II. — Acquisition d'un office.

Supposant remplies les conditions pour pouvoir être trésorier de France, il fallait justifier de la possession d'un office pour s'en faire délivrer les provisions (57).

Cette possession pouvait résulter :

1° d'une acquisition faite du roi;

(54) Arch. nat. V5 358.

(55) Une dispense était nécessaire au cas de mariage d'un trésorier de France en fonctions avec la fille d'un autre trésorier du bureau.

(56) Elle fut insérée dans l'édit de juillet 1669.

Plus tard, l'édit de mars 1691 (Bibl. nat. F 23.614 (956 à 958) créant des premiers présidents dans les bureaux autorisera leur réception « encore qu'ils y aient des parents ou alliés aux degrez prohibez par les ordonnances, à charge que les voix des parents se rencontrant ne seront comptées que pour une ».

Par déclaration du roi du 23 septembre 1704 (Bibl. nat. F 23.613 (797 et 798), la disposition sera étendue aux seconds présidents créés par l'édit de février 1704 (Bibl. nat. F 23.617 (554 et 555).

(57) Sur toute la question des offices, cf. M. Roland MOUSNIER : « Vénalité des offices sous Henri IV et Louis XIII » (Bibl. nat. 8° Lf3 18 et 18A).

2° d'un achat au bureau des finances;

3° d'une acquisition faite du propriétaire antérieur ou de la désignation du propriétaire.

1) ACQUISITION FAITE DU ROI.

L'acquisition faite du roi résultait d'un achat ou, très exceptionnellement, d'un don (58) :

A. Au cas de création d'un nouvel office,

B. Au cas où un office était « retombé aux parties casuelles », soit par destitution de son titulaire (59), soit pour défaut de paiement de l'annuel et décès en charge ou dans les quarante jours de la résignation (60), soit par rachat du roi (61).

Le prix de l'office était fixé par le roi en son Conseil, le « trésorier des parties casuelles » étant présent.

Le prix était fixe. Toutefois, en 1582, HENRI III avait tenté d'instituer un système d'enchères ouvertes, toute vente à un prix déterminé pouvant être annulée par le versement d'un prix supérieur. Le système donna lieu à de telles difficultés que l'on y renonça, pas définitivement toutefois, puisqu'il y eut encore des « majorations pour enchères » lors de la vente des offices de la création d'août 1621.

Nous donnons, ci-après, à titre documentaire, les prix de vente

(58) Ce fut le cas pour un office de trésorier de France à Bordeaux, donné en 1654 à Jacques FILHOT dans des conditions qui seront rapportées plus loin (p. 57) et de l'office de trésorier de France à Moulins acquis par le roi dans les conditions relatées à la page suivante et donné en 1674 à Jean RACINE.

Nous ne parlons naturellement pas ici des offices donnés par HENRI IV à Gabrielle d'ESTRÉES pour les revendre à son profit, l'opération s'apparentant à la vente directe par le roi, relatée ci-après.

(59) Ce fut le cas notamment en 1604 pour l'office de Henri MOREL, trésorier de France à Caen, reconnu coupable de forfaiture par la Chambre de justice. L'office fut revendu 21.000 livres (plus 270 livres pour le marc d'or) à un protégé de SULLY, Charles DURET DE CHEVRY, qui en fut pourvu le 3 avril 1604 et fut reçu à la Chambre des comptes de Rouen le 1^{er} juin (Archives de la Seine-Maritime II B 23, f^o 97). (Il fut plus tard intendant des finances et président à la Chambre des comptes; c'est son fils et successeur à la Chambre des comptes qui fit construire en 1634, rue des Petits-Champs, l'hôtel, vendu à Jacques TUBEUF en 1641 et revendu par lui à MAZARIN, qui abrite aujourd'hui la Bibliothèque Nationale).

(60) Cf. chapitres I et III; la situation était assez fréquente.

(61) Le cas ne se produisit guère que sous COLBERT, quand la situation favorable du Trésor permit d'envisager la suppression de certains offices. L'opération était bénéfique pour le roi quand la valeur vénale des offices était inférieure à leur prix d'émission et partant à leur prix de remboursement. C'est ainsi qu'un office de trésorier à Moulins fut acquis par command du roi, le 18 juin 1670, aux enchères de la Cour des aides de Paris. Le 25 août 1670, l'office fut supprimé. Un arrêt du Conseil du 2 juin 1674 devait le rétablir en faveur de Jean RACINE qui en fut pourvu le 20 septembre, prêta serment devant le chancelier d'ALIGRE le 11 octobre et fut reçu à la Chambre des comptes de Paris le 27 du même mois « après avoir été interrogé et fait preuve de suffisance et capacité » (Arch. nat. P 2383, f^o 221, 2.692 et 2.774. Cf. supra, note 58 et M. François DUMONT : « Le bureau des finances de la généralité de Moulins ». Paris, 1923, in-8).

des charges de trésorier de France créées aux bureaux de Paris, Rouen et Lyon par les édits de 1557 à 1635 inclus (62).

DATES DE CRÉATION	PARIS (63)	ROUEN (64)	LYON (65)
Août 1557	25.000 livres	25.000 livres	25.000 livres
Novembre 1570	25.000 »	25.000 »	25.000 »
Octobre 1571	28.000 »	25.000 »	18.000 »
Juillet 1577	16.500 » (66)	25.000 »	18.000 »
Janvier 1581	27.000 »	24.000 »	18.000 » (68)
Janvier 1586	24.000 » (67)	24.000 »	18.000 » (68)
Août 1621	80.000 (plus 6.550 d'enchères)	65.000 »	50.000 (plus 11.000 d'enchères)
Février 1626	84.000 »	72.000 »	65.000 »
Avril 1627	76.340 »	55.260 »	59.340 »
Mai 1633 (garde-scel)	76.366 »	60.066 »	60.066 »
Mai 1635	90.000 »	non créé	70.000 » (69)

Le prix de l'office était reçu par le trésorier des « parties casuelles », qui en délivrait quittance.

*
* *

HENRI IV avait imaginé un « circuit court » qui, à la vérité, tourna assez mal : ne pouvant obtenir de SULLY l'argent nécessaire à ses besoins personnels et constatant que jamais rien ne lui revenait sur le produit des ventes d'offices, il eut l'idée, en apprenant qu'un office de trésorier de France était devenu vacant à Orléans en

(62) Les créations de janvier 1552 ne semblent pas avoir donné lieu au versement de finances.

(63) Bibl. nat. Manuscrits français, 14.066.

(64) Arch. dép. de la Seine-Maritime C 2.343 et VANNIER : « Bureau des finances de Rouen », 1927, in-8.

(65) MICHON et HUBERT DE SAINT-DIDIER : « Le bureau des finances de Lyon », Lyon, 1903, in-8.

(66) Manifestement prix de faveur consenti à Benoît MILON DE VIDEVILLE, déjà trésorier de France à Orléans et intendant des finances, qui jouissait d'une très grande influence dans l'administration financière, au point de s'entendre qualifier, en plein conseil du roi le 6 mars 1584, de « larron et assassin du peuple de France » par le chevalier de SEURE, grand prieur de Champagne, ce qui provoqua d'ailleurs l'indignation de HENRI III, qui administra lui-même et séance tenante une sévère correction au dit grand prieur (Cf. Journal de Pierre de L'Estoile. Ed. 1943, p. 351).

(67) Plus 1.500 livres pour la qualité de président.

(68) Plus 3.000 livres pour la qualité de président.

(69) Pour apprécier ces chiffres, il faut tenir compte de la dépréciation de la livre entre 1557 et la réforme monétaire de 1577 qui la stabilisa jusqu'en 1602. L'avisement de la livre reprit alors et, au temps de la Fronde, elle ne représentait guère que 60 % de sa valeur de 1602, peut-être le pouvoir d'achat de 600 à 800 de nos anciens francs (Cf. infra, p. 171, note 96).

1598 (70), d'en proposer la vente à un prix modéré à un de ses familiers, Louis MAUGEANT, à charge pour ce dernier de lui remettre directement les espèces.

La Chambre des comptes prit très mal l'opération; néanmoins, ne pouvant guère déclarer le roi « comptable de fait », elle se vengea d'une autre manière : elle refusa de recevoir l'acquéreur, qui réclama son argent au roi, lequel l'avait déjà dissipé. HENRI IV envoya le 19 mars 1559, pour la fléchir, un intendant des finances, Charles de SALDAIGNE D'INCARVILLE, sans succès. Il lui fit alors adresser, le 8 juin 1599 des lettres de jussion qui ne furent pas plus efficaces; c'est seulement le 11 décembre 1599 que la Chambre, trouvant sans doute la leçon suffisante, consentit à recevoir MAUGEANT (71).

*
**

Pour faciliter le placement des offices de nouvelle création, il était souvent fait recours à une pratique regrettable : la vente de lettres et quittances en blanc avec attribution provisoire des gages au porteur suivant déclaration du roi (72). Inutile de dire combien était fâcheuse une procédure qui contraignait le roi à exalter par avance, suivant les formules de provisions : « ...les sens, suffisance, loyauté, prudence, expérience, capacité au fait des finances, fidélité et affection au service du roi... » voire même « l'estime que le souverain avait des belles qualités et du mérite » d'une personne qui se désignerait elle-même.

En fait, les lettres en blanc, qui n'étaient pas sans quelque analogie avec nos titres au porteur, étaient acquises soit par des pères de famille désireux d'en investir plus tard leurs enfants, et ce fut le cas notamment pour le maître des requêtes, Gilbert GAULMIN, qui leva, à l'intention de ses fils, deux offices de Moulins de la création de mai 1635 (73), soit par un spéculateur qui espérait

(70) Il ne serait pas impossible que Henriette de BALZAC D'ENTRAIGUES, marquise de VERNEUIL (1579-1633), alors maîtresse de HENRI IV, ait été mêlée à l'affaire car, par sa mère, Marie TOUCHET (1549-1638, maîtresse de CHARLES IX et mère du duc d'ANGOULÊME), elle devait être proche parente du titulaire antérieur de l'office, Jacques BLANCHARD, lui aussi fils d'une dame Marie TOUCHET, probablement tante de la première. C'est d'ailleurs ce qui explique que, lors de l'interdiction provisoire de tous les trésoriers de France en septembre 1596, à l'exception de deux par bureau (Cf. infra, p. 263, note 148) Jacques BLANCHARD ait été maintenu en définitive pour Orléans au lieu de François d'Auvergne, sgr d'ACHÈRES, proposé par SULLY (Cf. Albert CHAMBERLAND : « La mission de SULLY et de RYBAULT dans les généralités en 1596 ». Revue HENRI IV, mars 1909. Bibl. nat. 8° Lc21 158 bis).

(71) Arch. nat. P 2.749, p. 588, 629 et 721.

(72) Par exemple celle vérifiée par la Chambre des comptes de Paris entre le 14 et le 21 février 1631 pour les offices de la création d'avril 1627 (Arch. nat. P 2.678 et 2.760).

(73) Nous retrouverons ce personnage au cours de notre travail. Né vers 1587 (et non 1585 comme il est dit dans la plupart de ses biographies, car ses parents s'étaient mariés par contrat du 5 août 1586), avocat au Parlement, il avait succédé à son père comme lieutenant général criminel en la sénéchaussée et siège présidial de Moulins le 22 mars 1611; avocat général au Grand-Conseil le 5 juin 1626 (par préférence à Pierre CHANUT), breveté conseiller d'Etat le 5 septembre 1626,

les revendre avec bénéfice, soit par un traitant qui prenait à forfait tout le lot. Parmi les intermédiaires, nous pouvons citer Ithier HOBIER (74), trésorier de France à Bourges, Antoine VANEL (75) et Paul COIFFIER (76). Les deux premiers n'étaient d'ailleurs que des prête-noms de personnages très haut placés, notamment la duchesse de GUISE (77), ce qui explique que la Chambre des comptes de Paris, qui avait imprudemment entrepris une enquête vers 1631 pour tenter de moraliser les trafics, l'arrêta quand elle vit à qui elle avait à faire en réalité.

maître des requêtes le 20 décembre 1630, il mourut à Paris le 3 décembre 1665, doyen des maîtres des requêtes et à ce titre siégeant effectivement au Conseil d'Etat.

Il passait pour être un des plus grands érudits de son temps et le plus grand orientaliste.

Il fut par ailleurs l'inventeur des mariages dits « à la Gaulmine », contractés en conformité des canons du concile de Trente par simple déclaration des intéressés à leur curé (in facie ecclesiae), mariages dont les tribunaux ecclésiastiques ne purent jamais contester la validité et qui durent être interdits en France par un édit de mars 1697. Contrairement à ce que veut la tradition, il n'en usa pas pour lui-même et ses deux mariages successifs furent célébrés très régulièrement, à Moulins le 24 février 1613 avec Françoise CAILLIER, fille du receveur des tailles de Moulins, et à Paris en février 1629 avec Marie CHARRON, veuve de Jacques FOULLÉ, sgr de PRUNEAUX, maître des requêtes (qui lui apporta la charge de maître des requêtes de son premier mari).

Nous avons trouvé au Cabinet des manuscrits de la Bibliothèque nationale une dispense de bans datée du 2 février 1629 parfaitement en règle (Carrés d'HOZIER 287, pièce 176).

(74) Sur Ithier HOBIER, cf. infra, p. 123.

(75) Antoine VANEL avait été reçu secrétaire du roi le 13 mars 1632 : il était associé en divers « traités et partis » à son frère Claude VANEL, également secrétaire du roi depuis le 21 juillet 1634 (qui prit notamment à ferme la « taxe sur les aisés »). Il mourut en décembre 1648.

(76) Paul COIFFIER, commissaire au Châtelet de Paris était, entre autres, propriétaire d'un office de trésorier de France à Poitiers de la création de mai 1635. Il obtint le 30 août 1644 de la Chambre des comptes de Paris délai jusqu'au 31 décembre 1647 pour lui trouver un titulaire, ainsi que la jouissance des gages correspondants, et le céda ensuite à la veuve du président et surintendant des finances Claude de BULLION, qui obtint de semblables délais.

Son fils, Jean COIFFIER, fut premier commis du président de BAILLEUL, pendant sa surintendance des finances et conserva ses fonctions sous PARTICELLI d'EMERY. Il fut maître des comptes à Paris de 1654 à 1658; il avait épousé Anne-Marguerite VANEL, fille de Claude, laquelle sut plaire à COLBERT, s'il faut en croire COURTILZ DE SANDRAS.

La veuve de Claude VANEL (décédé en janvier 1657) n'en dut pas moins rendre des comptes à la commission extraordinaire de justice de 1661 et l'immeuble des VANEL, rue des Petits-Champs, fut décrété. Il devait passer assez fâcheusement entre les mains de COLBERT, déjà cité.

(77) Henriette-Catherine de JOYEUSE, duchesse de JOYEUSE et comtesse de BUCHAGE (1585-1656), fille du « frère Ange », capucin et maréchal de France, veuve en premières noces de Henri de BOURBON, duc de MONTPENSIER (1573-1608) et épouse en secondes noces de Charles de LORRAINE, duc de GUISE, prince de JOINVILLE (1571-1640).

Elle dut apparaître en nom pour faire opposition, avec Antoine VANEL, à la réception à la Chambre des comptes de Paris de Claude SAULNIER, pourvu d'un office de trésorier de France à Limoges de la création d'avril 1627, qui restait lui devoir 25.000 livres sur le prix de l'office et ne fut reçu le 11 octobre 1631 qu'après s'en être acquitté (Arch. nat. P 2.768 et 2.760). Elle fit de même opposition, avec Ithier HOBIER, à la réception de la même Chambre des comptes de Jacques de MANSE, pourvu d'un office de trésorier de France à Montpellier le 20 décembre 1640; dans ce cas toutefois, la Chambre passa outre à l'opposition et reçut le postulant le 14 novembre 1642 (Arch. nat. P 2.682 et 2.764). Il fut installé au bureau sans nouvel incident, le 22 décembre (Arch. dép. Hérault C 201, f° 200 v°).

2) ACHAT AU BUREAU.

Quand le roi ne trouvait preneur pour des offices de nouvelle création, ni auprès de candidats aux fonctions, ni auprès d'intermédiaires, il était amené à faire pression sur le bureau intéressé pour les lui faire acquérir collectivement en lui accordant le bénéfice des gages et droits de ses offices. Le bureau était qualifié pour revendre des offices quand les circonstances le permettaient. Il y perdait souvent (78).

3) ACQUISITION FAITE DU PROPRIÉTAIRE ANTERIEUR.

A l'origine, la transmission volontaire d'un office se faisait par voie de don de survivance : le roi autorisait, moyennant le versement du quart de sa valeur, un père à donner à son fils la survivance de son office. L'opération pouvait se faire « sans retenue de service » et alors le fils remplaçait immédiatement le père dans l'exercice de ses fonctions, ou « avec retenue de service » et alors le père restait en fonctions tant que bon lui semblait et, s'il le voulait, jusqu'à sa mort; il existait une situation intermédiaire, destinée à assurer progressivement la formation du fils : le père et le fils étaient conjointement en fonctions, l'un ou l'autre pouvait assister aux séances du bureau, avec voie délibérative; ils pouvaient également siéger ensemble, mais en ne disposant que d'une seule voix (79).

Le système de la survivance ne se limitait pas à la transmission des charges entre père et fils; il fut étendu à des personnes non parentes et, en ce cas, le don fit place à une vente.

Après la création de la paulette dans les conditions qui sont exposées plus loin (p. 267 et suivantes) les offices placés sous le régime du droit annuel se transmirent librement, comme les autres biens, la transmission donnant lieu seulement au versement aux parties casuelles de 1/8^e de la valeur de l'office.

Au cas de décès d'un trésorier de France en charge, son office

(78) Il a été dit au chapitre premier comment l'opération fut systématisée à partir de 1691. De nouveaux offices étaient créés avec préséance sur les trésoriers en fonctions qui, pour ne pas subir de « capitis deminutio », se voyaient contraints de les acheter collectivement et de les faire réunir au corps du bureau. C'était une sorte d'emprunt forcé sur les officiers du bureau.

(79) Ce fut notamment le cas pour Guillaume NOVYNCE, sgr d'AUBIGNY, et Anne NOVYNCE, son fils, trésorier de France à Caen (L. P. des 10 février 1580 et 1^{er} mai 1581 et arrêt du Conseil du 2 décembre 1581) (Mémorial de la Chambre des comptes de Rouen de 1583. Arch. dép. de la Seine-Maritime II B 4, f^o 221).

De même pour Ogier de GOURGUES et Guillaume de GOURGUES, père et fils reçus trésoriers de France à Bordeaux le 17 juillet 1582 (Arch. nat. P 2.661 et 2.745).

Egalement pour Jean GILLES, sgr de LA GRUE, trésorier de France à Tours depuis le 22 août 1587 et un second Jean GILLES, son fils, pourvu des mêmes fonctions avec survivance réciproque et reçu sans observations à la Chambre des comptes de Paris en mars 1594 (Arch. nat. P 2.748, f^o 202).

entrait dans sa succession et devenait la propriété de la personne désignée par le testament ou l'acte de partage.

Quand aux ventes, elles avaient lieu soit à l'amiable, généralement par acte notarié, soit aux enchères, ce qui se produisait notamment au cas assez fréquent où un office avait été saisi par les créanciers et « décrété » avec les autres biens du trésorier, ou en vertu d'une hypothèque consentie par lui ou un de ses prédécesseurs (80).

Bien souvent, les acquisitions ne se faisaient pas directement. Dans ce domaine encore, les intermédiaires sévissaient; c'étaient d'ailleurs souvent, les mêmes que pour les offices nouveaux. En étudiant la partie des lettres de provisions relatives à l'origine de la propriété des offices, on est surpris de constater le nombre de mains entre lesquelles passait apparemment un office entre deux exercices effectifs. Des intermédiaires figurent même parfois entre le père et le fils. Nous ne pouvons qu'en soupçonner les raisons : respect de certains délais, intermédiaires représentés comme titulaires définitifs pour l'accomplissement de certaines formalités, peut-être aussi parfois refus officieux de certains postulants, permettant de leur éviter l'affront d'un refus public.

*
**

L'exercice d'une charge n'en exigeait pas toujours la propriété : une femme pouvait faire pourvoir son époux d'un office lui appartenant, puis l'évincer lors d'une séparation (81). Parfois le frère d'un trésorier décédé se faisait pourvoir en attendant que son neveu ait l'âge requis, ce qui évitait la perte des gages pendant sa minorité.

Dans certains cas, la dualité du propriétaire et du possesseur était plus fâcheuse. On est surpris de voir, dans le catalogue des trésoriers de France à Grenoble en 1667 établi, certainement sans malveillance, par le secrétaire-greffier du bureau, Charles DOUCET, qu'un des offices de trésorier de France du bureau appartenait à « Etienne CHABENAS, sous le nom de Claude MÉLIAND » ; or, Etienne CHABENAS (vers 1610-1680) (82) était un financier assez douteux,

(80) Au XVIII^e siècle, il sera institué un conservateur des hypothèques constituées sur les offices.

(81) Ce fut le cas de Philippe FILESAC, trésorier de France à Alençon, pourvu par lettres patentes du 25 mai 1639, éliminé en 1660, par suite de la revente de son office par sa femme qui s'était séparée de lui (arrêt du Conseil du 12 mai 1660. Mémorial de la Chambre des comptes de Rouen 1660, Arch. dép. de la Seine-Maritime II B 79, f^o 90).

(82) Etienne CHABENAS était fils d'un contrôleur général des finances à Bourges et frère d'un trésorier de France à Bourges. Secrétaire du roi depuis le 22 août 1644, il avait épousé, en 1646, Madeleine PETIT, fille de l'homme à tout faire de PARTICELLI D'EMERY, François PETIT, sgr de PASSY et de RAVANNES. Il fut abondamment vilipendé dans les mazarinades. A la fin de sa vie, il acquit la charge d'introduit des ambassadeurs et princes étrangers auprès du roi.

Suivant ses contemporains, PARTICELLI D'EMERY avait trois commis : « CHABENAS pour fourber, GUERAPIN (Cf. infra, p. 45) pour tenir parole et COIFFIER (Cf. supra, p. 35, note 76), homme grave et terriblement cérémonieux, pour faire des révérences ».

ancien commis du surintendant PARTICELLI D'EMERY, et Claude MÉLIAND (1634-1695), plus tard maître des requêtes et intendant, était le fils du prédécesseur de FOUQUET comme procureur général au Parlement de Paris (83); le seul rapprochement des deux noms implique une collusion de la finance et de la magistrature qui nous choque; son aveu officiel ne semblait nullement troubler les contemporains.

III. — Obtention de lettres patentes de provisions.

Le futur trésorier de France apportait à la Chancellerie ou lui faisait parvenir :

- 1° *S'il avait acquis son office du roi* : la quittance de la finance, délivrée par le trésorier des parties casuelles et dûment contrôlée au contrôle général,
s'il l'avait acquis autrement : la quittance de paiement du 1/8^e de la valeur de l'office, établie au nom de son prédécesseur après justification que le droit annuel avait été régulièrement acquitté pour l'office; les pièces établissant la propriété de l'office, remplacées habituellement par une procuration « ad resignandum » de l'ancien titulaire, ou la « nomination » (désignation au roi) faite par le propriétaire de l'office.
- 2° La quittance délivrée par le « trésorier du marc d'or » (84) du paiement du dit droit sur les transmissions d'offices, droit revenant en principe à l'Ordre du St-Esprit et qui fut fixé pour les trésoriers de France à 1.296 livres par un édit de décembre 1656 majorant en moyenne de moitié un tarif arrêté en 1633 (85).
- 3° Pour les bureaux des généralités dépendant d'un apanagiste ou d'un engagiste de situation analogue, l'acte de « nomination » (encore désignation au roi) dudit apanagiste ou engagiste, savoir le duc d'Orléans pour Orléans, le prince de CONDÉ (86) pour Moulins (87).

(83) Lui-même fils et frère de trésoriers de France à Bourges.

(84) Le poste de trésorier du marc d'or avait été créé, avec trois offices (ancien, alternatif et triennal), par édit d'août 1628, vérifié à la Chambre des comptes de Paris le 13 dudit mois (Bib. nat. F 23.610 (840)).

(85) Les nouveaux pourvus devaient encore acquitter :

a) un droit de sceau — de l'ordre d'une centaine de livres;

b) les honoraires du secrétaire du roi chargé de l'établissement des lettres de provision.

(86) Rappelons que le duché de BOURBON, capitale Moulins, dépendait de la maison de CONDÉ, le fils aîné du prince de CONDÉ (« Monsieur le Prince ») portant le titre de duc de BOURBON (« Monsieur le duc »).

(87) Le système constituait une complication bien inutile; il n'en fut pas moins étendu sous Louis XVI à d'autres généralités en faveur des frères du roi, les comtes de PROVENCE et d'ARTOIS.

La Chancellerie retenait les quittances du trésorier des parties casuelles, qu'elle transmettrait directement à la Chambre des comptes où elle serviraient au contrôle des comptes de ce comptable, et établissait les lettres (patentes) de provisions.

Les lettres, sauf quelques rares variantes, étaient rédigées sur le même modèle (88); elles comportaient :

Le prénom du souverain, avec addition, à sa qualité de « roi de France et de Navarre » :

S'il s'agissait du bureau de Grenoble, de celle de « dauphin de Viennois, comte de Valentinois et de Diois » ;

S'il s'agissait du bureau d'Aix, de celle de « comte de Provence, de Forcalquier et des terres adjacentes (89) » (90);

Le salut du roi « à tous ceux qui les présentes lettres verront » ;

L'indication du bénéficiaire et des qualités qui justifiaient sa désignation pour l'office;

L'origine de la propriété du dit office avec indication, s'il y avait lieu, de la régularité de la situation du prédécesseur à l'égard de l'annuel, ainsi que du paiement des droits de transmission (1/8^e de l'office);

L'indication que le nouveau titulaire jouirait de l'office dans les mêmes conditions que son prédécesseur;

La dispense des « quarante jours », vu l'annuel payé par le prédécesseur;

La réserve que la validité des lettres de provision était subordonnée :

1° à l'absence, pour le bénéficiaire, de parents et d'alliés au degré prohibé dans le bureau considéré;

2° au respect des conditions d'âge requises par les ordonnances;

Dans la négative, la référence aux lettres de dispense qui avaient dû être délivrées;

L'ordre au chancelier ou au garde des sceaux nommément désigné (91) de recevoir le serment du bénéficiaire;

L'ordre de la Chambre des comptes de le recevoir en son office,

(88) Ce n'est que très tardivement — vers 1760 — qu'on s'avisa de substituer, aux lettres manuscrites, des formules imprimées comportant des blancs à remplir pour les caractéristiques de chaque création.

(89) Sur les « terres adjacentes », cf. *infra*, p. 367.

(90) Ces mentions étaient contraires à la loi fondamentale du royaume suivant laquelle le roi était souverain unique et ne pouvait rien posséder en propre. Même pour la Navarre, les juristes étaient d'accord pour déclarer insoutenable les prétentions de HENRI IV à la conserver en propre et à considérer comme personnelle son union avec la France. Il est à noter d'ailleurs que, pour la Bretagne où la mesure se serait beaucoup plus justifiée, le roi se gardait de prendre la qualité de « duc de Bretagne », évidemment pour ne pas favoriser le particularisme breton, autrement redoutable que celui du Dauphiné ou de la Provence.

(91) Il s'ensuivait que, si le chancelier ou le garde des sceaux venait à changer avant le serment du titulaire, il y avait lieu à délivrance de lettres de « relief d'adresse ».

mais seulement après s'être assuré « de ses mœurs, vie et conversation, âge, religion et de ses suffisance et capacité ».

L'ordre, au bureau des finances intéressé, de le recevoir et le faire jouir des privilèges et avantages attachés à ses fonctions;

L'ordre, au receveur général des finances ou à tout autre comptable désigné à cet effet, de payer trimestriellement les gages et les droits attachés à l'office, sur présentation, pour la première fois seulement, d'un double des lettres de provisions;

L'ordre, à la Chambre des comptes, d'admettre la dépense correspondante lors du jugement des comptes du comptable précité;

L'indication des lieu et date de la délivrance des provisions;

La mention, sur le « repli » des lettres, du secrétaire du roi qui les avait établies;

La mention de l'apposition du grand sceau de cire jaune sur l'original des lettres, avec lacs à double queue (92).

À l'origine, la délivrance des lettres de provision se faisait après un contrôle seulement sommaire des titres de possession du postulant, les lettres étant considérées comme délivrées sous la condition suspensive de l'admission par la Chambre des comptes, à qui était laissé le soin de procéder aux vérifications nécessaires. Dans le cas de rejet, le postulant ne pouvait que s'en prendre à lui-même des frais engagés par lui.

Par la suite, pour éviter que ne s'ouvre une procédure inutile, un contrôle plus poussé fut exercé au stade de la chancellerie. Il fut exigé notamment du postulant un certificat du bureau des finances intéressé attestant qu'il n'avait pas de parents ou d'alliés au degré prohibé et ce fut un moyen discret de donner au bureau un droit de regard sur la candidature avant qu'elle ne soit officielle. Le refus du certificat prévenait le candidat qu'il risquait de ne pas être agréé. S'il insistait cependant, le certificat, purement objectif, ne pouvait lui être refusé, mais le candidat savait à quelles difficultés il s'exposait.

À partir de juin 1686, par mesure générale, il fut réclamé un acte de baptême dûment légalisé, ou à défaut un certificat des autorités locales justifiant que le postulant avait l'âge requis pour être trésorier

(92) Les lettres de provisions ne sont conservées aux Archives nationales (série V1, nos 1 à 622) que depuis 1675, la collection comportant d'ailleurs des lacunes isolées (environ 5 % des lettres); les provisions sont classées par année de délivrance et par ordre alphabétique des titres des offices, observation étant faite pour les trésoriers de France que, si la plupart figurent dans les dossiers « trésoriers », certaines sont comprises dans les dossiers « présidents », « auditeurs » (des comptes des étapes) et « commissaires » (des mêmes comptes). Pour la période antérieure à 1675, on peut trouver les transcriptions des lettres à l'occasion des réceptions et installations des trésoriers dans les mémoires de la Chambre des comptes et dans ceux des bureaux des finances intéressés.

Pour la Chambre des comptes de Paris, les mémoires ne sont complets que depuis 1737, époque du grand incendie de la Chambre : des lettres de provisions isolées (guère plus de 20 %) figurent dans les mémoires reconstitués après l'incendie. Les mémoires du bureau des finances de Paris subsistent, sauf quelques lacunes (Arch. nat., série Z1f).

de France (93). Mention de ces pièces fut faite aux lettres de provisions (94).

Le contrôle des droits de l'intéressé sur l'office se fit également plus strict et l'on admit que des personnes prétendant avoir des droits sur l'office pouvaient faire opposition à la délivrance des lettres de provision par la chancellerie.

Quand ces oppositions se fondaient sur des raisons de droit public, la chancellerie se prononçait et le cas échéant passait outre : si l'opposition se fondait sur une question de propriété et semblait suffisamment sérieuse, elle renvoyait les parties à se pourvoir devant qui de droit.

Au stade de la chancellerie toutefois, les oppositions étaient relativement rares, les tiers n'ayant généralement pas connaissance en temps utile de la demande de provisions.

IV. — Serment devant le chancelier.

Les trésoriers de France étaient soumis à une obligation qui n'existait pour aucun membre des Cours souveraines, à l'exception des premiers présidents, celle du serment au roi entre les mains du chancelier ou, à défaut du chancelier, du garde des sceaux.

Il s'agissait d'une tradition remontant à l'origine et qui se perpétua étrangement jusqu'à la Révolution. A la vérité, on n'en voit pas très bien le sens. Les « états de la France » publiés chaque année depuis 1649 tentaient de l'expliquer par le fait que les trésoriers étaient « commensaux de la maison du roi » ; l'explication ne valait guère, puisque la plupart des officiers de la maison du roi ne prêtaient pas serment devant le chancelier.

D'autres la rattachaient à leur qualité d'ordonnateurs des dépenses, prérogative souveraine, à tel point que Louis XIV prétendra se la réserver.

POITEVIN DE MAISSEMY (95) paraît plus près de la vérité, quand il dit qu'antérieurement à 1552 le serment était exigé des trésoriers de France et généraux des finances du fait qu'ils siégeaient au Conseil du roi et que la formalité s'était maintenue par tradition lors de la nouvelle organisation des bureaux, qui les avait pourtant écartés du

(93) Dès le 23 juin 1603, la Chambre des comptes de Paris avait décidé de réclamer un extrait du registre baptistaire, « au cas qu'il y en ait », pour tout officier qui voudrait se faire recevoir par elle (Arch. nat., P 2.667 et 2.751.).

(94) Ainsi, à partir de juin 1686, nous possédons la date du baptême et le plus souvent celle de la naissance des officiers. En ce qui concerne le lieu, la mention n'est portée systématiquement que si l'intéressé avait été baptisé à Paris et alors la paroisse est indiquée. Pour les autres localités, la désignation est exceptionnelle; tout au plus, la mention de la qualité de l'auteur de la légalisation peut-elle faire connaître la circonscription judiciaire du lieu de naissance.

(95) Mémoire sur les trésoriers de France et généraux des finances au sujet des conflits élevés entre la Cour des aides et la Chambre des comptes (1780) (Bibl. Mazarine, manuscrit n° 3.042 et Arch. nat. K 888/5).

Conseil. Elle pouvait à nouveau se justifier par les droits souverains ou prétendus tels que les trésoriers de France possédaient en matière de voirie.

En réalité, il s'agissait d'une survivance historique qui flattait l'amour-propre des trésoriers de France et était la source de quelques recettes pour la Chancellerie, d'où son maintien.

Par arrêt du 17 octobre 1605 (96), le Conseil du roi avait décidé d'assurer le respect de la tradition en faisant défense aux Chambres des comptes de procéder à la réception d'un trésorier de France avant « qu'il ne leur soit apparu de la prestation de son serment entre les mains du chancelier ou du garde des sceaux ».

Des lettres patentes furent adressées dans ce sens à la Chambre des comptes de Paris. Après examen et délibération, la Chambre décida le 16 janvier 1606 (97) que les « dites lettres patentes seraient rendues (au roi) sans arrêt » et le plumeitif de la Chambre précise « et à l'instant elles furent rendues à M. le Procureur général ».

Certains auteurs (98) ont interprété cette attitude comme un refus. Nous ne croyons pas devoir les suivre entièrement dans leur interprétation. Certes, le serment des trésoriers de France devant le chancelier ne devait pas plaire à la Chambre, puisqu'il n'était pas prévu pour ses propres membres et elle pouvait estimer que la question ne regardait pas la juridiction, mais, si elle avait voulu statuer au fond, elle aurait exprimé son refus par un arrêt motivé. Le retour des lettres à son auteur ne peut s'expliquer que par une question de forme : la Chambre estimait probablement que le roi ne pouvait correspondre avec elle par des lettres patentes adressées à quiconque les lirait, mais par des lettres de cachet destinées « à ses amis et féaux, les gens des comptes ».

*
* *

Le serment du nouveau pourvu était reçu par le chancelier ou le garde des sceaux en personne, le récipiendaire, à genoux, touchant un crucifix et les évangiles. Nous n'avons pas son texte, qui comportait une promesse de fidélité au roi et probablement celle de bien remplir ses fonctions.

Quand le récipiendaire était présent lors de la délivrance des lettres de provisions, le serment se prêtait souvent le jour même et il en était porté mention sur les lettres elles-mêmes, après leur texte. Sinon, l'intéressé devait se rendre au lieu où se trouvait la Cour —

(96) Arch. nat. E 9b, f° 213 r°.

Le 20 septembre 1605, le Conseil du roi avait rendu, au sujet du bureau des finances de Moulins, un premier arrêt fixant l'ordre de préséance entre les trésoriers du bureau et leur ordonnant de prêter désormais serment au Chancelier avant de se faire recevoir (Arch. nat. E 9b, f° 211 r°).

(97) Arch. nat. P 2.669 et 2.752.

(98) « Etat véritable des trésoriers de France ». Amsterdam, 1779, in-8, p. 183.

rarement Paris à l'époque — et il était dressé procès-verbal de son serment par acte séparé.

Exceptionnellement, pour les bureaux éloignés et notamment ceux du Midi, et sans que le fait fût constant, le chancelier donnait commission, pour recevoir le serment, à une haute autorité locale, habituellement, à Toulouse, le premier président du Parlement; à Montpellier, le premier président de la Chambre des comptes ou l'intendant du Languedoc; à Aix, un des premiers présidents du Parlement ou de la Cour des comptes ou, exceptionnellement, le président du bureau.

Cette pratique donnait lieu à réserves : Jacques PESNELLE, sieur de LA VARENNE, pourvu d'un office de trésorier de France à Rouen, ayant été admis à prêter serment le 17 mai 1709 devant LAMOIGNON (99), intendant de Normandie, à qui le chancelier avait donné pouvoir à cet effet, le bureau des finances de Rouen s'émut. S'il admit le fait accompli, il décida que désormais les candidats aux offices de trésoriers de France seraient tenus de s'engager à prêter serment devant le chancelier lui-même, faute de quoi l'agrément de la compagnie leur serait refusé (100).

V. — Réception à la Chambre des comptes.

1) *PRINCIPE DE LA RÉCEPTION.*

Après avoir prêté serment devant le chancelier, le titulaire des lettres de provisions devait se faire recevoir, dans l'année de leur délivrance, par la Chambre des comptes compétente. Après un an, ses lettres se surannaient et il ne pouvait plus être reçu qu'après obtention de lettres de « relief de surannation ».

Quelle était la Chambre compétente pour procéder à la réception ?

Une déclaration du roi du 16 janvier 1565 adressée à la Chambre des comptes de Paris avait prévu que les lettres de provisions des trésoriers de France et généraux de France des finances lui seraient « adressées » (101) et qu'ils y prêteraient serment. Par la suite, il fut admis que ces dispositions ne valaient que pour les officiers du ressort de la Chambre de Paris et que les autres devaient être reçus par la Chambre dans le ressort de laquelle ils exerceraient leur charge.

Pour les bureaux des finances de Normandie, cette règle fut toujours suivie et les seuls trésoriers de France de ces bureaux reçus à

(99) Urbain-Guillaume de LAMOIGNON, sgr de COURSON (1674-1742), fils de Nicolas de LAMOIGNON, sgr de BASVILLE, intendant du Languedoc, cité p. 308 et 309.

(100) Arch. dép. de la Seine-Maritime C 1.336 et 2.297; Bibl. municipale de Rouen, Carton 213; VANNIER : « Essai sur le bureau des finances de Rouen », p. 30.

(101) Texte dans FOURNIVAL, p. 279.

la Chambre des comptes de Paris le furent pendant la période antérieure à sa création, en 1581, et, pendant la durée de sa suppression, de 1771 à 1774.

Pour les bureaux d'Aix et de Dijon, la règle fut également respectée.

Pour le bureau de Toulouse, en raison des troubles politiques, des rébellions endémiques et des fréquentes épidémies rendant sinon impossibles, du moins difficiles, les communications avec Montpellier ou donnant tout au moins des prétextes pour ne pas se rendre à la Chambre des comptes du Languedoc, nombre de trésoriers vinrent se faire recevoir à celle de Paris après s'y être fait autoriser par une disposition des lettres de provision. La Chambre de Paris leur accorda d'ailleurs des prolongations de délai chaque fois que ce fut nécessaire.

Ainsi, sur les 67 premiers trésoriers de France de Toulouse, 24 furent reçus à Paris.

On pourrait croire que la proportion correspondante fut beaucoup plus faible pour les trésoriers de Montpellier qui n'avaient que deux ou trois cents pas à faire pour se rendre à la Chambre des comptes de la ville. Ce serait une lourde erreur : Jusque vers 1688, les trésoriers reçus à Montpellier furent une petite minorité (102). La Chambre, puis Cour des comptes et le bureau des finances étaient en effet en lutte presque constante — nous verrons plus loin (p. 340) qu'en 1654 encore, ils levaient des troupes pour se faire la guerre — et les trésoriers préféraient courir les hasards d'un voyage à Paris plutôt que d'affronter leurs ennemis avérés.

A plusieurs reprises, le gouvernement tenta de réagir contre cet état de choses et, notamment en juillet 1629, lors d'une première réunion de la Chambre des comptes et de la Cour des aides qui semblait de nature à renforcer leur autorité, il prévint que la réception des trésoriers de Montpellier, comme de ceux de Toulouse, se ferait au nouvel organisme et un arrêt du Conseil du roi du 28 septembre 1630 disposa qu'ils « y seraient examinés et reçus » (103). Le 12 août 1634, il se voyait contraint d'y renoncer pour éviter le pire.

Vers 1625, les trésoriers de France de Montpellier donnaient d'ailleurs de leur préférence pour Paris une raison supplémentaire. A Paris, après avoir été reçus comme trésoriers de France à la Chambre des comptes — la plus ancienne juridiction du royaume —, ils étaient conduits à la Chambre du Trésor pour y être reçus comme présidents; on imagine aisément leur fierté quand, de retour à Montpellier, ils en faisaient part à leurs concitoyens.

A Grenoble, pendant longtemps, après 1577, seul un trésorier de France ne fut pas reçu à la Chambre des comptes du Dauphiné,

(102) Nous avons compté 47 trésoriers de France reçus à Paris contre 15 à Montpellier, le doute existant pour 12 autres.

(103) Arch. dép. de l'Hérault, B 4, f^o 39 v^o.

mais à celle de Paris : Guillaume de LONGUEVILLE en 1581 (104). Cependant, au cours du XVII^e siècle, les relations entre la Chambre des comptes de Grenoble et le bureau des finances de la même ville s'altérèrent. Les trésoriers se plaignirent que la Chambre subordonnât leur réception à des conditions inadmissibles, qu'il fût exigé d'eux des droits de réception excessifs (quelque 1.000 livres au lieu de 600 à Paris) et qu'ils ne fussent pas reçus dans les mêmes conditions que les maîtres des comptes. Aussi, obtinrent-ils, le 31 décembre 1664, un arrêt du Conseil du roi évoquant à la Chambre des comptes de Paris les réceptions des trésoriers de France de Grenoble pour lesquels la Chambre de Grenoble ne respecterait pas les prescriptions antérieures du Conseil (105). Cette menace suffit, semble-t-il, pour faire entendre raison à la Chambre des comptes du Dauphiné et un second trésorier seulement se fit recevoir à Paris : Antoine de GUÉRAPIN (106), déjà cité, pourvu depuis le 6 juin 1643 et reçu le 11 avril 1669, 26 ans plus tard. Encore y a-t-il lieu de penser que la dérogation à la règle ne fut pas une application de l'arrêt du Conseil de 1664, mais qu'elle correspondit seulement au désir de l'intéressé, qui avait d'importantes fonctions à Paris et était âgé, d'éviter le voyage de Grenoble.

Exceptionnellement, d'autres organismes que les Chambres des comptes furent habilités à procéder à la réception de nouveaux trésoriers de France.

En novembre 1621, Montpellier était en rébellion et, de ce fait, Estienne de PUGET, secrétaire du roi, et Bernard de REICH, sgr de PENNAUTIER, député aux Etats du Languedoc (107), pourvus d'offices de trésoriers de France à Toulouse, ne pouvaient se faire recevoir à la Chambre des comptes de Montpellier. Pour leur éviter le voyage de Paris, le roi, alors en Languedoc, décida, par lettres patentes consécutives à un arrêt du Conseil du 27 novembre 1621 (108) qu'ils seraient reçus et examinés par une commission de maîtres de requêtes de son hôtel.

De même, une commission spéciale fut constituée par L. P. du 30 juin 1622 pour examiner et recevoir Jacques de CALVET, secrétaire du roi, pourvu d'un office de trésorier de France à Toulouse (109).

(104) Arch. nat. P P 113.

(105) Arch. nat. AD IX 79.

(106) Arch. nat. P 2.690 et 2.793.

(107) Arch. dép. de la Haute-Garonne C 3.372, f^o 126.

(108) Par le motif, ou sous le prétexte de sa qualité de secrétaire du roi, Estienne de PUGET fut admis le 12 décembre 1621 à prêter le serment au chancelier — absent — devant le connétable de LUYNES, qui devait mourir de « fièvre pourpre » quelques jours plus tard. Il fut reçu par la Commission le surlendemain.

PENNAUTIER avait prêté serment dès le 21 novembre devant le premier président du Parlement de Toulouse, commis à cet effet par le chancelier.

(109) Il fut reçu le 7 juillet et installé au bureau le 15 (Arch. dép. de l'Hérault C 6.180).

Quatre ans plus tard, le 9 décembre 1626, il fut décrété de prise de corps pour un duel par le Parlement de Toulouse, « vu la fréquence des duels dans la

Une exception plus importante, car elle fut de principe et générale, fut décidée en 1628 dans les conditions suivantes :

Les Chambres des comptes s'étaient émues de l'édit d'avril 1627 qui, en créant quatre nouveaux offices de trésoriers de France dans chaque bureau, avait notamment transféré aux bureaux, en même temps que la juridiction du domaine, la réception des hommages féodaux qui leur appartenait précédemment. Elles avaient obtenu en avril 1628 l'intervention d'un édit qui modifiait à cet égard les dispositions du précédent. L'administration royale en eut des regrets et décida de revenir à l'édit de 1627. Mais pour ne pas se heurter à une nouvelle opposition des Chambres, elle le fit par une déclaration du roi, de telles déclarations n'étant pas sujettes à vérification par les Chambres des comptes. Prévoyant que, dans ces conditions, ces Chambres refuseraient systématiquement les titulaires des nouveaux offices, il fut inséré dans la déclaration la clause que les nouveaux trésoriers seraient reçus non par les Chambres des comptes, mais par le Grand Conseil. Cette juridiction, par arrêt du 21 août (110), enregistra la déclaration royale, datée du 10 du même mois (111).

Les Chambres des comptes répliquèrent, il est vrai, en prétendant ignorer la déclaration qui ne leur avait pas été notifiée, et en continuant à recevoir, sous le régime de l'édit d'avril 1628, les nouveaux pourvus d'offices qui se présentaient devant elles. Mais la plupart d'entre eux s'adressèrent, comme de droit, au Grand Conseil, où ils furent reçus après les informations et examens d'usage (112).

Un arrêt du Conseil et des lettres patentes du 15 janvier 1629 rétablirent, pour la réception des trésoriers de France, la compétence des Chambres des comptes (113). Les Chambres affectèrent alors de tenir pour nulles les réceptions prononcées par le Grand Conseil et exigèrent que les trésoriers et les gens du roi reçus par cette juridiction revinssent devant elles (114); elles n'allèrent pas toutefois jusqu'à procéder à une nouvelle information et à un nouvel examen (115);

ville de Toulouse et la notoriété des faits à lui dénoncés » (Arch. dép. de la Haute-Garonne B 460, f° 335).

Sauf un autre cas à Rouen, c'est le seul exemple — que nous ayons trouvé — de la participation d'un trésorier de France à la mode du moment.

A signaler cependant que le comte de BOUTEVILLE (François de MONTMORENCY, 1600-1627), décapité pour s'être battu en duel place Royale le 12 mai 1627, était gendre de Jean de VIENNE, ancien trésorier de France à Bordeaux.

(110) Arch. nat. V5 356, f° 54.

(111) Pour soustraire pareillement les trésoriers de France à l'ire des Parlements, qui, pas plus que les Chambres des comptes, n'agréaient les dispositions de l'édit relatives à la juridiction des trésoriers sur le domaine et la voirie, le gouvernement décida simultanément que, pendant deux ans, tous les procès où les trésoriers de France seraient parties, seraient jugés, non par les Parlements, mais par le Grand-Conseil (Cf. *infra*, p. 77 et 203).

(112) Art. nat. V5 358 à 363; le mois de décembre 1628 fait toutefois défaut.

(113) Bibl. nat. F 20.940 (139 et 141).

(114) Les Chambres des comptes pouvaient à la rigueur justifier leurs prétentions du fait que les trésoriers de France y étaient, dans une certaine mesure, maîtres des comptes.

(115) La Chambre des comptes de Paris n'admit pas, par contre, que la récep-

cependant, pour établir une distinction entre leurs membres et les trésoriers de France, la Chambre de Paris décida que, si le nouveau trésorier venait à acquérir par la suite un office de la Chambre (par exemple un office de maître des comptes), il ne serait pas dispensé de l'examen, comme l'était un trésorier reçu à la Chambre dans des conditions normales (116).

Certains trésoriers, déjà installés aux bureaux et y exerçant leurs fonctions, firent la sourde oreille, mais les Chambres eurent la mémoire tenace et, en 1642 encore, celle de Paris contraignit un trésorier de France à Amiens, Philippe LOZENGUIER, reçu au Grand Conseil le 3 novembre 1628, à venir prêter serment devant elle, ce qu'il fit le 29 décembre 1642 (117). En 1656, elle en découvrit encore deux qui lui avaient échappé, Jean du FAYOT et Jacques DESCOUTUREL, trésoriers de France à Soissons, en fonctions depuis 28 ans, le premier d'ailleurs ancien secrétaire de l'assemblée générale des trésoriers de France et promoteur de la circulaire du 23 mai 1648. Cette fois, la Chambre recula devant le ridicule et consentit le 30 août 1655, sur la requête des intéressés, à les dispenser de « prêter le serment qu'ils étaient tenus de faire en icelle pour les raisons de leurs offices », mais « sans tirer à conséquence » (118), c'est-à-dire sans que cette dispense pût constituer un précédent.

Par la suite, certains trésoriers de France furent dispensés de se faire recevoir aux Chambres des comptes (119), en particulier lors des créations de bureaux des finances de Lille et de La Rochelle en septembre 1691 et avril 1694, probablement pour des raisons voisines de celles qui avaient inspiré la décision de 1628, c'est-à-dire pour éviter l'obstruction systématique des Chambres à la mise en place de nouveaux bureaux. Quelques années plus tard, le roi revint d'ailleurs sur la mesure et rendit à la Chambre des comptes de Paris la réception des trésoriers des bureaux en cause (120), mais pour l'avenir seulement.

Après la création, en mars 1691, de premiers présidents dans les bureaux contre le gré des Chambres des comptes, de nouveaux pourvus ne voulurent pas se présenter devant elles, certains d'y être refusés sous le prétexte d'insuffisance à l'examen, et ils obtinrent d'être examinés et reçus par une commission de maîtres des requêtes.

tion au Grand Conseil ait interrompu le délai de surannation des lettres de provision; elle exigea, le cas échéant, la production de lettres de relief de surannation.

(116) Ainsi qu'il sera exposé plus loin (p. 54), l'examen devant les Chambres étant le même pour leurs membres et les trésoriers de France, un trésorier qui passait maître des comptes était, de plein droit, dispensé d'un nouvel examen.

(117) Arch. nat. P 2.764, p. 511.

(118) Arch. nat. P 2.687 et 2.768.

(119) Ce fut également le cas, semble-t-il, à Caen, pendant la brève période de fonctionnement du bureau des finances comme Cour des aides et finances, de 1638 à 1641 (Cf. p. 336).

(120) Pour La Rochelle, par L. P. du 13 avril 1698, vérifiées à la Chambre des comptes de Paris le 28 du même mois (Arch. nat. P 2.782, p. 237); pour Lille, dès janvier 1699.

En juillet 1702, lors de la création des offices de « chevalier d'honneur », il fut décidé que les premiers titulaires et eux seuls ne seraient pas soumis à la réception aux Chambres des comptes (121).

Mais ce fut seulement lors de la création du bureau de Besançon en octobre 1771 que fut posé le principe que le bureau se prononcerait toujours seul, à l'exclusion de tout Parlement ou Chambre des comptes, sur l'admission de ses membres.

*
* *

En ce qui concerne les présidents titulaires et les gens du roi à Paris, l'édit de mars 1693, supprimant la Chambre du Trésor et transformant le bureau de Paris en un bureau des finances et Chambre du domaine et du trésor (122), ajoutera à la réception à la Chambre des comptes une seconde réception au Parlement de Paris.

2) PROCÉDURE DE LA RÉCEPTION.

Dans le cas général, la procédure de réception d'un trésorier de France à la Chambre des comptes était assez complexe; elle était d'ailleurs identique à celle applicable à un membre de la Chambre.

Le postulant allait présenter ses lettres de provision et les pièces annexées au premier président de la Chambre.

Le premier président désignait un maître des comptes comme rapporteur.

Le rapporteur soumettait la candidature à l'assemblée de la Chambre. A Paris, suivant un règlement adopté par la Chambre des comptes le 16 septembre 1659 (123), l'assemblée devait comporter non seulement les bureaux, c'est-à-dire les présidents et maîtres des comptes en service, mais également ceux de l'autre semestre, tous étant convoqués par billet individuel comportant l'indication du nom du postulant, le nom de ses parents et sa qualité (123); le 14 mars 1672, la Chambre, les semestres assemblés, décida de revenir au régime antérieur pour alléger la procédure (124).

À moins que l'assemblée ne rejetât d'emblée la candidature, elle ordonnait la communication du dossier au parquet de la Chambre.

Sur conclusions du procureur général, il était décidé qu'il serait procédé à une information « sur les vie, mœurs et conversation, âge et religion catholique, apostolique et romaine » du postulant.

Si l'intéressé était domicilié à Paris, le maître des comptes rappor-

(121) Bib. nat. F 23.617 (138 et 139).

La disposition fut encore invoquée à Auch, en 1765, quand il fut pourvu pour la première fois à l'office de « chevalier d'honneur » au bureau.

(122) Bibl. nat. F 23.614 (956).

(123) Arch. nat. P. 2.769, p. 864; cf. *supra*, p. 19.

(124) Arch. nat. P 2.691 et 2.774.

teur entendait, sous la foi du serment, cinq personnes désignées en accord avec les gens du roi, dont habituellement le curé de la paroisse de l'intéressé. Il était dressé procès-verbal de son information.

Si le postulant habitait ailleurs, il était donné commission pour l'information au premier des maîtres des comptes trouvés sur les lieux, en son absence au lieutenant général du bailliage ou de la sénéchaussée, en l'absence du lieutenant général au lieutenant particulier, en l'absence du lieutenant particulier au plus ancien conseiller du siège.

Généralement, l'officier commis, flatté de sa mission, la remplissait de bonne grâce et dressait procès-verbal de son information. Il arrivait aussi qu'il répondît par une insolence, ce qui se produisit à Soissons en 1640 et 1641 (125). La Chambre des comptes stigmatisait alors son manque d'éducation et en cherchait un autre.

Il advenait également que l'information fût faite par un conseiller quelconque de la sénéchaussée ou du bailliage; le fait se produisit pour François-Bertrand de PRATZ, pourvu d'un office de trésorier de France à Montauban, que la Chambre de Paris soupçonna d'avoir inspiré la désignation de l'enquêteur, un conseiller de la sénéchaussée de Toulouse; le 4 mars 1654, elle décida de passer outre « pour cette fois seulement », mais de refuser à l'avenir les résultats d'une information qui n'aurait pas été faite par un officier régulièrement commis (126).

Quand le postulant était domicilié en une ville-siège de bureau et qu'il était pourvu dans un autre bureau, il arrivait que la Chambre commît pour l'information le premier bureau; le fait était fréquent en Languedoc et il existe aux Archives départementales de l'Hérault toute une série de dossiers d'informations faites par le bureau de Montpellier sur de futurs trésoriers de Toulouse (127).

L'information ne pouvait, en aucun cas, être faite par le bureau auquel devait appartenir le postulant. La Chambre des comptes de Paris estima ne pas devoir donner d'autre réponse que le renvoi de sa requête au bureau des finances d'Amiens qui lui avait demandé le 29 janvier 1648 d'être commis pour l'information des vie et mœurs de ses futurs membres (128).

Le procès-verbal d'information était communiqué au parquet de la Chambre. Sur conclusions du procureur général, l'information était jugée par la Chambre, cette fois, toujours les semestres assemblés s'il s'agissait d'un trésorier de France (129) et seulement les bureaux

(125) Chambre des comptes, plunitif, 1^{er} septembre 1640 et 12 juillet 1641 (Arch. nat. 2.681, 2.682 et 2.763).

(126) Arch. nat. P 2.686 et 2.768.

(127) Arch. dép. de l'Hérault C 6.516 et 6.517.

(128) Arch. nat. P 2.684 et 2.766.

(129) Dans un seul cas, le plunitif de la Chambre des comptes de Paris porte mention d'une admission de trésorier de France prononcée seulement « les bureaux assemblés » : pour Simon PORTEVIN, trésorier de France à Tours, reçu le 17 juillet 1691, sans qu'aucune justification ne soit donnée de la mesure (Arch. nat. P 2.780, p. 242). Le fait est d'autant plus surprenant que les semestres avaient été assemblés le 11 juillet et qu'ils le furent de nouveau le 20.

Il est assez curieux d'ailleurs que l'obligation de la présence des deux semestres

assemblés s'il s'agissait d'un avocat ou d'un procureur du roi (130).

Si la décision était favorable, le postulant était introduit dans l'enceinte de la Cour.

Après ses « civilités » — les saluts, toujours en usage, dans l'ordre des préséances et sans que le récipiendaire tourne jamais le dos au premier président —, le postulant prononçait, en français ou exceptionnellement en latin, une harangue — en général laborieusement composée et apprise par cœur — pour demander son admission à la juridiction.

Il était ensuite procédé à son examen.

Deux cas étaient possibles :

Ou bien le postulant n'était pas gradué : il ne serait jamais, en principe, que de robe courte et ne pourrait siéger dans les affaires criminelles; il était interrogé sur la « finance ». A cet effet, il s'était assimilé le contenu d'un des manuels de petit format, mais épais comme un dictionnaire, contenant la matière (131). Ces manuels avaient été établis comme des catéchismes sous forme de questions et de réponses, les questions préfigurant celles qui pouvaient être posées à l'examen. Le postulant n'avait ainsi qu'à répéter les réponses prévues, ce qui lui évitait la tâche, autrement ardue, de les comprendre.

Ou bien il était gradué en droit, et il était alors interrogé sur la loi, c'est-à-dire sur le code et les Institutes de Justinien. En cas de succès, il pouvait prétendre à la « robe longue », mais, alors que pour la « finance » le choix des questions était laissé à l'initiative de chacun des présidents et des maîtres des comptes, l'examen portait seulement sur une « loi » donnée huit jours auparavant au candidat (132) par le premier président par l'intermédiaire du maître rapporteur et, à partir de 1668 (133), tirée au hasard, à « l'ouverture du

pour la réception des officiers ait été maintenue jusqu'à la fin de l'ancien régime. Elle devait cependant être fort gênante puisqu'elle contraignait les présidents et maîtres des comptes du semestre qui n'était pas en service à se déranger environ deux fois par mois.

(130) Les greffiers en chef ou greffiers des bureaux n'étaient pas soumis à l'obligation de réception à la Chambre des comptes. Aussi, ne pouvons-nous les connaître pour la période antérieure à 1675 (époque à partir de laquelle les provisions des officiers ont été conservées) que par les archives des bureaux, souvent détruites ou incomplètes.

(131) Le plus connu était le « traité de la Chambre des comptes » en deux tomes réunis, de Claude de BEAUNE. Paris, 1647, in-16.

Il en était d'autres, mieux faits, notamment celui inséré sous le nom très inexact de « formulaire » dans le recueil n° 16.696 des « Manuscrits français » de la Bibliothèque nationale.

(132) Les plunitifs de la Chambre des comptes de Paris, comportent généralement, avec référence aux textes de Justinien, l'indication de la loi « donnée au postulant » ou « reçue » par lui.

(133) La première mention de l'ouverture du livre, au plunitif de la Chambre des comptes de Paris, apparaît le 4 février 1668 pour Joseph de TORTATY, trésorier de France à Bordeaux (Arch. nat. P 2.669 et 2.772).

Dès février 1566, l'ordonnance de Moulins avait pourtant disposé en son article 10 : « Les examens seront faits à l'ouverture du livre sans que soit baillé loy ou thème particulier à ceux qui se présenteront ».

livre ». Le postulant ayant pu approfondir un sujet limité, le résultat de son examen était, en général, sans surprise.

Sur la finance, par contre, il arrivait que des candidats fussent jugés insuffisants (134). Parfois, sans commentaires, la Chambre (qui s'était prononcée à la majorité des deux tiers) déclarait ne pouvoir « entrer en leur réception » ; parfois, elle ne prononçait qu'un ajournement en ajoutant : « quant à présent », ou en déclarant surseoir à la réception du postulant « pour lui permettre de s'instruire plus amplement », ou en indiquant « qu'il se présenterait une autre fois » (135).

Dans tous les cas, la décision de la Chambre était délibérée à huis-clos après que le postulant se fût retiré. Elle lui était communiquée.

Si elle lui était favorable, le postulant allait au greffe signer ses « affirmations et soumissions » et acquitter les frais de sa réception — comprenant les épices de la Chambre et du greffier —, ainsi que sa participation aux dépenses communes, le tout représentant une somme relativement élevée. A Paris, elle était passée de 282 livres à l'origine à 600 vers le milieu du xvii^e siècle. A Grenoble, 999 livres 10 sols furent réclamés à certains trésoriers ; le cap des 1.000 livres (136) fut même dépassée pour l'un d'eux et la question fut déferée au Conseil du roi qui ordonna à la Chambre de modérer ses prétentions (137). Des exemptions ou des réductions étaient d'ailleurs consenties, dans des conditions variables, aux fils des membres de la Chambre (138).

Le récipiendaire était alors admis de nouveau en la Grand'chambre. Après avoir recommencé ses « civilités », il s'agenouillait devant le premier président (139) en posant les mains sur les saints

(134) Par exemple, le 11 mars 1634, pour Pierre BINET, pourvu d'un office à Riom ; le 10 septembre 1648, pour Jean LEVESQUE, pourvu d'un office à Montauban ; le 17 juillet 1668, pour Jean MORIÉ, pourvu d'un office à Bordeaux. Dans le dernier cas, dès le 3 août 1668, la Chambre jugea « suffisant » le postulant et procéda à sa réception.

(135) L'ordonnance de Moulins n'autorisait la réception que de « ceux qui seront approuvés par les deux tiers de la compagnie qui aura assisté à l'examen, sans qu'on puisse bailler délai d'études ».

(136) 1.000 livres furent également demandées à Metz en 1665.

(137) Plus tard, les droits de réception, à la Chambre des comptes de Bretagne, des trésoriers de France du bureau de Vannes seront limités, par arrêt du Conseil du roi du 19 octobre 1694, à 120 livres pour les trésoriers, 80 livres pour les procureurs du roi, 60 livres pour l'avocat du roi (Arch. nat. AD IX 79). Il est vrai qu'à l'époque les gages avaient été considérablement réduits.

(138) Le 9 juin 1632, la Chambre des comptes de Paris avait décidé qu'il ne serait pas pris d'épices pour la réception des fils des officiers de la Chambre alors en fonctions (Arch. nat. P 2.678 et 2.760).

Le 16 juin 1635, à l'occasion de la réception, comme trésorier de France à Montauban, de Simon LE BOSSU LE JAU, fils d'un maître des comptes, il fut précisé que l'exemption s'appliquerait non seulement aux offices de la Chambre, mais à tous les titulaires d'offices autres que les offices comptables, donc aux trésoriers de France (Arch. nat. P 2.679 et 2.761).

(139) A Rouen, tout au moins, un « carreau » (coussin carré) était disposé à cet effet devant le siège du premier président.

On trouvera la reproduction d'un acte de réception à Rouen dans les Mémoires de la société historique de Normandie, t. II, p. 373 à 375.

évangiles que le premier président tenait sur les genoux, du moins s'il était catholique; s'il appartenait à la religion prétendue réformée, il se contentait d'étendre la main au-dessus. Le plunitif de la Chambre des comptes de Paris porte toutefois la mention, à regret, de cas où des protestants auraient touché des mains les saints évangiles (140).

Le premier président lisait la formule du serment (141) :

« ... Vous jurez Dieu le créateur et ses saints évangiles, que vous servirez bien et loyalement le roi en cet office de trésorier de France et général des finances à présent joints et unis ensemble » ;

« Que vous ferez diligence de faire venir les deniers du roi par les receveurs du domaine de votre charge et autres deniers autant ordinaires qu'extraordinaires » ;

« Que vous ferez payer entièrement les fiefs d'aumosnes, rentes et héritages, et ferez bons et suffisants états aux receveurs de votre charge suivant les édits et ordonnances » ;

« Que vous ferez faire les réparations des maisons et hôtels du roi » ;

« Que, suivant les ordonnances, vous ferez les visitations et chevauchées de votre charge et mettrez peine d'augmenter le domaine du roi de tout votre pouvoir et empêcher la foule du peuple » ;

« Que vous ne consentirez à l'aliénation du domaine dudit seigneur, mais le défendrez de tout votre pouvoir » ;

« Que vous tiendrez secrètes les affaires du roi, tant de céans que du Trésor et de vostre bureau » ;

« Que vous ne prendrez aucuns dons corrompables et prohibés de droit » ;

« Que vous obéirez aux commandements de la Chambre de céans » ;

« Et généralement, ferez comme un bon officier doit faire en sa charge... ».

Le récipiendaire répondait : « Je le jure ».

A Dijon, tout au moins, il y avait une variante : le récipiendaire, un genou en terre et la main droite sur les évangiles, jurait de vivre et mourir en la religion catholique, apostolique et romaine, puis debout, retiré à quelques pas, la main levée, il prononçait le reste de son serment, qu'il confirmerait par écrit sur les registres du greffe (142).

(140) Notamment, le 15 décembre 1612, pour Claude HEROUARD, trésorier de France à Châlons et proche parent de Pierre HEROUARD, médecin de Louis XIII et auteur du célèbre « Journal de sa santé » (Arch. nat. P 2.670 et 2.754). Et le 17 décembre 1629, pour Pierre de MURAT, trésorier de France à Riom (Arch. nat. P 2.677 et 2.759).

(141) Texte dans Claude de BEAUNE : « La Chambre des comptes de Paris », Paris, 1647, in-16.

(142) A Metz, le cérémonial ne sera guère différent comme le montre le procès-verbal de la réception, en la Chambre des comptes du Parlement, de Thomas de NAVARRE, sgr de La GRANGE-LE MERCIER, pourvu d'un office de trésorier de France à Metz par lettres du 21 novembre 1661.

« ... Et à l'instant le dit de NAVARRE étant entré en la Chambre derrière le bureau debout et découvert, l'arrêt de sa réception lui a été prononcé par Monsieur le Président, auquel satisfaisant, il a juré de « bien et fidèlement exercer

Le premier président donnait acte du serment au récipiendaire, désormais « reçu », et l'invitait à prendre la place qui lui était réservée au dernier banc des maîtres des comptes. Il y était conduit par le doyen des maîtres des comptes ou le plus ancien de ceux présents. Il était, dès lors, installés (143).

Dans certaines Chambres des comptes, le nouveau trésorier de France restait à sa place jusqu'à la fin de l'audience et ne sortait qu'avec les maîtres des comptes : dans d'autres, après quelques instants marquant sa « séance », le greffier venait lui dire discrètement : « Saluez et retirez-vous... ».

A Paris, une fois reçu à la Chambre des comptes, le nouveau trésorier était conduit par le maître des comptes rapporteur à la « Chambre du Trésor », où il était installé comme président. Il en fut ainsi, tout au moins, jusqu'à l'édit d'avril 1627. Nous ne pouvons affirmer que la tradition se maintint jusqu'à la suppression de la Chambre du Trésor, en mai 1693 (144).

Suivant BOISLISLE (145), l'usage était à Paris que tout nouveau reçu rendit ensuite visite, avec son parrain, au premier président en son domicile et lui fit présent de confitures.

*
**

La procédure de réception des trésoriers de France à la Chambre des comptes était parfois simplifiée quand la qualité d'un nouveau pourvu ou des charges précédemment occupées permettait à la Chambre de le dispenser soit de l'information de vie et de mœurs, soit de l'examen.

La dispense d'information de vie et de mœurs était exceptionnelle ; elle ne jouait guère que si la charge occupée précédemment avait été exercée dans la ville du siège de la Chambre, et encore assez rarement,

le dit office de conseiller trésorier général et intendant des finances de la généralité de Metz, garder, veiller et avoir soin que le domaine de S. M. soit bien conservé, faire rendre bons et fidèles comptes aux receveurs généraux et payeurs de leurs recettes et en tout et partout se comporter comme un bon trésorier de France doit faire et être fidèle au roi ».

« Ce fait, s'est approché de Monsieur le premier président, un genouil en terre et la main sur l'évangile, a juré et promis de vivre et mourir en la religion catholique, apostolique et romaine et, à défaut de ce, consent que son office auquel il vient d'être présentement reçu soit déclaré vacant et impétrable et, après s'être assis au-dessous du dernier de Messieurs les conseillers, la Cour se seroit aussitôt levée ». Fait en la Chambre de la Cour le 21 avril 1665 (Arch. dép. de la Moselle B 50).

(143) Après la création des premiers présidents dans les bureaux, une distinction fut faite par un règlement de la Chambre des comptes de Paris du 19 septembre 1696 : ils furent installés à la dernière place du banc du bas de la grand'chambre du côté de la cheminée, alors que les simples trésoriers de France l'étaient à la dernière place du même banc, du côté de la porte (Arch. nat. P 2.684 et 2.766).

(144) Cependant, le fait était encore affirmé par le greffier Jean de LOFFROY (décédé en 1693).

(145) « Chambre des comptes de Paris », in-fol., 1874, p. xxxii.

un des points sur lesquels devait porter l'information étant « l'affection au service du roi », c'est-à-dire la façon dont le postulant avait pu exercer précédemment ses charges.

Mais une grande simplification consistait à admettre, sous divers prétextes et notamment l'insécurité des chemins, que l'information pourrait être faite à Paris, étant donné que le postulant y avait alors sa résidence, qu'il y était connu, ou encore qu'y séjournaient des habitants de sa ville susceptibles d'être entendus à son sujet.

L'abus fait de cette procédure, qui ramenait l'information à une simple formalité, amena toutefois le 13 août 1649 la Chambre de Paris à décider (146) que désormais les informations se feraient toujours sur les lieux (lieux de naissance et de domicile) sans qu'il puisse y être dérogé pour quelque motif que ce fût. Elle fit encore application de cette règle en mars 1659 pour Charles ROUSSEAU, pourvu d'un office de trésorier de France à Soissons, bien qu'il habitât Paris depuis 18 ans (147); mais par la suite, elle revint à ses anciens errements chaque fois que l'occasion s'en présenta.

En ce qui concerne les dispenses d'examen, elles étaient toujours accordées quand le postulant avait déjà subi, au titre de sa charge antérieure, un examen devant la Chambre; c'est ainsi qu'un auditeur ou correcteur, pourvu d'un office de trésorier de France, y était admis de plein droit, de même qu'un trésorier qui passait maître des comptes (148). De même, pour un candidat qui avait déjà exercé les fonctions de trésorier de France (149) ou d'avocat ou procureur du roi dans un autre bureau (150).

Pour les postulants qui avaient exercé des fonctions judiciaires, la jurisprudence des Chambres était plus nuancée; les anciens conseillers au Parlement étaient toujours dispensés (151); pour les officiers de présidiaux et autres juridictions, il était tenu compte tant du rang de l'intéressé que de la durée de ses fonctions (152) : en tout cas, les dispenses n'étaient données qu'avec parcimonie.

(146) Arch. nat. P 2.684 et 2.766.

(147) Arch. nat. P 2.769, p. 654. La décision semble si rigoureuse qu'un lapsus du greffier paraît probable; au lieu de « 18 ans », il faut peut-être lire « 18 mois ».

(148) La question ne se serait pas posée pour un trésorier de France passant président à une Chambre des comptes, les présidents des Chambres des comptes n'étant pas soumis à examen (des conditions d'âge et de services étaient par contre exigées d'eux).

(149) Le cas était assez fréquent et on acquérait volontiers un office disponible dans quelque bureau pour revenir au bureau de sa province ou à Paris quand une vacance venait à s'y produire. Une permutation était également possible (Cf. infra, p. 65).

(150) Ce fut le cas notamment pour Charles PREVOST, avocat du roi au bureau de Châlons, qui fut reçu le 28 mars 1634 comme procureur du roi à celui de Soissons.

(151) Il en était de même pour les anciens conseillers à la Cour des monnaies, qui invoquaient à cet effet des dispositions d'ordonnances de 1526 et 1547.

On citera notamment Philippe-François de Blois, reçu trésorier de France à Soissons le 22 décembre 1687 (Arch. nat. P 2.696 et 2.799), et Jean BUSSON, reçu trésorier de France à Bourges le 21 juin 1700 (Arch. nat. P 2.701 et 2.783).

(152) Ainsi, les 10 et 12 août 1665 François VALETTE DE BOSREDON, président

Pour les anciens titulaires des charges des finances, il n'était pas en principe accordé de dispense, ne fût-ce que pour montrer la différence existant entre les officiers du corps de la Chambre des comptes et les autres (présidents d'élections, contrôleurs généraux, anciens comptables, etc...).

La Chambre adoptait souvent des mesures intermédiaires, en décidant, par exemple, de remplacer l'interrogatoire, qui pouvait passer pour désobligeant, par un exposé du postulant « en quoi consistait la charge d'un trésorier de France » ou même en se contentant de la harangue. Dans d'autres cas et notamment le 28 avril 1651 pour Marc-Antoine DUPUY, ancien procureur du roi à la Cour des aides de Montpellier, pourvu d'un office de trésorier de France à Montpellier (153) et, le 1^{er} septembre 1657, pour Jean-François de LA BARRE, procureur du roi au grenier à sel de Paris, pourvu d'un office de trésorier de France à Paris (154), elle réserva à « Messieurs » (les membres de la Chambre) « la liberté d'ouïr et interroger (le candidat) sur la capacité », c'est-à-dire, semble-t-il, qu'après avoir posé le principe qu'il était soumis à l'examen, elle autorisa ses membres à ne pas l'interroger.

En tout cas, les Chambres des comptes entendaient être seules juges en la matière et ne voulaient pas que le gouvernement leur forçât la main. C'est ainsi que le 23 octobre 1660 celle de Paris retourna au chancelier, pour être modifiées, des lettres de provisions d'un office de trésorier de France à Montpellier en faveur de François de BEAULAC, sgr de PEZENNES, ancien maître des comptes à Montpellier, lettres disposant qu'il serait dispensé d'examen, et le 26, à titre de sanction, elle ne le reçut qu'après « interrogation sur la capacité », contrairement à sa jurisprudence constante à l'égard des anciens membres de Chambres des comptes. Pour ne pas perpétuer l'incident toutefois, elle décida qu'il n'en serait pas fait mention dans l'arrêt de réception (155).

*
* *

Si parfois des simplifications étaient apportées à la procédure de réception, qui permettaient de l'abrégier, il arrivait plus souvent que des incidents vinssent la compliquer et la prolonger pendant des mois, voire des années.

Fréquemment des oppositions étaient faites à la Chambre des comptes contre la réception d'un trésorier : elles pouvaient émaner soit du bureau intéressé, soit de certains trésoriers dudit bureau, soit de tiers prétendant avoir des droits sur l'office. Parfois l'opposition

du présidial de Riom, fut reçu à la Chambre des comptes de Paris comme trésorier de France à Riom sans avoir été interrogé (Arch. nat. P 2.768, f^o 316).

(153) Arch. nat. P 2.767, p. 129.

(154) Arch. nat. P 2.687 et 2.769.

(155) Arch. nat. P 2.687 et 2.770 et Arch. dép. de l'Hérault C 6.220, f^o 193 v^o.

initiale ne comportait pas de motifs. Alors la Chambre fixait un délai à l'opposant pour les produire. Après production, le trésorier pourvu répliquait et l'affaire pouvait traîner longtemps, souvent compliquée par d'autres interventions. S'il s'agissait d'une question de droit public, la Chambre finissait par statuer au fond, quitte à voir casser sa décision par arrêt du Conseil. S'il s'agissait d'une question touchant la propriété de l'office et si la contestation paraissait sérieuse, elle renvoyait les parties devant la juridiction compétente.

*
**

Dans ce qui précède, nous n'avons parlé que des interventions des trésoriers de France ou de particuliers. La Chambre avait aussi affaire au gouvernement qui soutenait parfois sans discrétion certains postulants bien en Cour. Nous avons déjà évoqué les lettres de jussion du roi destinées à lui forcer la main et les lettres d'itérative jussion qui pouvaient les suivre quand les premières étaient restées sans effet (156).

Dans un cas, l'affaire alla jusqu'à la « séance de prince », séance qui correspondait pour les Chambres des comptes au « lit de justice » du Parlement, le roi se faisant représenter à la Chambre par un prince de sa Maison, généralement son frère.

Jacques FILHOT, secrétaire de la Chambre du roi, employé par lui à diverses missions depuis 1618 et blessé à son service, avait été pourvu d'un office de trésorier de France à Montauban le 24 mai 1643 et reçu à la Chambre des comptes de Paris le 2 juillet suivant (157), après avoir obtenu le 21 juin le brevet de conseiller d'Etat. Il se trouvait à Bordeaux en 1653 pendant la seconde révolte de la ville au cours de la Fronde, sous le gouvernement dit de « l'Ormée » (158). Vers la fin du mois de mars, Bordeaux, défendue par CONTI, qui avait succédé à son frère CONDÉ, était assiégée par les troupes royales com-

(156) Ce fut le cas, par exemple, pour Jean de LA GARDE qui avait été pourvu d'un office de trésorier de France à Montauban. L'information de vie et de mœurs ordonnée par la Chambre ayant eu lieu les 6 et 7 juin 1644, le bureau fit opposition à sa réception et durcit son attitude quand il apprit que l'intéressé répandait que « s'il avait voulu bailler de l'argent, les trésoriers de France de Montauban n'auraient pas fait opposition ».

Convoqué à la Chambre des comptes le 19 décembre, LA GARDE déclara « ... qu'il n'avait voulu offenser les trésoriers de Montauban et qu'il les tenait pour gens de bien et d'honneur... ». Le lendemain pourtant, la Chambre décida « qu'elle ne pouvait entrer en sa réception ». Sur lettres de jussion du 2 mars 1645, elle maintint son refus, évidemment indisposée par la demande de récusation présentée par l'intéressé contre un maître des comptes, Jean-Louis de LESPINETTE-LE MAIRAT (qui avait installé le bureau en 1635 et avait dû nouer des liens d'amitié avec ses membres). Sur lettres d'itérative jussion du 21 mars 1646, elle ordonna une nouvelle information, puis finit par recevoir de LA GARDE le 20 avril 1646 (Arch. nat. P 2.765, p. 116).

(157) Arch. nat. P 2.682 et 2.764

(158) Bibl. nat. Cabinet des Manuscrits, pièces originales 1154, FILHOT. Voir également les mémoires de Jacques de FILHOT, publiées sous le nom de « l'Ormée à Bordeaux » par A. COMMUNAY. 1887, p. 280, in-8.

mandées par le duc de CANDALE (159). Avec un certain nombre d'habitants de la ville, FILHOT entreprit de la livrer au duc et sortit discrètement de Bordeaux pour s'entendre avec ce dernier. Dénoncé et appréhendé à son retour, il fut emprisonné pendant un mois, puis traduit devant un conseil de guerre présidé par le prince de CONTI (160). Mis à la torture « ordinaire et extraordinaire » pour lui faire « avouer ceux qui estoient de son intelligence pour ramener la ville au roi », il la supporta pendant quatre heures sans livrer quoi que ce fût, mais « en resta invalide et estropié ». Aussi, après le retour de Bordeaux à son obédience, LOUIS XIV décida-t-il de manifester de façon éclatante sa gratitude à l'égard du « martyr de l'Etat » ; il ne se contenta pas de lui délivrer des lettres de noblesse avec règlement d'armoiries comportant, par une mesure tout à fait exceptionnelle (161), les armes de France en franc-quartier, il lui donna, cumulativement avec celui de Montauban, un office de trésorier de France à Bordeaux laissé vacant par le décès de Jacques-Philippe de GOURGUES, de la famille des premiers présidents du Parlement de Bordeaux (162), par des lettres en forme d'édit portant rétablissement de l'office ; il lui en fit délivrer les provisions le 15 janvier 1654.

Le 29 du même mois, la Chambre des comptes de Paris déclarait qu'elle « ne pouvoit, ni ne devoit entrer dans l'enthérinement de ces lettres » et refusait de recevoir FILHOT en son office. Sur lettres de jussion, elle maintint le 2 mars 1654 son arrêt de refus. Sur lettres d'itérative jussion du 3 mars 1655, appuyées d'un arrêt du Conseil du roi du 25 janvier précédent, elle confirma ses refus antérieurs (163).

Le plumitif de la Chambre ne nous fait pas connaître les raisons de ses refus, mais il n'est pas difficile de les imaginer :

D'une part, l'action de FILHOT à Bordeaux n'avait pas dû rencontrer auprès de tous les Bordelais et notamment auprès des autorités, parlement et bureau des finances, la faveur qu'elle avait eue auprès du monarque. Ce n'est pas évidemment par un simple hasard que l'on retrouvera plus tard parmi les opposants à l'installation de FILHOT au bureau les trésoriers de France qui étaient venus saluer les trois CONDÉ

(159) (1623-1658), fils du duc d'EPERNON et de Gabrielle-Angélique, fille légitimée de HENRI IV et de Henriette d'ENTRAIGUES.

(160) Parmi les membres du conseil de guerre figurait le poète Jean-François SARAZIN, secrétaire du prince de CONTI et fils d'un trésorier de France à Caen. Il devait mourir mystérieusement à Pezenas l'année suivante, le 5 décembre 1654 (le bruit courut à l'époque qu'il était mort d'un coup de pincettes que CONTI lui aurait porté à la tempe dans un mouvement de colère. TALLEMENT DES RÉAUX (Ed. de 1862, t. IV, p. 246 à 256) dit que c'est faux et qu'il avait été empoisonné par un mari jaloux, dont la femme mourut le même jour et dans les mêmes conditions.

(161) Un honneur analogue avait été fait à Jeanne d'Arc. Quelque 40 ans plus tard, une mesure du même ordre devait être prise pour Jean BART.

(162) C'était chez le premier président de GOURGUES qu'était descendu en 1651 le prince de CONDÉ (Arch. dép. de la Gironde C 3.924).

(163) Arch. nat. P 2.768, p. 25, 41 et 277.

(CONDÉ, CONTI et la duchesse de LONGUEVILLE) lors de leur arrivée à Bordeaux les 22 septembre et 3 novembre 1651 (164).

D'autre part, l'office prétendu vacant avait été vendu par la famille de GOURGUES au fils d'un conseiller au parlement de Bordeaux, Jean MARAND, plus tard lui-même conseiller, puis président au même parlement. L'acte du roi pouvait être considéré comme une grave atteinte au principe de la propriété des offices et le fait était d'autant plus de nature à émouvoir la Chambre des comptes qu'il spoliait un membre d'une autre compagnie souveraine; or, en dépit de leurs querelles, les compagnies se retrouvaient solidaires en face du pouvoir.

Enfin, le cumul des deux offices dans des bureaux différents était lui-même d'une régularité et d'une opportunité discutables.

Le 15 mars 1655, le roi fit établir des quatrièmes lettres de jussion, mais, craignant qu'elles n'eussent le sort des précédentes, ne les envoya pas directement à la Chambre. Par une mesure probablement sans autre exemple pour une réception d'officiers par une Cour souveraine, il chargea le 20 mars son frère Philippe, duc d'ANJOU — avant de devenir duc d'ORLÉANS à la mort de son oncle Gaston — de se rendre à la Chambre des comptes et d'y installer FILHOT en « séance de prince » : « Adveniente principe, cessat magistratus ».

Après avoir entendu la messe à la Sainte-Chapelle, le prince arriva, accompagné des maréchaux de France du PLESSIS-PRASLIN (165) et de VILLEROY (166), des conseillers d'Etat MACHAULT (167) et de BELLEJAMBE (168), ainsi que du capitaine de ses gardes et d'une nombreuse suite.

Accueilli au bas des degrés du grand escalier de la Chambre des comptes par deux maîtres des comptes, il pénétra au grand bureau

(164) Du 12 septembre 1651, députation au prince de CONDÉ, gouverneur de Guyenne...

Du vendredi 3 novembre, les S^{rs} de TORTATY, CHAPELAS, CONILH, RELYON, DARNAL et VIVEY ont été nommés commissaires pour aller saluer de la part de la compagnie Mme la princesse de CONDÉ, M. le prince de CONTI et Mme la duchesse de LONGUEVILLE (Plumitif du bureau de Bordeaux. Arch. dép. de la Gironde C. 3.924).

(165) César de CHOISEUL, comte du PLESSIS-PRASLIN, né à Paris en 1598, maréchal de camp en 1635, lieutenant général en 1642, maréchal de France en 1645, commandant l'armée du roi devant Paris en 1649, battant TURENNE et les Espagnols à Rethel en 1650, duc de CHOISEUL et pair de France en 1665, décédé en 1675.

(166) Nicolas IV de NEUFVILLE, marquis de VILLEROI, né à Paris en 1598, gouverneur du Lyonnais en survivance de son père en 1615, maréchal de camp en 1624, maréchal de France en 1646, gouverneur de Louis XIV la même année, président du Conseil des finances en 1661, duc de VILLEROI et pair de France en 1663, décédé en 1685.

(167) Charles de MACHAULT, sgr d'ARNOUVILLE, né vers 1587, conseiller au Grand-Conseil le 25 avril 1608, maître des requêtes le 10 août 1610, intendant en Normandie, Languedoc, Bourgogne et Dauphiné, puis conseiller d'Etat, marié à Françoise LE FÈVRE DE CAUMARTIN, fille de François LE FÈVRE DE CAUMARTIN, sgr de MORMANT, trésorier de France à Paris, décédé en 1668.

(168) Louis LE MAISTRE, sieur de BELLEJAMBE, fils de Hiérome LE MAISTRE DE BELLEJAMBE, conseiller au parlement de Paris, et de Renée LE FÈVRE, conseiller au parlement de Paris le 4 mai 1618, maître des requêtes le 17 décembre 1626, recevant ses lettres d'honneur le 10 janvier 1642 et conseiller d'Etat.

(la grand'chambre) et prit place au rang des présidents, au-dessous du premier président, les maréchaux de France prenant place au haut du banc des maîtres des comptes clercs et les conseillers d'Etat au haut du banc des maîtres des comptes laïcs.

Après enregistrement de divers édits en souffrance, il fit donner lecture des lettres patentes relatives à FILHOT, ainsi que des nouvelles lettres de jussion, puis il fit recueillir son serment par MACHAULT, mais ce dernier, insuffisamment instruit des rites de la compagnie, omit d'inviter le récipiendaire, comme le voulait l'usage, à occuper la place qui lui était réservée au dernier banc des maîtres des comptes (169); aussi, quand peu après, pour se faire recevoir et installer au bureau de Bordeaux, FILHOT demanda que fut portée la mention, sur ses provisions, de son installation à la Chambre des comptes, la Chambre déclara ne pouvoir lui donner satisfaction : s'il avait été « reçu », il n'avait pas été « installé ». Cette réponse ne fut pas du goût du roi, qui, par le canal du chancelier SÉGUIER, exprima au procureur général, mandé à cet effet, sa colère avec une telle véhémence que, pour une fois, la Chambre jugea prudent de ne pas insister et qu'elle donna satisfaction à FILHOT le 16 avril (170).

L'affaire n'était cependant pas finie et on en retrouvera plus loin d'autres péripéties à l'occasion de l'installation de FILHOT au bureau des finances de Bordeaux.

VI. — Installation au bureau.

Il y a lieu de distinguer le cas du bureau des finances de Paris et celui des autres bureaux.

Au bureau de Paris, en vertu des dispositions traditionnelles des lettres patentes, il était de nouveau enquêté sur les « vie et mœurs » du postulant. A plusieurs reprises, la Chambre des comptes de Paris intervint pour obtenir la réforme de cette procédure qu'elle considérait comme désobligeante pour elle, notamment une première fois auprès du garde des sceaux, Michel de MARILLAC, une seconde le 28 août 1637 (171) auprès du chancelier SÉGUIER, mais elle obtint seulement un silence de ce dernier qu'elle prit à tort pour un acquiescement et jusqu'à la fin du xvii^e siècle la disposition contestée des lettres patentes subsista pour Paris.

Dans ces conditions, la procédure de réception au bureau reproduisait celle de la Chambre des comptes. Dans sa forme la plus élaborée, elle comportait les phases suivantes :

(169) Le plumitif de la Chambre des comptes précise : « sans avoir esté led. FILHOT installé ainsi qu'il est accoutumé » (Arch. nat. P 2.768, p. 293).

(170) *Ibid.*, p. 308.

(171) Arch. nat. Plumitif de la Chambre des comptes de Paris, P 2.680 et 2.762.

- 1° Fixation, à une séance normale du bureau, de la date à laquelle il serait donné lecture de la requête du postulant et des lettres de provisions après que tous les trésoriers du bureau aient été avertis par les soins de leur huissier;
- 2° A la date prévue, discussion de la candidature et, si elle n'était pas rejeté a priori, décision de « soit montré au procureur du roi au bureau »;
- 3° Nouvel examen de l'affaire après les conclusions du procureur du roi et, s'il échéait, décision de l'information de vie et de mœurs avec commission à cet effet à un des trésoriers, le plus souvent le doyen du bureau;
- 4° Communication des résultats de l'information au procureur du roi;
- 5° Examen, par le bureau, des résultats de l'information et des conclusions du procureur du roi sur le rapport du trésorier commis, et décision du bureau.

Dans cette procédure, il y avait toutefois un élément de moins que pour la réception à la Chambre des comptes : l'examen de capacité n'était pas recommencé (172).

Il semble que, pour Paris, aucun candidat admis par la Chambre des comptes ne fut jamais refusé par le bureau, ce qui s'explique du fait que les deux juridictions vivaient côte à côte au Palais et disposaient des mêmes éléments d'information, mais souligne le caractère superfétatoire de la procédure. Il est manifeste que les trésoriers de France de Paris n'y voyaient qu'une question de principe, celle de marquer leur indépendance à l'égard de la Chambre des comptes et, peut-être aussi, leur situation privilégiée par rapport aux autres bureaux.

Pour ces bureaux, en effet, les lettres de provisions ne comportaient pas normalement la disposition autorisant le bureau à procéder à une information avant de recevoir un nouveau trésorier. La Chambre des comptes de Paris en concluait qu'ils étaient tenus d'agréer tout trésorier qu'elle avait reçu.

En décembre 1593, elle avait enjoint aux trésoriers de France de Toulouse d'installer, comme trésorier, Jean CATHELAN qu'elle avait reçu en cette qualité le 9 novembre 1593 (173) et qui était refusé par le bureau. Elle les avait avertis que, en cas de nouveau refus, il y serait procédé par le sénéchal de Toulouse, commis à cet effet. Le bureau s'était incliné et CATHELAN avait été installé le 15 janvier 1594.

(172) A Aix, cependant, le règlement du bureau du 9 décembre 1642 (texte dans FOURNIVAL, P 1.088) prévoyait, in fine : « les trésoriers de France qui se présenteront au bureau pour être reçus et installés seront examinés en iceluy ».

(173) Arch. nat. P 2.663 et 2.747.

Quelque vingt ans plus tard, une situation analogue s'était produite pour Lyon, mais l'affaire avait fini autrement :

Dominique PARTICELLI, négociant apparemment de grande surface, gendre d'un trésorier de France à Lyon et prévôt des marchands, Pierre SCARRON (vers 1540-1607), avait acquis un office de trésorier de France au bureau de Lyon au début de 1616, mais s'était heurté à l'hostilité des trésoriers en place, qui avaient fait opposition à sa réception à la Chambre des comptes le 16 juin 1616 (174) et multiplié pendant deux ans les incidents de procédure. Sans imaginer pourtant qu'un jour viendrait où sa nièce épouserait Louis XIV, la Chambre avait passé outre et l'avait reçu le 7 juillet 1618 (175). Le bureau avait refusé de l'installer et la Chambre menaçait de priver de leurs gages les trésoriers de Lyon quand PARTICELLI, entraîné dans la banqueroute frauduleuse d'un de ses frères, avait vu décréter son office par sentence de la sénéchaussée de Lyon du 3 septembre 1619, confirmée par arrêt du parlement de Paris du 1^{er} février 1620.

La Chambre avait alors perdu de sa superbe et, se croyant instruite par l'expérience, avait refusé, le 7 octobre 1624 (176), de recevoir dans son sein, comme maître des comptes, Michel PARTICELLI, autre frère de Dominique. Elle jouait de malheur, car Michel PARTICELLI allait devenir, trois ans plus tard, intendant des finances, puis passer contrôleur général et surintendant des finances sans jamais oublier l'affront qui lui avait été fait.

D'autres bureaux résistèrent longtemps aux prétentions de la Chambre des comptes de Paris, notamment celui de Châlons, et le 16 mars 1705 encore, après la réception de Raoul THIERRY de SAINT-THIERRY comme trésorier de France à ce bureau, la Chambre interdira préventivement aux trésoriers de France de Châlons « d'informer des vie et mœurs dudit THIERRY, comme de tous autres officiers qui auroient été reçus à la Chambre », et leur enjoindra d'en recevoir seulement le serment « à peine de nullité et de privation de gages » (177).

Une fois sa réception décidée, le récipiendaire était invité à verser sa « participation aux frais » comportant divers droits et épices (178) et variant suivant les bureaux de 1.000 à 2.000 livres (179) : parfois un tarif différentiel était prévu, comme aux Chambres des comptes, pour les fils ou gendres des trésoriers. A ces frais s'ajoutaient souvent

(174) Arch. nat. P 2.671 et 2.735.

(175) Arch. nat. P 2.672 et 2.756.

(176) Arch. nat. P 2.674 et 2.758.

(177) Arch. nat. P 2.704 et 2.785.

(178) Le 8 mars 1639, les trésoriers de France à Aix décidèrent « ... qu'à l'avenir ceux qui seront reçus aux lieu et place des officiers qui composent actuellement le bureau ne paieront aucun droit d'entrée ou de bonnet, mais que ceux qui seront reçus en des offices de nouvelle crue (augmentation du nombre des offices) paieront le droit coutumier, lequel droit sera également réparti aux absents et aux présents » (Arch. dép. des Bouches-du-Rhône C 4.759).

(179) Même à Bourges 4.000 livres à partir de 1627 (Arch. dép. du Cher C 1.003).

ceux d'un banquet à donner pour fêter l'admission, soit quelque 300 livres (180).

Il restait au récipiendaire à déclarer par écrit qu'il se chargeait solidairement des dettes contractées par ses collègues du bureau (181) et à faire au greffe ses « soumissions », comportant notamment l'engagement de respecter les règlements et usages de la compagnie.

Il était alors admis dans la salle des séances sous la conduite de l'huissier et prêtait le serment requis, après que le président lui en eût lu le texte.

A Paris, c'était « de bien et fidèlement exercer les estats et offices de trésorier de France, garder et observer les édits et règlements de S. M. sur la fonction de nos charges, et ceux par nous faits ès-registres de notre bureau desquels vous avez pris communication, porter honneur et révérence à chacun de nous, ses auteurs, tenir les délibérations du bureau secrètes sans les révéler à personne » (182).

A Riom, le serment était analogue : le récipiendaire s'engageait « à observer et à suivre le contenu du tableau (où était écrit le règlement du bureau), ensemble l'édit du mois de juillet 1577 et autres ordonnances de S. M. du fait de ses finances et pareillement ce qui sera résolu et arrêté au bureau par la pluralité des voix et opinions, garder le secret des délibérations et ordonnances du bureau, ne point déroger aux privilèges et honneurs de sa charge, conserver, procurer et augmenter de tout son pouvoir les droits et intérêts de la compagnie et lui faire savoir ce qu'il apprendrait de contraire » (183).

Le nouveau trésorier recevait l'accolade du nouveau président, puis de chacun de ses collègues et était conduit solennellement à sa place par son parrain (184).

(180) Ainsi, tant à la chancellerie qu'à la Chambre des comptes, puis au bureau, c'était de deux à cinq mille livres qu'un nouveau trésorier de France avait à déboursier en sus des frais d'achat de son office, de la finance dudit office et du marc d'or.

(181) Notamment pour payer les offices achetés collectivement par le bureau.

(182) Arch. nat. bureau de Paris Z1f 131 (1595).

Le texte suivait d'ailleurs près les mentions prévues au règlement arrêté en Conseil du roi le 8 juillet 1578.

(183) Cf. Ed. EVERAT : « Le bureau des finances de Riom de 1551 à 1790 », d'après le manuscrit du greffier COURTIN. Riom, 1900, in-8.

(184) Bien que le serment au bureau « en la présence des autres trésoriers de France et compagnons » ait été prévu par l'édit de juillet 1577 et le règlement du 8 juillet 1578, il semble que la cérémonie de l'installation n'ait pris qu'assez lentement sa forme rituelle dans tous les bureaux. Suivant le plumitif du bureau de Poitiers pour l'année 1599, conservé au Cabinet des manuscrits de la Bibliothèque nationale, c'est seulement le 12 juillet de cette année que le bureau décida de recevoir désormais le serment de nouveaux trésoriers « suivant les anciennes formes observées ès autres bureaux des généralités du royaume » (Bibl. nat. Manuscrits français 5.319, f^o 83).

Trois ans auparavant, à Soissons, la procédure d'installation d'un trésorier de France avait été simplifiée à l'extrême : Claude GIROULT, déjà cité, reçu à la Chambre des comptes le 31 mai 1596, s'étant vu refuser l'entrée de la ville le 14 juin sur l'ordre du duc de MAYENNE — nous ne savons pour quelles raisons —, ses collègues reçurent son serment dans les fossés de la place. Il put occuper ses fonctions trois mois plus tard (Cf. Claude DORMOY : « Histoire de la Ville de Soissons », 2 vol. in-4, 1664 (Bib. nat. Lk7 9.371), t. II, p. 511 à 513).

A signaler un détail, apparemment bien mince, mais qui donne matière à réflexion. En 1685, le bureau de Bordeaux décida que désormais tous les officiers qui devaient prêter serment devant lui le feraient sur des « heures qu'il aurait apportées et remises au président de la compagnie, ainsi qu'il avait été fait antérieurement et qu'il était d'usage pour d'autres compagnies » (185). Il s'agissait évidemment d'assurer l'accord entre le texte sur lequel serait prêté le serment et la foi du nouveau reçu. La date de la décision du bureau, au lendemain de la révocation de l'édit de Nantes, montre, par ailleurs, les doutes qu'éprouvaient les trésoriers de Bordeaux sur la sincérité des conversions de protestants.

La réception et l'installation des gens du roi se faisaient dans les mêmes conditions que celles des trésoriers de France. A la Chambre du Trésor, Léonard RENARD, procureur du roi, avait pourtant fait observer très valablement à la juridiction, après la réception du serment de Etienne PIGNOLLE comme avocat du roi le 27 août 1622, qu'elle n'avait pas à l'installer, mais seulement à l'autoriser à prendre la place qui lui était réservée. La Chambre avait d'ailleurs déclaré qu'elle n'avait rien à objecter à cet égard, mais qu'il en serait fait mention au procès-verbal (186).

En ce qui concerne les greffiers en chef ou greffiers du bureau, leur réception n'avait lieu qu'après information de vie et de mœurs et examen, étant donné qu'ils n'avaient pas été préalablement reçus à la Chambre des comptes.

*
* *

Tout ce qui précède suppose qu'aucune complication ne fût intervenue. Pour certains bureaux, notamment ceux de Caen (187) et Limoges, il en était rarement ainsi; il y avait toujours quelqu'un pour s'opposer à une installation et contester le droit de l'intéressé sur l'office (188) ou le rang qui lui serait attribué au bureau. L'affaire aboutissait fréquemment au Conseil du roi : il n'était pas rare que des années s'écoulassent entre la date d'une vacance et l'installation du successeur.

Comme pour la Chambre des comptes, en cas de refus d'installation au bureau, le postulant, s'il était influent, obtenait parfois qu'il

(185) Arch. dép. de la Gironde C 3.995.

(186) Arch. nat. Z1st 173.

(187) Pour la période qui nous intéresse plus spécialement, une situation inextricable existait à Caen du fait de la création, en 1638, d'une Cour des aides — à laquelle les trésoriers de France de Caen avaient été nommés en priorité — et de sa suppression avec droit de réintégration des trésoriers au fur et à mesure des vacances dans le bureau. Les dits trésoriers entraient alors fatalement en conflit avec les ayants-cause des trésoriers précédents (Cf. infra, p. 337).

(188) Les bureaux des finances prétendaient parfois pouvoir se prononcer sur les questions de propriété des offices et la validité des contrats de cession. A la fin du xvi^e siècle, celui de Dijon entra en conflit à cet égard avec le Parlement de Bourgogne (Bibl. nat. 4^o Fm 4.819).

soit adressé au dit bureau des lettres de jussion et, au cas de nouveau refus, des lettres d'itérative jussion. Si le bureau persistait dans son attitude — il était quelquefois encore plus opiniâtre que la Chambre des comptes —, on en arrivait aux grands moyens : suppression des gages des trésoriers récalcitrants, envoi d'un conseiller d'Etat ou d'un maître des requêtes commis par le roi pour procéder à l'installation du nouveau trésorier; c'est ainsi que, le bureau de Bourges s'étant refusé à l'installation, comme trésoriers de France, de Jean LE VACHER, Etienne DEPARDIEU, René de LA CHASTRE et François CHARRETON, reçus à la Chambre des comptes de Paris les 10 et 13 décembre 1638 et 4 juillet 1641, il y fut procédé le 25 octobre 1641 (189) par LAUBARDEMONTE, délégué à cet effet par arrêt du Conseil du roi du 4 septembre (190).

Pour Jacques FILHOT, déjà cité, dont les malheurs devant la Chambre des comptes n'étaient rien auprès de ceux qui l'attendaient au bureau des finances de Bordeaux, il ne fallut pas moins de deux ans pour que les ordres du roi fussent exécutés. Des lettres de jussion des 2 mai et 6 juin 1655, puis des lettres d'itérative jussion du 26 juin 1657, n'ayant pas suffi à convaincre les trésoriers de France de Bordeaux, le roi n'obtint son installation le 27 août suivant qu'après avoir prononcé par avance la destitution de tout membre du bureau qui s'y opposerait, sans préjudice de la comparution, devant son Conseil, de ceux dont l'hostilité s'était particulièrement manifesté à son égard (191).

Tant à la Chambre des comptes qu'au bureau des finances, ses adversaires ne désarmèrent pas cependant et, à sa mort, quand Romain de FILHOT, son fils, voulut lui succéder, il rencontra les mêmes obstacles. Il ne parvint à se faire recevoir à la Chambre des comptes que le 17 juillet 1662, après avoir essuyé trois arrêts de refus successifs, les 26 mai, 23 décembre 1661 et 8 mai 1662 (192). Au bureau, son installation ne fut pas plus aisée (193).

(189) Arch. dép. du Cher C 915.

(190) Jean de MARTIN, sgr alias baron de LAUBARDEMONTE, né vers 1590, fils de Jean (de) MARTIN, trésorier de France à Bordeaux; successivement conseiller au Parlement de Bordeaux (dès 1619), président des enquêtes à ce Parlement (1627), premier président de la Cour des aides de Guyenne à Agen (1629) et chargé de sa chancellerie (1630), conseiller d'Etat, faisant brûler de nombreuses sorcières au cours d'une tournée dans le Sud-Ouest (en 1631), intendant en Touraine, Anjou, Maine et Loudunois en 1632, président de la commission extraordinaire chargé de juger Urbain GRANDIER, curé de Loudun, en juillet 1634 et le faisant brûler vif, dirigeant l'instruction contre les jansénistes en 1638, rapporteur de l'affaire CINQ-MARS et de THOU en 1640; décédé à Paris en 1653. C'est à lui qu'on attribue ce mot : « Donnez-moi une ligne d'un homme et je me charge de le faire pendre ».

Nous ne sommes pas certain qu'il soit le même que Jean (de) MARTIN, reçu à la Chambre des comptes de Paris comme trésorier de France à Bordeaux le 21 août 1615 et remplacé le 19 septembre 1617, le plumeur de la Chambre ne faisant pas mention de dispense de parenté lors de sa réception (Arch. nat. P 2.671 et 2.755), alors que siégeait déjà au bureau de Bordeaux depuis le 25 octobre 1614 Mathieu (de) MARTIN, fils et successeur du premier Jean (de) MARTIN (*Ibid.*, P 2.671 et 2.754).

(191) Arch. dép. de la Gironde C 3.836.

(192) Arch. nat. P 2.688 et 2.770.

(193) Arch. dép. de la Gironde C 3.934.

Les rancunes ne devaient s'apaiser qu'à la troisième génération : Jean-Jacques-Romain de FILHOT, conseiller au parlement de Bordeaux, fut reçu et installé sans incident en juillet 1711 à l'office de trésorier de France de ses père et grand-père (194).

*
**

VII. — Permutation de bureau à bureau.

Nous avons exposé, ci-dessus, la procédure normale pour devenir trésorier de France dans un bureau. Il en était une autre, mais qui était réservée aux trésoriers des autres bureaux : c'était la permutation, prévue par l'édit de janvier 1586 en les termes suivants :

« ... Permettons en outre à nos dits présidents et trésoriers généraux de France que, où ils voudront changer de bureau par résignation des uns aux autres, faire le puissent, sans pour cela prester en nos Chambres des comptes et Cours des aides autre nouveau serment que celui qu'ils ont ja fait, dont nous les avons dispensés... ».

Des arrêts du Conseil des 16 juin 1621 et 19 mars 1622 avaient précisé les modalités d'application du texte et disposé que la permutation ne donnerait pas lieu à paiement de droits (195).

Le système paraissait simple : en fait, il donnait lieu aux pires complications et aboutissait presque toujours à des conflits, d'une part entre les permutants, et d'autre part entre eux et les bureaux. Les charges en effet n'étaient pas de même valeur, les qualités propres des titulaires et notamment leur ancienneté étaient différentes et, tant devant les Chambres des comptes que devant les bureaux, des oppositions étaient formées contre les réceptions et installations de permutants, qui lésaient toujours quelqu'un (196).

Il est à remarquer que la permutation pouvait être parfaite quand les deux parties se faisaient effectivement installer dans leurs bureaux, ou imparfaite quand l'un d'eux seulement le faisait, l'autre cédant

(194) Arch. nat. P 2.704 et 2.787.

(195) FOURNIVAL, p. 371.

(196) Nous avons relevé les permutations suivantes, dont quatre intéressent des trésoriers de France à Orléans :

— en juin 1621, Jean BÉCON, trésorier de France à Châlons, avec Charles de SAINT-CHÉRON, trésorier de France à Orléans;

— en avril 1622, Pierre de VERTON, trésorier de France à Tours, avec Robert GODEFROY, trésorier de France à Orléans;

— en janvier 1625 (après contrat d'échange passé le 17 décembre 1624 devant des notaires au Châtelet de Paris), Jacques PARAT, trésorier de France à Bourges, avec Martin d'ALLONNEAU, trésorier de France à Orléans;

— en octobre 1626, Claude PELLET, trésorier de France à Riom, avec Louis DULAC, trésorier de France à Bourges;

— en avril 1633, Gabriel PUGET, trésorier de France à Lyon, avec Alexandre le GRAND, trésorier de France à Orléans (à ne pas confondre avec son homonyme de Dijon).

son office avant son installation (197). Le procédé permettait le transfert d'un bureau à un autre en évitant à son bénéficiaire les formalités et les frais d'une nouvelle réception. Il semble n'avoir plus été utilisé par la suite, probablement en raison des mauvais souvenirs laissés par les permutations antérieures.

(197) Charles de SAINT-CHÉRON et Robert GODEFROY ne semblent pas s'être fait installer à Châlons et à Tours.

CHAPITRE III

POURQUOI L'ON DEVENAIT TRÉSORIER DE FRANCE

Pourquoi voulait-on devenir trésorier de France ? Pour tenter de répondre à la question, nous examinerons les avantages qui pouvaient être tirés de la possession d'un office en les mettant en balance avec les divers inconvénients, sujétions et risques que comportait son exercice.

I. — Avantages dont bénéficiaient les trésoriers de France.

Suivant leurs lettres de provisions, les trésoriers de France se voyaient conférer, outre « les autorités, prérogatives, fonctions, exercice, droits, puissances et facultés » attachés à leurs fonctions :

- 1° des honneurs, prééminences (1) et privilèges;
- 2° des immunités, exemptions, franchises et libertés;
- 3° des gages, taxations, droits de présence, droits de bûche, droits de chevauchée, épices, fruits, profits et émoluments.

Nous allons examiner successivement :

- 1° Les privilèges honorifiques qui étaient reconnus aux trésoriers de France;
- 2° Les rémunérations diverses provenant soit du roi, soit du public, qui leur étaient attribuées;
- 3° Les exemptions dont ils bénéficiaient.

(1) Le terme « prééminences » n'avait pas la même valeur au xvii^e siècle que de nos jours où il est réservé aux présidents au Conseil d'Etat, à la Cour de cassation et à la Cour des comptes. Il était employé alors pour tous les membres des Cours souveraines et notamment, dans les Chambres des comptes, pour les simples auditeurs.

1) PRIVILÈGES HONORIFIQUES.

A. — TITRES.

Réserve faite de celui de « trésorier général de France » prévu aux édits de janvier 1552 et juillet 1577 (2), le titre le plus simple porté par le trésorier de France était le suivant :

« conseiller du roi, trésorier de France, général des finances et grand-voyer » et souvent également « intendant et directeur du domaine », avec indication de la ville et généralité où était établi le bureau des finances ou de la province, savoir :

en Provence pour Aix;
en Picardie pour Amiens;
en Guyenne pour Bordeaux et parfois aussi pour Montauban;
en Berry pour Bourges;
en Champagne pour Châlons;
en Bourgogne et Bresse pour Dijon;
en Dauphiné pour Grenoble;
en Bretagne pour Nantes;
en Poitou pour Poitiers;
en Auvergne pour Riom;

observation faite qu'à l'origine les bureaux installés dans les grandes généralités primitives en avaient conservé le nom, ce qui provoquait des confusions, Bourges, Poitiers, Riom et Tours se disant chacun « bureau de la généralité de Languedoc »; Montpellier et Toulouse, « bureau de la généralité de Languedoc »; Caen et Rouen, « bureau de la généralité de Normandie »; Paris étant le seul à se dire « bureau de la généralité d'outre-Seine et Yonne ».

Pour certains bureaux, le titre se compliquait encore. Ainsi, à Montpellier, les trésoriers étaient, en outre, « intendants des gabelles du Languedoc » (3), l'addition étant d'ailleurs justifiée puisqu'à Montpellier l'intendance des gabelles doublait sensiblement les gages des trésoriers, à telle enseigne qu'ils ne passaient d'un bureau à la Chambre des comptes que pour y devenir présidents.

À Aix, le titre officiel était « trésorier général de France, grand-voyer, intendant des finances, domaine et gabelles de Provence ». Plus tard, c'est un titre analogue que porteront les trésoriers de France à Metz : « trésorier général de France, intendant des finances et des gabelles à Metz ».

(2) Dans les pays d'Etats, le titre de trésorier général avait l'inconvénient de provoquer des confusions avec les comptables des Etats; on conçoit avec quelle facilité les non initiés pouvaient confondre un « trésorier général en Dauphiné ou en Provence » avec un « trésorier général du Dauphiné ou de Provence ».

(3) Un édit de septembre 1593 (Bibl. nat. 46.893 (14)) avait institué deux offices de « généraux et intendants des gabelles du Languedoc », qui furent unis peu après à ceux de trésoriers de France.

Ajoutons que tous les trésoriers de France auraient été en droit, suivant la déclaration du roi du 15 août 1637, d'ajouter à leurs titres celui d'intendant général, réservé à l'origine aux quatre offices de « président et intendants généraux » créés dans chaque bureau par l'édit de mai 1635.

Enfin, il sera dit ci-après que, dans les bureaux qui avaient acquis collectivement les qualités de présidents, tous les trésoriers en portaient le titre et se disaient : « président trésorier de France, etc... ».

Arrêtons-nous sur chacune de ces qualifications.

Le titre de « conseiller du roi » n'avait qu'une valeur très limitée, étant attaché à un très grand nombre d'offices de justice et de finances relativement subalternes.

Celui de trésorier de France était infiniment plus flatteur, puisque, en dehors des bureaux des finances, à peu près seuls les grands officiers de la couronne portaient la qualification « de France », ce qui s'expliquait, à en croire les bénéficiaires, de ce que, au temps où le trésorier de France était unique, il était grand officier de la couronne; le fait a, d'ailleurs, été contesté.

Le titre de « général des finances » ne valait pas celui de « superintendant des finances » qui l'avait précédé à l'origine, mais il faisait encore quelque effet, ne fût-ce qu'en rappelant que le titre de « général » était bien plus ancien dans les finances que dans l'armée (4).

Celui de « grand-voyer » avait été illustré par SULLY, qui en avait eu le monopole.

Quant au titre « d'intendant général », un profane aurait pu en augurer beaucoup, puisque de simples intendants — maîtres des requêtes, il est vrai — administraient les généralités.

Indéniablement, le titre était ce qu'il y avait de plus enviable dans la fonction. Sa diffusion excessive en diminuait cependant la valeur auprès du public.

Au titre s'ajoutait d'ailleurs traditionnellement, au moins pour certains bureaux et notamment Aix, Bordeaux, Châlons, Grenoble, Lyon, Montpellier, Moulins et Toulouse, celui de « chevalier », qui entraînait la substitution de « messire » à « monsieur » pour désigner son bénéficiaire.

Les intéressés en donnaient diverses justifications : suivant les

(4) En 1649, dans un « factum » à l'intention du Conseil du roi, au cours de leur polémique avec les trésoriers de France, les élus s'élevèrent contre le maintien du terme de « généraux » dans le titre des trésoriers, pour des raisons qui n'étaient pas entièrement dénuées de fondement :

« ... Pour le regard des dits trésoriers, ils ne sont autres que provinciaux; ils ne peuvent prétendre au titre de généraux que possédaient autrefois les généraux des finances établis seulement au nombre de quatre pour en estre les souverains ordonnateurs, ainsi que sont maintenant nos seigneurs surintendants, directeurs et intendants, mais à présent leur pouvoir estant restreint et limité dans une province particulière et leur principale fonction ne consistant qu'à servir de commis à nos dits seigneurs dans l'étendue de leur province et estant multipliez en chaque bureau jusqu'au nombre de vingt, il n'y a point d'apparence d'appeler générale leur fonction qui n'est que provinciale et particulière... » (Bibl. nat. Lf38 12).

uns, c'était un attribut normal du titre de trésorier de France quand il était unique, comme il en était pour le chancelier de France; le fait était exact pour le chancelier (5), mais beaucoup plus contestable pour les trésoriers de France, puisque jadis plusieurs personnages investis de la fonction avaient été créés « chevalier » à titre personnel, ce qui semble prouver que le titre n'était pas attaché obligatoirement à la fonction. Enfin, à admettre que le trésorier de France unique bénéficiait du titre de « chevalier » au xiv^e siècle, il n'était pas évident que ce titre dût appartenir aux quelque 457 trésoriers de France existant au milieu du xvii^e.

Autre explication plus vraisemblable : dès la fin du xvi^e siècle, l'usage était de donner du « messire » et du « chevalier » aux présidents des Cours souveraines. Dès lors que les trésoriers prétendaient bénéficier des privilèges de ces Cours et qu'ils se disaient présidents, ils étaient amenés à prendre le titre de « chevalier », leurs femmes prenant elles-mêmes la qualité de « dame », alors que celles des conseillers aux parlements n'étaient encore qualifiées que de « demoiselles » (6).

À la vérité, le titre était loin d'être admis par tout le monde et notamment par les parlements, où les conseillers et même le doyen du parlement de Paris n'étaient qualifiés que d'« écuyer » et de « monsieur » (Cf. le cri de la Fronde du 26 août 1648 : « ... on arrête monsieur BROUSSEL... »). Pourtant, l'usage était suffisamment entré dans les mœurs pour que ce fût une plaisanterie favorite des amis de RACINE, trésorier de France à Moulins, qu'il aurait le droit de se faire enterrer avec des éperons d'or, ce qui, sans conteste, était un grand avantage (7).

Un trésorier de France d'Alençon, Pierre PECQUEULT, sgr du BREUIL, obtint du Grand-conseil le 11 mars 1674 un arrêt lui reconnaissant la préséance sur les autres seigneurs de sa paroisse du seul fait de sa qualité de trésorier de France et du titre de « chevalier » qui lui était attaché. La décision combla d'aise tous les trésoriers, qui n'hésitèrent pas à faire les frais de l'impression de l'arrêt pour le diffuser de la façon la plus large (8).

Ils ne crurent pas devoir assurer une publicité semblable aux innombrables arrêts (9), jugements et décisions de Cours et juridictions leur enjoignant de renoncer au port du titre et leur interdisant

(5) Sous la Restauration encore, le roi adressait ses communications au « chevalier chancelier de France, le sieur DAMBRAY ».

(6) Cf. Arch. dép. de la Gironde C 3.855.

(7) De fait, à Aix, c'est le visage découvert, revêtu du manteau des finances avec la toque et les bottes blanches et les éperons dorés, que le corps des trésoriers de France était porté en terre, quatre gentilshommes appartenant aux plus anciennes maisons du pays tenant les coins du poêle.

(8) Le Grand-conseil rendit le 5 décembre 1676 un arrêt semblable en faveur d'un avocat du roi au bureau de Grenoble, Modeste GUILLET.

(9) Dès le 20 mars 1617, la Chambre des comptes de Montpellier avait prétendu interdire aux trésoriers de France du bureau de prendre les qualités de « messire » et de « chevalier » (Arch. dép. de l'Hérault C 5.981).

de déclarer irrecevables les requêtes à eux présentées où ils ne seraient pas appelés « nosseigneurs ».

Dans son arrêt de règlement du 6 octobre 1691 entre le Parlement, la Chambre des comptes et les trésoriers de France de Grenoble (10), le Conseil du roi, après avoir consacré à l'examen de la question une partie des 145 pages imprimées in-quarto du texte, sembla se ranger à cette opinion, mais tout en déclarant maintenir les dispositions d'un arrêt par lui rendu entre les trésoriers de France et les élus le 13 novembre 1682 et permettant aux trésoriers d'exiger des élus le titre de « nosseigneurs » (11).

Il en résultait ce système étrange que les titres n'étaient pas absolus, mais relatifs. Quoi qu'il en fût, les trésoriers de France de Grenoble ne consentirent jamais à renoncer au « messire », même après un arrêt du Conseil du 20 décembre 1745 leur faisant défense de refuser les requêtes parce que la qualité de « nosseigneurs » n'y était pas portée, et leur interdisant de prendre cette qualité dans les ordonnances.

C'est ainsi que, l'almanach du Dauphiné publié pour la première fois en 1764 ne les ayant pas qualifié de « messires », ils protestèrent auprès de l'éditeur. Il leur fut répondu que le titre de « messire » était périmé et qu'il n'avait même pas été donné au premier président du parlement. Ils ne se satisfirent pas de cette réponse et firent défense à l'éditeur de les faire figurer dans les éditions ultérieures sans le titre réclamé. L'éditeur étant resté sur ses positions, les almanachs du Dauphiné postérieurs à 1764 (12) ne portent pas mention des trésoriers de France, alors qu'ils énumèrent, avec les autres autorités de la province, les officiers les plus subalternes.

*
* *

Traditionnellement, dans les actes du roi, les trésoriers de France étaient qualifiés d'« amés et féaux », à l'instar du haut personnel de sa maison et des Cours souveraines. Ils n'admettaient pas que cette qualification fût omise; ils s'indignaient par contre qu'il en fût usé pour des officiers d'un moindre rang et s'élevèrent avec véhémence quand, en une occasion, ils constatèrent qu'elle avait été appliquée à des élus (13).

(10) Arch. nat. AD IX 79.

(11) Le 13 janvier 1682, le Conseil du roi avait cependant débouté les trésoriers de France de Limoges d'une demande tendant à ce que les officiers du présidial les qualifient de « nosseigneurs » dans les requêtes qu'ils leur présentaient (Cf. infra, p. 354, note 550). En Bourgogne, les officiers des bailliages et présidiaux le faisaient cependant de bonne grâce et, à Metz, le parlement lui-même leur en donnait habituellement la qualité.

Il est à noter que l'édit de février 1706 créant le bureau des finances d'Ypres avait prévu que les trésoriers de France du bureau pourraient se faire qualifier de « messires » (Bibl. nat. F 23.618 (364)).

(12) Exemplaires aux Archives départementales de l'Isère.

(13) Cf. lettre n° 222 du Bureau des finances de Lyon du 11 avril 1651.

Selon les trésoriers de France, les élus n'avaient droit, de la part du roi, qu'aux termes : « nos chers et bien amés ».

B. — ACQUISITION DE LA NOBLESSE.

Antérieurement au xvii^e siècle, la question de la noblesse ne semble pas s'être posée pour les trésoriers de France, non pas, peut-être, que la fonction l'impliquât de plein droit, comme ils le soutinrent plus tard, mais parce que les charges, en nombre limité, étaient occupées par des personnages considérables qui la possédaient personnellement ou, à défaut, disposaient des moyens de l'acquérir sans difficultés.

Au xvii^e siècle, on commença à se préoccuper du problème. Comme pour les Cours souveraines, il fut admis que les trésoriers de France bénéficiaient personnellement des avantages attachés à la possession de la noblesse tant qu'ils étaient en fonction. Cette situation se traduisit, dans certains bureaux, par l'addition de la particule au patronyme du nouveau pourvu, même quand le nom ne s'y prêtait pas, notamment quand il était constitué par un prénom; le fait montre d'ailleurs que, contrairement à ce qui est souvent dit, le préjugé que la particule est attachée à la noblesse est d'origine très ancienne.

Pour conserver ses avantages après sa sortie de fonctions, le trésorier de France pouvait se faire attribuer des « lettres d'honneur » qui lui conservaient tous ses droits (14), sauf les gages et leurs annexes, mais ces « lettres d'honneur » n'étaient délivrées qu'après 20 ans de charge, sauf exceptions extrêmement rares (15).

Comme alors pour les membres des Cours souveraines, l'acquisition de la noblesse héréditaire exigeait que le père et le fils aient eu la noblesse à vie soit de droit, soit de fait, c'est-à-dire qu'ils aient obtenu des « lettres d'honneur » ou qu'ils soient morts en charge. C'était la noblesse dite au « second degré » (16). Ce n'est que très

(14) Y compris le droit de siéger au bureau. Plus tard, il fut précisé que seulement deux « vétérans » pourraient siéger en même temps. Il devait être usé de ce droit, au moins à Paris, car, le 17 mars 1761, lors de l'enregistrement des lettres d'honneur de trésorier de France accordées le 17 février précédent à Antoine-Louis LELEU, avocat du roi pour les finances et la voirie, qui n'avait suivi que de loin les affaires du bureau, les trésoriers de Paris indignèrent qu'ils n'avaient pas cru devoir s'opposer à la délivrance de ces lettres, mais qu'ils priaient leur bénéficiaire de laisser la séance à des « vétérans » ayant rendu des « services plus caractérisés » (Arch. nat. Z¹ 474).

(15) Ce fut le cas pour Richard de PICHON, trésorier de France à Bordeaux depuis 1616, qu'une maladie jurée incurable avait contraint en 1632 à céder son office. Du moins, le gouvernement attendit-il, pour lui délivrer des « lettres d'honneur » que vingt ans se fussent écoulés depuis son installation. Ces lettres, établies le 1^{er} juin 1636 (texte dans FOURNIVAL, p. 780) et enregistrées au bureau le 24 novembre suivant (Arch. dép. de la Gironde C 382) justifiaient la mesure en indiquant qu'il avait exercé ses fonctions très dignement et en relatant le courage exceptionnel qu'il avait montré en capturant des bandits qui avaient volé, en plein jour, la recette des tailles du Condomois et tué les conducteurs des voitures (Cf. *infra*, p. 126).

Au xvii^e siècle, les lettres d'honneur étaient parfois délivrées, après 20 ans de services, à des trésoriers encore en fonctions, mais comme la formalité était coûteuse, l'usage s'instaura de ne les demander qu'après sortie de charge.

(16) Cf. l'article 25 de l'édit de mars 1600 sur les tailles (Bib. nat. F 46.908) (5 à 8) : « Défendons à toute personne de prendre le titre d'écuier et de s'insérer au

tardivement, vers le milieu du XVIII^e siècle, que des roturiers comprendront tout le parti que l'on pouvait tirer de ces dispositions; c'est à un âge très avancé qu'un père de famille retiré des affaires acquerrait une charge de trésorier en assurant à son fils qui reprendrait sa charge la noblesse héréditaire vingt ans après sa mort; cela explique le curieux vieillissement de la moitié des cadres que l'on constate chez les trésoriers de France à la fin de l'ancien régime.

Il n'était pas question, à l'origine, de l'acquisition de la noblesse en une seule génération et l'édit de mai 1635, qui avait étendu aux bénéficiaires des quatre nouveaux offices de chaque bureau les privilèges des secrétaires du roi, en avait expressément exclu celui de l'obtention de la « noblesse au premier degré ».

Quatre ans plus tard, un arrêt de règlement du Conseil du roi du 24 octobre 1639 l'avait conféré aux trésoriers de France de Grenoble en même temps qu'aux membres du Parlement et de la Chambre des comptes de la même ville (17). Aucune disposition semblable concernant les autres bureaux et même celui de Paris ne fut prise dans les édits qui intervinrent par la suite pour donner la noblesse au premier degré aux officiers des Cours souveraines et notamment en 1644 au Parlement de Paris.

On sait que, pour sanctionner — non sans quelque retard — l'attitude des Cours souveraines (18) pendant la Fronde, Louis XIV révoqua en juillet 1669 (19) le privilège qu'il leur avait consenti à cet égard et remit en vigueur le régime antérieur. A partir de 1686, il dut revenir peu à peu sur l'édit de 1669 pour faciliter les ventes d'offices nécessitées par la situation financière. La noblesse au premier degré fut accordée de nouveau en 1690 aux officiers du Parlement de Paris, en 1691 à ceux de la Cour des aides, en 1704 à ceux de la Chambre des comptes et en avril 1705 à ceux du bureau des finances de Paris (20).

Aucune disposition semblable n'intervint pour les bureaux de province. Par un édit d'octobre 1704 (21), il avait été toutefois permis à quatre trésoriers de France désignés par chaque bureau d'acquérir la noblesse au premier degré moyennant un versement de 6.000 livres qui porterait intérêt à 5 %. Moyennant un versement de 24.000 livres

corps de la noblesse s'ils ne sont issus d'un ayeul et père qui ait fait profession des armes ou servi au public en quelques charges honorables, de celles qui par les lois et mœurs du royaume peuvent donner commencement de noblesse à la postérité, sans avoir jamais fait aucun acte vil... »

(17) Art. 9 : « ... Ceux qui ont eu ou auront père et aïeul exerçant les dits offices, ou qui auront servi vingt ans en iceux acquerront titres de noblesse à eux et à leurs enfants » (Texte dans FOURNIVAL, p. 782).

Dès le 15 avril 1602, un arrêt du Conseil du roi avait d'ailleurs accordé au doyen des trésoriers de France en Dauphiné la noblesse au 1^{er} degré (Arch. nat. AD + 134).

(18) Ramenées par Louis XIV en 1665 au rang de « Cours supérieures ».

(19) Bibl. nat. F 21.255 (114).

(20) Bibl. nat. F 21.255 (114). Le privilège des trésoriers de Paris, révoqué en août 1715 par mesure générale (Bibl. nat. F 23.621 (135) fut rétabli en septembre 1720 (Bibl. nat. F 23.622 (343) et Arch. nat. AD IX 80.

(21) Bibl. nat. F 21.255 (7).

portant intérêt au même taux, les bureaux pouvaient y substituer l'obtention de la noblesse au premier degré pour deux trésoriers tous les cinq ans (22), mais ces dispositions furent révoquées, avec la plupart des lettres de noblesse accordées vers la fin du règne de Louis XIV, par édit d'août 1715 (23).

On doit noter que la question de l'obtention de la noblesse était obscurcie par l'imprécision des textes en accordant le principe, de ceux qui prétendaient révoquer les précédents et de ceux qui apportaient des exceptions à ces révocations. Dans chaque cas, il y avait matière à discussions interminables et les trésoriers de France échappaient d'autant moins à la règle que, le plus souvent, ils n'étaient pas visés explicitement par les textes, qui ne pouvaient leur être appliqués que par assimilation (24 et 25).

*
* *

Les dispositions permettant aux trésoriers de France d'acquérir la noblesse héréditaire avaient leurs revers : dès lors que la charge de trésorier de France était anoblissante, il était à présumer que l'acquéreur d'un tel office ne possédait la noblesse d'origine; aussi et paradoxalement, ceux qui prétendaient posséder cette noblesse hésitaient-ils parfois à avouer leur qualité de trésorier en des actes qui pourraient éventuellement être opposés à leur famille, à tel point que l'absence du titre dans un acte notarié ne permet nullement d'affirmer qu'il ne s'agit pas d'un trésorier déterminé, mais d'un homonyme étranger.

Dans les ouvrages d'héraldique de l'ancien régime, la qualité de trésorier de France est toujours et sciemment omise dans les cas

(22) Un édit semblable intéressant le bureau de Grenoble fut vérifié sans observations par la Chambre des comptes de Grenoble le 17 janvier 1705 (Bibl. nat. F 23.617 (815), mais cet édit souleva les protestations des officiers du bureau qui se déclaraient encore en possession, sans restriction, du privilège de la noblesse au 1^{er} degré accordé en 1639, l'édit de juillet 1669 n'ayant révoqué que les textes intervenus depuis 1644; ils invoquaient, à l'appui, des arrêts du Conseil et lettres patentes des 6 et 9 décembre 1695. Un nouvel édit intervint en octobre 1706 pour confirmer leur privilège, non d'ailleurs sans leur imposer à cette occasion de nouveaux sacrifices financiers (Bibl. nat. F 22.618 (603).

(23) Bibl. nat. F 21.255 (114).

(24) Suivant l'ouvrage (1855) de Paul du CHAMBE DE LIESSART sur le bureau de Lille, p. 125, les trésoriers de France de Lille prétendaient bénéficier de la noblesse au premier degré du fait :

1^o que l'édit de création du bureau de septembre 1691 leur avait donné les privilèges des trésoriers de France de Paris et des autres bureaux du royaume et ceux du Parlement de Tournai;

2^o que les trésoriers de France de Paris avaient obtenu la noblesse au premier degré par les édits de 1705 et de 1720 et le Parlement de Flandre par édit de décembre 1713 et déclaration du roi du 4 janvier 1755.

Mais rien ne prouve que ce point de vue ait jamais été admis (Pour la négative cf. Arch. Nat. K 889).

(25) Il a été dit plus haut, p. 19, note 4, comment, suivant une déclaration du roi du 8 décembre 1703, le premier titulaire d'un office de chevalier d'honneur se trouva anobli immédiatement, à condition d'avoir toujours vécu noblement, c'est-à-dire notamment sans avoir jamais fait de commerce.

où elle n'est pas précisément destinée à justifier l'acquisition de la noblesse. C'est ainsi, que, dans son « Histoire généalogique et chronologique de la maison de France et des grands officiers de la couronne », le Père ANSELME (1625-1694), l'auteur le plus sérieux en ce domaine — tout est relatif —, quand il traite, au titre des ducs et pairs, de la maison de la BAUME LE BLANC (26), omet soigneusement de préciser que Jean LE BLANC (vers 1580-1647), grand-père de la duchesse de LA VALLIÈRE (vers 1644-1710), et son oncle et prédécesseur, le premier Jean LE BLANC (vers 1538-1613), étaient trésoriers de France à Tours (27), de même qu'il néglige de rappeler qu'ils furent, l'un et l'autre, maires de Tours, ce qui aurait paru bien « bourgeois ».

C'est également, selon toute vraisemblance, la raison véritable (28) pour laquelle certains bureaux des finances n'agréèrent pas, en octobre 1649, la proposition de leur assemblée générale de constituer un armorial comportant l'indication des noms, qualités, armes et blason de chaque trésorier, ainsi qu'il venait d'être fait pour les Parlements de Paris et de Dijon (29).

A cette occasion, le bureau de Caen remarqua (30) que la proportion de trésoriers de France possédant la noblesse d'origine n'était pas inférieure à celle constatée dans les Cours souveraines.

Les bureaux pouvaient, à vrai dire, différer notablement les uns des autres à cet égard. Il semble que, dans le Midi, la proportion des nobles d'extraction était plus forte qu'ailleurs. Il est toutefois très difficile d'établir des statistiques, étant donné que pour la plupart des trésoriers la question pouvait prêter à discussion, leur milieu d'origine étant à la limite entre la bourgeoisie et la noblesse. Les recherches de noblesse faites dans un but fiscal (de 1664 à 1670) par les intendants ou les commissaires départis à cet effet (31) ne fournissent pas d'éléments bien certains à ce sujet. A Châlons, par exemple, pour ne pas s'aliéner les membres du bureau, l'intendant Louis-François LE FÈVRE DE CAUMARTIN (1624-1687) — d'ailleurs d'une

(26) Tome V, p. 489 et 491.

(27) Tout au plus y est-il indiqué que, par lettres du 14 octobre 1590, le dit Jean LE BLANC avait été chargé des fonctions « d'intendant général des finances de l'armée du prince de CONTI ».

(28) Pour refuser, ils prétextèrent que les circonstances ne leur paraissaient pas favorables à la mesure. Le bureau de Soissons le fit d'ailleurs dans ces termes quelque peu excessifs : « ... jusqu'à ce que les conférences et sollicitations que vous prenez la peine de faire aient réussi et que nos ennemis soient abattus, il n'y a pas de grande gloire à laisser à la postérité des marques de ceux qui auront été dans cette persécution... » (lettre n° 108 du 13 octobre 1649).

(29) Cf. : « Les présidents à mortier du Parlement de Paris... ensemble un catalogue de tous les conseillers selon l'ordre des temps de leurs réceptions, enrichi de blasons et de plusieurs remarques concernant leurs familles », par François BLANCHARD, Paris, 1647, in-fol. (Bibl. nat. f° Lf25 50).

« Le Parlement de Bourgogne, ses origines, son établissement, avec les noms, surnoms, qualités et blasons... », par Pierre PAILLOT, Dijon, 1649, in-fol. (Bibl. nat. f° Lf25 74).

(30) Lettre n° 111 du 20 octobre 1649.

(31) Parfois choisis par les trésoriers de France, par exemple, pour la Picardie, Julien PIETRE, trésorier de France à Amiens de 1627 à 1686.

famille de trésoriers de France à Paris et à Amiens (32) — leur témoigna une bienveillance manifeste en ne retenant dans son enquête que les faits qui leur étaient favorables et pas les autres. En particulier, pour François LE GORLIER, auteur du recueil de textes intéressant les trésoriers de France qui avait servi de base au travail de FOURNIVAL, l'intendant mit en évidence les actes où ses ascendants avaient pris des qualités faisant présumer la noblesse et ceux où ils apparaissaient comme propriétaires de terres nobles, mais non ceux qui rappelaient l'exercice du commerce qui avait fait leur immense fortune (33).

C. — PRIVILÈGE DE JURIDICTION.

Suivant divers édits (34), les trésoriers de France avaient la qualité de « commensaux de la maison du roi » et, corrélativement, le droit de « committimus », c'est-à-dire, après l'obtention de lettres de chancellerie ad hoc, de faire juger leurs procès par des juridictions différentes de celle du droit commun. Il y avait deux droits de « committimus » : le droit de « committimus au grand sceau » qui permettait au bénéficiaire de faire juger ses procès par les « maîtres des requêtes de l'Hôtel du roi » et le droit de « committimus au petit sceau » qui ne permettait au bénéficiaire de faire juger ses procès que par la Chambre des requêtes du Parlement dont il relevait. Les trésoriers de France ont, suivant les époques, bénéficié de l'un ou de l'autre. L'édit de mai 1635 attribua aux titulaires des quatre nouvelles charges qu'il créait, sinon aux autres, le droit de committimus au grand sceau, ce qui provoqua d'ailleurs les critiques de la Chambre des comptes de Paris. L'édit de mai 1636 créant le bureau d'Alençon le donna à tous ses membres. L'ordonnance d'août 1669, en son article 14 (35), prétendit limiter au petit sceau le droit de committimus des trésoriers, et seulement pour les six plus anciens à Paris et les quatre plus anciens en province, mais ces dispositions furent abrogées par le bureau de Paris par un édit de juin 1672 qui rétablit le régime antérieur (36), tandis qu'un arrêt du Conseil du

(32) François LE FÈVRE DE CAUMARTIN, sgr de MORMANT, avait succédé à son père et à son grand-père comme trésorier de France à Paris en 1579 et était mort en 1649 après 70 ans de fonctions dont 67 effectives. M. ESMONIN a consacré une étude à Louis LE FÈVRE DE CAUMARTIN, son frère (1552-1623), intendant de Picardie pendant 32 ans, puis garde des sceaux de France.

(33) Le fils de LE GORLIER, auditeur à la Chambre des comptes de Paris, devait donner un million de dot à sa fille, quand elle épousa un MOLÉ DE CHAMPLATREUX, président au Parlement de Paris « après avoir été recherchée par CHAMILLART, qui y renonça à cause de sa bêtise », s'il faut en croire une note des « dossiers bleus » de la Bibliothèque nationale.

(34) L'édit d'avril 1519 avait disposé que les trésoriers de France et généraux des finances étaient de l'« hôtel et famille du roi et réputés de ses domestiques et commensaux ». Ceux de janvier 1551-1552 et janvier 1586 rappelèrent leur qualité de commensaux de la maison du roi.

(35) Bibl. nat. F 20.235.

(36) Bibl. nat. F 23.613 (323).

roi du 28 juin 1678 (37) assurait aux trésoriers des autres bureaux le committimus en la chancellerie de la Cour dont relevait le bureau, c'est-à-dire le committimus au petit sceau. Par la suite, l'édit d'avril 1694 (38) devait reconnaître le droit de committimus au grand sceau aux trésoriers domiciliés à Paris et celui de committimus au petit sceau aux autres.

A certaines époques d'ailleurs, comme il sera exposé plus loin, et notamment en 1628 et 1635, des dispositions particulières déférèrent au Grand-Conseil les procès personnels des trésoriers de France aussi bien que ceux concernant les bureaux des finances tout entiers; une disposition spéciale analogue intervint en juillet 1655 en faveur de Jacques FILHOT (39), trésorier de France à Bordeaux et à Montauban, pour le soustraire pour trois ans à la juridiction du parlement de Bordeaux qui lui était hostile.

Le droit de « committimus » ne jouait que pour les procès civils. Dans le passé, l'édit d'avril 1519 avait disposé que les procès criminels intéressant les trésoriers ne pourraient leur être faits que par le chancelier, assisté de maîtres des requêtes et de gens des comptes. Le 1^{er} mars 1568, Pierre LE VEYNIER DE LA GROSSETIÈRE, trésorier à Poitiers fut renvoyé par mandement royal devant la Chambre des comptes assistée de six conseillers au Grand-Conseil ou à la Cour des aides de Paris pour y être jugé, mais peut-être pour des faits relatifs à sa charge (40). Cela ne l'empêcha pas d'ailleurs de finir ses jours comme président à la Chambre des comptes de Paris et maire de Poitiers.

Le 2 avril 1705, le Parlement de Bordeaux constata que suivant les édits relatifs aux trésoriers de France, les procédures criminelles les concernant ne pouvaient se faire que devant la Grand-Chambre et la Tournelle du Parlement réunies.

Cependant, un trésorier de France à Metz, Charles JOEUFFROY, qui avait étranglé sa femme le 28 juin 1711, fut, le 14 août, condamné par le bailliage de Metz — par contumace, il est vrai (41) — à avoir la tête tranchée. Le bureau de Metz ne crut pas devoir intervenir en cette occasion pour faire respecter ses privilèges... Il est vrai que la sentence fut considérée comme bénigne car, suivant un édit de HENRI II, la peine applicable était la roue, « sans acception de personne » (42).

(37) PATAS DU BOURGNEUF, *op. cit.*, t. II, p. 156.

(38) Bibl. nat. F 23.615 (511).

(39) L.P. des 6 et 27 juillet 1655 enregistrées au Grand Conseil en août suivant (Arch. nat. V⁵ 469). Cf. *supra*, p. 56 et suivantes.

(40) Arch. nat. P 2.314.

(41) Il ne fut jamais retrouvé.

(42) Cf. Emmanuel MICHEL, *Biographie du parlement de Metz*, 1855, in-8, p. 243.

D. — SÉANCE AUX ASSEMBLÉES.

a) *Séance au Conseil du roi.*

Tant qu'ils eurent leur résidence principale auprès du roi, c'est-à-dire jusqu'en 1545 (43), sinon 1552, les trésoriers de France et généraux des finances eurent entrée à son Conseil; ils la perdirent tout naturellement quand ils n'exercèrent plus leurs fonctions que sur le plan local (44).

Assurément, nombre de trésoriers de France se virent octroyer par le roi, d'abord par des lettres patentes, puis par de simples brevets, la qualité de « conseiller du roi en ses Conseils d'Etat et privé », mais il ne s'agissait que d'un titre ne donnant aucun droit au bénéficiaire, bien qu'à l'origine le texte des lettres fût le même que pour les véritables membres du Conseil, de sorte que certains s'y trompaient (45).

b) *Séance aux Etats généraux.*

A l'origine, les trésoriers de France et généraux des finances siégeaient aux Etats généraux.

Après la constitution des bureaux, ils ne le firent plus que par députés; c'est ainsi que le 21 novembre 1576 les bureaux de toutes les généralités furent invités à envoyer des délégués aux Etats généraux de Blois avec leurs cahiers et leurs mémoires (46).

Ils participèrent semblablement à ceux tenus, encore à Blois, en 1588, et y eurent pour porte-parole le poète et érudit Scévole de

(43) Toutefois, Jean de La CHESNAYE, général des finances en Normandie, est mentionné parmi les membres du Conseil présents lors de l'adoption d'un édit de septembre 1549 supprimant la gabelle du sel en Poitou (Cf. PATAS DU BOURGNEUF : « Mémoires sur les privilèges et fonctions des trésoriers généraux de France », Orléans, in-4 — deux tomes en un volume —, tome I^{er}, p. 44).

(44) Plus tard, il est parfois fait mention de la présence de trésoriers de France au Conseil; c'est ainsi que, dans son journal, Pierre de L'ESTOILE rapporte une intervention faite le 26 avril 1578 par Nicolas LE BEAUCLERC, trésorier de France à Paris, pour faire annuler un édit suspendant tous les offices de finances « introduits et érigés depuis l'an 1574 », après laquelle HENRI III déclara « qu'il n'avait jamais ouï mieux dire et si bien entendu le fond de ce négoce que de sa bouche » (Journal de L'Estoile pour le règne de HENRI III. Edition de 1954, p. 186). Il avait probablement été convoqué spécialement pour la circonstance.

(45) Notamment les provinciaux qui, quand ils étaient de passage à Paris, s'autorisaient de leurs lettres pour venir siéger au Conseil où l'on n'osait pas les renvoyer. Mais quand, pour les quelques trente sièges du Conseil il se présentait une centaine de personnes, le chancelier se fâchait et il était dressé une liste des seuls conseillers d'Etat admis à siéger.

Par ailleurs, pour qu'une nomination de véritable membre du Conseil d'Etat ne pût résulter d'une inattention de sa part, Louis XIII avait décidé que seules seraient valables les lettres patentes où, en plus de sa signature, il aurait écrit de sa main, « pour un tel », en mentionnant ainsi lui-même le nom du nouveau conseiller d'Etat.

(Cf. notamment M. R. MOUSNIER, *op. cit.*).

(46) Cf. PATAS DU BOURGNEUF, t. I^{er}, p. 45, et FOURNIVAL, p. 863 et suivantes et chapitre IV.

SAINTE-MARTHE (1536-1623) alors de grande réputation (47), trésorier de France à Poitiers, qui intervint avec énergie contre la Ligue (48).

Ils figurèrent encore aux Etats généraux de Paris en 1614, à côté d'autres trésoriers de France, délégués d'ordres.

Pour la période de la Fronde, nous n'avons trouvé aucune indication établissant qu'ait été prévue leur participation aux Etats généraux convoqués d'abord le 23 janvier 1649 (49) à Orléans pour le 15 mars, puis à Tours pour le 8 septembre 1651 (50) et décommandés dans les deux cas.

c) *Séance aux Etats provinciaux.*

Pour chacune des provinces qui possédaient encore des Etats, il sera exposé, au titre des relations des trésoriers de France avec les diverses autorités, les conditions dans lesquelles des trésoriers de France y siégeaient en qualité de « commissaires du roi ».

d) *Séance aux parlements.*

Les trésoriers de France n'avaient plus normalement séance aux parlements (51); toutefois, quand ils y avaient affaire, il leur était accordé une place honorable. C'est ainsi qu'à Aix ils étaient admis au banc des baillis et sénéchaux et avant eux, en conformité de l'article 10 de l'édit de Villers-Cotterets de septembre 1552. En ce qui concerne le parlement de Paris, le plumitif du bureau des finances de Paris nous donne, à la date du 20 juin 1652, les indications suivantes (52) :

« A été rapporté à la compagnie par lesdits sieurs députés (du bureau des finances de Paris) que messieurs les présidents (du parlement) étant entrés en ladite Chambre du parlement et ayant pris leur place, monsieur de NOVION, qui présidait en ladite assemblée, avait prié lesdits sieurs de VAROQUIER et HARDY, députés, de prendre leur séance au banc de Messieurs des enquêtes et laisser le banc où ils étaient pour la Chambre des comptes et la Cour des aides, ce qui aurait été exécuté à l'instant même et, s'estant élevé un petit murmure parmi Messieurs des enquêtes de se voir ainsi mêlés, disoient-ils, avec d'autres officiers, monsieur de NOVION l'auroit incontinent arrêté par les paroles suivantes : « Quoique nous ne devons point donner de titres contre nous, il est vrai que toutes les fois que des

(47) Cf. ses oraisons funèbres prononcées le 5 avril 1623, à Loudun où il était mort, par Urbain GRANDIER, curé de la paroisse Sainte-Croix de la ville (qui devait connaître un sort tragique. Cf. supra, p. 64, note 190) et Théophraste RENAUDOT, le fondateur de la Gazette de France (1623, in-4).

(48) Le texte de sa harangue est conservé à la Bibliothèque nationale (Manuscrits français 14.065, f° 335).

(49) Bibl. nat. F 23.611 (958 et 960).

(50) Bibl. nat. F 23.612 (59).

(51) Sous réserve de ce qui sera dit pour Grenoble et pour Dijon au titre des relations des bureaux avec les diverses autorités.

(52) Arch. nat. Z¹ 213.

trésoriers de France viennent au parlement, ils y ont séance parmi Messieurs de la Grand-Chambre... ».

e) Séance aux Chambres des comptes.

L'édit organique de juillet 1577 avait prévu, en son article 13, que les trésoriers de France auraient « entrée, séance et voix délibérative aux Chambres des comptes comme les quatre anciens » (trésoriers de France). De nombreux édits les concernant rappelèrent qu'ils étaient du « corps de ces Chambres ».

En fait, de grandes restrictions furent apportées à ce principe : elles seront examinées à l'occasion de l'étude des relations entre les trésoriers de France et les diverses Chambres des comptes. Observons toutefois ici que, du fait de l'augmentation du nombre des trésoriers, leur admission sans limite aurait été manifestement incompatible avec le fonctionnement des Chambres. D'où les dispositions limitant à deux le nombre des membres du bureau admis à siéger à la fois et ne les y autorisant que pour les affaires relevant de leur compétence.

En ce qui concerne la place à laquelle ils devaient siéger, nous verrons comment la question fut résolue par les textes pris pour chacune des Chambres de province. Pour Paris, sans texte exprès, les trésoriers de France furent toujours maintenus à la place qui leur avait été donnée lors de leur admission, après tous les maîtres des comptes.

Le principe de cette mesure avait été contesté dans le passé : le 20 mars 1597, Jean LE BLANC, sgr de LA VALLIÈRE, président et trésorier de France à Tours, convoqué à la Chambre des comptes de Paris pour expliquer des prélèvements effectués sur les tailles par le bureau de Tours, avait requis séance au-dessous des présidents, ou du moins, « estant du corps de la Chambre », selon le rang de sa réception, au-dessous des maîtres des comptes reçus après lui. Après délibération, la Chambre lui avait ordonné de prendre place avec les autres trésoriers. Il avait refusé d'obtempérer et rappelé qu'il était des trésoriers de France primitifs, du temps où le titre n'avait pas été galvaudé par la multiplication des offices; il avait déclaré « qu'il était homme d'honneur et qu'il avait bien mérité de la compagnie pendant les troubles » en comparant, semble-t-il, sa propre fidélité au roi aux collusions de la Chambre avec la Ligue (53); finalement, il avait parlé de s'en aller si la Chambre insistait, voire même de renoncer à son office. La Chambre n'avait pas agréé cette solution et.

(53) En réalité, la Chambre des comptes de Paris avait su se ménager assez adroitement entre les deux partis, autant du moins que les circonstances l'avaient permis. C'est ainsi que, au début, elle s'était refusée à la vérification des provisions d'offices délivrées par le duc de MAYENNE, non pas en contestant les pouvoirs du duc en tant que lieutenant général du royaume, mais en se fondant sur sa propre déclaration, lors de la prise de ces pouvoirs, qu'il ne prendrait que les mesures provisoires indispensables.

pour en avoir raison, avait dû le menacer de le faire arrêter et incarcérer dans sa conciergerie (54).

L'incident avait laissé un tel souvenir qu'aucun trésorier de France ne s'avisait jamais de reprendre la question, ne pouvant espérer le faire avec autant de vigueur que l'arrière-grand-oncle de la si douce Louise de LA VALLIÈRE.

f) *Cours des aides.*

Comme aux Chambres des comptes, l'édit organique de juillet 1577 avait prévu, en son article 13, que les trésoriers de France auraient « entrée, séance et voix délibérative » aux Cours des aides, ainsi que « les quatre anciens » (généraux des finances).

Or, les quatre anciens généraux des finances y siégeaient immédiatement après les présidents et avant tous les conseillers. Aussi, et compte tenu du fait que les occasions de relations des trésoriers de France avec elles étaient beaucoup moins fréquentes qu'avec les Chambres des comptes, les Cours des aides, encore bien plus que ces dernières, s'ingénierent-elles à restreindre la portée du texte précité; elles obtinrent non seulement la limitation du droit de séance à deux trésoriers à la fois, et aux affaires d'intérêt commun entre les juridictions, mais, dans la plupart des cas, la suppression virtuelle du privilège des trésoriers.

La question ne se posait pas d'une façon identique pour toutes les Cours des aides; aussi, sera-t-elle reprise au titre des relations des trésoriers de France avec chacune d'elles.

g) *Entrée des souverains, cérémonies officielles et funérailles des rois.*

Traditionnellement, les trésoriers de France étaient invités, comme les Cours souveraines, aux entrées des souverains, aux cérémonies officielles et aux « convoys » des rois.

Jusqu'à la fin de l'ancien régime, les trésoriers de Paris évoquèrent avec complaisance les conditions flatteuses dans lesquelles ils avaient figuré aux funérailles d'HENRI IV, en mai et juin 1610 (55).

Leur participation aux cérémonies officielles soulevait des questions de préséance avec les diverses autorités; elles seront examinées au titre des relations des trésoriers de France avec ces autorités.

*
**

Les trésoriers de France avaient droit au deuil à la mort des rois, ainsi qu'il fut reconnu par la Chambre des comptes de Paris sur la requête des trésoriers de Paris le 8 juin 1643 (56), après la

(54) Arch. nat. P 2.749 (plumitif de la Chambre des comptes), p. 58.

(55) Long récit dans FOURNIVAL, p. 876.

(56) Arch. nat. P 2.682 et 2.764.

mort de LOUIS XIII. Ils obtinrent, en conséquence, par décision du 19 juin (57), huit aunes et demie de serge de Florence par trésorier pour la confection de leurs robes et chapeaux, ainsi qu'il avait été déjà fait pour le deuil de HENRI IV.

E. — COSTUME.

Une ordonnance du 10 février 1563 avait prévu que les trésoriers de France et généraux des finances porteraient les mêmes habits et robes que les maîtres des requêtes et les conseillers des Cours souveraines (58).

Seuls, toutefois, les gradués auraient été en droit de porter la robe longue et le bonnet. En fait, pour ne pas se distinguer les uns des autres, les trésoriers de France ne portèrent longtemps que la robe courte (sorte de mantelet à manches) et la toque (59).

A la vérité, ce costume n'était pas spécialement seyant; aussi était-il souvent délaissé pour la tenue de ville ordinaire sans que fussent respectées les dispositions de l'édit d'avril 1627 imposant aux trésoriers de siéger en « habits décents », c'est-à-dire en tenue réglementaire, les jours où le bureau était constitué en juridiction pour le domaine et la voirie (mardi, jeudi et samedi).

Vers le mois de juillet 1649, l'assemblée générale, désireuse de relever le prestige des trésoriers de France, recommanda aux bureaux de revenir aux « habits décents », non seulement les jours de juridiction, mais également ceux où se traitaient les affaires de finances (lundi, mercredi et vendredi).

Le bureau de Châlons convint (60) de la nécessité « de rétablir avec nos fonctions notre police intérieure des habits décents, soit dans les députations, soit dans les bureaux... » en ajoutant : « ... c'est un moyen très utile pour être distingué du commun des hommes et en recevoir de la vénération du vulgaire par l'apparence, et aussi pour rendre auprès des plus honnêtes gens notre ministère plus respectable (respectable), nous conformant aux compagnies souveraines pour ne leur être point méconnaissable (*sic*)... ».

Certains bureaux allèrent plus loin et proposèrent que tous les trésoriers prennent la robe longue, qu'ils fussent ou non gradués (61).

Une lettre du 21 août 1649 (n° 101) du bureau des finances de Dijon justifia la mesure par les considérations suivantes :

(57) Cf. FOURNIVAL, p. 881.

(58) Pour la Chambre des comptes, le costume fut fixé par des règlements des 20 août 1573 et janvier 1588.

(59) N'étant pas contraints de s'assimiler aux trésoriers, les gens du roi portaient, semble-t-il, la robe longue des gradués et le bonnet carré des avocats. Il en était du moins ainsi à Lyon, suivant le procès-verbal de l'audience donnée par LOUIS XIII le 16 septembre 1639 au bureau des finances de la ville (texte dans FOURNIVAL, p. 867).

(60) Lettre n° 100 du 20 août 1649, lue à l'assemblée le 27.

(61) A Aix d'ailleurs, suivant le règlement du bureau du 19 septembre 1642 (texte dans FOURNIVAL, p. 1088), les trésoriers siégeaient déjà en robe et bonnet de velours, les gens du roi en bonnets carrés.

« ... Nous avons en cette ville les corps des Parlement et Chambre des comptes : ce dernier, quoique ses fonctions soient de finances, ceux qui le composent ne laissent pas de porter les mêmes habits longs comme ceux du Parlement et font leur possible pour avoir parmi eux gens gradués. Comme nous sommes incorporés avec eux dans les processions et autres assemblées publiques, il se trouve que nous seuls portons des toques et des capots (le petit mantelet court), ce qui fait que le public qui ne juge des choses que par les apparences a en mépris cette sorte d'habillement. De plus, aux assemblées particulières et par la ville, on voit ceux qui composent ces corps vêtus de long et nous en habits courts, qui est l'habit ordinaire et commun du peuple et fait que nous en sommes moins connus et respectés. Lorsque les bureaux n'étaient composés que de trois ou quatre officiers, ils se faisaient reconnaître et par leur suite et par leurs habits qui les faisaient assez distinguer. A présent, nous sommes le grand nombre, moins puissants et moins considérés, de sorte que nous devrions nous relever par quelque extérieur, portant les mêmes habits longs que les officiers des Cours souveraines qui sont les principaux des villes, vu même que les trois-quarts de nos compagnies sont graduées ».

La suggestion fut adoptée d'enthousiasme et le bureau de Lyon annonça le 23 août (lettre n° 102) qu'il faisait allonger les robes au modèle de celles de la Chambre des comptes pour que les trésoriers portent « ... toujours cette marque extérieure qu'ils étaient du même corps ».

L'assemblée décida elle-même de faire faire à Paris, six robes destinées à donner « ... plus d'autorité et de majesté à ceux des membres de l'assemblée générale qui se rendraient en députation auprès de MM. du Conseil... ». Pour couvrir la dépense, elle demanda à chacun des bureaux une contribution de 50 livres qui fut acquittée de bonne grâce par tous (62).

L'adoption, par les trésoriers de France, de la robe de satin noir (63) et du bonnet de velours des maîtres des comptes souleva les protestations de la Chambre des comptes de Dijon (64), mais ces protestations semblent être restées isolées; peut-être parce que les maîtres des comptes non gradués craignaient de se voir objecter qu'ils n'étaient pas plus fondés que les trésoriers de France à porter la robe longue.

En tout cas, le droit à cette robe fut reconnu officiellement aux trésoriers de France de Dijon par un arrêt du Conseil du roi du

(62) A raison de 22 bureaux cotisants, cela faisait 1.100 livres, soit environ 180 livres par robe, quelque 120.000 anciens francs, à peu près deux fois le prix actuel.

(63) Il ne semble pas que les trésoriers de France aient jamais porté la robe rouge de cérémonie que prenaient parfois certaines Chambres des comptes, notamment celle d'Aix, mais qu'elles devaient laisser au Parlement dans les cérémonies communes.

(64) Mémoire de la Chambre des comptes de Dijon sur la robe que prétendent porter les trésoriers de France (vers 1652). (Arch. dép. de la Côte-d'Or B 10, 6°).

15 février 1678 (65). Pour Grenoble, un arrêt du Conseil du roi du 6 décembre 1697 confirma pareillement que les officiers de la Chambre des comptes et ceux des bureaux des finances du Dauphiné porteraient la même robe dans les cérémonies et ailleurs (66). Pour Rouen, une déclaration du roi du 21 avril 1705 précisa que « les trésoriers de France, gradués ou non gradués, seraient reçus à la Chambre des comptes en robe et bonnet, ainsi que les officiers de ladite Chambre, comme étant du corps d'icelle » (67).

*
**

A l'époque où il existait des « lois somptuaires », une ordonnance du 25 mars 1567 (68) avait autorisé les femmes et les filles des trésoriers de France de se vêtir comme celles des maîtres des requêtes et des présidents de Cours souveraines. Une ordonnance du 14 mars 1583 (69) avait confirmé cette situation.

2) AVANTAGES MATÉRIELS.

A. — RÉMUNÉRATIONS.

a) Gages.

Les gages constituaient l'essentiel de la rémunération des trésoriers de France. Pendant longtemps, les édits de création des offices les fixèrent uniformément à 2.500 livres par an (alias 833 écus-sol 1/3, après la réforme monétaire de 1577), plus 500 livres pour les présidents (70).

La dépréciation de la livre entre 1552 et 1577 avait cependant réduit considérablement la valeur de la rémunération; aussi fut-il institué peu après, pour les offices d'ancienne création, des compléments de gages, différents suivant la date de création de chaque office, mais le système ne fut pas généralisé.

L'édit de mai 1633 créant un garde-scel lui accorda, outre les gages habituels de 2.500 livres, des émoluments supplémentaires, mais la différence de rémunération ne fut pas admise par la plupart des bureaux.

(65) Bibl. nat. Manuscrits français 3.886, f° 102

(66) Cité par PATAS DU BOURGNEUF (t. II, p. 188). L'arrêt supprimait le chaperon (coiffure avec pan pendant sur l'épaule) encore porté par les maîtres des comptes de Dauphiné.

(67) Bibl. nat. F 23.618 (28) et Arch. nat. AD IX 80.

(68) Citée par PATAS DU BOURGNEUF, t. II, p. 38, et Arch. nat. AD IX 80.

(69) Texte dans FOURNIVAL, p. 805.

(70) Les gages des trésoriers de France et généraux des finances d'avant 1552 étaient déjà de 2.500 livres. Le général des finances de Guyenne ne recevait que 1.500 livres et celui de Bourgogne 1.600.

Celui du mai 1635 créant quatre offices d'intendants généraux et présidents établit, pour leurs gages, une hiérarchie entre les bureaux :

Les bureaux établis au siège des quatre anciennes généralités, Paris, Montpellier, Rouen et Tours, ainsi que Lyon, formèrent la catégorie supérieure, aux gages de 3.500 livres.

Les bureaux des généralités des pays d'Etats autres que le Languedoc (Aix, Dijon et Grenoble) et, partant, d'attributions moins lourdes, ainsi que Bourges et Limoges, de moindre importance, formèrent la catégorie inférieure, aux gages de 2.500 livres.

Tous les autres bureaux, savoir Amiens, Bordeaux, Caen, Châlons, Moulins, Orléans, Poitiers, Riom, Soissons, Toulouse et, peu après, Montauban, constituèrent la catégorie moyenne, aux gages de 3.000 livres.

Pour Montpellier, aux gages précités s'ajoutaient ceux attachés à l'intendance des gabelles, qui n'étaient pas de moins de 2.700 livres.

En ce qui concerne les gens du roi, l'édit d'avril 1627 avait prévu des gages égaux à ceux d'un trésorier de France pour le procureur du roi sur le domaine et 1.200 livres seulement pour l'avocat sur le domaine, considéré en quelque sorte comme à mi-temps et non astreint à l'assiduité du procureur bien qu'il eût préséance pour lui, ainsi qu'il en était déjà pour les Chambres des comptes.

L'édit de mai 1635 avait prévu des gages égaux pour les deux offices d'avocat et de procureur du roi sur les finances, mais d'un montant différent suivant les bureaux, savoir 3.000 livres pour les deux catégories supérieures et 2.000 pour la dernière (71).

A admettre que la livre correspondit suivant les époques à 500 ou 1.000 anciens francs de notre monnaie, tous ces gages auraient été convenables, mais il ne faut pas oublier que, sauf pour les charges créées en 1552, ils avaient eu pour contrepartie le versement d'une finance et que leur montant représentait souvent une somme au plus égale à celle que le roi aurait dû s'engager à verser à titre d'intérêt au particulier qui lui aurait prêté la même somme.

Les gages initiaux furent l'objet de plusieurs augmentations. Aussi paradoxal que le fait puisse paraître, ces augmentations soulevèrent les plus vives protestations de la part des bureaux; elles avaient en effet leur contrepartie; le scénario, immuable, était le

(71) Nous ne savons pour quelles raisons l'édit de mai 1645 créant un bureau des finances à La Rochelle, révoqué peu après, avait prévu, en faveur de ses membres, des gages très supérieurs à ceux indiqués ci-dessus, pourtant adoptés pour les autres bureaux aussi éphémères créés à la même époque :

- 5.000 livres pour le 1^{er} président,
- 4.000 livres pour les trois autres présidents,
- 3.200 livres pour les trésoriers de France,
- 2.250 livres pour les avocats et procureurs du roi,

sans préjudice de 2.000 livres pour les « menues nécessités » du bureau, 1.000 livres pour son loyer et 500 pour les frais de voyage des messageries, écritures et autres frais (Arch. nat. AD IX 79). Peut-être s'agissait-il d'assurer un prestige spécial à un organisme catholique en pays protestant.

suivant : le roi, gêné, promettait une augmentation de 150 livres de gages par an à chaque trésorier, mais comme la valeur des offices devait s'en trouver accrue, il exigeait le paiement immédiat d'un capital (1.500 ou 3.000 livres suivant les époques) (72) par le bénéficiaire ou prétendu tel. C'était, en réalité, un emprunt forcé sur les officiers avec, pour eux, la perspective sinon la quasi-certitude que les engagements pris à leur égard ne seraient pas tenus.

Les chiffres des gages fixés pour chaque office n'étaient en effet que nominaux : sauf exception, il n'en était réglé que trois quartiers, parfois deux, voire un seul. La suppression totale avait même été envisagée pour 1648 dans les conditions qui sont exposées plus loin (p. 268) et ce fut l'origine de la révolte des trésoriers.

Pour que les gages fussent payés, il fallait :

- 1° que les gages fussent compris à due concurrence dans l'état du roi (notre budget, dont la notification avait dans une certaine mesure la valeur de notre délégation de crédit);
- 2° qu'il y eût des fonds disponibles sur les recettes affectées à leur paiement. Le principe de l'ancien régime était, en effet, l'affectation des dépenses sur les recettes. L'affectation d'un ou deux quartiers des gages en « deuxième partie de l'épargne » équivalait à ce que nous appellerions le « programme conditionnel » (73), c'est-à-dire pratiquement le rejet du paiement aux calendes grecques (74).

Cela montre combien était révolutionnaire le conseil, donné aux bureaux par la circulaire du 23 mai 1648 de leur Assemblée générale, de « prendre leurs gages » — évidemment dans la caisse du receveur général (75).

Cela explique également cette lettre (n° 67) du bureau de Grenoble en date du 5 mai 1649 :

(72) S'il faut en croire le factum de l'assemblée des trésoriers de France de juin 1648 (Bibl. nat. Lf31 17), les trésoriers de France auraient versé aux « parties casuelles » plus de 30 millions de livres sous le règne de Louis XIII (le chiffre est à rapprocher du montant de l'état du roi de 1642 qui n'était que de 99 millions).

(73) Certaines années, tout au moins, les recettes de la deuxième partie étaient celles attendues des versements exigés des officiers au titre d'augmentation de gages ou droits : leur compensation avec la partie des gages retenus sur les officiers donnait alors une apparence de justification à cette retenue.

(74) S'il faut en croire le « factum » des trésoriers de juin 1648 (cité note 72), plus de cinq millions de gages leur auraient été retenus de 1644 à 1648.

(75) Cf. *infra*, p. 270. Dans leurs lettres, les trésoriers de France de divers bureaux se défendirent d'avoir suivi ce conseil.

A Soissons, on déclara ne pas l'avoir fait (lettre n° 4, sans date).

A Poitiers : « Aucun de nous n'a songé à recevoir un denier de ses gages, quoiqu'il en soit deub plusieurs années à quelques-uns et, entre autres, à Monsieur LECLERC » (lettre n° 10, sans date).

A Bordeaux : « Quant à prendre nos gages, nous avons trop de cœur, de prudence, de générosité et d'honneur pour en user de la sorte » (lettre n° 12 du 29 juillet 1648).

A Dijon : « Nous avons sursis le payement de nos gages en attendant ce qui aura esté décidé au Conseil... il y a près d'un an que nous n'avons touché aucun gage ny droit » (lettre n° 13 du 8 août 1648).

« ... Nous désirerions que par l'ordre des directeurs (faisant alors l'intérim de la surintendance), nos gages fussent remis sur le domaine ou les gabelles comme ils étaient tant par notre institution que par tant d'édits vérifiés (à la Chambre des comptes) comme ils ont toujours été jusqu'en 1646 que, par inadvertance ou à la sollicitation des fermiers des gabelles, ils en furent ôtés dans l'état de S. M. et mis sur les tailles... ».

Evidemment, les gabelles étaient d'un rendement sûr; quant aux tailles, dans les circonstances du moment elles ne rentraient pas...

Les trésoriers de France de Rouen déploraient de même le 30 octobre 1649 que le troisième quartier de leurs gages eût été assigné sur la plus-value des prêts (complément de l'annuel, alias paulette).

b) *Droits de présence.*

Un édit de mai 1578 (76) avait attribué aux trésoriers un droit de présence — précédemment appelé « épices du roi » — d'un demi-écu, soit une livre et demie, pour toute séance au bureau, mais payable seulement si le trésorier était présent dès l'ouverture de la séance, à huit heures, et s'il y restait jusqu'à la fin, à dix heures. La part des absents accroissait d'autant celle des présents. Par la suite, le droit de présence fut remplacé par une allocation forfaitaire de 312 livres correspondant à 208 séances par an, soit 4 par semaine (lundi et mercredi matin, vendredi matin et après-midi (77)).

Cette substitution, manifestement favorable aux trésoriers, fit l'objet de critiques et le droit de présence fut supprimé par l'édit de décembre 1598, instituant le service alternatif; un arrêt du Conseil du roi du 4 septembre 1603 (78), tout en indiquant que le droit de présence demeurerait supprimé, créa, en remplacement, en faveur des trésoriers de Rouen, pour l'année de leur exercice, une taxe annuelle de 300 livres, mais dont le paiement serait subordonné à l'absence de non-valeurs dans les impôts dans la généralité. C'était une prime allouée au bon fonctionnement du bureau.

Elle fut étendue par le Conseil du roi le 15 novembre 1603 (79) aux trésoriers de Bourges, d'Orléans, Poitiers et Tours et le 11 décembre 1607 (80) à ceux de Paris, Amiens, Bordeaux, Châlons, Limoges, Lyon, Moulins, Riom et Soissons.

Nous ne savons pourquoi le système, assurément ingénieux, fut

(76) Vérifié à la Chambre des comptes après lettres de jussion des 23 et 30 mai (Bibl. nat. F 46.585 (11) et FOURNIVAL, D. 960).

(77) Un trésorier de France à Montpellier, Jean-Baptiste de CROISILLES, ayant été détenu à Paris pendant la Ligue, des lettres patentes de HENRI IV lui reconnurent en 1595 le bénéfice du droit de présence pendant le temps de sa détention (Arch. dép. de l'Hérault C 6156, f° 56).

(78) Arch. nat. E 5b, f° 212 r°.

(79) Arch. nat. E 5b, f° 385 r°.

(80) Arch. nat. E 15b, f° 120; Bibl. nat. Manuscrits français 18.172, f° 1030 v°.

abandonné lors du rétablissement du fonctionnement normal des bureaux en 1608; il est vraisemblable que la condition mise au paiement de la taxe était rarement remplie et que ce fut à la demande des trésoriers eux-mêmes que fut rétabli le droit de présence antérieur, mais réduit de moitié, soit 156 livres.

Il fut porté de nouveau à 312 livres en août 1615 (81).

Sous le prétexte d'augmentation des droits de présence, ainsi que d'une participation à de prétendus « droits de bourses », les trésoriers de France « bénéficièrent » en mars 1644 et septembre 1645 de deux augmentations de 250 livres chacune, subordonnées au paiement immédiat du capital correspondant et qui naturellement subirent les mêmes vicissitudes que leurs gages.

c) *Droits de bûche.*

Les divers édits de création des trésoriers de France avaient institué à leur profit une indemnité forfaitaire de 225 livres s'ajoutant aux gages. Les premiers la qualifiaient de « droit de bûche ou de chauffage » et de « robe ou de manteau ». Les derniers ne parlaient plus que de « droits de bûche ». Comme il s'agissait d'une allocation personnelle, nous ne pensons donc pas qu'elle concernât le chauffage de la salle du bureau (82), mais celui du local où le trésorier de France travaillait à ses rapports et procès-verbaux, soit dans l'immeuble du bureau, soit à son domicile personnel (83).

Quant au droit de « manteau ou de robe », il se justifiait par le costume spécial imposé pour l'exercice des fonctions (84), sinon par les considérations historiques indiquées par BOISLISLE pour les membres de la Chambre des comptes de Paris.

d) *Taxations au profit des trésoriers.*

Les « taxations » dont bénéficiaient les trésoriers étaient des rémunérations supplémentaires, soit proportionnelles au produit de certaines recettes, soit déterminées en fonction de la nature et du nombre de certaines opérations, soit calculées suivant les unités de temps consacrées à certains travaux.

De la première catégorie relevaient les pourcentages que certains bureaux prélevaient sur le montant des tailles à titre de remise,

(81) Bibl. nat. 8° Lf90 863 et FOURNIVAL, p. 969.

(82) La dénomination du « droit de bûche » rappelait l'époque où il s'exerçait en nature par l'attribution d'une coupe dans les forêts du roi (Cf. BOISLISLE).

(83) Les dépenses d'installation du local du bureau étaient à la charge du roi; nous ne savons si le chauffage était également à sa charge ou à celle de l'ensemble des trésoriers. Il est possible d'ailleurs que la question fût résolue différemment suivant les bureaux.

Les textes primitifs avaient prévu que le nettoyage du bureau serait assuré par l'huissier; après la suppression de l'huissier, le règlement du 8 juillet 1578 avait disposé qu'il serait effectué par le concierge du local ou tout autre personne, un fonds de cinquante livres étant ouvert chaque année au bureau à cet effet.

(84) Cf. supra, p. 82.

dans la deuxième partie du xvi^e siècle. C'est à l'occasion de tels prélèvements par le bureau des finances de Tours que la Chambre des comptes de Paris fit comparaître, dans les conditions évoquées ci-dessus (p. 80), le trésorier Jean LE BLANC DE LA VALLIÈRE; il déclara « ... qu'ils étaient conformes aux ordonnances... », ce à quoi la Chambre n'ajouta, au moins dans son plumitif, aucun commentaire. De fait, il y avait sous l'ancien régime tellement de textes dans tous les sens qu'il était toujours possible de justifier n'importe quoi; il semble d'ailleurs que de tels prélèvements cessèrent après l'intervention du règlement sur les tailles du 8 avril 1600 (85 et 86).

De la deuxième catégorie relevaient les « taxations » concernant certaines opérations relatives à la voirie héritées du grand-voyer, taxations qui furent remplacées par une allocation forfaitaire annuelle de 160 livres suivant déclaration du roi du 15 août 1637.

De la troisième catégorie relevaient les taxations pour journées de déplacement : quand les trésoriers de France étaient convoqués à Paris par le Conseil du roi ou la Chambre des comptes, ils prétendaient avoir droit au tarif applicable aux officiers des Cours souveraines, savoir 10 livres par jour, mais, bien souvent il ne leur était accordé que celui de la seconde catégorie d'officiers, savoir 6 livres 10 sols.

e) *Droits de chevauchée.*

Au xvi^e siècle, les édits de création des charges de trésoriers de France ou de généraux des finances prévoyaient habituellement qu'ils bénéficieraient de « droits de chevauchée », ce qui se justifiait par l'importance des chevauchées qui leur seraient imposées (87).

Au xvii^e siècle, les édits d'août 1621 et février 1626 en font encore mention, d'ailleurs à tort, car depuis longtemps il avait été admis que les chevauchées, beaucoup moins fréquentes que précédemment, constituaient une charge d'emploi pour les trésoriers, charge qui dans l'ensemble s'égalisait entre eux, puisque, réserve faite des présidents, tous les trésoriers participaient aux chevauchées en changeant d'élection chaque année; leur dépense était considérée comme couverte par les gages.

A noter, toutefois, qu'en juillet 1648 les circonstances paraissant au gouvernement exiger des chevauchées particulièrement importantes, il les avertit qu'il leur accorderait des fonds pour y faire face (88).

(85) Texte dans FOURNIVAL, p. 406.

(86) De la première catégorie relevait également le droit d'un sol par livre prévu par une déclaration du roi du 6 juin 1568 relative aux profits féodaux (texte dans FOURNIVAL, p. 1163) auquel prétendaient certains procureurs du roi aux bureaux des finances (domaine) sur le produit des droits casuels de la généralité. Nous ne savons pourquoi la Chambre des comptes en refusa le bénéfice au procureur du roi d'Orléans le 12 décembre 1635 (Arch. nat. P 2.761), tandis qu'elle l'admit le 1^{er} août 1640 pour celui d'Amiens (Arch. nat. P 2.763, f^o 333 v^o).

(87) Sur les chevauchées, cf. infra, chapitre III, p. 102 et suivantes et chapitre IV, passim.

(88) Bibl. nat. Manuscrits français 18.479.

Précédemment, l'édit de mars 1637 avait prévu 600 livres pour les chevauchées,

Par la suite, quand les chevauchées perdirent leur importance et leur fréquence et que quelques trésoriers seulement y participèrent, certains bureaux leur en tinrent compte en leur allouant, sur leur fonds commun, des indemnités journalières parfois fort élevées (20 et même 30 livres) (89).

f) *Epices du roi.*

L'édit de mai 1635 avait prévu l'attribution d'épices aux trésoriers de France pour certains actes faits pour le roi dans leurs fonctions, notamment la vérification des « états au vrai » des comptables. C'était d'ailleurs contraire à une tradition constante suivant laquelle aucune épice ne pouvait être exigée du roi. Ces attributions furent transformées en 1655 en une indemnité forfaitaire de 300 livres, dont le paiement fut subordonné à un versement en capital.

g) *Situation d'ensemble.*

En définitive, la rémunération nominale attachée à un office moyen de trésorier de France était en 1655 la suivante (90) :

Gages anciens.	2.500 livres
Droits de présence	312 »
Droits de bûche (91)	225 »
Augmentation des gages héréditaires attribués en 1633.	300 »
Part aux 4.000 l. de taxations ordonnées par la déclaration du 15 août 1637.	160 »
Droits de bourse et augmentation des droits de présence en 1644	250 »
Droits de bourse et augmentation des droits de présence en 1645	250 »
Augmentation des gages héréditaires en 1652.	150 »
Droits d'épices attribués en 1655.	300 »

4.447 livres

mais sous réserve d'un versement en capital. L'allocation avait été révoquée peu après.

(89) Le 28 août 1653, en décidant que les trésoriers feraient leurs chevauchées pour l'année 1653 « à peine de privation de deux quartiers de leurs épices », le bureau des finances de Paris résolut de prendre à la charge de « la compagnie » les frais de ceux qui resteraient plus de quatre jours « dans l'élection de leur département » (Arch. nat. Z¹₁ 215, f^o 213 v^o).

(90) D'après PATAS DU BOURGNEUF, t. I^{er}, p. 122.

(91) Pour les bureaux créés en 1636, les gages, droits de présence et de bûche furent réunis et fixés à 3.037 livres, 10 sols (2.500 + 312 + 225 livres, plus 10 sols dont nous ne voyons pas l'origine).

Il fut décidé que pour les trois années suivantes, 1656, 1657, 1658, il n'en serait payé que deux quartiers sur quatre et cette décision fut consolidée par arrêt du Conseil du 10 août 1658.

La rémunération effective d'un trésorier de France se limita donc à 2.223 livres 10 sols. Nous précisons qu'il s'agit seulement d'un exemple correspondant à un cas moyen, des différences pouvant exister entre les offices et entre les bureaux, et le cas de Montpellier étant expressément réservé.

*
**

Aux rémunérations, vacations et remboursements de frais réglementaires pouvaient s'ajouter des dons, récompenses ou bienfaits du roi (92). Suivant l'édit organique de janvier 1551-1552, ces dons, récompenses ou bienfaits, qu'ils fussent alloués aux trésoriers en raison de leur service ou pour toute autre cause (93), ne pouvaient pas leur être payés directement par les receveurs de la généralité; ils ne devaient l'être que par le trésorier de l'épargne ou sur son mandement.

B. — MENUS DROITS ACCESSOIRES.

En vertu de L. P. du 11 novembre 1555 enregistrées à la Chambre des comptes de Paris le 10 décembre et arrêt confirmatif de la Chambre du 6 mars 1576 (94), les trésoriers de France jouissaient des mêmes droits que les officiers des Chambres des comptes et de la Cour des aides et notamment de celui de pied-fort, leur permettant de recevoir deux exemplaires des nouvelles monnaies d'or et d'argent mises en circulation (95). Il s'y ajoutait divers autres droits variant suivant les Chambres des comptes et suivant les bureaux.

(92) Les « dons » (annuels) du roi furent très exceptionnels pour les trésoriers de France à partir de 1552 et ne visèrent guère que ceux d'entre eux qui étaient employés auprès de lui ou de ses collaborateurs immédiats. Ils furent, par contre, de règle pour les intendants des finances sous HENRI IV et LOUIS XIII. Ils correspondaient sensiblement à notre prime de rendement, mais excédaient de beaucoup le montant de la rémunération officielle. A l'origine, ils étaient différenciés; c'est ainsi que, de 1607 à 1611, Isaac ARNAULD (frère des trésoriers Claude et Pierre) reçut bien plus que son collègue Gilles de MAUPEOU D'ABLEIGES (aïeul maternel de FOUQUET). Par la suite, l'attribution se fit globalement, à charge pour les intéressés de se la répartir par parts égales (Cf. plumitifs de la Chambre des comptes de Paris, où il était fait mention de la vérification par la Chambre de tous les dons du roi).

(93) Il était expressément interdit aux trésoriers de France par les édits organiques de « demander au roi aucune des choses qui pouvaient figurer dans les états qu'ils délivraient aux comptables et qu'ils devaient comprendre dans les procès-verbaux de leurs chevauchées ».

Cette interdiction fait présumer que leurs prédécesseurs n'avaient pas toujours témoigné à cet égard de la discrétion qui eût été désirable.

(94) Texte dans FOURNIVAL, p. 737.

(95) Le 19 juin 1630, la Chambre des comptes de Paris en autorisa le paiement aux trésoriers de France de Lyon (Arch. nat. P 2.676 et 2.760). Le 12 novembre 1640, de nouvelles monnaies ayant été émises, elle fit la commande des

A Paris, par exemple, ils jouissaient, outre de droits de buvette (96) et d'écurie, de droits des « roys », de cierge à la Chandeleur (fourni par le chévecier de la Sainte-Chapelle (97), de harengs pour la provision de carême, de robe à Pâques et de chapeau de bièvre, de verres l'avant-veille de la Pentecôte, de bouquets de roses vermeilles du 30 mai au 30 juin (98), de robe à la Toussaint (99).

Ces droits évalués au total à quarante livres six deniers à la fin du xvr^e siècle étaient, à l'origine, acquittés en nature; il y fut substitué peu à peu des allocations en espèce.

A ces droits s'ajoutaient de menues fournitures en nature : papier, parchemin, plumes, tranche-plume, poinçon, racloir, bourse, jetons, cire rouge et lacets.

A Rouen, le droit « de harengs » permettait à chaque trésorier de France de se faire délivrer annuellement par le fermier du gros des poissons de la ville :

- 1° Un baril de harengs de marque;
- 2° Deux cents de harengs saurs;
- 3° Un plat de viande consistant en onze pièces (100).

C. — EPICES DU PUBLIC.

Dès l'édit de janvier 1586, il avait été prévu que les trésoriers de France pourraient recevoir, des bénéficiaires de leurs interventions, des épices dont le montant devrait être fixé par arrêt du Conseil du roi (101).

pièces nécessaires aux officiers de la chancellerie, de la Chambre des comptes et des trésoriers de France (Arch. nat. P 2.681 et 2.763).

Le 30 juin 1672, elle reconnut encore implicitement le droit des trésoriers de France au « pied-fort » (Arch. nat. P 2.692 et 2.774).

(96) Des lettres patentes du 8 février 1638 avaient reconnu aux trésoriers de France créés en 1626, 1627, 1633 et 1635, la jouissance « du droit de buvette et autres droits qui ont accoutumé être payés aux autres trésoriers de France » (Arch. nat. P 2.680 et 2.762).

(97) Le 31 janvier 1629, la Chambre des comptes avait décidé que la distribution des cierges serait limitée aux trésoriers alors en fonction; elle serait refusée aux trésoriers qui entreraient par la suite au bureau (Arch. nat. P 2.677 et 2.759).

(98) Le 6 avril 1582, la Chambre des comptes de Paris avait ordonné, en raison de la cherté des fleurs, de payer à la marchande de roses cinquante sols par trésorier au lieu de trente-sept sols six deniers pour le cent de roses qu'elle devait fournir à chacun (Arch. nat. P 2.661 et 2.745). Le 3 décembre 1615, elle avait décidé que les droits de roses et de verres des trésoriers de France seraient payés par le « payeur des menues nécessités » de la Chambre (Arch. nat. P. 2.671 et 2.755). Nous ne savons pour quelles raisons elle en refusa le bénéfice, le 18 juillet 1634, aux avocats et procureur du roi des bureaux des finances de Bourges et de Moulins qui lui avaient présenté requête à cet effet (Arch. nat. P 2.671 et 2.761).

(99) La Chambre des comptes de Paris décida encore le 12 octobre 1635 que 990 livres seraient payées aux trésoriers de France de Riom pour leurs droits de « robe et de Toussaint » par le payeur des gages des officiers de Clermont (Arch. nat. P 2.679 et 2.761).

(100) Arch. dép. de la Seine-Maritime C 1.460 et VANNIER, *op. cit.*, p. 34.

(101) C'était contraire aux règlements antérieurs et notamment à une ordon-

Suivant les intéressés, les tarifs fixés ne cadraient pas toujours avec les faits; aussi n'étaient-ils pas respectés. La perception des épices donnait lieu parfois, dans ces conditions, à des protestations, notamment de la part des officiers dont les provisions devaient être enregistrées au bureau et, en particulier, de ceux qui devaient y prêter serment.

La question des épices se liait d'ailleurs à celle des salaires des greffiers; nous possédons à ce sujet une lettre assez curieuse du bureau de Caen (n° 128) du 29 novembre 1649.

« ... Les salaires des receveurs des épices sont de deux sols par livre sur les particuliers et ensuite leurs gages sur le roi et ceux des greffiers pour eux seuls de première page qui passent 1/3 de la valeur de nos épices, puis ils lèvent encore le contrôle égal au tiers du plein salaire des greffiers (102); après quoi, ils prennent encore le quart en sus desdits salaires des greffiers et de contrôle. Les commis et clerks desdits greffiers exigent encore, par après, de nouveaux et injustes salaires pour leurs écritures qu'ils font monter à beaucoup, salaires qu'il ne s'en faut que d'un quart ou moins que les greffiers ne prennent et emportent.

« Les greffiers et leurs clerks baptisent tout du nom de droits de messieurs du bureau sans distinction, ce qui va à la diminution de notre honneur et réputation ».

Et le bureau concluait :

« Nous demandons un règlement général de l'assemblée, sans qu'il soit besoin du ministère de MM. du Conseil. Il serait à désirer qu'il y eût une pancarte générale dans les bureaux qui fût imprimée et qui serait de règle dans toutes les généralités, mais, comme la plupart des propriétaires de greffes sont souvent gens de Paris qui ne travaillent pas en personne et qui s'en reposent sur les commis, il est à craindre que, étant toujours près du Conseil, ils ne se plaignent que nous n'ayons grandement diminué les émoluments de leur greffe. Il faut délibérer pour que la modération ne soit pas totale ».

Le bureau de Caen savait déjà que, comme la politique, la sagesse est la science du « juste » et du « possible ».

Généralement, les trésoriers chargés d'une opération donnant lieu à épices n'en percevaient personnellement qu'une partie, souvent 1/4, le surplus allant à un « fonds commun » destiné à couvrir les dépenses d'intérêt collectif des trésoriers : arrérages des emprunts contractés, frais de mission des trésoriers délégués à Paris par le

nance de juillet 1560 interdisant aux trésoriers de France de recevoir « aucun or, argent, ou autres espèces quelconques des sujets du roi sous forme de don, action, récompense, taxation de voyage ou vacation ».

(102) L'élévation des droits des greffiers provenait de ce que, étant fixés à une quotité de ceux de l'ensemble des trésoriers, ces droits s'étaient accrus en proportion du nombre des trésoriers, chaque création de trésorier s'étant accompagnée d'un relèvement des taux destiné à assurer aux trésoriers en fonctions le maintien de leur situation antérieure.

bureau dans l'intérêt de ses membres, cotisations à l'assemblée générale, frais des cérémonies religieuses ordonnées par le bureau, secours et charités (103), etc... Le solde était réparti chaque année entre les trésoriers compte tenu, le cas échéant, de l'assiduité de chacun. La somme revenant à chaque trésorier était rarement importante; le plus souvent, elle ne dépassait pas une centaine de livres (104).

D. — QUESTION DES PROFITS IRRÉGULIERS.

A la suite de Georges PAGÈS, certains historiens ont laissé entendre que les trésoriers de France ne se faisaient pas faute de tirer des ressources irrégulières de l'exercice de leurs charges (105). Ce fut peut-être vrai à l'origine, quand ils étaient en très petit nombre. Il sera exposé ci-après les mesures de défiance prises à leur rencontre dans les premiers textes relatifs à leurs fonctions. Il sera indiqué de plus qu'ils avaient été compris parmi les financiers susceptibles d'être déferés devant la Chambre de Justice de 1596. Nous ignorons les faits qui pouvaient leur être reprochés, mais l'incident mentionné plus haut quant aux prélèvements effectués plus ou moins régulièrement sur les tailles par les trésoriers de Tours nous ouvre quelques horizons; le fait que tous les trésoriers de tous les bureaux aient fini par transiger avec le roi moyennant un versement de 400 écus par trésorier (1.200 livres) semble indiquer qu'ils n'avaient pas la conscience absolument en repos. Il sera dit également comment, lors de la création des Chambres de Justice postérieures, leur comparution fut parfois prévue. Nous pensons que c'était surtout par tradition et que la moralité du corps s'était élevée au fur et à mesure que diminuait sa valeur technique. D'ailleurs, le nombre des trésoriers de France était devenu tel qu'un accord collectif pour des opérations frauduleuses n'était guère possible. Les affaires fâcheuses ne pouvaient être que le fait d'isolés, commissaires nommés par le roi — souvent contre le gré des bureaux — et susceptibles d'être contaminés par les traitants, partisans et autres financiers plus ou moins véreux qui gravitaient dans l'orbite du Conseil du roi (106).

(103) A Bordeaux, par exemple, en décembre 1630, sur la base de six pauvres par officier, le bureau avait « pris à son compte, pour les nourrir et soigner », 140 pauvres dont les noms lui avaient été donnés par les jurats (Arch. dép. de la Gironde C 3.907, f° 170).

(104) A Tours, en 1649, suivant une lettre n° 99 du Bureau du 19 août de cette année, les épices ne couvraient même pas la moitié de ses « menus frais ».

(105) L'Université de Paris se plaignait déjà en 1413 que les trésoriers « dits sur le fait du domaine » — ils étaient trois — et ceux « sur le fait de la justice » — ils étaient quatre — se fussent enrichis infiniment (PASQUIER, Recherches, chapitre VIII, p. 194).

(106) L'épitaque de Charles de BEAUCLERC (1560-1630), trésorier de France à Rouen par L. P. du 31 octobre 1591, intendant des finances, puis secrétaire d'Etat, épitaque rédigée par son fils, suffit à nous fixer sur la moralité du milieu : « Cor-rumpi ab aula 50 annis, a mundo 70 non potuit... ».

Dans son journal, le maître des requêtes Olivier LE FÈVRE D'ORMESSON signale

La situation des trésoriers de France était tout autre que celle des élus, d'un niveau social moindre (107), qui, en contact direct avec les paroisses et parfois même les redevables, avaient beaucoup plus de facilités pour tirer profit de leurs fonctions et souvent ne s'en privaient pas, s'il faut en croire leurs contemporains.

*
* *

Il est rare qu'on trouve une accusation précise contre les trésoriers de France au XVII^e siècle (108). Nous en avons toutefois un exemple dans un mémoire adressé au chancelier SÉGUIER en 1651 (109) contre les trésoriers de France de Soissons :

On les y accuse, ainsi que les élus de la généralité, d'avoir levé pour la subsistance des étapes et des troupes 300.000 livres au lieu de 220.000 autorisées par arrêt du Conseil du 21 janvier 1651. En second lieu, d'avoir réduit sans raison la contribution de certaines villes (ainsi La Ferté-Milon ramenée de 6.000 à 4.000 livres) et d'avoir exonéré certaines paroisses où ils possédaient des biens au détriment des autres paroisses de la généralité.

Il paraît bien invraisemblable que, même pour permettre le paiement de leurs propres gages, les trésoriers de France de Soissons aient levé 80.000 livres supplémentaires. A notre connaissance, quand des levées irrégulières étaient constatées, il ne s'agissait jamais que de majorations abusives des frais de recouvrement. Le dépassement d'une levée en principal serait nécessairement apparu à la Chambre des comptes, qui l'aurait sanctionné impitoyablement.

Sur le second point, il n'est pas impossible que, pour ménager

à la date du 28 décembre 1644 (t. I^{er}, p. 238) la mort, à trente-sept ans, d'un commis de l'épargne qui laissait une fortune de 4.800.000 livres, ainsi que les commentaires provoqués par l'énormité du chiffre : « ... la corruption est si grande que chez la reine et partout ailleurs, tout se fait pour l'argent ».

(107) Les trésoriers de France accusaient les élus d'être en même temps, « juges, avocats, procureurs, admodiateurs et hôteliers ». Dans leur factum de 1649 déjà cité, les élus répliquèrent qu'il y avait, dans leur corps, des gentilshommes, des fils d'officiers des Cours souveraines et d'autres officiers, des représentants des meilleures familles des villes où étaient établies les élections, tandis que certains trésoriers de France étaient « commis de partisans, fils de procureurs, roturiers, et de si basse naissance que les parents étaient encore tailles et cotisez par les officiers des élections » (Bibl. nat. Lf38 12). Comme il y avait quelque 467 trésoriers de France et 3.000 élus, on ne pouvait guère tirer de conclusions valables de quelques cas individuels. Mais, dans l'ensemble, il n'est pas douteux que les trésoriers de France appartenaient à une classe très supérieure à celle des élus.

(108) En 1595, André DUBROCA, « fermier de la comptable de Bordeaux », avait prétendu récuser tous les trésoriers de France de Bordeaux en raison des services qu'il avait rendus en secret à chacun d'eux et des prêts qu'il leur avait consentis, prêts dont le remboursement devait leur paraître lourd. Le bureau lui avait intimé l'ordre de comparaître devant lui pour s'expliquer, mais il était mort sur ces entrefaites (Arch. dép. de la Gironde C 3.872, f^o 100).

C'est à la suite de sa mort que le bureau s'était installé dans la maison de la « comptable » qui appartenait au roi, après avoir dressé inventaire des titres et papiers laissés par DUBROCA (*Ibid.* f^o 109).

(109) Bibl. nat. Manuscrits français 18.479, p. 43.

leurs fermiers et clients, les trésoriers et les élus aient eu quelques complaisances, mais encore faut-il observer que c'était bien plus facile pour les seconds que pour les premiers. Il ne semble pas d'ailleurs que les trésoriers aient présidé au « département des tailles » entre les paroisses de la généralité de Soissons en 1651 (110).

Tout porte à croire, au surplus, que le chancelier SÉGUIER ait classé l'affaire sans lui donner de suites.

*
* *

3) EXEMPTIONS.

A. — EXEMPTIONS DE SERVICES PUBLICS.

Un arrêt du Conseil du roi du 2 septembre 1645 (111) avait déchargé les trésoriers de France de ban et d'arrière-ban, c'est-à-dire des services de guerre exigibles des sujets du roi bénéficiant de la noblesse, ainsi que de toutes taxes de remplacement pouvant être mises à la charge des exemptés et établies par un édit du même mois (112).

En ce qui concerne les services de guet et de garde des portes des villes, les trésoriers de France invoquaient un édit d'avril 1519 qui, en son article 8, les en aurait dispensés, mais on leur objectait un arrêt contradictoire du Parlement de Paris du 22 septembre 1586 (113) rendu contre Philippe du Bos, trésorier de France à Amiens (114); s'agissant d'une ville frontière, le Parlement de Paris avait même refusé à du Bos le droit de se faire remplacer en payant le remplaçant. La question fut débattue en avril 1650 à Moulins où les maires et échevins, se fondant sur cet arrêt, prétendaient assujettir les trésoriers de France à la garde des portes de la ville (115). Ils renforcèrent leur position en obtenant du duc d'ORLÉANS le 22 juillet 1650 une ordonnance portant que « les trésoriers de France, les officiers du présidial et tous les autres de la ville de Moulins monteraient à la garde, ainsi que les bourgeois de la Ville » (116). Nous ne saurions dire si les trésoriers de France se soumirent ou s'ils contestèrent que le prince fût qualifié pour une telle prescription. En tout cas, leur exemption devait être affirmée par un édit d'avril 1694.

En vertu du même édit de Blois d'avril 1519, les trésoriers de

(110) Cf. *infra*, p. 430.

(111) Texte dans FOURNIVAL, p. 696.

(112) Texte dans FOURNIVAL, p. 698.

(113) Cité par Anne ROBERT dans ses « Arrêts et choses jugées », traduction du latin publiée en 1611, p. 330 (Bibl. nat. F 2.584).

(114) Philippe du Bos, eut pour successeur médiateur un autre Philippe du Bos, son neveu, qui maria sa fille à Charles du FRESNE, sieur du CANGE, également trésorier de France à Amiens (1610-1688), l'auteur du « Glossarium ad scriptores mediae et infimae latinitatis » qui n'a jamais été dépassé.

(115) Lettre n° 171 du bureau des finances de Moulins du 20 avril 1650 consultant l'assemblée sur la question, lettre lue à l'assemblée le 29.

(116) Bib. nat. Man. français 4.181, f° 374.

France se déclaraient en droit de refuser toutes charges de maire, échevin, consul de ville, ainsi que de marguillier comptable de paroisse. Le Conseil du roi cassa à plusieurs reprises des nominations de trésoriers de France comme consuls de Limoges faites contre le gré des intéressés, cela même après l'intervention d'un règlement d'avril 1659 disposant que les consuls seraient choisis parmi les officiers résidant dans la ville (117).

L'exemption ne jouait pas, par contre, quand une charge ne pouvait réglementairement être exercée que par un trésorier, comme il en fut pour celle de maire de La Rochelle, après la création du bureau des finances de la ville.

Les trésoriers de France invoquaient une déclaration du roi du 20 avril 1561 (118) rendue en faveur des officiers de la Chambre des comptes pour se faire exempter du logement des gens de cour, tant à la ville qu'à la campagne, ainsi que des gens de guerre. On notera cependant qu'en 1636 Jean LUCAS, trésorier de France à Amiens, eut à loger Louis XIII en son château de Demuyn pendant le siège de Corbie.

L'édit de création du bureau d'Alençon de mai 1636, qui peut être considéré comme résumant la réglementation et les usages de l'époque, déclarait les trésoriers de France exempts des charges de tutelle et de curatelle; il semble d'ailleurs qu'ils auraient été en droit de réclamer cette exemption comme « commensaux de la maison du roi ».

B. — EXEMPTIONS FISCALES (119).

Après d'autres textes, l'édit de Blois d'avril 1519 avait déclaré les trésoriers de France francs et quittes de toutes tailles, crues et fouages (art. 7).

Cette exemption avait été rappelée à plusieurs reprises et notamment par l'édit de mai 1635 reconnaissant aux trésoriers de France les privilèges des commensaux de la maison du roi. Or, le 16 septembre 1640, un arrêt du Conseil du roi (120) comprit les trésoriers de France parmi les officiers passibles d'une imposition à la subsistance des troupes pendant le quartier d'hiver; il prescrivit, en effet, aux commissaires-députés pour l'imposition de « comprendre sur les rôles toute personne ou officier de quelque qualité ou condition qu'ils fussent, à l'exception des ecclésiastiques, des gentilshommes portant les armes,

(117) Arrêt du 3 février 1699 déchargeant Jean-François MARTIN DE LA BAS-TIDE, trésorier de France à Limoges, des fonctions de consul auxquelles il avait été nommé le 7 décembre 1698. Arrêt du 2 février 1732 déchargeant Jean-Baptiste de LA BICHE, avocat du roi au bureau des finances de Limoges des fonctions de consul auxquelles il avait été nommé le 7 décembre 1731.

(118) FOURNIVAL, p. 685.

(119) Sur les impôts et droits cités; Cf. *infra*, chapitre IV.

(120) Cité par TESSERAU dans son « Traité de la chancellerie », t. I^{er}, p. 418.

des officiers des Cours souveraines et des secrétaires du roi, sans créer aucune faveur ni exception des officiers des bureaux des finances, bailliages, présidiaux... ». Deux mois plus tard, en novembre, un édit confirma la mesure en révoquant, en même temps que les anoblissements accordés depuis trente ans, tous les privilèges et exemptions de tailles des officiers et commensaux de la maison du roi et l'édit fut vérifié à la Cour des aides le 26 du même mois (121). Ces dispositions soulevèrent les protestations véhémentes des trésoriers de France qui obtinrent le retour au régime antérieur suivant une déclaration du roi du 18 janvier 1641, disposant qu'ils ne pouvaient être cotisés en aucun rôle des tailles, taillon, crues et fouages ni levées de deniers d'aucune sorte pour étapes, subsistances ou ustensile (122).

Les trésoriers de France bénéficiaient des exemptions sur les aides prévues pour les Cours souveraines; suivant un arrêt du Conseil du roi du 4 août 1634 (123), ils étaient exempts, pour la Normandie, du droit de quatrième sur les vins et les boissons de leurs crus (124).

Dans les villes, en vertu notamment des articles 7 et 12 de l'édit de Blois d'avril 1519 (125), ils étaient, en principe, exempts des droits d'octroi, subsides, équivalents et autres charges pesant sur les habitants de la cité. Un arrêt du Conseil du roi du 12 septembre 1637 confirma qu'ils ne pouvaient être compris dans les emprunts faits par capitacion (126).

Ils étaient par ailleurs exempts des droits de « franc-fief » et de « nouvel acquêt », suivant un édit de juillet 1646 (127). En ce qui concerne les droits de « lods et ventes » et les droits seigneuriaux pour

(121) Bibl. nat. F. 23.611 (463 et 464).

(122) Bibl. nat. F. 23.611 (474) et FOURNIVAL, p. 696.

(123) Texte dans FOURNIVAL, p. 696.

(124) Suivant la lettre n° 155 du Bureau des finances de Tours du 12 mars 1650, le Conseil du roi avait, à la requête du fermier général des aides, condamné au paiement des droits, pour du vin vendu au détail, la veuve d'un trésorier de France et cette décision semblait devoir être étendue aux trésoriers en exercice.

Le Bureau proposait à l'assemblée de porter l'affaire devant la Cour des aides, juge des privilèges en ce domaine.

De fait, il n'était pas évident que l'exemption des droits sur les vins ne dut pas être limitée à la consommation du trésorier et de sa maison.

Plus tard d'ailleurs, des arrêts du Conseil du roi des 6 juin 1724 et 27 mars 1759 (Arch. nat. AD IX 81) déclarèrent les trésoriers de France d'Alençon passibles du droit de subvention pour les produits de leur cru, même destinés à leur consommation personnelle.

(125) Texte dans FOURNIVAL, p. 689.

(126) Il semble que ces textes pouvaient être opposés en 1650 par les trésoriers de France de Tours à leur inscription éventuelle par le lieutenant général (probablement de la sénéchaussée) aux rôles d'une levée sous forme d'emprunt autorisée par arrêt du Conseil du roi sur les habitants de Tours pour faire face aux dépenses urgentes nécessitées par une maladie contagieuse, bien que l'arrêt ait précisé que la levée se ferait dans la limite de 150 livres par habitant, « sur le plus grand nombre d'habitants reconnus en état de commodité et sans qu'aucun puisse s'en déclarer exempt ». (Lettre n° 155 du Bureau des finances de Tours précitée du 12 mars 1650).

(127) Selon PATAS du BOURGNEUF, t. I, p. 87. FOURNIVAL reproduit seulement (p. 716) un arrêt du Conseil du roi du 16 septembre 1642 rendu en faveur des trésoriers de France de Limoges contre le traitant des « exemptions » (abusives) de Limoges, Jean-Baptiste PALÉOLOGUE (Arch. nat. AD + 271).

les fiefs mouvant du roi qu'ils acquéraient ou vendaient (128), l'exemption de plein droit ne fut, semble-t-il, admise qu'assez tardivement, après un arrêt du Conseil du 4 août 1658 rendu au profit de Jean-Baptiste de REGIS, trésorier de France en Provence, car, pour toute la période antérieure, on trouve aux plumitifs des Chambres des comptes de Paris et de Rouen mention de l'enregistrement de très nombreuses lettres patentes intervenues pour dispenser spécialement des trésoriers de France du paiement des droits de mutation pour des acquisitions de fiefs.

Enfin, les trésoriers s'estimaient exempts, toujours en vertu de l'édit d'avril 1519, « des droits de péages, barrages, lendes, revers et travers, tant par eau que par terre » (129), ainsi que de toutes taxes de « confirmation » à l'avènement du roi à la couronne. Toutes ces exemptions s'appliquaient en principe tant aux trésoriers de France en exercice qu'aux trésoriers honoraires (alias vétérans) et à leurs veuves « restées en viduité ».

*
**

Parmi les exemptions fiscales dont bénéficiaient les trésoriers de France, une place à part doit être faite à celle concernant la gabelle, le « franc salé ».

L'édit de Blois d'avril 1519, reproduisant d'ailleurs des dispositions antérieures (130), avait autorisé les gens des comptes et les trésoriers de France et généraux des finances à prendre, aux greniers, du sel « pour la dépense et provision de leurs maisons », sans payer aucun droit de gabelle, mais seulement « le prix du marchand ».

L'édit de mai 1635 avait rappelé ce privilège lors de la création de nouvelles charges dans chaque bureau.

Un arrêt du Conseil du roi du 18 mai 1647 (131) avait précisé que les trésoriers de France n'étaient pas visés dans la révocation du franc-salé, prononcée l'année précédente par édit de mars 1646, pour tous les officiers du royaume autres que ceux des compagnies souveraines (132). Leur assimilation aux officiers des Cours souve-

(128) Pour les fiefs ne mouvant pas directement du roi, les trésoriers de France prétendaient aux mêmes exemptions; c'est ainsi qu'en 1639, ceux de Soissons intervinrent en faveur de Jean SIMON, leur collègue, au procès à lui fait par le baron de RACÉ pour le paiement des droits seigneuriaux relatifs à l'acquisition de sa terre de Gondreville (Bib. nat. 4° Fm3 1581).

(129) Exemption confirmée par la déclaration du roi du 24 octobre 1643 (texte dans FOURNIVAL, p. 742), arrêt du Conseil du 29 suivant (*Ibid.*, p. 742) et édit de mars 1644 (*Ibid.*, p. 747). Cf. également : « Extraits des édits et déclarations qui affranchissent les trésoriers de France, de même que les secrétaires du roi, de tous péages, barrages et autres droits d'entrée aux portes pour les provisions qu'ils font venir de leur cru en leurs maisons et leur confirmant généralement les mêmes privilèges et exemptions » — sans lieu, ni date (après 1708), in-fol. Bib. nat. f° Fm 16.506.

(130) Cf. « Privilèges des trésoriers de France sur le droit de franc-salé » (Recueil de textes publié vers 1630) (Bibl. nat. 4° Lf31 6).

(131) Texte dans FOURNIVAL, p. 708.

(132) Texte dans FOURNIVAL, p. 710.

raines leur assura dans les mêmes conditions le maintien de l'exemption, chaque fois que, par la suite, des dispositions restrictives intervinrent en ce qui concerne le « franc-salé ».

Le « franc-salé » avait un caractère forfaitaire et s'exprimait en un certain nombre de « minots » de sel par an, le minot représentant environ 39 kilogs; ce nombre varia suivant les bureaux et suivant les époques. A Tours, suivant une déclaration du roi du 6 août 1603, les trésoriers de France jouissaient de 3 minots de 3 en 3 ans, c'est-à-dire d'un minot par an. Par la suite, l'allocation la plus habituelle fut de 2 minots par an. A Toulouse, elle était de 6 minots; au moins autant pour les bureaux qui, comme ceux de Montpellier, d'Aix et plus tard de Metz, possédaient « l'intendance des gabelles ». On peut se demander ce que les trésoriers de France pouvaient faire de telles quantités de sel et s'ils n'étaient pas tentés de les revendre irrégulièrement, au moins dans les provinces où l'achat du sel n'était pas obligatoire.

Il est à noter que, dans les pays de marais salants ou de salines, le franc-salé pouvait parfois s'exercer sous forme de prélèvement direct, par le bénéficiaire, des quantités autorisées, sans paiement d'aucune sorte.

II. — Contre-partie des avantages.

1) OBLIGATIONS PROFESSIONNELLES.

A. — RÉSIDENCE ET ASSIDUITÉ.

L'édit de janvier 1551-1552 et les autres édits de création de nouveaux offices avaient imposé aux trésoriers de France et généraux des finances l'obligation de résidence dans la ville de leur siège en dehors des vacances — qui officiellement s'ouvraient à la Notre-Dame de septembre (Nativité de la Vierge-8 septembre) pour se terminer à la Saint-Denis (9 octobre) (133), mais qui en fait couvraient habituellement les mois d'août et de septembre (134).

(133) La permanence était assurée par le dernier reçu, qui prenait à une autre époque de l'année un congé compensatoire.

(134) Dès le 31 décembre 1597, le bureau des finances de Paris l'avait expressément prévu dans son règlement de service (Arch. nat. Zlf 134, f^o 1 à 4 r^o).

Après l'intervention de l'édit d'avril 1627, certains bureaux adoptèrent les vacances du Parlement de Paris, du 7 septembre au lendemain de la Saint-Martin (12 novembre), c'est-à-dire la période des vendanges et des chasses.

Il ne semble pas que les trésoriers de France aient jamais suivi les usages de la Chambre des comptes, qui vaquait

du « jeudi gras » au mercredi des cendres (7 jours);

du mardi saint au lundi de Quasimodo (13 jours);

du samedi de la Pentecôte à la Trinité (8 jours);

du 21 septembre au 10 octobre (20 jours),

soit au total 48 jours, non compris les fêtes chômées et l'anniversaire de la soumission de Paris à Henri IV.

L'obligation n'existait évidemment pas, en cas de service alternatif (135), pour l'année où le trésorier n'était pas en exercice.

L'obligation de résidence continue, sauf la période des vacances, fut rappelée, après le rétablissement du service conjoint, par un arrêt du Conseil du roi du 26 novembre 1609 (136).

Elle était liée dans une large mesure à celle de l'assiduité au bureau.

Suivant l'édit organique de juillet 1577, les bureaux devaient siéger les lundi, mercredi et vendredi matin de huit à dix heures (137).

L'édit de janvier 1586 avait prévu, en cas de besoin, une quatrième séance hebdomadaire, le vendredi après-midi, de 3 à 5 heures (138).

Par ailleurs, l'arrêt du Conseil du roi du 26 novembre 1609 (139) avait fixé le quorum nécessaire à la validité des décisions du bureau à sept trésoriers (140), chiffre abaissé à cinq par un nouvel arrêt du 18 février 1610, sauf pour trois opérations : le département des tailles, l'établissement d'états de valeur et la vérification des états au vrai des receveurs généraux; toute infraction à ce règlement devait être sanctionnée par la privation d'une année de gages (141).

Les trésoriers de France n'étant alors que dix par bureau, l'assiduité nécessaire au fonctionnement de l'organisme requérait en fait un service au bureau d'au moins cinq mois et demi. Le service s'allégea avec l'augmentation des effectifs à partir de 1621.

L'édit d'avril 1627 conférant au bureau la juridiction du domaine et de la voirie et rétablissant le service alternatif n'exigea plus officiellement des trésoriers que quatre mois de présence au bureau tous les deux ans. Après le rétablissement du service conjoint suivant déclaration du roi du 23 septembre 1627, ce fut à trois mois par an que fut fixé le service minimum des trésoriers suivant arrêt du Conseil du 30 octobre 1627 (142).

(135) Pendant les périodes 1586-1588 et 1598-1608.

(136) Arch. nat. E 24f, f° 248.

(137) Par la suite, les séances furent retardées d'une heure pour la période du 1^{er} octobre au 31 mars (de 9 à 11 heures).

A Paris, assez bizarrement, suivant le règlement précité, les séances se tenaient non pas aux heures indiquées, mais à ces « heures et demi-quart », donc en hiver à huit heures, 7 minutes, 30 secondes.

(138) A Paris tout au moins, suivant un système emprunté à la Chambre des comptes, l'absence ou le retard d'un trésorier en service était sanctionné par une « piqure », qui faisait perdre à l'intéressé certains de ses droits. Le règlement déjà cité du bureau des finances de Paris du 31 décembre 1597 avait d'ailleurs prévu que les trésoriers qui n'étaient pas de service pouvaient venir au bureau faire « piquer » ceux de leurs collègues de service qui seraient en faute.

(139) Arch. nat. E 24b, f° 248 v°.

(140) Probablement à la suite d'observations de la Chambre des comptes de Paris qui, du temps du service alternatif, avait constaté que certains états des trésoriers de France ne comportaient qu'une seule signature au lieu des cinq attendues. Un délégué du bureau de Châlons, convoqué le 2 mai 1607 à l'occasion d'un cas semblable, avait répondu que les quatre autres trésoriers de France en service devaient être en chevauchée, mais cette explication n'avait pas entièrement convaincu la Chambre (plumitif de la Chambre — Arch. nat. P 2.688 et 2.752).

(141) Arch. nat. E 25a, f° 360 r°. Bibl. nat. Manuscrits français 18.177, f° 207.

(142) Arch. nat. Fp 1.083.

La réduction massive de la résidence exigée annuellement des trésoriers était destinée, selon toute évidence, à répondre préventivement à l'objection que, sans leur accorder de contre-partie, l'édit de 1627 doublait sensiblement leurs obligations en leur imposant de siéger, pour la juridiction du domaine et de la voirie, les mardi, jeudi et samedi matin. Le quorum requis étant maintenu à cinq, il était affirmé que le service pouvait être assuré avec des trésoriers ne travaillant que quatre mois sur vingt-quatre; ils n'avaient donc pas à se plaindre. Le calcul était d'ailleurs inexact et il aurait fallu au moins six mois de service tous les deux ans pour que le bureau pût fonctionner dans le premier système. Même trois mois de service par an n'étaient pas tout à fait suffisants dans le second puisque, compte tenu du mois de vacances, le fonctionnement d'un bureau requerrait onze fois cinq, soit cinquante-cinq mois de services de trésorier, alors que dix-huit trésoriers travaillant trois mois par an n'en pouvaient fournir que cinquante-quatre.

Ce fonctionnement n'en fut pas moins aisément assuré jusqu'à l'intervention des édits qui portèrent à vingt-trois l'effectif des trésoriers en réduisant encore, en fait, le travail et l'assiduité exigée de chacun d'eux.

L'obligation de résidence continue dans la ville-siège du bureau fut rétablie par une déclaration royale du 29 décembre 1663 (143) portant que tous les officiers des bureaux des finances, élections, eaux et forêts et maréchaussées seraient tenus de demeurer dans la ville de leur siège : en conséquence, à partir du 1^{er} janvier 1664, les Chambres des comptes exigèrent, au soutien des quittances de paiement des gages des trésoriers de France, un certificat de procureur du roi à leur bureau attestant leur résidence.

Inutile de dire que cette exigence souleva des protestations unanimes. Un arrêt du Conseil du roi du 31 octobre 1671 (144) rétablit le système antérieur en n'imposant le service et la résidence que trois mois par an.

*
* *

B. — TRAVAUX EXTÉRIEURS. CHEVAUCHÉES.

Aux séances du bureau, il s'ajoutait pour les trésoriers de France le travail préalable à chaque réunion, et notamment l'établissement de rapports et, après la réunion, la mise en forme des ordonnances, décisions, etc...

Ils avaient en outre à faire face à certaines obligations à l'extérieur : appositions de scellés, inventaires, enquêtes sur les lieux (notamment en matière de voirie), procès-verbaux de constat, etc...

(143) Bibl. nat. F 23.611 (874) et Arch. nat. AD IX 79.

(144) Cf. notamment Arch. dép. de la Seine-Maritime C 2.372 et Arch. dép. du Calvados, plumeitif du bureau de Caen, 24 novembre 1671.

Mais l'obligation la plus redoutée était la « chevauchée » dans les élections, tournée dont le nom rappelait qu'elle se faisait originellement à cheval.

L'édit de Blois de janvier 1551-1552 avait disposé en son article 9 :

« ... Chaque année expirée et durant les mois de janvier, février et mars, le trésorier général sortira de la ville et siège de sa généralité et fera ses chevauchées et visitations de sa charge et durant iceux trois mois, s'informerà de la vie et administration de nos officiers, de l'observation de nos ordonnances, des choses qui sont à faire pour l'augmentation et le recouvrement de notre domaine et autre revenu, tant ordinaire qu'extraordinaire des recettes de sa dite charge et réparations nécessaires, vérifier les plus-values et, en un besoin, passant par chacune recette, faire l'état de l'année expirée de chaque receveur, conférer avec nos officiers ordinaires et de notre justice pour raison des frais de notre dite justice, réparation et autres choses dépendantes de notre dit domaine, qui sont les fruits et utilités que l'on peut espérer et attendre de leurs dites chevauchées ».

Sur les observations des trésoriers généraux, un édit de septembre 1552 leur avait permis de déterminer eux-mêmes la saison la plus favorable pour leurs travaux (145).

Par ailleurs, les vérifications qu'ils avaient à faire au cours de leurs chevauchées avaient été étendues à d'autres objets, notamment l'emploi des deniers d'octroi et la voirie.

Chaque année, les élections étaient réparties entre les trésoriers, réserve faite des présidents qui échappaient à l'obligation et, plus tard, du doyen à qui sera habituellement réservée l'élection du siège du bureau.

Le système de répartition basé par le règlement de juillet 1578 était assez ingénieux : le découpage de la généralité en autant de fractions qu'il y avait de trésoriers susceptibles de faire les chevauchées était opéré par les deux derniers reçus; le choix s'effectuait alors dans l'ordre du tableau, étant entendu qu'un trésorier ne pouvait aller deux fois dans la même élection. Ainsi, les deux derniers reçus avaient tout intérêt à faire un découpage équitable, puisqu'ils étaient certains d'avoir toujours les plus mauvais lots.

Le témoignage matériel de l'exécution de la chevauchée était constitué par un « procès-verbal » — véritable rapport d'activité établi en trois exemplaires, dont l'un était envoyé au Conseil du roi et un autre à la Chambre des comptes, le troisième étant conservé par

(145) En 1647, le « traité de la Chambre des comptes de Paris » de Claude de BEAUNE, manuel du candidat aux charges de la Chambre des comptes et des bureaux de finances, prévoyait la réponse suivante à la question : « En quel temps les trésoriers de France font-ils leurs chevauchées et pourquoi les font-ils? ».

« ... C'est en octobre, novembre et décembre pour cognoistre les commodités ou incommodités des élections afin de leur ordonner ce qu'elles peuvent porter, pour cognoistre les réparations nécessaires du domaine et regarder à faire renouveler les cautions des receveurs où il est besoin... ».

Nous verrons que, pour la voirie, le mois de février était recommandé.

le bureau. La Chambre des comptes, notamment, était ainsi à même de savoir si les trésoriers de France faisaient ou non leur service et d'appliquer une déclaration du roi du 21 mars 1552 (146) lui prescrivant de ne passer et allouer en dépense aucun gage de trésorier de France dans les comptes des comptables qu'au vu du procès-verbal de la chevauchée, prescription confirmée par l'édit de septembre 1557 (147), puis les lettres patentes du 5 août 1628 (148 et 149).

Dans le cas de maladie ou d'impossibilité matérielle, le roi accordait parfois le paiement des gages, bien que l'intéressé n'eût pas fait ses chevauchées. C'est ainsi qu'un arrêt du Conseil du roi intervint en 1600 en faveur de Jean DESMARQUET, trésorier de France à Dijon, empêché par la maladie (150), et un autre le 13 juillet 1606 en faveur de Claude COTTEREAU et René SAIN, trésoriers de France à Tours, empêchés en 1604, le premier par maladie et l'autre par l'épidémie sévissant dans la province (151).

De même, le grand âge d'un trésorier de France permettait parfois au roi de le dispenser de ses chevauchées : ce fut le cas pour Jean PIERREFITTE DE BOSREDON, trésorier de France à Riom de 1598 à 1611, suivant L. P. vérifiées à la Chambre des comptes de Paris le 5 juillet 1599 (152).

Enfin, le roi accordait aussi des dispenses exceptionnelles, telles que celle donnée à Nicolas de HANYVEL, sgr de ROUVRAY, reçu trésorier de France à Rouen le 30 novembre 1666, « pour aller voir l'Italie, le Portugal et autres pays étrangers pour ajouter à son expérience » (153).

A l'origine, il y avait bien plus d'élections que de trésoriers; aussi, chaque trésorier avait-il à visiter plusieurs élections; plus tard, quand, en raison de l'augmentation des effectifs des bureaux, le nombre des trésoriers vint à excéder celui des élections, la situation se transforma. A l'occasion d'une requête des trésoriers de France à Bourges, la Chambre des comptes de Paris décida le 22 février 1634 qu'elle ne demanderait pas plus de procès-verbaux de chevauchées qu'il n'y avait d'élec-

(146) Bibl. nat. Manuscrits français F 23.610 (181).

(147) Texte dans FOURNIVAL, p. 266.

(148) Bibl. nat. 8° Lf⁹⁰ 863 et Fp 1.083.

(149) La Chambre des comptes de Paris s'estimait d'ailleurs en droit de rayer des comptes ou, du moins, de « mettre en indécision » les gages des officiers rebelles ou absents (traité de la Chambre des comptes de Claude de BEAUNE, 1647).

(150) Arch. dép. de la Côte-d'Or, C 2.071.

(151) Arch. nat. E 11c, f° 42 v°.

Déjà, en 1585, les trésoriers de France de Bordeaux, qui n'avaient pu faire leurs chevauchées « à cause des troubles et de la contagion », avaient demandé au roi d'être admis cependant au paiement de leurs gages (Arch. dép. de la Gironde C 3.872).

(152) Arch. nat. P 2.666 et 2.749.

(153) A signaler de même le brevet, enregistré au bureau d'Aix le 4 mai 1651, autorisant André d'ESTIENNE (1618-1681), trésorier de France en Provence, à faire voyage à Rome et à Notre-Dame de Lorette par dérogation à l'ordonnance interdisant aux officiers de sortir du royaume. (Arch. dép. des Bouches-du-Rhône C 4.803).

tions dans la généralité (154). Ce point de vue fut adopté par le Conseil du roi qui déchargea le 10 décembre 1642 les trésoriers de France d'Aix de « souffrances » mises sur leurs gages par la Cour des comptes d'Aix, par le motif qu'elle ne pouvait valablement réclamer de procès-verbaux de chevauchées que pour les trésoriers de France délégués dans les onze sièges à visiter (155).

En 1666, la Chambre des comptes de Rouen supprima encore des gages de trésoriers de France pour défaut de chevauchées, mais le 13 janvier 1680, le Conseil du roi annula des « souffrances » mises de nouveau par cette Chambre pour le même motif sur des gages de trésoriers de France de Rouen, le transfert des attributions de France aux intendants ne laissant plus qu'un intérêt secondaire à leurs chevauchées.

Par arrêt du 24 mai 1695, il décida de même qu'il ne serait fait « aucune charge ou souffrance, supersession ou radiation sur les comptes des comptables des généralités de Toulouse et de Montpellier pour les gages des trésoriers de France de ces généralités sous prétexte du défaut de chevauchées, dont le Conseil les déchargeait, comme contraires aux usages de la province » (156).

Si pour la période qui nous intéresse plus spécialement, les Chambres des comptes étaient fondées, sauf intervention du roi, à subordonner à l'exécution de leurs services et de leurs chevauchées le paiement des gages des trésoriers de France, il n'en était pas de même pour les bureaux des finances; un exemple nous est fourni pour Dijon : Guillaume FLEURY, secrétaire du roi, président trésorier de France à Dijon et Alexandre le GRAND, trésorier de France au même bureau, employés auprès du Conseil du roi, n'avaient rempli aucune fonction de leurs charges de 1628 à 1636; le bureau prit le 7 février 1637 une ordonnance pour arrêter leurs gages de trésoriers de France et faire opposition à leur paiement par le receveur général, « ... attendu qu'ils ne faisaient aucun service ... ». Les intéressés déférèrent cette ordonnance au Conseil du roi, qui, dès le 7 mars 1637, donc exactement un mois plus tard — le Conseil était expéditif à cette époque —, annula l'ordonnance et ordonna la main-levée de l'opposition, parce qu'il n'appartenait pas au bureau de se prononcer lui-même; il ne pouvait : « ... que se pourvoir au Conseil contre les membres de sa compagnie qui auraient manqué aux devoirs de leur charge ... » (157).

Pour conserver des gages rayés par la Chambre des comptes pour défaut de service, un trésorier de France pouvait, s'il avait été employé ailleurs au service du roi, obtenir des lettres patentes le dispensant d'avoir à présenter ses procès-verbaux. C'est ainsi que Daniel de LAUNAY, trésorier de France à Tours, collaborateur de son beau-frère,

(154) Arch. nat. P 2.679 et 2.761.

(155) Texte dans FOURNIVAL, p. 1105.

(156) Arch. dép. de l'Hérault B 8, f° 51.

(157) Texte de l'arrêt dans FOURNIVAL, p. 1011.

le secrétaire d'Etat Paul PHÉLYPEAUX, obtint en 1606 de telles lettres (158) pour les années 1604 à 1606, puis en novembre 1609 (159) de nouvelles pour les années 1607 à 1610. De même, Paul ARDIER, sgr de BEAUREGARD, trésorier de France à Paris, commis de ses oncles PHÉLYPEAUX DE PONTCHARTRAIN et d'HERBAUT, fils et successeurs de Paul PHÉLYPEAUX, obtint par lettres patentes vérifiées à la Chambre des comptes de Paris le 12 décembre 1629, avec une semblable dispense, le rétablissement de « souffrances » mises sur ses gages.

Le plus souvent d'ailleurs, pour se prémunir contre les foudres des Chambres des comptes ou la malveillance de leurs collègues, les trésoriers de France qui allaient occuper, auprès du roi ou de hautes autorités, des fonctions qui les empêcheraient de faire leur service au bureau, s'en faisaient dispenser préventivement par lettres patentes. Ce fut le cas le 13 février 1630 (160) pour Louis BINET, trésorier de France à Riom de 1625 à 1633 et commis du secrétaire d'Etat, puis surintendant des finances Claude BOUTHILLIER; le 10 février 1631 (161) pour Jean DAMONT, trésorier de France à Châlons de 1626 à 1632 et secrétaire de la Chambre du roi; le 16 mars 1638 (162) pour Robert PASSARD, trésorier de France à Aix et contrôleur général des maison et finances du duc d'Orléans; le 1^{er} décembre 1640 (163) pour René FROTTÉ, trésorier de France garde-scel à Bordeaux de 1640 à 1677, d'abord intendant de la maison du duc de SAINT-SIMON, puis le 15 juillet 1649 détaché auprès du duc de LA MEILLERAIE pour « vaquer aux affaires de la surintendance des finances » (164).

Il en fut certainement de même pour Paul LENOIR, trésorier de France à Orléans de 1640 à 1657, détaché dès 1648 (165) auprès de l'intendant des finances LE TILLIER et souvent cité avec FROTTÉ dans les lettres des bureaux comme assurant une liaison officieuse entre l'assemblée et le Conseil du roi.

Plus tard, il en sera encore ainsi pour Jean RACINE, trésorier de France à Moulins et historiographe du roi (166) et aussi, suivant arrêt

(158) Arch. nat. P 2.668 et 2.752.

(159) Arch. nat. P 2.669 et 2.753.

(160) Arch. nat. P 2.677 et 2.759.

(161) Arch. nat. P 2.677 et 2.760.

(162) La Cour des comptes d'Aix n'enregistra toutefois les lettres le 8 mai 1639 que sous la réserve que la dispense ne vaudrait que tant que PASSARD ferait son service auprès du duc et qu'il ne pourrait prétendre pendant ce temps à aucune épice du bureau (Arch. dép. des Bouches-du-Rhône B 2.973).

(163) Arch. nat. P 2.677 et 2.760.

(164) Arch. nat. P 2.681 et 2.763. René FROTTÉ était considéré comme un peu simplet : il restait, en effet, fidèle à ses patrons dans le malheur. Il avait commencé avec le maréchal de MARILLAC dont il était le secrétaire et qu'il avait servi jusqu'à son exécution, le 10 mai 1632. Son attitude avait plongé ses contemporains dans une stupéfaction un peu méprisante, car le principe, exprimé crûment par Charles DURET DE CHEVRY (Cf. supra, p. 32, note 59), était alors de « tenir la cuvette de la chaise percée du favori tant qu'il estoit puissant et de l'en coëffer le jour où il venoit à tomber ».

(165) Arch. nat. P 2.684 et 2.766.

(166) Sur Jean RACINE, comme trésorier de France à Moulins, cf. M. François DUMONT : « Le bureau des finances de la généralité de Moulins ».

du Conseil du 1^{er} mars 1680, pour Louis MARET, secrétaire du prince de CONDÉ, pourvu d'un office de procureur du roi au même bureau, avec cette circonstance aggravante qu'il n'aurait pas à s'y faire installer tant qu'il conserverait ses fonctions auprès du prince.

Au siècle suivant, de telles situations devinrent communes et de nouveaux trésoriers de France assumant certaines fonctions auprès du gouvernement ne se donneront même pas la peine de faire une fois le voyage de la ville du bureau, ayant obtenu de s'y faire installer par procuration.

Pour comprendre la délivrance des dispenses de service, il faut considérer, d'une part, que le service auprès des grands pouvait être assimilé à un service public et, d'autre part, que les gages d'un trésorier de France représentaient essentiellement l'intérêt de la finance de son office.

La seconde considération explique également que, si les trésoriers n'avaient droit normalement à leurs gages qu'à compter de leur réception à la Chambre des comptes, sinon de leur installation au bureau, ils obtenaient assez facilement des lettres patentes « d'intermédiaire » qui leur en permettaient la perception pour le temps compris entre la délivrance des lettres de provision et leur réception, parfois même entre la date d'acquisition de leur office ou celle du contrôle de la quittance du paiement de la finance et leur réception.

De même, si le droit aux gages d'un office cessait du jour du décès du titulaire, sa veuve et ses enfants obtenaient aisément, pour peu qu'ils bénéficiassent de quelque protection, des lettres leur permettant de jouir des gages de la charge jusqu'à ce qu'elle ait trouvé acquéreur.

Quand une charge passait de père en fils, il arrivait que fussent délivrées des lettres d'intermédiaire uniques pour les gages afférents à la période comprise entre le décès du père et la réception du fils.

Sauf de très rares exceptions, ces lettres étaient entérinées par les Chambres des comptes sans observation.

2) CHARGES FINANCIÈRES.

A. — ANNUEL.

A l'occasion de la genèse de la Fronde, nous verrons plus loin (p. 267 et suivantes) dans quelles conditions avait été créé au début du XVII^e siècle un droit « annuel » alias « paulette » dont le paiement assurait à un officier la transmission de sa charge à ses successeurs alors même qu'il serait mort dans les quarante jours de sa résignation. L'annuel était établi par périodes de neuf ans. A la fin de chaque période son renouvellement était l'occasion pour le roi d'exiger de ses officiers des sacrifices supplémentaires — souvent sous la forme de « prêts » — et ce furent ces exigences pour le renouvellement de

1648 qui, dans les conditions rappelées plus loin, furent à l'origine de la Fronde (167).

Par déclaration royale du 16 novembre 1648, les trésoriers de France y furent admis, en étant exempts de tout « prêt » (168).

Pour le bureau d'Orléans où l'annuel appartenait, suivant arrêt du Conseil du 31 octobre 1626, à Gaston, frère du roi, à qui le duché d'Orléans avait été donné en apanage le 31 juillet précédent, une décision semblable fut prise en son Conseil par le prince le 23 novembre 1648 (169).

L'annuel étant du 60^e de la valeur estimative de la charge, tout dépendait de l'estimation. Les évaluations initiales avaient été majorées d'un quart en 1638. Elles variaient beaucoup suivant les bureaux. Les lettres des bureaux à l'assemblée générale nous donnent quelques précisions à cet égard :

A Dijon, l'annuel était de quatre cents livres (correspondant à une évaluation de 24.000 livres), alors qu'il en était demandé 300 à un président des comptes, 200 à un maître des comptes, 448 livres, 8 sols, 11 deniers à un président au parlement, 268 livres, 13 deniers à un conseiller du parlement (170).

A Aix et à Montpellier, l'annuel était du même chiffre, bien qu'à Montpellier, du fait de l'intendance des gabelles, la charge rapportât plus du double. A Limoges et à Soissons, il était de 444 livres 8 sols 8 deniers (correspondant à une estimation de la charge de 26.700 livres); à Lyon et à Moulins, il était de 460 livres 13 sols et 4 deniers (charge estimée à 27.640 livres).

On notera que, si pendant longtemps les évaluations des offices avaient été faites systématiquement à des chiffres inférieurs à leur valeur réelle, la dépréciation des offices (171) avait eu pour effet de rapprocher les évaluations des valeurs vénales effectives.

Parfois même, elles les dépassaient. C'est ainsi qu'à Caen, où l'annuel était en 1648 de 500 livres correspondant à une évaluation

(167) Sauf la période 1618-1620, pour laquelle la dispense des quarante jours et le droit annuel avaient été supprimés pour tous les officiers selon le vœu des Etats généraux et des assemblées de notables, les trésoriers de France avaient toujours été admis, en définitive, mais après de longues discussions et divers sacrifices, au droit annuel sans avoir à payer de « prêt », par assimilation aux compagnies souveraines, savoir : « Pour la période 1621-1629, par déclaration du roi du 31 mars 1621 (FOURNIVAL, p. 761) ; pour la période 1630-1638, après délibération de l'assemblée des trésoriers du 21 décembre 1630 et remontrances au roi du 7 février 1631 (FOURNIVAL, p. 763), par édit de février 1633 (FOURNIVAL, p. 765) ; pour la période 1639-1647, par déclaration du 12 août 1639 (FOURNIVAL, p. 770).

(168) Texte dans FOURNIVAL, p. 772.

(169) PATAS DU BOURGNEUF, t. I^{er}, p. 134.

(170) Lettre n° 13 du 8 juillet 1648.

(171) Dans leurs divers mémoires de 1648, les trésoriers de France prétendaient que leurs offices avaient perdu les 2/3 de leur valeur. De fait, l'office de trésorier de France garde-seel à Bourges, levé pour 54.000 livres par Jean LE VACHER, suivant L. P. du 4 août 1633, fut vendu 23.000 livres seulement aux requêtes du Palais le 4 mars 1652 (Arch. dép. du Cher, C 919 et 1.034).

de 30.000, une charge allait être adjugée en justice 19.000 livres seulement s'il faut en croire les lettres du bureau (172).

A Riom, où l'annuel avait été fixé au taux le plus élevé, soit 533 livres 8 sols 8 deniers, correspondant à une valeur de 32.000 livres, le bureau se pourvut au Conseil du roi qui, le 19 novembre 1654, ramena son taux à 433 livres 4 sols 6 deniers correspondant à une estimation de 28.000 livres.

A Montauban, l'annuel était de 333 livres 6 deniers 4 sols correspondant à une évaluation de 20.000 livres alors que suivant les trésoriers de France, leur office n'en valait que 12.000. Sur ce taux, ils auraient payé l'annuel, « ce que personne ne pensait faire » (173).

En 1648, l'annuel risquait donc de grever lourdement les revenus des offices, déjà atteints par la suppression de quartiers de gages et la reprise de chevauchées coûteuses. Aussi, l'assemblée générale s'étant faite gloire d'avoir obtenu que les trésoriers de France soient admis de nouveau à l'annuel sans avoir à payer de prêt, le bureau de Caen lui déclara-t'il le 7 décembre 1648 qu'il ne pouvait partager son sentiment (174).

« ... N'ayant qu'un quartier de nos gages, c'est perdre tout que de payer et quand nous en aurions deux, comme cela n'est pas assuré, c'est donner la moitié de qui nous revient » (175).

Le bureau ajoutait : « Si on nous assujettit à payer deux années, comme les affiches des commis du trésorier des parties casuelles le portent, jugez ce qui peut rester... ».

Comme ceux des autres bureaux, les trésoriers de Caen estimaient en effet que, ayant couru le risque de la perte de leur office pour l'année 1648 du fait du non-paiement de l'annuel, ils n'avaient pas à l'acquitter rétroactivement. De fait, quand une assurance est suspendue pour défaut de paiement de la prime, cette prime n'a pas, en bonne justice, à être acquittée pour la période de suspension.

Aussi et sur le conseil de l'assemblée générale, les bureaux firent-ils, au début de 1649, sommation aux commis du trésorier des parties casuelles de leurs généralités (176) d'avoir à recevoir l'annuel pour cette année, bien que celui de 1648 n'eût pas été payé. A Toulouse où sept ou huit trésoriers seulement étaient désireux de rester sous

(172) Lettres du bureau de Caen n^{os} 31 et 134 des 12 octobre 1648 et 20 décembre 1649.

(173) Lettre n^o 22 du bureau de Montauban du 6 septembre 1648.

(174) Lettre n^o 49 du bureau de Caen du 7 décembre 1648.

(175) En dépit de la déclaration du roi des 22 et 24 octobre 1648 et de l'arrêt du Conseil du 30 novembre reconnaissant aux trésoriers de France le droit à trois quartiers de leurs gages, il venait d'être envoyé aux Bureaux de Normandie un état de distribution ne comportant pour eux au titre de 1648 que le paiement d'un quartier (Cf. Lettre n^o 48 du Bureau de Rouen du 4 décembre 1648).

(176) A Riom, où l'annuel revenait à la reine-mère, les trésoriers de France eurent affaire, non au trésorier des parties casuelles, mais au trésorier général de la reine, Etienne JEANNOT DE BARTILLAT (1610-1701), ancien trésorier de France à Moulins, qui, après la chute de FOUCQUET, succéda aux trésoriers de l'Epargne, d'abord par commission, puis à titre d'office, comme « Garde du trésor royal ».

le régime de l'annuel, les autres s'empressèrent, il est vrai, de retirer pour leur compte l'offre du bureau, de peur qu'on ne les prît au mot.

En définitive, les trésoriers de France désireux d'acquitter l'annuel obtinrent satisfaction, mais la question se posa de nouveau pour 1650 à l'égard de ceux des autres qui, changeant d'avis, voulaient bénéficier de la dispense des quarante jours. Par arrêt du 1^{er} décembre 1649, le Conseil du roi décida qu'ils devraient payer l'annuel à la fois pour 1649 et pour 1650. Sur nouvelles protestations des trésoriers, il admit le 9 mars 1650 (177) qu'ils pourraient n'acquitter que l'annuel de 1650; il précisa toutefois que cette décision était exceptionnelle et qu'à l'avenir l'annuel devrait être payé sans interruption à partir de son renouvellement (178).

Ajoutons que l'annuel des trésoriers de France fut encore renouvelé sans prêt pour la période 1657-1665 par déclaration royale du 15 janvier 1657, mais qu'un prêt de 1/5^e de la valeur de leur charge semble avoir été exigé pour le renouvellement de l'annuel, pour trois ans seulement, de 1666 à 1668. En 1669, les trésoriers de France, que COLBERT entendait supprimer, furent nommément exclus de l'annuel. Ils n'y furent remis qu'après la réduction des effectifs des bureaux, en février 1671. Pendant plus d'un siècle, la question de l'annuel devait continuer à être âprement débattue périodiquement et à envenimer les rapports entre le gouvernement et les trésoriers de France, comme d'ailleurs les autres officiers.

*
* *

Dans les apanages — ainsi qu'il a été dit pour Orléans — et les terres engagées (comme Moulins), l'annuel revenait, non pas au roi, mais à l'apanagiste (duc d'Orléans) ou à l'engagiste (prince de CONDÉ). Ces derniers pouvaient dispenser certains officiers de son paiement. Dans son ouvrage sur le bureau des finances de Moulins, M. François DUMONT a indiqué qu'une telle mesure avait été prise par le prince de CONDÉ pour Jean RACINE, trésorier de France au bureau, et a reproduit (p. 214 et suivantes) des lettres écrites par RACINE pour protester, dans ces conditions, contre la déduction de l'annuel du montant de ses gages (179).

*
* *

B. — AUTRES CHARGES.

Bien que la mesure soit très postérieure à la période dont nous nous occupons, nous croyons devoir signaler que, lors de l'institution

(177) Texte dans FOURNIVAL, p. 774.

(178) Vu l'élévation de l'annuel et du prêt, les officiers de l'ancien régime auraient eu avantage, semble-t-il, à renoncer à les acquitter et à indemniser en corps ceux d'entre eux à qui la règle des quarante jours serait opposée. Les maîtres des requêtes avaient d'ailleurs envisagé le système dès mars 1648.

(179) Arch. dép. de l'Allier C 150 et 238.

de la capitation, établie en 1694 sur tous les Français autres que le roi, les présidents et trésoriers de France de Paris furent placés dans la huitième classe (200 livres par an) avec les maréchaux de camp, chefs d'escadre, conseillers des cours supérieures de Paris, maîtres des comptes à Paris et secrétaires du roi de la grande chancellerie, et ceux de la province dans la dixième (120 livres) (180).

*
**

3) RESPONSABILITÉS DES TRÉSORIFIERS DE FRANCE.

Il y a lieu de distinguer :

A. — LES RESPONSABILITÉS POLITIQUES;

B. — LES RESPONSABILITÉS DISCIPLINAIRES ET PARFOIS PÉNALES;

C. — LES RESPONSABILITÉS PÉCUNIAIRES POUR LES PRÉJUDICES SUBIS
PAR LE ROI DE LEUR FAIT;

D. — LES RESPONSABILITÉS A L'ÉGARD DES TIERS.

*
**

A. — RESPONSABILITÉS POLITIQUES.

Quand un trésorier de France manquait aux obligations résultant de son serment de fidélité envers le roi, il se rendait coupable de forfaiture et son office était confisqué.

La question était de savoir qui avait qualité pour reconnaître le crime et prononcer la confiscation. La décision pouvait-elle être prise par le roi en son Conseil ?

Une déclaration de Louis XI du 21 octobre 1467 où d'aucuns ont cru trouver le principe de l'immovibilité des magistrats avait spécifié en son article 16 : « ... Désormais ne donnerons aucun de nos offices, s'il n'est vacant par mort ou par résignation faite de bon gré et consentement du résignant dont il apparaîtra dûment, ou par forfaiture préalablement jugée et déclarée judiciairement et selon les termes de justice par juges compétents » (181).

Il semble qu'au cours de la Ligue le roi n'ait pas hésité cependant à prononcer lui-même, en son Conseil, la confiscation des offices de certains trésoriers de France. Ce fut le cas, peu après la mort du duc

(180) Arch. nat. AD IX 79.

(181) Bibl. nat. F 21.272 (50).

de GUISE, pour celui de Denis de ROSSIEU, trésorier à Orléans, qui, sur l'ordre de HENRI III, fut vendu à Jean BIONNEAU 3.000 livres par le surintendant des finances d'O pour payer les gages des « pages de la chambre du roi » (182). Ne s'étant pas embarrassé de formes pour le duc, HENRI III n'avait guère de raisons de le faire pour son intendant.

Nous avons trouvé la mention en 1604 de la confiscation, pour forfaiture, de l'office de Henri MOREL, trésorier de France à Caen, qui en avait été pourvu le 12 août 1587, mais il semble que cette forfaiture résultait d'une prévarication constatée par la Chambre de justice (crime de péculat) et non de « félonie » (183). Nous devons toutefois observer que les deux chefs d'accusation n'étaient pas si éloignés qu'on pourrait le croire, l'usage étant à l'époque de reprocher aux adversaires du pouvoir des pratiques assurément répréhensibles, mais qu'on tolérait chez ses amis.

Il semble que, si d'autres cas de « forfaiture politique » s'étaient présentés par la suite, le roi aurait préféré faire prononcer la condamnation et la confiscation par des autorités judiciaires. C'est ce qui eut lieu d'ailleurs pour Louis MONSIGOT, ancien trésorier de France à Soissons et secrétaire de Gaston d'Orléans, dont l'office de maître des comptes à Paris fut confisqué et supprimé après un arrêt de condamnation à mort par contumace prononcé par le Parlement de Dijon le 25 octobre 1632 (184).

B. — RESPONSABILITÉ DISCIPLINAIRE ET PARFOIS PÉNALE.

a) *Devant les bureaux des finances.*

Les bureaux des finances n'avaient pas, à proprement parler, de pouvoir disciplinaire sur leurs membres.

En 1630, le bureau de Rouen avait prétendu interdire de ses fonctions Adrien LE SEIGNEUR, sgr de REUVILLE (185), qu'il avait reçu le 12 février 1629 en un office de président de la création d'avril 1627,

(182) Arch. nat. P 2.663 et 2.747.

(183) Mémorial de la Chambre des comptes de Rouen, 3 avril 1604 (Arch. dép. de la Seine-Maritime II B 67).

Henri MOREL s'était enfui à l'étranger.

Par un arrêt du Conseil du roi du 23 décembre 1604, il fut enjoint à l'ancien greffier de la Chambre royale de justice de remettre au garde des « sacs et productions du Conseil » les pièces du procès de MM. Pierre de BERNIÈRES et Henri MOREL, trésoriers de France à Caen (Arch. nat. E 7c, f° 208). S'il fut traduit devant la Chambre de justice, Pierre de BERNIÈRES, sgr de GAVRUS, trésorier général de France à Caen depuis le 15 avril 1594 après avoir été receveur général des finances, s'en tira, semble-t-il, sans dommages, car il resta en fonction jusqu'à sa mort, le 14 août 1630.

(184) Cf. supra, p. 30.

(185) D'une famille de très riches commerçants dieppois qui avait prêté des sommes considérables à HENRI IV lors de ses luttes contre la Ligue; HENRI IV les avait anoblis en 1592, après quoi il avait cessé de les recevoir à sa table, en leur disant : « Hier vous estiez les premiers négocians de mon royaume; aujourd'huy, vous n'en estes que les derniers nobles ».

mais il avait été contraint par le surintendant d'EFFIAT (186) de le rétablir (187).

Le 7 mars 1637, le Conseil du roi avait précisé, à propos du droit aux gages (188), que si un trésorier de France manquait à ses obligations, son bureau ne pouvait que lui en référer.

Toutefois, quand un trésorier de France avait fait des actes contraires au règlement du bureau ou avait failli à l'honneur, ses collègues s'estimaient autorisés à lui interdire l'entrée du bureau jusqu'à décision de l'autorité compétente et à lui donner un délai pour se défaire de son office. Nous en avons rencontré plusieurs exemples pour le bureau de Metz au début du XVIII^e siècle (189) et ne doutons pas qu'il serait possible d'en trouver pour d'autres bureaux, dès le début du XVII^e.

b) *Devant les Chambres des comptes.*

Les édits organiques du XVI^e siècle sur le fonctionnement des bureaux avaient prévu au moins cinq cas où les Chambres des comptes pourraient prendre des mesures disciplinaires et prononcer des sanctions même pénales contre les trésoriers de France.

1° Ainsi qu'il a été dit au titre des obligations des trésoriers, une déclaration royale du 31 mars 1552 avait prescrit aux Chambres des comptes de rayer des comptes des comptables, avec remboursement des parties prenantes, les gages des trésoriers généraux qui n'auraient pas satisfait à l'obligation de résidence et n'auraient pu produire leurs procès-verbaux de chevauchées, c'est-à-dire les rapports justifiant leur activité.

2° L'édit de décembre 1557 sur le service des receveurs généraux (190) avait prévu, en son article 10, la répression des fraudes commises antérieurement par les trésoriers de France et généraux des finances en matière de « taxations ».

Précédemment, les trésoriers de France et généraux des finances pouvaient, jusqu'à concurrence de 25 livres à la fois, « taxer » (191),

(186) Antoine COIFFIER-RUZÉ, marquis d'EFFIAT (1581-1632), surintendant des finances depuis 1626, maréchal de France en 1631, père de CINQ-MARS.

(187) Arch. dép. de la Seine-Maritime C 1.145.

(188) Cf. *supra*, p. 105.

(189) Notamment pour André LE SUEUR, trésorier de France à Metz, « impliqué dans une affaire très déshonorable » et invité le 30 mai 1716 à ne plus paraître au bureau, ce qu'il fit jusqu'à sa mise hors cause par jugement du 21 août suivant.

Le 9 février 1768, ayant appris qu'il aurait épousé sa servante avec qui il vivait maritalement, le bureau avait mis en demeure Louis-Claude CONTENCIN, trésorier de France à Metz, de se défaire de son office dans les trois mois « à l'issue desquels son nom ne serait plus compris dans la liste des officiers du bureau ». Après enquête, le bureau revint sur sa décision, l'intéressée « étant de famille honnête, n'étant pas au service de CONTENEIN, et sans autre tache que la suspension de son mariage ».

(190) Bibl. nat. F 46.815 (10) et FOURNIVAL, p. 248.

(191) Le montant des taxations était limité à 150 livres par an pour les trésoriers.

c'est-à-dire faire payer certaines sommes dont ils déterminaient le montant pour « voyages, écritures et autres menues affaires » ; ils en avaient abusé en ne limitant pas les taxations au service du roi, mais en les étendant à leurs affaires « privées et particulières », par exemple en payant par ce procédé leurs « serviteurs domestiques ». Ils « coloraient » quelquefois les taxations sous « fausse cause » et « supposant des noms d'aucunes personnes inconnues et qui n'avaient fait aucun service pour le roi ».

Aussi, en rappelant ces faits, l'édit de décembre 1557 sur le service des receveurs généraux avait-il interdit aux trésoriers de France et généraux des finances de faire régler des taxations par d'autres comptables que les receveurs généraux et autrement que pour le service du roi ; l'objet précis de la prestation fournie devait être indiqué, l'emploi des « termes généraux » utilisés précédemment étant prohibé. Une première infraction serait sanctionnée par la Chambre des comptes du reversement du montant de la taxe et d'une amende du quadruple, une seconde de la destitution et de la perte de l'office. De plus, au cas où il y aurait « cause de personne supposée », les responsables seraient poursuivis comme faussaires.

3° De même, l'édit de décembre 1557 avait prévu en son article 42 la répression d'une autre fraude, courante auparavant, concernant les frais de voiture des deniers entre les recettes particulières, la recette générale et la trésorerie de l'épargne. Cette fraude consistait, de la part des receveurs, à effectuer pour chaque voyage le versement en plusieurs fois, en se faisant délivrer autant de quittances différentes, qui leur permettaient de se faire allouer par les trésoriers généraux autant d'indemnités pour frais de voyage. Pour les receveurs, il était prévu, à la première infraction la privation des gages et une suspension de trois ans, pour la seconde, la destitution et une amende arbitraire ; pour les trésoriers de France complices, la destitution et une amende de 4.000 livres parisis, le tout étant prononcé par la Chambre des comptes (192).

riers de France et 300 pour les généraux des finances. Après l'édit de juillet 1577, les limites globales des taxations furent : 600 livres pour Paris, 500 livres pour Bordeaux, Caen, Châlons, Nantes, Poitiers, Riom, Rouen et Tours ; 450 livres pour Aix, Amiens, Dijon, Grenoble, Limoges, Lyon, Montpellier et Toulouse.

Le bureau d'Amiens fut porté à 500 livres par déclaration du roi vérifiée par la Chambre des comptes de Paris le 14 octobre 1615 « à la charge que le bureau ne pourrait prétendre à plus grande somme » (Arch. nat. P 2.671 et 2.755).

(192) Vers 1555, Bérengier PORTAL, sgr de LA PRADELLE, trésorier général de France à Toulouse, après avoir été receveur général des finances de Guyenne à Agen, avait été condamné par la Chambre des comptes de Paris à une suspension d'un an et une amende de 2.000 livres, augmentée de divers frais — nous ne savons pas exactement pourquoi, mais il devait s'agir d'irrégularités analogues. Comme il était bien en cour, il avait obtenu la levée de ses condamnations par L. P. vérifiées à la Chambre vers décembre 1555 (f° 146 et 160 du registre de la Chambre des comptes pour la période avril 1555-juillet 1556 ; le registre, qui comportait 325 feuillets, a disparu, mais sa table subsiste, sous la cote PP 119, aux Archives nationales). Toutefois, le roi n'avait pas osé le renvoyer à Toulouse et l'avait commis en 1558 à l'exercice des fonctions de trésorier général dans un bureau créé à son intention à Villefranche-de-Rouergue, bureau qui avait été sup-

4° Suivant l'article 26 du même édit de décembre 1557, des sanctions pouvaient être prononcées par la Chambre des comptes dans le cas de retard apporté par un bureau à la vérification des « états au vrai » des comptables (193), cette vérification conditionnant le dépôt des comptes à la Chambre et la compétence de ladite Chambre pour statuer sur les questions soulevées par l'exécution des opérations.

5° En vertu d'une déclaration du roi du 16 janvier 1565 (194), les Chambres des comptes étaient habilitées à prononcer la suspension des trésoriers de France précédemment comptables qui auraient été installés dans leurs fonctions avant l'expiration d'un délai de trois ans après le dernier exercice de leurs fonctions.

Hors de ces cinq ans et ceux de l'insuffisance des cautions et du non-recouvrement des restes qui seront évoqués au titre de la responsabilité pécuniaire des trésoriers de France, il arrivait que les Chambres des comptes prononçassent des sanctions, amendes, suspension, voire même emprisonnement contre eux sans se référer à un texte précis, mais seulement quand l'autorité même de la Chambre était en cause. Sous l'ancien régime, en effet, toute juridiction s'estimait en droit de prendre les mesures nécessaires pour se faire respecter. C'est ainsi que, le 16 septembre 1605, la Chambre des comptes de Paris avait condamné quatre trésoriers de France à Paris et non des moindres, François LE FÈVRE, François de DONON, François VALÉE et Laurent de GAUMONT, à 100 écus d'amende pour avoir fait élargir un prisonnier enfermé sur son ordre (195).

Pareillement, les Chambres des comptes convoquaient assez souvent des trésoriers pour répondre d'actes semblant exiger des explications et n'hésitaient pas à les condamner quand ils ne déféraient pas à leur convocation ou ne leur donnaient pas satisfaction. A la vérité, ces condamnations étaient faites le plus souvent à titre comminatoire et habituellement les affaires finissaient par s'arranger. Nous avons déjà dit comment le 20 mars 1597, Jean LE BLANC, sgr de LA VALLIÈRE, trésorier de France à Tours, venu à la Chambre de Paris sur sa convocation, avait été menacé de prison en raison de son attitude envers ses membres (196).

primé quand la vacance d'un office de général des finances en Guyenne avait permis de lui redonner un emploi régulier à Agen d'abord, puis à Bordeaux.

Le 31 mai 1597, la Cour des comptes d'Aix avait suspendu de même pour trois ans Henri (de) SERRES, trésorier de France à Aix, pour infraction à divers édits, mais son arrêt avait été cassé par le conseil du roi qui avait déjà noté « la hargne conçue contre lui par les gens des comptes dont il avait signalé les abus » (Arch. dép. des Bouches-du-Rhône B 2.695 et 3.339, f° 591 v°).

(193) « ...nos dits gens des comptes peuvent mieux connaître qui doit répondre des dits frais de retardation, soit du trésorier général qui avait fait le dit état, soit du comptable, pour en faire la correction et la punition tel que le cas le requiert. »

(194) Bibl. nat. F 23.740 (248).

(195) Claude AMAURY, receveur du domaine à Paris (Arch. nat. P 2.668, f° 22 v° et 255 v°).

(196) Cf. supra, p. 81.

Nous devons préciser qu'au cours du xvii^e siècle, le Conseil du roi rendit plusieurs arrêts pour annuler des décisions des Chambres des comptes prises contre les trésoriers de France et leur interdit « de procéder contre eux en raison de leur charge ou autrement, pour quelque cause et occasion que ce fût » (197).

*
**

Comme toute autre personne, les trésoriers de France qui s'immisçaient irrégulièrement dans le maniement des deniers du roi assumaient les responsabilités des comptables réguliers et s'exposaient à se voir déclarés comptables de fait par les Chambres des comptes.

A lire une lettre du bureau de Bourges du 30 avril 1653 (198), il semble que la Chambre des comptes de Paris en avait trouvé l'occasion à l'égard des trésoriers de France de Bourges qui, sans autorisation, avaient émis des rentes pour assurer la subsistance des troupes stationnées dans la généralité et coupées du gouvernement. L'intention était certes louable, mais seul le roi avait qualité pour s'engager et émettre des emprunts; aussi, les trésoriers pouvaient-ils être considérés comme ayant manié « longa manu », sans autorisation et irrégulièrement, des deniers royaux.

A défaut des foudres de la Chambre des comptes, les trésoriers de Bourges redoutaient d'être déférés à la Chambre extraordinaire de justice récemment créée. Ils s'indignaient à l'avance d'une telle éventualité.

c) Devant le Conseil du roi.

Des édits avaient prévu des amendes d'un taux déterminé pour les trésoriers de France qui se rendraient coupables de certains actes, par exemple : mille livres d'amende pour ceux qui consentiraient des abattements aux fermiers et sous-fermiers des domaines ou sur le montant des baux des villes, les décharges ne devant être accordées que par le Conseil du roi. A défaut de l'indication d'une juridiction habilitée à prononcer ces sanctions, il semble que seul le Conseil du roi y aurait été qualifié. Le caractère comminatoire des dispositions en cause était d'ailleurs patent et nous ne croyons pas qu'il en ait jamais été fait d'application (199).

Quand le Conseil du roi croyait avoir à se plaindre de l'indépendance excessive d'un trésorier de France à son égard ou à celui de ses représentants, il disposait d'une sanction dont il usait assez facile-

(197) Cf. *infra*, p. 297, note 310.

(198) Lettre n° 271 du 30 avril 1653 du bureau de Bourges, lue à l'assemblée le 6 mai.

(199) Comme il a déjà été indiqué (p. 101) l'arrêt du Conseil du roi du 18 février 1610 relatif au quorum exigé pour la validité des décisions des trésoriers de France avait pareillement prévu la privation d'une année de gages pour ceux d'entre eux qui ne le respecterait pas.

ment : l'interdiction faite au trésorier d'exercer ses fonctions et charges, soit pour une durée déterminée, soit jusqu'à nouvel ordre, le nouvel ordre arrivant d'ailleurs généralement assez vite, vu la faiblesse des autorités de l'époque.

Pour donner plus de poids à la mesure, il était précisé que le trésorier interdit ne pourrait, à peine de faux, participer aux travaux de sa charge. A la vérité, quand il passait outre avec l'assentiment du bureau et le fait se produisit à Limoges en 1652, le gouvernement préférait fermer les yeux.

L'interdiction était habituellement assortie de la privation des gages, mais, en général, ces gages étaient restitués à l'interdit lors de la levée de la mesure. Du temps de RICHELIEU toutefois, les gages retenus en 1639 et 1640 sur les trésoriers de France de Rouen, après leur interdiction lors de la révolte de l'impôt (200), ne leur furent jamais rendus (201).

Parmi les bureaux qui, à tort ou à raison, provoquaient les foudres du Conseil du roi, figurait, en première ligne, celui de Limoges. Pour la période qui nous intéresse plus spécialement, il n'eut pas à souffrir de moins de trois mesures d'interdiction successives :

La première fut prononcée en septembre 1649 « à la suscitation » — s'il faut en croire le bureau (202) — de Martin TABOURET, célèbre partisan, créature de MAZARIN et de son commis COLBERT, ainsi que de confrères malintentionnés désireux d'avoir seuls la direction des finances de la généralité; elle avait été levée un mois plus tard (203).

La seconde eut lieu en février 1650; dans les conditions qui seront relatées plus loin (p. 385), l'intendant des finances FOULLÉ fit interdire par le Conseil du roi cinq trésoriers parmi ceux qui lui étaient les plus hostiles (204).

Une troisième mesure d'interdiction (205) devait être prise en 1654 à la demande de l'intendant François BOCHART DE CHAMPIGNY, cette fois contre la totalité des membres du bureau « pour avoir voulu changer une sienne ordonnance ».

On verra plus loin, p. 406, un exemple caractéristique d'interdiction, visant cette fois des trésoriers de France à Paris.

*
* *

L'interdiction n'était pas seulement une mesure disciplinaire : c'était un procédé commode pour neutraliser la partie d'un bureau

(200) Cf. *infra*, p. 398 et 499.

(201) Cf. lettre n° 269 du bureau de Rouen du 23 avril 1653.

(202) Lettre n° 106 du bureau de Limoges en date du 1^{er} octobre 1649.

(203) Lettre n° 116 du bureau de Limoges en date du 5 novembre 1649, lue à l'assemblée le 16.

(204) Lettres n° 149 et n° 151 du bureau de Limoges en date des 29 janvier et 11 février 1650, lues à l'assemblée les 1^{er} et 18 février.

(205) Cf. Pierre ROBERT : « Chartes, Chroniques et Mémoires », p. 307.

hostile à des décisions du gouvernement et modifier par là la majorité d'un bureau. Parfois d'ailleurs, la menace seule de l'interdiction était suffisante : nous avons vu (p. 64) que, pour obtenir l'installation de FILHOT au bureau de Bordeaux, le Conseil du roi avait décidé en 1657 que seraient interdits ou destitués de leurs charges les trésoriers qui s'y opposeraient.

Evidemment, de tels procédés choquent quelque peu nos conceptions sur l'indépendance de la magistrature. Il ne faut pas oublier cependant que, à l'époque, la juridiction et l'administration n'étaient pas nettement séparées et que le dernier mot devait rester au roi.

C. — RESPONSABILITÉ PÉCUNIAIRE A L'ÉGARD DU ROI.

Après bien d'autres textes dont l'ordonnance d'octobre 1508, celle de décembre 1557 sur le service des receveurs généraux et receveurs particuliers (206) avait, en son article 19, enjoint aux trésoriers de France et généraux des finances de n'accepter, des comptables, que de bonnes cautions et de les faire remplacer, le cas échéant. L'article 51 de la même ordonnance leur avait fait obligation de suivre le recouvrement des restes et débits des comptables.

A lire ces textes, il semble que la responsabilité des trésoriers de France à cet égard n'aurait dû être qu'administrative; les Chambres des comptes pourtant, sans donner référence à un autre texte qui les y aurait habilitées, engageaient parfois la responsabilité personnelle des trésoriers de France, au moins partiellement, quand, en raison de l'absence de caution ou de leur mauvais choix, le roi subissait un préjudice du fait de la défaillance d'un comptable.

C'est ainsi que, le 22 septembre 1604, la Chambre des comptes de Paris avait condamné les trésoriers de France de Paris à régler de leurs deniers personnels la moitié du débet d'un comptable insolvable pour lequel ils avaient omis d'exiger une caution (207).

Par ailleurs, elle admettait que les trésoriers de France fussent poursuivis devant elle par le « solliciteur général » (ou « contrôleur général ») des restes en raison de restes à recouvrer que les comptables n'étaient pas en état de solder de leurs deniers. Nous devons préciser toutefois que, le plus souvent, elle les déchargea de ces poursuites (208).

(206) Texte dans FOURNIVAL, p. 248.

(207) Arch. nat. P 2.668 et 2.751.

(208) Notamment François THIEL, trésorier de France à Riom le 8 octobre 1627, et Nicolas HANAPIER, trésorier de France à Orléans le 3 mars 1631 (Arch. nat. P 2.676 et 2.759; 2.677 et 2.760).

*
**

A plusieurs reprises, le Conseil du roi posa le principe d'une responsabilité pécuniaire personnelle des trésoriers de France pour des préjudices que le roi subirait de leur fait. C'est ainsi que le 24 novembre 1605 (209), un arrêt du Conseil du roi réglant le recouvrement des amendes adjugées au roi par la Chambre royale de justice précisa que, au cas où les dites amendes ne pourraient être recouvrées du fait des trésoriers qui n'auraient pas exigé de cautions des comptables, ces trésoriers seraient eux-mêmes astreints à acquitter ces amendes en leur nom propre.

Pareillement, le 30 janvier 1635, ayant appris que certains comptables de la région de Montauban étaient « en demeure de paiement », le Conseil du roi ordonna aux trésoriers de France de « s'assurer de leurs personnes et faits et de commettre à la levée des deniers de leurs charges », en spécifiant que, « faute d'exécuter ses ordres de point en point, les trésoriers de France et élus seraient ajournés à comparoir en personne au Conseil et, dès à présent, demeureraient responsables, en leur propre et privé nom, des restes à recouvrer, au paiement desquels ils seraient contraints par les voies ordinaires ».

La responsabilité pécuniaire des trésoriers de France n'était pas limitée au défaut de recouvrements :

Un arrêt du 13 septembre 1607 (210) avait disposé que, à défaut du paiement de la taxe imposée sur les officiers des finances pour la révocation de la Chambre de justice :

1° Les trésoriers de France seraient tenus solidairement de verser au roi et avec majoration — ce qui ajoutait une amende à la réparation — « le montant des omissions faites d'aucun revenu du roi dans les états de valeur (prévisions de recettes) envoyées au Conseil » ;

2° Il en serait de même « des charges qu'ils auraient employées à des dépenses tirées hors ligne encore qu'elles soient éteintes ou bien qu'ils en aient augmenté les fonds » : c'est-à-dire « mutatis mutandis », suivant notre terminologie, des dépenses faites sans crédit ou sur des crédits sans emploi, ou sur fonds donnant lieu à rétablissement de crédits ;

3° Ils étaient garants des parties employées es-états par eux expédiées aux comptables de leurs généralités et non compris dans les états du roi, c'est-à-dire, toujours « mutatis mutandis », des dépenses faites par leurs ordres en dehors de crédits ouverts et délégués par le gouvernement ;

(209) Arch. nat. E 9c, f° 361; Bibl. nat. Manuscrits français 18.169, f° 271 r°.

(210) Arch. nat. E 14b, f° 133 r°. Texte dans FOURNIVAL, p. 760 et 761.

4° Ils étaient aussi « garants des parties passées dans la dépense des états au vrai par eux vérifiés au préjudice de celles employées aux états du roi », c'est-à-dire des dépenses faites par les comptables en remplacement d'autres dépenses prévues, et que les trésoriers n'auraient pas relevées lors de la vérification des états au vrai.

Le règlement du 21 juin 1611 sur les finances (211) avait prévu pareillement, en son article 11 enjoignant aux trésoriers de France d'observer strictement les états du roy, une peine du « double des parties non comprises aux dits états qu'ils feront acquitter ».

Lors des remboursements des rentes, notamment en 1627 et en 1684, les arrêts du Conseil du roi chargeant les trésoriers de France d'en dresser les états précisèrent qu'ils devraient tenir la main à leur paiement, à peine d'en répondre « en leurs propres et privés noms ».

A la vérité, les dispositions qui viennent d'être énumérées étaient essentiellement comminatoires et il ne devait guère en être fait d'application. La clause suivant laquelle un officier serait « responsable en son propre et privé nom » de l'exécution d'un ordre du roi était d'ailleurs une clause de style qui, habituellement, pour employer le langage du temps, « ne tiroit pas à conséquence ».

D. — RESPONSABILITÉ PÉCUNIAIRE A L'ÉGARD DES TIERS.

Dans l'exercice de leurs charges, les trésoriers de France pouvaient encourir des responsabilités non seulement à l'égard du roi, mais aussi à l'égard des tiers et notamment des comptables, quand ils prenaient des mesures abusives à leur encontre.

C'est ainsi que, le 15 avril 1660, la Chambre des comptes de Paris condamna les trésoriers de France de Moulins à payer à Guillaume CHASTRIER, ancien receveur général des finances de la généralité, les intérêts, depuis sa demande, d'une somme de 1.421 livres 11 sols 6 deniers dont ils lui avaient, évidemment à tort, refusé le remboursement (212).

(211) Reproduit par M. MOUSNIER dans ses « Règlements du Conseil du roi... », p. 141.

L'article 11 ajoutait : « ... S'ils prétendent quelques parties avoir été omises dans la despense des dits estats du roy, en advertiront le Conseil pour y estre donné ordre ».

(212) Arch. nat. P 2.770, p. 91 (Plumitif de la Chambre des comptes de Paris, 15 avril 1660). « ... Sur la requête de Guillaume CHASTRIER, ci-devant receveur général des finances de la généralité de Moulins, la Chambre a condamné les trésoriers de France au dit bureau aux intérêts de 1.421 livres 11 sols, 6 deniers y mentionnés depuis le jour de la demande à eux faite par le dit CHASTRIER pour la restitution de 1.895 livres 11 sols, sauf au dit CHASTRIER son recours contre M. CHEMINEAU pour les intérêts du surplus, montant à 473 livres, faisant le quart de 1.896 livres 3 sols, 6 deniers ». L'affaire devait se relier à un versement fait par CHASTRIER au receveur et payeur des épices de la Chambre, de 1.893 livres 6 sols, 3 deniers pour « épices, frais et expédition de ses comptes des tailles ». En lui ordonnant ce versement le 23 mars 1655, la Chambre lui avait donné un délai de 6 mois pour faire apurer ses comptes et obtenir sa décharge (Arch. nat. P 2.768, p. 293).

De même, le 18 septembre 1680, elle condamna solidairement ceux des trésoriers de France à Montauban qui étaient en exercice en 1648 à payer à Jean DALIEZ (213) une somme de 2.015 livres (214).

E. — LES CHAMBRES EXTRAORDINAIRES DE JUSTICE.

Parmi les institutions oubliées de l'ancien régime, celle des Chambres extraordinaires de justice destinées à effectuer la « recherche et la punition des abus et malversations commises au fait des finances » n'est pas la moins curieuse. La création de ces Chambres avait en commun avec l'apparition des taches solaires et les crises économiques une périodicité de dix à douze ans. Il n'est pas d'ailleurs absolument impossible que ces phénomènes n'eussent quelque lien : la diminution des radiations solaires pouvait provoquer une crise agricole, la crise agricole une crise économique, la crise économique des difficultés financières et les difficultés financières la création d'une Chambre extraordinaire de justice pour donner satisfaction à l'opinion publique qui réclamait le châtiment de ceux qu'elle accusait d'être les auteurs des malheurs du temps : les financiers servant d'intermédiaires entre l'Etat et les redevables des impôts.

Comme ces financiers réalisaient des fortunes scandaleuses, il n'était pas d'ailleurs injustifié de tenter d'en tirer périodiquement quelques ressources, mais le système ne pouvait amener de résultats bien concrets car on ne pensait à l'appliquer que dans les périodes difficiles, au moment où le gouvernement avait le plus besoin du concours des gens de finances. Il permettait du moins de faire quelques

(213) DALIEZ était à la fois propriétaire d'un office de trésorier de France à Montauban (en lequel il ne fut jamais reçu et qui lui fut remboursé suivant arrêt du Conseil du 18 février 1689), propriétaire d'offices de l'élection d'Agen (dont il fut autorisé par la Chambre des comptes le 6 juin 1669 à percevoir les gages pour la période du 1^{er} janvier 1665 au 31 décembre 1668) et propriétaire des offices de receveur des tailles et du taillon de Montauban. Il avait dû exercer personnellement certains de ces derniers offices, car il avait été décrété en cette qualité et, le 26 juillet 1660, la Chambre des comptes lui avait délivré un sauf-conduit de quatre mois « pour aller à Paris vaquer à ses affaires et assurer la reddition de ses comptes ». Il obtint le 10 septembre 1670 réduction de la moitié des amendes prononcées pour le retard à la production des comptes de tailles pour les années 1615, 1626, 1630, 1643, 1646 et 1648, 1651, 1663 et 1666 et du taillon pour les années 1637, 1646, 1658. (Plumitif de la Chambre des comptes de Paris — Arch. nat. P 2.690 et 2.777).

On comprend, à ces indications, les conclusions désabusées du maître des comptes, Simon LE BOSSU LE JAU, au retour de sa mission à Montauban en 1658 (Cf. supra, p. 27 et notes 39 à 41).

(214) Arch. nat. P 2.776, p. 497 (Plumitif de la Chambre des comptes de Paris, 18 septembre 1680) : « ... Sur la requête de Jean DALIEZ, la Chambre a ordonné exécutoire lui estre délivré contre les trésoriers de France de Montauban en exercice en 1648, solidairement par toutes voies dues et raisonnables, sursoiera néanmoins l'exécution de deux mois du jour de la signification dudit exécutoire, parlant à leurs personnes ».

Il semble résulter d'un dossier de la Bibliothèque Nationale (Manuscrits français, Nouvelles acquisitions 9.781, LANCELOT 150) qu'il s'agissait du paiement fait par DALIEZ, à certains trésoriers, d'un quartier de gages retenu en 1647, paiement ordonné à tort par le bureau sur le produit d'une imposition de 20.000 livres établie pour un autre objet par arrêt du Conseil du roi du 3 mars 1648.

exemples spectaculaires : On commençait généralement par pendre quelques comparses, ce qui incitait les personnages menacés à composer avec le pouvoir. Alors intervenait la « révocation de la Chambre de justice », révocation qui comportait l'institution de taxes parfois très élevées sur certaines catégories de financiers. Aussi redoutait-on au moins autant d'être « compris dans la révocation » que dans les termes beaucoup plus vagues de l'édit de création de la Chambre : à la crainte confuse d'être pendu était substituée la quasi-certitude d'être ruiné.

Enfin, venaient des amnisties — sous conditions — qui n'étaient guère plus rassurantes.

La sollicitude des Chambres extraordinaires et autres « Commissions de recherches » ne se limitait pas aux seuls financiers privés : elle s'étendait jadis au haut personnel des administrations financières et les derniers annuaires de notre ministère des finances (parus en 1954 et 1961), en donnant une liste des chefs successifs ou prétendus tels de notre administration financière depuis le début du xiv^e siècle (215), mettent en évidence la triste fin de la quasi-totalité d'entre eux jusqu'au milieu du xvi^e siècle, ainsi que de quelques autres, dont FOUQUET, par la suite.

Nous avons déjà évoqué les malheurs des trésoriers de France et des généraux des finances au temps de SEMBLANÇAY. En dépit des modifications radicales apportées à l'institution, le public était porté à y voir des précédents valables; aussi, ne s'émut-il guère quand il fut décidé de déférer les membres des bureaux de finances à la Chambre extraordinaire de justice créée en mai 1597 (217), puis de les comprendre dans la révocation de cette Chambre (218).

Les trésoriers protestèrent que la situation était tout autre, qu'ils n'étaient plus que des salariés rémunérés par des gages fixes, sauf quelques taxations et épices suivant tarifs homologués. N'empêche que, comme il a déjà été indiqué, ils finirent par transiger et acceptèrent de verser individuellement une taxe de 400 écus, soit 1.200 livres, et une part de la somme de 1.200.000 écus, soit 3.600.000 livres, exigée des financiers à titre de « prêt » (219).

En janvier 1607 (220), une nouvelle Chambre extraordinaire de justice fut instituée et, comme pour la précédente, il fut décidé d'y

(215) D'après BOISLISLE, semble-t-il.

(216) Bibl. nat. F 46.902 (5 et 12); Manuscrits français 4.350 et 4.351.

(217) Nous ignorons s'ils avaient été compris parmi les justiciables de la précédente créés par L. P. du 29 mai 1584 (Bibl. nat. F 46.878 (2) et manuscrits français 3.309 (85) et 4.352 et révoquée en mai 1585 (Bibl. nat. F 46.879 (19)).

(218) Bibl. nat. F 46.902 (14). Amnistie : *Ibid.*, F 23.740 (392).

(219) Cf. FORBONNAIS, t. I^{er}, p. 33. A signaler que les trésoriers de France de certains bureaux crurent pouvoir, quelque dix ans plus tard, se rembourser de leur « prêt ». Par arrêt du 23 juillet 1609, le Conseil du roi leur ordonna d'en opérer sur-le-champ le reversement à l'Epargne (Arch. nat. E 23a, f^o 91 r^o).

(220) Bibl. nat. F 46.917 (21, 4 et 8); Manuscrits français n^{os} 4.020, 4.310, 4.311, 4.313, 16.626, 18.420, 18.421, 23.829 et nouvelles acquisitions 7.464 et 8.460.

déferer les trésoriers de France. Or, depuis 1596 et l'arrivée au pouvoir de SULLY qui leur était assez hostile, l'action des trésoriers s'était faite plus discrète; ils avaient notamment renoncé à leurs prélèvements antérieurs sur le montant des tailles. Aussi protestèrent-ils avec encore plus de vigueur qu'en 1596 et, en définitive, par arrêt du 13 septembre 1607 (221), le Conseil du roi les déchargea de la taxe qui devait frapper les officiers de finances pour la révocation de la Chambre extraordinaire de justice (222). Il le fit toutefois de très mauvaise grâce et, constatant que si les trésoriers n'étaient plus intéressés aux opérations, ils en restaient néanmoins responsables sur le plan administratif, il imagina le système de responsabilité pécuniaire très rigoureux que nous avons relaté plus haut. Il autorisait d'ailleurs les trésoriers qui voudraient y échapper à acquitter personnellement la taxe de révocation (223). Dans ce cas, la taxe devenait une charge de leur office; c'est ainsi que Claude BRETEL, sgr de LANQUETOT, pourvu d'un office de trésorier de France à Rouen le 30 avril 1607, soit après la période intéressée par les recherches, se vit enjoindre, par arrêt du Conseil du roi du 21 novembre 1609, d'acquitter la taxe, sauf son recours contre son prédécesseur (224).

En octobre 1624, une nouvelle Chambre fut constituée (225) pour des motifs qui n'étaient pas seulement financiers, mais aussi politiques; il s'agissait pour RICHELIEU d'abattre ses adversaires, tout le clan des BRULART, avec le chancelier Nicolas BRULART DE SILLERY, le secrétaire d'Etat Pierre BRULART DE PUISIEUX, le surintendant des finances Charles de La VIEUVILLE et son beau-père le trésorier de l'épargne Vincent BOUHIER DE BEAUMARCHAIS (226). Nous ne savons si l'on envisagea d'y déferer systématiquement les trésoriers de France : tout au moins, certains d'entre eux qui touchaient fâcheusement au monde des traitants, notamment François COQUILLE, trésorier de France à Paris, furent sur la sellette (227); ils s'en tirèrent,

(221) Arch. nat. E 14^b, f^o 133 r^o.

(222) Edit de septembre 1607 (Bibl. nat. F 46.917 (18)).

(223) Un nouvel arrêt du Conseil du 18 décembre 1607 contraignit les trésoriers de France à prendre parti avant le 31 janvier 1608 (Arch. nat. E 15, f^o 19 et Bibl. nat. Manuscrits français 18.172, f^o 148 v^o).

(224) Arch. nat. E 24^b, f^o 202 v^o. La taxe était de 3.214 livres 5 sols, 4 deniers. Le 24 avril 1610, un nouvel arrêt du Conseil du roi limita à sa moitié la somme que les nouveaux trésoriers pourraient se faire rembourser par leurs prédécesseurs.

(225) Bibl. nat. F 46.949 (21).

(226) Vincent BOUHIER DE BEAUMARCHAIS prit la fuite et se réfugia à Noirmoutiers chez sa fille, la marquise de NOIRMOUTIERS, veuve d'un La TRÉMOILLE. LOUIS XIII et RICHELIEU n'osèrent l'y poursuivre, de crainte de provoquer dans l'ouest une nouvelle guerre civile et l'affaire se termina par une transaction. L'incident est néanmoins intéressant, car il éclaire l'attitude de Fouquet faisant fortifier Belle-Isle; il s'agissait pour lui de s'assurer une place de sûreté pour les mauvais jours, place dont le roi pourrait sans doute avoir raison en y mettant le prix, mais qui l'inciterait selon toute vraisemblance à composer. Le soin apporté par Louis XIV à ce qu'il fût appréhendé par surprise montre d'ailleurs que le roi redoutait cette éventualité.

Signalons, à titre purement documentaire, que le marquis de NOIRMOUTIERS était le fils de Charlotte de SAUVE, née de BEAUNE DE SEMBLANÇAY, principale pièce de « l'escadron volant » de Catherine de MÉDICIS, pomme de discorde entre les trois HENRI (HENRI III, HENRI IV, HENRI DE GUISE) et petite-fille de SEMBLANÇAY.

(227) Parmi les accusés se trouva Ithier HOBIER que nous avons rencontré

comme les autres, après quelques sacrifices (228) et purent repartir pour une nouvelle carrière, car le propre de ces opérations était qu'elles ne laissaient pas de traces (229).

Nous ignorons si les trésoriers de France furent inquiétés en 1635 et en 1643 quand, sous prétexte de révocation et d'amnistie, la question d'une Chambre de justice fut de nouveau agitée (230).

Lors des événements de juillet 1648, le gouvernement d'Anne d'AUTRICHE décida, pour donner un gage à l'opinion publique, la création d'une nouvelle Chambre de justice, suivant déclaration du 13 juillet, enregistrée au parlement le 16 (231). Cette Chambre de justice fut révoquée par un édit de décembre 1652 (232), qui comprit les trésoriers de France dans la « révocation », c'est-à-dire parmi les financiers soumis à une taxe tenant lieu des pénalités qu'aurait pu prononcer contre eux la Chambre. Cette fois, ils se fâchèrent; ils eurent beau jeu de démontrer qu'ils n'étaient pas des oppresseurs, mais des opprimés; que depuis 10 ans, on ne leur payait qu'une fraction de leurs gages et qu'on leur faisait verser, sous les prétextes les plus fallacieux, des sommes très supérieures. A regret, le gouvernement dut convenir que cette défense n'était pas sans quelque fondement et que c'était par erreur qu'ils avaient été compris dans la mesure (233).

Neuf ans plus tard, en 1661, ce devait être la fameuse « commission extraordinaire », compétente pour tous les abus commis depuis 1635, à laquelle furent déférés avec FOUQUET, les trois trésoriers de l'épargne, les trois trésoriers des parties casuelles, plusieurs intendants

comme intermédiaire pour la vente des offices de trésoriers de France et qui lèvera plus tard un office de trésorier de France à Bourges de la création de 1627 en lequel il sera reçu à la Chambre des comptes de Paris le 8 juillet 1631.

Après avoir été, en 1604, contrôleur général de la généralité de Moulins (et non pas trésorier de France à Moulins ainsi qu'il a parfois été écrit), puis en 1606 secrétaire du roi et trésorier payeur de la gendarmerie, il était, depuis le 18 décembre 1612, « trésorier de la marine du Levant, des mortes-paies et des fortifications de Provence » en un office acquis de Aymé Sirov, trésorier de France à Orléans, puis à Paris (ils étaient encore en procès à son sujet en 1623).

Il publia pour sa défense devant la Chambre de justice une « apologie et justification pour Ithier HOBIER » (Bibl. nat. Fm 1.439).

Ajoutons à ce titre documentaire, qu'il avait composé deux ans auparavant un traité de « la construction d'une gallaire (*sic*) et de son équipage » et qu'il occupa les dernières années de sa vie à traduire Tacite (1639) et Tertullien (1640).

(228) La Chambre de justice fut révoquée en mai 1625 (Bibl. nat. F 46.952 (9)) assez incomplètement d'ailleurs, puisqu'on en parlait encore en 1631 et qu'un second édit de révocation intervint en avril 1635 (Bibl. nat. F 46.983 (17)).

(229) Le fils de SEMBLANÇAY, poursuivi avec son père, fut rétabli dans ses fonctions deux ans plus tard.

Rappelons cependant que la Chambre des comptes de Paris avait décidé en 1586 de n'accepter de recevoir aucun trésorier de France qui aurait été condamné par une Chambre de justice ou même qui y aurait été seulement déféré.

(230) Texte déjà cité et Bibl. nat. F 20.940 (151) et 23.611 (560).

(231) Bibl. nat. Manuscrits français 4.178 (4).

(232) Bibl. nat. F 21.896 (5).

(233) Arrêt du Conseil du roi de mars 1653 déclarant que les officiers des bureaux des finances avaient été compris contre la volonté du roi en l'édit de décembre 1652 portant révocation de la Chambre de justice (notamment Arch. dép. de la Côte-d'Or C 2.165).

La Chambre fut supprimée définitivement et l'amnistie prononcée par édits de mars 1655 (Bibl. nat. F 23.612 (234) et F 20.940 (175)).

des finances et d'innombrables financiers de moindre envergure (234). On pourrait penser que, cette fois, il ne fut plus question des trésoriers de France; il en fut pourtant autrement, au moins pour ceux du bureau de Tours qui furent poursuivis et même condamnés au début de 1663. Ils le furent « sans instruction suffisante, sur suppositions et calomnies » et bien que l'affaire « eût déjà été préjugée par deux arrêts du Conseil du roi » rendus en leur faveur. C'est du moins ce qu'ils affirmèrent dans une lettre adressée à COLBERT le 10 mai 1663 pour se plaindre de l'« arrestation ignominieuse » de deux de leurs confrères à leur arrivée au bureau, ainsi que de violences qui accompagnèrent la mise à exécution, par un ancien greffier du bureau, de la sentence de la Chambre de justice (235).

F. — AUTRES DANGERS.

L'exercice de la charge de trésorier de France était parfois délicat quand il amenait l'officier à s'opposer à des personnages importants. Nous verrons, au titre des fonctions des trésoriers, qu'une de leurs attributions était d'assurer la conservation du domaine du roi, même pour les parties de ce domaine données en apanage ou engagées, en faisant notamment obstacle à tout acte d'aliénation abusif; les « apanagistes » étaient des « fils de France » ou leurs descendants, les « engagistes » souvent des princes ou de très grands seigneurs; les observations des trésoriers risquaient d'être mal accueillies....

Dans le passé, un trésorier de France à Châlons, Paul LE JAU, sgr de VERTAU, avait éprouvé semblablement les inconvénients d'un exercice trop consciencieux de sa charge :

Dans sa généralité, se trouvait le duché de Rethel (ou Rethelois) (236) possédé avec celui de Nevers (ou Nivernais) par Charles de GONZAGUE (1580-1637), le fondateur de Charleville; le duc s'y comportait comme un souverain, levant des impôts sans s'inquiéter de leur fondement juridique. En 1613, en exécution d'une commission du roi, Louis LE JAU fit publier dans les principales localités du duché un arrêt du Conseil du roi interdisant la levée d'impôts sans lettres du roi. Le duc le fit saisir par ses gens le 2 janvier 1614 et conduire dans un accoutrement ridicule faire amende honorable dans toutes les localités où avaient eu lieu les publications; le périple ne se termina qu'à Charleville, après un simulacre de pendaison. LE JAU demanda justice des « laschetez, barbaries, violences, indignitez et immunités » dont il avait souffert pour « s'estre vertueusement opposé » à des opérations irrégulières. Il s'adressa en vain à Marie de MÉDICIS, alors régente, au chancelier, au Conseil du roi, au Parlement, voire même aux Etats

(234) Bibl. nat. F 23.612 (614). La révocation de la Chambre n'eut lieu qu'en août 1669 (Bibl. nat. F 23.619 (124)).

(235) Bibl. nat. Mélanges COLBERT 115 bis, f° 910.

(236) Représentant à peu près la moitié du département des Ardennes.

généraux. Il n'obtint, pour réponse, qu'un arrêt du Conseil lui interdisant de continuer ses poursuites devant le Parlement sous prétexte que, le duc se plaignant de ses insolences, ils étaient quittes.

L'affaire rebondit en 1621, LE JAU ayant, au nom du bureau, pris des ordonnances pour annuler de nouvelles levées irrégulières faites par le duc de Rethelois. Cette fois, le duc, qui était gouverneur de la Champagne, se contenta de le faire expulser manu militari de Châlons le 31 décembre 1621 et LE JAU ne put obtenir qu'une visite de sympathie de trois de ses collègues avant son départ.

Désespérant de la justice des hommes, il se résigna à relater ses malheurs, avec pièces à l'appui, dans deux longs mémoires (237) en déclarant s'en remettre au ciel pour le venger.

Pour comprendre l'attitude des autorités devant des faits qu'on n'aurait certainement pas tolérés de la part d'un prince du sang, il faut se rappeler que le duc, héritier présomptif du duché de Mantoue, devait être une des principales pièces de la politique française en Italie et qu'il était destiné à recueillir également celui de Montferrat, clef du passage entre la France et l'Italie.

*
* *

Nous verrons plus loin (p. 357) les désagréments que les trésoriers de France de Bordeaux éprouvèrent en 1644 de la part du maréchal de SAINT-LUC, lieutenant général en Guyenne, qui se plaignait de ne pas toucher ses appointements. En 1651, ils se trouvèrent semblablement dans une situation délicate du fait du maréchal de LA FORCE (238) qui prétendait retenir dans ses terres les tailles de l'année et celles de l'année précédente pour se payer des pensions à lui dues (239).

*
* *

Suivant les lettres d'honneur délivrées le 1^{er} juin 1636 à Richard de PICHON, trésorier de France à Bordeaux (240), des bandits ayant, en plein jour, volé la recette des tailles du Condomois et tué les conducteurs des voitures, il les avait arrêtés « en courant hasard de la vie en cette capture, ayant à faire à personnes puissantes dans le pays » (241).

(237) Bibl. nat. 4° Lf31 11 et 12.

(238) Jacques NOMPARET DE CAUMONT (1558-1652), compagnon de Henri IV, rallié au catholicisme en 1622 et nommé maréchal de France; prenant Pignerol en 1630; gouverneur de Béarn; duc de la FORCE et pair de France après la campagne de Lorraine (1634-1638).

(239) Arch. dép. de la Gironde C 3.880.

(240) Lettres enregistrées au bureau des finances de Bordeaux le 24 novembre 1636 (Arch. dép. de la Gironde C 3.821); texte dans FOURNIVAL, p. 780.

(241) L'affaire remontait à 1623 : Un convoi transportant, des Recettes particulières des tailles et du taillon de Condom à la Recette générale des finances de Bordeaux, 30.000 livres en espèces avait été assailli en chemin entre Nérac et Casteljaloux par des bandits qui s'étaient emparés des fonds après avoir tué les conducteurs et commis de l'escorte. Deux des voleurs furent appréhendés dans les faubourgs de Toulouse. Les autorités toulousaines refusant de s'en dessaisir, il

On ne sait si l'on doit s'étonner davantage du courage de PICHON ou de l'attitude du gouvernement qui semblait trouver tout naturel que des « personnes puissantes » pussent protéger de simples bandits.

4) INCAPACITÉS ENTRAÎNÉES PAR LA POSSESSION D'UN OFFICE DE TRÉSORIER DE FRANCE ET EXCEPTIONS — CUMULS AUTORISÉS.

En principe, l'exercice d'un office de trésorier de France était inconciliable avec celui d'un autre office ou d'une profession. Cette règle souffrait toutefois de multiples exceptions, les unes de plein droit, les autres résultant de « lettres de compatibilité » ayant un caractère purement personnel et valant, pour leur bénéficiaire seulement, dispense de l'interdiction du cumul de deux offices.

Il est possible d'ailleurs de rechercher quel pouvait être l'intérêt, dans bien des cas, du cumul d'un second office d'aussi médiocre rentabilité que le premier et n'ayant pas l'attrait de privilèges et exemptions déjà acquis à son titre. L'examen des cumuls révèle que le plus souvent l'un des deux offices avait été acquis par héritage : c'était par fidélité à la mémoire d'un père ou d'un frère que le titulaire d'un autre office tenait à le conserver, souvent avec l'intention de le transmettre par la suite à un de ses proches qui n'avait pas encore l'âge nécessaire pour l'exercer.

A. — CUMULS AVEC D'AUTRES OFFICES OU FONCTIONS PUBLIQUES.

a) *Avec des offices de finances ;*

aa) *A l'intérieur des bureaux ;*

aaa) *Cumuls d'offices de présidents ou de trésoriers.*

Il a été dit plus haut que le service des bureaux avait été rendu alternatif en janvier 1586 pour les trésoriers, mais que le président créé en 1581 serait permanent. Lors de la création d'un deuxième président, il fut admis que l'office pourrait être tenu par le premier pour conserver sa permanence. Peut-être aussi jusqu'au rétablissement du service conjoint en 1588, un simple trésorier aurait-il pu exercer alternativement deux offices ; de fait, à Paris, Louis PICOT DE SANTENY occupa simultanément deux offices de trésoriers de France et n'y renonça que pour devenir intendant des finances en 1594.

fallut un arrêt du Conseil du roi pour ordonner leur transfert des prisons de Toulouse à la conciergerie de Bordeaux (Arch. dép. de la Gironde C 3.824).

Nous ne savons si ce fut leur capture ou celle de complices qui fut l'œuvre de Richard de Pichon.

Le 24 janvier 1624, un nouvel arrêt du Conseil du roi intervint dans l'affaire, cette fois pour accorder décharge de responsabilité aux receveurs particuliers de Condom pour la perte des 30.000 livres (Arch. dép. de la Gironde C 3.824).

bbb) *Cumul d'un office de trésorier de France et d'un office d'avocat du roi.*

Il semble qu'un tel cumul aurait été possible; il avait été prévu, en effet, pour les juridictions royales par des édits d'août 1578 (242) et février 1622 (243), probablement pour permettre le remplacement des juges par les gens du roi quand les premiers ne venaient pas à l'audience, et justifier ainsi la formule qu'en particulier on trouve assez fréquemment dans les registres de la Chambre du Trésor : « les gens du roi, l'audience tenant ».

Il en fut fait application, à cette Chambre même, au profit de Léonard RENARD, déjà avocat et procureur du roi, pourvu cumulativement d'un office de conseiller à la Chambre du Trésor le 31 janvier 1636 après déclaration du roi des 8 et 15 mars 1634. La vérité nous oblige à dire que la mesure provoqua les plus vives protestations de ses collègues, qui résistèrent à des lettres de jussion et n'acceptèrent en définitive de le recevoir en sa nouvelle qualité qu'après un arrêt du Conseil du roi du 31 décembre 1636 disposant qu'il y serait procédé par un maître des requêtes au cas de nouveau refus de leur part (244).

Nous n'avons pas trouvé d'exemples semblables pour les bureaux des finances.

ccc) *Cumul d'offices d'avocat et de procureur du roi.*

Les offices d'avocat du roi pour le domaine et pour les finances pouvaient se cumuler; il en était de même pour les deux offices de procureur du roi (245); enfin, un office d'avocat du roi pouvait être cumulé avec un office de procureur du roi, le tout de plein droit et sans l'intervention de lettres de compatibilité.

bb) *Cumuls d'offices de trésoriers dans des bureaux différents.*

Le cumul d'offices de trésorier dans des bureaux différents nous semble difficilement concevable; il est possible, pourtant, d'en citer divers exemples. A l'origine, Nicolas MOLÉ (vers 1536-1586) semble avoir cumulé des offices de trésoriers de France à Amiens, Bourges, Châlons et Poitiers avant de devenir intendant et contrôleur général des finances en 1585. De même, Michel de MAUPEOU semble avoir cumulé quelque temps une charge à Montpellier et une autre à Tou-

(242) Bibl. nat. F 446.862 (11 et 12).

(243) Bibl. nat. F 41.944 (10).

Un arrêt du Conseil du roi du 15 septembre 1627 (Bibl. nat. F 26.207) avait fixé les modalités d'application des deux édits.

(244) Cf. Recueil de plusieurs édits, lettres patentes, déclaration concernant les pouvoirs et la juridiction de la Chambre du Trésor (1639, in-f°. Bibl. nat. Lf31 2).

L'insertion, dans ce recueil, de tous les textes relatifs à Léonard RENARD fait présumer qu'il en était l'auteur.

(245) C'est ainsi que Jean LONGUET, sgr de la GIRAUDIÈRE, né en 1601, leva l'un après l'autre, lors de leur création, les deux offices de procureur du roi au bureau d'Orléans. Il fut reçu à la Chambre des comptes de Paris en ces deux offices les 22 octobre 1631 et 17 mars 1639 et les conserva jusqu'en 1673. (Elisabeth ANCELLE, sa femme, fut la première nourrice de LOUIS XIV).

louse. Un peu plus tard, Jean BIONNEAU (vers 1565-1612), frère de présidents-trésoriers de France à Aix, fut simultanément titulaire d'offices à Moulins, Orléans et Rouen avant de se faire pourvoir en remplacement d'un de ses frères à Aix, le 31 décembre 1611, mais, dans son cas, il s'agissait d'un financier qui avait fait, en quelques années, une immense fortune et rendait service au roi en acquérant des offices qui trouvaient difficilement preneur, sans avoir — selon toute vraisemblance — l'intention de les exercer effectivement.

Par contre, ce fut indubitablement l'exercice des charges et pas seulement leur propriété que cumula Jacques FILHOT (vers 1599-1660), déjà trésorier à Montauban et pourvu par la volonté de Louis XIV, en 1654, d'un second office à Bordeaux dans les conditions qui ont été relatées plus haut (p. 57). Il s'agissait, il est vrai, d'un cas exceptionnel et qui souleva les plus vives protestations, mais il est possible d'en citer d'autres qui ne s'autorisaient que de banales « lettres de compatibilité », notamment celui de Jean du FRESNE, sgr d'AUBIGNY (vers 1655-1720), trésorier de France à Amiens, successeur médiat de son oncle, le célèbre Charles du FRESNE du CANGE (1610-1688), qui leva un office de création nouvelle à Paris et fut reçu à ce titre à la Chambre des comptes le 11 septembre 1694, après avoir obtenu le 31 août 1694 « des lettres de compatibilité » vérifiées le 7 septembre disposant qu'il pourrait exercer simultanément ses deux offices pendant trois ans (246).

cc) Cumuls avec d'autres offices de la généralité.

Les fonctions de trésorier de France étaient absolument incompatibles avec toutes fonctions comptables (247) (248).

(246) Arch. nat. P 2.699 et 2.781.

(247) Nous avons toutefois signalé plus haut le cumul de Philibert BABOU DE LA BOURDAISIÈRE, trésorier de France en Languedoil, pourvu le 23 mars 1523 de l'office nouveau de trésorier de l'épargne; la Chambre des comptes s'était inclinée sur simples lettres de jussion le 27 mars 1523.

Nous avons relevé deux autres cas de cumul d'une régularité contestable :

Bernard DAUBRY (1665-1750), receveur des fouages de l'évêché de St-Brieuc, pourvu le 20 mars 1669 d'un office de trésorier de France à Bordeaux et reçu sans observation à la Chambre des comptes de Paris le 27 mars 1699.

Léonard BARBOU, sgr de BEAUPEYR et des MORINIÈRES, trésorier-receveur des Ponts et chaussées en la généralité de Limoges, pourvu d'un office de trésorier de France à Limoges le 23 septembre 1750 avec lettres de compatibilité du même jour, qui furent vérifiées sans observation par la Chambre des comptes de Paris le 15 octobre 1750, BARBOU étant lui-même reçu sans difficulté le 22 (Arch. nat. P 2.717 et 2.800).

Dans le premier cas, il ne s'agissait pas, paraît-il, d'un comptable de deniers royaux.

Dans le second cas, Léonard BARBOU était subordonné à un trésorier général et lui rendait des comptes de clerc à maître sans avoir à en présenter lui-même à la Chambre des comptes. N'empêche que les deux cumuls étaient fâcheux.

(248) Si les trésoriers de France ne pouvaient être comptables, il ne leur était pas interdit de cautionner un comptable, ce qui cependant les mettait dans une position délicate à l'égard de la Chambre des comptes en cas de défaillance du comptable cautionné. Il y avait là une lacune étrange de la réglementation et il est étonnant que les Chambres des comptes ne s'en soient jamais préoccupées, alors qu'en juillet 1648, dans une espèce voisine, la Chambre Saint-Louis avait à juste titre étendu aux cautions des traitants et partisans les prohibitions envisagées contre ces derniers (Cf. supra, p. 28).

L'incompatibilité était moins absolue avec les divers offices de contrôleur général dans la généralité et, pour le ^{xviii} siècle, on pourrait citer divers exemples de délivrance de lettres de comptabilité, pour une durée limitée, il est vrai, ou de tolérance, par la Chambre des comptes, de cumul pendant un certain délai (249). Plus tard, il sera délivré des lettres de compatibilité avec ou sans limitation de durée, mais comportant la réserve que l'intéressé « ne pourrait assister au bureau aux affaires où il aurait fait les fonctions de contrôleur général et dans celles où il aurait intérêt en cette qualité » (250).

b) Cumuls avec des offices de Chambre des comptes.

Il arrivait fréquemment que des correcteurs ou auditeurs à des Chambres des comptes devinssent trésoriers de France et que, inversement, des trésoriers de France passassent à une Chambre des comptes comme maître des comptes ou même, à Montpellier et à Nantes, comme présidents. Généralement, ils abandonnaient leurs fonctions antérieures, mais parfois les conservaient sans soulever, semble-t-il, de protestations.

C'est ainsi que Michel de MAUPEOU, déjà cité, cumula ses offices de trésorier de France à Montpellier et à Toulouse avec celles de maître des comptes à Paris de 1580 à 1585.

Noël BOIVIN, trésorier de France à Rouen, fut pourvu cumulativement de l'office de deuxième président de la Chambre des comptes de Rouen le 5 septembre 1580.

Jacques TUBEUF (1606-1670), trésorier de France à Riom de 1632 à 1653, devint cumulativement maître des comptes à Paris en 1636, puis président de la Chambre des comptes en 1643 et le resta jusqu'à sa mort (251).

(249) Hilaire le CLERC, contrôleur provincial des guerres (et futur secrétaire de l'assemblée) fut reçu trésorier de France à Poitiers le 24 septembre 1633 à charge de se défaire de son office dans le délai d'un an.

Pierre GUILLAUME, contrôleur général des gabelles à Châlons, fut reçu trésorier de France à Châlons le 17 novembre 1634 à charge de se défaire de son office dans le même délai.

Jean PALIERNE, sgr de MIMORIN, contrôleur provincial des rentes à Moulins et contrôleur des aides et tailles de l'élection de Moulins ne fut, par contre, reçu trésorier de France à Moulins le 16 juin 1637 qu'à charge de se défaire de ses offices avant de se faire installer au bureau.

Pierre AYMOND (vers 1670-1720), contrôleur général des finances de la généralité du Dauphiné, fut pourvu d'un office de trésorier de France à Grenoble avec lettres de compatibilité du 13 mai 1696.

(250) Pierre DROUILLARD, contrôleur général des domaines, bois et finances de la généralité de Bordeaux, fut reçu trésorier de France à Bordeaux le 21 août 1722 après lettres de compatibilité délivrées, pour trois ans, le 9 juin 1722 et prévoyant qu'il ne pourrait opiner dans les affaires où il aurait fait les fonctions de contrôleur.

Charles BRUMAUT DE SAINT-GEORGES (1709-1781), « contrôleur général ancien des domaines, bois et finances de la généralité de Poitiers », fut reçu trésorier de France à Poitiers le 25 juin 1764 après lettres de compatibilité du 9 mars sans limitation de durée, à charge de ne pouvoir assister aux bureaux aux affaires où il aurait fait les fonctions de contrôleur général et à celles où il aurait intérêt en cette qualité.

(251) Jacques TUBEUF — qui était par sa mère le neveu de l'avocat général Omer TALON (1595-1652) — avait acquis du président DURET DE CHEVRY l'hôtel que

Antoine GUÉRAPIN, sgr de VAURÉAL (vers 1605-1670), trésorier de France à Grenoble, cumula son office avec celui de correcteur, puis celui de maître des comptes à Paris (252).

Melchisédech LE ROUX, auditeur à la Chambre des comptes de Paris, fut également trésorier de France à Bourges de 1663 à 1673.

Claude FRANÇOIS, sgr de MONTBAYEN, cumula, de 1663 à 1681, son office d'auditeur à la Chambre des comptes de Paris avec celui de trésorier de France à Châlons.

Jean-Edouard de PUSSEMOthe, comte de GRAVILLE, trésorier de France à Bourges, cumula son office avec un office de maître des comptes de Paris de 1673 à décembre 1686, époque à laquelle il résigna son office du bureau (253).

François d'ARBON, sgr de BELLOU, trésorier de France à Bordeaux — gendre et successeur de René FROTTÉ — fut pourvu d'un office de maître des comptes à Paris avec lettres de compatibilité du 5 mai 1693 (254), vérifiées à la Chambre des comptes le 20 du même mois, dont il n'usa d'ailleurs que quelques mois.

Plus tard, Jean de MASSOL, marquis d'ARCHÈRES et Antoine-Léonard de MASSOL, son fils, cumulèrent de 1725 à 1736 les offices d'avocat général à la Chambre des comptes et de premier président du bureau des finances de Paris.

c) Cumuls avec des offices de justice.

aa) Parlements.

Il y a lieu de distinguer les cumuls dans des ressorts différents, qui ne posaient guère de question de principe, mais de possibilité

ce dernier avait fait construire derrière le Palais-Cardinal (plus tard Palais-Royal) rue des Petits-Champs et qui prit dès lors le nom d'« hôtel TUBEUF ». Cet hôtel passa par la suite entre les mains de MAZARIN. La légende veut que le Cardinal l'ait gagné aux cartes à TUBEUF; en réalité, la cession résulta de tractations compliquées, assorties de contre-lettres qui permirent à TUBEUF de le revendiquer au cours de la Fronde, en 1650, lors de la saisie des biens de MAZARIN; l'hôtel, aménagé par le Cardinal, abrite actuellement la Bibliothèque nationale.

TUBEUF était bien, d'ailleurs, un partenaire habituel du Cardinal au jeu et ce fut l'occasion pour MAZARIN, à son lit de mort, d'une dernière pître que le comte de BRIENNE (dit le « jeune BRIENNE » (1636-1698) a ainsi relatée dans ses mémoires : « TUBEUF alla régler à MAZARIN 1.500 livres qu'il lui avait perdues au jeu. Le Cardinal les mit dans une cassette où étaient ses pierreries qu'il mira l'une après l'autre en disant à TUBEUF qui croyait recevoir quelque beau diamant : « Je donne à Madame TUBEUF... », et répéta plusieurs fois, en remuant toujours ses bagues et ses bijoux, « Je donne à Madame TUBEUF... » qu'il dit en tendant la main... « le bonjour », ajouta-t-il ».

(252) Pourvu de son office de trésorier de France à Grenoble le 6 juin 1643, Antoine de GUÉRAPIN ne fut reçu, il est vrai, en cet office à la Chambre des comptes de Paris (Cf. supra, p. 45) que le 11 avril 1669, soit 26 ans plus tard.

Il avait été un des trois commis de PARTICELLI d'EMERY, celui qui avait pour mission de « tenir parole »...

Cela lui valut un brevet de conseiller d'Etat, le collier de l'ordre de Saint-Michel et l'érection de ses terres en baronnie, puis en comté. Son fils fut capitaine des gardes du roi; son petit-fils, évêque de Vannes, ambassadeur de France à Madrid, grand d'Espagne, membre de l'Académie française.

(253) Jean-Edouard de PUSSEMOthe résigna, en 1688, son office de maître des comptes pour devenir président à la Cour des aides de Paris.

(254) Arch. dép. de la Gironde C 3.853.

effective, et les cumuls dans le même ressort où la situation était inverse.

De la première espèce était celui de Nicolas JOLLY D'OUDEUIL, reçu à la Chambre des comptes comme trésorier de France à Poitiers le 26 janvier 1651 (255), qui conserva son office jusqu'en 1689 après avoir été pourvu d'un office de conseiller au parlement de Metz par lettres de provisions appuyées de lettres de compatibilité du 11 septembre 1654 stipulant qu'il pourrait exercer cumulativement les deux offices (256). Le service au parlement étant de semestre et celui du bureau des finances pouvant être limité à trois mois par an, le cumul effectif n'était pas absolument impossible; en fait, Nicolas JOLLY ne semble n'avoir jamais cumulé que les gages, car nous n'avons pas trouvé mention de son installation au bureau de Poitiers.

De même, Jean de CREIL (vers 1632-1697), conseiller au parlement de Metz, fut reçu le 3 juin 1670 (257) trésorier de France à Limoges en remplacement de son père, avant d'être reçu le 21 du même mois en un office de maître des requêtes; il ne fut remplacé en ses deux premiers offices qu'en 1678, alors qu'il occupait depuis plusieurs années déjà l'intendance de Rouen.

Des cumuls dans le même ressort, mais dans des villes différentes, relève celui de François HOBIER qui avait succédé le 3 décembre 1639 (258) à Ithier HOBIER, son père, déjà nommé, comme trésorier de France à Bourges et qui occupait encore son office en 1652, alors que depuis le 29 août 1642 il siégeait comme conseiller au Parlement de Paris.

De même, Pierre-Etienne BORDEREL DE CAUMONT, substitut du procureur général au Parlement de Paris, fut pourvu de l'office de premier président du bureau de Tours avec lettres de comptabilité vérifiées sans observations par la Chambre des comptes de Paris le 5 mai 1722 (259).

Des cumuls dans le même ressort et la même ville relèvent ceux de divers trésoriers de France à Bordeaux :

Jean de LA CHABANNE, trésorier de France à Bordeaux depuis 1633, pourvu cumulativement le 30 décembre 1653 d'un office de conseiller au Parlement de Bordeaux qu'il continua d'exercer après avoir cédé son office de trésorier de France à son fils en 1675.

Etienne GOMBAULT, trésorier de France à Bordeaux, depuis 1689, fut pourvu pareillement le 28 juin 1700 d'un office de conseiller au

(255) Arch. nat. P 2.685 et 2.767.

(256) Texte dans FOURNIVAL, p. 599.

(257) Arch. nat. P 2.692 et 2.774.

(258) Arch. nat. P 2.681 et 2.763.

(259) Arch. nat. P 2.697 et 2.779.

Pierre BORDEREL DE CAUMONT ne fut pas installé au bureau de Tours, ni même, semble-t-il, reçu à la Chambre des comptes. Le fait doit évidemment être relié à son inscription, pour la somme énorme de 337.303 livres, à la capitation extraordinaire de 1722 dite des « Mississipiens ».

Parlement, après intervention de lettres de compatibilité; il n'abandonna qu'en 1714 son office de trésorier de France.

Jean BERTIN (260), conseiller au Parlement de Bordeaux, succéda à son père comme trésorier de France à Bordeaux suivant lettres de provision du 21 décembre 1719 précédées de lettres de compatibilité précisant toutefois « ... qu'il ne pourrait assister, ni opiner dans les procès sur les appels interjetés, en la cour de parlement, des jugements rendus par les trésoriers de France de Bordeaux » (261).

Il avait fallu longtemps au gouvernement pour comprendre que le système ne présentait pas que des avantages...

Nous aurions pu ajouter à cette énumération le cas de Romain de FILHOT qui succéda en 1661 à son père dans les conditions qui ont été relatées au chapitre II et qui cumula plus tard avec son office celui de conseiller au Parlement de Bordeaux, ainsi que celui de son fils, Jean-Jacques-Romain de FILHOT, également conseiller au Parlement de Bordeaux, qui reprit le 11 juillet 1711 (262) l'office de trésorier de France de son père et de son grand-père et le conserva jusqu'en 1715. Mais le cas des FILHOT était exceptionnel et relevait de la politique davantage que du droit administratif.

*
**

A Aix, Dominique GUIDY, trésorier de France au bureau depuis 1646, fut pourvu cumulativement d'un office de conseiller au Parlement d'Aix par lettres patentes du 12 mai 1670 avec lettres de compatibilité qui furent corroborées par un arrêt du Conseil du 31 mai 1672 (263).

bb) *Présidiaux et autres juridictions...*

Comme pour les Parlements, on pourrait distinguer et pour les mêmes raisons, les cumuls dans des ressorts différents et les cumuls dans le même ressort.

De la première espèce était celui de Géraud de Roux, conseiller en la sénéchaussée et siège présidial de Riom, qui fut pourvu cumulativement de l'office de procureur du roi pour le domaine au bureau des finances de Moulins et qui fut reçu sans observations en ce nouvel office le 29 juillet 1641 (264) avant de devenir avocat général à la Cour des monnaies.

(260) Jean BERTIN fut taxé à 763.000 livres de capitation par la Chambre de justice dite des « Mississipiens » (1722).

(261) Arch. nat. P 2.707 et 2.790.

(262) Arch. nat. P 2.704 et 2.787.

(263) Il fut l'auteur d'une histoire du Parlement d'Aix (manuscrit 938 de la Bibliothèque MÉJANES à Aix, 335 pp.).

(264) Arch. nat. P 2.681 et 2.763.

Géraud de Roux avait été mêlé aux événements de 1632. En juin de cette année, il revenait de Paris en Auvergne quand il avait été arrêté par les cavaliers

De la seconde espèce furent ceux des trésoriers de France, avocats et procureurs de roi à un bureau des finances qui cumulèrent avec leur office un office au présidial, au bailliage ou à la sénéchaussée du chef-lieu de la généralité ou d'une autre ville de la même généralité (265).

Si Pierre GIBIEUF, conseiller au bailliage et siège présidial de Bourges, reçu à la Chambre des comptes le 30 août 1631 comme avocat du roi au bureau des finances de la ville (266), se vit impartir par le bureau le 14 février 1633 un délai de six mois pour se défaire de son premier office, assez nombreux furent, surtout au XVIII^e siècle, les membres des bureaux qui, sous le bénéfice de lettres de compatibilité, exercèrent simultanément un office de président, lieutenant général, lieutenant particulier, chevalier d'honneur ou conseiller à un présidial (267), bailliage ou sénéchaussée ou, en Normandie, de vicomte.

Dans certains cas, le cumul se fit même avec des offices de juridictions inférieures, par exemple celui de trésorier de France à Tours et de lieutenant de la justice royale de Saint-Calais (268).

Les lettres de compatibilité des deux offices comportaient parfois des réserves. Nous avons, en un cas, relevé celle-ci : « à la condition qu'il ne pourra faire les fonctions que de l'un d'eux ». Nous ne croyons pas qu'il faille voir dans cette disposition un trait d'humour; selon toute vraisemblance, le rédacteur des lettres entendait seulement autoriser le cumul des gages en interdisant celui des fonctions.

A signaler également le cumul, bien moins contestable, d'un office d'avocat du roi au bureau des finances avec un office d'avocat du roi au présidial ou au bailliage.

du duc d'ORLÉANS, qui l'avaient conduit à Beaucaire, puis à Remoulins où il avait été emprisonné et d'où il s'était évadé. Il narra ses aventures dans « Les travaux surmontez » (réédité en 1881).

(265) Hiérosme GOUJON, sgr de THUISY, trésorier de France à Châlons de 1627 à sa mort (1682), était également sénéchal héréditaire de Reims, sans qu'il fût intervenu — semble-t-il — de lettres de compatibilité, mais il ne s'agissait plus guère que de fonctions purement honorifiques, sans attributions réelles.

Au même bureau, le trésorier de France PIERRE GUILLAUME DE ST-EULIEN, déjà nommé, se disait « vidame de Châlons » — mais là, il ne s'agissait que d'un simple titre, acquis de la famille POTIER (des ducs de GENVRES et de TRESMES).

(266) L'office d'avocat du roi (unique) au bureau des finances de Bourges fut occupé de père en fils par les GIBIEUF pendant cinq générations; il ne passa en d'autres mains qu'en 1775.

Si une telle situation fut exceptionnelle, nombreux furent les cas où l'exercice d'une charge se perpétua dans la même famille bien au-delà des deux générations nécessaires à l'acquisition de la noblesse héréditaire.

(267) Par exemple, Pierre LE BÈGUE, sgr de SILLY, reçu trésorier de France à Bourges le 14 mars 1665 (Arch. nat. P 2.689 et 2.771) et cumulativement président du Présidial de Bourges à la suite de son père et de son grand-père;

Jean-Paul COURTIN (1661-1738), trésorier de France à Riom et chevalier d'honneur au Présidial de Riom, avec lettres de compatibilité du 1^{er} juillet 1699 (Arch. nat. P 2.701 et 2.783);

François SOUBRANY (1695-1750), reçu trésorier de France à Riom le 11 février 1722 et cumulativement conseiller à la Sénéchaussée et siège présidial de Riom (Arch. nat. P 2.708 et 2.790).

(268) Pour Jean VILLAIN, suivant lettres de compatibilité du 1^{er} mai 1738 vérifiées à la Chambre des comptes le 8 (Arch. nat. 2.712 et 2.795).

d) *Cumuls avec des offices exercés auprès du roi ou du gouvernement.*

aa) *Maison du roi.*

Dans le passé, Pierre BRULART, sgr de CROSNE et de GENLIS (1535-1608), avait cumulé de 1576 au 8 septembre 1588 les charges de secrétaire d'Etat et des commandements du roi et de trésorier de France à Bourges; il avait été, il est vrai, dispensé de son service personnel au bureau des finances par L. P. du 14 mai 1584 (269).

Réserve faite des offices comptables, justiciables de la Chambre des comptes de Paris (maître de la Chambre aux deniers, trésoriers généraux et trésoriers divers), les offices de trésoriers de France se cumulaient librement avec les charges de la maison du roi, sans qu'il fût besoin de lettres de compatibilité. C'est ainsi que Jacques COCQUET, trésorier de France à Paris de 1636 à 1644, fut également, après son père, contrôleur général de la maison du roi (270).

Nicolas FAURE (vers 1590-1671), sgr de BERLIZE, trésorier de France à Grenoble, fut introducteur des ambassadeurs et princes étrangers auprès du roi (271).

Beaucoup d'offices de la maison du roi étaient d'ailleurs théoriques. Tel était le cas pour ceux de « maître d'hôtel ordinaire du roi »; de 1643 à 1648, leur nombre était passé de 157 à 236 et une partie des 79 offices nouveaux avait été acquise par des trésoriers de France de divers bureaux, uniquement, semble-t-il, pour le titre, car bien que les offices se vendissent assez cher, les gages qui leur étaient attachés n'étaient que de 900 livres et seulement douze maîtres d'hôtel exerçaient effectivement le service, à raison de trois par quartier (272).

bb) *Offices exercés auprès du gouvernement.*

Plusieurs trésoriers de France cumulèrent avec leur office un des quatre offices de secrétaire du Conseil d'Etat et direction des finances (273), notamment Thomas de LORME, sgr des BORDES, trésorier de France à Montpellier à 1595, déjà secrétaire du Conseil d'Etat et direction des finances quand il fut reçu secrétaire du roi le 20 octobre 1589.

Paul PAYEN (vers 1596-1653), trésorier de France à Orléans de

(269) Arch. nat. P 2.662 et 2.745.

(270) TALLEMANT DES RÉAUX parle de sa femme dans une « historiette » destinée à faire paraître la ladrerie de LOUIS XIII : « ... Une fois à Saint-Germain, il (le roi) voulut voir l'estat de sa maison pour la bouche. Il retrancha un potage au lait à la générale COCQUET qui en mangeoit un tous les matins... ». TALLEMANT DES RÉAUX ajoute, peu galamment : « ... Il est vrai qu'elle estoit assez trüe sans cela... » (Edition 1862, t. II, p. 93).

(271) Sa charge fut acquise par Etienne CHABENAS, déjà cité, qui la transmit à son fils. Ce dernier la réunit à celle de maître des cérémonies de France, acquise des SAINTOT (trésoriers de France à Tours). Cf. infra, p. 252 et 253.

(272) Arch. nat. Z¹a 273.

(273) Les secrétaires du Conseil d'Etat servaient par quartiers (trimestre).

1637 à 1653, déjà secrétaire du Conseil d'Etat et direction des finances quand il fut reçu secrétaire du roi le 29 septembre 1645.

François CATELAN, le célèbre partisan, pourvu d'un office de trésorier de France à Grenoble le 6 juin 1643, en lequel il ne fut d'ailleurs installé que le 16 janvier 1659, et secrétaire du Conseil d'Etat et direction des finances sur la résignation de son beau-père, par lettres patentes du 26 janvier 1650 (274).

Outre sa charge de président à la Chambre des comptes, Jacques TUBEUF cumula, avec son office de trésorier de France à Riom, des offices d' « intendant général des deniers communs et d'octroi du royaume » et de « grand-maitre surintendant général et réformateur des mines, minières et substances terrestres de France », sans parler de la « surintendance des maisons, affaires et finances de la reine-mère » (Anne d'AUTRICHE).

Antoine RATABON, trésorier de France à Montpellier de 1641 à 1672, cumula également avec son office ceux d'intendant puis de « surintendant et ordonnateur général des bâtiments, tapisseries, arts et manufactures de France » et « surintendant des châteaux, bâtiments, parc, jardins, eaux et forêts de Fontainebleau, avec direction des artistes logés sous la grande galerie du Louvre », offices que LOUIS XIV devait lui racheter pour les donner à COLBERT.

Il serait facile de donner d'autres exemples de cumuls d'offices de trésoriers de France et de charges d'une importance telle que personne ne s'avisait de rechercher si elles étaient compatibles.

Parmi les 46 premiers intendants des finances, 14 avaient débuté comme trésoriers de France et certains d'entre eux avaient cumulé au moins pendant un temps les deux offices. Ce fut le cas, notamment pour Jacques TUBEUF, déjà cité deux fois, de 1641 à 1650.

Les offices de trésoriers de France se cumulaient librement avec les offices de secrétaire du roi, maison et couronne de France et de ses finances. Ces offices conféraient la noblesse au premier degré après vingt ans de service ou décès en charge et, à ce titre, ils seront multipliés par la suite sans comporter désormais de service effectif; leur vente ne fera alors que déguiser celle de lettres de noblesse. Jusqu'au règne du personnel de LOUIS XIV, leur achat, qui était parfois le fait de très grands seigneurs, comme le duc de SULLY (1615-1662), gendre du chancelier SÉGUIER, avait en général un autre objet; il était destiné à permettre au bénéficiaire d'entrer dans le monde du Conseil du roi,

(274) François CATELAN fut déféré à la commission extraordinaire de justice de 1661, arrêté et emprisonné à la Bastille le 2 octobre 1662; il ne la quitta le 16 janvier 1666 que pour être transféré au Grand Châtelet. Il mourut six mois plus tard et fut inhumé en l'église Saint-Eustache le 21 juillet 1666; il était ruiné « de fond en comble » et tous ses biens avaient été saisis et décrétés.

Théophile de CATELAN, sgr de SABLONNIÈRE en Brie (vers 1643-1721) son fils, n'en fut pas moins gouverneur des Tuileries (il avait épousé Geneviève LE COIGNEUX, fille d'un président au parlement de Paris, demi-sœur de BACHAUMONT et veuve du président de THORÉ, fils du surintendant PARTICELLI d'EMERY). Sur CATELAN, cf *infra*, p. 413, note 776.

avec tous les avantages et possibilités qui en résultaient (275). A ce titre, l'acquisition d'une charge de secrétaire du roi par un trésorier de France n'était pas considérée comme un bon signe par ses collègues du bureau; ils y voyaient l'annonce de collusions futures avec leurs redoutables ennemis, les traitants et partisans.

e) *Cumul avec d'autres fonctions publiques (par « commission » du roi).*

Sous la réserve des commissions pour les matières relevant de la compétence des bureaux qui, suivant eux, ne pouvaient être données que par leur intermédiaire (276), les trésoriers de France pouvaient librement exercer certaines fonctions par commissions du roi.

Un assez grand nombre de trésoriers, et généralement, par un malheureux hasard, ceux qui avaient exercé par commission du roi des fonctions relevant de la compétence du bureau, étaient « conseillers du roi en son Conseil d'Etat et privé ». A la vérité, bien qu'à l'origine leurs lettres ne fussent pas différentes de celles des membres effectifs du Conseil, il ne s'agissait que d'un titre ne leur donnant aucun droit effectif et, en particulier, ne leur permettant pas de siéger au Conseil.

D'autres furent ambassadeurs ou résidents de France à l'étranger; nous citerons notamment :

— Claude PELLOT (1591-1643), trésorier de France à Lyon, prévôt des marchands de la même ville, résident de France à Cologne.

— Jean de LA BARDE, sgr puis marquis de MAROLLES (1663) (vers 1612-1692), trésorier de France garde-scel à Paris de 1634 à 1651, qui, avec le comte d'AVAUX et Abel SERVIEN, négocia le traité de Westphalie et fut ambassadeur en Suisse et en Allemagne.

— Pierre CHANUT (1601-1662), trésorier de France à Riom de 1623 à 1658, résident, puis ambassadeur de France en Suède et en Hollande de 1645 à 1654.

D'autres cumulèrent leur office de trésorier de France avec des fonctions d'intendant, pourtant réservées généralement aux maîtres des requêtes titulaires ou honoraires (277).

(275) Et également le pouvoir d'authentifier les expéditions des actes du roi.

(276) Cf. *infra*, p. 227.

(277) Dans le passé, Thomas de LORME, sgr des BORDES, trésorier de France à Montpellier depuis 1584, avait reçu une commission d'intendant des finances en Dauphiné, Piémont et Savoie. Les seuls autres exemples d'intendant des finances pour une généralité que nous ayons rencontrés sont ceux de Miles MARION, sgr de NEVERS, trésorier de France à Montpellier depuis 1593, intendant des finances en Languedoc par L. P. enregistrées au bureau de Montpellier en 1589 (Arch. dép. de l'Hérault, C - plumeitif du bureau, f° 25) et confirmées en 1592 et 1595 (*Ibid.*, f° 140); Pierre de PRUGUES, trésorier de France à Bordeaux depuis 1586 et cumulativement intendant et contrôleur général des finances en Guyenne par L. P. du 10 mai 1594 (reproduites par FOURNIVAL, p. 339); Raymond de VIGOSE (vers 1555-1618), compagnon de HENRI IV, également intendant des finances en Guyenne qui prit rang et séance au bureau des finances de Bordeaux en 1595 (Arch. dép. de la Gironde C 3.872, f° 100).

Ce fut le cas pour Antoine GODEFROY, sgr de BEAUVILLIERS, secrétaire du roi depuis 1608, trésorier de France à Limoges depuis 1609, « intendant de justice, police et finances à l'armée du camp devant La Rochelle », qui y mourut en 1628.

Louis CHANTEREAU-LE FEBVRE (1588-1658), trésorier de France à Soissons depuis 1618, président du bureau depuis 1629 et secrétaire du roi, cumulativement membre du Conseil souverain de Nancy en 1635 et intendant des duchés de Lorraine et de Bar, ainsi que des Trois-Evêchés (278).

Jean DESMARETS (279) (1608-1682), trésorier de France à Soissons de 1634 jusqu'à sa mort, breveté conseiller d'Etat le 2 septembre 1652 et cumulativement intendant de la généralité de Soissons à partir de 1665.

Henri LUCAS, sgr de DEMUYN (vers 1623-1684), trésorier de France à Amiens de 1648 à 1677 et intendant de justice à La Rochelle et ès-pays d'Aunis et de Saintonge.

François LE QUIEU, sgr de MOYENNEVILLE (1626-1696), trésorier de France à Amiens de 1648 à 1696 et intendant de « Calais et des pays reconquis ».

Par ailleurs, nombreux furent les trésoriers de France qui reçurent des commissions d'intendants des finances aux armées; depuis Gilbert COIFFIER et Jean de CHASTELLIER (vers 1509-1580), trésoriers généraux de France en Dauphiné et intendants de l'armée d'Italie (280), jusqu'à Julien PIETRE, trésorier de France à Amiens, déjà cité, chargé de l'intendance de l'armée de Flandre par L. P. du 30 mai 1646 (281), en passant par Jean LE BLANC DE LA VALLIÈRE, trésorier de France à Tours et intendant général de l'armée du Prince de CONTI par L. P. du 14 décembre 1590 (282).

D'autres furent intendants des finances « pour des voyages du roi »; François CATELAN, déjà nommé, reçut ainsi commission le 3 mars 1650 pour un voyage du roi en Bourgogne et en Bresse et, le 24 octobre 1658, pour un voyage en Provence.

(278) Suivant TALLEMANT DES RÉAUX (éd. de 1862, t. IV, p. 218).

« ... Tout le Conseil estoit estonné de la fidélité et de l'intégrité de cet homme... ».

Il avait eu, en effet, l'occasion de voler 400.000 livres au roi et ne l'avait pas fait...

Il fut par ailleurs l'auteur d'importants travaux historiques et VOLTAIRE en a parlé comme d'un « très savant homme, l'un des premiers qui ont débrouillé l'histoire de la France ».

(279) Jean DESMARETS avait épousé Marie COLBERT (1631-1703), sœur de COLBERT. Il fut père de Nicolas DESMARETS (1648-1721), contrôleur général des finances et ministre d'Etat, et grand-père de Jean-Baptiste-François DESMARETS, marquis de MAILLEBOIS (1682-1762), chevalier des ordres du roi (1724), maréchal de France (1741), grand d'Espagne (1745).

(280) Ils furent l'un et l'autre armés chevaliers, au nom du roi, devant le front des troupes, par les commandants de l'armée, le comte d'ENGHIEN (1519-1546) et le maréchal de BRUSSAC (1505-1563), le premier le 15 avril 1544, au lendemain de Cérises, et le second le 16 avril 1557, devant Cherasco.

(281) Bibl. nat. Manuscrits français 4.224, f° 111.

(282) Cf. supra, p. 75.

f) *Cumuls avec des charges et fonctions militaires.*

Au xvi^e siècle, certains trésoriers de France cumulèrent leurs fonctions avec des charges militaires,

C'est ainsi qu'à Bordeaux, Guillaume de GOURGUES, trésorier de France en survivance de son père depuis 1582, fut pourvu d'une charge de « mestre de camp pour commander huit compagnies de gens de pied français ». Atteint par un coup de mousquet, il mourut de ses blessures peu de temps après.

Jean ARNAULD, trésorier de France à Orléans, puis à Riom, fut pareillement tué à la tête des troupes royales d'Auvergne après avoir blessé de sa main et fait prisonnier sous les murs d'Issoire le 10 mars 1590, quelques jours auparavant, Jean-Louis de LA ROCHEFOUCAULD, comte de RANDAN, ancien gouverneur de l'Auvergne et chef des troupes de la Ligue (283).

A Rouen, en 1620, Charles de BECDELIEVRE était à la fois président et trésorier de France et mestre de camp.

Plus tard, la qualité des trésoriers ayant baissé, les rares trésoriers occupant les fonctions militaires n'étaient plus guère que capitaines. Toutefois, François GAULMIN, pour qui son père, le maître des requêtes Gilbert GAULMIN, avait levé un des offices de trésorier de France à Moulins de la création de mai 1635, et qui avait été reçu à la Chambre des comptes de Paris le 28 février 1664 (284), passa mestre de camp de cavalerie en 1668 (285) et brigadier en 1675, quelques jours avant d'être tué en Alsace dans la dernière campagne de TURENNE. Il ne fut remplacé au bureau de Moulins que l'année suivante.

*
* *

Nous ne saurions affirmer que les trésoriers de France qui occupaient des charges militaires (colonel ou mestre du camp, capitaine) ou des fonctions militaires ne comportant pas la propriété d'une charge (brigadier, lieutenant-colonel, lieutenant) exerçassent effectivement leur office au bureau. Matériellement, le fait n'était pas

(283) Pierre ARNAULD, son fils, qui avait succédé le 10 octobre 1603 à son frère Claude ARNAULD (Cf. supra) comme trésorier de France à Paris, mais qui était revenu au catholicisme, ne cumula pas longtemps son office avec des fonctions militaires, car il le résigna, dès janvier 1608. Mestre de camp général des carabiniers en 1613 et colonel du régiment de Champagne en 1622, il « restaura la discipline dans l'armée » (Règlement du 14 août 1623 — Bibl. nat. F 23.740 (440) et eut l'idée de construire devant La Rochelle le fort Louis, qui lui valut le nom de ARNAULD DU FORT et devait assurer plus tard la chute de la ville. Sur le chemin du retour, il mourut à Fontenay-le-Comte le 24 septembre 1624, alors qu'il semblait promis aux plus hautes destinées.

(284) Arch. nat. P 2.689 et 2.771.

(285) Il était major au régiment de Foix quand, en 1660, il avait levé un régiment de cavalerie pour le roi de Portugal, alors en guerre avec l'Espagne, ce qui avait soulevé de graves difficultés diplomatiques — la paix étant faite avec l'Espagne depuis le traité des Pyrénées (1659) — et provoqué toute une série d'incidents tragi-comiques : poursuite jusqu'en Bretagne par les agents du roi, embarquement de justesse, interception du navire par la flotte espagnole... et nous en passons.

impossible, puisque les officiers des armées ne servaient habituellement que six mois par an et que, depuis 1627, les trésoriers n'étaient astreints en principe qu'à trois mois de service au bureau.

g) *Fonctions universitaires.*

Certains bureaux, et notamment ceux d'Aix, Bourges, Montpellier, Orléans, Poitiers et Toulouse, étaient établis dans des villes qui étaient le siège d'une Université.

Aussi, n'est-il pas étonnant que des liens se soient établis entre les bureaux et les universités, surtout dans les matières juridiques (286). A sa création, l'office d'avocat du roi à Bourges fut levé, par exemple, par le fils du successeur de CŮJAS; plus tard, un POTHIER figurera au bureau d'Orléans.

Certains trésoriers de France furent professeurs titulaires, par exemple Charles GOULLU (1672-1742), trésorier de France à Moulins depuis 1716, docteur régent et professeur aux universités de Bourges et d'Orléans, sans que personne, semble-t-il, n'ait formulé d'objections.

h) *Bénéfices et fonctions ecclésiastiques.*

L'état ecclésiastique n'était pas incompatible avec l'exercice d'un office de trésorier de France. Si rares furent les hommes d'église qui achetèrent personnellement un tel office (287), nombreux furent ceux qui reprirent celui de leur père ou de leur frère. D'autres entrèrent dans les ordres quand ils étaient en charge.

Quant à la tenue des bénéfices ecclésiastiques, elle avait été expressément prévue par des textes anciens qui avaient même accordé aux trésoriers de France un droit « d'indult » et de nomination sur divers bénéfices, comme aux officiers du Parlement et de la Chambre des comptes (288).

Grégoire GAULMIN (vers 1632-1686), pour qui Gilbert GAULMIN avait levé, comme pour son frère, un office de trésorier de France à Moulins de la création de mai 1635, fut, en même temps qu'aumônier ordinaire du roi, abbé commendataire du Montet-aux-Moines.

Si, pour le xv^e siècle et le début du xvi^e on trouve encore des cumuls de fonctions de trésorier de France et d'évêque, il ne s'en

(286) Nous rappelons que Antoine LOYSEL (1536-1617) fut conseiller à la Chambre du Trésor et que Jean BACQUET (vers 1525-1597), le théoricien du droit du domaine, fut avocat du roi à la même Chambre.

Louis LE PELETIER (vers 1595-1653), trésorier de France à Grenoble, avait épousé la petite-fille de Pierre PITHOU (1539-1596).

(287) On peut en citer pourtant au moins deux exemples pour le xviii^e siècle : Jean-Charles TARDIF, né en 1699, prêtre de l'Oratoire, trésorier de France à Caen de 1734 à 1754; Joseph LE NORMAND, né en 1703, docteur en théologie, archidiacre de la cathédrale de Limoges, trésorier de France à Limoges de 1741 à 1763.

(288) Cf. MIRAUMONT : « Mémoires sur l'origine et l'institution des Cours souveraines et autres juridictions estants dans l'enclos du Palais », Paris, 1584, p. 468.

rencontre plus guère par la suite qu'avec des canonicats; ce fut le cas notamment, pour Jean-Baptiste de VERTHAMON (1608-1688), trésorier de France à Bordeaux de 1632 à 1670, chanoine et archidiacre de Josas en l'église métropolitaine de Paris (Notre-Dame) (289).

B. — CUMULS AVEC DES FONCTIONS AUPRÈS DES ETATS.

Indépendamment des « commissaires » désignés par le roi pour le représenter auprès des Etats, certains trésoriers de France furent parfois choisis par des Etats comme leurs représentants permanents. Ce fut le cas pour Bernard d'ESPAIGNE, trésorier de France à Toulouse, qui cumula avec ses fonctions celles de syndic des Etats du Languedoc à partir de 1603. Quand il y renonça, en février 1616, les Etats lui votèrent une gratification de 2.000 livres. Il la refusa « ne pouvant accepter, estant trésorier de France et lui estant défendu par les ordonnances » (290).

A la vérité, les « ordonnances » devaient au moins autant défendre le cumul des fonctions que celui des rémunérations. Le geste de Bernard d'ESPAIGNE mérite cependant d'être retenu, pour autant qu'il ne se soit pas aussi expliqué par la modicité relative du chiffre proposé...

C. — CUMUL AVEC DES FONCTIONS MUNICIPALES OU HOSPITALIÈRES.

S'ils le désiraient (291), les trésoriers de France pouvaient librement cumuler, avec leur office, des fonctions municipales. De fait, un grand nombre d'entre eux furent maire ou échevin de leur ville. A Amiens, plusieurs trésoriers de France furent premiers échevins; à Lyon, ils furent fréquemment prévôts des marchands; à Moulins, de 1634 à 1692, les trésoriers occupèrent pratiquement la mairie en alternance avec les officiers du présidial (292); à Poitiers, ils comptèrent treize maires de 1578 à 1634; à Orléans et à Tours, la proportion ne fut guère moindre; à Soissons, les dix maires qui se succédèrent de 1665 à 1692 furent tous des trésoriers de France (293); à Toulouse, les trésoriers de France fournirent un certain nombre de capitouls; à Montpellier, des premiers consuls; à Dijon, des vicomtes mayeurs (294).

(289) Le bureau des finances de Bordeaux s'était opposé en 1636 à ce qu'il se défit de son office au profit d'un flamand retiré depuis quelque temps dans le faubourg des Chartrons (Arch. dép. de la Gironde C 3.972).

(290) DE VIC et DON VAISSÈTE : « Histoire du Languedoc », t. XIII, p. 194. Nous rappelons que cette histoire fut commandée aux bénédictins par les Etats du Languedoc.

(291) Nous rappelons qu'ils ne pouvaient y être contraints (Cf. *supra*, p. 97), du moins quand ces fonctions ne constituaient pas, comme à La Rochelle, une charge d'emploi.

(292) Cf. M. François DUMONT, *op. cit.*

(293) Cf. : Pierre DUBUC : « L'intendance de Soissons sous LOUIS XIV » — Thèse, 1902 (Bibl. nat. 8° Lf 34 bis 15).

(294) L'exercice des fonctions de maire ou d'échevin n'était pas sans

Il est à noter qu'à Bourges, Lyon, Nantes, Poitiers, Toulouse et Tours, les fonctions précitées avaient l'avantage de conférer la noblesse immédiate à ceux qui en étaient investis (295) et ce privilège, supprimé par Louis XIV (296), devait être partiellement rétabli par lui suivant un édit de juin 1691, vérifié à la Chambre des comptes le 13 juillet.

En 1692, lors de la transformation, dans nombre de villes, des fonctions de maire en un office vénal, la situation prit un autre aspect et nous n'avons pas trouvé d'exemple de trésoriers de France qui aient acquis un tel office.

A La Rochelle, toutefois, l'édit de création du bureau d'avril 1694 disposa expressément que l'office de maire serait exercé par le trésorier de France le plus ancien, puis, d'année en année, par chacun de ses collègues dans l'ordre du tableau (297).

*
* *

Il arrivait que des trésoriers de France occupassent dans les villes d'autres fonctions que celles de maire ou d'échevin. C'est ainsi qu'à Rouen, suivant des L. P. du 30 décembre 1657, un trésorier de France était, de droit, capitaine d'une des douze compagnies bourgeoises de la ville; il était nommé par le gouverneur de la Normandie sur présentation du bureau (298).

Nombre de trésoriers de France cumulèrent, avec leurs offices, des fonctions dans des établissements hospitaliers ou charitables. C'est ainsi qu'à Lyon beaucoup de trésoriers furent recteurs, puis présidents du bureau de l'Hôtel-Dieu ou de celui de la Charité; ces fonctions entraînaient dans le « cursus honorum » lyonnais; loin d'être lucratives, elles exigeaient d'ailleurs traditionnellement d'importants sacrifices de leurs titulaires à leur entrée en charge.

entraîner certaines responsabilités. C'est ainsi qu'en mars 1648 Nicolas de CHASTILLON, sgr d'OGER (1607-1673), trésorier de France à Châlons, de passage à Paris, y fut incarcéré en la prison de For l'évêque en la prétendue qualité d'échevin de la ville, en raison notamment de taxes par elle dues du fait de ses octrois. Après avoir démontré qu'il n'exerçait aucune fonction municipale et qu'il était personnellement exempt de toute contribution aux charges de la ville, il fut libéré en vertu d'un arrêt du Conseil du roi le 1^{er} avril 1648 déclarant son emprisonnement « injurieux, tortionnaire et déraisonnable » et ordonnant qu'il lui fût rendu tout ce qui lui avait été pris et notamment son cheval (Arch. nat. E 229c, f^o 48 r^o). L'incident ne porta pas préjudice à la nomination, plus tard, de Nicolas de CHASTILLON comme lieutenant du roi à Châlons et chevalier de son ordre (St-Michel).

(295) C'était ce que leurs contemporains appelaient la « noblesse de cloche ».

(296) Edit de mars 1667 (Bibl. nat. F 21.059 (16)).

(297) Une déclaration du roi du 5 février 1718 (Bibl. nat. F 20.976) (16) rendit de nouveau électives les fonctions de maire de La Rochelle.

(298) Arch. comm. de Rouen, carton 413 et VANNIER, *op. cit.*

D. — CUMULS AVEC DES ACTIVITÉS PRIVÉS.

a) *Commerce.*

Nous avons dit, au titre du chapitre II, que l'exercice d'un office de trésorier de France était incompatible avec celui d'un commerce et quelles garanties étaient exigées à l'origine par la Chambre des comptes pour assurer le respect de cette règle. Plus tard, au XVIII^e siècle, la règle fut appliquée avec moins de rigueur (299) et dans son journal, Léonard MICHON (1675-1746), avocat du roi au bureau des finances de Lyon, fait mention de divers trésoriers qui avaient conservé en sous-main, avec des prête-noms, leurs anciennes affaires (300). On fermait les yeux sur leur situation.

Si les trésoriers de France ne pouvaient régulièrement tenir de commerce, il leur était également interdit de faire des actes de commerce et cette interdiction leur fut rappelée à l'occasion, notamment par le Parlement de Dijon en 1694 (301).

Par ailleurs, l'article 12 du « bail général des aides » du 1^{er} octobre 1611 leur avait expressément interdit de prendre des parts dans les fermes des aides et de s'y associer.

b) *Professions libérales (avocats, médecins, architectes).*

S'il n'était pas dans les usages qu'un trésorier de France exerçât la profession d'avocat, il ne semble pas qu'il y eût à cet égard d'impossibilité légale (302) et l'on pourrait peut-être trouver des cas où le fait se produisit. Il était, d'ailleurs, dans chaque bureau, un personnage pour qui l'exercice de la profession d'avocat n'aurait guère été contestable, c'était le premier avocat du roi (sur le domaine), payé à taux réduit parce que la charge n'absorbait qu'une partie de son activité (303).

Plus tard, une situation analogue, mais beaucoup plus caractérisée, devait se produire pour les substituts des avocats et procureurs

(299) A signaler que, évidemment par extension des dispositions autorisant les gentilshommes à exercer sans déroger le métier de verrier, Pierre HELY (1700-1756) put être, en même temps que trésorier de France à Rouen, maître de verrerie (Bibl. nat. f^o Fm 12.200).

(300) Le journal de Léonard MICHON est conservé au musée de Gadagne à Lyon où il peut être consulté.

(301) Pour les trésoriers de France Jean-Bernard VAUTHIER (1666-1742) en fonctions de 1691 à 1724 et VIOLET (Arch. dép. de la Côte-d'Or C 2.082 *ter*, f^o 145).

(302) A Aix, les fils des trésoriers de France étaient dispensés, comme ceux d'avocat, du « droit de chapelle » exigé de tout nouvel avocat lors de son inscription au barreau (Cf. Arrêt du Parlement de Provence du 18 avril 1641, cité dans FOURNIVAL, p. 811).

(303) Pour les Chambres des comptes pourtant, la question avait été débattue, notamment lors de la réception à celle de Paris comme avocat du roi du célèbre avocat Etienne PASQUIER (1529-1615), l'auteur des « Recherches de la France », qui avait accepté de renoncer à plaider et à écrire, mais avait entendu se réserver le droit de donner des consultations. Le 17 octobre 1585, la Chambre avait semblé admettre cette proposition en lui interdisant seulement de postuler (Cf. BOISLISLE : Chambre des comptes de Paris, p. 169).

du roi créés par un édit d'avril 1696 (304), dont les gages modestes — 300 livres — ne pouvaient être qu'un appoint pour l'exercice de la profession d'avocat ou celui d'une charge de procureur postulant.

*
**

En ce qui concerne la médecine, nous n'avons rencontré qu'un exemple d'exercice simultané de la profession avec celle d'un office de trésorier de France (305), mais spectaculaire et qui semble n'avoir jamais provoqué de protestations, celui de Charles de LORME (1584-1674), trésorier de France à Bordeaux de 1631 à 1656, qui avait succédé à son père en 1637 comme premier médecin du roi (306); il exerçait en outre, à titre privé, son art dans les conditions dont toute une série d'historiettes de TALLEMANT DES RÉAUX nous a conservé le souvenir (307).

*
**

Si, au xvr^e siècle, Philibert DELORME (308) (vers 1515-1570) avait figuré parmi les maîtres des comptes de la Chambre de Paris, il ne semble par qu'au xviii^e siècle il se soit trouvé des architectes parmi les trésoriers de France. Au siècle suivant, Charles JU (1664-1743) cumula à partir de 1723, sans dispense, mais aussi sans provoquer de protestation, un office de trésorier de France à Bourges et les fonctions d'architecte du duc d'ORLÉANS.

III. — Pourquoi, en définitive, l'on devenait trésorier de France : les trésoriers de France dans la vie sociale.

Nous avons passé en revue les avantages que présentait la possession d'un office de trésorier de France et mis en balance les obli-

(304) Comme d'ailleurs dans toutes les juridictions royales, tant ordinaires qu'extraordinaires (Bibl. nat. F 23.616 (100 à 107).

Les substituts aux bureaux des finances furent supprimés au début du xviii^e siècle, sauf deux cas particuliers (Metz et Lille).

(305) D'autres trésoriers de France seront docteurs en médecine comme Henri de BARBEYRAC (1659 après 1724), trésorier à Montpellier en 1702, et Joseph-Amable DUFOUR (1721 après 1790), trésorier à Riom en 1750, mais nous n'avons pas la preuve qu'ils exerçassent effectivement leur art.

(306) Il était également titulaire de l'office d'intendant des eaux minérales de France, et, à ce titre, assura la réputation de Bourbon-l'Archambault. TALLEMANT DES RÉAUX insinue d'ailleurs qu'il avait été sondoyé à cet effet par les habitants de la station (Edition de 1862, t. III, p. 356).

(307) *Ibid.*, p. 338 et suivantes.

(308) Sans lien avec Thomas de LORME, trésorier de France à Montpellier, bien qu'ils eussent tous deux un frère, à la fois commissaire des guerres et valet de chambre du roi; ils étaient également l'un et l'autre sans lien avec Jean de LON DE LORME, trésorier de France à Châlons (1595-1637) (père de Marion DELORME), bien que Thomas de LORME ait cédé en 1595 son office à un Jean DELON. (D'aucuns s'y sont parfois trompés).

gations, les charges financières, les responsabilités et autres dangers qu'elle comportait, ainsi que les incapacités qui en résultaient.

Si les trésoriers de France bénéficiaient d'exemptions fiscales non négligeables, mais qu'ils auraient pu obtenir par d'autres moyens, ils retrouvaient à peine l'intérêt des sommes qu'ils avaient dû déboursier pour entrer dans leur bureau.

Par ailleurs, si l'exercice de leur office leur valait quelques satisfactions d'amour-propre, il pouvait leur causer bien des ennuis.

Pourquoi donc voulait-on être trésorier de France ?

Ce qui vient d'être dit à l'occasion des cumuls de fonctions fait pressentir la réponse à cette question. Elle apparaîtra plus nettement à l'examen de la situation sociale des trésoriers de France.

Dans le passé, et sans remonter à l'époque où l'on trouvait des princes du sang parmi eux (309), les trésoriers de France étaient des personnages considérables, de rang presque ministériel; en dehors de leurs attributions normales, pourtant de premier plan, ils avaient la charge d'assurer la trésorerie royale en servant d'intermédiaire entre le roi et les banquiers ou les gens qui en tenaient lieu; ils n'y perdaient pas. Ils mariaient leurs filles aux plus grands seigneurs et à ce titre figurent parmi les ancêtres des plus hauts personnages des siècles suivants et même des rois (310).

Au xvi^e siècle, la perte de leur rôle quant à la trésorerie et, par ailleurs, l'augmentation de leur nombre et leur éloignement dans les provinces diminuèrent leur situation, mais ils y acquirent une grande influence qui permit à leurs descendants de revenir avantageusement auprès du roi. De fait, ils seront à l'origine de la plupart des dynasties de grands commis de l'ancien régime.

Du bureau d'Amiens, viendront notamment les d'AGUESSEAU, les TRUDAINE;

De celui de Bordeaux, les SECONDAT DE MONTESQUIEU, les de GOURGUES, les MARTIN DE LAUBARDEMONT;

De celui de Bourges, les de BRISACIER et les FOUCAULT;

De celui de Caen, les DURET de CHEVRY, les LESCALOPIER, les de MUSSET;

De celui de Châlons, les MOLÉ, les BAZIN DE BEZONS;

De celui de Dijon, les de GANAY et, plus tard, les de LA MICHODIÈRE, les GRAVIER DE VERGENNES;

De celui de Grenoble, les SERVIEN, les LE PELETIER et par eux les TURGOT, les GRATET DE DOLOMIEU;

De celui de Limoges, les de VERTHAMON;

(309) Notamment, Louis d'ORLÉANS (1372-1407), frère de CHARLES VI, qui succéda en 1402 à Charles d'ALBRET comme général des finances en Languedoil.

(310) Notamment, les ROBERTET et les BABOU de LA BOURDAISIÈRE, par l'intermédiaire des maisons d'ESTRÉES, de VENDÔME et de SAVOIE : ce fut d'ailleurs pour LOUIS XV une source inépuisable de plaisanteries, les femmes de la famille BABOU de LA BOURDAISIÈRE étant restées célèbres par leur légèreté et l'une d'elles passant pour avoir eu successivement les faveurs du roi (FRANÇOIS I^{er}), de l'empereur (CHARLES-QUINT) et du pape (CLÉMENT VII).

De celui de Lyon, les CAMUS, les SCARRON, les PELLOT;
De celui de Montpellier, les d'AIGREFEUILLE, les RATABON, les de FLEURY;
De celui de Moulins, les FEYDEAU, les GAULMIN;
De celui d'Orléans, les de CASTILLE (311), les de BEAUHARNAIS, les LE TONNELIER DE BRETEUIL;
De celui de Paris, les HURAU, les de NEUFVILLE DE VILLEROI, les LE FÈVRE DE CAUMARTIN, les de BRAGELONGNE (312), les de CHAULNES, les PASQUIER, les AUGET DE MONTHYON;
De celui de Poitiers, les de SAINT-MARTHE;
De celui de Riom, les AMELOT, les ARNAULD, les PASCAL, les TUBEUF;
De celui de Rouen, les ROBERTET, les SUBLET DE NOYERS;
De celui de Soissons, les d'AUBRAY, les DESMARETS;
De celui de Toulouse, les de FIEUBET;
De celui de Tours, les BABOU DE LA BOURDAISIÈRE, les BERTRAND DE LA BAZINIÈRE et les TASCHEREAU.

Au XVII^e siècle, en dépit de leur multiplication, il resta de leur origine un prestige qui rejaillit sur les personnages de rang moindre qui accédèrent à leurs fonctions. Nous avons vu, au titre des cumuls de charges, que les trésoriers de France occupaient alors nombre de postes importants et représentaient notamment une fraction notable, sinon des conseillers d'État, du moins de ceux à qui avait été donné le titre : ils comptaient également un nombre honorable de chevaliers de l'ordre du roi (Saint-Michel), quelque 15 % de l'effectif.

En dehors des fonctions publiques, leur influence n'était pas moindre. Prenons l'exemple de la littérature : presque tous les grands écrivains de l'époque étaient trésoriers de France ou touchaient de près à un trésorier de France :

Le poète Philippe DESPORTES (1546-1606) était frère de Thibaut DESPORTES (vers 1550-1631), trésorier de France à Rouen (313).

Le poète Mathurin RÉGNIER (1573-1613) était neveu des précédents.

Le poète François de MALHERBE (1555-1628) avait pour chef de sa famille François de MALHERBE (vers 1575-1650), président et trésorier de France à Caen.

René DESCARTES (1596-1650), s'il n'était pas apparenté à des trésoriers de France, vécut dans leur société et mourut chez l'un d'eux, Pierre CHANUT (1601-1662), président et trésorier de France à Riom, ambassadeur à Stockholm.

(311) D'autres de CASTILLE furent trésoriers de France à Moulins et à Rouen. Pierre de CASTILLE (1581-1629) fut intendant des finances; Marie-Madeleine de CASTILLE, sa petite-nièce, fut la femme du surintendant FOUQUET (1615-1680).

(312) Des de BRAGELONGNE furent également trésoriers de France à Bourges, Châlons, Moulins et Orléans. Ils appartenaient à une des premières « familles de finances » et tiraient leur origine d'un trésorier d'Isabeau de Bavière qui, d'ailleurs, comme la plupart des financiers de l'ancien temps, avait mal fini.

(313) Secrétaire d'État et ambassadeur de la Ligue à Rome, il joua un rôle important dans les tractations qui aboutirent à l'entente avec HENRI IV.

Les ARNAULD étaient fils, petit-fils et frères de trésoriers de France à Orléans, Riom et Paris.

Pierre CORNEILLE (1606-1660) était beau-père de Jacques de FARCY (1630-1712), trésorier de France à Alençon.

Paul SCARRON (1610-1660) était petit-fils de Pierre SCARRON (vers 1540-1607), trésorier de France à Lyon.

Madame de MOTTEVILLE (1621-1689), femme de chambre d'Anne d'AUTRICHE et mémorialiste célèbre, était veuve d'un trésorier de France et premier président de la Chambre des comptes de Rouen.

Blaise PASCAL (1623-1662) était petit-fils de Martin PASCAL (vers 1555-1610), trésorier de France à Riom et, en ligne maternelle, proche parent de plusieurs trésoriers de France à Riom.

Le poète CHAPELLE (1625-1686) était fils naturel de François LHUILLIER (vers 1595-1652), trésorier de France à Paris.

L'abbé de RANCÉ (1626-1700) était fils de Denis BOUTHILLIER (vers 1595-1652), trésorier de France à Dijon.

Jacques-Bénigne BOSSUET (1626-1694) était proche parent d'André de BRETAGNE (1622-1682), trésorier de France à Dijon, et d'autres trésoriers de France du même bureau.

La marquise de SÉVIGNÉ (1626-1694) était nièce de Philippe de COULANGES (1595-1659), trésorier de France à Paris; elle était également proche parente de divers trésoriers de France à Dijon.

Jean RACINE (1636-1699) était trésorier de France à Moulins; il était, de plus, gendre et beau-frère de trésoriers de France à Amiens et à Orléans, les de ROMANET.

Jean de LA BRUYÈRE (1645-1690) était trésorier de France à Caën.

La marquise de LAMBERT (1647-1733) était fille de Etienne MARGUENAT (vers 1590-1648), trésorier de France à Châlons.

Jean-François REGNARD (1655-1709) était trésorier de France à Paris.

Le duc de SAINT-SIMON (1675-1755) était petit-gendre de Nicolas FRÉMONT (1622-après 1689), trésorier de France à Aix.

MOIÈRE est un des rares hommes de lettres de l'époque qui aient échappé à la règle (314).

La littérature n'est qu'un exemple : dans les autres disciplines, il pourrait être fait des constatations semblables.

Il n'y a guère que la haute noblesse (315) et, sauf les exceptions qui ont été indiquées plus haut, les armes qui fussent alors étrangères aux trésoriers de France. Leurs enfants et petits-enfants entrèrent toutefois dans l'armée et y obtinrent parfois des succès; le

(314) Un lien — d'une nature un peu particulière, il est vrai — l'un't cependant à un trésorier de France : au cours d'un séjour à Pézenas en 1654, il connut Isabelle de PEYRAT, femme de François de MIRMAND, baron de FLORAC, trésorier de France à Montpellier. De leurs amours naquit en 1655 une fille, Française-Isabelle.

(315) Le seul grand seigneur qui ait appartenu à un bureau des finances après le xvi^e siècle fut Anne-Charles-Sigismond de MONTMORENCY, marquis de ROYAN, puis duc de LUXEMBOURG, chevalier d'honneur au bureau de Paris à partir de 1768.

maréchal de LUXEMBOURG était, par sa mère, le petit-fils de Jean de VIENNE (1558-1608), d'une humble famille de Sarlat, trésorier de France à Bordeaux avant d'être intendant des finances et président à la Chambre des comptes de Paris.

Sous les réserves indiquées, les trésoriers de France touchaient à tout ce qu'il y avait de « bien », voire même de moins bien dans le pays : la duchesse de LA VALLIÈRE (1644-1710) était la petite-fille du second Jean LE BLANC (vers 1538-1650), trésorier de France à Tours; Marion DELORME (1611-1650) était fille de Jean de LON DE LORME (vers 1569-1639), trésorier de France à Châlons et petite-nièce des DONON, trésoriers de France à Paris (316); la marquise de BRINVILLIERS (Marie-Madeleine d'AUBRAY — 1630-1676), femme d'un GOBELIN, était la petite-fille de Claude d'AUBRAY, trésorier de France à Soissons.

Si l'on prend au hasard aux Archives nationales ou à la Bibliothèque nationale un acte notarié de l'époque, on y trouve presque toujours mention d'un trésorier de France.

En un mot, ils étaient en rapport avec tout ce qui représentait le mérite, l'influence et la fortune, sans qu'il nous soit possible de dire si leur qualité en était la cause ou l'effet.

(316) Sa rivale, Ninon de LENCLOS (1620-1705) était co-propriétaire avec Gérard du BURG, fils et petit-fils de trésoriers de France à Bordeaux, de la maison de la rue des Tournelles qu'elle habitait à Paris. Ils se firent donation mutuelle de leur part le 9 juin 1661 (Arch. nat. Insinuations Y 98 f° 304).

CHAPITRE IV

FONCTIONS DES TRÉSORIERIS DE FRANCE

Dans le « Traité de la Chambre des comptes » de Claude de BEAUNE de 1647 (1), il était prévu, à la question : « En quoi consiste la charge d'un trésorier de France ? », la réponse suivante :

« En trois points principaux :

A recognoistre les commodités et incommodités des élections pour leur départir partie de ce que le roi veut être levé;

à avoir l'œil sur les réparations du domaine afin qu'il ne péricisse;

et vérifier les états des receveurs particuliers et généraux et commissaires pour cognoistre s'ils ont fait leur charge suivant les états par estimation qui leur ont été octroyés en commencement d'année à l'instar de ceux du Conseil et savoir si les cautions baillées par les comptables sont vivantes ».

C'était un peu sommaire (2).

(1) Nous rappelons que ce « Traité » était le manuel du candidat à l'examen d'admission aux charges de la Chambre des comptes et des bureaux des finances.

(2) Le traité donnait toutefois, t. II, p. 185 à 187, dans sa partie théorique, un aperçu un peu plus détaillé des attributions des trésoriers de France :

« Le devoir et office des trésoriers généraux de France consiste en la cognoissance et direction du domaine et des finances, desquelles les unes provenans du receveur du domaine sont appelez ordinaires par distinction des extraordinaires procédant des aydes, tailles, grenier à sel, gabelles et impositions, et autres levées qui se font sur les sujets du roy, qui doivent estre employez aux effets ausquels elles sont destinées, ayant esgard pour le domaine qu'il ne soit fait aucune entreprise ny usurpation sur iceluy; duquel ce qui est muable ordinairement est donné à ferme, comme aussi les aydes et quelques subsides; empescher qu'il ne soit fait aucune levée sur le peuple sans lettres patentes du roy; faire et dresser aux receveurs particuliers et généraux les estats par estimation au commencement d'année de la recette et despense qu'ils ont à faire suivant la volonté du roy qui leur est prescrite par son Conseil; vérifier en fin d'année les estats au vray ausdits receveurs ou comptables de recette et despense par eux faite, pour sur iceux et avec les acquits compter en la Chambre; et prendre garde que tous officiers qui sont dans le ressort de leur généralité comme receveurs ordinaires et receveurs généraux des tailles, taillon, des bois et autres facent leur devoir en leur charge; que lesdits comptables ayent cautions resséantes et solvables bien et deument certifiées et prennent garde qu'il ne soit fait aucune action ny taxation sur le peuple, le tout suivant et conformément aux édicts et ordonnances ».

C'était surtout le point de vue de la Chambre des comptes sur le rôle des trésoriers de France, la Chambre ne voulant s'intéresser ni à leur juridiction sur le domaine, ni à leurs attributions d'administration et de juridiction quant à la voirie.

Sans nous y attarder outre mesure, nous examinerons quelles étaient véritablement dans leurs grandes lignes, vers le milieu du xvii^e siècle, les attributions des trésoriers de France :

1° En matière de finances;

2° En matière de domaine;

3° En matière de voirie;

et compléterons cet examen par l'étude de leurs relations avec les diverses autorités, étude qui fera l'objet du chapitre V.

I. — Finances.

Comme les Chambres des comptes, les trésoriers de France avaient en principe la connaissance de toutes les finances du roi, c'est-à-dire, selon JOUSSE (3), « toutes les impositions pécuniaires établies par le souverain ou accordées par le peuple sur les biens de ses sujets ou sur leurs personnes lui appartenant en vertu de sa souveraineté et notamment les tailles, aides, gabelles, traites foraines, étapes, décimes et octrois des villes » (3).

1) *IMPOTS.*

A. — TAILLES ET IMPÔTS ANALOGUES.

a) *Répartition de la taille.*

aa) *Pays d'élections.*

Parmi les attributions des trésoriers de France en matière d'impôt, la plus importante concernait, dans les pays d'élections, la taille (4) impôt direct de répartition qui, avec ses annexes, repré-

(3) Daniel Jousse : « Traité de la juridiction des trésoriers de France tant en matière de domaine et de voirie que de finances ». Paris, 2 vol. in-16, 1777.

(4) Nous rappelons que la taille royale avait été instituée au xiv^e siècle, d'abord sous le nom de « fouage » (impôt établi par foyer) qu'elle avait notamment conservé en Bretagne. Elle avait peu à peu évincé la taille seigneuriale, levée par les seigneurs sur les roturiers habitant leurs terres, soit d'après l'ensemble de leurs revenus, soit d'après l'importance de leurs tenures. En 1439, cette substitution avait été consacrée par une décision des Etats généraux qui avaient rendu permanente la taille royale.

Dans la plupart des pays d'Etats et certains pays d'élections et notamment la Haute Guyenne, la taille était « réelle », c'est-à-dire établie sur les biens,

sentait au total plus de la moitié des ressources de l'Etat (5).

Suivant l'édit de mai 1636 créant le bureau des finances d'Alençon, qui peut être considéré comme synthétisant la réglementation applicable aux trésoriers de France à l'époque, les trésoriers de France avaient « la direction de l'imposition et de la levée des tailles ».

La question avait fait l'objet d'innombrables textes (6).

Suivant l'article 344 de l'ordonnance de janvier 1629 (Code Michau), chaque année, au mois de juillet, le Conseil du roi devait adresser à chacun des bureaux des finances, le « brevet de la taille » indiquant la somme qui devrait être levée dans la généralité au titre de l'année suivante (7). Cette somme résultait de la répartition, entre

mais seulement sur les biens roturiers, à l'exclusion des biens nobles et de ceux d'église; aucune distinction n'étant faite par contre suivant les propriétaires, la taille réelle était acquittée aussi bien par les nobles et les ecclésiastiques que les roturiers. Les biens roturiers, pratiquement les seuls biens fonds de l'espèce, étaient inscrits avec évaluation sur une sorte de cadastre, le « compoix », qui était tenu à jour. L'impôt était réparti au prorata de la valeur du revenu de chaque fonds par rapport à la valeur du revenu total des biens roturiers de la paroisse.

Dans le cas général, la taille était personnelle; elle était répartie dans chaque paroisse en proportion des facultés des habitants autres que ceux qui n'étaient pas exempts (nobles, gens d'église, certains officiers, etc...).

(On trouvera p. 497, au titre des finances, la bibliographie relative à la taille).
(5) A l'état du roi pour 1649, la taille et ses crues, le taillon et les subsistances étaient comptés pour 50.294.208 livres 9 deniers, 8 sols sur un total de recettes de 92.000.824 livres 6 sols, 2 deniers (Cf. FORBONNAIS : « Recherches sur les finances », t. I^{er}, p. 259).

(6) Notamment, sans parler des textes antérieurs, édit de novembre 1570 fixant les attributions du second général des finances (contrôle des élus, des assesseurs, des sergents et collecteurs des tailles); édit de mai 1578 donnant pouvoir aux trésoriers généraux d'établir des sergents des tailles; édit de janvier 1580, révoqué en janvier 1586, attribuant aux trésoriers de France la connaissance des appels des sentences des élus sur les surtaux des tailles au plus égaux à 10 livres; règlement de 1598 constituant des commissions composées d'un maître des requêtes, d'un trésorier de France et d'un conseiller à la Cour des aides pour faire le « régallement » des tailles de chaque élection entre les paroisses et assurer l'égalité de la répartition dans chaque paroisse; édit de mars 1600 (Bibl. nat. F 46.908 (5 à 8) et règlement du 8 avril 1600 (FOURNIVAL, p. 406) précisant les obligations personnelles des trésoriers de France et leur enjoignant de se transporter dans les élections où les impositions n'auraient pas été faites dans le temps prescrit, y remédier si possible ou en donner avis au gouverneur ou lieutenant-général et au Conseil du roi; arrêt du Conseil du 27 mars 1600 réglant les fonctions respectives des trésoriers de France, des élus et des receveurs particuliers; règlement du Conseil du roi du 10 novembre 1601 (Arch. nat. E 3b, f° 276 r° et Bibl. nat. Manuscrits français 18.165, f° 160 r°) fixant pareillement les fonctions respectives des trésoriers de France, receveurs généraux et receveurs particuliers, notamment en ce qui concerne le recouvrement des impôts; règlement du Conseil du roi du 20 octobre 1603 (Arch. nat. E 5b, f° 310 r° et Bibl. nat. F 46.912 (17) habitant les trésoriers de France à réformer le département fait les élus; règlement du Conseil du roi du 5 février 1611 sur le département des tailles entre les élections et le contrôle des trésoriers sur le département entre les paroisses (FOURNIVAL, p. 422) ordonnance du mois de janvier 1629 (Code Michau) (Bibl. nat. F 46.965 (3); édit de janvier 1634 (Bibl. nat. F 46.978 (5, 6 et 12); arrêt du Conseil du 8 août 1634 (Bibl. nat. F 23.611 (48); édit de mars 1637 (Bibl. nat. F 46.993 (11 et 12); arrêt du Conseil du 16 janvier 1638 confirmant les dispositions de cet édit.

(7) Le brevet était accompagné traditionnellement d'une lettre de cachet.

toutes les généralités du montant de celles nécessaires pour faire face, avec les autres revenus et impôts, aux besoins de l'Etat pour l'année à venir.

Il appartenait au Bureau d'en proposer la répartition entre les diverses élections de son ressort. A cet effet, le Bureau désignait un trésorier par election pour faire une chevauchée lui permettant de se rendre compte des « commodités et inconvénients » de l'élection, c'est-à-dire de sa situation économique et financière. Au cours de sa mission, le trésorier désigné prenait connaissance des procès-verbaux des chevauchées faites par les élus dans les paroisses. Il se renseignait sur l'état des récoltes et l'activité du commerce des bestiaux; il examinait également la situation des recouvrements de l'année en cours d'après les registres des receveurs de l'élection; il dressait du tout un procès-verbal.

Au retour de leurs chevauchées, en août, les trésoriers s'assemblaient au Bureau pour confronter les résultats de leurs enquêtes et établir un projet de répartition tenant compte des situations constatées; ils l'envoyaient au Conseil du roi en y joignant les procès-verbaux. Après examen et modification s'il y avait lieu, le Conseil du roi adressait au Bureau, au cours du mois de septembre, les « commissions des tailles », fixant le montant définitif de sommes à recouvrer et autorisant leur levée pour la période considérée; les commissions étaient établies par élections : elles étaient examinées par le Bureau; s'il n'avait pas d'observation à formuler sur les montants fixés ou sur les documents mêmes, il leur donnait ses « attaches », c'est-à-dire qu'il leur annexait un papillon portant mention de l'enregistrement et les adressait aux élections (8).

Suivant l'article 40 du règlement de janvier 1634, chaque election aurait été en droit de déférer au Conseil du roi le département effectué, en justifiant, par procès-verbal motivé, qu'elle se trouvait surtaxée et le Conseil aurait pu corriger l'injustice signalée en modérant la taxation de l'élection en cause et en augmentant d'autant celle des autres élections de la généralité. En fait, cette voie de recours n'était guère utilisée et, sous la présidence d'un trésorier de France, généralement celui qui avait fait la chevauchée préalable (9), les élus procédaient dans les huit jours à la répartition de l'imposition indiquée envers les diverses paroisses de l'élection, abstraction faite de

(8) En 1651 l'assemblée des bureaux décida le renvoi de toutes les commissions des tailles au Conseil du roi, la formule employée ne lui ayant pas agréé et donna aux bureaux des instructions à cet effet.

A Bourges, toutefois, le bureau ne vit pas de différence entre le texte des commissions et celui des années précédentes (lettre n° 225 du 5 avril 1651).

A Châlons, six commissions sur onze étaient déjà entre les mains des élus qui refusèrent de les restituer (lettre n° 226 du 5 avril 1651).

A Bordeaux, il était également trop tard (lettre n° 228 du 4 avril 1651, lue le 16 à l'assemblée).

(9) Du moins, sous le régime de l'édit de mars 1637 (Bibl. nat. F 46.993) (11 et 12). Nous verrons ci-après, au titre des relations des trésoriers de France avec les élections, les difficultés qui s'élevèrent à ce sujet.

certaines villes qui étaient exemptes de la taille (10). Comme pour celle entre les élections, il était tenu compte des « commodités et inconvénients » de chaque paroisse, et de la « force et faiblesse des villes et des bourgs » ; la répartition s'inspirait de celles des années précédentes, mais en faisant état de la variation du nombre des « feux » de la paroisse du fait de l'arrivée ou du départ de chefs de famille dans la paroisse (11), et également des pertes et accidents qui avaient pu se produire depuis lors. La contribution exigible de chaque paroisse lui était notifiée par un mandement.

Tout comme l'élection, la paroisse était en droit de se dire surtaxée et de déférer sa taxation à la juridiction de l'élection ; alors, l'affaire était presque toujours évoquée par le Conseil du roi ; les contestations restaient d'ailleurs rares, d'autant que, pour les éviter, les élus se gardaient de faire connaître aux paroisses les taxations des autres paroisses de l'élection.

Dans chaque paroisse, des assesseurs-collecteurs (12) étaient tirés au sort par l'assemblée générale, de préférence parmi les habitants qui n'avaient pas déjà été contraints de remplir ces fonctions ; ils avaient à procéder à l'ultime opération : la répartition entre les redevables, sans omettre les « faux nobles » (13), les « faux exempts » et les « coqs de village ».

(10) En ce qui concerne les villes, on distinguait :

1° Les villes franches, exemptes de toute taille, mais devant en contre-partie remettre au roi tous les trois ans, sur le produit de leurs octrois, une somme forfaitaire dite « subvention » ; il y avait en moyenne trois ou quatre villes franches par généralité. (Le traité de la Chambre des comptes de Paris de 1647 parle « de villes affranchies » qui auraient été celles où le roi avait sa demeure et qui auraient été exemptes de la taille, non du taillon, mais ce traité était très en retard sur son temps).

2° Les villes abonnées, qui versaient une somme invariable jusqu'à dénonciation de l'abonnement.

3° Les villes taillables, mais dont certaines avaient l'avantage d'être imposées par le Conseil du roi (le montant de leur imposition était porté dans les commissions des tailles).

(11) Opération alors connue sous le nom de « changement d'octroi ».

(12) A l'origine, les fonctions d'assesseur et de collecteur étaient séparées ; les collecteurs, pécuniairement responsables, avaient à supporter les conséquences des erreurs commises par les assesseurs dans la détermination des articles du rôle de la paroisse ; c'est pour mettre fin à cette situation que les fonctions avaient été réunies par l'édit de mars 1600 (Bibl. nat. F 46.908 (5)).

Quand les habitants de la paroisse ne procédaient pas eux-mêmes à la désignation des assesseurs-collecteurs ou désignaient des « gens de néant ou insolubles », les élus, puis les trésoriers de France devaient en nommer d'office ou les remplacer (arrêt du Conseil des 27 novembre 1641 et 16 avril 1643).

(13) La noblesse attribuée à certains habitants des paroisses, généralement les plus riches, risquait de déséquilibrer la répartition de la taille ; aussi la situation de la paroisse était-elle prise en considération par la Chambre des comptes, lors de la vérification de lettres d'anoblissement. Une indemnité était d'ailleurs parfois exigée du nouvel anobli par sa paroisse, « l'indemnité du peuple ».

Le fait explique également les révocations d'anoblissement prononcées périodiquement, notamment en 1583, 1593, 1600, 1629, 1634, 1664, 1669, 1715, 1716, et d'autre part les recherches de noblesse opérées notamment de 1664 à 1668 pour ramener au paiement de la taille tous ceux qui ne pouvaient justifier de titres suffisants (noblesse ancienne, anoblissement régulier ou jouissance continue et sans contestation des avantages de noblesse pendant cent ans).

Un arrêt du Conseil du roi du 11 septembre 1608 qui invoquait d'anciennes

A cet égard, un règlement du Conseil du roi du 20 octobre 1603 (14) avait accordé aux trésoriers de France le pouvoir de taxer d'office les redevables abusivement omis aux rôles paroissiaux ou insuffisamment taxés (15). Le système avait été abandonné et un arrêt du Conseil du 11 septembre 1608 (16) avait confié aux élus le soin de reviser les rôles des tailles en taxant les personnes indûment exceptées ou trop faiblement imposées.

L'édit de janvier 1634 (17) avait prévu que seraient obligatoirement taxés d'office les « juges de seigneurs particuliers, substitués de procureurs généraux, officiers de greniers à sel, procureurs fiscaux, notaires royaux et autres, avocats, greffiers, procureurs postulants, fermiers et métayers de nobles et ecclésiastiques, élus, grenetiers, contrôleurs et autres personnes pouvant avoir crédit ou autorité sur le public » (art. 16). Était laissée à l'initiative des élus la taxation d'office des habitants des paroisses qui, sans prérogatives publiques, abusaient de leur influence pour se faire exempter ou taxer trop légèrement.

Un édit de mars 1637 (18) avait rendu aux trésoriers de France le droit de taxation d'office (19).

L'assiette de l'impôt étant ainsi établie, son recouvrement était à la charge des receveurs particuliers des tailles qui étaient mis en possession des commissions des tailles et du département effectué entre les paroisses. Ils n'avaient, en principe, à connaître que les paroisses, représentées par les assesseurs-collecteurs.

Ces derniers étaient personnellement responsables du versement de la contribution exigée de la paroisse tout entière, mais en droit, sinon en fait, leur situation ne différait guère à cet égard de celle des autres habitants, la « solidité » (solidarité) ayant été établie entre eux tous pour le paiement des tailles et impositions assimilées. Le défaut de paiement de l'imposition exigible de l'ensemble de la paroisse autorisait, après la délivrance d'une contrainte solidaire visée par un élu, le recours à des mesures d'exécution, ainsi que l'emprisonnement

ordonnances, avait prescrit aux trésoriers de France de lui envoyer chaque année un état des personnes se déclarant exemptes de la taille avec les causes de leurs exemptions. En ce qui concerne les nouveaux anoblis, cette tâche était facilitée du fait que les anoblis étaient tenus de faire enregistrer au bureau leurs lettres de noblesse, après vérification par la Chambre des comptes.

(14) Arch. nat. E 5^b, f° 310 et Bibl. nat. F 46.912 (17).

(15) Bibl. nat. Manuscrits français 21.419, f° 132.

(16) Arch. nat. E 18^b, f° 27 r° et AD + 145, n° 14; Bibl. nat. Manuscrits français 10.842, f° 98 r°.

(17) Bibl. nat. F 46.978 (1 à 6).

(18) Bibl. nat. F 46.993 (11 et 12).

(19) A l'origine, cette mesure était une manifestation de défiance contre les intéressés. Par la suite, elle fut considérée comme destinée à empêcher leur surimposition par les assesseurs et partant comme un avantage. Plus tard au XVIII^e siècle, on en parla officiellement comme d'un privilège attaché à certaines fonctions et, pour encourager des professions comme celles de chirurgien et de sage-femme dans les campagnes, diverses généralités (notamment Tours et Châlons) leur accordèrent la faveur de taxes d'office : les impositions étaient établies sur les déclarations des intéressés, pratiquement sans vérification administrative (Cf. STOURM, *Les finances de l'Ancien Régime et de la Révolution*, t. 1^{er}, p. 55).

des collecteurs, voire même de toute personne inscrite aux rôles, alors même qu'elle aurait acquitté l'intégralité de la contribution à sa propre charge.

Les receveurs particuliers et le receveur général étaient, eux aussi, personnellement responsables de la rentrée des impôts; ils y étaient d'autant plus intéressés que, pour la période qui nous occupe spécialement, ils avaient dû en faire l'avance, parfois même avec une anticipation de deux ou trois ans; cette situation jointe à l'élévation des intérêts servis, les rapprochait de la condition des fermiers. Il y avait toutefois une différence essentielle entre eux et les traitants qui prenaient des tailles en parti. Ces derniers effectuaient eux-mêmes la répartition des tailles entre les paroisses et étaient donc pleinement responsables de la rentrée des impôts, du moins quand leur montant total n'excédait pas les ressources de la généralité ou de l'élection affermée; par contre, quand le défaut de recouvrement n'avait pas un caractère général mais était limité à certaines paroisses, il était toujours possible aux receveurs de soutenir que la répartition avait été mal faite et que les sommes à recouvrer sur ces paroisses excédaient leur facultés; ils pouvaient, le cas échéant, obtenir du Conseil du roi la décharge de leur responsabilité et le remboursement des avances qu'ils n'avaient pu récupérer (20).

Ces considérations soulignent l'importance du rôle des trésoriers de France dans la répartition de la taille et justifient le système, imaginé sous HENRI IV, de l'allocation aux trésoriers de France d'indemnités subordonnées à l'absence de non-valeurs dans la généralité. Elles expliquent aussi les reproches adressés par le Conseil du roi aux trésoriers quand une paroisse avait été imposée au-delà de ses possibilités. L'injustice fiscale se doublait d'une perte pour le roi, perte qui ne pouvait plus être réparée puisqu'il était trop tard pour réviser la répartition effectuée (21).

*
**

Tout ce qui vient d'être dit fait abstraction des intendants et commissaires départis dans les généralités qui, sortant de leurs fonctions judiciaires pour entrer dans le domaine de la finance, avaient

(20) Sur proposition des élus et avis des trésoriers de France, les paroisses, pouvaient en cas de calamité publique, tempête, grêle ou incendie, obtenir également du Conseil du roi la remise ou modération de leurs impositions.

Parfois d'ailleurs, le Conseil du roi prenait les devants; c'est ainsi que le 27 novembre 1600 il avait ordonné aux trésoriers de France de Tours, Soissons, Moulins et Châlons d'avoir égard aux pertes subies par les paroisses qui avaient été ravagées par l'orage et la grêle du mois d'août précédent. (Arch. nat. E 3^b, f^o 361 r^o et Bibl. nat. Manuscrits français 18.165, f^o 198 v^o).

(21) A l'intérieur d'une paroisse, par contre, la surimposition d'un redevable était sans conséquence pour le roi; ce redevable était bien admis à contester devant l'élection le montant de son imposition, mais l'affaire n'était jugée que comme un procès privé entre lui et la paroisse. Au cas de réduction ou de décharge, son montant était à la charge de la paroisse qui l'ajoutait l'année suivante à l'imposition à répartir entre ses habitants.

supplanté les trésoriers de France dans une partie de leurs attributions quant à la taille et aux impositions analogues.

Un arrêt du Conseil du roi du 8 septembre 1634 avait départi des intendants dans les généralités en précisant qu'ils auraient entrée aux bureaux des finances et y présideraient pour le « régallement » des tailles (22). En septembre 1635, un nouvel arrêt du Conseil du roi avait fait défense aux trésoriers de France de procéder avant le 20 octobre de chaque année au département des tailles hors de la présence des commissaires départis. Après un arrêt de règlement du Conseil du roi du 22 août 1642 concernant les impositions de l'année 1643 (23), une déclaration du roi du 16 avril 1643 (24) avait, à titre permanent, habilité l'intendant à présider le bureau des finances pour le département des tailles entre les élections (art. 3), à y procéder seul au cas où les trésoriers de France lui refuseraient la présidence (art. 5), à se transporter avec un trésorier de France au siège de chaque election pour procéder avec seulement trois élus désignés par lui à la répartition entre les paroisses (art. 4), enfin à établir les taxations d'office (art. 8). Dans la mesure où elle fut observée, la suppression des intendants en juillet 1648 aurait amené le retour à l'ancien état de choses si elle n'avait posé le problème des relations entre les trésoriers de France et les élus. Nous étudierons la question au chapitre suivant, au titre des relations des trésoriers de France avec les intendants et les élections au cours de la Fronde (25).

Après la Fronde, les intendants reprirent peu à peu leur emprise et, par le jeu des dispositions de la déclaration du roi du 16 avril 1643 qui resta en vigueur jusqu'à la Révolution, finirent par écarter virtuellement de l'établissement des tailles les bureaux des finances en ne leur laissant que des attributions de façade. Le département de la taille fut, dans une première étape, assuré par l'intendant et deux trésoriers commis par le bureau, puis, en définitive, par le même intendant et un ou deux trésoriers commis par lui ou, sur sa proposition, par le Conseil du roi. Au stade de l'élection, l'intervention de l'intendant devint aussi essentielle et, à celui de la paroisse, il eut la haute main sur les taxations d'office, les élus se trouvant peu à peu réduits au contentieux.

(22) Aux archives départementales de la Gironde, il en existe dans la liasse C 3.978 une expédition portant au dos la mention : « Remis à M. de VERTHAMON, maître des requêtes » (Il s'agit de François de VERTHAMON, sgr puis marquis de MANEVRE (1597-1666), conseiller au Parlement de Paris le 15 août 1618, puis maître des requêtes le 29 mai 1626, frère de Jean-Baptiste de VERTHAMON, trésorier de France à Bordeaux).

Dès 1630, d'ailleurs, le même François de VERTHAMON avait déjà reçu une commission analogue et s'était fait ouvrir les portes du bureau de Bordeaux qui refusait de le recevoir (Arch. dép. de la Gironde C 3.907, f° 78).

(23) Arch. nat. AD + 271.

(24) Bibl. nat. F 23.611 (554).

(25) Cf. infra, p. 426 et suivantes.



A l'origine, les tailles avaient été créées pour couvrir les dépenses militaires en constituant la contribution à ces dépenses de tous ceux qui ne la fournissaient pas en nature, sous forme de service personnel : nobles, francs-archers, etc... Par la suite, leur produit avait été utilisé également pour faire face aux dépenses civiles. En 1549, fut créé un nouvel impôt revenant à l'objet initial de la taille : le taillon, destiné à couvrir la solde des troupes et de la maréchaussée, et représentant au début le quart de la taille. Bien qu'il se perçût suivant les mêmes règles, son recouvrement était confié à des comptables spéciaux, les receveurs généraux et les receveurs particuliers du taillon dont la création avait eu manifestement pour seul but de multiplier le nombre des offices. Dans nombre de généralités toutefois, les offices de receveurs des tailles et du taillon étaient tenus par le même personnage qui prenait alors le titre de receveur général ou de receveur particulier des finances.

Les tailles et le taillon étaient d'ailleurs susceptibles d'augmentation, les crues, destinées à couvrir des besoins spéciaux (26), leur répartition suivant en principe la répartition initiale de la taille. Des levées spéciales ou extraordinaires étaient également possibles, à condition d'être expressément autorisées par le roi.

A ces impositions s'ajoutaient traditionnellement celle des « subsistances et ustensile (27) des troupes pour le quartier d'hiver » (28) qui, pour des raisons peu claires, n'entraient pas dans « l'état du roi » initial. Son assiette était d'ailleurs plus étendue que celle des tailles, puisque en principe elle frappait même les « villes franches » (29).

Enfin, venaient les impositions pour les « étapes », destinées à couvrir les frais de logement et de vivre des troupes en marche, mais ces impositions étaient soumises à un régime particulier, n'étant à la

(26) Suivant les états conservés pour la période 1620-1622 à la Bibliothèque nationale (Manuscrits français 16.622 à 16.624), il était encore levé à l'époque, dans diverses généralités, une crue pour la construction du Pont-Neuf à Paris (entreprise en 1578 et terminée en 1606). Peut-être s'était-il agi, à l'origine, de distinguer des dépenses permanentes une dépense extraordinaire, mais sa persistance était quelque peu déconcertante.

(27) L'ustensile comportait la fourniture, à chaque homme, du lit « avec un linceul », du linge de table, du pot, de l'écuelle, ainsi que de la place au feu et à la chandelle.

(28) Au moins pour la période qui nous intéresse plus spécialement, il intervenait chaque année, vers le mois de novembre :

1° Une ordonnance « portant le détail et la forme du paiement de la solde des troupes pendant l'hiver prochain » (par exemple celle du 16 novembre 1650) — B. n. nat. F 23.612 (35).

2° Un règlement arrêté en Conseil du roi pour le logement, l'ustensile, les subsistances et la police des troupes pendant l'hiver prochain (par exemple celui du 8 octobre 1650, Bibl. nat. F 4.743 (5)).

(29) Toutefois, suivant « la taille en Normandie sous COLBERT » de M. Ed. ESMONIN, des quatre villes franches de la généralité de Rouen, seule Quillebeuf payait les « subsistances ». Rouen, Honfleur et Elbeuf restant exemptes.

charge que de certaines fractions du territoire. Elles seront, à ce titre, examinées plus loin.

Au montant des tailles et impositions assimilées s'ajoutaient, pour les redevables, certains frais de recouvrement et autres n'entrant pas dans les comptes, et notamment des droits de quittance et de port de commission perçus au profit des receveurs et d'autres droits au profit des élus (30). C'était là, semble-t-il, que des abus pouvaient se produire le plus facilement.

bb) *Pays d'Etats.*

Dans les pays d'Etats (31), les trésoriers de France se bornaient à informer les Etats, par le canal de celui de leur collègue désigné comme commissaire du roi auprès d'eux, du montant de la somme que le roi leur demandait, habituellement sous le nom de « don gratuit », pour l'année considérée. Les Etats débattaient ensuite de leur contribution. En fait, cette contribution était proportionnellement très inférieure aux impositions des pays d'élections (32). Il est vrai que les Etats assumaient certaines dépenses à la charge du roi dans ces pays.

(30) Cf. *Traité de la Chambre des comptes de Paris*, 1647, t. II, p. 101, et *infra* au titre des conflits avec les trésoriers, p. 425.

(31) Sauf la Bourgogne qui avait une taille personnelle, mais de modalités très spéciales, les pays d'Etats étaient tous sous le régime de taille réelle; il en sera de même pour l'Artois, le Hainaut et la Flandre, réunis par la suite à la couronne.

En Dauphiné (où les Etats disparurent après 1629), la taille était réelle, mais avec cette particularité que la détermination des biens imposables était commandée par la situation de leur propriétaire en 1602 (Cf. *infra*, p. 363).

(32) Suivant FORBONNAIS (t. I^{er}, p. 258), sur un total de 50.294.208 livres de tailles et impositions analogues pour 1649.

6.293.791 livres provenaient de la Bourgogne, de la Bresse et du Bugey.

582.613 de la Bretagne.

4.536.448 du Languedoc (Montpellier 2.722.961; 1.812.487 Toulouse).

315.180 de la Provence.

11.410.852 livres.

Ce total ne représenterait qu'approximativement la part des pays d'Etats dans les contributions. Il ne tient pas compte, en effet, des contributions des petits pays d'Etats du ressort des généralités de Bordeaux et de Montauban et comprend, au titre de la Bourgogne, le montant des impositions de la Bresse et du Bugey (pays d'Etats, mais comportant des élections). Mais, le chiffre donné pour la Bourgogne paraît invraisemblable : il excède en effet celui de la généralité de Paris (5.139.639), beaucoup plus importante; par ailleurs, suivant FORBONNAIS lui-même, le don gratuit de Bourgogne sera seulement de 700.000 livres et celui de la Bresse et du Bugey de 150.000 pour 1661. Il pourrait bien avoir été commis une erreur de décimale pour 1649, ce qui nous empêche de tirer des conclusions d'ensemble des chiffres fournis par FORBONNAIS pour cette année et nous contraint à nous référer au tableau ci-après qui compare, toujours d'après des éléments par lui indiqués, les recettes provenant des pays d'Etats et de ceux d'élections au titre des contributions et dons gratuits pour la période 1661-1663.

<i>Année</i>	<i>Pays d'Etats</i>	<i>Pays d'élections</i>	<i>Total</i>	<i>Pourcentages</i>
1661.	4.427.000	42.028.096	46.455.096	9,5 %
1662.	4.370.000	41.398.807	45.768.807	9,5 %
1663.	6.274.735	37.935.610	44.210.345	14,3 %

On voit que, même après l'effort constaté en 1663 pour relever la part relative des pays d'Etats dans la charge des impositions, cette charge n'était pas en proportion de l'importance des revenus de ces pays dans ceux de l'ensemble du royaume.

La répartition, entre les diocèses ou vigueries, des impositions décidées par les Etats échappait en principe aux bureaux des finances, aussi bien d'ailleurs que la surveillance de leur recouvrement.

Les trésoriers de France n'intervenaient pas directement dans la fixation de la contribution des pays d'Etats comportant des élections, comme la Normandie, mais participaient à sa répartition entre les élections et les paroisses (33).

b) *Les tailles pendant la Fronde.*

Il sera dit plus loin (pp. 272 et 274), comment le gouvernement avait dû s'engager le 22 octobre 1648 à réduire de 20 % le montant des tailles de l'année et à maintenir cette réduction pour 1649. Il redevint libre à partir de 1650 et fut amené à majorer quelque peu le montant des impositions, bien qu'à l'évidence les revenus des redevables n'eussent pas augmenté dans les circonstances du moment. La mesure souleva les protestations du public, persuadé que les réductions consenties les années précédentes étaient définitives, voire même celles de certains bureaux; en novembre 1650, celui de Bourges signala à l'assemblée générale des bureaux des finances (34) que sa généralité, qui avait été taxée à 750.755 livres, 5 sols en 1649 (35) au lieu de 750.000 livres en 1648 — ce contre quoi il n'avait pas cru devoir protester, vu la modicité de la différence — avait vu augmenter ses impositions de 5.670 livres, 7 sols, 6 deniers pour 1650 et de 4.970 livres, 6 sols, 8 deniers pour 1651; ces augmentations lui paraissant inadmissibles, il demandait conseil à l'assemblée sur la conduite à tenir. Nous ignorons quelle fut la réponse de l'assemblée : ce fut vraisemblablement de ne pas insister.

*
**

La remise des restes sur les tailles des années antérieures à 1647, suivant les déclarations royales de juillet et d'octobre 1648, avait créé un précédent fâcheux en faisant naître chez les redevables l'idée qu'ils avaient intérêt à ne pas s'acquitter de leurs contributions, puisqu'ils pouvaient en être déchargés un jour; dès le 15 août 1648, le bureau de Bourges l'avait fait observer à l'assemblée générale (36) dans cette phrase lapidaire : « ... la remise des restes des années passées a rendu les peuples si endurcis et revesches qu'il est difficile de les ranger à raison... ». Il dut, l'année suivante, demander aux principaux seigneurs et gentilshommes de la province leur intervention pour per-

(33) La question sera reprise au chapitre V, au titre des relations des trésoriers de France avec les Etats, p. 362.

(34) Cf. lettre n° 237 du recueil de FOURNIVAL.

(35) FORBONNAIS donne pour les impositions de la généralité de Bourges en 1649 le chiffre de 1.117.657 livres, soit en plus 366.902 livres qui peuvent correspondre au montant du taillon, des crues et des subsistances.

(36) Lettre n° 17.

mettre aux agents du roi de faire rentrer dans le devoir les paysans rebelles au paiement des impôts (37).

Dans les généralités de Moulins et de Riom, certaines localités refusèrent non seulement de payer les tailles, taillon et crues, mais même de les asseoir (38); les paysans revenaient aux révoltes de l'impôt qui s'étaient produites à plusieurs reprises au cours du règne de Louis XIII et que les travaux de M. PORCHNEV, notamment, nous ont fait mieux connaître (39). Ils prenaient les armes contre les archers, sergents et autres agents employés au recouvrement des tailles : les huissiers et autres « ministres de justice » étaient « battus et excédés ».

« Voyant, avec beaucoup de regrets, qu'il était nécessaire d'employer la force pour réprimer les désobéissances et contraindre les populations à se mettre dans le devoir... », le gouvernement décida le 7 décembre 1649 l'envoi de garnisaires, vieux procédé redouté à l'extrême des paysans, vu les dommages que causait l'arrivée de troupes dans une localité, qu'elles fussent au service du roi ou ennemies (40).

Il déclara « enjoindre très expressément aux chefs, officiers, soldats des troupes d'infanterie et de cavalerie qui devaient demeurer pendant l'hiver dans les généralités de Bourbonnais et d'Auvergne, de se transporter aux lieux qui leur seraient indiqués par les gouverneurs ou lieutenants-généraux et d'y « sessionner » pendant le temps que besoin serait pour les contraindre à payer ce que les dits habitants des lieux devaient d'arrérages des tailles, comme aussi d'y vivre suivant les règlements et en si bonne police qu'en obligeant les dits habitants à payer, ils n'en soient pas ruinés et que Sa Majesté n'en puisse recevoir des plaintes, à peine aux chefs et officiers de répondre en leur propre et privé nom des désordres que pourroient commettre ceux qui seraient sous leurs charges, et aux soldats de la vie... ».

Il était également enjoint aux habitants de recevoir et loger les troupes et de leur fournir les vivres suivant les « règlements du quartier d'hiver ».

Par ailleurs, les prévôts des maréchaux furent envoyés avec leurs compagnies dans les paroisses où les sévices avaient été exercés contre les officiers de justice, aux fins d'arrêter leurs auteurs, dont les procès seraient instruits.

*
* *

En mars 1651, le bureau des finances de Bordeaux notait ses appréhensions quant à un soulèvement provoqué par la lourdeur des

(37) Arch. dép. du Cher C 1.031.

(38) L'affaire a déjà été relatée par M. François DUMONT dans son ouvrage sur le bureau des finances de la généralité de Moulins, p. 132.

(39) Les soulèvements populaires en France avant la Fronde, 1623-1644. Moscou, 1947, in-8 (Bibl. nat. 8° La28 48).

Voir également les autres ouvrages cités ci-après dans la bibliographie, p. 493.

(40) Bibl. nat. Manuscrits français n° 4180, f° 202 et suivants.

taxes. Quelques mois plus tard, il apprenait que les agents préposés à la rentrée des tailles dans la région de Lesparre étaient assiégés dans le château par les paysans qui voulaient les tuer; en l'absence du régiment de SAINT-SIMON, parti pour la Catalogne et des troupes du marquis de SAINT-LUC qui étaient à Agen, il fit marcher la compagnie du Vice-Sénéchal de Libourne. Peu après, le Parlement de Bordeaux prit l'affaire en mains (41).

*
**

Il sera exposé plus loin (p. 386), au titre des rapports des trésoriers de France avec les intendants pendant la Fronde, les méthodes employées pareillement dans la généralité de Limoges par un intendant des finances commis pour assurer la rentrée des tailles dans certaines élections où elles avaient été afferméées à des traitants, ainsi que les incidents nés de l'envoi dans les provinces par le Conseil du roi de commissaires chargés de lever les impositions des subsistances.

*
**

Dans le mémoire du Conseil du roi que nous avons déjà cité p. 95 (42) à l'occasion d'irrégularités imputées aux trésoriers de France de Soissons, nous voyons son auteur déplorer la rigueur des receveurs particuliers des tailles de la généralité, qui abusaient des prévôts des maréchaux et des archers pour contraindre, à grands frais, les paroisses au paiement. Certains auraient fait saisir et vendre tous les troupeaux de villages, d'autres auraient employé la force ouverte en venant à main armée dans les bourgs et « criant qu'ils avaient le pouvoir de tirer ceux qui se mettraient en défense », d'autres auraient laissé mourir en prison les « particuliers des villages contre lesquels ils avaient délivré des contraintes solidaires » (43).

Le sieur de GOMBAULT qui était « de la part du roi dans la généralité » (44) recueillit des plaintes en ce sens, qu'ils transmit à la Cour des aides.

*
**

Si, en 1648 et pendant les années qui suivirent, le recouvrement des tailles donna beaucoup de déboires, en dépit des réductions con-

(41) Arch. dép. de la Gironde C 3.880.

(42) Bibl. nat. Manuscrits français 18.479, f° 43.

Les faits évoqués dans ce mémoire ont déjà été relatés dans une des études de M. MOUSNIER.

(43) Le fait est peu vraisemblable, l'emprisonnement des redevables des tailles ayant été interdit par les déclarations de 1648; or, il aurait exigé des contraintes visées par les élus qui, se prévalant à chaque instant — comme les trésoriers de France — de ces déclarations, ne devaient pas être enclins à les violer.

(44) GOMBAULT pourrait bien être l'auteur du mémoire, parlant de lui-même à la troisième personne.

Le mémoire critique en effet le système de répartition de la taille au stade

senties (à Rouen notamment, le bureau annonçait plus de 25 % de non-valeurs) (45), il semble que la situation se rétablît dès 1653 et, le 8 août de cette année, le bureau de Caen se glorifiait d'avoir fait rentrer aux « coffres du roi » les impositions de la généralité sans « aucune non-valeur » (46).

B. — LES AIDES.

Les aides, dont le nom rappelait qu'elles avaient été des subsides accordés au roi (47), constituaient des droits sur la consommation et la circulation des marchandises, et notamment des boissons (48).

Jadis, les généraux des finances en avaient eu l'administration avec le concours des élus. Dès 1374, les aides furent affermées et les généraux des finances n'en conservèrent plus que l'adjudication. Les trésoriers généraux leur succédèrent en cette attribution.

Suivant le règlement arrêté au Conseil du roi le 8 juillet 1578, les baux des aides, comme ceux des autres impositions, étaient adjugés par eux en l'auditoire de chaque élection, au temps des chevauchées, en présence des élus et du procureur du roi à l'élection.

Quinze, vingt, vingt-cinq ou trente jours auparavant, suivant les cas, le greffier du bureau des finances avait fait parvenir à l'élection une affiche à apposer au lieu de l'élection indiquant le jour et l'heure de l'adjudication, qui devait se faire au plus offrant et dernier enchérisseur, à l'extinction du feu de trois chandelles (49).

de l'élection et lui oppose celui appliqué en Flandre où la répartition était faite par l'assemblée des juges locaux et, paraît-il, ne soulevait jamais de contestations.

Or, Louis de GOMBAULT, sgr de LA MARQUE (vers 1600 - après 1670), après avoir succédé à son père vers 1627 comme conseiller au bailliage et siège présidial de Troyes, avait été nommé par lettres patentes du 22 septembre 1645 « intendant de justice, police et fortifications avec charge d'établir les contributions dans les villes conquises en Flandre » (Bibl. nat. Manuscrits français 4.172, f° 178 et 179). Il avait été fait prisonnier à Armentières et était resté deux ans en captivité (Bibl. nat. Pièces originales, 1.350).

Il devait recevoir par la suite le brevet de conseiller d'Etat et être nommé au début de mai 1656, chevalier de l'ordre du roi, puis le 17 du même mois, intendant de police, justice et finances en Catalogne, et le 19, intendant des finances à l'Armée de Catalogne (Bibl. nat. Manuscrits français 4.191, f° 145 et 156).

(45) Lettre n° 11 du 24 juillet 1648.

(46) Lettre n° 282 du 8 août 1653, lue à l'assemblée le 16.

(47) Cf. DUPONT-FERRIER : « Histoire et signification du mot « aides » dans les institutions françaises » (Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, t. LXXXIX, 1928, p. 53 à 69 (Bibl. nat. 8° Lc18 78).

(48) A l'état du roi pour 1649, la recette à attendre des diverses fermes des aides était comptée pour un total de 9.208.479 livres, soit 10 % de la recette totale (Cf. FORBONNAIS, t. I^{er}, p. 259).

(49) Le règlement précisait dans le détail la procédure des adjudications, étrangement compliquée. Les enchères étaient ouvertes par l'allumage de la première chandelle. Quand la mise à prix était inférieure à 100 livres, les enchères devaient être d'au moins deux sols par livre, c'est-à-dire 10 % de son montant; au-delà de 100 livres, l'enchère minima était fixée par le bureau d'adjudication. Après l'extinction de la première chandelle et l'allumage de la seconde, les enchères devaient être d'au moins trois fois l'enchère minima initiale, sauf pour les premier et les dernier enchérisseurs de la première phase et ceux qui au cours de cette phase auraient fait une enchère au moins double de l'enchère minima. Après l'allumage de la troisième chandelle, les enchères devaient être d'au moins six

Faute pour les adjudicataires de remplir leurs obligations et à l'expiration des baux, les trésoriers de France pouvaient mettre en régie la perception des droits. Les receveurs des aides comptaient alors par états devant eux (50).

Les dispositions relatives à l'adjudication des fermes des aides furent confirmées par un arrêt du Conseil du 21 juin 1611 (51), mais en application de l'art. 346 de l'ordonnance de janvier 1629 (Code Michau) (52), les adjudications ne se firent plus en principe qu'au Conseil du roi.

Outre l'enregistrement des baux, les trésoriers de France conservèrent l'obligation, à eux imposée par l'édit de mars 1637 (53), de recueillir au cours de leurs chevauchées les plaintes des habitants, prévenus à l'avance de leur passage par les curés des paroisses, et d'informer des exactions et malversations commises dans la levée des aides, aussi bien que dans celle des tailles et des gabelles. L'accomplissement de cette obligation devait les mettre aisément en conflit avec les élections et les Cours des aides, seules compétentes pour le jugement des difficultés soulevées par la perception des droits.

Ils avaient, de plus, à instruire à l'intention du Conseil du roi les demandes en réduction ou en décharge présentées par les fermiers en cas de trouble dans leur jouissance (54).

C. — LES GABELLES.

La gabelle (du sel) ou impôt sur le sel (55) avait été créée, ou du moins avait pris une nouvelle forme, vers la même époque que les aides, au ^{xiv}^e siècle, et les généraux des finances s'en étaient vu confier la charge avec le concours de grenetiers. Ces derniers consti-

fois l'enchère minima, sauf pour les enchérisseurs déjà indiqués, le dernier enchérisseur de la deuxième phase et ceux qui au cours de cette phase auraient fait une enchère d'au moins six fois l'enchère minima.

Si, comme il arrivait souvent, plusieurs offres étaient faites simultanément, juste avant l'extinction de la troisième chandelle, de telle sorte que la situation ne fût pas claire, une nouvelle chandelle était allumée et le bail était remis en adjudication.

Le règlement spécifiait que la simple extinction de la flamme n'était pas l'extinction de la chandelle.

(50) Suivant le traité de la Chambre des comptes de Paris de 1647, il y avait encore à l'époque 86 receveurs des aides en fonction dans le ressort de la Chambre.

(51) Pour Paris, le 11 décembre 1601, un arrêt du Conseil du roi avait encore approuvé l'adjudication de l'ancienne douane faite par le prévôt des marchands et les échevins de Paris, mais décidé que désormais ils ne pourraient procéder à l'adjudication des anciennes aides qu'en présence d'un conseiller d'Etat et d'un trésorier de France (Arch. nat. E 3^b, f^o 288 r^o et Bibl. nat. Manuscrits français 18.165, f^o 211 v^o).

(52) « Tous les baux à ferme du domaine, des aides, gabelles et autres subsides et impositions seront faits au Conseil ».

(53) Bibl. nat. F 46.993 (11 et 12).

(54) Nous rappelons que les règlements sur les aides furent codifiés par les ordonnances de juin 1680 et juillet 1680 (Bibl. nat. F 23.613 (926)).

(55) Cf. Notamment Eugène-Pierre BEAULIEU : « La Gabelle sous Louis XIV », Paris, 1903 (Bibl. nat. Lf 87 59).

Paul COCHOIS : « L'impôt du sel en France », Paris, 1902 (Bibl. nat. 8° F 15.102 et 8° Lf 87 60).

tuèrent par la suite la juridiction des greniers à sel, dont les jugements étaient, comme ceux des élus, susceptibles d'appel devant les généraux des aides et plus tard la Cour des aides.

Vers le milieu du ^{xvii}^e siècle, le produit de la gabelle représentait environ le cinquième du revenu de l'Etat (56).

La perception de cet impôt variait à l'extrême suivant les provinces et parfois même les localités. Vers le milieu du ^{xvii}^e siècle, outre le régime particulier des régions de salines et de marais salants, il existait, avec une multitude de variantes, cinq régimes principaux :

1° Celui des pays de grande gabelle, affermés depuis le 3 décembre 1598 à la « Ferme générale des gabelles » (57), alias « Gabelles de France », ou « le grand parti » comprenant l'essentiel des généralités de Paris, Amiens, Bourges, Châlons, Moulins, Orléans, Soissons et Tours et des trois généralités de Normandie, la Bourgogne moins le Mâconnais et une fraction de la généralité de Riom, avec distinction des pays de vente volontaire où à condition d'atteindre un certain minimum annuel (58) on pouvait n'acquérir le sel aux greniers ou chez les regrattiers qu'au fur et à mesure de ses besoins, et de ceux — à la périphérie de la zone — où l'achat du sel était obligatoire et comportait interdiction de revente (59);

2° Celui des pays de petite gabelle — « le petit parti » —, comprenant le Mâconnais, le Beaujolais, le Lyonnais, le Forez, la Bresse, le Bugey, le Valromey (constituant précédemment la ferme dite « à la part du royaume ») (60), la partie sud de l'Auvergne, le Velay, le Vivarais, le Languedoc (61), enfin le Dauphiné et la Provence (62), soumis à des régimes analogues à celui des pays de grande gabelle, mais à tarifs plus modérés;

3° Les pays de « quart », situés dans l'ouest et le sud-ouest, jadis soumis à la domination anglaise et en ayant conservé un droit du quart sur le prix du sel à la sortie des salines ou à chaque vente, revente ou échange (sans parler du pays de « quart bouillon », fraction de la Basse-Normandie où le quart du sel obtenu en faisant bouillir du sable imbibé d'eaux salines revenait au roi);

(56) 18.293.200 livres sur un total de recettes de quelque 92 millions à l'état du roi de 1649, suivant FORBONNAIS.

(57) Précédemment et depuis 1552, il ne pouvait être affermé que trois greniers à sel à un même fermier.

(58) Généralement, un minot pour 14 personnes, soit un peu moins de 3 kilogs par personne et par an. Cette quantité devait d'ailleurs être réservée à la consommation, à l'exclusion de tout autre emploi (comme les salaisons).

(59) Produit prévu à l'état du roi de 1649 : 13.624.000 livres.

(60) Il s'agissait de sels apportés par des chalands remontant le Rhône et dont le contrôle s'était fait au départ de Beaucaire et de Tarascon. « A la part du royaume » s'opposait jadis à « A la part de l'empire », la rive droite du Rhône relevant du roi et la rive gauche de l'Empereur.

(61) Produit total prévu à l'état du roi de 1649 : 3.609.000 livres.

(62) Produit prévu à l'état du roi de 1649 : 806.000 livres.

4° Les pays « rédimés » relevant à l'origine de la catégorie précédente, mais qui avaient racheté le droit de quart, notamment le Poitou, le Limousin, le Périgord, l'Angoumois, la Saintonge et la Guyenne (63).

5° Les « provinces franches », exemptes de l'impôt : Bretagne, Béarn, pays de Labourd et de Soule, pays de Gex, puis Artois, Hainaut, Cambrésis, Flandre, Franche-Comté et Alsace (64).

Dans ceux des pays de grande gabelle où l'achat était obligatoire, le département du « sel du devoir » entre les paroisses se faisait suivant la même procédure que celui des tailles, en application de l'édit de mars 1637 (65) et d'un arrêt du Conseil du 13 janvier 1638. Un trésorier de France y présidait en présence des officiers du grenier à sel. Pour chaque paroisse, il était établi ensuite un rôle comportant le nom des habitants et les quantités de sel que chacun d'entre eux devait acquérir pour lui et sa famille. Le recouvrement était assuré par des collecteurs dont les habitants de la paroisse étaient solidairement responsables. Plus tard, les attributions des bureaux passèrent aux intendants.

Dans les pays de vente volontaire, les trésoriers de France étaient qualifiés pour organiser, surveiller et contrôler le service et notamment les conditions d'achat du sel et les prix de sa vente au public.

Ils avaient à l'origine la passation des baux avec les fermiers, mais, au moins pour les grandes fermes, les adjudications furent assumées par le Conseil du roi et ils ne gardèrent guère en la matière que la charge de la publicité préalable (66) et celle de l'enregistrement des baux.

En Languedoc, où les trésoriers de France avaient succédé aux deux « généraux et intendants des gabelles » créés par un édit d'octobre 1593, leurs pouvoirs s'exerçaient essentiellement sur les « saunages des salins ». Un arrêt du Conseil du roi du 29 mars 1605 (67) les avait chargés de pourvoir à leur entretien en vue de la fourniture du sel tant en Languedoc qu'en Dauphiné et dans les provinces ressortissant à la ferme dite « à la part du royaume » (68).

(63) Cf. notamment le contrat passé en décembre 1553 entre le roi et les trois Etats de Poitou, Saintonge, Aunis, Angoumois, Gascogne, Haute et Basse-Marche, Haut et Bas-Limousin sur le rachat de la gabelle. (Arch. nat. AD + 3, p. 179 et AD + 4, p. 10 et 119 à 124).

Cinq ans auparavant, une tentative d'extension de la gabelle avait donné lieu à de sanglantes révoltes, notamment en Guyenne dont le gouverneur avait lui-même été coupé en morceaux et salé.

(64) Les textes sur les gabelles furent codifiés par l'ordonnance de mai 1680 (Bibl. nat. F 32.462).

(65) Bibl. nat. F 46.993 (1).

(66) C'est ainsi que le 15 juin 1645 le Conseil du roi adressa aux divers bureaux l'ordre de faire afficher et publier la date d'adjudication du bail de la ferme générale (gabelles de France), ainsi que ses clauses et conditions (Cf. PATAS DU BOURGNEUF, t. 1^{er}, p. 269).

(67) Arch. nat. E 8b, f° 155 r° et Bibl. nat. Manuscrits français 18.168, f° 196 r°.

(68) Les pays de grande gabelle étaient par contre alimentés essentiellement par la ferme de Brouage et les marais salants des îles et de la côte de l'Océan.

*
* *

Au cours de la Fronde, les désordres politiques s'étendirent au fonctionnement du système fiscal et, en 1650, suivant FORBONNAIS, « le sel se vendait librement sur les marchés ».

D. — TRAITES FORAINES.

Les traites foraines étaient des droits qui se levaient sur toutes les marchandises qui entraient dans le royaume ou qui en sortaient. Elles réunissaient divers droits :

L'imposition foraine de 12 deniers par livre — remontant à PHILIPPE VI — sur les marchandises « envoyées hors du royaume ou dans les provinces où le droit d'aide n'était pas établi »;

Le droit de « resve » (ancien jus regni) de 4 deniers par livre, de même assiette;

Le droit de « haut-passage » de 7 deniers par livre portant sur certains produits seulement;

Tous ces droits confirmés par ordonnance du 10 juin 1541 (69);

Le domaine forain de 8 deniers par livre, substitué par ordonnance du 14 novembre 1551 (70) au droit de resve et de haut-passage, mais de nouveau dissocié en 1559 dans certaines provinces;

Les traites domaniales créées sur certains produits (blé, vin, toile et pastel) par un édit de février 1577 (71) et dont le nom indiquait le caractère prétendu domanial du droit d'autoriser les importations et exportations (72);

Des droits d'entrée créés en 1540 au taux de 4 %;

Divers droits variant suivant les provinces et les lieux (par exemple le « trépas de la Loire » institué en 1369, l'imposition foraine d'Anjou pour les produits à destination de la Bretagne, le « parisien » dans la région parisienne, etc...);

Des majorations de tous les droits précités, établies notamment par déclarations du roi des 30 juin 1621 (73) et 14 août 1632 (74).

Tous ces droits, d'une extrême complexité (75), étaient perçus,

(69) Bibl. nat. Réserve F 1.919.

(70) Bibl. nat. F 13.418.

(71) Bibl. nat. F 46.854 (9). L'édit interdisait en même temps la sortie du royaume du lin, du chanvre et de la laine.

(72) Le traité de la Chambre des comptes de 1647 donne une autre explication, que nous croyons inexacte : le mot « domaniales » aurait traduit le fait que, à l'origine, les receveurs du domaine auraient été chargés de la perception des droits.

(73) Bibl. nat. F 23.610 (751).

(74) Bibl. nat. F 23.610 (787).

(75) Par une ordonnance de septembre 1664 (Bibl. nat. F 5.003 (1.313 bis) dont l'exposé des motifs relate par le menu la situation existante, COLBERT tenta de substituer aux perceptions antérieures celle d'un droit d'entrée ou de sortie,

à l'origine, à l'expédition des produits et marchandises; par la suite, ils se payèrent au passage de la frontière ou à la limite des « provinces réputées étrangères » ou de celles « à l'instar de l'étranger » (comme les Trois-Evêchés), en constituant dans ces derniers cas de véritables droits de douane intérieurs.

Les trésoriers généraux avaient été habilités par une ordonnance du 10 avril 1542 (76) à organiser le service avec des maîtres des ports, lieutenants, gardes, peseurs, nombreux, mesureurs, visiteurs et greffiers.

Parfois, notamment pour la douane de Lyon, en vertu d'un édit de mars 1563, ils avaient constitué avec le sénéchal et le maître des ports la juridiction qui avait à juger des différends provoqués par la levée des droits. L'édit de février 1577 créant les traites domaniales les avait également désignés pour connaître, avec le procureur du roi en la justice du lieu et un bourgeois de la ville, des difficultés qui pouvaient se produire à l'entrée et à la sortie des marchandises.

Un édit d'août 1594 (77) les avait qualifiés à établir, aux gages qu'ils jugeraient à propos, des gardes à cheval, gardes aux portes des villes, visiteurs, conducteurs et autres officiers préposés à la levée et à la conservation des droits du roi sur l'or, l'argent, les denrées et les marchandises.

La création, par le même édit, de trésoriers généraux des traites leur enleva cependant l'essentiel de leurs attributions et, le 30 septembre 1595 (78), un arrêt du Conseil du roi leur interdit de « s'entre-mettre désormais en la perception des douanes, traites foraines et domaniales ».

Le 2 juin 1609 néanmoins (79), un arrêt du Conseil du roi confirmait encore les trésoriers généraux de France à Châlons dans le droit de « rechercher des acquits à caution non rapportés sur les traites foraines » et ordonnait à deux trésoriers de France de Châlons et d'Amiens de procéder à une enquête au sujet de malversations commises de 1596 à 1604 au fait des traites foraines et domaniales.

Dès cette époque, cependant, les traites étaient comprises dans dans les cinq grosses fermes et, à ce titre, adjudgées au Conseil du roi. De ce fait, elles échappaient à peu près entièrement aux trésoriers de France (80), réserve faite de l'enregistrement de leur baux (81).

au moins dans « l'étendue » d'une partie du royaume : la détermination du droit unique restait fort complexe.

La matière devait être reprise dans l'ordonnance de février 1687 portant règlement sur les cinq grosses fermes (Bibl. nat. F 23.614 (1.323 bis)).

(76) Bibl. nat. F 23.610 (133).

(77) Bibl. nat. F 46.394 (16 et 17).

(78) Bibl. nat. CLAIRAMBAULT 652, p. 57.

(79) Arch. nat. E22, f° 11 r°.

(80) Le traité de la Chambre des comptes de 1647 indique encore pourtant (t. II, p. 202) que les trésoriers de France jugeaient « souverainement en matière de douane jusqu'à 10 livres », mais nous avons déjà dit que ce traité était très en retard sur son temps.

(81) Il résulte d'une lettre (n° 82) du bureau des finances de Caen du 16 juin 1649 que cet enregistrement donnait lieu à des conflits, les fermiers ne présentant

E. — ETAPES.

Les étapes étaient des distributions de vivres (viandes, pain et vin) (82) et de fourrages faites aux troupes en marche pour éviter la « foule » du peuple par les soldats (83).

Les rapports entre les troupes et les habitants des lieux traversés avaient été fixés par toute une série de textes intitulés : « règlements que le roi entend être observés par les gens de guerre, soit de cheval, soit de pied, et par les habitants des lieux où les troupes passeront et logeront pour la fourniture des étapes dont le paiement se fait pour les dits gens de guerre » (84).

L'ordonnance pour « l'art militaire » du 14 février 1633 (85) avait prévu que les gouverneurs et lieutenants généraux se concerteraient avec les trésoriers de France pour diviser chaque province en plusieurs départements et désigner, dans chacun d'eux, des lieux d'étapes choisis de préférence dans les villes et grands bourgs où les troupes pourraient trouver ce qui serait nécessaire à leur subsistance.

Par l'intermédiaire des gouverneurs et lieutenants généraux ou directement en cas d'urgence, les commandants des troupes devaient faire connaître aux trésoriers de France leur plan de marche, les effectifs et dates des passages. Les trésoriers de France étaient ainsi à même de constituer des magasins ou d'en faire constituer par des entrepreneurs, les « étapiers », ou les syndics ou consuls des communautés des lieux d'étapes.

L'édit de mars 1637 (86) les avait habilités tant à contraindre les

les baux à la formalité que deux ou trois ans après leur entrée en vigueur, ce qui retardait d'autant la perception des droits et épices du bureau. Les trésoriers de Caen précisaient à cet égard : « Ils nous ont fait voir un arrêt du Conseil de 1643 qui règle et restreint nos droits à si peu de choses que cela nous fait honte et grand dommage; comme ces arrêts sont donnés à une oreille et qu'ils les obtiennent par la voie que vous savez (?), nous estimons qu'il n'y faut déférer que de bonne sorte ».

(82) La ration habituelle d'un caporal ou d'un soldat était de :

1 livre (489 grs) de « chair » (bœuf, veau ou mouton);

1 pinte (0,93 litre) de vin;

2 pains cuits et rassis, entre blanc et bis, de 12 onces (347 grs) chacun.

Les officiers, bas-officiers et sergents percevaient plusieurs rations.

(83) Le traité de la Chambre des comptes de Claude de BEAUNE, publié en 1647, mais qui à l'évidence ne reflète que la réglementation applicable vers 1628, comporte, pour les étapes, les seules lignes qui suivent :

— « Qu'est-ce qu'un compte d'étape » ?

— « C'est une levée qui se fait sur des bouchers, boulangers et taverniers de quelques village, de chair, pain et vin pour les distribuer aux gens d'armes passant proche du lieu afin d'éviter qu'ils n'entrent dedans et la cotisation se fait après sur chacun et le compte se rend par devant les élus le plus souvent ».

(84) Notamment, les règlements des 9 octobre 1629 (Bibl. nat. 46.966 (18), mars 1636 (Bibl. nat. F 46.980 (10), 14 février 1633 (Bibl. nat. F 4.722 (11), 25 février 1642 (Bibl. nat. F 23.611 (14).

(85) Bibl. nat. F 46.975 (7).

(86) Bibl. nat. F 46.993 (11 et 12) et FOURNIVAL, p. 1.218.

« principaux des lieux » à faire les avances nécessaires pour les fournitures qu'à réglementer les conditions de leur distribution (87).

Après le départ des troupes, les syndics et consuls établissaient des états des produits consommés. Le montant de ces états représentait, avec les frais annexes, la « dépense des étapes ».

C'étaient les levées faites pour couvrir cette dépense qui constituaient la sorte d'impôt connue sous le même nom. Elles se distinguaient des levées accessoires des tailles du fait que la répartition s'en faisait non pas sur l'ensemble du territoire, ni même d'une généralité, mais sur les paroisses d'une fraction de la généralité. La répartition entre les habitants de la paroisse était opérée comme pour les tailles, mais sous le contrôle plus direct des trésoriers de France et des élus.

Une autre caractéristique des opérations était que, dans la limite de huit jours tout au moins, elles n'avaient pas à être spécialement autorisées par le roi et qu'elles ne donnaient lieu, semble-t-il, qu'à un apurement administratif, soit au niveau de l'élection, soit à celui du bureau des finances.

A cet effet, il sera créé dans chaque bureau, avec attribution de deux deniers par livre de la dépense des étapes, deux offices de trésoriers de France - commissaires généraux pour la vérification de la dépense des étapes par un édit de juin 1696 (88), puis deux offices de trésoriers de France - auditeurs et rapporteurs généraux des comptes des étapes par un édit de novembre 1707 (89). Dans les bureaux de moindre importance (Bourges, La Rochelle, Lille, Limoges, Moulins, Alençon et Caen), les créations ne porteront toutefois que sur un office de chaque espèce.

En juillet 1717, un édit (90) enlèvera au bureau des finances, aussi bien la direction des étapes que l'examen et l'arrêté de leurs comptes, pour les confier aux intendants.

*
**

Par une mesure tout à fait exceptionnelle, des lettres patentes du 14 juin 1649 (91) décidèrent qu'il ne serait pas levé, pour l'année,

(87) Les difficultés provenaient habituellement de l'incertitude du nombre de rationnaires et du risque de fraude à ce sujet. En principe, il était procédé à une revue au premier lieu d'étape pour s'assurer de l'existence des effectifs invoqués et le nombre constaté était admis pour les étapes suivantes.

(88) Bibl. nat. F 23.616 (143 à 145).

Les commissaires généraux chargés de la vérification des étapes avaient rang et séance après le doyen du bureau.

Les offices non encore levés furent réunis au corps du bureau par déclaration du roi du 8 avril 1698 (Bibl. nat. F 23.616 (401)).

(89) Bibl. nat. F 23.618 (1.016 et 1.017)

Les auditeurs et rapporteurs généraux des comptes des étapes avaient rang et séance après le doyen et, dans les bureaux où les offices de commissaires généraux n'avaient pas été réunis à leur corps, les dits commissaires généraux.

Dans les bureaux où ils n'avaient pas encore été levés, les offices furent réunis au corps du bureau par édit de novembre 1709 (Bibl. nat. F 23.619 (565 à 572)).

(90) Bibl. nat. F 4.720 (74).

(91) Bibl. nat. F 23.611 (921).

d'imposition en Dauphiné au titre des étapes et que les dépenses seraient imputées sur les fonds de la taille et du taillon.

F. — MONNAIES.

Les profits tirés des monnaies (bénéfice de frappe et avantages résultant des mutations monétaires) auraient pu valablement être considérés comme correspondant à des droits régaliens ou au moins seigneuriaux faisant partie à ce titre du domaine du roi. Traditionnellement toutefois, ils étaient classés dans les finances (92) et, jadis, c'étaient les généraux des finances qui avaient à connaître de tout ce qui regardait les monnaies. La question n'a d'ailleurs qu'un intérêt de principe, car depuis longtemps le roi s'était réservé la direction du service et les généraux des monnaies avaient acquis une indépendance complète à l'égard des trésoriers généraux.

Les trésoriers de France n'avaient plus qualité que pour publier les textes relatifs aux monnaies et les faire appliquer. Dans le passé, la publication du « surhaussement » de 1602 — mettant fin à la stabilisation de 1577, qui avait fixé la valeur de l'écu d'or soleil à 3 livres tournois — avait d'ailleurs fait entrer en conflit le bureau des finances de Bordeaux avec le Parlement et les jurats de la ville, mais le Conseil du roi lui avait donné raison (93).

*
* *

Signalons que, suivant FORBONNAIS : « On annonça en 1653 une diminution d'un sixième sur les monnaies, par gradation. Cette opération engagea les particuliers à prêter leur argent, soit aux financiers, soit au Trésor. On constitua 400.000 livres de rentes sur la ville... La faculté d'emprunter fit consommer par avance les années 1655 et 1656. Beaucoup d'assignations que les troubles précédents avaient empêché d'acquitter furent remboursées ».

Le phénomène décrit par FORBONNAIS (94) s'explique du fait qu'il entendait par diminution de la monnaie une réduction du nombre de livres (monnaie de compte) représentée par chaque pièce, la pistole d'or étant ramenée de 12 à 10 livres et les pièces d'argent en proportion. Il ne s'agissait pas d'ailleurs seulement d'une manifestation d'intention destinée à provoquer le mouvement (95) : la livre, qui avait été

(92) Suivant FORBONNAIS, l'état du roi pour 1663 prévoyait une recette de 102.000 livres au titre des monnaies.

(93) Arch. dép. de la Gironde C 3.977.

(94) Il a déjà été repris par LAVISSE (t. VII-1, p. 811) et par Germain MARTIN et BEZANCON dans l'« Histoire du crédit public sous Louis XIV » (p. 58).

(95) Le procédé sera souvent utilisé par la suite, notamment au cours de la guerre de la succession d'Espagne.

réduite à une équivalence de 7,3 grammes d'argent fin, reçut en effet de nouveau celle de 8,33 grammes qu'elle avait avant la Fronde (96).

G. — DÉCIMES.

Par le concordat de 1516, le Pape avait autorisé le roi, en vue d'une prétendue croisade contre les Turcs, à prélever sur les revenus du clergé « une » puis deux décimes (ne portant, il est vrai, que sur les deux tiers des revenus des bénéfices, le troisième tiers étant réservé pour les réparations). Par la suite, le versement avait pris un caractère forfaitaire à un chiffre discuté entre le roi et l'assemblée générale du clergé. En 1561, à Poissy, il avait été fixé à 1.600.000 livres et cette somme avait été affectée au paiement de rentes constituées sur l'Hôtel de Ville. Il avait été ramené par la suite à 1.300.000 livres; il n'était plus que de 1.292.906 livres 13 sols, 9 deniers vers le milieu du XVII^e siècle en raison du rachat des diocèses de Reims, Bourges et Limoges, mais le forfait annuel s'augmentait de subventions exceptionnelles, alias « dons gratuits », par exemple 4.000.000 de livres en 1645 (payables en deux ans et demi, à raison de 3.000.000 par les titulaires de bénéfices et 1.000.000 par les officiers des décimes) et 600.000 livres le 25 janvier 1651 à l'occasion de la majorité de LOUIS XIV. Plus tard, les dons gratuits prendront la périodicité des assemblées générales du clergé, soit cinq ans.

La répartition des impositions avait été faite à l'origine par des commissaires du roi. Le recouvrement sur les titulaires des bénéfices

(96) Nous rappelons que, au départ, sous CHARLEMAGNE, la livre représentait 489 grammes d'argent.

Pour le XVII^e siècle, nous donnons ci-après, suivant une aimable communication de M. Jean MEUVRET, la valeur, en grammes d'argent fin, de la livre tournois, déduite du cours et de la valeur intrinsèque des principales monnaies d'argent :

septembre 1602.	10,98 grammes
5 mars 1636.	8,69 grammes
novembre 1641.	8,33 grammes
avril 1650.	7,57 grammes
mars 1652.	7,13 grammes
juin 1653.	7,24 grammes
septembre 1653.	7,91 grammes
avril 1654.	8,33 grammes
1 ^{er} janvier 1666.	8,61 grammes
10 septembre 1666 au 10 décembre 1689.	8,33 grammes

Signalons, à titre documentaire et sans en prendre la responsabilité que, suivant E.-J.-M. VIGNON (Etudes historiques sur l'administration des voies publiques — 1862, 3 vol. in-8), une mesure de blé correspondant à notre hectolitre aurait valu :

en 1648.	9,75 livres, soit 82 grs d'argent
en 1649.	12 livres, soit 100 grs d'argent
en 1650.	17 livres, soit 141 grs d'argent
en 1651.	16,4 livres, soit 135 grs d'argent
en 1652.	16 livres, soit 133 grs d'argent
en 1653.	8,6 livres, soit 71 grs d'argent

soit, en poids d'argent, de deux à quatre fois moins que de nos jours (environ 285 grs).

était assuré dans chaque diocèse par un receveur particulier (97) qui en versait le montant à un receveur général et provincial (98) dont les versements étaient centralisés par le receveur général du clergé de France.

Au xvi^e siècle tout au moins, l'intervention des trésoriers de France était parfois requise pour contraindre les bénéficiers et gens d'église à payer les sommes auxquelles ils avaient été taxés (99). Nous ne pensons pas que cette situation se soit retrouvée au xvii^e.

Les receveurs provinciaux et particuliers des décimes prêtaient serment devant les trésoriers de France et leur donnaient caution (2.000 écus).

Au xvi^e siècle, ils comptaient par « états au vrai » devant eux. Au xvii^e, et notamment après la constitution de bureaux et de Chambres ecclésiastiques pour les décimes, suivant lettres patentes de mai 1626 vérifiées au parlement de Paris (100), ils furent autorisés à ne rendre compte qu'aux autorités ecclésiastiques.

Dans la seconde partie du xvii^e siècle, les charges furent réunies au clergé, qui se chargea des recouvrements par l'intermédiaire de commis soumis à l'autorité du receveur général du clergé, qui ne comptait que devant les députés du clergé.

H. — OCTROIS.

Les « octrois » étaient des droits qui se levaient, en vertu d'une autorisation du roi, sur les marchandises et denrées qui entraient dans les villes ou qui s'y débitaient; leur produit devait être employé aux « réparations, fortifications et décorations des villes, aux ponts, pavés, à l'entretien des fontaines et des horloges, aux frais de feux de joye et autres besoins communs », suivant l'article 351 de l'ordonnance de Blois de mai 1579.

Ils se distinguaient des « deniers patrimoniaux » provenant du revenu des immeubles et autres biens des villes, dont la perception n'avait pas à être autorisée par le roi et dont l'emploi était plus libre.

Le règlement du 8 juillet 1578 avait donné mission aux trésoriers de France de s'assurer, au cours de leurs chevauchées, qu'aucun abus

(97) Les premiers receveurs particuliers des décimes et subventions furent créés par des édits de 1557 et juin 1573 (Bibl. nat. F 46.845 (1). Des receveurs alternatifs furent créés par édit de décembre 1621 (Bibl. nat. F 46.943 (36) et des receveurs triennaux par édit de juin 1628, mentionnant encore l'intervention des trésoriers de France (Bibl. nat. F 46.963 (11).

(98) Les receveurs généraux provinciaux des décimes furent créés par un édit de 1580 et l'édit précité de décembre 1621, vérifié au parlement de Paris le 18 mars 1622.

(99) Cf. Mandement du roi du 27 septembre 1578 (Bibl. nat. Manuscrits, collection THOISY II, f^o 113).

Le 4 mai 1533, c'était aux baillis et sénéchaux que le roi s'était adressé dans des circonstances analogues (*Ibid.*, vélins 967) (2 et 3).

(100) Bibl. nat. F 46.936 (2).

n'avait été commis quant aux deniers d'octroi par les maires et échevins (101). Ils devaient s'enquérir des « levées et emploi des deniers » et visiter les ouvrages et réparations auxquels ils avaient été affectés (102). L'édit de janvier 1581 leur avait confié l'apurement de leurs comptes; il avait été suivi, en octobre de la même année (103), de la création, dans toutes les villes du royaume, d'un « receveur des deniers communs, patrimoniaux et d'octroi », nommé par le roi sur une liste de trois personnes proposée par la ville et tenu de prêter serment devant le bureau des finances avant d'entrer en fonctions (104).

L'édit de janvier 1586 avait rendu aux Chambres des comptes l'apurement des comptes des deniers d'octroi, et aux baillis et sénéchaux, qui l'assuraient antérieurement, celui des deniers patrimoniaux (105). Les trésoriers de France restaient compétents cependant pour vérifier les états au vrai des receveurs concernant les octrois et recevoir leurs cautions. Ils le demeurèrent après l'intervention de lettres patentes en forme d'édit du 21 juin 1621 (106) qui créèrent, dans chaque ville, des receveurs alternatifs et triennaux (107).

(101) « Et afin de contenir les deniers communs et d'octroi des villes en devoir pour n'en abuser et que le roi en puisse mieux être satisfait et éclairé qu'il n'a été par le passé, S. M. en ensuivant les autres arrêts ci-devant donnés en son Conseil ordonne et enjoint très expressément aux dits trésoriers généraux que, faisant leurs chevauchées chacun en leur département, ils s'inquiètent et informent diligemment et exactement, sur peine de s'en prendre à eux, des levées et emplois des dits deniers, visitent les ouvrages et réparations auxquels ils sont employés et dont ils vérifient les états, auxquels états ne seront les comptables reçus ni adm's à en compter, ni leurs comptes valables s'ils ne sont vérifiés par les dits trésoriers généraux et seroient le même pour le regard des hopitaux et maladreries qui sont de fondation royale, pourvoient à la correction des abus qui se trouveraient par la saisie en la main du roi des deniers de leurs revenus et autres en ce cas requis ».

(102) Le 11 octobre 1608, le Conseil du roi renvoya aux trésoriers de France de Rouen, comme de leur compétence, une requête des échevins de la ville tendant à ce que les fonds destinés aux fortifications soient employés à la réparation des quais et des talus que les glaces et les crues avaient gravement endommagés (Arch. nat. E 19a, d° 15 v° et Bibl. nat. Manuscrits français 48.174, f° 5 v°).

(103) Bibl. nat. F 23.510 (427).

(104) Le traité de la Chambre des comptes de Paris de 1647 énumère pour les 13 généralités dépendant de la Chambre avant 1635 (date de création de celle de Montauban) les villes et bourgs où existaient des droits d'octroi (alias villes closes), savoir :

- 53 pour la généralité de Paris
- 19 pour celle d'Amiens
- 14 pour celle de Bordeaux
- 18 pour celle de Bourges
- 26 pour celle de Châlons
- 42 pour celle de Limoges
- 3 pour celle de Lyon
- 18 pour celle de Moulins
- 25 pour celle d'Orléans
- 10 pour celle de Poitiers
- 4 pour celle de Riom
- 14 pour celle de Soissons
- 23 pour celle de Tours.

(105) Sauf pour Paris et Lyon où les comptes des deniers patrimoniaux étaient rendus aux prévôts des marchands.

(106) Vérifiées seulement le 29 décembre 1629 (Bibl. nat. F 46.943 (14)).

(107) C'est seulement par déclarations du roi des 27 juin 1766 et 13 février

Ils avaient été confirmés par l'édit de janvier 1586 dans le pouvoir d'adjuger, pour un maximum de 6 ans, les baux à ferme des deniers d'octroi en présence des maires et échevins de la ville et du procureur du roi au bailliage. Une exception avait été prévue pour les généralités où existaient des « généraux surintendants des deniers d'octroi », mais ces officiers furent supprimés peu après; il devait en être de même des intendants particuliers des deniers d'octroi créés dans chaque élection par un édit de décembre 1628 (108). Suivant un arrêt du Conseil du 17 décembre 1672, les baux des octrois étaient encore donnés au plus offrant et dernier enchérisseur par les trésoriers de France (109).

Nous rappelons que, par déclaration de décembre 1647, le roi s'était attribué les deniers d'octroi des villes « pour la dépense de la guerre » en autorisant toutefois ces dernières à doubler les tarifs de façon à retrouver leurs revenus (110). Un arrêt du Conseil du 28 juin 1653 supprima le doublement, mais en réservant au roi la moitié du montant des octrois et, sauf des changements de modalités, la division du montant des octrois subsista; elle fut consacrée par la grande ordonnance de 1681 avec deux modalités : partage des taxations en deux moitiés ou partage du produit entre le roi et la ville. Mais à l'époque, au moins dans la ville principale de la généralité, l'intendant avait déjà été substitué aux trésoriers de France pour l'adjudication des baux des octrois (111).

2) ÉTABLISSEMENT DES ÉTATS ET ORDONNANCEMENT DES DÉPENSES.

L'établissement des états n'était pas une opération comptable quelconque; il correspondait en effet à ce qu'est pour nous la préparation du budget et conditionnait son exécution et le contrôle de cette exécution.

Chaque année, les trésoriers de France étaient tenus de faire

1768 que les Chambres des comptes du royaume reçurent la charge d'apurer toutes les opérations des receveurs des deniers communs, qui eurent à les présenter en un seul compte, divisé en deux chapitres : « deniers patrimoniaux » et « deniers d'octroi » (Bibl. nat. F 21.175 (72).

(108) Bibl. nat. F 46.964 (9).

Le même édit avait créé un office d'intendant général des deniers communs et d'octroi, « résidant à la Cour et suite de S. M. », qui devait subsister et être occupé notamment par Jacques TUBEUF, ainsi qu'il a été dit plus haut.

(109) Les élus prétendaient aussi en avoir le pouvoir (Cf. *infra*, p. 425 et note 810).

(110) A l'état du roi pour 1649, les octrois (part du roi) étaient comptés avec les décimes et autres droits pour 4.621.000 livres (Cf. FORBONNAIS, t. 1^{er}, p. 259).

Déduction faite des décimes (1.293.000 livres), ils représentaient donc moins de 3.328.000 livres.

(111) L'édit de mars 1691 créant un premier président dans chaque bureau lui donna qualité pour procéder conjointement avec l'intendant à l'adjudication des baux des deniers communs et autres de la ville principale de la généralité, et de le faire seul, à défaut de l'intendant.

L'édit de février 1704 prévoira la même attribution pour le second président par lui créé, pour les bureaux où l'office de premier président n'avait pas été levé.

parvenir au Conseil du roi, en temps utile, les « états de valeur » de la généralité pour les finances, le taillon et le domaine. L'état de valeur des finances devait comporter, en recette, les sommes qui seraient reçues à ce titre par le roi au cours de l'année suivante en dehors des tailles et, en dépense, les charges qu'il serait tenu d'acquitter.

Les états de valeur des généralités servaient de base à l'état du roi, correspondant sensiblement à notre budget. Cet état, arrêté en Conseil du roi sur la proposition du surintendant des finances, n'était pas toutefois la somme des états de valeur après addition de la taille et du taillon, fixés à la différence entre les dépenses et les recettes; le montant ainsi déterminé aurait le plus souvent, en effet, excédé les facultés contributives des redevables; aussi des abattements devaient-ils être pratiqués sur les dépenses envisagées : réduction des travaux publics prévus, abattements sur les arrérages de rentes, retranchement de quartiers sur les gages des officiers, reculements, etc...

Au reçu de l'état du roi et en conformité avec lui, les trésoriers de France établissaient les « états par estimation » destinés à chacun des receveurs généraux de la généralité (tailles, taillon, domaine), mais dont des doubles seraient envoyés tant au Conseil du roi qu'au trésorier de l'épargne (112). Il leur était « expressément défendu, sous peine de privation de leurs offices d'y innover aucune chose » (113).

Chaque état comportait, d'une part, les sommes dont le receveur général aurait à faire assurer le recouvrement et, d'autre part, les charges qu'il aurait à payer ou à faire payer par les receveurs particuliers. Il doit être observé à cet égard que, pour les recettes, en dépit de la dénomination de l'état, il s'agissait moins d'une évaluation que de la détermination du montant des sommes à recouvrer et que, pour les dépenses, il y avait à la fois limite des paiements à effectuer et autorisation de régler les dépenses permanentes dans les conditions prévues par les titres institutifs et suivant la quotité fixée à l'état du roi. La plupart des dépenses permanentes s'effectuait en effet sans ordonnancement préalable (114) et c'était le comptable lui-même qui déterminait les sommes à verser aux parties prenantes, ce qui explique

(112) L'état des finances était divisé en trois parties :

1^o Finances ordinaires,
2^o Finances extraordinaires,
3^o Emprunts (pour le trésorier de l'épargne seulement).

(113) Article 9 de l'arrêt de règlement du Conseil du roi du 8 avril 1600 (Bibl. nat. Dupuy, 128, f^o 30 v^o).

L'article 11 du règlement du 21 juin 1611 avait prévu, par ailleurs, une peine du double des dépenses non comprises aux états du roi qui seraient acquittées sur l'ordre des trésoriers (Cf. *supra*, p. 120).

(114) Il est difficile d'avancer un chiffre pour la proportion des dépenses payées par les comptables sans avoir été ordonnancées; celui de 70 % ne paraît pas invraisemblable.

Il n'est pas sans intérêt de le comparer à la proportion actuelle : de nos jours environ 20 % des dépenses sont payées directement par les comptables, sans ordonnancement; si, à la suite de l'expérience en cours dans trois départements (décret du 6 mai 1961, J. O. du 9), il est renoncé aux ordonnancements en ce qui concerne les dépenses de traitements et accessoires, la proportion passera à quelque 45 %.

d'ailleurs l'existence auprès de lui d'un contrôleur chargé de suivre constamment ses opérations.

Au cas de différend entre le comptable et la partie prenante, les trésoriers de France étaient compétents pour en connaître, sauf appel au Conseil du roi (115).

Les dits trésoriers de France avaient à viser les mandements délivrés par le trésorier de l'épargne sur les receveurs de la généralité pour le règlement des dépenses ordonnancées pour le roi par ses délégués, notamment les intendants des finances (116).

Ils ordonnaient eux-mêmes, après liquidation, les dépenses pour lesquelles ils étaient spécialement commis par le Conseil du roi et notamment les remboursements d'offices supprimés et de rentes rachetées.

Enfin, dans la limite de l'état du roi, ils avaient l'ordonnancement de celles des dépenses de la généralité qui ne pouvaient être payées de leur propre chef par les receveurs.

En ce qui concerne les dépenses militaires et notamment la solde, ils n'étaient compétents que pour faire verser aux trésoriers de l'ordinaire et de l'extraordinaire des guerres les sommes globales nécessaires aux besoins des troupes (117 et 118).

*
* *

Il sera exposé ci-après, au titre de la surveillance des comptables par les trésoriers de France, comment ces derniers avaient à assurer le contrôle de l'exécution de l'état du roi au moyen des « états au vrai » établis par les comptables, états comportant en ce qui concerne les dépenses les divisions suivantes :

- 1° Frais de perception;
- 2° Frais de transport de fonds;
- 3° Autres dépenses.

(115) Suivant un arrêt du Conseil du 3 juin 1669 dont l'exposé de motifs est reproduit par R. DARESTE (la Justice administrative en France, 1862, p. 30), toutes les difficultés qui pouvaient survenir entre les parties prenantes ou leurs créanciers et les receveurs et payeurs étaient jugées par les trésoriers de France, sauf appel au Conseil d'Etat.

(116) L'obligation du visa des mandements (nominatifs et susceptibles d'endossement) avait d'ailleurs pour seul objet de permettre aux trésoriers de France d'avoir une connaissance approximative de la situation de caisse des receveurs; l'acquit du titulaire se portait sur la pièce elle-même, alors que le bénéficiaire d'une « rescription sur l'épargne » donnait quittance sur une pièce séparée (Traité de la Chambre des comptes de Paris de 1647).

(117) Pour l'établissement des états au roi, les trésoriers de France avaient reçu des trésoriers des guerres leurs prévisions de dépenses, qu'ils avaient annexées à leurs propres états de valeur.

(118) Indiquons ici que « l'ordinaire des guerres » correspondait aux troupes les plus anciennes, « l'extraordinaire des guerres » à celles créées par la suite et, en principe, à titre seulement temporaire. Au xvi^e siècle, on avait distingué les trésoriers des guerres « au-delà des monts » (en Italie) et ceux « en-deçà des monts » (en France).

*
**

Outre les états indiqués ci-dessus, les trésoriers de France étaient tenus d'adresser au Conseil, à des dates déterminées et chaque fois qu'il leur était demandé, des états statistiques : états des recouvrements, états des restes de l'année en cours et des années précédentes; états des officiers décédés et gages vacants (119), etc...

3) *RÉCEPTION, VÉRIFICATION ET ENREGISTREMENT DES DOCUMENTS ÉMANÉS DU CONSEIL DU ROI.*

Au bureau des finances incombait la vérification et l'enregistrement des actes suivants, quand ils lui étaient adressés :

1° Edits;

2° Déclarations du roi en son Conseil;

3° Arrêts du Conseil du roi;

4° Lettres patentes relatives aux :

levées ordinaires, extraordinaires ou spéciales;

droits d'octroi ou autres;

dons, pensions et privilèges;

anoblissements;

érections de terres en baronnies, comtés, marquisats ou duchés;

naturalité, déclaration de naturalité, réhabilitation de naturalité (120);

(119) Cf. l'article 7 du règlement du Conseil du roi du 8 avril 1600 (Bibl. nat. DUPUY, 128, f° 29 v°) :

« Informeront aussy bien les dits trésoriers, chacun es élections de leur département, de toutes sortes d'offices qui ont vacqué par mort en l'estendue d'icelles depuis le premier jour de l'année dernière, comme aussy des fraudes et abus qui s'y sont commis et s'y commettent journellement... et dresseront un estat plus exact et au vrai qu'il leur sera possible du nombre des offices qui ont vacqué par mort depuis le dit temps avec les gages et droits revenant bons à S. M. et à Messieurs de son Conseil en donnant advis, le plus soigneusement qu'ils pourront, de tout ce qui importera au bien du Service de S. M. en l'estendue de leur charge ».

Plus tard, pour suivre les vacances des offices et les signaler au contrôleur général des finances, ainsi que pour empêcher le paiement des gages attachés aux dits offices, il sera créé par édit de mai 1706 (Bibl. nat. F 23.616 (467 et 468), 4 offices de conservateurs généraux des gages à Paris et, dans chaque généralité, un office de conservateur provincial, office qui sera commué en office de trésorier de France et réuni au bureau, avec les fonctions correspondantes, par édit d'avril 1708 (Bibl. nat. F 23.619 (118 à 121)).

Un office de conservateur des gages intermédiaires sera de même créé dans chaque bureau par édit de décembre 1712 (Bibl. nat. F 23.620 (350 à 353), mais sera réuni au corps des bureaux où il n'avait pas encore été levé, par édit de décembre 1713 (Bibl. nat. F 23.620 (603); il sera supprimé par mesure générale en août 1716 (Bibl. nat. F 23.621 (478)).

(120) Des lettres différentes étaient délivrées suivant le pays d'origine des

légitimations;
garde-nobles (121);
affranchissements et exemptions;
décharges d'impositions et du prix de ferme;
Concessions, engagements et échanges de domaines;
péages;
provisions d'offices ou commissions.

Au moins pour les lettres patentes, les trésoriers de France estimaient que l'obligation à eux faite de vérifier les actes qui leur étaient transmis par le Conseil du roi impliquait la possibilité d'en différer l'enregistrement et d'en faire la critique par voie de remontrances au Conseil.

Dans un arrêt du 27 mai 1603 (122), le Conseil du roi, en rappelant que toutes les commissions pour vente du domaine, vente de bois et levées de deniers devaient être enregistrées « au greffe des trésoriers de France », avait précisé que ceux-ci, sans pouvoir retarder l'exécution des commissions, étaient admis néanmoins à présenter au Conseil leurs « observations ».

Nous verrons, plus loin (p. 402), que le chancelier SEGUIER refusait aux bureaux des finances le droit de faire des remontrances — qu'il déclarait réservé aux compagnies souveraines — mais était contraint d'admettre de leur part, sous un vocable différent, un certain droit de critique (123).

Suivant les Chambres des comptes, ce droit disparaissait quand elles avaient déjà connu du texte en cause et en avaient accepté personnellement l'enregistrement. C'était le cas notamment pour les lettres de dons, pensions, naturalité, légitimation et anoblissement. Nous en avons déjà vu un exemple pour les lettres de provision des trésoriers de France et gens du roi des bureaux des finances; quand elles avaient reçu un officier et enregistré ses provisions, les Chambres déniaient aux bureaux le pouvoir d'examiner de nouveau la validité de ces lettres et de refuser l'installation de leur titulaire.

C'était également la position des Cours des aides à l'égard des officiers qu'elles avaient reçus et qui devaient aussi prêter serment au

aubains, certains jouissant de divers droits en France comme les originaires d'Avignon et du Cambrésis, les suisses, portugais et écossais; les flamands et milanais avaient également une situation particulière. Quant aux francs-comtois, ils n'étaient pas réputés aubains en Bourgogne, mais l'étaient dans les autres provinces.

(121) La garde-noble était le droit qu'avait, dans certaines provinces et notamment en Normandie, le seigneur de jouir du revenu des fiefs de son vassal décédé, à charge de pourvoir à l'éducation et l'entretien de ses enfants mineurs, administrer leurs biens et en acquitter les dettes. Le roi renonçait souvent à ce droit, pour les fiefs mouvant de lui, au profit de proches parents des mineurs.

(122) Bibl. nat. Manuscrits français 10.842, f° 135.

(123) Les trésoriers de France de Montauban ayant fait opposition à une déclaration du roi du 18 juillet 1702 concernant la procédure applicable aux aveux et dénombrements, le Conseil du roi, en rejetant cette opposition par arrêt du 3 octobre 1705, leur interdit de « faire à l'avenir aucune opposition aux édits et déclarations du roi ».

bureau des finances, notamment les officiers des élections et greniers à sel.

Pour ceux qui n'avaient pas préalablement été reçus devant une Chambre ou une Cour, les droits des trésoriers de France étaient entiers quand ils devaient en recevoir le serment. Suivant le traité de la Chambre des comptes de Paris de Claude de BEAUNE (124), les trésoriers de France étaient même tenus, avant de recevoir celui d'un contrôleur général de généralité, de s'assurer, d'une part, qu'il n'existait aucun lien de parenté, d'alliance ou de services entre lui et le receveur général qu'il aurait à contrôler et, d'autre part, que le nouveau pourvu avait des moyens suffisants pour avoir pu payer l'office de ses deniers : il était à redouter en effet que le comptable lui eût fourni les fonds nécessaires à son acquisition pour l'avoir sous sa dépendance.

Pour les officiers de la généralité qui n'avaient pas à prêter serment devant le bureau, l'enregistrement des provisions n'était que la formalité nécessaire au règlement de leurs gages par l'ordonnance des trésoriers de France (donnée lors de l'enregistrement et valable jusqu'à nouvel ordre). Nous ne savons si, en droit, les trésoriers de France auraient été fondés à critiquer la délivrance des lettres de provision ou leurs modalités; en fait, il semble qu'ils s'en abstenaient habituellement.

Rappelons que l'enregistrement des lettres au bureau était l'occasion de la perception de droit de greffe et d'épices et, partant, l'occasion de conflits avec les redevables, les tarifs fixés le 12 mai 1586 par le Conseil du roi, devenus insuffisants, n'étant pas respectés.

4) *ATTRIBUTIONS A L'ÉGARD DES COMPTABLES.*

A. — RÉCEPTION DES COMPTABLES.

En vertu d'ordonnances anciennes et des édits de 1551, 1557, 1563, 1577 et 1597, aucun comptable qui aurait à répondre de sa charge devant les trésoriers de France ne pouvait entrer en fonction avant d'avoir prêté serment devant eux.

Pour les raisons exposées ci-dessus, les trésoriers de France n'avaient pas à recommencer les informations de vie et de mœurs déjà faites par les Chambres des comptes. Ils ne devaient y procéder que pour ceux qui n'avaient pas été déjà reçus par la Chambre comptente.

(124) Ce point de vue sera confirmé par un arrêt du Conseil du roi et des lettres patentes du 23 mars 1706 disposant que « ceux des officiers comptables et autres qui, après avoir esté reçus en la Chambre doivent estre installés ou prester serment aux bureaux des finances, seront admis au dit serment et installés par les officiers desdits bureaux purement et simplement, sans qu'ils puissent ordonner une nouvelle information de vie et mœurs des officiers, à peine de nullité ». Textes enregistrés à la Chambre des comptes de Paris le 6 mai 1706. Paris, 1728, 4 p. in-4. Bibl. nat. F 20.941 (101).

(125) T. II, p. 83.

B. — CAUTIONS DES COMPTABLES.

Avant l'entrée en fonctions de tout comptable, les trésoriers de France étaient tenus d'exiger de lui une caution solvable, et le cas échéant, un certificateur de caution. Au cas où cette caution devenait insolvable ou venait à décéder, ils devaient en faire assurer le remplacement (126). Les Chambres des comptes estimaient, nous l'avons vu, qu'il y avait là une obligation essentielle de leurs fonctions.

En ce qui concerne le montant des engagements des cautions, les ordonnances avaient prévu le chiffre de mille livres pour les receveurs généraux et « le tiers d'un quartier de leurs opérations annuelles » (donc, le montant de leurs recettes pour un mois) pour les receveurs particuliers des tailles et les receveurs des aides.

En raison de l'avilissement de la livre, la Chambre des comptes de Paris avait porté de son propre chef à 20.000 livres le montant de la caution des receveurs généraux (127). Celle des receveurs particuliers fut habituellement arrêtée à 6.000 livres.

En ce qui concerne les comptables du domaine, il avait été prévu en 1650 de porter leurs cautions au quart du montant de leurs opérations annuelles; les bureaux de Riom et de Montauban avaient fait les plus expresses réserves les 12 avril et 12 mai 1650 sur la possibilité d'une telle mesure (128).

Les trésoriers de France étaient tenus de transmettre aux Chambres des comptes les actes de constitution et de renouvellement des cautions (129). Seules ces Chambres étaient qualifiées pour libérer les cautions après l'apurement des comptes des comptables (130).

*
* *

Les avances demandées aux receveurs généraux sur les recouvrements des tailles avaient donné un aspect nouveau à la question des cautions. C'est ainsi qu'à Moulins où les trésoriers de France prétendaient exiger l'exécution des dispositions réglementaires le surintendant des finances de LA MEILLERAYE leur demanda le 20 septembre 1649 de ne pas insister, vu « les asseurements » donnés au roi par les comptables en exercice pour 1647 et 1648 lors du traité relatif à leurs avances (131).

(126) Edit de décembre 1542, articles 6 et 15, et édit de décembre 1557, art. 19.

(127) Traité de la Chambre des comptes de Paris de 1647, t. II, p. 137. Le chiffre de 20.000 livres est de l'ordre de grandeur du cautionnement actuellement exigé des trésoriers-payeurs généraux, compte tenu des valeurs respectives des monnaies.

(128) Lettres n^{os} 167 et 180.

(129) Dispositions confirmées par l'article 20 de l'ordonnance de 1669.

(130) Traité de la Chambre des comptes de Paris de 1647, t. II, p. 109.

(131) Une copie de sa lettre est insérée sous le n^o 30 dans le recueil de lettres de FOURNIVAL.

C. — REGISTRES DES COMPTABLES.

Les trésoriers de France étaient tenus de parapher, avant leur ouverture, les registres des receveurs généraux et également ceux des receveurs des domaines. Le paraphe des receveurs particuliers des tailles et des aides était assuré par les élus.

D. — EXÉCUTION DE L'ÉTAT DU ROI.

Les trésoriers de France étaient tenus de notifier aux comptables les textes qu'ils auraient à appliquer et notamment, ainsi qu'il a été dit, pour la fraction dont ils avaient à connaître, les états par estimation les concernant.

Ils avaient à suivre le recouvrement des tailles et autres levées et le paiement des dépenses, qu'elles soient faites en vertu de mandements du trésorier de l'épargne, d'ordonnances spéciales du bureau ou directement par les comptables en vertu de leurs ordonnances générales.

Ils devaient faire exécuter à cet égard les ordres du Conseil du roi, parfois les plus déraisonnables : c'est ainsi qu'un des premiers actes du maréchal de LA MEILLERAYE, à son entrée en fonctions comme surintendant des finances en juillet 1648, fut d'interdire la sortie de toutes sommes des recettes générales sans son ordre (132). C'était le geste de défiance d'un néophyte à l'égard de tous, et surtout de son prédécesseur, PARTICELLI D'EMERY. Son application ne pouvait que paralyser toute l'administration. Aussi dut-il être transformé en celui de donner avis, au surintendant, de toute sortie de fonds, mesure encore bien difficile à appliquer et de peu d'utilité pratique. Il en fut de même de celle de faire apposer sur les coffres des recettes des cadenas dont les trésoriers de France auraient la clef. Il s'en serait suivi une gêne constante pour les opérations et les comptables eurent beau jeu d'observer que la surveillance de la sortie des fonds était déjà assurée par les contrôleurs généraux et les contrôleurs des généralités.

E. — CONTRÔLE DES OPÉRATIONS.

Les trésoriers de France étaient tenus de vérifier les livres des comptables, au moins dans les 15 premiers jours de chaque trimestre (133). Après avoir arrêté les registres tant en recette qu'en

(132) Par lettre n° 26 du 26 septembre 1648, le bureau d'Orléans déclara que l'ordre ne pouvait concerner sa généralité, les recettes de ladite généralité étant affectées au paiement des rentes et transmises à cet effet aux payeurs des dites rentes.

(133) Art. 10 de l'arrêt de règlement du Conseil du roi du 8 avril 1600 (Bibl. nat. DUPUY 120, f° 29 v°).

dépense, ils fixaient les sommes que le receveur devait avoir en caisse, puis ordonnaient l'ouverture des coffres, faisaient l'inventaire des deniers et en dressaient procès-verbal en constatant la concordance avec le chiffre obtenu. Si l'encaisse était excessive, ils la faisaient voiturier à la recette générale et à l'Épargne, après avoir constaté par procès-verbal le montant et la composition des espèces voiturées (la valeur relative des espèces n'étant souvent pas conforme aux proportions légales, le « billonnage » était à redouter).

En fin d'exercice, ils devaient obliger les comptables à compter devant eux par « états au vrai » (134) dans un certain délai (135), en comparant ces états (relevé des opérations de recettes et de dépenses) aux états d'estimation et en les rapprochant des acquits et pièces justificatives, ainsi que des états au vrai des années précédentes s'il s'agissait de dépenses ordinaires (136).

Ils « passaient » (admettaient) les dépenses ou les « rayaient » (rejetaient). Dans le cas de défaut d'acquit, ils adoptaient parfois une troisième solution, l'admission sous réserve de la production de la quittance (137).

Suivant un arrêt du Conseil du roi du 5 février 1608 (138), l'examen des états au vrai des receveurs particuliers ne devait avoir lieu qu'après convocation des receveurs généraux.

N'avaient pas à compter par états au vrai devant les trésoriers de France, le trésorier de l'épargne et certains comptables assignés à l'épargne et notamment le trésorier des parties casuelles et les trésoriers des guerres, qui adressaient directement leurs états au vrai au Conseil du roi (139).

Sauf pour ces comptables, les Chambres des comptes ne pouvaient statuer sur les comptes des comptables qu'après la vérification de leurs états au vrai par les trésoriers de France (140).

(134) La vérification des états au vrai concernait non seulement les comptables des finances et des domaines du roi, mais également ceux des deniers communs et d'octroi des villes et aussi, en vertu du règlement du 8 juillet 1578, ceux des hôpitaux et maladreries de fondation royale. (Cf. supra, p. 173, note 101).

(135) L'ordonnance de janvier 1629 (Codé Michau) avait prévu, en son art. 349 un mois pour les receveurs particuliers et deux mois pour les receveurs généraux des finances et les receveurs généraux des bois et forêts.

(136) Ce contrôle correspond sensiblement à celui actuellement exercé par la Direction de la comptabilité publique sur les comptes des comptables de l'Etat avant leur transmission à la Cour des comptes.

(137) Les Chambres des comptes pouvaient prendre trois autres décisions :

1° La « souffrance », délai de six mois accordé aux comptables pour la régularisation de la dépense;

2° La « supersession », délai semblable de six mois au-delà du premier (terme auquel la dépense était rayée d'office);

3° « L'indécision », réservant la question jusqu'à nouvel ordre.

(138) Arch. nat. E 16b, f° 76 r° et Bibl. nat. Manuscrits français 18.173, f° 24 r°.

(139) C'est sur la base des « états au vrai » que le Conseil du roi pouvait établir une sorte de compte général de l'administration des finances pour l'année écoulée.

(140) Ce fut seulement par une déclaration du roi du 8 mai 1772 (Bibl. nat. F 21.183 (192) que fut supprimée la reddition, tant au bureau des finances qu'aux Chambres des comptes, des comptes des receveurs particuliers, dont les opérations

Après l'arrêté des états au vrai des receveurs particuliers, les trésoriers établissaient des mandements — alias « lettres d'état » — leur ordonnant de verser aux receveurs généraux le solde des dits états.

En cours de gestion, ils pouvaient délivrer des mandements ou lettres d'état semblables pour faire verser par un receveur particulier à un de ses collègues les sommes nécessaires à l'approvisionnement de sa caisse.

En cours de gestion, les receveurs généraux étaient qualifiés pour se faire verser directement par les receveurs particuliers les sommes exigibles d'eux, mais devaient soumettre au visa des trésoriers de France les contraintes qu'ils décernaient contre ceux « en demeure de payer suivant leurs accords » (141).

Les trésoriers de France n'avaient pas pour autant la connaissance des litiges pouvant s'élever entre les comptables en rapport de clerc à maître, litiges qui relevaient des Cours des aides. La juridiction correspondante leur avait été déferée par l'édit de janvier 1581, mais leur avait été enlevée par celui de janvier 1586.

Jusqu'à l'arrêté des états au vrai, ils avaient par contre, ainsi qu'il a été dit, la connaissance des litiges qui pouvaient s'élever entre les comptables et les parties prenantes, leur décision étant d'ailleurs susceptible d'appel devant le Conseil du roi; après l'arrêté des états au vrai, ces litiges ne relevaient plus que des Chambres des comptes. Réserve doit évidemment être faite à cet égard pour les litiges relatifs à la perception des impôts dont la connaissance ne pouvait appartenir qu'aux Cours des aides.

Après fixation définitive de la situation des comptables, les Chambres des comptes avaient épuisé leur juridiction et c'était aux Cours des aides qu'incombait le jugement des difficultés relatives au versement du montant des débets (142).

F. — OBLIGATION DES TRÉSORIERES DE FRANCE EN CAS DE DÉCÈS OU DE MALVERSATION D'UN COMPTABLE.

Au cas de décès d'un comptable au cours d'une année d'exercice de sa charge, les trésoriers de France devaient apposer les scellés sur

furent intégrées dans les comptes des receveurs généraux suivant un système encore en usage.

Le nouveau système entraîna la suppression du paiement des dépenses par les receveurs particuliers, en en transférant la charge aux receveurs généraux (qui ne purent plus les faire acquitter que pour leur compte et sous leur responsabilité par les receveurs particuliers, les dits receveurs particuliers étant seulement responsables à leur égard de la validité de la quittance).

(141) Cf. Traité de la Chambre des comptes de Paris de 1647. Il s'agit des accords passés entre les receveurs généraux et les receveurs particuliers quant à leurs responsabilités et également aux avances respectives qu'ils avaient à faire sur le recouvrement des tailles.

L'exécution des contraintes relevait des trésoriers de France et non pas des Chambres des comptes; aussi, un arrêt du Conseil du roi du 12 février 1633 avait-il interdit à la Cour des comptes de Montpellier d'en connaître.

(142) Edit de mars 1548 sur les finances et déclaration du roi du 29 octobre 1552 (Bibl. nat. F 23.610 (185 et 186)).

ses effets et « commettre », c'est-à-dire désigner un intérimaire. A moins que les veuves et les ayants droit ne s'engagent à acquitter ce qui pouvait être dû au roi ou aux parties prenantes par le comptable décédé (143), ils devaient procéder à l'inventaire de ses biens, en faire faire la vente et faire remettre aux receveurs commis les deniers en provenant.

Les trésoriers de France devaient informer des « concussions, malversations et vexations » commises par les comptables de la généralité.

Quand le bureau avait avis qu'un comptable avait « joué, diverti ou perdu les deniers de sa recette », il devait désigner un des trésoriers de France pour se transporter sur les lieux, « se faire rendre compte par bref état » et, au cas où l'accusation était fondée, s'assurer de la personne du coupable, saisir ses biens, dresser un état des sommes restant dues et commettre à sa place une personne susceptible d'assurer les recouvrements à venir (144).

Les Chambres des comptes voyaient dans la faculté d'interdire un receveur « le plus grand pouvoir des trésoriers de France » (145).

En ce qui concerne les receveurs généraux, ils ne pouvaient, toutefois, sans ordre exprès du roi, que « leur clore les mains » en confiant la gestion provisoire de la recette générale, soit au commis du comptable interdit, soit à une autre personne désignée par eux.

II. — Domaine.

Sous le nom de domaine, l'ancien régime comprenait non seulement ce qui constitue pour nous le domaine public et privé de l'Etat, mais également les droits de toute nature attachés tant à la souveraineté du roi qu'à ses suzerainetés.

Suivant la terminologie de l'époque, nous distinguerons en ce qui concerne les attributions des trésoriers de France quant au domaine ainsi défini, celles concernant les « direction, autorité et gestion » et celles concernant la « juridiction contentieuse ».

(143) Les héritiers d'un comptable ne pouvaient accepter sa succession sous bénéfice d'inventaire; ils devaient l'accepter purement et simplement avec toutes ses charges possibles ou y renoncer (Art. 16 de l'ordonnance de 1563).

(144) Les Chambres des comptes n'étaient pas qualifiées pour faire visiter les comptables détenus par ordre des bureaux. Nous avons déjà vu que, réciproquement, les trésoriers de France ne pouvaient faire élargir ceux dont l'incarcération avait été ordonnée par les Chambres.

(145) Traité de la Chambre des comptes de Paris de 1647, t. II, p. 101.

1) DIRECTION (AUTORITÉ ET GESTION).

Les trésoriers de France avaient deux tâches essentielles :

A. — Assurer la conservation du domaine;

B. — Chercher à l'accroître, et en tirer le maximum de profits.

A. — CONSERVATION.

L'ordonnance alias édit de Moulins de février 1566 sur le domaine (146) avait posé le principe de l'inaliénabilité du domaine : l'ordonnance distinguait toutefois le domaine « fixe », ancien domaine de la Couronne entièrement inaliénable et imprescriptible, et le domaine « casuel », constitué par les acquisitions réalisées par le roi et dont il pouvait disposer pendant dix ans.

Les trésoriers de France devaient, avant tout, empêcher qu'il ne fût usurpé. La question se compliquait toutefois du fait que le domaine du roi n'était pas entièrement en ses mains. Une partie avait donné en apanage à des « fils de France » sous condition de réunion à la couronne à défaut d'héritier mâle, une autre était « engagée » sous condition d'un droit perpétuel de rachat (147).

Si l'apanagiste portait le titre attaché à ses terres et si la justice était rendue en son nom, il ne pouvait aliéner aucune part des biens et droits qui lui avaient été concédés; il ne pouvait procéder aux coupes de ses futaies que dans les conditions normales d'aménagement.

L'engagiste ne portait pas le nom, ni le titre attaché aux terres « engagées »; s'il les avait acquis contre paiement, il pouvait aliéner les biens sous la réserve du maintien du droit de rachat éventuel du roi. Il ne pouvait procéder à aucune coupe de futaie, sauf pour couvrir les dépenses nécessaires à la conservation du fonds et sous réserve d'autorisation préalable (148).

(146) Bibl. nat. F 27.573 (28).

Ce texte ne doit pas être confondu avec l'ordonnance de même date et origine sur le fait de la justice (Bibl. nat. F 46.829 (13)), avec celle semblable sur les finances, réduisant à sept le nombre des généralités et supprimant les Chambres des comptes autres que celle de Paris (Bibl. nat. F 23.740 (253), non plus qu'avec l'édit sur le petit domaine (terres vagues) (Bibl. nat. F 13.711).

(147) La constitution d'un apanage se faisait par lettres patentes vérifiées à la Chambre des comptes.

Un engagement nécessitait l'intervention du Parlement.

Le procédé n'était pas seulement employé par le roi pour faire face à des difficultés financières, tout en se ménageant la possibilité de récupérer le bien engagé quand les circonstances le permettraient. Il en était fait usage pour doter les filles de France ou assurer leur « entretien », constituer le douaire d'une veuve de roi ou donner un usufruit à un prince, avec parfois possibilité de réversion à sa veuve, comme il en fut du comté de Ponthieu pour le duc d'Angoulême (Cf. Traité de la Chambre des comptes de Paris, t. II, p. 288).

(148) Les conditions des engagements étaient d'ailleurs précisées dans chaque

Les trésoriers de France avaient à veiller au respect de ces règles et devaient y porter une attention particulière au cours de leurs chevauchées.

*
**

Dans les périodes de bonne administration (SULLY, début du ministère de RICHELIEU, COLBERT), le gouvernement s'efforçait de reconstituer le domaine en « réunissant » le domaine aliéné et le domaine engagé par le jeu de la clause de rachat. L'opération pouvait d'ailleurs se faire sans recours excessif à l'impôt, la dépréciation de la livre permettant souvent de racheter les domaines moyennant l'abandon de quelques années de leurs revenus.

RICHELIEU avait imaginé de permettre aux collectivités (provinces ou communautés) de servir d'intermédiaires pour l'exercice de droit de rachat du roi et avait fait insérer un article en ce sens dans l'ordonnance de janvier 1629 dite le Code Michau (sous le n° 382). Bien que l'idée fut heureuse, il ne semble pas qu'il ait été fait grand usage de cette faculté.

En tout cas, c'étaient les trésoriers de France qui avaient qualité pour instruire l'affaire et transmettre, pour décision, leurs procès-verbaux au Conseil du roi.

*
**

En dépit du principe de l'inéaliabilité du domaine, il arrivait que de pressantes nécessités (149) contraignissent le roi à des aliénations.

En ce cas, les contrats d'aliénations étaient passés par un trésorier de France commis par le roi (150) : c'est l'origine de nos actes passés en la forme administrative.

La même procédure était utilisée pour passer les contrats d'échange, actes d'ailleurs souvent suspects, car ils dissimulaient fréquemment des donations déguisées et, à en croire les trésoriers de France eux-mêmes, ils étaient une des causes de l'amoidrissement du domaine du roi (151). Après avoir marqué un temps d'arrêt avec

cas. C'est ainsi que le 16 février 1661, lors du renouvellement de l'engagement du Bourbonnais au prince de CONDÉ, il lui fut attribué le droit de nomination et de présentation des offices tant ordinaires qu'extraordinaires, avec le revenu de l'annuel et des vacations des dits offices, la jouissance des immeubles et leurs fruits à charge d'acquitter les dépenses du domaine. Les bois de haute futaie étaient expressément réservés.

(149) L'édit de Moulins de février 1566 exigeait même qu'il s'agit de « la nécessité de la guerre ». L'aliénation devait être autorisée par lettres patentes publiées au parlement; elle devait se faire à deniers comptants et « sous condition de rachat perpétuel ».

(150) Cf. le « Traité de la Chambre des comptes de Paris » de Claude de BEAUNE de 1647 (t. II, p. 195) :

« Quand est-ce qu'un trésorier de France fait le notaire? »

« C'est quand il est commissaire député par le roy pour la vente de son domaine et en passe le contrat d'aliénation ».

(151) Dans leur mémoire imprimé de 1648 contre les intendants — conservé à

COLBERT, le mouvement d'aliénation du domaine s'amplifiera à partir d'un arrêt du Conseil du roi de juillet 1686, tant pour procurer des ressources à l'Etat que lui éviter des dépenses de réparation et d'entretien. A cette époque et en conformité d'ailleurs avec l'art. 346 du Code Michau, les adjudications des biens se feront au Conseil du roi, les trésoriers de France n'intervenant plus que pour assurer la publicité préalable à l'adjudication (152).

*
* *

Au cours de leurs chevauchées, les trésoriers de France étaient tenus, suivant le règlement du 8 juillet 1578, de s'informer de tous les fiefs mouvant du roi pour assurer la conservation de ses droits seigneuriaux. Ils devaient dresser des états des terres, seigneuries et droits dépendant du domaine en les distinguant par bailliages et sénéchaussées et en les comparant aux états antérieurs, ainsi qu'aux indications des contrats d'engagement et des livres d'enregistrement des baux.

A cet égard, un édit de mai 1582 (153) avait décidé la création, dans chaque bailliage ou sénéchaussée, d'un « conservateur et garde des fiefs et domaines ». Cet édit n'avait pas reçu d'exécution et avait été abrogé — sans hâte excessive — en mai 1639 (154).

Un édit de septembre 1645 (155) déclara revenir sur cette suppression, mais en reportant les créations dans le cadre de la généralité sous la forme de :

Un conservateur du domaine;
Deux lieutenants;
Un procureur du roi;

L'édit déclarait faire défense aux trésoriers de France « de prendre désormais connaissance et juridiction en matière de domaine » et révoquer les attributions à eux faites à cet égard par l'édit de juin (*sic*) 1627.

La simple indication relative à la date de l'édit de 1627 (rendu en avril) suffit à montrer que la nouvelle organisation — qui aurait bouleversé l'état de choses existant — n'avait pas été préparée avec

la Bibliothèque nationale sous la cote Lf31 18 — les trésoriers de France leur imputaient, non sans quelque parti pris, la ruine du domaine royal : « ... depuis le ministère de ces intendants, les trésoriers de France, ayant les bras liés, ont vu périr le domaine. Il est tout hors des mains du roi par des engagements ou des échanges, la plupart supposez; ceux qui en jouissent le démembrement tous les jours pour augmenter leurs propres héritages. Ils ont trouvé le moyen de s'emparer des titres, papiers et déclarations, qu'ils suppriment comme ils veulent. Ils ont fait rejeter toutes les charges sur les tailles pour empêcher que les comptes ne s'en conservent... ».

(152) Arrêt du Conseil du roi du 15 mars 1681.

(153) Bibl. nat. F 46.871 (17).

(154) Bibl. nat. F 23.611 (321).

(155) Bibl. nat. F 23.611 (647).

tout le soin désirable. On ne s'étonnera pas qu'elle n'ait pas eu plus de suites que les précédentes.

a) *Conservation des droits féodaux (hommage, aveu, dénombrement).*

La conservation des droits du souverain sur ses vassaux (156) était assurée à chaque mutation du suzerain et du vassal par la cérémonie de « l'hommage », suivie de « l'aveu et du dénombrement ».

A l'origine, les hommages étaient reçus par le roi lui-même, ou à son défaut par le chancelier. Une ordonnance du 5 août 1457 (157), prise pour trois ans seulement mais prorogée le 3 novembre 1460, avait prévu que les hommages pour les fiefs d'un revenu inférieur à 100 livres seraient reçues à Paris au nom du roi par la Chambre des comptes, complétée par les trésoriers de France, et, en province, pour les fiefs d'un revenu de moins de 50 livres, par les baillis et sénéchaux.

L'édit de Moulins sur les finances de février 1566 (158), qui avait prétendu ramener à sept le nombre des généralités et supprimer les Chambres des comptes autres que celle de Paris avait prévu, en conférant la « superintendance du domaine » aux trésoriers de France, qu'ils recevraient désormais les foi et hommages, sauf pour la généralité de Paris où les réceptions resteraient assurées par la Chambre des comptes.

Ces dispositions ne furent, semble-t-il, jamais appliquées, l'édit ayant été révoqué dès mai 1567, ce qui rétablit le régime antérieur.

L'édit d'avril 1627 déclara charger les trésoriers de France de « la réception des foi et hommages de tous les fiefs dépendans de notre domaine et par main souveraine quand elle échet ».

Cette disposition souleva les plus vives protestations des Chambres des comptes. Contrainte de l'enregistrer en séance de prince le 28 juin 1627, celle de Paris continua de protester avec une telle vigueur qu'elle obtint le retrait des dispositions relatives aux hommages par un édit d'avril 1628 (159) qui ne laissait plus compétence aux

(156) Suivant une règle traditionnelle, le roi était « seigneur éminent » de tous les fiefs. L'article 383 de l'ordonnance de janvier 1629 (Code Michau) avait disposé en conséquence que tous les héritages ne relevant d'aucun seigneur seraient « censés relever de lui, à moins que les propriétaires ne fassent apparoir de bons titres qui les en déchargent ».

(157) Bibl. nat. F 23.740 (110).

(158) Bibl. nat. F 27.673 (22), et 23.740 (253).

(159) Édit du roi d'avril 1628 portant révocation des clauses insérées dans l'édit d'avril 1627 concernant l'attribution « à nos officiers des bureaux de nos finances, des réceptions des foi et hommages des fiefs relevant de notre couronne, terres et seigneuries de notre obéissance, lettres de souffrance et de confort-main » (Bibl. nat. F 46.963 (7)).

L'édit se basait sur ce que les gens des comptes avaient de toute ancienneté « le dépôt des livres, registres, titres et enseignements des couronnes et domaines avec pouvoir... de recevoir, vérifier et garder le dit domaine, user de main-mise fors devoir de fief, donner souffrance et maintenue pour raison des fiefs et hommages, réserve faite pour les fiefs de 25 livres de revenu ».

trésoriers de France que pour les fiefs d'un revenu au plus égal à 25 livres.

Nous ne savons sur quelles interventions les bureaux obtinrent à leur tour le retrait de l'édit d'avril 1628 par un arrêt du Conseil du 5 août 1628 et une déclaration royale du 10 du même mois (160), enregistrée au Grand-Conseil le 21 (161) sans avoir été soumise à la Chambre des comptes qui, de ce fait, prétendit l'ignorer.

Il s'ensuivit pendant près de quarante ans une situation quasi-inextricable, les Chambres des comptes et les bureaux s'estimant les uns et les autres seuls qualifiés pour recevoir les « foi et hommages ». Pour neutraliser les bureaux de son ressort, la Chambre des comptes de Paris imagina de subordonner la réception de tout nouveau trésorier de France au serment d'appliquer l'édit d'avril 1628 — pour-tant abrogé — qui leur retirait la perception des « foi et hommages ».

Cette mesure, d'une régularité pour le moins contestable, ne semble avoir eu que des effets limités, d'autant qu'elle ne pouvait toucher les trésoriers reçus avant sa mise en vigueur (162). La situation ne se clarifia qu'après l'intervention d'un arrêt de règlement du 19 janvier 1668 concernant le bureau des finances de Châlons qui fut étendu le 11 juin suivant à ceux de Montauban, Moulins, Poitiers, Riom et, le 14 août 1670, à celui d'Amiens (163). « Par provision », les Chambres des comptes recevraient les hommages des fiefs titrés (duchés, comtés, baronnies et châtellenies), les bureaux, ceux des autres fiefs, faculté étant laissée aux vassaux du roi de porter leurs hommages comme par le passé aux Chambres des comptes s'ils le préféraient.

Cette réserve laissait en fait aux Chambres des comptes la réception des hommages pour la généralité de leur siège, les vassaux préférant nécessairement une cérémonie à la Chambre des comptes plutôt qu'au bureau des finances de la même ville. Rien n'était donc changé pour Paris, comme il avait déjà été prévu expressément par l'édit de Moulins. Il en était de même pour Rouen, Montpellier, Aix, Dijon et Grenoble.

Si les Chambres et les bureaux s'étaient aussi âprement dispute

(160) Bibl. nat. Fp 1.093 (1667, 43, p. in-4).

(161) Arch. nat. Grand-Conseil V5 356, f° 34.

(162) Le premier conflit positif s'éleva en 1633 pour un maître des comptes à Paris, Jean-Louis de LESPINETTE LE MAIRAT, seigneur de LUSTRAC (qui fut chargé deux ans plus tard d'installer le bureau des finances de Montauban). Assigné par le bureau des finances de Poitiers pour l'hommage dû du fait de son fief, il se fit décharger de cette assignation le 12 mai 1633 par la Chambre des comptes de Paris qui menaça les trésoriers de France de Poitiers de radiation de leurs gages, mais leur reconnut le droit de saisir les terres et héritages pour lesquels les devoirs féodaux n'avaient pas été rendus et les droits payés (Arch. nat. P 2.678 et 2.761).

Il est d'ailleurs à noter qu'il existait en Poitou un régime spécial pour la réception des « foi et hommages », résultant d'ordonnances et déclarations du roi des 18 décembre 1538, 27 octobre 1571 et 11 novembre 1599 (Bibl. nat. F 47.020 (8)).

(163) L'extension fut implicite pour les autres bureaux.

Le système, arrêté seulement à titre provisoire, fut confirmé par les arrêts du Conseil du roi des 25 septembre 1685 et 26 juin 1688, le dernier intervenu pour le bureau des finances de Bordeaux.

la réception des hommages, c'est que cette réception comportait une cérémonie qui ne laissait pas insensible leur vanité.

Quelle que fût sa qualité, le prestataire de l'hommage, « tête nue, sans gants, sans manteau et sans éperons » se mettait à genoux devant le président de la juridiction, plaçait les mains dans les siennes et s'entendait dire :

« Vous devenez homme du roy et lui faites la foy et hommage que tenu estes de faire pour raison du fief tenu et mouvant dudit seigneur et lui promettez foy et loyauté et de le servir envers tous et contre tous ceux qui peuvent vivre et mourir, sans nul excepter. Si vous sçavez qui soit murmurant contre sa personne et couronne, vous l'en advertirez et procurerez son bien et éviterez son dommage, et généralement ferez tout ce que bon et loyal vassal doit faire et est tenu faire à son souverain seigneur et ainsi luy promettez et jurez ».

Le récipiendaire répondait alors : « Ouy, Monsieur, ainsy le promets et jure ».

Le président lui donnait alors le « baiser de paix » (164).

L'acte relatant l'hommage était signé et un exemplaire sur parchemin était remis à l'intéressé.

Ce dernier n'avait été admis à la cérémonie qu'après présentation d'une requête, communication de cette requête au receveur du domaine et au procureur du roi auprès du bureau et vérification de ses titres.

S'il n'avait pas formulé sa demande dans le délai imparti, il aurait encouru la saisie féodale des fruits de son fief, prononcée sur la réquisition du procureur du roi auprès du bureau ou du procureur général à la Chambre des comptes.

La prestation de l'hommage devait être suivie dans un délai de quarante jours de « l'aveu et du dénombrement » de tous les héritages et droits que le prestataire reconnaissait tenir du roi et composant le fief, et de leurs charges envers lui. L'acte portait ses nom et qualité, l'indication des confins des héritages et leur origine de propriété; il était établi devant notaire. Sur ordonnance du bureau, il en était donné lecture trois dimanches de suite dans les paroisses du fief et à trois audiences de la justice royale, ainsi qu'au bureau lui-même. Après jugement des oppositions, une ordonnance en prononçait la réception sur avis du receveur du domaine et conclusions du procureur du roi. Les « aveux et dénombremens » reçus par le bureau étaient transmis par ses soins à la Chambre des comptes, considérée comme gardienne des titres du roi en matière de féodalité (165). La Chambre s'estimait en droit d'en faire le blâme, c'est-

(164) Traité de la Chambre des comptes de Paris de 1647, t. I^{er}, p. 144.

(165) Cette prescription fut rappelée par les arrêts du Conseil du roi des 19 janvier 1668 et 5 août 1679; abrogée par des arrêts des 26 juin 1688 et 1^{er} octobre 1697, elle fut reprise par la déclaration du 18 juillet 1702 sur les aveux et

à-dire la critique et de les retourner au bureau pour rectification. Les bureaux ne reconnaissaient pas cette prétention et ne donnaient souvent aucune suite aux recommandations de la Chambre. C'était là une nouvelle et permanente source de conflits avec leurs séquelles habituelles, saisies de gages, oppositions, etc...

Le roi et les Chambres des comptes devaient renvoyer aux bureaux des finances, pour accomplissement de la procédure, les aveux et dénombrements correspondant aux hommages reçus par eux.

*
* *

En même temps que la réception des foi et hommages, l'édit d'avril 1627 et les lettres patentes du 10 août 1628 avaient attribué aux bureaux des finances la connaissance des « lettres de souffrance » permettant aux mineurs de jouir des revenus d'un fief, et des « lettres de confortemain » autorisant des seigneurs non justiciers à saisir les fiefs de leurs vassaux.

b) *Ensaînement des censives.*

Outre les terres données à titre de fief, le roi, comme les autres seigneurs, avait concédé des terres en roture à charge du versement

dénombrements (Bibl. nat. F 23.617 (165); elle devait de nouveau être abrogée par arrêts du Conseil du roi des 23 février et 17 mars 1740.

Les actes d'hommages et les aveux et dénombrements transmis à la Chambre des comptes de Paris sont actuellement conservés aux Archives nationales sous les cotes ci-après :

Bureau	Période	Cotes	
		Tables	Actes
Amiens	1671 à 1742	PP 70	P 2501 à 262
Auch	1722 à 1726	PP 71	P 537 et 538
Bordeaux	1676 à 1741	PP 72	P 523 à 536
Bourges	1632 à 1726	PP 73	P 4331 à 4514
Châlons	1633 à 1739	PP 74	P 2151 à 231
La Rochelle	1691 à 1741	PP 82	P 4391 à 442
Limoges	1679 à 1726	PP 75	P 5121 à 5124
Lyon	1671 à 1739	PP 76	P 4951 à 4984
Montauban	1656 à 1724	PP 77	P 539 à 5493
Moulins	1608 à 1737	PP 78	P 4741 à 481
Orléans	1721 à 1726	PP 79	P 3091 à 3093
Poitiers	1653 à 1727	PP 80	P 433 à 4384
Riom	1669 à 1741	PP 81	P 499 à 511
Soissons	1630 à 1741	PP 83	P 2321 à 247
Tours	1618 à 1725	PP 84	P 3161 à 324

Il s'y ajoute les « hommages, aveux et dénombrements » reçus pour Alençon, tant par le bureau des finances d'Alençon que par la Chambre des comptes de Rouen de 1581 à 1771; ces actes, conservés sous les cotes P 862 à 899 avaient été remis à la Chambre des comptes de Paris en 1773 après la suppression de celle de Rouen; ils ne lui furent pas restitués en 1775, avec le reste de ses archives, lors du rétablissement de la juridiction.

Les actes reçus par les trésoriers de France de Caen sont conservés, sans distinction des aveux et hommages reçus par la Chambre des comptes de Rouen, aux Archives départementales de la Seine-Maritime (Cotes 2 B 381 à 493).

Toutes ces pièces d'archives sont à la base du célèbre traité des « Noms féodaux », alias « Noms de ceux qui ont tenu fief en France », publié en 1826, en 2 volumes in-4, par « un membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres ».

annuel d'une somme fixe, le « cens », auquel s'ajoutait parfois un « surcens », ou d'une rente d'un montant immuable.

Ces terres concédées, alias « censives », se transmettaient soit par héritage, soit par vente. A l'origine, l'intervention du propriétaire éminent était requise pour la mise en possession du nouvel acquéreur, mais entre particuliers et sauf en de rares régions, la formalité était tombée en désuétude et avait été remplacée par une clause de style dans les contrats. Pour les terres mouvantes du roi, elle avait été maintenue de façon à permettre la conservation des droits du souverain et la mise à jour des états des censives et du papier-terrier.

Les états des censives relataient les droits de cens et rentes dues au roi avec l'indication des héritages sur lesquels ils étaient assis.

Le papier-terrier était une sorte de cadastre indiquant l'étendue et la limite des domaines et portant description de tous les héritages féodaux ou roturiers relevant du roi avec l'énumération des droits à lui dûs.

C'était aux trésoriers de France qu'il appartenait de délivrer les saisines au nouvel acquéreur (qui se faisait ainsi « ensaisiner »), ainsi que de veiller à l'établissement et à la mise à jour des états des censives et du papier-terrier. Plus tard, la délivrance des saisines fut confiée aux receveurs généraux du domaine, sous leur contrôle.

En ce qui concerne les papiers-terriers, la charge de leur renouvellement fut parfois confiée à des commissaires du roi désignés dans le sein du bureau (166) ou à des Commissions dans lesquelles le bureau était représenté. Les trésoriers de France étaient très attachés à cette attribution et, en 1654, se concertèrent sur les mesures à prendre pour ne pas en être dépossédés.

Par déclaration du roi du 20 juillet 1656 (167), modifiée les 7 novembre 1657 (168) et 30 mars 1658 (169), la confection du papier-terrier fut confiée à la « Chambre souveraine des francs-fiefs, nouveaux acquêts et amortissements » constituée en décembre 1652 dans les conditions qui seront relatées ci-après, qui prit le nom de « Chambre souveraine du terrier et du domaine du roi » et dont la compétence fut étendue à tout le royaume le 26 mars 1659 (170).

A l'époque, les trésoriers de France y étaient encore représentés.

c) Entretien du domaine.

La conservation juridique des « droits du roi » devait se compléter de la conservation matérielle des immeubles et une des attributions

(166) C'est ainsi que des lettres patentes du 29 avril 1610 avaient donné commission à Benoît de POMEY, trésorier de France à Lyon, pour le renouvellement du papier-terrier du roi, ainsi que la réunion de ses domaines dans la généralité de Lyon (Bibl. nat. F 46.921 (20)).

(167) Bibl. nat. F 23.612 (304).

(168) Bibl. nat. F 23.612 (373).

(169) Bibl. nat. F 23.612 (401).

(170) Bibl. nat. F 23.612 (473).

des trésoriers de France était de veiller à l'entretien de tous les bâtiments appartenant au roi : « ... palais, châteaux, maisons royales, hôtels, auditoires, prisons, geôles, etc... » et d'y faire procéder aux réparations nécessaires.

Ce n'était pas une petite affaire : Dans le « traicté de la Chambre des comptes » par questions et réponses, publié en 1647, où aucune trace d'humour ne peut être relevée, il est donné à la question : « A quoi cognoit-on, allant par pays, les bâtiments et les châteaux du roi et à quelle marque ? », la réponse suivante — assez désarmante : « C'est quand quelques châteaux sont en péril, délaissés et en ruine, parce que cela est ordinaire ».

Les bâtiments officiels se reconnaissaient donc au fait qu'ils étaient en ruine (171).

Le pouvoir d'ordonner leurs réparations était, suivant les Chambres des comptes, une des prérogatives les plus essentielles des trésoriers de France. Ces réparations, comme d'ailleurs les constructions, se faisaient, après établissement d'un devis, suivant des « baux (172), adjugés au rabais ».

La compétence des trésoriers de France s'étendait à l'origine aux palais occupés habituellement par les souverains et c'était le bureau des finances de Paris qui avait à connaître des travaux effectués à ceux du Louvre, des Tuileries, de Saint-Germain, Fontainebleau et Compiègne; mais en 1602, suivant les « états de la France » publiés à partir de 1649, ces attributions furent « éternuées de leurs charges » au profit d'un des trésoriers du bureau, Jean de FOURCY, pour qui fut créée celle de surintendant des bâtiments du roi. Cette charge fut occupée par la suite par son fils, Henri de FOURCY, président à la Chambre des comptes de Paris, puis par Etienne-Gérard LE CAMUS (173) et par Antoine RATABON (174), trésorier de France à Montpellier, avant d'être rachetée à ce dernier par LOUIS XIV en faveur de COLBERT.

*
* *

Aux dépenses d'entretien et de réparations des bâtiments et, le cas échéant, aux frais d'acquisition et de construction de nouveaux immeubles nécessaires au service du roi, s'ajoutaient, sur les fonds

(171) Déjà, suivant TALLEMANT DES RÉAUX (éd. 1862, t. I^{er}, p. 22), lorsqu'il voyait une maison délabrée, HENRI IV disait : « Ceci est à moy ou à l'Eglise ».

(172) Marchés.

(173) Etienne-Gérard LE CAMUS (vers 1607-avant 1669), fils de Nicolas LE CAMUS, célèbre traitant à qui TALLEMANT DES RÉAUX a consacré plusieurs de ses « Histoires » et de Marie COLBERT; frère du contrôleur général Antoine LE CAMUS et de Marie LE CAMUS, femme du surintendant PARTICELLI D'EMERY.

D'abord maître des comptes à Montpellier, il avait acquis la charge de surintendant des bâtiments pour 200.000 livres.

Il avait épousé Madeleine COLBERT (vers 1630-1690).

(174) Cf. supra, p. 136.

des domaines et conformément à l'état du roi, les charges domaniales (175), savoir, avec les frais de justice :

1° Les « fiefs et aumônes » dont le domaine était grevé en raison des fondations constituées par des rois et des reines « afin de faire prier Dieu pour le repos de leurs âmes » ;

2° Les rentes dont il pouvait également être chargé ;

3° Les gages des officiers du domaine, notamment :

a) les receveurs des domaines (176) qui, pour chaque sénéchaussée et bailliage, avaient jadis succédé (177) aux baillis et sénéchaux en leurs attributions comptables (178), et les receveurs généraux des « bois et forêts » (179) (au moins à Paris, en Champagne, Touraine et Orléanais) ;

b) les contrôleurs des domaines (180) établis auprès des receveurs précédents (181).

Tous ces officiers assistaient les trésoriers de France dans leurs

(175) Les receveurs des domaines des apanagistes étaient tenus de prendre chaque année, des trésoriers de France, les états pour la dépense de leurs charges (Cf. Lettres d'apanage des ducs d'ORLÉANS, de mai 1626 et mars 1661).

En ce qui concerne les domaines engagés, les charges incombait également aux engagistes : à cet effet, leurs fermiers avaient à en remettre le montant aux receveurs des domaines qui en assuraient le règlement. En cas d'inexécution, les trésoriers de France saisissaient le revenu du délinquant.

(176) Suivant le traité de la Chambre des comptes de Paris de 1647 (t. I, p. 158), il y avait alors 106 receveurs des domaines dans le ressort de la Chambre des comptes de Paris.

(177) Parfois sous le nom de vicomte qui était encore employé dans certaines régions au xvi^e siècle.

(178) Des offices alternatifs avaient été créés en décembre 1582 (Bibl. nat. F 46.873) (15). Déclaration du roi du 16 janvier 1583 (*Ibid.*).

(179) Créés par édits de septembre 1574 (Bibl. nat. F 46.847 (6) et octobre 1581 (Bibl. nat. F 46.869 (2)).

(180) Créés en janvier 1523 (Bibl. nat. F 23.610 (100) et octobre 1574 (Bibl. nat. F 46.801 (16)).

(181) Des offices de contrôleurs généraux du domaine avaient été prévus dans chaque généralité « pour faire procéder à la confection du papier-terrier et la reconnaissance de tout ce qui était tenu du domaine » par édits d'octobre 1581 (Bibl. nat. F 46.869 (11) et mars 1582 (Bibl. nat. F 23.675 (8)), mais ces édits n'avaient pas eu de suite.

Ce fut seulement en avril 1685 (Bibl. nat. F 23.614 (270) que fut créé dans chaque généralité un receveur général des domaines, symétrique du receveur général des finances.

Il avait renoncé en août 1669 (Bibl. nat. F 23.613 (80) à l'établissement d'un trésorier général et d'un contrôleur général des domaines de France et, pour chaque généralité, d'un trésorier général provincial et d'un contrôleur général provincial dont la création, à raison de trois offices par poste, avait été décidée en mai 1639 (Bibl. nat. F 23.611 (321)).

La création, en remplacement, à raison de deux offices par poste, d'un trésorier général et d'un contrôleur général des domaines pour le ressort de chacune des 7 Chambres des comptes, n'avait pas eu de suite, non plus que celle de deux receveurs généraux provinciaux (ancien et alternatif) et de deux contrôleurs généraux provinciaux des domaines dans chaque généralité du ressort de la Chambre des comptes de Paris par édit de mars 1673 (Bibl. nat. F 20.945 (4)).

attributions quant au domaine et, à certains égards, en assuraient même la gestion sous leur contrôle.

En vertu de l'art. 67 de l'ordonnance de juillet 1493 (182), les trésoriers de France avaient sur les receveurs des domaines les mêmes pouvoirs que sur les comptables des finances. Ils en prononçaient la réception, acceptaient leurs cautions, leur délivraient leurs états par estimation et vérifiaient leurs états au vrai (183).

En fait, les receveurs du domaine dépendaient encore plus étroitement d'eux que les comptables des finances, car ils ne pouvaient se couvrir, pour méconnaître leurs ordres, de l'autorité des Cours des aides, comme le faisaient parfois ces derniers.

B. — ACCROISSEMENT DU DOMAINE ET PERCEPTION DE SES REVENUS.

Avec le concours du personnel dont il vient d'être fait mention et même, dans certains cas, des baillis, sénéchaux et prévôts, les trésoriers devaient tirer du domaine le maximum sur le plan financier et sur le plan économique (184).

Sans s'arrêter à une division possible du domaine en domaine corporel et domaine incorporel, les contemporains distinguaient :

- a) Le domaine immuable;
- b) Le domaine muable;
- c) Le domaine casuel.

a) *Domaine immuable.*

Le domaine immuable ou « fieffé » consistait dans les cens, surcens, rentes et autres redevances périodiques dues au roi, dont le montant avait été fixé « ne varietur ».

Les trésoriers de France en faisaient encaisser les produits par les receveurs du domaine.

(182) Bibl. nat. F 2.328.

(183) Suivant des lettres patentes du 25 janvier 1642 (Bibl. nat. F 23.611 (520)) toutefois, les trésoriers de France à Orléans n'avaient pas à vérifier l'état de recettes et de dépenses du receveur des domaines de l'apanage du duc d'ORLÉANS. Ce comptable comptait vraisemblablement par état devant le trésorier général de Blois et rendait ses comptes à la Chambre des comptes du dit Blois.

Les apanagistes avaient d'ailleurs traditionnellement le pouvoir d'établir une Chambre des comptes dans une des villes de leur apanage pour juger les comptes des receveurs de leur domaine.

(184) Le mot est de l'époque; le 31 décembre 1659, un arrêt du Conseil du roi intervint au sujet de la « juridiction économique et contentieuse du bureau des finances de Provence » (Arch. nat. AD IX 79).

b) *Domaine muable.*

Dans le domaine muable, il faut faire une place particulière aux « terres, prez et paluz vagues » dont le roi pouvait librement disposer suivant une exception prévue par un des édits de Moulins de février 1566 (185), celui dit du « petit domaine » (186).

Dans ce cas, l'intérêt financier du roi passait au second plan et les trésoriers de France pouvaient même bailler ce domaine à cens et à rente, c'est-à-dire dans des conditions financièrement défavorables pour en faciliter la mise en valeur. Comme l'a fait observer Georges PAGÈS (187), ils avaient ainsi la possibilité d'assurer le développement économique de la région et de veiller aux intérêts bien compris des populations. Ils pouvaient faire procéder aux aménagements nécessaires pour assainir le pays et si possible mettre en culture les terres, permettre de faire paître les bêtes dans les landes, autoriser le ramassage du bois mort et développer la pêche.

Au surplus et en dehors du produit des Eaux et forêts (188), le domaine muable comportait notamment :

- a) Les héritages, maisons, moulins, fours et pressoirs banaux;
- b) Les champarts et terrages (189) et dîmes inféodées (190);
- c) Le dixième des mines (191);

(185) Bibl. nat. F 46.829 (20) et 13.711.

(186) Dans son arrêt d'enregistrement du 5 août 1566, le parlement de Paris avait très judicieusement noté que l'édit ne devrait pas porter préjudice aux « communaux » sur lesquels traditionnellement les habitants des paroisses faisaient paître leurs animaux. Le départ avec les terres vagues ne devait pas toujours être bien facile...

Huit mois plus tard, en avril 1567, un 2^e édit, constatant que le premier avait provoqué la main-mise de seigneurs sur les terres vaines et vagues pour devancer les officiers du roi, avait ordonné le rétablissement des « terres vagues, pastis et communaux » en l'état où ils étaient avant février 1566.

(187) Institutions monarchiques en France sous Louis XIII et Louis XIV.

Cours autographié, 1933 (Bibl. nat. 4^o La28 44), p. 83.

(188) Les ventes de bois étaient prévues pour 911.310 livres à l'état du roi de 1649.

Il s'ajoutait aux coupes ordinaires, dans les périodes difficiles, des coupes extraordinaires qui devaient être autorisées spécialement par édit enregistré au parlement. C'est ainsi qu'une recette de 1.200.000 livres prévue à l'état du roi de 1653 pour coupes extraordinaires donna lieu à un édit autorisant la coupe, enregistré au parlement de Paris au lit de justice du 31 décembre 1652 (Bibl. nat. F 21.896 (7)).

(189) Les champarts et terrages étaient des redevances féodales représentées par des prélèvements sur les récoltes.

(190) Les dîmes inféodées étaient d'anciennes dîmes dues au clergé qui, au cours du haut moyen âge, avaient été cédées au roi ou à des seigneurs.

(191) Le dixième des mines était un droit renouvelé des Romains et réglementé successivement par des ordonnances ou édits de mai 1413, septembre 1471, février 1483, juin 1498, 27 décembre 1516, 6 mars 1617, 1^{er} septembre 1548, 10 octobre 1552, 6 mai 1563 et juin 1601. Modifié par l'édit de mai 1680, il devait être abrogé par la loi du 18 juillet 1791.

d) Les droits de voirie, foires et marchés (192), péage, barrage (193), rouage (194), pesage, minage, mesurage (195) et étalonnage;

e) Les tabellionnages et contrôles des actes des notaires et des exploits;

f) Les amendes et compositions;

g) Dans certaines provinces, certains droits anciens qui avaient perdu leur caractère d'impôt et étaient considérés comme droits domaniaux (196).

Suivant l'édit organique de juillet 1577, le produit de tous ces biens et droits devait faire l'objet de baux qui, sous la réserve qu'ils ne dépassent pas 9 ans, étaient attribués aux enchères par les trésoriers de France ou sous leur contrôle. L'article 346 de l'ordonnance de janvier 1629 (Code Michau) (197) avait disposé que les baux à ferme du domaine seraient adjugés au Conseil du roi. Nous ne savons si cette disposition fut appliquée rigoureusement. Il semble que, quand il s'agissait d'un domaine isolé ou de droits de peu d'importance, on s'en référait aux règles anciennes et même à celles des articles 4 et 20 de l'édit de Moulins de 1566.

Par ailleurs, suivant le même édit, aucun rabais ne pouvait être consenti sur le montant des baux, hors le cas d'hostilités ou de faits de guerres, et alors le Conseil du roi pouvait seul en connaître, après avis des trésoriers de France.

Le principe même de l'affermage souffrait des exceptions. C'est ainsi que, suivant le traité de la Chambre des comptes de Paris de 1647, en matière d'eaux et forêts, le recouvrement des amendes (198) ne pouvait être affirmé, de crainte de « collusions entre le fermier

(192) Seul le roi avait qualité pour autoriser la création de foires et marchés.

(193) Les péages et barrages étaient des droits qui se levaient sur les hommes, les chevaux, les bestiaux et les voitures passant en un lieu déterminé, et notamment à l'entrée d'une localité (Cf. ci-après au titre de la voirie, p. 215).

(194) Les rouages étaient des droits qui se levaient sur des voitures qui passaient sur les grands chemins et particulièrement sur celles qui transportaient du vin.

(195) Les droits de minage et mesurage étaient des droits sur le blé et les grains.

(196) Par exemple, en Flandre, les droits des « quatre membres » et en Hainaut, les droits de « feux et cheminées » et les droits sur les boissons. Suivant l'édit de septembre 1691 portant création du bureau des finances de Lille (reproduit plus tard pour Ypres), les trésoriers de France avaient compétence pour tous les procès et différends quant à ces droits, à charge de l'appel au Conseil au delà de 20 livres (Cf. R. DARESTE : « La justice administrative en France », p. 29).

(197) Notamment Bibl. nat. F 46.965 (3).

(198) En vertu d'ordonnances d'avril 1453, mars 1498 et octobre 1535, les états des amendes prononcées, dressés par les greffiers de juridiction, devaient être transmis aux comptables qui auraient à les recouvrer; il fut créé, par la suite, des receveurs des amendes qui, suivant l'article 387 de l'ordonnance de janvier 1629 (Code Michau), devenaient responsables de leur montant s'ils n'avaient pas entrepris de poursuites dans les trois ans de jugement.

et le larron » (?). Il semble que la collusion à redouter était plutôt celle du fermier et de l'autorité qui prononçait l'amende, mais une telle préoccupation n'était pas de l'époque et, en particulier, les trésoriers de France avaient le bénéfice de la moitié de certaines amendes prononcées par eux en matière de voirie (199); il ne semble pas d'ailleurs qu'ils abusassent de la situation.

c) *Domaine casuel.*

Le domaine casuel comprenait notamment :

a) Les droits d'aubaine, bâtardise, déshérence, confiscation, épaves, trésors découverts, biens vacants;

b) Les profits féodaux, savoir les droits de quint et requint, lods et ventes, relief et rachat;

c) Les droits de nouvel acquêt et d'amortissement;

d) Le droit de litige et de régale;

e) Les finances des offices et éventuellement celles des anoblissements.

aa) *Droits d'aubaine, bâtardise, déshérence, confiscations, épaves, trésors découverts, biens vacants, etc...*

Le droit d'aubaine était le droit qu'avait le roi de succéder à tout étranger décédé sans enfant né et résidant dans le royaume, et sans avoir obtenu de lettres de naturalité.

Dans le cas de conventions internationales comportant réciprocité, comme il en était avec les Provinces-Unies, le droit était remplacé par un « droit de détraction » ne portant que sur une fraction de la succession. Un droit analogue s'exerçait sur les biens des Français qui étaient allés s'établir à l'étranger et y décédaient.

Le droit de bâtardise s'exerçait au profit du roi sur les biens des bâtards décédés intestat et sans enfant et sans avoir obtenu de lettres de légitimation, réserve faite pour ceux nés, domiciliés et décédés dans la haute justice d'un même seigneur, auquel cas le droit appartenait au dit seigneur (200).

Les inventaires des biens des aubains, bâtards et des divers biens sans maître étaient dressés par les trésoriers de France. A cet effet, les baillis, sénéchaux et prévôts étaient tenus d'apposer sur ces biens leurs scellés dès qu'ils avaient connaissance de leur existence et d'en

(199) Bénéfice institué par l'art. 2 de l'édit de décembre 1607 et hérité de Sully avec sa qualité de grand-voyer.

(200) Ordonnance d'Is-sur-Tille d'octobre 1535.

prévenir les trésoriers de France dans les trois jours. Au cas où ils ne s'acquittaient pas de cette obligation, les receveurs des domaines devaient en avertir les bureaux des finances.

Les biens en cause étaient réunis au domaine ou vendus et, en ce cas, le produit de la recette était encaissé par le receveur des domaines.

bb) *Profits féodaux.*

Les droits de quint et requint se percevaient au profit du suzerain lors de la vente d'un fief (201); les droits de lods et de vente, lors de la vente d'une censive. Les droits de relief et de rachat s'exerçaient sur les mutations à titre gratuit; ils correspondaient généralement à une année de revenus.

Tous ces droits étaient perçus par les receveurs des domaines sous le contrôle des trésoriers de France.

cc) *Droits de franc-fief, nouveaux acquêts et amortissements.*

Les droits de franc-fief (202) étaient dûs par les roturiers qui avaient acquis des fiefs et héritages nobles.

Modifiés par un édit de décembre 1652 enregistré en lit de justice le 31 du même mois (203), ils furent transformés par un édit de mars 1655 (204) en un droit annuel de 1/20^e du revenu d'une année, payable au début de chaque année.

Les droits de nouveaux acquêts s'exerçaient sur les acquisitions faites par les établissements ecclésiastiques.

L'amortissement était une indemnité exigée des gens de main-morte pour les autoriser à conserver les biens qui ne seraient plus sujets à transaction et sur qui, de ce fait, aucun droit de mutation ne serait plus perçu.

Les trésoriers de France avaient à veiller à la perception de ces droits dont l'assiette était déterminée traditionnellement par une Commission, où ils étaient représentés (205).

(201) Les engagistes, qui jouissaient des cens et rentes, ne percevaient pas les droits de quint et requint et autres profits féodaux, réputés inaliénables; ils n'avaient pas non plus le « droit de patronage » et « présentation aux cures ».

(202) Comptés pour 100.000 livres à l'état du roi de 1649.

(203) Bibl. nat. F 23.612 (156 et 157) et 21.896 (4).

(204) Bibl. nat. F 23.612 (239).

(205) Les Commissions relatives au domaine étaient souvent présidées par le premier président de la Chambre des comptes de Paris. Dans le passé, il en était résulté un curieux incident qui montre l'hostilité marquée au premier président, commissaire du roi et considéré comme son homme à tout faire, par les officiers de la Chambre; l'affaire est ainsi relatée au plumitif de la Chambre :

« Du vendredy 6 mars 1587 : le d. jour, la Chambre, advertie que M. NICOLAÏ, son premier président, estoit à la Chambre du Conseil et MM. Pierre de FITTES (conseiller d'État, ancien trésorier de l'épargne), Adrien PETREMOL (intendant des finances et trésorier de France à Châlons) et de BRAGELONGNE (probablement Jacques, 1560-1613, maître des comptes) avec luy, qui vouloient travailler à l'évaluation du domaine dont jouissait la feue reine d'Ecosse (Marie STUART, récemment exécutée) et qu'ils disoient avoir esté commis par le roy sans toutefois qu'il fut apparu à la Chambre de leur commission, ne leur estant cette cause loisible par les anciens réglemens de la Chambre d'avoir l'entrée de celle du Conseil,

En décembre 1652, par des lettres patentes enregistrées au Parlement en lit de justice le 31 du mois, en même temps que l'édit cité plus haut, il fut substitué à cette commission une « Chambre souveraine des francs-fiefs, nouveaux acquêts et amortissements » de 18 membres, composée d'officiers du Parlement et de la Chambre des comptes, de deux trésoriers de France à Paris (206), du lieutenant-général et de deux conseillers à la Chambre du trésor (207) avec un parquet constitué par le procureur du roi à la Chambre du trésor (208); elle siégeait au bailliage du Palais. Par la suite, la connaissance de tous ces droits passa aux intendants.

dd) *Les droits de litige et de régle.*

Le droit de litige était le droit pour le roi, patron éminent de toutes les églises de son royaume, d'administrer à son profit les bénéfices dépendant d'un patronage, quand il y avait contestation sur le titulaire de ce patronage.

Le droit de régle permettait au roi, au cas de vacance d'un archevêché, d'un évêché, d'une abbaye, d'un prieuré ou d'un bénéfice consistorial, d'une part de conférer les bénéfices en dépendant (régle spirituelle) (209) et d'en percevoir les revenus (régle temporelle).

C'était en principe aux trésoriers de France et non aux juges royaux qu'il appartenait d'établir les inventaires des biens en litige ou en régle et de veiller à la perception de leurs revenus, en assurant le cas échéant le contrôle de l'économe prévu par un édit de mai 1578. Leur situation à cet égard avait été renforcée par l'édit d'avril 1627 qui leur avait transféré la juridiction contentieuse des baillis et sénéchaux quant au domaine (210 et 211).

l'affaire mise en délibéré, a esté arrêté que le d. 1^{er} président sera prié venir au bureau et qu'il luy sera dit que la Chambre ne peut permettre que les dits de FITTES et PETREMOL entrent en la dite Chambre du Conseil pour y besogner sans la permission d'icelle, afin qu'ils le leur fasse entendre » (Arch. nat. P 2.662 et 2.746).

(206) Claude RIDEL DE PLAINESEVETTE et Claude FORNIER, cités *infra*, p. 253 et 398.

(207) Pierre DUCHESNE, Claude FAULCONNIER et Jean GAULT.

(208) Léonard RENARD, déjà cité, p. 128.

(209) Le droit de régle spirituelle était limité à l'origine à un certain nombre de diocèses. En 1607 et 1608, le Parlement de Paris le déclara applicable à tout le royaume, mais ses arrêts furent déferés par le clergé au Conseil du roi qui laissa la question en sommeil. Reprise en 1651, elle fit l'objet de lettres patentes du 10 février 1673 qui déclarèrent la régle universelle. Avec son collègue Nicolas PAVILLON, évêque d'Alet, François-Etienne de CAULET (1610-1680), évêque de Pamiers — d'ailleurs fils et frère de trésoriers de France à Toulouse — fit appel au Pape et ce fut « l'affaire de la régle » et l'origine des luttes entre Louis XIV et la Papauté, marquées notamment par la déclaration gallicane du clergé « sur la puissance du clergé de France et la puissance séculière », dont le roi fit une loi de l'Etat par déclaration du 20 mars 1682.

(210) Cf. par exemple une ordonnance du bureau de Bourges de février 1677 portant qu'il serait donné au roi avis de la vacance de l'archevêché de Bourges et procédé à l'adjudication de ses revenus (Arch. dép. du Cher C 1.057).

(211) Quant à l'utilisation de la régle, Boniface VIII avait jadis obtenu de Philippe le Bel (1303) que son produit serait remis au nouveau titulaire après son sacre, mais le Parlement de Paris s'y était opposé. CHARLES VII et ses successeurs l'avaient affecté aux chanoines de la Sainte-Chapelle de Paris, et d'autres

Dans certaines provinces toutefois, les trésoriers de France se heurtaient aux Chambres des comptes qui prétendaient avoir conservé compétence en la matière et invoquaient notamment à cet effet l'enregistrement par elles donné au serment de fidélité du nouveau titulaire et mettant fin à la régle.

En Bretagne, la Chambre des comptes mettait en avant des dispositions spéciales de l'arrêt de règlement du Conseil du roi d'août 1581 intervenu entre elle et le Parlement (212).

En Dauphiné, la Chambre des comptes se fondait sur des dispositions de l'édit de mars 1628 réglant sa compétence (213).

En Provence et en Bourgogne, des arrêts du Conseil du roi du 9 avril 1641 (214) donnèrent compétence aux trésoriers de France dans des cas déterminés, mais la question resta controversée en Bourgogne (215).

En Languedoc, ainsi qu'il sera dit plus loin (p. 308), le conflit entre la Cour des comptes et les bureaux des finances aboutit à faire rendre aux juges royaux leur compétence antérieure.

L'institution dans chaque diocèse, en titre d'offices, d'économes séquestres pour l'administration des biens vacants, placés sous le contrôle des juges royaux (216), restreignit singulièrement les pouvoirs des trésoriers de France en matière de régle, sans toutefois les faire disparaître entièrement (217).

fondées en province. Des lettres patentes de décembre 1641 disposèrent, suivant le système de 1303, qu'il serait remis aux nouveaux promus pour les aider à supporter leurs charges; ces lettres soulevèrent les critiques de la Chambre des comptes de Paris (Cf. BOISLISLE, *op. cit.*, n^{os} 501, 502, 504, 510, 543 et 574).

Sous le régime des économats institués par l'édit de décembre 1691, le produit de la régle fut employé à l'entretien des religionnaires convertis, la réparation des églises et des pensions à des ecclésiastiques dans la gêne (Cf. OLIVIER MARTIN : « Histoire du droit français » et C. LAPLATTE : « L'administration des bénéfices vacants et le régime des économats » dans la « Revue de l'église de France », 1937, p. 161 à 168, 8^o Lc3 238, 1937).

(212) Bib. nat. Fm 11.825 (1647, in-4).

(213) Bib. nat. F 46.983 (1).

(214) Arch. des Bouches-du-Rhône C 4.766 et PATAS DU BOURGNEUF, t. 1^{er}, p. 219.

Arch. dép. de la Côte-d'Or C 2.082 bis, f^o 590.

(215) En Provence, le droit de régle semble avoir été exercé constamment par le bureau à partir de 1644 (Dossiers aux Arch. dép. des Bouches-du-Rhône sous les cotes C 4.991 à 5.023). Il se limitait d'ailleurs à une « annate » — revenu de l'archevêché, de l'évêché ou de l'abbaye pendant un an à compter du décès du titulaire (à ne pas confondre avec l'annate acquise au Pape lors de la collation d'un bénéfice consistorial).

Les offices d'économe séquestre des diocèses avaient été réunis au Bureau.

A noter qu'en Provence ledit bureau connaissait également des réparations des bâtiments du clergé (archevêchés, évêchés, églises, couvents) et des hôpitaux et hospices (Dossiers aux Archives départementales des Bouches-du-Rhône sous les cotes C 5.215 à 5.254).

(216) Edit enregistré au Parlement de Paris le 2 janvier 1692 (Bib. nat. F 21.291 (43) et 23.614 (1.252 à 1.258)).

(217) PATAS DU BOURGNEUF cite des arrêts du Conseil favorables aux bureaux des finances en date des 24 septembre 1695, 19 mars 1715 et 23 décembre 1722, ainsi d'ailleurs qu'un arrêt en sens contraire de 1725 concernant La Rochelle.

ee) *Finances d'offices et d'anoblissement.*

Bien qu'il s'agisse de produits domaniaux, les trésoriers de France n'avaient pas à intervenir pour les finances d'offices ou d'anoblissements. Le montant des finances était en effet fixé par le Conseil du roi et leur recouvrement était assuré par le trésorier des parties casuelles ou ses représentants dans les provinces. Ils avaient seulement à enregistrer les lettres patentes correspondantes dans les conditions qui ont été évoquées ci-dessus.

En ce qui concerne le droit annuel et le droit de mutation, ils n'avaient qu'à assurer le paraphe des registres des droits (218 et 219).

2) JURIDICTION CONTENTIEUSE DU DOMAINE.

Il a été dit au chapitre premier comment, après avoir appartenu conjointement à la Chambre des comptes et aux trésoriers de France, puis à des trésoriers de France spécialisés, les « trésoriers sur la justice », la juridiction du domaine avait été exercée par la « Chambre du trésor », alias « Justice du trésor » (220), comprenant à l'origine des trésoriers de France non spécialisés assistés de « conseillers au trésor », simples rapporteurs n'ayant voix délibérative que pour les affaires qu'ils rapportaient. L'organisme changea de caractère quand en 1455 les conseillers du trésor devinrent de véritables juges et que, au moins en fait, seule la présidence fut exercée par un trésorier de France, les trésoriers de tous les bureaux ayant d'ailleurs vocation à cet effet (le principe devait être maintenu jusqu'en 1693) (221).

La Chambre du trésor ne statuait qu'à charge d'appel devant le Parlement de Paris. Sa juridiction cependant s'étendait à toute la France. Aussi ne put-elle y suffire; en juin 1536, par un édit célèbre rendu à Crémieu (222), FRANÇOIS I^{er} donna aux baillis et sénéchaux compétence en matière domaniale. La Chambre du trésor ne disparut pas pour autant, mais, par des lettres en forme d'édit de février 1543 (223), son ressort exclusif fut limité à la prévôté de Paris et

(218) Ce fut l'occasion d'abus à Dijon; par arrêt du 31 mars 1632, le Conseil du roi fit défense aux trésoriers de France de Dijon de retenir les registres pendant plus de 24 heures et de faire percevoir aucun droit de paraphe par leurs commis, à peine de concussion (Arch. nat. E 108a, f^o 389 — l'arrêt a déjà été cité par M. MOUSNIER dans sa « Vénalité des offices... », p. 273).

(219) A l'état du roi pour 1649, la recette du trésorier des parties casuelles était prévue pour 2.000.000 livres. Vu l'arrêt des créations d'offices, il ne pouvait s'agir que des ventes d'offices retombés aux parties casuelles, du montant de l'annuel et du droit du « huitième denier ».

(220) Ou encore « Cour du Trésor » suivant G. DUPONT-FERRIER.

(221) L'élimination définitive, de la juridiction contentieuse du domaine, de la Chambre des comptes de Paris, sinon de toutes les autres Chambres des comptes, avait été consacrée par l'article 2 de l'ordonnance de septembre 1520, disposant que la Chambre des comptes devait renvoyer à la Chambre du Trésor toutes les causes du domaine.

(222) Bibl. nat. F 23.610 (100).

(223) FONTANON, *op. cit.*, éd. 1611, p. 245 et « Recueil concernant le pouvoir et la juridiction de la Chambre du Trésor » (Bib. nat. Lf31 2, p. 117).

aux huit bailliages de Melun, Brie-Comte-Robert, Etampes, Dourdan, Mantes, Meulan, Beaumont-sur-Oise et Crépy-en-Valois. Hors de ces bailliages, elle conservait compétence, mais en concurrence avec les juges ordinaires, l'affaire appartenant à la première juridiction saisie. L'appel des jugements des baillis et sénéchaux se portait devant le parlement dont ils relevaient (224); celui des jugements de la Chambre du trésor appartenait au seul parlement de Paris, quelle que fût la situation géographique des biens litigieux.

Ce système fut bouleversé par l'édit d'avril 1627 qui transféra aux bureaux des finances les attributions des baillis et sénéchaux dans le contentieux du domaine, sauf appel au parlement dans le ressort duquel se trouvait le siège du bureau (225). Suivant l'exposé des motifs de l'édit, les baillis et sénéchaux, mal armés pour s'acquitter de leurs devoirs, laissaient « dé périr le domaine du roi ». Par ailleurs, nos pères ne voyaient pas sans regret la juridiction séparée de l'administration.

Les parlements ne virent pas sans aigreur la dépossession de leurs subordonnés dans des conditions assez désobligeantes et, ainsi qu'il a déjà été dit, le roi dut tenir un lit de justice le 28 juin 1627 pour que le texte fût enregistré.

Pour soustraire les trésoriers de France à leur ressentiment, les procès les concernant furent retirés pour trois ans de leur juridiction pour être déferés au Grand-Conseil, ainsi qu'il a aussi été déjà dit, par les lettres patentes du 10 août 1628 qui revenaient sur les concessions faites aux Chambres des comptes par l'édit d'avril 1628 en matière de « foi et d'hommages ».

Pourtant, loin d'être satisfaits de leur accroissement de compétence, les bureaux des finances n'avaient pas vu sans un extrême déplaisir leur transformation d'organismes qui se disaient souverains en juridictions subordonnées aux Parlements.

Certains bureaux crurent devoir décliner les nouvelles attributions qui leur étaient données :

Les trésoriers de Bretagne n'eurent pas à le faire, ayant été exceptés de la mesure par une disposition expresse de l'édit.

Les bureaux de Normandie — savoir Rouen et Caen — refu-

(224) Un édit de mai 1543, enregistré le 10 juillet 1543 (Bibl. nat. F 23.610 (136) avait décidé la création, au Parlement de Paris, d'une Chambre du domaine comprenant 2 présidents et 18 conseillers, avec greffiers et huissiers, pour juger souverainement, sur appel de toute juridiction, même de celles du ressort des parlements de Dauphiné, Provence et Bretagne, tout le contentieux domanial, y compris celui des Eaux et forêts. Cet édit a été cité par maints historiens, qui n'ont pas pris garde à sa révocation en 1546 par un édit adressé aux divers parlements. (Bib. nat. Collection JOLY DE FLEURY, 1069, f^o 194 v^o).

En fait, les appels de la Chambre du Trésor furent toujours jugés par une des Chambres des requêtes du Parlement de Paris, la 4^e.

(225) Il s'ensuivit que, jusqu'en 1635, le parlement de Bordeaux fut compétent pour l'appel des sentences rendues en matière domaniale par le bureau de Bordeaux pour la région de Montauban, pourtant du ressort du parlement de Toulouse. Suivant le préambule de l'édit de janvier 1635, c'est pour faire disparaître cette anomalie que fut créé le bureau de Montauban, par distraction, du bureau de Bordeaux, des élections du ressort du parlement de Toulouse.

sèrent (226) et leur situation fut étendue au bureau d'Alençon lors de sa création. Aussi la juridiction du domaine devait-elle, pour la Normandie, rester entre les mains des vicomtes jusqu'en 1694.

A Dijon, la position du bureau fut identique (227).

A Paris, le maintien de la Chambre du trésor aurait eu pour effet de limiter à l'extrême le ressort donné au bureau de Paris en matière contentieuse. Ce bureau n'aurait été compétent que pour la partie de la généralité non comprise dans la prévôté de Paris et les huit bailliages suburbains, c'est-à-dire sa fraction la moins importante. Le bureau estima, à juste titre, que dans ces conditions les nouvelles attributions qui lui étaient offertes étaient sans intérêt réel et déclina en fait sa compétence (228). Il s'ensuivit que, jusqu'à la réforme de 1693 qui unit le bureau et la Chambre du trésor, les baillis restèrent compétents pour la partie de la généralité ne relevant pas directement de cette Chambre.

A Moulins, il existait une Chambre du domaine héritée des ducs de BOURBON et compétente pour le Bourbonnais et la Marche (229). Bien que l'édit ait prévu expressément la suppression des organismes semblables, les officiers de cette Chambre refusèrent de souscrire à leur suppression. Par arrêt du 15 juin 1629, ils firent défense aux trésoriers de Moulins de pénétrer dans la conciergerie de la Chambre où étaient conservés les titres et papiers du domaine et de toucher aux serrures et cadenas des coffres qui contenaient ces papiers. Saisi du différend, le Grand-Conseil leur donna tort le 30 septembre 1629 (230) et confirma les droits du bureau mais, en définitive, avec l'appui du prince de CONDÉ, la Chambre du domaine parvint à se maintenir (231).

(226) Leur refus fut homologué par déclaration du roi de 1628; il eut pour conséquence le retrait de la création de l'avocat et du procureur du roi pour le domaine.

(227) Cf. l'exposé de motif des lettres patentes en forme d'édit d'août 1632 substituant aux offices d'avocat et de procureur du roi pour le domaine un nouvel office de trésorier de France.

(228) Par ordonnance du 11 juillet 1629 (Arch. nat. Z¹ 182, f^o 186 et 187 et Bibl. nat. Manuscrits français 21.704, f^o 100), le bureau des finances de Paris avait décidé d'appliquer, quant à l'exercice de la juridiction du domaine, l'édit d'avril 1627 et les textes modificatifs, prévu une amende de 500 livres pour toute autorité qui irait à l'encontre et prescrivit la publication de l'édit et son propre texte dans toute l'étendue de la généralité, mais dès le 31 juillet, sur les représentations de la Chambre du Trésor, il avait pris une seconde ordonnance (Arch. nat. Z¹ 182, f^o 186 r^o et 187 v^o) portant que la première ne saurait préjudicier à la juridiction de cette Chambre et arrêtant toute publication dans le ressort de ladite Chambre. La première ordonnance avait fixé au mardi 7 août la première audience de la juridiction contentieuse du domaine. Cette date venue, les trésoriers de France décidèrent de la retarder jusqu'au 21 août. A cette date, ils n'en parlèrent plus, ayant évidemment compris que, en dehors de Paris et des bailliages suburbains, la juridiction du domaine serait pour eux sans intérêt.

(229) La Chambre du domaine de Moulins avait été créée par le duc Jean de BOURBON le 4 avril 1486 et confirmée par FRANÇOIS I^{er} en mars 1531 après la réunion du Bourbonnais à la Couronne à la suite de la trahison du connétable de BOURBON. Elle comportait un lieutenant général, un procureur du roi, un greffier et se complétait en faisant appel à des conseillers de la sénéchaussée.

(230) Arch. nat. V⁵ 361.

(231) La Chambre du domaine du Bourbonnais ne sera supprimée que par un édit de mars 1773, enregistré le 8 mai (Arch. nat. AD IX 81).

La compétence ratione loci du bureau de Moulins en matière domaniale s'en trouva d'autant plus réduite qu'elle se heurtait pareillement en Nivernais aux droits de la Chambre des comptes du duché de Nevers (232), et, à Château-Chinon, à ceux de la princesse de CARNIGAN et de la comtesse de SOISSONS (Cf. M. François DUMONT : Le bureau des finances de la généralité de Moulins, p. 105).

A Orléans, la question était d'autant plus complexe que, sans parler du duché-pairie de Vendôme (233), le duché d'Orléans avait été constitué en apanage l'année précédente, en mai 1626, pour Gaston, frère du roi, et que, suivant de bons esprits, la réglementation antérieure devait continuer de s'appliquer, de telle sorte que le bureau n'aurait pas eu la juridiction des terres dépendant du duché. L'existence d'une Chambre des comptes pour le comté de Blois, avec un trésorier de France général des finances faisant partie de cette Chambre, n'était pas de nature à simplifier la question; aussi le bureau hésita-t-il beaucoup avant d'accepter la nouvelle compétence qui lui était donnée et ne le fit-il, en définitive, qu'à regret.

A Aix, où la juridiction du domaine était exercée depuis toujours par les maîtres rationaux de la Cour des comptes, archives et finances, le bureau eut à faire à forte partie, mais, dans ce cas, il finit par triompher.

Nous devons préciser qu'en matière de contentieux domanial, les trésoriers de France statuaient, nonobstant « appellation ou opposition », en dernier ressort jusqu'à 250 livres en capital et 10 livres en rente et au double « par provision » (provisoirement). L'appel se portait devant le Parlement du siège du bureau dont dépendait le lieu de l'objet du litige.

Un règlement du Conseil du roi du 30 mai 1639 précisa que seuls étaient susceptibles d'appel les jugements définitifs des bureaux et non les jugements interlocutoires et préparatoires concernant l'instruction des procès (234).

Nous verrons au chapitre suivant, au titre des relations entre les bureaux des finances et les Parlements, que les dispositions de l'édit d'avril 1627 furent une source inépuisable de conflits entre eux. On ne parvint jamais à définir de façon satisfaisante quelles décisions du bureau avaient un caractère contentieux et, comme telles, relevaient de l'appel au Parlement et quelles décisions étaient prises en « direction » et ne relevaient que du Conseil du roi.

Les intéressés ne s'en aperçurent toutefois qu'assez tard et ce fut seulement au XVIII^e siècle que les conflits prirent toute leur ampleur.

(232) La Chambre des comptes de Nevers avait été fondée en 1405 par le comte PHILIPPE II DE NEVERS, fils de PHILIPPE LE HARDI, duc de BOURGOGNE. Elle figurera encore à l'almanach royal de 1771.

(233) Constitué en 1515 au profit de Charles de BOURBON et donné en 1598 à un fils légitimé de HENRI IV et de Gabrielle d'ESTRÉES, il ne fut réuni à la couronne qu'en 1712.

(234) Sur la situation à cet égard dans le ressort du Parlement de Paris, cf. infra, p. 276 et note 195.

*
**

Comme les autres juges, les trésoriers de France avaient à connaître des inscriptions en faux dans les affaires pendantes devant eux, ainsi que des « rébellions à l'exécution de leurs mandements », même par la voie criminelle et leur compétence à cet égard sera confirmée par l'ordonnance de 1670 (art. 20) (235).

*
**

Le droit de *committimus* ne jouait pas pour le domaine. C'est ainsi que la duchesse d'AIGUILLON, engagiste du domaine d'Agenais, ayant voulu porter en 1669 aux requêtes du Palais en vertu de son *committimus* un litige touchant ce domaine, fut ramenée par le Conseil du roi devant les trésoriers de France de Bordeaux, seuls juges du domaine en première instance (236).

III. — Voirie.

1) HISTORIQUE.

Il semble qu'à l'origine les trésoriers de France, pourtant « superintendants du domaine », ne se soient occupés qu'exceptionnellement de la voirie. Peut-être le fait est-il imputable à ce que les chemins n'étaient pas alors considérés comme faisant partie du domaine du roi, mais comme « appartenant au public » à l'usage duquel ils étaient affectés.

De nombreux textes et notamment l'ordonnance cabochienne du 26 mai 1413 laissent entendre que, au moins sur les terres relevant directement du roi, c'étaient ses juges qui en assuraient l'administration.

L'ordonnance du 20 octobre 1508 fixant les pouvoirs et les fonctions des trésoriers de France donna compétence aux trésoriers de France (238) en matière de voirie en leur enjoignant :

« ... De voir ou faire voir et visiter tous chemins, chaussées, ponts, pavez et passages de notre royaume et eux informer et enquérir de l'estat en quoi ils sont et, s'il y en a aucun esquels pour le bien de nous et la chose publique il soit besoin de faire réparation et édifices et empavement, de les faire faire de nos deniers au regard de ceux qui

(235) Nous rappelons que seuls pouvaient siéger dans les affaires criminelles les trésoriers de France gradués en droit.

(236) Arch. dép. de la Gironde C 3.849.

(237) Bib. nat. 8° L45 60.

(238) Reproduite par FOURNIVAL, p. 135.

sont à notre charge et les autres qui sont à la charge d'autrui et qui, pour ce faire, ont et prennent péages, pavages, barrages, treuz ou secours, qu'ils les contraignent à les faire faire, selon qu'ils y sont tenus ».

Comme à l'époque les trésoriers n'étaient que quatre, ils ne pouvaient guère exercer ces attributions que par l'intermédiaire de représentants locaux.

C'est ce qui explique l'intervention de divers textes pour charger les baillis et sénéchaux et leurs lieutenants de veiller, dans l'étendue de leur juridiction, à l'entretien des chemins, ponts et passages et à l'exécution des réparations nécessaires. De même, un édit de février 1553 (239) donna aux élus le pouvoir d'ordonner les réparations des chemins dont la dépense n'excéderait pas vingt livres; un édit de janvier 1583 intervint pareillement pour les routes forestières en faveur des maîtres des eaux et forêts (240).

En mai 1599, pour mettre de l'ordre dans l'organisation et permettre la réalisation d'un plan d'ensemble au lendemain des détériorations de guerres de religion, un édit attribua à SULLY, avec le titre de « grand-voyer de France », la superintendance de la voirie (241); une déclaration du 16 juin 1604 et un règlement du 13 janvier 1605 précisèrent ses attributions (242). Le grand-voyer était habilité à se faire représenter par des lieutenants, voyers particuliers et autres agents commis par lui (243), mais n'avait aucune juridiction contentieuse.

A la suite d'ordonnances du bureau des finances de Paris des 7 et 9 avril 1618 (244) et d'un arrêt consécutif du Parlement de Paris du 24 mai de la même année reconnaissant aux bureaux des finances vocation pour les affaires des ponts et chaussées, l'édit d'août 1621 leur en attribua expressément la connaissance et en prit prétexte pour compléter à douze le nombre des trésoriers de France de chaque

(239) Bibl. nat. F 46.809 (3).

(240) Bibl. nat. F 23.610 (448). L'édit leur donne compétence pour les « chemins publics » et l'entretien des rivières et « turcies et levées » de leur ressort.

(241) Bibl. nat. F 46.907 (10).

(242) « Règlement du 13 janvier 1605 que le roy veult estre observé tant par le grand voyer de France, ses lieutenants, les trésoriers de France, surintendants des turcies et levées, élus et voyers particuliers, sur le faict des constructions, réparations et entretènement des ponts, pavez, chemins et chaussées, turcies et levées et autres ouvrages publics » (Arch. nat. E 8a, f° 7 r° et Bib. nat. Manuscrits français, 10.483, f° 71 r°).

(243) Ce furent souvent des trésoriers de France. C'est ainsi que le 30 septembre 1608, SULLY désigna comme son lieutenant en Languedoc Miles MARION, trésorier de France à Montpellier (de 1583 à 1616), en réglementant à cette occasion ce qui concernait les « ponts, chemins, passages et ouvrages publics en Languedoc » (Bibl. nat. F 46.919 (14)). Il désigna de même en 1614 comme son lieutenant en Bourgogne, Jean MAILLARD, trésorier de France à Dijon de 1593 à 1617 (Arch. dép. de la Côte-d'Or C 2.082 bis, f° 129).

(244) Ordonnance décrétant de prise de corps Gilles LE REDDE, entrepreneur des réparations faites au Pont au change et ordonnance rendue contre les entreprises du duc de SULLY, grand voyer (Arch. nat. Zlf 167, f° 77 v° et 80).

bureau dans les conditions qui ont été relatées au chapitre premier (245).

Après la retraite de SULLY, la mesure fut complétée en février 1626 par un édit qui confia aux bureaux, avec la voirie « ès-villes, faubourgs et grands chemins », le surplus de ses attributions du grand-voyer en en conférant le titre à chacun des trésoriers de France et en augmentant encore de deux leur effectif pour chaque bureau.

Le texte réservait implicitement, sinon les droits de voirie des juges royaux, du moins ceux des seigneurs hauts-justiciers; il comportait par contre la suppression de l'office de « capitaine des canaux » en en transférant les attributions aux bureaux des finances.

En avril 1627, la juridiction en 1^{re} instance de la voirie dont ils avaient l'administration « ès-villes et lieux dépendant de la justice royale » — jusque là exercée par les juges ordinaires — fut donnée au bureau en même temps que celle du domaine par l'édit qui créa quatre nouveaux trésoriers de France dans chaque bureau (246).

SULLY n'était pas seulement grand-voyer de France, mais aussi voyer particulier de Paris en un office acquis par lui en 1603 et réuni à celui de grand-voyer par déclaration du roi du 4 mai 1606 (247). La suppression de l'office de grand-voyer par l'édit de février 1626 l'avait dès lors dépossédé, en même temps, de cet office. Sur ses protestations, le dit office avait été rétabli par édit de juin 1626 à l'intention de son fils, le comte d'ORVAL. Après opposition du bureau des finances de Paris, la Chambre des comptes avait refusé l'enregistrement de l'édit; sur jussion elle y avait consenti, avec des réserves, le 6 septembre 1629, puis purement et simplement le 22 avril 1633, ce qui aggrava encore

(245) Un édit d'octobre 1615 (Bibl. nat. F 46.928) (4) avait créé un poste de « trésorier général des ponts, passages, chemins, voirie, chaussées, quais et autres ouvrages publics », à raison de trois offices, et un office de contrôleur, lui aussi bientôt subdivisé par édit d'octobre 1616 (Bibl. nat. F 23.610 (99)).

Un édit de décembre 1626 (Bibl. nat. F 46.957 (16)) avait créé dans chaque généralité du ressort des Chambres des comptes de Paris et de Rouen, à raison de 3 offices par poste, un poste de trésorier-receveur provincial et un poste de contrôleur provincial des ponts et chaussées. Ces offices furent réunis à ceux des receveurs généraux et contrôleurs généraux des finances par édit de janvier 1629 (Bibl. nat. F 46.965 (3)); ils en furent disjoints de nouveau par un édit de juin 1633 (Bibl. nat. F 46.976 (26)).

(246) C'est à tort que dans son « Traité de la juridiction des trésoriers de France tant en matière de domaine et de voirie que de finances » (Paris, 1777, 2 vol. in-8). JOUSSE indiquera que l'édit d'avril 1627 ne fut jamais enregistré au Parlement. Nous avons déjà dit qu'il avait été enregistré en lit de justice le 28 juin 1627; son texte porte d'ailleurs explicitement la mention : « leu, publié et enregistré, ouy en ses réquisitions le procureur général du roi, à Paris en Parlement, le roy séant, le 28 juin 1627 ».

L'édit avait été vérifié le même jour à la Chambre des comptes et à la Cour des aides en séances de prince tenues par le duc d'ORLÉANS (Bibl. nat. F 46.521 (3)).

Il faut dire à la décharge de Jousse que les 19 mars 1629 et 24 janvier 1641, l'avocat général TALON, tenant évidemment pour nuls les enregistrements en lit de justice, avait affirmé au Parlement, en des conclusions, qu'il n'y avait pas lieu de tenir compte de l'édit d'avril 1627, ledit édit n'ayant pas été vérifié (Cf. BARDET : « Arrêts du Parlement de Paris », 1642, in-fol., t. I^{er}, p. 362, et t. II, p. 586).

(247) Des lettres patentes en forme d'édit de décembre 1607 avaient défini ses pouvoirs en tant que voyer particulier de Paris (Bib. nat. F 46.918 (4) — texte reproduit par JOUSSE).

le conflit entre le bureau et le comte d'ORVAL. L'édit de mai 1635 y mit fin en unissant l'office au bureau, à charge pour ce dernier de verser une indemnité à ORVAL (248).

Le même édit, en « *interprétant et augmentant les pouvoirs des présidents et trésoriers de France en ce qui concerne la voirie* (249), précisa qu'elle serait « par eux exercée et observée dans toutes les villes et l'estendue de la généralité tout ainsi qu'elle l'est à présent en cette ville, prévosté et vicomté de Paris », tant pour la grande que la petite voirie.

Par ces dispositions, le rédacteur du texte croyait, selon toute vraisemblance, assurer la totalité de la voirie aux trésoriers de tous les bureaux, puisqu'il leur donnait les pouvoirs des trésoriers de Paris et que ces derniers possédaient apparemment la grande voirie depuis 1626 et, en vertu de l'édit lui-même, la petite voirie (concernant, suivant la terminologie de l'époque, les emprises sur la rue) (250), relevant de l'office du voyer particulier de Paris. Il entendait sans doute éliminer ainsi, discrètement, le droit de voirie des seigneurs hauts-justiciers de province.

Il n'avait pas pris garde qu'il existait à Paris huit seigneurs hauts-justiciers qui prétendaient exercer le droit de voirie dans le ressort de leur justice (251). Si le fait était reconnu, la décision impliquerait ipso facto le maintien du droit de voirie des seigneurs hauts-justiciers dans toute la France.

En fait, par des arrêts des 18 et 25 janvier 1661 et 11 février 1670 (252), le Parlement de Paris dénia à l'archevêque de Paris et aux abbés de Saint-Germain-des-Prés et de Sainte-Geneviève le droit de grande voirie dans le ressort de leurs justices respectives, mais leur reconnut ceux de la petite voirie; par la suite, par une sentence du 1^{er} mai 1674 confirmée par le Parlement le 1^{er} septembre, la Chambre du trésor confirma le droit du roi. Plus tard, le 7 avril 1699, le Conseil du roi décida que le droit de voirie du bureau de Paris s'étendait sans restrictions sur la partie de la ville dépendant de la justice de la supérieure et des religieuses de Sainte-Marie de Chaillot (253).

Il n'y avait donc que peu à retenir, quant aux droits respectifs des bureaux des finances et des seigneurs hauts-justiciers, dans l'édit de mai 1635 et la discussion restait ouverte; elle se prolongera pendant

(248) Liquidée à 75.000 livres par arrêt du Conseil du 28 mars 1637. Une déclaration du roi du 31 janvier 1638, constatant le remboursement, confirma la réunion de la voirie particulière de Paris aux charges des trésoriers de France.

(249) Nous soulignons ce membre de phrase, négligé systématiquement par Jousse dans son interprétation de l'édit de mai 1635 (Cf. infra).

(250) Nous rappelons qu'on entend habituellement de nos jours par « petite voirie » la voirie vicinale, la voirie rurale et la voirie urbaine. Dans le présent travail, nous n'avons pu que conserver l'acception ancienne.

(251) Dès le 24 mars 1611, le parlement de Paris avait reconnu, contre SULLY, les droits de l'abbé de Saint-Germain-des-Prés en matière de voirie (arrêt reproduit dans le « Traité de la voirie », constituant le quatrième tome du « Traité de la police » du commissaire de LA MARE (1738), p. 736).

(252) Traité de la voirie précité, p. 737 à 739.

(253) Arch. nat. AD IX 80.

tout le XVIII^e siècle entre deux écoles : PATAS DU BOURGNEUF soutenant avec beaucoup d'autres, que la voirie est toujours affaire royale et qu'il n'y a pas lieu à distinction; JOUSSE notamment professant que les seigneurs hauts-justiciers avaient conservé leurs droits de voirie antérieurs (254).

*
* *

Sous la réserve de ce qui précède, nous examinerons, comme pour le domaine, quelles étaient, en matière de voirie, les attributions des trésoriers de France :

En direction (c'est-à-dire quant à l'exercice de la « juridiction volontaire » — sensiblement notre pouvoir réglementaire — et quant à l'administration);

Quant à la juridiction contentieuse.

Signalons auparavant, à titre documentaire, qu'en mai 1645 un édit (255) était intervenu pour priver les trésoriers de France de leurs pouvoirs en matière de voirie en rétablissant la charge de grand-voyer, divisée en trois offices (ancien, alternatif et triennal) de « grands-voyers et surintendants généraux des ponts et chaussées de France ».

Pour justifier ces créations dont le caractère fiscal était manifeste, l'exposé de motifs de l'édit comportait des allégations probablement injustes et certainement excessives :

« ... Soit que les trésoriers de France aient négligé les fonctions de ladite charge de grand-voyer ou qu'ils se soient trouvés occupés par l'ancienne fonction de leurs charges (les finances), il est advenu que la plupart des grands-chemins, chaussées, ponts et passages ont été ruinez et que les places publiques des rues sont devenues si étroites par les bastiments qu'aucuns particuliers ont faits sur le public (*sic*), particulièrement en notre ville de Paris que nos subjects en reçoivent un

(254) Daniel Jousse était conseiller au bailliage et siège présidial d'Orléans et très imbu des prérogatives des tribunaux judiciaires. Son plaidoyer en faveur des seigneurs hauts-justiciers était destiné, en réalité, à amener, par le jeu de la prévention et de l'appel, l'intervention, en matière de voirie, des juges royaux et par là la restitution des pouvoirs des baillis et sénéchaux.

Il invoquait au soutien de ses théories nombre d'arrêts et jugements. Mais on aurait pu en trouver autant en sens contraire. Il fut sans doute à l'origine des procédures — toutes concernant la région d'Orléans — qui aboutirent à l'arrêt du Conseil du roi du 21 novembre 1775, cité plus loin (Jousse, t. II, p. 538), reconnaissant au duc d'ORLÉANS, et par là indirectement aux juges royaux, le droit de voirie dans son apanage, et un arrêt du parlement de Paris du 7 septembre 1776 affirmant les droits en matière de voirie d'un seigneur haut-justicier et l'incompétence du bureau des finances.

Sous une présentation technique et une forme apparemment impartiale (il commence par couvrir de fleurs PATAS DU BOURGNEUF et ne l'attaque jamais directement), son ouvrage est assez tendancieux; il serait imprudent d'admettre que ses conclusions traduisissent exactement la situation existant un siècle et demi auparavant, à une époque où les bureaux des finances avaient encore une position importante.

Le « Traité de la juridiction des trésoriers de France » de Jousse n'était d'ailleurs qu'une réplique au « Traité de l'état des trésoriers de France » de REGNARD DE GRONCOURT, qui était un panégyrique sans mesure des trésoriers de France.

(255) Bibl. nat. F 23.611 (705).

notable préjudice et ne trouvent plus le libre passage, comme ils faisoient auparavant la suppression de ladite charge de grand-voyer ».

Bien que l'édit ait été enregistré au parlement le 7 septembre 1645 et vérifié à la Chambre des comptes le 11 du même mois (256), il n'eut aucune suite et les édits bursaux qui intervinrent pour procurer en remplacement d'autres ressources, changeant de ton, ne manquèrent pas d'exalter la valeur des services rendus par les trésoriers de France, en justifiant ainsi l'augmentation (nominale) de leur rémunération, et partant, les finances nouvelles qui seraient exigées d'eux.

2) DIRECTION (257).

A. — GRANDS CHEMINS ET AUTRES CHEMINS ROYAUX.

Les grands chemins étaient ceux qui reliaient les provinces entre elles et sur lesquels circulaient les messageries. D'aucuns estimaient qu'il prolongeait aussi les rues des villes qui se trouvaient dans leur prolongement, mais au XVII^e siècle la question était encore débattue.

D'autres chemins, et notamment ceux qui reliaient les chefs-lieux de généralités et les sièges des bailliages, étaient également entretenus par le roi et, de ce fait, aussi appelés « chemins royaux » (258).

(256) Si on rapproche l'édit de celui de septembre 1645 qui prétendait les priver de l'administration et de la juridiction des domaines au profit de nouveaux officiers, ainsi que de la mise en parti des tailles, on conçoit que les trésoriers de France avaient pu valablement concevoir à l'époque des appréhensions sur l'avenir de leurs charges.

(257) Dans l'exercice de leurs fonctions relatives à la voirie, les trésoriers de France avaient des collaborateurs et des représentants sur place.

L'édit de décembre 1628 créant dans chaque élection des intendants particuliers des deniers communs et d'octroi (Bibl. nat. F 46.941) (9) avait prévu qu'ils auraient à visiter les chemins, dresser des états et procès-verbaux des réparations nécessaires à l'intention des trésoriers de France, puis surveiller l'exécution des travaux ordonnés par ces derniers.

L'édit de février 1631 créant dans chaque paroisse du royaume un « contrôleur du règlement et assiette des tailles » (Bibl. nat. F 46.969 (12) lui avait attribué la fonction de voyer.

Ces textes n'avaient guère eu de suite, les offices ayant été supprimés avant même d'avoir été levés, mais les trésoriers de France avaient hérité du grand-voyer le pouvoir de « commettre », c'est-à-dire de donner pouvoir à un délégué, le « voyer », partout où il en était besoin.

Les voyers servaient en fait d'intermédiaires entre eux et les administrés. Ils étaient qualifiés pour faire les visites et dresser des procès-verbaux qu'ils adressaient au bureau. Ils devaient tenir un registre, paraphé à l'avance, des alignements et permissions qu'ils donnaient en exécution d'ordonnances du bureau. Leurs droits étaient taxés par les trésoriers de France et ils devaient délivrer quittance de toute somme reçue.

(258) Il n'y avait pas alors de terminologie générale et notamment les termes de chemins de traverse et de chemins vicinaux ou vicinaux étaient employés pour désigner, suivant les provinces, des chemins de nature très différente. C'est

Sous réserve de ce qui sera dit au chapitre V pour certains pays d'Etats, c'était aux trésoriers de France qu'il appartenait d'en connaître. Après enquête « de commodo et incommodo » (259) et sous le contrôle du Conseil du roi, ils étaient qualifiés pour en régler l'ouverture, décider les changements et rectifications de parcours, exceptionnellement prononcer leur suppression.

Suivant JOUSSE toutefois, bien qu'ils eussent en qualité de grands-voyers les direction et intendance des grands chemins, ils ne pouvaient prendre d'eux-mêmes des ordonnances à cet effet qu'après y avoir été autorisés par lettres patentes ou arrêt du Conseil du roi (260). Il est indéniable que de tels textes intervenaient souvent pour les opérations importantes, mais, si les fonds étaient prévus à l'état du roi, leur nécessité administrative n'étaient pas évidente.

Les trésoriers de France avaient surtout à assurer aux chemins royaux une largeur convenable, dans le cadre de la réglementation générale et des coutumes locales (261). Au cas d'usurpation des riverains (262), ils devaient leur restituer leur ancienne largeur, leur affectation au public les rendant imprescriptibles (263). Ils avaient également à s'opposer à ce qu'il soit fait des fouilles dans leur voisinage immédiat (264), et à ce que leur terre soit « pelée » au bénéfice des fonds voisins.

Plus généralement, ils avaient à prendre les mesures nécessaires

seulement par arrêt du Conseil du 6 février 1776 que sera établie une hiérarchie officielle entre les routes et les chemins, répartis en quatre classes :

1° Les grandes routes, traversant tout le royaume et conduisant de la capitale aux principales villes ou ports (largeur de 42 à 60 pieds);

2° Les routes reliant entre elles les provinces et les principales villes et celles conduisant de Paris à des « villes considérables mais moins importantes » que celles desservies par les grandes routes (36 pieds);

3° Les routes reliant les villes principales d'une même province ou de provinces voisines (30 pieds);

4° Les chemins particuliers reliant les petites villes et bourgs (24 pieds).

(Les largeurs indiquées ne comprenant pas les fossés et les talus ou glacis).

(259) La procédure en avait été fixée par lettres patentes de juillet 1638 et du 15 juillet 1659.

(260) Par exemple les L. P. des 24 avril 1599, 15 juin 1639, 17 mai 1649 et juin 1660, citées au traité de de LA MARE, t. IV, p. 514, 519 et 522.

(261) Originellement, la largeur des chemins variait suivant les provinces; ce fut seulement par règlement du Conseil du roi des 3 mars 1720 et 7 juin 1721 que celle des chemins royaux fut fixée uniformément à 60 pieds (19,5 mètres), non compris les fossés qui, de chaque côté, devaient avoir 6 pieds (1,95 mètres) d'ouverture, les constructions riveraines ne pouvant être élevées qu'à 6 pieds du bord extérieur des dits fossés.

Il a été dit ci-dessus comment, en 1776, la largeur de 60 pieds ne constituait plus qu'un maximum — sauf exception dans les cas déterminés —, des distinctions étant par ailleurs faites suivant la nature des chemins. De même, la largeur minima des routes en forêts, fixée à 72 pieds par l'ordonnance d'août 1669, fut ramenée à 60 pieds en 1776.

(262) C'était essentiellement pour empêcher les empiètements des riverains que les lettres patentes du 19 janvier 1552, puis l'art. 356 de l'ordonnance de Blois de mai 1579 avaient prévu que les grands chemins seraient bordés et plantés d'ormes, noyers et autres arbres.

(263) Du fait que les chemins « appartenaient au public », aucune prescription n'était possible, même pour les chemins qui n'étaient plus utilisés, et dans les pays où, comme en Dauphiné, on admettait une prescription centenaire contre le roi.

(264) 15 toises (90 pieds) suivant arrêt du Conseil du 9 mars 1633.

pour maintenir les « chemins en bon état, libres et commodes et pour faire cesser les périls et dangers qui pouvaient s'y trouver » (JOUSSE).

Le principe, hérité du droit romain, suivant lequel le soin de réparer ou d'entretenir les chemins était une charge des fonds adjacents, pouvait difficilement être appliqué sur les grands chemins; aussi, leur entretien était-il habituellement assuré soit par des corvées, soit sur les deniers du roi. A cet effet, les trésoriers de France avaient à en faire l'inspection au cours de leurs chevauchées.

Dans un mémoire publié à l'intention de ses collègues en 1632 — mémoire où, suivant JOUSSE, il y a de « très bons principes » —, Jacques-Richard de FLEURY, trésorier de France à Tours, recommandait pour les inspections le mois de février où les eaux étaient les plus hautes et les chemins en le plus mauvais état. Des procès-verbaux des réparations nécessaires étaient dressés par l'enquêteur et, après établissement de devis, les travaux étaient adjugés au rabais, à l'extinction des chandelles. Ils étaient effectués à la belle saison et au cours d'une nouvelle chevauchée, en septembre, à l'époque des plus basses eaux, le trésorier de France commis allait procéder à leur réception.

Les entrepreneurs pouvaient prendre sur les fonds voisins non clos les matériaux nécessaires aux réparations en en réglant le prix aux propriétaires de ces fonds. Un arrêt du Conseil du roi du 3 octobre 1667 devait préciser que les propriétaires seraient dédommagés sur la base du prix courant, ou à dire d'experts nommés par les trésoriers de France à Paris, et par les intendants dans les autres généralités. Ce détail montre que dès l'époque, l'essentiel des pouvoirs des bureaux des finances était passé entre les mains des intendants, qui les exerçaient avec le concours d'un trésorier de France, « commissaire des ponts et chaussées », désigné sur leur avis par le Conseil du roi (265). Sauf à Paris où les trésoriers de France conservèrent dans une certaine mesure leurs attributions, les intendants connaissaient déjà des adjudications des travaux.

La création de l'administration des ponts et chaussées au début du règne de LOUIS XV devait achever de ruiner les pouvoirs des bureaux des finances en matière de chemins royaux.

B. — AUTRES CHEMINS PUBLICS.

L'entretien des chemins publics autres que les chemins royaux était en principe à la charge des riverains qui étaient tenus, en particulier, d'assurer l'ébranchage des arbres, la tonte des haies vives et l'entretien des fossés; les travaux les plus importants étaient souvent assumés par les communautés d'habitants voisines.

Sur les terres dépendant directement du roi (ès-lieux dépendant

(265) Cf. arrêt type du Conseil du roi du 21 octobre 1669 reproduit, pour le bureau des finances de Rouen, par VANNIER, *op. cit.*, p. 172 et 173.

en première instance d'une justice royale), les trésoriers de France avaient, semble-t-il, le contrôle des opérations et même leur direction au cas de défaillance des responsables (266). Comme pour les chemins royaux, ils étaient compétents pour l'ouverture, le maintien, l'élargissement ou la rectification des chemins.

Sur les terres des seigneurs hauts-justiciers, il y avait lieu à distinction :

Si les seigneurs haut-justiciers avaient titre ou possession immémoriale de la voirie, ils l'exerçaient sous la réserve qu'ils pouvaient seulement maintenir les situations préexistantes et non changer ou élargir les chemins. Suivant le mot de JOUSSE, ils avaient le « jus prohibendi et conservandi » non le « jus innovandi ».

Au cas où ils percevaient des péages, leurs obligations et les pouvoirs de contrôle des trésoriers de France étaient assez bien définis, ainsi qu'il sera exposé plus loin.

Hors ce cas, qui était compétent s'ils ne s'acquittaient pas de leurs obligations ? A qui, pas ailleurs, appartenait la voirie sur les terres des seigneurs hauts-justiciers qui n'avaient ni titre ni possession immémoriale ?

Les trésoriers de France considéraient que les exceptions formulées jadis à leur compétence en faveur des seigneurs hauts-justiciers n'ayant plus leur application, ils reprenaient tous leurs droits (267).

Les juges royaux estimaient par contre qu'à défaut d'intervention des seigneurs et de leurs juges ils étaient qualifiés pour s'y substituer par le jeu de la prévention et leur théorie sera systématisée plus tard par JOUSSE qui semblera la faire triompher (268).

Il est étonnant que, dans un domaine essentiel, la situation ait pu rester aussi confuse pendant un siècle et demi.

Il est vrai que, si les officiers se disputaient âprement à l'avance leurs attributions, leurs conflits devaient, comme il est encore de nos jours dans des cas analogues, perdre beaucoup de leur acuité quand arrivaient les affaires ; il est bien possible qu'ils tendaient alors à devenir négatifs, chacun comptant sur l'autre pour s'en charger.

(266) JOUSSE soutiendra, il est vrai, que les trésoriers de France n'étaient compétents que pour les grands chemins et les villes et que « *ès-lieux dépendant en première instance d'une justice royale* », la voirie ordinaire appartenait ou devait appartenir aux juges royaux.

(267) Suivant JOUSSE, même sans titre ni possession immémoriale, les seigneurs hauts-justiciers avaient, de plein droit, la voirie qui, suivant LEFEBVRE DE LA PLANCHE, faisait partie de la justice, mais c'était contraire à l'opinion de tous les anciens auteurs et notamment BACQUET dans son « *traité du domaine* » et Cardin LE BRET dans son « *traité de la souveraineté* ».

(268) Un arrêt du parlement de Paris du 7 septembre 1776 affirma les droits en matière de voirie d'un seigneur haut-justicier et l'incompétence du bureau des finances.

C. — PÉAGES.

Les péages étaient des droits seigneuriaux qui se levaient sur les hommes, les choses, les bestiaux et les voitures qui passaient en un lieu déterminé; ils portaient divers noms : « barrages » à l'entrée des villes et des bourgs, « pontonnages » aux passages des ponts, « billettes » dans les campagnes où le lieu de perception était indiqué par un billot de bois, « droits de travers » pour les gens et biens qui traversaient les terres des seigneurs péagers. Parfois, ils n'étaient pas sans quelque analogie pour l'usager, sinon avec les droits de traite, du moins avec les droits d'octroi et notamment ceux qui, comme à Nevers et à Decize, se percevaient sans remboursement à la sortie ni passe-debout sur tout ce qui entrait dans la ville (269).

Aucun droit de péage ne pouvait être perçu sans autorisation du roi prouvée par lettres patentes ou possession centenaire établie par la réception d'aveu.

Il appartenait aux trésoriers de France de s'assurer de la régularité des titres des seigneurs péagers, titres dont les gens du roi du bureau pouvaient toujours exiger la représentation (270). Ils devaient veiller également à ce que les droits perçus ne soient pas supérieurs aux taux autorisés, taux qui étaient obligatoirement indiqués au public par une pancarte placée au lieu du péage.

En contrepartie du péage, les seigneurs péagers avaient l'obligation de réparer et entretenir, non seulement le chemin sur lequel il était établi, mais tous les chemins, ponts, chaussées et passages de la seigneurie. Ils ne pouvaient se soustraire à cette obligation en renonçant à leurs droits de péage qu'après avoir remis l'ensemble en état et l'avoir fait recevoir par les trésoriers de France avec l'agrément des gens du roi du bureau. Dans le cas de destruction par force majeure, le seigneur péager n'y était toutefois pas tenu s'il justifiait du bon état avant la destruction.

L'art. 18 de l'ordonnance précitée du 20 octobre 1508 et un arrêt du Conseil du roi de décembre 1626 avaient habilité les trésoriers de France à contraindre les seigneurs péagers au respect de leurs obligations (271). A cet effet, ils pouvaient saisir les revenus du fief. Un

(269) Cf. STOURM, les « Finances de l'ancien régime et la Révolution », t. I^{er}, p. 473.

(270) Par arrêt du 2 avril 1605, le Conseil du roi avait ordonné aux trésoriers de France de dresser un état des péages, en mettant à cet effet à contribution les élus.

Bien qu'une commission spéciale constituée en août 1724 ait révisé tous les péages existant à l'époque, il en subsistait encore plus de 1.600 à la veille de la Révolution (Cf. STOURM, *op. cit.*, p. 473).

(271) Dès le 11 avril 1609, à la suite d'un voyage en Picardie au cours duquel il avait recueilli les doléances des populations, HENRI IV avait fait enjoindre par son Conseil au duc de MONTMORENCY et à l'abbaye de Saint-Denis de réparer les chaussées et pavés de leurs terres (Arch. nat. E21, f^o 70 r^o).

arrêt du Conseil du 2 mars 1665, en rappelant qu'ils avaient à « s'informer soigneusement » des ponts et chaussées et chemins que les seigneurs péagers étaient tenus de réparer et d'entretenir (272), les autorisa à prendre à cet effet des ordonnances qui seraient exécutées nonobstant opposition ou appelation. Le roi déclarait d'ailleurs réserver à son Conseil ces appellations en interdisant la connaissance à toutes Cours et juges.

D. — VOIRIE URBAINE.

Dans les villes, comme pour les chemins, mais en prenant encore plus de ménagements, vu les situations acquises, les trésoriers de France étaient en principe qualifiés pour améliorer l'ordonnance des rues, en assurer le redressement et surtout augmenter leur largeur. Avant toute construction nouvelle, le propriétaire devait leur demander l'alignement; ils avaient à en vérifier le respect après exécution. Aucun travail de confortation ne pouvait être exécuté en façade sans leur agrément préalable, le refus de cette autorisation permettant, le cas échéant, de réaliser les reculements projetés.

De même, les trésoriers de France avaient le contrôle de la hauteur et la régularité des édifices.

Ils étaient également qualifiés pour ordonner la réparation ou la démolition des bâtiments menaçant ruine (273). En cas d'inexécution, ils pouvaient infliger des amendes à leurs propriétaires et même faire exécuter les travaux à leurs frais.

En ce qui concerne les pavés des villes, il y avait lieu à distinction :

a) Le pavé des places et des entrées des villes était assuré sur les deniers d'octroi.

b) Le premier établissement des pavés des rues était une charge des municipalités; dans le passé, les seigneurs hauts-justiciers y avaient parfois participé.

c) L'entretien des pavés était à la charge des riverains (274).

Les pouvoirs des trésoriers de France variaient pour ces trois catégories d'opérations. Comme pour les autres opérations évoquées

(272) Tout ce qui vient d'être dit s'appliquait également aux bacs assurant la traversée des rivières, observation faite qui, pour ceux appartenant au roi, les trésoriers de France étaient tenus d'organiser le service et que, pour ceux concédés, ils avaient seulement à en assurer le contrôle.

(273) A Paris, après un règlement du 18 juillet 1729, ils partageront leurs pouvoirs avec le lieutenant-général de police, l'affaire appartenant à l'autorité qui s'en était saisie la première, le lieutenant général primant toutefois le bureau au cas où les deux autorités intervenaient le même jour.

(274) A Paris, le pavé relèvera d'un trésorier de France « commissaire du pavé », désigné par le roi.

plus haut, ils se heurtaient aux droits des municipalités, mais étant donné que même pour les deniers d'octroi, les trésoriers de France avaient un certain pouvoir de contrôle, une collaboration utile pouvait souvent s'établir (275).

Tout ce qui précède rentrait dans ce que les contemporains appelaient la « grande voirie », et nous avons vu plus haut que, à Paris où subsistaient des seigneurs hauts-justiciers, le parlement avait jugé que son exercice n'était pas de leur ressort.

Réserve faite des « traverses » (prolongements des routes et chemins royaux dans les villes), la voirie de certaines villes pouvait par contre échapper en entier aux trésoriers de France quand la ville relevait en totalité d'un seigneur haut-justicier. C'était le cas notamment pour Château-Thierry (au duc de BOUILLON), suivant un arrêt du Conseil du roi du 1^{er} décembre 1693 (276).

C'était également le cas pour les villes de certains apanages et notamment, suivant un arrêt du Conseil du roi du 21 novembre 1775, pour Montargis et les autres villes du duché d'Orléans (277).

Nous verrons, au titre des relations des trésoriers de France avec les municipalités, qu'il en était parfois de même pour certaines villes qui possédaient depuis un temps immémorial le droit de voirie. Il existait aussi des situations intermédiaires.

Dans les villes, réserve faite des avancées et saillies des immeubles sur la rue qui relevaient de la « grande voirie », les questions qui se posaient le plus fréquemment concernaient la petite voirie, c'est-à-dire toutes les autres emprises sur la voie : auvents, contrevents, seuils de portes, enseignes, comptoirs, étalages, étals, bornes, bancs, perches, etc... et généralement tout ce qui pouvait encombrer la rue, qu'il s'agit d'installations fixes ou temporaires (278). Les trésoriers

(275) Suivant PATAS DU BOURGNEUF, t. I^{er}, p. 356, les maires et échevins étaient sous une dépendance plus étroite des trésoriers de France :

1^o Lorsque le roi contribuait de ses deniers à la dépense du pavé;

2^o Quand les seigneurs qui avaient droit de péage sur les ponts ou dans la banlieue d'une ville lui avaient cédé leurs droits à charge d'entretenir en bon état les ponts et pavés.

(276) Texte au traité de la police de de LA MARE, t. IV, p. 760.

La décision du Conseil du roi avait vraisemblablement été influencée par le fait que, pour la famille de LA TOUR D'AUVERGNE-BOUILLON, Château-Thierry remplaçait la principauté de Sedan qui était souveraine (Cf. infra, p. 320, note 401, les conditions de l'échange, qui ne faisait d'ailleurs que régulariser une annexion prononcée dès 1642 à la suite de la participation du duc de BOUILLON à la conjuration de CINQ-MARS).

(277) JOUSSE justifiait l'arrêt (qui revenait d'ailleurs sur un arrêt précédent du Conseil du roi du 15 décembre 1771) par le fait que le duché d'ORLÉANS avait été constitué en apanage en mai 1626, donc antérieurement à l'intervention de l'édit d'avril 1627. On aurait pu lui objecter que cet apanage avait été réuni de plein droit à la couronne par la mort, sans héritier mâle, de Gaston d'ORLÉANS en 1660 et que c'était un apanage de même consistance que le précédent, mais nouveau, qui avait été constitué en novembre 1661, au profit de Philippe d'ORLÉANS, frère de Louis XIV.

(278) A Paris, une déclaration du roi de mars 1693 réunit à son domaine les droits utiles de la petite voirie et en confia les fonctions à des commissaires généraux faisant partie du bureau des finances.

En province, un édit de novembre 1697 prétendit confier la petite voirie à des jurés « experts-priseurs et arpenteurs » tenus de se faire recevoir au bureau des

de France avaient qualité pour régler la matière dans le cadre de la réglementation générale et des coutumes locales et, à ce titre, déli-vraient, le cas échéant, les autorisations nécessaires et prononçaient des amendes contre les contrevenants (279).

Ils avaient, en définitive, à « empêcher toutes espèces d'entreprises contraires à la décoration des villes, à la sûreté et commodité des citoyens et la liberté du commerce » (JOUSSE), sans avoir toutefois en général la responsabilité du nettoyage des rues (280), ni quoi qu'il ait été parfois dit (281), leur police proprement dite.

On notera que leurs attributions à cet égard — assez secondaires, il est vrai — furent des rares qu'ils conservèrent jusqu'à la fin de l'ancien régime.

E. — PONTS, CANAUX, COURS D'EAU.

Comme pour les autres ouvrages publics, la construction et l'entretien des ponts étaient, en principe, du ressort des trésoriers de France. Toutefois, au moins pour la région parisienne, il semble que le Conseil du roi prenait lui-même souvent l'affaire en main, en donnant commission à un trésorier de France pour suivre l'opération. C'est ainsi qu'après avoir fixé par arrêt du 12 juin 1621 (282) les conditions de construction, sur la Seine, d'un pont de pierre à Neuilly et de ponts de bois au Pecq, à Chatou, à Bezons et à Argenteuil, il donna commission le 7 octobre 1623 à Nicolas LE GRAS (283), trésorier

finances, mais, à défaut de remboursement, les trésoriers de France refusèrent de leur céder leurs fonctions et l'édit fut abrogé en novembre 1704.

(279) Dans le cas d'encombrements, il pouvait prononcer une amende d'un maximum de 10 livres contre les particuliers qui ne les auraient pas fait cesser dans les trois jours d'une mise en demeure. A Paris, toutefois, c'était le prévôt qui y était qualifié.

(280) A Paris, suivant l'article 2 de l'édit de décembre 1607 sur les pouvoirs du grand-voier comme voier particulier de Paris, la propreté des rues relevait de juge de police; par contre la projection d'eau et d'ordures par les fenêtres, de jour comme de nuit, relevait du voier particulier (et plus tard du Bureau des finances).

(281) Notamment par GRIMOUARD qui indique dans les « bureaux des finances de l'ancien régime », p. 51, qu'ils avaient « la connaissance des contraventions de toutes sortes sur le domaine, jusqu'aux vols et meurtres sur la voie publique ».

(282) Arch. nat. Bureau de Paris Zlf, 172.

(283) Fils et successeur de Simon LE GRAS, qui avait contribué en 1599 à la mise sur pied de l'assemblée générale des bureaux (Cf. infra, p. 247); frère de Simon LE GRAS (vers 1588-1656), évêque de Soissons, qui sacra Louis XIV à Reims le 16 juin 1654.

Il cumula pendant 25 ans ses fonctions avec celle de secrétaire des commandements de la reine Anne d'Autriche et mourut presque subitement le 2 août 1646, âgé de 63 ans.

La reine fut émue de cette mort et déclara qu'elle « donnerait une bonne récompense » à sa veuve; mais le lendemain, elle s'était ravisée, « LE GRAS l'ayant trahie en beaucoup d'occasions » (Cf. Les Mémoires d'Olivier LE FÈVRE D'ORMESSON, t. 1^{er}, p. 357 et 358). De fait, c'était LE GRAS qui, selon toute vraisemblance, avait prévenu Louis XIII de la correspondance secrète de la reine avec son frère, le roi d'Espagne, à la suite de quoi le roi avait fait fouiller Anne d'Autriche par le chancelier. Il est juste d'observer que la situation de LE GRAS était délicate et qu'il aurait risqué de payer de sa tête sa discrétion.

Nicolas LE GRAS n'avait en commun que le nom et les fonctions avec Antoine

de France à Paris, « pour avoir l'œil sur la construction » et lui en référer au besoin.

Sous la même réserve, ils étaient compétents à l'origine pour les ports, canaux et cours d'eau (284) (sauf la partie supérieure non navigable, ni flottable, qui relevait des Eaux et forêts).

Toutefois, l'aménagement des rivières et canaux était le plus souvent concédé à des particuliers qui en auraient ensuite l'exploitation.

C'est ainsi que des lettres patentes du 3 avril 1632 avaient autorisé un sieur Denis de FOLIGNY à faire les travaux nécessaires pour rendre navigables les rivières de l'Oureq et de la Vesle, ainsi que l'Eure entre Chartres et Dreux, moyennant l'exploitation des transports pendant vingt ans.

Un arrêt du Conseil d'Etat du 30 décembre 1643 avait autorisé Marie de RAYMOND, marquise de MONTLAUR, veuve du maréchal d'ORNANO, à faire les travaux nécessaires pour rendre navigable l'Ardèche, moyennant une concession de 25 ans.

Un arrêt du Conseil du roi de mars 1644 avait concédé à Jacques BRUN, de Brignoles en Provence, la construction d'un nouveau canal depuis le Rhône, près de Beaucaire, jusqu'à Peccaïs et au port d'Agde,

LE GRAS, secrétaire des commandements de Marie de MÉDICIS (décédé en 1625), le mari de « Mademoiselle LE GRAS » (la bienheureuse Louise de MARILLAC, 1591-1662, collaboratrice de Saint Vincent de Paul et première supérieure, fondatrice des Filles de la Charité).

(284) En 1604, il avait été décidé que serait réalisée aux frais du roi la « mise en communication de la Loyre et de la Seine pour le trafic par le moyen d'un canal tiré de la rivière de Loyre auprès de Briare en celle du Loing et de la dite rivière du Loing en celle de la Seine » suivant devis détaillé (Bibl. nat. Manuscrits français 18.167, f^o 110 r^o à 115 r^o).

Après publications faites par les trésoriers de France de Paris, Bourges, Châlons, Moulins, Orléans, Riom, Rouen et Tours, les travaux du canal de Briare avaient été mis en adjudication au rabais au Conseil du roi le 23 janvier 1604, mais la soumission du moins disant, Hugues COSNIER, ayant été jugée excessive (590.000 livres), l'adjudication avait été recommencée le 5 février et, par arrêt du 11 mars (*Ibid.*, f^o 115 v^o et suivantes), les travaux avaient été confiés au même Hugues COSNIER pour 505.000 livres seulement. Ils devaient être exécutés en trois ans et étaient payables par avance en six tranches égales, après fourniture d'une caution de même montant (84.166 livres) pour le paiement par avance et une autre de 40.000 pour « la perfection de l'ouvrage ». L'adjudicataire devait bénéficier des matériaux extraits, le roi faisant son affaire des « récompenses » dues pour les moulins et terres expropriées, qui seraient fixées par son Conseil à la diligence des propriétaires et au vu de procès-verbaux des procureurs du roi auprès des juridictions. Au cas d'interruption des travaux du fait du roi, l'adjudicataire serait réglé des travaux effectués et indemnisé du montant des machines et installations construites ou amenées sur place pour leur réalisation.

La surveillance de l'exécution devait être assurée par les trésoriers de France de Paris et d'Orléans, ainsi que sous leur autorité et chacun pour son ressort par les baillis, sénéchaux et autres juges des lieux traversés.

Hugues COSNIER fut incapable de réaliser les travaux (42 kilomètres de canal) dans les conditions prévues et, 34 ans plus tard, en septembre 1638, une partie seulement en avait été effectuée. Le canal fut alors concédé à perpétuité à Guillaume BOUTHERQUE et Jacques GUYOT à charge de le terminer et de régler toutes indemnités. Après achèvement, la concession fut confirmée par arrêt du Conseil du roi du 3 avril 1642 fixant les droits dont la perception était autorisée (Bibl. nat. F 23.611 (266), tandis que les concessionnaires étaient anoblis et que le canal était érigé en fief à leur profit.

canal destiné à assurer le transport des sels et autres denrées et marchandises, ainsi que le dessèchement des marais (285).

Des lettres patentes d'octobre 1645 avaient habilité pareillement Hector BOUTHEROU, sgr de BOURGNEUF, ingénieur du roi, Pierre BARILLOT et leurs associés, à exécuter les travaux nécessaires pour rendre navigable la Blaise, le Sain et le Rougnon, en la généralité de Champagne (286).

Plus tard, des lettres patentes de juillet 1663 permettront également au maréchal d'ALBRET (1614-1676) et à ses associés de rendre navigables les rivières de Cure et de Cousin (en Bourgogne) et de lever des péages sur ces rivières (287); des lettres patentes en forme d'édit d'octobre 1704 et des lettres patentes interprétatives du 24 mars 1705 autoriseront enfin Madame de MAINTENON à effectuer les travaux nécessaires pour rendre navigable et flottable l'Eure entre Chartres et Pont de l'Arche en levant des péages égaux à ceux prévus pour le canal de Briare (288).

F. — TURCIES ET LEVÉES.

Les turcies et levées étaient des digues construites depuis un temps immémorial (289) sur les bords de la Loire et de certains de ses affluents (Allier, Sioule, Yèvre, Auron, Cher) pour protéger de leurs inondations les régions voisines; elles servaient aussi de chemins pour leur plus grande partie.

Un édit de janvier 1583 (290), déjà cité, avait donné compétence aux Eaux et forêts pour celles établies sur le cours supérieur de la rivière. Pour celles élevées dans le reste du bassin, les trésoriers de France étaient compétents, mais ils n'étaient pas seuls. Non seulement un édit de juillet 1578 (291) avait chargé les élus des « visitation et entretènement » des ouvrages, mais il existait un officier qui en avait la charge expresse, « l'intendant des turcies et levées », sans parler de comptables spéciaux pour le paiement des dépenses, les « trésoriers des turcies et levées ».

Jusqu'à un édit de janvier 1603 (292) qui dédoubla la charge d'intendant, les baux étaient passés par les trésoriers de France. Le nouvel édit donna l'entière responsabilité du service aux deux intendants en les plaçant sous l'autorité du grand-voyer de France;

(285) Par lettres patentes du 1^{er} juin 1645, la surveillance des travaux, prévus pour six ans, avait été confiée aux deux intendants du Languedoc (BOSQUET et BALTHAZAR), à deux présidents à la Chambre des comptes de Montpellier et à deux trésoriers de France à Montpellier (Pierre de CROUZET et François de BEAULAC).

(286) Cf. E. J. M. VIGNON : « Études historiques sur l'administration des voies publiques en France aux xvii^e et xviii^e siècles en France », t. I^{er} (1862, in-8).

(287) Bibl. nat. F 23.612 (676).

(288) Bibl. nat. F 5.001 (640).

(289) Un capitulaire de Louis Le Débonnaire traite « de aggeribus juxta Ligerim faciendis ».

(290) Bibl. nat. F 23.610 (448).

(291) Bibl. nat. F 46.862 (8 et 9).

(292) Bibl. nat. F 23.610 (591).

sur les interventions tant de la Chambre des comptes que des bureaux des finances, un arrêt du Conseil du roi du 23 septembre 1608 (293) décida toutefois que les trésoriers de France recevraient les rabais sur les baux adjugés par les intendants des turcies et levées et qu'ils connaîtraient contradictoirement avec eux des états au vrai des trésoriers; les trésoriers de France de Tours alterneraient dans ces attributions avec leurs collègues d'Orléans. Sous la réserve du transfert aux bureaux, en février 1626, des pouvoirs du grand-voyer (294), cette organisation bâtarde destinée à ménager les susceptibilités de chacun, subsista pendant 60 ans. En janvier 1668, un arrêt du Conseil du roi confia au seul bureau des finances de Tours la vérification des états au vrai des trésoriers des turcies et levées. Pour donner satisfaction tant au bureau d'Orléans qu'à ceux de Bourges, Moulins et Lyon, il avait été décidé auparavant que les comptables des turcies et levées prêteraient serment devant chacun des dits bureaux.

Au XVIII^e siècle, le service devait passer entièrement sous le contrôle de la nouvelle administration des ponts et chaussées.

3) JURIDICTION CONTENTIEUSE DE LA VOIRIE.

La juridiction contentieuse de la voirie appartenait à l'origine aux juges ordinaires et l'édit de mai 1599 qui avait fait de SULLY le grand-voyer de France n'avait pas modifié cette situation; c'était devant eux qu'il faisait assigner les particuliers en cas de différend. Comme voyer particulier de Paris, ses assignations étaient portées devant la Chambre du trésor pour les droits et amendes (dont la moitié lui revenait) et devant le prévôt de Paris (plus tard le lieutenant civil, puis le lieutenant général de police) pour les alignements et les bâtiments menaçant ruine.

Il a été dit ci-dessus comment pour les villes, faubourgs et grands chemins dont ils avaient en direction la voirie, l'édit d'avril 1627 en avait attribué aux trésoriers de France la juridiction en première instance avec les « circonstances et dépendances d'icelle ès-villes et lieux dépendant des justices royales pour statuer, nonobstant opposition ou appelation (295), définitivement et en dernier ressort jusqu'à 250 livres pour une fois payées, ou 10 livres de rente et le

(293) Arch. nat. E 18b, f^o 178 v^o.

(294) C'est ce qui explique que, dans son mémoire de 1632, destiné à ses collègues, Jacques Richard de FLEURY, trésorier de France à Tours, déjà nommé, ait pu leur recommander le mois de mai pour la visite des turcies et levées et celui d'octobre pour la réception des travaux effectués.

(295) Ainsi qu'il a déjà été dit pour la juridiction contentieuse du domaine, un règlement du Conseil du roi du 30 mai 1639 précisa que seuls étaient susceptibles d'appel les jugements définitifs et non les jugements interlocutoires et préparatoires relatifs à l'instruction des procès. Il sera indiqué plus loin que cette disposition ne fut pas appliquée par le Parlement de Paris (Cf. infra, p. 276 et note 195).

double par provision », les appels étant portés devant le Parlement dont relevait le siège du bureau.

En précisant que la voirie serait exercée dans les autres généralités comme elle l'était en la ville, prévôté et vicomté de Paris, l'édit de mai 1635 avait ouvert, pour la juridiction contentieuse de la voirie, la même discussion que pour son administration, au moins pour les chemins publics sur les terres dépendant en première instance d'une justice royale.

D'autres conflits de compétence pouvaient également naître entre les bureaux des finances et les divers juges, notamment dans les villes où il n'était pas toujours facile de faire un départ entre les affaires de petite voirie et les affaires de police municipale (cas de dépôt de matériaux, de bancs, de tables, etc.).

Dans tous les cas visés ci-dessus, et sauf ceux de trop peu d'importance, les décisions (296) étaient susceptibles d'appel devant les Parlements.

L'ordre même de la juridiction était par contre en cause dans d'autres cas. Ainsi que nous l'avons déjà vu pour le domaine, la juridiction volontaire des trésoriers de France ne relevait que du Conseil du roi; or, comme pour ce domaine, le départ entre les deux juridictions, contentieuse et volontaire, était souvent bien difficile à établir. Suivant certains bureaux des finances, relevaient de l'appel au Parlement les ordonnances sur requêtes des parties privées, et de l'appel au Conseil du roi (297) celles rendues sur requête du procureur du roi : Jousse déclarera inadmissible cette division; il considérera comme seules rendues en direction les ordonnances intervenues sur requête du procureur du roi *sans qu'il y ait partie appelée*; pour lui, toute contestation était contentieuse et ne relevait que de l'appel au parlement, mais ce point de vue n'était guère compatible avec le prononcé de sanctions (amendes justes et raisonnables) pour faire respecter les décisions rendues en direction. Or, le parlement n'avait pas vocation, au moins exclusive, pour en connaître puisque la compétence du Conseil du roi est à l'origine du système, encore en vigueur, qui habilite les tribunaux administratifs à prononcer des amendes en matière de voirie.

En dehors de l'appel, il existait une autre voie de recours contre les ordonnances rendues au contentieux, au cas où l'ordonnance avait été rendue par défaut ou sans que la partie qu'elle lèsait ait été appelée : l'opposition.

(296) Décisions qualifiées aussi bien d' « ordonnances » que de « jugements », de sorte que l'emploi du premier terme ne prouvait nullement qu'il s'agit d'une mesure prise en direction et ne relevant à ce titre que de la censure du Conseil du roi.

Les parlements n'acceptèrent jamais que les bureaux usassent du terme d' « arrêts ».

(297) A l'encontre des parlements et autres Cours souveraines, les trésoriers de France ne contestèrent jamais que le Conseil du roi eût qualité pour réformer leurs ordonnances et non pas seulement les annuler. Ainsi, le recours au Conseil constituait bien un appel.

IV. — Autres attributions des trésoriers de France.

En dehors des finances, du domaine et de la voirie, les bureaux des finances avaient parfois des attributions inattendues : on est surpris par exemple, en suivant les registres du bureau des finances de Provence, de constater que chaque année (298) c'étaient les trésoriers de France qui désignaient le prédicateur du carême à Antibes.

Quelques recherches suffisent à en faire connaître la raison.

HENRI IV avait acheté le 23 septembre 1608 (299) la seigneurie d'Antibes à ses divers co-propriétaires (dont Alexandre GRIMALDI pour 3/6^e et le duc de MAYENNE pour 2/6). Or, parmi les droits du seigneur d'Antibes figurait, à charge d'en supporter les dépenses, la nomination d'un vicaire officiel dépendant directement de Rome, ainsi que « du prescheur en temps de carême ».

C'était le bureau des finances qui, au nom du roi, exerçait ces droits.

*
* *

Nous ne saurions dire, par contre, en quelle qualité le bureau de Dijon crut devoir demander en 1658 au Pape Alexandre VII la canonisation de François de SALES, évêque de Genève (300).

Sous son aspect spirituel, il pouvait d'ailleurs ne s'agir que d'une manifestation très temporelle : affirmer l'allégeance du bureau sur les régions voisines de Genève (Pays de Gex, Valromey, Bugey et Bresse) qu'il était alors question de détacher de lui et qui étaient revendiquées par le bureau de Grenoble comme provenant de l'échange du marquisat de Saluces, précédemment de sa juridiction.

V. — Vue générale sur les attributions des bureaux.

La vie professionnelle d'un trésorier de France.

Nous venons de passer en revue les principales attributions des bureaux des finances avant l'immixtion des intendants dans leurs compétences.

En matière d'histoire du droit, toute comparaison d'une époque révolue avec la nôtre ne peut être faite qu'avec une extrême prudence.

(298) Notamment en 1635, 1637 et 1638.

(299) Arch. dép. des Bouches-du-Rhône B 1325 et F, de MALLEVOYE : « Les actes de SULLY passés au nom du roi de 1600 à 1611 ». Paris, 1911, in-4.

(300) Arch. dép. de la Côte-d'Or C 2.082 bis, f^o 232.

Il n'est pas impossible cependant de tenter de chercher qui exerce actuellement les fonctions des bureaux.

Alors qu'aujourd'hui le Ministère des finances possède une très forte armature centrale, les services financiers placés auprès du roi n'étaient composés que d'une fraction de son Conseil et d'intendants des finances, à rapprocher des directeurs actuels du ministère. C'est dire que les bureaux des finances ne représentaient pas seulement les échelons locaux de ce Ministère, mais aussi, pour partie, son administration centrale. Le fait est particulièrement net pour leurs attributions à l'égard des comptables; c'est la Direction de la comptabilité publique, qui, de nos jours, en exerce l'essentiel.

Vu la différence de situation nous avons scrupule à pousser trop loin la comparaison; rappelons cependant que, si les bureaux des finances assuraient la répartition de la taille entre les élections de la généralité et les élus entre les paroisses de l'élection, le contingent des impôts directs assigné à chaque département par la loi des finances fut, tout au long du xix^e siècle, semblablement réparti par les Conseils généraux et les Conseils d'arrondissement.

Pour les autres impôts et le domaine, ce sont actuellement les différents services du Ministère des finances qui jouent le rôle des trésoriers de France. La transition se fit au xviii^e siècle; alors naquirent et se développèrent au détriment des bureaux les différents services administratifs qui, avec le personnel des Fermes, constituèrent les administrations financières de la Révolution et l'Empire.

En matière de voirie, ce sont les services du Ministère des travaux publics qui possèdent actuellement les pouvoirs des trésoriers de France. Là encore, c'est le xviii^e siècle qui vit se former l'administration des ponts et chaussées.

Dans la mesure où leurs jugements étaient soumis aux Parlements, les bureaux, en tant que juridiction, n'ont guère d'homologue à l'heure actuelle. L'organisation très particulière du dernier en date, celui de Besançon servit, par contre, de modèle aux Conseils de préfecture du Consulat et, partant, il est le lointain ancêtre de nos tribunaux administratifs interdépartementaux.

*
* *

S'il fallait résumer la vie professionnelle d'un trésorier de France, ses activités devraient être réparties en deux fractions :

1° Dans la ville du siège du bureau, le travail de cabinet représenté par l'instruction des affaires soit administratives, soit contentieuses, le rapport des dites affaires au bureau les lundi, mercredi ou vendredi pour les premières, les autres jours pour les secondes; la participation aux délibérations du bureau, tant pour les affaires précitées que pour celles rapportées par les collègues de l'intéressé.

2° Des travaux extérieurs, très nombreux, mais répartis entre les divers trésoriers, notamment :

Enquêtes et informations sur place;

Vérifications improvisées des comptables;

Inventaires des comptables décédés;

Inventaires des biens revenant au roi;

Visite, en cas d'urgence, d'immeubles et autres biens domaniaux, ainsi que des ponts et chaussées; surveillance des travaux; délivrance d'alignements; enquêtes sur les demandes d'autorisations de voirie.

Mais la grande affaire était la chevauchée dans l'élection assignée au trésorier et dont il avait la responsabilité, avec :

le département des tailles au siège de l'élection après étude approfondie de la situation des paroisses;

la surveillance des opérations connexes et notamment des taxations d'office;

la vérification des livres des receveurs particuliers des tailles et du taillon et autres comptables;

l'adjudication des baux des aides et des octrois;

la visite systématique des immeubles appartenant au roi, ainsi que des ponts et chaussées, avec établissement de procès-verbaux des réparations à effectuer; la réception des travaux terminés;

plus généralement, le récolement du domaine;

la visite des villes fermées et des travaux imputables sur les droits d'octroi;

les visites et vérifications des greniers à sel;

le contrôle des officiers de finance et du domaine, ainsi que des agents voyers;

la réception et l'instruction des plaintes des populations.

Indéniablement, il y aurait eu de quoi occuper un officier consciencieux.

CHAPITRE V

RELATIONS DES TRÉSORIERIS DE FRANCE AVEC LES DIVERSES AUTORITÉS

I. — Relations internes du corps des trésoriers de France.

1) *RELATIONS A L'INTERIEUR DE CHAQUE BUREAU DES FINANCES.*

A. — RELATIONS DES TRÉSORIERIS DE FRANCE ENTRE EUX.

Nous avons vu, au chapitre II, que l'admission d'un nouveau trésorier de France soulevait souvent des oppositions soit de l'ensemble des trésoriers en fonctions, soit de certains d'entre eux et que, parfois même, son installation exigeait l'intervention du pouvoir royal; dans certains bureaux, notamment ceux de Caen et de Limoges, c'était presque la règle. Il est assez surprenant que, une fois l'installation faite, il ne subsistât guère de traces des dissentiments antérieurs dans les rapports entre le nouveau venu et ses collègues. Le fait est évidemment imputable à l'esprit de corps, si puissant chez les officiers de l'ancien régime; dès son entrée, le nouveau trésorier devenait le plus farouche défenseur des droits et traditions du bureau (1).

(1) Dans les bureaux des finances, ou du moins dans la plupart d'entre eux, il existait un règlement, élaboré par les trésoriers, fixant notamment leurs rapports mutuels. Etant donné que ces règlements n'étaient pas soumis à l'approbation du Conseil du roi et que, comme nous l'avons vu, le bureau n'avait pas en principe de juridiction sur ses membres, il ne pouvait s'agir que d'une sorte de codification des usages et règles de bien vivre des trésoriers. Ce caractère était d'ailleurs renforcé par le serment de s'y conformer qui figurait parmi ceux exigés d'un nouveau trésorier de France lors de son installation.

Il est difficile de dire dans quelle mesure les règlements intérieurs des bureaux des finances étaient opposables aux tiers. Dans celle où ils n'étaient pas contraire à des règlements de l'autorité royale, mais précisaient seulement les modalités de leur application, ils pouvaient avoir quelque valeur, le bureau ayant indéniablement le pouvoir réglementaire dans son cadre.

Des dissensions cependant se formaient parfois.

Elles avaient le plus souvent pour origine une désignation qui plaçait un trésorier de France dans une situation supérieure à l'égard de ses collègues ou lui donnait un avantage par rapport à eux.

C'était le cas, comme nous le verrons (p. 233), lorsqu'un trésorier de France qui n'était pas le plus ancien obtenait la qualité de président du bureau. Il en avait été de même, après la création de l'office de garde-scel dans chaque bureau, pour l'acquéreur de cet office; devant l'animosité de ses collègues, il avait été contraint dans la plupart des bureaux à renoncer au profit de l'ensemble des trésoriers aux avantages particuliers attachés à son office (2).

Encore, quand, soit parce qu'il paraissait plus apte que ses confrères, soit parce qu'il était mieux en cour, un trésorier de France se voyait délivrer par le roi, ou plus simplement par l'intendant, une commission pour une fonction ou une tâche déterminée. Le bénéficiaire était d'autant plus jaloué qu'il s'attachait souvent, à l'exercice de telles commissions, des rémunérations spéciales (3) et, à plus long terme, un brevet de « conseiller du roi en ses Conseils d'Etat et privé ».

La désignation ne manquait pas de soulever les protestations de ses collègues, au moins quand l'objet de la commission touchait aux compétences du bureau. Les trésoriers estimaient en effet être seuls qualifiés pour « commettre » en pareil cas certains de leurs membres : le roi devait s'en remettre à leur choix pour la désignation d'un commissaire. Ils invoquaient à ce sujet les dispositions suivantes du règlement du 8 juillet 1578 :

« Les trésoriers généraux... ne poursuivront, ni pratiqueront directement aucune commission particulière concernant ou dépendant de leurs charges et, où il leur en seroit particulièrement adressé par S. M., ils les apporteroient audit bureau pour y être vérifiées et registrées et conférer entre eux des moyens de l'exécution d'icelles en se purgeant par serment qu'ils ne les auroient poursuivies, sans que, procédant à la dite exécution, ils en puissent donner avis particulier à S. M., ni aux dits sgrs de son Conseil, sinon audit bureau, où ils rapporteront le procès-verbal d'icelle exécution; n'étant que, pour la distance des lieux et nécessités des affaires, le commissaire trouvât en devoir autrement user, auquel cas il tiendra toujours avisés ses compagnons de ce qu'il aura fait » (4).

La position des bureaux fut renforcée par la déclaration du roi du

(2) Pour prévenir cette situation, les trésoriers de Bourges avaient passé acte entre eux, après l'intervention de l'édit, pour s'interdire « de se prévaloir de la création de l'office, en traiter ou y prendre part, sous peine d'être exclus du bureau » (Arch. dép. du Cher C 4014).

(3) Plus tard, à Paris, certains commissaires, notamment ceux « du pavé » doubleront leurs appointements.

(4) Le règlement prévoyait également que, au cas où un trésorier aurait à exécuter une commission dans le ressort d'un autre bureau, il devrait la faire enregistrer au préalable par ledit bureau.

13 juillet 1648 interdisant l'exercice de commissions extraordinaires sans visa du parlement.

A Poitiers, dès novembre 1648 pourtant, le bureau fut saisi d'une lettre de cachet en forme de commission désignant pour le « gouvernement des étapes » François de LA LANDE, sgr du BREUIL de VERNON, conjointement avec son beau-père, Georges PALUSTRE, sgr de CHAMBONNEAU, tous deux trésoriers de France au bureau. Cette désignation était contraire aux propositions faites au Conseil du roi par leurs collègues. De plus, « du BREUIL n'était pas monté au bureau depuis plus d'un an » et CHAMBONNEAU depuis dix, « s'étant toujours attaché au ministère des intendants ». Bien qu'il eût « mille raisons outre celles ci-dessus (5), pour détourner l'exécution de la commission extraordinaire », le bureau offrit aux intéressés d'admettre la désignation, mais en la couvrant par la délivrance d'une commission qui assurerait le maintien de ses droits. Ils refusèrent la proposition, en déclarant s'en tenir à la commission du roi et le bureau ne put qu'exprimer ses doléances à l'assemblée générale par une lettre du 27 novembre 1648 (6).

A Limoges, l'année suivante, la désignation de commissaires par le Conseil du roi et un intendant des finances amena la création de « clans » à l'intérieur du bureau. En face d'un parti défendant les droits traditionnels et intérêts de la compagnie, se forma une faction de « faux-frères » qui acceptaient de collaborer avec l'intendant et ses séides (7). Ce fut l'origine de multiples incidents qui seront relatés plus loin (p. 385).

A Bourges, Benoît RAVOT, trésorier de France au bureau, ayant été commis, en août 1651 par le Conseil du roi pour assurer la police des troupes dans la généralité de Bourges (8) sans qu'une autre proposition du Bureau ait été suivie, ses collègues s'émurent. RAVOT leur proposa le 4 septembre de soumettre le cas à l'arbitrage de l'assemblée générale. Ils adhèrent à cette suggestion.

Trois jours plus tard, le 7 septembre 1651, le parlement de Paris appuyait les prétentions des bureaux en faisant défense à un trésorier

(5) Dont, selon toute vraisemblance, celle que l'un d'eux devait être l'auteur de la communication, à l'intendant de VILLEMONTÉE, de la circulaire de l'assemblée du 23 mai 1648, communication qui avait été à l'origine de la mise à la Bastille de six de leurs collègues (Cf. infra, p. 269).

(6) Lettre n° 44, lue à l'assemblée le 11 décembre 1648.

(7) Lettres n° 62, 77, 89, 93, 106, 116, 120, 149, 151, 177 et 185 des 30 avril, 14 mai, 18 juin, 9 juillet, 1^{er} octobre, 5 et 15 novembre 1649, 29 janvier, 11 février, 29 avril et 6 mai 1650.

(8) Le 30 novembre 1648 déjà, dans une lettre n° 46 à l'assemblée générale, le bureau de Bourges s'était élevé « contre ceux de son corps, qui se sont si fort oubliés que de vouloir, au préjudice de la déclaration du roy, vérifiée au parlement et au mépris du résultat (*sic*) juré et signé si religieusement en l'assemblée, s'attribuer seuls en vertu de lettres de cachet la direction des deniers des estappes et la cognoissance de la discipline et police des gens de guerre ».

Il exprimait « l'apprehension de retomber dans nos disgrâces passées qui ont commencé par ces emplois extraordinaires, et le désir d'établir et cimenter une bonne et forte union parmi nous, qui difficilement peut se rencontrer là où les intérêts particuliers sont considérés ».

de France à Amiens d'exercer une commission sans l'assentiment de sa compagnie.

Par la suite, le libre choix, par le Conseil du roi ou l'intendant, de commissaires dans le sein des bureaux pour assurer leurs fonctions sera à la fois l'instrument et la marque de leur ruine.

*
* *

Il était d'autres causes de divisions, notamment la question du siège du bureau au cas où le bureau se trouvait dans une petite ville, voisine d'une grande. Certains trésoriers traditionnalistes tenaient au maintien du statu quo; d'autres voulaient le transfert du bureau en la grand'ville, où beaucoup d'entre eux résidaient déjà.

A Riom par exemple, la fraction clermontaise du bureau avait obtenu son transfert à Clermont le 17 avril 1589, mais la décision avait été révoquée. Elle fut reprise par un édit de janvier 1639. Le président du bureau, Jean de RÉGY DE PALERNE, riomois, venu à Paris où il disposait de puissants appuis, parvint à faire retirer l'édit le 18 avril 1640 après que la ville de Riom se fût engagée à verser à cet effet 600.000 livres au roi (9). Elle obtint, il est vrai, en compensation, le 2 septembre 1640, un arrêt du Conseil du roi obligeant tous les trésoriers du bureau à résider en ses murs (10).

En Provence, les trésoriers de France marseillais avaient obtenu en 1635 une commission du roi leur permettant d'exercer personnellement leurs fonctions à Marseille. Ils s'en autorisèrent pour faire enlever clandestinement, une nuit, les archives du bureau, conservées au palais d'Aix, et les faire transférer à Marseille. Ceux des trésoriers du bureau qui résidaient à Aix protestèrent avec vigueur, mais il ne fallut rien moins qu'un arrêt du Conseil du 10 septembre 1635 pour ordonner la restitution des documents détournés. Des lettres patentes du 14 juillet 1636 rétablirent sans réserve à Aix le siège du bureau de Provence (11).

Le transfert temporaire des bureaux (12) pouvait être également une cause de dissensions. C'est ainsi que jadis, au temps de la Ligue, Poitiers ayant fermé des portes devant HENRI III le 17 mai 1589, le bureau des finances de la ville avait été transféré en août suivant à Parthenay, puis à Niort en janvier 1592. Certains trésoriers ne s'y

(9) Cf. EVERAT. « Le bureau des finances de Riom de 1551 à 1790 ».

(10) Certains trésoriers de Riom obtinrent toutefois son retrait le 18 janvier 1663 sous le prétexte « qu'ils avaient souvent à siéger à la Cour des aides de Clermont pour des procès-verbaux d'abus, malversations, rébellions et désobéissances qui se commettaient dans l'étendue de la généralité et qui étaient plus fréquentes dans les élections de la montagne » (donc au sud de Clermont, tandis que Riom est au nord). On ne voit pas pourquoi cette dernière considération pouvait appuyer la mesure, puisque dans tous les cas les affaires se jugeaient à Clermont.

(11) Arch. dép. des Bouches-du-Rhône B 97, f° 370 et C 2.133.

(12) En raison tant des événements politiques que des épidémies, le transfert

étaient pas plu et étaient repartis pour Parthenay, de telle sorte que le bureau s'était scindé en deux (13). A la même époque, une scission semblable avait eu lieu à Châlons, qui ne s'était terminée que par des lettres patentes du 6 septembre 1594 intimant l'ordre de regagner cette ville aux trésoriers établis à Troyes (14).

Pendant la Fronde, une situation analogue se produisit en Provence : en raison d'une épidémie (15), la majorité des trésoriers de France d'Aix décida, le 13 avril 1650, le transfert du bureau à Saint-Maximin, mais la minorité refusa d'agréer à la mesure. A Saint-Maximin, les trésoriers de la majorité, assez mal installés (16), mais forts de lettres patentes du 26 mai qui avaient ratifié le transfert, décidèrent le 17 juin que seraient privés de leurs émoluments ceux de leurs collègues qui ne les avaient pas rejoints (17).

Le lieu de réunion d'un bureau (18) dans la ville de son siège

temporaire du siège d'un bureau dans d'autres villes de la généralité était fréquent, surtout dans le midi. C'est ainsi qu'entre 1577 et 1648, le bureau de Montpellier n'avait guère passé que la moitié du temps dans sa ville de résidence. On le vit successivement à Béziers (1578), à Narbonne (1581), de nouveau à Béziers (où lui avait été réuni par lettres patentes du 15 juin 1589 le bureau de Toulouse, alors en dissidence), puis à Maguelonne, à Pézenas, de nouveau à Béziers en 1593, de nouveau à Béziers en 1618 et en 1620, à Pézenas et Gignac en 1629 et encore à Gignac en 1640.

Jadis, en raison d'une maladie contagieuse, le bureau de Châlons avait été transféré à Troyes suivant L. P. du 5 septembre 1581 (FOURNIVAL, p. 1.053), celui de Dijon à Flavigny en 1589 (Arch. dép. de la Côte-d'Or C 2.082, f° 253), celui de Bourges à Sancerre pendant la Ligue et en 1629 à Issoudun, en raison d'une épidémie (Arch. dép. du Cher C 1.004 et 1.005).

En Provence, le bureau des finances avait fonctionné à Manosque en 1588 et 1589 en raison de la peste sévissant à Aix. Les trésoriers de France qui avaient reconnu HENRI IV y étaient restés, puis s'étaient retirés à Sisteron et enfin à Pertuis. La réunification du bureau à Aix avait suivi la soumission du Parlement de Provence le 5 janvier 1594 (Arch. dép. des Bouches-du-Rhône, C 4.779 et 4.780 : Dossiers anciens « Mortalitas » et « Rebellio »).

Pendant la Fronde, le transfert du bureau de Paris à Pontoise fut ordonné par L. P. du 12 août 1652, puis à Senlis par L. P. du 12 septembre et son rétablissement à Paris par L. P. du 22 octobre suivant, mais dans ce cas le bureau usa de procédés dilatoires pour ne pas obtempérer : demande de passeport au duc d'Orléans qui ne pouvait que refuser; demande de passeport au roi, puis demande d'escorte, délégation au roi pour signaler les dangers d'un transfert en raison de la présence de gens de guerre « sur les grands chemins et aux environs de Paris », etc... (Arch. nat. Zlf 213, f° 167 v°, 169 v°, 172 v°, 175 v°, 180 v° et 181 r° et Bibl. nat. Manuscrits français 4.185, f° 135, pour le passeport délivré à Compiègne le 31 août 1642 par le roi au bureau).

Par contre, fut effectif le transfert du bureau de Bordeaux à Agen suivant L. P. du 30 novembre 1652, puis « pour cause de contagion » à Blaye suivant L. P. du 20 mars 1654. Le bureau ne fut rétabli à Bordeaux que par L. P. du 19 novembre suivant (Arch. dép. de la Gironde, C 3.926 et FOURNIVAL, p. 1.090 et 1.091).

(13) Des lettres patentes du 1^{er} juin 1594 ratifièrent le transfert à Niort; Poitiers ayant fait sa soumission au roi peu après, le siège du bureau y fut rétabli le 6 septembre 1594 et avec lui son unité (Cf. BONVALLET. Le bureau des finances de la généralité de Poitiers, p. 161).

(14) Reproduites dans FOURNIVAL, p. 1.054.

(15) En pareilles circonstances, le bureau avait été transféré le 22 février 1636 à Pertuis et le 2 avril suivant, à Aubagne.

(16) Le 6 juillet, l'arrivée de la Cour des comptes d'Aix, elle aussi repliée à Saint-Maximin, n'améliora ni la situation, ni les relations des deux compagnies; le soir même, le bureau décrétait de prise de corps un huissier des comptes et le faisait « traduire aux prisons de Saint-Maximin ».

(17) Arch. dép. des Bouches-du-Rhône C 4.766.

(18) L'édit de juillet 1577 avait prévu que les bureaux des finances s'instal-

avait parfois été aussi à l'origine de dissensions quand, à défaut de local propre, les réunions se tenaient, non pas en terrain neutre, mais au domicile d'un des trésoriers.

ieraient « au lieu le plus commode qu'il adviendra dans la ville où le bureau est établi et même en nos maisons, palais et châteaux ».

Le règlement du 8 juillet 1578 avait précisé : « et parce qu'il se trouve aucuns des dits bureaux ordonnés es-ville es-quelles S. M. n'a maison, palais ou château ou, s'il y en a, ils sont employés à autre, de manière que lesdits trésoriers généraux n'y sauroient établir ny tenir leurs bureaux, ni s'y assembler suivant l'édit, à cette cause, S. M. leur a permis d'acheter ou faire construire et accommoder à son profit, des deniers extraordinaires de leur charge, maison et lieux commodes pour tenir leurs bureaux et cependant louer et acheter des meubles et ustensiles pour ce nécessaires et au meilleur ménage que faire se pourra, desdits deniers extraordinaires des recettes générales de leur charge ». Un arrêt du Conseil du roi du 16 novembre 1609 (Arch. nat. E 24b, f° 246) avait prévu qu'à « défaut de la maison du roi, les réunions auroient lieu au logis du plus ancien trésorier de France ».

A Paris, le bureau des finances était installé au Palais, près de la chapelle Saint-Michel, ses séances se tenant en la Chambre du Trésor qu'il avait échangée avec la Justice du Trésor dans les conditions indiquées plus loin (page 248 et note 87). Plus tard, la Chambre du domaine tiendra ses audiences dans la grande salle du Palais.

A Aix, le bureau siègea, avec les autres juridictions, dans le Palais des comtes de Provence jusqu'en 1775, puis, le palais menaçant ruine, s'installa au couvent des Augustins (actuellement rue Espalat).

A Amiens, le bureau des finances était installé en un hôtel construit à son intention en 1634 sur un terrain acquis pour 3.600 livres de l'abbaye de Saint-Acheul le 16 février 1630 (RICHELIEU avait failli y être assassiné par MONTRÉSOR et SAINT-IBAL agissant à l'instigation du comte de SOISSONS. MAZARIN y avait également logé, le 9 septembre 1653).

A Alençon, le bureau des finances était installé dans un immeuble acquis à cet effet par le roi en 1645.

A Bordeaux, après avoir tenu ses séances en un local rue du Pas-St-Georges, loué pour 100 écus par an en 1586 (Arch. dép. de la Gironde C 4.087), puis s'être installé en la maison de la Comptable en 1596 (Cf. supra, p. 95, note 108), le bureau s'établit en 1630 dans un immeuble acquis pour lui (Arch. dép. de la Gironde C 3.878). En 1774, il occupera un bâtiment attenant au jardin de l'Intendance, construit pour servir de salle de concert, puis utilisé en 1756 pour le théâtre.

A Dijon, le bureau des finances s'était installé dès l'origine en une maison contiguë au Palais où siégeaient côte à côte le Parlement et la Chambre des comptes (Cf. infra, p. 310).

A Grenoble, le bureau des finances siégeait au Palais, avec le Parlement et la Chambre des comptes, proche de la place Saint-André (donc à l'actuelle Cour d'appel).

A Limoges, le bureau des finances occupa d'abord un immeuble au voisinage du portail Imbert, puis un second en face de l'Intendance, entre les rues de Gorre et de Gaignolle, du moins jusqu'à 1781, époque à laquelle l'immeuble fut vendu à la ville (Arch. comm. de Limoges DD 6).

A Lyon, le bureau des finances siégea d'abord au Palais de Roanne, puis en une maison acquise pour 26.000 livres en 1639 et agrandie l'année suivante après acquisition pour 9.500 livres d'un immeuble continu.

A Montpellier, le bureau des finances occupait un hôtel construit en 1450 par Jacques Cœur et acquis par le roi le 21 novembre 1632, aujourd'hui siège de la Société archéologique de Montpellier, rue des trésoriers de France (Arch. dép. de l'Hérault C 6.145).

A Moulins, le bureau se tint d'abord en un immeuble entre le château ducal et la place du bailliage, puis au couvent des Augustins (Cf. M. François DUMONT : « Le bureau des finances de la généralité de Moulins », p. 75).

A Riom, il siégeait au Palais (actuelle Cour d'appel).

A Rouen, le bureau s'installa en 1705, non loin de la cathédrale, en l'« Hôtel des généraux » (des aides), reconstruit en 1541 et devenu vacant du fait de la réunion de la Cour des aides à la Chambre des comptes (Cf. Bulletin de la Commission des antiquités de la Seine-Inférieure, 1874, t. III, p. 429 (Bibl. nat. Lc²⁰ 23 (13)).

C'est ainsi que Jean BREUILLET DE LA MATHERÉE, président ancien du bureau de Bourges, avait protesté en 1622 contre la tenue des séances chez Jacques BOLACRE, sgr du MARAIS, trésorier du bureau, qui ne devait pas être de ses amis (19). Il demanda sans succès que le bureau tînt ses séances au logis de son greffier (20). Il est vrai que pareillement il fit le voyage de Paris pour se plaindre à la Chambre des comptes, le 4 septembre 1625 (21), d'un traité passé entre le roi et le dit greffier, François GILBERT, pour la surélévation, au profit du bureau, d'une maison de la paroisse Saint-Oustrille : moyennant le prix de 15.000 livres, GILBERT s'était engagé à construire une chambre de réunion de 10 toises de long (19,5 mètres) sur 6 de large (11,75 mètres) avec quatre croisées et une cheminée, un grenier pour les archives et un escalier. Les protestations de BREUILLET ne furent pas retenues et le bureau s'installa en 1628 dans son nouveau local pour l'ameublement duquel le roi lui avait alloué l'année précédente 2.000 livres supplémentaires (22).

A Poitiers, l'évolution avait été inverse : le bureau siégea dès l'origine avec le présidial dans l'ancien palais des comtes de Poitiers, actuellement Cour d'appel. Des lettres patentes du 5 avril 1583 (23) lui avaient permis de faire aménager à cet effet deux étages de la tour Maubergeon. Le 22 novembre 1646, en l'absence des trois plus anciens présidents et de la plupart des trésoriers, le quatrième président, François LUCAS DE VANGUEILLE, fit décider par les membres du bureau présents que les quatre audiences hebdomadaires auraient lieu désormais chez les quatre présidents du bureau (24).

Le jour de la réunion suivante, les présidents et trésoriers non prévenus trouvèrent les locaux déménagés et les murs dépouillés des belles tapisseries fleurdelysées qui les ornaient. Ils protestèrent avec véhémence. Finalement, l'ordre antérieur fut rétabli ; nous ne savons si le Conseil du roi dut intervenir à cet effet.

*
* *

A signaler également les litiges pouvant s'élever quand il existait un appartement dans l'hôtel du bureau des finances, pour sa possession. Ce fut le cas en 1613 à Aix où Lazare CAPEL, successeur comme trésorier de France de Henri de SERRES, déjà nommé, qui jouissait d'un tel avantage, prétendit devoir également lui succéder à cet égard (25).

(19) L'année précédente, une ordonnance du bureau avait prévu son installation dans le bâtiment du logis du roi (Arch. dép. du Cher C 994), mais la décision n'avait pas eu de suite.

(20) Arch. dép. du Cher, E 2.019 bis.

(21) Arch. nat. P 2.675 et 2.757 et Arch. dép. du Cher E 2.019 bis.

(22) Arch. dép. du Cher, C 1.002.

(23) Arch. dép. de la Vienne, C 21, p. 22, et BONVALLET, *op. cit.*, p. 227.

(24) Arch. dép. de la Vienne, fonds de BERNAY, et BONVALLET, *op. cit.*, p. 228.

(25) Arch. dép. des Bouches-du-Rhône, B 2.716.

B. — RELATIONS DES TRÉSORIERS DE FRANCE AVEC LEURS PRÉSIDENTS.

La question de la présidence était assez complexe.

L'édit organique de juillet 1577 avait prévu que les bureaux seraient présidés par le plus ancien des deux trésoriers de France d'avant la réforme, le second trésorier primant les deux généraux des finances et le nouveau trésorier général passant le dernier.

Ce système fut abandonné quand il fut créé un nouvel office de président par l'édit de janvier 1581, puis un second, à l'époque où le service était devenu alternatif, par l'édit de juillet 1586.

Dans certains bureaux, les offices furent acquis par des « hommes nouveaux », dans d'autres, par des trésoriers en fonction qui avaient cédé à de nouveaux venus leurs offices de trésoriers. Dans les bureaux restants, il fut admis que la qualité de président pourrait être disjointe du nouvel office et acquise par le titulaire d'un ancien office de trésorier, généralement, comme dans le cas précédent, par le doyen du bureau.

Ainsi, dès l'époque, le système de la libre désignation s'opposa à celui de l'ancienneté et la question se posera jusqu'à la fin. Le système de l'ancienneté comportait d'ailleurs une variante :

1° Acquisition de la qualité de président sur ses deniers par le doyen des trésoriers ou, sur son refus, par le premier trésorier dans l'ordre du tableau.

2° Exercice de plein droit de la présidence par le doyen du bureau au cas où la qualité de président avait été acquise par le bureau.

C'est ce qui se produisit pour Montpellier en février 1593 (26) quand, après dû versement par le bureau, un édit eut supprimé les offices de présidents pour les remplacer par des offices de trésoriers.

Les qualités de président furent supprimées dans tous les bureaux par l'édit de novembre 1598. Elles furent rétablies par l'arrêt du Conseil du 13 décembre 1608 (27), sans augmentation de gages, mais après paiement d'une taxe, tous les trésoriers ayant vocation pour l'acquisition, dans l'ordre du tableau (28).

Ces dispositions créèrent des conflits dans les bureaux où les

(26) Edit vérifié à la Chambre des comptes de Tours le 6 avril 1593 (Cf. FOURNIVAL, p. 1123).

(27) Arch. nat. E 19^b, f° 104 r° et Bibl. nat. Manuscrits français 18.174, f° 278 v°.

(28) Les doyens d'âge des bureaux ne témoignèrent aucune hâte pour verser une taxe dont le paiement ne devait en rien modifier leur situation du moment. Aussi le Conseil du roi décida-t-il par arrêt du 30 mars 1610 que les trésoriers de France qui n'auraient pas dans les quinze jours accepté ou refusé la qualité de président seraient déchus du droit de préférence et que ceux qui auraient accepté cette qualité seraient contraints au paiement de la taxe (Arch. nat. E 25^b f° 356 v° et Bibl. nat. Manuscrits français 18.117, f° 251 r°).

trésoriers qui avaient la présidence avant 1598 n'étaient pas les doyens (29). Elles ne pouvaient manquer d'en provoquer plus tard quand les héritiers d'un trésorier seraient libres de vendre sa qualité à n'importe qui.

Ce fut pour éviter cette éventualité que le bureau de Montpellier racheta les deux qualités de président, comme il l'avait déjà fait en 1593, et les fit réunir à son corps par édit de septembre 1613, la présidence devant être exercée par les deux doyens et les trésoriers s'intitulant tous : « président, trésorier général de France » (30).

Des lettres patentes en forme d'édit d'août 1615 autorisèrent la généralisation du système en donnant aux bureaux un délai de deux mois pour racheter les deux qualités de président à leurs titulaires, tout en les leur laissant à titre viager, moyennant :

1° Remboursement de la finance par eux payée;

2° A titre de dommages-intérêts, la prise en charge par le bureau de la finance de 1.560 livres exigées en contrepartie du rétablissement, à 312 livres, du droit de présence rétabli seulement pour moitié en 1608 (31).

Dans les bureaux qui ne procédèrent pas au rachat dans le délai imparti, la libre disposition des qualités subsistait en principe. Toutefois, vu les conflits qui s'élevaient lors des cessions, notamment à Bourges et à Amiens (32), le Conseil du roi fut amené à rouvrir exceptionnellement le délai pour permettre le rachat par le bureau.

La situation créée en 1608 se retrouva avec l'édit d'avril 1627 instituant deux nouvelles qualités de président dans chaque bureau, du moins dans ceux où les deux qualités ne furent pas acquises collectivement par les trésoriers (33). Certains bureaux prétendirent toutefois

(29) Notamment à Châlons où, le 13 mars 1612, le Conseil du roi ordonna la restitution par Jean de LON DE LORME (père de Marion DELORME) et Pierre SANGUIN à Pierre de BRAUX DE FLORENT et à Thomas CAUCHON DE VERZENAY (descendant d'un frère de l'évêque de Beauvais) de leurs places de président, mais sous la réserve qu'ils leur succèderaient. Ces dispositions, peu compatibles avec l'édit d'août 1615, donnèrent lieu plus tard à de nouveaux conflits, Pierre de BRAUX ayant voulu en 1618 céder sa qualité à son fils, Cosme de BRAUX DE FLORENT, président et lieutenant général en la sénéchaussée de Reims, et les héritiers de Jean de LON DE LORME en 1641 à un tiers, Edme de LA FERTÉ (Cf. Arrêts du Conseil du roi des 13 décembre 1618 et 9 avril 1641, dans FOURNIVAL, p. 1.138 et 1.149).

(30) A l'époque de la Fronde, suivant le texte même des lettres des bureaux, la qualité de « président-trésorier de France » était prise par tous les trésoriers d'Amiens, Bordeaux, Châlons, Dijon, L'omoges, Montauban, Montpellier et Toulouse.

L'expression « présidents et trésoriers de France » précédant les signatures dans les lettres des autres bureaux ne prouvait pas d'ailleurs que les signataires ne prétendissent pas eux aussi à la double qualité, mais pour eux le doute existait.

(31) Cf. *supra*, p. 88.

(32) Arrêts du Conseil des 31 août 1644 et 18 février 1644 (FOURNIVAL, p. 1.145 et 1.147).

(33) Dans les bureaux qui avaient acquis collectivement les qualités de président, l'accès d'un doyen d'âge à la présidence, qui avait lieu de plein droit, se faisait habituellement sans cérémonie.

Dans certains bureaux pourtant et notamment à Paris, les nouveaux présidents étaient installés solennellement.

éviter les conflits à l'avenir en subordonnant à l'approbation de la majorité des trésoriers toute cession de qualité de président, mais ces prétentions semblaient ne se fonder sur aucun texte.

Enfin, l'édit de mai 1635 créant dans chaque bureau quatre offices de président prévoit la suppression des quatre qualités de président antérieures avec remboursement des finances, en donnant à leur titulaire la préférence pour l'acquisition de nouveaux offices, mais le prix élevé de ces offices les aurait contraints à des débours hors de proportion avec le maintien de leur situation. D'où la déclaration royale du 15 août 1637 (34) qui restreignit les droits attachés aux nouveaux offices à ceux des anciens offices de trésoriers de France, en maintenant en ce qui concernait les présidents les situations antérieures.

Plus tard, la création d'un office de premier président par édit de mars 1691 (35), puis celle d'un « second président » en février 1704 (36) devaient donner lieu aux mêmes difficultés, les nouveaux offices étant susceptibles d'être occupés par des hommes nouveaux. Ces difficultés furent résolues dans la plupart des cas par l'acquisition des nouveaux offices par le bureau lui-même et leur réunion à son corps (37).

*
* *

Le président le plus ancien ou, à défaut de président, le plus ancien trésorier, présidait dans les causes d'audience et procès. En toutes les assemblées, délibérations et cérémonies, il avait la première place et « portait la parole ». Il recueillait les « voix et opinions ». Il faisait la distribution des procès et rapports et pouvait retenir personnellement certaines affaires (38). Il paraphait les registres des greffiers

(34) FOURNIVAL, p. 560.

(35) Bibl. nat. F 23.614 (956 à 958).

Dès novembre 1691, un édit (Bibl. nat. F 23.614 (1202) prononça la réunion de l'office de premier président au corps du bureau là où il n'avait pas été levé, de telle sorte qu'il n'y eut de premier président qu'à Paris, Bourges, Grenoble, Orléans, Riom, Rouen et Tours, puis, en vertu de dispositions spéciales, à Metz, Lille et Vannes.

(36) Bibl. nat. F 23.617 (554 et 555).

L'édit prévoyait, en conformité de ce qui avait été fait pour Paris, la répartition des trésoriers en deux semestres et deux Chambres, l'une pour les finances et la voirie, l'autre pour le domaine, mais la plupart des bureaux furent dispensés d'appliquer cette organisation, notamment par les textes réunissant aux bureaux l'office de second président.

(37) C'est ainsi que, pour l'office de second président, au moins seize textes (déclarations du roi ou édits quand il y avait création corrélatrice d'un ou de deux offices de trésorier de France) intervinrent de juillet 1704 à décembre 1705 pour Aix, Bourges, Caen, Châlons, Dijon, Grenoble, La Rochelle, Limoges, Lyon, Montauban, Montpellier, Moulins, Poitiers, Rouen, Toulouse et Tours (Bibl. nat. F 23.616 et 23.618 et Arch. nat. AD IX 80).

Il ne semble pas qu'aient été publiés les textes semblables qui durent intervenir pour Alençon, Amiens, Bordeaux, Riom et Soissons où l'office de second président ne fut pas non plus occupé.

(38) Plus tard, le règlement du 11 août 1694 interdira aux présidents du bureau de Paris de rapporter et d'instruire les procès.

et ceux des comptables. Il lui incombait de faire observer par le bureau les édits et règlements en vigueur.

En contrepartie de ses obligations, divers édits et notamment ceux de janvier 1581 et de décembre 1608 l'avaient exempté des chevauchées, ainsi qu'il a déjà été dit (p. 103).

C. — RELATIONS DES TRÉSORIERIS DE FRANCE AVEC LES GENS DU ROI.

Comme les autres innovations de l'édit d'avril 1627 transformant en juridiction les bureaux des finances en matière de domaine et de voirie, la création d'un avocat du roi et d'un procureur du roi auprès de chaque bureau — l'un ayant la parole, l'autre tenant la plume — n'avait pas été sans provoquer quelques réactions de la part des Parlements et des Chambres des comptes, aussi bien que des réticences des trésoriers de France (39). Certaines interventions ayant été contestées, une déclaration du roi du 17 octobre 1628 vint préciser que la compétence des gens du roi ne se limitait pas aux affaires du domaine et de la voirie, mais s'étendait aux affaires de finances. Cette déclaration fut enregistrée le 7 novembre 1628 au Grand-Conseil (40), chargé par les lettres patentes du 10 août précédent de connaître de tout ce qui concernait l'application de l'édit d'avril 1627 (41). Nombre de bureaux toutefois précisèrent, lors de son enregistrement, qu'ils entendaient rester juges des cas où les affaires de finances donneraient lieu à communication aux gens du roi.

L'avocat et le procureur du roi représentaient, en principe, le roi auprès du bureau et c'était par leur intermédiaire que devaient avoir lieu certaines communications entre le Conseil du roi et le dit bureau, bien que leur correspondance directe restât la règle.

(39) Nous avons dit que dans certains bureaux, notamment en Normandie et à Dijon, le refus de la juridiction de la voirie et du domaine avait eu pour conséquence la non-application des dispositions de l'édit d'avril 1627 relatives à la création de gens du roi. Dans d'autres, ce furent les dispositions de l'édit de 1635 qui ne furent pas appliquées ou ne le furent qu'à retardement.

Un édit d'avril 1694 (Bibl. nat. F 23.615 (511) créa un avocat et un procureur du roi dans les bureaux où il n'y en avait pas encore; un édit de septembre 1713 (Bibl. nat. F 23.620 (523 à 525), des seconds offices d'avocat et de procureur du roi dans ceux où il n'y en avait qu'un. Dans l'intervalle, un édit de janvier 1697 (Bibl. nat. F 21.050 (128) avait prétendu créer dans chaque généralité un office de procureur du roi auprès du commissaire départi dans la province « pour faire toutes les réquisitions nécessaires au nom du roi, avoir connaissance de tous les procès civils et criminels ressortissant aux intendants, garder les minutes des ordonnances et jugements par lui rendus, conserver les pièces, actes et titres produits par les parties, assister au département des tailles, aux adjudications des octrois et des réparations des chemins et bâtiments du roi ». L'office qui empiétait sur les attributions des trésoriers de France, des gens du roi existants et des greffiers, fut réuni au corps des bureaux par un édit de décembre 1698 (Bibl. nat. F 23.610 (478) avant d'être supprimé par un second édit de novembre 1700 (Bibl. nat. F 21.053 (105), cette suppression étant le prétexte de la création d'un nouveau trésorier de France dans différents bureaux. Nous avons déjà évoqué par ailleurs la création, en avril 1696 (Bibl. nat. 23.616 (100), de substitués des avocats et procureurs du roi qui disparurent assez vite dans la plupart des bureaux.

(40) FOURNIVAL, p. 1.149.

(41) FOURNIVAL, p. 1.149.

Comme ministère public, ils avaient à faire les poursuites en agissant auprès du bureau par voie de réquisitions; ils donnaient dans l'intérêt de la loi leurs conclusions sur les affaires qui leur étaient soumises et notamment toutes les affaires contentieuses; le cas échéant, ils déféraient au Conseil du roi ou au Parlement les ordonnances et autres décisions du bureau qu'ils estimaient contraires au droit.

Après cassation d'un arrêt du Parlement de Paris du 14 novembre 1629, le roi avait établi le 14 février 1630 un règlement délimitant le domaine de leurs interventions et précisant les affaires qui devaient leur être communiquées (42).

Les actes intéressant le domaine, les baux faits au Conseil et les lettres patentes relatives aux dons et autres grâces leur seraient soumis préalablement à leur enregistrement au bureau. Quant aux lettres de provisions, communication devrait leur être donnée de celles ordonnant une information de vie et de mœurs, mais pas obligatoirement de celles ne prévoyant que la réception d'un serment.

Il leur appartiendrait de prendre les mesures nécessaires pour que les comptables fournissent des cautions suffisantes et c'est à leur diligence, et le cas échéant à leurs poursuites, que seraient produits aux fins de vérification par le bureau leurs états au vrai.

C'est à leur requête que seraient faites les publications, cris publics et affiches préalables aux adjudications des domaines, aides et gabelles, ainsi que des adjudications des baux à ferme, à louage et au rabais.

Ils pourraient assister à toute descente, visite, réception d'ouvrages, ainsi qu'à la visite des greniers à sel.

Ils seraient entendus dans toutes les procédures extraordinaires et aucun prisonnier ne pourrait être élargi sans leurs conclusions.

Pour l'exercice de leurs fonctions, il leur serait loisible de prendre au greffe communication de toutes pièces et de se faire délivrer sans frais par les greffiers toute expédition.

Pris dans l'esprit de l'ordonnance de janvier 1629 (Code Michau), le règlement du 14 février 1630 ne donnait pas lieu à de graves critiques et c'était plutôt par principe que certains bureaux avaient apporté des réserves à son enregistrement, notamment celui de Poitiers le 23 septembre 1633, sous le prétexte que les dispositions relatives aux gabelles ne lui pouvaient être appliquées, les gabelles n'existant pas dans la généralité (43); d'autres avaient cru devoir réserver expressément le droit de communication directe du bureau avec les comptables et la possibilité de les convoquer sans avoir à passer par l'intermédiaire des gens du roi.

Le 18 mars 1633 était intervenu un arrêt du Conseil du roi entre les trésoriers de France à Bourges et le procureur du roi (44), à la suite duquel, Jean LONGUET DE LA GIRAUDIÈRE, procureur du roi à

(42) FOURNIVAL, p. 1.156.

(43) FOURNIVAL, p. 1.160.

(44) FOURNIVAL, p. 1.157.

Orléans, déjà nommé, qui, « pour avoir la paix », avait accepté des réserves formulées par les trésoriers de France, avait retiré son acceptation le 2 avril et saisi de son cas le Conseil du roi (45).

En mai 1635, fut pris l'édit créant, dans chaque bureau, en même temps que les quatre offices si contestés de présidents et intendants généraux, un avocat et un procureur du roi pour les finances. Les réactions provoquées par la première création ne furent pas sans influence sur la seconde et la mise en place des nouveaux gens du roi n'eut lieu qu'assez tardivement et après l'intervention de nouveaux textes (46).

L'édit avait prévu que les gens du roi s'assembleraient avec les trésoriers de France, tant à l'audience qu'à la chambre du conseil, et qu'ils y auraient séance pour prendre leurs conclusions dans toutes les affaires, à moins qu'ils ne préférassent y procéder en leur parquet. La déclaration du 15 août 1637 (47), vérifiée à la Chambre des comptes de Paris le 21 janvier 1639, précisa qu'ils ne pourraient le faire que dans les limites admises pour les gens du roi dans les Cours souveraines, c'est-à-dire, semble-t-il, que, dans les affaires contentieuses, ils devraient se retirer après la clôture des débats publics sans participer au délibéré des trésoriers (48).

Des conflits s'étant élevés entre les nouveaux gens du roi et ceux existants, une déclaration du roi du 3 janvier 1639, enregistrée au Grand-Conseil le 26 novembre suivant (49), intervint pour fixer leurs attributions respectives (50), déterminer leurs droits aux épices (51) et donner compétence au Grand-Conseil pour tous les litiges concernant l'exercice de leurs fonctions.

A Paris et à Orléans, des conflits s'étant élevés entre les trésoriers de France et les procureurs du roi, notamment quant à la préséance, l'affaire fut confiée par le Conseil du roi à l'arbitrage de deux maîtres des requêtes, BARILLON (52) et FAVIER (53) et d'un secrétaire du roi,

(45) A l'appui de son recours, il publia un *factum* mettant en regard de chacune des dispositions du règlement du 14 février 1630 les violations commises par le bureau (Bibl. nat., f° Fm 9.985). Nous ne savons comment l'affaire se termina.

(46) Dans certains bureaux, les réceptions n'intervinrent qu'après l'établissement de lettres patentes du 15 mars 1658 portant relief de l'adresse au Grand-Conseil des dispositions d'application de l'édit.

(47) FOURNIVAL, p. 560 et 1162.

(48) La déclaration limitait par ailleurs aux droits d'un trésorier les épices des gens du roi. L'édit de mai 1635 avait prévu pour l'ensemble des gens du roi des épices d'un sixième de celles de l'ensemble des trésoriers.

(49) Bibl. nat. F 23.611 (297).

(50) Plus tard, la compétence du procureur pour les finances fut étendue à l'exécution des actes concernant le domaine et à la représentation des titres domaniaux, le procureur du roi pour la juridiction contentieuse du domaine et de la voirie étant compétent pour tout le reste.

(51) Les avocats du roi n'ayant droit qu'à la moitié des épices des procureurs.

(52) Il s'agit de Antoine BARILLON DE MORANGIS qui passa peu après conseiller d'Etat et devint en 1648 directeur des finances en même temps que d'ALIGRE.

(53) Jacques FAVIER. À la vérité, il existait à l'époque deux maîtres des requêtes, de ce nom, sans aucun lien :

L'un, fils d'un mayeur de Calais et frère d'un trésorier de France à Amiens.

L'autre, d'une famille de conseillers à la Chambre du trésor, intendant de la généralité d'Alençon.

LE RAGOIS (54) qui décidèrent le 23 février 1643 que les avocats et procureurs du roi pour la juridiction contentieuse du domaine et de la voirie ne passeraient, comme ceux pour les finances, qu'après tous les trésoriers.

Tempérée par la considération que les trésoriers de France témoignaient aux gens du roi, cette décision mit, semble-t-il, un terme à leurs différends et, dans l'ensemble, ils vécurent désormais en bonne intelligence.

Les gens du roi se considéraient d'ailleurs bien plus comme des officiers du bureau que comme des représentants du roi. Nous verrons, au titre des relations des bureaux avec les Parlements et les Chambres des comptes, qu'ils se défendaient d'être subordonnés aux parquets généraux des dites Cours et Chambres (55); pour garder leur indépendance à leur égard, ils étaient contraints de se placer dans une certaine dépendance des bureaux.

C'est ainsi qu'en cas d'absence ou d'indisponibilité des gens du roi, c'était le bureau qui désignait un trésorier de France pour en faire les fonctions, alors qu'à la Chambre du trésor c'était au procureur général au Parlement qu'était demandée en pareille circonstance la désignation d'un intérimaire.

En cas de conflit entre les deux procureurs du roi, c'était le bureau qui arbitrait le différend.

A Paris, le service du Parquet et notamment la tenue de ses registres était, sans réaction des gens du roi, réglementé par le bureau. Il en était de même à Dijon (56) et, semble-t-il, en maints autres bureaux (57).

Le règlement du 14 février 1630 avait prévu que les gens du roi pourraient signer les procès-verbaux. A Tours et à Bourges, ils allaient jusqu'à signer les lettres des trésoriers de France à leur assemblée générale en s'assimilant ainsi entièrement à eux.

(54) Claude LE RAGOIS, sgr de BRETONVILLIERS, secrétaire du Conseil d'Etat et des finances, secrétaire du roi le 2 juillet 1631, remplacé après décès le 2 juin 1645.

Son fils, président à la Chambre des comptes, fut père de Madame d'HERVART qui recueillit LA FONTAINE après la mort de Madame de LA SABLIERE (Cf. infra, p. 258, note 181).

(55) Pour marquer leur indépendance, ils se feront souvent qualifier, dans les premiers temps, d'avocats généraux et procureurs généraux et parviendront à faire insérer l'expression dans un édit de septembre 1634 et des L. P. des 2 décembre 1641, 25 septembre 1642, 1^{er} novembre 1643, 20 octobre 1644, cités par FOURNIVAL, p. 1.169 et 1.170.

(56) Arch. dép. de la Côte-d'Or C 2.073.

(57) Aux Chambres des comptes, on constatait parfois des situations assez voisines qui témoignaient d'une certaine subordination des gens du roi à l'égard des Chambres. C'est ainsi que Jean de VIENNE, déjà cité, trésorier de France à Bordeaux, ami de HENRI IV, mais d'une moralité assez douteuse, ayant été pourvu d'un office de président à la Chambre des comptes de Paris par lettres patentes du 16 avril 1601, les gens du roi se trouvèrent fort embarrassés pour conclure quand il demanda sa réception à la Chambre; ils crurent pouvoir s'en tirer avec un texte d'une laborieuse obscurité.

La Chambre les invita « à parler clairement ». Elle voulut savoir si oui ou non, ils concluaient à sa réception. Nous ne savons quelle fut leur réponse. En tout cas, Jean de VIENNE fut installé le 3 septembre 1601.

Quand ils se retiraient du bureau après vingt ans de service, c'étaient habituellement des lettres d'honneur de trésorier de France qui leur étaient délivrées et c'était en cette qualité qu'ils revenaient siéger aux audiences à titre de vétérans.

En dépit de ce qui précède, des frictions pouvaient parfois se produire : A Montpellier par exemple, les gens du roi se plaignaient d'être placés aux audiences du bureau sur un petit banc derrière les trésoriers. Pour éviter cette situation, ils s'abstenaient d'y paraître, mais le conflit s'ouvrit au XVIII^e siècle quand les affaires de juridiction contentieuse nécessitèrent leur présence (58).

*
* *

A l'origine, comme nous l'avons indiqué, l'avocat du roi avait la préséance sur le procureur du roi, mais, alors que ce dernier, astreint à l'assiduité, suivait toutes les affaires et intervenait par écrit pour chacune d'elles, fût-ce seulement pour indiquer qu'il s'en remettait à la sagesse du bureau, l'avocat du roi, rémunéré à demi-tarif, ne percevant que la moitié des épices du procureur et ne bénéficiant pas de son « sol par livre » des profits féodaux, n'était soumis à aucune obligation positive; ses interventions, purement orales, ne laissaient d'autres traces que leur mention, sans analyse, par le greffier.

Aussi, par la force des choses et suivant une évolution également constatée aux Chambres des comptes, le procureur prit-il en fait la première place, l'avocat du roi, relégué au second plan, ne faisant plus figure que de suppléant. La situation ne devait toutefois être consacrée par les textes que bien plus tard.

D. — RELATIONS DES TRÉSORIERES DE FRANCE AVEC LEURS GREFFIERS.

Les greffiers (59) (anciens, alternatifs, triennaux et quadriennaux) des bureaux dont les charges, cumulables, étaient souvent cumulées, avaient été créés (60) pour tenir la plume dans la rédaction des ordon-

(58) Cf. *infra*, p. 310.

(59) Qualifiés dès l'origine de « greffiers en chef » dans certains bureaux.

(60) L'édit organique de juillet 1577 avait créé, dans chaque bureau, un premier office de greffier aux gages de 200 livres tournois par an. Un office alternatif avait été créé par la suite mais il avait été supprimé, comme le premier, en décembre 1583.

Les deux offices avaient été rétablis par l'édit de janvier 1586 avec gages de 250 livres. De nouveau supprimés avec les bureaux en décembre 1598 (les fonctions ne s'exerçant plus que par commission), ils avaient été rétablis en décembre 1613 (FOURNIVAL, p. 1.174).

Des lettres patentes de septembre 1616 (FOURNIVAL, p. 1.176) les avaient fait échapper à l'édit du même mois transformant les offices de greffiers en charges domaniales constituant, comme un domaine aliéné, l'entière propriété du titulaire, sauf le droit de rachat perpétuel du roi. Un édit de février 1619 (FOURNIVAL, p. 1.180) les avait soumis au droit commun; les offices avaient été réunis au domaine, puis revendus comme charges, le plus souvent à leur titulaire antérieur.

L'édit d'avril 1627 donnant au bureau la juridiction du domaine et de la voirie avait décidé la création, dans chacun des bureaux des ressorts des Cham-

nances et autres actes des bureaux, établir et délivrer les expéditions, tenir en ordre les registres des affaires intéressant la juridiction (61) et en assurer la conservation.

Ainsi qu'il a déjà été dit, ils n'étaient reçus au bureau qu'après information de vie et de mœurs et examen de capacité. Leur serment comportait notamment l'engagement de tenir secrètes les affaires du bureau.

Ils étaient tenus d'exécuter diligemment et fidèlement tout ce que

bres des comptes de Paris, Rouen et Dijon, d'un greffier triennal, cette fois héréditaire (ainsi que d'un « maître clerc » et d'un « greffier des présentations »). Sur les protestations des deux greffiers existants, la nouvelle charge avait été ramenée au rang de charge domaniale après édit de janvier 1629 (Bibl. nat. F 46.965) (4), tandis qu'un édit du même mois, vérifié à la Chambre des comptes de Paris le 31 décembre 1629 (Bibl. nat. F 46.965 (1) étendait la création aux bureaux de Montpellier et de Toulouse.

Un édit d'août 1645 avait créé un greffier quadriennal qui fut supprimé en décembre 1663 par l'édit qui révoqua les hérédités et survivances (Bibl. nat. F 23.612 (1608 à 1610). Les édits de mars 1693 et d'avril 1694 rendirent aux trois greffiers ancien, alternatif et triennal leur situation antérieure.

Celui de septembre 1713 devait substituer aux trois charges antérieures deux offices de greffier en chef (Bibl. nat. F 23.620 (523).

(61) Suivant le règlement de 1578 qui, à en croire Jousse, était encore applicable sans modification deux siècles plus tard, les greffiers des bureaux avaient à tenir les registres suivants :

1° Enregistrement des actes de cautions des comptables et des fermiers.

2° Enregistrement des réceptions et vérifications des provisions des officiers de chaque espèce, avec distinction par bailliage ou élections suivant les cas.

Indication des villes closes, gros bourgs et paroisses de la généralité, ainsi que des archevêchés, évêchés, abbayes et prieurés à la nomination du roi.

3° Enregistrement des « attaches », ordonnances et autres expéditions concernant le domaine et ce qui en dépendait;

4° Ordonnances concernant les gabelles, aides, subsides, tailles, crues et taillon et autres levées de deniers ordinaires et extraordinaires.

5° Etats du roi, états de valeur et départements des tailles.

6° Etats au vrai des receveurs généraux et particuliers, signés des comptables et sur lesquels leurs comptes devaient être rendus.

7° Etats des deniers d'octroi des villes.

8° Présentations « des lettres d'acquit, mandements et rescriptions sur l'épargne; bordereaux des espèces en lesquelles leur paiement avait été fait par les receveurs généraux; bordereaux des espèces remises par les receveurs particuliers aux receveurs généraux et de celles envoyées par les receveurs généraux au trésorier de l'épargne ».

9° Noms des trésoriers généraux par ordre de réception et indication de leur présence aux séances du bureau.

10° Transcription des édits et lettres patentes relatives aux ventes et aliénations des domaines et gabelles et ceux des rachats qui en étaient faits; enregistrement des enseignements et papiers gardés pour la conservation des droits du roi.

Après l'intervention de l'édit d'avril 1627 donnant aux bureaux la juridiction du domaine et de la voirie, l'assemblée générale des trésoriers de France leur recommanda, en un avis publié en même temps que le règlement type élaboré par elle quant à la procédure (Bibl. nat. Fp 4.667), la tenue, en outre, des registres suivants :

Registre des saisies ordonnées par le bureau sur la réquisition du procureur du roi;

Registre des foi et hommages reçus par le bureau;

Registre concernant la voirie, avec référence aux décisions intervenues;

les dites décisions, et notamment celles relatives aux alignements, étant enliassées et classées par baillages et sénéchaussées, de même que les inventaires des successions et autres actes relatifs au domaine, et conservées en des armoires aménagées à cet effet.

leur ordonnaient les trésoriers de France. Leurs obligations à leur égard avaient été fixées tant par le règlement de juillet 1578 qu'un arrêt du Conseil du roi du 31 juillet 1636 rendu à l'occasion du bureau des finances de Dijon et leur imposant de faire personnellement leur service ou de le faire assurer par leurs maîtres-clercs.

En sus de leurs gages, longtemps fort modestes, ils percevaient d'importants droits et épices et taxations forfaitaires, mais devaient supporter les frais de leurs écritures, voyages et messageries.

A leurs fonctions propres, s'ajoutaient, avec les droits correspondants, celles de divers offices créés au bureau, puis supprimés (62).

En cas de décès, les trésoriers de France mettaient les scellés sur leur cabinet, procédaient à l'inventaire des registres et papiers concernant le bureau, puis les faisaient prendre en charge par le successeur.

*
* *

La situation des greffiers variait beaucoup d'un bureau à l'autre. En Normandie, comme nous l'avons vu à propos des épices du bureau de Caen, les greffiers étaient fort considérés des trésoriers de France en raison notamment des profits importants qu'ils tiraient de leurs charges. A Limoges, on verra plus tard un greffier en chef devenir chevalier d'honneur en prenant le pas sur les trésoriers sans que ces derniers s'en émeuvent. Il est vrai que, dans l'intervalle, étaient intervenues des lettres patentes du 30 octobre 1695 leur accordant tous les privilèges, exemptions, prérogatives, honneurs et préséances dont jouissaient les trésoriers de France (63).

Dans d'autres bureaux pourtant, les greffiers étaient tenus par la plupart des trésoriers de France comme des subalternes et l'octroi de la robe de satin des maîtres des comptes aux greffiers du bureau de Lyon souleva de vives protestations (64) — à juste titre, semble-t-il, puisqu'il résulte du dictionnaire de MORERI que les greffiers des Chambres des comptes n'avaient droit qu'à la robe de moire des correcteurs.

Une place particulière doit être faite aux quatre greffiers du bureau des finances de Grenoble qui prétendaient être secrétaires du roi avec tous les avantages que le titre comportait. Il semble qu'ils parvinrent à faire admettre cette prétention.

(62) Notamment, avec ceux mentionnés plus loin de receveurs des épices, ceux de contrôleurs des actes et expéditions des greffiers et clerks des greffiers créés par édit de juin 1627 (Bibl. nat. F 46.960 (6) et réunis à leurs charges par déclaration royale d'octobre 1636 (Bibl. nat. F 46.992 (1) et FOURNIVAL, p. 1.178).

(63) Bibl. nat. F 23.615 (729).

(64) Journal de Léonard MICHON (1675-1746) déjà cité, conservé au Musée de Gadagne de Lyon.

E. — RELATIONS AVEC LES AUTRES OFFICIERS ET TITULAIRES DE CHARGES DU BUREAU.

Nous n'avons pas relevé de difficultés dignes d'être notées dans les relations entre les trésoriers de France et les autres officiers titulaires de charges des bureaux :

Huissiers-audienciers, huissier-concierge-garde-meubles et autres huissiers du bureau (65);

Receveurs des épices et droits des trésoriers de France (66);

Receveurs-payeurs des gages et droits des trésoriers de France (67);

(65) Un édit de juin 1555 (Bibl. nat. F 46.812 (18) et FOURNIVAL, p. 1.212) avait créé dans chaque recette générale deux huissiers aux gages de 200 livres (plus des accessoires).

L'édit de juillet 1577 y avait ajouté dans chaque bureau deux huissiers aux gages de 100 livres, servant alternativement par trimestre (FOURNIVAL, p. 1.214). Ces huissiers furent supprimés par l'édit de mars 1578 (FOURNIVAL, p. 1.214), puis rétablis par celui de janvier 1581 (*Ibid.*). Supprimés en principe avec les bureaux par l'édit de novembre 1598, ils furent rétablis par celui de novembre 1608 (FOURNIVAL, p. 1.215).

L'édit de février 1626 avait créé dans chaque bureau un office de « premier huissier-concierge-garde-meubles » aux gages de 300 livres (FOURNIVAL, p. 1.215).

Celui d'avril 1626 avait ajouté aux cinq huissiers existants trois nouveaux huissiers, qualifiés pour « exploiter » dans tout le royaume, comme ceux des Chambres des comptes (FOURNIVAL, p. 1.216).

Plus tard, l'édit de décembre 1693 devait créer un premier huissier audiencier dans les bureaux des finances où il n'y en avait point (Bibl. nat. F 23.615 (430 à 433)).

Un édit de mars 1637 avait accordé aux huissiers divers privilèges et des exemptions d'impôts très étendues (FOURNIVAL, p. 1.218).

(66) Un receveur des épices et droits des trésoriers de France au droit héréditaire de deux sols par livre d'épices, avait été créé dans chaque bureau par l'édit de janvier 1581; un second avait été créé par celui de janvier 1586.

Leurs charges avaient été réunies à celles des greffiers et maîtres clercs par un édit de juillet 1626 (Bibl. nat. F 27.593 (4), puis rétablies avec addition de 600 livres de gages par édit de février 1633 (Bibl. nat. F 46.975 (10)).

Un édit de février 1691 (Bibl. nat. F 23.614 (930)) y avait substitué trois charges, mais le nombre de deux fut rétabli par édit de novembre 1704 (Bibl. nat. F 23.617 (850) et déclaration du 22 décembre 1705 (Bibl. nat. F 21.057 (43); ces charges furent réunies de nouveau aux offices de greffiers en chef du bureau en août 1716 (Bibl. nat. F 20.974 (141)).

Un office héréditaire de contrôleur des receveurs de toutes les épices, vacations et « sabbatines », créé en mars 1703, fut supprimé par le même édit d'août 1716.

(67) Trois receveurs payeurs des gages des trésoriers de France des bureaux des ressorts des Chambres des comptes de Paris, Rouen et Dijon avaient été créés avec les exemptions et immunités des trésoriers et six deniers par livre de taxations, par un édit de décembre 1626, vérifié à la Chambre des comptes de Paris le 23 de ce mois et à la Cour des aides de Paris le 28 juin 1627 malgré l'opposition des receveurs des aides représentés par Sébastien HARDY (l'auteur de nouvelles éditions du « Guidon des finances ») — (Bibl. nat. F 46.957 (18) et Fz 1.722).

La création avait été étendue aux bureaux des finances de Toulouse et de Béziers (Montpellier) par un édit de janvier 1629, vérifié à la Chambre des comptes de Paris le 31 décembre suivant (Bibl. nat. F 46.965 (1)).

Les offices furent supprimés par un édit de mars 1667, qui les réunit à ceux des receveurs généraux des finances (Bibl. nat. F 21.260 (141)).

Deux offices de payeur des gages (ancien et alternatif) furent créés de nouveau et cette fois dans tous les bureaux des finances du royaume par édit de juillet 1689 et arrêts du Conseil des 3 et 17 janvier 1690 (Bibl. nat. F 23.614 (396)). Un édit d'avril 1708 y créa pareillement un office triennal (Bibl. nat. F 21.060 (119)).

Trois offices de contrôleur des gages et droits des trésoriers de France (ancien.

Procureurs postulants (68) (représentant les parties devant le bureau) (69).

*
* *

Bien qu'ils ne fissent pas partie du bureau des finances, les receveurs généraux (70) et contrôleurs généraux des finances des généralités (71) jouissaient « de semblables privilèges et exemptions que les trésoriers de France et généraux des finances », suivant une déclaration du roi du 28 janvier 1576 (72).

Quand ils étaient mandés au bureau ou qu'ils y avaient affaire pour le fait de leurs charges, ils y avaient séance, mais pour la seule

alternatif et triennal), avec attribution des droits et privilèges des payeurs des gages du Parlement de Paris, furent créés par édit de septembre 1713 (Bibl. nat. F 23.620 (523)).

Les trois offices de payeur des gages et les trois offices de contrôleur furent réunis en juillet 1717 à ceux des receveurs généraux par édit de juillet 1717 (Bibl. nat. F 23.621 (761) et 762).

(68) L'édit d'avril 1627 transformant les bureaux des finances en juridictions pour le domaine et la voirie avait créé dix charges de procureurs postulants, pour lesquelles il ne fut demandé qu'une finance modique de 500 livres par charge.

En Normandie, les charges ne furent créées qu'en août 1694 et au nombre de six seulement.

(69) Un édit d'août 1636 (FOURNIVAL, p. 523) complétant l'édit de mai 1633 créant le trésorier garde-scel avait prétendu constituer dans chaque bureau une chancellerie comportant un audencier, notaire et secrétaire du roi, un contrôleur, notaire et secrétaire du roi, un chauffe-cire héréditaire, un commis à l'audience receveur de l'émolument du sceau et un huissier garde-porte.

Un arrêt du Conseil du roi du 17 juin 1637 (FOURNIVAL, p. 529) avait précisé que le sceau du bureau serait de cire jaune à queue pendante et semblable à ceux des Parlements et Cours des aides et prévu que, jusqu'à la mise en place des nouveaux officiers, le service serait assuré par les greffiers du bureau. La question fut reprise par un édit de novembre 1707 qui créa deux secrétaires du roi dans chaque bureau (Bibl. nat. F 23.618 (1.013 à 1.015), mais ils furent supprimés en mars 1716.

(70) Nous rappelons que le nombre des receveurs généraux avait été porté de 4 à 17 par l'édit de décembre 1542 (Bibl. nat. F 23.610 (134, 135, 165) et FOURNIVAL, p. 159).

17 receveurs généraux alternatifs avaient été créés « par-dessus les 17 anciens » par édit d'août 1553 (Bibl. nat. F 46.810 (1 et 2)).

Le nombre des receveurs généraux, tant « anciens » qu'alternatifs, avait suivi celui des généralités.

Des receveurs généraux triennaux avaient été créés par un édit de juin 1597 (Bibl. nat. F 46.902 (15 et 16)).

Il ne semble pas que l'édit de 1645 créant des offices quadriennaux là où il existait des triennaux (Bibl. nat. F 23.611 (719 et 721)) ait été appliqué aux recettes générales. (Il le fut, par contre, à la trésorerie de l'Epargne et à celle des parties casuelles).

(71) Des contrôleurs généraux avaient été créés « en chacune des recettes générales du royaume » par un édit de février 1555-1556 (Bibl. nat. F 47.022 (2)).

Ils furent dédoublés par la création d'alternatifs, puis celle de contrôleurs généraux du taillon anciens et alternatifs par édits de septembre 1676 et avril 1677 (Bibl. nat. F 46.852 (16) et FOURNIVAL, p. 304 et 306).

Des contrôleurs généraux triennaux furent créés par édit de juillet 1597 (Bibl. nat. F 46.903 (23)).

Pas plus que pour les receveurs généraux, il semble que l'édit de 1645, relatif à la création d'officiers quadriennaux, n'ait été appliqué pour les contrôleurs généraux des généralités.

Suivant PATAS DU BOURGNEUF (t. I^{er}, p. 310), les contrôleurs généraux triennaux furent supprimés par édit de juillet 1670 (pour Paris, Bibl. nat. F 23.613 (167)).

(72) Bibl. nat. F 46.850 (11).

affaire en cause et « hors le bureau », c'est-à-dire sans se mêler aux trésoriers, suivant le règlement du 8 juillet 1578 (73).

Il est vrai que, suivant une annotation marginale de FOURNIVAL (74), cette disposition n'était plus en usage de son temps, « car ces officiers n'ont point de séance et demeurent debout ». Cette affirmation est toutefois contestable; nous avons, en effet, vu (p. 182) que les receveurs généraux devaient être convoqués pour l'examen des états au vrai des receveurs particuliers et en cette circonstance ils avaient certainement « séance » au bureau. Quant aux contrôleurs généraux, au moins dans certains bureaux, ils prenaient place, le cas échéant, auprès des gens du roi et après eux.

2) RELATIONS DES BUREAUX ENTRE EUX.

La bonne entente qui était de règle entre les trésoriers de France d'un même bureau des finances se retrouvait entre les bureaux, et la solidarité d'intérêts qui existait entre les trésoriers s'y manifestait, même accrue, en l'absence de conflits de personnes.

Toute atteinte au bureau ou à l'un de ses membres était ressentie par les autres bureaux. On notera à ce propos l'émotion de l'ensemble des trésoriers de France quand ils apprirent de leurs collègues de Riom que « le président de PALERNE » (Jean de REGY, baron de PALERNE déjà nommé, président et trésorier de France à Riom, petit-gendre du chancelier Pomponne de BELLIEVRE) avait été victime le 10 février 1650, dans l'exercice de ses fonctions, d'un « attentat » de la part d'un capitaine du régiment de cavalerie du cardinal (MAZARIN) (75). Nous ignorons la nature précise de cet attentat; il pourrait bien ne s'agir que d'un coup de pied mal placé, mais, quelque localisé que fût le dommage, les trésoriers de France de tous les bureaux s'en sentirent atteints et en exigèrent la réparation par la punition exemplaire du coupable. Ils n'y parvinrent d'ailleurs pas et il fut répondu officiellement au bureau de Dijon, dans le ressort duquel avait passé le régiment en cause, que l'homme recherché s'était « rendu invisible à l'armée » (76).

Exceptionnellement toutefois, des conflits pouvaient s'élever entre des bureaux quand leur compétence ou leur ressort était en cause, la question touchant d'ailleurs plus le prestige de chaque bureau que ses intérêts matériels, vu la modicité des épices et taxations.

(73) Le règlement du bureau des finances de Paris du 31 décembre 1597 avait d'ailleurs prévu qu'ils entreraient par la porte du greffe et non, comme les trésoriers de France, par celle de l'auditoire.

(74) Recueil, p. 323 et 1.048.

(75) Lettre n° 150 du bureau de Riom du 11 février 1650, lue à l'assemblée le 18.

(Le président de PALERNE figure parmi les signataires de la lettre suivante, ce qui montre que « l'attentat » dont il avait été victime n'avait pas eu de suites bien graves).

(76) Lettre n° 186 du 21 mai 1650.

C'est ainsi qu'en 1603 un conflit s'éleva entre les bureaux de Dijon et de Lyon quant à la juridiction sur les fermiers et officiers du grenier à sel de la ferme dite « à la part du royaume ». Par arrêt du 3 août de cette année, le Conseil du roi la réserva au second en interdisant au premier d'en connaître (77).

Le conflit rebondit en 1612 à propos de la recette des gabelles de Bresse, Bugey et Valromey. Le 10 juillet de cette année, Benoît de POMEY, déjà cité, président et trésorier de France au bureau de Lyon, vint à la Chambre des comptes de Paris pour solliciter au nom du bureau son appui devant le Conseil du roi en lui faisant observer qu'elle était intéressée à l'affaire puisque, en cas de solution défavorable, la juridiction appartiendrait à la Chambre des comptes de Dijon. La Chambre des comptes de Paris décida de soutenir le bureau de Lyon, sans se porter toutefois elle-même partie au procès (78), qui fut jugé par le Conseil du roi le 21 juillet (79).

Des difficultés semblables se produisirent en 1618, à la mort de la reine Marguerite de VALOIS (la « reine Margot »), entre les bureaux de Bordeaux et de Toulouse quant aux domaines de Navarre et de Rouergue dont jouissait la feue reine. Le 21 août de cette année, Pierre de GOURGUES, président et trésorier de France à Bordeaux demanda lui aussi à la Chambre des comptes de Paris de soutenir son bureau en attirant son attention sur le fait que leurs intérêts étaient communs, puisqu'une décision en faveur du bureau de Toulouse ferait passer l'affaire dans la juridiction de la Chambre des comptes de Montpellier (80).

Des différends analogues s'élevaient lors de la création de tout nouveau bureau par démembrement des bureaux voisins. Ce fut le cas notamment en 1635 lors de la création de celui de Montauban, en dépit d'augmentations de gages de 300 écus consenties le 22 mai 1635, à titre d'indemnités aux trésoriers de France de Bordeaux et de 400 et 200 écus accordés respectivement le 17 septembre 1635 aux trésoriers de France de Limoges et à ceux de Poitiers (81).

Il arrivait parfois que deux bureaux s'unissent contre un troisième : ce fut le cas en 1649 quand, le roi ayant demandé aux bureaux de lui rechercher des économies, ceux de Rouen et de Caen se mirent d'accord pour proposer la suppression du bureau d'Alençon (82) au

(77) Arch. nat. E 5b, f° 184 r°.

(78) Arch. nat. P 2.754, p. 86.

(79) Cf. PATAS DU BOURGNEUF, *op. cit.*, t. II, p. 70.

(80) Arch. nat. P 2.672 et 2.756.

(81) Et encore entre les bureaux des finances de Rouen et de Paris, quant à l'élection de Pontoise, d'Alençon de Rouen au profit de Paris en 1648, puis rendue peu après à Rouen, redonnée à Paris en 1654, puis à Rouen en 1661, puis définitivement à Paris en 1691 (VANNIER, *op. cit.*).

(82) Les trésoriers de Rouen et de Caen avaient pourtant bénéficié, lors de la création du bureau d'Alençon, d'une augmentation de gages de 450 livres, sans paiement de finance supplémentaire (Arch. dép. de la Seine-Maritime C 1461 et 2343).

duc de LONGUEVILLE, gouverneur de la Normandie, qui reçut « la proposition avec grand témoignage de joye et de contentement » (83).

*
**

Nous rappellerons enfin les différends signalés par M. François DUMONT dans son ouvrage sur « le bureau des finances de Moulins » entre ce bureau et celui de Riom pour la partie des fiefs qui se trouvait dans le ressort de l'un mais dont le siège était dans le ressort de l'autre.

3) *RELATIONS DES BUREAUX AVEC LEUR ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.*

Du fait qu'ils étaient réunis de plein droit dans chaque bureau des finances en raison de leur caractère collégial, le besoin d'organisation collective caractéristique de l'ancien régime s'était manifesté de bonne heure pour les trésoriers de France à l'étagé des bureaux et ils avaient obtenu l'insertion, dans l'édit de janvier 1586, de la disposition suivante :

« ... et parce que nos dits présidents et trésoriers généraux nous ont par ci-devant fait souvent remontrer que, combien ils sont épars par toutes les provinces de ce royaume, néanmoins font leurs charges connexes et de même fonction, desquels il serait très utile pour notre service, conservation de notre domaine et de nos droits seigneuriaux qu'ils communiquassent quelquefois ensemble, nous requérant d'être ensemble et de tenir prêts quelques-uns d'entre eux pour nos affaires afin de nous rendre raison et aux gens de notre Conseil du fait de leurs dites charges, à ces causes, par ce même édit, avons permis et permettons aux dits présidents et trésoriers généraux de députer et envoyer, à leurs frais et dépens, auprès de nous, un ou deux d'entre eux qui seront élus et choisis de leurs corps pour nous faire entendre et à ceux de notre Conseil les affaires de leurs charges... » (84).

Il semble que jusqu'à la mort de Louis XIII, les trésoriers de France n'aient usé qu'avec réserve des droits que leur avait accordés le texte précité (85). Sous la régence d'Anne d'AUTRICHE, les circons-

(83) Lettre du bureau de Rouen du 9 mars 1649 à celui de Caen (Arch. dép. du Calvados 4 C 106).

(84) Cf. FOURNIVAL, p. 373.

(85) Tant aux Archives Nationales, que dans les diverses Archives départementales, nous n'avons trouvé que peu de documents relatifs au fonctionnement de l'assemblée générale avant la mort de Louis XIII, ce qui nous fait présumer que ses réunions étaient alors assez rares.

Ces réunions sont toutefois attestées par :

1° Une lettre datée du 25 février 1599 des trésoriers de France à Caen à Simon LEGRAS, trésorier de France à Paris, relative à la mise sur pied de l'assemblée (publiée dans le recueil de Lucien ROMIER sous le n° 107), faisant suite à des lettres du bureau de Paris de juin et d'août 1597 (Arch. dép. du Calvados 4 C 106);

tances les amenèrent à le mettre largement à profit et l'assemblée devint une institution réellement permanente, organisme syndical pour la défense de leurs intérêts moraux et matériels, mais aussi organisme administratif s'interposant entre le gouvernement et les bureaux de finances et utilisé comme tel par le gouvernement pour la transmission de ses instructions.

Par une circonstance qui n'était pas le seul fait du hasard, l'assemblée de trésoriers se réunissait dans le local le plus vénérable de l'histoire financière du royaume : la chambre du Trésor, partie de l'ancien palais du roi où se portaient jadis ses revenus; elle avait été pendant plus de deux siècles le lieu de réunion des premiers trésoriers de France et le siège de la « justice de la chambre du Trésor » quand elle connaissait les affaires du domaine intéressant tout le royaume (86). Le bureau des finances de Paris l'en avait dépossédée en 1632 (87).

2° Les remontrances de l'assemblée datées de 1615, 7 février 1631 et 1640 (Bibl. nat. Lf31, 10, 13, 14, 15) quant au renouvellement de l'annuel;

3° L'établissement, le 21 juin 1627 (suivant une mention manuscrite), d'un règlement type sur la procédure à appliquer pour la juridiction contentieuse du domaine et de la voirie (Bib. nat. Fp 4.667);

4° La minute d'une lettre du bureau des finances de Bordeaux à l'assemblée générale en 1629, adhérent à des décisions prises par l'assemblée à la suite d'édits rendus sur l'intervention du Parlement (Arch. dép. de la Gironde C 3.878);

5° Un règlement de l'assemblée du 21^r février 1630 prévoyant que chacun des bureaux fournirait annuellement la somme de cent livres, plus les frais de voyages particuliers de l'assemblée (cité dans l'arrêt relaté au 7°);

6° 10 lettres de l'assemblée pour la période 1631-1633 (Arch. dép. du Calvados 4 C 106).

7° Un arrêt du Conseil du 26 août 1637 indiquant que le roi avait pour agréable la continuation de l'assemblée à Paris en la forme antérieure et autorisait chaque bureau à réclamer à tout nouveau trésorier, pour subvention aux frais de l'assemblée, une somme de cent livres à verser à celui des trésoriers de France qui serait nommé secrétaire de ladite assemblée (reproduit par FOURNIVAL, p. 870).

(86) La Chambre du Trésor et les locaux annexes se trouvaient dans des bâtiments datant de la première moitié du xiv^e siècle, sur le côté oriental de la Cour du Palais, bâtiments compris entre la porte St-Michel (contiguë au sud à la chapelle St-Michel dont le nom est resté au quartier de l'autre côté de la Seine) et la grande porte du Palais, sensiblement à l'alignement actuel du boulevard du Palais, derrière le chevet de la Sainte-Chapelle. Elle était attenante à la tour du trésor, faisant partie de la porte St-Michel, où était gardé le trésor du roi; cette tour — qui fut forcée par le duc d'ORLÉANS en 1406 — avait succédé en sa destination à celle du Temple (la grande tour du Louvre et, plus tard, la Bastille furent également utilisées à cette fin).

Les bâtiments furent détruits en 1777 lors de la reconstruction du Palais. Un arrêt du Conseil du 13 avril 1786 attribua aux Bureaux des finances et Chambre du domaine de Paris, en remplacement, un des nouveaux pavillons, près de la Galerie Dauphine (Arch. Nat. Zlf 6.139, f° 27).

Sur le tout, cf. notamment, Jean GUÉROUT : « Le Palais de la Cité à Paris des origines à 1417 (Mémoires de la Fédération des sections historiques et archéologiques, t. I et III, 1953, Bib. nat. 8° Lk7 55.928).

(87) Cf. Délibération du Bureau des finances de Paris du 30 juillet 1632 (Arch. nat. Zlf 186, f° 68 et 69) :

« ... Ne s'estant rencontré un placement pour ledit exercice (des activités du bureau) que la chambre des conseillers en la justice du Trésor, qui sans difformité de bastiments, ni incommodité du public, se peut jeter hors œuvres dans la cour du Palais joignant le mur de la chapelle Saint-Michel, au lieu de laquelle chambre sera délaissée aux dits s^{rs} conseillers du Trésor la chambre qui nous sert de bureau en l'estat qu'elle se trouve à présent, pour être plus que suffisante pour

Le terme de « Chambre du Trésor » (88), autrefois commun au local et à la juridiction, était d'autant plus cher aux trésoriers que leur plus beau titre était d'être tous « présidents nés » de la juridiction.

Les ressources de l'assemblée étaient gérées par le trésorier de France secrétaire de l'assemblée qui était l'élément essentiel de l'institution. Le poste était occupé depuis août 1648 par Hilaire LE CLERC, sgr de SAINT-HILAIRE, trésorier de France à Poitiers qui avait remplacé Jean du FAYOT trop compromis par l'affaire de la circulaire du 23 mai précédent (89). Il avait sous ses ordres Simon FOURNIVAL qui tenait pour son compte les registres de l'assemblée, registres dont il fait mention dans son recueil de textes (p. 1112), mais qui ne nous ont malheureusement pas été conservés.

L'assemblée aurait dû comporter un nombre de membres compris entre 23 et 46 puisque chaque bureau devait y déléguer un ou deux trésoriers. D'après celles de ses lettres qui subsistent dans les archives départementales (90), 11 trésoriers de France assistaient en moyenne aux séances (91). Une seule fois, le 11 août 1649, on compta 19 trésoriers présents. Nous n'avons trouvé aucune trace de trésoriers représentant les bureaux d'Aix et de Montauban (92) parmi les 72 trésoriers qui participèrent aux travaux de l'assemblée pendant la Fronde (93).

recueillir leur nombre et, après avoir conféré avec les dits sieurs conseillers de la justice du Trésor, que la chambre appelée « du Conseil », de laquelle ils se servaient à la fonction de leurs charges et joignant notre dit bureau, sera et demeurera avec toutes ses dépendances à nous, dits présidents et trésoriers généraux, et celle qui nous sert de Bureau sera échangée et délaissée aux dits sieurs conseillers du Trésor ».

(88) Cette Chambre du Trésor ne doit pas être confondue avec la « Chambre du Trésor » de la Chambre des comptes de Paris, terme par lequel étaient également désignés à la fois la fraction de la juridiction chargée du jugement des comptes du Trésor et à ce titre considérée comme la plus importante de la Chambre des comptes et le local — détruit lors de l'incendie du 21 octobre 1737 — où se distribuaient les comptes de « tous ceux qui prenaient leurs fonds au Trésor royal ».

(89) Cf. *infra*, p. 268.

(90) Notamment aux archives départementales du Calvados et de la Gironde, lettres des 6 avril, 23 mai, 19 septembre, 9 octobre, 5 novembre, 15 décembre 1648, 4 mai, 8 et 28 juin, 11 août, 28 septembre, 9 et 23 novembre, 10 décembre 1649, 8 et 11 mars, 10 mai et 8 novembre 1650, 14 février 1652, 16 avril 1653.

(91) Sans parler d'une lettre qui ne porte que la signature du secrétaire,

1	lettre	porte	7	signatures,	soit	au	total.	7
2	—	—	8	—	—	—	—	16
1	—	—	9	—	—	—	—	9
3	—	—	10	—	—	—	—	30
4	—	—	11	—	—	—	—	44
4	—	—	12	—	—	—	—	48
2	—	—	13	—	—	—	—	26
1	—	—	16	—	—	—	—	16
1	—	—	19	—	—	—	—	19

19

215

Soit en moyenne $\frac{19}{215} = 11,3$ signatures par lettre.

(92) Non plus que celui de Montpellier, mais nous savons, par les lettres de ce bureau, qu'il était représenté dans la capitale par Antoine RATAPON, alors intendant des bâtiments du roi, avant d'en devenir surintendant.

(93) C'est le nombre des signataires différents des vingt lettres évoquées ci-dessus.

Ce nombre, comparé au nombre moyen de 11 par séance, implique une rotation assez rapide des délégués. Par économie, les bureaux évitaient en effet de déléguer spécialement des trésoriers de France à Paris; ils chargeaient de les représenter ceux qui s'y rendaient pour leurs affaires ou qui y résidaient (94).

Quand, par exception, un bureau supportait les frais d'entretien d'un député à Paris, il entendait que ce député assistât ponctuellement aux séances. Le bureau de Dijon eut à rappeler à l'ordre à cet égard, en mai 1651, son délégué, Nicolas LECONTE, dont l'assemblée lui avait signalé le manque d'assiduité (95).

Il semble qu'en 1648 l'assemblée ne se réunissait pas à jour fixe. A partir de 1649, ses séances eurent lieu en principe le mardi, vraisemblablement l'après-midi, puisque la chambre du Trésor mise à sa disposition par le bureau de Paris devait être occupée le matin par les audiences du bureau.

Il y était rendu compte du résultat des démarches faites auprès des autorités par la délégation commise par l'assemblée dans sa réunion précédente et qui pour « avoir plus de majesté » avait revêtu à cet effet les robes de satin noir acquises sur les fonds versés par tous les bureaux (96).

Il était ensuite donné lecture des différentes lettres reçues des bureaux depuis la dernière séance, lettres qui comportaient habituellement :

Les réponses à des demandes de renseignements d'ordre général ou particulier faites par l'assemblée soit de sa propre initiative, soit de celle du Conseil du roi;

L'exposé de situations déterminées et des demandes d'avis sur la conduite à tenir;

Des suggestions quant aux mesures et aux textes à proposer au Conseil du roi;

Des demandes d'appui auprès du Conseil quand un litige touchant un bureau était porté devant lui (97).

Les questions soulevées par les bureaux étaient discutées et l'assemblée délibérait sur les réponses à leur donner et les démarches à faire.

(94) Dans une lettre n° 73 du 12 mai 1649, on voit le bureau de Caen s'excuser de ne pas avoir de députés à Paris, n'ayant pas de fonds (du roi) nécessaires à cet effet et aucun de ses membres n'ayant à se rendre dans la capitale pour des affaires personnelles.

(95) Lettre n° 186 du bureau de Dijon en date du 21 mai 1650.

(96) Le nombre de six robes n'impliquait pas que les délégations comportassent habituellement un nombre égal de membres et que le nombre de six — celui des trésoriers embastillés en 1648 — fût fatidique pour les trésoriers; il pouvait correspondre au nombre de tailles nécessaires pour être utilisable par un nombre plus réduit de trésoriers.

(97) Le 30 juin 1649 (lettre n° 91), les trésoriers de France de Caen, qui étaient fort ménagers de leurs deniers, demandèrent même à l'assemblée de prendre à sa charge les frais d'un procès qu'ils avaient engagé, mais dont l'issue pourrait faire précédent pour les autres bureaux des finances.

Les réponses, ainsi que les circulaires destinées à l'ensemble des bureaux, étaient signées par tous les trésoriers présents (98).

*
**

A lire les lettres des bureaux et les louanges hyperboliques adressées rituellement à l'assemblée à leur début et à leur fin, les bureaux semblaient admettre la suprématie de l'assemblée et nombre d'entre eux déclaraient devoir « déférer à ses ordres ». Il n'y avait là, cependant, à l'évidence, que formules de politesse. L'assemblée n'était pas qualifiée pour faire un règlement applicable à tous les bureaux; quand il est question de règlement général de l'assemblée, il s'agit manifestement soit de projet de textes à présenter au Conseil du roi, soit de règlements internes à adopter par chaque bureau.

Exceptionnellement d'ailleurs, certains bureaux manifestaient leur indépendance en termes assez vifs; c'est ainsi que, le 16 juin 1649, le bureau de Caen avertit l'assemblée qu'il ne lui enverrait sa cotisation qu'après avoir reçu réponse aux questions qu'il lui avait soumises précédemment (99).

Quant au bureau de Soissons, à des reproches de l'assemblée adressés sur l'accueil trop aimable qu'il aurait réservé au maître des requêtes, Louis BOUCHERAT (100), plus tard chancelier de France, il lui répliqua brutalement le 16 mars 1650 qu'il serait toujours heureux de recueillir ses avis quand ils seraient modérés, mais qu'il n'admettrait jamais de réprimande de sa part (101).

*
**

Il a été dit plus haut comment, en un cas au moins, le 4 septembre 1651, l'assemblée générale fut prise comme arbitre entre un trésorier de France, Benoît RAVOR, du bureau de Bourges, et ses collègues à l'occasion d'une commission que lui avait donnée le roi à l'exclusion d'un autre trésorier également proposé par le Bureau.

*
**

A l'occasion du rétablissement des intendants, il sera exposé plus loin (pp. 406 et suivantes) comment l'assemblée générale sera suppri-

(98) Vu le temps nécessaire pour la mise en forme des lettres et l'expédition des circulaires adressées à tous les bureaux, il est vraisemblable que les membres présents passaient chez FOURNIVAL, deux ou trois jours après la séance pour signer les textes arrêtés.

(99) Lettre n° 82.

(100) Louis BOUCHERAT, né en 1616, fils d'un maître des comptes et neveu de BROUSSEL, correcteur à la Chambre des comptes le 3 avril 1637, commissaire aux requêtes du parlement en 1641, maître des requêtes le 9 décembre 1643, commissaire du roi aux Etats de Languedoc et de Bretagne, conseiller d'Etat en 1661, chancelier de France en 1685, décédé en 1699.

(101) Lettre n° 156.

mée par le Conseil du roi le 16 septembre 1653, puis de nouveau le 2 avril 1661.

II. — Relations des trésoriers de France avec les autres autorités.

1) LES TRÉSORIERES DE FRANCE ET LE ROI.

Une grave question : Comment les trésoriers de France devaient-ils se comporter en présence du roi ?

Au début d'août 1650, à Libourne où ils avaient été salués Louis XIV et sa mère qui, allant mettre le siège devant Bordeaux, séjournaient dans la ville, on fit mettre à genoux les trésoriers de France de Montauban. Sachant ou croyant que, dans des circonstances semblables, leurs collègues de Bordeaux, Orléans, Poitiers, Rouen et Tours avaient fait de même, ils s'y résignèrent, mais leur indignation fut grande quand ils constatèrent que les conseillers de la Cour des aides de Cahors avaient « porté la parole au roi, debout » (102).

Ils en informèrent l'assemblée générale qui trouva fort mauvais que des bureaux eussent salué le roi « en une position indécente et mal convenable pour la dignité de leurs charges ».

Le bureau de Tours, qui était parmi ceux incriminés, protesta avec vigueur qu'il avait salué le roi « debout et en la même façon que les compagnies souveraines » (103).

Les esprits se rassérénèrent lorsque le bureau de Lyon (104) eut transmis à l'assemblée un certificat du maître des cérémonies de France daté du 23 avril 1650 attestant que, pour un voyage prévu à Dijon, il avait été décidé, le 3 mars précédent, que les trésoriers de France de Dijon, après avoir fait génuflexion se relèveraient et parleraient debout au roi comme le Parlement et la Chambre des comptes (105); le bureau de Lyon précisait qu'il avait agi de même à deux reprises dans le passé, pour Louis XIII (les 16 septembre 1639 et 10 février 1642) (106).

La solution adoptée n'était peut-être pas sans relations avec le fait que le maître des cérémonies de France, Jean-Baptiste SAINCTOR, était

(102) Lettre n° 203 du 14 septembre 1650.

(103) Lettre n° 212 du 3 janvier 1651.

(104) Lettre n° 210 du 18 novembre 1650.

(105) Le certificat de SAINCTOR a été reproduit par FOURNIVAL, p. 869.

(106) Cf. Extraits des registres du bureau de Lyon publiés dans FOURNIVAL, p. 867 et 868.

A la vérité, le précédent du 11 février 1642 n'était rien moins que décisif. Le registre du bureau porte en effet que le trésorier Benoît de POMER, déjà cité, ancien président du bureau et portant la parole en son nom, « avoit fléchi le genou fort bas et, ne se relevant assez tôt à cause de son indisposition, S. M. lui avait dit en le prenant par la main : « Levez-vous ».

Le geste du souverain pouvait être une marque de bienveillance à l'égard d'un homme âgé et impotent, aussi bien que la reconnaissance d'un privilège des trésoriers de France.

frère de deux trésoriers de France à Tours et de surcroît beau-frère de deux autres, François de FORTIA à Limoges et Claude RIDEL DE PLAINESEVETTE à Paris.

Dès 1651 d'ailleurs, lors d'un séjour du roi à Poitiers, elle fut contestée par le duc de VILLEROI qui, ayant eu des démêlés avec les trésoriers de France de Lyon du temps qu'il était gouverneur du Lyonnais, voulut se venger sur ceux de Poitiers en leur ordonnant de se mettre à genoux devant LOUIS XIV. Un des trésoriers du bureau, François LUCAS, sgr de VANGUEILLE, déjà cité, lui répondit vertement et l'incident n'eut pas de suite (107).

En 1658, eut lieu le voyage à Dijon prévu huit ans plus tôt. A cette occasion, un arrêt du Conseil et des « lettres closes » du 15 novembre 1658 reconnurent officiellement aux trésoriers de France de la ville le privilège de « parler au roi debout » (108).

Le 25 août 1660 pourtant, lors de l'entrée de la reine Marie-Thérèse à Paris, les trésoriers de France de Paris furent contraints de « mettre le genouil en terre » pour la complimenter, avec cette circonstance aggravante que la reine, qui était restée debout pour recevoir les compliments des Cours souveraines, venait de s'asseoir (109).

Ils attribuèrent leur disgrâce au fait que Nicolas SAINCTOT, qui avait quitté ses fonctions de trésorier de France à Tours pour succéder en 1652 comme maître des cérémonies de France à son frère décédé, s'était brouillé avec son beau-frère, Claude RIDEL DE PLAINESEVETTE, président du bureau des finances de Paris (110). Il n'avait pas été mécontent de lui jouer un mauvais tour...

Ils en tirèrent d'ailleurs la conclusion que, tant qu'il ne leur aurait pas été donné l'assurance d'un retour à l'état de choses antérieur, ils s'abstiendraient de paraître aux cérémonies où ils seraient exposés à une pareille situation; ils conseillèrent à leurs collègues de province d'en faire autant.

A Poitiers pourtant, suivant une lettre du bureau à celui de Rouen du 24 juillet 1675 (111), l'incident se reproduisit en une occasion : « S. M. nous ayant fait commandement de lui parler à genoux, notre président, en obéissant, supplia S. M. de gratifier notre obéissance du rétablissement de nos privilèges » (112).

(107) Cf. Lettre du bureau citée par Adrien BONVALLET dans son ouvrage sur le « Bureau des finances de la généralité de Poitiers » (1884).

(108) Bibl. nat. Manuscrits français 3.886, f° 103.

(109) Cf. Une lettre datée du 15 septembre 1679 de Olivier ESVE, trésorier de France à Poitiers à ses collègues du bureau après une visite faite au bureau de Paris (Arch. dép. de la Vienne C 228 et BONVALLET, p. 262).

(110) Ce pouvait être une suite des dissensions qui s'étaient élevés entre Claude RIDEL et Anne SAINCTOT. TALLEMANT DES REAUX leur a consacré une de ses « Historiettes » et nous a conservé une réplique cinglante d'Anne SAINCTOT à son mari qui lui reprochait « d'être une coquette ».

(111) Arch. dép. de la Vienne C 227.

(112) Ce pourrait être toutefois une seconde version de l'incident de 1651, relaté plus haut.

2) RELATIONS DES TRÉSORIERIS DE FRANCE AVEC LE CONSEIL DU ROI ET LA DIRECTION DES FINANCES.

Il n'est guère de lettres des bureaux des finances à leur assemblée générale où il ne soit question du « Conseil » (113).

C'était pour les trésoriers de France une entité qui symbolisait l'autorité supérieure tant administrative que judiciaire. Ils ne s'inquiétaient point d'ailleurs des divers aspects que pouvait présenter le Conseil du roi. En fait, sous la réserve de quelques matières qui allaient jusqu'au « Conseil d'en-haut » (114), ils avaient à faire soit au « Conseil de direction des finances » qui se tenait le mercredi, soit au « Conseil d'Etat et des finances » qui se tenait le jeudi et qui, ayant perdu progressivement au profit du premier une grande partie de ses attributions, ne connaissait plus guère que les affaires contentieuses d'ordre financier où des parties privées étaient intéressées.

C'est à ces assemblées que, suivant l'article 38 du règlement du 18 janvier 1630 (115) fait par le roi « touchant l'ordre de ses Conseils et des affaires qui y sont traitées », les « lettres escriptes par les trésoriers de France portant avis considérables au fait des finances de S. M. estoient leues » et qu'il était « délibéré sur la response qui devoit estre faite » (116).

Parfois, le Conseil entendait, pour une affaire déterminée, un ou plusieurs trésoriers de France, convoqués soit nominativement, soit sur désignation de leur bureau.

A défaut du roi qui — au moins à l'époque dont nous occupons plus spécialement — n'y venait pas, les Conseils en cause étaient présidés par le chancelier, alors Pierre SÉGUIER (1588-1672), en fonc-

(113) Sur le Conseil du roi à l'époque :

G. DESJARDINS : « Fonds du Conseil d'Etat de l'ancien régime aux Archives nationales. Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, 1898, p. 5 à 55 (Bibl. nat. 8° Lc18 et Mss 637).

Georges PAGÈS : « Le Conseil du roi sous Louis XIII ». Revue d'histoire moderne et contemporaine. Etudes sur l'histoire administrative et sociale de l'ancien régime. Paris, 1937, t. XII, p. 293 à 324 (Bibl. nat. 8° G 11.641, 1937).

François OLIVIER-MARTIN : « Le Conseil d'Etat du roi ». Cours de droit public (polycopié). (1947-1948 (Bibl. nat. 4° F 3.311) (14).

Et surtout M. Roland MOUSNIER : « Le Conseil du roi de la mort de HENRI IV au gouvernement personnel de LOUIS XIV ». Etudes d'histoire moderne et contemporaine. Paris, 1947, p. 29 à 67 (8° G 14.998-1947 et 8° Lf17 28).

Id. : « Les règlements du Conseil sous LOUIS XIII ». Annuaire-Bulletin de la Société de l'Histoire de France. Paris, 1947, p. 93 à 216 (Bibl. nat. 8° Lc18 et 27 bis et 8° Lf17 29).

(114) Notamment depuis 1624, l'état général des finances, les états bi-mensuels des dépenses, les édits bursaux, les traités de finances, les rabais et diminution sur les fermes et qui faisaient d'ailleurs l'objet d'un premier examen par le Conseil des finances. La liste fut encore allongée en 1630.

(115) Bibl. nat. Manuscrits français 18.152, f° 57 v°. Le règlement a été reproduit par M. MOUSNIER dans ses : « Règlements du Conseil du roi », p. 190.

(116) Précédemment, le règlement du 5 octobre 1579 avait prévu que le Conseil consacrerait à l'examen des affaires des trésoriers de France les matinées des mardi et vendredi.

tion depuis 1635 et même en réalité depuis 1633, année où les sceaux lui avaient été remis.

C'était un homme de vaste expérience et de profond savoir. Il lui a été reproché de ne pas avoir eu toujours, au moins à l'égard des grands (117), toute la fermeté de caractère désirable, mais celle dont il témoigna suffit déjà à le faire éloigner du pouvoir à deux reprises pendant la Fronde (du 1^{er} mars au 13 avril 1650, puis en septembre 1651). La première fois, il avait cédé les sceaux à Charles de L'AUBESPINE, marquis de CHATEAUNEUF (1580-1653) qui les avait déjà tenus de 1630 à 1633; la seconde, au premier président Mathieu MOLÉ (1584-1656), qui les conserva jusqu'à sa mort, bien que SÉGUIER eût repris assez vite la direction des affaires. Le fait était sans précédent et ne devait pas se reproduire.

Sauf l'impulsion générale qu'il donnait aux affaires, le chancelier ne pouvait guère que suivre d'assez loin le détail de l'administration financière, bien qu'en principe la plupart des requêtes et des comptes rendus lui fussent adressés au moins nominalemeut et qu'il eût à donner sa signature à une infinité de pièces.

Quant aux quatre secrétaires d'Etat (118), ils ne semblaient jouer en matière de finances qu'un rôle assez formel, leur signature étant exigée sur tout acte ou lettre du roi, ce qui compliquait parfois les choses. Une lettre du 19 avril 1649 (119) de LENOIR, trésorier de France à Orléans, détaché auprès de l'intendant des finances LE TILLIER, nous apprend qu'il était parvenu difficilement à trouver un secrétaire d'Etat pour signer une pièce intéressant les trésoriers de France, l'un étant trop occupé, l'autre pas arrivé, le troisième objectant qu'il s'agissait d'une généralité qui n'était pas de son ressort.

Le soin de l'administration financière incombait essentiellement au surintendant ou aux surintendants des finances.

Sans parler de Claude de MESMES, comte d'AVAUX (1595-1650), négociateur du traité de Westphalie, de grand prestige, surintendant depuis 1643, mais qui n'intervenait guère dans les finances que pour rappeler ses droits chaque fois que l'autre surintendant était remplacé, la surintendance fut occupée successivement, après le départ de Michel PARTICELLI D'ÉMERY, le 10 juillet 1648, par le maréchal de LA MEILLERAYE (1602-1664) (120); le 9 novembre 1649, de nouveau par PARTI-

(117) A l'égard des petits, il témoigna parfois de la vigueur, ainsi qu'il sera indiqué plus loin, p. 337, à l'occasion de la révolte des « va-nu-pieds » en Normandie.

(118) Inchangés pendant toute la période de la Fronde :

— Michel LE TELLIER, sgr de Chaville et de Louvois (1603-1685), en fonction de 1643 à 1666, puis chancelier de France;

— Henri de GUENEGAUD, sgr du Plessis (1609-1671), en fonction de 1643 à 1669;

— Henri-Auguste de LOMÉNIE DE BRIENNE (1595-1666), en fonction de 1643 à 1663 (avec survivance à son fils « le jeune BRIENNE »);

— Louis PHELYPEAUX, sgr de la VRILLIÈRE (1598-1681), gendre de PARTICELLI D'ÉMERY, en fonction de 1629 à 1676 (avec survivance à ses fils).

(119) N° 80 du recueil de lettres de FOURNIVAL.

(120) Charles de la PORTE, duc de la MEILLERAYE, cousin germain de RICHELIEU.

CELLI D'ÉMERY, que LA MEILLERAYE avait fait regretter; à sa mort le 25 mai 1650 par René de LONGUEIL, marquis de MAISONS, président au Parlement de Paris, remplacé à l'occasion de la majorité du roi le 8 septembre 1651 par le marquis, puis duc de LA VIEUVILLE (1582-1653), qui avait déjà occupé la surintendance des finances en 1623 et en avait été écarté par RICHELIEU; enfin, après la mort de LA VIEUVILLE (décédé le 1^{er} janvier 1653) et un interrègne, conjointement par Abel SERVIEN, marquis de SABLÉ (1593-1659), ambassadeur et secrétaire d'Etat et Nicolas FOUCQUET (1615-1680), procureur général au Parlement de Paris (121).

Depuis le 10 juillet 1648, les surintendants étaient assistés de deux directeurs des finances créés lors de la nomination du maréchal de LA MEILLERAYE, spécialiste incontesté des sièges de places, mais dont la compétence financière causait des inquiétudes.

Pour leur désignation, le choix du gouvernement se porta, par réaction contre PARTICELLI D'ÉMERY, sur deux conseillers d'Etat d'une honorabilité parfaite, mais « peu entendus aux affaires », Etienne d'ALIGRE (1592-1677) (122) et Antoine BARILLON DE MORANGIS (vers 1595-1672), si bien que la situation ne s'améliora guère (123).

Au-dessous des directeurs, se trouvaient les intendants des finances qui, comme les secrétaires d'Etat, se partageaient les généralités tout en ayant la charge de certains services déterminés (124).

Au nombre de quatre depuis plus de trente ans, ils furent portés à huit en 1649 (125), tant pour suppléer à la suppression des intendants

(121) Sauf peut-être SERVIEN, tous eurent de leur temps une fort mauvaise réputation, mais qui semblait plutôt attachée à leurs fonctions qu'à des faits positifs. Il n'est pas évident qu'ils fussent plus malhonnêtes que d'autres, mais ils ne l'étaient probablement pas moins. En tout cas, Nicolas FOUCQUET seul devait connaître de sérieux désagréments.

(122) Fils d'un premier Etienne d'ALIGRE (1550-1635), chancelier de France, frère de Louis d'ALIGRE, trésorier de France à Bourges, Etienne d'ALIGRE (1592-1677) avait été successivement conseiller au Grand Conseil en 1615, ambassadeur à Venise, conseiller d'Etat en 1635, intendant à Caen en 1638, commissaire du roi aux Etats de Languedoc le 1^{er} juillet 1645, conseiller d'honneur au Parlement de Paris. Il sera membre du Conseil royal des finances en 1661, et, devenu doyen du Conseil d'Etat, sera nommé garde des sceaux en 1672, puis chancelier de France en 1674.

(123) Il devait s'y ajouter le 18 février 1653 un troisième directeur, Claude MENARDEAU DE CHAMPRE, conseiller au Parlement de Paris.

(124) Quand ils étaient au nombre de quatre, la répartition des généralités et services était parfois celle-même adoptée pour les secrétaires d'Etat. Tout intendant des finances était ainsi jumelé avec un secrétaire d'Etat.

(125) Le nombre des intendants des finances avait déjà été porté à huit en 1594, à la mort du marquis d'O, quand la surintendance des finances avait été remplacée par un conseil de huit membres (en plus des intendants des finances).

Dès le 15 avril 1596, par une lettre adressée à SULLY et insérée par lui dans ses « royales économies » (éd. GALLIMARD, p. 146), HENRI IV avait manifesté en termes véhéments le peu de satisfaction que lui avait donnée cette nouvelle organisation :

« ... L'on m'avoit fait croire que la ruine de mes revenus n'estoit provenue que de ce qu'un seul en dispoisoit avec autorité absolue... mais les huit personnes que j'ai mises dans les finances ont fait bien pis que leur devancier... Ces messieurs là et cette effrénée quantité d'intendants, qui se sont fourrés avec eux par compère et commère, ont bien augmenté les grivelées et, mangeant le cochon ensemble, consommé plus de 1.500.000 écus... en payant de vieilles dettes par eux prétendues.

« Mes chemises sont déchirées, mes pourpoints percés au coude... Jugez si

des généralités que pour donner quelque crédit à l'Etat (126). Sauf exception, ils furent choisis en effet, non comme par le passé, parmi les techniciens de l'administration, mais parmi les financiers ayant une influence personnelle et susceptibles d'apporter des ressources à la trésorerie aux abois.

Nous donnons ci-après, à titre documentaire, la répartition des généralités et services faite entre les huit intendants des finances par arrêt du Conseil du roi du 23 juin 1649 (127) :

- 1° *Jacques Tubeuf* (vers 1600-1670) — déjà cité nombre de fois —, intendant des finances depuis 1641 (remplacé le 20 janvier 1650 par Pierre GARGAN) (128).

Généralités de Paris, Riom et Dijon.

Gabelles de France - Entrées de Paris - Maisons royales - Clergé - Extraordinaire de la guerre - Parlement de Paris.

- 2° *Séraphin de Mauroy* (129), intendant des finances depuis 1641. Généralités de Lyon, Montpellier et Toulouse.

Cinq grosses fermes - Bois - Bâtiments - Barrages - Boues et pavés de Paris - Cour des monnaies.

je dois souffrir que les financiers et trésoriers me fassent mourir de faim et qu'eux tiennent des tables friandes et bien servies, que ma maison soit pleine de nécessités et les leurs de richesses et d'opulences... ».

(L'authenticité de la lettre de HENRI IV a parfois été contestée, notamment par Albert CHAMBERLAND dans une étude sur le Conseil des finances publiée en 1905 dans la « Revue HENRI IV » (Bibl. nat. Lc21 158 bis, p. 21 à 26). Il n'est pas impossible que, après avoir supprimé la lettre ainsi que le roi le lui avait demandé, SULLY en ait rétabli de mémoire le texte en l'arrangement quelque peu).

Dès 1598, en même temps qu'on revenait à la surintendance, les huit intendants des finances avaient été supprimés, deux postes seulement étant rétablis peu après. Le nombre de quatre avait de nouveau été admis sous Louis XIII.

(126) Leur nombre fut porté à douze en 1654 pour être ramené à quatre le 17 octobre 1658.

Les quatre offices subsistants furent supprimés par COLBERT, leurs titulaires étant remplacés par deux commissaires.

(127) « Etat de la France pour 1649 » par « le père Ange », capucin (Bibl. nat. Lc25 7). Cette publication, comme d'ailleurs celle des années suivantes, précise assez bizarrement que TUBEUF travaillait « plus que tous les autres ensemble ».

(128) Pierre GARGAN — ou GARGAM — (vers 1695-1657), natif de Châlons-sur-Marne, marié à la fille d'un élu et échevin de Châlons; secrétaire du roi en 1636, breveté conseiller du roi en ses Conseils d'Etat et privé en 1647, intendant des finances du 20 janvier 1650 à sa mort, en septembre 1657 (Gazette de France du 22 de ce mois).

(129) Séraphin (de) MAUROY, sgr de GERMIGNY et de SAINT-OUEN (vers 1600-1662), fils d'un huissier du Conseil du roi; d'abord huissier au Parlement, puis commis de Claude CORNUEL, intendant des finances et secrétaire du Conseil d'Etat; secrétaire du roi « signant en finances » en 1637; 1^{er} commis du secrétaire d'Etat SUBLET DE NOYERS; intendant des finances le 31 décembre 1641 et breveté conseiller du roi en ses Conseils d'Etat et privé; maintenu comme intendant des finances le 17 octobre 1658, mais résignant sa charge en faveur de Denis MARIN et fait conseiller d'Etat ordinaire; décédé en mars 1662.

3° *Claude Le Charon* (130), intendant des finances depuis 1643 (remplacé en 1650 par Barthélemy HERVART) (131).

Généralités de Châlons, Dauphiné et Bretagne.

Aides - Domaine de la reine - Marine - Cour des aides.

4° *Pierre Mallier de Moncharville* (132), intendant des finances depuis 1643 (remplacé en 1650 par Denis MARIN) (133) (vers 1600-1678).

Généralités de Rouen, Caen et Alençon.

(130) Claude LE CHARON, sgr de VILLEMARÉCHAL (vers 1590-1649), d'une puissante famille parisienne (ses sœurs avaient épousé, l'une, le surintendant des finances, puis 1^{er} président du Parlement BOCHART DE CHAMPIGNY, l'autre le futur maréchal duc de CHOISEUL); conseiller au parlement de Paris en 1615; maître des requêtes ordinaires de l'hôtel du roi en 1623; breveté conseiller du roi en ses Conseils d'Etat et privé en 1624; procureur général de la reine Anne d'Autriche en 1635; maître des requêtes honoraire en 1637; intendant des finances et conseiller d'Etat ordinaire le 30 mai 1643; décédé à Paris le 9 novembre 1649.

(131) Né à Lyon en 1607, d'une famille de banquiers protestants d'Augsbourg, Barthélemy HERVART (ou HERWARTH) avait avancé en 1639 l'argent nécessaire pour la levée de l'armée de Bernard de SAXE-WEIMAR, puis en 1648 pour la retenir au service de la France, alors que TURENNE voulait l'engager dans la Fronde. Il avait conservé, en garantie d'avances consenties à MAZARIN, les tapisseries et l'argenterie du Cardinal en en empêchant ainsi la dispersion. Il avait acquis, par ailleurs, et fait aménager le château de Saint-Cloud, revendu par la suite au duc d'ORLÉANS. Supprimé comme intendant des finances le 17 octobre 1658, il deviendra conseiller d'Etat ordinaire et mourra en 1676. Son refus d'abjurer le protestantisme l'avait écarté du contrôle général des finances en laissant place nette à COLBERT. Sur Barthélemy HERVART, cf. Claude BADOLO-DULONG : « Banquier du roi; Barthélemy HERVART » (1606-1676). (Bibl. nat. 16° Ln27 84.771).

ANNE d'HERVART, son fils, fut conseiller au Parlement de Paris, puis maître des requêtes. Ainsi qu'il a été dit (p. 239, note 54), ce fut sa femme qui recueillit LA FONTAINE après la mort de Madame de LA SABLÈRE.

Il existe dans la série « Cabinet d'Hozier » (357) de la Bibliothèque nationale une curieuse lettre datée du 23 mai 1654 du HERVART de Bruxelles exposant à un correspondant qu'à son dernier voyage en Allemagne il avait été reçu par un cousin, alors grand-chancelier de Bavière; ce dernier lui avait montré avec orgueil une carte d'Europe où il apparaissait que des HERVART étaient installés dans les villes principales des divers pays et y occupaient les plus brillantes situations; Barthélemy HERVART y figurait en bonne place.

(132) Pierre MALLIER, sgr de MONCHARVILLE (hameau à 5 kilomètres au nord de Pithiviers) (1606-1676), intendant des finances depuis 1643 en remplacement de son père — qui avait été trésorier de France à Orléans; cédant sa charge pour 210.000 livres à Denis MARIN en mai 1650.

(133) Denis MARIN, sgr de LA CHATEIGNERAIE (vers 1600-1678); suivant une note des « Dossiers bleus » de la Bibliothèque nationale que nous reproduisons sous toutes réserves : « fils d'un savetier et passeur sur la Saône, d'abord apprenti savetier à Auxonne, mais n'ayant pas de quoi se faire recevoir maître, vint à Paris, fut valet de pied du prince de CONTI, puis valet du s^r COCQUET, contrôleur de la Maison du roi (Cf. supra, p. 135) qui lui fit apprendre à écrire et à copier les écritures de la Maison du roi et puis le donna à M. de NOUVEAU, trésorier des parties casuelles, sous lequel il prit l'air des affaires du Conseil », secrétaire du roi en 1632; adjudicataire général des gabelles de France en 1635; breveté conseiller du roi en ses Conseils; intendant des finances aux armées, à plusieurs reprises; intendant des finances de France en remplacement de Pierre MALLIER en 1650 (Gazette de France du 4 juin); marié en secondes noces le 1^{er} janvier 1657 à Marguerite COLBERT, cousine germaine du grand COLBERT et veuve de Jacques MERAULT, trésorier de France à Soissons; « retranché » comme intendant des finances le 17 octobre 1658; puis réintégré presque aussitôt sur la résignation de Séraphin de MAUROY, et fait conseiller d'Etat ordinaire; encore en fonctions à sa mort, le 27 juin 1678 (Gazette de France du 9 juillet).

Ponts et chaussées - Patente du Languedoc - Arsenal -
Ferme du fer - Ferme des cendres - Le Grand-Conseil.

- 5° *Jacques Le Tillier* (134), intendant des finances de la création de 1649.

Généralités d'Amiens, de Poitiers et de Provence.

Fermes - Gabelles de Provence et du Dauphiné - Douane de Valence - Ferme de Brouage - Chambre des comptes.

- 6° *Jacques Bordier* (135), intendant des finances de la création de 1649.

Généralités de Bordeaux et de Montauban, Béarn et Navarre.

Convoi de Bordeaux - Coutume de Bayonne - Domaine de Navarre.

- 7° *Etienne Foullé* (136), intendant des finances de la création de 1649.

Généralités de Bourges, Limoges et Soissons.

Gabelles du Lyonnais - Surtaux de Lyon - Neuf livres 18 sols de Picardie - Ligue des Suisses.

(134) Petit-fils d'un échevin de Poitiers — donc sans aucun rapport avec les LE TELLIER, bien que la confusion fût faite constamment et que l'intéressé fit peu pour l'éviter —, Jacques LE TILLIER, sgr de La Chapelle-en-Brie, avait été reçu conseiller au Parlement de Metz le 30 mai 1634; maître des requêtes le 4 août 1642, il avait régularisé le 20 juillet 1648 son union avec la riche Marguerite de LA BARRE, veuve du procureur général à la Cour des aides Nicolas LE CAMUS (beau-frère du surintendant des finances PARTICELLI D'EMERY (Cf. « Journal de DUBUISSON-AUBENAY »); intendant des finances au début de juillet 1649 (Gazette de France du 3) et contrôleur général des finances le 15 septembre 1657, il se défit peu après de ses deux charges pour prendre celle de receveur des consignations du Parlement qui passait pour être de très grand rapport. Mal lui en prit, car il fit en 1668, une banqueroute de plus de 1.400.000 livres, à la suite de laquelle il fut reconnu que la charge dépassait les limites d'un seul homme; il fut remplacé suivant une ordonnance du 16 juillet 1669, enregistrée au Parlement et à la Chambre des comptes le 28 août, par une « compagnie de personnes de probité et d'expérience » qui assumait le déficit (c'est l'origine lointaine de notre Caisse des dépôts et des consignations); retiré à Venise, LE TILLIER y mourut oublié en 1680.

(135) Jacques BORDIER, sgr du RAINCY et de BONDY, fils d'un chandelier de la Place Maubert; d'abord avocat au Parlement, puis « entrant dans les affaires »; secrétaire du roi en 1626; « étant de tous les traités », achetant le 17 janvier 1635 à Claude CORNUEL pour 600.000 livres sa charge de secrétaire ordinaire du Conseil d'Etat et direction des finances; accroissant encore considérablement sa fortune et faisant construire le château du Raincy — qui lui revint, paraît-il, à plus d'un million; intendant des finances en juin 1649 (Gazette de France du 3 juillet); breveté conseiller du roi en ses Conseils d'Etat et privé; maintenu comme intendant des finances le 17 octobre 1658; décédé le 7 février 1660.

(136) Fils d'un maître des requêtes et beau-fils de Gilbert GAULMIN, Etienne FOULLÉ, sgr de PRUNEAUX (vers 1600-1673), successivement greffier des présentations au Parlement de Paris le 27 juin 1624, conseiller au même Parlement le 14 mai 1632, premier président de la Cour des aides de Guyenne le 2 août suivant (en remplacement de LAUBARDEMENT), maître des requêtes le 5 août 1636, avait été intendant de Limoges, puis, après la suppression des intendants de généralité, était devenu intendant des finances (Gazette de France du 3 juillet 1649); supprimé comme intendant des finances le 17 octobre 1658, il redeviendra alors intendant de généralité.

8° *Guillaume de Bordeaux* (137), intendant des finances de la création de 1649.

Généralités de Moulins, Orléans, Tours, ainsi que de Metz, Toul et Verdun.

Taillon - Gabelles de Languedoc - Domaine de Château-Renault - Domaine de Calais - Gabelles des Trois-Evêchés (138).

Avec les surintendants et directeurs des finances, ainsi que le contrôleur général des finances (139), les intendants des finances avaient entrée au Conseil; ils ne siégeaient toutefois pas à sa table, mais seulement sur un banc derrière « la chaise » du roi. Au demeurant, ils rapportaient les affaires devant le Conseil dans les mêmes conditions que les maîtres des requêtes (140).

On ne saurait en terminer avec le personnel supérieur des finances qui, avec les conseillers d'Etat (ordinaires ou de semestre), participaient aux délibérations du Conseil du roi, sans faire mention de personnages souvent oubliés, mais dont l'influence bien que discrète était considérable, les quatre « secrétaires du Conseil d'Etat et des finances » servant par trimestre. Leur charge était une des plus chères qui fût (de 900.000 livres à 1 million), sans rapport avec les prix de celles de

(137) Guillaume de BORDEAUX, sgr de NEUVILLE et GENITOT (vers 1590-1660), payeur des gages de la Chambre des comptes à la suite de son père en 1613; secrétaire du roi et secrétaire du Conseil d'Etat et direction des finances en 1633; breveté conseiller du roi en ses Conseils d'Etat et privé; intendant des finances en juin 1649 (Gazette de France du 3 juillet); maintenu à la réorganisation du 17 octobre 1658; décédé à Paris le 4 octobre 1660 (Gazette de France du 9). A été souvent confondu fâcheusement, tant par ses contemporains que par la postérité, avec Christophe de BORDEAUX, receveur général des finances à Tours, qui avait fait banqueroute et n'avait d'autre lien avec lui que d'avoir marié sa fille à son fils (Antoine de BORDEAUX, maître des requêtes et ambassadeur en Angleterre).

(138) A titre documentaire, nous donnons ci-après, selon FORBONNAIS, le produit en livres des diverses sources de recettes énumérées ci-dessus, pour 1649 :

Gabelles de France 13.624.000 — Entrées de Paris 2.520.000 — Cinq grosses fermes 3.048.882 — Ventes de bois 911.310 — Ferme générale des aides 3.549.712 — Domaine de la reine Marguerite 64.000 — Domaine de la reine-mère 253.168 — Patente du Languedoc 420.000 — Ferme du fer 160.000 — Ferme des cendres gravellées et soudes 70.000 — Gabelles de Provence et de Dauphiné 806.000 — Ferme de Brouage (sel) 254.000 — Convoi de Bordeaux (sur les sels, vins et pastels passant sur la Garonne et la Dordogne) 2.300.000 — Coutume de Bayonne 70.000 — Domaine de Navarre, ancien 83.000, nouveau 205.265 — Tiers sur taux (de la douane) de Lyon 60.000 — Neuf livres dix-huit sols de Picardie 173.800 — Gabelles du Languedoc et du Lyonnais 3.609.000 — Domaine de Châteaurenault 142.000.

(139) Antoine LE CAMUS, sgr d'EMERY et de COURGERIN (vers 1603-1687), président à la Chambre des comptes, qui avait succédé le 17 avril 1648 à Michel PARTICELLI d'EMERY, son beau-frère, à qui il avait payé son office 600.000 livres « avec une chaîne ». Il avait dit le même jour à Olivier LEFVÈRE d'ORMESSON, qui consigna le fait dans son journal (Ed. CHÉRUEL, t. I^{er}, p. 75) « qu'il avait 54.000 livres d'appointements et que M. le Cardinal en avoit 35.000 sur le revenu ».

Pendant la période de la Fronde, Jacques TUBEUF, après son remplacement comme intendant des finances, et Claude MENARDEAU DE CHAMPRÉ, directeur des finances en 1653, furent également contrôleurs généraux des finances, mais peut-être seulement par commission.

(140) Plus tard, les nominations d'intendants des finances donneront rang parmi les conseillers d'Etat et ce sera l'occasion de discussions rapportées par SAINT-SIMON (Ed. CHÉRUEL, t. I^{er}, p. 394).

greffier du « Conseil privé ou des parties » à caractère beaucoup plus judiciaire (141).

Il est bien évident que le Conseil du roi n'aurait pu prendre parti sur les quelque cent affaires inscrites au rôle de ses séances si le travail n'avait été préparé à l'avance dans des commissions ou des bureaux d'une discrétion telle qu'ils ont laissé peu de traces (142). Peut-être des secrétaires du roi jouaient-ils un certain rôle à cet égard, mais il n'est pas évident que, dans leurs fonctions, ils ne fussent pas eux-mêmes secondés par des idoines.

*
* *

Une lettre du bureau des finances de Bordeaux à Léonard d'ESSENAULT, trésorier de France au bureau, délégué par lui à Paris, nous livre un aspect un peu inattendu du Conseil et plus généralement des mœurs de l'époque. Par cette lettre, datée du 16 juin 1644, le bureau, se fondant sur l'exemple d'autres corps, autorisait ESSENAULT à lui chercher discrètement un protecteur au Conseil, moyennant une pension de trois mille livres (143), « puisque nous sommes sy malheureux que pour conserver nos intérêts, appuyés sur la justice, il faille donner notre bien et il vaut mieux donner un peu pour sauver le reste, que si nous estions la proie de cette maudite sangsue de partisans ».

De tels trafics d'influence étaient, sinon admis, du moins considérés avec indulgence (144).

*
* *

Sur le plan professionnel, les relations entre les trésoriers de France et le Conseil du roi au cours de la Fronde furent assez nuancées.

En mai 1649, l'Assemblée générale transmet aux bureaux des finances l'expression du désir exprimé par le chancelier qu'ils informent le Conseil du roi de ce qui advenait dans les généralités. La plupart des bureaux ne comprirent pas de quoi il s'agissait et des demandes d'explication du bureau de Caen restèrent sans réponse, ce qui provoqua de sa part la réaction assez vive à laquelle il a été fait allusion au titre des rapports entre les bureaux et l'Assemblée générale (p. 251).

(141) Bien que fils d'un chandelier de la place Maubert, Jacques BORDIER, secrétaire du Conseil d'Etat et des finances et intendant des finances, était un personnage assez important pour que Louis XIV allât parfois passer l'après-midi en sa propriété du Raincy.

(142) M. MOUSNIER a abordé la question dans son travail sur le « Conseil du roi » (p. 48).

(143) Arch. dép. de la Gironde C 3.879.

(144) Trente ans plus tard, le maréchal d'ESTRADES (1607-1686) sera encore pensionné par la ville de Dunkerque pour soutenir ses intérêts auprès du gouvernement (Cf. Emile BOUCHET, « Dunkerque sous Louis XIV d'après des documents inédits » — Mémoires de la Société dunkerquoise, t. XXXIX, 1904, notamment p. 180, Bib. nat. 8° Z 28.167).

En réalité, la suppression des intendants avait laissé le gouvernement sans représentants dans les généralités et il avait pensé les remplacer comme agents d'information par les bureaux des finances. Mais il était bien difficile à ces derniers de remplir une telle tâche qui, à une époque de troubles, les aurait fatalement fait sortir du rôle purement administratif dans lequel ils se cantonnaient pour les faire entrer dans la politique.

Une tâche d'informateur nécessite d'ailleurs une discrétion qui ne peut être espérée d'un organisme composé de nombreux membres.

En fait, l'affaire ne comporta pas de suites appréciables.

Les bureaux des finances tentèrent par contre de trouver auprès du Conseil du Roi un appui dans leur lutte contre les autres autorités et notamment celles qui auraient dû leur être subordonnées, les officiers des élections et des greniers à sel. Ils furent surpris de le trouver toujours fort réticent et de doctrine incertaine (145). Ils lui reprochèrent surtout de manquer d'autorité en n'avalisant pas leurs prétentions. « Il y a peu à attendre du Conseil » est une expression qu'on retrouve sans cesse dans les lettres des bureaux. De fait, plutôt que de s'immiscer dans leurs querelles, le Conseil suggérait volontiers aux trésoriers de France de s'intéresser davantage au recouvrement des impôts et de l'accélérer le plus possible, afin de pouvoir faire de « bonnes voitures à l'Epargne ».

Le bureau des finances de Lyon voyait d'ailleurs clair en jugeant en mai 1651 (146) que le Conseil du roi était en réalité hostile aux trésoriers de France comme aux autres officiers qui avaient fait limiter ses pouvoirs par les déclarations de 1648 et qu'il s'en vengerait dès qu'il pourrait rétablir l'ordre antérieur : « Il (le Conseil) pourra bien reprendre son autorité et nous laisser abattre dans ces fâcheuses attaques (des élus et Cours des aides) parce qu'il pourra nous comprendre dans le ressentiment qu'il se réserve d'exercer dans cet Etat contre tous les officiers du royaume contre lesquels il présume avoir reçu son abaissement ». Aussi proposait-il aux autres bureaux d'unir leurs efforts pour obtenir un règlement général qui les mettrait à l'abri des attaques des autres officiers « sans attendre ce temps-là, auquel l'on se promet de renvoyer les intendants pour y continuer leurs usurpations sur nos charges ».

*
**

Il a été dit (p. 116) au titre de la responsabilité des trésoriers de France devant le Conseil du roi comment, quand l'un d'eux faisait preuve d'une indépendance excessive à son égard ou à celui de ses

(145) Cf. par exemple lettre du bureau de Caen n° 81 du 7 décembre 1648 : « En treize jours la scène des affaires, comme celle des comédies, change fort souvent au Conseil. La déclaration du roi de septembre dernier défendait tous les traités des tailles et ils ont été autorisés plus que jamais dans toute l'étendue de notre généralité ».

(146) Lettre n° 230 du 16 mai 1651.

représentants, le Conseil du roi l'interdisait de ses fonctions et charges.

La mesure pouvait être étendue à tout un bureau, des commissaires spéciaux étant alors désignés pour assurer le service (147).

Dans le passé, et sans parler de la période de la Ligue (148), pareille aventure était arrivé au bureau des finances de Rouen, interdit par lettres patentes du 15 décembre 1639 (149), deux jours avant le Parlement et la Cour des aides de Rouen, après la révolte des « vanu pieds » (150). Le service avait été assuré par deux maîtres des comptes de Paris (151), bien que la Chambre des comptes de Rouen eût échappé à l'hécatombe (152). Nous avons déjà dit qu'en 1654 une mesure semblable fut prise pour le bureau de Limoges.

A l'égard de l'ensemble d'un bureau, comme d'ailleurs des Cours

(147) Les Cours souveraines de Paris n'étaient pas exemptes, le cas échéant, d'une telle sanction. Le 27 juin 1586, la Chambre des comptes de Paris avait été interdite parce que le comte de Soissons (Charles de Bourbon) (1566-1612), venu à la Chambre y tenir séance de prince pour la vérification de certains édits, n'y avait trouvé que le premier président, l'avocat général et le greffier.

La Cour des aides de Paris avait subi une semblable disgrâce le 27 février 1631 parce que, encore moins heureux que son père, le nouveau comte de Soissons (Louis de Bourbon, 1602-1641), venu lui aussi tenir séance de prince pour la vérification de textes contestés, n'y avait trouvé personne.

Des mesures d'interdiction seront prononcées pendant la Fronde, avec généralement des succès limités, contre certains Parlements et notamment ceux de Paris, Rouen et Bordeaux. Il était en effet difficile de leur trouver des remplaçants et une tentative de transfert de leur souveraineté aux présidiaux (déclaration du roi du 23 janvier 1649 — Bibl. nat. F 23.611 (963) échoua devant le refus de ces juridictions.

(148) En 1596 encore, après qu'un édit eût été pris en mars pour ramener par voie d'extinction l'effectif de chaque bureau des finances à deux trésoriers de France (Bibl. nat. Manuscrits français 16.598, f° 1 à 4 v°), des arrêts du Conseil du roi étaient intervenus les 14, 29 et 31 juillet pour interdire tous les trésoriers, à l'exception de deux par bureau, celui qui serait député à l'Assemblée des notables convoquée à Rouen et un autre, désigné par le roi. Des commissaires — dont SULLY et Antoine RIBAUT — avaient été délégués dans les généralités pour mettre en application la mesure, ce qui avait provoqué les protestations des bureaux (Cf. l'étude d'Albert CHAMBERLAND dans la « Revue HENRI IV » de mars 1909 (Bibl. nat. 8° Lc21 158 bis).

Jean LE BLANC DE LA VALLIÈRE, déjà cité, député du bureau de Tours à l'Assemblée des notables de Rouen et secrétaire de la 1^{re} Chambre de cette assemblée, lui avait présenté le 10 novembre 1596 en termes véhéments un « Mémoire pour les trésoriers généraux du bureau des finances de Thours sur l'injure qu'ils ont reçue par le Sr de ROSNY se disant commissaire du roi pour leur interdire l'exercice de leur office (Bibl. nat. Manuscrits français 20.153, f° 993 à 997 — documents provenant des SAINTES MARTE — reproduit par Albert CHAMBERLAND, p. 12 à 15 de son étude).

Le 18 novembre, le Conseil du roi avait levé l'interdiction prononcée, mais en faisant encore défense à ceux qui n'avaient pas été réservés d'exercer leur office avant que l'Assemblée des notables de Rouen ne se soit prononcée sur le cas des trésoriers de France (Arch. nat. E 1^{lb}, f° 104 r°).

En définitive, l'affaire s'était soldée par les taxes imposées aux trésoriers, puis la reprise en novembre 1598, en un nouvel édit, de l'essentiel des dispositions de celui de mars 1596 (Bibl. nat. Manuscrits français — nouvelles acquisitions 9.781 et supra, p. 10).

(149) Bibl. nat. F 39.195 (1).

(150) Cf. infra, p. 337.

(151) Savoir Antoine de PARIS DE LA BROUSSE (vers 1574-1651) et Philippe de COULANGES (1595-1659), déjà cité, ancien trésorier de France à Paris, suivant commission du 9 janvier 1640, vérifiée à Rouen le 23 (Bibl. nat. F 39.195 (11).

(152) Les trésoriers de France de Rouen avaient toutefois été moins mal traités que les membres du Parlement, qui avaient été contraints de quitter la ville.

et Parlements, le Conseil du roi disposait d'une autre sanction dont il usa et même abusa jusqu'à la fin de l'ancien régime : l'exil ou plus exactement la relégation dans une localité de moindre importance. C'est ainsi que, pendant la Fronde, le bureau des finances de Limoges fut relégué en juin 1650 à Saint-Léonard, à titre de sanction. Il fut ramené à Limoges le 30 septembre et placé sous la « sauvegarde du roi et du présidial » (153).

De tels transferts ne doivent évidemment pas être confondus avec les déplacements exigés par la situation politique ou les épidémies dont il a été question à l'occasion du service des bureaux (p. 229), déplacements qui ne se faisaient habituellement que sur la proposition du bureau lui-même. Dans certains cas toutefois, il pouvait y avoir doute sur la nature de la mesure comme, par exemple, quand en 1652 le bureau des finances de Paris fut invité, comme le Parlement et la Chambre des comptes, à aller à Pontoise, puis « transféré » à Senlis.

Pour le pouvoir royal, les mesures d'exil n'étaient d'ailleurs pas sans inconvénients, car elles avaient une contrepartie : le retour. A Paris, les différends des juridictions avec le roi ne passionnaient généralement pas les masses qui ne voyaient dans l'exil des compagnies qu'une sanction probablement justifiée contre des robins; aussi, après avoir éprouvé les inconvénients d'une installation improvisée, les membres du Parlement de Paris et autres compagnies regagnaient-ils la capitale, l'oreille assez basse, et l'expression : « Avoir l'air de revenir de Pontoise » est restée dans la langue. Pour les bureaux des finances, si l'exil sanctionnait une manifestation excessive d'indépendance de leur part et si de telles manifestations traduisaient l'indiscipline naturelle des trésoriers, elles avaient parfois pour prétexte la défense des populations et présentaient un caractère démagogique très marqué. La décision royale du retour du bureau à son siège apparaissait alors comme une réparation accordée aux trésoriers et provoquait des manifestations populaires.

Ce fut le cas le 18 mai 1655 à Montpellier où, après un exil à Pézenas, le retour des trésoriers — autorisé par le Conseil du roi le 29 avril — prit les allures d'un triomphe. Sous l'étendard des « consuls de la mer », les bourgeois de la ville se rendirent à cheval à leur rencontre bien loin dans la campagne, les « sixains » faisant la haie et déchargeant leurs armes à leur passage. Aux portes de la ville, les trésoriers de France descendirent de leurs carrosses pour recevoir les compliments des consuls, venus les accueillir en robe de cérémonie. Le vicomte d'AUMELAS, doyen de la compagnie, leur répondit pour tous. Puis, ce fut l'entrée dans la ville aux acclamations d'une foule immense et au fracas des salves d'honneur des canons de la citadelle. Le lendemain, 19 mai 1655, les manifestations reprirent quand les trésoriers

(153) Cf. Goudin : « Annales de Limoges » (Bulletin de la Société archéologique du Limousin, t. XLVII, p. 183).

de France, « en manteau de parade et robe de cérémonie », se rendirent à une messe d'actions de grâce en l'église Notre-Dame (154).

Tout cela évidemment destiné beaucoup moins à honorer les trésoriers de France qu'à contrister le gouvernement.

3) *RELATIONS AVEC LES COURS SOUVERAINES* (155).

Jusqu'en 1665, étaient qualifiées de Cours souveraines les cours de justice dont les arrêts n'étaient susceptibles que de la cassation du Conseil du roi. Dès la fin du règne de Louis XIII, toutefois, la position de ces Cours avait été entamée : En certains cas, le Conseil du roi ne se contentait pas de casser un arrêt en renvoyant l'affaire pour nouvelle décision, mais statuait lui-même au fond. Le recours au Conseil devenait une sorte d'appel et la prétendue Cour souveraine une Cour subordonnée.

En second lieu, le roi soustrayait parfois, de la compétence d'une des Cours, des affaires déterminées pour les confier au jugement de commissions extraordinaires; c'était, pour la Cour, une nouvelle « *deminutio capitis* ».

Ces pratiques furent une des principales raisons de la « Fronde parlementaire ». Les Cours souveraines obtinrent le rétablissement de leurs droits par les déclarations royales de 1648, mais sur ce point comme sur les autres, leurs succès ne survécurent pas à la Fronde et en 1665 Louis XIV tint à marquer leur abaissement en les ramenant au rang de « Cours supérieures ».

Du fait de leur ancien droit de séance aux Cours souveraines et de la possession de leurs privilèges, les bureaux des finances avaient tendance à se considérer, eux aussi, comme des organismes souverains, d'autant plus que, comme celles des Cours, leurs décisions ne relevaient que du Conseil du roi. Sans contester que pour eux les recours contre leurs décisions fussent de pleine juridiction, ils prétendaient traiter d'égal à égal avec les Cours souveraines. Inutile de dire le désaccord de ces dernières et les incidents qui pouvaient en résulter.

Les bureaux des finances ne renoncèrent pas à leurs prétentions quand l'édit d'avril 1627, en leur confiant la juridiction contentieuse du domaine et de la voirie, soumit à cet égard leurs jugements aux Parlements. Ils déclarèrent rester souverains pour leurs autres compétences, mais ne purent jamais faire partager leur point de vue par les autres organismes.

C'est sous le bénéfice de ces observations que seront examinées, notamment pour la période de la Fronde, leurs relations avec les Parlements, les Chambres ou Cours des comptes, les Cours des aides, la Cour des monnaies et, sur un plan très différent, le Grand Conseil.

(154) Cf. Charles d'AIGREFEUILLE (1668-1743) : « Histoire de Montpellier », p. 428 (Montpellier 1737 in-f° — Bibl. nat. Lk7 5/125).

(155) Sur l'ensemble des Cours souveraines, cf. Pierre-Joseph-Spiridon DUFEY : « Histoire, actes et remontrances des Parlements de France, Chambres des comptes, Cours des aides et autres Cours souveraines depuis 1461 jusqu'à leur suppression ». Paris, 2 vol. in-8, 1826 (Bibl. nat. 8° Lf23 10).

Auparavant, pour faire mieux comprendre la situation à l'époque, nous rappellerons la genèse de la Fronde en évoquant, avec le rôle joué par les trésoriers de France dans les événements, l'organisme formé *proprio motu* par les compagnies souveraines de Paris, la *Chambre Saint-Louis* qui fit alors figure d'assemblée constituante.

A. — LA « CHAMBRE SAINT-LOUIS ».

Au début de 1648, en raison principalement des dépenses causées par les guerres, la situation financière du pays était déplorable et son rétablissement difficilement compatible avec la faiblesse du pouvoir. L'institution de la régence avait nécessité l'intervention du Parlement de Paris, et depuis lors une sorte d'hypothèque pesait sur le gouvernement. Toute mesure d'économie, toute création d'office, tout impôt nouveau se heurtait à des oppositions violentes tant de la part des compagnies souveraines que du public, qui avait appris à discuter (156).

En janvier 1648, un incident émut l'opinion publique : douze (157) nouveaux offices de maîtres des requêtes ayant été créés pour des raisons uniquement fiscales, les 72 titulaires des charges préexistantes — qui se trouvaient dépréciées par la mesure — « cessèrent leur service » ou, pour parler notre langage, se mirent en grève; ils furent « interdits de leurs charges » le 16 janvier.

L'affaire ne concernait qu'un groupe restreint d'officiers assurément très haut placés; celle de la « paulette », qui touchait tous les titulaires d'office et les coalisa contre le gouvernement, eut un autre retentissement....

Au xvi^e siècle, il avait été admis que, de son vivant, un officier pouvait, après autorisation royale, résigner son office en faveur d'une personne capable, à charge de verser aux « parties casuelles » un quart de sa valeur, mais le procédé ne devait pas permettre de transmission pour cause de décès, en donnant un caractère héréditaire aux offices : d'où la restriction suivant laquelle la cession tombait si le cédant décédait dans les quarante jours de la résignation. Tout officier qui tardait à se défaire de son office faisait donc courir à sa famille le risque de la perte, s'il venait à mourir sans l'avoir cédé ou dans les

(156) Rappelons certains impôts imaginés par le surintendant PARTICELLI D'EMERY et qui assurèrent son impopularité : l'impôt du « toisé » qui frappait les constructions élevées en violation d'une servitude « non aedificandi » instituée en 1548 pour des raisons militaires dans un certain périmètre autour de Paris; l'augmentation des tarifs d'octroi à Paris, puis l'édit du « tarif » qui comportait la mainmise de l'Etat sur le montant des droits d'octroi frappant les marchandises et denrées entrant dans les villes, faculté étant donnée à ces dernières de majorer à leur profit les taux dans la limite du tarif antérieur qui de ce fait, pouvait se trouver doublé; enfin, l'impôt des « aisés », justifié du fait que les octrois frappaient proportionnellement davantage les classes pauvres de la population.

Dès lors que la situation financière exigeait l'établissement d'impôts nouveaux, il faut reconnaître que tous ces impôts avaient été assez bien trouvés et que les reproches adressés à PARTICELLI D'EMERY étaient peu fondés.

(157) Le chiffre de vingt-quatre avait même été envisagé initialement.

quarante jours de la cession, d'un capital qui pouvait représenter une fraction importante de sa fortune.

D'où le système, imaginé en 1604, de la suppression de la clause des quarante jours moyennant un versement annuel. Par arrêt du Conseil du roi en date du 7 décembre 1604 (158), il avait été accordé aux officiers de justice et de finances la dispense des quarante jours, ainsi que la réduction de moitié (de $1/4$ au $1/8$) de la somme à verser aux parties « casuelles » pour cause de résignation, à condition de payer annuellement le soixantième de la valeur estimative de l'office suivant des états qui seraient arrêtés périodiquement en Conseil du roi. Le droit fut affermé à Charles PAULET, secrétaire du roi et financier, inventeur de la combinaison. Il était institué pour six années — délai plus tard porté à neuf ans — et renouvelable; il était avantageux pour les possesseurs des charges car, en rendant certaine leur transmission, il en augmentait la valeur.

Son renouvellement tous les neuf ans était subordonné au versement à l'Etat de taxes supplémentaires, prétendument remboursables à l'origine, d'où leur nom de « prêt ». Chacun des renouvellements, en particulier ceux de 1615, 1631 et 1640, avait donné lieu de la part des trésoriers de France ou de leur assemblée à de très « humbles remontrances faites au roi » dûment imprimées (159). Au mois d'avril 1648, une période de neuf ans était venue à expiration, le roi, rappelant l'usage pratiqué dans le passé, de tirer de cette circonstance « quelque secours de ses officiers », annonça le 30 avril la substitution, au paiement du droit annuel et au prêt, de la suppression de quatre années de gages. Pour le gouvernement, l'avantage était d'alléger des gages des officiers le budget de l'année en cours et des trois années suivantes en gagnant le moment où, le roi étant devenu majeur, la situation politique s'éclaircirait en permettant le retour à un budget normal (160).

Pour ménager le Parlement, le gouvernement l'avait exempté de la mesure, mais elle devait être appliquée à la Chambre des comptes,

(158) Bibl. nat. F 21.555 (53).

(159) Bibl. nat. Lf31, 10, 13, 14, 15.

(160) Pour les officiers, tout dépendait, d'une part de la valeur attribuée à leurs offices pour la détermination de la paulette et, d'autre part, du rendement de leurs charges.

Pour un trésorier de France, dont la charge ne pouvait guère valoir plus de 30.000 livres dans les conditions du moment, il aurait dans l'ancien système payé un total de 4.500 livres en neuf ans; dans le nouveau, il perdait sa rémunération pour 4 ans, soit quelque 12.000 livres en nominal, mais beaucoup moins en réalité puisque, depuis plusieurs années, une part seulement des gages était effectivement payée.

Pour un maître des requêtes dont la charge se vendait au moins 100.000 livres (on disait même 72.000 écus), alors que ses gages n'excédaient pas 2.000 livres, le système n'aurait présenté que des avantages puisque, au lieu de payer 15.000 livres en neuf ans, il n'en aurait perdu que 8.000. Aussi, les maîtres des requêtes n'avaient-ils pas été compris dans la mesure. Leur situation était, il est vrai, exceptionnelle; elle s'expliquait du fait qu'ils vivaient dans la seule espérance d'une intendance ou d'un siège au Conseil du roi (aux gages de 6.000 livres). Un maître des requêtes qui vieillissait dans son état était inmanquablement ruiné, d'où la commisération qu'inspiraient les « vieux maîtres des requêtes ».

à la Cour des aides, et au Grand-Conseil. Les trois Cours protestèrent, députèrent vers le Parlement, qui, bien que non intéressé à l'affaire, fit cause commune avec elles (161). Par « l'arrêt d'union » rendu le 13 mai, il fut résolu que les quatre Cours éliraient des députés qui se réuniraient en la Chambre Saint-Louis du Palais de justice (162) pour y délibérer sur la réforme de l'Etat.

Les trésoriers de France ne furent pas appelés à la Chambre Saint-Louis, « bien qu'ils y auraient porté des lumières qui n'eussent pas été inutiles au service du roi et au soulagement des peuples » (163); ils en furent fort marris (164).

Ils étaient d'ailleurs ulcérés qu'aucune fraction de leurs gages n'eût été comprise dans l'état du roi pour l'année 1648 (165) et ils en rendaient responsables les « traitants » et les « partisans » qui, soit comme fermiers, soit comme régisseurs intéressés, assuraient le recouvrement de l'impôt en les privant ainsi d'une partie de leurs fonctions (166).

Désireux de frapper eux aussi l'opinion, ils envisagèrent assez puérilement l'envoi d'une requête au Parlement de Paris demandant la délivrance d'une commission qui permettrait de réclamer aux traitants et partisans les quelques cinq millions de livres qui avaient été retenus sur leurs gages depuis 1644, et, en attendant, le versement de pensions alimentaires pour eux et leurs familles (500 familles comprenant dix mille personnes) (167).

Le 23 mai, ils adressèrent à tous les bureaux des finances une lettre circulaire très violente (168) qui comportait les passages suivants :

« ... Notre assemblée prendra ses mesures, elle estime qu'il serait

(161) Le Parlement reprochait au gouvernement de l'avoir subordonné au Conseil du roi, qui ne se contentait pas de casser ses arrêts, mais se prononçait au fond sur les affaires en litige et parfois le dépouillait de ses attributions au profit de juridictions spéciales.

(162) La Chambre Saint-Louis était le siège de la Grand-Chambre du Parlement; c'est aujourd'hui celui de la première Chambre du Tribunal de la Seine.

(163) Factum des trésoriers de France contre les intendants (Bibl. nat. 4° Lf31 18).

(164) A la date du 1^{er} juillet 1648 (Arch. nat. P 2.684 et 2.766) le plumeur de la Chambre des comptes porte mention de la visite des deux trésoriers de France délégués par le bureau des finances de Paris pour lui demander d'être représenté à la Chambre Saint-Louis. La Chambre des comptes leur dit de s'adresser à la Chambre Saint-Louis elle-même.

(165) Ce pouvait être l'application anticipée du nouveau système imaginé en ce qui concerne la paulette, mais alors la situation des trésoriers de France n'aurait pas été différente de celle des cours souveraines autres que les Parlements. Au surplus, le gouvernement avait déclaré le 16 mai retirer son projet et supprimer l'annuel et, partant, la dispense des quarante jours.

La plupart des contemporains semblent avoir attribué la mesure au fait que le pouvoir royal considérait désormais comme inutiles les fonctions de trésoriers de France, vu la mise en ferme des impôts, et l'on parlait officiellement, en juillet 1648, du rétablissement des trésoriers de France en leurs fonctions bien qu'en principe ces fonctions n'aient jamais été supprimées.

(166) A les en croire, les recettes affectées précédemment au paiement de leurs gages avaient même été consacrées au paiement des sommes dues aux traitants.

(167) Requête publiée en même temps que la circulaire du 23 mai (Bibl. nat. Lf31 17).

(168) Il en existe notamment des exemplaires aux Archives départementales du Calvados et de la Gironde.

bon que de votre part vous concertassiez du moyen de nous aider et de nous faire considérer davantage, soit en prenant vos gages, renversant puissamment ceux qui en font avec tant d'effronterie le recouvrement à vos yeux, soit en vous unissant de bonne heure avec les autres officiers des lieux où vous êtes... ».

« ... Nous vous demandons des mémoires les mieux prouvés de la mauvaise conduite des intendants sur l'administration des finances, leurs exactions et de celle des traitants pour leur connivence et autres... ».

La circulaire était signée : BOULENGER, CAZET, de GIVERVILLE, de MOUCY, DROUIN, du FAYOT, DULAC, DURET, FROTTÉ, LENOIR, PALIERNE, PECQUEULT, PERREAU, P. ROGIER, VALON, VIALET (169).

Elle fut communiquée à l'intendant de Poitiers, VILLEMONTÉE (170), par un trésorier de France qui travaillait avec lui en dépit des protestations de ses collègues (171). VILLEMONTÉE la transmet au Conseil du roi : le Conseil s'émut de voir les trésoriers chercher à étendre à la province l'agitation qui existait à Paris et de prôner l'action directe en ce qui concerne le paiement de leurs gages (il a été expliqué plus haut — p. 86 — pourquoi le fait était inadmissible).

(169) Il s'agit de :

Claude BOULENGER, trésorier de France à Bordeaux de 1630 à 1650;

René CAZET, sgr d'ALIGNY, trésorier de France à Tours de 1632 à sa mort, en 1682;

Marc-Antoine de GIVERVILLE, sgr d'ARGENCE, trésorier de France à Rouen de 1629 à sa mort, en 1678;

Jean de MOUCY, trésorier de France à Châlons de 1648 à 1678;

Charles DROUIN, sgr de BEAUVAIS et de LA COUSTURE, trésorier de France à Tours de 1628 à sa mort, en 1691;

Jean du FAYOT, sgr de CUISY, secrétaire de l'assemblée, trésorier de France à Soissons de 1628 à 1673;

Christophe DULAC, trésorier de France à Poitiers de 1628 à sa mort, en 1657;

Philippe DURET, sgr de VILLEJUIVE et de CHEVAGNE, trésorier de France à Moulins de 1622 à 1668;

René FROTTÉ, maître d'hôtel ordinaire du roi, trésorier de France de 1640 à sa mort, en 1674, détaché auprès du Surintendant;

Paul LENOIR, trésorier de France à Orléans de 1640 à 1657, détaché à Paris;

Nicolas PALIERNE, sgr de MIMORIN, trésorier de France à Moulins de 1603 à 1652;

Pierre PECQUEULT, sgr du BREUIL, trésorier de France à Alençon de 1648 à 1690;

François PERREAU, trésorier de France à Soissons de 1628 à 1681;

Philippe ROGIER, sgr de MIGNÉ et des ESSARTS, trésorier de France à Poitiers de 1629 à sa mort, avant 1670;

Jacques VALON, sgr de MIMEURE, trésorier de France à Dijon de 1623 à sa mort, en 1667;

Gilbert VIALET, sgr de LA FORÊT (vers 1609-1693), trésorier de France à Moulins de 1638 à sa mort; secrétaire de Claude MENARDEAU DE CHAMPRÉ (directeur des finances en 1652).

(170) François (HAUTIER) DE VILLEMONTÉE, sgr puis (juillet 1649) marquis de MONTAIGUILLON, fils d'un président à la Cour des aides de Paris, conseiller au Parlement de Paris le 3 juillet 1620, maître des requêtes le 17 novembre 1626, intendant de justice en Poitou en 1631, obtenant ses lettres d'honneur comme maître des requêtes le 16 avril 1635 et nommé conseiller d'Etat tout en conservant son intendance; intendant à Soissons en 1654; compris dans les 12 conseillers d'Etat maintenus lors de la réorganisation du Conseil en 1657; marié à Philippe de LA BARRE dont il se sépara et qui entra dans un couvent; entré lui-même dans les ordres; sacré évêque de Dol le 29 juin 1660, décédé à Paris en octobre 1670; TALLEMANT DES RÉAUX, qui a consacré au couple une de ses historiettes, raconte que, lorsque sa femme, sortie de son couvent, allait à la Cour, elle prétendait, en qualité de femme d'évêque, ne devoir céder le pas qu'aux princesses.

(171) Cf. lettre n° 2 du bureau de Poitiers et supra p. 228 et note 5.

Quelques jours auparavant, le samedi 30 mai, quelques membres de la Cour des aides et du Grand-Conseil qui s'étaient spécialement fait remarquer dans l'affaire de la Chambre de Saint-Louis avaient été arrêtés ou frappés d'exil, ce qui avait soulevé une grande émotion à Paris. Le gouvernement ne fut pas fâché de faire un nouvel exemple qui, lui, ne risquait pas d'ameuter les foules, vu la défaveur de tout ce qui touchait aux finances.

Sur la proposition du surintendant PARTICELLI D'EMERY, il décida de faire emprisonner six (172) des trésoriers de France signataires de la circulaire, dont le secrétaire de l'assemblée, Jean du FAYOT, trésorier de France à Soissons, François PERREAU, également trésorier de France à Soissons, Philippe DURET, trésorier de France à Moulins (173).

Le samedi 13 juin (174), le chevalier du guet, à qui avaient été adressés les ordres d'arrestation, les surprit à leur domicile de très bon matin, alors que certains d'entre eux dormaient encore, en faisant enfoncer les portes de ceux qui ne les ouvrirent pas assez vite; il les fit conduire à la Bastille (175).

Le lendemain, en présence de la reine et du cardinal MAZARIN, le Chancelier reçut les délégués officieux du Parlement et justifia la mesure prise contre les trésoriers en faisant la critique de leur circulaire et en la rapprochant de « l'apparition, à la frontière, d'ennemis venus sonder les affections des peuples et savoir si les nouvelles qui leur sont écrites de la division des esprits sont véritables » (176).

(172) Chiffre donné généralement et confirmé par la lettre n° 22 du Bureau des finances de Montauban du 6 septembre 1648.

Dans son « Journal des guerres civiles » (Société de l'histoire de France, 1883-1885, page 25), DUBUISSON-AUBENAY dit sept.

La copie de la circulaire figurant au manuscrit n° 2117 de la Bibliothèque Mazarine comporte le titre suivant : « Lettre circulaire des trésoriers de France assemblés à Paris envoyée à leurs compagnons dans la province et pour lesquels trois furent mis à la Bastille », mais cette copie doit être fautive; elle se termine d'ailleurs par la mention : « Les présidents et trésoriers généraux de France au bureau establi à Paris » qui est certainement inexacte, puisqu'elle ne cadre ni avec le titre précité, ni avec les exemplaires conservés à Bordeaux et à Caen qui ne portent la signature d'aucun trésorier de France à Paris.

On pourrait imaginer que, outre les trois trésoriers de France de Soissons et Moulins cités ci-après, trois trésoriers de Paris aient également été emprisonnés, mais le fait paraît peu vraisemblable car les trésoriers de France étaient bien connus dans la capitale et les mémorialistes de l'époque n'auraient pas manqué de mentionner le nom de ceux d'entre eux qui auraient été mis à la Bastille.

(173) Les noms ne nous sont connus que par les mémoires de Jean VALLIER (Société de l'histoire de France, 1902-1918, in-8°). Les trois ou quatre autres trésoriers de France embastillés sont à choisir dans la liste qui a été donnée ci-dessus, observation faite que paraissent devoir être éliminés FROTTÉ et LENOIR qui, touchant de près le gouvernement, n'auraient dû signer que par solidarité et pour ne pas se distinguer de leurs collègues.

(174) DUBUISSON-AUBENAY dit « dans la nuit du 5 au 6 juin », il s'est manifestement trompé d'une semaine. A l'occasion de leur libération, il parle d'ailleurs des trésoriers arrêtés le 5 ou le 12 juin, ayant des doutes sur la première date avancée par lui; il s'agit, certainement, de la nuit du 12 au 13 juin.

(175) Nous n'avons pas trouvé de traces de leur incarcération, les archives de la Bastille, conservées à la bibliothèque de l'Arsenal, ne remontant qu'à 1659; il n'existe rien de plus dans « la Bastille » de Fernand BOURNON (Imp. nat. in-4, 1893) et les « lettres de cachet à Paris, suivies d'une liste des prisonniers et la Bastille », de FUNCK-BRENTANO (Imp. nat., in-4°, 1903).

(176) Mémoires d'Omer TALON, tome I^{er}, p. 517.

Les membres de l'assemblée qui restaient en liberté virent dans la mesure un coup des « traitants », des « partisans » et de leurs suppôts, les intendants; à Poitiers, on déclara sans rire que la vie des trésoriers de France était compromise (177). Probablement pour la ménager, l'assemblée des bureaux publia alors un « factum » comportant sur une colonne la circulaire incriminée (mais sans le nom des signataires) et, en regard, dans une seconde colonne, des commentaires destinés à établir le caractère tout anodin du texte (178).

Cependant, les événements se précipitaient : après de multiples incidents (179), le Parlement confirmait le 15 juin l'arrêt d'union, et la Chambre Saint-Louis se mettait au travail le lendemain pour élaborer une sorte de charte constitutionnelle du royaume. Les textes préparés par elle devaient être consacrés par le Parlement qui les soumettrait à la sanction royale.

Le 30 juin, Anne d'AUTRICHE était contrainte de reconnaître la Chambre Saint-Louis.

Dès le 4 juillet, les maîtres des requêtes étaient rétablis dans leur effectif antérieur et ils reprenaient leurs fonctions le 7.

Le 9, le surintendant PARTICELLI D'EMERY était relevé de sa charge et exilé en sa terre de Châteauneuf; il était remplacé par le maréchal de LA MEILLERAYE à qui étaient adjoints comme directeurs deux conseillers d'Etat, d'ALIGRE et BARILLON DE MORANGIS.

Le 10, les trésoriers de France, membres de l'assemblée générale, se présentaient au Parlement et, par la bouche d'Antoine de FÉNIS, sgr de LA FARGE, trésorier de France à Limoges, demandaient à être « remis en les fonctions de leurs charges », à procéder à la levée des tailles dans les conditions antérieures et corrélativement à être rétablis en leurs gages dont le paiement se ferait pour les trois quarts comme il avait été admis pour les Chambres des comptes.

Le soir même, ceux de leurs collègues qui avaient été arrêtés le 13 juin étaient remis en liberté, en même temps qu'étaient levées les mesures prises le 30 mai contre les conseillers à la Cour des aides et au Grand-Conseil.

Le 11 juillet, par une déclaration enregistrée au Parlement le 13 (180), la reine donnait notamment son adhésion à la suppression des intendants de justice dans le ressort du Parlement de Paris, réserve faite du Lyonnais, de la Champagne et de la Picardie.

Le 16 juillet, par une nouvelle déclaration enregistrée le 18 (181),

(177) Lettre n° 10, sans date, du bureau de Poitiers.

(178) Bibl. nat. (sans lieu ni date), 4° Lf³¹ 17.

(179) L'arrêt « d'union » avait été cassé par le Conseil du roi le 11 juin, et le 12, le secrétaire d'Etat de GUENEGAUD DU PLESSIS, envoyé pour arracher la page correspondante des registres du Parlement, avait dû s'enfuir pour ne pas être massacré.

(180) Cf. Bibl. nat. F 23.611 (898) et ISAMBERT, tome XVIII, pages 81 à 83; le manuscrit figure à la Bibliothèque nationale dans les papiers du Chancelier SEGUIER (Manuscrits français n° 17.560, f° 24).

(181) Bibl. nat. F 23.611 (899 bis), le texte a été également publié dans les Mémoires d'Omer TALON, p. 250 à 252.

elle admettait l'extension de cette suppression aux ressorts des autres Parlements, réserve faite de la Bourgogne, du Languedoc et de la Provence; elle acceptait également que, dans les provinces réservées, « les intendants ne pourraient se mêler de l'imposition et la levée des deniers, ni faire aucune fonction de la juridiction contentieuse, mais pourraient seulement ès-dites provinces, estre près des gouverneurs pour les assister en l'exercice de leur pouvoir ».

Tout en interdisant aux trésoriers de France de modifier les impositions établies par les intendants pour l'année 1648, elle leur ordonnait « de se départir dans les élections pour en faire assurer le recouvrement à peine d'en répondre en leurs propres et privés noms ». C'était une façon de dire, sous une forme désagréable destinée à dissimuler la reculade du pouvoir, que les trésoriers de France étaient « remis en l'exercice de leurs fonctions ».

Une dernière déclaration fut enregistrée en lit de justice par le Parlement le 31 juillet (182).

Par les trois déclarations, Anne d'AUTRICHE avait pris à son compte la plupart des dispositions arrêtées par la Chambre Saint-Louis (27 articles élaborés du 30 juin au 9 juillet) (183) en substituant à l'accord prévu une déclaration unilatérale qui pourrait être révoquée quand les circonstances le permettraient.

Outre la suppression des intendants et de « toute commission extraordinaire » non vérifiée ès-cours de justice, ces déclarations comportaient notamment :

- La libre vérification, par les cours compétentes, de l'établissement de tout impôt;
- La subordination, à la même procédure, des créations d'offices et émissions de rentes;
- L'annulation des restes dus sur les tailles pour les années antérieures à 1647;
- La limitation des tailles des années 1648 et 1649 à leur montant pour l'année 1647, réduit de $1/8^e$, à la condition que les contributions soient entièrement acquittées avant des dates déterminées (184);

(182) Texte dans les Mémoires d'Omer TALON, p. 256 à 258.

(183) Parmi lesquels deux articles intéressaient spécialement les trésoriers de France :

Article 15. — « Seront les officiers des bureaux des finances et autres officiers tant des juridictions que des finances rétablis en les fonctions et exercices de leurs charges et en la jouissance de leurs gages, nonobstant tous partis, prêts, avances et assignations faites sur eux, lesquels demeureront nuls dès à présent... »

Article 19. — (Interdiction de modifier la composition des cours souveraines sans leur consentement).

« ... Que le même ordre sera gardé pour les trésoriers de France, présidiaux et autres juges subalternes... »

Nous doutons d'ailleurs que les trésoriers aient apprécié la rédaction de la dernière phrase.

(184) La Chambre Saint-Louis avait demandé la réduction des tailles de leur quart, et l'extension de la mesure à l'année 1647, en indiquant que les économies résultant de la suppression des traitants compenseraient largement cette réduction.

- La libération de tous les contribuables détenus pour non paiement de leurs impôts;
- La limitation des « acquits au comptant » (dépenses non justifiées, comparables à nos fonds secrets) et dont il était fait usage, notamment pour le paiement des intérêts usuraires payés aux traitants et partisans;
- L'interdiction de la mise en parti des tailles et la suspension du remboursement des avances consenties par les traitants et partisans (185);
- L'interdiction pendant quatre ans des rachats de rentes et d'offices (186);
- L'affectation des disponibilités de l'épargne, après paiement des charges ordinaires, à l'entretien des troupes et à la réparation des bâtiments.

On connaît la suite des événements : la victoire de CONDÉ à Lens le 20 août lui paraissant affermir son autorité, le gouvernement crut possible de réagir et, comme première mesure (187), décida le 25 l'arrestation pour le lendemain, jour même du « Te deum », des présidents au Parlement POTIER DE BLANCMESNIL et CHARTON et du plus

(185) Pour éviter la mesure, les traitants et partisans avaient proposé la réduction, à 6 %, du taux des intérêts de leurs avances.

(186) Cette interdiction évoquait une des pratiques les plus fâcheuses de l'époque : à défaut de paiement, les titres contre le roi se vendaient très mal; les rentes et créances sur lui étaient achetées à vil prix par de hauts personnages qui usaient ensuite de leur autorité pour s'en faire régler le montant nominal, en réalisant d'énormes bénéfices.

RICHELIEU n'avait pas dédaigné d'user de pareils procédés, mais avait eu du moins la pudeur de ne le faire qu'avec des prête-noms et notamment ses nièces. C'est ainsi que, par lettres patentes vérifiées à la Chambre des comptes de Paris le 6 août 1635 (Arch. nat. P 2.679-1635, f° 116 r° et P 2.761, p. 565), il avait fait autoriser le paiement, à Marie de VIGNEROT, veuve de Antoine du ROURE, sgr de COMBALET (créée duchesse d'AIGUILLON en 1638), de 200.000 livres pour remboursement de 12.500 livres de rente sur les aides (qui ne devaient guère valoir plus de 25.000 livres, soit un bénéfice de quelque 175.000 livres pouvant représenter de 150 à 200 millions de nos anciens francs).

PARTICELLI d'EMERY appliqua le système avec un entier cynisme; c'est ainsi qu'il se fit rembourser par l'Epargne, en août 1640, 60.000 livres pour 6.000 livres de rentes sur les gabelles de Dauphiné (Arch. nat. P 2.681-1640, f° 72 r° et P 2.763, p. 189). La Chambre des comptes ayant rejeté pour partie la dépense relative à deux autres remboursements de rentes (de 126.000 et 63.000 livres) parce qu'ils avaient été faits au denier 18, alors que les rentes avaient été émises au denier 14, il fit établir des lettres patentes lui accordant, à titre de don, dispense du reversement de 28.000 et 14.000 livres; la Chambre des comptes fut contrainte de vérifier ces lettres le 30 décembre 1645 (Arch. nat. P 2.683-1645, f° 120 r° et P 2.765, p. 59).

Pareillement, dix ans après, en 1655, Claude BOYLESVE, intendant des finances, racheta à un nommé LE BAULT, moyennant 33.000 livres, un vieux billet du Trésor de 472.000 livres dont il se fit rembourser la pleine valeur. LE BAULT, ayant réclamé, fut débouté par le Conseil du roi; le roi se contenta de se faire reverser par BOYLESVE la moitié de son bénéfice et de l'exiler quelque temps à Reims. Il aurait pu, semble-t-il, user valablement du droit de « retrait litigieux » et ne rembourser à BOYLESVE que le seul prix de la cession.

(187) Peut-être MAZARIN y fut-il amené par la mise en accusation par le Parlement le 20 août de trois des financiers avec qui il avait partie liée, François CATELAN, Martin TABOURET et LE FEBVRE.

populaire des conseillers, le vieux Pierre BROUSSEL : ce fut alors la journée des barricades (26 août) suivie d'une nouvelle capitulation de la reine et du transport de gouvernement à Rueil les 12 et 13 septembre. Pour rentrer à Paris, Anne d'AUTRICHE fut contrainte de renouveler à Saint-Germain, le 22 octobre (188), ses déclarations de juillet en les aggravant sur divers points, notamment en portant du huitième au quint (de 12,5 % à 20 %) la réduction consentie sur les tailles pour 1648 et 1649 et en y ajoutant, ce qu'elle avait alors toujours refusé, l'interdiction de soustraire un prisonnier à ses juges naturels et, partant, la suppression des détentions par lettres de cachet (189).

De nouveaux incidents et, entre autres, le 16 décembre, la constatation par le Parlement que les déclarations royales avaient été violées par l'affectation, à d'autres objets, de deniers réservés à l'entretien des troupes, provoquèrent une seconde retraite du gouvernement, cette fois à Saint-Germain dans la nuit du 5 au 6 janvier 1649. Les quatre cours souveraines de Paris firent alors cause commune avec les autorités de la ville (190), et ce fut le premier siège de Paris pendant la Fronde, siège qui se termina à la fin de mars par le traité de Rueil qui laissait intactes les déclarations de juillet et d'octobre 1648 (191).

En fait, les dispositions de ces déclarations solennelles ne furent appliquées par le gouvernement qu'avec la plus grande répugnance et leurs violations continuelles provoquèrent, dans les conditions qui seront relatées dans la suite du présent chapitre, aussi bien les protestations des trésoriers de France que les interventions des cours de justice.

*
* *

S'il semble que la Chambre Saint-Louis ne se réunit plus après la Fronde, son souvenir resta vivace et en 1789 encore « l'état de la magistrature de France » (192) en faisait mention comme qualifiée « pour statuer sur les objets concernant la grande police du royaume ».

B. — RELATIONS AVEC LES PARLEMENTS.

Il a été dit plus haut (p. 79) que, exception faite pour certains bureaux, les trésoriers de France avaient cessé de siéger aux Parlements au xvi^e siècle.

(188) La déclaration du 22 octobre fut enregistrée au Parlement le 24 (Bibl. nat. F 23.611 (904), FOURNIVAL, p. 839).

(189) Entre autres dispositions, la déclaration indiquait que pour l'année 1648, les trésoriers de France ne percevraient que trois quartiers de leurs gages. Dans ce cas encore, le pouvoir dissimulait, sous une forme désagréable, sa capitulation.

(190) Deux trésoriers de France à Paris participèrent le 16 janvier 1649 à la réunion des délégués des Cours de Paris chez le premier président du Parlement (Cf. Mémoires de Mathieu MOLÉ, éd. 1855-1857, t. II, p. 415).

(191) Déclaration de mars 1649 (texte dans FOURNIVAL, p. 847), avec relief d'adresse du 19 avril pour les trésoriers de France (*Ibid.*, p. 846).

(192) Paris, in-8° (Bib. nat. 8° Lc25 127).

Au cas — assez rare à l'époque — d'affaires communes, l'édit de Villers-Cotterets de septembre 1552 sur le service des trésoriers généraux avait prévu en son article 10 qu'ils avaient place aux Parlements au banc des baillis et sénéchaux, mais avant eux (193).

La situation respective des Parlements et des bureaux se transforma avec l'édit d'avril 1627, confiant la juridiction contentieuse du domaine et de la voirie aux bureaux des finances, mais maintenant aux Parlements la connaissance des appels qu'ils exerçaient précédemment à l'égard des jugements des baillis et sénéchaux.

Nous avons déjà dit et préciserons plus loin dans chaque cas les réactions que provoquèrent les nouvelles dispositions.

D'une part, elles contenaient en germe des conflits quant à la délimitation des affaires relevant de l'appel au Parlement et des décisions prises en direction par les trésoriers de France, ne relevant que de la censure du Conseil du roi.

D'autre part, et en dépit des assurances et garanties données par les textes constitutifs, l'édit transformait à certains égards les bureaux d'organismes qui se disaient souverains en juridictions subordonnées aux Parlements, et l'on verra plus loin le chancelier SEGUIER en prendre argument contre les trésoriers de France pour définir leur situation. D'où les résistances opposées par certains bureaux à l'application de l'édit, d'où également la sensibilisation des autres pour tout ce qui venait des Parlements et par contre, la satisfaction avec laquelle ils accueillaient toute marque de considération de leur part.

Au cours de la Fronde les relations entre les Parlements et les bureaux ne donnèrent d'ailleurs pas lieu à de graves incidents. Les conséquences de l'édit d'avril 1627 n'étaient pas encore entièrement apparues et, surtout, les événements avaient uni dans certains de leurs intérêts les Parlements et les bureaux en leur donnant des ennemis communs : les intendants et autres commissaires du roi.

Plus tard, les rapports des Parlements et des bureaux s'altérèrent. Toutefois, dans les généralités où les Chambres des comptes avaient conservé certaines de leurs attributions primitives en matière domaniale, ou tout au moins leurs prétentions à cet égard, Parlements et bureaux furent amenés à se rapprocher de nouveau pour lutter ensemble contre elles (194).

(193) Cette disposition fut reprise dans un arrêt du Parlement de Paris du 18 février 1669.

(194) A partir de 1758, le conflit fut à peu près général entre les Bureaux des finances et les Parlements, les premiers demandant au Conseil du roi la cassation de divers arrêts des seconds. Outre l'appel des affaires du domaine et de la voirie, étaient en litige la notification des textes réglementaires aux Bureaux par les Parlements et la qualité de substitut du procureur général attribuée par eux aux procureurs du roi aux Bureaux.

Des arrêts du Conseil du roi des 10 février, 13 avril et 31 mai 1761 ordonnèrent l'élaboration d'un règlement fixant les relations entre les Parlements et les Bureaux, mais les rapporteurs successifs du Conseil du roi ne parvinrent jamais à faire l'accord sur un texte et l'affaire était encore pendante en 1787.

A titre provisoire, il avait été décidé successivement que les textes réglementaires seraient notifiés directement aux Bureaux par le Conseil du roi, puis que les usages antérieurs seraient observés (Sur le tout : Arch. nat. K 889).

a) *Parlement de Paris.*

Le ressort du Parlement de Paris comprenait la plus grande partie de ceux des bureaux de Paris, Amiens, Bourges, Châlons, Lyon, Moulins, Orléans, Poitiers, Riom, Soissons et Tours.

Pour la juridiction contentieuse du domaine et de la voirie, l'ensemble des affaires concernant les localités des ressorts de ces bureaux relevait de son appel, même pour celles qui ne se trouvaient pas dans son ressort direct. Par contre, lui échappaient les affaires de son ressort concernant les localités du ressort d'autres bureaux et par exemple celles des élections de Mâcon, Bar-sur-Seine et Auxerre, qui relevaient du bureau de Dijon.

A signaler, par ailleurs, que le Parlement de Paris n'appliqua jamais un arrêt de règlement du Conseil du roi du 30 mai 1639 suivant lequel il ne pouvait être interjeté appel que des jugements définitifs des trésoriers de France et non de leurs jugements interlocutoires ou préparatoires concernant l'instruction des procès (195).

*
* *

Nous avons dit (p. 204) que le bureau des finances de Paris avait refusé la juridiction contentieuse du domaine en raison de la compétence de la Chambre du Trésor pour la partie de beaucoup la plus importante de son ressort. En revanche, il avait l'exercice de la voirie et à cet égard se trouvait en matière contentieuse sous le contrôle du Parlement.

Le voisinage de deux juridictions au Palais aurait pu être une nouvelle source de conflits; il ne semble pas cependant que se soient élevés de graves différends entre eux et nous avons même relaté au chapitre III (p. 79) la considération particulière témoignée par le Parlement aux délégués du bureau de Paris à l'occasion, et notamment le 20 juin 1652.

Rappelons, d'autre part, que, après l'union du bureau des finances de Paris et de la Chambre du Trésor en un « bureau des finances et Chambre du domaine et du Trésor », les présidents et gens du roi prêteront serment devant le Parlement de Paris.

(195) La disposition fut reprise dans l'édit de février 1704 créant un trésorier de France à Paris et un second président dans les autres bureaux, en même temps que les jugements des trésoriers de France étaient déclarés exécutoires par provision nonobstant appel.

Sur protestation du Parlement de Paris invoquant « l'usage observé », elle fut révoquée pour son ressort par déclaration du roi du 5 août 1704 (Bibl. nat. F 23.617 (762) qui précisa toutefois sur le second point :

« Seront en cas d'appel, les jugements exécutés par provision lorsqu'il s'agira de la perception du recouvrement de nos droits, tant anciens que nouveaux et que le fond du droit ne sera pas contesté, à charge de se conformer exactement à l'article 2 du titre 6 de l'ordonnance d'avril 1667... et encore en matière de voirie et généralement dans les cas où les jugements des trésoriers de France et juges des droits des fermes sont exécutés nonobstant appel ».

Le système sera étendu aux ressorts des autres Parlements par déclaration du roi du 14 mai 1717 (Bibl. nat. F 23.621 (701)).

*
**

Pour les autres bureaux ressortissant au Parlement de Paris, l'allégeance en matière de juridiction contentieuse du domaine et de la voirie donna lieu à quelques difficultés, notamment à Montauban en 1649, en raison d'arrêts rendus par le Parlement en faveur de lieutenants généraux de bailliages et sénéchaussées qui avaient entrepris de recevoir les « foi et hommage » des vassaux mouvant du roi, au préjudice des trésoriers de France (196).

Ces incidents n'altérèrent que peu la considération qu'avait valu au Parlement de Paris, auprès des bureaux, son rôle dans les premiers événements de la Fronde et l'appui qu'il leur avait donné.

Dans une de ses lettres, le bureau de Montauban, lui-même, avait reconnu l'obligation qu'ils avaient « à cet auguste Parlement de Paris et à quelques personnes qui le composent puisqu'ils ont postposé leurs avantages au soulagement des peuples et au soulagement général de l'Etat ».

Estimant avoir « peu à espérer du Conseil », les bureaux des finances pensèrent trouver un soutien auprès de lui dans leurs différends avec les autres autorités.

Il pouvait sembler paradoxal que des organismes qui, sauf en ce qui concerne le domaine et la voirie pour lesquels leurs jugements étaient susceptibles d'appel au Parlement suivant l'édit de 1627, prétendaient ne relever que du Conseil du roi, s'adressassent à une Cour souveraine pour lui demander son appui. Le bureau de Lyon tenta de le justifier cependant à l'occasion d'un règlement général entre les bureaux et les élections dont les bureaux avaient vainement demandé l'adoption par le Conseil du roi.

Dans une lettre du 12 mai 1651 (197), il déclara qu'il y avait lieu de se pourvoir au Parlement : « Nos édits y sont vérifiés. Ils (les membres du Parlement) sont juges nés des règlements entre les officiers. Celui que nous demandons n'est qu'une exécution des anciennes ordonnances desquelles ils sont les juges conservateurs. D'autant plus, en vérité, que, prenant droit par la déclaration d'octobre (1648), le Conseil n'en peut être juge, s'étant dépouillé de la connaissance de toutes affaires contentieuses de la nature desquelles est la dite instance en règlement pendante en icelui, laquelle par conséquent doit être renvoyée au Parlement puisque nous ne sommes pas justiciables de la Cour des aides. Nous savons bien que nous tenons à honneur de ne relever en la fonction de nos charges que du Conseil, mais cela regarde l'exécution des ordres que nous en recevons, soit par lettres missives, arrêts, déclarations ou états de la distribution de

(196) Lettres n^{os} 87 et 95 du bureau de Montauban des 23 juin et 15 juillet 1649.

(197) Lettre n^o 230 du 12 mai 1651, lue à l'assemblée le 16.

finances, y ayant d'autres affaires que nous soumettons à la juridiction de ladite Cour de Parlement comme la juridiction contentieuse du domaine et de la voirie. Cette participation que nous avons à la souveraineté des autres compagnies ne nous doit pas retenir de reconnaître le Parlement pour être maintenus en nos fonctions suivant les ordonnances et les édits de création de nos offices, qui y sont vérifiés, puisque le Conseil qui doit faire toute notre force nous abandonne et qu'il y a bien de la différence de reconnaître le Parlement en l'exercice et fonctions de nos charges et de le reconnaître pour être maintenus en nos dites fonctions contre ceux qui nous y veulent troubler ».

b) *Parlement de Guyenne à Bordeaux.*

Au Parlement de Bordeaux (198) ressortissaient les bureaux des finances de Bordeaux (199) et de Limoges (200).

Dès août 1576, un édit et une déclaration du roi « rendus sur le fait et règlement de ses finances pour tout le ressort du Parlement de Bordeaux » avaient interdit audit Parlement, comme d'ailleurs à tous autres juges, de connaître du fait des finances, de faire aucune levée d'hommes sans mandat du roi, d'entreprendre sur les fonctions des trésoriers de France et généraux des finances; les syndics des pays ne pouvaient procéder à aucune levée sans autorisation et ces derniers dûment appelés.

L'édit, il est vrai, ne fut pas enregistré par le Parlement qui, tout en se gardant d'opposer un refus formel, laissa sans réponse toute une série de nouvelles déclarations et lettres de jussion, notamment des 17 février 1580 et 3 septembre 1582. De guerre lasse, une déclaration du roi intervint le 18 juillet 1587 pour habiliter la Chambre des comptes de Paris à enregistrer, aux lieu et place du Parlement de Bordeaux, édit et déclarations (201).

(198) Créé en 1451, en remplacement des « Grands-Jours de Guyenne qui avaient eux-mêmes succédé à l'ancienne Haute Cour féodale ».

Sur ce Parlement, cf. Charles-Bon-François BOSCHERON DES PORTES :

« Histoire du Parlement de Bordeaux depuis sa création jusqu'à sa suppression » (1451-1790). Bordeaux, 1877, 2 vol. in-8. (Bibl. nat. 8° Lf25 199).

(199) Nous rappelons que le Quercy, le Rouergue, la Haute-Guyenne et la Gascogne, qui relevaient du bureau des finances de Bordeaux tout en se trouvant dans le ressort du Parlement de Toulouse, en avaient été détachés par l'édit de janvier 1635 pour former le bureau de Montauban afin que les affaires du domaine et de la voirie ne fussent pas jugées par le Parlement de Bordeaux et tous les autres litiges par celui de Toulouse.

Avec les deux élections de Saintes et de Cognac, qui lui avaient été attribuées en compensation, au détriment du bureau des finances de Limoges, le bureau de Bordeaux ne comprenait plus que :

Les trois élections de taille personnelle de Bordeaux, Périgueux et Sarlat;

Les trois élections de taille réelle d'Agen, de Condom et des Lannes (fraction des Landes, avec Dax),

sans parler de la Navarre, du Béarn et de l'Albret qui lui avaient été attribuées par des dispositions de l'édit qui ne furent pas appliquées (Cf. *infra*, p. 320).

(200) Et également, après l'édit d'avril 1694 créant le bureau des finances de La Rochelle, le dit bureau.

(201) Ensemble des textes : Bibl. nat. F 46.852 (10).

Bien que ces faits fissent mal augurer des relations futures entre le Parlement et le bureau des finances de Bordeaux, il n'y eut, semble-t-il, entre eux jusqu'à la Fronde que des conflits mineurs, notamment celui déjà cité relatif à la publication de nouveaux règlements sur les monnaies en 1602 (202), la prétention émise par le Parlement en 1630 que les trésoriers de France viennent prêter serment devant lui (203) et un arrêt portant préjudice à la juridiction du bureau qui fut cassé par le Conseil du roi en février 1642 (204).

Les événements de 1648 les rapprochèrent et, si le bureau de Bordeaux ne prit jamais ouvertement parti contre le gouvernement comme le fit le Parlement, l'action politique de ce corps lui valut, semble-t-il, la sympathie de la majorité de ses membres (205), quoi qu'ait pu écrire à ce sujet dans ses mémoires Jacques FILHOT, dans le dessein évident de se ménager ses collègues et apaiser leurs ressentiments (206).

Nous rappelons que le Parlement de Bordeaux fut interdit à deux reprises, une première fois le 12 juillet 1649 (207) et une seconde le 10 décembre 1651. Débordé par le gouvernement révolutionnaire de « l'Ormée », il envisagea en avril 1652 un repli à Limoges (208), puis à Dax. Le 8 octobre 1652, sur l'ordre du gouvernement, il se retira à Agen en même temps d'ailleurs que le bureau de Bordeaux. Les deux juridictions devaient en être chassées par la peste et s'installer, le Parlement à la Réole, le bureau à Blaye; elles y restèrent jusqu'en novembre 1654.

La sympathie que le bureau avait pu avoir pour l'action politique pourtant contestable du Parlement ne l'avait pas empêcher de formuler des réserves sur ses intrusions fâcheuses dans le domaine financier. En 1652, en effet, le Parlement avait, sans y être aucunement qualifié, pris un arrêt pour décharger le peuple de la moitié de tous les restes dus sur les tailles pour les années 1649 à 1651. Il avait fait partout saisir les caisses des receveurs et avait fait prendre dans celles de la ville d'Agen 18.000 livres sur les tailles de l'année.

(202) Arch. dép. de la Gironde C 3.977 (Cf. supra, p. 170).

(203) Arch. dép. de la Gironde C 3.907.

Trois ans auparavant, le bureau des finances de Bordeaux était resté neutre quand le Parlement de Bordeaux, toutes Chambres assemblées, avait prétendu interdire aux élus et aux receveurs d'imposer six deniers extraordinaires sur les tailles en faveur des greffiers des élections jusqu'à l'examen de ses remontrances au roi sur son édit.

Le Conseil du roi avait cassé son arrêt par arrêt du 27 mars 1627 (Arch. dép. de la Gironde C 3.978).

(204) Arch. dép. de la Gironde C 3.848.

(205) La minorité, favorable au gouvernement, avait pour représentant le trésorier le plus marquant : Etienne RICHON, sgr de MONTFAVIER, en fonction depuis 1617. Il y avait d'autant plus de mérite qu'un autre RICHON, de ses proches parents, commandant un des forts défendant Bordeaux, avait été pendu à Libourne en 1650 sur l'ordre de MAZARIN après sa capitulation.

(206) Cf. supra, p. 57.

(207) Bibl. nat. F 23.611 (1.003).

(208) Cf. René FAGE : « Un épisode de la Fronde en province : Tentative de translation à Limoges du Parlement de Bordeaux ». Limoges, 1882, in-8. (Bibl. nat. Lf25 212).

Quant au bureau de Limoges, il s'était trouvé pendant la Fronde en accord avec le Parlement dans leurs luttes contre les intendants, traitants et partisans (209).

Il semble que pendant longtemps, les rapports entre le Parlement et les bureaux restèrent assez bons. En 1658 et en 1684 notamment (210), ils se concertèrent pour leurs intérêts communs. Mais par la suite, en raison des difficultés nées de l'application de l'édit d'avril 1627 sur leur compétence en matière de domaine et de voirie (211), leurs relations s'altérèrent et, au siècle suivant, le Parlement fut ulcéré par l'intervention d'un arrêt du Conseil du 15 août 1752 commettant le bureau des finances de Bordeaux pour renouveler le terrier et juger en dernier ressort les contestations qui y seraient relatives. De très humbles et très respectueuses remontrances présentées au roi pour que l'appel des questions domaniales lui fût rendu (212) n'ayant pas eu de suite, le conflit s'envenima avec une réplique des trésoriers (213) et, après divers incidents, aboutit à une grève en forme du Parlement de Bordeaux, soutenu en ses prétentions par celui de Paris (214) : l'affaire eut un grand retentissement; elle émut profondément l'opinion publique.

c) Parlement de Normandie à Rouen.

Au Parlement de Rouen (215) ressortissaient les trois bureaux d'Alençon, Caen et Rouen.

Nous avons vu au chapitre II (p. 28) comment, en mars 1628, l'acquéreur d'un office de trésorier de France à Rouen s'était vu refuser son admission au bureau par le seul motif qu'il avait été greffier au Parlement. Le fait n'était pas l'indice d'une sympathie excessive des trésoriers de France de Normandie à l'égard du Parlement.

Nous avons vu pareillement au chapitre III (p. 203) comment, vers la même époque, les bureaux de Rouen et de Caen avaient refusé

(209) Cf. *infra* : Relations des trésoriers de France avec les intendants.

(210) Arch. dép. de la Gironde C 3.878 et 3.955.

(211) L'édit n'avait d'ailleurs été admis que difficilement par le Parlement de Bordeaux. C'était seulement après des lettres de jussion du 3 février 1634 qu'il avait été enregistré le 7 septembre suivant (Texte dans FOURNIVAL, p. 480).

(212) Bibl. nat. Lf25 104.

(213) Bibl. nat. 8° Fm 1817. 3° Mémoire du Parlement. Paris, 1755 (f° Fm 22869).

(214) Cf. « Arrêt du 21 juillet 1756 et remontrances sur ce qui a suivi la résolution du Parlement contre les lettres patentes du 15 août 1752 ». (Bibl. nat. Lf25 107) et aussi Mémoire imprimé du bureau de 127 pages in-4 (1757).

(215) Le Parlement de Normandie avait succédé en 1515 à l'Echiquier de Normandie, ancienne Cour du duc qui depuis 1315 était souveraine, mais était présidée par un membre du Parlement de Paris.

Sur le Parlement de Normandie, cf. :

— Pierre-AMABLE FLOQUET : « Histoire du Parlement de Normandie », 1840-1848, 7 vol. in-8 (Bibl. nat. Lf25 124);

— HENRI LAMBERT DE FRONDEVILLE : « Les présidents au Parlement de Normandie », Rouen, 1953, in-8 (Bibl. nat. 8° Lk2 5.721 (53)).

Id. : « Les conseillers au Parlement de Normandie au xvi^e siècle » (1499-1594), Rouen, 1960, in-8 (Bibl. nat. 8° Lk2 5.721 (54)).

la juridiction du domaine et de la voirie que leur avait attribué l'édit d'avril 1627, pour ne pas voir certaines de leurs ordonnances soumises à la censure du Parlement. L'exclusive avait été étendue au bureau d'Alençon, lors de sa création en mai 1636.

Les infortunes communes du Parlement et du bureau des finances de Rouen, après la révolte des « va-nu-pieds », en 1640 (216), avaient pu rapprocher dans une certaine mesure les deux corps en face de la Chambre des comptes qui était restée indemne. En 1648, instruit par l'expérience, le bureau ne s'aventura qu'avec prudence dans la politique et laissa le Parlement s'y engager le premier en accord avec le duc de LONGUEVILLE, gouverneur de la province (217). Il eut cependant des délégués à St-Germain, en mars 1649, lors des négociations du Parlement, de la Chambre des comptes et de la Cour des aides de Rouen avec la Cour (218).

Sur le plan administratif, un arrêt du Conseil du 28 mars 1648 (219) avait fait défense au Parlement de Normandie, comme d'ailleurs à tout juge, « de prendre connaissance des ordonnances des trésoriers de France et de recevoir aucunes appellations d'icelles ». Cette défense, jointe au défaut de juridiction des bureaux quant au domaine et à la voirie, avait, sinon fait disparaître tout conflit entre eux et le Parlement, du moins limité leurs différends.

La situation devait être transformée par l'édit d'avril 1694 imposant aux trois bureaux de Normandie d'assumer la juridiction contentieuse du domaine et de la voirie, bien que, pour ménager les susceptibilités des trésoriers de France, l'édit eût pris soin de préciser que le Parlement ne pourrait assujettir de son fait les trésoriers de France à aucune réception, aucun serment, ni aucune « comparance ». Il verrait les ordonnances du bureau, non leurs auteurs.

Cela ne suffit pas à empêcher les conflits entre les deux juridictions et il faudra en 1752 au procureur général au Parlement deux mémoires in-folio de 80 et 58 pages pour énumérer les griefs de la juridiction contre les trésoriers de France et, en 1759, aux trésoriers de France de Normandie 119 pages in-4° pour exposer reconventionnellement les leurs (220).

d) *Parlement du Languedoc à Toulouse.*

Créé dès 1303, confirmé en 1420, fixé définitivement en 1444, le Parlement de Toulouse était le plus ancien du royaume après

(216) Cf. *infra*, p. 337.

(217) Une déclaration du roi du 17 février 1649 disposa que tous les officiers du Parlement de Rouen seraient déclarés criminels de lèse-majesté s'ils ne se rendaient dans les quatre jours auprès du roi (Bibl. nat. F 23.611 (972)). Dix jours plus tard, une nouvelle déclaration du roi prétendit transférer à Vernon le Parlement (Bibl. nat. F 23.611 (975)). Inutile de dire que ces deux déclarations n'eurent aucune suite.

(218) Cf. les « Mémoires » de Mathieu MOLÉ, éd. 1855-1857, t. II, p. 417, 421, 426, 427, 436, 438 et 447.

(219) Cf. PATAS DU BOURGNEUF, *op. cit.*, t. II, p. 118.

(220) Arch. nat. K 888 (35).

celui de Paris (221) et, la quasi-autonomie du Languedoc aidant, ne cédait rien en autorité à son aîné, bien au contraire. Une tentative avait été faite en 1638 pour diminuer tout au moins l'étendue de son ressort (222) par la création d'un Parlement à Nîmes, mais il y avait été renoncé dès mars 1639 (223).

Dans la première partie du xvii^e siècle et jusqu'à l'installation d'un intendant du Languedoc, le Parlement se comportait presque en souverain. S'estimant responsable de la police du Languedoc, il tranchait de tout, censurait et modifiait les actes du roi, donnait des ordres à chacun, même aux Etats, sans que personne n'osât lui résister. Le roi lui-même prenait infiniment de ménagements à son égard.

Les bureaux des finances n'échappaient pas au sort commun et, à chaque instant, le Parlement s'immisçait dans leur administration sans s'inquiéter des limites de sa compétence. Aucune réaction n'était à attendre du bureau de Toulouse. En raison de leur éloignement, celui de Montpellier, celui de Bordeaux avant 1635 pour ses onze élections du ressort du Parlement de Toulouse, celui de Montauban après cette date, témoignaient parfois d'un peu moins de souplesse, mais leurs réactions restaient très limitées.

Relatons, à titre d'exemple, quelques interventions du Parlement à l'égard des bureaux, en notant le ton employé :

Arrêt du 6 mai 1603 (224) : Contrairement à un précédent attentatoire à l'autorité de la Cour, le bureau des trésoriers de France de Béziers n'enregistrera « aucun édit, aucunes lettres patentes qui n'aient été vérifiés par ladite Cour ».

Arrêt du 15 juin 1619 (225) : Les trésoriers de France de Toulouse nommeront un receveur des amendes du Parlement; jusque-là, la recette sera effectuée par le premier huissier de la Cour, lequel rendra compte à celui qui sera pourvu.

Arrêt du 19 août 1620 (226) : Les trésoriers de France de Guyenne ne pouvant exercer leurs fonctions librement pour le service du roi et la centralisation des deniers de la caisse du receveur général de cette province pouvant tourner contre les intérêts de S. M., la Cour inhibe à tout receveur des deniers royaux de faire leurs versements dans cette caisse à peine de responsabilité personnelle, au receveur général et à ses commis d'en poursuivre le recouvrement, à peine de 2.000 livres d'amende et de prison; il est enjoint aux receveurs particuliers, exacteur et consuls de Comminges et autres receveurs d'aides d'Agenais de verser les deniers qu'ils détiennent aux mains de celui ou de ceux désignés par les trésoriers de France de Toulouse; ceux-ci

(221) Cf. J.-B. DUBEDAT, « Histoire du Parlement de Toulouse », 2 vol. in-8 (Bibl. nat. Lf25 218).

(222) Annonay, à quelque 350 kms de Toulouse, était encore dans son ressort.

(223) Bibl. nat. F 12.451 (20).

(224) Arch. dép. de la Haute-Garonne B 211, f^o 44.

(225) Arch. dép. de la Haute-Garonne B 386, f^o 293.

(226) Arch. dép. de la Haute-Garonne B 399, f^o 371.

décerneront pour la levée et la remise des deniers toutes les contraintes requises et ces deniers seront employés comme il sera ordonné par le roi en son Conseil d'Etat.

Arrêt du 26 mai 1621 (227) : Il est inhibé, à peine de dix mille livres d'amende, aux trésoriers de France d'exécuter un arrêt du Conseil d'Etat assujettissant les acquéreurs d'une portion quelconque du domaine du roi ou des greffes à leur représenter leur contrat, aux acquéreurs de comparaître devant eux, à peine de perdre leur finance, que M^e DUMAS, greffier de la Commission nommée pour la vente et la revente du domaine remettra aux archers de la trésorerie de Toulouse et aux trésoriers généraux de Montpellier avec les procès-verbaux d'adjudication dans les deux généralités.

Arrêt du 24 juin 1621 (228) : Il est enjoint aux trésoriers de France de Toulouse de procéder à la visite et à la réparation d'un moulin du roi sur le Tarn et de sa digue, à peine de mille livres d'amende.

Arrêts des 23 et 25 octobre 1621 (229) : Il est enjoint aux trésoriers de France de Toulouse de pourvoir à l'exécution des ordonnances du roi concernant la nourriture des prisonniers de guerre dirigés sur Toulouse, à peine de 4.000 livres d'amende. Deux jours plus tard, il leur est ordonné de prendre dans la journée les dispositions nécessaires pour assurer la subsistance de ces prisonniers de guerre. Les huissiers DUBARRY et RIGAL qui ont en main cent livres du Trésor les remettront aux boulangers qui ont fourni ou fourniront le pain aux prisonniers et, faute pour les trésoriers de France d'avoir satisfait à l'injonction dans le délai fixé, le procureur général pourra faire saisir sur les fermiers généraux du domaine le prix de la ferme.

Arrêt du 20 novembre 1621 (230) : Enregistrement de l'édit d'octobre 1621 créant de nouvelles charges de trésorier de France en donnant aux bureaux la connaissance des deniers des ponts et chaussées, sans approbation de la clause mettant à leur disposition les deniers des ponts et chaussées, lesquels devront être employés au paiement des troupes dans la province.

A la vérité, il semble qu'à l'égard des trésoriers de France et notamment de ceux de Toulouse le Parlement agissait plutôt par autoritarisme inné que par malveillance car, le cas échéant, il leur témoignait de la considération, soutenait leurs intérêts et les faisait respecter par les autres autorités.

C'est ainsi que le 12 novembre 1605 (231), il assigna aux trésoriers de France de Toulouse une place honorable à ses audiences solennelles de rentrée.

Le 28 août 1612, il accorda la préséance en la cathédrale de

(227) Arch. dép. de la Haute-Garonne B 405, f^o 605.

(228) Arch. dép. de la Haute-Garonne B 408, f^o 377.

(229) Arch. dép. de la Haute-Garonne B 412, f^o 235 et 253.

(230) Arch. dép. de la Haute-Garonne B 413, f^o 50.

(231) Arch. dép. de la Haute-Garonne B 296, f^o 239.

Montpellier aux trésoriers de France de Montpellier sur les magistrats présidiaux de la ville (232).

Le 20 mai 1620, il interdit de troubler dans leurs fonctions les trésoriers de France du Bas-Languedoc à Béziers et de chercher à obtenir leur transfert ailleurs, en ordonnant qu'il serait informé des cabales montées à cette fin (233).

Le 12 octobre 1622, il signala au roi les inconvénients graves résultant pour son service d'un arrêt du Conseil attribuant aux mêmes trésoriers de France (revenus à Montpellier) l'intendance des gabelles dans la généralité de Toulouse et lui demanda de revenir à l'édit, vérifié en juin, qui avait accordé cette intendance aux trésoriers de France de Toulouse (234).

Il s'opposa de même le 24 juillet 1627 à la création, par l'édit de février 1626, d'un intendant des gabelles au préjudice des trésoriers de France de Montpellier (235).

En avril 1627, l'édit accordant aux bureaux des finances la juridiction contentieuse du domaine en première instance et au Parlement en appel devait créer entre les juridictions une certaine solidarité d'intérêts, en les plaçant devant d'autres autorités qui prétendaient en avoir la connaissance. En septembre 1630, le Parlement avait cassé une ordonnance des trésoriers de France de Bordeaux et leur avait interdit de juger aucun procès touchant le domaine (236); il revisa sa position en mai 1638 (237) en apprenant que les affaires du domaine allaient être attribuées à l'intendant de la province, sauf appel au Conseil du roi. Il accepta alors que tous les procès concernant le domaine fussent portés devant les trésoriers de France, sauf appel devant lui (238). Au moins dans la généralité de Toulouse, ce régime dura jusqu'en février 1667. A cette époque, le contentieux du domaine fut confié en première instance à une commission présidée par l'intendant et comprenant des trésoriers de France, les appels relevant encore du Parlement. Un édit d'octobre 1690, supprimant le régime et confiant en souveraineté la juridiction contentieuse du domaine à la Cour des comptes, aides et finances de Montpellier, coalisa de nouveau les bureaux et le Parlement, cette fois contre la Cour, et cette situation devait se perpétuer jusqu'en 1757, époque où le système général fut rétabli en Languedoc (239) sans d'ailleurs mettre fin aux luttes entre le Parlement et la Cour (240).

(232) Arch. dép. de la Haute-Garonne B 310, f° 509.

(233) Arch. dép. de la Haute-Garonne B 396, f° 413.

(234) Arch. dép. de la Haute-Garonne B 423, f° 131.

(235) Arch. dép. de la Haute-Garonne B 476, f° 602.

(236) Arch. dép. de la Haute-Garonne B 505, f° 81.

(237) Dans sa requête, le procureur du roi soutenait que, suivant une déclaration de François I^{er} du 3 février 1540, toutes les affaires du domaine devaient être jugées en première instance au bureau des trésoriers et en appel par le Parlement, ce qui avait provoqué la création d'une seconde Chambre des enquêtes au Parlement.

(238) Arch. dép. de la Haute-Garonne B 586, f° 273.

(239) Cf. *infra*, p. 310.

(240) En matière de domaine et de voirie, le bureau était à l'époque en conflit

*
* *

La tradition des interventions du Parlement de Toulouse dans le domaine financier n'était pas encore perdue à l'époque de la Fronde.

La déclaration royale de juillet 1648 avait limité à quarante millions le montant de la taille pour 1649. Se basant sur un ouvrage de DUCROT d'où il aurait résulté que la généralité de Montauban supportait 1/17^e des charges du royaume (241), proportion qui se vérifiait sensiblement pour l'imposition des subsistances de 1648, le Parlement estima, en comparant la somme réclamée à la généralité au quotient de 40 millions sur 17, qu'elle était surimposée de 900.000 livres. Par arrêt du 12 juin 1649, il ordonna la réforme des commissions des tailles et prescrivit au bureau de Montauban de donner ses attaches aux commissions réformées.

Le bureau des finances s'émut, sinon du fond de l'affaire, car il était habitué aux empiètements du Parlement, du moins de sa forme et exprima ses doléances à l'Assemblée générale des bureaux en les termes suivants : « le Parlement de Toulouse veut nous rendre suspects au peuple de donner les mains en faveur du Conseil à une imposition au-delà de 40 millions et ainsi nous choque dans nos charges et nous veut substituer à eux pour le faire. C'est un corps qui nous donne de la peine, étant très autorisé dans la province » (242).

De fait, certaines élections n'avaient pas attendu davantage pour procéder à un nouveau département des tailles conforme à l'arrêt du Parlement et il semble bien qu'en définitive ce fut le Parlement qui fut obéi.

L'année suivante, il s'immisça encore dans la répartition de la taille entre les élections de la généralité de Montauban où la situation aurait été faussée pendant plusieurs années « tant par les manœuvres des traitants que par des impositions faites à cause des gens de guerre ».

N'osant casser ses arrêts, le Conseil du roi délégua cette fois un intendant de finances, Pierre GARGAN, pour négocier leur modification

avec le Parlement quant à l'étendue de ses pouvoirs de direction. Ce dernier avait cassé le 14 mars 1755 une ordonnance du bureau du 27 janvier 1749 et ordonné la suppression de la requête sur laquelle l'ordonnance avait été rendue (Arch. nat. K 888-XII et Bibl. nat., f° Fm 12.869). Il s'ensuivit plus de cinq ans de procès au cours desquels fut publié le « Recueil d'édits, déclarations et mémoires concernant la juridiction des trésoriers de France » publié chez DESPREZ en in-4 en 1760 et cité au catalogue Jacques Lelong (n° 34.040) et par Jousse (*op. cit.*, t. I^{er}, p. XXXIII).

(241) Nous n'avons rien trouvé de tel dans la dernière édition de 1636 du « Nouveau traité des aydes, tailles et gabelles » de Lazare DUCROT, avocat au Conseil du roi. Il y est seulement indiqué que, pour 1636, la généralité de Montauban avait eu à fournir 1.335.138 livres sur un total de 28.387.250 pour toute la France, ce qui représentait moins d'1/21^e.

Suivant l'état du roi pour 1649, la généralité de Montauban était taxée à la taille et ses annexes pour 3.261.075 livres sur un total de 50.294.208 livres, soit 1/15,5 de ce total.

(242) Lettre n° 87 de juillet 1649.

et, de concert avec le bureau de Montauban, « proposer un accommodement » (243).

e) *Parlement de Bourgogne et Bresse à Dijon.*

Le Parlement de Bourgogne à Dijon avait été substitué le 18 mars 1476 (244) aux Grands-jours de Bourgogne à Beaune. Son ressort avait été étendu à la Bresse, au Bugey, au Valromey et au Pays de Gex, en mai 1601, après le rattachement de ces pays à la Couronne en échange du marquisat de Saluces (245).

Il n'eut jamais qu'une sympathie limitée pour les trésoriers de France de Dijon. Dès 1579, il prétendit leur faire défense de se prononcer en matière contentieuse pour les finances, mais un arrêt du Conseil du roi intervint le 20 mai de cette année pour le lui interdire à lui-même, ainsi que de recevoir aucun appel des sentences rendues en cette matière par le bureau (246).

Cependant, à en croire un certificat délivré en 1621 (247), les trésoriers de France de Dijon avaient au Parlement certains droits d'entrée et de séance. Leur refus de la juridiction contentieuse, après l'intervention de l'édit d'avril 1627, aurait dû par ailleurs limiter les conflits entre les deux juridictions.

A l'époque de la Fronde, toutefois, à en croire leurs lettres à l'Assemblée générale des bureaux (248), ils étaient en butte à l'hostilité du Parlement, aussi bien d'ailleurs que des Chambre des comptes, Cour des aides, élus des trois ordres, maires et échevins de la province. Suivant leur expression, ils étaient sous la « patte de leurs ennemis, aux aguets pour leur enlever leurs fonctions et leur disputer toutes les attributions que leur donnaient les ordonnances et règlements » (249).

Par arrêts du 14 juin 1662, le Conseil du roi cassa un arrêt du

(243) Lettre n° 180 du bureau de Montauban du 12 décembre 1650.

(244) Cf. sur le Parlement de Dijon, Elisabeth-François de LACUISINE : « Histoire du Parlement de Bourgogne », 1864, 3 vol. in-8 (Bibl. nat. 8° Lf25 77).

(245) A la suite de différends entre le roi et le Parlement, ils furent distraits tant du ressort du Parlement que de celui de la Chambre des comptes et du bureau des finances de Dijon par l'édit de février 1659 (Bibl. nat. F 23.612) (464) portant création, à Bourg, d'une Cour souveraine pour les pays de Bresse, Bugey, Valromey et Gex, Cour ayant juridiction de Parlement et Chambre des comptes, aides et finances, et création cumulative d'un bureau des finances (Bibl. nat. F 23.612) (464).

La Cour, mise en place dès le 20 mars 1659, fut supprimée par édit de mai 1661 (Bibl. nat. F 23.612) (672), la situation antérieure étant rétablie le 27 juin.

(Cf. Louis de COMBES, « le présidial de Bourg et le bailliage de Bresse », 1874, in-8 (Bibl. nat. Lf36 15).

Il ne semble pas que les dispositions relatives au bureau des finances de Bourg aient jamais été appliquées.

(246) Arch. dép. de la Côte-d'Or C 2.082 bis, f° 148.

(247) Arch. dép. de la Côte-d'Or C 2.082 bis, f° 143.

(248) Lettres n° 13 du 8 juillet 1648, 78 du 15 mai 1649 et 101 du 21 août de la même année.

(249) « ... Nous voyons que toutes les affaires qui naissent devant nous n'y finissent pas... Si nous voulons nous y maintenir, c'est autant de procès qu'on nous fait au Conseil. Il n'y a pas plaisir à des juges d'être toujours en lice. Faites dire, Messieurs, par un règlement que pour empêcher cy-après que les affaires du roi concernant ses domaines et ses gabelles, voirie, octrois des villes et autres ne dépérissent par le moyen des oppositions et appellations qui s'en émettent que,

Parlement du 11 mai précédent et valida une ordonnance du bureau rendue le 3 mai en matière de finances, en rappelant au Parlement qu'il n'était pas qualifié pour recevoir les appels des ordonnances du bureau en cette matière (250).

A signaler également un conflit qui s'éleva, comme à Aix, entre le Parlement et le bureau des finances quant à l'emploi des fonds affectés à la réparation des bâtiments du Parlement (251).

Une déclaration du roi d'octobre 1703 (252), enregistrée au Parlement le 17 octobre 1704, devait, en définitive, attribuer au bureau la juridiction contentieuse en première instance du domaine et de la voirie (253) en le soumettant à cet égard à l'appel au Parlement; il fut précisé cependant, comme il avait été fait en 1694 pour les bureaux de Normandie, que la mesure ne porterait pas préjudice aux « rangs, entrée, séance, et voix délibérative » que les trésoriers de France avaient au Parlement comme les maîtres des comptes et conseillers des aides, et qu'elle ne les rendrait « sujets à aucune comparance ».

Comme partout, la délimitation de la juridiction volontaire et de la juridiction contentieuse souleva des conflits et dès 1715 le Conseil du roi dut annuler un arrêt du Parlement qui avait reçu un appel contre un jugement du bureau des finances en une matière dont la connaissance ne lui appartenait pas (254).

Deux ans plus tard, le Parlement voulu imposer à la réception de Thomas MATHIEU, comme greffier du bureau, des conditions préjudiciables aux intérêts du dit bureau. Une transaction intervint entre les deux compagnies (255).

A la suite de longs procès (256) et en exécution d'un arrêt du

cy après étant intentées par devant nous, soit à la requête du procureur du roy ou des procureurs, elles n'en pourroient être distraites jusqu'à ce qu'il y ait jugement définitif qui sera exécutoire nonobstant opposition ou appellation quelconque et sans préjudice d'icelles, cela estant, nous plaiderons main garnie et les parties bien souvent en demureront là; nous prenons garde icy que ces corps de justice dont nous parlons nous spolient de nos emplois. Nous alléguons pour toute exception que nous n'avons point de juridiction contentieuse, que nous ne pouvons pas seulement faire une intervention, quoique les ordonnances de FONTANON le démentent. Si vous avez, Messieurs, quelque moyen de parer à ces objections, faites-le insérer dans ce règlement de sorte que l'éclaircissement que vous y mettrez leur ferme la bouche » (Lettre n° 78 du 15 mai 1649).

(250) Arch. nat. AD IX 79 et Arch. dép. de la Côte-d'Or C 2.083 bis, f° 157.

(251) Arch. dép. de la Côte-d'Or, C 2.082, f° 39.

(252) Bibl. nat. F 21.055 (14).

(253) Dès le 31 décembre 1641, à l'occasion d'un alignement donné à Dijon, un arrêt du Conseil était intervenu pour « maintenir le bureau des finances de Dijon dans la connaissance et juridiction de la grande et petite voirie » (Arch. nat. AD IX 79), mais il semble que cet arrêt n'avait pas été appliqué.

Un édit d'avril 1663 lui attribuant la juridiction contentieuse du domaine (Arch. dép. de la Côte-d'Or C 2.082 bis) n'avait pas eu apparemment plus de suite.

(254) Arch. dép. de la Côte-d'Or, C 2.082 quater, f° 30.

(255) Arch. dép. de la Côte-d'Or, C 2.075, f° 82.

La résistance du bureau des finances était digne d'une meilleure cause : Sept ans plus tard, il fut contraint d'interdire pour trois mois le greffier MATHIEU, pour exactions (*Ibid.*, f° 159).

(256) Au cours desquels, il sera publié :

— « Mémoire pour les officiers du Parlement de Dijon contre les officiers de la Chambre des comptes de ladite ville », 1724, in-f° (Bibl. nat., f° Fm 4.840);

— « Recueil d'édits, déclarations et arrêts concernant la juridiction de la

Conseil du roi du 6 août 1727, des lettres patentes interviendront les 8 septembre et 13 octobre suivants pour régler les relations entre les officiers du Parlement, ceux de la Chambre des comptes et les trésoriers de France. Elles ne contiendront en leurs 30 articles aucune disposition concernant les rapports entre le Parlement et les trésoriers de France, ce qui semble indiquer qu'il n'y avait plus alors de conflits entre eux. L'article 18 toutefois ordonne que « les officiers d'élections dans la généralité de Bourgogne et de Bresse ne se puissent faire recevoir ailleurs qu'en notre dite Cour de Parlement comme Cour des aides ». Nous ne savons si cette disposition visait la Chambre des comptes ou le bureau des finances.

f) Parlement du Dauphiné à Grenoble.

Ancien Conseil delphinal, le Parlement du Dauphiné avait été établi en 1455 et se trouvait ainsi, par ordre d'ancienneté, le troisième du royaume.

Le régime particulier des trésoriers de France en Dauphiné, maintenus au nombre de cinq jusqu'en 1621, et leur logement dans le même palais que le Parlement, avaient créé entre les deux juridictions plus de liens que dans les autres provinces. Un édit de novembre 1608 avait expressément attribué aux trésoriers de France les privilèges et exemptions du Parlement, aussi bien que de la Chambre des comptes.

L'édit de décembre 1627 n'avait fait que confirmer la situation préexistante en donnant aux trésoriers de France séance et voix délibérative au Parlement comme à la Chambre des comptes.

L'édit de septembre 1628 créant deux nouveaux trésoriers de France avait été enregistré au Parlement le 5 octobre 1628 sous la réserve expresse que les trésoriers de France y feraient enregistrer leurs provisions et y prêteraient serment.

Le Dauphiné fut, avec le Languedoc (257) une des rares provinces où les trésoriers de France prirent au pied de la lettre la circulaire

Chambre des comptes avec quelques observations pour servir au procès pendant devant le Conseil du roi entre le Parlement et la Chambre des comptes de Dijon ». Paris, 1724 (Bibl. nat., f° Fm 4.841);

— « Réponse de la Chambre des comptes de Dijon au mémoire du Parlement » (Bibl. nat. 4° Fm 4.822);

— « Mémoire pour les officiers du bureau des finances de la généralité de Dijon intervenants, demandeurs et défendeurs, contre le procureur général de la Chambre des comptes en présence des officiers du Parlement de la ville », 1725 (Bibl. nat. 4° Fm 4.817);

— « Réponse pour le Parlement de Dijon au dernier mémoire de la Chambre des comptes », communiquée le 8 juin 1726 (Bibl. nat., f° Fm 4.843);

— « Suite du mémoire pour la Chambre des comptes contre le Parlement de Bourgogne », communiquée le 13 juillet 1726 (Bibl. nat. 4° Fm 4.821);

— « Mémoire abrégé pour les officiers du Parlement et Cour des aides de Dijon contre les officiers de la Chambre des comptes de la même ville » (Bibl. nat., f° Fm 4.845);

— « Addition au mémoire pour les officiers du bureau des finances de Dijon intervenant contre le procureur général de la Chambre des comptes de Dijon en présence du procureur général au Parlement de Dijon ». Dijon, 1727 (Bibl. nat. 4° Fm 4.818).

(257) Cf. lettre n° 5 du Bureau des finances de Montpellier.

du 23 mai 1648 de leur Assemblée générale et s'abouchèrent avec le Parlement, comme d'ailleurs avec la Chambre des comptes, pour délibérer des mesures envisagées par la situation politique. Le Parlement reçut officiellement leurs commissaires le 29 juillet 1648 (258).

Par la suite, les particularités du bureau s'estompèrent et il s'éleva entre le Parlement et lui quelques différends auxquels mit fin un « concordat » passé entre les deux compagnies le 8 août 1668 : Les trésoriers de France s'engageaient à ne pas refuser de requêtes par le motif que la qualité de « Nosseigneurs » ne leur serait pas donnée; ils ne prendraient pas cette qualité dans leurs ordonnances; ils renonçaient à leur rang et séance au Parlement. Ils voulurent revenir sur cet accord, qui leur était manifestement défavorable, mais il fut homologué par l'arrêt de règlement déjà cité du 6 octobre 1691 entre le Parlement, la Chambre des comptes et les trésoriers de France de Grenoble (259).

Cet arrêt ne mit pas fin à leurs querelles et le Parlement leur contesta notamment le droit de se placer dans le chœur de l'église cathédrale pour les cérémonies officielles (260), bien qu'ils eussent obtenu des lettres patentes du 6 décembre 1697 les autorisant à y assister en robe de satin dans les mêmes conditions que la Chambre des comptes (261).

Plus tard encore, la préparation et l'exécution du plan général de reconstruction et d'embellissement de la ville de Grenoble sera une nouvelle source de conflits (262).

g) *Parlement de Provence à Aix.*

Le Parlement de Provence à Aix (263) avait été substitué à l'ancien « Conseil éminent de Provence » par édicts de juillet 1501 et juillet 1502.

Il ne semble pas qu'il ait jamais eu de conflits sérieux avec les trésoriers de France.

(258) Bibl. nat. Manuscrits français 17.388, f° 190 et 191 r°.

(259) Arch. nat. AD IX 79.

Le texte est précieux du fait que, dans son exposé de motifs (près de 140 pages), il reprend la plupart des textes et arrêts du Conseil intéressant tant les autres bureaux des finances que celui de Grenoble.

(260) Lettre du bureau de Grenoble à celui de Metz (Arch. dép. de la Moselle C 108).

(261) Cf. *supra*, p. 84.

(262) Cf. Arrêt du Parlement du 4 mai 1761 ordonnant qu'il soit sursis à l'exécution du plan et que des remontrances soient adressées au roi pour lui signaler son entière élimination de l'affaire par les trésoriers de France « sous le prétexte de direction de la voirie ». (Arch. com. de Grenoble DD 139).

(263) On trouvera sur le Parlement de Provence une bibliographie assez complète donnée par Raoul BUSQUET dans l'inventaire des archives départementales des Bouches-du-Rhône, série B, t. III, Introduction. L'auteur a d'ailleurs lui-même fourni des notices sur le Parlement dans ses divers travaux. (Même bibliographie que pour le bureau des finances).

Cf. également Balthazar de CLAPIERS-COLLONGUES et M^{is} de BOISGELIN : « Chronologie des officiers des Cours souveraines de Provence » (Annales de la Société d'études provençales, t. II, 1905) (Bibl. nat. Lc19 210) (II).

Dès le 30 décembre 1597, il avait été désigné par le roi pour arbitrer des différends entre eux et la Cour des comptes (264).

Peut-être était-ce leur mésentente avec ladite Cour, en lutte ouverte avec le Parlement (265), qui valait de sa part aux trésoriers de France une certaine sympathie.

Le 1^{er} octobre 1619, il avait établi un règlement sur la séance des trésoriers de France à ses audiences, règlement qui leur donnait rang avant les officiers du présidial (266). En 1640, à la procession de la Fête-Dieu, il avait fait passer les trésoriers de France immédiatement après lui et avant tous les officiers du siège (267), ce qui avait provoqué des protestations de ces derniers (268). La mesure devait d'ailleurs être confirmée par un arrêt du Conseil du 8 février 1666 portant règlement entre le Parlement, la Cour des comptes, aides et finances et les trésoriers de France qui autorisa les trésoriers à suivre immédiatement le Parlement, la Cour des comptes passant « à senestre » (269).

A signaler cependant un arrêt du 16 mai 1646 par lequel le

(264) Arch. dép. des Bouches-du-Rhône, B 3.339, f^o 145.

(265) Suivant un recueil manuscrit intitulé « Miscellanea » de la Bibliothèque de l'actuelle Cour des comptes (n^o 2.279), le Parlement et la Cour des comptes de Provence, « guidés par cette espèce de fanatisme que l'intérêt des corps inspire aux âmes les plus honnêtes, se livrèrent à des écarts d'autant plus fâcheux qu'ils étaient occasionnés par l'excès même de leur vertu ».

Ces « écarts » atteignirent leur paroxysme le 28 avril 1683. Une procession ayant été prévue en la cathédrale Saint-Sauveur d'Aix pour faire cesser la sécheresse qui désolait le pays, le Parlement seul y fut convié. La Cour des comptes s'y rendit quand même, mais trouva le Parlement installé dans le chœur dont il avait fait fermer les grilles. Les membres de la Cour repoussant les archers qui les gardaient donnèrent l'assaut en grimpant sur les grilles et l'on vit un maître des comptes, CROZE DE LINCEL (1644-1696), se saisir du mousquet d'un des gardes et ajuster le premier président du Parlement qui s'effondra préventivement à plat ventre derrière les stalles des chanoines en glapissant de terreur.

Le cardinal GRIMALDI (1595-1685), archevêque d'Aix, ayant décidé d'arrêter la cérémonie, le Parlement battit en retraite, poursuivi à coups de pierres par les membres de la Cour. Certains de ces derniers faillirent d'ailleurs s'emparer du premier président qui ne leur échappa qu'en sautant de sa chaise à porteurs et en s'enfuyant à toutes jambes.

Les desseins de la Providence sont cependant impénétrables. On aurait pu redouter que les scandales de la cathédrale ne l'eussent ancrée dans ses décisions quant au temps. Il n'en fut rien et une pluie diluvienne intervint, qui dispersa les combattants.

Saisi des plaintes respectives des deux parties et d'un nouveau mémoire du Parlement sur les violences commises (Bibl. nat., f^o Fm 13.876 et 13.880), le roi décida, après enquête de l'intendant, qu'en réparation les membres de la Cour des comptes assisteraient dans les stalles basses de la cathédrale à une grande messe chantée, CROZE DE LINCEL faisant amende honorable en restant à genoux pendant toute la cérémonie, un cierge à la main (Cf. notamment Prosper CABASSE : « Essai historique sur le Parlement de Provence », Bibl. nat., Lf25 37, t. III, p. 59 à 68).

(266) Texte reproduit par DESCORBIAC, *op. cit.*, p. 729.

(267) Le Parlement y avait toutefois mis la condition que les trésoriers de France n'auraient que le costume dont ils étaient revêtus à Aix à l'entrée de la reine Marie de MÉDICIS en novembre 1600 (c'est-à-dire le capot et la toque, alors que depuis quelque temps, ils avaient adopté la robe longue et le bonnet de velours (Cf. *supra*, p. 138). De plus, leurs huissiers devaient tenir leurs baguettes basses.

(268) Prosper CABASSE, *op. cit.*, t. II, p. 226.

(269) Hyacinthe de BONIFACE : « Arrêts notables du Parlement de Provence », 1708, in-f^o, t. III (Bibl. nat., F 2.281, p. 42).

Conseil du roi cassa un arrêt du Parlement rendu au préjudice d'ordonnances des trésoriers de France et déchargea de condamnations prononcées par cet arrêt un préposé des trésoriers (270).

Egalement, un arrêt du 20 juillet 1672 par lequel le Conseil du roi cassa un arrêt du Parlement de Provence rendu sur appel d'une ordonnance des trésoriers de France relative à des réparations faites au Palais; le Conseil faisait de plus défense au Parlement de rendre à l'avenir de semblables arrêts, ni d'« entreprendre sur la juridiction des trésoriers de France » (271).

h) *Parlement de Bretagne à Rennes.*

Le Parlement de Bretagne (272) avait succédé le 1^{er} mars 1553 aux Grands-Jours de Bretagne, qui avaient eux-mêmes pris la suite du Parlement général de Bretagne.

Les trésoriers de France en Bretagne faisant corps avec la Chambre des comptes de Bretagne, leurs conflits avec le Parlement se confondirent longtemps avec ceux du Parlement et de la Chambre. Pour minimiser les luttes des deux organismes, HENRI II avait établi le Parlement à Rennes, alors que depuis CHARLES VIII la Chambre des comptes avait son siège à Nantes. La mesure ne suffit d'ailleurs pas et le Conseil du roi dut établir successivement les 5 août 1581, 18 août 1582 et 18 septembre 1625 (273), des règlements pour fixer leurs relations.

Il n'y est fait mention des trésoriers de France en Bretagne qu'une fois, en l'article 17 du règlement du 18 septembre 1625 :

« Pour le regard des réparations aux parcs de Quelescoat et Succinio, serait fait visitation par devant un des thrésoriers de France de la province et bail au rabais pour la réfection d'icelles et envoyé au greffier du Conseil pour, iceluy veu, estre octroyé lettres d'assiette des deniers nécessaires à la dite despense, ainsy que de raison ».

Il ne s'agissait pas, semble-t-il, d'immeubles à la disposition personnelle du Parlement (274). On peut s'étonner dès lors que la matière ait donné lieu à conflit.

*
* *

La situation des trésoriers de France en Bretagne ne fut pas modifiée par l'édit d'avril 1627 conférant aux bureaux des finances la juridiction contentieuse du domaine et de la voirie sous réserve d'appel au Parlement, cet édit ne leur étant pas applicable suivant une disposition même de son texte.

(270) Cf. PATAS DU BOURGNEUF, *op. cit.*, t. II, p. 115.

(271) Cf. PATAS DU BOURGNEUF, *op. cit.*, t. II, p. 150.

(272) Cf. Frédéric SAULNIER : « Le Parlement de Bretagne, 1554-1790 », 1909, 2 vol. in-f° (Bibl. nat. 4° Lf25 264).

(273) Bibl. nat. Fm 11.825 (1647, in-4) et inv.-F 22.038 (1790, in-f°).

(274) Succinio était un château appartenant au roi et ayant un gouverneur, en la presqu'île de Rhuys, au sud de Vannes.

Plus tard, un règlement du Conseil du roi du 21 février 1690 sur « les fonctions des généraux des finances en Bretagne » reviendra en partie sur la mesure et, après la suppression du bureau des finances de Vannes qui fonctionnait sensiblement comme les autres bureaux, une déclaration du roi du 12 mai 1705 (275) donnera aux trésoriers de France en Bretagne « la connaissance en 1^{re} instance et privativement à tous autres juges de la grande et petite voirie dans l'étendue de la province » (276), en soumettant ainsi leurs jugements à la censure du Parlement.

i) *Parlement de Navarre à Pau.*

Créé en octobre 1620 (277) par la réunion de la chancellerie de Navarre (278) et du Conseil souverain de Béarn (279), le Parlement de Pau (280) avait reçu d'un édit de juin 1624 le nom de Parlement de Navarre.

Il avait pour ressort le Béarn et la Navarre, plus le pays de Soule, enlevé au Parlement de Bordeaux, mais qui lui fut restitué par la suite (281).

La limitation de son ressort permit, semble-t-il, au Parlement de Navarre de vivre en paix avec les trésoriers de France des bureaux voisins.

Ce n'est qu'après son union, en décembre 1691 (282), avec la Cour des comptes, aides et finances de Navarre, dont le ressort à certains égards était douze fois plus étendu que le sien, qu'il entra en lutte avec eux et les juridictions limitrophes, mais c'est au titre de la Chambre des comptes que ces luttes seront relatées (p. 321).

j) *Autres Parlements ou Conseils souverains.*

Créé en 1528, le Parlement de Dombes (283), qui faisait également office de Chambre des comptes pour la principauté (284), ne semble pas avoir eu de rapports de droit avec les trésoriers de France à

(275) Bibl. nat. F 23.617 (13) et F 23.618 (52).

(276) Dès le 4 juillet 1705, les trésoriers de France établiront un « règlement sur la voirie, les saillies et avancées sur la rue en Bretagne » (Cf. PATAS DU BOURGNEUF, t. II, p. 208).

(277) Edit d'union du Béarn avec la France (Bibl. nat. F 23.610 (559)).

(278) Tribunal souverain constitué à Saint-Palais en 1520 après la perte, par le vicomte de Béarn, de la partie espagnole de la Navarre.

(279) Le Conseil souverain de Béarn avait été établi à Pau en 1519 par HENRI II D'ALBRET, roi de Navarre.

(280) Cf. Pierre DELMAS : « Du Parlement de Navarre et de ses origines », 1898, in-8. Thèse (Bibl. nat. 8° 12.550).

(281) Le pays de Soule fut rendu définitivement au Parlement de Navarre par l'édit prononçant son union avec la Cour des comptes, aides et finances de Navarre.

(282) Edit de novembre 1691, vérifié au Parlement le 12 décembre suivant (Bibl. nat. F 23.614 (1197)).

La mesure avait d'ailleurs soulevé les protestations du Parlement qui prévoyait peut-être qu'elle lui enlèverait sa quiétude (Bibl. nat. Recueil Thoisy, t. LXXXIX, f° 114).

(283) Cf. Jean-Louis-Nicolas DUPOND : « Le Parlement de Dombes et l'ancienne justice de Trévoux ». Trévoux, 1949, in- (Bibl. nat. 4° Lf25 296).

(284) La principauté souveraine de Dombes avait été rattachée au royaume en

Lyon, bien qu'il ait siégé longtemps en cette ville (285). A sa suppression en 1771, la Dombes sera d'ailleurs rattachée pour la justice au Parlement de Dijon et non à celui de Paris.

Créé en janvier 1633 (286), le Parlement des Trois-Evêchés à Metz (287 et 288), dont une des Chambres était Chambre des comptes depuis 1661, n'eut affaire à des trésoriers de France qu'à partir de cette époque.

Créé par les NASSAU avec 6 conseillers seulement, le Parlement d'Orange fut supprimé lors de l'intégration de la principauté au royaume en 1734, sans avoir eu de relations avec des trésoriers de France.

Créé par déclaration du roi du 16 septembre 1634, publiée le 17 octobre suivant (289), le Conseil souverain de Nancy (290) avait succédé notamment aux Chambres des comptes de Bar et de Nancy dans leurs attributions administratives et contentieuses quant aux « domaine, impositions, aides et finances » ; aussi, ne connut-il pas de trésoriers de France et ses conflits se limitèrent-ils à ceux qu'il eut avec l'intendant des finances en Lorraine, Louis CHANTEREAU LE FEBVRE (1588-1658), d'ailleurs personnellement trésorier de France à Soissons (291). Il disparut le 13 février 1637 par voie d'union avec le Parlement de Metz, alors replié à Toul (292).

1523 tout en conservant son autonomie, sous une sorte de protectorat. Par contrat passé le 19 mars 1762 entre le roi et Louis-Charles de BOURBON, comte d'Eu (Bibl. nat. 4° Fm 11.804 et 11.806), elle sera échangée contre le duché de Gisors, acquis par LOUIS XV en 1759. Elle sera réunie définitivement à la couronne par arrêt du Conseil du 17 septembre 1779.

(285) C'est seulement en décembre 1696 qu'il s'établit définitivement à Trévoux. Il sera supprimé avec les autres Parlements en octobre 1771 (Bibl. nat. F 27.182 (30)).

(286) Edit publié à la chancellerie le 16 janvier 1633, mais enregistré au Parlement de Paris seulement le 20 décembre 1635 (Bibl. nat. F 42.601 (2)).

(287) Cf. Emmanuel MICHEL : « Histoire du Parlement de Metz », Metz, 1845, in-8 (Bibl. nat. 4° Lf25 146) et Biographie du Parlement de Metz, 1853, in-8 (Bibl. nat. 8° Ln25 72).

La juridiction du Parlement sera étendue au Hainaut, mais il le perdra en 1683.

(288) Sur le Parlement d'Orange, cf. : Cte A. de PONTBRIAND : « Histoire de la Principauté d'Orange ». Avignon, 1891, in-8 (Bib. nat. 3° Lk7 28.374) ; Jacques de COURSAC : « Choses et gens du Parlement d'Orange ». Paris, 1934, in-8. (Bib. nat. 8° Lk7 43.228).

(289) Bibl. nat. F 46.981 (17).

Dès le 19 octobre 1634, le Conseil souverain rendait un arrêt pour ordonner des prières publiques « pour le roi, dans toute l'étendue de son duché de Lorraine » (occupé par LOUIS XIII depuis 1633) (*Ibid.*).

(290) Cf. André GAIN : « Le Conseil souverain de Lorraine (1634-1637) ». Annuaire de la Société d'histoire et d'archéologie de Lorraine, tomes XLIV à XLVI, 1935 et 1936 (Bibl. nat. 4° Lc29 63) (7).

(291) Il en sera de même pour la Cour souveraine de Lorraine et du Barrois, qui, sous le régime lorrain, avait succédé au Parlement de St-Mihiel le 7 mars 1641 et sera confirmée provisoirement en février 1766, puis transformée en Parlement de Lorraine et Barrois à Nancy en octobre 1775 (Cf. Jules KRUG-BASSE : « Histoire du Parlement de Lorraine et Barrois », Nancy, 1899, in-8 (Bibl. nat. 8° Lf25 247). Les affaires financières et domaniales relevaient en effet des Chambres des comptes de Nancy et de Bar (Cf. *infra*, p. 323).

(292) Un autre Conseil souverain existait à Pignerol depuis 1631 ; il avait pour président un trésorier de France à Grenoble, Ennemond SERVIEN (1596-1679), déjà cité, frère du secrétaire d'Etat et surintendant des finances, Abel SERVIEN (1693-1659) et oncle de Hugues de LIONNE (1611-1671), également secrétaire d'Etat aux

En Artois, le Conseil provincial et souverain créé par CHARLES-QUINT le 12 mai 1530 avait été maintenu par déclaration du roi du 16 février 1641 sous la réserve que, au civil, il ne statuerait que sauf appel au Parlement de Paris. Il n'eut jamais l'appel de décisions d'un bureau de finances en matière domaniale, l'Artois ayant été rattaché d'abord à la généralité d'Amiens, puis à celle de Lille, de sorte que ce fut toujours le Parlement de Paris ou celui de Flandre qui furent compétents à cet égard.

En Alsace, un Conseil supérieur, créé à Ensisheim en septembre 1657 (293), sera transformé dès 1600 (294) en un Conseil provincial soumis à l'appel du Parlement de Metz et c'est probablement de ce fait que le bureau des finances de Metz se dira parfois « bureau des finances de Metz et d'Alsace », bien que le Conseil soit redevenu indépendant en novembre 1679, avec siège à Brisach, puis à Colmar (295).

Le Conseil souverain du Roussillon (296), créé à Perpignan en juin 1660 après l'annexion du Roussillon à la France en vertu du traité des Pyrénées (297), n'eut jamais affaire à un bureau des finances, l'administration et la juridiction administrative étant assurées par l'intendant et les affaires du domaine par une Chambre du domaine qui avait succédé à une ancienne juridiction locale (298).

Le Conseil souverain de Tournai, créé en avril 1668, transformé en Parlement de Flandre (299) en février 1686 et transféré en 1713 à Douai, ainsi que le Conseil souverain de Mons, ne furent pas sans liens avec le bureau des finances de Lille, créé en septembre 1691 (300). Le bureau des finances d'Ypres aurait dépendu semblablement du Parlement de Flandre, s'il avait été donné suite à sa création en 1706.

affaires étrangères. Il ne disparaîtra qu'en 1696, au départ des Français, après avoir été transformé en Cour, puis en Conseil supérieur en mars 1694 (Bibl. nat. F 21.049) (47).

De même, un Conseil souverain avait été créé en 1630 à Chambéry en remplacement du Sénat de Savoie, mais il ne dura guère.

(293) Bibl. nat. F 23.612 (369).

(294) Arch. nat. AD +, 358, pièce 16.

(295) Cf. Gabriel-Maximilien-Louis PILLOT et Ernest de NEYREMAND : « Histoire du Conseil souverain d'Alsace », Paris, 1860, in-8 (Bibl. nat. 8° Lf25 18).

(296) Cf. Paul GALIBERT : « Le Conseil souverain du Roussillon ». Thèse, Perpignan, 1904, in-8 (Bibl. nat. 8° F 15.430).

(297) Par transformation d'un ancien Conseil royal espagnol, maintenu en 1645 après la conquête.

(298) La Chambre des « Patromini », le « mestre racional » ayant compétence pour les impôts.

(299) Gabriel-Maximilien-Louis PILLOT : « Histoire du Parlement de Flandre », Douai, 1849, 2 vol. in-8 (Bibl. nat. Lf25 156).

(300) Le bureau de Lille eut pour ressort initial le ressort du Parlement de Tournai, celui de la Cour souveraine de Mons, le comté d'Artois, le gouvernement de Dunkerque, Gravelines et Bourbourg, le pays d'entre Sambre et Meuse (édit de septembre 1691, Arch. nat. AD IX 79).

Par arrêt du Conseil du roi du 27 novembre 1704 (*Ibid.*), la connaissance du Parlement de Flandre sur ses jugements fut limitée au ressort propre du Parlement, l'appel des affaires domaniales du surplus du ressort du bureau, et notamment l'Artois et le gouvernement de Dunkerque, Gravelines et Bourbourg, passant au Parlement de Paris.

Le Parlement de Franche-Comté (301), établi ou rétabli (302) à Dôle en 1674, puis transféré à Besançon le 22 août 1676, ne devait voir créer un bureau des finances à Besançon qu'en février 1696 (303) et encore celui-ci fut-il réuni à la Chambre des comptes de Dôle dès septembre suivant (304). Le nouveau bureau des finances créé à Besançon en octobre 1771 à la suppression de la Chambre des comptes de Dôle sera entièrement indépendant de lui.

C. — RELATIONS DES TRÉSORIERES DE FRANCE AVEC LES CHAMBRES ET COURS DES COMPTES.

Les rapports entre les bureaux des finances et les Chambres des comptes étaient souvent mauvais et leurs différends continuels.

Or, de multiples liens personnels existaient entre les trésoriers de France et les membres des Chambres. Des auditeurs et correcteurs passaient trésoriers de France. De nombreux trésoriers de France devenaient maîtres des comptes. De multiples mariages unissaient les familles des officiers des deux corps.

Dans son beau travail sur « le Monde du trésor à Dijon » (305), M. Jean-Thomas COLLIGNON a souligné cette antinomie, et a montré comment, sous l'ancien régime, l'esprit de corps prévalait sur toute considération personnelle. Plus tard, un moraliste bien connu signalera pareillement la co-existence possible chez le même individu de deux personnes ignorantes l'une de l'autre : l'homme du monde et le fonctionnaire.

a) *Chambre des comptes de Paris* (306).

A la Chambre des comptes de Paris ressortissaient, à l'époque de la Fronde, les bureaux des finances de Paris, Amiens, Bordeaux, Bourges, Châlons, Limoges, Lyon, Montauban, Moulins, Orléans, Poitiers, Riom, Soissons et Tours, soit ceux des ressorts des Parlements

(301) Cf. Alexandre ESTIGNARD : « Le Parlement de Franche-Comté, de son installation à Besançon à sa suppression » (Paris, 1892, 2 vol. in-8. Bibl. nat. 8° Lf25 233).

(302) Il avait succédé à un Parlement — alias Cour souveraine — créé à Dôle en 1424, puis transféré à Besançon.

(303) Bibl. nat. F 23.616 (28).

(304) Bibl. nat. F 23.616 (191).

(305) Mémoires de la Société pour l'histoire du droit et des institutions des anciens pays bourguignons, comtois et romands. Dijon, 1942. (Bibl. nat. 4° F 3.248).

(306) Sur la Chambre des comptes de Paris, cf. notamment :

— Henri JASSEMINE : « La Chambre des comptes de Paris au xv^e siècle », précédé d'une étude de ses origines. Paris, 1933, in-8 (Bibl. nat. 4° Lf27 72).

— Arthur de BOISLISLE : « Chambre des comptes de Paris », Pièces justificatives pour servir à l'histoire des premiers présidents (1506-1591). Paris, 1873, in-fol. (Bibl. nat. rés. Lf27, 58 et 58 A).

— H. COUSTANT D'YANVILLE : « Chambre des comptes de Paris ». Essai historique et chronologique — privilèges et attributions nobiliaires et armorial. Paris, 1866-1875, in-fol. Lf27 55.

de Paris et de Bordeaux. Il s'y ajoutera par la suite les bureaux de Lille, La Rochelle et Auch.

Les sujets de contestation entre la Chambre des comptes et les bureaux des finances suffisent à remplir plusieurs volumes manuscrits de la Bibliothèque nationale (307). Des relevés systématiques en seront effectués à partir de 1702 et 1730 à l'occasion de conflits aigus entre les juridictions. Les mémoires échangés de part et d'autre (308) constitueront la base de très importantes publications faites entre 1776 et 1780, prétendument à l'étranger et sans que les organismes se découvrent eux-mêmes; on en trouvera le relevé dans la bibliographie annexée au présent travail.

Nous pouvons seulement en donner ici un très court abrégé qui ne fera que rappeler parfois des questions déjà évoquées au titre des fonctions des trésoriers de France.

Les sujets de contestations peuvent être classés en deux groupes : ceux résultant de la subordination prétendue des bureaux à l'égard des Chambres des comptes et ceux touchant la répartition des compétences entre les organismes.

aa) *Subordination des bureaux à la Chambre.*

La Chambre des comptes considérait les bureaux des finances comme des organismes subordonnés. Les bureaux des finances se tenaient pour entièrement indépendants d'elle et ne relevant que du Conseil du roi. Avec des lettres du roi du 27 mai 1554 quelque peu périmées (309), la Chambre évoquait — sans excès de bonne foi —

(307) Notamment Bibl. nat. Manuscrits français 11.000 et 11.001 et nouvelles acquisitions, 1575; CLAIRAMBAULT, 780.

(308) Figurant dans la collection des factums de la Bibliothèque Nationale :

— « Réponse des trésoriers de France de l'étendue du ressort de la Chambre des comptes de Paris aux objections du procureur général à ladite Chambre » (1703, in-fol., f° Fm 18.220).

— « Sommaire pour les présidents-trésoriers généraux de France qui sont dans l'étendue de la Chambre des comptes de Paris contre les officiers de ladite Chambre ». Sans lieu, ni date (f° Fm 12.851).

— « Factum pour les présidents-trésoriers généraux de France de Paris contre les officiers de la Chambre des comptes de Paris (vers 1706, f° Fm 12.904).

— « Sommaire des contestations faites par les trésoriers de France de Paris et de province contre la Chambre des comptes de Paris en réponse à deux factums imprimés ». 1707, in-fol. (CLAIRAMBAULT, 784, p. 245).

— « Mémoire de la Chambre des comptes de Paris servant de réponse à la requête présentée au roi par les officiers des bureaux des finances ». 1730.

— « Requête des présidents et trésoriers généraux des finances d'Amiens, Soissons, Bourges, Orléans, Châlons, Riom, Moulins, Poitiers, Limoges, La Rochelle, Bordeaux, Tours, Montauban et Auch, servant de réplique au mémoire imprimé sous le nom des officiers de la Chambre des comptes de Paris ». 1733, in-4 (4° Fm 31.577 (1)).

— « Pièces justificatives de la requête des présidents et trésoriers généraux de France contre M. le Procureur général à la Chambre des comptes de Paris » (Paris, 1733, 4° Fm 31.577 (2)).

(309) « Lettres du roi portant mandement à la Chambre des comptes de Paris de faire exécuter et observer les édits et règlements par les trésoriers de France et autres officiers sur lesquels la Chambre doit avoir l'œil ». La Chambre fit imprimer ou réimprimer ces lettres à l'Imprimerie royale en 1730 lors d'un de ses conflits avec les trésoriers de France (3. p. in-4. Bibl. nat. F 23.610 (918).

le texte du serment qu'elle faisait prêter individuellement aux trésoriers de France lors de leur entrée en fonction et qui comprenait notamment la promesse « qu'ils obéiraient aux commandements de la Chambre de céans ». Il est manifeste que cette disposition, commune aux trésoriers de France et aux titulaires des emplois propres de la Chambre, visait l'officier personnellement et ne pouvait influencer sur le comportement collectif du bureau. Tout au plus, le texte pouvait-il être susceptible de constituer la base d'un pouvoir disciplinaire exercé par la Chambre sur chaque trésorier (310).

Il ne pouvait impliquer raisonnablement un droit de censure de la Chambre à l'égard des actes collectifs du bureau. La Chambre l'affirmait cependant en dépit d'innombrables arrêts du Conseil du roi lui interdisant, comme d'ailleurs aux Chambres de province, de procéder par voie de cassation ou de réformation des actes des bureaux. Le 25 février 1744 encore, le Conseil du roi dut lui faire défense d'user de mandements et d'injonctions contre eux; elle ne pouvait que donner avis au Conseil des erreurs et irrégularités qu'elle relevait à leur rencontre.

La question de l'indépendance des bureaux à l'égard de la Chambre se compliquait du fait que, le cas échéant, ils n'hésitaient pas à lui demander son appui pour la défense de leurs intérêts, ce qui paraissait donner quelque fondement à leur subordination à son égard.

Pour rendre manifeste cette subordination des bureaux ou, pour employer le langage du temps, sa « supériorité », la Chambre employait notamment deux procédés :

1° Elle notifiait aux bureaux les textes réglementaires, comme les Parlements en usaient à l'égard des bailliages et sénéchaussées. Les bureaux lui renvoyaient parfois les textes en lui indiquant qu'ils ne pouvaient les recevoir que du roi; le plus souvent, ils se contentaient de ne pas en accuser réception (311).

(310) Sur ce pouvoir, cf. *supra*, p. 113 à 116.

Son exercice, très contesté, donna lieu au cours des siècles à une infinité d'incidents, minutieusement relatés dans les ouvrages évoqués plus haut. Il semble que, avec le temps, l'évolution se fit en faveur de l'indépendance des trésoriers de France. Il est cependant difficile de se faire une opinion définitive, étant donné la multiplicité des décisions dans tous les sens. Suivant la tradition de l'ancien régime, chaque partie invoquait les décisions favorables à sa thèse, sans avoir aucun égard à celles en faveur de la partie adverse. On notera seulement qu'au début d'octobre 1751 le Conseil du roi dut encore casser un arrêt de la Chambre décrétant d'ajournement devant elle un trésorier de France à Bordeaux, ainsi que le procureur du roi du bureau. Par arrêt du 19 octobre 1751, la Chambre résolut d'adresser des remontrances au roi sur cette décision et le 26 du même mois, le premier président en saisissait le garde des sceaux et contrôleur général des finances, MACHAULT, mais sans succès (Cf. BOISLISLE, *op. cit.*, p. 286).

(311) La position des bureaux trouvait une base sérieuse dans l'article V de l'édit de septembre 1552 sur le service des trésoriers de France :

« Tous mandements, lettres patentes et commissions concernant le fait des finances dont l'exécution se fera faire au-dedans la charge de nos dits trésoriers de France, soit que ladite exécution s'adresse à eux ou autres officiers ou autres personnes, leur seront envoyés et portés pour les tenir si l'exécution dépend d'eux

L'intérêt de la question était évidemment qu'elle préjugéait de l'obligation pour les trésoriers de tenir compte des modifications apportées aux textes par la Chambre des comptes lors de leur enregistrement.

2° A l'instigation de la Chambre, le procureur général s'arrogeait un droit de supériorité hiérarchique sur les parquets des bureaux et la Chambre reconnaissait ce droit en qualifiant de substituts du procureur général les procureurs du roi aux bureaux.

Les bureaux avaient beau jeu de répondre que le prétendu procureur général à la Chambre des comptes n'était lui-même qu'un simple procureur du roi, tout comme son collègue près la Chambre du trésor, et qu'ils étaient tous deux des substituts du procureur général près le Parlement, au même titre que les procureurs du roi auprès des bureaux. De fait, la modestie de la situation du prétendu procureur général près la Chambre se matérialisait par les gages attribués à son office, qui étaient seulement ceux d'un maître des comptes.

A l'encontre, on pouvait invoquer l'opinion du chancelier SÉGUIER. En février 1646, à l'occasion de difficultés qui s'étaient élevées entre le bureau et la Cour des aides, il avait déclaré au procureur du roi du bureau de Paris qui contestait son allégeance à l'égard de cette dernière que, s'il était substitut du procureur général du Parlement pour les affaires de domaine et de voirie, il était également substitut du procureur général à la Chambre des comptes « pour la ligne de compte » et substitut du procureur général à la Cour des aides en matières d'aides (312).

Son interlocuteur aurait pu lui faire observer que l'assertion manquait de base, aucun texte n'ayant confié à la Chambre des comptes, ni à la Cour des aides, l'appel des décisions du bureau.

bb) *Conflits de compétence.*

1° *Affaires du domaine — matières féodales.*

Il a été dit, p. 188 et suivantes, les disparités de points de vue de la Chambre et des bureaux touchant la réception des foi et hommages et l'accomplissement des procédures connexes (313). Les arrêts

ou les distribuer et envoyer à nos dits officiers et autres personnes auxquelles l'adresse et l'exécution en sera commise. »

Cf. de plus : « Extraits des ordonnances, édits, déclarations et lettres patentes d'où il résulte que tous ceux qui ont rapport au domaine de la Couronne aux finances extraordinaires et à la voirie doivent être adressés aux trésoriers de France directement par le roi en son Conseil » (Arch. nat. K 889-166).

(312) Cf. DIONIS : « Mémoire sur la Cour des aides de Paris », 1792, p. 260 et 261 et infra : « Cour des aides de Paris », p. 486.

(313) Le droit reconnu à tout vassal de porter directement ses foi et hommages à la Chambre des comptes de son ressort ne pouvait évidemment autoriser la Chambre à subdéléguer, en dehors de la généralité de Paris, ses droits à des autorités autres que les bureaux. La Chambre avait pourtant jugé autrement et, sui-

du Conseil du roi attribuant en définitive les réceptions aux bureaux des finances pour les terres non titrées dans les généralités autres que celle de Paris ne suffisent pas à mettre fin aux conflits.

Les procédures applicables au cas de défaut d'hommage, les pouvoirs respectifs du procureur général à la Chambre des comptes et des procureurs du roi au bureau en matière de saisie féodale, la levée, par la Chambre, de saisies ordonnées par le bureau donnèrent lieu à des discussions sans fin (314).

Quant aux aveux et dénombrements, ce fut une source de difficultés continuelles. Seules les autorités locales pouvaient valablement en effectuer la vérification sur place ou pour employer l'expression du temps, le « blâme ». Mais la mesure était fatalement désobligeante pour l'autorité qui les avait reçus. Le droit traditionnel de la Chambre d'assurer la conservation des originaux des actes du domaine, et qui avait pour corollaire à peu près fatal le contrôle de leur bon établissement, aboutissait à un nouveau droit de blâme, aussi mal accueilli par les autorités inférieures, qui refusaient souvent de tenir compte des rectifications ordonnées ou ne renvoyaient pas à la Chambre les actes retournés pour rectification.

2° Contrôle de certains actes du roi.

Les droits traditionnels de la Chambre des comptes quant à la conservation du domaine — seul reliquat de ses pouvoirs primitifs quant à son administration et sa juridiction — lui permettaient d'exiger que tous les actes de disposition relatifs au domaine lui fussent soumis, ainsi que ceux de dons et autres « grâces ».

vant une lettre n° 155 du bureau de Tours du 12 mars 1650, avait subdélégué, dans le ressort de la sénéchaussée du Mans, le procureur du roi du siège présidial de cette ville pour la réception des foi et hommages en son nom.

(314) De 1676 à 1680, la Chambre des comptes de Paris fut encore en conflit avec le bureau des finances de Bordeaux quant à la validité de la saisie de la terre de Montault, opérée par le bureau pour défaut d'hommage en temps utile sur François de GONTAULT, sgr alias marquis de BIRON (1629-1700), premier baron du Périgord, lieutenant général des armées du roi et chevalier de ses ordres (neveu du duc de BIRON, amiral et maréchal de France, décapité à la Bastille le 31 juillet 1602). Par arrêts des 21 novembre 1676, 12 avril 1677, 5 septembre 1679 et 1^{er} juin 1680 (Arch. nat. P 2.775 et 2.776), elle prétendit annuler des ordonnances du bureau des 5 septembre et 22 octobre 1676 et 15 février 1677, interdire le paiement des gages des trésoriers, engager des poursuites contre neuf d'entre eux et l'avocat du roi au bureau, Antoine de NORT, ainsi que renvoyer au sénéchal d'Agenais, pour blâme, le dénombrement par elle reçu. Par arrêt du 15 juin 1680, le Conseil du roi confirma la saisie, relaxa les trésoriers et l'avocat du roi de toutes poursuites et ordonna que le blâme du dénombrement serait assuré par le bureau (Arch. nat. E 524A et Arch. dép. de la Gironde, C 3.849).

Cet arrêt ne mit pas un terme aux conflits entre le bureau des finances de Bordeaux et la Chambre des comptes de Paris en matière de foi et d'hommages et de questions connexes, qui se prolongèrent jusqu'à l'arrêt du Conseil du roi du 26 juin 1688 cité p. 189, note 163. La Chambre appuyait notamment la prétention des seigneurs laïques et ecclésiastiques de la province de ne faire vérifier leurs aveux que par les sénéchaux de leur ressort (Arch. dép. de la Gironde C 3.855). Le bureau mettait en cause à cet égard, pour son abbaye de Sorde, « M. d'ARTAGNAN » (Pierre de MONTESQUIOU, comte d'ARTAGNAN — 1645-1725 —, neveu du héros d'Alexandre DUMAS; le romancier lui a seulement emprunté, pour le donner in extremis à son oncle, son bâton de maréchal de France).

Au cas de refus de la Chambre et sauf jussion du gouvernement, l'affaire n'allait pas jusqu'aux trésoriers de France qui n'avaient donc pas à en connaître. Mais au cas d'entérinement par la Chambre, l'acte leur était soumis. Étaient-ils liés par la décision de la Chambre ou ne pouvaient-ils pas eux-mêmes en refuser l'enregistrement, notamment en raison de considérations locales qui lui auraient échappé ? Il en fut longtemps discuté et une transaction fut parfois trouvée dans la consultation préalable du bureau avant l'enregistrement de la Chambre.

Tout ce qui vient d'être dit s'applique également, « *mutatis mutandis* », à l'enregistrement des provisions d'officiers, quand ces provisions étaient soumises à l'enregistrement préalable de la Chambre. Nous avons déjà vu la question à propos de l'installation des membres du bureau (p. 60) et également la réception de certains comptables (p. 179).

3° *Pouvoirs relatifs aux comptables.*

Il vient d'être rappelé que la réception des comptables par les bureaux donnait lieu parfois à des conflits avec la Chambre quand les bureaux s'avisait de recommencer l'information faite par elle.

La question des cautions les divisait également. Les bureaux s'estimaient seuls compétents pour recevoir les cautions des comptables, réserve faite pour ceux qui ne comptaient pas par états devant eux ; or, la Chambre prétendait être en droit de le faire pour tous, quand bon lui semblait. D'autre part, au cas de réception d'une caution par un bureau, la Chambre était fondée à réclamer audit bureau l'acte constitutif, la production de cet acte étant préjudicielle au jugement des comptes, mais cette production impliquait à peu près fatalement le contrôle de l'acte et la critique de la caution admise ; cette critique était d'autant plus facile qu'elle pouvait ne s'exercer qu'après coup ; d'où, des observations faites par la Chambre au bureau, sinon l'engagement de la responsabilité personnelle des trésoriers, d'un fondement contestable (315).

Les pouvoirs respectifs de la Chambre et des bureaux sur les comptables étaient une nouvelle source de conflits. En réalité, ces pouvoirs n'étaient pas concomitants, mais successifs, puisque c'était la transmission des comptes à la Chambre qui commandait sa compétence, mais comme cette transmission était elle-même commandée par la vérification des états au vrai par les trésoriers, des dissensions étaient à peu près inévitables.

L'apposition des scellés sur les biens des comptables décédés, en fuite ou en déconfiture et la confection des inventaires de ces biens donnaient lieu à des différends (316), la Chambre des comptes s'esti-

(315) Cf. *supra*, p. 118.

(316) C'est ainsi que le plumeur de la Chambre des comptes de Paris fait mention, aux dates des 14 et 15 novembre 1611, d'un conflit qui se produisit entre la Chambre et le bureau des finances de Soissons, à l'occasion de la levée de scellés

mant compétente pour les comptables domiciliés à Paris et dans sa banlieue, ainsi que pour les biens en province desdits comptables. D'aucuns pensaient qu'il devait encore être établi dans ce cas une distinction suivant que les comptables étaient dans leur année d'exercice ou qu'ils l'avaient terminée et avaient adressé leurs comptes à la Chambre (317).

Quant à la discussion des biens des comptables, la matière était également fertile en conflits, les pouvoirs des trésoriers de France, tant à l'égard des comptables que comme administrateurs du domaine, se heurtant à ceux du « solliciteur des restes de la Chambre » et aussi aux droits de la Cour des aides.

4° *Jugement des comptes des comptables.*

En définitive, il avait été interdit à la Chambre des comptes, sauf dans des cas expressément déterminés, de procéder au jugement de comptes de comptables dont les états au vrai n'auraient pas été vérifiés par les trésoriers de France.

Cette vérification effectuée, il n'était pas contesté que la Chambre fût en droit de forcer les recettes admises par eux et de rejeter les dépenses qu'ils avaient allouées, mais était-elle autorisée à réduire les « forçements de recettes » ou à « rétablir des dépenses rayées » ? Pour les dépenses, la question se posait quand, à défaut d'ordonnement, aucun agrément préalable ne pouvait être opposé aux trésoriers de France. On en discuta jusqu'à la fin de l'ancien régime et les pouvoirs publics furent incapables d'y apporter une réponse satisfaisante. On doit dire à leur décharge que, « mutatis mutandis », leurs successeurs n'ont pas été plus heureux.

*
* *

Parmi les bureaux des finances du ressort de la Chambre des comptes de Paris, celui de Paris occupait une place particulière en raison du fait que, au Palais, il était immédiatement voisin de la Chambre des comptes et que des liens constants existaient entre les

apposés en une maison de Paris où était décédé un receveur général des finances de Soissons. Un maître des comptes commis par la Chambre avec l'avocat général pour procéder à l'inventaire se heurta à trois trésoriers de France à Soissons délégués par leur bureau, ainsi qu'à Isaac GARRAULT, contrôleur général des finances de la généralité de Soissons, mais qui habitait Paris.

En définitive, la Chambre ordonna que « nonobstant les oppositions des trésoriers de France de Soissons, il seroit passé outre à la confection de l'inventaire par les commissaires par elle commis et, pour ce fait, estre délivré extrait d'icelui aux trésoriers de France de ce qui concerne la charge de receveur général ».

Elle ordonna par la même occasion à GARRAULT de se « retirer audit Soissons pour y faire sa demeure pour le service de sa charge sous les peines portées par les ordonnances » (Arch. nat. P 2.670 et 2.753).

(317) A Paris, la question des scellés opposa également longtemps les trésoriers de France, ainsi d'ailleurs que les conseillers au trésor, aux commissaires au Châtelet (Bibl. nat. Manuscrits français 21.593, f^o 77).

deux juridictions, ce qui, suivant les cas, pouvait être une cause d'entente ou de mésentente.

La situation de la Chambre dans le ressort du bureau avait également deux conséquences. D'une part, elle éliminait en fait, sinon en droit, la question de la réception des foi et hommages des vassaux du roi, les dits vassaux préférant nécessairement s'acquitter de leurs obligations, ainsi qu'il a déjà été dit, dans les conditions plus solennelles de la Chambre plutôt qu'au bureau (318).

D'autre part, elle aurait dû normalement soumettre l'administration de la Chambre au bureau, notamment pour l'entretien des bâtiments du roi qu'elle occupait, l'enregistrement des provisions de ses membres et le paiement de leurs gages, le contrôle de ses comptes.

Inutile de dire son désaccord sur tous ces points. Elle estimait être seule qualifiée pour ordonner les travaux exécutés tant dans ses propres locaux que dans leur annexe, la Sainte-Chapelle. Les trésoriers de Paris ayant pris le 5 mai 1628 une ordonnance concernant des travaux aux maisons de certains chanoines de la Sainte-Chapelle, la Chambre rendit le 15 mai 1628 un arrêt leur faisant défense de s'en occuper à peine de nullité et de cassation des procédures (319). De même, les trésoriers de France ayant pris le 29 mars 1653 une ordonnance faisant défense à un maçon qui travaillait au logis du premier huissier de la Chambre de continuer les travaux entrepris, la Chambre manda le 21 avril 1653, deux délégués du bureau qui furent François LEROUX DE PLÉMONT et Jacques DOUBLET DE CANDEUVRE. Elle leur déclara solennellement qu'elle « estoit en pouvoir de disposer et ordonner des bastiments estant de l'enclos d'icelle et des maisons en dépendant et de celles dépendantes de la Sainte-Chapelle. Elle avoit voulu les advertir afin qu'ils en donnassent avis à leurs confrères » (320).

Elle s'opposait de même à ce que les provisions de ses membres fussent adressées au bureau aux fins d'enregistrement, comme il en était pour tous les autres officiers de la généralité. Elle n'admettait aucun contrôle du bureau sur le paiement des gages de ses membres, non plus que sur les autres dépenses de la Chambre.

Enfin, elle s'opposait à ce que le payeur des gages de la Chambre comptât par états au vrai devant les trésoriers avant de lui soumettre ses comptes.

Cela dit, il est à noter que, si le bureau de Paris participa à

(318) Dans un *factum* publié par le bureau de Paris après l'intervention de l'arrêt de règlement du Conseil du 10 juillet 1702 (Bibl. nat. f° Fm 12.905), les trésoriers de France de Paris réclamèrent toutefois le droit de recevoir les foi et hommages comme les autres bureaux en faisant observer que l'application de tarifs plus modérés que ceux pratiqués par la Chambre des comptes de Paris pourrait leur valoir la préférence.

(319) Arch. nat. P 2.676 et 2.759.

(320) Arch. nat. P 2.686 et 2.767.

l'offensive dirigée contre la Chambre au début du XVIII^e siècle, il ne s'associera pas à celle qui unit contre elle vers 1730 les autres bureaux de son ressort (321).

b) *Chambre des comptes de Bordeaux.*

Un édit d'août 1589 avait créé à Bordeaux, par démembrement du ressort de la Chambre des comptes de Paris, une Chambre des comptes compétente pour les généralités de Bordeaux et de Limoges; cet édit avait été révoqué par un édit d'août 1590, intervenu sur les instances de la Chambre des comptes de Paris qui ne voulait pas voir de nouveau restreindre son ressort, déjà amputé de la Normandie dix ans auparavant.

La question fut reprise en 1628 par le motif que la Guyenne était la seule région dotée d'un Parlement où il n'y eût pas de Chambre des comptes. Un édit de juin de cette année prétendit de nouveau constituer à Bordeaux, à l'instar de celle de Paris, une Chambre des comptes dite de Guyenne ayant pour ressort les généralités de Bordeaux et de Limoges et devant comprendre 6 présidents, 30 maîtres des comptes, 8 correcteurs et 16 auditeurs servant alternativement par semestre, le premier président seul étant permanent (322).

Mais dès l'époque, le Parlement de Bordeaux avait fait alliance avec le bureau pour lutter contre la création (323). Sur de nouvelles interventions de la Chambre des comptes de Paris auprès du roi (324), l'édit fut révoqué par un édit d'août 1628, vérifié par cette Chambre le 27 octobre suivant.

c) *Chambre des comptes de Normandie à Rouen.*

L'ancienne Chambre des comptes des ducs de Normandie avait disparu en 1451. Une Chambre des comptes royale, créée en octobre 1543 par démembrement du ressort de celle de Paris, avait été supprimée presque aussitôt sur les représentations tant de cette dernière que des Etats de Normandie (325).

Une nouvelle Chambre (326) fut créée par des lettres en forme d'édit de juillet 1580 (327).

(321) Cf. p. 296, note 308.

(322) Arch. nat. K 714-8.

(323) Arch. de la Gironde C 3.877.

Le Parlement s'était par contre refusé à intervenir pour empêcher la création d'un bureau des finances à Agen, création à laquelle il fut d'ailleurs substitué celle d'une Cour des aides, de telle sorte que le Parlement n'y gagna rien.

(324) Cf. plume de la Chambre des comptes, avril, juin, août, 27 septembre, 2 et 26 octobre 1628 (Arch. nat. P 2.676 et 2.759).

(325) Les Etats avaient dû verser au roi, en compensation de la suppression des offices, 246.275 livres suivant ordonnance du 21 juin 1544.

(326) Sur la Chambre des comptes de Rouen, cf. Paul et Marie-Josèphe LE CACHEUX : « Introduction au répertoire numérique des archives départementales de la Seine-Inférieure ». Série B 11. Chambre des comptes de Rouen, p. 1 à 22.

(327) Bibl. nat. F 46.865 (23).

A cette Chambre ressortirent les bureaux des finances de Rouen et de Caen puis, à partir de 1635, celui d'Alençon.

L'antériorité des deux premiers bureaux à la Chambre eut pour conséquence que la question du rang des trésoriers de France à la Chambre fut résolue d'une façon plus favorable pour eux qu'à Paris : ils eurent rang parmi les maîtres des comptes suivant la date de leur réception.

Les bureaux ayant refusé l'attribution de la juridiction du domaine et de la voirie à eux faite par l'édit d'avril 1627, et ce refus ayant été homologué par déclaration du roi de 1628, les difficultés qui s'élevèrent ailleurs pour la réception des foi et hommages et les questions connexes ne se produisirent pas en Normandie; la Chambre des comptes de Rouen resta seule compétente, du moins jusqu'à un arrêt du Conseil et des lettres patentes du 5 octobre 1694 qui replacèrent les bureaux dans le droit commun en leur imposant l'exercice de la juridiction du domaine et de la voirie.

Un arrêt du Conseil du 3 septembre 1697 (328) maintint toutefois la Chambre dans ses droits antérieurs quant à la réception des hommages, mais le régime ne dura pas.

Au demeurant, les différends qui existaient entre la Chambre de Paris et les trésoriers de France de son ressort se retrouvaient en Normandie.

Dans une lettre du 18 juin 1648 du bureau de Rouen à l'assemblée générale (329), nous voyons le bureau des finances de Rouen se plaindre que la Chambre des comptes fit sceller les coffres des bureaux de recettes des receveurs généraux et particuliers décédés en exercice et arrêter leurs écritures, alors que précédemment ce soin lui était laissé. Il est vraisemblable que les prétentions de la Chambre se limitaient au ressort du bureau de Rouen, les trésoriers de Caen et d'Alençon n'exprimant pas de plaintes semblables; la situation était donc la même qu'à Paris.

Le 20 mars 1650 (330), le bureau de Rouen signala également à l'Assemblée générale que la Chambre lui faisait défense de condamner à l'amende les comptables « morosifs » (en retard) pour la production de leurs états au vrai. Il s'y estimait pourtant fondé en vertu de divers édits et ordonnances ainsi que d'une jurisprudence ancienne. Il est indéniable que les édits de septembre 1552 et décembre 1557 avaient permis aux trésoriers de France de prendre à l'égard des comptables les mesures nécessaires pour assurer la production de leurs états en temps utile, mais la Chambre des comptes pouvait valablement estimer que la prononciation d'amendes par les trésoriers

(328) Cité par PATAS DU BOURGNEUF, t. II, p. 188. Cet auteur cite également un arrêt du Conseil du roi du 24 juillet 1703 portant règlement entre la Chambre des comptes de Rouen et les bureaux des finances de Normandie au sujet des contrats de vente et aliénation du domaine.

(329) Lettre n° 88.

(330) Lettre n° 176.

de France n'était plus dans les usages et qu'elle devait être réservée aux **Chambres des comptes**.

Au début du XVIII^e siècle, les trois bureaux des finances de Rouen, Caen et Alençon s'unirent pour se plaindre au roi de la Chambre, devenue Cour, qui « employait tous les moyens pour s'attribuer sur eux supériorité et subordination et s'emparer de leurs fonctions et compétences ».

Ils groupèrent leurs plaintes sous les huit chefs suivants :

1° Tout d'abord, le titre même de la Cour des comptes, aides et finances, qu'ils estimaient leur faire grief;

2° La supériorité prétendue de la Cour sur les trésoriers de France des bureaux;

3° La question de la réception des hommages ou aveux et du blâme desdits aveux;

4° Celle des scellés et inventaires des effets des comptables et de la discussion de leurs biens;

5° Celle de la réception des cautions des comptables;

6° L'emploi et la passation, dans les comptes, de « parties » (dépenses) rayées par les trésoriers de France dans les états au vrai des comptables;

7° L'enregistrement par la Chambre, tant des provisions d'officiers qui n'étaient pas tenus d'y prêter serment, que des « quittances attributives de gages, taxations et droits acquis par les officiers et autres parties prenantes »;

8° La garde-noble royale des fiefs des enfants mineurs (331).

Sauf la première et la dernière question qui étaient propres à la Normandie (332), les griefs étaient les mêmes que ceux adressés à la même époque à la Chambre des comptes de Paris par les bureaux de son ressort, ce qui n'est pas d'ailleurs surprenant puisque la Chambre des comptes de Rouen n'était qu'un démembrement de celle de Paris et que les bureaux des finances de Normandie étaient alors soumis au même régime que les premiers.

Nous ne savons s'il fut donné une suite aux plaintes des bureaux, du moins obtinrent-ils du Conseil du roi qu'il fit défense à la Chambre des comptes de recevoir l'appel de leurs jugements et de « prendre sur eux aucune Cour, discipline, ni juridiction (333) ».

(331) Arch. dép. de la Seine-Maritime C 2.333.

(332) Sur la garde-noble en Normandie, cf. supra, p. 178, note 121.

(333) Arch. dép. de la Seine-Maritime C 2.334.

d) *Chambre des comptes de Languedoc à Montpellier.*

La Chambre des comptes de Languedoc (334) avait été créée à Montpellier en mai 1522. Comme celle de Dijon, elle ne reçut que tardivement la plénitude de sa juridiction avec le jugement des comptes des receveurs généraux des finances, tailles et gabelles de Toulouse et de Montpellier, précédemment assuré par la Chambre des comptes de Paris (335).

En luttant constantes avec la Cour des aides de Montpellier, dans une situation d'infériorité à l'égard des trésoriers de France de la ville (qui jouissaient de l'intendance des gabelles), la Chambre n'avait que peu d'autorité. Nous avons dit que les trésoriers de France de Montpellier préféraient faire le voyage de Paris plutôt que de s'abaisser à prêter serment devant elle et qu'ils ne consentaient guère à abandonner leurs fonctions pour y siéger qu'en qualité de président (336).

Ceux de Toulouse n'usaient à l'égard de la Chambre que d'un peu moins de désinvolture.

La Chambre des comptes tentait de s'en venger par des tracasseries. C'est ainsi que le 20 mars 1617 (337), elle rendit un arrêt pour faire défense aux trésoriers de France de prendre la qualité de messire et de chevalier et d'employer pour leurs attaches une autre formule que : « Consentons en tant qu'à nous est..... ». Les trésoriers de France n'ayant donné aucune suite à cet arrêt, elle fit adresser au Conseil du roi par son procureur général un mémoire imprimé énumérant vingt-cinq griefs contre les trésoriers de France (338). Bien que le Conseil ait décidé le 12 mai 1617 que seraient « les parties ouïes », les trésoriers de France semblent n'avoir encore répondu que par le mépris aux imputations de la Cour sans que l'affaire ait été plus loin.

Pour renforcer l'autorité de la Chambre vis-à-vis des bureaux des finances et mettre un terme à ses conflits avec la Cour des aides, il fut pris en juillet 1629 (339) un édit prononçant son union avec cette Cour en une « Cour des comptes, aides et finances », mais cette

(334) Sur la Chambre, cf. notamment :

1° « Histoire de la Cour des comptes, aides et finances de la ville de Montpellier depuis son établissement et sa création » par Pierre SERRES (1649-1725), procureur à la Cour et contrôleur des entrepôts du grenier à sel. 1888, in-8 (Bibl. nat. 8° Lf27 60).

2° Pierre VIALLES : « Etude historique sur la Cour des comptes, aides et finances de Montpellier d'après ses archives privées ». Montpellier, 1921, in-8 (fait défaut à la Bibliothèque Nationale).

(335) Edit de 1589 révoqué en août 1602, puis arrêts du Conseil du roi des 1^{er} février et 20 octobre 1603 (Arch. nat. E 5a, f° 38 v° et 5b, f° 298 r° et Arch. dép. de l'Hérault B 40).

(336) Cependant, suivant les réponses faites par la Chambre le 30 novembre 1627 à un questionnaire que lui avait adressé la « Cour des comptes, aides et finances de Dijon » (Bibl. nat. f° Fm 18.144 en manuscrit), la Chambre prétendait n'admettre à ses séances les trésoriers de France que dans les mêmes conditions qu'à Paris, c'est-à-dire après le dernier maître des comptes. La question sera reprise par l'arrêt de règlement du 15 septembre 1685.

(337) Bibl. nat. Manuscrits français 21.441, f° 80 et Arch. dép. de l'Hérault C. 5.981.

(338) Bibl. nat. Manuscrits français 21.441, f° 84.

(339) Bibl. nat. F 46.966 (13 et 14).

union ne fut rien moins qu'heureuse, les éléments dont était composée la Cour ne parvenant pas à s'amalgamer. L'instabilité politique du Midi qui faisait de la Cour un organisme errant à travers la province ne fut pas de nature à faciliter le succès de la réforme.

Un arrêt du Conseil du roi du 28 septembre 1630 (340) avait prévu, pour normaliser les rapports des trésoriers de France avec la Cour, qu'ils y seraient examinés et reçus et qu'ils lui adresseraient leurs procès-verbaux de chevauchées. De nouveaux arrêts du Conseil étaient intervenus les 12 février et 9 juillet 1633 (341) pour régler les relations entre la Cour des aides, la Chambre des comptes — donc encore tenues pour séparées — et le bureau des finances, arrêts faisant notamment défense aux premières d'informer ni décréter contre les trésoriers, ni connaître de leurs procès civils et criminels, ainsi que de « connaître de la distribution des finances et de l'exécution de l'état du roi ». Ces dispositions furent insuffisantes pour rétablir la concorde et dès le 12 août 1634, le gouvernement se trouvait contraint d'admettre de nouveau que les trésoriers de France viennent prêter serment à Paris.

Par ailleurs, les dissensions à l'intérieur de la Cour étaient devenues telles qu'un édit d'octobre 1646 prononçant la désunion de la Cour et de la Chambre ne fit guère que consacrer un état de choses existant. Pour plus de sûreté, les deux organismes furent séparés matériellement : la Cour des aides était envoyée à Carcassonne; la Chambre des comptes était reconstituée, sur des bases nouvelles, à Montpellier.

Le séjour de Carcassonne ayant quelque peu assagi la Cour, les deux juridictions furent réunies de nouveau le 15 janvier 1649 en vertu d'une déclaration en forme d'édit en une nouvelle « Cour des comptes, aides et finances » (342). Les deux fractions de cette Cour conservèrent d'ailleurs longtemps une grande autonomie.

Les conflits de la Chambre des comptes et des trésoriers de France n'avaient pas cessé pour autant. Ils aboutirent au Conseil du roi après publication de longs mémoires (343). Le 15 septembre 1685, après avis de l'intendant du Languedoc, d'AGUESSEAU, le Conseil rendit un arrêt portant règlement général entre la Cour des comptes, aides et finances de Languedoc et les deux bureaux des finances de son ressort (344).

(340) Arch. dép. de l'Hérault B 4, f° 390.

(341) Reproduits par DESCORBIAC, p. 749 et 757.

(342) Arch. dép. de l'Hérault C 5.981.

(343) Notamment :

— Réponse des trésoriers de France de Toulouse aux trois productions nouvelles de la Cour des comptes, aides et finances de Montpellier. 1685, in-4 (Bibl. nat. 4° Fm 31.362).

— Instructions sommaires des officiers de la Cour des comptes, aides et finances de Montpellier contre les trésoriers de France des généralités de Toulouse et de Montpellier. 1685, in-4 (Bibl. nat. 4° Fm 22.449).

(344) Arch. dép. de l'Hérault B 6, f° 156 à 210 et C 5.980; Bibl. nat. f° Fm 18.135; BONIFACE : Arrêts notables de... Provence, tome III, p. 103 (Bibl. nat. F 2.279).

L'exposé de leurs démêlés suffisait à y remplir 49 feuillets, le texte des dispositions en occupant encore 6.

Le cas échéant, deux trésoriers de France prendraient séance à la Cour après les quatre plus anciens conseillers (siégeant deux de chaque côté), les trésoriers de France siégeant du côté du doyen. Toutefois, en toutes assemblées, les conseillers à la Cour les précéderaient, même de particulier à particulier.

La Chambre ne pourrait procéder au jugement d'aucun compte, y compris ceux des diocèses, sans que les trésoriers de France aient vérifié au préalable les états au vrai des comptables, exception étant faite toutefois pour ceux du payeur des gages de la Cour et du receveur des restes de la Chambre.

Tant à Montpellier qu'à Toulouse, les trésoriers de France recevaient, mais seulement en leurs bureaux, les hommages dûs au roi pour les terres non titrées (345), la Cour étant seule compétente pour les terres titrées; elle pourrait, de plus, recevoir les hommages pour les terres ordinaires si leurs titulaires le préféraient.

Les blâmes de tous les aveux et dénombrements, quelle que soit l'autorité chargée de la réception (Chancelier, Cour des comptes ou bureau des finances), seraient effectués par le procureur du roi à la sénéchaussée compétente et jugés par ladite sénéchaussée (346).

La Cour et les trésoriers étaient mis d'accord en ce qui concernait les inventaires des titres et documents des terres en régle : Ils seraient assurés désormais par les juges royaux.

Le texte ne suffit pas à mettre fin aux disputes entre la Cour des comptes et les trésoriers de France en matière de finances et de réception d'hommages. Un arrêt du Conseil du 3 mars 1725 ayant cassé un arrêt de la Cour des comptes du 8 août 1724 qui avait porté préjudice aux trésoriers de France de Toulouse, ces derniers s'avisèrent, le 31 août 1729, de casser eux-mêmes semblablement un nouvel arrêt de la Cour. Le fait et surtout l'expression indisposèrent singulièrement le Conseil du roi. Le 11 mars 1732, il cassait le jugement des trésoriers et leur faisant défense d'en rendre de pareils à peine d'interdiction (347). De plus, contrairement à une jurisprudence plus que séculaire et à l'ordre établi partout, il habilitait la Cour des comptes à casser les ordonnances du bureau dans les cas « d'entreprises » sur sa juridiction et à prononcer la radiation des gages des trésoriers de France, faute par eux d'envoyer à la Cour la minute des hommages

(345) De fait, le bureau des finances de Montpellier reçut des hommages, au moins en 1691 et 1692 (Arch. dép. de l'Hérault C 6 405).

(346) A juste titre, BASVILLE (Cf. *infra*, p. 309) estimera malheureuses ces dispositions et, dans son « avis » de 1700 déclarera que l'arrêt de règlement de 1685 devrait être interprété : Les trésoriers de France seraient tenus seulement d'envoyer aux juges ordinaires les aveux et dénombrements pour qu'ils les publient, conformément à l'arrêt du Conseil du 26 juin 1688. Les dits aveux et dénombrements seraient ensuite « blâmés » (vérifiés) par les procureurs du roi aux bureaux, et « jugés » par les trésoriers de France.

(347) Bibl. nat. 4° Fm 18.992 et Arch. dép. de l'Hérault B 41 f° 1.114.

et aveux (au lieu d'expédition) et les ordonnances de liquidation des droits seigneuriaux dans les trois mois suivant chaque année expirée (348).

*
**

Quant à la juridiction contentieuse du domaine et de la voirie (349), les bureaux des finances de Montpellier et de Toulouse avaient accepté en 1627 son exercice, et celui de Montpellier avait établi dès 1630 un règlement à son sujet (350). Suivant le rapport de BASVILLE dont il sera question plus loin, il y en eut peu d'application à Montpellier, mais il en fut autrement à Toulouse.

Un édit et un arrêt du Conseil du roi du 11 février 1667 (351) l'enlevèrent aux bureaux des finances de Languedoc au profit d'une Commission alias « Chambre du domaine » composée de conseillers à la Chambre des comptes et de trésoriers de France sous la présidence de l'intendant, juridiction dont les décisions étaient sujettes à l'appel au Parlement.

En novembre 1690 (352), un édit révoqua la Chambre et confia la juridiction souveraine du domaine à la Cour des comptes, aides et finances de Montpellier (353). Cet édit souleva les protestations du syndic des Etats auxquelles se joignirent successivement le Parlement de Toulouse, les deux bureaux des finances et les sénéchaux.

Le Conseil du roi, saisi de l'affaire, la renvoya à l'intendant du Languedoc, Nicolas de LAMOIGNON DE BASVILLE (1648-1724) (354) qui, dans un avis (355) très motivé, conclut le 20 mars 1700 au maintien, au moins à titre provisoire, du statu quo, sauf certains aménagements. La situation ne fut pas sensiblement modifiée par une déclaration du roi du 20 janvier 1736 (356) portant règlement entre le Parlement de

(348) Nous retrouverons plus loin une réaction analogue du Conseil quand le bureau des finances de Paris prétendit casser des arrêts de la Cour des aides de Paris.

(349) L'édit de Crémieu n'avait pas été appliqué en Languedoc. Suivant BASVILLE, à qui nous laissons la responsabilité de l'assertion : « Il y avait une Chambre du domaine dans chacune des généralités de Toulouse, Carcassonne et Nîmes avec deux trésoriers de France, le lieutenant général au présidial, le grand-maitre des eaux et forêts, le trésorier du domaine ».

(350) Texte dans FOURNIVAL, p. 1082. Le texte ne comporte pas de date. Celle de 1630 est indiquée par FOURNIVAL en marge du texte; un des deux exemplaires de la Bibliothèque Nationale porte toutefois une rectification, faite à la plume, d'une écriture du XVII^e siècle : « 1628 ».

(351) Cités par BASVILLE dans son mémoire. (Cf. infra).

(352) Bibl. nat. F 5.001 (501).

(353) Les procureurs du roi aux bureaux restaient toutefois compétents pour opérer les saisies féodales, mais à charge de transmettre dans les trois mois les procès-verbaux à la Cour des comptes. A défaut, la compétence passait au procureur général à la Cour.

(354) Type de « l'intendant à poigne » de l'ancien régime. Ses contemporains l'appelaient le « tyran du Languedoc ». En fait, et sous réserve de son action contre les religieux, son administration eut, dans l'ensemble, d'heureux résultats.

(355) Bibl. nat. Manuscrits, Coll. JOLY DE FLEURY 304, f^o 265, 603, f^o 198 bis et 1.069, f^o 70.

(356) Bibl. nat. F 5.001 (821 et 822).

Toulouse et la Cour des comptes, aides et finances de Montpellier et les trésoriers de France, et ce fut seulement une déclaration du roi du 19 juillet 1757 qui, après de nouvelles procédures (357), rendit aux bureaux des finances du Languedoc la juridiction contentieuse du domaine en première instance et au Parlement de Toulouse sa connaissance en appel (358), sans d'ailleurs mettre un terme à leurs conflits avec la Cour (359).

e) Chambre des comptes de Bourgogne et Bresse à Dijon.

La Chambre des comptes de Dijon (360) existait déjà du temps des ducs de Bourgogne de la première race. Confirmée par le roi JEAN II LE BON, elle avait été réorganisée par le duc PHILIPPE LE HARDI.

En raison de son ancienneté, elle se considérait comme la première de France après celle de Paris. Toutefois, elle n'avait reçu qu'assez tardivement le jugement des comptes du receveur général des finances créé à Dijon en 1543, jugement qui avait été assuré à l'origine par la Chambre des comptes de Paris.

La Chambre avait le même ressort que le bureau des finances de Dijon, c'est-à-dire la Bourgogne à laquelle s'étaient ajoutés en mars 1601 la Bresse, le Bugey, le Valromey et le pays de Gex (361).

Elle n'avait pas vu avec faveur la création du bureau en 1577 et un de ses premiers actes après cette création avait été de s'opposer à l'occupation par lui d'une maison contiguë au palais qu'elle partageait avec le Parlement, maison qui avait été assignée au bureau par

(357) « Extraits des principaux titres possessoires du Parlement de Toulouse concernant la juridiction contentieuse du domaine (1753-1754) » (Bibl. nat. f° Fm 18.146 et 18.147).

— « Application des titres précédents à la question du domaine (pour le Parlement contre la Cour des comptes de Montpellier) », 1754 (Bibl. nat. JOLY DE FLEURY 1.969 (18)).

— « Extraits des registres du « Conseil d'Etat et privé du roi ». Arrêt du 19 janvier 1756 portant évocation, au Conseil, des procès en règlements de juges entre le Parlement de Toulouse, les trésoriers de France et la Cour des comptes, aides et finances de Montpellier. Inféodation des terres » (Bibl. nat. JOLY DE FLEURY 1.068 (203)).

(358) Déclaration du roi portant règlement des fonctions de la Cour des comptes, aides et finances pour la juridiction des matières domaniales (Bibl. nat. F 23.626 (408, 409 et 411) et Arch. nat. AD + 6, pièce 115).

(359) Cf. « Très humbles remontrances de la Cour des comptes, aides et finances de Montpellier contre les « entreprises » du Parlement de Toulouse », 25 février 1761 (Bibl. nat. 3° Fm 3.279 et inv. F 16.042).

— « Résumé des mémoires du Parlement de Toulouse concernant la juridiction contentieuse du domaine », sans lieu, 1761 (Bibl. nat. 4° Fm 31.360 et Arch. nat. AD + 6, pièce 117).

(360) Cf. Hector JOLY, sgr de La Grange-du-Pré : « Traité de la Chambre des comptes de Dijon », in-fol., 1653, et J. MAULBON D'ARBAUMONT : « Armorial de la Chambre des comptes de Dijon » d'après le manuscrit de P. GAUTIER, in-8, Dijon, 1881 (Bibl. nat. 4° Li31 670).

(361) Il a été dit plus haut, au titre du Parlement de Dijon (p. 286, note 245) que ces pays seront distraits de son ressort par édit de février 1659 au profit d'une Cour souveraine créée à Bourg et ayant juridiction de Chambre des comptes, aides et finances, mais que le régime antérieur sera rétabli dès mai 1661, sans, semble-t-il, qu'ait été mis sur pied le bureau des finances dont la création à Bourg avait été prévue par le texte de 1659.

lettres patentes du roi. Pour plus de sûreté, elle en avait fait murer la porte d'entrée et il n'avait pas fallu moins d'un arrêt du Conseil du 9 mai 1579 et de lettres de jussion des 21 janvier et 4 mai 1580 pour lui faire entendre raison (362). Depuis lors, les conflits entre les deux juridictions s'étaient succédé (363) et la renonciation par le bureau à la juridiction contentieuse du domaine et de la voirie à lui donnée par l'édit d'avril 1627 n'avait pas suffi à apaiser la Chambre.

Pour elle, toute occasion était bonne pour vexer les trésoriers (364). C'est ainsi que dans son *Traité de la Chambre* de 1653, Hector JOLY, maître des comptes à Dijon, relate avec complaisance (365) un arrêt de sa juridiction du 9 décembre 1631 annulant une mention suivant laquelle certaines lettres patentes avait été « lues, publiées et registrées au bureau des finances le 22 novembre 1631 », mention portée sur le repli des lettres. Comme la Chambre des comptes de Montpellier lors de son arrêt du 20 mars 1617, celle de Dijon estimait en effet que les trésoriers ne pouvaient valablement user de ces termes et qu'ils devaient seulement employer l'expression : « Consentons, en tant qu'à nous est, l'entérinement et l'accomplissement des dites lettres ». Par ailleurs, à en croire la Chambre, seules les Cours souveraines pouvaient apposer des mentions sur le repli des actes officiels; les trésoriers de France ne devaient les porter que sur des « attaches », c'est-à-dire un papillon annexé à l'acte.

Pour mettre un terme à la situation, le Conseil rendit le 8 février 1634, un arrêt portant règlement entre la Chambre des comptes et les trésoriers de France (366). Il y était fait notamment défense à la Chambre d'informer, de procéder et décréter contre les trésoriers de France pour raison de leurs charges, pour quelque cause ou prétexte que ce fût, ce qui fait présumer que la Chambre ne s'en privait pas précédemment.

Les trésoriers auraient séance après le doyen et le sous-doyen des maîtres des comptes.

La Chambre était maintenue dans la réception des foi et hommages de tous les vassaux directs du domaine du roi, mais nous avons déjà dit que cette situation était commune à toutes les Chambres pour la généralité de leur siège (367).

(362) Arch. dép. de la Côte-d'Or C 2.282, f° 77.

(363) Arch. dép. de la Côte-d'Or B 10 (1 et 6).

(364) Il est vrai que les trésoriers de France n'avaient pas à l'égard de la Chambre que de bons procédés. C'est ainsi qu'en 1627 en la rue Poulaillerie de Dijon, un jeune trésorier de France, Jacques VALON, sgr de MIMÉURE (en fonction de 1623 à 1667), avait bousculé un maître des comptes ancien, Bénigne MORELET (en fonction de 1595 à 1645) pour s'assurer le haut du pavé. La Chambre avait exigé qu'il vint lui présenter ses excuses en son palais (Arch. dép. de la Côte-d'Or B 1145).

(365) p. 97.

(366) Arch. dép. de la Côte-d'Or, C 2.082 bis, f° 184.

(367) Le bureau des finances entrera néanmoins en conflit quant aux matières féodales avec la Chambre des comptes qui publiera à cette occasion, en 1697, un « sommaire pour la Chambre des comptes de Dijon contre le Parlement et le bureau des finances de Dijon au sujet des matières féodales » (Bibl. nat. 4° Fm 4.823).

Un nouvel arrêt du Conseil du roi intervint en 1651 pour régler les préséances respectives de la Chambre et du bureau. Il disposait que, par provision, cinq trésoriers de France marcheraient avec les maîtres des comptes suivant leur ordre de réception, dans les cérémonies auxquelles ils auraient à assister.

Ces dispositions furent confirmées le 1^{er} juin 1658 par un nouvel arrêt du Conseil (368). Néanmoins, la même année, la Chambre refusa de recevoir les députés du bureau lors d'un service célébré en la Sainte-Chapelle pour le repos de l'âme du duc de CANDALE, fils du duc d'EPERON, gouverneur de la province, sous le prétexte qu'il ne s'agissait pas d'une des cérémonies prévues par l'arrêt du Conseil (369). Elle devait avoir une attitude semblable en 1723 lors de l'inauguration de l'université de Dijon (370).

L'arrêt précité du 1^{er} juin 1658 avait prévu également que la Chambre ne procéderait à l'examen du compte de la recette générale qu'en présence d'un trésorier de France délégué par le bureau et que ce trésorier aurait séance immédiatement après le doyen et le sous-doyen de la Chambre.

En 1693, la Chambre et le bureau établirent entre eux un traité pour fixer les conditions de réception des nouveaux trésoriers, ce qui n'empêcha pas d'ailleurs des difficultés lors de la réception de Jean GRAVIER DE SAINT-VINCENT (1685-1726), avocat en Parlement, pourvu le 12 mars 1712 de l'office de trésorier de France de son père décédé. GRAVIER vint se plaindre au bureau que la Chambre ne voulût pas le recevoir, comme gradué, suivant « la loi » (371). Nous ne savons qui céda; toujours est-il qu'il fut admis le 22 avril suivant.

Des lettres patentes des 8 septembre et 13 octobre 1727, rendues en exécution d'un arrêt du Conseil du roi du 6 août précédent, devaient fixer par le menu les relations de la Chambre des comptes de Dijon tant avec le Parlement qu'avec les bureaux des finances (372).

Ce ne fut d'ailleurs pas encore suffisant et, en 1750, un violent conflit s'éleva de nouveau entre le bureau et la Chambre des comptes de Dijon (373). Malgré l'avis du procureur général Michel BOUVART DE FOURQUEUX — plus tard intendant des finances —, NICOLAY, premier président de la Chambre des comptes de Paris, refusera de la faire intervenir dans l'affaire pour qu'un conflit local ne dégénère pas en une bataille rangée des Chambres des comptes et des bureaux des finances.

(368) Arch. dép. de la Côte-d'Or C 2.082 *bis*, f° 216 et 233.

(369) Arch. dép. de la Côte-d'Or C 2.082 *bis*, f° 342.

(370) Arch. dép. de la Côte-d'Or C 2.075, f° 156.

(371) Arch. dép. de la Côte-d'Or C 2.075, f° 46.

(372) Bibl. nat. F 5.001 (803, 803 *bis* et 804) et Arch. dép. de la Côte-d'Or B 9 et 10.

On trouvera plus haut (p. 287, note 256), au titre des relations des trésoriers de France avec les Parlements, l'importante bibliographie relative à ce procès.

(373) Arch. dép. de la Côte-d'Or B 10.

f) *Chambre des comptes de Dauphiné à Grenoble.*

La Chambre des comptes de Dauphiné avait été créée par les dauphins le 22 octobre 1344, mais par la suite avait fait corps, au moins en principe, avec le Parlement jusqu'à un édit de mars 1628 (374) qui l'avait « établie à l'instar de celle de Paris » en augmentant ses effectifs. Les cinq trésoriers de France existant en 1621 faisaient corps, eux aussi, avec elle et par conséquent avec le Parlement; la situation n'avait pas été modifiée, toujours en principe, par l'édit d'octobre 1621 qui avait porté le nombre des trésoriers de France de Grenoble au même chiffre qu'ailleurs (375); ce fut seulement l'édit de septembre 1628 qui les constitua officiellement en un « corps de bureau ».

L'édit de décembre 1627 avait prévu que seule la Chambre des comptes recevrait les « foi et hommages », comme il en était généralement quand une Chambre et un bureau résidaient dans la même ville; des édits de juin et de novembre 1637 (376) sur les ventes et reventes du domaine du roi en Dauphiné tentèrent de définir les pouvoirs respectifs de la Chambre et du bureau en la matière.

Néanmoins et en dépit de leur origine commune, les deux organismes vécurent en mauvaise intelligence. Sur la plainte des trésoriers de France, le Conseil du roi dut rendre les 10 janvier, 29 mars, 25 novembre 1647 et le 16 novembre 1648 des arrêts ordonnant à la Chambre de recevoir les trésoriers de France dans les mêmes conditions que les maîtres des comptes, de limiter à 282 livres les droits de leur réception et d'accorder, le cas échéant à deux d'entre eux séance au-dessous des deux doyens.

La Chambre des comptes s'obstinant dans ces errements, le Conseil déclara le 31 décembre 1664, ainsi qu'il a été dit (p. 45), évoquer à la Chambre des comptes de Paris les réceptions des trésoriers de France de Grenoble pour lesquels la Chambre de Grenoble ne respecterait pas les prescriptions de ses arrêts antérieurs.

Une autre cause de dissentiments existait entre les deux juridictions.

La Chambre des comptes soutenait que, dès le temps des dauphins,

(374) Bibl. nat. F 46.963.

(375) C'est ce qui explique que la Chambre des comptes ait subordonné la réception de tout nouveau trésorier de France à la signature de l'engagement suivant :

« Je... desclare à Messieurs de la Chambre des comptes de Dauphiné que je ne prétends de présent ny à l'avenir exercer la charge de conseiller du roi, trésorier général de France en cette généralité de laquelle il a plu au roy me pourvoir qu'en la forme qu'ont faite cy devant les autres trésoriers de France et généraux des finances de cette province, ni, pour raison de ce, poursuivre aucun établissement de bureau, ni d'être payé de mes gaiges et autres droits attribués à mon office qu'après les autres anciens » (Arch. dép. de l'Isère, série B).

En dépit de la constitution officielle du bureau, la Chambre des comptes ne cessera d'exiger la déclaration qu'après la réception de Denis DREVET, le 3 juillet 1631.

(376) Bibl. nat. F 23.611 (196, 211 et 212).

la conservation des titres de l'Etat entrant dans ses attributions, comme il en était d'ailleurs à Aix où le mot « archives » figurait dans la désignation de la Cour aussi bien que celui d' « archivaire » dans celle de certains de ses membres. En conséquence, elle entendait avoir la garde des titres du domaine, quelles que fussent les attributions des trésoriers de France à l'égard dudit domaine. Un arrêt du Conseil du 30 août 1636 avait avalisé ses prétentions en lui reconnaissant la garde des titres et papiers, mais à charge de communiquer sur place aux trésoriers de France les papiers-terriers, actes d'hommages et dénombrements, comptes, etc... et sans qu'il leur fût besoin de présenter requête à cet effet. Des circonstances particulières mirent le bureau en la possession de tous les titres du domaine ; ces titres étaient conservés au domicile du greffier de la Chambre, Michel DUPUY DE SAINT-VINCENT ; à sa mort, il furent gardés par son fils, Sébastien DUPUY DE SAINT-VINCENT, trésorier de France, puis président du bureau, ce qui souleva les protestations véhémentes de la Chambre. Elle obtint leur restitution suivant un arrêt du Conseil du 6 octobre 1691, « portant règlement entre le Parlement, la Chambre des comptes et les trésoriers de France du Dauphiné » qui avait suivi un premier « règlement entre la Chambre des comptes et les trésoriers de France » intervenu le 15 décembre 1685 (377) en même temps que celui rendu entre la Cour des comptes de Montpellier et les trésoriers de France de Montpellier et Toulouse.

Par le règlement de 1691 (378) qui ne comportait pas moins de 146 pages en impression in-4 et 46 articles, il était prévu que, le cas échéant, il serait donné séance par la Chambre à deux délégués des trésoriers de France au-dessous des quatre plus anciens maîtres des comptes. Néanmoins, tant en corps qu'en particulier, les maîtres des comptes auraient la préséance sur les trésoriers de France.

Les droits de réception des nouveaux trésoriers de France à la Chambre des comptes seraient limités à 600 livres.

Les trésoriers de France enregistreraient les provisions des membres de la Chambre comme celles des autres officiers.

Le dixième des droits de lods et ventes, réservé pour les réparations des locaux de la Chambre, serait perçu par le receveur des domaines et son emploi se ferait sur devis et baux à rabais des trésoriers de France.

Les trésoriers de France auraient un mois pour vérifier les états

(377) Ce règlement était intervenu après un conflit aigu entre la Chambre et le bureau. Louis de CHARENCEY (vers 1640-1608), trésorier de France au bureau (de 1676 à 1704), chargé de faire l'inventaire du receveur des tailles de Grenoble, mais ne disposant pas de la deuxième clef du contrôleur des tailles, qui était ce jour-là à Lyon, avait fait ouvrir le coffre par un serrurier. La Chambre avait cassé son inventaire par arrêt du 15 mai 1684 et l'avait fait poursuivre criminellement pour la prétendue effraction du coffre.

Le bureau avait exposé ses griefs dans un « Mémoire pour les présidents et trésoriers de France de Grenoble contre les officiers de la Chambre des comptes », sans lieu, 1685 (Bibl. nat. f° Fm 7.073).

(378) Arch. nat. AD IX 79.

au vrai des comptables. Ils vérifieraient les états au vrai du payeur des gages de la Chambre.

Aucun trésorier de France ne pourrait assister au jugement des comptes des receveurs généraux de la généralité.

Ils auraient seuls la charge d'apposer les scellés sur les biens des comptables.

Il était fait défense aux deux juridictions de prononcer la cassation de leurs arrêts et ordonnances.

Le règlement de 1691 devait être complété par une déclaration du 17 mars 1705 attribuant aux trésoriers de France de Grenoble la connaissance de toutes les affaires domaniales et l'interdisant à toutes Cours et juges à peine de nullité (379).

La Chambre des comptes s'estima néanmoins encore en droit de se faire représenter les titres des engagistes du domaine. Le bureau ayant demandé au Conseil du roi la cassation d'arrêts rendus par elle à cet égard, elle soutint assez étrangement qu'il n'y était pas qualifié, n'étant pas partie au procès.

L'intégration de la principauté d'Orange au royaume et le transfert de ses titres à Grenoble suivant un arrêt du Conseil du 6 juillet 1734 sera une nouvelle source de différends (380).

g) *Cour des comptes, aides et finances de Provence à Aix.*

Ancienne grande « Cour royale des maîtres rationaux », la Chambre des comptes du comté de Provence avait été transformée par un édit d'août 1555 en « Cour des comptes, archives et finances »; elle avait reçu par la suite, avec la juridiction des aides, son nom définitif.

Il semble que dès l'origine, et à l'encontre des Chambres des comptes de Dijon et de Montpellier, elle ait eu la plénitude de la juridiction des comptes, c'est-à-dire que, dès la création du receveur général des finances à Aix en 1542, ce fut elle et non la Chambre des comptes de Paris qui eut à en juger les comptes (381).

Elle était entrée en conflit avec le bureau des finances d'Aix dès la création de ce dernier et avait obtenu, par arrêts du Conseil du roi des 30 août 1565 et 16 octobre 1581, le maintien de certaines de ses attributions en matière d'administration domaniale, notamment les reconnaissances des droits féodaux, censes et emphytéotiques et, en

(379) Cf. PATAS DU BOURGNEUF, *op. cit.*, t. II, p. 207.

(380) Arch. nat. K 714-36.

(381) Sur la Cour des comptes, aides et finances d'Aix, cf. :

1° Les notices que lui a consacrées Raoul BUSQUET dans :

a) « Histoire des Institutions de la Provence de 1483 à 1790 ». Marseille, 1920, in-4, p. 85, 144 à 155 et 167 à 175;

b) Le tome III des Bouches-du-Rhône, « Encyclopédie départementale », p. 357, 417 à 427 et 439 à 447 (Bibl. nat. 4° Lk4 3.041);

c) « Les fonds des Archives départementales des Bouches-du-Rhône », 1^{er} vol. Dépôt de Marseille, p. 5 à 13.

2° Balthazar de CLAPIERS-COLLONGUES et M^{rs} de BOISGELIN, « Chronologie des officiers des Cours souveraines de Provence », Aix, 1906 et 1907, tomes III et IV (Bibl. nat. 8° Lc19 210) (III et IV).

certains cas, les baux des terres vaines et vagues, à charge de transmettre aux trésoriers de France des états des reconnaissances et baux (382).

De nouveaux conflits s'étant élevés entre eux, le Conseil du roi avait ordonné au Parlement d'Aix le 27 novembre 1597 de faire droit sur leurs différends; il avait confirmé le renvoi de leurs procès devant lui le 30 décembre suivant (383).

Le 23 avril 1605, il avait prescrit aux trésoriers de France de Provence « de passer outre à l'exécution de leur commission relative à la réparation des chemins, ponts, pavés, chaussées et autres ouvrages publics et défendu à la Cour des comptes de Provence de plus s'entre-mettre dans la cognoissance des dites réparations » (384).

En donnant au bureau la juridiction contentieuse du domaine et de la voirie, l'édit d'avril 1627 avait ravivé les conflits. Traditionnellement, en effet, la juridiction du domaine était exercée par la Cour. Elle soutint que l'édit ne lui était pas applicable puisqu'il avait pour objet de modifier le régime institué par l'édit de Crémieu de juin 1536 et que cet édit n'avait jamais été étendu à la Provence.

Après enregistrement par le Parlement de Provence, le 12 octobre 1639, des édits de 1627 et 1633, un arrêt du Conseil du roi du 16 mai 1640 (385), portant règlement entre la Cour des comptes, aides et finances et le bureau des finances de Provence, reconnut la compétence du bureau des finances pour les canaux, les avancées dans la mer, les prélèvements d'eau sur les rivières, la délivrance des alignements, la connaissance des ponts et chaussées et de tous les ouvrages se faisant sur les deniers du roi (386). La Cour conservait la réception

(382) Cf. Arrêt du 16 octobre 1581 : « Les dictz trésoriers généraux de France, en faisant leurs chevauchées, fairont les baux à ferme du domaine et autres droits appartenants à Sa Majesté... pourvoyront aux réparations des chasteaux, maisons du roi et autres charges du domaine... et attendu l'ancienne coutume et connaissance que les dictz gens des comptes ont des droits et titres appartenant au dict Seigneur et dont les papiers sont de toute ancienneté gardés et conservés aux archives de la dicte Chambre, iceux gens des comptes fairont les reconnaissances des droits féodaux, censes et emphytéotiques, et quant aux nouveaux baux des terres vagues et lieux vacquants, y sera par les dictz gens des comptes et trésoriers généraux pourvu, selon les commissions qui leur seront adressées et non autrement, et desquelles reconnaissances et nouveaux baux qui seront faits par les dictz gens des comptes sera faict sommaire état et envoyé au bureau des dictz trésoriers généraux, afin d'en tenir registre ».

L'arrêt attribuait également aux trésoriers de France la surveillance et l'administration des salins, greniers et traite du sel, la juridiction civile et criminelle des gabelles étant réservée à la Cour en tant que Cour des aides. Les deux corps étaient invités à se communiquer tous documents nécessaires (Cf. BUSQUET, *op. cit.*).

(383) Arch. dép. des Bouches-du-Rhône, B 3.339.

(384) Bib. nat. Manuscrits français 10.842, f° 209 v°.

(385) Texte dans BONIFACE : « Arrêts notables du Parlement et de la Cour des comptes, aides et finances de Provence » (1708), t. I^{er}, p. 96.

(386) Dès le 23 avril 1605, un arrêt du Conseil du roi avait ordonné aux trésoriers de France de Provence de passer outre à l'exécution de leur commission (du Grand-Voyer de France) relative aux « réparations des chemins, ponts, pavés, chaussées et autres ouvrages publics » et avait fait défense à la Cour des comptes de Provence « de plus s'entre-mettre dans la cognoissance des dites réparations » (Bibl. nat. Manuscrits français 10.842, f° 209 v°).

des foi et hommages des vassaux du roi, même aliénés. Elle gardait aussi la liquidation des lods et ventes et autres droits seigneuriaux, mais était tenue d'en envoyer tous les trois mois les états aux trésoriers de France, seuls qualifiés pour établir ceux des receveurs et délivrer les contraintes contre les redevables (387).

Un arrêt du Conseil du roi du 31 mai 1659 (388) précisa que les trésoriers de France d'Aix avaient, comme ceux des autres bureaux, la juridiction contentieuse du domaine du roi de la grande et de la petite voirie en dernier ressort jusqu'à 250 livres ou dix livres de rente et par provision jusqu'à 500 livres ou vingt livres de rente.

Un arrêt du Conseil du roi du 8 février 1666, portant règlement entre le Parlement, la Cour des comptes, aides et finances et les trésoriers de France de Provence (389) — arrêt maintenu le 3 février 1672 — confirma les dispositions précitées. Les trésoriers de France exerçaient la juridiction contentieuse concernant le domaine et ses fruits. Si la Cour des comptes avait la connaissance des droits de « lates » (amendes pécuniaires) « pour clameurs exposées contre les communautés » et les droits « d'inquant » (in quantum-encan) pour l'exécution de ses arrêts, les trésoriers de France étaient compétents pour les droits de « lates » dans tous les autres cas et pour les « inquants » relatifs à l'exécution des arrêts et jugements de toutes les autres juridictions.

Dans les cérémonies publiques, les trésoriers de France avaient le choix, soit de passer immédiatement après le Parlement, soit de prendre place avec la Cour des comptes (à gauche du Parlement), les deux plus anciens trésoriers de France passant avant les quatre derniers conseillers et maîtres des comptes, les autres trésoriers de France venant ensuite, puis les avocats et procureurs généraux à la Cour, les correcteurs et les auditeurs.

Dans le cas d'affaires communes et chaque fois qu'il en était requis, le bureau des finances déléguait à la Cour deux trésoriers qui y avaient séance après les quatre plus anciens conseillers (siégeant deux de chaque côté), les trésoriers délégués prenant place du côté du doyen.

En certaines circonstances et notamment aux soutenances de thèse

(387) L'arrêt du règlement du 16 mai 1640 avait prévu également que les trésoriers de France seraient « examinés et reçus au premier bureau de la Cour », c'est-à-dire en son assemblée générale « et non par des commissaires délégués ». Il est donc à présumer que précédemment la Cour déléguait des conseillers au bureau des finances pour les réceptions de trésoriers, comme le faisait le bureau des finances de Paris pour la Chambre du trésor quand un nouveau conseiller au trésor devait y être reçu.

Les trésoriers de France devaient prendre rang suivant l'ordre de leur réception à la Cour.

L'ensemble de ces dispositions était à la vérité peu compatible avec celles, déjà citées, du règlement arrêté par le bureau le 19 septembre 1642, suivant lesquelles : les « trésoriers de France qui se présenteront au bureau pour être reçus seront examinés, en icelui » (Cf. FOURNIVAL, p. 1.088).

(388) Arch. nat. AD IX 79.

(389) Texte dans BONIFACE, *op. cit.*, tome III, p. 42.

de l'université et aux « bureaux de santé et de police », deux trésoriers de France passaient après ceux des conseillers qui occupaient les onze premières places de l'ordre du tableau.

Bien que ces dispositions fussent assez précises, la Cour et les trésoriers de France éprouvèrent le besoin de définir encore plus nettement leurs relations dans un « concordat » qui fut homologué par le Conseil du roi le 29 janvier 1674. Nous ne saurions affirmer qu'il suffit à mettre fin aux conflits qui s'élevaient à l'occasion entre les deux juridictions et dont nous avons donné un exemple en relatant le séjour commun des deux organismes à Saint-Maximin en 1650 (390).

Par ailleurs, la Cour des comptes se résigna difficilement à ne plus intervenir dans les questions domaniales. C'est ainsi que le 20 octobre 1679, allant à l'encontre d'une ordonnance du bureau du 6 septembre, elle enjoignit aux fermiers du domaine et aux consuls des communautés engagistes de se pourvoir auprès d'elle de contraintes et exécutoires pour la levée des deniers de leurs fermes et charges. Saisi de l'affaire par les trésoriers de France, le Conseil du roi « sans s'arrêter à l'arrêt de la Cour », décida le 20 juillet 1680 que ses règlements antérieurs seraient exécutés et fit défense à la Cour d'y contrevenir (391).

h) Chambre des comptes de Bretagne à Nantes.

La Chambre des comptes de Bretagne remontait aux premiers temps de l'histoire bretonne (392). Sans résidence fixe au temps des ducs, elle avait été établie à Nantes en 1495 au lendemain du mariage de la duchesse Anne avec le roi CHARLES VIII.

Les deux trésoriers de France et généraux des finances en Bretagne (393) faisaient corps avec elle et l'exercice de leurs charges n'était généralement qu'une étape entre la maîtrise des comptes et une présidence. Ils siégeaient avec les maîtres des comptes suivant l'ordre de leur réception. On pourrait croire qu'ils ne connaissaient dès lors d'autres différends que ceux qui s'élevaient entre la Chambre, défenseur des principes et franchises bretons, et le pouvoir central. Il arrivait néanmoins qu'ils entrassent en conflit avec elle et le 7 mars 1654 le Conseil du roi dut établir un règlement faisant notamment

(390) Cf. *supra*, p. 230, note 16.

(391) Arch. nat. E 524, f° 386 à 389 r°.

(392) Cf. Hyacinthe-D. de FOURMONT : « Histoire de la Chambre des comptes de Bretagne ». Paris, 1854, in-8 (Bibl. nat. 8° Lf 27 16).

(393) Le nombre des trésoriers de France en Bretagne fut porté à quatre par un édit de décembre 1704 (Bibl. nat. F 21.225 (42) et à six par un autre daté de mars 1709 tandis qu'était supprimé un procureur du roi créé en 1704 (Bibl. nat. F 23.619 (443 et 449)).

Il avait été créé en avril 1694 (Bibl. nat. F 23.615 (511 à 514)) un bureau des finances à Rennes, bureau dont le siège ayant été transporté à Vannes en vertu d'une déclaration royale de juin 1694, mais l'organisme, qui avait pour présidents les deux anciens trésoriers de France en Bretagne, fut supprimé dès septembre 1700 (Bibl. nat. F 23.616 (752 et 753)) à la demande de la Chambre des comptes de Nantes qui prit à sa charge l'indemnisation des officiers évincés.

défense à la Chambre de prendre aucune connaissance de leurs ordonnances, ainsi que de juger aucun compte de comptable dont ils n'eussent vérifié au préalable les états au vrai.

i) *Chambre des comptes de Blois.*

La Chambre des comptes de Blois (394) était originellement celle des comtes de Blois. Ambulante à ses débuts, elle était devenue sédentaire vers le milieu du ^{xiv}^e siècle. Après l'acquisition du comté de Blois par Louis d'ORLÉANS sur les deniers de la dot de Valentine VISCONTI, elle avait eu la charge des comptes des divers domaines de la maison d'ORLÉANS et notamment du comté de Soissons, voire même de ses possessions d'Italie (395).

Lors de son accession au trône, Louis XII accepta la réunion à la couronne du duché d'Orléans, qui était un apanage, mais refusa d'y comprendre le comté de Blois et ses autres possessions personnelles. Par lettres patentes du 26 mars 1498, il confirma expressément en ses fonctions la Chambre qui, bien que seigneuriale, devint ainsi Chambre royale. Supprimée à la mort de la reine Claude décédée à Blois en 1524, puis rétablie, elle fut de nouveau supprimée avec les autres Chambres des comptes par l'édit de 1566, puis rétablie en août 1568 et confirmée en 1571.

Depuis 1395, le comté de Blois comportait un général des finances qui, après l'accession au trône de Louis XII, reçut également le titre de trésorier de France. Il fut expressément maintenu par l'édit de janvier 1552 réunissant les fonctions de trésorier de France et général des finances et portant à dix-sept le nombre des trésoriers généraux. Le texte précisa toutefois que le trésorier de France et général de Blois ne comptait pas dans les dix-sept et qu'il n'était pas soumis aux règles applicables à ces derniers.

L'office fut exercé, cumulativement avec ses fonctions, par le premier président de la Cour à partir de 1591.

Nous avons dit que son existence avait pour effet d'enlever aux trésoriers de France d'Orléans la connaissance du domaine et, dans une certaine mesure, la voirie dans le comté de Blois, ainsi que la vérification de l'état au vrai des receveurs des domaines.

(394) Cf. « Preuves de l'antiquité de la Chambre des comptes de Blois »; et « Noms, armes et qualités de tous les officiers de la Chambre des comptes de Blois » (Bibl. nat., f^o Lf27 59 et 4^o Lf27 56).

Joseph de CROY : « Etude sur la Chambre des comptes de Blois ». Thèse manuscrite pour le diplôme d'archiviste-paléographe; « positions imprimées ». Mâcon, 1892, in-8, p. 11 (Lf27 70);

et « Comptes des recettes et dépenses du comté de Blois en l'année 1319 ». Blois, 1902, in-8 (Bibl. nat. Lf2 5362).

H. LACAILLE : « Notice sur les archives de la Chambre des comptes de Blois à la fin du ^{xviii}^e siècle ». (Correspondance historique et archéologique, n^o 22 du 25 octobre 1894, 8^o G 7.174 (1894).

(395) La tradition veut qu'au ^{xvii}^e siècle encore la Chambre réclamât périodiquement les comptes du duché de Milan et autres anciennes possessions des ORLÉANS en Italie; elle s'étonnait de ne pas recevoir de réponse.

La situation devait se perpétuer jusqu'à la suppression de la Chambre des comptes de Blois en 1775.

Nous laissons à Daniel JOUSSE, habitant d'Orléans et éminent jurisconsulte, la responsabilité de l'assertion suivante, assez surprenante, dans son « Traité de la juridiction des trésoriers de France tant en matière de domaine et de voirie que de finances » de 1777 :

« A Orléans, les trésoriers de France n'ont pas la connaissance du domaine du roi (à la réserve du duché de Vendôme), depuis l'édit de juillet 1775 qui a supprimé la Chambre des comptes de Blois » (396).

Nous aurions été tenté de penser le contraire.

j) *Chambre des comptes de Navarre à Pau.*

Une Chambre des comptes avait été créée à Pau le 4 juin 1527 (397) par Henri II d'ALBRET, roi de Navarre, par démembrement de celle de Nérac (398). Cette dernière Chambre lui fut réunie par édit d'avril 1624 (399), la Chambre recevant alors le titre de « Chambre des comptes de Navarre ».

Les pouvoirs qui lui étaient donnés soulevèrent les protestations du bureau des finances de Toulouse, ainsi d'ailleurs que celles du Parlement de la même ville, mais ils furent confirmés par un arrêt contradictoire du Conseil du roi du 11 février 1626 (400).

Comme héritière de ses devancières, la Chambre avait parmi ses attributions la direction des finances et du domaine pour le pays de Béarn, le duché d'Albret (401) et la Basse-Navarre, ainsi que la conservation de leurs droits et revenus. L'édit de janvier 1635, créant le bureau des finances de Montauban, prétendit les lui enlever au profit du bureau des finances de Bordeaux qui perdait neuf élections dans l'opération (402).

(396) Tome I^{er}, page 6, note 1.

(397) Avec pour ressort la Basse-Navarre (partie française du royaume de Navarre), le Béarn, la Bigorre, le Marsan (Mont-de-Marsan et les Bastilles de Marsan), le Tursan (Aire-sur-l'Adour) et le Gabardan (Gabarret).

(398) Qui gardait l'Albret, l'Armagnac, le Fezensaguet, le Nébouzan (Saint-Gaudens), les pays de Foix, Lautrec et Villemur, le Périgord, le Limonsin et le Rouergue.

(399) Bibl. nat. F 23.610 (788).

(400) Bibl. nat. 4° Fm 34.356.

(401) La terre d'Albret (érigée en duché-pairie le 29 avril 1550 en faveur de Henri d'ALBRET, roi de Navarre) fut engagée aux CONDÉ le 20 mars 1641. Elle fut échangée en même temps que le duché-pairie de Château-Thierry (créé en 1566, en faveur de François, duc d'Alençon, fils de HENRI II) et les comtés d'Evreux et d'Auvergne, sauf Clermont, contre la principauté souveraine de Sedan et la partie française du duché de Bouillon, par contrat notarié passé le 20 mars 1651 entre le roi et Frédéric-Maurice de LA TOUR D'Auvergne, duc de BOUILLON (1605-1652) (Texte dans le Père ANSELME, t. IV, p. 509). L'engagement de l'Albret au profit des CONDÉ fut reporté sur le Bourbonnais par contrat passé le 2 mars 1661 entre le roi et le prince de CONDÉ (Bibl. nat., f° Fm 18.038).

(402) Le bureau des finances de Bordeaux perdait ses onze élections du ressort du Parlement de Toulouse, savoir celles de Montauban, Cahors, Figeac, Villefranche-de-Rouergue, Rodez, Millau, Lomagne (Lectoure et Fleurance), Rivière-Verdun (Grenade et Verdun-sur-Garonne), Armagnac (Auch), Astarac (Mirande) et Comminges.

Il gagnait par contre celles de Saintes et de Cognac enlevées au bureau des

Inutile de dire que la mesure n'agréa pas à la Chambre; elle obtint en février 1638 une déclaration du roi (403) la confirmant dans ses attributions antérieures, déclaration qui ne suffit pas à empêcher le bureau de Bordeaux de revendiquer la juridiction que lui avait donnée l'édit (404). Par arrêt du 31 mars 1643 (405) toutefois, le roi maintint la Chambre dans la « juridiction et connaissance du domaine de son ressort ». Un édit d'octobre 1645 (406) précisa que la Chambre exerçait « souverainement et indépendamment » les fonctions des trésoriers de France dans son ressort et par des arrêts des 10 juin 1649 et 15 juin 1651, le Conseil du roi débouta expressément le bureau de Bordeaux de ses prétentions. Le tout fut encore confirmé par une déclaration du roi du 31 juillet 1655 (407).

Par ailleurs, une déclaration du roi du 31 décembre 1647 (408), confirmant un arrêt de son Conseil du 9 novembre 1644, avait reconnu à la Chambre compétence pour la réception des foi et hommages des vassaux du domaine de Navarre et un arrêt du Conseil du 9 novembre 1660 devait en faire une première application (409).

Mais que devait-on entendre par domaine de Navarre ? La Chambre soutenait qu'il comprenait toutes les terres qui avaient été rattachées, même à titre personnel, à la couronne de Navarre, et notamment celles qui étaient entrées dans le douaire de la reine Marguerite (la reine Margot).

Elle sera de ce fait, jusqu'à la Révolution, en conflit avec les juridictions dont dépendaient normalement ces terres et notamment la Chambre des comptes de Paris et divers Parlements.

Avec les bureaux des finances, ses conflits furent spécialement aigus : avec celui de Bordeaux pour le comté de Périgord, avec celui de Limoges pour la vicomté de Limoges, avec celui de Montauban pour les comtés de Rodez et d'Armagnac. Les prétentions de la Cour (410) furent rejetées pour les fiefs autres que « ceux de dignité » (terres non titrées) par des arrêts du Conseil du roi du 10 septembre 1678 (411) et du 4 septembre 1688 (412) quant au Périgord et à la vicomté de

finances de Limoges, qui recevait en compensation celle de La Rochelle, perdue par Poitiers (il fut substitué à ce dernier transfert une augmentation des gages des trésoriers de Limoges).

(403) Bibl. nat. F 5.001 (98).

(404) Cf. Lettre du bureau des finances de Bordeaux du 9 mars 1642 (Arch. dép. de la Gironde C 3.842).

(405) Bibl. nat. F 5.001 (98).

(406) Bibl. nat. F 5.001 (98).

(407) Bibl. nat. F 5.001 (98).

(408) Bibl. nat. F 5.001 (139 bis).

(409) Cf. Bibl. nat. CLAIRAMBAULT, 874.

(410) La Chambre avait été érigée en « Cour des comptes, aides et finances » par un édit de décembre 1655 (Bibl. nat. F 23.612 (268), qui lui avait donné la juridiction des aides, tailles et gabelles pour l'élection des Lannes (fraction des Landes, avec Dax), distraite du ressort de la Cour des aides de Guyenne.

(411) Bibl. nat. THOISY 172, f° 135 (pièces depuis 1671) et « dossiers bleus », 237 (DOAT). (Le litige était né au sujet de fiefs possédés en Périgord et dans la Vicomté de Limoges par Jean de DOAT, président à la cour de Pau).

(412) Bibl. nat. THOISY 172, f° 183.

Limoges. La question restait entière pour le comté de Rodez et celui d'Armagnac (413). Par arrêt du 26 septembre 1692 (414), la Cour — qui était unie au Parlement de Navarre depuis un édit de novembre 1691 (415) — prétendit faire défense aux vassaux du roi dans les élections de Rodez, d'Armagnac et de Lomagne de reconnaître la juridiction des trésoriers de France de Montauban. Ce fut l'origine de plus de vingt ans de procès (416). En définitive, des arrêts du Conseil du roi des 17 juillet 1708 et 25 octobre 1716 les tranchèrent en faveur de la Cour, du moins pour les élections d'Armagnac et de Lomagne. Par déclaration du roi du 12 décembre 1716 (417), ces arrêts furent confirmés à l'égard du bureau des finances d'Auch créé en avril de la même année (418).

Les conflits, d'ailleurs, ne tardèrent pas à renaître et de nouveaux procès s'ouvrirent avec Bordeaux en 1716, avec Auch en 1730, avec Montauban en 1736; un arrêt du Conseil de cette année maintiendra la compétence de la Cour comme bureau des finances, mais un nouvel arrêt la lui enlèvera en 1738 en donnant comme partout la connaissance du domaine aux bureaux de finances en première instance, le Parlement-Cour n'intervenant qu'en appel (419).

k) *Autres Chambres des comptes.*

Il a été déjà dit que depuis un arrêt du Conseil du roi de novembre 1661 (420), tout au moins, une des Chambres du Parlement de Metz

(413) Elle se compliquait de la production, par la Cour, d'une déclaration royale du 5 juillet 1643 que les bureaux des finances déclaraient sinon fausse, du moins falsifiées.

(414) F^o Fm 11.866.

(415) Bibl. nat. F 23.614 (1197).

(416) Bibl. nat., f^o Fm 11.408, 11.867 et 11.868, 4^o Fm 22.260 et CLAIREMBAULT 784, p. 899 et Arch. dép. des Basses-Pyrénées B 4.544, 4.546 et 4.569.

(417) Bibl. nat. F 20.974 (88).

(418) Le bureau avait pour ressort la Gascogne, c'est-à-dire :

Les élections d'Armagnac (Vic-Fezensac et Auch), Astarac (Mirande), Comminges, Lomagne (Fleurance et Lectoure) et Rivière-Verdun (Grenade et Verdun-sur-Garonne) et les pays d'Etats des quatre vallées (Aure, Magnac, Barouse et Neste) et du Nébouzan (Saint-Gaudens), distraits du bureau de Montauban;

L'élection des Lannes, Bayonne et le pays de Labourd, la Soule (Mauléon), le Marsan et la Bigorre (Tarbes), distraits du bureau de Bordeaux.

L'édit d'avril 1716 rattachait au Roussillon, sous l'administration directe de l'intendant, le comté de Foix qui dépendait précédemment du bureau des finances de Montauban, mais possédait une Chambre des comptes propre (qui n'était guère d'ailleurs qu'une commission des Etats présidée par l'évêque de Pamiers).

Le bureau d'Auch devait perdre :

1^o En 1767, Bayonne et le pays de Labourd, ainsi que les Landes;

2^o En janvier 1775, le Marsan, le Tursan et le Gabardan restitués, avec l'élection des Lannes, au bureau de Bordeaux;

3^o En février 1784, le Béarn, la Navarre, le Pays de Soule, la Bigorre, les Quatre-Vallées et le Nébouzan, qui constituèrent avec Bayonne et le pays de Labourd, une nouvelle généralité, celle de Pau et Bayonne.

(419) Cf. Pierre DELMAS : « Du Parlement de Navarre et de ses origines », 1898, in-8 (Bibl. nat. 8^o F 12.550). Nous nous référons à cet ouvrage pour la suite des événements et des textes, et notamment un édit de 1779 qui ne laissa compétence au Parlement-Cour des comptes de Navarre, comme bureau des finances, que pour le Béarn, la Navarre et la Soule, mais fut révoqué en 1782.

(420) Créant deux « conseillers-auditeurs des comptes ». Un édit de mai 1691

jouait le rôle de Chambre des comptes et c'est à cette Chambre, habituellement présidée pour la circonstance par le premier président du Parlement, que seront reçus les trésoriers de France à Metz. Sa compétence sera étendue à l'Alsace.

La Chambre des comptes de Dole (421), établie par PHILIPPE II d'ESPAGNE en 1562 sur le modèle de celle de Dijon avec la charge des aides et du domaine, fut réorganisée en 1678 après l'annexion de la Franche-Comté et reçut de nouvelles attributions sous le nom de « Cour des comptes, aides, domaine et finances du comté de Bourgogne ».

Elle aurait eu dans son ressort un bureau des finances, créé à Besançon en février 1696, si elle n'avait obtenu en septembre suivant qu'il lui fût réuni. Elle exerça dès lors elle-même les fonctions des trésoriers de France dans son ressort dans des conditions analogues à la Chambre des comptes de Pau (422). Elle sera supprimée en octobre 1771 et sa suppression aura pour contrepartie la création, effective cette fois, d'un bureau des finances à Besançon.

La Chambre du conseil et des comptes du duché de Bar (423), d'origine très ancienne, exerçait la juridiction des aides et celle des domaines. Supprimée après la conquête française le 16 septembre 1634 lors de la constitution du Conseil souverain de Lorraine, rétablie en 1641, supprimée en 1657, elle fut rétablie de nouveau le 16 mai 1661 sous le nom de « Chambre du Conseil, des comptes et du domaine, Cour des aides et des monnaies de Bar ». Réunie à celle de Nancy, puis de nouveau séparée le 16 décembre 1670 après une nouvelle occupation française, elle sera supprimée l'année suivante, puis encore rétablie; c'est dans ses murs que sera effectuée le 18 février 1737 la prise de possession du duché de Bar.

La Chambre des comptes du duché de Lorraine à Nancy (424), un peu moins ancienne que la précédente, de même compétence, connaîtra un sort analogue. Elle verra la prise de possession du duché au nom du roi le 21 mars 1737 et deviendra entièrement française en 1766 (425).

devait y adjoindre deux nouveaux conseillers-auditeurs et deux conseillers-correcteurs.

(421) Cf. Roger de LURION : « Notice sur la Chambre des comptes de Dole ». 1892, in-8 (Bibl. nat. 8° Lf27 62).

(422) L'édit de novembre 1707 (Bibl. nat. F 21.228 (86) instituant des auditeurs rapporteurs généraux des étapes dans les bureaux des finances créa pareillement des commissaires généraux des étapes à la Cour des comptes de Dole, ainsi qu'à la Chambre des comptes de Nantes, mais dès septembre 1708 les deux nouveaux offices de Dole furent transformés en offices de maîtres des comptes (Bibl. nat. F 23.619 (693)).

(423) Cf. : « La Chambre des comptes du duché de Bar, d'après le manuscrit de Charles-Pierre de LONGEAUX, publié et annoté par le baron (GUERRIER) DE DUMAST », Bar-le-Duc, 1907, in-8 (Bibl. nat. 8° Lf27 69).

— Paul SCHIMBERG : « Recherches sur la Chambre des comptes du duché de Bar ». Thèse, 1908, in-8 (Bibl. nat. F 18.770).

(424) Comte Antoine de MAHUET : « Biographie de la Chambre des comptes de Lorraine ». Nancy, 1914, in-8 (Fait défaut à la Bibliothèque nationale).

(425) Nous n'avons pas parlé de la Chambre des comptes de Savoie, à Chambéry, en dehors du royaume, bien qu'au cours des longues périodes d'occupation elle n'ait pas été sans rapports avec le bureau des finances de Grenoble, qui lui

Lors de la suppression du Parlement de Metz par édit d'octobre 1771 (426), un édit du même mois attribuera à la Chambre des comptes de Lorraine la connaissance des aides et l'audition des comptes qui relevaient précédemment de lui (427). L'ordre antérieur sera rétabli, avec le Parlement, en octobre 1775, tandis que la Cour souveraine de Lorraine et de Barrois qui sous le régime Lorrain avait succédé en 1635 au parlement de Saint-Mihiel et avait été confirmé provisoirement par Louis XV en février 1766 était transformé par édit du même jour en Parlement de Lorraine et de Barrois, séant à Nancy.

Ces divers organismes n'eurent jamais affaire avec des bureaux des finances.

D. — RELATIONS DES TRÉSORIERS DE FRANCE AVEC LES COURS DES AIDES.

Les relations des trésoriers de France n'étaient souvent guère meilleures avec les Cours des aides qu'avec les Chambres des comptes.

En raison de leur qualité de généraux des finances, les trésoriers de France prétendaient posséder dans les Cours un droit de séance dont ces juridictions contestaient souvent le principe et toujours les modalités. Les préséances donnaient lieu également à des discussions inépuisables.

Surtout, c'était la répartition des compétences qui divisait Cours et bureaux. Les premières connaissaient de l'assiette des impôts, les seconds de leur recouvrement, mais nombre de questions intermédiaires restaient en litige et, dans certains domaines et notamment ce qui concernait les receveurs et l'emploi des deniers d'impôts, les attributions étaient tellement enchevêtrées qu'il était bien difficile de s'y retrouver.

Une autre source de discorde résultait de l'existence de subordonnés communs, élus, grenetiers, etc... sans parler des receveurs déjà nommés.

Si l'on ajoute que, comme les Chambres des comptes, certaines Cours des aides s'estimaient qualifiées pour censurer les décisions des bureaux qu'elles jugeaient leur porter grief, il n'est pas surprenant que leurs rapports aient fréquemment laissé à désirer.

La question de leurs relations sera examinée successivement pour :

- * La Cour des aides de Paris et ses démembrements, celle de Clermont-Ferrand, celle de Guyenne et celle — morte-née — de Lyon.
- * Les Cours des aides de Normandie (Rouen et Caen).

fournit des maîtres des comptes et même des présidents et notamment, Antoine GIRIN (1663-1745), trésorier de France à Grenoble de 1688 à 1745 et président à la Chambre de Savoie en 1707.

(426) Bibl. nat. F 21.182 (46).

(427) Bibl. nat. F 23.628 (409).

- * La Cour des aides de Montpellier et ses démembrements, celle de Cahors-Montauban et celle de Pau.
- * La Cour des aides de Dijon et celle de Vienne.
- * Les autres juridictions des aides.

a) *Cour des aides de Paris.*

Il a été rappelé au chapitre premier dans quelles conditions avaient été créés les généraux « sur le fait de la justice des aides » pour connaître des questions contentieuses soulevées par l'établissement des impôts (428). La réunion des généraux pour les pays de Langue d'oïl se tenait à Paris. Dès le début du xv^e siècle, elle fut réglementée et sa juridiction s'exerça normalement sur les appels des élections, greniers à sel et organismes similaires. Elle s'augmenta notablement sous FRANÇOIS I^{er} et prit en juillet 1543 le nom de Cour des aides de Paris. Elle fut dotée d'une deuxième Chambre par édit de mars 1552 (429), puis d'une troisième par édits de décembre 1635 et juillet 1636 (430).

Ayant perdu au milieu du xv^e siècle la généralité de Normandie, elle eut pour ressort les seules grandes généralités de Langue d'oïl et d'Outre-Seine et Yonne.

Après la constitution de nouvelles généralités, elle abandonna celle de Riom et une partie de celle de Limoges (1557), puis celle de Bordeaux (1629). Pour être moins important que celui du Parlement de Paris, son ressort n'en comprit pas moins jusqu'à la fin de l'ancien régime les bureaux de Paris, Amiens, Bourges, Châlons, Lyon, Orléans, Poitiers, Soissons et Tours et une partie de ceux de Limoges et de Moulins.

*
* *

Avant 1552, les généraux des finances étaient reçus et installés à la Cour des aides de Paris; ils y siégeaient après les présidents, mais avant tous les conseillers. Quand les fonctions de généraux des finances furent réunies à celles des trésoriers de France, les nouveaux titulaires continuèrent à se faire recevoir à la Cour des aides après avoir été

(428) Cf. Louis-Achille DIONIS DU SÉJOUR : « Mémoire pour servir à l'histoire de la Cour des aides de Paris, depuis sa création sous JEAN LE BON en 1325 au 26 janvier 1791. Paris, 1792, in-4 (Bibl. nat. 4° Lf28 1).

— Gustave DUPONT-FERRIER : « Origines et 1^{er} siècle de la Chambre ou Cour des aides », 1933, in-4 (4° Lf28 18).

— POITTEVIN DE MAISSEMY, conseiller à la Cour des aides de Paris : « Mémoire sur les trésoriers de France au sujet des conflits élevés entre la Cour des aides et la Chambre des comptes ». 1780 (Arch. nat. K 888-5 et Bibl. Mazarine. Manuscrit n° 3.042).

(429) Bibl. nat. F 23.610 (180).

L'édit lui avait donné le nom de « Cour des aides et finances ». A la demande de la Chambre des comptes de Paris, l'addition des mots « et finances » fut supprimée par un édit d'août 1553.

(430) Bibl. nat. F 42.601 (38) et F 23.611 (149 et 150). Cf. infra : Cour des aides de Lyon.

reçus à la Chambre des comptes. Dès cette époque toutefois, la Cour des aides de Paris contesta que la préséance antérieure dût être maintenue pour ceux des trésoriers généraux qui n'en avaient pas joui précédemment comme généraux de finances. Lors de la désunion des fonctions en 1557 et surtout lors de la création de 17 nouveaux généraux en 1570, la question fut de nouveau agitée. En juillet 1577, lors de la réunion cette fois définitive des fonctions de trésorier et de général et la création d'un cinquième trésorier général dans chaque bureau, la Cour des aides refusa d'entériner l'édit qui lui était présenté, sauf addition de dispositions subordonnant l'entrée en fonction des trésoriers généraux à la réception, aussi bien à la Cour des aides qu'à la Chambre des comptes, et limitant le bénéfice de la préséance à ceux des trésoriers qui étaient déjà généraux de finances en 1551.

Ses remontrances ne furent pas admises et sur lettres de jussion du 25 mai 1578, la Cour dut entériner le 9 juin (431) le texte proposé, qui dispensait les trésoriers généraux de se faire recevoir à la Cour des aides et leur donnait séance dans les conditions admises pour les quatre généraux de finances initiaux.

Un certain nombre de trésoriers de France ayant cru bon cependant de se faire recevoir à la Cour des aides, la Cour estima que la préséance maintenue par l'édit de 1577 ne s'appliquait qu'à eux. Il semble que le Conseil du roi entra dans ses vues à l'occasion des obsèques de HENRI IV en décidant, par arrêt du 26 juin 1610 (432), que la préséance des trésoriers sur la Cour des aides ne jouerait que pour deux trésoriers parmi ceux reçus à la Cour. Forte de ce précédent, la Cour des aides décida de consolider sa position en subordonnant la réception d'un trésorier de France aux résultats favorables d'une « information de vie et de mœurs » et d'un examen devant elle.

C'est du moins ce qu'elle opposa à un trésorier de France à Amiens qui voulait se faire recevoir dans son sein, Benjamin LE TENNEUR (en fonction de 1608 à 1627), qui se pourvut devant le Conseil du roi. Au lieu de rejeter purement et simplement les prétentions de la Cour, le Conseil prit le 14 décembre 1610 une mesure qui ne pouvait valoir que pour le cas particulier : Il décida que l'information et l'examen auraient lieu, non devant la Cour, prévenue contre LE TENNEUR du fait de son instance, mais devant une Commission de maîtres des requêtes. Ainsi, LE TENNEUR fut reçu à la Cour des aides mais, après lui, aucun trésorier de France ne s'avisa de demander sa réception pour ne pas courir les risques d'un échec que les mauvaises dispositions de la Cour des aides à l'égard du bureau auraient rendu très probable.

La question de la préséance se posa de nouveau aux obsèques de LOUIS XIII en l'abbaye de Saint-Denis le 22 juin 1643. Vu le précédent des obsèques de HENRI IV, il avait été prévu par le maître des cérémonies que les délégués des trésoriers s'intercaleraient dans le

(431) Texte dans FOURNIVAL, p. 317 et 926.

(432) Texte dans FOURNIVAL, p. 879.

cortège entre les présidents et les conseillers des aides. Mais quand ces délégués voulurent prendre leurs places, les conseillers des aides s'y opposèrent en force, arguant probablement que la préséance ne s'appliquait pas, étant donné qu'ils n'avaient pas été reçus à la Cour. En cette occurrence, les trésoriers n'eurent pas l'énergie qu'avaient manifestée cinq ans plus tôt les membres de la Chambre des comptes quand, le 15 août 1638, en plein chœur de Notre-Dame, le Parlement ayant voulu passer le premier, en corps, au « croisement » (433), ils n'avaient pas hésité à se saisir des halberdiers des Suisses et à charger la compagnie rivale, tandis que, hors de lui, LE JAY, premier président de cette compagnie, appelait à l'aide des gardes en leur criant à tue-tête : « Tuez-les tous, qu'il n'en reste pas un ! » (434). A Saint-Denis, les délégués du bureau se contentèrent de protester et se résignèrent à passer de l'autre côté de la nef, où se trouvait le Parlement qui voulut bien leur faire une petite place. Mais le charme était rompu et un précédent était créé contre les bureaux.

*
* *

Un conflit d'une autre importance que celui des préséances existait entre les trésoriers de France et la Cour des aides : Alors que les trésoriers estimaient ne relever que du roi et de son Conseil — sauf en ce qui concerne la juridiction contentieuse du domaine et de la voirie où leurs jugements étaient susceptibles d'appel au Parlement —, la Cour des aides soutenait qu'il pouvait être fait appel devant elle des ordonnances des bureaux. A la vérité, les fondements de cette prétention étaient assez minces : ils tenaient essentiellement dans les réserves

(433) Le « croisement » était à parler littéralement le moment crucial pour le jeu des préséances. Il se produisait à l'entrée du chœur quand, le Parlement et la Chambre des comptes étant entrés en même temps, le premier à dextre et la seconde à senestre, les présidents de la Chambre des comptes à hauteur de ceux du Parlement, les maîtres des comptes à hauteur des conseillers au Parlement, les deux compagnies devaient gagner leurs sièges respectifs, le Parlement au côté droit du chœur (en tournant le dos à l'autel) et la Chambre des comptes au côté gauche. Les deux cortèges devaient alors se croiser, mais dans quelles conditions ? Tous les membres du Parlement devaient-ils passer les premiers ou seulement le premier président du Parlement, puis celui de la Chambre des comptes, les présidents au Parlement, les présidents à la Chambre des comptes, les conseillers au Parlement, les maîtres des comptes, etc... ?

On en discuta pendant des siècles.

Nous verrons que la question se posait également pour les bureaux et les présidiaux, quand il était admis qu'ils entreraient ensemble, les trésoriers à dextre et les présidiaux à senestre, mais dans ce cas c'étaient les trésoriers qui entendaient passer en corps les premiers.

A Dijon, une solution provisoire, mais qui devait toujours durer, fut adoptée. Le Parlement entraient en la Sainte-Chapelle par le grand portail, la Chambre des comptes et les trésoriers de France par la porte latérale ; ainsi, le croisement se trouvait évité.

(434) Cf. notamment plumeitif de la Chambre des comptes, P 2.680 et 2.762.

De crainte que les deux Cours ne se condamnassent à mort mutuellement, le roi leur avait interdit de donner suite à l'affaire autrement que devant lui, dès qu'il en avait eu connaissance.

(435) Citées par POITTEVIN DE MAISSEMY, conseiller à la Cour des aides dans son mémoire de 1780.

que la Cour avait apportées à l'enregistrement de l'édit de septembre 1552 concernant le service des trésoriers généraux. Ces réserves, contenues dans l'arrêt d'enregistrement, portaient que les ordonnances seraient susceptibles d'appel devant elle. La Cour les aurait renouvelées lors de l'intervention de l'édit d'août 1621 sur les bureaux des finances. Du fait que le gouvernement n'avait pas crû de voir les relever et lui adresser des « lettres de jussion » pour lui ordonner de passer outre, la Cour estimait que ces réserves avaient valeur législative. Elle citait complaisamment toute une série d'arrêts qu'elle avait rendus au début du xvii^e siècle pour annuler, modifier et réformer des ordonnances des bureaux et qui n'auraient pas été contestés, mais rien ne prouve que ces arrêts aient été appliqués. En tout cas, ils n'avaient pas été sanctionnés par le Conseil du roi. Elle citait, il est vrai, un arrêt du Conseil privé du roi du 8 mars 1606 (436) qui avait annulé une condamnation à l'amende prononcée par le bureau des finances de Moulins contre un contrôleur de grenier à sel et avait déferé l'affaire à la Cour des aides pour être statué au fond, mais cet arrêt n'était nullement décisif; le Conseil, ne voulant sans doute pas renvoyer la cause devant le bureau même qui en avait connu, avait cherché une autre juridiction; peut-être aurait-il mieux fait de choisir à cet effet le Grand-Conseil dont c'était la destination normale, mais la désignation de la Cour des aides dans un cas déterminé ne comportait nullement une reconnaissance implicite d'un droit d'appel de cette Cour sur les ordonnances des bureaux des finances.

Un nouveau conflit s'était élevé au début de 1646 (437). Les trois offices de receveur (ancien, alternatif et triennal) du taillon de l'élection de Paris ayant été saisis sur la succession de Louis AMAURY, leur vente aux enchères fut poursuivie devant le bureau des finances de Paris. Par arrêt du 7 février 1646, la Cour des aides évoqua l'affaire en défendant aux trésoriers de France d'en prendre connaissance. Le lendemain 8 février, le bureau des finances décidait de passer outre « sans avoir égard aux jugements des généraux des aides » et leur faisait à son tour défense de connaître de l'affaire. Le 16 février, la Cour répliquait en ajournant personnellement à la barre les trésoriers de France Michel et Nicolas de SANTEUIL, HACHETTE, FREZON, de MESMES, HARDY, LE ROUX, BERTHEMET, LONGUET et PICHON (438) qui

(436) Analysé dans une circulaire des syndics des élections du 27 avril 1649 (Bibl. nat. Lf38 7).

(437) Cf. DIONIS, *op. cit.*, p. 260 et 261.

(438) Savoir, outre les deux SANTEUIL, HACHETTE et HARDY, que nous retrouvons plus loin (p. 398 et note 738);

Guillaume Frezon, secrétaire du roi en 1632, trésorier de France à Paris de 1636 à sa mort, en 1660, breveté conseiller du roi en ses Conseils d'Etat et privé.

Jacques de Mesmes, sgr de Verton, d'une famille distincte de celle des comtes d'Avaux, trésorier de France à Paris de 1637 à 1653, maître d'hôtel ordinaire du roi en 1642, breveté conseiller du roi en ses conseils d'Etat et privé, acquérant de COLBERT le 29 juillet 1653 sa charge d'intendant des maison, domaine et finances du duc d'ANJOU (futur duc d'ORLÉANS).

François Le Roux de Plémont, sgr de Noncourt, trésorier de France à Paris de 1635 à 1657, décédé en 1681.

Laurent Berthemet, trésorier de France à Paris de 1640 à 1646 et cumulative-

avaient signé l'ordonnance, sans toutefois aller jusqu'à ordonner qu'ils fussent « pris au corps, appréhendés et conduits à la barre de la Cour » comme le requérait le procureur général. Cet arrêt fut rendu caduc par un arrêt du Conseil du roi du lendemain — 17 février — qui, d'une part, cassa l'ordonnance des trésoriers de France comme « injurieuse pour la Cour des aides et donné par attentat et entreprise de juridiction » et ordonna son retrait des registres du bureau et son remplacement par l'arrêt du Conseil et, d'autre part, fit défense au bureau de se prononcer en ces mots : « sans avoir égard aux arrêts de la Cour des aides », ni de les qualifier autrement que du nom « d'arrêts de la Cour des aides », ainsi que de se mêler de l'adjudication des biens des comptables. Les trésoriers de France, ayant voulu s'opposer à cet arrêt, furent déboutés par un arrêt du 11 mars suivant.

Cette affaire n'était pas encore décisive. Il est manifeste que le Conseil avait été indisposé par l'attitude du bureau à l'égard de la Cour. Il en fut encore de même dans l'affaire suivante.

Par arrêt du 24 octobre 1659, la Cour avait admis l'appel des élus de Provins contre une ordonnance des trésoriers de France de Paris qui les avait décrétés et condamnés à l'amende pour un bail de « courte pinte » ; elle les avait déchargés de cette amende. Sur le refus d'un trésorier de France d'exécuter l'arrêt, elle l'avait décrété et ajourné personnellement. Les trésoriers de France, en représailles, avaient décrété pareillement les membres de la Cour qui avaient rendu l'arrêt. Par arrêt du 31 décembre 1659, le Conseil du roi confirma les différents jugements de la Cour, cassa les ordonnances du bureau et les fit « bâtonner » sur les registres par un huissier du Conseil en présence du chancelier (440).

Vu les circonstances et leur caractère isolé, il ne semble pas que les deux décisions pussent être sérieusement opposées aux innombrables arrêts rendus en sens contraire.

*
* *

Pour la période qui nous intéresse plus spécialement, aux conflits entre les bureaux des finances et la Cour des aides de Paris s'ajoutèrent ceux qui s'élevèrent entre les trésoriers de Moulins et un certain nombre de membres de la Cour des aides qui, sous la présidence du doyen Jérôme de BRAGELONGNE, avaient reçu des « directeurs des

ment secrétaire du roi de 1643 à 1645, puis maître des comptes à Paris de 1648 à 1660.

Louis Longuet, sgr de Vernouillet-en-Brie, de la famille du procureur du roi au bureau d'Orléans, secrétaire du roi de 1643 à 1665, trésorier de France à Paris en 1645, puis trésorier général de l'extraordinaire des guerres et de la cavalerie légère en deçà et au delà des monts en 1649, breveté conseiller du roi en ses Conseils d'Etat et privé, grand aud'encier de France de 1659 à sa mort, en 1674.

Denis Pichon, ancien receveur général des finances à Limoges, trésorier de France à Paris de 1645 à 1658, secrétaire du roi de 1660 à sa mort, en 1663.

(439) Bibl. nat. Manuscrits français 18.479.

(440) Cf. POITTEVIN DE MAISSEMY, *op. cit.*

finances » une commission extraordinaire pour enquêter sur la réforme des gabelles. Donnons la parole au bureau de Moulins à la date du 30 mars 1650 (441).

« ... Nous avons sur les bras une douzaine de conseillers de la Cour des aides qui sont venus ici et en quelques autres généralités faire une caravane extraordinaire. Il sera bien difficile de se maintenir contre les entreprises de cette Cour ambulante... ».

D'après le bureau de Bourges qui suivait l'affaire avec anxiété, car il savait qu'après Moulins ce serait son tour, les commissaires étaient venus « sous prétexte de réformation de la gabelle, mais ils se font représenter par les comptables les états et prennent connaissance de la direction des finances » (442).

De fait, les rapports allaient singulièrement s'envenimer entre le bureau et les commissaires, et le bureau prenait vers le 22 avril, pour « arrêter leurs entreprises », une ordonnance qu'il faisait signifier tant au greffe des conseillers-commissaires qu'à ceux des élections et des greniers à sel. Nous lui rendons la parole (443) :

« ... Ils (les conseillers-commissaires) se sont assemblés aujourd'hui et ont rendu un jugement portant cassation de notre ordonnance avec des termes fort injurieux, ainsi que vous verrez. Ils se sont fait délivrer une expédition pour emprisonner un huissier. Nous avons rendu une ordonnance pour empêcher l'emprisonnement de notre huissier. Ils ont envoyé un courrier au Conseil. Nous avons fait de même, avons prévenu le garde des sceaux et les surintendants et avons noté l'entreprise qu'ils font sur la fonction de nos charges par la connaissance qu'ils prennent de la direction des finances et exécution de l'état du roi et ordonnances de paiement des étapes, des rentes provinciales, des deniers des ponts et chaussées et autres choses qui ne sont de juridiction contentieuse, comme faisaient les intendants de justice. Ils ne délivrent pas leurs jugements avant d'avoir l'arrêt du Conseil qu'ils espèrent. Nous craignons que nous ne puissions recevoir justice au Conseil et vous demandons (à l'assemblée générale) de présenter une commission au Parlement sur une requête pour y faire assigner les prétendus commissaires et avoir des défenses de continuer leurs commissions jusqu'à ce qu'elles aient été vérifiées au Parlement ».

Malgré l'opposition du bureau, les conseillers des aides présidés par BRAGELONGNE, forts d'une disposition de leur commission leur permettant de connaître du département des tailles et des gabelles, procédèrent à la répartition de la taille de l'élection de Moulins, puis se dirigèrent vers les autres élections.

Mais à ce moment parvint à Moulins un courrier des surintendants indiquant que c'était par surprise qu'avait été mise en leur commission la clause touchant les départements des tailles et du sel et qu'ils

(441) Lettre n° 161 du bureau de Moulins du 30 mars 1650.

(442) Lettres n°s 165 et 168 du bureau de Bourges des 6 et 13 avril 1650.

(443) Lettre n° 169 du bureau de Moulins du 22 avril 1650.

entendaient que les conseillers ne s'en servissent pas, faute de quoi leur commission serait révoquée par arrêt du Conseil (444).

Les conseillers s'inclinèrent et se rendirent à Bourges où les trésoriers du bureau reconnurent le 25 mai qu'ils n'avaient « rien entrepris contre leurs fonctions » (445).

*
* *

Il sera dit plus loin, au titre des relations des trésoriers de France avec les Elections (446), les conflits qui s'élevèrent pendant la Fronde entre les Cours des aides et les bureaux des finances quant aux élus.

b) *Cour des aides de Clermont-Ferrand.*

Une Cour des aides (447) compétente pour l'Auvergne et le Limousin (448) avait été créée à Montferrand en août 1557 par démembrement du ressort de la Cour des aides de Paris (449). Son siège fut transporté à Clermont par le même édit d'avril 1630 qui réunit les deux villes de Clermont et Montferrand en une ville nommée Clermont-Ferrand, édit qui ne fut d'ailleurs vérifié à la Chambre des comptes de Paris que le 30 juin 1634 (450).

Par un phénomène déjà constaté, parmi les bureaux des finances du ressort de la Cour des aides de Clermont-Ferrand, c'était avec le plus voisin, celui de Riom, que ses rapports étaient les plus mauvais. Aux problèmes doctrinaux s'ajoutaient des querelles de personnes et des questions de préséance. Les procès entre les deux juridictions furent innombrables car la Cour s'arrogeait notamment le droit de recevoir des oppositions contre les ordonnances du bureau et d'en prononcer la cassation, bien que dès le 14 juin 1596 le Conseil du roi lui eût fait défense de connaître « ce qui touchait au fait des finances, ordonnances et contraintes des trésoriers établis à Riom ».

La Cour n'en persista pas moins dans ses errements et dans une lettre du 30 octobre 1648 (451), nous voyons les trésoriers de France de Riom demander son appui à l'Assemblée générale en lui annonçant l'arrivée prochaine du procureur du roi près le bureau, Antoine FERRAND, chargé de lui exposer ses différends avec la Cour et de faire les

(444) Lettre n° 181 du bureau de Moulins.

(445) Lettre n° 189 du bureau de Bourges.

(446) Notamment p. 429, 431 et 433.

(447) Sur cette Cour, cf. : « La Cour des aides de Montferrand et de Clermont. Inventaire des enregistrements tenu par M. de CHAMPFLOUR » dans « l'Auvergne historique et littéraire » (Bibl. nat. 4° Lc19 183 (10), malheureusement incomplet).

(448) Elections de la généralité de Riom; élections de Limoges, Brive et Tulle en la généralité de Limoges; élections de Guéret et Combrailles (Evaux) et partie de celle de Gannat en la généralité de Moulins. Relevaient de la Cour des aides de Paris, les élections d'Angoulême et Bourgañeuf en la généralité de Limoges, celles de Moulins, Nevers, Château-Chinon et partie de Gannat en la généralité de Bourges.

(449) Bibl. nat. Texte imprimé in-8 dans « Manuscrits français 16.621 ».

(450) Bibl. nat. F 23.610 (663).

(451) Lettre n° 38 du 30 octobre 1648, lue à l'Assemblée le 10 novembre.

démarches nécessaires auprès du Conseil du roi pour défendre ses intérêts.

En 1652, le conflit s'envenima encore, la Cour continuant d'empiéter sur les attributions des trésoriers en intervenant dans le recouvrement des tailles. Le bureau obtint le 31 juillet 1652 un arrêt du Conseil du roi condamnant ses entreprises et la menaçant de 3.000 livres d'amende en cas de récidive. Cette menace n'ayant pas suffi pour l'arrêter, le Conseil rendit le 30 octobre un nouvel arrêt ainsi libellé :

« Pour ce qui nous a été représenté, quant aux animosités qui ont continué entre les officiers des finances de la généralité d'Auvergne et ceux de la Cour de Clermont-Ferrand depuis son établissement, que ladite Cour prétendait se venger des officiers de finances à raison de plusieurs arrêts contraires au service de S. M. et au bien de son Etat, le roi en son Conseil a cassé et annulé ces dits arrêts de la Cour des aides de Clermont-Ferrand et fait très expresses inhibitions et défenses à son procureur général en ladite Cour de faire aucune poursuite et exécution d'iceux à peine de suspension de sa charge et à ladite Cour de ne plus semblablement agir à peine de suspension ».

Les dispositions de cet arrêt n'empêchèrent pas la Cour de récidiver.

Sous le prétexte que trois trésoriers du bureau, Blaise REYMOND, Isaac DUFOUR et Benoît-François CHARDON DES ROYS auraient exercé des violences et voies de fait sur la personne de plusieurs membres de la Cour, dont le conseiller Antoine GARNAUD et l'avocat du roi auprès d'elle, la Cour ordonna, par arrêt en date du 2 décembre 1652, l'arrestation de CHARDON, de passage à Clermont, et son incarcération en la prison de « sa justice ».

Dès le 11 décembre, le Conseil du roi se saisissait de l'affaire; il ordonnait la comparution devant lui de trois officiers de chacune des deux compagnies pour rendre compte de leurs arrêts et ordonnances respectifs, ainsi que l'élargissement de CHARDON, qui eut lieu effectivement le 26.

Le 23 avril 1653, le Conseil du roi se prononçait sur le fond après avoir examiné 28 arrêts de la Cour, 8 ordonnances du bureau et 19 décisions antérieures émanant de lui. Sans s'arrêter aux ordonnances du bureau, il cassait les arrêts de la Cour des aides et déclarait l'emprisonnement de CHARDON « injurieux, tortionnaire et déraisonnable », ordonnait que son écrou fût rayé et biffé et l'arrêt du 2 décembre retiré des registres de la Cour. Il n'alloua pas cependant de dommages-intérêts à CHARDON, mais fit très expresse inhibition et défense à la Cour des aides de ne plus user de « telles voies » à l'encontre des trésoriers de France à peine d'interdiction, ni « d'informer ou décréter contre eux du fait de leurs charges », sauf à elle de donner avis au roi des abus qu'elle prétendrait avoir commis par les trésoriers; il lui était fait pareillement défense de troubler les trésoriers dans les « fonction, acte

et exercice de leurs charges, ni d'user à leur rencontre de défenses et d'interdictions ».

Un mois plus tard, un huissier du Conseil vint procéder à l'exécution de l'arrêt; il raya, comme prévu, la mention de l'écrou, mais ne put se faire remettre le texte de l'arrêt du 2 décembre qui aurait été perdu ou déjà supprimé (452).

*
**

Nous verrons plus loin (p. 434) le nouveau conflit qui s'éleva en 1693 entre la Cour et le bureau à propos de l'Election de Riom.

Nous devons d'ailleurs préciser que la Cour des aides de Clermont-Ferrand fut une des trois Cours des aides dont l'existence autonome se poursuivit jusqu'en 1790 et que ses démêlés avec le bureau des finances de Riom durèrent jusqu'à la fin.

c) *Cour des aides de Guyenne.*

La Cour des aides de Guyenne (453) avait été créée à Agen en décembre 1629 (454) par démembrement de la Cour des aides de Paris, avec pour ressort les élections de la généralité situées dans le ressort du Parlement de Bordeaux; elle avait été munie d'une chancellerie (455) l'année suivante.

Elle était entrée en conflit presque immédiatement avec le bureau des finances de Bordeaux et, dès 1633, le Conseil du roi avait dû lui enjoindre de cesser de dresser les élus contre les trésoriers de France (456).

Le 31 août 1634, des lettres patentes étaient intervenues pour transférer la Cour d'Agen à Libourne. La Cour avait dû faire la sourde oreille, car les lettres avaient été réitérées le 22 novembre (457). Nous ne savons si cette fois elle obéit. En tout cas, elle était de nouveau à Agen quand, en 1637, elle fut transférée à Bordeaux (458), ce qui eut

(452) Sur toute l'affaire, cf. Ed. EVERAT, *op. cit.*, p. 127 à 129.

Nous devons ajouter, à titre documentaire, que Benoît-François CHARDON DES ROYS épousa vers 1655 Anne GARNAUD, fille du conseiller Antoine GARNAUD, ce qui justifie une fois de plus ce qui a été dit plus haut (p. 295) quant à l'indépendance absolue des luttes professionnelles des organismes et des relations privées de leurs membres.

(453) Précédemment, une Cour des aides avait été créée à Périgueux en mars 1554 pour la Guyenne, l'Auvergne et le Poitou (généralités d'Agen, Riom et Poitiers). Sur les réclamations de la Cour des aides de Paris et celles de la ville de Bordeaux, elle avait été supprimée par un édit de mai suivant, puis rétablie en juin suivant sur la demande de la ville de Périgueux, enfin installée le 16 décembre de la même année. La Cour des aides de Montpellier avait obtenu le 27 novembre 1556 un arrêt du Conseil du roi replaçant dans son ressort le Rouergue, le Quercy et la Haute-Guyenne. Finalement, un édit de mai 1557 avait incorporé la Cour au Parlement de Bordeaux et une Cour spéciale avait été créée trois mois plus tard à Montferrand pour l'Auvergne et le Limousin. (Cf. *supra*, p. 338).

(454) Bibl. nat. F 23.610 (854 et 855).

(455) Ce fut Jean de Martin de LAUBARDEMONT (cité p. 64), déjà premier président de la Cour, qui occupa la chancellerie.

(456) Arch. dép. de la Gironde C 3.978.

(457) Bibl. nat. Manuscrits français 21.567, f° 218.

(458) Cf. Edit de septembre 1637 « portant création d'offices à la Cour des aides de Guyenne nouvellement transportée d'Agen à Bordeaux » (Bibl. nat. F 46.994 (11)).

pour effet immédiat de poser la question de la « séance » des trésoriers à la Cour et de la place qu'ils devaient y occuper. Par arrêts des 19 octobre 1638 et 13 juin 1643 (459), le Conseil du roi décida que les deux plus anciens trésoriers du bureau, en l'espèce Léonard d'ESSENAULT et Pierre de THIBAUT, auraient séance, voix et opinion délibérative et qu'ils prendraient place aux assemblées et processions immédiatement après les présidents. La Cour exigeant qu'ils fussent reçus au préalable, ce qui pouvait entraîner une information de vie et de mœurs et même un examen, un nouvel arrêt du Conseil intervint le 18 mai 1646 (460), mais, la Cour ayant refusé de se soumettre, le Conseil du roi dut, le 15 février 1647, ajourner personnellement devant lui son premier président, le doyen des conseillers et le procureur général (461). La question s'assoupit en novembre 1647 après l'intervention d'un édit (462) transférant la Cour à Saintes en augmentant en compensation son ressort des élections de Saintes et de Saint-Jean d'Angély, et lui donnant compétence sur les salins de la région jusqu'à La Rochelle, par l'intégration d'une Cour souveraine des salins du Ponant créée à La Rochelle par édit de décembre 1639, mais la mesure fut révoquée en vertu de la déclaration générale d'apaisement de mars 1649 (463) par une déclaration particulière d'avril suivant.

Le 18 juin de la même année, le bureau de Bordeaux portait sur ses relations avec la Cour ce jugement : « Pour ce qui regarde la Cour des aydes, celle d'icy nous a souvent choqués, mais nous nous sommes toujours défendus de telle sorte que l'avantage nous est resté » (464).

Le nouveau séjour de la Cour à Bordeaux ne fut pas de longue durée : dès le 30 septembre 1650, des lettres patentes transféraient de nouveau son siège à Libourne, alors que le conflit de préséance avait de nouveau rebondi (465); ces lettres furent confirmées le 24 janvier 1654.

La Cour, peu satisfaite de sa nouvelle résidence, demanda à revenir à Bordeaux. L'avocat du roi au bureau, Antoine de NORT, crut devoir proposer en 1658 son incorporation au bureau des finances (466), mais il fut solennellement désavoué par les trésoriers de France et ce fut comme organisme autonome que la Cour fut rétablie à Bordeaux par édit de juillet 1659 (467), ce qui créa de nouvelles difficultés entre les deux juridictions. Un arrêt du Conseil du roi du 16 novembre 1662 (468) décida que les six plus anciens trésoriers de France gradués en droit seraient reçus à la Cour des aides sans information, ni examen; il fut

(459) Arch. de la Gironde C 3.808, 3.972 et 3.980 et *PATAS DU BOURGNEUF*, t. II, p. 103 et 111.

(460) Cf. *PATAS DU BOURGNEUF*, t. II, p. 115.

(461) Cf. *PATAS DU BOURGNEUF*, t. I^{er}, p. 65.

(462) Bibl. nat. F 23.611 (856).

(463) Bibl. nat. F 23.612 (505).

(464) Lettre n° 83 du 18 juin 1649, lue à l'assemblée le 28.

(465) Arch. de la Gironde C 3.808.

(466) Arch. dép. de la Gironde C 3.930.

(467) Bibl. nat. F 23.612 (55).

(468) Cf. *PATAS DU BOURGNEUF*, t. II, p. 135.

confirmé le 19 octobre 1663. Cela n'empêcha pas de nouveaux incidents en 1669 à l'occasion de la Fête-Dieu en la Cathédrale Saint-André et encore en 1673 (469) en dépit d'un nouvel arrêt du Conseil du roi du 13 février 1671 (470). Un arrêt du 22 décembre 1682 (471) ne suffit pas à assurer l'ordre et il fallut un dernier arrêt du 2 mars 1691, confirmé le 27 juin suivant après levée de restrictions apportées le 16 mars par la Cour, pour fixer définitivement les relations entre les deux organismes (472) : les six plus anciens trésoriers de France gradués étaient reçus de plein droit à la Cour des aides; deux d'entre eux avaient entrée, séance et voix délibérative à l'audience et à la Chambre du Conseil de la Cour après les présidents et avant le doyen, « comme étant du corps d'icelle »; ils avaient le même rang dans les assemblées publiques et les processions; dans les assemblées particulières, les six trésoriers reçus à la Cour avaient le pas sur tous les conseillers.

d) *Cour des aides de Lyon.*

La création d'une Cour des aides à Lyon avait été décidée par un édit de mars 1636, publié à la chancellerie le 13 juin suivant (473), pour la juridiction :

1° des aides, tailles et gabelles des généralités de Lyon, Moulins et Limoges, des élections de Saintes et de Mâcon, des diocèses de Mende, de Viviers et du Puy, réserve faite de 120 paroisses d'Auvergne laissées à la Cour de Riom;

2° des gabelles de Bresse, Bugey et Valromey;

3° de la douane de Lyon.

Elle devait comporter un premier président, trois présidents, 20 conseillers et généraux laïcs et 2 clercs (pouvant d'ailleurs être laïcs), deux avocats généraux, un procureur général, deux substituts du procureur général.

Sur les protestations notamment de la Cour des aides de Paris, la Cour fut supprimée, avant même d'avoir été mise sur pied, par un édit de juillet 1636, vérifié tant à la Chambre des comptes qu'à la Cour des aides de Paris le 30 août (474). Cet édit consacrait la création d'une troisième Chambre à la Cour des aides de Paris, création décidée par un édit de décembre 1635 (475).

(469) Arch. dép. de la Gironde C 3.882 et 3.941.

(470) Cf. PATAS DU BOURGNEUF, t. II, p. 147.

(471) Cf. PATAS DU BOURGNEUF, t. II, p. 161.

(472) Arch. dép. de la Gironde C 3.961 et PATAS DU BOURGNEUF, t. II, p. 174.

(473) Bibl. nat. F 46.989 (6).

(474) Bibl. nat. F 23.611 (149 et 150).

(475) Bibl. nat. F 42.601 (38).

e) *Cours des aides de Normandie.*

Une Cour des aides avait été créée en 1450 pour la Normandie sous le nom « d'auditoire des généraux » (des aides) par démembrement du ressort de celle de Paris et son siège avait été fixé à Rouen (476); sa compétence avait été définie par une déclaration du roi de 1483.

Par arrêts des 30 juin et 16 juillet 1579, le Conseil du roi ordonna que les trésoriers de France de Rouen y soient reçus dans les mêmes conditions que les trésoriers de France de Paris à la Cour des aides de Paris et qu'ils y aient séance avant le doyen des conseillers, ainsi que voix délibérative (477).

Par arrêt du 6 juin 1594, le Conseil du roi reconnut par ailleurs que la Cour des aides de Rouen n'avait pas qualité pour annuler ou réformer une ordonnance du bureau.

*
* *

Un édit de juillet 1638, publié en la chancellerie le 17 septembre suivant (478), avait créé par démembrement du ressort de la Cour de Rouen une deuxième Cour des aides à Caen. Cette Cour devait être unie au bureau des finances de Caen en un organisme divisé en deux sections : « aides » et « finances », mais où chacun siègerait à tour de rôle, réserve faite des trésoriers de France non gradués qui ne pourraient s'occuper que de finances.

La Cour devait comprendre :

Comme premier président, le président des trésoriers de France, gradué en droit, Jacques MORIN, sgr d'ECAJEUL (vers 1575-1648);

Comme présidents, trois trésoriers de France, gradués en droit, désignés dans l'ordre du tableau à charge du paiement d'une taxe;

29 conseillers et généraux des aides, dont les 14 trésoriers de France en fonctions en dehors de ceux devenus présidents, lesdits trésoriers ne pouvant toutefois siéger au titre des aides qu'à condition d'être gradués et d'avoir subi l'examen pour charge de judicature;

Deux avocats généraux et un procureur général (tous nouveaux puisqu'il n'existait pas alors de gens du roi dans les bureaux de Normandie).

Après l'intégration des trésoriers de France en place, il ne serait plus admis à la Cour que des gradués.

(476) Cf. Vicomte d'ESTAINTOT (Robert-Charles-Hippolyte LANGLOIS) : « La Cour des aides de Normandie à Rouen ». Rouen, 1882, in-8 (Bibl. nat. 8° Lf28 16).

(477) En raison de son ancienneté, la Cour des aides prétendit avoir la pré-séance sur la Chambre des comptes de Rouen créée seulement en 1580, mais c'était contraire à une tradition assez générale. La question fut tranchée définitivement en faveur de la Chambre à l'occasion de l'entrée de HENRI IV à Rouen en 1596, ladite Chambre ayant, à en croire la Cour, « gagné quelques personnes du Conseil du roi ».

(478) Bibl. nat. Manuscrits DUPUY 562, f° 170.

La Cour des aides de Caen fut installée le 6 novembre 1638 (479) par l'intendant Etienne d'ALIGRE (1592-1677) (futur directeur des finances et chancelier de France), qui laissa au Conseil du roi le soin de se prononcer sur la désignation des présidents, désignation qui donnait lieu à des difficultés épineuses (480).

Ce sera le seul exemple d'union effective d'un bureau des finances avec une Cour des aides (481). Nous ne savons si une telle sorte d'union était viable, comme celle de bureaux avec des Chambres des comptes. En fait, l'exemple fut malheureux, mais pas absolument probant, car s'il échoua ce ne fut pas pour des raisons d'ordre administratif. Les populations virent en effet dans la création de la Cour le prélude de l'introduction de la gabelle en Basse-Normandie et il s'ensuivit la terrible révolte des « Va-nu-pieds » qui nécessita l'intervention de troupes importantes sous GASSION; elle eut pour contre-coup l'interdiction du Parlement de Rouen, de la Cour des aides et du bureau des finances de la même ville, taxés sinon de complicité, du moins de faiblesse. Les lettres patentes d'interdiction datées des 15 et 17 décembre 1639 furent lues au Parlement de Rouen le 3 janvier 1641 par le chancelier SEGUIER lui-même qui, faisant usage de pouvoirs extraordinaires à lui conférés par le roi, montra ce que pouvait être une justice expéditive en faisant rouer un des meneurs de la révolte et pendre six autres sans les avoir vus, ni entendus (482).

Quant à la Cour des aides de Caen, elle ne survécut pas aux événements; elle fut « désunie » du bureau des finances de Caen (483) et réunie à celle de Rouen par un édit de janvier 1641 qui fut vérifié le 23 avril 1641 par cette dernière Cour, relevée de son interdiction par le même texte (484).

*
* *

Vers l'époque de la Fronde, les bureaux des finances de Normandie n'avaient que peu de conflits avec la Cour des aides de Rouen. Ils ne

(479) Bibl. nat. Manuscrits DUPUY 562, f° 180.

(480) Tenant notamment à ce que parmi les candidats en présence, l'un n'avait obtenu qu'après coup le grade de droit indispensable, un autre — en proie à de graves difficultés financières — ne semblait vouloir acquérir une présidence que pour la revendre avec profit et un troisième, très loin sur le tableau, s'était fait délivrer par surprise des lettres de provision par la chancellerie.

(481) Vingt ans plus tard, un édit d'octobre 1658 prétendra unir le bureau des finances de Montauban et la Cour des aides de Cahors, mais la mesure sera rapportée avant toute exécution, en juin 1659. (Cf. *infra*, p. 342).

L'union du bureau des finances de Bordeaux avec la Cour des aides de Guyenne, envisagée en 1658, restera à l'état de projet (Cf. *supra*, p. 334).

(482) Cf. notamment : Avocat général DUPOND : « le Parlement de Normandie en face et au lendemain d'une sédition populaire au xvii^e siècle. La révolte des va-nu-pieds ». Rouen, 1950, in-8 (Bibl. nat. 8° Lf112 1774) (1947) et PORCHNEV, *op. cit.*

(483) Il a déjà dit p. 63, note 187, que le reclassement des trésoriers de France au bureau des finances de Caen ou à la Cour des aides de Rouen fut à l'origine de difficultés inextricables.

(484) Bibl. nat. F 47.001 (2).

laissaient pas de s'en étonner dans leur correspondance avec l'Assemblée générale (485).

*
**

Rappelons que la Cour des aides de Rouen sera réunie par un édit d'octobre 1705 à la Chambre des comptes de la même ville en une « Cour des comptes, aides et finances » (486).

f) Cour des aides de Languedoc à Montpellier.

La réunion des « généraux sur le fait des aides », plus tard Cour des aides du Languedoc, avait été créée le 20 avril 1437 (487) sous le nom « d'Auditoire et juridiction des aides et équivalents » pour « éviter aux gens du Midi d'aller se faire juger à Paris sur le fait des aides » ; son ressort était le Languedoc, le Rouergue, le Quercy et la Haute-Guyenne. Ces dernières provinces en avaient été distraites en 1553 et 1554 lors de la création de la Cour des aides de Périgueux ; elles lui furent rendues lors de sa suppression. Elles devaient lui être de nouveau enlevées, cette fois au profit de la Cour des aides de Cahors, lors de la création de cette juridiction, le 21 juillet 1642.

Le siège de la Cour, fixé initialement à Toulouse, fut transporté en 1455 à Lavaur, en 1463 à Béziers et le 12 décembre 1467 à Montpellier. Supprimée le 8 mars 1485 devant l'hostilité du Parlement de Toulouse et la méfiance des Etats du Languedoc, elle fut rétablie le 5 octobre 1486.

Au début du ^{xvii}^e siècle, les désordres politiques et religieux joints aux épidémies chroniques en firent une Cour errante, en luttas constantes avec le Parlement de Toulouse, la Chambre des comptes de Montpellier et les trésoriers de France.

Pour y mettre un terme en ce qui les concernait, les trésoriers de France de Montpellier passèrent le 16 mai 1600 (488) un accord avec la Cour (489) : Les trésoriers de France feraient enregistrer leurs lettres de provision par la Cour et prêteraient serment devant elle. Un ou deux d'entre eux auraient entrée, séance, voix et opinion délibérative au bureau pour les affaires du roi et celles de leur charge, et audience pour toutes. Dans les cérémonies, ils auraient le rang de présidents à la Cour (490).

(485) Lettre n° 82 du bureau de Caen du 16 juin 1649 et lettre n° 88 de celui de Rouen du 18 du même mois, toutes deux lues à l'assemblée le 25.

(486) Bibl. nat. F 23.618 (216). Cf. supra, p. 305.

(487) Arch. dép. de l'Hérault B 6, f° 97 et 13, f° 1.

(488) Arch. dép. de l'Hérault B 3, f° 59.

(489) Peut-être l'accord avait-il été facilité du fait que les trésoriers de France de Montpellier venaient d'ordonner une crue de 2 sols par quintal de sel, qui s'était ajoutée à une autre de 4 sols, pour le paiement des gages et pensions de la Cour des aides. L'ordonnance fut homologuée par lettres patentes du 31 mai 1600 (Arch. dép. de l'Hérault B 3, f° 80).

(490) Suivant le factum des trésoriers de France de juillet 1648 (Bibl. nat. Lf31 18) : « Depuis HENRI IV, les trésoriers de France sont présidents en la Cour des aides de Montpellier par son institution et trois personnes suffisent pour y

L'accord fut étendu le 17 avril 1601 aux trésoriers de France à Toulouse représentés à cet effet par Pierre de MADRON (avant 1573-1627), délégué par son bureau le 26 mars (491). Il fut entendu toutefois que les trésoriers de deux généralités ne pourraient pas user simultanément de leur droit de séance.

Nous avons dit, au titre de la Chambre des comptes, comment en juillet 1629 (492), un édit prétendit unir la Cour des aides à cette Chambre sous le nom de Cour des comptes, aides et finances, les présidents respectifs de deux juridictions devenant présidents semestres de la nouvelle Cour, les conseillers de l'ancienne devenant maîtres des comptes, généraux des aides et finances. Aux luttes extérieures se substituèrent alors des luttes intestines si vives qu'en octobre 1646 un édit prononça la désunion de la juridiction, une nouvelle Cour des aides étant installée à Carcassonne et une nouvelle Chambre des comptes à Montpellier. En 1649, il fut décidé de reconstituer la nouvelle Cour des comptes, aides et finances, mais l'opération ne se fit pas sans heurts et pendant plusieurs années les éléments des deux anciens organismes se considérèrent comme distincts et concurrents.

Les luttes entre la Cour et la Chambre ne portèrent d'ailleurs pas préjudice aux disputes entre la Cour et les trésoriers de France.

C'est ainsi que, le 23 juin 1649, le bureau de Toulouse écrivait à l'assemblée (493) :

« ... Nous avons l'œil aux entreprises de la Cour des aides de cette province, mais il importe de disposer l'esprit de ces messieurs de Conseil à soutenir et à défendre ce que nous faisons dans ces rencontres, car autrement nous ne ferions que nous chamailler en vain ».

A Montpellier, les différends entre la Cour et les trésoriers de France faillirent tourner au tragique : en 1654, le bureau ayant désigné innocemment un commis au grenier à sel de Montpellier en attendant que le bail de la ferme des gabelles fût expédié, la Cour estima qu'il avait excédé ses pouvoirs et décréta de prise de corps les trésoriers de France François de BEULAC (494) et Antoine de JOUGLA.

rendre les jugements quand le gouverneur de la province ou aucun trésorier de France y préside ».

Nous laissons aux bureaux des finances la responsabilité de cette affirmation, car la Cour des aides était fort réticente. Bien qu'un arrêt du Conseil du roi du 25 octobre 1611 ait reconnu la préséance des trésoriers de France sur les conseillers et généraux des aides « à l'audience, à la Chambre du Conseil et ailleurs », la Cour avait décidé, en définitive, de la leur refuser, ainsi qu'il résulte de sa réponse en date du 30 novembre 1627 à un questionnaire de la « Cour des comptes, aides et finances de Dijon » (Bibl. nat., f° Pm 18.144 en manuscrit). Elle ajoutait que les trésoriers de France avaient cessé de venir à ses audiences depuis qu'elle leur refusait la préséance, et qu'ils évitaient désormais les assemblées particulières où se trouvaient les membres de la Cour.

(491) Arch. dép. de l'Hérault B 3, f° 81.

(492) Edit enregistré le 23 juillet 1629 (Bibl. nat. 46.966 (13 et 14).

(493) Lettre n° 86.

(494) François de BEULAC avait déjà été décrété de prise de corps par la Cour des comptes, aides et finances le 15 juin 1633 pour s'être opposé à des levées autorisées irrégulièrement par la Cour dans certaines villes, en même temps que trois autres trésoriers de France étaient ajournés devant la Cour et que le greffier du

Le bureau prit une ordonnance pour casser l'arrêt. Résolue à le faire exécuter, la Cour s'assura le concours d'un grand nombre d'habitants et fit entrer dans la cité des troupes pour leur prêter main-forte. Les trésoriers agirent de même, de sorte que le jour de la Saint-Laurent (10 août), il y eut au Palais cinq à six cents hommes en armes et presque autant au bureau des finances. Les deux troupes allaient en découdre quand le lieutenant du roi fit fermer les portes de la ville, tandis que le sénéchal et le major de la ville, aidés du juge-mage CROUZET, s'employaient à chercher une conciliation. Le bureau ayant consenti à donner satisfaction à la Cour quant au retrait de la cassation de son arrêt et la Cour ayant promis que son décret n'aurait pas d'autres suites que sa signification au domicile des intéressés, les troupes antagonistes déposèrent leurs armes (495) (496).

g) *Cour des aides et finances de Cahors, puis Montauban.*

Une Cour des aides et finances avait été créée à Cahors par édit de juillet 1642 (497) et avril 1643 (498) pour le Quercy, le Rouergue, la Haute-Guyenne et la Gascogne, par démembrement du ressort de la Cour des aides de Montpellier. Elle avait ainsi le même ressort que le bureau des finances de Montauban.

À l'origine, le bureau de Montauban, de date pourtant fort récente, n'avait que du dédain pour cet organisme encore plus jeune que lui :

« ... Pour la Cour des aides, comme nous sommes un pays de taille réelle, leur juridiction est si peu de chose, leur compagnie si nouvelle et si peu considérée que nous repoussons avec vigueur leurs entreprises, cassons leurs arrêts de rencontre et n'allons point au Conseil pour nous défendre » (499).

Mais le dédain des trésoriers se transforma en une haine farouche le jour où à Libourne, en juillet 1650, dans les conditions relatées plus haut (p. 252), ils virent les membres de la Cour des aides saluer le roi debout alors qu'on les faisait mettre à genoux devant lui.

bureau, Anthoine ROUX, était « scandaleusement emprisonné ». L'arrêt avait été cassé le 9 juillet 1633 par le Conseil du roi qui s'en était indigné (Texte dans DESCORBIAC, *op. cit.*, p. 757).

(495) Cf. d'AIGREFEUILLE : « Histoire de Montpellier ». Montpellier, 1737, in-f° (Bibl. nat. Lk7 5125, p. 426).

(496) Une situation analogue s'était déjà produite en novembre 1650. Le Parlement de Toulouse avait décidé de faire faire un coup de main sur la Cour des comptes par un régiment de cheval-légers à sa dévotion, mais la Cour avait, elle aussi, la disposition d'une force armée. L'affaire aurait pu mal tourner si les colonels des deux régiments, de PARDAILHAN et MASSANE, n'avaient sagement décidé de concert de ne pas se mêler à ces disputes de robins (Cf. d'AIGREFEUILLE, *op. cit.*, p. 423).

(497) Sur cette Cour, cf. LOUIS TAUPIAC : « Notice sur la Cour des aides de Montauban, suivie de la liste chronologique de ses membres (1642-1790) ». Montauban, 1865, 71 p. in-8 (Bibl. nat. 8° Lf28 14).

(498) Bibl. nat. F 23.611 (553). Création supplémentaire de 3 présidents, 8 conseillers, 2 greffiers.

(499) Lettre n° 87 du bureau des finances de Montauban du 23 juin 1649, lue à l'assemblée le 12 juillet.

Aussi, à la première occasion, le conflit entre les deux organismes éclata et tourna au drame (500).

Pierre DATHIS, receveur général des tailles en la généralité de Montauban et payeur des gages des vice-sénéchaux avait payé leurs gages en l'année 1646 avant d'avoir reçu l'état du roi (notre budget). Or, cet état ne prévoyait que le paiement de trois quartiers de gages. Il leur demanda de lui reverser un quartier, mais sans succès, les vice-sénéchaux arguant que leurs gages leur étaient dus.

En 1649, DATHIS rentra en exercice (comme tous les comptables de l'époque, il n'exerçait ses fonctions qu'une année sur trois); il présenta au bureau des finances une requête « pour obtenir la compensation du quartier avancé aux vice-sénéchaux sur ce qui leur était dû pour l'année 1646 ». Le bureau des finances ordonna « que les parties seraient assignées devant lui » et, cela fait, « ordonna la compensation ». Les vice-sénéchaux se pourvurent devant la Cour des aides, qui cassa l'ordonnance. Le bureau rendit une nouvelle ordonnance « portant défense de se pourvoir ailleurs que devant lui sous peine de 500 livres d'amende ». Cette ordonnance fut encore cassée par arrêt de la Cour des aides. Le bureau rendit une troisième ordonnance portant que, « sans avoir égard à l'arrêt, les parties contesteraient devant lui » et réitéra ses défenses. Un troisième arrêt de la Cour des aides s'ensuivit, assignant le président et le rapporteur du bureau à comparaître en personne « pour répondre des motifs qu'ils avaient eu de prendre cette ordonnance ». Le vice-sénéchal et vingt archers vinrent à Montauban pour signifier l'arrêt et contraindre le receveur général au paiement du quartier retenu. Avertis du désordre qu'ils faisaient à la recette générale des tailles, les trésoriers de France se portèrent sur les lieux et « tant en raison de l'insolence de la Cour que de l'amende encourue par les vice-sénéchaux pour s'être pourvus ailleurs que devant eux », ils arrêtèrent un archer et l'emprisonnèrent. Par un quatrième arrêt, la Cour ordonna que trois trésoriers « seraient pris au corps, criés afin de ban, leurs biens annotés » et que l'archer serait élargi. De fait, l'archer fut libéré par surprise, mais le bureau rendit une cinquième ordonnance portant prise de corps tant contre le rapporteur de la Cour que l'huissier qui avait élargi l'archer, ainsi que l'archer lui-même, ce qui fut exécuté le lendemain en la ville, tandis qu'étaient mis en fuite le vice-sénéchal et un trompette qui étaient venus « crier les trésoriers à son de trompe afin de ban ».

En relatant les faits à l'Assemblée générale, le bureau concluait : « Tous les avantages sont de notre côté, nous nous estimons bien fondés dans le fond et suffisamment vengés dans la forme ».

Pour mettre fin à de tels incidents, le roi ne trouva rien de mieux, en octobre 1658 (501), que de transférer la Cour à Montauban en la

(500) Lettre n° 203 du bureau des finances de Montauban du 14 septembre 1650, lue à l'assemblée le 23.

(501) Edit publié à la chancellerie le 21 octobre 1658 et enregistré à la Cour des aides le 12 novembre (Bibl. nat. F 23.612 (434 et 515)).

réunissant au bureau en un organisme unique qui aurait compris :

Un premier président de la Cour et du bureau (ancien premier président de la Cour) (502);

8 présidents (anciens présidents de la Cour);

2 présidents (anciens trésoriers de France);

les conseillers des aides et trésoriers de France existant dans l'ordre de leur réception;

12 nouveaux conseillers des aides trésoriers de France.

Inutile de dire que la décision dut être rapportée dès juin 1659 (503).

Vers le début de 1663 (504), la Cour des aides de Cahors fut effectivement transférée à Montauban, mais sans union avec le bureau des finances de la ville. Un arrêt du 10 octobre 1664 étendit aux deux organismes les dispositions du règlement arrêté le 16 novembre 1662 entre les trésoriers de France et la Cour des aides de Bordeaux quant aux séances et préséances, et notamment le « pas » accordé à deux des six plus anciens trésoriers de France sur tous les conseillers des aides.

Cet arrêt ne suffit d'ailleurs pas à mettre fin aux conflits entre les deux juridictions et, le 29 août 1733, le Conseil du roi dut encore intervenir pour faire respecter l'ordre établi (505).

h) Cour des aides de Navarre à Pau.

Un édit de mai 1632 avait établi six élections dans les pays de Navarre, Béarn, Foix, Bigorre, Marsan, Aure (Quatre-Vallées) et Nébouzan.

Un second édit de mai 1632 avait établi parallèlement à Pau une Cour des aides de Navarre, composée d'un certain nombre d'officiers tant du Parlement de Navarre que de la Chambre des comptes, ainsi que d'officiers de nouvelle création. Elle devait « cognoistre et juger souverainement de tous les procès et différends qui naîtraient à cause des aides, tailles, taillon et subsides ». Le premier édit souleva les protestations des Etats des pays intéressés, le second, celles de la Cour des aides de Montpellier qui prétendait avoir dans son ressort les dits pays, et les deux édits furent révoqués par un édit de septembre 1633

(502) De BOISSON D'AUXONNE, ancien capitaine au régiment de SAINT-LUC, qui avait succédé en sa charge à son père le 15 juillet 1656 et fut remplacé par son frère en 1690. La première présidence de la Cour fut occupée à partir de 1706 par les LE FRANC, présidents dès l'origine, le dernier d'entre eux étant Jean-Jacques LE FRANC, marquis de POMPIGNAN (1709-1784), de l'Académie française, auteur de la célèbre ode sur la mort de J.-B. ROUSSEAU.

(503) Bibl. nat. F 23.612 (491).

Peu après, la Cour prétendit connaître des procès civils et criminels concernant des trésoriers de France à Montauban. Par arrêt du 23 décembre 1662, le Conseil du roi le lui interdit et déféra les affaires au Grand-Conseil.

(504) La Cour tint sa première audience à Montauban le 3 février 1663 (L. TAUPAC, *op. cit.*).

(505) Arch. nat. AD IX 80.

enregistré le même mois à la Cour des aides de Montpellier (506) et le 27 octobre 1633 à la Chambre des comptes de Pau (507).

Par la suite, un édit de décembre 1655 (508) transformera la Chambre des comptes de Pau en une « Cour des aides, comptes et des finances » en lui donnant la juridiction des aides, tailles et gabelles pour l'élection des Lannes (fraction des Landes avec Dax), distraite du ressort de la Cour des aides de Guyenne.

Nous avons déjà dit comment un édit de novembre 1691 unit la Cour au Parlement de Pau et relaté les différends qui l'opposèrent à tous les bureaux des finances du Sud-Ouest.

i) Cour des aides de Bourgogne et Bresse à Dijon.

La juridiction des aides avait été confiée par une déclaration du roi de 1501 à la Chambre des comptes de Dijon, sauf appel au Parlement de la même ville qui possédait d'ailleurs un droit de prévention, ainsi que de dévolution en cas d'appel. Cette situation avait été confirmée par un arrêt de règlement du Conseil du roi du 6 avril 1604 (509) dont les modalités d'application avaient été fixées par accord entre les deux juridictions le 28 février 1622 (510).

Un édit de juillet 1626 (511) avait mis fin à ce régime, assez anormal à la vérité, en conférant à la Chambre la juridiction souveraine des « tailles, taillon, gabelles, finances, traites foraines et domaniales, levées de deniers ordinaires et extraordinaires, domaine, péages, subsides, octrois, subventions, élections, greniers à sel, étapes, munitions, ravitaillement des places, fortifications d'icelles, deniers communs, emprunts ».

Quatre ans plus tard, un édit d'août 1630 (512) était intervenu pour enlever à la Chambre des comptes la juridiction souveraine des aides et la transférer au Parlement, ce qui n'avait pas amélioré les rapports entre les deux corps. Un organisme des conciliation dit « Chambre neutre » formé de délégués en nombre égal des deux juridictions avait dû être constitué en 1638.

En dépit de l'union de la juridiction des aides et du Parlement, le bureau des finances de Dijon semblait considérer comme distincte la section qui en était chargée et la qualifiait de Cour des aides (513) :

(506) Bibl. nat. F 46.977 (13) (1634-16 p. in-8).

(507) Arch. dép. de l'Hérault B 4, f° 68.

(508) Bibl. nat. F 23.612 (268).

(509) Arch. nat. E 6a, f° 448 r° et Bibl. nat. Manuscrits français 18.167, f° 212 v°.

(510) Bibl. nat. 4° Fm 9.938.

(511) Bibl. nat. 46.956 (18).

(512) Bibl. nat. F 23.610 (810).

(513) Le fait était d'ailleurs assez général : c'est ainsi que, dans les provinces où la Chambre des comptes avait été réunie à la Cour des aides, on continuait souvent de parler de Chambre des comptes et de Cour des aides et le Conseil du roi lui-même exigeait parfois l'emploi de cette terminologie. Elle se justifiait notamment du fait que, contrairement aux conseillers des aides, les maîtres des comptes n'étaient pas obligatoirement gradués en droit, de telle sorte que les deux fractions de la juridiction restaient distinctes.

c'était à l'en croire l'un des nombreux organismes qui se liguèrent pour les dépouiller de toutes ses attributions. L'énumération qui a été donnée ci-dessus des pouvoirs conférés à la Chambre des comptes en 1626 fait du moins présumer que les trésoriers de France étaient quelque peu fondés à se plaindre de ne pouvoir rien faire sans se heurter à une autre autorité (514).

Suivant PATAS DU BOURGNEUF, les trésoriers de France de Dijon avaient, au Parlement de Dijon siégeant comme Cour des aides, rang après les deux plus anciens conseillers (515).

j) *Cour des aides et finances de Dauphiné à Vienne.*

La juridiction des aides avait été donnée par un édit de mars 1628 (516) au Parlement de Dauphiné qui, de ce fait, avait pris le nom de « Parlement et Cour des aides, tailles, gabelles et finances de Dauphiné ».

Elle lui avait été enlevée par un édit de mars 1638 (517) qui avait créé en la ville de Vienne une Cour des aides et finances. Le Parlement de Grenoble n'avait pas admis la mesure et avait rendu le 24 août 1638 un arrêt pour empêcher l'établissement de la nouvelle Cour. Neuf jours plus tard, le 2 septembre, cet arrêt avait été cassé par le Conseil du roi (518) : A l'époque, les communications étaient peut-être lentes, mais les décisions du Conseil du roi étaient, à coup sûr, rapides.

Au début de l'année 1643, il avait été question d'unir la nouvelle Cour à la Chambre des comptes de Grenoble; ce projet de « mauvais patriotes » avait soulevé les plus vives protestations de la Chambre qui avait décidé à l'unanimité, le 21 février 1643, de s'y opposer et condamné à l'avance à l'interdiction de sa charge tout membre de la Chambre qui s'y prêterait (519).

La Cour des aides de Vienne avait pour président un trésorier de France à Grenoble, Jacques de GUIGNARD, vicomte de SAINT-PRIEST (1604-1662); cela ne l'empêcha pas d'entrer en conflit avec les trésoriers de Grenoble en mars 1650 à propos d'un rapport désobligeant adressé à leur sujet par les élus de Valence (520).

Un édit d'octobre 1658 (521) la supprima en réunissant de nouveau, définitivement cette fois, la juridiction des aides, tailles et

(514) Cf. *supra*, p. 286 et note 249.

(515) *Op. cit.*, t. I^{er}, p. 65.

(516) Bibl. nat. F 5.001 (69).

(517) Bibl. nat. F 23.611 (223).

(518) Bibl. nat. F 23.611 (224).

(519) Arch. dép. de l'Isère B 2.781.

(520) Lettre n° 160 bis du bureau de Grenoble.

Après la suppression de la Cour, le bureau des finances de Grenoble cassa le 24 avril 1659 une sentence des élus de Valence comme « injurieuse et attentatoire et rendue par des officiers inférieurs et soumis aux ordonnances du bureau ». L'ordonnance prononçait l'interdiction de leurs charges contre ceux des élus qui avaient signé la sentence, faisait défense aux receveurs des tailles de leur payer leurs gages et leur enjoignait de les porter à la recette générale (Cf. PATAS DU BOURGNEUF, t. II, p. 130).

(521) Bibl. nat. F 5.001 (189).

gabelles au Parlement de Dauphiné, dit dès lors « Parlement et Cour des aides et finances de Dauphiné ».

Une déclaration du roi du 17 février 1659 (522) disposa que, pour remboursement de leurs offices, les officiers de la Cour des aides de Vienne recevraient des provisions d'office en la Cour souveraine qui venait d'être constituée à Bourg pour la Bresse, le Bugey, le Valromey et le Pays de Gex avec juridiction de Parlement, Cour des comptes, aides et finances (523). GUIGNARD DE SAINT-PRIEST devint alors président de cette Cour.

Deux ans plus tard, à sa suppression, il devait passer président au Parlement de Metz. Le maintien du Parlement de Metz arrêta là sa carrière.

k) *Autres Cours des aides.*

Dès l'origine, le Parlement de Rennes avait exercé la juridiction des aides pour la Bretagne.

Il en fut de même pour le Parlement de Metz, puis pour celui de Flandre.

La Cour des comptes, archives et finances de Provence avait pris le nom de « Cour des comptes, aides et finances de Provence » au xvr^e siècle et assumait la juridiction des aides.

Il en sera de même, au fur et à mesure de la réunion au royaume de la Franche-Comté, du Barrois et de la Lorraine, pour les Chambres des comptes de Dôle, Bar-le-Duc et Nancy.

E. — RELATIONS AVEC LA COUR DES MONNAIES DE PARIS.

Souveraine depuis un édit de juin 1552 (524), la Cour des monnaies de Paris (525) (526) était une des rares juridictions avec lesquelles les bureaux n'avaient guère de conflits. Si ses attributions essentielles

(522) Bibl. nat. F 23.612 (466).

(523) Cf. supra. Parlement de Dijon, p. 418.

(524) Bibl. nat. F 46.812 (10).

(525) Sur la Cour des monnaies, cf. Germain CONSTANTS : « Traité de la Cour des monnaies et de l'étendue de sa juridiction ». Paris, 1658, in-f° (Bibl. nat. F 2.212).

(526) Unique à l'origine, la Cour des monnaies de Paris partagea sa compétence avec d'autres organismes : en 1620, le Parlement de Pau pour la Basse-Navarre et le Béarn; en 1662, le Parlement de Metz pour les Trois-Evêchés et l'Alsace; en 1693 et 1695, la Cour des comptes, aides et finances de Dôle pour la Franche-Comté en matière civile, et le Parlement en matière criminelle (Bibl. nat. Manuscrits français, nouvelles acquisitions 9.781, p. 33 et suivantes).

Un édit de janvier 1645 créant une Cour des monnaies à Lyon et une autre à Libourne avait été révoqué dès le mois de mars suivant, devant les protestations de la Cour des monnaies de Paris.

La création d'une Cour des monnaies à Lyon fut reprise, effectivement cette fois, en juin 1704, en lui donnant pour ressort les généralités de Lyon, Grenoble, Aix, Clermont, Montpellier, Toulouse, Montauban, ainsi que Bayonne (Bibl. nat. F 23.618) (225); elle fut unie à la sénéchaussée de Lyon par édits d'avril et octobre 1705 (*Ibid*); elle sera supprimée avec les Parlements en 1771, mais ne sera pas rétablie avec eux.

consistaient dans le jugement des « boëttes de monnaie », c'est-à-dire la vérification du bon aloi de la monnaie fabriquée, elle en exerçait pourtant d'autres qui auraient pu l'opposer aux bureaux. Même la préséance qui lui était donnée sur les bureaux aurait pu être contestée, puisque la Cour ne passait qu'après celle des aides et que les trésoriers prétendaient avoir le pas sur les conseillers à cette Cour.

A notre connaissance, en dehors de l'enregistrement des lettres de provision, le seul incident qui mit en rapport les trésoriers de France de Paris et la Cour des monnaies fut d'ordre domanial. François de ROHAN, prince de SOUBISE (1631-1712), avait demandé au roi — nous ne savons pour quelle raison (527) — de faire transférer la Cour des monnaies dans les dépendances des locaux de la Chambre des comptes en faisant aménager des salles à cet effet dans les « places vagues estant sous la Chambre des consultations du Palais ». Le roi en saisit son Conseil qui, par arrêt du 9 octobre 1669, renvoya comme de droit l'affaire aux trésoriers de France de Paris. Sur requête du prince, le bureau commit le 17 janvier 1670 les trésoriers de France Claude de PARIS et François de SANTEUIL DU TREMBLAY pour visiter les lieux en présence du procureur du roi au bureau et avec l'assistance des « maîtres des œuvres de maçonnerie et de charpenterie des bâtiments du roi ». Il invita également à participer à la visite le procureur général à la Chambre des comptes, les officiers de la Cour des monnaies et le bailli du palais ou son lieutenant, tous intéressés à l'affaire (528).

Dès qu'elle eut connaissance de l'ordonnance, le 3 février 1670, la Chambre des comptes en prononça l'annulation pour « incompétence, excès de pouvoir, et comme injurieuse pour la Chambre » (529).

La Cour des monnaies n'en devait pas moins être transférée en un autre local du Palais, mais plus tard, en 1686.

F. — RELATIONS AVEC LE GRAND-CONSEIL.

Le Grand-Conseil était une juridiction d'exception à qui le roi renvoyait des affaires déterminées, mais qui avait aussi compétence dans quelques domaines propres en vertu de divers textes.

Ce fut le cas en ce qui concerne les trésoriers de France.

Pour soustraire aux Parlements et Chambres des comptes

(527) La Cour des monnaies avait siégé à l'origine, avec la Chambre des comptes, en une salle qui fut affectée plus tard aux auditeurs et où l'on voyait encore des traces de fourneaux pour les essais sur les monnaies.

Depuis 1552, elle était logée dans la partie supérieure du bâtiment du Palais qui dominait la montée de la Chambre des comptes et attenait à l'hôtel du bailliage (au-dessus de la chambre du conseil de la Chambre des comptes).

Il ne semble pas qu'il pût y avoir un rapport quelconque entre ces bâtiments et l'hôtel du prince. Il est possible que ce dernier n'ait pas eu d'intérêts personnels dans l'affaire et qu'il ait seulement soutenu ceux d'anciens subordonnés, au bailliage du Palais, de son père, le duc de MONTBAZON (1567-1654) qui avait été longtemps lieutenant général de Paris.

(528) Arch. nat. Zlf 242, f° 12 v°.

(529) Arch. nat. P 2.691 et 2.773.

l'application de l'édit d'avril 1627, une déclaration du roi du 10 août 1628 en avait donné définitivement la connaissance au Grand-Conseil (530) et lui avait confié également, mais pour deux ans seulement, la réception des trésoriers de France et tous les procès civils ou criminels les intéressant, « mus ou à mouvoir » devant les Parlements, aussi bien « en corps qu'en particulier » (531).

Une mesure analogue intervint après l'édit de mai 1635 créant dans chaque bureau quatre présidents et intendants généraux et un avocat et un procureur du roi pour les finances avec des droits qui parurent exorbitants aux Parlements et Chambres des comptes. La déclaration du roi du 3 janvier 1639 en donna expressément la connaissance au Grand-Conseil.

Enfin, comme nous l'avons déjà dit, par lettres patentes des 6 et 27 juillet 1655 enregistrées au Grand-Conseil en août suivant (532), les procès intéressant Jacques FILHOT, trésorier de France à Montauban et à Bordeaux, furent confiés pour trois ans au dit Grand-Conseil afin de le soustraire à la juridiction du Parlement de Bordeaux qui lui était hostile.

Les trésoriers de France trouvèrent toujours dans le Grand-Conseil une juridiction qui leur fut bienveillante, moins peut-être par sympathie particulière à leur égard que pour faire pièce aux Parlements et Chambres des comptes.

C'est ainsi que, les lieutenants généraux de Champagne ayant entrepris en 1649 de recevoir les foi et hommages de vassaux du roi, le bureau de Châlons assigna l'un d'eux au Grand-Conseil. Le lieutenant général l'ayant fait assigner pareillement au Parlement, le Grand-Conseil rendit un arrêt portant décharge de cette assignation et rétention de la cause. Il est vrai que le lieutenant général en obtint un pareil du Parlement. Le conflit entre le lieutenant général et le bureau se doubla ainsi d'un conflit entre le Grand-Conseil et le Parlement (533). Nous ne savons comment l'affaire se termina et dans quel sens se prononça le Conseil du roi s'il en fut saisi. Il est peu probable que ce fut en faveur du Grand-Conseil, étant donné que la question de la réception des hommages ne fut tranchée définitivement au bénéfice des trésoriers de France qu'en 1668.

Nous avons déjà dit plus haut (p. 70) comment le Grand-Conseil reconnut le 11 mars 1674 à Pierre PECQUEULT, sgr du BREUIL, trésorier de France à Alençon (de 1644 à 1690) la préséance sur les autres seigneurs de sa paroisse du seul fait de sa qualité et du titre de chevalier qui y était attachée, et comment il jugea de même le 5 décembre

(530) Dès le 31 mai 1629, le Grand-Conseil avait rendu un arrêt portant que nonobstant un arrêt du Parlement de Paris du 19 du mois, les bureaux des finances de son ressort étaient maintenus dans l'exercice de la juridiction du domaine et de la voirie (Cf. DESCORBIAC, *op. cit.*).

(531) Cf. *supra*, p. 46.

(532) Arch. nat. V⁵ 469.

(533) Lettre n° 123 du Bureau de Châlons du 23 novembre 1649.

1676 pour Modeste GUILLET, avocat du roi au bureau de Grenoble (de 1676 à 1702) et le 29 mars 1678 pour Jean GAGNE, trésorier de France à Soissons (de 1660 à 1692) (534). Il devait rendre un arrêt analogue le 6 septembre 1718 pour Jean-Baptiste de LA LANDE, trésorier à Bourges (de 1713 à 1744) et reconnaître le 23 janvier 1738 aux trésoriers de France le droit de recevoir le pain bénit dans leurs paroisses par « morceaux de distinction » (535).

4) RELATIONS AVEC LA CHAMBRE DU TRÉSOR.

Nous avons relaté au chapitre I^{er} (p. 2) et au chapitre IV (p. 202) la genèse, le rôle et les conditions de fonctionnement de la Chambre du trésor (536). Nous avons indiqué également (p. 96) que les trésoriers de France, à quelque bureau qu'ils appartenissent, même ceux du ressort d'autres Chambres des comptes que celle de Paris, étaient présidents « nés » de cette juridiction. Le fait limitait nécessairement les conflits possibles entre la Chambre et les trésoriers, bien qu'à la vérité, au xvii^e siècle, ces derniers ne vinssent qu'assez rarement le présider (537). Les conflits ne naissaient guère (538) que lorsque le droit à la présidence des trésoriers était menacé par la création de présidents propres à la Chambre du trésor, ce qui fut décidé à plusieurs reprises : en février 1521, avril 1578 et décembre 1635 (539). Les deux premiers édits ne furent pas appliqués; le troisième ne le fut que jusqu'à une déclaration du roi du 1^{er} septembre 1651 supprimant l'office de président et le réunissant à celui de lieutenant général civil et criminel de la Chambre, ce qui laissait subsister — au moins théoriquement — le droit à la présidence des trésoriers.

(534) Cf. PATAS DE BOURGNEUF, *op. cit.*, t. II, p. 153, 155, 156 et 237.

(535) Cf. PATAS DU BOURGNEUF, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 112, et t. II, p. 273.

(536) Sur la Chambre du trésor, cf. :

Pierre de MIRAILLON, conseiller à la Chambre du trésor : « Origine et institutions des Cours souveraines et autres juridictions séant dans l'enceinte de l'ancien palais royal de Paris ». Paris, 1611, in-8 (Bibl. nat. Lf23 1).

Gustave DUPONT-FERRIER : « Les origines et les premiers siècles de la Cour du trésor ». 1936, in-8 (Bibl. nat. Z 114 (266)).

Jean BACQUET, avocat du roi en la Chambre du trésor : « Des droits du domaine de la Couronne de France ». 1608, in-fol. (Bibl. nat. F 1911 à 1914).

Probablement LÉONARD RENARD, conseiller, avocat et procureur du roi à la Chambre du trésor : « Recueil de plusieurs édits, lettres patentes, déclarations, arrêts, sentences, jugements et autres pièces et titres concernant le pouvoir et la juridiction de la Chambre du trésor ». 1639, in-fol. (Bibl. nat. Lf31 2).

(537) Sur le plan matériel, nous avons déjà vu (p. 248, notes 86 et 87) comment les trésoriers de France de Paris, se fondant sur un arrêt du Conseil du 10 avril 1632, avaient contraint la justice du trésor à échanger contre le local exigu alors réservé au bureau la salle du Palais où se tenait traditionnellement la Chambre du trésor (Cf. Arch. nat. Audiences de la Chambre du Trésor, Zlf, 186, f^o 68 v^o et 69).

(538) Il s'en produisit cependant; c'est ainsi que, par arrêt du Conseil du 21 avril 1667, il fut fait défense à la Chambre du trésor de prendre aucune connaissance des différends entre les entrepreneurs des ponts, de chaussées et leurs sous-traitants, de tels litiges étant du ressort des trésoriers de France (Cf. PATAS DU BOURGNEUF, *op. cit.*, t. II, p. 442).

(539) Bibl. nat. F 46.988 (6).

En ce qui concerne la juridiction du domaine, on notera le litige qui s'éleva contre la Chambre du trésor et le bureau des finances d'Aix en 1635 : le Conseil du roi jugea alors que le droit de prévention jadis exercé par la Chambre à l'égard des baillis et sénéchaux en dehors de son ressort normal subsistait en dépit de l'intervention de l'édit d'avril 1627 qui avait transféré la juridiction du domaine aux trésoriers de France.

Après d'autres arrêts analogues, le Conseil du roi devait renverser sa jurisprudence le 21 février 1691.

Deux ans plus tard, en mars 1693, la Chambre du trésor était unie au bureau des finances de Paris en une « Chambre du domaine et bureau des finances de Paris ». En dépit de l'arrêt précité de 1691, la nouvelle Chambre du domaine prétendit avoir, elle aussi, un droit de prévention en matière domaniale sur tous les bureaux autres que celui de Paris, mais ses prétentions furent rejetées par le Conseil du roi suivant des arrêts des 5 juillet 1695, 4 janvier et 27 septembre 1696 au profit respectif des bureaux des finances de Limoges, Lille et Rouen (540).

Ainsi, l'action de la Chambre se trouva-t-elle limitée à la généralité de Paris.

5) *LES TRÉSORIERES DE FRANCE ET LES PRÉSIDIAUX.*

Divers édits avaient conféré aux trésoriers de France les privilèges des officiers des Cours souveraines et, chaque fois qu'était rendu un texte de nature à soulever leurs protestations — créations de nouveaux offices au bureau, augmentation de gages entraînant le versement de finances supplémentaires, etc... —, une disposition était régulièrement insérée dans le texte pour confirmer en compensation les trésoriers dans leurs privilèges et leurs assimilations traditionnelles.

Les trésoriers de France en concluaient que, conformément d'ailleurs à l'édit de 1552, ils avaient de plein droit la préséance sur les bailliages et les sénéchaussées qui n'étaient pas des Cours souveraines.

Ils prétendaient avoir également la préséance sur les présidiaux (541).

Ces juridictions avaient été créées par un édit de janvier 1552

(540) Cf. « Edits, déclarations, arrêts du Conseil et règlements (1543-1694) qui font voir qu'il n'y a point de prévention et que chaque officier peut connoître de l'étendue de sa juridiction sauf l'appel au Parlement dont ils ressortissent. Pour les trésoriers de Normandie et consorts, contre ceux de Paris, demandeurs en prévention ». Sans lieu ni date (Bibl. nat. 4° Fm 31.575).

(541) Sur l'ensemble de la question, cf. : GIRONCOURT : « Traité de l'état des trésoriers de France », Nancy, 1776, où pas moins de 138 p. in-4 lui sont consacrées (pour tenter en définitive d'établir la préséance du bureau de Metz sur le présidial de la ville).

pour statuer en dernier ressort dans les affaires dont le montant était au plus égal à 250 livres en capital et 80 livres en rente. Leur création avait eu pour objet de décharger les Parlements de l'appel des causes civiles de peu d'importance, sans toutefois entraîner de dépenses considérables; le service du présidial était, en effet, assuré essentiellement par les officiers du bailliage ou de la sénéchaussée de la ville où il était installé, les dits officiers statuant « présidialement » avec un minimum de sept magistrats.

Du fait qu'ils se prononçaient en dernier ressort, les présidiaux estimaient posséder « quelque reflet de la souveraineté ». A ce titre, ils disputèrent aux bureaux des finances dans la ville où ils étaient établis.

L'édit de mai 1635 créant de nouveaux officiers dans les bureaux avait, il est vrai, spécifié que, en toute assemblée publique et particulière, les trésoriers généraux de France précèderaient les corps des présidiaux, aussi bien que les baillis et sénéchaux, et celui de novembre 1646 créant de nouveaux trésoriers de France à Montpellier et à Toulouse avait de nouveau affirmé la préséance des trésoriers de France des deux bureaux sur les officiers des sièges présidiaux dans toute l'étendue de leur généralité.

Les présidiaux répliquaient qu'il s'agissait là d'édits bursaux, c'est-à-dire d'édits destinés à assurer des recettes au roi par la vente d'offices et comportant l'octroi de faveurs inconsidérées pour faciliter cette vente : il n'y avait pas lieu de s'attacher davantage à leurs dispositions qu'à celles de nombreux autres textes similaires auxquels il n'était donné aucune suite.

Quoi qu'il en fût, les Parlements se montraient peu enclins à soutenir les prétentions des présidiaux, qui étaient pour eux des rivaux inférieurs dont ils ne tenaient pas à relever le prestige. C'est ainsi que, par arrêt du 30 août 1611, le Parlement de Paris avait attribué au bureau des finances de Bourges la préséance sur le lieutenant civil et criminel qui siégeait au présidial. Un arrêt, déjà cité, du Parlement de Toulouse avait accordé pareillement le 28 août 1612 (542) aux trésoriers de France de Montpellier la préséance sur les magistrats présidiaux de la ville. Cet arrêt fut confirmé le 12 janvier 1619 et étendu le 24 mai 1644 aux trésoriers de France à Toulouse avec cette précision que leur préséance s'exercerait en toutes assemblées publiques et particulières, ainsi qu'aux processions.

De même, le Parlement d'Aix avait donné le 1^{er} octobre 1619 la préséance au bureau des finances et l'avait confirmée le 5 août 1640 malgré les protestations du siège présidial, ainsi qu'il a déjà été dit (p. 290).

Le Parlement de Bordeaux avait admis en 1615 que les trésoriers de France passassent avant le présidial lors de l'entrée du roi en la

(542) Arch. dép. de la Haute-Garonne B 310, f^o 509; cf. *supra*, p. 414.

ville et le Parlement de Grenoble n'avait pas fait d'objection à ce que les trésoriers de France fissent révérence au roi avant le présidial du lieu le 6 mars 1617 (543).

Aussi, les présidiaux comprirent-ils qu'ils ne devaient compter que sur eux-mêmes et saisir directement, s'il en était besoin, le Conseil du roi. Leur persévérance finit par leur valoir des succès.

A Lyon, à l'occasion de l'entrée de Louis XIII dans la ville, le Conseil du roi adopta le 2 décembre 1622 une solution inspirée de celle prise pour concilier le Parlement et la Chambre des comptes de Paris. En attendant un règlement général à intervenir, les officiers du siège présidial et les trésoriers de France passeraient en corps, ensemble, les premiers à dextre, les seconds à senestre. Dans les assemblées particulières, les trésoriers de France précèderaient le lieutenant général criminel et les autres officiers; pour le président du présidial et le lieutenant général civil, la question était réservée. Par la suite, la préséance fut, au moins en fait, accordée aux trésoriers de France, notamment au passage de Louis XIII à Lyon le 10 février 1642 et cette situation ne cessera qu'en 1705, à la réunion de la sénéchaussée et du présidial à la Cour des monnaies, créée l'année précédente avec préséance sur les trésoriers.

A Châlons, presque dès sa création, en octobre 1637, le présidial entra en conflit avec le bureau. Le 14 novembre, le roi se vit contraint d'adresser aux deux compagnies une lettre de cachet faisant défense à leurs membres de se trouver les uns et les autres en aucun lieu où ils auraient sujet de se disputer la préséance jusqu'à ce que le différend ait été réglé au Conseil. Le 1^{er} septembre 1641 intervint un accord qui donna la préséance aux trésoriers de France, mais cet accord fut dénoncé et le présidial obtint le 12 septembre 1647 un arrêt du Conseil du roi disposant que son président et le lieutenant général précèderaient les trésoriers de France. Le présidial bénéficia effectivement de la préséance le 24 octobre 1653 lors d'un passage de Louis XIV à Châlons, mais le bureau des finances réattaqua devant le Conseil du roi. L'année 1654 vit une série d'arrêts du Conseil successifs et contradictoires (22 mai, 21 juillet et 13 octobre). Le résultat le plus clair fut une bataille rangée en la cathédrale le lendemain de la Pentecôte (25 juin 1654). Après qu'un trésorier de France, Nicolas le TARTIER, eût été sérieusement blessé, l'évêque décida « pour arrêter plus grand scandale, que le clergé ne se mettrait pas en marche pour la procession ». La bataille reprit le jour de l'Assomption le 15 août. Non sans s'indigner de ces excès, le Conseil du roi décida par provision le 17 avril 1655 que, en corps, les officiers présidiaux précèderaient les trésoriers de France et cette solution provisoire devait durer jusqu'à la fin.

A Soissons, la préséance des trésoriers de France sur les officiers

(543) La préséance avait également été donnée aux trésoriers de France sur le présidial de Valence en mars 1642 lors du passage de Louis XIII dans la ville.

du présidial avait été affirmée par une déclaration du roi du 14 mars 1606, appuyée d'une lettre personnelle au duc de MAYENNE, gouverneur de l'Ile-de-France. En mai 1640 pourtant, RICHELIEU fit assister le présidial à un Te Deum célébré à la cathédrale en présence du roi pour la levée du siège de Casal, en interdisant aux trésoriers de France d'y figurer en corps. Le bureau des finances obtint, il est vrai, des arrêts du Conseil reconnaissant ses droits les 27 avril 1655, 7 février 1657, 4 juillet 1662 et 21 août 1671. Le malheur voulut qu'ils restassent lettre morte, le présidial se refusant obstinément à abandonner la première place.

A Caen, une première bagarre se produisit en 1637 entre le bureau des finances et le présidial, après laquelle François du TILLET, trésorier de France depuis 1633, fut cité devant le lieutenant criminel : il déclina à juste titre sa compétence. Le 13 mars 1650, le conflit aboutit à une mêlée générale et une instruction pour violence et voies de fait fut ouverte contre les trésoriers de France, leurs laquais, valets de chambre et cochers. L'affaire fut déferée devant des commissaires du Conseil du roi qui, sagement, mirent hors de cause les parties sans dépens le 19 mai (544), mais décidèrent qu'aux assemblées publiques le présidial passerait avant le bureau quand il serait en corps. Un second arrêt précisa le 3 juin que, réciproquement, les trésoriers de France précèderaient les officiers présidiaux dans les assemblées où les dits officiers ne seraient pas en corps.

A Alençon, l'édit de création de bureau de mai 1636 avait prévu que, en toutes les assemblées publiques et particulières, les trésoriers de France précèderaient les baillis, sénéchaux et officiers présidiaux. Cette disposition ne suffit pas à arrêter le présidial qui obtint du Conseil du roi le 20 mai 1653 un arrêt semblable à celui rendu pour Caen : En toutes assemblées où les officiers présidiaux seraient en corps, ils précèderaient les trésoriers de France. Il s'y ajouta toutefois une mesure aggravante : Dans les assemblées où les officiers présidiaux ne seraient pas en corps, le président et le lieutenant général auraient le pas sur les trésoriers de France.

A Montauban, le présidial avait disputé au bureau des finances la préséance dès la création de ce dernier, en janvier 1635, mais un arrêt du Conseil du roi du 31 décembre 1636 l'avait accordée au bureau. Le présidial ne s'en satisfit point; il obtint le 2 juillet 1644 un arrêt contraire : « Par provision », les officiers présidiaux tiendraient le premier rang aux assemblées publiques et processions. Un nouvel arrêt du 7 septembre 1644 aggrava, toujours par provision, la décision en précisant que les officiers du présidial et les juges mages auraient rang et séance au-dessus des trésoriers « ès assemblées particulières ».

Vers la même époque, une décision analogue intervint pour

(544) Arch. dép. de la Seine-Maritime C 2.372.

Moulins et, dans son ouvrage sur le bureau des finances de cette ville, M. François DUMONT indique que l'état de choses ne fut plus discuté.

A Amiens, dès les 16 mars et 13 avril 1598, le Conseil du roi avait reconnu la préséance du bureau des finances sur le présidial. Il avait confirmé sa décision le 14 mars 1606 par un arrêt dont il avait encore été fait application le 11 juillet 1647. Le 11 janvier 1651, le Conseil du roi, revisant sa position, accorda la préséance au présidial. Le 7 mars 1659, dans un cas particulier, il rétablit l'ordre antérieur. Le 27 février 1667, la question de la préséance mit aux prises le lieutenant criminel d'Amiens et un trésorier de France ancien du bureau, Pierre PINGRÉ; le litige fut jugé en faveur du second le 22 avril suivant. Le présidial ne se tint pas pour définitivement battu et, après de longs et patients efforts, obtint le 16 avril 1680 un arrêt disposant qu'« en toutes assemblées particulières et de particulier à particulier, le président du présidial et le lieutenant général précéderaient les trésoriers de France, mais que ces derniers précéderaient eux-mêmes le lieutenant criminel et les autres officiers du présidial ».

Les trésoriers de France tentèrent de se consoler de cet arrêt en observant qu'il ne visait pas les cérémonies publiques. Il eut cependant un grand retentissement et plusieurs présidiaux demandèrent qu'il leur fût étendu, en se promettant d'exploiter par la suite leur succès.

A Poitiers, la question de la préséance divisait depuis longtemps le bureau et le présidial et, le 23 juin 1612, à l'entrée du pont Joubert, après que le président du présidial, puis celui du bureau, le très sage et docte Scévole de SAINTE-MARTHE, eussent harangué un nouvel évêque, les deux compagnies avaient échangé injures et horions. L'arrêt du 16 avril 1680 leur fut étendu le 14 juin suivant, mais la mesure ne fit qu'aviver leurs querelles et des incidents individuels ou collectifs (545) se multiplièrent jusqu'à un nouvel arrêt du Conseil du 17 décembre 1704 qui, tout en prétendant maintenir le régime antérieur, attribua la préséance au présidial pour nombre de fêtes et circonstances.

L'arrêt du 16 avril 1680 fut étendu à Tours le 3 juillet 1680, mais comme la préséance restait au bureau des finances quand il était en corps, le présidial prit, le 30 mai 1681, pour s'en venger, une ordonnance de police disposant que les trésoriers de France assisteraient, en corps, en leurs robes de cérémonie, à la procession de la Fête-Dieu et à toutes autres, qui furent multipliées à l'envi. Les trésoriers durent demander grâce et, renversant leurs positions, se pourvoir contre l'ordonnance qui leur valait cet excès d'honneurs. Peu après, à la suite d'injures échangées entre un conseiller au présidial et le procureur du roi au bureau, Charles MILON DE LA GRANGE

(545) Sur ces incidents, cf. BONVALLET, *op. cit.*, p. 269 à 281.

(vers 1645-1720) — ancien trésorier de France à Poitiers (546) —, la question de la préséance fut reprise. Un arrêt du Conseil du 8 juillet 1683, cassant un arrêt du Parlement de Paris et deux sentences du présidial, parut maintenir les droits du bureau (547), mais un nouvel arrêt du Conseil du 26 avril 1685 assura pratiquement la préséance du présidial en la lui accordant, par voie d'exception, pour toutes les fêtes importantes (548).

Pour Limoges (549), ce fut le 24 septembre 1680 qu'intervint l'arrêt du Conseil appliquant au bureau des finances et au présidial le régime déterminé pour Amiens. Une opposition, formée par le bureau des finances, fut rejetée par le Conseil le 13 janvier 1682 (550). Dans l'intervalle, les deux compagnies rivales en étaient venues aux mains en l'église Saint-Michel-des-Lions, où le présidial avait prétendu occuper le premier rang (551).

L'arrêt du Conseil du 16 avril 1680 fut étendu à Bourges par arrêt du 11 mars 1681 et, le 11 décembre suivant, le bureau rendait une ordonnance pour menacer les officiers présidiaux de reprendre une instance antérieure en dommages-intérêts s'ils continuaient à refuser d'appliquer les dispositions arrêtées par le Conseil (552).

A Riom où le conflit était ouvert depuis le xvi^e siècle (553) des aménagements notables furent apportés au régime de l'arrêt du 16 avril 1680, quand il y fut appliqué le 30 décembre 1681. La préséance fut en effet donnée au présidial pour les cérémonies célébrées en l'église Notre-Dame-du-Marthuret pour quatorze fêtes. Un second arrêt du 29 décembre 1682 l'étendit à une quinzième, aux Te Deum, aux entrées des gouverneurs, de sorte qu'elle échappa presque entièrement au bureau (554).

(546) Cf. « Factum pour les présidents trésoriers de France à Tours contre les officiers du présidial de Tours » (Bibl. nat. Manuscrits français 21.751, f^o 152, et JOLY DE FLEURY 2.149, f^o 331).

(547) Le même arrêt disposa que les officiers présidiaux devraient qualifier de « Nosseigneurs » les trésoriers de France dans leurs requêtes particulières (contrairement à ce qui avait été décidé pour Limoges, cf. *infra*, note 550).

(548) Cité par PATAS DU BOURGNEUF, t. II, p. 166.

(549) Le conflit y était ancien car en 1610 déjà, lors d'un service à la mémoire de HENRI IV, l'entrée de l'église avait été interdite au présidial pour éviter un esclandre avec le bureau (GOUDIN : « Annales de Limoges » — Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin, t. XXXVIII, p. 419. Bibl. nat. 8^o Lc19 6).

(550) En même temps qu'il déboutait les trésoriers de France d'une demande tendant à ce que les officiers du présidial les qualifient de « Nosseigneurs » dans leurs requêtes particulières.

(551) Cf. GOUDIN, *op. cit.*, p. 183.

(552) Cf. PATAS DU BOURGNEUF, t. II, p. 160.

(553) Cf. : « Avertissement pour les président et thrésoriers généraux de France au bureau des finances estably à Riom sur le reiglement par eux requis au Conseil de l'Estat pour la conservation des honneurs, auctoritez et préeminences deues et appartenantes à leurs offices contre les président, lieutenants civil, criminel, particulier et autres conseillers, magistrats au siège présidial du dict Riom, faict par I. D. V., avocat au dict Conseil d'Estat » (Guillaume du Vair, 1556-1621, qui devint conseiller au Parlement de Paris en 1584, maître des requêtes en 1594, 1^{er} président du Parlement d'Aix en 1601, garde des sceaux en 1616, puis de nouveau en 1617 après la chute de CONCINI). (Bibl. nat. 8^o Fm 2.598).

(554) Arrêt du Conseil d'Etat du roi du 30 décembre 1681.

« ... En toutes assemblées et cérémonies particulières et de particulier à

L'arrêt du Conseil du 16 avril 1680 fut étendu à Orléans par arrêt du Conseil du 11 octobre 1684 (555).

Ainsi, dans l'ensemble, les présidiaux parvinrent au moins partiellement à leurs fins dans les villes où n'existait pas de Cour souveraine. On tenta de justifier cette situation de fait comme l'application d'un principe : Dans les villes où se trouvait une Cour, les trésoriers de France, assimilés aux officiers de cette Cour, précédaient comme eux les officiers du présidial. Dans les autres villes, ils étaient primés par les officiers du présidial.

Il s'ensuivit qu'à Bordeaux, suivant un arrêt du Conseil du roi du 19 juin 1682, ils perdirent la préséance sur le présidial quand le Parlement eût été exilé à Libourne. Ils la réclamèrent après son retour et l'obtinrent suivant un arrêt du Conseil du 21 février 1691 (556-557).

A Montauban, l'évolution inverse s'était produite. Nous avons vu que des arrêts du Conseil des 2 juillet et 7 septembre 1644 avaient reconnu la préséance du présidial. L'installation, dans la ville, de la Cour des aides créée à Cahors l'avait rendue au bureau des finances.

6) LES TRÉSORIERES DE FRANCE ET LES GOUVERNEURS DE PROVINCE ET LIEUTENANTS GÉNÉRAUX.

Au XVII^e siècle, les gouverneurs (558) n'intervenaient plus guère

particulier, les trésoriers de France précéderont le lieutenant-criminel et les autres officiers du présidial inférieurs au lieutenant-criminel et par exprès en l'église paroissiale de Saint-Amable, fors et excepté les jours de la purification de la Vierge, dimanche des Rameaux, jeudi et vendredi saints, Pâques, Pentecôte, fête et octave du Saint-Sacrement, Saint-Amable, Saint-Pierre, Saint-Roch, Saint-Sébastien, Noël et Nativité de la Vierge en l'église collégiale de Notre-Dame du Marthuret esquels les officiers du présidial pourront assister en corps, tant aux offices divins qu'aux processions en la matière accoutumée... »

Arrêt du Conseil d'Etat du roi du 29 décembre 1682 :

« ... En dehors des jours cités, les officiers du présidial auront encore la préséance le jour de la Toussaint et ceux des Te Deum chantés en conséquence des ordres de S. M. et lorsqu'ils rendront, en corps, visite aux gouverneurs de la province en conséquence des ordres de S. M. lors de leurs entrées.

(Cf. EVERAT, *op. cit.*, p. 117 et suivantes).

(555) Cité par PATAS DU BOURGNEUF, t. II, p. 165.

(556) Arch. dép. de la Gironde C 3.855.

(557) La préséance du bureau des finances de Bordeaux sera confirmée au siècle suivant par un arrêt du Conseil du 28 mai 1731 et un second arrêt du 22 août 1757 faisant « défense aux officiers de la sénéchaussée et siège présidial de Bordeaux de troubler les trésoriers de France de Guyenne dans le droit de les précéder, tant en corps qu'en particulier, en toutes les assemblées générales et particulières et lors du passage de princes et de princesses ou autrement, à peine de 300 livres d'amende, dépens et dommages-intérêts ».

La préséance du bureau de Montpellier sera confirmée pareillement par des arrêts du Conseil des 31 janvier 1758 et 18 septembre 1759 et celle du bureau de Toulouse par un arrêt du 29 septembre 1772.

(558) On sait que la division du royaume en gouvernements (plus tard gouvernements généraux) ne correspondait nullement à sa division en généralités. Le gouvernement de Normandie comportait trois généralités (Rouen, Caen et Alençon), celui de Languedoc deux (Montpellier et Toulouse). Par contre, la généralité de Tours couvrait trois gouvernements; il est vrai qu'elle était, avec celle de Paris, la plus importante du royaume (l'intendant y était le seul à recevoir, comme à Paris, 30.000 livres d'émoluments) et que, par contre, s'ils n'étaient pas

dans l'administration, réserve faite des questions concernant les troupes (559).

Leur intrusion en matière administrative ne pouvait guère que gêner les bureaux des finances. Ce fut le cas par exemple en 1638 quand le prince de CONDÉ (560), qui venait de succéder comme gouverneur de la Guyenne au duc d'EPERNON (561), autorisa verbalement la surséance de poursuites engagées par Pierre de THIBAUT et Claude BOULENGER, trésoriers de France à Bordeaux et munis de commissions du grand sceau, contre les officiers de l'élection d'Agen qui refusaient le paiement de taxes imposées sur eux et « associaient le peuple à leur résistance » (562).

Ce fut le cas surtout en 1642, encore en Guyenne, pour le vicomte d'ARPAJON (563), lieutenant général de la province, qu'il venait de pacifier, dans les circonstances suivantes :

En prévision d'une attaque des Espagnols sur la Guyenne, le duc de SAINT-SIMON (564), gouverneur de Blaye, avait demandé, aux trésoriers de France de Bordeaux de réserver des fonds pour fournir d'artillerie et de munitions la citadelle de la ville. Le bureau avait répondu qu'il avait les mains liées et ne pouvait sans autorisation du roi « distraire aucune somme d'aucun chapitre de recette ». Le duc en avait référé à l'intendant de la généralité, Jean de LAUZON (565),

seulement théoriques, les gouvernements de Touraine, d'Anjou et du Maine y étaient tenus pour secondaires puisqu'il n'en est pas fait mention aux « états de la France » de l'époque, non plus d'ailleurs que de ceux de l'Orléanais, du Berry et du Bourbonnais. (Au xvi^e siècle on ne connaissait encore que 12 gouvernements).

Les limites même ne concordaient pas exactement : c'est ainsi que l'élection de Mortagne était dans la généralité de Caen en Normandie et dans le gouvernement du Maine, celle de Vendôme à cheval sur les gouvernements du Maine et de l'Orléanais. Il serait possible d'en citer bien d'autres exemples.

Chaque gouvernement avait à sa tête un gouverneur ou lieutenant général du roi, généralement prince du sang dans les pays d'Etat. Quand il ne résidait pas dans son gouvernement, il était représenté par un lieutenant général (du gouverneur, sinon du roi). Le même terme était également employé pour désigner le personnage parfois placé à la tête d'une division de la province et au-dessus de chefs de subdivisions, les lieutenants de roi.

(559) Nous rappelons qu'ils avaient en principe à aviser les trésoriers de France des déplacements des troupes de façon à leur permettre d'organiser les étapes (Cf. *supra*, p. 168).

(560) Henri II de BOURBON (1588-1646). A son arrivée, le 16 avril 1638, il avait été salué par une délégation du bureau composée des trésoriers de France, Denis de PONTAC, doyen, qui « porta la parole », Etienne RICHON, Léonard d'ESSENAULT, Pierre de THIBAUT, Pierre Du Roy et Jean de TORTATY (Arch. dép. de la Gironde C 3.915).

(561) Il s'agit du premier duc d'EPERNON (1554-1642), exilé de son gouvernement de Guyenne à la suite d'une altercation avec Henri de SOURDIS, archevêque de Bordeaux.

(562) Arch. dép. de la Gironde C 3.915, f^o 85.

(563) Louis d'ARPAJON, vicomte de MONTAL (vers 1600-1679), lieutenant général des armées du roi et chevalier de ses ordres, créé duc d'ARPAJON et pair de France en 1650.

(564) Claude de ROUVROY, premier duc de SAINT-SIMON (1607-1693), père du mémorialiste.

(565) Fils d'un conseiller au Parlement de Paris, Jean de LAUZON, sgr de LIRÉE, conseiller au même Parlement le 8 février 1613, maître des requêtes le 23 mai 1622, président au Grand-Conseil, était devenu intendant de Provence en 1639, puis en Guyenne en 1641. Il y restera jusqu'en 1645, deviendra gouverneur

qui fit prendre par le vicomte d'ARPAJON une ordonnance portant levée de 150.000 livres pour « les étapes (566), la fortification de Blaye et une levée de deux mille hommes pour assurer sa défense ». Or, ainsi qu'il a déjà été dit, sauf pour les étapes et dans la limite de huit jours, aucune disposition ne pouvait être ordonnée que par le roi en son Conseil. Les trésoriers de France de Bordeaux déclarèrent à LAUZON le 17 septembre 1642 qu'ils préféraient se priver des fonctions de leurs charges que de « s'associer à ces innovations » (567). Ils en référèrent au Conseil du roi qui admit une levée de 50.000 livres et fit défense de mettre en recouvrement davantage (568-569).

En novembre 1652, la question des étapes fit naître pareillement un conflit entre le bureau des finances d'Orléans et le marquis de SOURDIS (570), gouverneur de la province, qu'un arrêt intempestif du Conseil du roi avait habilité à cet effet (571).

L'aménagement des hôtels des gouverneurs et lieutenants généraux, le règlement de leurs appointements ou pensions, étaient également l'occasion de rapports — parfois aigres-doux — avec les trésoriers de France. C'est ainsi qu'en 1644 le maréchal de SAINT-LUC (572), lieutenant général en Guyenne, qui avait demandé aux trésoriers de France de Bordeaux le règlement de la moitié de son traitement, soit dix-huit mille livres, se le vit refuser, à défaut de fonds affectés à cet effet. Il couvrit d'injures le trésorier de France, Etienne RICHON,

du Canada, puis conseiller d'Etat et sera des conseillers d'Etat réservés lors de la réforme de 1657.

Il n'était donc pas le même que le trésorier de France de Poitiers en fonctions à son bureau de 1628 à 1635, cité p. 31, mais probablement son cousin-germain.

(566) Le mot « étapes » était destiné à l'évidence à tenter de donner une apparence de fondement régulier à la mesure.

(567) Les trésoriers étaient déjà en mauvais termes avec LAUZON; ils venaient de lui refuser la présidence du bureau (Arch. dép. de la Gironde C 3918).

(568) Arch. dép. de la Gironde C 3.879.

(569) Il pourrait être aussi signalé l'intervention, encore bien plus indiscrete, du duc de CANDALE dans l'administration de la Haute Guyenne au début de 1653. A en croire la lettre n° 267 du Bureau des finances de Montauban du 16 mars de cette année, le duc avait émis, pour le quartier d'hiver, des ordonnances montant à 4 millions de livres, à prendre sur de prétendus arrérages des tailles, en interdisant aux collecteurs des paroisses de verser les deniers des tailles autrement que sur ses ordres, ce qui dépossédait à la fois les comptables réguliers et le bureau des finances.

Mais dans ce cas, le duc agissait, semble-t-il, moins en gouverneur de la province que comme commandant une armée en opérations. Le bureau mettait d'ailleurs en cause, encore plus que lui, Alexandre de TRACY, commissaire général de l'armée (et précédemment commissaire général de l'armée d'Allemagne où il avait la charge du visa des ordonnances délivrées par TURENNE).

(570) Charles d'ESCOUBLEAU, marquis de SOURDIS et d'ALLUYE (vers 1588-1661), mestre de camp de cavalerie légère, puis maréchal de camp, chevalier des ordres du roi (1631), gouverneur de l'Orléanais, du pays chartrain et du Blaisois; frère du cardinal François de SOURDIS (1575-1628), archevêque de Bordeaux, et de Henry de SOURDIS (1593-1645), successeur de ce dernier au siège archiepiscopal de Bordeaux, qui eut à souffrir des violences du duc d'Epemon (Cf. supra 356, note 561) puis, en Provence, de celles du duc de VITRY.

(571) Cf. lettre n° 261 du Bureau d'Orléans du 8 novembre 1652.

(572) Timoléon de SAINT-LUC (vers 1580-1644), fils d'un grand-maitre de l'artillerie et gouverneur de Brouage, ayant succédé à son père en son gouvernement, maréchal de camp en 1617, vice-amiral en 1622, maréchal de France et lieutenant général de Guyenne en 1624.

déjà nommé, délégué par ses collègues pour lui expliquer que, s'ils y consentaient, « il y aurait pour la compagnie le hasard de perdre la vie aux termes de la dernière ordonnance » (573). Le bureau ne put que se plaindre au Conseil du roi, en termes amers, de l'attitude peu compréhensive de maréchal (574).

Nous avons déjà signalé l'accueil fait le 9 mars 1649 par le duc de LONGUEVILLE, gouverneur de Normandie, à une proposition des bureaux de finances de Rouen et de Caen tendant à la suppression de celui d'Alençon (p. 246) et la réception de « foi et hommages » de vassaux du roi par les lieutenants généraux en Champagne la même année, sans commission spéciale du roi (575) (p. 347).

Sauf les cas — assez exceptionnel — qui viennent d'être relatés, les trésoriers de France n'avaient guère avec les gouverneurs ou leurs suppléants que des relations de courtoisie.

Les plumitifs des bureaux nous ont conservé le souvenir du cérémonial appliqué quand le gouverneur rendait visite au bureau ou quand le bureau se rendait en corps ou par délégation en son hôtel pour le saluer. Le 2 décembre 1634 le cérémonial suivant fut observé par le bureau de Grenoble à l'égard du duc de CRÉQUI (576), lieutenant général en Dauphiné, au retour de l'ambassade de Rome : Quatre des plus jeunes trésoriers allèrent l'accueillir « à la porte de l'auditoire sur la galerie », à sa sortie de la Chambre des comptes, et il « lui fut baillé séance à la tête du bureau ». Son compliment fait, il fut reconduit par six trésoriers jusqu'à la porte du Palais, proche la place Saint-André (577).

Le même cérémonial fut observé le 6 décembre 1642 lors d'une visite du duc de LESDIGUËRES (578), son fils et successeur médiat, qui s'apprêtait à se rendre à la Cour.

Les visites et autres civilités des trésoriers de France n'étaient d'ailleurs nullement des manifestations bénévoles de leur part, et le ritualisme qui les accompagnait résultait d'usages qui ne pouvaient être méconnus sans dommage. C'est ainsi qu'en 1661, peut-être en

(573) Ce disant, les trésoriers de France de Bordeaux devaient quelque peu exagérer, car nous n'avons rien trouvé de tel dans l'ordonnance de janvier 1629 (Code Michau), ni dans les ordonnances subséquentes.

(574) Arch. dép. de la Gironde C 3.879.

(575) Les gouverneurs et lieutenants généraux y étaient parfois habilités par des lettres de commission. Il en avait été ainsi pour le duc d'EPERNON, déjà cité, en 1630, ce qui avait résolu provisoirement le conflit entre la Chambre des comptes de Paris et le bureau des finances de Bordeaux pour la réception des « foi et hommages » (Arch. dép. de la Gironde C 3878). Beaucoup plus tard, en 1683 (arrêt du Conseil du roi du 27 mars), l'intendant sera habilité à présider le bureau des finances de Bordeaux pour la réception des foi et hommages (Arch. dép. de la Gironde C 3.953).

(576) Charles de CRÉQUI (vers 1567-1638), maréchal de France en 1622, gendre du connétable de LESDIGUËRES, à qui il avait succédé en 1606 dans sa lieutenance générale en Dauphiné; ambassadeur à Rome en 1623, puis à Venise en 1635. Il fut tué à l'ennemi l'année suivante.

(577) Arch. dép. de l'Isère, C 185.

(578) François de CRÉQUI (vers 1624-1687), fils cadet du premier duc de CRÉQUI, maréchal de France en 1668.

raison des injures jadis subies du fait du maréchal de SAINT-LUC, les trésoriers de France déléguèrent au marquis de SAINT-LUC (579), son fils, nouveau gouverneur, des députés « sans aucune marque de leur caractère ». Le marquis dépêcha au roi pour se plaindre du mépris que la compagnie lui avait témoigné en le faisant haranguer en « habit court », alors que le Parlement, la Chambre de l'Edit (580) et la Cour des aides « lui avaient fait rendre par députés, en habits décents, les civilités accoutumées ». Le roi adressa en retour au bureau une lettre de cachet lui ordonnant de députer immédiatement au marquis, en sa qualité de représentant de l'autorité royale en Guyenne, cinq de ses membres avec « toque, robon et huissiers » (581).

*
**

En Provence, les trésoriers de France se joignirent le 30 août 1651 à une assemblée de membres du Parlement et de la Cour des comptes (582) au cours de laquelle il fut décidé que toutes les compagnies députeraient à Paris pour empêcher le retour, comme gouverneur, du duc d'ANGOULÊME (583). Ils s'élevèrent pareillement l'année suivante contre la désignation, en la même qualité, du duc d'ORLÉANS (584), ce qui leur valut une lettre de protestation du prince datée du 28 août 1652. Ils obtinrent enfin un gouvernement conforme à leurs vœux en la personne du duc de MERCŒUR (585) et après que deux de leurs délégués eussent assisté, revêtus de leurs robes, au « haut bout du banc des lieutenants généraux », à la publication des lettres patentes le désignant, ils se rendirent en corps lui rendre leurs devoirs, « greffiers devant ».

7) LES TRÉSORIERES DE FRANCE ET LES ÉTATS PROVINCIAUX.

Les pouvoirs des trésoriers de France se heurtaient à ceux des Etats dans les pays qui les avaient conservés.

Les Etats provinciaux étaient, il est vrai, en décadence au ^{xvii}e siècle. D'aucuns ont attribué le fait à l'hostilité des Cours locales, à la désaffection des populations, parfois au désaccord entre les

(579) François d'ESPINAY, marquis de SAINT-LUC, lieutenant général des armées du roi, décédé en 1670. Nous devons faire des réserves sur le titre de gouverneur qui lui est attribué et que ne confirment pas ses biographies. Il n'était vraisemblablement, comme son père, que lieutenant général en Guyenne.

(580) Chambre mixte composée de catholiques et de protestants adjointe au Parlement pour juger définitivement les procès où des protestants étaient parties.

(581) Arch. dép. de la Gironde C 3.988.

(582) Arch. dép. des Bouches-du-Rhône C 4.766.

(583) Ancien comte d'ALAIS (1596-1653), fils du premier duc d'ANGOULÊME (1573-1650), qui était un fils légitimé de CHARLES IX et de Marie TOUCHET.

(584) Gaston, frère de LOUIS XIII.

(585) (1612-1669), fils du duc de VENDÔME (1594-1665), lui-même fils légitimé de HENRY IV et de Gabrielle d'ESTRÉES; il venait d'épouser Laure MANCINI (1636-1657), nièce de MAZARIN.

ordres (586), plutôt qu'à une politique délibérée du pouvoir royal. S'il semble bien qu'à l'époque le gouvernement — et celui de RICHELIEU en particulier — n'ait pas eu contre les Etats, sur le plan de l'administration locale, les préventions qu'aura LOUIS XIV, l'impossibilité d'établir des impositions sans leur consentement était pour lui une gêne considérable. Il était conduit à instituer des Elections dans les pays d'Etats. En principe, ces Elections ne pouvaient répartir ou lever que des impôts consentis par les Etats; en fait, indépendantes d'eux et composés d'officiers royaux, elles exécutaient les ordres qui leur étaient donnés « par provision » par le pouvoir royal, dont ceux de faire percevoir les impôts décidés par lui. L'Election était aussi le cheval de Troie dont l'introduction amenait la ruine de l'autorité des Etats, puis à long ou court terme, leur disparition pure et simple.

Nous en verrons un exemple avec la Normandie où les Etats, qui avaient des assises très profondes dans le pays, se prolongèrent au-delà de la Fronde.

En Périgord (587), en Haut et Bas-Limousin, dans la Marche, en Basse et Haute-Auvergne (588), des Etats se tinrent encore au cours de la Fronde, en 1649 et en 1651, mais il ne s'agissait plus guère que de corps électoraux chargés de désigner les représentants aux Etats Généraux (convoqués dans les conditions qui ont été relatées plus haut, p. 78). Là encore, les élections avaient à la longue fait leur œuvre.

Dans la généralité de Guyenne (d'alors), l'évolution fut plus rapide (589); après une tentative d'introduction d'élections par lettres patentes de juillet 1581, révoquée en juillet 1582 (590), des élections avaient été créées par un édit de janvier 1603 (591) en Bazadois

(586) Notamment pour l'Auvergne et le Dauphiné.

(587) Sur les Etats du Périgord, cf. Arch. nat. K 692 B, et Louis de CARDENAL : Les dernières réunions des trois ordres du Périgord avant la Révolution (Organisation corporative du Moyen Age à la fin de l'Ancien Régime), Louvain, 1937, p. 113 à 127 (Bibl. nat. 8° G 7337 II-44), ainsi que J.-P. LAURENT : « Géographie politique et administrative du Périgord ». (Positions de thèse, Ecole des Chartes, 1948, p. 81. Bibl. nat. 8° L44 12-1948).

Les attributions des Etats du Périgord en matière financière et administrative avaient été expressément supprimées en 1613.

(588) Sur les Etats d'Auvergne, cf. Hippolyte-Ferréol RIVIÈRE : « Histoire des institutions de l'Auvergne ». 3 vol. in-8, tome II, p. 25 à 33, 1874 (Bibl. nat. 4° Lk2 2.692), et J. ROUCHON : « Le Tiers Etat aux Etats provinciaux de Basse-Auvergne au xvi^e siècle et au xvii^e siècle » (Bulletin philologique et historique, 1930-1931. Bibl. nat. 8° Lc18 347 bis, 1931); René de RIBIER : « L'Assemblée des Etats de la Haute-Auvergne en 1649 ». 1904, in-8 (Bibl. nat. 8° Lk4 206).

(589) En 1586, les trésoriers de France de Bordeaux, dont dépendaient alors le Rouergue, le Quercy et le Comminges, se plaignaient que les syndics des Etats de ces pays se refusassent à « appliquer les impôts ». Ils étaient soutenus, paraît-il, par les membres du Parlement de Toulouse et les autres juges de la région, qui agissaient par intérêt personnel, leurs terres étant cotisables aux tailles, réelles dans ces pays.

Pour permettre le maintien indéfini des syndics en leurs fonctions, les mêmes officiers s'opposaient à la publication au Parlement de Toulouse d'un édit qui l'interdisait (Arch. dép. de la Gironde C 3.872).

(590) Bibl. nat. F 46.872 (8).

(591) Bibl. nat. F 46.912 (11).

(Bazas), Agenois (Agen), Condomois (Condom), Lannes (Dax), Astarac (Mirande), Armagnac (Vic-Fezensac), Rouergue (Villefranche), Quercy (Cahors), Rivière-Verdun (Grenade) et Comminges (Samadan).

Cette création avait mis en sommeil les Etats subsistants. La suppression des élections, suivant édit de février 1611 (592), donna une nouvelle vie aux dits Etats ou plus exactement à des assemblées à eux substituées par un règlement de même date (593).

Le rétablissement des élections par édit de juin 1622 (594) entraîna leur disparition définitive. La création de nouvelles élections à Millau en Rouergue et Figeac en Quercy (595) suscita, il est vrai, en juin 1624, une révolte de « croquants » qui ne se termina qu'après une bataille rangée sous les murs de Cahors : ce fut pour le gouvernement un premier avertissement.

Pour des raisons particulières qui seront exposées plus loin, l'établissement d'élections en Dauphiné en 1628 (596) ne souleva que des mouvements limités, mais dans les autres provinces elle échoua devant la résistance des populations, voire des révoltes armées, et

(592) Bibl. nat. F 46.923 (3).

Le texte de l'édit et les divers arrêts d'enregistrement et d'application représentent 88 pages de texte imprimé.

(593) « Règlement que le roy veut estre désormais observé en pays de Rouergue, Quercy, Comminges, Rivière-Verdun, Agenois, Condomois, Bazadois, Armagnac, et Lannes, sur la forme des assemblées générales et particulières qui sont faites annuellement pour l'imposition, assiette et département des deniers et subsides ». 12 février 1611 (Arch. dép. de la Gironde C 3.808, pièce 53).

Le règlement prévoyait que dans les sénéchaussées d'Agenais, Condomois, Bazadais, Armagnac et des Lannes, qui n'avaient pas d'assemblées d'Etats, les départements des sommes fixées par les commissions seraient faits par un trésorier de France qui s'y transporterait.

Dans les autres sénéchaussées, ils seraient faits par des assemblées ainsi constituées :

Rouergue : les évêques de Rodez et de Vabres, présidents; un député de chacune des capitales des trois marches de Rouergue, savoir Rodez, Villefranche et Millau; la moitié de ceux qui avaient accoutumé d'être appelés aux Etats, avec alternance l'année suivante.

Quercy : l'évêque de Cahors, président; un député pour chacune des villes de Cahors, Montauban, Figeac, Caylus, Lauzerte, Gourdon et Montcuq.

Rivière-Verdun : un député pour chacune des douze villes et communautés qui avaient accoutumé d'en envoyer deux.

(594) Bibl. nat. F 46.923 (3).

(595) En Bas-Limousin et en Quercy, il subsista longtemps un pays d'Etats, presque autonome et de physionomie très particulière du fait qu'il ne dépendait pas directement du roi et qu'en principe il ne pouvait y être fait pour lui ni levée de deniers, ni levée de troupes : c'était la vicomté de Turenne, à la famille de LA TOUR D'AUVERGNE-BOUILLON.

Depuis 1550, ses Etats avaient la particularité de ne comporter que des représentants des sept « villes » et des communautés, la noblesse et le clergé ayant été éliminés.

Ils n'avaient affaire ni aux trésoriers de France de Limoges pour la partie limousine de la vicomté, ni à ceux de Montauban pour sa partie quercynoise, ne connaissant pas de commissaires du roi, mais seulement un commissaire du vicomte en titre (le duc de BOUILLON, sinon le membre de sa famille qui portait le nom de la vicomté).

Le régime ne disparut qu'avec l'union de la vicomté à la Couronne par rachat du roi au duc de BOUILLON en 1738 (Cf. René FAGE : « Etats de la vicomté de Turenne ». Paris, 1894, 2 vol. in-8. Bibl. nat. Lk14 245).

(596) Bibl. nat. F 46.945 (1).

son échec entraîna le maintien des Etats en Bourgogne, en Provence, en Languedoc (597), en Béarn et dans les autres pays pyrénéens.

Le gouvernement tira du moins son profit de la leçon et ne tenta plus que des actions de détail contre les Etats existants, notamment en Bretagne où il ne doutait pas qu'une nouvelle expérience n'amènerait des catastrophes. Sauf exceptions (598), il respecta de même les Etats des provinces réunies par la suite à la Couronne.

Dans l'ordre commandé par l'évolution indiquée ci-dessus, nous examinerons quelles furent les relations des trésoriers de France avec les Etats de Normandie, Bourgogne, Provence, Languedoc, Béarn et autres pays pyrénéens, ainsi que ceux de Bretagne.

A. — ETATS DE NORMANDIE.

Les Etats de Normandie (599) étaient réunis régulièrement depuis que, dans la « Charte aux Normands », LOUIS X LE HUTIN s'était engagé à ne pas lever d'impôts sur le pays sans le consentement des gens des trois Etats.

Cependant, la province avait été divisée au xvr^e siècle en deux généralités — avant de l'être en trois au siècle suivant —, chaque généralité comprenant un certain nombre d'élections. Les Etats avaient conservé en principe le droit de voter la contribution au roi, le « don gratuit », mais avaient perdu celui de le répartir, puisque c'était au premier stade les trésoriers de France, puis au second, les bureaux ou sièges d'élections qui s'en chargeaient (600).

La mesure contenait en germe la ruine de leur autorité.

Quand, sous HENRI IV, en effet, les Etats n'accordèrent pas au roi la totalité de la somme qu'il avait demandée, des lettres patentes intervinrent pour décider que ce serait cette somme qui serait répartie

(597) Dans sa correspondance avec le gouvernement, le prétendu « tyran du Languedoc », BASVILLE, ne manquait pas, bien longtemps plus tard, d'agiter le spectre de la révolte du Languedoc de 1632, chaque fois qu'il était pressé par le roi d'y introduire des mesures qui pourraient l'opposer trop vivement aux Etats.

(598) Les assemblées particulières du Roussillon disparurent purement et simplement avec le régime français.

Pour la Franche-Comté, Louis XIV avait promis de maintenir les Etats, mais ceux-ci, gagnés par le parti espagnol s'étant insurgés contre lui, il omit, après l'annexion définitive de la province, de les convoquer (Armand Boussey : « La Franche-Comté sous Louis XIV » (Bibl. nat. 4^e Lk² 2.692). Thèse, 1891, Besançon.

Subsistèrent par contre les Etats d'Artois et du Cambrésis et, au moins pendant un certain temps, ceux de la Flandre Wallonne et du Hainaut.

(599) Sur les Etats de Normandie :

Cf. : Arch. nat. K 692 B.

Henri PRENTOUT : « Les Etats provinciaux de Normandie », 1925-1927, 3 vol. in-8 (Bibl. nat. Z 28.470 II, 1 à 3).

Charles de BEAUREPAIRE : « Les cahiers des Etats de Normandie sous Louis XIII et Louis XIV », 3 vol. (Bibl. nat. Lk¹⁴ 263).

(600) Du moins au xvii^e siècle. Au xvi^e, il y avait encore une certaine intervention des Etats : Un arrêt du Conseil du roi du 15 juin 1579 avait prévu que le département de la taille serait fait par les élus en présence de délégués des Etats, du vicomte et du procureur du roi.

« par provision », et l'ordre fut exécuté par les bureaux et élections. Après plusieurs expériences semblables, les Etats renoncèrent à discuter les demandes du roi et perdirent, de ce fait, tout crédit. Comme ils étaient peu aimés du Parlement de Rouen et que leurs réunions étaient assez onéreuses, les populations s'en désintéressèrent.

Les Etats étaient encore réunis, par principe, à l'époque de la Fronde et, le 7 avril 1650, les trésoriers de France de Rouen, Caen et Alençon eurent la satisfaction d'y siéger avant le procureur général au Parlement de Normandie, ce qu'ils rappelèrent pendant longtemps avec complaisance.

Ils ne furent plus réunis après 1655 et personne ne s'en soucia.

B. — ETATS DU DAUPHINÉ.

En 1349, lors de l'acquisition du Dauphiné par le roi pour son fils aîné, le maintien des Etats du Dauphiné (601) avait été garanti et, depuis lors, les Etats avaient été réunis à peu près régulièrement. Vers la fin du xvi^e siècle, les dissensions y entrèrent avec la question de la taille.

La taille était réelle en Dauphiné mais, à l'époque de la Ligue, la noblesse, le clergé et certains officiers étaient parvenus à y soustraire les biens roturiers dont ils avaient la possession, ce qui avait surchargé d'autant les biens semblables possédés par les gens du tiers. Cette situation fut cristallisée par un arrêt du Conseil du 15 avril 1602 (602), suivant lequel l'état des possesseurs des biens à sa date commanderait leur régime. Inutile de dire que cette solution ne satisfait pas les communautés qui, à chaque session des Etats, la remirent en cause.

Aussi, le gouvernement eut-il l'appui de tous les privilégiés quand, après la création de dix élections en Dauphiné, en mars 1628 (603), il prit en juin de la même année un second édit pour mettre en sommeil les Etats (604 et 605).

Cet appui lui permit de résister aux mouvements de protestation qui se produisirent dans certaines villes et de nombreuses communautés du Dauphiné qui invoquèrent en vain les franchises et libertés de la province.

(601) Cf. Arch. nat. K 687 et A. DUSSERT : « Les Etats du Dauphiné aux xiv^e et xv^e siècles, et de la guerre de cent ans aux guerres de religion ». 1915 et 1923. Bulletin de l'Académie delphinale, t. VIII et XIII (Bibl. nat. 8° Z 274).

(602) Arch. nat. AD + 134.

(603) Bibl. nat. F 46.963 (3).

(604) L'édit précisait que, s'il se présentait des affaires importantes pour le bien du service du roi, de ses sujets ou de la province, les Etats pourraient se réunir en corps de trois ordres, avec la permission du roi, ainsi qu'il se pratiquait en toutes les provinces du royaume. Cette éventualité ne se produira qu'en 1788 et la réunion qui se tiendra alors marquera le début de la Révolution.

(605) Nous se savons pourquoi le gouvernement crut devoir créer en même temps un procureur-syndic général des trois ordres du Dauphiné, trois substituts et trois trésoriers receveurs généraux (édit vérifié au Parlement de Grenoble le 15 septembre 1628) (Bibl. nat. F 23.610 (836)).

Un arrêt du Conseil du 31 mai 1634 perpétua la situation en maintenant l'arrêt de 1602 sous la seule réserve qu'en cas de vente des biens exempts à des roturiers, ces biens seraient de nouveau assujettis à l'impôt. Ainsi s'explique, sinon se justifie en morale, que la création des élections en Dauphiné n'ait pas eu le sort de celles de la même époque dans les autres pays d'Etats et que, désormais, ce fut avec les élus et non avec les Etats que les trésoriers de France de Grenoble eurent leurs différends.

C. — ETATS DE BOURGOGNE.

Les Etats du pays de Bourgogne (606) avaient été expressément maintenus en 1477, lors de la réunion du duché à la Couronne. Ce maintien lui fut d'ailleurs favorable car il donna un prétexte à FRANÇOIS I^{er}, en 1526, pour ne pas exécuter les dispositions du traité de Madrid relatives à la cession de la Bourgogne à CHARLES QUINT; les Etats s'y opposèrent, en effet, par la constatation que « le traité ne pouvait préjudicier aux sujets et vassaux de la Couronne, en les mettant hors de l'obéissance accoutumée de France ».

Les Etats votaient l'impôt et le faisaient répartir dans les conditions qui sont exposées plus loin. De ce fait, il leur apparut, lors de la création du bureau des finances de Dijon en juillet 1577, que cette création était dénuée de toute utilité; ils demandèrent au roi sa suppression; le roi leur donna son accord, mais sous la réserve qu'ils rembourseraient le prix des charges; ils ne crurent pas alors devoir insister. Leur critique valait à l'époque, le bureau ayant alors le même ressort que la juridiction des Etats; elle perdit de son poids quant il ajouta en 1601 au ressort du bureau, la Bresse, le Bugey, le Valromey et le pays de Gex, qui avaient leurs Etats propres (607), mais où des élections furent créées à Bourg et à Belley par arrêt du Conseil du roi du 20 février 1601 (608).

Une tentative fut faite pour étendre à la Bourgogne le régime des élections (609) : un édit de juin 1629 (610) prétendit en créer dix

(606) Sur les Etats de Bourgogne, cf. :

Arch. nat. K 683 et Arch. dép. de la Côte-d'Or C 3.059 à 7.557.

Joseph GARNIER et Jean RIGAULT : « Introduction au tome III de l'inventaire sommaire des archives du fonds des Etats de Bourgogne ». Dijon, 1959 (54 pages in-fol.).

Joseph BILLIoud : « Les Etats Généraux de Bourgogne ». 1921.

M. François DUMONT : « Une session des Etats de Bourgogne », la « tenue » de 1718. Dijon, 1935.

(607) Sur les Etats de Bresse et de Bugey, de Valmorey et du pays de Gex, cf. Arch. nat. K 684 et Arch. dép. de l'Ain C 886 à 1.107.

(608) Arch. nat. E 3a, f^o 60 v^o.

Une election, créée simultanément à Gex, fut supprimée peu après comme election en chef.

(609) Il existait déjà trois élections en Bourgogne, celle d'Auxerre (supprimée en 1668), celle de Bar-sur-Seine créée par édit de décembre 1581 (Bibl. nat. F 46.878 (12) et celle de Mâcon, les dites élections correspondant à la partie de la province qui relevait du Parlement de Paris. Les circonscriptions des deux dernières possédaient des Etats particuliers qui furent réunis par la suite aux Etats de Bourgogne. (Cf. Joseph GARNIER et Jean RIGAULT, *op. cit.*).

(610) Bibl. nat. F 46.966 (5).

en Bourgogne (611). Les Etats, mieux avisés qu'en 1577, proposèrent au gouvernement le retrait de l'édit moyennant un versement de 1.800.000 livres (612), mais l'offre fut rejetée par le surintendant Michel de MARILLAC, bien que RICHELIEU ne fût pas défavorable à son acceptation (613). Les populations s'émurent également de la création et y virent les prémisses de l'établissement d'impôts sur le vin. Le 1^{er} février 1630, les vigneronns de la région se portèrent sur Dijon où de graves émeutes se produisirent. L'hôtel du premier président du Parlement fut pris d'assaut et le portrait de Louis XIII brûlé sur la place publique. Ce fut la célèbre révolte des « Lanturelus ».

La répression fut sévère et LOUIS XIII vint y procéder lui-même à Dijon. Il s'en prit surtout à la ville dont les franchises furent considérablement réduites (614), mais il eut la sagesse de ne pas s'obstiner dans la question des élections et, en mars 1631, un édit révoquait l'édit de 1629 moyennant le versement par la province d'un million, moins que la proposition primitive des Etats.

Depuis lors, l'existence des Etats ne fut plus mise en cause.

Avant 1577, un trésorier de France y était commissaire du roi (615). Ensuite, il y en eut deux qui passaient après le gouverneur ou le lieutenant général, le premier président du Parlement et, le cas échéant, le conseiller d'Etat délégué spécialement par le roi (616).

Leur rôle consistait essentiellement en la communication aux Etats du montant du subside demandé par le roi. Ils n'intervenaient pas, au moins directement, dans la discussion des affaires du pays, non plus que dans l'élaboration du cahier de doléances établi article par article et qui était porté au roi, à la clôture de la session, par une délégation spéciale des Etats, « l'ambassade ».

Si, à l'époque, les Etats de Bourgogne ne siégeaient que tous les trois ans, le bureau des finances de Dijon n'y gagnait rien pour sa quiétude car, entre les sessions, il avait affaire à leur émanation, la « Chambre des élus de Bourgogne ».

(611) Savoir, Dijon, Autun, Auxonne, Avallon, Beaune, Chalon-sur-Saône, Charolles, Châtillon-sur-Seine, Nuits-Saint-Georges et Semur-en-Auxois.

(612) En 1626, les Etats avaient déjà protesté contre la « création » de la Cour des aides (unie à la Chambre des comptes).

(613) Sur l'attitude de RICHELIEU, cf. LAVISSE et MARIÉJOL : « Histoire de France », tome VI-2, p. 400.

(614) Deux trésoriers de France entrèrent désormais dans le collège électoral du « corps de ville ».

(615) PATAS DU BOURGNEUF, cite, t. II, p. 117 : « Une commission donnée le 13 février 1648 pour la tenue des Etats de Bourgogne, adressante aux trésoriers de France de Dijon, commissaires-nés des dits Etats ».

(616) En une circonstance, probablement vers 1655, à la prière du duc d'EPERON, gouverneur de Bourgogne, les deux trésoriers de France, commissaires du roi auprès des Etats, acceptèrent de céder le pas, en outre, mais « sans tirer à conséquence », au marquis d'UXELLES, lieutenant de roi (PATAS DU BOURGNEUF, t. I, p. 75).

Cette Chambre comprenait :

Un élu du clergé, président;

Un élu de la noblesse;

Deux représentants de la Chambre des comptes;

Un élu du tiers état;

Le maire de Dijon;

tous nommés pour trois ans — durée de l'intersession —, à l'exception du maire de Dijon, qui était élu perpétuel, mais qui partageait sa voix avec l'élu du tiers.

Il s'y ajouta, dès 1677, un « élu du roi », officier dont la charge sera rachetée pour 210.000 livres par la province en 1758, pour être exercée par le doyen des trésoriers de France du bureau (617).

C'était la Chambre des élus qui répartissait l'impôt, voté par les Etats, et en surveillait le recouvrement. Au nom des mêmes Etats et selon leurs directives, elle réglait les affaires du pays.

Le rôle des trésoriers de France était donc très limité et nous avons déjà vu (p. 286 et note 249) les plaintes amères qu'ils exprimaient à ce sujet. Il se réduisit encore quand, sur la proposition des Etats, le Conseil du roi eut décidé, par arrêt du 1^{er} juillet 1651, de donner faculté aux Elus de pourvoir comme ils l'entendaient à l'entretien des chemins et à passer les marchés. La mesure avait pour contrepartie la suppression de toute participation du roi dans la dépense.

Les Etats prirent pareillement en charge le service des étapes en réduisant encore d'autant celui des trésoriers de France (618).

Il ne restait plus grand chose à ces derniers, non plus qu'à l'intendant qui avait été installé dans la province avec la mission implicite et inattendue de les suppléer; c'est ce que le titulaire du poste constatait mélancoliquement en 1683 :

« ... Il y a peu d'affaires en cette province et moins qu'en toute autre, les tailles royales et l'étape, aussi bien que la réparation des grands chemins, se trouvant entre les mains des élus des Etats et n'étant à la charge de l'intendant que dans la Bresse qui a peu d'étendue ».

En matière de voirie, il restait toutefois aux trésoriers de France la juridiction contentieuse à eux donnée par la déclaration du roi d'octobre 1703, dans les conditions indiquées plus haut (p. 287), mais la substitution des élus aux trésoriers de France pour l'entretien et la réparation des routes les amenait nécessairement à prendre la connaissance des conflits qui en naissaient. C'est ce que reconnut un arrêt du Conseil du roi du 22 mai 1708, confirmé le 28 juillet 1722 par un autre qui ajouta à leur juridiction la police de la voirie. Il s'agissait, il est vrai, d'une mesure temporaire, mais renouvelable

(617) Arch. dép. de la Côte d'Or C 3.485.

(618) Sur l'organisation des étapes en Bourgogne, cf. A. THOMAS : « Une province sous Louis XIV », p. 149 et suivantes (Bibl. nat. 8° Lk2 366).

tous les trois ans, ce qui eut lieu effectivement jusqu'en 1787, où le régime devint « définitif ».

D. — ETATS DE PROVENCE.

Les Etats de Provence (619) n'étaient compétents que pour la Provence proprement dite et non pour les « terres adjacentes », savoir essentiellement Marseille, Arles, Salon et leurs terroirs, la baronnie des Baux, le comté de Sault, Mondragon, St-Tropez et Notre-Dame-de-la-Mer, qui relevaient directement de l'administration du bureau ou de l'intendant.

Une tentative d'introduction des élections en Provence en 1630 avait provoqué, avec un refus de l'enregistrement de l'édit par le Parlement d'Aix, une longue période de troubles. Ce fut la révolte des « Cascaveous » (grelots), marquée notamment par des émeutes à Brignoles, Draguignan, Grasse et Aix où le portrait du roi fut brûlé. La province avait finalement obtenu la suppression des élections par édits de mars 1631 et juillet 1633 moyennant versement de deux millions de livres.

La réunion des Etats en 1633 ayant donné lieu néanmoins à des incidents tumultueux soulevés par certains seigneurs, le roi ne réunit plus pour les années suivantes que des assemblées de communautés, beaucoup plus maniables. En 1639, il tenta de nouveau de réunir les Etats, à qui il voulut demander des subsides importants, mais le caractère de violence que prirent les débats l'incitèrent à les suspendre et à s'en tenir désormais aux assemblées générales des communautés.

Les assemblées générales étaient présidées par l'archevêque d'Aix ou son représentant. C'était auprès d'elles que les trésoriers de France faisaient office de commissaires du roi.

Entre les sessions, ils avaient affaire à la « procure du pays », encore présidée par l'archevêque d'Aix et constituée par les consuls et l'assesseur d'Aix, « procureurs nés », deux représentants du clergé, deux représentants de la noblesse et deux représentants des communautés, « procureurs joints ».

Les trésoriers de France d'Aix s'étaient heurtés aux Etats et assemblées des communautés quant à la voirie. Traditionnellement, en effet, en Provence, tous les chemins étaient construits et entretenus aux frais des Etats, des 20 vigueries et des particuliers. Après l'enre-

(619) Sur les Etats de Provence, cf. :

Arch. nat. K 692 B et Arch. dép. des Bouches-du-Rhône C 1 à 2.175.

Raoul BUSQUET : « Les fonds des Archives départementales des Bouches-du-Rhône, 1937, in-8, 1^{er} vol., p. 58 à 71.

— Id. — « Histoire des institutions de la Provence de 1482 à 1790 », p. 176 à 267.

— Id. — « Les Bouches-du-Rhône ». Encyclopédie départementale, tome III, p. 448 à 539 (Bibl. nat. 4° Lk⁴ 3.041).

Bernard HILDESHEIMER : « Les assemblées générales des communautés de Provence ». Thèse, Paris, 1935, in-8 (Bibl. nat. 4° Lk¹⁴ 288).

« Abrégé des délibérations faites en l'assemblée générale du Pais de Provence ». Aix, in-4 (depuis octobre 1630).

gistrement par le Parlement de Provence, en 1638, des édits de 1626 et 1627, le Bureau des finances d'Aix prétendit s'occuper des réparations de chemins. Il obtint du Conseil du roi le 16 mai 1640 un arrêt lui donnant la connaissance des « ponts et chaussées, pavés, chemins, quais, égouts et ouvrages publics, soit que toutes les choses susdites soient faites des deniers de Sa Majesté, soit des dites communautés ». Un long procès s'ensuivit avec la « procure des Etats » (620). Il aboutit le 31 décembre 1668 à une transaction reconnaissant aux Etats l'administration, le contrôle et la réparation des ponts et chaussées, mais attribuant au Bureau la juridiction contentieuse et l'exécution des travaux avec participation des particuliers, ainsi que la direction de la petite voirie (621).

Quant au domaine, le Conseil du roi devait reconnaître au XVIII^e siècle l'existence d'un domaine propre à la province, qui bénéficiait, le cas échéant du produit de ses aliénations (622). Cette situation était vraisemblablement déjà en germe au XVII^e siècle; dès 1639, en effet, lors de la suspension des Etats, le Parlement d'Aix avait soutenu que la Provence était un Etat distinct, uni et annexé à la Couronne, mais non confondu avec elle (623).

E. — ETATS DE LANGUEDOC.

Les Etats de Languedoc (624) avaient pour origine les Etats généraux de Languedoc, homologues des Etats généraux de Languedoc du XIV^e siècle et, d'autre part, les assemblées des trois sénéchaussées de Beaucaire, Carcassonne et Toulouse des siècles suivants (625).

(620) Arch. dép. des Bouches-du-Rhône C 2.133 et 2.134.

(621) Le 19 août 1743, le Bureau prendra une « ordonnance portant règlement général pour la voirie et les récales » (chemins royaux, en Provence).

(622) Arrêt du Conseil du roi en commandement du 13 juillet 1773 (Recueil SIMON).

(623) Parmi les privilèges de la Provence, certains étaient caractéristiques : les soldats levés en Provence ne pouvaient, en principe, être employés que sur son territoire.

(624) Sur les Etats du Languedoc, cf. notamment : Arch. nat. K 691 et Arch. dép. de la Haute-Garonne C 2.276 à 2.432, ainsi que le baron Trouvé : « Etats de Languedoc », 1818, in-8, t. I^{er} (Bib. nat. Lk14 77); Paul RIVES : « Etude sur les attributions financières des Etats provinciaux et en particulier des Etats du Languedoc au XVIII^e siècle », 1888, in-8 (8° Lk14 231); Emile APPOLIS : « Les Etats du Languedoc au XVIII^e siècle ». Louvain, 1937 (Organisation corporative du Moyen âge à la fin de l'ancien régime, gr. in-8. Bib. nat. G 7.337 II, 44).

(625) Les Etats de Languedoc ne portaient pas préjudice à des Etats particuliers qui se perpétuèrent jusqu'à la Révolution :

Ceux du Velay, présidés par l'évêque du Puy (Cf. Etienne DELCAMPRE : « Contribution à l'étude des Etats provinciaux; les Etats du Velay des origines à 1642 (Bib. nat. 4° Lk14 295);

Ceux du Gévaudan, présidés par l'évêque de Mende (Cf. G. de BURDIN : « Documents historiques sur la province de Gévaudan ». 1846, 2 vol. in-8. Bib. nat. Lk2 792);

Ceux du Vivarais, présidés par « le baron de tour » (dont l'évêque de Viviers, comme baron de Largentière). (Cf. Auguste LE SOURD : « Etude sur les Etats du Vivarais. Paris, 1926. Bib. nat. 4° Lk14 283).

Ces états particuliers tenaient lieu d'assemblées diocésaine d'assiette.

Sous la présidence de l'archevêque de Narbonne, ils comportaient avec le dit archevêque, ceux d'Albi et de Toulouse et leurs vingt évêques suffragants, pour la noblesse le comte d'ALAIS et quelques grands seigneurs, et à tour de rôle un certain nombre d'autres (les « barons de tour »), pour le tiers état les maires de certaines villes et aussi, à leur tour, les délégués d'autres villes et communautés. Ils siégeaient chaque année sur convocation du roi qui fixait la date et le lieu de la réunion. Entre les sessions, les Etats étaient représentés par les syndics généraux de la province, choisis par eux.

Une ordonnance de 1490 avait prévu que, parmi les quatre commissaires du roi aux Etats, figureraient le trésorier de France et le général des finances de Languedoc. Après la réunion des charges, le roi désigna chaque année un trésorier général de Montpellier et un trésorier général de Toulouse et cette pratique sera encore confirmée par un édit de juillet 1704 qui reconnaîtra aux trésoriers de France des deux bureaux la qualité de commissaires-nés auprès des Etats de Languedoc.

Les Etats ne s'étaient pas émus de la création du bureau de Montpellier qui n'était que l'extension du régime préexistant. Ils s'élevèrent, par contre, contre la création de celui de Toulouse et en demandèrent la suppression en octobre 1582. Ils durent cependant s'en accommoder et nous avons déjà vu (p. 141) qu'ils désignèrent de 1603 à 1616, pour les représenter comme syndic général, un trésorier de France à Toulouse, Bernard d'ESPAGNE.

Il n'y avait guère, à l'époque, de raisons de conflits avec eux, les trésoriers de France, commissaires du roi, se bornant à indiquer à chaque session annuelle le montant du don gratuit demandé par le roi à la province sans intervenir dans la répartition, entre les diocèses (626), de la somme fixée par les Etats. Les bureaux n'intervenaient pas davantage dans la répartition, entre les communautés de chaque diocèse, de la somme mise à la charge du diocèse, cette répartition incombant aux Etats particuliers, ou à une assemblée diocésaine, « l'assiette », après une « recherche » faite par un officier de la Cour des aides, assisté d'experts-arpenteurs (627).

Après un premier incident en 1628 (628), ce régime fut mis en cause quand, l'année suivante, le gouvernement décida d'introduire le système des élections dans tous les pays d'Etats. Par édit de juillet 1629 (629), il créa 22 bureaux ou sièges d'élections en Lan-

(626) En Languedoc, les diocèses étaient, en même temps que des circonscriptions religieuses, des circonscriptions administratives.

(627) Suivant un texte cité par LAVISSE et MARIEJOL (tome VII-1, p. 161), l'officier des aides « fait une visite générale de tout le diocèse, estime les fonds qui le composent, communauté par communauté, les réduit à une certaine valeur, eu égard à la bonté et qualités des territoires, commodités ou inconvénients de la situation ou du commerce qui se fait dans le diocèse ».

(628) Par lettres patentes du 13 août 1628, le roi avait voulu établir lui-même un complément d'imposition de 60.000 livres pour le taillon. Il s'était heurté à la résistance des Etats, comme à celle du Parlement de Toulouse.

(629) Bibl. nat. F 46.966 (12).

guedoc (630). L'édit fut vérifié sans difficultés par la Cour des comptes, aides et finances de Montpellier, en laquelle venaient d'être réunies la Cour des aides et la Chambre des comptes; la mesure, en effet, ne pouvait que renforcer sa position. Pour la même raison, l'édit agréa également aux trésoriers de France des deux bureaux. Par contre, sans parler des Etats eux-mêmes, contre qui elle était dirigée, le Parlement de Toulouse s'insurgea et, par arrêt du 31 août 1630, renvoya le texte au Conseil du roi, qui cassa son arrêt le 30 septembre. Le Parlement ayant continué sa résistance avec l'appui de toutes les communautés de la province, le gouvernement admit de négocier avec des députés des Etats le retrait de l'édit et, à Vendœuvre, un édit fut signé le 20 septembre 1631 pour supprimer les élections, à charge pour la province de rembourser à VANEL, qui avait traité des offices, les quatre millions avancés au roi. Le texte prévoyait que le département des contributions serait assuré dans chaque diocèse par six commissaires royaux opérant avec les agents des Etats. Il restait à faire ratifier par les Etats l'accord négocié par leurs députés. Réunis à Pezenas le 12 décembre 1631, ils présentèrent quelques objections qui déplurent à PARTICELLI D'EMERY, alors intendant des finances délégué par le gouvernement en Languedoc. Il ordonna aux trésoriers de France de procéder sans attendre à la répartition des contributions. Le 1^{er} mars 1632, les Etats répliquèrent en s'opposant aux opérations au stade des diocèses. Peu après, ils firent alliance avec le duc de MONTMORENCY (631) qui avait rejoint le parti de Gaston d'ORLÉANS, en révolte ouverte contre le roi, et contribuèrent à la levée de troupes à son profit. On connaît la suite des événements : la défaite et la capture de MONTMORENCY à Castelnaudary le 1^{er} septembre 1632, puis sa condamnation par le Parlement de Toulouse et sa décapitation dans la cour du Capitole le 30 octobre.

A l'égard de la province, LOUIS XIII et RICHELIEU n'osèrent pas user de trop de rigueur. L'édit de Béziers, d'octobre 1632 (632), confirma la suppression des élections sous réserve du remboursement prévu. Il rétablit les Etats de Pézenas, dissous dans l'intervalle, mais réduisit leurs pouvoirs : la durée de leurs sessions serait limitée à quinze jours par an, celle des assemblées du diocèse à huit. La con-

(630) Savoir, quatorze bureaux d'élections à effectif complet et huit à effectif réduit. (Cf. *infra*, p. 421).

Pour la généralité de Montpellier, il était prévu des élections à Montpellier, Annonay (Haut-Vivaraïs), Béziers, Clermont (diocèse de Lodève), Le Puy, Mende, Nîmes, Pézenas (diocèse d'Agde), Saint-Pons, Uzès et Villeneuve-de-Berg (Bas-Vivaraïs, partie sud du diocèse de Viviers).

Pour celle de Toulouse, à Toulouse, Albi, Carcassonne, Castelnaudary (diocèse de Saint-Papoul), Castelsarrazin (diocèse sud de Montauban), Castres, Fanjeaux (diocèse de Mirepoix), Lavaur, Limoux (diocèses de Limoux et d'Alet), Narbonne, Rieux (avec une fraction du Comminges).

La division ne correspondait donc pas exactement à celle en diocèses; en certains cas, d'autre part, le siège de l'élection n'était pas celui de l'évêché.

(631) Henri II de MONTMORENCY (1595-1632), amiral et maréchal de France, gouverneur du Languedoc depuis 1613.

(632) Bibl. nat. F 23.610 (892) et 46.974 (12).

tribution de la province pour 1632 était fixée unilatéralement par le roi à un chiffre très supérieur à celui de 1629.

L'édit de Béziers faisait des trésoriers de France les commissaires principaux du roi auprès des Etats particuliers et assemblées diocésaines d'assiette.

C'est à ce titre que les trésoriers de France de Montpellier présidèrent, de 1633 à 1636, les Etats du Velay, du Gévaudan et du Vivarais (633).

Une déclaration du roi du 18 décembre 1636 rendit aux Etats du Languedoc la désignation de leurs commissaires auprès des assemblées diocésaines.

Au cours de la Fronde, après la déclaration d'apaisement de mars 1649, un édit d'octobre de la même année (634) révoqua le surplus des dispositions restrictives de l'édit de Béziers et déclara rétablir toutes les libertés et privilèges de la province.

Dans l'intervalle, les trésoriers de France étaient entrés en conflit avec les Etats pour l'application de l'édit d'avril 1627, quant à la voirie qui, au moins partiellement, appartenait aux Etats en Languedoc (635).

Un arrêt du Conseil du roi du 30 octobre 1664 déclara maintenir les trésoriers de France dans le droit de faire, en présence du syndic des Etats, les baux et adjudications des réparations des ponts et chaussées de Saint-Esprit, du fait qu'ils avaient « la direction des deniers levés à ce sujet ». Plus tard, il fut admis que, dans la mesure où les chemins étaient construits et réparés aux frais de la province ou des diocèses, les Etats en avaient la direction, les contestations étant jugés par les juges ordinaires, sauf appel au Parlement. Ces dispositions furent confirmées par l'arrêt de règlement du 21 janvier 1736, après notamment un procès entre le syndic général des Etats et les trésoriers de France de Toulouse et le maître des ports de la ville (636).

En matière de domaine, c'était avec la Cour des comptes, aides et finances que les syndics des Etats étaient en procès à l'époque (637),

(633) Cf. E. DELCAMBRE, G. de BURDIN et A. LE SOURD, *op. cit.*, p. 368, note 625.

(634) Vérifié à la Cour des comptes de Montpellier le 9 novembre 1649 (Bibl. nat. F 47.008 (4)).

(635) Nous rappelons que, cependant, SULLY s'estimait compétent en Languedoc comme grand-voyer puisque le 30 septembre 1608, il y avait désigné comme son lieutenant un trésorier de France de Montpellier en réglementant à cette occasion ce qui concernait les « ponts, chemins, passages et ouvrages publics en Languedoc » (Bibl. nat. F 46.919 (14); cf. *supra*, p. 207 et note 243).

(636) Cf. « Requête au roi et à son Conseil pour le syndic général de la province de Languedoc contre les trésoriers de France de Toulouse et le maître des ports de la ville touchant les connaissances et contestations en matière de voirie ». Paris, 1728 (Bibl. nat., f° Fm 8.663).

(637) Cf. les « factums » ci-après :

— Au roi et à son Conseil : Réponse du procureur général à la Cour des comptes, aides et finances aux prétentions énoncées par les syndics des Etats du Languedoc en leur requête du 9 mars 1716 en matière de domaine (Paris, 1716). (Bibl. nat., f° Fm 11.611).

— Requête du syndic des Etats du Languedoc : Observations du procureur

ladite Cour possédant la juridiction contentieuse depuis 1690, dans les conditions évoquées plus haut (p. 284 et 309). Quand cette juridiction sera rendue aux trésoriers de France, ce sera avec eux que les différends se produiront (638).

*
**

A l'origine, les trésoriers de France n'avaient pas plus à connaître de l'administration des diocèses que de celle de la province, assurée par les Etats.

Par un arrêt du 26 septembre 1637 et lettres confirmatives du 23 octobre suivant (639), le Conseil du roi leur avait fait défense de « molester » les greffiers des diocèses, les consuls et collecteurs des villes pour la remise en leurs bureaux des procès-verbaux des « assemblées des assiettes ». Par arrêt du 28 novembre 1647, il leur avait interdit pareillement de connaître des comptes rendus par les syndics des diocèses (640).

Plus tard, il leur donna quelques pouvoirs de contrôle sur les villes en disposant, par l'arrêt de règlement du 15 septembre 1685, que la Cour des comptes ne pourrait juger les comptes des diocèses sans vérification préalable des états au vrai par les trésoriers de France (641).

F. — ETATS DE BÉARN ET AUTRES PAYS PYRÉNÉENS.

Sans parler des pays de Labourd (642) et de Soule (643), il exis-

général de la Cour des comptes, aides et finances sur la requête du syndic des Etats du Languedoc (Bibl. nat., f° Fm 11.609).

— Requête au roi du syndic du Languedoc du 23 octobre 1716 : Réponse du procureur général de la Cour des comptes, aides et finances de Montpellier (Bibl. nat., f° Fm 11.610).

— Réponse du syndic général de la province de Languedoc concernant la juridiction contentieuse du domaine, la confection du papier-terrier du roi, le dépôt des titres du domaine, la saisie féodale, pour servir de réponse à celle du procureur général de la Cour des comptes, aides et finances qui a été signifiée le 19 août 1719 (Bibl. nat., f° Fm 18.138).

(638) En 1783 encore, le Conseil du roi annulera des ordonnances des trésoriers de France de Montpellier des 16 décembre 1782 et 2 juin 1783, comme contraires aux arrêts du Conseil des 16 octobre 1724, 10 décembre 1726 et 4 décembre 1737. (Arch. nat. K 889).

(639) Enregistrés à la Cour des comptes de Montpellier le 24 janvier 1639 (Arch. dép. de l'Hérault B 4, f° 115 et 128).

(640) Sur le fonctionnement d'un diocèse au XVIII^e siècle, cf. Emile APPOLIS : « Un pays languedocien au milieu du XVIII^e siècle : le diocèse de Lodève ». Albi, 1951 (Bibl. nat. 4° Lk3 2.020).

(641) Cf. *supra*, p. 308.

(642) Le pays de Labourd, avec Bayonne, relevait de la Couronne de France. Il figurera parmi les pays abonnés.

(643) Le pays de Soule, capitale Mauléon, avait cette particularité qu'il n'y était pas levé d'impôts ordinaires pour le roi. C'était un des privilèges de cet étrange pays où tout possesseur d'un bien noble faisait partie de l'assemblée de la noblesse et tout gentilhomme de la Cour de justice. On ne s'étonnera pas que son député à l'assemblée nationale ait déclaré ne pouvoir souscrire au nom de ses commettants à l'abolition des privilèges dans la nuit du 4 août 1789, et ait

tait dans les Pyrénées ou à leurs approches, toute une série de pays d'Etats provenant de la Couronne de Navarre (644). C'étaient, d'ouest en est, le Marsan (645), la Basse-Navarre, le Béarn, le Bigorre, le Nébouzan (646), l'Aure (alias Quatre-Vallées) et le Comté de Foix (647) (648).

A l'exception du Béarn, pour lequel le clergé et la noblesse étaient réunis (649), les Etats de ces pays comportaient la division tripartite constatée dans les autres provinces, bien que chacun eût ses règles propres.

En dépit des particularités des dits pays et des déboires qu'il venait d'éprouver en Bourgogne, Provence et Languedoc, le gouvernement prit en mai 1632 un édit (650) pour y créer six « bureaux ou sièges d'élections sur le fait des aides, tailles et taillon ». Ces élections devaient dépendre de la Cour des aides de Pau, créée en même temps dans les conditions qui ont été relatées plus haut (p. 342).

La création ne dut pas avoir plus de succès que les précédentes, car dès septembre 1633, l'édit fut révoqué par un nouvel édit qui convoquait les Etats de chacun des pays intéressés et déclarait modérer les sommes qui leur seraient demandées. Cette double mesure semble indiquer que, là encore, la tentative d'introduction des élections avait déchaîné la tempête.

De fait, sauf le Marsan qui passa par la suite dans la catégorie

déclaré seulement exprimer à cet égard un vœu personnel (Moniteur universel, 5 août 1789. Réédition de 1850, t. I^{er}, p. 286).

(644) Cf. H. JOLLY : « Essai sur le régime financier des petits pays d'Etats du Midi de la France au xviii^e siècle » (Bulletin de la Société des sciences, lettres et arts de Pau). Paris et Toulouse, 1931, 1933, 1935, tomes LIV et LVI (Bibl. nat. Z 1326, et 8° Lk1 748).

(645) Le Marsan se divisait en « Mont-de-Marsan » (ville) et en Bastilles de Marsan (surplus du territoire) qui supportaient respectivement un tiers et deux tiers des impositions. Il était contigu à deux autres petits pays d'Etats qui passeront comme lui dans la catégorie des pays abonnés, le Tursan (avec Aire-sur-l'Adour) et le Gavardan (avec Gabarret).

(646) Le Nébouzan était constitué par trois enclaves distinctes dans la Bigorre et le Comminges : Lannemezan, Nizors dont l'abbé était président du clergé et des Etats, et Saint-Gaudens dont le premier consul était président du tiers état.

(647) Le comté de Foix avait une annexe, le Donnezan, qui jusqu'au traité des Pyrénées eut la particularité de devoir l'hommage au roi d'Aragon.

(648) Nous ne parlons pas ici du Conserans (Saint-Lizier et Saint-Girons), cité par LAVISSE et MARIEJOL comme subsistant au xviii^e siècle, mais dont il n'est pas fait mention dans les édits de 1632 et 1633.

(649) Cette réunion, présidée par les évêques de Lescar et d'Oloron, constituait le « grand corps ».

42 députés des villes constituaient le deuxième corps (tiers état).

Les deux corps ne communiquaient que par l'intermédiaire de deux syndics : le syndic d'épée et le syndic de robe.

Entre les sessions, les affaires étaient réglées par une émanation des Etats, l'« Abrégé de Béarn ».

En Basse-Navarre — le « royaume de Navarre » proprement dit — la division tripartite était respectée. Sous la présidence de l'évêque de Bayonne, si les Etats se tenaient à Saint-Jean-Pied-de-Port (en son diocèse), ou celle de l'évêque de Dax s'ils se tenaient à Saint-Palais (en son diocèse), l'Etat du clergé n'était constitué que par le curé de Saint-Jean-Pied-de-Port et trois prieurs, celui de la noblesse par les gentilshommes propriétaires de terres; le tiers état par vingt-huit députés des « villes » et communautés.

(650) Bibl. nat. F 46.977 (13).

des pays abonnés, les autres conservèrent leur régime jusqu'à la fin (651).

Nous avons dit plus haut qu'ils dépendaient primitivement, en matière de finances, de la Chambre des comptes de Pau. A la suite de la création du bureau des finances de Montauban, en janvier 1635, la situation se compliqua : la plupart aurait dû passer sous la juridiction du bureau des finances de Bordeaux et avoir comme commissaires du roi les trésoriers de France de cette ville, mais nous savons que cette partie de l'édit de 1635 ne fut pas appliquée (652). Quant aux pays plus à l'Est, et notamment le comté de Foix, ils dépendirent désormais du bureau des finances de Montauban, mais nous ne saurions affirmer qu'il y eut jamais des biens très étroits entre eux. Plus tard, ce sera le bureau d'Auch qui héritera des droits, assez litigieux, des bureaux de Bordeaux et de Montauban, le comté de Foix (653) passant cependant sous l'autorité de l'intendant du Roussillon.

G. — ETATS DE BRETAGNE.

Les Etats de Bretagne (654) avaient été expressément maintenus en 1532 lors de l'union de la Bretagne à la Couronne. Ils jouissaient, suivant un édit de juin 1579, du droit d'opposition aux lettres patentes du roi. Depuis 1630, ils n'étaient réunis que tous les deux ans. Après chaque session, une délégation, la « députation en cour », allait remettre au roi, en mains propres, le cahier de doléances qu'ils avaient établi. Entre les sessions, une émanation des Etats, la « Commission intermédiaire », réglait les affaires de leur compétence.

Du fait qu'ils faisaient partie de la Chambre des comptes et que pendant longtemps ils n'exercèrent pas la juridiction du domaine et de la voirie, les trésoriers de France en Bretagne n'eurent guère d'occasion de conflits avec les Etats et leurs différends semblent s'être limités à ceux qui s'élevèrent entre la Chambre et ces derniers et qui donnèrent lieu à des arrêts de règlement du Conseil du roi en date des 27 février 1613, 19 mai 1647 et 27 octobre 1728 (655).

(651) La Bigorre, qui avait pour président de ses Etats l'évêque de Tarbes, ne dépendit jamais d'un bureau des finances, mais de son sénéchal, commissaire du roi auprès des Etats.

(652) Cf. *supra*, p. 278 et 320.

(653) Sur les Etats du comté de Foix, cf. Arch. nat. K 687 et PASQUIER : « Privilèges et libertés des trois Etats du comté de Foix » (Bulletin historique et philologique, 1895. Bibl. nat. 8° Lc18 347 bis).

(654) Sur les Etats de Bretagne, cf. :

Arch. dép. de l'Ille-et-Vilaine, C 2.640 à 3.794 et 3.795 à 4.941 (Commission intermédiaire).

Armand REBILLON : « Les Etats de Bretagne de 1661 à 1789 ». 1932. Thèse. (Bibl. nat. 4° Lk14 287).

Emile APPOLIS : « Les Etats du Languedoc au XVIII^e siècle, comparaison aux Etats de Bretagne » (Dans « l'organisation corporative du Moyen Age à la fin de l'Ancien Régime ». Louvain, 1937, p. 131 à 148). (Bibl. nat. 8° G 7337 II-44).

J. LETACONNOUX : « La construction des grands chemins et le personnel des ponts et chaussées en Bretagne au XVIII^e » (Annales de Bretagne, 1941, p. 63-113. Bibl. nat. 8° Z 10.907).

(655) Bibl. nat. Fm 11.825 et inv. F 22:038.

8) LES TRÉSORIERES DE FRANCE ET LES INTENDANTS.

Nous avons rappelé au début de ce travail comment l'institution des intendants avait peu à peu sapé l'autorité des bureaux.

Cette institution avait eu pour origine les « chevauchées » des maîtres des requêtes de l'hôtel du roi, chevauchées qui à partir de 1555 avaient cessé d'avoir pour cadre le ressort des Parlements pour prendre celui des généralités.

Comme tous les enquêteurs, les maîtres des requêtes étaient amenés, non seulement à faire des constatations mais, dans les cas urgents, à prendre des décisions au moins provisoires. Qu'ils s'attachassent dans la généralité qu'ils avaient à inspecter, et ils devenaient insensiblement un rouage de l'Administration. Le mouvement s'amplifia considérablement sous l'impulsion de RICHELIEU, à tel point qu'on lui a attribué à tort la paternité de l'institution; si le terme même d'intendant était très antérieur, il ne prit cependant toute sa signification que sous LOUIS XIII avec les « intendants de justice, police et finances, commissaires départis dans les généralités du royaume pour l'exécution des ordres du roi » (656).

Après les nombreux travaux sur la question, notamment ceux de Georges PAGÈS, et MM. Ed. ESMONIN et MOUSNIER, nous ne croyons pas devoir revenir sur les moyens employés par le pouvoir royal pour asseoir l'autorité des intendants et apporter par leur intermédiaire quelque ordre et logique dans l'administration des généralités.

Nous avons vu par ailleurs (p. 156) comment sur un point déterminé, mais d'importance capitale, la répartition des tailles, l'intervention des intendants avait été prévue dès 1634 sous une forme encore discrète et comment, après la mort de RICHELIEU et peu avant celle de LOUIS XIII, leurs pouvoirs en la matière avait été accrus au point de ne laisser aux bureaux des finances qu'un rôle de second plan.

Aussi ne s'étonnera-t-on pas qu'après l'institution de la Régence, l'assemblée générale des bureaux des finances — rappelée à une nouvelle vie — ait estimé nécessaire à leur défense la suppression des intendants. Le 1^{er} juin 1644, ses délégués obtinrent une audience du Cardinal MAZARIN et lui exposèrent leurs vues. Le Cardinal n'était

(656) Suivant certains historiens, et notamment Georges PAGÈS, les intendants de généralités existant avant 1648 avaient seulement la qualité « d'intendants de justice » et non celle « d'intendants de justice, police et finances ». Nous ne croyons pas que cela soit exact et nous pensons que le premier terme n'était que l'abréviation du second. Tout intendant de justice était normalement compétent pour la police et les finances. La réciproque n'était pas vraie et, en dehors des titulaires d'offices d'intendant des finances, des intendants des finances étaient parfois nommés, par commission, pour des objets particuliers : voyages déterminés du roi ou campagnes de l'armée. Ces commissaires n'étaient pas maîtres des requêtes et n'avaient aucune compétence pour la justice.

jamais avare de bonnes paroles. Il en prodigua aux délégués sans que ces derniers en fussent dupes (657).

De fait, loin de s'améliorer, la situation des trésoriers de France empira singulièrement, en raison notamment de la mise en parti des tailles comme des autres impôts, mise en parti que les contemporains rapprochaient de l'existence des intendants qui avaient juridiction en la matière.

Privés de leurs attributions essentielles, menacés de perdre les autres par les édits de mai et septembre 1645 qui les auraient dépouillés de la juridiction du domaine et de la voirie (cf. *supra*, p. 187 et 210), les trésoriers de France éprouvèrent les doutes sur leur pérennité et la suppression de plusieurs quartiers de leurs gages leur sembla prélude fâcheusement à leur élimination.

Mais, s'ils étaient les plus touchés par l'établissement des intendants, bien d'autres autorités s'en plaignaient amèrement, toutes celles aux dépens de qui l'institution des intendants avait été établie et avait prospéré : Parlements, Cours diverses, Etats provinciaux, Elections, Municipalités, et nous en passons. Elles exploitèrent la faiblesse de la Régence pour se liguier contre le pouvoir royal et ce fut la Fronde parlementaire, qui unit de cœur presque tous les corps d'officiers et rassembla en la Chambre Saint-Louis les Cours souveraines de la capitale (mai et juin 1648).

Ecartés de cette assemblée, les trésoriers de France se réunirent pour établir des « remontrances à la reine », exposant leurs griefs contre les intendants (658). Ils en firent remettre une copie à chacun des membres du Conseil d'en-haut. Quant à la reine elle-même, ils attirèrent son attention sur leurs remontrances par un placet (659) où ils lui demandaient de les faire examiner par ledit Conseil, à l'exclusion du « Conseil d'en-bas » (660) en lequel ils n'avaient pas confiance. Ils lui suggéraient d'ailleurs d'en faire faire le rapport par des commissaires désignés à cet effet et avançaient assez ingénument à cet égard les noms des conseillers d'Etat de LÉON (661),

(657) Cf. Lettre au bureau des finances de Bordeaux de Léonard d'ESSENAULT, trésorier de France, délégué dudit bureau à l'assemblée générale. (Arch. dép. de la Gironde C 3.989).

(658) Peut-être sont-ce ces remontrances qui sont conservées à la Bibliothèque MAZARINE (Manuscrit n° 2.117) sous le titre de « Remontrances sur les abus des intendants de justice et la cruauté de l'exaction des deniers royaux à main armée ». Le texte a été reproduit par Charles GODARD dans les pièces justificatives de ses « Pouvoirs des intendants sous Louis XIV, principalement en pays d'élections ». Paris, 1901 (Bibl. nat. 8° Lf34 bis 14), p. 447 à 451.

M. ESMONIN en a également donné un extrait dans sa « Taille de Normandie », p. 47.

Mais, vu le libellé de certains passages, nous serions plutôt enclin à l'attribuer à la Cour des aides, comme l'avait fait Gabriel HANOTAUX en ses « Origines des intendants de province », p. 10.

(659) Bibl. nat. Manuscrits français 18.479, f° 19.

(660) Siégeant au rez-de-chaussée, alors que le Conseil d'en-haut se réunissait au premier étage.

(661) Fils de Pierre BRULART, sgr de CROSNE et de GENLIS (1535-1608), trésorier de France à Bourges, secrétaire d'Etat et des commandements de HENRI III, déjà cité (p. 135), Charles BRULART (vers 1574-1649), chanoine de Paris, abbé de JOYEN-

de BELLÈVRE (662), FAVIER (663) et d'ORMESSON (664), ainsi que du maître des requêtes GAULMIN (665) qui, par un curieux hasard, touchaient peu ou prou à des trésoriers de France.

Il n'avait pas encore été donné suite à leur placet quand la Chambre Saint-Louis conclut à la suppression des intendants et qu'Anne d'AUTRICHE se vit contrainte de reconnaître cette Chambre (30 juin).

Une nouvelle tentative pour être représentés à la Chambre Saint-Louis étant restée vaine (666), les trésoriers de France reprirent leurs griefs contre les intendants en un mémoire destiné au Parlement, qui devait statuer sur les textes arrêtés par la Chambre Saint-Louis (667).

Après avoir rappelé dans ce texte l'ancienneté de leur origine, l'importance de leurs fonctions et leurs privilèges, les sacrifices qu'ils avaient dû consentir pour acquérir leurs charges et les conserver, et qui, depuis vingt-cinq ans, se seraient élevés, tant en versements qu'en taxes et en retranchements à plus de trente-sept millions, les trésoriers de France déclaraient qu'ils « feraient une longue déduction des misères et oppressions qu'ils souffrent depuis la guerre en toute façon s'ils n'avoient sujet de s'en consoler par la révocation des intendants de justice qui est le premier et le plus salutaire remède qui pouvait être apporté aux maux publics ».

« Les tribunaux ambulatoires dans les provinces de ces juges extraordinaires avoient ruiné toutes les justices réglées et renversé toutes les formes de l'administration, non seulement des finances, mais aussi de la justice ordinaire, mais il est vrai que de ce changement, autant que de la grandeur des impositions, a procédé la destruction des peuples »...

« Ce sont ces tribunaux mêmes qui ont donné la hardiesse aux partisans de traiter des tailles. Les trésoriers de France ne leur

VAL et de NEAUFLE, prieur de LÉON en Bretagne, ambassadeur à Venise en 1612, puis à la Diète de Ratisbonne en 1615, était alors doyen du Conseil d'Etat.

(662) Petit-fils du premier Pomponne de BELLÈVRE (1529-1607), chancelier de France en 1599, Pomponne de BELLÈVRE, marquis de GRIGNON (1606-1657), conseiller au Parlement de Paris le 22 février 1629, maître des requêtes le 16 octobre 1631, ambassadeur en Italie, en Allemagne et en Angleterre, président à mortier en remplacement de son père en novembre 1642 et conseiller d'Etat, succédera à Mathieu MOLÉ comme premier président du Parlement le 22 avril 1653.

Il était cousin germain de Jean de REGY, baron de PALERNE, président-trésorier de France à Riom, déjà cité (p. 229).

(663) Sur Jacques FAVIER, cf. supra, p. 233, note 53.

(664) Fils d'Olivier LE FÈVRE d'ORMESSON (1525-1600), intendant des finances et président à la Chambre des comptes de Paris (cité page 26, note 34), André LE FÈVRE, sgr d'ORMESSON (vers 1577-1665), d'abord conseiller au Grand-Conseil, maître des requêtes le 22 janvier 1605, honoraire le 23 janvier 1635 et intendant de Lyon, puis conseiller d'Etat ordinaire, mourra doyen dudit Conseil. Il était père du maître des requêtes et mémorialiste Olivier d'ORMESSON et beau-père de Philippe de COULANGES (1595-1659), trésorier de France, puis maître des comptes à Paris, déjà cité (p. 147 et 263, note 151).

(665) Sur Gilbert GAULMIN, cf. supra, p. 34, note 73.

(666) Cf. supra, p. 263, note 164.

(667) Bibl. nat. 4° Lf31 18.

eussent pas esté commodes; ils se sont appuyez des intendants de la justice et ont dressé de nouveaux règlements qu'ils (lire : qui) ont livré à ces intendants les fonctions des bureaux des trésoriers de France. C'estoient à eux que les commissions des tailles estoient adressées; ils en faisoient les départemens sans savoir la portée des élections, ny les forces et besoins de toutes les communautéz. Leurs gardes et compagnies de fusiliers ruinoient les paroisses et désoloient les provinces, plus que si c'eussent été des troupes ennemies (668). Ils enlevoient d'autorité les criminels des prisons ordinaires pour faire de la place aux redevables ».

« Ils faisoient les ventes et reventes des offices des domaines et des greffes, les baux des aydes et des fermes, sans publications. Les baux n'estoient plus portés, ni enregistrés aux bureaux où l'on prend soin de les faire exécuter dans les bornes et les mesures convenables. Ce renversement des règles en a produit d'autres qui font voir encore aujourd'hui des criées et décrets, poursuivis aux requestes de l'hostel, d'immeubles saisis pour le paiement de la subsistance.

« Mais c'est assez sur le sujet, après le jugement qu'en a fait la Cour et qui pré-suppose qu'elle n'avoit pas besoin d'emprunter des lumières pour connoistre le ravage que telles commissions faisoient par tout le royaume. C'est par une merveille de la providence de Dieu que la faculté de s'enrichir par la voie des partis n'a pas fait plus de partisans, encore que tous les sujets du roi ne le sont pas devenus il y a longtemps et qu'ils ne se sont desjà détruits par la continuation de cette pratique les uns contre les autres.

« Il ne sera pas obmis que, depuis le ministère des intendants, les trésoriers de France, ayant les bras liés, ont vu périr le Domaine. Il est tout hors des mains du roy par des engagements et des échanges, la plupart supposez. Ceux qui en jouissent le démembrement tous les jours pour augmenter leurs propres héritages. Ils ont trouvé moyen de s'emparer des tiltres, papiers et déclarations qu'ils suppriment comme ils veulent. Ils en ont fait rejeter toutes les charges sur les

(668) Ces lignes sont à rapprocher du passage suivant des remontrances à la reine qui ne leur cédaient pas en violence :

« ... Depuis qu'on a lasché la bride à leurs désirs insatiables par l'estrange invention de mettre les tailles et les subsidies en partis, on ne fait point dans les paroisses d'autre différence de l'arrivée d'un intendant accompagné de ses satellites, de ces donneurs d'avis à celle d'un ennemy, au lieu que ces gens-là estant armés de l'autorité de votre nom ne peuvent trouver de résistance qui ne soit criminelle; pour le reste, si les soldats ennemis jettent la terreur partout où ils passent, les fuzelliers des partisans font encore plus appréhender leur venue. Sy les ennemis blessent, les fuzelliers massacrent, sy les ungs font des prisonniers pour en tirer une rançon conforme aux conditions de chacun, les autres emmènent les prisonniers des tailles et gabelles dans les cachots dont on ne peut les racheter que par plusieurs rançons, puisque chacun de ces misérables qui tombent entre leurs mains est contraint de payer pour tout un bourg ou toute une ville... Que dire des meurtres, des incendies et des violemens; si ce sont les crimes des ennemis, ce ne sont que les jeux de la fureur et de la malice brutale des fuzelliers... On réduit le pauvre peuple de votre royaume à l'usage des glands et des herbes et à la vie des bestes sauvages dans les forests... ».

tailles pour empêcher qu'on en rende compte et que les comptes ne le conservent. Ils n'ont pas même voulu demeurer chargés des fieffé-aumosnes (fiefs et aumônes) et, par un sacrilège inouï jusqu'à ce jour, se sont affranchis de ce sacré devoir. C'est une entreprise bien digne de la censure de la Cour et qui pourra beaucoup relever la matière des remontrances qu'elle veut faire.

« Si les trésoriers de France avoient été appelés à l'assemblée des députés des compagnies, ils y auraient porté des lumières qui n'eussent pas été inutiles au bien et service du roy et au soulagement des peuples ».

Que les trésoriers de France et autres officiers fussent ou non fondés en leurs griefs, Anne d'AUTRICHE se vit contrainte de prononcer les 11 et 16 juillet la suppression des intendants dans les conditions relatées au chapitre premier.

Dans leur dernier état, les déclarations royales comportaient à cet égard les dispositions suivantes :

« Nous avons dès à présent révoqué et révoquons toutes les commissions extraordinaires qui pourraient avoir été expédiées pour quelque cause et occasion que ce soit, même les commissions d'intendant de la justice dans les généralités de notre royaume, fors et excepté dans les provinces de Languedoc, Bourgogne, Provence, Lyonnais, Picardie et Champagne, esquelles provinces les intendants qui y seront par nous commis ne pourront se mêler de l'imposition et de la levée de nos deniers, mais pourront seulement esdites provinces être près des Gouverneurs pour les assister à l'exécution de leurs pouvoirs ».

La plupart des bureaux applaudirent à la « révocation des intendants qui étaient le seul obstacle à l'exercice de leurs charges » (669), d'autres observèrent sentencieusement : « Le souvenir de leur oppression dans les provinces sera bien long et ressemblera à ces comètes dont les constellations sont toujours néfastes aux contrées sur lesquelles elles ont passé » (670).

En fait, comme les autres juridictions locales, les bureaux des

(669) Dans ses « Recherches sur les syndicats d'officiers pendant la Fronde » M. R. MOUSNIER cite une lettre du 31 juillet 1648 de du PERRON, procureur du roi au présidial d'Alençon au chancelier SEGUIER, figurant dans les papiers de ce dernier. (Bib^l. nat. Manuscrits français 17.388, f^o 164, r^o).

« La joye du peuple est venue à un tel dérèglement que de s'assembler tambour battant par les rues, porter des marmousets avecque des écriteaux fascheux et les brusler dans des feux qu'ils ont allumez, quelque résistance que j'aye peu faire pour les en empêcher n'ayant pas esté secondé par les juges... Il s'est même trouvé, Monseigneur, un trésorier de France, nommé LE COINTE (Jehan LE COINTE, ancien grenetier au grenier à sel de Lisieux, installé comme trésorier de France à Alençon le 14 décembre 1638, décédé au début de 1649, frère d'un trésorier de France à Paris) lequel a esté si ozé que de distribuer un muy de vin aux plus séditieux de la populace, de faire allumer un grand feu devant sa porte et d'y faire planter un May, et le curé d'Alençon, qui est une personne peu sensée, a fait sonner toutes les cloches depuis le matin jusques au soir, quelque remonstrance que je lui aye faite de n'en user pas ainsi... »

(670) Lettre n^o 94 du bureau des finances de Caen du 12 juillet 1649.

finances ne devaient pas tarder à déchanter : il leur sembla que les dispositions de la déclaration royale étaient constamment violées.

Il y a lieu d'examiner à cet égard la situation :

a) dans les généralités non réservées;

b) dans les généralités réservées.

A. — INTENDANTS DE DROIT OU DE FAIT PENDANT LA FRONDE.

a) *Généralités non réservées.*

Dans les généralités non réservées, on rencontra, au lieu des intendants de justice, police et finances d'antan, des personnages qui leur ressemblaient parfois étrangement :

aa) des maîtres des requêtes départis pour faire leurs chevauchées;

bb) des intendants des finances;

cc) des intendants d'armée;

dd) des commissaires extraordinaires.

aa) *Maître des requêtes en chevauchées.*

Le processus suivant lequel les maîtres des requêtes faisant leurs « chevauchées » s'étaient autrefois transformés en intendants ne risquait-il pas de se reproduire ? Ce fut la hantise des bureaux comme des autres autorités locales. Les lettres des bureaux nous fournissent des éléments intéressants, tant sur le comportement des maîtres des requêtes en mission que sur l'état d'esprit des trésoriers à leur égard.

Dès le 20 juin 1649 (671), les trésoriers du bureau de Bourges, avertis que le Conseil avait dessein d'envoyer des maîtres des requêtes « sous prétexte des divisions qui sont dans les provinces et qui retardent les affaires du roi », demandaient conseil à l'assemblée générale des bureaux sur la conduite à tenir à leur égard. Il leur paraissait nécessaire que tous les bureaux de France adoptassent une ligne de conduite uniforme qui seule pouvait assurer la défense de leurs intérêts.

La question ne devait pas tarder à se poser d'une façon fort précise pour le bureau de Riom qui signalait le 30 octobre 1649 (672) à l'assemblée générale la venue dans la ville de PINON (673), maître des requêtes :

(671) Lettre n° 85 du bureau des finances de Bourges du 20 juin 1649.

(672) Lettre n° 129 du bureau des finances de Riom du 30 octobre 1649 lue à l'assemblée le 10 novembre.

(673) Fils d'un doyen du Parlement de Paris, frère d'un trésorier de France à

« Il est arrivé dans cette ville muni d'une lettre de cachet dont il fut donné connaissance au greffier du bureau, ajoutant qu'il était le serviteur des trésoriers et qu'il n'avait dessein de rien entreprendre contre leurs charges, mais qu'il désirait conférer avec eux pour lui permettre de rendre raison dans les 15 ou 20 jours au chancelier ».

Les trésoriers furent très embarrassés : Accepter l'entrevue, c'était reconnaître implicitement qu'ils avaient à rendre compte de leur activité à un maître des requêtes; or, ils considéraient qu'ils n'avaient à le faire qu'au roi et à son Conseil. D'autre part, refuser l'entrevue, c'était s'exposer à ce que le Conseil lui délivrât une lettre de commission à laquelle ils ne pourraient refuser d'obéir. Tout en rendant compte de la situation aux surintendants des finances, aux directeurs et au président TUBEUF, leur collègue et de plus lui-même, intendant de finances, ils demandèrent conseil à l'Assemblée générale à Paris, avant de prendre une décision qui engagerait l'avenir... Nous ne savons d'ailleurs comment se termina l'affaire.

Un problème semblable se posa à Moulins où l'on vit arriver quelques jours plus tard le maître des requêtes, Gilbert GAULMIN (674) lui aussi muni d'une lettre de cachet contresignée par le secrétaire d'Etat de LA VRILLIÈRE (PHELYPEAUX). En dépit des apaisements donnés par une lettre des directeurs quant au caractère de la mission (675), les trésoriers de France de Moulins déclarèrent, eux aussi, s'en remettre à la décision de l'Assemblée générale, précisant que GAULMIN — pourtant enfant du pays et l'une de ses gloires, de plus propriétaire de deux offices destinés à ses fils — semblait « vouloir exiger de nous des devoirs que nous n'avons jamais rendus qu'au roi et nous contraindre à leur rendre compte des choses qui regardent directement nos fonctions » (676). Après avoir accueilli avec enthousiasme la nouvelle inexacte du rappel des maîtres des requêtes (677), ils avertirent l'assemblée générale le 1^{er} janvier 1650 que GAULMIN avait reçu, du surintendant, des ordres incompatibles avec les lettres du roi qui donnaient au bureau la connaissance et la discipline de ses troupes et conclurent avec, peut-être, une certaine exagération : « Les maîtres des requêtes sont autant d'intendants dans les généralités qui sans en prendre les qualités en occupent les fonctions (678).

Les incidents allaient s'aggraver l'année suivante à Montauban : Thomas de MORANT (679), maître des requêtes, arriva le 3 mai 1650

Paris, Charles PINON, vicomte de QUINCY (vers 1608-1672), conseiller au Châtelet le 27 janvier 1628, puis à la Cour des aides le 26 septembre 1631 et au Parlement de Paris le 20 décembre 1633, maître des requêtes le 20 février 1637.

(674) Sur GAULMIN, cf. supra, p. 34, note 73.

(675) Lettre n° 119 du 26 octobre 1649 (en copie).

(676) Lettre n° 118 du 13 novembre 1649 du bureau de Moulins.

(677) Lettre n° 122 du 23 novembre 1649 du bureau de Moulins, lue à l'assemblée le 3 décembre.

(678) Lettre n° 143 du bureau de Moulins du 1^{er} janvier 1650, lue à l'assemblée le 7.

(679) Fils et petit-fils de trésoriers de l'Epargne (le premier d'abord trésorier

dans cette ville (680), muni d'une lettre de cachet datée du 31 janvier 1650 par laquelle le roi l'envoyait dans les généralités de Montauban et de Bordeaux pour « ès lieux d'icelles s'informer des désordres et malversations commises et qui s'y pouvait commettre du fait des finances, contraventions aux ordonnances royales, violences et exactions des gens de guerre et pour connaître de celles qui ont été et seront sommées à la levée des deniers royaux et pour généralement apporter tel ordre qu'il jugera heureux pour le bien du service de S. M. ».

Avertis de son passage à Agen par le duc d'EPERNON, les trésoriers avaient eu le temps de se concerter; il avait été décidé que personne, ni en corps, ni à titre individuel, ne ferait visite à de MORANT et qu'on s'opposerait à ce qu'il fit aucun acte d'intendant.

À son arrivée, MORANT demanda aux consuls une maison pour se loger, ce qui lui fut refusé. Il dut coucher au cabaret.

Le lendemain, il partit seul, en poste, pour Toulouse, vraisemblablement pour faire enregistrer par le Parlement sa lettre de cachet afin de se présenter ensuite au bureau de Montauban muni de pouvoirs dûment homologués. Arrivé à Toulouse tard dans la soirée, il était le lendemain en robe chez le premier président du Parlement; il se rendit avec lui en la Grand-Chambre, mais quand il voulut y prendre la parole, le premier président s'excusa de devoir l'en empêcher avant que les Chambres assemblées n'en aient délibéré; il le pria de sortir et d'attendre les résultats de la délibération. Ce résultat s'exprima par un arrêt rendu à l'unanimité et qui lui fut notifié séance tenante. Constatant que sous prétexte de « chevauchées », de MORANT venait faire la charge d'intendant dans la généralité et que sa présence était susceptible d'émouvoir les peuples qui ne pouvaient oublier les mauvais traitements subis précédemment du fait des intendants, la Cour lui faisait « défense et inhibition de se faire juge, directement ou indirectement, en la fonction d'intendant dans l'étendue de la généralité de Montauban, et user des pouvoirs qui lui auraient été accordés à peine d'être déclaré infracteur des déclarations royales des mois de juillet et d'octobre 1648 et perturbateur du repos public ». Il était fait pareillement défense et inhibition aux trésoriers de la généralité de Montauban de le reconnaître en la qualité prétendue et d'obéir à ses ordres. Il était enfin enjoint à MORANT, « de vider la ville dans les vingt-quatre heures et le ressort du Parlement, pour l'étendue de la généralité de Montauban, dans la huitaine » (681).

de France à Rouen), Thomas de MORANT (1616-après 1700), baron puis marquis du MESNIL-GARNIER, conseiller au Grand-Conseil le 18 septembre 1636, puis maître des requêtes le 6 août 1646, sera intendant à Rouen en 1655, puis à Tours en 1659, enfin conseiller d'Etat ordinaire. Il avait épousé en premières noces une fille de Jacques BORDIER, intendant des finances en 1649.

(680) Lettre n° 181 du bureau de Montauban en date du 12 mai 1650 qui relate ce qui suit (qui a été complété d'après de VIC et VAISSÈTE).

(681) De VIC et VAISSÈTE, Histoire du Languedoc, t. XIV, p. 303.

MORANT repartit le lendemain pour Agen sans insister, mais sans cacher aussi qu'on le reverrait et, à cet effet, envoya son secrétaire à Paris pour demander la cassation de l'arrêt.

Cependant, le Parlement déléguait le 16 mai à Montauban des commissaires pour veiller à l'exécution de cet arrêt puis, ayant appris qu'en dépit de sa teneur MORANT avait poursuivi sa mission, notamment à Lectoure, il prononça contre lui un arrêt de prise de corps le 2 juin (682), mais qui ne put lui être notifié, MORANT — qui disposait de fusiliers — ayant fait fermer les portes de la ville devant les commissaires du Parlement. Le 25, le Parlement prenait un nouvel arrêt pour condamner tous ceux qui le seconderaient dans ses entreprises.

Le 26 décembre, le Conseil du roi cassait les arrêts intervenus. Suivant le Parlement, cet arrêt contenait des clauses « insolites, injurieuses et très préjudiciables au service du roi et qui blessaient la justice souveraine dont il avait plu de rendre dépositaires les officiers de son Parlement ». Aussi crut-il devoir adresser de « très respectueuses remontrances » au roi à son sujet, ainsi que faire défense au greffier du Conseil du roi d'user de termes semblables à ceux de l'arrêt « injurieux à l'égard de la Cour et préjudiciables au bien de l'Etat ». Cela fait, il décida de ne point s'arrêter à la décision du Conseil et ordonna que ses arrêts des 5 et 6 mai seraient exécutés dans leur teneur (683). Nous ne savons qui eut le dernier mot. Il n'est pas sûr que ce fut le roi.



Dans les trois cas qui viennent d'être cités, les trésoriers de France avaient élevé leurs protestations avant d'avoir été touchés. Dans l'affaire suivante, ils eurent à se plaindre de faits positifs : Jean BALTHAZAR (684), maître des requêtes, avait été envoyé dans la généralité de Limoges pour y faire des « chevauchées ». Dès son arrivée dans la ville, « n'ayant été visité ni en corps, ni par délégation » par le bureau, il lui fit demander de députer vers lui deux trésoriers pour recevoir les ordres du roi. Les trésoriers lui firent répondre que s'il avait quelque chose à leur dire, « ils s'assembleraient extraordinairement au bureau pour en connaître ». Cependant, entre temps, BALTHAZAR empiétait sur leurs charges en établissant, s'il faut en croire le bureau (lettre n° 252 du 3 février 1652), « un contrôleur

(682) *Ibid.*, p. 313.

(683) *Ibid.*, p. 315.

(684) Fils d'un conseiller au bailliage de Sens, Jean BALTHAZAR (vers 1605-mai 1665) avait été secrétaire du Maréchal de SCHOMBERG (1601-1656) en Catalogne où il avait fait sa fortune, conseiller au Parlement de Paris le 5 janvier 1635, puis maître des requêtes le 20 mars 1642 et breveté conseiller du roi en son Conseil d'Etat et privé, il avait été intendant en Languedoc, d'abord adjoint à François BOSQUET, puis en titre, mais avait été rappelé en février 1647 en raison de ses maladresses lors de la scission de la Chambre des comptes et de la Cour des aides.

à la recette particulière de Bellac, en faisant forcer l'ouverture des coffres de la recette et établissant une garnison en icelle »...

Sans attendre davantage, les trésoriers saisirent de ces faits le roi, son Conseil et le Parlement de Bordeaux et, pour une fois, le maître des requêtes fut sévèrement réprimandé. De Poitiers où était alors la Cour, le surintendant des finances de LA VIEUVILLE lui écrivit dans les termes suivants, le 14 février 1652 (685) :

« Vous ne vous êtes pas souvenu de la dernière et plus importante prière que je vous ai faite en partant, qui était de bien vivre avec les officiers, puisque vous n'avez été plus tôt dans la généralité de Limoges que, mettant prisonniers des receveurs, vous avez obligé les trésoriers de France à députer deux de leurs confrères pour se plaindre de vous sans entrer plus avant dans la matière. J'ai à vous dire que vous avez été envoyé dans la généralité pour faire vos chevauchées, donner des procès-verbaux des désordres de la province et tenir la main à ce que les officiers d'icelle, chacun à son égard, fassent en toute liberté les fonctions de leurs charges, qu'ils avantagent les affaires du roi, et s'ils y manquent, vous devez en donner avis afin qu'il y soit pourvu par le Conseil ».

« Je vous prie de ne faire aucune fonction d'intendant des finances (on notera l'euphémisme !) dans cette province, mais de laisser agir les trésoriers qui exécutent les arrêts et les ordres qui leur sont adressés et, au cas où ils feraient quelques refus et difficultés, vous devez en donner avis au Conseil qui, lui, saura les châtier s'ils manquent à ce qui leur sera ordonné. Je vous prie de trouver bon que j'écrive avec cette liberté et je vous assure que le roi sera très satisfait de vos services si vous faites par votre personne que ses arrêts et ordres soient exécutés » (686).

En donnant connaissance de cette lettre au bureau, le surintendant lui rappelait d'ailleurs que 800.000 livres restaient à recouvrer dans la généralité et qu'on attendait de lui qu'il en fit de « bonnes voitures » à l'Epargne (687).

Le Bureau n'en eut pas moins le triomphe un peu bruyant. Quant à l'assemblée, elle le félicita en observant que, huit jours auparavant, les Parlements de Paris et de Rouen avaient pris des arrêts portant défense à des maîtres des requêtes de s'immiscer dans aucune fonction d'intendant. Elle pensait que le Parlement de Bordeaux et les autres ne seraient pas plus « endurants » (688).

(685) Copie de lettre n° 254 du recueil de FOURNIVAL.

(686) Copie de lettre n° 253 du recueil de FOURNIVAL.

(687) Copie de lettre du 14 février 1652, n° 262 bis, du recueil de FOURNIVAL.

(688) A considérer son arrêt du 18 mars 1650 relatif à l'intendant des finances FOULLÉ (cf. infra) et son attitude depuis 1649, le Parlement de Bordeaux ne pouvait guère être taxé de faiblesse à l'égard du gouvernement. Il est vrai qu'à l'époque il tentait de se dégager de l'emprise de « l'Ormée » et de renouer avec lui.

bb) *Intendants des finances.*

Dans sa déclaration du 16 juillet 1648, le gouvernement s'était engagé à supprimer les intendants des généralités, réserve faite de six d'entre elles. Il n'avait pas parlé des intendants des finances. Sans violer ses engagements, au moins ouvertement, il pouvait envoyer des intendants des finances dans les généralités placées sous leur contrôle. C'est ce qu'il fit après en avoir porté le nombre à huit pour rendre possible l'opération.

Le procédé ne fut pas apprécié unanimement et il donna lieu, notamment à Limoges, à de vifs incidents :

Etienne FOULLÉ, maître des requêtes, ancien intendant de Limoges, intendant des finances (689), arriva dans son ancienne généralité en janvier 1650; aussitôt, il prétendit présider le bureau et diriger ses opérations.

Dès le 29 janvier 1650, le bureau en saisissait l'Assemblée générale (690) en observant, non sans pertinence, que comme intendant des finances, FOULLÉ avait sa place au Conseil du roi et non dans la généralité et que, si comme maître des requêtes il était qualifié pour y faire ses « chevauchées », il ne l'était pas pour s'immiscer dans les fonctions du bureau.

N'empêche que les incidents allaient se multiplier :

Les trésoriers, ou tout au moins un certain nombre d'entre eux, se refusant à s'associer aux initiatives de FOULLÉ et à signer quoi que ce fût avec lui, en représailles FOULLÉ envoyait des gens de guerre sur leurs propriétés et mettait garnison chez le greffier en chef (691). A en croire le bureau, il aurait même fait un faux en faisant imprimer une prétendue ordonnance du bureau portant mention de signatures que les trésoriers de France lui avaient refusées.

S'immisçant dans le département des tailles, il se heurtait à une telle opposition des trésoriers de France que sur l'envoi d'un rapport « plein de caption et de supposition », il obtint du Conseil l'interdiction de cinq d'entre eux. Le bureau adressa à ce sujet des remontrances au roi et décida, « par provision », que les trésoriers interdits continueraient l'exercice de leur charge (692).

(689) Sur Etienne FOULLÉ, cf. p. 259, note 136.

(690) Lettre n° 149 du bureau des finances du 29 janvier 1650, lue à l'assemblée le 1^{er} février, soit seulement trois jours plus tard.

(691) Suivant une lettre du bureau de Limoges n° 151 du 11 février 1650, lue à l'assemblée le 18 :

« ... On a dérobé la lettre circulaire que vous nous avez adressée pour prévenir les injustes et violentes entreprises de M. FOULLÉ qui, n'ayant pu nous disposer à signer l'ordonnance qu'il avait projetée — que vous avez vue — et enregistrer la lettre du roi qu'il nous avait lue et à signer quoi que ce soit avec lui, a envoyé des gens de guerre sur les biens de plusieurs de cette compagnie et mis garnison violemment chez notre greffier en chef pour l'obliger à souscrire promptement les imaginations qu'il avait projetées... »

(692) Lettre n° 177 du bureau des finances de Limoges du 29 avril 1650, lue à l'assemblée le 6 mai.

FOULLÉ se porta alors au bureau, accompagné du prévôt général et de vingt archers, appuyés d'un régiment de cavalerie en garnison dans la ville, avec l'intention manifeste de se saisir des trésoriers récalcitrants. Au dernier moment, il recula et se contenta d'annoncer qu'il procéderait lui-même au « département des tailles » avec le concours des bons éléments du bureau, ceux que les trésoriers de Limoges, dans leurs lettres à l'assemblée, appelaient leurs « faux-frères » (693).

Peut-être avait-il appris que, le 18 mars, le Parlement de Bordeaux avait rendu contre lui et ses méthodes pour assurer le recouvrement des tailles un arrêt (694) d'une rare violence. Suivant cet arrêt, FOULLÉ, par des ordonnances des 22^e et 24 février et 1^{er} mars 1650 — probablement celles dont il a été question plus haut — aurait édicté les peines les plus sévères contre quiconque résisterait à ses exigences. Il n'y était cependant nullement fondé, la qualité d'intendant de finances ne lui donnant « aucune juridiction contentieuse » (695). Muni de ces ordonnances et accompagné d'archers et de compagnies de soldats rassemblés par lui, il aurait « porté le flambeau de la désolation dans plusieurs paroisses, ruiné et brûlé tous les villages et converti une partie du Bas-Limousin, et la mieux peuplée, en un désert effroyable ». A Tulle, avec l'aide d'officiers du présidial, sans doute terrorisés, il aurait rendu des jugements et prononcé des condamnations arbitraires. L'arrêt déclarait annuler les condamnations prononcées, casser les ordonnances et faire interdiction aux gens de guerre d'intervenir dans le recouvrement des tailles. Il citait FOULLÉ, ainsi que les juges du présidial de Tulle qui se seraient faits ses complices, à comparaître devant des commissaires que le Parlement déléguait dans la généralité.

Qu'y avait-il d'exact dans ces affirmations ?

Des chroniqueurs locaux (696) prétendent que FOULLÉ aurait

(693) Il s'agissait vraisemblablement de Hélié de JARRIGE (après 1582-1664), en fonction depuis 1618, maire de Limoges en 1648, Gilles GUIHART, sgr du VERGIER, en fonction dès 1644, et Charles de CLARY (vers 1609-1679), en fonction depuis 1633, déjà stigmatisés dans une lettre du bureau n° 106 du 1^{er} octobre 1649 comme ayant partie liée avec Martin TABOURET qui avait traité des tailles de certaines élections de la généralité.

A signaler, à titre documentaire que, suivant certains auteurs locaux, le fils de Hélié de JARRIGE, Marc de JARRIGE DE LA MORELIE, ne fut autre que le Masque de fer. Gendre de Paradoux GONDINET, médecin de Louis XIII, il aurait trouvé dans les papiers de son beau-père, à sa mort, le procès-verbal d'autopsie du souverain d'où il résultait que, par suite d'anomalies physiques, le roi était incapable de procréer. Il serait allé ingénument le porter au Gouvernement et on ne l'aurait jamais revu.

(694) Imprimé à Paris en 1650, 8 p. in-4 (Cité et partiellement reproduit par Alfred LEROUX, *op. cit.*, p. LXIII).

(695) Nous rappelons que nos pères confondaient, sous le nom de juridiction, l'établissement d'une réglementation et ses applications judiciaires.

(696) Notamment Pierre ROBERT en sa « dernière chronique » (publiée par Alfred LEROUX dans ses « Chartes, chroniques et mémoriaux »), et Goudin en ses « Annales de Limoges » (publiées dans le Bulletin de la Société archéologique et historique de Limousin, t. XXXVIII, Bibl. nat. 8° Lc19 6).

parcouru avec ses hommes le Bas-Limousin et la Basse-Marche, rançonnant la population et semant partout la terreur. La contrainte pour solidarité par garnisaires ne lui paraissant pas assez expéditive, il aurait donné licence à ses troupes de brûler et de démolir partout où elles rencontreraient de la résistance à leurs réquisitions, en dressant des procès-verbaux pour leur décharge; il aurait été jusqu'à menacer dans certaines paroisses de retenir les notables comme otages.

Dans tout cela, il devait y avoir un peu de vrai et beaucoup d'exagération. Dans leurs lettres à l'Assemblée, les trésoriers de Limoges, qui n'étaient certes pas bien disposés envers FOULLÉ, se contentent en effet de dire, après avoir reconnu qu'il avait « obtenu quelques succès dans le recouvrement des tailles », qu'ils seraient parvenus au même résultat avec « plus de douceur » (697).

Inutile de préciser que ni FOULLÉ, ni ses commissaires, ne comparurent devant le Parlement de Bordeaux et que le recouvrement des tailles fut poursuivi âprement pour le compte des traitants qui les avaient prises en ferme, et notamment Martin TABOURET (698).

La question fut néanmoins évoquée au Parlement de Paris les 6 et 9 juillet 1650 en présence tant d'un délégué du Parlement de Bordeaux que de FOULLÉ — assis au banc des maîtres des requêtes, ce qui provoqua les protestations de BROUSSEL (699).

*
* *

A l'époque où Etienne FOULLÉ était envoyé à Limoges, son collègue Jacques LE TILLIER, intendant des finances, était délégué à Grenoble pour faire rentrer les tailles arriérées. Les trésoriers de France de Dauphiné le reçurent au bureau et se l'entendirent reprocher par leur assemblée. Le bureau se défendit d'avoir rien fait de contraire à la résolution qu'avaient prise les trésoriers de toutes les généralités du royaume de se maintenir dans leurs fonctions (700). Jacques LE TILLIER rendit cependant à Grenoble au moins une ordonnance qui fut cassée par le Parlement de Dauphiné le 5 mars 1650, pour défaut de vérification de sa commission. Deux ans plus tard, en mission à Bourges, il se vit refuser par les trésoriers de France de la ville la présidence de leurs séances (701).

A la fin de l'année 1650, Barthélémy HERVART, qui venait d'entrer

(697) Lettre du bureau de Limoges n° 177 du 29 avril 1650, lue à l'assemblée le 6 mai.

(698) TABOURET fut cependant en difficulté en 1651 et COLBERT, qui gérait alors les affaires personnelles de MAZARIN, lui envoya un agent en Limousin pour lui faire régler, avant qu'il ne tombe en banqueroute, une dette de 50.000 livres qu'il avait envers le Cardinal. (Cf. Lettres de COLBERT, t. I^{er}, p. 178 et Alfred LEROUX, *op. cit.*, p. LXVIII).

(699) Cf. DUBUISSON-AUBENAY : « Journal des guerres civiles », t. I^{er}, p. 285 et suivantes (Société de l'histoire de France, 1883-1885, 2 vol. in-8).

(700) Lettre n° 160 bis du bureau des finances de Grenoble.

(701) Lettre n° 259 du bureau de Bourges du 24 avril 1652, lue à l'assemblée le 4 mai.

en fonctions comme intendant des finances, ne fut pas plus heureux que Jacques LE TILLIER quand il vint à Grenoble pour des motifs analogues.

Aucun incident ne marqua par contre le passage à Montauban, au début de décembre 1650, de Pierre GARGAN, qui venait de succéder à Jacques TUBEUF comme intendant des finances et se rendait à Toulouse pour négocier la modification d'un arrêt du Parlement rendu en matière de taille (702). Dans une lettre à l'assemblée générale, les trésoriers de France de Montauban reconnurent qu'il s'était bien comporté à leur égard (703).

cc) *Intendants d'armée.*

A une époque où la guerre avec l'Espagne (704) et les guerres civiles amenaient des armées dans la plupart des provinces, les bureaux se trouvaient fatalement aux prises avec les intendants d'armée » (705) dont l'activité rappelait parfois curieusement celle de leurs prédécesseurs, les intendants de généralités.

Dès le mois de septembre 1648, le fait avait été signalé par le bureau de Poitiers pour l'ancien intendant de la province, VILLE-MONTÉE, déjà cité (p. 269), qui, sous prétexte d'opérations militaires, continuait d'exercer — nonobstant la déclaration du 16 juillet 1648 — ses fonctions à La Rochelle (706).

Souvent, des conflits naissaient du fait que les intendants d'armée assumaient les « étapes », c'est-à-dire la fourniture des vivres, fourrages et logements des troupes en mouvement, en procédant aux levées nécessaires pour en couvrir la dépense, alors que tradition-

(702) Cf. supra, p. 285.

(703) Lettre n° 180 du bureau des finances de Montauban du 12 décembre 1650.

(704) La guerre avec l'Empire s'était terminée le 24 octobre 1648 par la signature du traité de Westphalie.

(705) A l'origine, il semble que les intendants d'armée étaient — comme les intendants des généralités — intendants de justice, police et finances, bien que certains d'entre eux — par exemple Antoine GODEFROY, trésorier de France à Limoges, intendant de l'armée de La Rochelle — ne fussent pas maîtres des requêtes (cf. supra, p. 138).

A ce titre, c'était à eux qu'il appartenait de faire pendre les soldats quand les dommages causés par les troupes excédaient la mesure. Certains, comme MACHAULT, à l'armée du Languedoc, le firent sans ménagement : il en résulta des conflits avec le commandement. Pour les éviter, leur rôle fut habituellement confiné aux finances (administration de l'armée, solde, approvisionnements, transports, etc...) et il ne fut guère nommé que des commissaires (cf. supra). La création de douze offices de « conseillers généraux des finances des camps et armées du roi » par édit de février 1627 (Bibl. nat. F 46.958 (7) ne semble guère avoir eu de suites à l'époque.

Pendant la Fronde, la suppression des intendants des généralités ayant rendu disponible un certain nombre de maîtres des requêtes, ce fut parmi eux que furent choisis le plus souvent les intendants d'armée, et alors ils reprirent avec l'intendance des finances celle de la justice et de la police aux armées.

(706) Lettre n° 2 du bureau des finances de Poitiers de septembre 1648.

nellement, ainsi qu'il a été exposé plus haut, les « étapes » entraient dans les attributions des bureaux des finances.

Un conflit semblable se produisit, en février 1650 (707), entre le bureau de Rouen et le maître des requêtes LAISNÉ DE LA MARGUERIE (708), intendant de police, justice et finances de l'armée opérant en Normandie, avec cette circonstance aggravante qu'il cumulait avec cette qualité une mission de chevauchée dans la généralité.

A Bourges, ce fut la question de la police des troupes qui opposa le bureau au maître des requêtes, intendant de justice, police et finances pour l'armée, BAZIN DE BEZONS (709) : le bureau avait cru devoir rendre une ordonnance pour réprimer les désordres commis par les « gens de guerre ». Cette ordonnance ne fut pas du gré de BAZIN DE BEZONS qui la déféra au Conseil du roi. Il eut gain de cause et, au lieu de favoriser les « bonnes intentions » du bureau, le Conseil annula son ordonnance avec les commentaires les plus désobligeants; il parla « d'entreprises et d'attentats du bureau » et établit par ailleurs un arrêt portant règlement sur la question des « gens de guerre » (710).

L'année suivante, le bureau commettait deux trésoriers, Louis FOUCAULT et Benoît RAVOT, pour contenir les gens de guerre et les faire vivre avec discipline; BAZIN DE BEZONS n'ayant fait agréer par le Conseil du roi que le second commissaire désigné par le bureau, RAVOT, les trésoriers saisirent de l'affaire l'assemblée générale le 4 septembre 1651 (711).

*
* *

Nous retrouverons la question des étapes à propos des provinces réservées où, sur le plan administratif, elle se présentait sous un aspect différent.

(707) Lettres n^{os} 152 et 154 du bureau des finances de Rouen des 14 février et 4 mars 1650.

(708) Fils d'un premier président au Parlement d'Aix et conseiller d'Etat ordinaire, Louis LAISNÉ DE LA MARGUERIE (vers 1615-1680) avait été successivement conseiller au Grand-Conseil le 12 octobre 1635, maître des requêtes le 5 avril 1644, intendant en Guyenne, Languedoc et Bourgogne. Il deviendra premier président du Parlement de Dijon le 26 janvier 1654 et conseiller d'Etat ordinaire en 1671.

(709) Claude BAZIN DE BEZONS (1616-1684), fils de Claude BAZIN DE BEZONS, trésorier de France à Châlons, et de Suzanne-Henriette TALON, sœur des avocats généraux au Parlement; avocat général au Grand-Conseil en 1639, puis maître des requêtes, il sera intendant du Languedoc de 1653 à 1677 et remplacera en 1672 le chancelier SEGUIER à l'Académie française. (TALLEMANT DES RÉAUX l'a ridiculisé dans ses « Historiettes »). De ses trois fils, l'un sera, comme lui, intendant de Languedoc et conseiller d'Etat, le second maréchal de France et chevalier des ordres du roi, le troisième archevêque de Bordeaux, puis de Rouen.

(710) Lettre n^o 202 du bureau de Bourges du 20 août 1650, lue à l'assemblée le 21.

(711) Lettre n^o 236 du bureau de Bourges du 14 septembre 1651, lue à l'assemblée le 30; cf. supra, p. 228 et 251.

dd) *Commissaires extraordinaires.*

Dans ses déclarations de juillet et d'octobre 1648, le Gouvernement s'était interdit non seulement l'envoi d'intendants dans les provinces, mais aussi l'exécution de toutes commission extraordinaire qui ne fût pas vérifiée es-cours de justice.

En 1651, Jacques de Boisson, sgr d'AUXONNE, premier président de la Cour des aides de Cahors, reçut une commission extraordinaire du Grand sceau et, s'en autorisant, rendit à Rodez une ordonnance enjoignant aux receveurs de lui présenter « leurs états », ce qui émut à l'extrême le bureau de Montauban qui y vit un empiètement patent sur ses attributions (712).

La commission extraordinaire n'ayant pas été vérifiée, le Parlement de Toulouse s'empara de l'affaire et rendit un arrêt ordonnant à l'intéressé de remettre sa commission à son greffe, faute de quoi il serait décrété de « prise de corps ». Pour le premier président d'une Cour souveraine, d'ailleurs ancien président d'une chambre d'enquêtes au Parlement, c'était désobligeant... Pour une fois, le bureau de Montauban applaudit cependant à une intrusion du judiciaire sur le financier.

*
* *

En 1651, le Conseil du roi décida d'envoyer des commissaires extraordinaires dans certaines généralités pour assurer la levée des impositions relatives aux subsistances. Pour la Champagne, il donna pouvoir à cet effet à BESANÇON DU PLESSIS (713). Le bureau de Châlons s'emut de la mesure qui semblait attentatoire à ses droits, mais ne crut pas, en définitive devoir y faire obstacle, la Champagne figurant parmi les provinces réservées par les déclarations de 1648 et les trésoriers appréhendant que la résistance qu'ils pourraient apporter « ne donne sujet aux troupes allemandes du général ROSEN (714) de jeter la confusion dans la province » (715).

(712) Lettre n° 95 du bureau des finances de Montauban du 15 juillet 1649, lue à l'assemblée le 27.

(713) Bernard de BESANÇON, sgr du PLESSIS (vers 1599-1670), entré de bonne heure au service et faisant de nombreuses campagnes; breveté conseiller du roi en ses Conseils d'Etat et privé le 27 novembre 1644; maréchal des camps et armées du roi le 10 mars 1645; commissaire général des troupes, désigné pour faire sa charge en Champagne (Bibl. nat. Manuscrits français 4.224), succédant à ROSEN comme commandant des troupes en Champagne en avril 1652 (*Ibid.*); conseiller d'Etat ordinaire le 12 juillet 1655; ambassadeur à Venise.

(714) Reinhold de ROSEN, ancien général major et « directeur » de l'armée de Bernard de SAXE-WEIMAR; passé au service de la France; lieutenant général le 19 avril 1648; se distinguant à la bataille de Rethel (contre TURENNE) en 1650; commandant l'armée de Champagne; nommé au commandement de celle d'Alsace le 6 avril 1652; se retirant du service à la réintégration de TURENNE, qu'il ne pouvait souffrir; décédé le 8 juillet 1667.

(715) Lettre n° 158 du bureau des finances de Châlons lue à l'assemblée le 3 avril 1651 et classée par erreur par FOURNIVAL parmi les lettres d'avril 1650.

Le bureau de Soissons fut moins accommodant et décida de s'opposer à l'exécution d'une commission donnée à Louis de GOMBAULT (716) pour la levée de 220.000 livres au titre des subsistances dans la généralité suivant arrêt du Conseil du 20 janvier 1651, ainsi qu'au paiement direct aux commis de l'extraordinaire des guerres, par les communautés, des fonds nécessaires au règlement de la solde et des vivres et munitions des troupes (dont le pain de munition), paiement prévu par un arrêt du Conseil du roi du 28 février 1651.

Le 16 avril, les trésoriers de France de Soissons députés par leur bureau pour la subsistance des troupes prirent une ordonnance pour autoriser les habitants des bourgs et communautés « à courir sus, au son du tocsin et de la cloche, tant contre GOMBAULT que contre les gens de guerre qui voudraient percevoir directement le montant des subsistances » ; l'ordonnance enjoignait au prévôt des maréchaux et à ses archers de leur prêter aide et main-forte en cette occurrence.

Ils firent pareillement défense le 8 mai 1651 à la ville de Coucy-le-Château de payer directement « l'ustensile » à sa garnison.

L'auteur du mémoire au Conseil du roi (717), déjà cité (p. 95 et 161) qui, nous l'avons dit, pourrait être GOMBAULT lui-même, en concluait que les trésoriers de France de Soissons avaient « traversé toutes les bonnes intentions de ceux qui ont été envoyés de la part du roi dans la généralité pour ordonner de la subsistance des troupes ». Il y voyait une preuve « du complot fait par les trésoriers de France de toutes les généralités pour se rendre nécessaires pour la levée des deniers du roi et notamment ceux des étapes et de la subsistance, avec la complicité des élus et des receveurs généraux et particuliers ».

Bien que les décisions du Conseil du roi pussent s'autoriser de précédents remontant à l'époque où l'autorité des bureaux n'était pas contestée (718) et, à l'égard de l'ustensile, de l'ordonnance pour le règlement du quartier d'hiver (719), les trésoriers de France semblaient fondés à soutenir que c'était à eux qu'il appartenait d'établir les impositions et aux receveurs particuliers de les recouvrer, à charge du versement ultérieur, aux trésoriers de l'extraordinaire des guerres, des sommes nécessaires aux troupes. La méconnaissance de cette règle ne pouvait amener que des désordres.

Le mémoire donnait d'ailleurs les indications suivantes, de nature à justifier en fait l'attitude des trésoriers de France :

(716) Sur GOMBAULT, cf. *supra*, p. 161, note 44.

(717) Bibl. nat. Manuscrits français 18.479, f° 43.

(718) Cf. Déclaration du roi du 16 janvier 1637 interdisant d'imposer des levées de subsistances sans ordre du roi ou de *commissaires envoyés pour en ordonner dans les provinces* (Bibl. nat. F 46.993 (12)).

(719) Outre « le lit avec son linceul, le linge de table, le pot et l'écuëlle », qui constituaient normalement, avec la place au feu et à la chandelle », « l'ustensile », donné entièrement en nature, l'ordonnance avait prévu un règlement en espèces de deux sols par homme et par jour.

« ... Il semble que la protection du roi ne soit pas suffisante pour mettre à couvert ses sujets et les garantir des oppressions des gens de guerre. Quelques villages entiers qui appartenaient aux ecclésiastiques ont recherché la protection des gentilshommes et seigneurs du Soissonnais et se désavouent de leurs légitimes seigneurs. Pour en avoir quelques prétextes, tous les particuliers habitant les dits villages se soumettent volontairement à une banalité du moulin des dits gentilshommes ou seigneurs; d'autres s'obligent toute leur maison (*sic*) envers eux à des rentes foncières et, par diverses manières, ils sont contraints de s'obliger à perpétuité à des servitudes honteuses pour rechercher une protection étrangère qui marque le dérèglement de l'Etat ».

On revenait indéniablement au haut Moyen-Age.

b) Intendants dans les provinces réservées.

Même dans les provinces réservées par la déclaration de juillet 1648, savoir le Languedoc, la Provence, la Bourgogne, le Lyonnais, la Picardie et la Champagne, le maintien d'intendants souleva des difficultés (720). Les provinces intéressées ne comprirent pas pourquoi elles étaient l'objet d'une mesure discriminatoire : l'explication officielle était que les provinces réservées étaient des provinces frontières. A la vérité, on peut y ajouter que trois d'entre elles étaient celles où subsistaient des Etats à réunions régulières; pour la Bourgogne, l'exception aurait d'ailleurs été décidée à la demande du prince de CONDÉ qui en était gouverneur et qui était désireux d'avoir auprès de lui un technicien de l'administration.

Les intendants, maintenus exceptionnellement sous le nom « d'intendants de justice », ne pouvaient, « se mêler de l'imposition et de la levée des deniers, mais seulement être près des gouverneurs pour les assister à l'exécution de leurs pouvoirs, notamment pour les questions posées par la présence des gens de guerre ».

Malgré cette réserve, les difficultés ne tardèrent pas à se produire. En Bourgogne, les conflits eurent lieu essentiellement avec le Parlement. Le successeur de CONDÉ, VENDÔME, désireux de faire sa cour aux « grandes robes », déclara à son arrivée « que le Parlement serait désormais son seul intendant ». Cela ne porta pas préjudice à la venue, peu après, d'un intendant, Louis LAISNÉ DE LA MARGUERIE, déjà cité, qui ne tarda pas à être au plus mal avec tous les corps constitués.

En Lyonnais, en Champagne et en Picardie, ce fut avec les

(720) Il y en eut peu, semble-t-il, en Languedoc où l'intendant était alors Louis LE TONNELIER DE BRETEUIL (vers 1609-1685), passé à Paris en 1653 et plus tard contrôleur général des finances, puis conseiller d'Etat ordinaire, après avoir cédé sa charge à COLBERT.

En Provence, on ne parla plus d'intendant, de novembre 1649 à février 1657.

bureaux des finances que les conflits furent les plus aigus : ils portèrent essentiellement sur la question des étapes.

Le maintien, dans les provinces réservées, d'intendants chargés essentiellement des questions posées par la présence des gens de guerre pouvait faire présumer qu'à cet égard le régime existant n'avait pas été modifié par les déclarations de 1648. Toutefois, l'interdiction expresse de se mêler de la levée des deniers pouvait être invoquée à l'encontre. Cette interdiction s'étendait-elle aux deniers des étapes ? A l'appui de l'affirmative, le bureau de Lyon tira argument d'un arrêt du Conseil du roi du 22 décembre 1648 disposant, suivant les déclarations d'octobre 1648, que les versements faits par les villes, bourgs et villages au titre du quartier d'hiver seraient précomptés sur le premier quartier des tailles de l'année 1649. Cet arrêt reconnaissait implicitement l'identité de la nature des impositions. Le bureau en concluait qu'il devait reprendre la connaissance des étapes, à lui enlevée depuis plusieurs années (721).

Le 7 décembre 1649, il devait cependant constater, non sans regrets :

« Quant à l'administration des étapes, après nous avoir ordonné de faire faire les fournitures de vivres et de fourrages, attendant les routes dont l'adresse nous serait faite (pour les dépôts de vivres), nos seigneurs les surintendants nous font savoir que, pour ce regard, on entend que les choses se passent comme ci-devant, ce qui nous prive de cette fonction qui appartient à nos charges » (722).

En Champagne, après avoir espéré que François LE GORLIER DE DROUILLY, délégué du bureau à l'assemblée générale, « rapporteroit de Paris les commissions et pièces nécessaires pour adjuger les étapes et en avoir la direction », les trésoriers de France de Châlons signalaient le 6 novembre 1648 à l'assemblée que Jean MOLÉ DE CHAMPLATREUX (723), intendant à la province « faisoit tous ses efforts d'en avoir seul la connaissance et direction, ce qui seroit directement contrevenir à la déclaration du roy, esluder tout ce qui a été fail et nous faire rentrer insensiblement en nos dernières misères (724).

Un mois plus tard, le bureau obtenait pourtant une demi-satisfaction. Non sans un retard qu'il imputait à CHAMPLATREUX, il recevait un arrêt du Conseil relatif à l'adjudication des étapes et la désignation de deux commissaires choisis dans le bureau à cet effet, commissaires qui n'avaient que le temps de gagner les limites de la province où les troupes commençaient à entrer dans la généralité.

(721) Lettre du bureau des finances de Lyon, n° 70 du 11 mai 1649.

(722) Lettre n° 131 du bureau des finances de Lyon du 7 décembre 1649.

(723) Fils du premier président Mathieu MOLÉ et de Renée NICOLAY (fille du premier président de la Chambre des comptes), Jean-Edouard MOLÉ, sgr de CHAMPLATREUX et de LASSY (vers 1612-1682), conseiller au Parlement de Paris le 30 janvier 1637, maître des requêtes en 1643, intendant de Champagne, deviendra président à mortier au Parlement de Paris en 1657.

(724) Lettre n° 35 du bureau des finances de Châlons du 23 octobre 1648, lue à l'assemblée le 6 novembre.

Le bureau estimait d'ailleurs que le nombre de deux était insuffisant et qu'il en fallait au moins quatre « pour veiller en plusieurs endroits à la fourniture des étapes », sinon on risquait « du défaut à l'exécution du règlement pour les étapes et des plaintes qu'on imputerait au bureau ». Il demandait qu'il en fût parlé au Conseil.

L'année suivante, en avril 1650, la question des étapes prit un nouvel aspect : le maître des requêtes, Jacques PAGET (725), intendant de justice, police et finances de l'armée de Champagne, prétendit connaître des étapes et de tout ce qui en dépendait, ordonner de leur fourniture et délivrer les ordonnances de paiement.

Les trésoriers de France de Châlons estimaient qu'il ne devait être considéré comme intendant qu'à l'armée et que « les fournitures et les revenus de troupes qui se doivent rendre en cette armée » appartenaient au bureau. Ils invoquaient au surplus un arrêt de la Chambre des comptes de Paris reconnaissant aux seuls trésoriers de France l'ordonnancement de la dépense des étapes (726).

PAGET obtint du Conseil du roi, le 7 avril 1650, un arrêt lui donnant expressément compétence pour les étapes et le fit signifier au greffe du bureau. Les trésoriers observèrent que la commission correspondante n'avait pas été enregistrée au Parlement dans les conditions prévues par la déclaration de 1648. PAGET ayant établi des contributions non seulement dans les élections où était cantonnée l'armée, mais dans d'autres éloignées, et ces contributions dépassant « du tiers et de moitié » le montant de la taille pour huit jours, le bureau s'y opposa par une ordonnance qu'il fit signifier tant au domicile de PAGET qu'aux maires et échevins des villes et aux entrepreneurs des étapes. PAGET répliqua en cherchant à étendre les impositions à toutes les élections de la généralité et demanda à cet effet au bureau communication du département des tailles, ce qui lui fut refusé. Il envoya alors le grand-prévôt et ses archers le quérir chez le président du bureau, puis, pour se venger du bureau, fit mettre des troupes en garnison dans trois villages dont des trésoriers étaient seigneurs.

En exposant ces faits à l'assemblée le 3 mai (727), les trésoriers de Châlons indiquaient qu'ils ne reconnaîtraient pas PAGET tant que sa commission n'aurait pas été vérifiée et qu'ils ne tiendraient pas compte de l'arrêt du Conseil du roi leur enlevant la connaissance des étapes, cet arrêt ayant été obtenu par surprise, comme d'ailleurs une

(725) Fils d'un receveur des tailles en Picardie, Jacques PAGET, sgr de VILLEMONBLE et du PLESSIS, avait été pourvu d'un office de maître des comptes à la Cour des comptes, aides et finances de Montpellier le 26 septembre 1631, puis, avec dispense d'âge, d'un office de président à la même Cour le 8 juillet 1639. Maître des requêtes le 9 février 1644, il avait été intendant à Tours en 1647, adjoint à l'intendant en titre. Il deviendra intendant des finances en 1654 et, assez étrangement, secrétaire du roi le 29 mai 1655. Maître des requêtes honoraire le 3 avril 1664, il décèdera le 6 décembre 1695.

(726) Lettre n° 166 du bureau de Châlons du 5 avril 1650, lue à l'assemblée le 12.

(727) Lettre n° 178 du bureau des finances de Châlons du 6 mai 1650, lue à l'assemblée le 10.

lettre du roi signée le TELLIER leur ordonnant de rendre honneur à PAGET en sa charge. Ils continueraient de s'occuper de la fourniture des étapes « suivant les ordres de S. M. », bien que les troupes eussent « plus d'inclination pour le sieur PAGET, estant intendant de l'armée ». Quant à l'arrêté des états et aux ordonnances de paiement, ils étaient décidés à s'y maintenir conformément à l'arrêt de la Chambre des comptes et demandaient à l'assemblée générale de députer à la dite Chambre pour lui soumettre l'arrêt du Conseil, contraire à son propre arrêt.

Trois jours plus tard, le 6 mai, le bureau ajoutait que, pour engager les paroisses à payer les contributions demandées, PAGET leur faisait entendre qu'il disposerait de 50.000 écus de décharge à « régaler sur telles paroisses qu'il lui plaira ». Pour plus de sûreté d'ailleurs, il appuyait ses exigences de l'envoi d'un officier et de 50 hommes destinés à couper court à toute discussion. Le bureau concluait : « Si un pouvoir supérieur n'y met la main, notre généralité succombera et les sujets du roi abandonneront » (*sic*). Il demandait à l'Assemblée générale « d'en parler aux ministres et à MM. du Parlement où la commission de PAGET n'avait pas été vérifiée ».

Nous ne savons sur quelles interventions le bureau obtint satisfaction. Il reçut plusieurs ordres du roi relatifs à la fourniture des étapes et les transmit, pour exécution, à des trésoriers délégués en l'élection de Reims. Mais cette fois, ce fut au tour de PAGET de refuser d'obéir aux ordres reçus, dans lesquels « le roi s'était mépris ». S'étant transporté à Reims, il trouva les trésoriers occupés à passer une revue; il s'y opposa.

En exposant la situation à l'Assemblée générale, le bureau indiquait que les gens de guerre mis en garnison dans les trois villages appartenant à des trésoriers de France y étaient toujours. Il demandait conseil à l'assemblée : « Devait-il « procéder au Conseil du roi, à la Chambre des comptes, comme MM. de Picardie, ou au Parlement qui est la souveraine justice ? » (728).

A Amiens, en effet, les trésoriers de France, qui étaient dans la même situation que leurs collègues de Châlons, avaient éprouvé des difficultés analogues. Après avoir obtenu de la Chambre des comptes le 8 avril 1650 un arrêt faisant défense aux commis des étapes à se pourvoir ailleurs que devant eux, ils avaient rendu une ordonnance pour s'opposer à des impositions de fourrages faites en vertu de simples lettres de cachet par GAMIN, intendant de la généralité (729). Ce dernier avait déféré l'ordonnance au Conseil du roi tandis qu'eux-mêmes saisissaient de l'affaire le Parlement de Paris en invoquant

(728) Lettre n° 182 du bureau des finances de Châlons du 10 juin 1650, lue à l'assemblée le 13.

(729) Fils d'un conseiller au Parlement et petit-fils du garde des sceaux, MÉRY DE VIC, Henry GAMIN, sgr de SAINT-PERAVY (vers 1610-1651), conseiller au Parlement de Paris le 23 janvier 1638, était devenu maître des requêtes le 20 février 1644 et avait été reçu en cette qualité le 9 avril suivant.

la violation des déclarations de 1648, « ce qui n'avait pas été du gré du Conseil » (730).

En définitive, le Conseil d'Etat donna tort aux bureaux. Par arrêt du 22 décembre 1650, il fit défense aux trésoriers de France et en particulier à ceux d'Amiens de connaître des procès touchant la fourniture des étapes, fourrages et subsistances des troupes, lesquels étaient de la juridiction des maîtres des requêtes de l'hôtel du roi qui étaient dans les provinces ou de l'intendant de justice et, en particulier à Amiens, de GAMIN (731).

*
**

Au début de 1652, un nouveau conflit s'éleva en Champagne. Cette fois, les trésoriers de France de Châlons ne contestaient pas les pouvoirs de l'intendant en titre, toujours MOLÉ DE CHAMPLATREUX, mais la validité d'une commission par lui donnée à un sieur TRUC, son prétendu subdélégué ou commis, qui ordonnait du paiement des troupes sur les deniers venus de l'extraordinaire des guerres, établissait des garnisons, réglait l'ustensile et la distribution des fourrages. Les trésoriers de France soutenaient (732) que les commissions d'intendant de justice dans les provinces réservées étant sujettes à la vérification du Parlement suivant les déclarations de juillet 1648, ledit intendant ne pouvait « librement commettre », sinon « on verrait travailler dans les provinces des personnes peu expérimentées et insuffisantes et bien souvent plus inclinées à faire fortune qu'à servir le roi ». Si MOLÉ DE CHAMPLATREUX ne voulait exercer ses fonctions, il devait s'en remettre aux trésoriers de France qui étaient « intendants et un peu subdélégués ».

En l'espèce, les dits trésoriers mettaient spécialement en cause TRUC qui, malgré leurs ordonnances, continuait de faire, par tous les moyens, les fonctions d'intendant et détournait les maires, échevins et gens de guerre de se pourvoir devant le bureau (733).

Il semble que, à l'époque, une régularisation partielle intervint du fait de la délivrance à TRUC d'une commission du roi (734). Plus tard, en tout cas, il fut admis que les intendants pouvaient librement dési-

(730) Lettre du bureau des finances d'Amiens, n° 183 du 14 mai 1650, lue à l'assemblée le 17.

(731) Bibl. nat. Manuscrits, Thoisy 393, f° 227.

(732) Lettre n° 251 du bureau de Châlons du 31 janvier 1652, lue à l'assemblée le 3 février.

(733) En dépit des appréciations désobligeantes du bureau, il semble qu'il s'agissait de Jérôme TRUC, lieutenant criminel au bailliage de Châlons, breveté conseiller du roi en ses Conseils d'Etat et privé en 1646, qui devint en 1665 procureur du roi en l'Hôtel de ville de Paris.

Il est vraisemblable que le Bureau lui tenait rigueur d'avoir été rétabli le 20 septembre 1651 par le Conseil d'Etat comme délégué du bailliage de Châlons aux Etats généraux qui devaient se tenir à Tours, après annulation de la désignation de Cosme de BRAUX, trésorier de France au Bureau (Arch. com. de Châlons AA 16).

(734) Bibl. nat. Manuscrits français 4.224, f° 133.

gner leurs subdélégués; il est vrai que les commissions des intendants n'étaient plus soumises à la vérification des Parlements, mais leur étaient seulement notifiées.

B. — LES BUREAUX DES FINANCES ET LE RÉTABLISSEMENT DES INTENDANTS.

Au cours de l'année 1653, l'ordre étant à peu près rétabli dans le royaume, le gouvernement s'estima assez fort pour revenir sur les engagements pris par Anne d'AUTRICHE dans ses déclarations des 16 juillet et 22 octobre 1648. Il envisagea d'envoyer des maîtres des requêtes dans les provinces pour y assurer les fonctions d'intendants d'avant les troubles, sans toutefois leur en donner immédiatement le titre.

Il avait en effet la nostalgie des intendants et GOMBAULT avait exprimé l'opinion de l'ensemble du Conseil du roi en écrivant dès 1651, dans le mémoire que nous avons déjà cité : « Une province est sans âme si elle est dénuée d'un gouverneur ou d'un intendant. Il suffirait pour restaurer l'autorité du roi dans toutes les provinces d'avoir en icelles un gouverneur et un intendant bien intentionnés et qui aient pour but et fin principale d'accorder le service du roi, la subsistance des troupes de ses armées, les levées de deniers avec le soulagement du peuple » (735).

Ces intentions émurent à l'extrême l'assemblée des bureaux des finances qui considéraient que le rétablissement des intendants marquerait pour les bureaux le commencement de leur ruine.

Sur ces entrefaites, le roi décida une nouvelle levée de tailles pour couvrir la dépense du quartier d'hiver des troupes qu'on enverrait sur les frontières afin d'en débarrasser l'intérieur du pays (736). Pour hâter les levées (737), et aussi sans nul doute comme premier jalon pour le rétablissement des intendants, il résolut de détacher des maîtres des requêtes dans les généralités.

Saisi de textes en ce sens datés du 18 juillet, le bureau des finances de Paris les communiqua à l'Assemblée générale.

L'Assemblée constata que ses appréhensions étaient justifiées. Estimant qu'il fallait résister alors ou jamais, elle décida l'envoi au roi, qui séjournait à Compiègne, d'une délégation pour lui représenter

(735) Bibl. nat. Manuscrits français 18.479, f° 48; cf. supra, p. 95 et 161.

(736) 6.000.000 suivant une lettre n° 286 du bureau de Rouen du 27 août (lue à l'assemblée le 29); 6.200.000 à titre d'avance sur 1654 et 3.800.000 pour le quartier d'hiver suivant la lettre n° 289 du bureau de Tours du 5 septembre.

(737) Dès le 1^{er} août 1653 (lettre n° 279), le bureau de Lyon avait indiqué que les impositions se feraient par les « officiers des élections sans que les trésoriers en aient connaissance ». A Rouen, le 27 août, on attendait la venue du Conseiller d'Etat MIROMESNIL (Jacques DYEL, sgr de) qui travaillerait au département des impositions avec deux trésoriers consentants. A Tours, le 5 septembre, on annonçait la proche arrivée de l'ancien intendant de la généralité, Denis de HEERE, avec ordre de réunir immédiatement le bureau pour procéder aux opérations et, en cas de refus, d'y procéder lui-même.

les inconvénients de la mesure. Le roi ne reçut pas en personne la délégation qui tenta, sans plus de succès, de voir MAZARIN sur qui les Bureaux fondaient quelque espoir.

Ulcérée, l'Assemblée décida alors d'user d'un moyen extrême : faire prendre par chacun des bureaux une ordonnance pour s'opposer à la mesure projetée.

C'est ainsi que le 29 août, sous la signature des trésoriers de France, FORNIER, DE SANTEUL, FRAGUIER, HACHETTE, DE VAROQUIER, HARDY, AMAURY, GEDOUYN, DOUBLET et de LEYRIT (738), le bureau de Paris rendit l'ordonnance ci-après :

« Les présidents-trésoriers de France, généraux des finances, grands voyers de la généralité de Paris, sur l'avis qui nous a esté donné qu'aucuns commissaires extraordinaires prétendent se transporter es-élections de cette généralité et prendre connaissance des deniers des tailles et autres levées des deniers qui se font sur l'étendue d'icelle, même en ordonner de nouvelles, ce qui est contrevenir aux édits et réglemens sur les fonctions de nos charges, à quoi étant nécessaire, faisons deffences aux officiers des élections et greniers à sel dépendant de cette généralité de reconnaître les dits commissaires extraordinaires, maistres des requêtes et autres, de quelque qualité et condition qu'ils puissent être, de déférer à leurs ordres, ny permettre qu'il soit fait aucune levée de deniers, pour quelque cause d'occasion que ce soit, qu'en vertu de lettres patentes de S. M. bien et dûment contrôllées et nos mandemens sur icelles, à peine de répondre en leur propre et privé nom. Faisons pareillement deffence, tant aux receveurs

(738) Savoir :

Claude Fornier (avant 1605-après 1670), trésorier de France à Paris de 1630 à 1669;

Michel de Santeul (ou *Santeuil*), *sgr du Tremblay* (vers 1606-1667), trésorier de France à Paris de 1631 à sa mort; ou bien *Nicolas de Santeul*, son frère, trésorier de France à Paris de 1631 à 1678;

Nicolas Fraguier, *sgr de Malestroit*, trésorier de France de 1631 à sa mort, en 1666;

François Hachette, *sgr de la Mare* (1612-1679), trésorier de France à Paris de 1636 à sa mort (Par commission du roi du 26 juillet 1660, il fut chargé d'établir le cours de Vincennes, entre le château et la porte de Paris);

François de Varoquier (ou *Waroquier*), *sgr de Méricourt* (1612-1696), trésorier de France à Paris de 1636 à 1688 et président du bureau en 1667, chevalier de l'ordre du roi en 1643 (et confirmé en cette qualité quand le nombre des chevaliers de Saint-Michel fut réduit à 50), maître d'hôtel ordinaire du roi en 1649 et breveté conseiller du roi en ses Conseils d'Etat et privé en 1656;

Sébastien Hardy, *sgr de la Robiache et de la Croix-Saint-Pierre* (avant 1612-1679), trésorier de France à Paris de 1637 à 1659. (Nous ne savons si c'est lui ou son père — Sébastien HARDY, receveur des aides et tailles au Mans — qui fut l'auteur de l'édition du « Guidon des finances » de 1646);

Jean Amaury (avant 1606-1677), ancien auditeur à la Chambre des comptes de Paris, maître d'hôtel ordinaire du roi, trésorier de France à Paris de 1642 à 1657;

Charles Gedouyn, *sgr de Gommerville et de Chevreux*, maître d'hôtel ordinaire du roi, trésorier de France à Paris de 1646 à 1658;

Jacques Doublet, *sgr de Candœuvre* (avant 1626-1686), trésorier de France à Paris de 1650 à 1658, puis correcteur à la Chambre des comptes de Paris en 1665 et trésorier de la maison du duc d'Orléans;

Jean de Leyrit, maître d'hôtel ordinaire du roi, trésorier de France à Paris de 1651 à 1677.

généraux des finances, taillon, ponts et chaussées de ladite généralité que receveurs particuliers ou commis ès-recettes des domaines, aides, tailles et taillon et deniers communs des élections dépendant d'icelles, de représenter leurs registres de recettes, ny donner aucun état particulier des deniers par eux reçus à d'autres personnes qu'à ceux de nous députés par le bureau, aux peines portées par les ordonnances et de 500 livres ».

Faict au bureau des finances à Paris le XXIX^e d'août 1653.

Cette ordonnance, qui condamnait ainsi par provision à 500 livres d'amende tout officier public qui entrerait en relations avec les délégués du roi, fut imprimée et diffusée. Les autres bureaux hésitèrent à prendre des mesures semblables et, le 9 septembre 1653, avant de s'y résoudre, celui de Moulins voulut recevoir l'assurance qu'il ne serait pas seul :

« Comme la principale défense dont nous pouvons nous servir, si tous les moyens que vous promettez encore de tenter notamment auprès de la personne du premier ministre nous manquent, consiste à empêcher l'exécution des commissions des maîtres des requêtes par des ordonnances que l'on pourra rendre à nos bureaux sans blesser ni retarder l'avancement des affaires du roi et que telles ordonnances pourraient peut-être se trouver criminelles aux yeux de ceux qui nous veulent ruiner, nous serions bien aises qu'elles se trouvassent générales et uniformes entre tous les bureaux, afin que chacun fût obligé à la défense et que le mal ne tombât pas sur le particulier » (739).

Le « particulier » resta en l'espèce le seul bureau des finances de Paris dont l'ordonnance ne fut pas appréciée à sa valeur par les autorités. Elles convoquèrent au Conseil du roi (direction des finances) le mercredi 17 septembre 1653 les trésoriers portés comme signataires, ainsi que leur greffier, Louis SENSIER, étant précisé que ce dernier aurait à apporter le registre contenant l'ordonnance.

Comme tous les mercredis, le Conseil des finances siégeait ce jour à Paris, au Louvre, sous la présidence du chancelier SÉGUIER (740). Étaient présents le garde des sceaux (Mathieu MOLÉ) (741), les deux surintendants des finances (Abel SERVIEN et Nicolas FOUQUET), le contrôleur général (Antoine LE CAMUS), des conseillers d'Etat, des intendants de finances (dont Séraphin de MAUROY) et des maîtres des requêtes.

(739) Lettre n° 287 du 9 septembre 1653, lue à l'assemblée le 16.

Précédemment, dans des lettres n°s 280 et 283 des 6 et 9 août (lues à l'assemblée les 12 et 19), le bureau de Moulins avait suggéré, un peu naïvement, que la proposition d'un prêt au roi, en remplacement d'une retenue de gages alors envisagée, pourrait l'inciter à renoncer à l'envoi des maîtres des requêtes dans les provinces.

(740) Tout ce qui suit résulte des papiers du chancelier SEGUIER (Bibl. nat. Manuscrits français 17.319 et notamment p. 138 à 142).

(741) Il s'agit en effet de la période très exceptionnelle, sinon unique dans l'histoire de France, où furent à la fois effectivement en exercice le chancelier et un garde des sceaux; les sceaux avaient été enlevés à SÉGUIER en faveur de Mathieu MOLÉ. Rentré en grâce, il avait repris ses fonctions, mais en laissant les sceaux à MOLÉ qui avait abandonné la première présidence du Parlement de Paris.

Après l'examen de diverses affaires — il y en avait 90 au rôle du Conseil pour la journée —, le chancelier avertit le Conseil que sur l'ordre du roi, il avait mandé les trésoriers de France du bureau de Paris pour les entendre sur une ordonnance très extraordinaire et qui allait contre l'autorité du roi et du Conseil. Bien loin de déférer à leurs ordres, les trésoriers, par une entreprise sans exemple, avaient fait défense aux maîtres des requêtes de se transporter dans les provinces et à tout receveur ou autre officier de les « reconnaître ». S. M. voulait que l'affaire fût examinée sans délai, que les trésoriers fussent entendus et « qu'il fût procédé ensuite contre eux par le Conseil, par les voies qu'il jugerait raisonnables pour assurer la conservation de son autorité, ainsi que le repos et la tranquillité publique... ».

Le chancelier demanda alors à un des huissiers d'aller voir si les trésoriers étaient arrivés; sur sa réponse affirmative, il ordonna de les faire entrer.

Les trésoriers pénétrèrent dans la salle et furent placés debout et tête nue derrière la chaise du garde des sceaux (Mathieu MOLÉ) (742).

S'adressant à eux, le chancelier leur dit que le roi était « fort mal satisfait de leurs procédés et de leur conduite »; leur ordonnance était entièrement opposée au bien de son service et le roi en avait saisi le Conseil. Il leur donna la parole « pour dire ce qu'ils pouvaient présenter à la rencontre, pour leur défense ».

En qualité de plus ancien trésorier du bureau, FORNIER parla en son nom : « Ayant appris qu'on envoyait des maîtres des requêtes en province faire leurs fonctions et procéder à des levées extraordinaires, ses collègues et lui s'étaient crus obligés, par leurs charges mêmes et les ordonnances qui les régissaient, d'agir comme ils l'avaient fait ».

Le chancelier, l'interrompant, lui demanda si le devoir de leurs charges les obligeait à attenter à l'autorité de leur souverain : « Ils n'avaient pas à se mêler des affaires de l'Etat; ils n'étaient pas des officiers assez importants pour cela, et le devoir de leurs charges consistait à obéir et suivre ponctuellement les ordres du roi. Quand ils y manquaient, comme ils l'avaient fait, on saurait les faire obéir. Il ne leur appartenait pas d'ordonner quoi que ce fût contre les instructions et ordres du roi; ils n'avaient pu le faire sans crime. Si le roi jugeait nécessaire, pour le bien de son Etat, d'envoyer des maîtres des requêtes dans les provinces, ils n'avaient pas à s'en occuper. Il était ridicule et dénué de toute apparence de raison de faire défense aux maîtres des requêtes d'exécuter les ordres du roi, d'autant que, juges inférieurs et dont les jugements étaient susceptibles d'appel, ils s'adressaient à leurs supérieurs, « maîtres de leur fortune et de leurs biens ». Ils devaient savoir que les maîtres des requêtes étaient les officiers les plus consi-

(742) Nous ne savons s'il siégeait à la droite du chancelier ou en face de lui, ce qui paraît mieux correspondre à la description de la scène, mais cadre mal avec l'usage suivant lequel le chancelier avait place en face de la « chaise du roi ».

dérables du royaume, aussi anciens que la monarchie. Leur fonction principale était d'aller dans les provinces, non pas faire les charges des trésoriers de France — c'était bien au-dessous d'eux —, mais tenir la main à ce qu'eux-mêmes les fissent, veiller à ce que les ordres du roi fussent exécutés, non pas seulement par eux, qui n'étaient que des « moindres officiers », mais par tous, et voir ce qui se passait dans les provinces. Il était insensé qu'ils donnassent l'exemple de la désobéissance et en arrivassent à faire défense aux receveurs et autres officiers de reconnaître l'autorité des envoyés du roi.

« Ils ne s'étaient pas contentés de s'insurger contre leurs maîtres et supérieurs; ils avaient tenté de soulever les peuples et les officiers contre les ordres du roi. Ils n'avaient pas mesuré la portée de leur acte en prenant cette ordonnance sans exemple. Il importait de leur apprendre à vivre. Il devait leur montrer que cette ordonnance si extraordinaire et si impertinente était sans raison, ni fondement, bien que le roi ne fût pas obligé de justifier ses actes et que tous les officiers fussent tenus de respecter ses ordres et les exécuter avec soumission et obéissance : Ils n'étaient pas dans le vrai en disant que le roi voulait faire des levées extraordinaires; il n'en était pas question et l'imposition que le roi voulait établir comportait une diminution de la taille (*sic*) pour constituer un fonds qui permettrait le séjour des troupes aux frontières, en évitant les désordres qu'apportent les gens de guerre dans le « plat pays » quand ils y prennent leurs quartiers d'hiver.

Sur ce point, il semble que l'argumentation du chancelier s'embarassait quelque peu, mais laissons-le continuer :

« Il était étrange que les trésoriers de France, qui devaient contribuer au soulagement des peuples et à l'exécution des bonnes intentions du roi, fussent les premiers à s'y opposer en faisant défense de faire les levées ordonnées par Sa Majesté.

« Non contents de soulever les peuples et de les soustraire à l'autorité légitime du roi, ils avaient, par une entreprise sans exemple, convoqué et tenu des assemblées illicites en réunissant en un « corps » des trésoriers de tous les bureaux pour s'entendre sur les mesures à prendre pour s'opposer aux volontés du roi. Il ne leur suffisait pas d'empêcher son service en leurs généralités; ils voulaient mettre encore le feu dans toutes les provinces par des lettres circulaires. Le Conseil avait appris de source certaine qu'à leur exemple les autres bureaux prétendaient en faire autant.

« Ils pouvaient répondre en toute liberté : le roi n'entendait leur fermer la bouche. Après quoi, le Conseil déciderait ce qui serait nécessaire pour le bien de son service ».

FORNIER répondit qu'il voyait avec peine que les intentions des trésoriers de France avaient été prises en mauvaise part, aussi bien par le roi que par le chancelier. « Ils n'avaient jamais eu d'autres pensées que de les servir; dans les derniers troubles, ils s'étaient signalés à cet égard en faisant porter à l'Epargne plus de 600.000 livres

que MM. les Princes voulaient emporter de Paris. Feu Monsieur de LA VIEUVILLE, leur surintendant, avait reconnu et témoigné qu'ils avaient bien servi et il leur était bien pénible d'entendre les reproches qui leur étaient faits. Contrairement à ce qui s'était toujours pratiqué, les ordres du roi ne leur avaient pas été adressés, mais aux maîtres des requêtes; ils avaient été traités comme des sergents ou des huissiers quand il leur avait été seulement enjoint de donner leurs attaches, faute de quoi, il serait passé outre à cette levée qui devait être faite par anticipation. Ils avaient alors été voir le roi pour lui « faire leurs remontrances »...

Au mot de « remontrances » le chancelier bondit : « Les trésoriers de France n'étaient pas qualifiés pour formuler des « remontrances »; ils pouvaient, tout au plus, exprimer de « très humbles prières et supplications »; seules, les Cours souveraines y étaient admises ». Mettant fin aux explications des trésoriers, le chancelier s'enquit de leur greffier. SENSIER, greffier du bureau, ayant été appelé, le chancelier lui demanda où était son registre; il le lui présenta, puis le mit sur la table du Conseil. Il apparut alors aux assistants qu'il n'y avait là qu'un recueil de copies des ordonnances des trésoriers de France et non les originaux; le chancelier observa que, l'ordonnance délivrée faisant mention des signatures de SANTEUL, HARDY et autres, il devait avoir pour sa décharge un original (743). SENSIER répondit qu'il n'avait jamais eu d'autres registres et que le livre présenté constituait sa seule décharge. Les trésoriers de France confirmèrent cette assertion.

De SANTEUL déclara alors que les trésoriers avaient agi en conformité des pouvoirs à eux conférés par les ordonnances et que « toutes choses bien examinées et posées, il ne se trouvait rien de contraire. Ils avaient exposé leurs raisons et suppliaient le Conseil de les examiner avec les ordonnances qui les habilitaient à agir comme ils l'avaient fait, et dont ils produisaient des extraits en forme ». Ces extraits et le cahier contenant les « raisons des trésoriers » furent déposés sur le bureau. De VAROQUIER conclut « qu'ils n'avaient rien fait que de juste en se conservant en les fonction et autorité de leurs charges ».

Le chancelier leur demanda s'ils n'avaient rien d'autre à ajouter. « Le Conseil prendrait avis, ne négligerait rien et ferait justice ». Il les

(743) La critique du chancelier SEGUIER était fondée : l'absence de signatures était contraire à la fois à l'édit de juillet 1577 : « Les expéditions ne sont faites et scellées qu'ès bureaux. Elles sont signées et expédiées par ceux qui se trouvent à l'assemblée » et au règlement particulier du bureau du 31 décembre 1597, article 17 : « Toutes expéditions délibérées et résolues en la compagnie seront signées indifféremment par ceulx qui seront de service, soit qu'ils fussent d'avis de la résolution pour l'affaire ou non » (Arch. nat. Z1b 134, f° 3 r°).

La seconde disposition, conforme à un principe alors unanimement admis, montre par ailleurs que le gouvernement n'était pas fondé à engager la responsabilité d'un officier collégial du seul fait de l'apposition de sa signature sur un texte, puisque tenu par « la règle de la majeure » (majorité), l'officier ne pouvait la refuser, même si la décision prise par le collège était contraire à son opinion personnelle.

invita ensuite à se retirer avec leur greffier de la salle du Conseil et d'attendre ses ordres. Ce faisant, ils observèrent « qu'il n'était pas juste que des maîtres des requêtes fussent juges de leur cas, s'agissant d'une affaire qui les regardait ». Le chancelier leur répéta de se retirer en répliquant « qu'il ne leur appartenait pas de se mêler de cela ».

L'affirmation était contestable, le droit de récusation d'un juge appartenant toujours à un accusé dans la limite des dispositions applicables. Il est vrai que le Conseil de direction des finances n'était pas un véritable tribunal : Le roi ou son représentant y prenait ses décisions après avoir recueilli les avis des membres du Conseil, mais sans que les voix fussent comptées.

Quoi qu'il en fût, les trésoriers de France ayant quitté la salle, le chancelier pria Isaac de LAFFÉMAS (744), rapporteur de l'affaire, de lire l'ordonnance incriminée. Cette lecture faite, le secrétaire du Conseil donna celle des observations écrites pour être soumises au roi et intitulées : « Remontrances des trésoriers de France et de tous les bureaux du royaume ». Après quoi, le chancelier demanda à LAFFÉMAS d'exprimer son avis.

LAFFÉMAS exposa que les trésoriers de France avaient eu grand tort, « l'affaire ayant commencé par l'exécution ». Ils se plaignaient de la décision prise par le roi d'envoyer des maîtres des requêtes dans les provinces, ainsi que de l'entreprise faite sur leurs charges. Ils n'y étaient pas fondés et, quand même l'eussent-ils été, ils n'avaient pas à se faire justice eux-mêmes, mais à s'adresser au roi. De plus, ils avaient envoyé dans les provinces des lettres circulaires susceptibles d'y exciter des désordres et des troubles; on ne pouvait leur trouver d'excuses; ils auraient mérité un châtiment exemplaire. En semblable occurrence, le Parlement avait souvent ordonné que fussent brûlés par la main du bourreau les textes incriminés. Ce n'était pas dans les usages du Conseil; aussi ne proposait-il que de casser l'ordonnance comme séditieuse et contraire au service du roi, et d'ordonner qu'elle soit « rayée, biffée et lacérée » en la présence des trésoriers et que, en ses lieu et place, soit inséré dans leur registre l'arrêt intervenu. Les

(744) Isaac de LAFFÉMAS (1584-1657), « l'âme damnée du feu Cardinal » pour parler comme Alexandre DUMAS et VIGNY, était un étrange personnage. Fils d'un célèbre économiste, « contrôleur général du commerce », il avait été reçu avocat en 1604, puis se serait fait comédien ambulant pour les beaux yeux d'une demoiselle de théâtre; secrétaire du roi, maison et couronne de France en 1613, il avait acquis assez bizarrement un office d'élu en l'élection de Château-Thierry en lequel il s'était fait recevoir à la Cour des aides de Paris le 17 août 1616 (Arch. nat. Z1a 540); pourvu d'un office de maître des requêtes en 1623, il s'était heurté à l'opposition des maîtres des requêtes en place. Installé néanmoins sur l'ordre du roi, il avait été un des auxiliaires de prédilection de RICHELIEU, spécialiste des commissions extraordinaires et des condamnations impitoyables. Lieutenant civil de Paris de 1634 à 1643, il avait été disgracié après la mort de RICHELIEU en raison, s'il faut en croire TALLEMANT DES RÉAUX (Ed. de 1862, t. IV, p. 76), de dénonciations portées contre le chancelier SEGUIER, et avait repris ses fonctions de maître des requêtes.

Sur Isaac de LAFFÉMAS : Cf. Georges MONGREDIEN : « Le bourreau du Cardinal de RICHELIEU »; Isaac de LAFFÉMAS (Sources inédites). Paris, 1929, in-8 (Bibl. nat. in-8 Ln27 63.740).

signataires de l'ordonnance devraient être interdits de leurs fonctions et de l'exercice de leurs charges, défense leur étant faite d'y contrevenir à peine de faux : ils devraient pareillement être privés de leurs gages pour avoir mal servi le roi. L'arrêt devrait être lu et publié afin que personne ne pût prétendre l'ignorer.

Le chancelier demanda alors au contrôleur général son avis : LE CAMUS s'embarqua dans de longs commentaires. A l'idée que les autres membres du Conseil pourraient être tentés d'en faire autant, le chancelier, inquiet, crut devoir indiquer qu'un projet d'arrêt avait été établi, sur lequel l'accord pourrait probablement se faire, et que « si Messieurs du Conseil voulaient en entendre lecture, bien du temps serait épargné ».

Cette lecture faite, tous les assistants furent, les uns après les autres, invités à donner leur avis. Tous déclarèrent approuver la rédaction.

En opinant dans ce sens, Séraphin de MAUROY, intendant des finances, suggéra de préciser que les gages des trésoriers seraient portés à l'Epargne. Cette observation, apparemment oiseuse, mérite qu'on s'y arrête : Priver les trésoriers de France de leurs gages et faire verser les dits gages à l'Epargne n'étaient pas équivalents. Averti de la faiblesse du régime, l'intendant des finances ne doutait pas qu'on ne revînt rapidement sur les sanctions prononcées; or, dans le premier cas, les gages retenus seraient inmanquablement rendus aux trésoriers; dans le second, ils resteraient acquis à l'Etat, la dépense étant passée en compte (le crédit ayant été consommé, pour parler notre langage).

Un conseiller d'Etat, LAISNÉ DE LA MARGUERIE (745), observa qu'il y avait « un mot dans l'arrêt qui n'était pas du style des arrêts du Conseil » : Au lieu de « seules intentions », il fallait mettre « justes intentions ». Voyant qu'il pouvait s'en débarrasser à peu de frais, le chancelier déclara qu'il serait tenu compte de cette observation si pertinente.

LALLEMAND (746), maître des requêtes, suggéra d'envoyer au bureau des finances de Paris tous les maîtres des requêtes désignés pour se rendre dans les élections de la généralité de Paris, afin d'y lire l'arrêt et de le faire enregistrer dans les termes mêmes où il avait été dressé, mais sa suggestion ne fut pas retenue.

Après quoi, le chancelier, le garde des sceaux et les surintendants des finances paraphèrent la copie de l'ordonnance des trésoriers de France et leurs prétendues remontrances, puis, avec LAFFÉMAS, signèrent l'arrêt.

Alors, les trésoriers de France furent rappelés et debout, tête nue,

(745) Pas, semble-t-il, l'intendant de Bourgogne et de Normandie, mais son père, qui vécut jusqu'en 1656.

(746) Pierre LALLEMAND, conseiller au Parlement de Metz le 8 novembre 1633, lieutenant général des eaux et forêts (table de marbre du palais) le 1^{er} juin 1635, conseiller au Parlement de Paris le 1^{er} mars 1642, maître des requêtes le 2 janvier 1653, décédé en fonctions le 24 juillet 1662.

ils eurent à entendre la lecture, par le secrétaire du Conseil, de l'arrêt qui suit :

« Le roi s'étant fait représenter en son Conseil la copie imprimée de l'ordonnance des trésoriers de France de Paris du (29^e) jour d'août dernier signée FORNIER, DE SANTEUL, FRAGUIER, HACHETTE, VAROQUIER, HARDY, AMAURY, GEDOUYN, DOUBLET, DE LEYRIT, et SENSIER, greffier, par laquelle ils ont artificieusement voulu faire entendre que les maîtres des requêtes qui sont envoyés par S. M. dans ses Provinces sont chargés de faire de nouvelles « levées » sur les sujets de S. M. sans lettres patentes, quoiqu'il soit véritable que les dits maîtres des requêtes n'ont esté départis dans les généralités du royaume que pour y faire leurs chevauchées suivant l'institution de leurs charges, s'informer des contraventions qui sont faites aux ordonnances et réglemens de S. M. en la perception des tailles et des autres revenus, de quelle façon la justice est administrée à ses sujets et des oppressions qui leur ont été faites, tant par les gens de guerre en leurs logements et passages que de celles que les faibles ou pauvres souffrent journellement des personnes puissantes qui abusent de leur pouvoir, comme aussi pour prendre un soin particulier que les deniers destinés à l'ustensile et entretenement des gens de guerre dans les places frontières où S. M. a résolu de les loger pendant les quartiers d'hiver soient promptement levés et imposés également sur tous ceux qui y doivent contribuer, laquelle ordonnance lesdits trésoriers de France ont envoyée dans toutes les élections de ladite généralité de Paris, accompagnée de lettres particulières aux élus, receveurs des tailles et officiers des greniers à sel par lesquelles ils leur font deffense de reconnaître lesdits maîtres des requêtes et autres commissaires extraordinaires de quelques qualités et conditions qu'ils soient, ni de déferer à leurs ordres et à tout receveur de leur représenter leurs registres, ni donner aucun estat des deniers par eux reçus à d'autres qu'à ceux qui seraient nommés par le bureau, à peyne de 500 livres d'amende, qui est un attentat sans exemple et digne de punition, au mépris de l'autorité de S. M., à dessein de priver ses sujets du soulagement qu'ils doivent attendre de ses justes et bonnes intentions et de faire durer les désordres qui se sont glissés en la levée des tailles qu'aucuns des dits trésoriers de France en divers endroits de son royaume fomentent et autorisent au lieu de les empêcher; ne s'estant les dits trésoriers de France de Paris laissé emporter à cet excès d'audace que pour leurs intérêts particuliers, quoique S. M. y eût pourvu autant que la raison et la justice le pouvait requérir en ordonnant par son écrit du 18 juillet dernier qu'ils donneraient leurs attaches à l'ordinaire sur les commissions qui leur seraient envoyées, ce qui étoit nécessaire de pourvoir pour la conservation de l'autorité de S. M., bien de son Etat et repos de ses sujets, après que lesdits trésoriers de France ont été ouys en leurs raisons par leurs bouches et vu celles qu'ils ont baillées par écrit sous le nom de tous les trésoriers de France des autres généralités du royaume et que leur registre a été représenté par leur greffier et que lecture en a été donnée, S. M. en

son Conseil a cassé et annulé ladite ordonnance des trésoriers de France à Paris du mois d'août dernier comme attentat, leur fait deffense d'en donner de semblables à l'avenir, à peyne de privation de leur charge, ordonne que les arrêts et commissions expédiées pour l'imposition dudit quartier d'hiver seront exécutés en leur forme et teneur et, pour réparation de l'entreprise faite par lesdits trésoriers de France, que la minute de ladite ordonnance insérée dans leurs registres présentement apportés audit Conseil par le greffier dudit bureau sera lacérée et biffée et que lesdits FORNIER, DE SANTEUL, FRAGUIER, HACHETTE, VAROQUIER, HARDY, AMAURY, GEDOUYN, DOUBLET et de LEYRIT, qui ont signé ladite ordonnance, seront privés de leurs gages et droits et interdits de la fonction de leur charge jusqu'à ce qu'autrement par S. M. en aura été ordonné, leur fait défense de s'y immiscer à peine de faux, déclarant nuls dès à présent tous les actes et délibérations où ils seraient intervenus, fait S. M. pareille inhibition et défense à toutes personnes, de quelque qualité et condition qu'elles soient, de troubler et empescher les maîtres des requêtes, intendants des finances et autres commissaires de S. M. en l'exécution de ses ordres sous peyne d'être procédé extraordinairement contre les contrevenants; ordonne en outre S. M. aux gouverneurs des provinces et places, officiers et magistrats qu'il appartiendra, de tenir la main, chacun en droit soy, à l'exécution du présent arrêt nonobstant oppositions ni appellations quelconques dont, si aucunes interviennent, S. M. en a réservé la connaissance à soy et à son dit Conseil, icelle interdite et expressément deffendue à toute Cour et autres juges, et sera ledit présent arrêt, publié et affiché où besoin sera et inséré dans le registre du dit bureau de Paris en la place de ladite ordonnance qui aura été lacérée ».

« Ordonne en outre S. M. que, par un des maîtres des requêtes ordinaires de son hostel, il sera informé des assemblées illicites et monopoles qui auront esté faits en la présente ville et des lettres circulaires qui ont esté escrites par aucuns trésoriers de France des autres généralités, soy-disant députés de leurs bureaux pour, l'information rapportée et vue, estre procédé contre eux ainsi que de raison, et cependant S. M. leur fait très expresse inhibition et défense, comme aussi aux députés des Elections, de s'assembler à l'advenir, ni de composer aucun corps à peine de privation de leurs charges sauf à se pourvoir, chacun en particulier, pour représenter leurs intérêts sur lesquels S. M. fera droit comme il appartiendra ».

Fait au Conseil d'Etat du roi, à Paris, le 17^e jour de septembre 1653.

Signé : SÉGUIER, MOLÉ, SERVIEN, FOUCQUET,
DE LAFFÉMAS (747).

(747) La minute de l'arrêt est conservée, avec les archives du Conseil du roi (Finances), aux Archives nationales, sous la cote E 260 B, p. 158 et suivantes.

Après cette lecture, les trésoriers de France voulurent se retirer, mais le chancelier leur enjoignit de rester et, sur son ordre, MUSNIER, huissier à chaîne du Conseil, lacéra en leur présence la feuille du registre du bureau où était l'ordonnance incriminée. Le chancelier avertit le secrétaire du Conseil qu'il aurait à insérer au registre l'arrêt intervenu au lieu et place de la page déchirée (748).

Alors seulement, les trésoriers purent s'en aller.

Nous ne savons s'il fut procédé à l'information ordonnée par l'arrêt. Indéniablement, c'était à tort que la régularité de l'Assemblée des trésoriers de France y avait été mise en doute : elle s'autorisait de textes incontestables.

Au demeurant, les appréhensions de l'intendant de MAUROY se justifièrent pleinement : Dès le 11 mars 1654, un arrêt du Conseil du roi levait l'interdiction prononcée contre les signataires de l'ordonnance du 29 août 1653 et disposait qu'ils exerceraient leurs charges comme auparavant. Le roi leur donnait main levée de leurs gages et droits et ordonnait qu'ils leur fussent payés par les receveurs généraux des finances (749).

En dépit des dispositions de l'arrêt du Conseil, les trésoriers reprirent leurs réunions quelque temps plus tard, mais ne le firent que discrètement en utilisant à cet effet l'appartement de FOURNIVAL, que leur secrétaire mettait à leur disposition en en assurant le chauffage (750).

A partir de 1657, ils estimèrent que l'oubli s'était fait sur l'affaire de 1653 et que l'Assemblée pourrait reprendre ouvertement ses réunions périodiques à la « Chambre du trésor ». Mal leur en prit car, à la longue, le gouvernement s'en émut et, le 2 avril 1661, le Conseil du roi rendit l'arrêt suivant qui englobait dans une même condamnation l'Assemblée des trésoriers de France et celle de leurs subordonnés, les élus :

« ... Le roi étant dûment averti qu'il se fait en cette ville de Paris des assemblées par aucuns officiers des bureaux des finances et élections sur le prétexte du rétablissement de leurs fonctions et de leurs gages et droits, quoique en apparence il semble que (ce) soit chose raisonnable, néanmoins cela estant mal interprété pourrait nuire aux

(748) Le secrétaire du Conseil d'Etat, BOUER DES FONTAINES, n'y procéda que tardivement : c'est seulement le 22 septembre 1654 que, contre un récépissé qui fut joint à l'arrêt du Conseil, il restitua le registre, complété comme il avait été ordonné, au greffier SENSIER après lui avoir fait promettre de le représenter chaque fois qu'il en serait requis. Le Conseil craignait évidemment que le bureau, à son tour, ne fit disparaître l'arrêt ou le registre.

Précisons que le registre des trésoriers de France existe toujours ; il est conservé aux Archives nationales sous la cote Zlf 215 et comporte, au lieu de la page 219-220 qui a été arrachée, une expédition de l'arrêt du Conseil.

(749) L'arrêt du Conseil fut enregistré au bureau des finances de Paris le lendemain, 12 mars 1654 (Arch. nat. Zlf 217).

(750) Ils négligèrent d'ailleurs d'en payer les frais et ce fut un des griefs de FOURNIVAL quand il les attaqua devant le prévôt de Paris pour les contraindre à lui régler son dû (cf. *infra*, p. 482).

affaires de S. M. pendant qu'elle travaille journellement au rétablissement de l'ordre si longtemps interrompu, ce qui ne peut se faire que peu à peu et étant nécessaire à ce que les dites assemblées ne portent pas préjudice aux rentrées destinées aux dépenses de l'Etat, Sa Majesté étant en son Conseil a fait inhibition et deffence aux dits officiers des bureaux des finances et élections et autres de faire aucune assemblée en cette ville ni ailleurs, sinon es-bureaux où leur devoir les oblige de se trouver, à peine d'estre procédé contre les contrevenants comme réfractaires aux volontés de S. M., enjoint aux trésoriers et eslus de se retirer incessamment es-villes de leur établissement pour y faire le deub (*sic*) de leur charge, à peine de désobéissance (ici le projet prévoyait les mots « interdiction, radiation de leurs gages et prison », mais ces mots furent rayés dans le texte définitif) (751).

9) DÉLÉGUÉS DU TRÉSORIER DE L'ÉPARGNE ET DES CONTRÔLEURS GÉNÉRAUX.

Au cours de la période de la Fronde, les trésoriers de France n'eurent pas seulement affaire aux délégués directs du Conseil du roi, maîtres des requêtes, intendants et autres commissaires, mais à des personnalités envoyés dans les recettes générales et particulières, avec l'assentiment du Conseil, par le trésorier de l'Epargne et le contrôleur général des finances ou celui des fermes et gabelles.

Assurément, il ne pouvait être question de les écarter par principe : les trésoriers de France, tenus d'envoyer un double de tous leurs états au trésorier de l'Epargne, étaient nécessairement dans une certaine sujétion à son égard ; ils ne pouvaient guère également récuser l'autorité des contrôleurs généraux. D'autre part, le trésorier de l'Epargne, comptable suprême, avait des relations nécessaires et constantes avec les receveurs généraux et, partant, les receveurs particuliers ; les contrôleurs généraux devaient, eux aussi, être à même de prolonger auprès d'eux l'exercice de leur contrôle. Les trésoriers de France, toutefois, semblaient fondés à penser que le fonctionnement harmonieux du système exigeait le respect de la voie hiérarchique et le passage par leur intermédiaire de toute communication entre les autorités centrales et les comptables. L'envoi de délégués, munis de pouvoirs propres, devait fatalement amener des frictions.

Dès mai 1649, le Conseil du roi avait délégué dans les recettes générales des commis de l'Epargne pour contrôler les paiements et accélérer les rentrées. A Rouen, tout au moins, le bureau des finances s'était ému de cette « introduction » (innovation) qui lui semblait aller à l'encontre des déclarations de juillet et d'octobre 1648 et mars 1649 (752).

(751) Arch. nat. E 1714, n° 62.

(752) Lettre n° 176 du bureau des finances de Rouen du 14 mai 1649, lue à l'assemblée le 19.

Un arrêt du Conseil du roi du 27 septembre 1650 (753) autorisa les commis en cause à prendre les deniers dans les recettes particulières et générales pour les porter à l'Epargne, en dispensant les comptables de produire aux trésoriers de France les bordereaux des espèces transportées. La mesure privait les trésoriers d'une de leurs attributions, ce qui les chagrina. Il est vrai qu'elle s'accompagnait d'une innovation heureuse, l'autorisation de substituer au transport matériel des espèces l'acquisition de lettres de change et leur transmission à l'Epargne; mais il semble que, sous la réserve du transport des lettres, les trésoriers de France y auraient été aussi aptes que les commis de l'Epargne.

Les bureaux des finances eurent d'autres sujets de plaintes. A Tours (754), où le bureau n'avait pourtant enregistré que sous réserve de modifications la commission d'un commis de l'Epargne et celle de commissaires extraordinaires dans les recettes particulières, les dits commis et commissaires prétendirent interdire aux trésoriers de France de faire compter les comptables par « états sommaires », c'est-à-dire de leur faire justifier leur situation de caisse en cours d'année. En signalant le fait à l'Assemblée générale du 3 janvier 1651, le bureau observait que les commis de l'Epargne lui étaient substitués dans une de ses attributions essentielles.

Il signalait également qu'en exécution d'un arrêt du Conseil du 12 octobre 1650 les commis faisaient établir, par les receveurs particuliers, des contraintes contre les paroisses qu'ils remettaient aux prévôts des maréchaux pour les exécuter avec l'assistance de gens armés, ce qui était contraire à la fois aux déclarations de 1648 et aux textes fixant les propres attributions du bureau.

A Moulins, en novembre 1651, le bureau des finances se plaignit pareillement de l'intervention de commis du contrôleur général des fermes et gabelles qui utilisaient les élus dans leurs recherches et se substituaient aux trésoriers de France dans certaines de leurs fonctions (755).

10) *RELATIONS AVEC LES TRAITANTS ET PARTISANS.*

A plusieurs reprises au cours de ce travail (756), nous avons rencontré une catégorie d'individus encore plus honnis des trésoriers de France que les intendants : les traitants et partisans (757).

(753) Cité dans la lettre n° 212 du bureau des finances de Tours.

(754) Lettre n° 212 du bureau des finances de Tours du 3 janvier 1651.

(755) Lettre n° 239 du bureau des finances de Moulins en date du 8 novembre 1651, lue à l'assemblée le 21.

(756) Notamment pages 19 et 28.

(757) Sur les rapports des trésoriers de France et des traitants et partisans vers l'époque de la Fronde, cf. notamment des deux factums des trésoriers de France de 1648, publiés en in-4 (Bibl. nat. Lf31 17 et 18), et leurs remontrances à la reine de juin 1648, conservées à la Bibliothèque mazarine (manuscrit 2117, pages 245 à 250) et reproduites par Charles GODARD dans : « Pouvoirs des intendants sous Louis XIV » (Bibl. nat. Lf34 bis 14).

A citer la thèse pour l'Ecole des Chartes de Mlle Andrée JACQUARD sur : « Le

Les traitants étaient des financiers qui se chargeaient du recouvrement de certains impôts ou produits extraordinaires aux termes et conditions d'un traité. Les partisans étaient ceux qui s'associaient en un « parti » aux mêmes fins (758).

Au xvii^e siècle, le public ne distinguait plus guère les traitants des partisans et les termes étaient pratiquement synonymes.

Tout traité était passé avec un seul personnage qui, souvent, n'était qu'un homme de paille, mais qui devait fournir des cautions solvables et, dans le cas général, c'étaient les cautions qui étaient les véritables traitants et partisans.

Le système, assez étrange, durera jusqu'à la fin de l'ancien régime et, au xviii^e siècle, les fermiers généraux n'en seront jamais que les cautions du titulaire nominal du bail de la ferme générale. Il avait été adopté vraisemblablement pour éviter un lien de droit direct entre les fermiers véritables et les redevables, et surtout pour les soustraire aux incompatibilités portées par les textes ou le simple bon sens entre l'exercice de fonctions publiques et l'exécution d'un traité (759). Peut-être aussi était-il destiné à faciliter la division effective des affaires de trop d'importance, importance qui amenait souvent la cession de participations à des tiers et la passation de sous-traités suivant des modalités d'ailleurs variées.

Pour la période 1631-1653, nous connaissons exactement le nom des traitants par un répertoire provenant du chancelier SEGUIER et conservé à la Bibliothèque nationale (760). Il y est donné, en trois colonnes, les noms des cautions (M. un tel), les noms ou « surnoms » (pseudonymes) des contractants (sans M.), classés par ordre alphabétique, les dates des traités, à l'exclusion — malheureusement — de leur nature.

Un répertoire semblable, mais ne concernant que la période 1640-1648, relate les prêts faits au roi suivant actes passés au Conseil sous le nom des traitants et de leurs cautions (761). Le fait montre le lien

rôle du traitant dans l'histoire de l'administration financière de la France de 1643 à 1653 ». Positions publiées par l'Ecole, 1958, p. 59 à 66 (Bibl. nat. 8° L44 12, 1958-1960).

(758) Nous adoptons l'interprétation de LITTRÉ. Il serait possible d'en trouver d'autres et le « parti » pourrait bien être le traité lui-même (Cf. « charte-partie », en droit maritime), sinon la participation du financier au produit des recouvrements.

(759) Il a été dit cependant, p. 28, qu'en son article 20, le projet de constitution arrêté le 8 juillet 1648 par la Chambre Saint-Louis prétendait étendre aux cautions associées et intéressées des traitants et partisans l'exclusion de toute Cour souveraine prononcée contre ces derniers.

(760) « Alphabet des noms des traitants et du nom de leurs cautions fait sur les surnoms de ceux qui ont porté le nom des traités depuis 1631 jusqu'en 1653 » (Bibl. nat. Manuscrits français 18.229. Volume très richement relié aux armes des SEGUIER).

Le libellé du titre implique que l'emploi d'un pseudonyme était presque de règle pour les signataires des traités.

(761) « Etat par extrait de tous les prêts faits au Conseil du roy depuis le 1^{er} janvier 1640 jusqu'en 1648 sous le nom de traitans et de leurs cautions » (Bibl. nat. Manuscrits français 18.230).

existant entre la mise en ferme des impôts et l'alimentation du Trésor. Les traitants et partisans n'étaient pas seulement des entrepreneurs du recouvrement des impôts et droits du roi, mais encore et surtout ses banquiers, d'où leur prolifération dans les périodes de difficultés financières et notamment à partir de la régence d'Anne d'AUTRICHE (762).

Les noms des signataires des traités sont sans intérêt; il s'agit souvent de secrétaires ou de domestiques de la caution, exceptionnellement, de parents (763).

Ceux des cautions sont infiniment plus instructifs. On est surpris d'y trouver nombre de personnages connus, des secrétaires du Conseil d'Etat (764), des intendants de finances (765), des maîtres des requêtes (766), des comptables supérieurs (767) et, en dépit de toutes les interdictions, au moins un trésorier de France, MONTAURON (768) (769), sans parler de François CATELAN, non encore reçu (770).

Quant aux personnes mêmes des traitants, nous sommes d'ailleurs en possession d'une documentation très abondante, mais malheureusement extrêmement fantaisiste. C'est celle des pamphlets et libelles englobés, avec ceux dirigés contre MAZARIN et les personnages mar-

(762) C'est à ce titre qu'ils ont été étudiés par GERMAIN-MARTIN et Marcel BESANCON dans leur : « Histoire du crédit public sous le règne de LOUIS XIV ». Paris, 1913, in-8 (Bibl. nat. 4° V 7758).

(763) Par exemple, Pierre PUGET, cautionné le 15 décembre 1632 par MONTAURON; la veuve SANSON, née TABOURET, cautionnée le 12 octobre 1648 par Martin TABOURET.

(764) Claude CORNUEL (vers 1577-1638), Jacques BORDIER (vers 1595-1660), Guillaume de BORDEAUX (vers 1590-1660), Jacques GALLAND (vers 1590-1654).

(765) Claude CORNUEL, Jacques BORDIER et Guillaume de BORDEAUX, précités, Denis MARIN (vers 1600-1678).

(766) Gédéon TALLEMANT (vers 1613-1668), maître des requêtes et intendant d'Orléans, puis de Guyenne.

(767) Claude Housset (vers 1615-1685), trésorier des parties casuelles, plus tard intendant de finances.

(768) Originaire de Toulouse, neveu d'un trésorier de l'Epargne, Pierre du PUGET, sgr de MONTAURON (vers 1595-1664), receveur général des finances de Guyenne en 1635, secrétaire du roi le 27 avril 1637, avait été pourvu de l'office de premier président du bureau des finances de Montauban le 23 octobre 1638, mais avait été reçu à la Chambre des comptes en la seule qualité de président le 15 janvier 1639; il exerça — en principe — ses fonctions au bureau jusqu'en 1646.

Nous connaissons parfaitement le personnage grâce à TALLEMANT DES RÉAUX, Gédéon TALLEMANT, déjà cité, cousin germain de ce dernier, ayant épousé une fille de MONTAURON. Il avait les faveurs de RICHELIEU qu'il amusait par sa faconde et ses contemporains l'appelaient, paraît-il, « Son Eminence gasconne ». D'un grand faste, il était fort répandu dans la haute société et TALLEMANT DES RÉAUX est intarissable sur lui et les siens. A son usage, il ne les présente pas d'ailleurs sous un jour spécialement favorable (Ed. de 1862, tome V, p. 89 et suivantes).

Ce fut à lui que CORNEILLE dédia sa tragédie de CINNA « comme étant par quelques côtés comparable à AUGUSTE » (sic).

(769) On trouve même un CHANTEREAU-LEFEBVRE. Nous nous plaisons à croire que ce n'était pas le trésorier de France à Soissons, intendant de Lorraine et des Trois-Evêchés et célèbre historien, mais un de ses fils, qui devinrent d'ailleurs, eux aussi, trésoriers de France à Soissons.

(770) Cf. supra, p. 136.

quants de l'époque, sous le nom de « mazarinades » (771). On doit citer notamment à cet égard : le « Catalogue des partisans, ensemble avec leur généalogie, extraction, vie et mœurs et fortune » du 26 janvier 1649 (772), sinon la « Description des vie, mœurs et façon de faire des péagers, publicains, maletostiers, monopoleurs, fermiers et partisans » de la même année (773).

Il serait assurément imprudent d'attacher foi aux allégations de ces pamphlets, mais ils sont quand même précieux en permettant d'orienter les recherches sur des faits déterminés. Les personnages eux-mêmes sont présentés sous le jour le plus fâcheux, mais on doit noter le manque d'imagination des auteurs des libelles; les portraits donnés ne ressortissent guère qu'à deux types : l'illettré, de basse origine, passé valet de quelque traitant ou personnage puissant et s'élevant à force de compromissions. Ce sera la version adoptée par LA BRUYÈRE dans un de ses portraits (774) : « Sosie, de la livrée a passé par une petite recette à une sous-ferme et par les concussions, la violence et l'abus qu'il a fait de ses pouvoirs, il s'est enfin, par la ruine de quelques familles, élevé à quelque grade; devenu noble par une charge, il ne lui manquait que d'être homme de bien; il le sera en se faisant marguillier ».

Quant il était véritablement impossible d'affirmer la basse extraction d'un traitant, les libelles ne manquaient pas d'incriminer la prodigalité et les mœurs détestables de l'intéressé et des siens et, notamment, les infâmes faveurs que son père aurait reçues de HENRI III. A admettre que HENRI III ait eu des mœurs fâcheuses — et le fait n'a jamais été prouvé — l'infortuné monarque n'aurait pu manifestement y suffire.

Nous avons évoqué certains partisans dans les chapitres précédents : Etienne CHABENAS, Antoine et Claude VANEL, Martin TABOURET (775), François CATELAN (776). Rappelons que le 21 août

(771) Il y en eut plus de 4.000 pour la période de la Fronde.

(772) Avec cette précision : « Contre lesquels on peut et on doit agir pour la contribution aux dépenses de la guerre présente »; le Parlement de Paris s'occupait alors en effet d'établir une imposition spéciale sur les intéressés (Bibl. nat. Lb37 579).

Le catalogue des partisans a été publié également dans le tome 1^{er} (p. 113) du « Choix des mazarinades » de Célestin MOREAU, 2 vol. in-8 (Bibl. nat. Lb37 52 et N 415).

(773) Description... non moins facétieuse, naïve et véritable que sérieuse et mystique, composée par DEMOPHILE, 1649, in-4, 38 pages (Bibl. nat. Lb37 565).

Il y est précisé que les partisans avaient « la férocité du lion, la volerie de la chouette, la cautèle du renard, la malice du singe, la brutalité du lestrygon, l'envie du chien, la gloutonnerie du loup, la superbe du paon, la lascivité du satyre, la cruauté du tigre, la trahison du crocodile et, pour faire court, la haine et le venin du serpent contre l'homme ».

(774) Caractères : Des biens de fortune. 15. (Edition Hachette, 1865, t. I, p. 269 et 250).

(775) Le « Catalogue des partisans » donne pour Martin TABOURET les indications suivantes : « TABOURET, fils d'un fripier de ceste ville, depuis notaire et ensuite maltôtier, associé dudit CATELAN, a fait de son chef toutes les taxes, créations et augmentations des greffiers du royaume, par le moyen de quoi ce drôle, outre les superbes bastiments et plusieurs acquisitions qu'il a faites à la cam-

1648, le Parlement de Paris avait décidé d'ouvrir des poursuites contre les deux derniers et un nommé LE FEBVRE (777), qui avaient traité des prêts sur les réductions de gages des officiers et passaient pour avoir

pagne, a donné en mariage à une sienne fille plus de 600.000 livres et luy a assuré autant après sa mort ».

Il résulte de divers actes des pièces originales (n° 2.784) de la Bibliothèque nationale que TABOURET, d'ailleurs secrétaire du roi depuis le 29 juillet 1636, était bien le fils d'un fripier et qu'il avait un frère exerçant le même état. L'indication relative au mariage de sa fille paraît également exacte : Madeleine TABOURET venait d'épouser Charles de BARBEZIÈRE, comte de CHEREMEAULT, frère de François de BARBEZIÈRE (vers 1620-1679), la « belle geuse » selon les contemporains, fille d'honneur d'Anne d'Autriche qu'elle espionnait pour le compte de RICHELIEU, puis femme de Macé BERTRAND DE LA BAZINIÈRE (trésorier de l'Epargne, 2^e du nom) (vers 1620-1688), et maîtresse de PARTICELLI D'EMERY (qu'il aurait « bignée » — échangée — avec LA BAZINIÈRE contre Marion DELORME suivant TALLEMANT DES RÉAUX. Ed. de 1862, t. III, p. 490).

Contrairement à ce qu'a écrit le biographe de « FOUQUET », Jules-Auguste LAIR (1890, 2 vol. in-8. Bibl. nat. 8° Ln27 39.154), ce ne fut pas Charles de BARBEZIÈRE, mais son frère, François de BARBEZIÈRE, qui, à la tête d'un parti de cavalerie rentrant de Flandre, enleva à Saint-Cloud le 26 mai 1657 pour en tirer rançon un financier, GIRARDIN, et fut mis à la torture et décapité le 5 octobre 1657 pour ce fait et également, peut-être, ses intelligences avec CONDÉ. La mise à la Bastille de TABOURET vers cette époque, à l'instigation de FOUQUET agissant comme procureur général au Parlement, ne semble guère pouvoir être rattachée à l'affaire. Toujours est-il que TABOURET en garda rancune à FOUQUET.

Après la création de la Commission extraordinaire, il alla, « sur ordonnance de médecin », prendre les eaux à Vic-sur-Cère en Auvergne, mais en revint, avec un sauf-conduit, pour déposer contre « FOUQUET », avec qui il fut confronté le 9 septembre 1662 (Bibl. nat. Cinq Cents de COLBERT, n° 235, f° 298). Il le chargea abondamment, ce qui explique qu'il se tira personnellement d'affaire sans trop de dommages. Quand il mourut pourtant, le 12 janvier 1675, la comtesse de CHEREMEAULT (Madeleine TABOURET) renonça à sa succession tant pour elle que ses fils mineurs. Il est vrai que, au cours de longs procès, les créanciers de ladite succession soutinrent qu'elle ne l'avait fait qu'après en avoir détourné l'actif (Bibl. nat. Pièces originales, BARBEZIÈRE).

(776) Le « Catalogue des partisans » donne sur François CATELAN les indications suivantes : « Cette maudite engeance est venue des montagnes du Dauphiné, lequel après avoir esté laquais en cette ville fut marié par CORNEL à la sœur d'une nommée la PETIT, sa bonne amie, à présent femme d'un nommé NAVARROT, pour faciliter lequel mariage dudit CATELAN, iceluy CORNEL donna au dit CATELAN en faveur dudit mariage tous les offices de sergens vacans jusqu'alors et ensuite ledit CATELAN s'est avancé dans la maltôte sous feu BULLION (surintendant des finances) et TUBEUF et, entre autres traitez, a fait celuy des retranchements de gages, droits et revenus de tous les officiers de France dont il a fait la recette et recouvrement sous le nom de MOYSEL, qui est son neveu et s'appelle CATELAN comme luy; cependant, il luy a fait prendre ledit nom supposé de MOYSEL, pensant se mettre à couvert de ses voleries et exactions ».

S'il est exact que François CATELAN était dauphinois (il était de Gap), le surplus des renseignements donnés sur ses origines paraît entièrement imaginaire. S'il faut en croire son contrat de mariage, il était fils de Pierre CATELAN, écuyer, sgr de LA POMME, et d'Antoinette CARLOTA. De religion protestante, il avait épousé au temple de Charenton, le 17 septembre 1637, Suzanne BRACHET, fille de Théophile BRACHET, sgr de LA MILLETIÈRE, « fameux huguenot », d'une grande famille d'Orléans, secrétaire du Conseil d'Etat. Il succéda à son beau-père comme secrétaire du Conseil d'Etat tout en conservant l'office de trésorier de France à Grenoble dont il avait été pourvu le 6 juin 1643. Nous avons dit plus haut (p. 136, note 274) sa triste fin.

(777) Le « Catalogue des partisans » donne sur LE FEBVRE les indications suivantes : « Associé au dit CORNEL qui demeure près de l'hôtel d'EPERNON, estoit vendeur d'huile à Melun, a commencé de s'enrichir par le pillage qu'il a fait des deniers du roy provenans de l'imposition mise aux entrées du vin lors du siège de Corbie et depuis par plusieurs traitez de taxes faites sur les officiers ».

Suivant le répertoire du chancelier SEGUIER, LE FEBVRE s'était porté caution d'un nommé Etienne NAU pour un traité du 8 février 1645.

C'est à tort que Célestin MOREAU en a fait un LE FEBVRE DE LA BARRE, Antoine

partie liée avec MAZARIN. Il n'est pas impossible que cette décision ait provoqué de la part de MAZARIN la réaction contre le Parlement qui fut à l'origine des événements révolutionnaires du 26 août 1648 (778).

Après ces brèves indications sur les traitants, il y a lieu de donner quelques précisions sur les traités :

Les « traités » étaient passés en Conseil du roi, parfois pour un objet proposé par l'intéressé lui-même ou un tiers, le « donneur d'avis », qui avait eu l'idée d'une nouvelle recette et l'avait soumise au Conseil, lequel l'avait agréée.

L'arrêt du Conseil relatif au traité, dit souvent « résultat du Conseil », indiquait le nom de son titulaire, l'objet du traité (création d'offices, de rentes, levée de taxes nouvelles, etc...), les moyens mis à la disposition du traitant (expéditions d'arrêts et autres textes, rôle de taxes dressées au Conseil, quittances de finance en blanc établies par le trésorier des parties casuelles, etc...) (779).

Il comportait de plus, habituellement, la fixation des conditions dans lesquelles le titulaire du traité pourrait sous-traiter ou prendre des associés, des dédommagements qui lui seraient dûs au cas où le roi mettrait fin au contrat avant son entier accomplissement, et aussi la promesse qu'il ne pourrait pas être l'objet de poursuites devant une Chambre de justice ou une Commission extraordinaire au cas d'exécution régulière du traité.

Le montant du traité était celui des taxes à percevoir, sauf une remise : « Forfait — dit la « Description des vie, mœurs », etc... — est terme partisanesque..., c'est quand un partisan prend une affaire pour 3, 4, 5, 6 ou 700.000 livres à ses risques et périls et fortune avec la remise du tiers, quart, quint, suivant la nature de l'affaire ». Pour éviter la contraction de la recette et de la dépense dans la comptabilité du comptable compétent — d'ordinaire le trésorier des parties casuelles —, la recette était faite pour le brut, une ordonnance de comptant étant établie pour la remise (780).

LE FEBVRE DE LA BARRE — bisaïeul du chevalier de LA BARRE — étant alors conseiller au Parlement de Paris; il sera prévôt des marchands de Paris l'année suivante.

Il doit s'agir plutôt de Jean LE FEBVRE DE BORNAY, qui fut confronté avec FOUQUET le 9 août 1662 (Bibl. nat. « Cinq Cents de COLBERT », n° 235, f° 282).

(778) Cf. supra, p. 273, note 187.

(779) Il a été parfois dit que c'était l'occasion de collusions entre les traitants et le trésorier des parties casuelles qui leur remettait des quittances d'un montant supérieur aux taux arrêtés par le Conseil du roi. La fraude n'était possible que s'il était délivré simultanément aux traitants des lettres de provision en blanc; sinon, étant donné que, comme nous l'avons vu (p. 39), les quittances de finances étaient retenues par le chancelier lors de la délivrance de lettres de provision et transmises à la Chambre des comptes, la fraude aurait été découverte lors du jugement des comptes du trésorier des parties casuelles.

Il est d'ailleurs indéniable que les comptes de ces comptables étaient ceux qui donnaient lieu aux plus grandes difficultés. L'apurement de certains d'entre eux exigea trente et quarante ans.

(780) Il en était souvent de même pour les remises analogues consenties sur les prêts (sorte de prime de remboursement), voire même pour leurs intérêts dont le taux usuraire — souvent 15 % ou même davantage — ne pouvaient décemment figurer dans des comptes publics.

Après l'exécution du traité, il en était rendu compte au Conseil du roi avec toutes pièces à l'appui. C'était d'ailleurs du Conseil, ou parfois, en première instance, des intendants que relevait le jugement de toutes les difficultés entre le traitant et le roi et entre les redevables et le traitant.

C'est sur ce dernier point, semble-t-il, que les traités se distinguaient des fermes, plutôt que par le mode de passation, de gré à gré pour les uns, à l'adjudication pour les autres. Pour les fermes en effet (aides, gabelles, traites), les juridictions ordinaires, élections, greniers à sel, juridictions des traites et, en appel, les Cours des aides, restaient compétentes pour les litiges entre les redevables et les fermiers (781).

*
* *

Plus encore — si possible — que du grand public, traitants et traités étaient réprouvés par les trésoriers de France, autant pour des raisons personnelles que pour des raisons d'intérêt général.

Les traités relatifs au domaine empiétaient sur leurs attributions et allaient à l'encontre du principe de l'inaliénabilité du domaine qui était sacré à leurs yeux.

Ceux relatifs aux émissions de rentes, qui n'étaient pas habituellement de leur ressort, ne les inquiétaient que par les abus auxquels ils pouvaient donner lieu (notamment par la souscription de rentes nouvelles au moyen de rentes anciennes achetées à vil prix).

Sauf le cas où ils concernaient des créations les lésant personnellement, les traités relatifs aux offices ne soulevaient également de leur part que peu de protestations, du fait que seul le trésorier des parties casuelles avait normalement à en connaître.

Les traités relatifs aux taxes établies sur les officiers dans les conditions indiquées au chapitre III les touchaient par contre, d'autant plus qu'ils en étaient souvent les premières victimes.

Quant à ceux relatifs aux retranchements de gages, c'est-à-dire à des avances ou prêts dont le service serait assuré, au lieu des gages supprimés, sur les recettes affectées aux dits gages, ils les avaient exaspérés au point que, dans les conditions relatées plus haut (p. 268), ils crurent devoir demander au Parlement de Paris, en mai 1648, le remboursement personnel par les traitants des gages supprimés, évalués à quelques cinq millions de livres (782).

La « mise en parti » des tailles dans certaines élections, à partir

(781) La distinction n'était pas cependant toujours très nettement faite par les contemporains; elle l'a été encore moins par la postérité et dans son travail si intéressant sur Antoine FEYDEAU, adjudicataire général des gabelles, de M. P. HEUMANN (*Etude sur l'histoire administrative et sociale de l'Ancien Régime. Revue d'histoire moderne*, XIII, 1938, Bibl. nat. 8° G 11.641), l'intéressé est qualifié de « Un traitant sous Louis XIII ».

(782) Mémoire imprimé in-4 de juin 1648 (Bibl. nat. Lf31 17). cf. supra.

de 1643, ne les avait pas moins atteints parce qu'elle leur enlevait leur fonction essentielle.

Plutôt que cette considération, ils invoquaient d'ailleurs les dommages qui en résultaient, et pour le roi, et pour les populations.

En ce qui concerne le roi, écoutons-les : « La liberté qu'on a donnée à autant de traitants qu'il y a eu de levées (dont le nombre est infini), de les exiger de leur autorité propre par une infinité de commis affamez, sans les ordres des trésoriers de France et sans passer par les mains des receveurs, a coûté le double. La multiplication des troupes de sergens porteurs de contraintes solidaires a fait monter les frais au-delà du principal » (783).

En ce qui concerne les redevables, nous ne pouvons que nous référer aux textes cités précédemment à l'occasion des intendants, quant aux ravages causés par les compagnies de fusiliers employées par les partisans, l'enlèvement du cheptel et même des instruments de labour, l'emprisonnement des contribuables, même personnellement en règle, dans des prisons multipliées (784).

Des traitants et partisans, les trésoriers de France rapprochaient volontiers les entrepreneurs et munitionnaires imposés par les intendants pour la fourniture des étapes. C'est ainsi que dans la généralité de Tours, ils mettaient en cause l'adjudicataire, le nommé CARQUY, dont à les en croire : « les voleries étaient couvertes par l'intendant de la généralité », qui n'était autre que PAGET, déjà cité (785). Ils demandaient l'appui de l'assemblée des trésoriers de France pour obtenir, au vu de leurs procès-verbaux, un arrêt du Conseil contre CARQUY.

CARQUY et PAGET répliquaient, il est vrai, en faisant porter au Conseil des plaintes sur les désordres commis par des gens de guerre en raison de l'organisation prétendument défectueuse du service des étapes faite postérieurement par les trésoriers de France.

Ceux-ci s'en défendaient en affirmant que depuis l'arrêt du Conseil qui leur avait donné commission pour les étapes, seul le régiment de Brouage était passé par la généralité. Ils lui « avaient fait fournir l'étape avec un sy bon ordre et grand ménage » que les habitants des

(783) Mémoire imprimé in-4 de juillet 1648 (Bibl. nat. Lf31 18), déjà cité, p. 377.

(784) Dans sa thèse citée plus haut, Mlle Andrée JACQUARD indique que pour éviter la « mise en parti des tailles » à des tiers, des bureaux des finances ou des comptables les prenaient parfois pour eux-mêmes.

Pour les bureaux, nous n'en avons trouvé aucun exemple et le fait nous paraît peu vraisemblable. Dans leur polémique avec eux, les élus ne parlaient jamais d'ailleurs que de « l'intérêt que *quelques-uns* des trésoriers de France ont dans le parti des tailles », donc de cas purement individuels (Bibl. nat. 4° Lf38 12).

Pour les receveurs généraux, leur situation n'était pas très différente de celle des partisans, ainsi que nous l'avons montré p. 155, et il pouvait y avoir des situations intermédiaires. Dans un cas, nous avons trouvé une lettre du bureau de Tours (n° 212) parlant sans animosité de « notre receveur et traitant général » ; il ne semble pas faire de doute qu'en l'espèce, le bureau n'avait pas été dépossédé de ses fonctions quant à la répartition des tailles.

(785) Lettre n° 42 du bureau de Tours du 26 novembre 1648, lue à l'assemblée le 4 décembre.

lieux des logements « n'en avaient reçu aucune incommodité » et que « les gens de guerre avaient été très satisfaits », bien que la dépense eût été ramenée aux deux tiers de son prix de revient quand elle était fournie par les intendants.

L'incident montre comment l'hostilité des trésoriers de France à l'égard des traitants faisait naître chez ces derniers des sentiments analogues. Traitants et partisans s'ingéniaient à mettre en évidence les erreurs commises dans leur gestion par les trésoriers de France pour en démontrer l'inutilité.

Quoi qu'il en fût, et en dépit des services rendus au roi pour l'alimentation de la trésorerie, il n'en restait pas moins à la charge des dits traitants et partisans les bénéfices excessifs qu'ils réalisaient habituellement et que les risques courus ne suffisaient pas à justifier, le manque de scrupule qui présidait à leur action, l'instrument de démoralisation que constituait l'importance des moyens dont ils disposaient et qui leur permettaient de gagner à leurs intérêts les gens en place.

Le tout explique les mesures prises tant par les Chambres des comptes que par les bureaux de finances pour tenter d'interdire l'accès de leurs compagnies aux financiers et à tout ce qui les touchait, et leur aversion à l'égard de ceux de leurs collègues qui allaient graviter auprès du gouvernement et finissaient presque toujours par lier partie avec les traitants et prendre des intérêts dans leurs affaires (786).

Comme celles concernant les intendants, les dispositions restrictives des déclarations de juillet 1648 donnèrent de grands espoirs aux trésoriers de France, et, dans les généralités où les tailles avaient été « mises en parti » et notamment dans celles de Rouen et de Montauban, ils restaurèrent immédiatement l'ordre antérieur en remplaçant les commis par les propriétaires des charges de receveurs mais, là encore, ils durent en rabattre : dès la deuxième quinzaine d'août 1648, ils recevaient du maréchal de LA MEILLERAYE, nouveau surintendant, l'ordre de surseoir au rétablissement des receveurs et de remettre en place les commis des traitants en leur accordant toute l'aide possible (787). L'affaire se compliqua d'ailleurs dans certaines élections de

(786) Pomponne de LANTAGE, avocat du roi au bureau des finances de Paris (de 1683 à 1732) s'étant porté caution de plusieurs traitants, CHAMILLART, alors contrôleur général, écrivit le 8 août 1706 au procureur général à la Chambre des comptes pour lui interdire de « faire aucune diligence contre lui ».

Le procureur général ayant communiqué sa lettre au premier président NICOLAY, ce dernier demanda à CHAMILLART le 10 août, par une lettre d'un ton assez méprisant, d'avertir LANTAGE « de n'aller pas tête levée contre les lois et son serment. Il serait de sa prudence et même de sa sûreté de se cacher sous le nom de son valet qui ne lui refuseroit pas ce service » (Cf. BOISLISLE, *Chambre des comptes de Paris*, n° 695, p. 556).

(787) Copie de lettre n° 30 du maréchal de LA MEILLERAYE au bureau des finances en date du 18 août 1648 et lettre n° 49 dudit bureau du 7 décembre.

Dans sa lettre, le maréchal demandait au Bureau de donner tout son appui au « Sr GIRARDIN » qui fournissait au roi des « sommes considérables pour la Catalogne », encore occupée par les troupes françaises. Il s'agissait, semble-t-il de Pierre GIRARDIN, qui prit la ferme des gabelles en 1637, fut enlevé à Saint-Cloud par François de BARBEZIÈRE le 26 mai de cette année (Cf. *supra*, p. 413, note 775) et

la généralité de Montauban, et notamment le Comminges et l'Astarac, où le Parlement de Toulouse avait, lui aussi, prononcé le rétablissement des receveurs (788). Le 23 juin 1649 encore, le bureau de Montauban était en litige avec les traitants de la généralité (789).

En septembre suivant, Martin TABOURET, qui avait pris en « parti » les tailles de certaines élections de la généralité de Limoges, obtenait, ainsi qu'il a été dit (p. 117) l'interdiction de la plupart des trésoriers du bureau qui ne se prêtaient pas à l'exécution de son traité (790). Nous avons relaté, à l'occasion des démêlés du bureau avec l'intendant des finances FOULLÉ, les graves incidents qui se produisirent au début de l'année suivante, lors du recouvrement des tailles pour son compte (791).

Dans l'ensemble, cependant, l'action des traitants se réduisit considérablement au cours de la Fronde. Le rétablissement de l'ordre en 1653 lui donna un nouvel essor (792), ainsi qu'aux abus inhérents au système. La chute de FOUQUET impliquera sa condamnation, du moins provisoire, sans porter préjudice aux fermes qui, groupées en organisations puissamment charpentées, aboutiront à la « Ferme générale » du siècle suivant et à la savante administration que l'Etat s'agrégera par la suite.

11) RELATIONS AVEC LES ÉLECTIONS.

Il a été dit, dans l'historique du présent travail (p. 2), comment, sous un nom rappelant leur mode de désignation, les « élus » avaient été créés au ^{xiv}^e siècle pour lever les contributions décidées par les assemblées des trois états pour couvrir les dépenses extraordinaires nécessitées par les guerres (ordonnance du 28 décembre 1355) et comment, avec la transformation des subsides extraordinaires et temporaires en impôts permanents, ils étaient devenus des agents du roi, tout en gardant leur nom.

mourut peu après (bisaïeul du marquis de GIRARDIN qui recueillit à Ermenonville Jean-Jacques ROUSSEAU). Son frère et successeur dans sa charge de secrétaire du roi, Claude GIRARDIN, devint trésorier des parties casuelles en 1660 et à ce titre fut poursuivi en même temps que FOUQUET.

(788) Lettres n^{os} 22 et 24 du bureau des finances de Montauban des 6 et 26 septembre 1648.

(789) Lettre n^o 87 du bureau des finances de Montauban du 23 juin 1649, lue à l'assemblée le 12 juillet.

(790) Lettre n^o 106 du bureau des finances de Limoges du 1^{er} octobre 1649.

(791) Lettres n^{os} 149, 151, 177 et 185 de Limoges des 29 janvier, 11 février, 29 avril et 10 mai 1650, lues respectivement à l'assemblée les 1^{er} et 18 février, 6 et 13 mai 1650.

(792) Dès le 9 décembre 1652, le bureau des finances de Limoges mandait à l'Assemblée générale (lettre n^o 263) : « Maintenant que la Cour est à Paris... les traitants semblent vouloir se rétablir mieux que jamais à notre préjudice. On nous ôterait la principale fonction de notre charge qui consiste au département des tailles sur les élections et au règlement des taux des villes où elles sont établies ».

Uniques à l'origine par diocèse, ils se multiplièrent, leur réunion constituant un organisme collectif de même nom que sa circonscription : l'Élection (793).

Comme d'autres organismes administratifs de l'époque, l'élection prenait des décisions de caractère juridictionnel. Quand, vers le début du xv^e siècle, les généraux des finances dont elles relevaient furent spécialisés en généraux des finances pour l'administration et généraux des finances pour la justice — plus tard généraux des aides —, son double caractère apparut plus nettement : organisme administratif subordonné aux généraux des finances pour l'administration, organisme juridictionnel dont les sentences pouvaient être réformées par la réunion des généraux des aides — plus tard Cour des aides (794).

La compétence des élections s'étendait en principe à tous les impôts directs et indirects, à l'exception de la gabelle du sel et des traites et douanes.

Nombre d'entre elles quittèrent le cadre du diocèse, du fait notamment de la création de sièges d'élections en des villes où il n'existait pas d'évêque. Une ordonnance de 1452 avait disposé d'ailleurs que les élus établiraient dans chaque élection, de six en six lieues, des sièges dans lesquels ils tiendraient leurs assises à certains jours ou tout au moins entretiendraient un commis et un greffier pour l'expédition des petites causes; ce fut l'origine des « élections particulières » qui, souvent, acquièrent l'autonomie en devenant, elles aussi, « élections en chef » (795). D'autre part, pour augmenter son emprise finan-

(793) Sur les élections, cf. :

« Pr. » René-Laurent LA BARRE : « Nouveau formulaire des Esleuz », 1628, in-8 (Bibl. nat. F 27.615).

Gustave DUPONT-FERRIER : « Les institutions financières de la France à la fin du Moyen âge » :

T. I : « Les élections et leur personnel », 1930.

T. II : « Les finances extraordinaires et leur mécanisme », 1932 (Bibl. nat. 4° Lf78 217).

— « Essai sur la géographie administrative des élections financières de France de 1356 à 1790 » (Annuaire-Bulletin de la Société d'histoire de France, 1928-1929) — (Bibl. nat. 8° Lc27 18 bis).

Et, pour la période de la Fronde, outre les lettres des trésoriers de France à leur assemblée et leurs mémoires contre les élus (Bibl. nat. Manuscrits français 18.479) :

Mémoires imprimés des syndics des élections (Bibl. nat. 4° Lf 38 7, 8, 9, 11, 12, 13 et 17 et f° Lf38 17).

Et M. Roland MOUSNIER : « Recherches sur les syndicats d'officiers pendant la Fronde, trésoriers de France et élus dans leur évolution » (Bulletin de la Société d'étude d'histoire du xvii^e siècle, 1959). (Bibl. nat. 8° Z 30.693 (1959)).

(794) Un édit de juin 1598 fixa à dix livres la limite des jugements en dernier ressort des élections; elle sera relevée à vingt livres en 1679. Au-dessus de ces chiffres, l'appel des sentences de l'élection se portait à la Cour des aides dans les quarante jours. Les impositions d'office faites par les élus, les trésoriers de France ou les intendants ne relèveront toutefois que du Conseil du roi.

Les élections connaissaient des matières criminelles au cas de rébellion contre les collecteurs, sergents, exécuteurs des rôles et contre les fermiers des aides et leurs commis. Dans le cas de violence des agents eux-mêmes, c'étaient les tribunaux ordinaires qui étaient compétents.

(795) La situation des élections — qui ne subira plus que des modifications de

cière dans les pays d'Etats, le roi fut amené, comme nous l'avons vu, à y introduire des élections, mais le mouvement fut arrêté aux environs

détail — était la suivante pendant la Fronde (177 élections au lieu de 179 en 1788) :

RESSORT DE LA CHAMBRE DES COMPTES DE PARIS :

Généralité de Paris (21 élections) :

Paris, Beauvais, Compiègne, Coulommiers, Dreux, Etampes, Joigny, Mantes, Meulan, Meaux, Melun, Montfort-l'Amaury, Nemours, Nogent-sur-Seine, Pontoise Cf. supra, p. 246, note 81), Provins, Rozoy-en-Brie, Saint-Florentin, Senlis, Sens, Tonnerre et Vezelay (Il s'y ajoutera Montereau en 1695).

Généralité d'Amiens (6 élections) :

Amiens, Ponthieu (Abbeville), Doullens, Montdidier, Péronne, Saint-Quentin.

Généralité de Bordeaux (9 élections) :

Bordeaux, Agenais (Agen), Bazadois (Bazas), Condomois (Condom), Périgord (Périgueux), Sarlat, Cognac, Saintes (qui passera avec Cognac à La Rochelle en 1695), Lannes (qui passera à Auch en 1716).

Généralité de Bourges (4 élections) :

Bourges, Châteauroux, La Chastre et Saint-Amand (il s'y ajoutera Le Blanc, transféré de Limoges dès 1657, Issoudun créée en décembre 1654, puis la Charité-sur-Loire).

Généralité de Châlons (11 élections) :

Châlons, Chaumont, Epernay, Langres, Reims, Rethel, Sézanne, Troyes, Vitry-le-François, Bar-sur-Aube, Sainte-Menehould, les deux dernières supprimées en septembre 1654 et rétablies en 1696, en même temps que sera créée Joinville).

Généralité de Limoges (8 élections) :

Haut-Limousin (Limoges), Angoulême, Basse-Marche (Bellac, créée et supprimée 4 fois), Bourgneuf (venue de Poitiers), Bas-Limousin (Brive), Le Blanc (passée à Bourges dès 1657), Saint-Jean-d'Angély (passée à La Rochelle en 1695), Tulle.

Généralité de Lyon (5 élections) :

Lyon, Forez (Montbrison), Roanne, Saint-Etienne, Beaujolais (Villefranche).

Généralité de Montauban (11 élections) :

Montauban, Quercy (Cahors), Figeac, Haut-Rouergue (Millau), Bas-Rouergue (Villefranche), Rodez, Armagnac (Vic-Fezensac et Auch), Astarac (Mirande), Comminges, Lomagne (Fleurance et Lectoure), Rivière-Verdun (Grenade), (les cinq dernières passées à Auch en 1716).

Généralité de Moulins (8 élections) :

Moulins, Château-Chinon, Combraille (Evaux), Franc-Alleu (qui disparaîtra vers cette époque), Gannat, Haute-Marche (Guéret), Montluçon, Nivernais (Nevers).

Généralité d'Orléans (12 élections) :

Orléans, Beaugency, Blois, Clamecy, Chartres, Châteaudun, Dourdan, Gien, Montargis, Pithiviers, Romorantin, Vendôme.

Généralité de Poitiers (9 élections) :

Poitiers, Châtellerault, Fontenay-le-Comte, La Rochelle (qui deviendra chef-lieu de généralité en 1695), Les Sables-d'Olonne, Mauléon (plus tard Châtillon-sur-Sèvre), Niort, Saint-Maixent, Thouars.

Généralité de Riom (6 élections) :

Haute-Auvergne (Riom), Basse-Auvergne (Clermont), Aurillac, Brioude, Issoire, Saint-Flour (Il s'y ajoutera Mauriac en 1661; des élections en chef créées en 1643 à Salers et Thiers ne subsisteront pas).

Généralité de Soissons (7 élections) :

Soissons, Château-Thierry, Clermont, Crépy-en-Valois (venant de Paris), Guise (créée en 1633), Laon (venue de Châlons), Noyon (venue d'Amiens).

Généralité de Tours (15 élections réparties entre les trois gouvernements de Touraine, d'Anjou et du Maine) :

Tours, Amboise, Chinon, Loches, Loudun et Mirebeau (transférée en 1671 à Richelleu) en Touraine; Angers, Baugé, Château-Gontier, La Flèche, Montreuil-

de 1630 par la résistance des derniers d'entre eux, ceux où les Etats avaient les attaches les plus profondes.

Avec la transformation des emplois en offices ou charges, le personnel de chaque élection s'étaît, lui aussi, accru fâcheusement comme permet de le concevoir l'examen des effectifs prévus pour les élections du Languedoc à l'édit de juillet 1629 (796) :

<i>Elections les plus importantes</i>	<i>Elections les moins importantes</i>
Un président.	Un président.
Un lieutenant principal.	Un lieutenant principal.
Un lieutenant particulier.	Un lieutenant particulier.
Un premier élu assesseur.	Un premier élu assesseur.
Six autres élus.	Quatre autres élus.
Trois contrôleurs élus.	Trois contrôleurs.
Un avocat du roi.	Un avocat du roi.
Un procureur du roi.	Un procureur du roi.
Trois greffiers et trois maîtres clercs héréditaires.	Trois greffiers et trois maîtres clercs héréditaires.
Un garde des sceaux héréditaire.	Un garde des sceaux héréditaire.
Un greffier des affirmations, héréditaire.	Un greffier des affirmations, héréditaire.
Deux huissiers-audienciers.	Un huissier-audencier.
Quatre sergents.	Deux sergents.
Six procureurs postulants.	Quatre procureurs postulants.

La prolifération insensée des officiers des élections avait coïncidé fâcheusement avec la réduction de leurs attributions administratives,

Bellay et Saumur en Anjou; Le Mans, Château-du-Loir et Laval dans le Maine (il s'y ajoutera par la suite Mayenne).

RESSORT DE LA CHAMBRE DES COMPTES DE ROUEN :

Généralité de Rouen (13 élections) :

Rouen, Les Andelys, Arques, Caudebec, Chaumont et Magny-en-Vexin, Evreux, Gisors, Lyons-la-Forêt, Montivilliers (Le Havre), Neufchâtel, Pont-Audemer, Pont-de-l'Arche, Pont-l'Évêque (il s'y ajoutera en 1695 Eu).

Généralité de Caen (8 élections) :

Caen, Avranches, Bayeux, Carentan, Coutances, Mortain, Valognes, Vire (il s'y ajoutera Saint-Lô en mars 1691).

Généralité d'Alençon (9 élections) :

Alençon, Argentan, Bernay, Conches, Domfront, Falaise, Lisieux, Mortagne, Verneuil-sur-Avre.

RESSORT DE LA CHAMBRE DES COMPTES DE DIJON :

Généralité de Dijon (5 élections) :

Auxerre (supprimée en 1665, cf. supra, p. 364, note 609); Bar-sur-Seine, Mâcon, Belley et Bourg.

RESSORT DE LA CHAMBRE DES COMPTES DE DAUPHINÉ :

Généralité de Grenoble (10 élections) :

Grenoble, Gap, Montélimar, Romans, Valence, Vienne, Briançon, Crest, Die, Embrun (les quatre dernières supprimées vers cette époque comme élections en chef).

(796) Bibl. nat. F 46.966 (12).

en raison notamment de la création de bureaux des finances qui, peu à peu, s'étaient substitués aux élus, tant dans leurs attributions relatives aux impôts qu'à leurs attributions accessoires et notamment la voirie. Ils apparaissaient dès lors comme des agents assez inutiles dont, en raison de leur nombre, les gages et droits grevaient lourdement les finances du roi. A tort ou à raison, on leur imputait, de plus, d'abuser de leurs charges (797) et d'être, de ce fait, un nouvel et inadmissible fardeau pour les populations.

Aussi et plus encore que les trésoriers de France, étaient-ils les victimes désignées quand, pour assurer l'équilibre de l'état du roi, étaient décidés soit des retranchements de gages, soit des taxes spéciales pour prétendues augmentations de gages ou confirmation de droits en raison de l'avènement de roi ou sous tout autre prétexte. De ce chef, ils déclaraient en 1648 avoir supporté plus de 200 millions de pertes depuis 1622, dont 60 depuis 1640.

Ils rappelaient qu'il leur avait été retranché un quartier de leurs gages pour 1640 et 1641, un quartier et demi pour 1642, 1643, 1644 et 1645, sans préjudice de taxes pour jouir de leurs droits héréditaires, deux quartiers de gages et un quartier et demi de leurs droits pour 1646, la totalité de leurs gages et trois quartiers de leurs droits pour 1647.

Pour se défendre, ils avaient été amenés à suivre l'exemple des trésoriers de France en se réunissant en assemblées à partir de 1641 (798) et à constituer « sous le bon plaisir du roi », mais sans aucun texte les y autorisant explicitement (799), un organisme syndical permanent siégeant à Paris.

Aussi, en 1648, leurs revendications étaient-elles très semblables à celles des trésoriers de France et de beaucoup d'officiers; ils demandaient :

- 1° le rétablissement de leurs gages et droits;
- 2° leur admission à l'annuel dans des conditions acceptables;

(797) Suivant RICHELIEU, qui devait exprimer en l'espèce l'opinion du public plutôt que la sienne propre : « Ces officiers sont la vraie source de la misère du peuple, tant à cause de leur grand nombre, qui est si excessif qu'il fait plus de quatre millions en exempts (?), que par leurs malversations, si ordinaires qu'à peine y a-t-il un élu qui ne décharge sa paroisse... et qu'ils ne craignent point de se charger de crimes en augmentant à leur profit les impositions à la charge du peuple » (Cité par MARIEJOL et LAVISSE, tome VI-2, p. 431).

(798) Des assemblées de députés des élections se tinrent, notamment les 26 octobre 1641, 27 janvier 1642, 7 août 1645, 17 mai et 3 juillet 1649.

(799) Les trésoriers de France en concluaient en 1650 qu'il devait être fait défense aux élus « de continuer ce commerce entrepris sans titre, ny permission » et que les prétendus syndics assemblés à Paris devaient être renvoyés dans leurs provinces respectives (Mémoire sous la cote : Manuscrit français 18.479 à la Bibliothèque nationale).

Les syndics répliquaient que l'organisation avait été admise au moins implicitement par le Conseil du roi qui avait fait droit à leurs requêtes par des arrêts des 16 avril 1644, 7 janvier 1645 et 27 juin 1648.

Ils observaient, d'autre part, qu'ils étaient constamment reçus en leur qualité par toutes les autorités (Bibl. nat. Lf38 13).

3° le rétablissement de leurs fonctions par la suppression des intendants et traitants;

4° l'interdiction de la création de nouveaux offices qui viendraient déprécier encore davantage ceux existants.

Leurs plaintes s'exprimèrent comme celles des trésoriers de France sous forme de requêtes au roi (800) et de remontrances au Parlement de Paris (801).

Après l'intervention des déclarations du roi de juillet et d'octobre 1648 et les promesses qu'elles comportaient, leur action changea de caractère. N'ayant plus à lutter contre le gouvernement, ils s'en prirent aux trésoriers de France pour obtenir leur indépendance et la restitution des pouvoirs dont ils avaient été dépouillés à leur profit.

Comme entre les bureaux des finances et la Chambre des comptes de Paris, les sujets de contestation entre les élus et les bureaux peuvent être classés en deux groupes, ceux résultant de la subordination contestée des élections à l'égard des bureaux et ceux touchant à la répartition des compétences entre les organismes.

a) *Subordination des élections aux bureaux.*

Nous avons dit plus haut que, dès l'origine, les élus avaient été subordonnés pour l'administration aux généraux des finances. Les trésoriers de France ne mettaient pas en doute que cette situation ne se fût perpétuée. Les officiers des élections estimaient, par contre, que, sauf le nom, il n'y avait rien de commun entre les quatre généraux des finances primitifs et les quelque 500 officiers des 23 bureaux des finances, qui n'étaient plus d'ailleurs que des agents « provinciaux » (802).

Aussi, n'étaient-ils pas d'accord sur les conséquences tirées par les trésoriers de France de la situation où ils les estimaient placés.

1° Les bureaux des finances exigeaient que, après leur réception à la Cour des aides, les officiers des élections vinsent prêter serment devant eux avant d'entrer en fonction et, sans nul doute, vu le précédent des Chambres des comptes, leur jurer obéissance.

Depuis que divers arrêts du Conseil du roi avaient interdit aux bureaux de procéder à des informations sur de nouveaux pourvus (803).

(800) « Requêtes des élus de France au roi et à Nos Seigneurs de son Conseil, en revendication des droits et privilèges de leur charge ». 3 février 1648, in-4 (Bibl. nat. Lf38 9).

(801) « Remontrances très humbles des officiers des élections du royaume à Nos Seigneurs du Parlement », vers août 1648 (Bibl. nat. f° Lf38 10).

(802) Cf. *supra*, p. 69, note 4.

(803) Notamment : Arrêt du Conseil du roi en forme de règlement du 26 février 1617 (Cf. PATAS DU BOURGNEUF, t. I^{er}, p. 115 et t. II, p. 72).

Arrêt du Conseil du roi du 16 octobre 1630 interdisant aux trésoriers de France de Toulouse et Pézenas (Montpellier) de faire aucune information sur

informations qui faisaient double emploi avec celles de la Cour des aides, l'obligation de réception au bureau des finances n'apparaissait plus aux élus que comme une brimade des trésoriers de France et ils voulaient qu'il y fût substitué le simple enregistrement des provisions avec limitation à douze livres des droits exigés à cette occasion. Cette prétention semblait inadmissible aux trésoriers. Aussi, quand, pour la première fois, tant à Bourges (804) qu'à Moulins, de nouveaux élus se dispensèrent de se faire recevoir au bureau dont ils relevaient, leurs lettres de provision étant muettes sur la question, les trésoriers s'émurent à l'extrême. S'agissait-il d'une inadvertance du garde des sceaux ou était-ce le résultat de manœuvres du syndicat des élus ? La seconde explication était la bonne; l'affaire fut portée devant le Conseil du roi qui, semble-t-il, rétablit l'ordre ancien, ordre qui malgré les protestations des élus dura jusqu'à la suppression des deux institutions.

2° Pour marquer la dépendance des élections à l'égard des bureaux, les trésoriers de France qualifiaient le procureur du roi auprès de l'élection de « substitut du procureur du roi au bureau » en faisant apparaître ainsi la subordination hiérarchique qu'ils estimaient exister entre le premier et le second. Les élections, par contre, soutenaient que leur procureur était substitut du seul procureur général près la Cour des aides (805).

3° Se fondant sur l'article 5 de l'édit de septembre 1552 (806) sur le service des trésoriers généraux, les bureaux notifiaient aux élections les textes émanant de l'autorité royale, édits, lettres patentes, commissions, etc...

S'ils admettaient cette communication pour certains d'entre eux, comme les commissions des tailles qui ne pouvaient leur venir que des trésoriers de France, ils refusaient de recevoir des bureaux les textes généraux qui pouvaient avoir été amendés par la Chambre des comptes et par les trésoriers de France; ils entendaient ne les tenir que de la Cour des aides. Tout comme les trésoriers de France pour la Chambre des comptes, ils les leur renvoyaient ou, plus simplement, s'abstenaient de leur en accuser réception.

4° Plus généralement, les trésoriers de France prétendaient exercer sur les élus un droit de discipline et de contrôle. Ils entendaient pouvoir les surveiller, les mander pour répondre — debout et tête nue —

les vies et mœurs des officiers des élections, tailles, aides et gabelles du ressort de la Cour des aides de Montpellier (Arch. dép. de l'Hérault B 4, f° 43 v°).

Arrêt du Conseil du roi du 3 juillet 1725 concernant Orléans (Cf. *PATAS DU BOURGNEUR*, t. I^{er}, p. 116 et t. II, p. 250).

(804) Lettre n° 215 du bureau des finances de Bourges du 22 mars 1651.

(805) Cf. notamment, lettre n° 34 du bureau des finances de Lyon du 13 octobre 1648, lue à l'assemblée le 20. Il y était demandé de saisir de la question le Conseil du roi avant que le procureur général à la Cour des aides et la Cour elle-même aient pris position.

(806) Cf. p. 297, note 311.

du fait de leur charge, les réprimander et les sanctionner quand ils contrevenaient aux ordonnances.

Ils s'estimaient notamment en droit de les obliger à justifier devant eux des droits héréditaires (807) que — d'ailleurs en application de dispositions réglementaires — ils percevaient en dehors de l'état du roi (808), et contraindre les receveurs des tailles à leur rendre compte des opérations correspondantes (non comprises dans leurs états au vrai, ni dans leurs comptes).

Au moins sur le dernier point et en dépit des dispositions contraires d'un édit de décembre 1644, il est difficile de désapprouver rétrospectivement les trésoriers de France et l'on s'étonne de l'inconscience des élus, quand ils prétendaient devoir échapper à tout contrôle, ne s'agissant pas de deniers royaux.

b) *Conflits de compétence.*

Des « remontrances des syndics des élections de France au roi et à Nos Seigneurs de son Conseil », publiées en 1649 (809), nous font connaître quelles étaient à l'époque, en dehors des questions touchant à la subordination des élus aux trésoriers de France, les matières où il y avait entre eux conflit de compétence.

Les élus reconnaissaient aux trésoriers de France le pouvoir de passer les baux du domaine, des aides et autres impositions dans l'étendue de leur généralité, mais seulement pour les deniers royaux; ils contestaient, par contre, qu'ils y fussent qualifiés pour les baux à ferme concernant les droits d'octroi, courtépinte et autres dans les villes abonnées et taillables, les dits droits relevant de leur compétence « suivant les édits » (810).

(807) Et notamment les six deniers par livre de taille autorisés par édit de septembre 1628 (Bibl. nat. F 46.963 (21), ainsi que 5 sols par paroisse pour droits de vérification et signature de rôles, prévus par édit de décembre 1644 (Bibl. nat. F 23.611 (676) Sur la question, cf. *supra*, p. 158).

(808) Il s'ensuivait que les droits en cause n'étaient pas, en principe, passibles des retranchements opérés sur les gages. De tels retranchements leur avaient été cependant imposés en 1646 et 1647. En 1649, la perception directe des gages et droits par les élus soulevait les protestations du bureau des finances de Bourges (Lettres n^{os} 64 et 79 des 11^{es} et 9 mai 1649). Elle fut interdite en octobre 1649 par deux arrêts « considérables » du Conseil du roi (signalés dans les lettres n^{os} 107 et 114 des bureaux de Châlons et d'Orléans des 12 et 22 octobre 1649).

(809) Bibl. nat. 4^o Lf38 11.

(810) Vers 1688, l'élection d'Etampes entrera encore en conflit avec le bureau des finances de Paris quant à l'adjudication de la ferme du droit de courtépinte à Etampes; elle refusera d'exécuter un bail fait par le bureau à « un valet de la ville » et se déclarera seule compétente pour les différends relatifs à de tels baux.

Dans un mémoire imprimé (Bibl. nat. THOISY 393-20) adressé au Conseil d'Etat du roi où l'affaire était en instance au rapport de François LE TONNELIER DE BRETEUIL (1635-1705), intendant des finances et conseiller d'Etat, il est invoqué :

1^o des édits de 1594, 1632 et 1644 ayant donné aux élus la connaissance des deniers d'octroi et la passation des « baux des aydes accordés aux communautés »;

2^o un arrêt du Conseil du roi du 1^{er} octobre 1644 en faveur des élus de Provins quant aux baux à ferme des droits de courtépinte et autres (préludant à l'arrêt du Conseil du 24 octobre 1659, cité p. 329, que les élus d'Etampes semblaient ignorer), ainsi qu'un arrêt analogue rendu le 18 juillet 1651 au profit des élus de Beaugency;

3^o une possession d'état de 14 ans, la passation des baux du droit de courtépinte.

De même, à les en croire, c'était à tort que les trésoriers de France assuraient « la réparation des chemins, ponts, passages, turcies et levées, attribuée aux élus par les ordonnances ».

Mais le sujet essentiel de conflit était, pour chacune des élections, le droit à la présidence, par l'un des trésoriers de France, de la séance au cours de laquelle devait être opérée la répartition de la taille entre les paroisses.

Les trésoriers de France voyaient à cette présidence un triple avantage :

1° Un avantage de prestige auprès des élus et aussi du public par la mention du nom d'un trésorier de France sur les commissions envoyées dans chaque paroisse;

2° L'assurance que les impôts seraient répartis avec équité, sans avantager les paroisses des parents et amis des élus, au détriment des autres;

3° Le moyen de connaître la situation de chaque paroisse pour faire exécuter l'année suivante une répartition plus équitable de la taille (811) entre les élections de la généralité : c'était l'argument le plus sérieux.

Pour apprécier les positions respectives des deux parties, il est nécessaire de faire l'historique de la question :

Bien que les trésoriers de France remontassent jusqu'à une ordonnance de 1452 concernant le service des généraux des finances primitifs pour appuyer leurs prétentions, il est indéniable que pendant longtemps, et pour cause — il n'y avait que quatre généraux pour une centaine d'élections —, la répartition de la taille entre les paroisses de chaque election fut assurée par les seuls élus. Ces derniers citaient d'ailleurs divers ordonnances et édits leur en ayant explicitement confié la charge (812).

L'édit de novembre 1570 autorisa les trésoriers de France à « s'enquérir du devoir des élus » quant au département des tailles et à s'assembler avec eux en fin d'année pour pourvoir à la décharge des sergents. Mais on ne pouvait y voir le fondement d'un droit permanent des trésoriers de France à présider le département des tailles, bien que dans un cas particulier le Conseil du roi eût confirmé le 30 juin 1579 un département fait par un trésorier de France malgré l'opposition des élus.

La situation ne paraissait guère avoir été modifiée par l'édit de mars 1600 et le règlement du 8 avril suivant, enjoignant aux trésoriers

pinte ayant été faite par les élus, sans protestation du bureau des finances, depuis un arrêt du Conseil du roi du 7 mars 1674 disposant, contre les prétentions du maire et des échevins d'Etampes, que les baux se feraient « à l'Élection », mais sans préciser s'ils y seraient passés par un trésorier de France ou par les élus.

(811) Cf. notamment la lettre n° 217 du bureau de Moulins du 29 mars 1651.

(812) Ordonnances de 1508, 1517, 1578, 1579 et 1594.

de France de se transporter dans les élections où les impositions n'auraient pas été faites dans le temps prescrit et d'y remédier. Le règlement du Conseil du roi du 20 octobre 1603 habilitant les trésoriers de France à réformer, en cas de non-valeurs, le département fait par les élus, comportait assurément une innovation plus importante et, de fait, le 29 mars 1607, le Conseil du roi confirma un département fait à Chartres par Nicolas HANAPIER (vers 1572-1646), trésorier de France à Orléans, en présence du mauvais vouloir des élus, ainsi qu'une ordonnance du bureau d'Orléans qui avait décidé l'exécution provisoire de ce département (813).

Les élus étaient fondés à soutenir cependant que le pouvoir de réformer un département en cas de non-valeurs n'impliquait pas normalement celui de se substituer aux élus dans leurs attributions et ils citaient divers arrêts rendus par le Conseil du roi en ce sens, notamment le 2 juin 1632. Les trésoriers de France de Normandie invoquaient, il est vrai, un nouvel arrêt du Conseil du roi qui, vers 1629, aurait validé un département des tailles fait à Vire par un trésorier de France, agissant seul après refus des élus de lui apporter leur concours (814).

Pour la première fois, l'édit de mai 1635, créant quatre présidents-intendants généraux et trésoriers de France dans chaque bureau, donna explicitement aux titulaires des nouveaux offices, sinon à tous les trésoriers de France (le doute existe), la présidence des élections pour le département des tailles entre les paroisses.

La disposition fut reproduite dans l'édit de mai 1636 créant le bureau des finances d'Alençon (815), puis en mars 1637, par mesure générale, pour les trésoriers de France de tous les bureaux. Les élus objectèrent, il est vrai, que les trois édits en cause étaient des édits bursaux, c'est-à-dire des édits destinés à procurer des recettes au roi par la promesse d'avantages excessifs, et qu'au moins le premier et le dernier n'avaient été enregistrés qu'en lit de justice, sans possibilité de discussion du Parlement. N'empêche que les dispositions correspondantes furent, en général, appliquées, bien qu'un arrêt du Conseil du roi du 29 mars 1642 ait contesté la validité d'un département fait par un trésorier de France.

La question prit un tour nouveau, la même année, avec l'intervention des intendants puis, l'année suivante, quand une déclaration du roi du 16 avril 1643 eut habilité à titre permanent l'intendant à

(813) Arch. nat. E 12^b f^o 241 r^o et Bibl. nat. Manuscrits français 18.171, f^o 230 v^o.

(814) Cf. Lettre n^o 73 du bureau des finances de Caen du 12 mai 1649.

(815) « ... Les présidents, trésoriers généraux et trésoriers gardes-seels qui font leurs visites et chevauchées dedans les élections pourront, si bon leur semble, présider l'assiette des deniers de nos tailles en chacune élection et à cette fin assigner aux élus le jour qu'ils y travailleront pour garder une plus juste égalité, empêcher que ne soient imposées sur nos sujets plus grandes sommes que celles qui seront contenues dans nos commissions et faire en sorte qu'il n'y aura aucunes non-valeurs » (FOURNIVAL, p. 545).

se transporter avec un trésorier de France (816) au siège de chaque élection pour procéder, avec seulement trois élus désignés par lui, à la répartition des tailles entre les paroisses (817). La situation était alors nette, sinon satisfaisante pour les trésoriers de France et pour les élus. Mais la suppression des intendants par la déclaration du 16 juillet 1648 posa de nouveau la question en la compliquant. Les trésoriers de France retrouvaient-ils la présidence et avec des pouvoirs accrus hérités des intendants ? Le fait fut virtuellement admis par une déclaration du roi de fin juillet 1648 (818) qui donna la prépondérance, le cas échéant, au trésorier de France délégué par le bureau pour présider au département si son avis était appuyé par deux élus (819).

Les commissions des tailles, établies peu après pour l'année 1649, furent rédigées en conséquence, mais la mesure provoqua une vive réaction du syndicat général des élections qui obtint son retrait et la modification des commissions. Les syndics adressèrent alors le 22 décembre à toutes les élections une circulaire leur recommandant de refuser aux trésoriers de France la présidence du département des tailles.

Dès le 3 décembre 1648, les trésoriers de Tours avaient signalé à l'Assemblée générale (820) que les élus de leur généralité, après s'être concertés dans une réunion tenue à La Flèche, avaient décidé de s'opposer à ce qu'un délégué du bureau assistât au département des tailles au siège de l'élection pour l'année suivante. Le 10 décembre suivant, les mêmes trésoriers, décidément bien renseignés, avaient

(816) En principe, l'intendant avait le choix du trésorier de France. En fait, il était parfois très attaqué quand il ne prenait pas celui désigné par le bureau. Ce fut le cas en 1647 pour Antoine PHÉLYPEAUX (vers 1599-1665), intendant à Moulins qui, pour une tournée dans la Marche, avait refusé les offres de Nicolas PALIERNE, François de LA CROIX, Jean-Baptiste de BRINON et Jean de VILLAINES, trésoriers de France à Moulins, parce qu'« ils mettaient trop de passion pour leur intérêt particulier à travailler en ses affaires ». L'affaire alla jusqu'à la reine et, en dépit d'un arrêt du Conseil du roi, les intéressés prétendirent la porter au Parlement en février 1648 (Lettres de PHÉLYPEAUX des 28 juin 1647 et 29 février 1648 — Bibl. nat. Manuscrits français 17.387, f° 24 et 17.389, f° 54).

(817) Il semble qu'en Normandie la déclaration du roi du 16 avril 1643 n'ait été appliquée qu'avec retard, seulement en 1646 et 1647. Pour les années 1643, 1644 et 1645, les commissions des tailles, établies par le Conseil du roi les 25 septembre 1642, 16 décembre 1643 et 24 novembre 1644, prévoyaient que le département des tailles au siège de chaque élection serait présidé, ou pourrait l'être, par les trésoriers de France (Lettre n° 73 du bureau des finances de Caen du 12 mai 1649).

(818) Bibl. nat. Manuscrits français 18.479, f° 23 à 30.

(819) Au cas « où il fust reconnu par le dit commissaire (du bureau) lorsqu'il travaillera à ladite assiette et département, qu'il y eust intelligence entre les dits élus pour soulager aucune des dites paroisses ou en surcharger d'autres, la voix du dit trésorier de France député étant suivie des voix de deux officiers de l'élection, prévaudra ».

La déclaration du roi prévoyait que les mandements aux paroisses seraient « intitulés du nom du trésorier de France et des élus et qu'ils seraient expédiés avant que ledit trésorier de France soit party de l'eslection ».

Si les élus refusaient de vérifier les rôles des collecteurs des paroisses, les trésoriers de France devaient le faire à leur place.

(820) Lettre n° 47 du bureau de Tours du 3 décembre 1648.

averti l'Assemblée générale (821) qu'une circulaire dans le même sens allait être envoyée à toutes les élections par leur syndicat central de Paris.

Quelques mois plus tard, les lettres des bureaux lui apprenaient que, dans un grand nombre de généralités, la présidence et même la séance avait été refusée par les élus aux trésoriers. Les bureaux des finances, scandalisés, aperçurent dans l'attitude de ces officiers « subalternes » quelque chose comme la « révolte des esclaves » (822) :

« .. Nous voyons dans la révolte générale des officiers dépendant de nous quelque chose de semblable à ce qui advint dans les siècles passés où l'on vit, mais non pas sans étonnement, non plus que sans châtement, les serviteurs soulevés contre leurs maîtres... ».

Le Conseil, saisi de l'affaire, se montra très circonspect. La situation de la trésorerie était plus que mauvaise et il redoutait que de nouvelles difficultés n'aient pour résultat immédiat de ralentir encore davantage les recouvrements. Tout ce qu'on put tirer de lui fut que « les bureaux qui avaient accoutumé de déléguer dans les élections pourraient continuer », et, encore laissa-t-il entendre que, si les élections s'y refusaient, il n'y avait pas lieu d'insister pour l'année courante.

Les syndics eurent beau jeu, dans ces conditions, pour maintenir leurs prescriptions antérieures par une circulaire imprimée du 27 avril 1649, appuyée de la copie d'un arrêt de la Cour des aides confirmant leur point de vue (823).

A Bourges et à Tours, les trésoriers de France s'inclinèrent devant les désirs du Conseil du roi, mais sous la condition que leur abstention du département des tailles de 1649 ne créerait pas de précédent (824).

Il en fut de même à Montauban où, par ailleurs, le bureau se plaignit amèrement que le Conseil du roi ait déchargé de la moitié des tailles, au seul vu de procès-verbaux des élus, des paroisses qui avaient souffert de la grêle dans le comté de Rodez et l'élection de Villefranche-de-Rouergue (825).

Dans la généralité de Lyon, les élus acceptèrent qu'un trésorier de France présidât le département des tailles de chaque élection, mais ils s'opposèrent à ce qu'il signât « les assiettes des départements (826).

A Dijon, le bureau avait délégué dans les élections de Bourg et de Belley les trésoriers de France, Jacques VALON (vers 1595-1667), déjà cité (827), et Pierre JANT (vers 1605-1674). A Bourg, le procureur

(821) Lettre n° 51 du bureau de Tours du 10 décembre 1648.

(822) Lettre n° 75 du bureau de Moulins du 13 mai 1649.

(823) Bibl. nat. 4° Lf³⁸ 7.

(824) Lettre n° 79 du bureau des finances de Bourges du 9 mai 1649 et lettre n° 74 de celui de Tours du 13 du même mois.

(825) Lettre n° 90 du bureau des finances de Montauban du 7 juillet 1649.

(826) Lettre n° 60 du bureau des finances de Lyon du 30 avril 1649, lue à l'assemblée le 7 mai.

(827) p. 311, note 364.

du roi auprès de l'élection avait voulu s'opposer à l'intervention de VALON, mais il n'avait pas été suivi par les élus. A Belley, l'arrivée de JANT avait causé quelque émotion, mais la fermeté de son attitude avait eu raison des opposants (828).

A Soissons, la question ne se posa pas, la généralité étant de toute part « infestée de gens de guerre qui y exerçaient mille cruautés et brigandages (829), de sorte que, désespérant d'y pouvoir lever la taille, les trésoriers ne crurent pas nécessaire de se déranger (830).

Il en fut de même à Caen pour un motif différent : réserve faite de quelques modifications entraînées par des faits précis, le département était conforme à celui de l'année précédente, sauf la réduction d'un cinquième; aussi les trésoriers estimèrent-ils leur présente inutile dans les élections (831).

Dans certaines généralités, les trésoriers furent moins accommodants. Dans celle de Bordeaux, les élus de Cognac ayant refusé de faire le département avec le commissaire du bureau, Antoine d'HUGGLA (vers 1595-1660), ce dernier tenta de les convaincre « par la douceur », mais sans succès. Il procéda alors lui-même au département et envoya les commissions dans les paroisses; les élus furent « assez téméraires » pour emprisonner un des sergents employés à cet effet. Le bureau éprouva cependant des doutes sur la validité du département, du fait qu'en raison « de la sédition » d'HUGGLA n'avait pas opéré à Cognac — siège de l'élection —, mais à Saintes, hors de la circonscription (832).

A Limoges, les trésoriers procédèrent à un département séparé de celui des élus (833), mais le malheur voulut que ce fût celui des élus qui, à l'indignation des trésoriers, fut retenu par le Conseil du roi (834).

A Châlons (835), le bureau avait fait preuve d'encore plus de mordant. Devant le refus des élus, il avait pris des mesures de rigueur :

(828) Lettre n° 78 du bureau de Dijon du 15 mai 1649.

(829) Le bureau de Châlons avait signalé pareillement le 30 avril 1649 (en sa lettre n° 58) : « L'estat déplorable auquel est réduite à présent la province de Champagne, laquelle est exposée à la rage des gens de guerre françois et étrangers qui pillent, volent, violent, brûlent et ruinent tout, en sorte que n'estoit qu'ils se disent porteurs des ordres du roi, nous serions obligez de les tenir plutôt pour ennemys de l'Estat que pour troupes de Sa Majesté et appelées à son service ».

(830) Lettre n° 72 du bureau des finances de Soissons du 12 mai 1649.

(831) Lettre n° 73 du bureau des finances de Caen du 12 mai 1649.

(832) Lettre n° 65 du bureau de Bordeaux du 3 mai 1649.

(833) Lettre n° 77 du bureau de Limoges du 25 mai 1649.

(834) D'après une lettre n° 90 du bureau de Montauban du 7 juillet 1649.

(835) Précédemment, en novembre 1648, le bureau de Châlons s'était ému de voir l'élection de la ville demander à la Cour des aides la disposition d'une des clés du coffre du receveur des tailles, mais il ne fut pas suivi par l'assemblée générale qui estima normal que l'élection, propriétaire de l'office de contrôleur des tailles, fit exercer ses fonctions par un élu; or, parmi les fonctions des contrôleurs figurait la garde d'une des clés nécessaires à l'ouverture du coffre de la recette. Le seul point irrégulier était que l'élection se fût adressée à la Cour des aides et non au bureau des finances, seul compétent en l'espèce (lettre n° 43 du bureau des finances de Châlons du 27 novembre 1648, lue à l'assemblée le 4 décembre).

« ... Nous les avons condamnés à l'amende envers le roi, payable par corps, nonobstant opposition ou appelation. Ils ont porté appel devant la Cour des aides qui a cassé notre ordonnance et ordonné que les gages des élus retenus pour l'amende leur soient rendus... Nous avons dit que, nonobstant cet arrêt, notre ordonnance serait exécutée et fait défense aux élus de se servir de l'arrêt, à tous huissiers et archers de la mettre à exécution ».

La Cour des aides ayant riposté en faisant signifier par son greffier un arrêt portant assignation personnelle contre des membres du bureau, le dit bureau leur fit « défense d'y comparaître » (836).

Cependant, à Paris même, une tentative de conciliation eut lieu entre l'assemblée des bureaux des trésoriers de France et les syndics généraux des élections vers le mois de juin 1649; elle n'aboutit qu'à la constatation de leur désaccord.

L'année suivante, la situation ne fut guère meilleure pour les trésoriers de France. A Riom, où les élus de la généralité refusaient de leur donner la présidence pour le département des tailles, les trésoriers de France constatèrent avec regret qu'il leur avait été envoyé directement un arrêt du Conseil leur ordonnant de se transporter dans la paroisse pour faire dresser les rôles et nommer des collecteurs solvables. De plus, le Conseil du roi permettait aux élus de prendre trois deniers par livre de tailles et autres impositions. En faisant connaître cette situation à l'Assemblée générale, les trésoriers concluaient : « Nous sommes résolus de ne pas souffrir qu'ils le fassent sans notre attache » (837). Ils eurent du moins une petite consolation quelques jours plus tard, quand l'élection de Clermont accepta de recevoir un ancien président du bureau pour présider à l'assiette des tailles de l'élection (838).

Pour contraindre les élus à se soumettre, certains bureaux avaient envisagé de ne pas leur communiquer les commissions des tailles, mais le syndicat des élections avait paré le coup par avance en avertissant les élus qu'en cette éventualité il demanderait des doubles des commissions au Conseil du roi et les leur ferait parvenir (839).

Plus que jamais, le Conseil s'abstint de prendre parti dans la querelle et par un arrêt du 7 avril 1650 se contenta de déclarer que les « trésoriers de France continueraient, ainsi qu'ils ont fait, les fonctions de leurs charges » (840).

Il s'abstint également de se prononcer sur un projet de règlement entre les bureaux des finances et la Cour des aides et les élections confirmant les positions des bureaux. Le projet (841), établi par

(836) Lettres n^{os} 58 et 68 du bureau de Châlons des 30 avril et 11 mai 1649.

(837) Lettre n^o 163 du bureau des finances de Riom du 29 mars 1650, lue à l'assemblée le 5 avril.

(838) Lettre n^o 167 du bureau des finances de Riom du 12 avril 1650, lue à l'assemblée le 26.

(839) Cf. lettre n^o 163, précitée, du bureau des finances de Riom.

(840) Cf. notamment, lettre n^o 180 du bureau des finances de Montauban du 12 décembre 1650.

(841) Bibl. nat. Manuscrits français 18.479.

l'Assemblée, avait été transmis au Conseil par l'intermédiaire de Pomponne de BELLIÈVRE, président au Parlement de Paris et cousin germain du président de PALERNE; le rapporteur était BARRIN DE LA GALISSONNIÈRE (842); il ne sortit jamais des cartons du Conseil, bien que pendant des années il ait été tout l'espoir des bureaux des finances.

Cependant, les rapports n'avaient pas cessé de s'envenimer entre les trésoriers et les élus à la suite de l'établissement, par les premiers, de trois mémoires dont l'un au moins constituait une réponse aux « remontrances des élus » de 1649; ils y portaient des appréciations assez désobligeantes sur l'origine sociale des dits élus, leur degré d'instruction et même leur honnêteté. Les syndics des élections y répliquèrent point par point en une « Réfutation des calomnies contenues aux trois mémoires des officiers provinciaux des bureaux des finances contre les officiers des élections du royaume » (844), ainsi que dans une « Réponse des syndics généraux des officiers des élections du royaume aux observations faites par les trésoriers provinciaux de France sur leurs remontrances au Conseil de 1649 » (845), véritable pamphlet où, entre autres aménités et bons mots, ils déclaraient que « le roi et son Conseil avoient jugé que les trésoriers de France n'estoient bons qu'à *mettre à la voyrie* ou, comme messagers, à faire tenir les paquets aux bureaux des élections ».

On était bien loin de l'application des arrêts du Conseil du roi enjoignant aux élus de porter aux trésoriers de France « honneur, révérence et respect » (846).

L'année 1651 fut marquée par le renvoi des commissions des tailles au Conseil du roi par les trésoriers de France dans des conditions déjà évoquées (p. 151); le Conseil accepta de les réformer, mais sans traiter la question des rapports entre les trésoriers de France et les élus (847).

(842) Fils d'un maître des requêtes et premier président de la Chambre des comptes de Bretagne, Jacques BARRIN DE LA GALISSONNIÈRE (1614-1683), successivement conseiller au Parlement de Metz le 23 septembre 1633, avocat général au Grand-Conseil le 22 décembre 1634, maître des requêtes le 31 octobre 1639, avait été intendant à Bourges de 1642 à 1647; honoraire le 31 octobre 1658, il sera en 1658 intendant à Orléans, puis à Rouen, enfin conseiller d'Etat de semestre en 1672.

(843) Bibl. nat. Manuscrits français 18.479.

(844) Bibl. nat. 4° Lf38 13.

(845) Bibl. nat. 4° Lf38 12.

(846) Arrêts du Conseil du roi des 22 juin 1630 et 17 janvier 1654 concernant les élus de Lyon et Pont-de-l'Arche (Rouen), cités par PATAS DU BOURGNEUF (*op. cit.*, t I^{er}, p. 115).

(847) Lettre n° 216 du bureau des finances de Lyon du 28 mars 1651, lue à l'assemblée le 3 avril.

Lettre n° 217 du bureau des finances de Moulins du 29 mars 1651, lue à l'assemblée le 3 avril.

Lettre n° 218 du bureau des finances d'Alençon du 1^{er} avril 1651, lue à l'assemblée le 4 avril.

Lettre n° 220 du bureau des finances de Châlons du 5 avril 1651, lue à l'assemblée le 12 avril.

Lettre n° 221 du bureau des finances d'Orléans du 5 avril 1651, lue à l'assemblée le 12 avril.

A Bourg et à Belley, où précédemment la présidence des trésoriers avait été admise, les élus modifièrent fâcheusement leur attitude et s'oublèrent jusqu'à faire violence à un huissier qui leur avait notifié une ordonnance du bureau qui leur avait déplu (848).

A Vitry-le-François, des incidents analogues se produisirent : les élus firent prisonnier un huissier du bureau et « l'écrouèrent sur le registre de la Police » en réponse à l'arrestation, ordonnée par le bureau, d'un archer qui, au nom de l'élection, avait fait au bureau une signification inadmissible (849).

L'année 1652 vit se perpétuer l'état de choses en dépit des réactions de certains bureaux. C'est ainsi que, revenant aux vigoureuses méthodes du bureau de Châlons, celui de Lyon n'hésita pas à retenir les gages des élus, malgré les injonctions de la Cour des aides de Paris (850).

Suivant une lettre du bureau datée du 26 mars 1652 : « ... L'arrêt de la Cour des aides... nous ayant été remis en impression, et ayant été signifié à la requête du procureur du roi de cette élection au receveur des tailles de cette ville, nous n'avons pas marchandé à prononcer contre, ainsi que vous le verrez par la copie de notre ordonnance ci-jointe et les élus ayant été assez hardis pour aller à la recette pour prendre leurs gages en vertu de cet arrêt, nous y envoyâmes deux de nous qui firent enlever leur cadenas apposé au coffre de la recette et voiturier ses deniers à la recette générale » (851). Ainsi, à défaut de fonds en caisse, les trésoriers étaient sûrs que les élus ne seraient pas payés. Nous ne savons comment l'affaire se termina (852).

Plus tard, le retour des intendants rétablira le système de 1643.

Lettre n° 223 du bureau des finances de Moulins du 5 avril 1651, lue à l'assemblée le 12 avril.

Lettre n° 228 du bureau des finances de Bordeaux du 4 avril 1651, lue à l'assemblée le 14 avril.

Lettre n° 229 du bureau des finances de Limoges du 8 avril 1651, lue à l'assemblée le 21 avril.

(848) Lettre n° 232 du bureau des finances de Dijon du 28 juillet 1651.

(849) Lettre n° 233 du bureau des finances de Châlons du 14 juillet 1651, lue à l'assemblée le 18.

(850) Les élus de Lyon l'avaient provoqué, il est vrai, en prenant le 14 février précédent, puis en publiant une ordonnance qui, sous peine de fortes amendes, faisait « très expresses inhibitions et défenses aux trésoriers de France d'entreprendre sur les fonctions et autorité de leurs charges, qui sont indépendantes des leurs et ne relèvent que de Nosseigneurs du Conseil et de la Cour des aides » (Bibl. nat. F 23.707 (266)).

(851) Lettre n° 258 du bureau des finances de Lyon du 26 mars 1652, lue à l'assemblée le 3 avril.

(852) Au verso de la page « A » préliminaire du Recueil des lettres des bureaux (Bibl. nat. Manuscrits français 7.686), figure la mention suivante portée par FOURNIVAL :

« Bureaux qui président tous les ans au département des tailles, sans contredit : Amiens, Bordeaux, Bourges, Caen, Lyon, Moulins, Riom ».

Il ne paraît pouvoir s'agir du département des tailles entre les élections au siège du bureau, qui avait lieu dans tous les pays d'élections, mais de celui opéré entre les paroisses au siège de chaque élection. Si FOURNIVAL entendait par « sans contredit » l'acceptation, par l'élection, de sa présidence par un trésorier de France, l'indication donnée n'est guère compatible avec les lettres des bureaux de Bordeaux, Bourges, Lyon et Moulins pour les années 1648 à 1653.

Les deux parties avaient été d'ailleurs durement touchées, et les élus encore plus que les trésoriers de France. Dès mars 1654, en effet, un édit était intervenu pour supprimer le plus grand nombre des officiers des élections, tant en chef que particulières, et cet édit avait été vérifié par la Cour des aides le 9 mars 1654 (853); le 28 du même mois, la Cour avait été saisie d'une requête des syndics des élections qui protestaient « contre leur ruine complète » (854).

Assurément, des nécessités financières contraignirent le gouvernement à revenir par la suite sur les décisions prises (855), mais la mesure avait montré la fragilité de la position des élus et le peu de cas que le gouvernement faisait de leurs services.

Les démêlés des bureaux et des élections ne cessèrent pas pour autant et, quelque trente ans plus tard, les élus de Riom refuseront encore l'entrée de l'élection au délégué du bureau des finances de la ville, Pierre DUBOIS DE MACHOLLES (1642 - après 1708). Cité devant le bureau pour répondre de sa conduite, le lieutenant de l'élection, ARAGONEZ, fera appel de l'ordonnance du bureau devant la Cour des aides de Clermont. Le bureau le condamnera pour ce fait à 100 livres d'amende et, après un nouvel appel de l'intéressé à la Cour des aides, élèvera son amende à 300 livres, en faisant défense au receveur des tailles de lui payer ses gages. L'affaire ayant été déférée au Conseil du roi, le Conseil cassera le 2 octobre 1693 des arrêts de la Cour des aides rendus en faveur d'ARAGONEZ, interdira aux élus de refuser de conférer avec les trésoriers de France en chevauchée et leur enjoindra de leur porter désormais honneur et respect (856).

12) RELATIONS AVEC LES GRENIERS A SEL ET AUTRES JURIDICTIONS DU MÊME ORDRE.

Il a été dit, au titre des fonctions des trésoriers de France quant à la gabelle (p. 163), comment l'impôt sur le sel, d'ancienne origine, avait pris une nouvelle forme au ^{xiv}^e siècle en même temps qu'étaient créées les aides, avant de devenir un monopole d'Etat.

Les greniers à sel (857) étaient des dépôts où se conservait et se

(853) Bibl. nat. F 23.612 (202).

(854) Cf. « Discours fait par les syndics des officiers des élections de France — le ^{sr} PENOT, l'un d'eux portant la parole — sur leur requête présentée à la Cour des aydes le 28 mars 1654 (Bibl. nat. 4^o Lf38 17).

(855) Edits de décembre 1654 et avril 1656 (Bibl. nat. F 23.612) (217 et 285).

(856) Cf. EVERAT : « Le bureau des finances de Riom » (p. 130 et 131).

(857) Sur les greniers, cf. notamment :

Gustave DUPONT-FERRIER : « Les institutions financières de la France à la fin du Moyen-âge » :

T. I : « Les élections et leur personnel », 1930.

T. II : « Les finances extraordinaires et leur mécanisme », 1932 (Bibl. nat. 4^o Lf78 217).

Eugène-Pierre BEAULIEU : « La gabelle sous LOUIS XIV ». Paris, 1903, in-8 (Bibl. nat. Lf87 59).

débitait le sel. Des lettres patentes du 20 mars 1342 les avaient érigés en juridictions connaissant de tout le contentieux relatif à l'impôt du sel et la répression des contraventions.

Les grenetiers, chefs du dépôt et, à l'origine, à la fois administrateurs, juges et comptables, relevèrent d'abord de commissaires spéciaux, puis des généraux des finances désignés par les Etats Généraux. Vers la fin du xiv^e siècle, quand les généraux des finances se différencièrent, ils dépendirent, pour l'administration, des généraux des finances, pour la juridiction, des généraux des aides. Ils garderont en principe la double allégeance, les bureaux des finances pour l'administration, la Cour des aides pour l'appel de leurs décisions juridictionnelles (858).

Cependant, le nombre des greniers à sel s'était considérablement accru et leur organisation s'était compliquée avec la transformation des postes en offices et l'augmentation corrélatrice des dits offices pour des raisons purement financières suivant un processus bien connu (859). Les greniers étaient arrivés à posséder, avec les grenetiers et contrôleurs primitifs et leurs mesureurs de sel, un président, un lieutenant, un procureur du roi et un greffier pour la juridiction, des porteurs de sel et, souvent, un receveur du grenier qui remplaçait le grenetier dans ses attributions comptables (860) et rendait alors, en son lieu et place, ses comptes à la Chambre des comptes (861). Le tout commandait à une armée de « gabelous » chargés d'empêcher le « faux-saunage ».

(858) La compétence des greniers à sel fut régie par un édit de 1553 et une ordonnance de janvier 1639 (Bibl. nat. F 46.997 (1), avant de l'être par la grande ordonnance de mai 1680 sur les gabelles (Bibl. nat. F 32.462).

En définitive, les greniers à sel statuèrent en dernier ressort sur les demandes en restitution de droit jusqu'à un minot de sel et dix livres d'amende et sur les oppositions en surtaux jusqu'à un quart de minot.

(859) A l'époque de la Fronde, suivant le traité de la Chambre des comptes de Paris de 1647, il existait 127 greniers dans huit généralités de son ressort, savoir :

Paris.	23
Amiens.	9
Bourges.	8
Châlons.	18
Moulins.	11
Orléans.	18
Soissons.	13
Tours.	27
Total.	127

Il n'y avait aucun grenier à sel dans les généralités de Bordeaux, Limoges, Montauban, Poitiers et Riom.

Au total, il existait en France 199 greniers à sel (dont 105 de ventes volontaires et 94 d'impôt) et 30 Chambres à sel (dont 11 de ventes volontaires et 19 d'impôt). De nombreux greniers d'impôt seront convertis en greniers de ventes volontaires en 1667 et 1668.

(860) COLBERT prétendra ramener le nombre des officiers des greniers à sel de 1884 à 1023, avec rachat, par les officiers conservés, des gages des officiers supprimés (Edit de février 1672. Bibl. nat. F 23.613 (219 à 251).

(861) Suivant le traité de la Chambre des comptes de Paris de Claude de BEAUNE de 1647 (t. 1, p. 189), les comptes des greniers à sel comportaient cette particularité de n'être rendus à la Chambre des comptes que tous les trois ans en raison de la modicité des opérations qui y étaient relatées. Le principal de l'impôt du sel entraînait en effet dans la ferme des gabelles, et seules les « crues »

La situation des officiers du grenier à sel à l'égard des trésoriers de France était analogue à celle des officiers des élections (862), mais la mise en ferme de la plus grande partie des gabelles les incitait, encore plus que les élus, à couper les liens qui les subordonnaient aux trésoriers de France. Ils tentèrent à de nombreuses reprises de s'affranchir du serment qu'ils devaient au bureau après celui prêté à la Cour des aides (qui seule avait qualité pour procéder aux informations de vie et de mœurs et examen de capacité). Pas plus que les élections, ils n'acceptaient que le procureur du roi auprès d'eux fût qualifié de substitut du procureur du roi auprès du bureau des finances. Ils le déclaraient uniquement « substitut du procureur général près de la Cour des aides ». S'ils admettaient que les textes particuliers concernant leur service (par exemple ceux relatifs aux crues) leur fussent notifiés par les soins du bureau, ils le refusaient quand il s'agissait de textes généraux; ils prétendaient ne devoir les recevoir que de la Cour des aides.

Sur le premier point, un arrêt du Conseil, après bien d'autres, affirmera encore en 1749, dans des espèces concernant Rouen (863), l'obligation des officiers des greniers à sel à prêter serment devant les bureaux avant leur entrée en fonction et règlera ses conditions. Par ailleurs, des arrêts du Conseil des 10 juin et 15 juillet 1669 avaient rappelé aux officiers des greniers à sel de la généralité d'Orléans « ... qu'ils étaient tenus d'obéir aux ordonnances des trésoriers de France, de leur porter honneur et respect, de leur ouvrir les greniers à sel pour qu'ils puissent connaître de la qualité et la mesure de leur sel et leur rendre raison du prix de sa vente » (864).

Il semble qu'avec la mise en ferme des gabelles les trésoriers de France aient perdu leur droit de contrôle sur l'exercice du franc-salé et les autres exemptions à la gabelle (865).

par minot vendu, instituées pour des objets déterminés, figuraient dans les comptes du grenier (Cf. *supra* un exemple, p. 338, note 489).

Nous ne savons si les droits dits « manuels », créés au profit des officiers du grenier à sel en contrepartie d'ailleurs de versements de ces derniers, étaient relatés dans les comptes du grenier ou si leur montant était remis directement aux officiers par le grenetier ou le receveur, comme il en était pour les droits héréditaires des élus. Les droits manuels furent d'ailleurs supprimés, du moins en principe, par l'édit de septembre 1668 portant règlement général sur les gabelles. (Bibl. nat. F 23.612 (996 à 999)).

(862) A plusieurs reprises, il avait été tenté de réunir des élections et des greniers à sel. En janvier 1685, un édit décida par mesure générale la réunion des deux ordres de juridictions (Bibl. nat. F 23.613 (227)), mais leur désunion fut prononcée en octobre 1694 par un édit qui aggrava même la situation en érigeant en greniers à sel les « Chambres à sel » qui étaient alors de simples dépôts, sans juridiction (Bibl. nat. F 23.615 (592 à 599)).

(863) Il existe aux Archives départementales de la Seine-Maritime, sous la cote C 2334, une série d'extraits d'arrêts et règlements du Conseil du roi intervenus de 1591 à 1749 pour assujettir les officiers des greniers et dépôts de sel au serment au bureau des finances.

On citera notamment l'arrêt portant règlement du 28 février 1617 (concernant également les élus), interdisant aux trésoriers de France « d'informer de nouveau après la Cour des aides » (Cf. PATAS DU BOURGNEUF, t. I^{er}, p. 115) et plus tard un arrêt du 3 juillet 1725 concernant Orléans (*Ibid.*, p. 116).

(864) PATAS DU BOURGNEUF, p. 116.

(865) Prévu notamment par l'article 66 de l'ordonnance de 1616.

Ils gardèrent, par contre, la vérification des états au vrai des comptables des greniers à sel, préalablement à l'envoi de leurs comptes aux Chambres des comptes. Ils n'en recevaient pas de semblables des receveurs généraux et receveurs des gabelles qui étaient dispensés de compter à la Chambre des comptes et ne rendaient leurs comptes qu'aux adjudicataires et fermiers des gabelles.

*
* *

Nous avons vu, au titre des gabelles, qu'aux limites des pays de grande gabelle, des greniers à sel dits « d'impôt » répartissaient le sel « du devoir » entre les paroisses pour éviter le faux-saunage qui était particulièrement à redouter, du fait de la proximité de pays exempts ou de moindre imposition.

Comme pour les élections, l'édit de mars 1637 (866) avait prévu que le département se ferait sous la présidence d'un trésorier de France. Nous ignorons si, à l'instar des officiers des élections, ceux des greniers à sel contestèrent, à l'époque de la Fronde, cette marque de sujétion. La question cessa de se poser par la suite, l'attribution étant passée à l'intendant, assisté d'ailleurs d'un trésorier de France.

*
* *

Dans les pays de petite gabelle, où cependant il existait parfois des greniers à sel (867), la juridiction contentieuse au 1^{er} degré était habituellement constituée par des officiers appelés « visiteurs généraux des gabelles ». En Languedoc, de tels officiers étaient établis au siège de chaque sénéchaussée, Beaucaire, Carcassonne et Toulouse, sans parler du Rouergue. Ils avaient des lieutenants à Montpellier, Aigues-Mortes et Pezenas. En Provence, il existait une organisation semblable (868). Une analogue sera créée en 1667 pour le ressort de la ferme de Lyon (précédemment à la part du royaume) (869).

Réserve faite des questions relatives à l'enregistrement de leurs provisions, nous n'avons pas trouvé trace de difficultés spéciales entre les bureaux des finances et ces juridictions, non plus qu'avec celles compétentes au premier degré pour les traites et douanes, savoir les juges des traites, ceux des droits d'entrée et de sortie, les maîtres des

(866) Bibl. nat. F 46.993 (1).

(867) Encore 52 sous Louis XIV suivant Eugène-Louis BEAULIEU, *op. cit.*

(868) L'arrêt de règlement du Conseil du 16 mai 1640 avait précisé les compétences : la direction aux trésoriers de France, le contentieux au visiteur général, sous réserve d'appel à la Cour des aides.

(869) Cf. Eugène-Louis BEAULIEU, *op. cit.*

Des greniers à sel avaient été institués en Lyonnais par édits de novembre et décembre 1595 (Bibl. nat. F 23.610 (528); de nombreuses suppressions d'offices furent décidées par l'édit de mars 1667 (Bibl. nat. F 23.612 (916)).

ports (870) et les juridictions spéciales de la douane et notamment celles de Valence et de Lyon.

13) RELATIONS AVEC LES EAUX ET FORÊTS.

L'Administration des eaux et forêts était d'origine très ancienne; dès 1283, une ordonnance fait mention des « baillivi et justiciarii forestarum », une autre en 1291, de maîtres des eaux et forêts.

Elle comportait toute une hiérarchie d'officiers qui étaient à la fois administrateurs et juges : un grand-maître (871), des maîtres particuliers et leurs lieutenants, des gruyers et verdiers, sans préjudice d'avocats ou procureurs du roi, greffier, huissiers-audienciers auprès des maîtrises, ainsi que de gardes-marteaux (872), gardes, sergents traversiers et « dangereux » (873).

L'autonomie avait été donnée aux Eaux et forêts en 1452. Toutefois, les forêts faisant partie du domaine, leurs agents restèrent longtemps sous un certain contrôle des trésoriers de France. L'édit de septembre 1552 fixant les attributions des trésoriers généraux rappela notamment l'allégeance des maîtres des eaux et forêts et de leurs lieutenants et des gens du roi à leur égard, sans faire mention du grand-maître. La question se posa en mai 1575 quand un édit (874) substitua au grand-maître unique alors existant six « grands-maîtres enquêteurs et généraux informateurs » ayant chacun une circonscription territoriale (875).

Elle fut résolue implicitement par des lettres patentes du 12 février 1577 disposant sans distinction que les grands-maîtres et maîtres particuliers des eaux et forêts avaient à remettre aux trésoriers de France les procès-verbaux de leurs ventes de bois. En cas de refus, ils pouvaient y être contraints par emprisonnement (876).

Après la constitution des bureaux suivant l'édit de juillet 1577, le règlement du 5 juillet 1578 sur le service des trésoriers généraux précisa leurs droits de contrôle en matière de forêts, encore sans faire de distinction entre les grands maîtres et les maîtres particuliers. Le règlement posait le principe que les trésoriers généraux, « conservateurs du domaine », avaient la connaissance « des forêts de leur charge et des dégradations qui peuvent survenir en icelles ».

(870) Il avait existé jadis un grand maître des ports, qui avait disparu. La compétence des maîtres des ports avait été fixée par une ordonnance de février 1587.

(871) Jugeant à la table de marbre du Parlement de Paris, d'abord souverainement, puis sous réserve d'appel au Parlement. Des tables de marbre furent créées également dans d'autres Parlements.

(872) Pour la marque des arbres, en débite (à abattre) ou en réserve (à conserver).

(873) Chargés du recouvrement du « danger », droit du 1/10^e sur le montant des ventes, perçu au profit du seigneur ou du roi.

(874) Bibl. nat. F 46.848 (18).

(875) Le nombre des grands-maîtres fut porté à douze en 1586, puis réduit en janvier 1597 (Bibl. nat. F 46.901 (2), tandis qu'était créé un « surintendant des forêts » qui ne dura pas. Il fut fixé à huit (pour 101 maîtres particuliers) par la grande ordonnance sur les Eaux et forêts d'août 1669 (Bibl. nat. F 23.613 (86). Il était de vingt à la veille de la Révolution.

(876) Cf. PATAS DU BOURGNEUF, tome II, p. 42.

Parmi ces « dégradations », le règlement comprenait assez curieusement « les ventes des bois de haute futaie, tant ordinaires qu'extraordinaires, les dons des mêmes bois, ceux des bois morts et châblis, la diminution des paissons (877) et glandées ».

Il disposait que, après avoir été vérifiées au Parlement et à la Chambre des comptes conformément à l'édit de Moulins, les commissions délivrées pour les ventes aux grands-maitres, maitres particuliers et à leurs lieutenants et commis seraient présentées aux bureaux des finances pour y être enregistrées. De même, pour les lettres de dons en nature de bois de haute futaie.

Les trésoriers de France pourraient, si bon leur semblait, assister aux ventes pour s'assurer qu'elles étaient faites régulièrement et, « suivant l'intention de S. M. ». Ils étaient habilités à visiter les forêts au cours de leurs chevauchées pour en constater l'état et vérifier l'exécution correcte des coupes ayant fait l'objet des ventes ou dons (vérification que seuls avaient été abattus les arbres marqués ou non réservés et qu'ils l'avaient été sans dommage pour les autres arbres).

Il ne fait pas de doute que, comme leurs subordonnés, les contrôleurs du domaine, qui étaient spécialement chargés de la mission, ils avaient qualité pour s'assurer que les règles relatives au balivage avaient été respectées et qu'avaient été laissés seize baliveaux par arpent, de la qualité prévue par les édits et règlements (878).

Par le canal des receveurs ordinaires du domaine et, plus tard, par celui des receveurs généraux des bois et forêts, ils avaient le contrôle des recettes.

Les dispositions relatives au contrôle des coupes tombèrent peu à peu en désuétude. Elles nécessitaient une technicité qu'il était difficile d'exiger des trésoriers de France et, d'autre part, leur application ne pouvait guère manquer d'amener des conflits.

Quant aux ventes, le traité de la Chambre des comptes de Paris de Claude de BEAUNE, qui porte la date de 1647, mais correspond à la situation existant vers 1625, semblait établir une distinction entre les généralités où il existait un grand-maitre des eaux et forêts et dans celles où il n'existait que des maitres particuliers; ils n'auraient été compétents que pour les secondes, sauf commission spéciale (879), mais la distinction ne pouvait s'appuyer sur aucun texte. Au surplus, le 26 février 1629, le Conseil du roi cassa encore des ventes et adjudications de bois faites en forêt de Sainte-Menehould par le grand-maitre des eaux et forêts au mépris de l'autorité des trésoriers de France de Châlons (880).

(877) Pacage des pores pour les glands et les faines. Le droit de pacage faisait l'objet de baux.

(878) Ces dispositions s'appliquaient également, et très heureusement, en forêt privée.

(879) Question : « Un trésorier de France doit-il avoir esgard sur les eaux et forests ? ».

Réponse : « Non, quand il y a des grands-maitres des eaux et forests pourvus en sa généralité ou s'il n'y a lettres patentes adressantes aux trésoriers de France ». (Tome II, p. 86 et 87).

(880) Cf. PATAS DU BOURGNEUF, tome II, p. 83.

Deux ans plus tard, le 27 septembre 1631, le Conseil du roi consacra la ruine des pouvoirs des trésoriers de France en matière forestière en décidant que les ventes de bois incomberaient désormais aux seuls grands-maîtres et maîtres particuliers des eaux et forêts, à charge de faire parvenir dans la quinzaine un état des ventes aux trésoriers de France et un autre aux receveurs des domaines (881).

Les trésoriers de France n'étaient donc plus compétents que pour suivre le recouvrement du prix des ventes. Ils avaient du moins compétence exclusive à cet effet, ainsi qu'il résulte de ce qui suit : A défaut du paiement du prix de sa coupe (mille livres), un adjudicataire de coupes de bois avait été emprisonné en vertu d'une contrainte du receveur des domaines visée par les trésoriers de France de Rouen. La maîtrise des eaux et forêts de Beaumont qui avait passé l'adjudication l'ayant fait élargir, il prit la fuite. Par ordonnance du 7 février 1648, les trésoriers de France de Rouen condamnèrent personnellement au paiement de la somme en jeu le lieutenant de la maîtrise et l'avocat du roi auprès d'elle. Ces derniers ayant déféré l'ordonnance au Parlement de Rouen, le bureau des finances saisit de l'affaire le Conseil du roi qui confirma le 21 mars 1648 la décision des trésoriers de France par le motif que c'était à eux qu'appartenait « l'exécution de l'état du roi et l'accélération du recouvrement des deniers » (882).

*
* *

Sans parler de l'enregistrement des provisions des officiers des eaux et forêts, dont la situation était à ce sujet commune à tous les officiers de la généralité, des conflits de compétence pouvaient s'élever, en matière de voirie, entre les bureaux des finances et les maîtrises des eaux et forêts dont relevaient depuis un édit de janvier 1583 (883) les routes forestières et « l'entretienement des rivières, turcies et levées » pour la partie supérieure des cours d'eau. Le 25 janvier 1746 encore, le Conseil du roi aura à intervenir pour reconnaître la compétence des trésoriers de France de Lyon pour un chemin le long d'une rivière, contre les prétentions du maître des eaux et forêts de Lyon.

Un conflit analogue se produisit entre le Bureau de Riom et la maîtrise des eaux et forêts quant à la surveillance de moulins sur des cours d'eau et aux mesures à prescrire pour éviter que l'emploi de vannes de hauteur excessive n'amène l'inondation de chemins voisins (884).

A Moulins, le Bureau et la maîtrise des eaux et forêts étaient en différend quant à des droits de péage et de passage (885).

(881) *Ibid.*, p. 87.

(882) *Ibid.*, p. 117.

(883) Bib. nat. F 23.610 (448).

(884) Cf. EVERAT, *op. cit.*, p. 126

(885) Arch. dép. du Cher (*sic*) C 1 082 .

14) RELATIONS AVEC LES MUNICIPALITÉS.

La situation des villes, bourgs et communautés d'habitants variait à l'extrême suivant les régions et l'étendue des franchises accordées par le roi ou les seigneurs dont elles avaient relevé à l'origine, ou consacrées par la tradition. Il serait aventureux de chercher à établir, à l'occasion d'une étude sur les trésoriers de France au xvii^e siècle, la genèse de l'instauration de la tutelle administrative de l'Etat sur les communes.

Toutes, par définition même, avaient un point commun : la propriété d'un patrimoine collectif dont elles exerçaient, en principe, librement la gestion, sans avoir à en rendre compte au Juge des comptes (886).

La situation se modifia le jour où, en regard de l'actif constitué par leurs biens, les villes s'obérèrent d'un passif résultant d'emprunts; les répercussions des emprunts pouvant déborder leur cadre, le roi fut contraint d'intervenir. Pour gager le service de ces emprunts et, plus généralement, quand leur dépense excédait les revenus de leurs biens, les villes et bourgs étaient d'ailleurs amenés à faire appel à des impositions, mais l'établissement d'impositions était un droit régalien et c'était le roi lui-même qui devait « octroyer » l'autorisation d'établir des perceptions sur les produits entrant en ville, en sortant, ou y consommés, les « droits d'octroi » (887). Il n'y consentait cependant qu'avec réserves, car il lui semblait abandonner, au profit de tiers, des droits personnels. En tout cas, il en faisait suivre avec soin par ses agents la perception, ainsi que le contrôle de leur emploi, à tel point que pendant longtemps, on ne sut exactement si les droits d'octroi étaient des droits royaux ou des droits communaux.

Tant qu'ils n'eurent pas été évincés par les intendants, ce furent les trésoriers de France qui eurent à en connaître et à assurer leur contrôle, sans préjudice du jugement des comptes correspondants par les Chambres des comptes.

Pour s'affranchir de leur tutelle, les villes cherchèrent parfois à faire passer dans la catégorie des droits patrimoniaux les droits d'octroi. C'est ainsi qu'en mai 1633 deux trésoriers de France à Moulins, Pierre DESPRÉS (vers 1575-1653) et François de LA CROIX (vers 1597-1665), furent délégués par leur bureau à Paris pour exposer à la Chambre des comptes « l'entreprise » des maires et échevins de la ville, qui se dispensaient de compter par état de « l'octroi de la pinte ». Les dits maires et échevins prétendaient que, suivant des lettres patentes vérifiées au Parlement, ces droits avaient été convertis en

(886) A Paris et à Lyon, ainsi qu'il a été dit (p. 173), les comptes des deniers patrimoniaux se rendaient aux seuls prévôts des marchands, donc aux représentants des habitants (quel que fût le rôle du roi dans leur désignation, en fait son choix après élection).

Dans les autres villes, l'approbation était donnée par les baillis et sénéchaux, mais plutôt comme arbitres que comme représentants de la puissance publique.

(887) Sur les droits d'octroi, cf. *supra*, p. 172.

deniers patrimoniaux, comme il avait déjà été fait pour Bourges, et que, de ce fait, ils n'avaient à en compter que devant le bailli, lequel était seul qualifié pour recevoir les baux (888). Nous ne savons quelle suite fut donnée à l'affaire.

Nous avons dit plus haut, au titre des droits d'octroi (p. 172), quelles étaient les attributions des trésoriers de France quant aux baux d'affermage et à ceux passés pour les dépenses faites sur les deniers en provenant. Dans des conditions qui varièrent suivant les époques et les lieux, ces attributions les opposèrent souvent aux maires, échevins et conseillers des villes, jaloux de leurs franchises et libertés municipales. Nous avons vu d'ailleurs que la question les opposait également aux élus.

*
* *

Entre les villes et les trésoriers de France, il était bien d'autres causes de conflits, notamment les impositions faites dans les villes et les abonnements consentis en remplacement de ces impositions. Là encore, bien souvent, les difficultés se doublaient de conflits entre les trésoriers de France et les élus. Ce fut le cas à Troyes où, suivant des lettres du bureau des finances de Châlons (889), les trésoriers de France se voyaient contraints tous les jours de se pourvoir au Conseil du roi pour la vérification de non-valeurs de la « subsistance » et pour les réimpositions à établir en compensation; les élus, maires et échevins voulaient à toute force en connaître « pour favoriser leurs parents, voisins et amis ».

*
* *

La voirie urbaine était une autre cause de conflit. Nous avons vu (p. 216 et suivantes) comment les pouvoirs donnés aux trésoriers de France par l'édit de 1626 se heurtaient aux droits des municipalités, notamment dans les villes où elles avaient la possession immémoriale de la voirie et, surtout, dans celles où la voirie leur avait été expressément concédée par la charte constitutive de la commune (890).

Pour Toulouse, un arrêt du Conseil du roi du 30 octobre 1632 (891) reconnut aux trésoriers de France la connaissance de la voirie et des ouvrages publics dont la dépense était prévue à l'état du roi ou était couverte par des deniers imposés sur la ville; les capitouls avaient celle des travaux exécutés sur les fonds de la ville.

A Dijon, un conflit avec le maire et les échevins quant à un aligne-

(888) Arch. nat. P 2.678 et 2.761.

(889) Notamment lettre n° 43 du bureau des finances de Châlons du 27 novembre 1648, lue à l'assemblée le 4 décembre.

(890) Cf. Bibl. nat. Manuscrits français 21.705 : Contestations entre les trésoriers de France et les maires et échevins quant à la voirie.

(891) Reproduit par de LA MARE : « Traité de la Police » de 1738, t. IV, p. 743.

ment fut tranché en faveur du bureau des finances par le Conseil du roi du 31 décembre 1641 (892).

A Poitiers, où les comtes de Poitou avaient accordé à la ville l'exercice de la voirie, un arrêt du Conseil du roi du 8 juillet 1665 maintint les maires et échevins en cette compétence contre les trésoriers de France de la généralité (893).

A Caen, un arrêt du Conseil du roi du 22 août 1669 reconnut en revanche aux trésoriers de France l'exercice de la grande et de la petite voirie, à l'exclusion du maire et des échevins (894).

A Amiens, un arrêt du Parlement de Paris du 9 mai 1678 confirma semblablement les trésoriers de France dans l'exercice de la voirie, contrairement aux prétentions du prévôt de la ville (895).

A Marseille, où les échevins avaient la possession de la voirie depuis 1257, l'intervention du bureau des finances d'Aix se heurta à des oppositions qui ne disparurent qu'après l'intervention d'un arrêt du Conseil du roi du 19 septembre 1680.

Une situation analogue fut réglée à Montpellier par un arrêt du Conseil du roi du 16 juin 1694 (896).

Pour Laon, le même Conseil avait jugé, par contre, le 25 septembre 1693 que la voirie appartenait au prévôt royal en raison de la charte accordée en 1331 aux habitants de la ville par Philippe de VALOIS (897).

Le 5 août 1697, le Conseil du roi maintint les trésoriers de France de la ville de Bourges en leurs droits quant à la grande et à la petite voirie, contre les prétentions du maire et des échevins de la ville, à qui fut reconnue cependant l'organisation du nettoisement (898).

A Bordeaux, les conflits se prolongèrent jusqu'au milieu du XVIII^e siècle entre le bureau, le maire, le sous-maire et les jurats de la ville. Ils furent tranchés, en définitive, au profit de ces derniers par le Conseil du roi le 31 décembre 1752.

A Moulins, un arrêt du Conseil du roi du 7 octobre 1755 (899) maintint en la juridiction des trésoriers de France toutes les affaires de voirie, qu'elles fussent aux frais du roi ou à ceux de la ville (900).

(892) Arch. nat. AD IX 79.

(893) DE LA MARE, *op. cit.*, p. 747.

(894) Cf. PATAS DU BOURGNEUF, t. II, p. 146.

(895) Cf. PATAS DU BOURGNEUF, t. II, p. 156.

(896) Arch. dép. de la Haute-Garonne C 3.289, f^o 69.

(897) Cf. de LA MARE, *op. cit.*, p. 756 à 760.

(898) Cf. de LA MARE, *op. cit.*, p. 703.

(899) Arch. com. de Moulins, registre 565.

(900) Le Conseil du roi reconnut pareillement la compétence, en matière de voirie, des trésoriers de France :

de Tours, pour la ville d'Angers le 11^{er} octobre 1737,

de Moulins, pour celle de Bourbon-l'Archambault le 29 septembre 1743,

d'Auch, pour celle d'Auch le 9 septembre 1749,

de Bordeaux, pour celle de Périgueux le 22 octobre 1752.

(Cf. REGNARD DE GIRONCOURT, *op. cit.*).

*
**

Aux conflits évoqués ci-dessus s'ajoutaient, pour la ville du siège du bureau, ceux de préséance et ceux nés de l'assujettissement des trésoriers de France aux obligations générales imposées par la communauté des habitants et auxquelles ils prétendaient naturellement devoir échapper.

C'est ainsi qu'à Paris, le 11 septembre 1602, deux trésoriers de France, Jean de FOURCY (1558-1625), déjà nommé, et Jacques LE CONTE (vers 1545-1625), venus à l'Hôtel de ville, sur commission du roi, pour contrôler le paiement des rentes sur l'Hôtel de ville et qui devaient s'entretenir à ce sujet avec le Conseil de ville, refusèrent d'entrer dans la salle du Conseil quand on leur eut fait connaître qu'ils auraient à prendre place au-dessous des échevins. Ils se retirèrent et en référèrent le lendemain au Conseil du roi qui s'abstint de prendre parti sur une question aussi épineuse (901).

A Aix, les trésoriers de France étaient en conflit avec les consuls de la ville quant à leurs places respectives à la procession de la Fête-Dieu et au repas consécutif offert traditionnellement par le chapitre de la cathédrale aux diverses autorités (902).

Pour Amiens, après un arrêt défavorable du 2 septembre 1627 (903) un arrêt du Grand Conseil du 12 août 1632 (904) décida que les trésoriers de France précèderaient les échevins en toute assemblée publique générale ou particulière « fors l'exception de celles qui se feront en l'hôtel commun de la ville ». Dans ce cas, il leur serait d'ailleurs donné « séance ès places honorables ». A la cathédrale, ils occuperaient « les premières et principales chaises ».

A Riom, un arrêt du Conseil du roi du 30 décembre 1681 disposa qu'à l'hôtel de ville les trésoriers de France précèderaient les officiers du présidial, à l'exception des officiers des deux compagnies qui auraient été ou seraient premiers consuls, lesdits officiers prenant rang suivant l'ancienneté de leur consulat — ce qui supposait que les premiers consuls, anciens ou en exercice, avaient le pas sur les trésoriers comme sur les officiers du présidial à l'intérieur de la maison commune.

(901) Bib. nat. Manuscrits français 4.031, f° 262.

(902) Une transaction, passée avec les nobles offices de l'Université d'Aix, intervint le 30 avril 1658, mais fut remise en au cause, comme plus tard un concordat du 19 juin 1743, les consuls et les trésoriers refusant, les uns et les autres, de participer au banquet s'ils n'étaient pas invités les premiers.

Le service funèbre du Dauphin donna lieu en 1712 à un conflit de préséance, tranché par le Conseil du roi en faveur des consuls. Celui du duc de VILLARS fut résolu en faveur des trésoriers par le Parlement de Provence, puis encore des consuls par le Conseil du roi.

(Cf. Arch. dép. des Bouches-du-Rhône C 4.751; Arch. com. d'Aix, Section 2, carton 12, liasse C, et J.-L.-G. MOUAN : « Un conflit entre les trésoriers de France et les consuls d'Aix ». Marseille, 15 p. in-8, 1866 (Bibl. nat. 8° Lk7 12.779).

(903) Arch. mun. d'Amiens LXII, p. 79.

(904) Reproduit dans les manuscrits de FOURNIVAL (Bib. nat. Manuscrits français, nouvelles acquisitions 1430).

A l'extérieur la préséance devait revenir aux trésoriers de France. C'était du moins l'opinion de ces derniers qui, le jeudi saint 9 avril 1684, à la formation de la procession traditionnelle entre l'église Saint-Amable et l'église Saint-Jean de la ville, n'hésitèrent pas à assaillir les consuls de Riom qui y prenaient la droite, leur arrachèrent leurs perruques et déchirèrent leurs robes (905).

Sur l'assujettissement aux obligations imposées à tous les habitants, on peut rappeler le conflit qui s'éleva en juillet 1650 entre les trésoriers de France et les maire et échevins de Moulins qui, se fondant sur un arrêt contradictoire du Parlement de Paris, puis sur une ordonnance du duc d'ORLÉANS, prétendaient contraindre les trésoriers de France à la garde des portes de la ville (906).

A signaler, en sens contraire, les services que les trésoriers de France pouvaient rendre bénévolement à leur ville de résidence. En février 1628, par exemple, le bureau des finances de Bordeaux se porta caution du corps de ville pour un emprunt relatif à la réparation des fortifications du côté de la rivière, ainsi que l'achat de munitions nécessaires à la mise en état des défenses de la cité (907).

15) RELATIONS AVEC LES CHAPITRES.

Parmi les nombreuses autorités avec lesquelles les trésoriers de France pouvaient avoir des conflits, figuraient les chapitres des cathédrales. La question de la préséance se posait notamment quand il y avait lieu de complimenter des princes et des princesses. Qui devait le faire le premier ? A Montpellier où, pour des raisons déjà indiquées, les trésoriers de France avaient une situation tout à fait éminente, leur préséance n'était pas contestée. Par contre, à Aix et à Bordeaux, le conflit resta ouvert pendant plus d'un siècle ; en définitive, des arrêts du Conseil des 6 août 1745 et 22 novembre 1757 le tranchèrent en faveur des trésoriers. A Lyon, les trésoriers ne purent jamais venir à bout du chapitre de la cathédrale, en raison de l'antiquité du corps et de l'illustration de ses membres, les « chanoines, comtes de Lyon ».

(905) Cf. EVERAT, *op. cit.*, p. 124.

(906) Cf. *supra*, p. 96.

(907) Arch. dép. de la Gironde C 3.905.

CONCLUSION

Au cours de notre étude et notamment en son dernier chapitre, nous avons tenté de définir la place qu'occupaient dans l'administration les Bureaux des finances vers le milieu du xvii^e siècle, non sans donner, le cas échéant, quelques indications sur l'évolution future de certaines de leurs attributions.

Cette évolution ne se fit guère que dans un sens défavorable aux trésoriers de France. Le rétablissement progressif des intendants après la Fronde, l'extension continue de leurs pouvoirs, la création au xviii^e siècle de services spécialisés marqueront ce que les adversaires des Bureaux désigneront par un terme assez juste : la « dégradation de leurs fonctions ».

Nous avons déjà rappelé que sous l'ancien régime les institutions ne mouraient guère, ne fût-ce que parce que le pouvoir royal aurait été hors d'état de rembourser les charges supprimées. Aussi, les bureaux survécurent-ils aux projets de suppression de COLBERT et pendant longtemps à tous les autres.

Les nécessités financières amenèrent même le gouvernement, à la fin du règne de Louis XIV, à accroître de nouveau leurs effectifs : le bureau de Montauban arriva à comprendre 31 trésoriers de France et celui de Paris 35, mais cette inflation ne fit que diminuer encore le prestige qui leur restait.

Les bureaux ne vécurent qu'une existence amoindrie. S'il est peut-être excessif de dire, comme certains historiens, que dès le milieu du xviii^e siècle, leurs fonctions étaient « de pure forme et leur autorité illusoire », ils n'assuraient plus que des tâches secondaires et leur activité ne se manifestait guère que par la tradition des conflits avec leurs rivaux, souvent en déclin comme eux, et qui marquaient la nostalgie de leur splendeur passé.

Leur situation diminuée apparaît à un fait négatif : Ils portaient si peu ombrage au gouvernement qu'en 1771, à l'exception du bureau de Paris, ils ne furent pas touchés par la réforme du Chancelier MAUPEOU.

Corrélativement à la réduction de leur situation, le recrutement des trésoriers de France s'était modifié : la plupart des charges étaient acquises par de vieux négociants retirés des affaires qui entendaient

seulement assurer à leurs fils, qui leur succèderaient après leur mort, la noblesse héréditaire après vingt ans de fonctions.

L'opinion publique commençait à englober les bureaux des finances dans les organismes désuets qui pourraient disparaître sans inconvénients; c'est ce qui explique que dès mai 1788 leur suppression ait pu être décidée en même temps que celle des élections et juridictions des traites et, en tant que juridictions seulement, des maîtrises des eaux et forêts et greniers à sel. Mais, sous l'ancien régime, celui du prétendu pouvoir absolu, le dernier qui avait parlé avait le plus souvent raison et, aussi conforme à l'intérêt général qu'elle pût être, une décision gouvernementale ne manquait guère d'être révoquée si elle soulevait des protestations : Dès le 23 septembre, les juridictions étaient rétablies et le bureau des finances de Paris retrouvait même ses effectifs d'avant 1771. Il faudra la Révolution pour les supprimer effectivement deux ans plus tard, sans d'ailleurs que les populations en témoignent une émotion excessive.

ANNEXES

ANNEXE N° 1

I. - Les lettres des bureaux des finances à leur assemblée générale réunies par Fournival.

A. — LE RECUEIL DE LETTRES

Les lettres des bureaux des finances à leur Assemblée générale pour la période 1648-1653, que nous avons évoquées dans l'introduction et le chapitre V du présent travail et auxquelles nous avons fait de nombreux emprunts, sont conservées à la Bibliothèque nationale, dans la série des « Manuscrits français », sous le n° 7686, en un recueil in-folio intitulé : « Missives envoyées des généralités du royaume à nos seigneurs les députés des bureaux des finances assemblés en la Chambre du Trésor à Paris, commençant à l'année 1648, recueillies et assemblées par Simon FOURNIVAL (1). commis général des dits seigneurs, en les années 1648 à 1653 ».

(1) Simon FOURNIVAL, sieur de DIGNECHAMP, n'était qu'un personnage de second plan.

Né à Melun, baptisé en l'église Saint-Aspais le 4 février 1626, il était fils d'un huissier au Châtelet de Melun, à qui il donna rétroactivement lors de son contrat de mariage le titre plus décoratif de « lieutenant des chasses et plaisirs du roi sous M. du HALLIER » (François de L'HOPITAL, comte de ROSNAY, sgr du HALLIER (1583-1660), frère du duc de VITRY (1581-1644) qu'il avait assisté dans l'assassinat de CONCINI; il avait alors, entre autres fonctions, celles de capitaine du château de Fontainebleau qui pouvaient comporter le service des chasses dans la forêt; comme son frère, il deviendra d'ailleurs maréchal de France; à signaler, à titre documentaire, qu'il épousa en 1653 la veuve d'un trésorier général du Dauphiné, Pierre de PORTES, née Françoise MIGNOT (vers 1630-1711), remariée en troisièmes noces à Jean-Casimir JAGELLON (1609-1672), roi de Pologne).

Simon FOURNIVAL avait perdu son père en 1638 et sa mère en 1645. De ses frères et sœurs, ne paraissait subsister que Marguerite FOURNIVAL, qui lui fit donation le 17 septembre 1652 de tous les biens qui lui appartiendraient à son décès (Arch. nat. Y 189, f° 247 v°).

Après avoir été employé quelque temps dans les bureaux du présidial de Melun, il était dès 1648 au service de l'Assemblée générale des trésoriers de France à Paris.

Dès 1652, il se disait « secrétaire ordinaire de la chambre du roi ». Il ne s'agissait pas d'une charge, ni même d'une fonction, mais seulement d'un titre, d'ailleurs assez recherché, qui excédait de beaucoup sa situation. Nous ne savons comment il l'avait obtenu.

Après avoir habité — comme Hilaire LECLERC, trésorier de France à Poitiers

Le recueil porte en certaines de ses pages le timbre de la Bibliothèque du roi et celui en usage sous la Restauration. L'Administration de la Bibliothèque nationale n'a pu nous préciser comment et à quelle date il était entré à la bibliothèque du roi, les inventaires de l'époque ne comportant pas systématiquement ces indications.

Suivant la table figurant à la fin du recueil, la collection comprendrait 289 lettres (2), qui, en principe, sont classées par ordre chronologique d'émission pour les premières, de réception pour les dernières (3), la première datée à l'émission du 22 mai 1648, les dernières datées à l'émission de la première dizaine de septembre 1653 (4) et à la réception du 16 du dit mois.

et secrétaire de l'Assemblée — rue Grenier-sur-l'Eau, paroisse Saint-Gervais, il demeurait rue de la Tixanderie, paroisse Saint-Jean-en-Grève, quand, le 28 avril 1653, il passa contrat de mariage devant GERBAULT, notaire au Châtelet de Paris (Arch. nat. minutier central, Etude II, liasse 196) avec Catherine THIBAUT, fille d'un docteur-régent de la Faculté de médecine de Paris, demeurant à Milly, d'un niveau social très supérieur au sien.

Simon FOURNIVAL apportait en mariage 22.000 livres; sa femme en recevait en dot 9.000.

Aucun trésorier de France, pas même LECLERC, ne signa au contrat; par contre, toutes les autorités du présidial de Melun se déplacèrent pour y assister, ce qui montre que FOURNIVAL était l'objet de quelque considération dans son pays d'origine.

Il habitait au cloître Saint-Jean, paroisse Saint-Gervais, et était huissier es-requêtes du Parlement quand, le 24 décembre 1657, il reçut donation de tous les biens que laisserait à son décès Anne LEBLANC, « veuve de Achille de La Roche, sieur de SAINT-GEORGES, capitaine de cavalerie appointé, un des gentilshommes ordinaires de S. M. » demeurant à Paris, cloître Saint-Jean, paroisse Saint-Gervais, « en considération des bons et grands services qu'il a rendus depuis longtemps audit défunt sieur de SAINT-GEORGES et à elle et pour reconnaissance et gratification des soins, peine et bons offices que ledit FOURNIVAL a pris pour elle et toutes ses affaires depuis le décès de son dit défunt mari » (Arch. nat. Y 195, f^o 115 v^o).

Dès 1659, il avait été « commis » pour le paiement de certaines rentes sur l'Hôtel de ville de Paris; diverses quittances de la collection des « Pièces originales » de la Bibliothèque nationale (n^o 1228) montrent qu'il exerçait encore cette activité vers 1664.

Il se disait encore, en juillet 1677, « secrétaire ordinaire de la chambre du roi et commis général des trésoriers de France », bien qu'il eût cessé d'être au service de ces derniers depuis fort longtemps.

Il mourut le 26 décembre 1683, rue des Prêtres, paroisse Saint-Paul à Paris, en une maison qu'il avait acquise en 1664; l'inventaire de ses biens fut clos le 12 mai 1684.

Il laissait une veuve et quatre enfants; deux autres étaient morts en bas âge. Catherine THIBAUT renonça à la communauté par acte du 5 juin 1684 (reçu par Pierre GAUDION, notaire au Châtelet de Paris. Arch. nat. Minutier central, Etude XIX, liasse 525). Catherine-Marguerite FOURNIVAL, femme de Jacques HATIN du Buisson, avocat au Parlement de Paris, et François FOURNIVAL, alors diacre du diocèse de Paris, renoncèrent à la succession de leur père en faveur de leur sœur et de leur frère puînés, encore mineurs, les 22 juillet 1684 et 21 janvier 1687, par actes devant le même notaire (*Ibid.*) et devant Pierre HUCHE et Charles DUPUY, également notaires au Châtelet de Paris (*Ibid.*, Etude XXXIV).

(2) Ayant chacune deux feuillets, sauf les lettres 25, 30 et 153 qui n'en ont qu'un, ainsi qu'il fut constaté dans un récolement de 1886.

(3) Quand la date n'est pas indiquée, le classement laisse parfois à désirer : c'est ainsi que la lettre n^o 2 du bureau de Poitiers est certainement postérieure aux suivantes.

(4) La date d'émission de la lettre est portée généralement au bas du texte; le secrétariat de l'Assemblée inscrivait souvent en haut la date de sa lecture (alias présentation) à l'Assemblée, ou parfois celle de sa réponse.

Il rappelait habituellement sur le feuillet portant l'adresse une date, celle de l'émission pour les premières lettres, celle de la lecture pour les dernières.

Mais il n'y a pas de lettres n^{os} 69 et 117 et il n'en est pas mentionné à la table; il s'agit manifestement d'une erreur de numérotation.

Par contre, il existe deux « bis » (160 *bis* et 200 *bis*).

Enfin, 13 lettres mentionnées à la table, pour l'année 1650, font défaut (5). Le recueil étant en assez bon état, il apparait que les pertes sont antérieures à sa reliure, au xviii^e siècle.

En bref, le recueil contient actuellement :

1° 264 lettres dont 263 originales et une en copie (6), adressées par les bureaux des finances à l'Assemblée générale (7) et se répartissant ainsi par bureau et par année de réception;

(5) Savoir, outre le 2^e feuillet portant l'adresse de la lettre n^o 189 du bureau de Bourges et celui, portant les signatures et l'adresse, de la lettre n^o 204 du bureau de Châlons :

- 1 lettre du bureau d'Amiens (209).
- 1 lettre du bureau de Bourges (190).
- 1 lettre du bureau de Caen (200).
- 1 lettre du bureau de Châlons (201).
- 1 lettre du bureau de Limoges (208).
- 1 lettre du bureau de Lyon (193).
- 1 lettre du bureau de Montauban (199).
- 1 lettre du bureau de Montpellier (191).
- 2 lettres du bureau de Soissons (194 et 206).
- 1 lettre du bureau de Toulouse (207) (le feuillet portant l'adresse subsiste).
- 2 lettres du bureau de Tours (192 et 205) (le feuillet portant l'adresse subsiste pour la première).

13

Dans ses « Recherches sur les syndicats d'officiers pendant la Fronde » M. R. MOUSNIER a émis l'hypothèse que ces lettres auraient été supprimées comme trop compromettantes. Il sera proposé ci-après, p. 479, note 14, une autre explication de cette disparition.

(6) Lettre n^o 75 du bureau de Moulins. L'original avait été remis au trésorier de France VIALET qui devait la montrer à certains membres du Parlement.

(7) Les lettres n^{os} 220 et 224 des bureaux des finances de Châlons et de Caen ne sont toutefois pas adressées à l'assemblée, mais à son secrétaire, LE CLERC, trésorier de France à Poitiers.

BUREAUX DE	1648	1649	1650	1651	1652	1653	TOTAL
PARIS							
AIX.....						1	1
ALENÇON.....		3		1	2		6
AMIENS.....	2		1				3
BORDEAUX.....	2	2	3	1			8
BOURGES.....	3	4	4	4	2	2	19
CAEN.....	4	9		3	2	2	20
CHALONS.....	2	6	9	3	1		21
DIJON.....	3	4	1	1	1	1	11
GRENOBLE.....		2	1		1		4
LIMOGES.....	2	7	4	1	6	1	21
LYON.....	5	7	5	4	3	1	25
MOMTAUBAN.....	3	6	4			1	14
MONTPELLIER.....	2	2	1		1	1	7
MOULINS.....		6	10	4		4	24
ORLÉANS.....	2	4	2	1	1	1	11
POITIERS.....	5	2			1		8
RIOM.....	2	1	4	2		1	10
ROUEN.....	4	5	3	1		4	17
SOISSONS.....	1	3	1			1	6
TOULOUSE.....	2	4	1	1	1	1	10
TOURS.....	6	4	4	1		2	17
TOTAUX.....	50	82	58	28	22	24	264

2° Une lettre adressée le 31 mars 1651 au surintendant des finances par le bureau des finances de Rouen (n° 214);

3° La copie de lettres adressées de Paris le 18 août et de Rueil le 20 septembre 1648 par le maréchal de la MEILLERAYE, surintendant des finances, aux bureaux de Caen et de Montauban, quant au soutien à apporter à un traitant et au cautionnement exigé d'un receveur général (n°s 30 et 25);

4° Une lettre adressée à l'assemblée générale le 19 avril 1649 de Saint-Germain-en-Laye par LENOIR, trésorier de France à Orléans « commis de M. LE TILLIER », quant à l'état d'avancement d'une affaire (n° 80);

5° Une lettre adressée le 13 octobre 1649 par BARDEAU, greffier ou commis du greffier de bureau de Poitiers, à Hilaire LE CLERC, trésorier de France au Bureau, secrétaire de l'assemblée (n° 105).

6° Les copies des lettres de cachet du roi adressées les 30 octobre 1649 et 1^{er} février 1650 aux bureaux des finances de Moulins et Rouen pour

habiliter auprès d'eux les maîtres des requêtes GAULMIN et de La MARGUERIE, tous deux en mission et le second également intendant de l'armée en Normandie (n^{os} 119 et 153);

7° La copie d'une lettre adressée le 30 novembre 1649 par le bureau de Riom aux directeurs des finances, aux surintendants des finances et au président TUBEUF, quant à la mission d'un maître des requêtes (copie portée sans numéro propre, à la suite de la lettre n^o 129);

8° La copie d'une lettre adressée le 5 avril 1651 par le bureau de Moulins au président de MAISONS, surintendant des finances, quant à l'assistance des trésoriers de France au département des tailles dans les élections (n^o 219);

9° Les copies des lettres adressées le 14 février 1652 de Poitiers par M. de La VIEUVILLE, surintendant des finances, au bureau des finances de Limoges et à BALTHAZAR sur la même affaire (n^{os} 253 et 254).

10° La copie d'une réponse adressée au bureau des finances de Limoges le 14 février 1652 par l'Assemblée générale sur les empiètements de BALTHAZAR, maître des requêtes en mission à Limoges (n^o 262 bis).

11° La copie d'une lettre adressée le 30 avril 1653 par le bureau de Bourges aux surintendants (n^o 271).

Nous constatons que :

a) Il n'y a pas dans la collection de lettres du bureau de Paris — ce qui s'explique du fait de sa situation près de l'Assemblée générale (8) —, non plus que des trésoriers de France de Nantes qui, faisant corps avec la Chambre des comptes de Bretagne, pouvaient ne pas s'intéresser aux travaux de l'assemblée;

b) Sauf les quelques copies énumérées ci-dessus, les pièces annoncées jointes aux lettres et notamment les états statistiques, procès-verbaux et expéditions d'arrêts, font défaut;

c) Sauf en ce qui concerne l'affaire BALTHAZAR, la correspondance est à sens unique : elle ne comporte pas de lettres de l'Assemblée.

Les dates des lettres ne sont pas uniformément réparties dans le temps, ce qui s'explique par les circonstances politiques — notamment les deux sièges de Paris — et les variations des besoins d'information des bureaux.

Nous ne disposons d'aucune lettre pour les mois de :

Janvier à avril 1649 (1^{er} siège de Paris).

Août 1649 (vacances).

Octobre 1649.

Août 1650 (vacances).

Février-mars 1651 (premier exil de MAZARIN).

(8) Pareillement, cependant, bien que le bureau des finances de Paris prêtât ses locaux à l'Assemblée générale et suivit ses travaux, plus de la moitié des lettres envoyées aux bureaux par l'Assemblée générale ne portent pas de signatures de trésoriers de France de Paris. Seul, François de WAROQUIER témoignait de quelque assiduité à ses séances.

Juin 1651.
Août 1651 (vacances).
Octobre 1651.
Décembre 1651.
Mars 1652.
Juillet à octobre 1652 (deuxième siège de Paris).
Mars 1653.
Juin et juillet 1653.

La correspondance fut par contre spécialement active pour les périodes :

Novembre-décembre 1648.
Novembre 1649 - janvier 1650.
Mars-juin 1650.
Juillet 1651.
Janvier-février 1652.
Décembre 1652.
Mai 1653.
Août 1653.

*
* *

L'examen de certaines indications portées après coup sur les lettres fournit quelques renseignements sur le fonctionnement de la poste et le montant des taxes payées à l'arrivée, souvent trois sols. Les lettres elles-mêmes comportent parfois des critiques quant à la longueur des courriers : en des cas déterminés, sept jours entre Dijon et Paris, treize jours entre Caen et Paris. Des lettres n'arrivent pas : les bureaux incriminent le fonctionnement de la poste ou l'action du gouvernement. A en croire certains d'entre eux (Dijon, lettre n° 3 du 11 juillet 1648; Limoges, lettre n° 151 du 11 février 1650), il existait déjà une sorte de « cabinet noir » qui surveillait et, au besoin, interceptait les correspondances.

Aussi prétendaient-ils rester réservés dans leurs expressions : « Sy nous estions dans la liberté des bons siècles où il estoit permis de dire librement ses sentiments et de les publier comme on les pensoit, nous vous escrivions les nôtres », écrivait le bureau des finances de Caen à l'assemblée le 12 octobre 1648 (9).

*
* *

La langue employée dans les lettres est assez voisine de la nôtre, sauf quelques rares expressions passées, notamment le terme « rencontre » utilisé très fréquemment dans le sens de « circonstances » et au masculin, mais le système de vouloir tout exposer dans une phrase unique ne facilite pas toujours l'intelligence du texte. Si parfois le style déroute quelque peu le lecteur, il est surpris de trouver dans les lettres un vocabulaire technique presque identique au nôtre : sans s'en rendre compte, nos administrations financières n'usent que des termes de leurs devancières.

(9) Lettre n° 31, lue à l'assemblée le 27 octobre 1648.

*
* *

Les lettres se terminent toujours par la formule, généralement assez bien amenée : « Vos très-humbles (10) et affectionnés — ou obéissants — serviteurs et confrères, les présidents (et) trésoriers généraux de France à (ou dans la généralité de), qui annonce un nombre variable de signatures :

2 lettres comportent		1 signature chacune, soit au total		
8	—	2	—	16
10	—	3	—	30
28	—	4	—	112
49	—	5	—	245
58	—	6	—	348
43	—	7	—	301
28	—	8	—	224
14	—	9	—	126
17	—	10	—	170
3	—	11	—	33
3	—	12	—	36

Totaux 263

1.643

Soit un total de 1.643 signatures pour 263 lettres, en moyenne un peu plus de cinq signatures par lettre, à peine plus que le quorum exigé en principe pour la validité des décisions des bureaux.

Ces signatures émanent de quelques 329 signataires différents. Nous ne pouvons donner un chiffre certain car, pour quelques lettres, les signatures d'un signataire déterminé sont parfois tellement différentes qu'elles paraissent difficilement pouvoir provenir de la même personne; le fait peut s'expliquer parfois quand le père et le fils s'étaient succédé au bureau, mais dans d'autres cas les différences de graphie et même d'orthographe (11) contraignent à envisager l'hypothèse que les trésoriers signaient parfois les uns pour les autres. On notera d'ailleurs que certains trésoriers signaient tantôt de leur nom patronymique et tantôt de leur nom de terre; la règle semblait être que, pour les documents intérieurs aux bureaux, les trésoriers signassent de leur nom patronymique (12) et, pour ceux destinés à l'extérieur, et notamment à l'Assemblée générale, du nom de leur terre.

Parmi les signatures, certaines émanent de trésoriers qui s'étaient succédé dans le même office. Admettant le chiffre de 329 signataires, on doit observer que dans ces conditions, guère plus de 300 offices se sont trouvés représentés pendant la période qui nous intéresse. Ce chiffre est

(10) L'humilité des trésoriers n'apparaissant guère à la taille du V initial qui prend parfois des proportions gigantesques, jusqu'à couvrir la moitié d'une feuille demi-grand aigle.

(11) Notamment pour Estienne MORIN de BANNEVILLE, trésorier de France à Caen (vers 1615-1678).

(12) C'était conforme à une saine tradition. Nous avons vu que l'arrêt du Conseil du roi du 17 septembre 1653 est signé SEGUIER, SERVIEN et FOUCQUET et non VILLEMOR (duc de), SABLÉ (marquis de) et BELLE-ISLE (marquis de) ou MELUN et VAUX (vicomte de).

faible par rapport au nombre total des officiers, soit 456. La comparaison semble établir que, dès l'époque, près du tiers des trésoriers se désintéressaient des affaires des bureaux.

B. — SIGNATURES FIGURANT AUX LETTRES.
IDENTIFICATION DE LEURS AUTEURS

Nous donnons ci-après, par bureau, les signatures figurant aux lettres avec, en regard, l'identification de leurs auteurs.

BUREAU D'AIX :

AYMAR	Gaspard d'AYMAR, sgr de PUYMICHEL et de BEAUVEZET (1599-1685), ancien capitaine d'infanterie et commissaire provincial des guerres, trésorier de France à Aix de 1647 à sa mort.
DUMAS	François DUMAS (1616-1694), trésorier de France à Aix de 1644 à 1665.
ESTIENNE	Honoré d'ESTIENNE (1613-1694), trésorier de France à Aix de 1640 à sa mort.
ESTIENNE	André d'ESTIENNE (1618-1682), frère du précédent, trésorier de France à Aix de 1640 à sa mort.
GRATIAN	Nicolas de GRATIAN, trésorier de France à Aix de 1640 à 1755.
GROGNARD	Melchior GROGNARD, trésorier de France à Aix de 1644 à sa mort, en 1688.
GUIDY	Dominique GUIDY (1612-1680), docteur en droit, trésorier de France à la suite de son père de 1646 à 1673, cumulativement conseiller au Parlement d'Aix en 1670; auteur d'une histoire du Parlement d'Aix; décédé en mission à Paris.
LIEUTAUD	Antoine LIEUTAUD, trésorier de France à Aix à la suite d'un oncle, de mai 1648 à sa mort, en 1688.
MENC	François MENC de LINEAU, ancien auditeur à la cour des Comptes d'Aix, trésorier de France à Aix de 1644 à sa mort, en 1664.
REGIS	Jean-Baptiste de REGIS, sgr de FUYEAU, trésorier de France à Aix de 1642 à 1680, breveté conseiller du roi en ses conseils d'Etat et privé en 1662; décédé en 1697.

BUREAU D'ALENÇON :

BOUGIS	Hiérosme BOUGIS, sgr de LA VALLÉE, ancien contrôleur et élu à Alençon, trésorier de France à Alençon de 1641 à sa mort, en 1653.
--------	--

CHASTAUTIERRY

Jacques de CHATEAU-THIERRY, sgr de MONTHEAN, du BREUIL et de LA MOTTE, trésorier de France à Alençon de 1644 à sa mort, en 1677.

CHOUET

Philippe CHOUET, sgr de LA RIVIÈRE, trésorier de France à Alençon de 1648 à 1675.

DUVAL

DUVAL DE LANCHAL

Philippe DUVAL, sgr de LANCHAL, trésorier de France à Alençon de 1648 à sa mort, en 1687.

DUVAUMESLE

Jean de VAUMESLE, sgr de LIVET, trésorier de France à Alençon de 1648 à sa mort, en 1687.

LANGLOIS

Paul-Armand LANGLOIS, trésorier de France à Alençon de 1651 à sa mort, en 1687, délégué du bureau à l'assemblée générale (signant de ce fait, non les lettres du Bureau, mais celles de l'assemblée générale).

LEMAIRE

Jean LE MAIRE, sgr de MONTLINAULT, trésorier de France à Alençon de 1641 à 1690.

P. PECQUEULT

Pierre PECQUEULT, sgr du BREUIL, de CERTIGNY et ST-DENIS-S.-SARTHON, trésorier de France à Alençon de 1644 à 1690, bénéficiaire d'un arrêt du 1^{er} décembre 1676 lui reconnaissant, en sa qualité de trésorier de France, le titre de chevalier et la préséance sur les autres seigneurs de la paroisse.

BUREAU D'AMIENS :

AGUESSEAU

Jean d'AGUESSEAU, sgr d'HAPPEGLENNE, trésorier de France à Amiens de 1639 à 1671, décédé en 1678.

DE HERTE

Etienne de HERTE, sgr de BELLEVAL, trésorier de France à Amiens à la suite de son père de 1643 à sa mort, en 1675; maître d'hôtel ordinaire du roi.

DUFRESNE

Charles du FRESNE, sgr de NOLENT et du CANGE (1610-1688), trésorier de France à Amiens de 1645 à 1675, le grand érudit (qui, contrairement à ce qui a parfois été écrit, exerça ses fonctions au bureau avec beaucoup d'assiduité).

FLEURETON

Henri FLEURETON, sgr de LUSIÈRES et de BEAUMETZ, trésorier de France à Amiens de 1641 à sa mort, en 1650; conseiller du roi en ses Conseils d'Etat et privé et son maître d'hôtel ordinaire.

LE BON

Nicolas LE BON, sgr de BETHENCOURT et du PONT DE METZ, trésorier de France à Amiens de 1635 à sa mort, en 1659.

LE QUIEU

François LE QUIEU, sgr de MOYENNEVILLE et VILLIERS-L'HÔPITAL (1628-1696), trésorier de France à Amiens à la suite de son père, de son grand-père et de son grand-oncle, de 1648 à sa mort, en 1696; intendant de Calais et des pays reconquis.

- LE ROY Vincent LE ROY, sgr de CERISY, trésorier de France à Amiens de 1628 à sa mort, en 1658; 1^{er} échevin d'Amiens en 1644;
- ou bien :
- François LE ROY, sgr de ST-LEU, trésorier de France à Amiens de 1643 à 1652.
- A. PICQUET Adrien PICQUET, sgr de BECQUIGNY, ancien prévôt royal d'Amiens, trésorier de France à Amiens de 1644 à sa mort, en 1655.
- PIETRE Julien PIÈTRE, ancien chanoine d'Amiens, trésorier de France à Amiens de 1627 à sa mort, en 1686; intendant des finances de l'armée de Flandres en 1646.
- PINGRÉ Vincent PINGRÉ, sgr de FRICAMP, trésorier de France-garde-scel à Amiens de 1634 à sa mort, en 1651.
- TRUDAINÉ Charles TRUDAINÉ, trésorier de France à Amiens de 1646 à 1654 et délégué du bureau à l'assemblée générale (et signant, de ce fait, non les lettres du bureau, mais celles de l'assemblée générale), puis maître des comptes à Paris jusqu'à sa mort, en 1666.
- VAILLANT François VAILLANT, sgr de LA BOUTHILLERIE, trésorier de France à Amiens de 1634 à sa mort, en 1681. C'est en son hôtel d'Amiens que logèrent « Monsieur » en septembre 1653 et Louis XIV en 1657.

BUREAU DE BORDEAUX :

- CHAPELAS Léonard de CHAPELAS (avant 1608-1697), trésorier de France à Bordeaux de 1633 à 1679.
- DARNAL Pierre DARNAL, trésorier de France à Bordeaux en 1642 en remplacement de Jean DARNAL; en fonctions au Bureau jusqu'à sa mort, en 1663.
- DE CASAU Denis de CASAU, sgr de L'ISLE, trésorier de France à Bordeaux de 1632 à 1650.
- DE CONILH Joseph de CONILH, trésorier de France à Bordeaux de 1641 à sa mort, en 1666.
- DELACOUR Louis DELACOUR, trésorier de France à Bordeaux de 1641 à sa mort, en 1667.
- DEPONTAC Denis de PONTAC, trésorier de France à Bordeaux à la suite de son frère et de son père, de 1612 à sa mort, en 1663.
- DETORTATY Jean de TORTATY, trésorier de France à Bordeaux de 1629 à 1664 (ou 1668, date de la réception de son fils).

- DE VERTHAMON Jean-Baptiste de VERTHAMON, sgr d'ARPILLIÈRE (1608-1688), trésorier de France à Bordeaux de 1632 à 1670 et chanoine de Notre-Dame de Paris; délégué du Bureau à l'assemblée générale (et, de ce fait, signant non les lettres du bureau, mais celles de l'assemblée).
- DU ROY Pierre du ROY, trésorier de France à Bordeaux à la suite de son frère de 1627 à 1667.
- HUGCLA Antoine d'HUGCLA, trésorier de France à Bordeaux de 1624 à sa mort, en 1660.
- MONTALIER Martial de MONTALIER, trésorier de France à Bordeaux de 1642 à sa mort, en 1673; jurat de Bordeaux en 1655.
- MONTAUDON Menaud de MONTAUDON, trésorier de France à Bordeaux de 1623 à sa mort, en 1664.
- RICHON Etienne RICHON, sgr de MONTFAVIER, ancien payeur des gages du Parlement de Bordeaux, trésorier de France à Bordeaux de 1617 à 1673.
- TIBAULT Pierre de THIBAULT, sgr de LUNAC, trésorier de France à Bordeaux de 1623 à 1653.
- BUREAU DE BOURGES :*
- BEAUXAMIS Pierre de BEAUXAMIS, trésorier de France à Bourges de 1627 à 1650.
- DE BEAUXAMYS Pierre de BEAUXAMYS, fils du précédent, trésorier de France à Bourges à sa suite de 1650 à 1663.
- BIGOT Claude BIGOT, trésorier de France à Bourges de 1626 à sa mort, en 1668.
- J. BOLACRE Jacques BOLACRE, sgr du MARAIS, trésorier de France à Bourges de 1620 à sa mort, en 1663.
- BOLACRE, Pr. du roy Charles BOLACRE, sgr de SIGOGNE, frère du précédent, procureur du roi unique au Bureau des finances de Bourges de 1632 à 1668.
- BRISACIER Charles de BRISACIER (vers 1605-1679), trésorier de France à Bourges à la suite de son père de 1632 à 1675, breveté conseiller du roi en ses Conseils d'Etat et privé (frère de Guillaume de BRISACIER, maître des comptes à Paris et intendant des finances de 1654 à 1658 et du R. P. de BRISACIER, confesseur de Louis XIV).
- BRUILLET Gabriel BREUILLET, sgr de LA MATHERÉE, trésorier de France à Bourges à la suite de son père de 1631 à sa mort, en 1680; président du bureau.
- CHARRETON François CHARRETON, sgr de MONCOY, ancien lieutenant en l'élection de Bourges, trésorier de France à Bourges de 1641 à 1674.
- DALLONNEAU Martin d'ALLONNEAU, trésorier de France à Orléans, puis à Bourges de 1625 à 1673.

DURAND Pierre DURAND (1586-vers 1652), trésorier de France à Bourges de 1642 à sa mort.

FOUCAULT Louis FOUCAULT, sgr de CHAMBON et de St-JUST, trésorier de France de 1623 à 1673.

LA CHASTRE René de LA CHASTRE (d'une famille d'avocats de Bourges sans rapport avec l'ancienne maison du Berry à laquelle appartenait le titulaire du « bon billet » de Ninon de LENCLOS), trésorier de France à Bourges de 1641 à sa mort, en 1673.

MILET Louis MILET, sgr de MANAY, trésorier de France à Bourges de 1643 à sa mort, en 1654.

PELLET Claude PELLET, trésorier de France à Riom en 1622, puis à Bourges de 1627 à 1655.

RAVOT Benoît RAVOT, trésorier de France à Bourges de 1646 à sa mort, en 1659.

BUREAU DE CAEN :

CLÉMENT Philippe CLÉMENT, sgr de FONTENAY, trésorier de France à Caen de 1645 à sa mort, en 1687; secrétaire du roi en 1682.

DE BANEVILLE Etienne MORIN, sgr de BEAUVAL, puis de BANNEVILLE, trésorier de France à Caen de 1641 à sa mort, en 1678; président du bureau en 1650.

DE BERNIERES Jean de BERNIÈRES, sgr de LOUVIGNY (vers 1602-1659), trésorier de France à Caen à la suite de son père de 1631 à 1654; auteur d'écrits ascétiques réunis après sa mort sous le titre : « Le chrétien intérieur ».

DE BERNIÈRE Estienne de LA ROCQUE, sgr de BERNIÈRE, — sans lien avec le précédent —, trésorier de France à Caen de 1653 à 1684.

DE CHAULIEU Jacques du BOURGET, sgr de CHAULIEU, trésorier de France à Caen à la suite de son père de 1638 à sa mort, en 1662; président du bureau à partir de 1655.

GUESTON Claude GUESTON — gendre de Ithier HOBIER —, trésorier de France à Caen de 1651 à sa mort, en 1673, délégué du bureau à l'Assemblée générale (De ce fait, sa signature figure sur les lettres de l'assemblée générale et non sur celles du bureau); directeur général de la compagnie des Indes occidentales.

LE DUC Gaspard LE DUC, sgr de CHICHEBOVILLE, trésorier de France à Caen de 1636 à sa mort, en 1662.

DE LA PINSSONNIÈRE Jean COLLARDIN, sgr de LA PINSONNIÈRE, trésorier de France à Caen de 1650 à 1673.

MOREL
MOREL S^r DE MAN-
NEVILLE
DE MANNEVILLE
MANNEVILLE
DE ROTOT

Jacques MOREL, sgr de MANNEVILLE, ancien conseiller au présidial de Caen, trésorier de France à Caen de 1623 à 1656.

Thomas BESNARD, sgr de ROTOT et de MAISONS (vers 1610-1686), ancien procureur du roi au bailiage et siège présidial de Caen, trésorier de France à Caen de 1650 à sa mort.

HELLOUIN
DUBOSCAGE
DU BOCAGE
LENOIR

Nicolas HELLOUIN, sgr du BOSPAGE, trésorier de France à Caen à la suite de son père de 1646 à 1689.

Jacques LENOIR, trésorier de France à Caen de 1653 à 1679, « le plus grand usurier de France » suivant ses contemporains.

MALHERBE

François de MALHERBE, sgr du BOUILLON, ancien conseiller au présidial de Caen, trésorier de France à Caen de 1622 à sa mort, en 1650, président du Bureau depuis 1644.

PASTEY

Jean-Pierre PASTEY, sgr de CHASTENIER, trésorier de France à Caen depuis 1617; remplacé en 1667.

P. ROUSSEL
DE ST-VICTOR

Pierre ROUSSEL, sgr de ST-VICTOR, trésorier de France à Caen de 1651 à sa mort, en 1672.

BUREAU DE CHALONS :

BACHELIER

Henry BACHELIER, sgr de MONCEL, trésorier de France à Châlons de 1645 à sa mort en 1672.

BOULET

Pierre BOULET, sgr d'ONCHAMP, trésorier de France à Châlons de 1621 à sa mort, en 1660.

CM. BRAUX

Cosme BRAUX, sgr de FLORENT et de MÉRY, ancien lieutenant général civil et criminel en la sénéchaussée de Reims, trésorier de France à Châlons à la suite de son père de 1619 à 1652.

BRAUX DU SORTON

Pierre BRAUX, sgr du SORTON, parent éloigné du précédent, trésorier de France à Châlons de 1641 à 1651.

BRAUX

Nicolas BRAUX, sgr du SORTON, fils du précédent, trésorier de France à Châlons à sa suite de 1651 à sa mort, en 1700.

DE CHASTILLON

Nicolas de CHASTILLON (1607-1673), docteur ès droits, trésorier de France à Châlons de 1639 à sa mort, chevalier de l'ordre du roi le 6 septembre 1660; lieutenant de roi à Châlons de 1665 à 1668.

DE MOUCY

Jean de MOUCY, trésorier de France à Châlons à la suite de son père de 1646 à sa mort, en 1678.

DE NEVELET

Joachim NEVELET, sgr de DOSCHE, trésorier de France à Châlons à la suite de son père de 1638 à sa mort, en 1663.

- FRANÇOIS Philippe FRANÇOIS, sgr de MONTBAYEN, trésorier de France à Châlons de 1622 à 1661.
- GOUJON Hiérosme GOUJON, sgr de THUISY, sénéchal héréditaire de Reims, trésorier de France de 1627 à sa mort, en 1682.
- GUILLAUME Pierre GUILLAUME, sgr de ST-EULIEN, VELY, BLOSSIÈRE et CHOUILLY, vidame de Châlons, trésorier de France-garde-scel à Châlons de 1634 à sa mort, en 1652.
- GUILLAUME Arthus GUILLAUME, sgr de LA COUR, trésorier de France à Châlons de 1619 à 1666.
- JOLLY Louis JOLLY, trésorier de France à Châlons de 1631 à sa mort, en 1661.
- LANGAULT Pierre LANGAULT, sgr de MARSON (1624-1698) trésorier de France à Châlons de 1651 à sa mort, en 1698, « commis et député pour avoir la direction du gouvernement de Champagne conjointement ou séparément avec Pierre GARGAN, intendant des finances », le 9 juin 1654; gouverneur et grand bailli de Vassy en 1660.
- LEFEBVRE Jean LEFEBVRE, sgr de FONTAINE, trésorier de France à Châlons, de 1630 à sa mort, en 1652.
- LE GORLIER François LE GORLIER, sgr de DROUILLY, lieutenant de la ville de Châlons, trésorier de France de 1635 à 1691; auteur d'un recueil de textes intéressant les bureaux des finances qui fut la base du recueil de FOURNIVAL.
- LE TARTIER Nicolas LE TARTIER, trésorier de France à Châlons de 1630 à sa mort, en 1661.
- LOISSON Claude LOISSON, sgr de SOYN, secrétaire du roi de 1628 à 1631; trésorier de France à Châlons de 1630 à mort, en 1661.
- POUSSEPIN Nicolas POUSSEPIN, sgr de MONTBRUN, secrétaire de la Chambre du roi, trésorier de France à Châlons de 1632 à 1684, décédé quelques jours après sa sortie de fonctions.

BUREAU DE DIJON :

- BADOUX Claude BADOUX, sgr de LA RUE, ancien élu en l'élection de Bourg, trésorier de France à Dijon de 1631 à 1660.
- BRETAGNE André de BRETAGNE, sgr de BURAILLE et MONTAGNY (1622-1682), trésorier de France à Dijon de 1645 à sa mort.
- BRETAGNE Jacques de BRETAGNE, sgr de ST-DIDIER (1623-1665), de la famille du précédent, trésorier de France à Dijon de janvier 1653 à sa mort.

- CATHERINE Jean CATHERINE, sgr de ST-USAGE, trésorier de France à Dijon de 1632 à 1652.
- CATHERINE François CATHERINE, frère du précédent, trésorier de France à Dijon de 1638 à 1676.
- CŒURDEROY Jean CŒURDEROY, sgr de SANTIGNY, trésorier de France à Dijon en 1651; président des enquêtes au Parlement de Dijon en 1655.
- DAVID Guy DAVID, trésorier de France à Dijon de 1650 à 1677.
- DE CLUGNY
D'ESTAULES Georges de CLUGNY, sgr d'ESTAULES, trésorier de France à Dijon à la suite de son père de 1646 à sa mort, en 1652.
- DE GANAY Jean-David de GANAY, sgr de MONTEGUILLON, trésorier de France à Dijon à la suite de son père de 1633 à sa mort, en 1674.
- DE LA MICHODIÈRE Henri de LA MICHODIÈRE, sgr de CHAUDENAY, trésorier de France à Dijon de 1646 à 1677.
- DEMOUHY Hilaire DURANT-DEMOUHY, trésorier de France à Dijon de 1652 à 1677.
- DESBARRES Bernard des BARRES, sgr de VERREY, fils d'un ancien trésorier de France à Dijon, trésorier de France à Dijon de 1629 à 1673.
- FILZJAN Jacques FILZJAN, sgr de STE-COLOMBE, trésorier de France à Dijon de 1651 à sa mort, en 1669.
- FOURNERET Claude FOURNERET, trésorier de France à Dijon de 1639 à sa mort, en 1666.
- JANT Pierre JANT, trésorier de France à Dijon de 1632 à 1675.
- JOLY Pierre JOLY, trésorier de France à Dijon de 1642 à 1680.
- MOREAU Bénigne MOREAU, sgr de MOTTE, trésorier de France à Dijon de 1644 à 1673.
- VALON Jacques VALON, sgr de MIMEURE, trésorier de France au Bureau de 1623 à sa mort, en 1667.

BUREAU DE GRENOBLE :

- BERTRAND Jean BERTRAND, sgr du MAY, ancien secrétaire du connétable de LESDIGUIÈRES; anobli en 1620; trésorier de France à Lyon en 1629, puis à Grenoble de 1631 à 1668.
- BRENIER Antoine BRENIER, trésorier de France à Grenoble de 1636 à 1680.
- CHAPOLLAY Aymard GUIGOU DE CHAPOLLAY, avocat du roi au bureau des finances de Grenoble, puis trésorier de France au même bureau en remplacement de Louis LE PELETIER suivant L. P. du 16 août 1652, décédé en fonctions en 1657.

- CHASTELLIER Scipion de CHASTELLIER, baron de CERISOLLES (vers 1610-1688) trésorier de France à Grenoble de 1648 à sa mort (Son office fut occupé de 1557 à 1707 par 4 générations de CHASTELLIER); président du bureau en 1648.
- DALBY Antoine d'ALBY, trésorier de France à Grenoble de 1637 à 1659.
- DE CHAULNES Claude de CHAULNES, sgr de LA BASTIE, trésorier de France à Grenoble de 1629 jusque vers 1683.
- DE FRANC Antoine de FRANC, trésorier de France à Grenoble à la suite de son père de 1629 à 1683.
- DE GALLE Annibal de GALLE, trésorier de France à Grenoble de 1634 à sa mort, en 1652.
- DE MARNAIS Gaspard de MARNAIS, trésorier de France à Grenoble de 1646 à sa mort, en 1655, comme capitaine au régiment d'Anjou cavalerie, de blessures reçues à Salsona en Catalogne.
- DE MORARD Jean de MORARD, trésorier de France de 1647 à 1651.
- DE MORARD François de MORARD, sgr de FONTANIL, de CORNILLION et LA GARDE (vers 1626-1710), frère du précédent, trésorier de France à Grenoble à sa suite de 1651 à 1692.
- DE NEYRET Guillaume de NEYRET (vers 1615-1695), trésorier de France à Grenoble en remplacement de Jacques GUIGNARD DE ST-PRIEST en 1643; en fonctions jusqu'en 1681.
- DE VALOIS Jacques de VALOIS, trésorier de France à Grenoble de 1630 à 1652.
- ESPEAUTE Raymond d'ESPEAUTE, ancien trésorier général des réparations et fortifications du Dauphiné, trésorier de France à Grenoble de 1628 à 1661.
- FAURE Jean-André FAURE, trésorier de France à Grenoble de 1648 à 1650.
- GRATET Claude de GRATET, sgr de DOLOMIEU (1607-1685), trésorier de France à Grenoble de 1629 à 1677; président du bureau en 1652; breveté conseiller du roi en ses Conseils d'Etat et privé.
- M. VIAL Mathieu VIAL, trésorier de France à Grenoble de 1649 à 1653.

BUREAU DE LIMOGES :

- BLONDEAU Jean BLONDEAU, sgr du CHAMBON et de VAN-TEAUX, maître d'hôtel ordinaire du roi, trésorier de France à Limoges de 1651 à sa mort, en 1688; breveté conseiller du roi en ses Conseils d'Etat et privé en 1652.

- CHASTAGNAT** Pierre de CHASTAGNAT (ou CHASTAIGNAC), sgr de MASLIARGUET, trésorier de France à Limoges de 1651 à sa mort, en 1682.
- DALESME** Pierre d'ALESME — d'une famille qui a fourni des officiers aux trois bureaux des finances de Limoges, Poitiers et Bordeaux —, trésorier de France à Limoges de 1639 à sa mort, en 1688.
- DE CHAVAILLE** Jean-Antoine de CHAVAILLE, trésorier de France à Limoges de 1633 à sa mort, en 1673.
- DE CLARY** Charles de CLARY (vers 1609-1679), trésorier de France à Limoges de 1633 à sa mort.
- DE FÉNIS** Antoine de FÉNIS, sgr de LA FARGE, trésorier de France à Limoges à la suite de son père de 1638 à 1659; entré dans les ordres, abbé commendataire de St-Luc.
- LA FARGE**
- DEJARRIGE** Hélié de JARRIGE, sgr de LA MORÉLIE, trésorier de France à Limoges à la suite de son père de 1618 à sa mort, en 1664; maire de Limoges en 1648.
- DELASUDRIE** Barthélémy de LA SUDRIE, sgr de PUYRICHARD, trésorier de France à Limoges de 1645 à 1666.
- DE PENY** Gaultier de PENY, trésorier de France à Limoges de 1644 à 1674, délégué du bureau à l'assemblée nationale (De ce fait, sa signature figure sur les lettres de l'assemblée et non celles du bureau); breveté conseiller du roi en ses Conseils d'Etat et privé.
- DUPEYRAT** Jacques du PEYRAT, trésorier de France à Limoges de 1620 à sa mort, en 1656.
- FOUCAULT** Etienne FOUCAULT, sgr de BEAUCHESNE, trésorier de France à Limoges de 1630 à 1675 — frère de Louis FOUCAULT, trésorier de France à Bourges.
- GUILLAUME** Charles (de) GUILLAUME, sgr de LA GRANGE, trésorier de France à Limoges de 1631 à 1664.
- HARDY** Pierre HARDY, sgr de PUYTISON, trésorier de France à Limoges de 1646 à 1667.
- MALEDEN** Etienne MALEDEN (ou MALEDENT), sgr de la BORIE — d'une famille qui a fourni cinq trésoriers de France au bureau de Limoges —, trésorier de France à Limoges de 1644 à 1670.
- DEMALEDEN** Mathieu de MALEDEN, sgr de MEILHAC, cousin du précédent, trésorier de France à Limoges de 1622 à 1658.
- VERTHAMON** François de VERTHAMON (ou VERTAMON), sgr du MAS DU PUY, — d'une famille qui a fourni six trésoriers de France au bureau de Limoges et un à celui de Bordeaux —, trésorier de France à Limoges à la suite de son père de 1628 à 1652; entré dans les ordres en 1630 et succédant à un de ses oncles comme doyen du chapitre de l'église cathédrale de Limoges.
- F. VERTAMON**

DE VERTHAMON

Guillaume de VERTHAMON, sgr de MALAGNAC, baron de CHALUCET (cousin du précédent et frère de François-Michel de VERTHAMON — 1605-1697 — maître des requêtes, disgracié à la suite de démêlés retentissants avec l'archevêque de Paris), ancien receveur des tailles de l'élection de Saintes, trésorier de France à Limoges de 1653 à 1686.

BUREAU DE LYON :

BÉRAULD

François BÉRAULD, sgr de RESSEINS, trésorier de France à Lyon à la suite de Jean BÉRAULD, son père, de 1647 à 1673.

BERNICO

Denis BERNICO, trésorier de France à Lyon de 1642 à 1672.

CHARRIER

Jean CHARRIER, sgr de LA ROCHETTE, trésorier de France à Lyon de 1621 à 1670, prévôt des marchands de Lyon en 1636 et 1637.

CHARRIER

Antoine CHARRIER, sgr de LA BARGE, — cousin germain du précédent —, ancien receveur des tailles à Clermont et receveur général des finances à Lyon, trésorier de France à Lyon de 1628 à 1651.

CHARRIER

Jean CHARRIER, sgr de LA BARGE, baron de SANDRANS (1619-1701), fils du précédent, trésorier de France à sa suite de 1651 à 1673, prévôt des marchands de Lyon en 1671 et 1672.

DECOULEUR
DECOULEUR DE
ROMEILLET

Philippe de COULEUR DE ROMEILLET, sgr alias vicomte d'ARNAS, trésorier de France à Lyon de 1633 à sa mort, en 1662; breveté conseiller du roi en ses Conseils d'Etat et privé.

DELAVEUHE

Laurent de LA VEÛHE, comte de CHEVRIÈRES, baron de CURIS, trésorier de France à Lyon à la suite de son père de 1638 à 1675, prévôt des marchands de Lyon en 1666 et 1667, contraint de se démettre en 1675 en raison de l'appui donné à l'archevêque de Lyon dans des attaques contre un partisan.

DE MERLE

Camille de MERLE, sgr de GRIGNY, trésorier de France à Lyon à la suite de son père de 1639 à sa mort, en 1677.

DETHELIS

Jacques de THELIS, sgr du CHASTEL et de CHAMBOST, trésorier de France à Lyon de 1629 à sa mort, en 1666.

DUGUÉ

Gaspard DUGUÉ, sgr de BAGNOLS, secrétaire du roi de 1612 à 1615, trésorier de France à Lyon à la suite de son frère de 1614 à 1651.

GAYOT

Mathieu GAYOT, trésorier de France à Lyon de 1644 à 1654, puis prêtre et obéancier de St-Just de Lyon.

- GUILLARD** Pierre GUILLARD, sgr de LA GOUTTE, reçu trésorier de France à Lyon en remplacement de Benoît de POMEY le 16 novembre 1648; décédé en fonctions en 1690, en l'hôtel du Bureau des finances qu'il habitait en qualité de président du bureau et doyen de la compagnie.
- GUESTON** Barthélémy GUESTON, trésorier de France à Lyon de 1642 à 1672.
- LOUBAT-CARLES** Barthélémy LOUBAT-CARLES, sgr de BOHAN, trésorier de France à Riom en 1626, puis à Lyon de 1629 à sa mort, en 1672.
- MASCRANNY** Alexandre MASCRANNY, trésorier de France à Lyon de 1622 à 1664, ancien prévôt des marchands de Lyon, conseiller du roi en ses Conseils d'Etat et privé.
- MAZUYER** Alexandre MAZUYER, trésorier de France à Lyon de 1631 à 1657.
- DE MURARD** François de MURARD, sgr d'ESPAGNIEU, BELLIQUIER et MONTFERRAND (1602-1680), trésorier de France à Lyon de 1626 à 1653.
- PALERNE** Léonard PALERNE, sgr de SARDON, trésorier de France à Lyon à la suite de son père de 1653 à sa mort, en 1661.
- PARTICELLI** Michel PARTICELLI, sgr de STE-COLOMBE (1606-1649) — neveu du surintendant Michel PARTICELLI d'EMERY —, trésorier de France, garde-scel à Lyon de 1634 à sa mort, en 1672; breveté conseiller du roi en ses Conseils d'Etat et privé.
- PIANELLO** Baptiste PIANELLO, sgr de LA VALETTE, ancien receveur des tailles à Lyon, trésorier de France à Lyon de 1636 à 1670.
- POMEY (?)** Benoît de POMEY, sgr de ROCHEFORT, trésorier de France à Lyon depuis 1608, ancien échevin de Lyon, résignant son office à Pierre GUILLARD en novembre 1648.

BUREAU DE MONTAUBAN :

- CAMPMAS** Nicolas de CAMPMAS, vicomte d'ELVES, trésorier de France à Montauban de 1635 à 1689, consul de Montauban de 1640 à 1655, maître d'hôtel ordinaire du roi, conseiller du roi en ses conseils d'Etat et privé en 1652.
- CAMPMAS** Jean de CAMPMAS, cousin du précédent, trésorier de France à Montauban de 1642 à 1684.
- CIRONIS** Louis-Georges de CIRONIS (1608-1655), ancien capitaine d'infanterie et capitoul de Toulouse, trésorier de France à Montauban de 1645 à sa mort.

FILHOT

Jacques FILHOT, breveté conseiller du roi en ses Conseils d'Etat et privé, trésorier de France à Montauban de 1643 à sa mort en 1659 et cumulativement trésorier de France à Bordeaux à partir de 1654.

DELPÉRÉ

Cyprien-Henry DELPÉRÉ, trésorier de France à Montauban de 1646 à sa mort, en 1680.

DEMOLIÈRES

Louis de MOLIÈRES, consul de Montauban, trésorier de France à Montauban de 1646 à sa mort en 1686 — marié à une fille de Pierre de FERMAT (1601-1665), conseiller au Parlement de Toulouse et l'un des plus grands mathématiciens de son siècle.

DEPAULE
DEPAULE SAU-
GAND

Roch de PAULE SAUGAND, trésorier de France à Montauban de 1643 à 1657.

DETOURREIL

François de TOURREIL, trésorier de France à Montauban de 1651 à 1693.

POMAIROL

François de POMAIROL, baron de JALENGUE (1593-1663), trésorier de France à Montauban de 1638 à sa mort.

TULLIER

Jean de TULLIER, sgr de LA ROQUETTE, trésorier de France à Montauban de 1637 à sa mort, en 1675.

BUREAU DE MONTPELLIER :

BAUDAN

Jacques de BAUDAN, trésorier de France à Montpellier de 1644 à sa mort, en 1682.

BEAULAC

François de BEAULAC, trésorier de France à Montpellier de 1631 à sa mort, en 1660.

BOIRARGUES

Etienne (de) PÉLISSIER, sgr de BOIRARGUES, ancien correcteur et maître des comptes à la Cour de Montpellier; trésorier de France à Montpellier de 1650 à 1672.

CASTEL

Jean CASTEL, trésorier de France à Montpellier de 1650 à 1681.

CROUZET

Pierre de CROUZET, trésorier de France à Montpellier à la suite de son père de 1647 à 1663, juge mage à Montpellier de 1663 à 1665, puis procureur général à la Cour des comptes, aides et finances de Montpellier de 1665 à 1682.

DE BONNET

Charles de BONNET, sgr d'AUMELAS, trésorier de France à Montpellier à la suite de son père de 1628 à sa mort, en 1658.

DE MANSE

Jacques de MANSE, trésorier de France à la suite de son père de 1642 à 1700.

- DUPUY** Marc-Antoine DUPUY, procureur du roi à la Cour des aides de Montpellier, trésorier de France à Montpellier à la suite de son père (passé président à la Cour des comptes, aides et finances), de 1651 à 1679.
- FLEURY** Pierre (de) FLEURY, trésorier de France à Montpellier de 1655 à sa mort, en 1678 (oncle du Cardinal de FLEURY).
- GIRARD** Jean-Baptiste GIRARD, sgr de COLONDRES, trésorier de France à Montpellier de 1615 à 1653, 1^{er} consul de Montpellier en 1632, maître des comptes à la nouvelle Chambre en 1647.
- GIRARD** Joseph GIRARD, sgr de COLONDRES, fils du précédent, trésorier de France à Montpellier à sa suite de 1653 à sa mort, en 1659.
- GREFUEILLE** Pierre de GREFUEILLE, ancien auditeur à la Chambre des comptes de Montpellier, trésorier de France à Montpellier à la suite de son père (passé président à la Chambre des comptes) de 1617 à 1651, 1^{er} consul de Montpellier en 1628.
- JOUGLA** Antoine (de) JOUGLA, trésorier de France à Montpellier de 1632 à sa mort, en 1655.
- MARION** Hercule MARION, sgr de PRUIGNES, trésorier de France à Montpellier à la suite de son frère et de son père, de 1616 à sa mort, en 1655.
- MASSAUVE** François de MASSAUVE, trésorier de France à Montpellier à la suite de son père de 1631 à 1685.
- MASSIA** Guillaume de MASSIA, ancien auditeur à la Chambre des comptes de Montpellier, trésorier de France à Montpellier de 1643 à 1673.
- MIRMAND** Jean de MIRMAND, sgr de LOUVAGNAC, trésorier de France à Montpellier de 1621 à 1651.
- MIRMAND** François de MIRMAND, fils du précédent, trésorier de France à Montpellier à sa suite de 1651 à 1663.
- SUELIES** Louis de LA CROIX, sgr de SUEILHES — ou SUEILLES —, trésorier de France à Montpellier en remplacement de son père (non reçu), de 1641 à sa mort, en 1680.
- VIVET** Louis VIVET, sgr puis marquis de MONTCLUS, trésorier de France à Montpellier en 1645, puis juge mage à Nîmes et en 1659 président de la Cour des comptes, aides et finances de Montpellier.

BUREAU DE MOULINS :

- ALEXANDRE** Gilbert-Nicolas ALEXANDRE, sgr de BEAUSSON (1630-1693), trésorier de France à Moulins de 1653 à sa mort.

- C. BARBE Charles BARBE, sgr de LA POMMERAYE, ancien avocat du roi au présidial de Moulins, trésorier de France à Moulins de 1633 à sa mort, en 1661.
- BRINON Jean-Baptiste BRINON (1579-1654), ancien maître des requêtes ordinaire de la reine, trésorier de France à Moulins de 1623 à 1653, maire de Moulins de 1627 à 1629.
- BRINON Jean-Baptiste de BRINON, sgr de BAUNAY, des PROSTS et des MALLENAUX. — fils du précédent — ancien capitaine d'infanterie et commissaire des guerres, trésorier de France à Moulins à la suite de son père de 1653 à sa mort, en 1660.
- P. BURELLE Pierre BURELLE, ancien contrôleur général des finances à Moulins, trésorier de France à Moulins de 1631 à sa mort, en 1659.
- DECHAMPFEU Jean-François de CHAMPFEU, sgr de LA FIN, trésorier de France à Moulins, à la suite de son frère et de son père, de 1632 à sa mort, en 1662.
- DELACROIX François de LA CROIX, sgr de LA COUR, de CHASSAIGNE et du HOUSSAY, trésorier de France à Moulins de 1642 à sa mort, en 1662.
- DEVILLAINES Jean de VILLAINES, ancien contrôleur provincial des fortifications, trésorier de France à Moulins de 1638 à 1659.
- DU BUYSSON André du BUYSSON, sgr de BEAUREGARD, PONTLUNG et CORGENAIS (1605-1661), ancien avocat au présidial de Moulins, trésorier de France à la suite de son père de 1635 à sa mort.
- DU BUYSSON Jean du BUYSSON, sgr de BEIRAT et de FOGNAT (1613-1687), neveu du précédent, trésorier de France à la suite de son père de 1644 à 1677.
- DU RIAGE Gilbert de CHAMPFEU, sgr du BREUIL et du RIAGE, ancien contrôleur général des finances de la généralité de Moulins, trésorier de France à Moulins de 1631 à 1657.
- FEYDEAU Antoine FEYDEAU, trésorier de France à Moulins de 1645 à 1682, breveté conseiller du roi en ses Conseils d'Etat et privé en 1656.
- GARNIER François GARNIER, sgr d'AVRILLY, trésorier de France à Moulins de 1626 à sa mort, en 1662.
- HEROYS Louis HEROYS, sgr d'ORIGNY, trésorier de France à Moulins de 1642 à sa mort, en 1681.
- HINSELIN Jean HINSELIN, sgr des MORACHES, trésorier de France à Moulins de 1632 à sa mort, en 1677.
- MÉGRET Jean MEGRET, sgr de LA COUR du CHAPEAU, de FRAIGNE et du POUYET, trésorier de France à Moulins à la suite de son père de 1635 à 1653; maître d'hôtel ordinaire du roi.

- PALIERNE Louis-Nicolas PALIERNE, trésorier de France à Moulins de 1603 à sa mort, en 1652.
- PALIERNE Jean PALIERNE, sgr de MIMORIN et de la VALLÉE (1622-1679), fils du précédent, trésorier de France à sa suite de 1653 à sa mort; maire de Moulins en 1657 et 1658.
- PALIERNE Nicolas PALIERNE, sgr de MOUTIER et de l'ECLUSE, cousin germain du précédent, trésorier de France à Moulins à la suite de son père de 1641 à sa mort, en 1685.
- P. ROUX Philibert ROUX, sgr du SALLAY et de SAIN-CAIZE, trésorier de France, garde scel à Moulins en 1635, premier président du bureau en 1691.
- VIALET Gilbert VIALET, sgr de LA FORÊT (vers 1609-1693), trésorier de France à Moulins de 1638 à sa mort; secrétaire de Claude MENARDEAU, directeur et contrôleur général des finances.
- BUREAU D'ORLÉANS :*
- BRISSON Nicolas BRISSON, sgr de MACHAULT, trésorier de France à Orléans de 1636 à sa mort, en 1674.
- CARDINET Claude CARDINET, sgr de POINVILLE, trésorier de France à Orléans de 1633 à sa mort, en 1680.
- CARRÉ Pierre CARRÉ, sgr de BOUCHETEAU, trésorier de France à Orléans de 1641 à sa mort, en 1662.
- DAVALLEAU Charles DAVALLEAU, vicomte de MISON, trésorier de France à Orléans à la suite de son père de 1642 à sa mort, en 1678.
- DU COING Jacques du COING, sgr de LA PORTE, trésorier de France à Orléans de 1625 à sa mort, en 1679.
- F. GARNIER François GARNIER, sgr de TOUCHAILLON et de GUILLONVILLE, trésorier de France à Orléans de 1651 à 1675.
- LAMBERT Claude LAMBERT, trésorier de France à Orléans de 1624 à sa mort, en 1675; président du bureau en 1644.
- J. NOUEL Jean NOUEL, sgr de TOURVILLE, ancien receveur des gabelles à Orléans, trésorier de France à Orléans de 1632 à 1654.
- PARAT Jacques PARAT, sgr de NORAS, trésorier de France à Orléans de 1625 à sa mort, en 1679; maître d'hôtel ordinaire du roi.
- POCHON Hector POUCHON, sgr de BEAUREGARD, trésorier de France à Orléans de 1646 à sa mort, en 1700; breveté conseiller du roi en ses Conseils d'Etat et privé en 1655.

TOURTIER

Nicolas TOURTIER, sgr de MALMUSSE et de LA MARTINIÈRE (vers 1608-1681), trésorier de France à Orléans de 1635 à sa mort.

BUREAU DE POITIERS :

CHARLET

Jacques CHARLET, sgr de MONDON, LA POUPARDIÈRE et COULHÉ, trésorier de France à Poitiers de 1645 à 1685, prévôt général du Poitou.

CHAUVEAU

Pierre CHAUVEAU, sgr de LA FORÊT, trésorier de France à Poitiers de 1635 à 1652.

DELAFONTAINE

René de LA FONTAINE, sgr de L'ESPINAY et de LA ROUAUDIÈRE (1623-1669), trésorier de France à Poitiers de 1649 à sa mort, maire de Poitiers en 1652.

DESCLOSEAUX

Louis de HAUDESSENS, sgr des CLUSEAUX, trésorier de France à Poitiers de 1632 à 1678 avec lettres d'honneur depuis 1653 (Cf. FOURNIVAL, p. 797); délégué du bureau à l'assemblée générale (et, de ce fait, signant non les lettres du Bureau, mais celles de l'assemblée); secrétaire du roi en 1671.

DREUX

François DREUX, sgr des MEURS et des ESSARTS (1607-1654), trésorier de France, garde-scel à Poitiers de 1634 à sa mort.

DULAC

Christophe du LAC, trésorier de France à Poitiers de 1628 à sa mort, en 1657.

LE CLERC

Hilaire LE CLERC, sgr de ST-HILAIRE, ancien contrôleur provincial des guerres, trésorier de France à Poitiers de 1633 à 1661, secrétaire de l'assemblée générale (A ce titre, sa signature se trouve non sur les lettres du bureau, mais sur celles de l'assemblée).

LE PEULTRE

Guillaume LE PEULTRE, trésorier de France à Poitiers de 1628 à 1661.

LUCAS

François LUCAS, sgr de VANGUEILLE, trésorier de France à Poitiers de 1628 à 1678, conseiller du roi en ses Conseils d'Etat et privé.

POUSSINEAU

Florentin POUSSINEAU, ancien conseiller au présidial de Poitiers, trésorier de France à Poitiers à la suite de son père et de son aïeul de 1643 à 1676, époque à laquelle il fut remplacé par Philippe du FRESNE DU CANGE, fils du trésorier de France à Amiens et célèbre érudit.

ROBION
ROBION DE NER-
BONNIÈRE

Jean ROBION, sgr de NERBONNIÈRE, trésorier de France à Poitiers à la suite de son père de 1648 à 1675, maître d'hôtel ordinaire de l'hôtel du roi.

ROGIER

Philippe ROGIER, sgr de MIGNÉ, trésorier de France à Poitiers de 1628 à sa mort, vers 1670.

ROUSSEAU

François ROUSSEAU, sgr de LA PARISIÈRE, trésorier de France de 1622 à 1649.

- P. ROUSSEAU Pierre ROUSSEAU, sgr de LA PLACE, trésorier de France à Poitiers à la suite de son père de 1647 à sa mort, en 1651.
- THOREAU Gilles THOREAU, sgr de LA GRIMAUDIÈRE et d'ASSAY, trésorier de France à Poitiers à la suite de son père de 1640 à 1664.
- VIDARD
ST-CLAIR Mathieu VIDARD, sgr de ST-CLAIR, trésorier de France à Poitiers de 1635 à sa mort, en 1656.
- BUREAU DE RIOM.:*
- ARNOUX Antoine ARNOUX, sgr de MAISONROUGE, trésorier de France à Riom de 1628 à sa mort, en 1650, frère du P. Jean ARNOUX (1589-1636), jésuite, confesseur de Louis XIII.
- BERNARD Antoine BERNARD, sgr de LA GRAVIÈRE (1661-1673), trésorier de France à Riom de 1647 à sa mort.
- BLICH Paul BLICH, sgr de PALABOT, ancien receveur des tailles des élections de Brioude et d'Issoire, trésorier de France à Riom de 1651 à 1689.
- BRIVES Pierre de BRIVES, baron de PEYRUSSE, trésorier de France à Riom de 1634 à sa mort, en 1676.
- CHARRIER Michel CHARRIER (1602-1677), de la même famille que les officiers homonymes du bureau des finances de Lyon, trésorier de France à Riom de 1622 à sa mort; marié à Gabrielle BÉGON, cousine germaine de PASCAL.
- DE FERRIOLES Guillaume de FERRIOLES, sgr des BOURGES, trésorier de France à Riom à la suite de Jean FAYET DU BOIS DE CROS de 1650 à 1673.
- DE GIRARD René de GIRARD, sgr de LA TOUR VIDAL (1608-1680), trésorier de France à Riom de 1630 à sa mort.
- DE PIERREFITTE Charles de PIERREFITTE de BOSREDON, trésorier de France à Riom à la suite de son père de 1612 à 1655 avec la qualité de président, ayant reçu des lettres d'honneur dès le 22 janvier 1636.
- DE REGY Jean de REGY (ou REGIN), baron de PALERNE, dit « le président de PALERNE », trésorier de France à Riom à la suite de son père de 1628 à sa mort, en 1674; breveté conseiller du roi en ses Conseils d'Etat et privé.
- DUFOUR Isaac DUFOUR, baron de VILLENEUVE, trésorier de France à Riom de 1646 à 1665.
- FAYET Jean FAYET, sgr du BOIS DE CROS, trésorier de Riom de 1628 à mars 1650
- ou
 Jean FAYET, fils du précédent, trésorier de France à Riom en un autre office de 1644 à 1701.

MUSNIER

Philippe MUSNIER, originaire de Meaux, trésorier à Riom de 1646 à 1663, délégué à l'assemblée générale (et de ce fait signant, non les lettres du bureau, mais celles de l'assemblée).

FERRAND

Antoine FERRAND, sgr de FONTORTE, procureur du roi au bureau de Riom pour le domaine et les finances depuis 1639 et 1642; en fonctions pour le domaine jusqu'à 1685 et pour les finances jusqu'à sa mort, en 1688.

REYMOND

Blaise REYMOND, trésorier de France à Riom de 1630 à sa mort, en 1688.

BUREAU DE ROUEN :

BAUDOUIN
DU BASSET

Pierre BAUDOUIN, sgr du BASSET, trésorier de France à Rouen de 1630 à 1687, ainsi apprécié en 1680 par l'intendant PELLOT : « A de l'esprit, capable de servir, sûr; l'on luy donne des affaires ».

BIGOT

Pierre BIGOT, sgr des PARQUETS, trésorier de France à Rouen de 1630 à sa mort, en 1678.

DE BETHENCOURT

Jacques de BETHENCOURT, sgr de BETHENCOURT et de ST-PIERRE-LE-VIGER, trésorier de France à Rouen de 1643 à sa mort, en 1674; capitaine, en cette qualité, d'une des 12 compagnies bourgeoises de la ville.

DE CAVELIER

Jacques de CAVELIER, sgr de MAUCOMBLE, trésorier de France à Rouen à la suite de Charles de GUEUTTEVILLE, de 1652 à 1698.

DE GIVERVILLE

Marc-Aurèle de GIVERVILLE, sgr d'ARGENCE, trésorier de France à Rouen de 1629 à sa mort, en 1678.

DE GUEUTTEVILLE

Charles de GUEUTTEVILLE, sgr d'AUTEUIL et de GENNEVILLE, trésorier de France à Rouen de 1632 à 1652; décédé avant 1655.

DE HANYVEL

Adrien de HANYVEL, sgr de MANNEVILLETTE, trésorier de France à Caen en 1622, puis à Rouen de 1626 à 1663, gentilhomme ordinaire de la Chambre du roi.

DELAPLACE

Bernard de LA PLACE, sgr de LA HAULLE, trésorier de France à Rouens de 1653 à 1665.

DELENGLÉE

Claude de LENGLEE (ou LANGLEE), licencié-ès-lois à Orléans le 9 mai 1638, avocat au parlement le 14 du même mois, trésorier de France à Rouen de 1647 à 1666.

J. DYEL

Jacques DYEL, sgr de ST-YGNY, trésorier de France à Rouen de 1633 à sa mort, en 1663.

HALLÉ

Laurent HALLÉ, sgr du MESNIL et de LILLY, trésorier de France à Rouen de mai 1609 à sa mort, en juillet 1680, après 71 ans de fonctions; président du bureau depuis 1622.

LE CORNU

Laurent LE CORNU, sgr de BIMOREL et d'YGOUVILLE, trésorier de France à Rouen de 1636 à sa mort, en 1669.

LE SEIGNEUR
REUVILLE

Nicolas LE SEIGNEUR, sgr de REUVILLE, AMONTOT et VIQUEMARE, trésorier de France à Rouen à la suite de son père de 1650 à sa mort, en 1698, et président du bureau; ainsi apprécié en 1680 par l'intendant PELLOT : « Honneste homme, a de l'esprit, ne s'emploie pas, aime ses plaisirs ».

OSMONT

Richard OSMONT, sgr de BOSSENEL, trésorier de France à Rouen de 1631 à 1676.

PUCHOT
DUPLESSIS

Pierre PUCHOT, sgr du PLESSIS, trésorier de France à Rouen de 1619 à 1667, commissaire pour la subsistance des gens de guerre en 1640.

RIDEL

René RIDEL, sgr de PLAINESEVETTE, trésorier de France à la suite de son père de 1624 à sa mort, en 1666; frère de Claude RIDEL de PLAINESEVETTE, président du bureau des finances de Paris.

ROMÉ

Pierre ROMÉ, sgr de THUIT et de FOLLEVILLE, trésorier de France à Rouen de 1615 à sa mort, en 1656.

M. SAVER

Martin SAVER, trésorier de France à Rouen de 1646 à sa mort, en 1649.

YGOU

François YGOU, sgr de BOISNORMAND, trésorier de France à Rouen de 1628 à sa mort, en 1669; secrétaire du roi en 1655.

BUREAU DE SOISSONS :

BOURDIN

Jean (ou Charles) BOURDIN, sgr de BOMBERT, trésorier de France à Soissons de 1650 à 1658, au moins.

CHARPENTIER

Louis CHARPENTIER, sgr de LIVES et de BOISCHAMBEAU, trésorier de France à Soissons à la suite de son oncle et homonyme de 1641 à 1657

ou

Nicolas CHARPENTIER, trésorier de France à la suite de son père de 1648 à 1659.

DESCOUTUREL

Yves DESCOUTUREL, ancien contrôleur général des finances de la généralité de Soissons, trésorier de France à Soissons de 1628 à 1663.

DESMARETS

Jean DESMARETS (1608-1682), ancien receveur général du taillon à Soissons, trésorier de France à Soissons de 1635 à sa mort, conseiller du roi en ses Conseils d'Etat et privé, intendant à Soissons en 1665; marié à Marie COLBERT, sœur du grand COLBERT.

DESPINOY

Charles d'ESPINOY, trésorier de France à Soissons de 1628 à sa mort, en 1652.

DROUYN

Louis DROUYN, sgr de VANDEUIL, trésorier de France à Soissons de 1643 à 1685, décédé en 1692.

- GIROULT** François GIROULT, trésorier de France à Soissons en remplacement de Claude GIROULT, son père, depuis 1628; président du bureau en 1660; remplacé avant 1669.
- LE GLOUX** Claude LE GLOUX, trésorier de France à Soissons de 1638 à sa mort, le 23 janvier 1650.
- PERREAU** François PERREAU, trésorier de France à Soissons de 1628 à 1681.
- ROUSSEAU** Jacques ROUSSEAU, trésorier de France à Soissons de 1644 à sa mort, en 1664.
- SIMON** Jean SIMON, trésorier de France à Soissons à la suite de son père (Jean SIMON, sgr de GONFREVILLE) de 1653 à sa mort, en 1686; maire de Soissons de 1680 à 1683.
- THIBAUT** Charles THIBAUT, trésorier de France à Soissons de 1646 à sa mort, en 1648.
- VISINIER** Vincent VISINIER (ou VIZINIER), trésorier de France à Soissons à la suite de son frère de 1643 à sa mort, en 1662.
- BUREAU DE TOULOUSE :*
- ALARY** Pierre d'ALARY, trésorier de France à Toulouse de 1661 à 1657, président du bureau en 1639.
- CALVET** Jacques de CALVET, trésorier de France à Toulouse de 1622 à 1650.
- CAULET** Guillaume de CAULET (1615-1690), trésorier de France à Toulouse à la suite de son père de 1634 à sa mort, frère de Etienne-François de CAULET (1610-1680), évêque janséniste de Pamiers, qui fut à l'origine de l'affaire de la régale.
- D'AIGNAN** François d'AIGNAN (ou DAIGNAN), baron de CASTELVIEL, trésorier de France à Toulouse de 1628 à sa mort, en 1675
ou
Jean d'AIGNAN (ou DAIGNAN), sgr d'ARCAIGNAC, ancien contrôleur général des finances de la généralité de Montpellier, trésorier de France à Toulouse de 1629 à 1650.
- DALDEGUIER** Jean d'ALDEGUIER, sgr de LA ROQUETTE (1632-1660), trésorier de France à Toulouse de 1644 à sa mort, en 1666.
- DE COMYNIHAN** Guillaume de COMYNIHAN, trésorier de France à Toulouse de 1627 à 1653.
- DE GARAUD** François-Paul de GARAUD, sgr de MONTESQUIEU et de CUMYER, trésorier de France à Toulouse à la suite de son père de 1614 à sa mort, en 1673.
- A. DELAFONT** Antoine de LA FONT, ancien receveur des tailles à Toulouse, trésorier de France à Toulouse de 1635 à 1689.

DELAFONT-
Ste-RUSTICE

Bonaventure-François de LA FONT, sgr de STE-RUSTICE, trésorier de France à Toulouse de 1649 à sa mort, en 1680.

DE MADRON

André de MADRON, trésorier de France à Toulouse à la suite de son frère, son père et son grand-père de 1628 à 1672.

DESPAIGNE

Jean d'ESPAIGNE, trésorier de France à Toulouse à la suite de son père et de son grand-père de 1621 à sa mort, vers 1667.

DETHOMAS

Bernard de THOMAS, trésorier de France à Toulouse de 1613 à novembre 1649; président du bureau en 1639.

DONAUDL

Jean de DONAUDL, sgr de MEZERVILLE, docteur ès droits, trésorier de France à Toulouse de 1631 à 1657.

DUVERGIER

Louis du VERGIER, baron de BELCASTEL, trésorier de France à Toulouse de 1636 à 1675.

GLOTON

Pierre (de) GLOTON, trésorier de France à Toulouse de 1636 à 1657.

LOMBRAIL

Jean Salvy de LOMBRAIL, trésorier de France à Toulouse de 1630 à 1678.

MARTIN

Georges MARTIN, trésorier de France à Toulouse de 1640 à sa mort, en 1674.

NOLET

Bernard de NOLET (ou NOLLET), trésorier de France, garde-scel à Toulouse de 1634 à 1652.

OLIVIER

Dominique d'OLIVIER, trésorier de France à Montauban en 1636, puis à Toulouse en 1641; remplacé par son fils avant 1668.

PUGET

Jacques de PUGET, docteur ès droits et avocat en Parlement, trésorier de France à Toulouse à la suite de Estienne PUGET, son père, de 1646 à sa mort, en 1676.

TOUPIGNON

Jean-François de TOUPIGNON, trésorier de France à Toulouse de 1635 à sa mort, vers 1686.

BUREAU DE TOURS :

AVELINE

René AVELINE, sgr de MONTBONNAULT, trésorier de France à Tours de 1628 à 1653.

BARBE

Claude BARBE, sgr de LA FORTERIE, trésorier de France à Tours de 1629 à 1667.

BIGOT

Louis BIGOT, trésorier de France à Tours de 1642 à 1701.

CAZET

René CAZET, sgr d'ALIGNY, trésorier de France à Tours de 1635 à sa mort, en 1682.

CHAUVET

René CHAUVET, sgr de LA PERRIÈRE et de LA PLANCHE, trésorier de France à Tours depuis 1611, encore en fonctions en 1653; ancien maire de Tours.

- CHOUET Guillaume CHOUET, sgr de LA CICORIE, trésorier de France à Tours de 1628 à sa mort, en 1681 (sans lien immédiat avec son homonyme d'Alençon).
- DECHESNEAU Jacques de CHESNEAU, sgr de LA DOUCINIÈRE, trésorier de France à Tours à la suite de son père de 1648 à 1687, chevalier de l'ordre du roi.
- DELABARRE Jean (CHICHÉREAU) de LA BARRE, sgr de FONTENAY (frère de Adam de LA BARRE, président au Parlement de Paris, « qui n'estoit pas le plus sage homme de France, mais qui avoit de l'esprit »), d'abord trésorier de France à Bourges, puis succédant à son père en 1651 comme trésorier de France à Tours; en fonctions jusqu'à 1697; maître d'hôtel ordinaire du roi.
- DELUCZ Louis de LUCZ, sgr de CICOGNE, trésorier de France à Tours de 1631 à 1674.
- DROUIN Charles DROUIN, sgr de BEAUVAIS et de LA COUSTURE, trésorier de France à Tours de 1632 à 1673.
- FLEURY Jacques-Richard de FLEURY, sgr de VILLETUN et de LA PÉROIGNE, trésorier de France à Tours depuis 1616; encore en fonctions en 1653; secrétaire du roi en 1617; maire de Tours de 1621 à 1623; auteur du « Mémoire des fonctions et devoirs des trésoriers de France en matière de voirie » (Paris, 1632, 34 p. in-4).
- GATIAN Nicolas GATIAN, sgr de VANDASNIÈRE, trésorier de France à Tours de 1643 à 1650 au moins.
- GAULLEPIED Nicolas de GAULLEPIED, trésorier de France à Tours de 1643 à 1649 au moins.
- GILLES Jean GILLES, sgr de LA GRUE, reçu trésorier de France en survivance réciproque de son père en mars 1594; en fonctions jusqu'à 1652; ancien maître d'hôtel de Marie de MÉDICIS.
- LEFEBVRE Alexandre LE FEBVRE, sgr de LA JONCHÈRE, trésorier de France de 1653 à sa mort, en 1680; maire de Tours en 1658.
- LEROUX Nicolas LE ROUX, trésorier de France à Tours de 1651 à sa mort, en 1695.
- NAU François NAU, sgr des ARPENTIS, trésorier de France à Tours de 1642 à 1669 — probablement celui reçu secrétaire du roi en 1637.
- PALLU Etienne PALLU, trésorier de France à Tours de 1642 à 1669 et maître d'hôtel ordinaire du roi — fils du commentateur de la coutume de Touraine (Etienne PALLU, avocat du roi au présidial et maire de Tours) et frère du fondateur du séminaire des missions étrangères (François PALLU, évêque de Hiéropolis, vicaire apostolique en Chine et au Siam).

QUANTIN	André QUANTIN, sgr de LAUNAY et de FONTENAY, trésorier de France à Tours de 1649 à sa mort, en 1678, après avoir obtenu des lettres d'honneur dès 1672.
ROBIN	Charles ROBIN, sgr de LA CIGOGNE, trésorier de France à Tours de 1632 à 1649 au moins.
ROGIER, Proc. du Roy	Claude ROGIER, procureur du roi au Bureau de Tours de 1631 à sa mort, en 1679.
SAIN	René SAIN, sgr de LA FARINIÈRE, ancien auditeur à la Chambre des comptes de Paris, trésorier de France à Tours de 1599 à sa mort, en 1650; ancien maire de Tours, ancien député aux Etats généraux de 1614, ancien secrétaire du roi et grand audancier de France.
SAIN, Av. du Roy	Claude SAIN, sgr de BOIS-LE-COMTE (1600-1683), fils du précédent, avocat du roi au Bureau des finances de Tours de 1628 à 1680.
TESTU	Claude TESTU, trésorier de France à Tours de 1632 à sa mort, en 1680.
VARICE	Gaspard VARICE, trésorier de France à Tours de 1633 à 1671.

II. - Le recueil de textes de Fournival.

François LE GORLIER, seigneur de DROUILLY (1614-1691), trésorier de France à Châlons depuis 1639, avait préparé un recueil de textes concernant les bureaux des finances. En septembre 1649, sa table imprimée fut envoyée en douze exemplaires par les soins de l'Assemblée à chacun des bureaux, avec prière de lui faire parvenir tous les textes et décisions de quelque intérêt non cités. Chaque bureau apporta ainsi sa contribution à l'œuvre commune; celle du bureau de Montpellier fut spécialement importante du fait qu'un de ses membres — nous ne savons lequel — avait déjà préparé un travail analogue à celui de LE GORLIER (13). Le tout fut rassemblé, complété et amalgamé par Simon FOURNIVAL qui, tout en restant appointé par l'Assemblée, entreprit de l'éditer après souscription par chaque bureau (14), soit directement, soit par l'intermédiaire de son représentant

(13) Cf. lettre n° 173 du Bureau des finances de Montpellier du 26 avril 1650.

En même temps que leurs observations, la plupart des Bureaux avaient adressé à l'Assemblée, ainsi qu'il leur avait été demandé, un état des noms, qualités, armes et blasons de leurs membres aux fins de constituer un armorial qui aurait été inséré au Recueil. Mais, ainsi qu'il a été dit p. 75, le projet échoua devant le refus de certains bureaux.

(14) Vers octobre 1650, l'Assemblée générale, qui avait payé 1.000 livres d'acompte pour l'impression du Recueil, avait demandé une contribution de 50 livres à chaque bureau. (Cf. lettre n° 237 — mal classée — du Bureau de Bourges du 2 novembre 1650 et lettre n° 212 de celui de Tours du 2 janvier 1651. Pour les

à l'Assemblée, au prix de dix livres, d'autant d'exemplaires que le bureau comportait de membres.

FOURNIVAL obtint du roi le 4 février 1651, pour dix ans à partir de la publication, un privilège interdisant la reproduction de son livre, même sous prétexte d'additions.

L'impression « tant attendue et si longtemps différée » fut terminée au cours du deuxième semestre de 1655. Son dépôt officiel eut lieu le 1^{er} août, mais elle ne fut annoncée aux divers bureaux par une circulaire de FOURNIVAL que le 29 octobre 1655 (15); cette circulaire précisait que les affiches (de publicité) allaient être posées « aux lieux accoutumés pour servir d'auditoire des courriers » et que l'ouvrage se vendrait au public « dix livres en blanc » (broché) et douze livres relié.

Son édition avait coûté à FOURNIVAL plus de 6.000 livres. Elle avait abouti à un énorme in-folio de 1.297 pages (16).

L'ouvrage, précédé d'une préface assez bien venue de FOURNIVAL le dédiant à tous les trésoriers de France, est intitulé : « Recueil général concernant les fonctions, rang, dignités et privilèges des charges des présidents, trésoriers de France, généraux des finances, grands-voyers des généralités du royaume, tiré des ordonnances royales, édits, déclarations, etc..., par Simon FOURNIVAL, commis au secrétariat de l'Assemblée générale de Nosseigneurs les trésoriers de France ».

Il est divisé en quatre chapitres :

1^{er} chapitre : Institution, droits et avantages de leurs charges;

2^e chapitre : Droits et exemptions;

3^e chapitre : Honneurs, rang, gages, épices, fonctions;

4^e chapitre : Convocation et séance aux Etats généraux;

Chaque chapitre comportant :

1^o un sommaire, lui-même divisé en articles;

2^o le texte correspondant (pour le premier chapitre seulement);

3^o de nombreux documents à l'appui : ordonnances, édits, déclarations du roi, arrêts du Conseil, arrêts et jugements de diverses juridictions, procès-verbaux... Ces divers documents sont placés dans l'ordre commandé par le texte qu'ils appuient; ils sont énumérés en cet ordre dans une table qui ne comporte malheureusement pas la date de tous les textes (17).

autres bureaux, l'annonce de l'envoi de cette contribution figurait vraisemblablement dans les lettres disparues, cette disparition pouvant peut-être d'ailleurs s'expliquer par leur production au procès entre les trésoriers de France et FOURNIVAL quant au règlement du prix de l'ouvrage).

(15) Il en existe un exemplaire aux Archives départementales du Calvados (Bureau des finances de Caen 4 C 106).

(16) Savoir : 2 pages de frontispice, 2 de dédicace, 1.251 pages de texte, 16 pages supplémentaires (toutes portant le n^o 599) et 26 pages de tables.

(17) Il existe au département des manuscrits de la Bibliothèque nationale, sous les cotes : « Manuscrits français, nouvelles acquisitions, n^{os} 1429 et 1430 », deux recueils in-folio, de quelque 680 pages chacun, de textes copiés par Simon FOURNIVAL dont une partie seulement a été insérée dans son recueil imprimé. Les reliures portent en lettres d'or le nom « Simon », entouré de floritures, ce qui montre qu'elles ont été faites du vivant de FOURNIVAL.

Ils portent le cartouche d'une « Société'héraldique » de la Restauration, ainsi

En 1672, eut lieu une seconde édition, ou plutôt un second tirage car, réserve faite de la première page — JOUSSE dit « le frontispice » (18) — les impressions sont identiques.

Le travail de FOURNIVAL a été parfois assez sévèrement jugé.

C'est ainsi qu'en 1739, dans la préface de ses « Mémoires sur les trésoriers-généraux de France », PATAS DU BOURGNEUF a écrit :

« ... Tout le monde connoit l'esprit peu méthodique de FOURNIVAL; on sçait que son recueil, qui n'a été long-tems recherché que parce qu'il était unique, n'est qu'un amas d'ordonnances, d'édits et d'arrêts du Conseil, ramassés sans choix et entassés sans ordre, plus propre à rebuter du travail qu'à y exciter... ».

JOUSSE a été beaucoup plus modéré (19) : « Ce recueil est le plus complet pour les ordonnances, édits, déclarations, arrêts du Conseil et autres réglemens touchant la juridiction des trésoriers de France et il contient la plus grande partie des réglemens qui y ont rapport, mais il ne règne pas assez d'ordre dans ce recueil, qui d'ailleurs ne va que jusqu'à l'année 1655. L'auteur avait promis un second tome, mais il n'a point paru ».

De fait, FOURNIVAL a eu le mérite de rendre accessible nombre de textes qu'on pourrait difficilement trouver ailleurs (20) et, à ce titre, sa mémoire mérite plus d'indulgence de la part de ceux qui s'intéressent à l'histoire administrative et financière de la France.

A notre sens, le plus grand reproche qu'on puisse lui adresser est d'avoir, suivant une tradition constante de l'ancien régime, fait un recueil de textes à sens unique : tous les textes qu'il cite sont à l'avantage des trésoriers de France; il passe sous silence ceux assurément nombreux qui leur étaient contraires.

FOURNIVAL se promettait d'ailleurs de donner une suite à son travail en le complétant par les textes qui manquaient. Les déboires qu'il éprouva du fait de son recueil lui firent abandonner ce projet. Son ouvrage n'eut, en effet, auprès de ses contemporains, qu'un succès relatif et les trésoriers de France eux-mêmes ne firent pas tous honneur à leur souscription; nombre de bureaux se contentèrent de prendre un ou deux exemplaires, tels Aix, Bordeaux, Caen, Limoges, Montauban, Montpellier, Moulins, Poitiers, Riom et Tours.

Les réclamations de FOURNIVAL étant restées vaines malgré l'appui de l'Assemblée générale, il dut se résoudre le 14 mars 1661, c'est-à-dire peu avant la dissolution définitive de l'Assemblée, à assigner les trésoriers devant le « conseiller du roi en ses Conseils, garde des sceaux de la prévôté

que le timbre d'un « Collège héraldique de France » du Second empire. Selon toute vraisemblance, c'est à la dissolution de cet organisme, en mars 1867, qu'ils ont été acquis par la Bibliothèque nationale (TÉCHENER, libraire).

(18) Outre la date et le motif décoratif (les armes de France substituées à celles de France et de Navarre), la seule modification porte sur le lieu de vente de l'ouvrage :

Pour le premier tirage :

« A Paris, chez André CHOUQUEUX au bout du Pont Saint-Michel, au chef Saint-Jean, près le marché neuf et chez l'auteur devant l'orme Saint-Gervais ».

Pour le second :

« A Paris, chez Michel BODIN et Nicolas LEGRAS, 3^e pilier de la grand sale (sic) du Palais, à l'espérance et à l'É couronnée ».

(19) Page xxix du tome 1^{er} de son « Traité de la juridiction des trésoriers de France ».

(20) Dès le xvii^e siècle, nombre d'arrêts du Conseil du roi y faisaient référence.

de Paris », qui était alors Pierre SÉGUIER (21), proche parent du chancelier. Nous nous plaisons à croire que ce ne fut pas son assignation qui attira l'attention du chancelier sur la survie d'un organisme condamné par lui, mais le doute existe.

Quoi qu'il en ait été, les trésoriers ne semblant pas s'être défendus — il y avait certainement chez eux plus de négligence que de mauvaise volonté —, Simon FOURNIVAL obtint le 3 septembre 1661 une sentence les condamnant à l'exécution de leurs obligations quant à la souscription, ainsi qu'au paiement de :

1° 1.200 livres par an pour les années 1653-1656, tant pour ses gages que pour la mise de son logement à la disposition de l'Assemblée et le chauffage au bois dudit logement lors des réunions;

2° 800 livres pour ses gages de l'année 1657 et 200 livres pour ceux du premier trimestre 1658, période pendant laquelle l'Assemblée avait siégé de nouveau à la Chambre du Trésor;

3° 520 livres avancées par FOURNIVAL en 1653 pour le voyage des trésoriers de France à Amiens, où ils devaient retrouver le roi (22);

le tout, avec intérêts au denier 18 (5,5 %) depuis le 17 mars 1661, jour de la demande.

FOURNIVAL, qui ne semblait pas être un mauvais homme, eut cependant scrupule à faire exécuter ce jugement contre des anciens patrons dont il avait exalté les mérites dans un in-folio de 1.297 pages et ce fut seulement après sa mort, quelque vingt-huit ans plus tard, que les tuteurs de ses héritiers en exigèrent l'exécution, moins peut-être dans l'intérêt de leurs pupilles que pour couvrir leur responsabilité personnelle.

L'affaire retourna en justice et elle était pendante devant le Parlement de Paris quand des transactions intervinrent avec les différents bureaux. Celle intéressant le bureau de Poitiers eut lieu le 13 avril 1690; elle dut être suivie de peu par celle du bureau de Caen qui s'était aligné sur Poitiers après une saisie pratiquée sur les gages des trésoriers le 2 août 1689 (23).

Ajoutons, à titre documentaire, qu'à l'inventaire après le décès de Simon FOURNIVAL, clos le 12 mai 1684, les exemplaires invendus du recueil n'avaient été comptés que pour « quarante sols pièce ».

(21) Fils de Tanneguy SEGUIER (vers 1588-1642), président au Parlement de Paris (cousin germain du chancelier), Pierre SEGUIER, sgr de Drancy et de L'Etang-la-Ville, marquis de Saint-Brissson (vers 1624-1669) avait été reçu conseiller au Parlement de Paris le 15 décembre 1646, puis prévôt de Paris le 26 décembre 1653.

(22) Peut-être y avait-il là un lapsus et s'agissait-il du voyage à Compiègne qui avait précédé l'établissement de l'ordonnance des trésoriers de France de Paris du 29 août 1653.

Il est de fait, cependant, que Louis XIV séjourna à Amiens du 31 juillet au 8 août 1653 et qu'il y retourna le 9 septembre (Cf. le P. François-Louis DAIRE : « Histoire d'Amiens », 2 vol. in-4, 1757. Bib. nat. 4° Lk7 173).

(23) Arch. dép. de la Vienne C 228 et 229.

ANNEXE N 2° : Sources et Bibliographie.

I. — Manuscrits et pièces d'archives.

1) ENSEMBLE DES BUREAUX.

A. — BIBLIOTHÈQUE NATIONALE.

a) « *Manuscrits français* ».

4.588 (135) : Créations d'offices.

4.805 (210, 312).

7.686 Lettres des bureaux rassemblées par FOURNIVAL.

7.754 Mémoire de BECHAMEIL sur les suppressions de trésoriers de France (1672).

10.792 Traité de droit public, XVIII^e siècle : Trésoriers de France, p. 237 à 265.

10.796 Traité de droit public, 1755-1756 : Trésoriers de France, p. 141 à 156.

10.842 Extraits de registres du Conseil du roi, 1598-1609.

11.000, 11.001, 11.006, 11.007 Collection CLÉMENT DE BOISSY sur la juridiction de la Chambre des comptes; relations et règlements avec les trésoriers de France.

14.064 : Manuscrit du traité de REGNARD DE GIRONCOURT, 1775.

15.593, f° 508 à 520 : Pièces relatives aux trésoriers de France, 1668.

16.526, f° 179 : Traité sommaire de l'origine et progrès des trésoriers de France de Charles du Lys (publié en 1618).

16.532 : Remontrances au sujet des trésoriers de France (xvi^e siècle).

16.598 : Edit de mars 1596 supprimant les bureaux.

16.696 : Formulaire et manuel à l'usage des trésoriers de France, examen d'un trésorier de France (f° 89 à 120); sommaire de l'état d'un trésorier de France (f° 121 à 141).

17.342 et 17.343 : Mélanges (provenant du chancelier SÉGUIER), vers 1660.

(Les papiers du chancelier SÉGUIER — avec les rapports des intendants pour les années 1633 à 1648 et 1660 à 1669 — constituent 49 volumes des « Manuscrits français » portant les cotes 17.367 à 17.412. Ceux des années 1649 à 1659, qui nous auraient plus spécialement intéressés, sont à Lénin-grad où ils constituent la collection DUBROWSKI — du nom du diplomate russe qui les avait acquis pendant la révolution française).

17.563 : Mémoire au Chancelier SÉGUIER sur les litiges entre les trésoriers de France et la Cour des aides (vers 1660).

18.169 : Arrêts du Conseil du roi, 1605.

18.479 : Pièces (de grand intérêt) concernant les trésoriers de France 1633-1654.

18.550, f° 525 à 535 : Matières des finances desquelles un trésorier de France doit être informé.

18.614, f° 1 à 14 : Etat général des offices des trésoriers de France (assez inexact).

20.153 : Documents provenant de Scévole de SAINTE-MARTHE et notamment f° 815 : Assemblée des notables de Rouen de 1596 et f° 993 à 997, mémoire de Jean LE BLANC DE LA VALLIÈRE.

20.155, f° 401 et 402 : Lettres de Scévole de SAINTE-MARTHE.

21.403 : Liste chronologique des trésoriers de France de 1296 à 1484. Divers édits.

21.704 : Manuscrits de DE LA MARE sur la voirie. Juridiction des trésoriers de France de 1627 à 1720.

21.705 : Juridiction de la voirie attribuée aux juges ordinaires, aux maires et échevins contre les prétentions des trésoriers de France. Lettres des trésoriers de France à propos de la voirie, 1698-1738.

21.751, f° 83 à 103 : Edits sur les finances, 1627-1683.

26.472 : Quittances diverses de présidents et trésoriers de France.

b) « *Manuscrits français. Nouvelles acquisitions* ».

1429 et 1430 : Manuscrits de FOURNIVAL, 1650-1655.

1575 : Bulletins de la collection CLÉMENT DE BOISSY. Contestations de la Chambre des comptes de Paris contre les trésoriers de France (493 feuillets).

1582 : Idem. Institution, création et suppression des trésoriers de France, fonctions, privilèges (641 feuillets).

1583 : Idem. Profits, réceptions, relations avec la Chambre des comptes (508 feuillets).

(Bulletins ayant servi à l'établissement des registres conservés dans les manuscrits français sous les n°s 11.001, 11.006 et 11.007).

7.698 à 7.700 : Recueil des matières traitées par la Chambre des comptes par Jean de LORFROY, greffier de la Chambre (publié partiellement en 1703 sans nom d'auteur).

9.781 : Portefeuille LANCELOT, f° 150 et suivants : Trésoriers de France. Edit de suppression de décembre 1598. Affaire DALIEZ.

c) *Collection Clairambault.*

500, f° 405 à 433 : Comptabilité, fonctions des trésoriers de France.

780 : Sommaire des contestations formulées par les trésoriers de France contre la Chambre des comptes (20 p. in-4).

B. — BIBLIOTHÈQUE MAZARINE.

Manuscrit n° 2.117 : « Evénements arrivés de 1612 à 1649 » (copies diverses), notamment :

« Remontrances à la reine concernant les intendants », juin 1648 (p. 245 à 250).

« Lettre circulaire des trésoriers de France assemblés à Paris à leurs compagnons dans les provinces », 23 mai 1648 (p. 251 à 253).

Manuscrit n° 3.042 : « Mémoire sur les trésoriers de France et généraux des finances au sujet des conflits élevés entre la Cour des aides et la Chambre des comptes », par POITTEVIN DE MAISSEMY, conseiller à la Cour des aides (1780).

C. — BIBLIOTHÈQUE DE L'ARSENAL.

Manuscrit n° 3.835, f° 109 et suivants : « Trésoriers de France anciens », par du CANGE.

D. — BIBLIOTHÈQUE SAINTE-GENEVIÈVE.

Manuscrit n° 412 : « Mémoire sur la Chambre des comptes de Paris » (vers 1670).

E. — ARCHIVES NATIONALES.

AD IX 79 : Bureau des finances. Attributions. Règlements. Nombreux conflits : Chambre des comptes, greniers à sel, Parlements, présidiaux, municipalités. Epices. Gages. Privilèges des officiers (noblesse). Présidents trésoriers de France. Payeurs de gages. Avocats et procureurs du roi. Greffe. Chevaliers d'honneur. Rang et préséance. Créations, réunions, suppressions de bureaux (imprimés) (1639-1694).

AD IX 80 : Idem (1695-1755), 145 pièces.

AD IX 81 : Idem (1756-1780), 45 pièces.

K 883, notamment n°s 2, 6, 7 et 15 (comptabilité).

K 888, notamment n° 5, exemplaire du mémoire de POITTEVIN DE MAISEMY de 1780.

K 889 : Contestations des trésoriers de France et d'autres organismes et notamment les Parlements (xviii^e siècle).

K 890, notamment n° 2 : Anecdotes concernant les trésoriers de France.

K 891.

P 3.338 : Augmentation des gages des trésoriers de France (1646).

P 3.820 : Quittances des trésoriers de France rétablis et conservés (1672-1675).

P 3.821 : Taxes sur les trésoriers de France (1702-1704).

P 3.399 : Augmentation des gages des trésoriers de France (1702-1704).

(Permettant d'établir, pour chaque bureau, l'état nominatif de ses membres aux époques considérées).

2) DIFFÉRENTS BUREAUX PAR RESSORT DE CHAMBRE DES COMPTES.

A. — RESSORT DE LA CHAMBRE DES COMPTES DE PARIS.

a) *Chambre des comptes de Paris.*

(Notamment pour les réceptions des trésoriers de France des 17 bureaux des finances du ressort de la Chambre, quelque 3.500 de 1552 à 1790).

Arch. nat., P 2.660 à 2.764 : Plumitifs reconstitués après l'incendie du 27 octobre 1737, sauf pour le 1^{er} semestre 1630 (registre détruit par l'incendie du 26 juillet 1630) et pour le 1^{er} semestre 1649 (détruit sur l'ordre de Louis XIV).

Idem : Copie pour le conseiller LE MARIÉ D'AUBIGNY, P 2.765 à 2.812.
Mémoires reconstitués, P 2.758 à 2.767.
Mémoires originaux depuis 1737, P. 2.434 à 2.528.
Tables anciennes ou reconstituées, PP 109 à 144.

b) *Bureau des finances de Paris.*

Arch. nat., Z^{lf} 1 à 1.071 (sans distinction des archives de la Chambre du Trésor de 1401 à 1693, époque de sa réunion au Bureau des finances de Paris).

(Avec table alphabétique des lettres patentes enregistrées au Bureau des finances de Paris de 1588 à 1790, par Alexandre TUETÉY. Inventaire 491).

K 890^l : Extrait d'un traité historique des offices de trésoriers de France et de leurs fonctions et, en particulier, de ceux du bureau des finances de Paris.

K 900 : Mémoire pour les trésoriers de la généralité de Paris.

U 992 : Filiation chronologique des officiers du bureau des finances de Paris, par le premier président DENIS.

Bibl. nat. Manuscrits français :

3.306 (224), f° 80.

4.185, f° 135. 4.031 (262).

14.065, 14.066, 14.067 : Filiation chronologique des officiers du bureau de Paris par le premier président DENIS (reproduction, en 3 volumes, du registre U 992 des Archives nationales).

17.349 : Traité sommaire de la noblesse et dignité des trésoriers de France de Paris (vers 1668).

21.593, f° 77 : Démêlés avec les commissaires au Châtelet.

32.476, f° 26 à 39 : Catalogue des trésoriers de France à Paris de 1300 à 1651.

32.932, f° 294 : Notes héraldiques et généalogiques sur les trésoriers de France de Paris.

c) *Bureau des finances d'Amiens.*

C 1.976 à 2.008 (depuis 1636 seulement).

(On ne sait comment ont disparu la plupart des archives du bureau).

d) *Bureau des finances d'Auch.*

Arch. dép. du Gers, C 430 à 635 (depuis 1717).

e) *Bureau des finances de Bordeaux.*

Arch. dép. de la Gironde, C 3.821 à 4.259.

Arch. mun. de Bordeaux : Fonds Pierre MELLER (252 fiches relatives à des trésoriers de France à Bordeaux).

Bibl. nat., Manuscrits français, 3.036 (165), f° 60.

f) *Bureau des finances de Bourges.*

Arch. dép. du Cher, C 685 à 1.088.

g) *Bureau des finances de Châlons.*

Arch. dép. de la Marne, C 2.489 à 2.659.
Bibl. nat., Manuscrits français, 5.285, f° 193.

h) *Bureau des finances de La Rochelle.*

Arch. dép. de la Charente-Maritime : Néant.
(Suivant un rapport de l'archiviste de 1825, les archives du bureau des finances « renfermées dans des boucauts et barriques furent vendues à Saintes au début du XIX^e siècle comme papiers de rebut »).

i) *Bureau des finances de Lille.*

Arch. dép. du Nord, série C : 1.234 registres, 219 portefeuilles, 169 liasses.
Bibl. nat., Manuscrits français, 23.327.

j) *Bureau des finances de Limoges.*

Arch. dép. de la Haute-Vienne, C 550 à 608.
(12 registres du bureau, provenant du procureur du roi de VOYON DE LA PLANCHE, conservés au château de La Planche, commune de Saint-Hilaire-Bonneville, ont été versés aux Archives départementales en 1933; le surplus des archives du bureau a été brûlé lors d'une fête civique vers la fin de 1793 ou détruit par un incendie dans la nuit du 12 ou 13 décembre 1825).

Bibl. nat., Manuscrits français, 17.348 et 18.479.

k) *Bureau des finances de Lyon.*

Arch. dép. du Rhône, C 597 à 769.
Musée de Gadagne à Lyon : Journal de Léonard MICHON (1675-1746), avocat du roi au bureau des finances de Lyon (auteur de la chronologie générale du bureau depuis ses origines, continuée par Balthazard MICHON, son fils et successeur jusqu'en 1790 et terminée et publiée en 1902 par Balthazard HUBERT DE SAINT-DIDIER, leur descendant, sous le titre : « Armorial général, etc... »).

l) *Bureau des finances de Montauban.*

Arch. dép. de Tarn-et-Garonne, C 173 à 572 (lacune pour la période 1636-1663).

Bibl. nat., Fonds CLAIRAMBAULT, 784, p. 929 à 937.

m) *Bureau des finances de Moulins.*

Arch. dép. de l'Allier, C 125 à 397. (L'inventaire en a été imprimé, mais n'a pas été diffusé, le successeur de son auteur ayant estimé qu'il faisait apparaître un classement trop défectueux; les bonnes feuilles existent aux Archives départementales de Moulins).

n) *Bureau des finances d'Orléans.*

Arch. dép. du Loiret : Les quelque 500 registres et liasses représentant les archives du bureau ont été entièrement détruits dans les bombar-

dements et incendies de mai et juin 1940; l'inventaire n'en avait pas été publié.

Bibliothèque municipale d'Orléans : Manuscrits n^{os} 487 à 489 (394), tome I^{er} : Mémoires sur les abbayes des diocèses d'Orléans, de Chartres et de Blois, comportant f^o 205 à 228, la « succession des charges des trésoriers de France au bureau des finances d'Orléans » (Avec quelques inexactitudes).

o) Bureau des finances de Poitiers.

Arch. dép. de la Vienne, C 74 à 604.

Bibl. nat., Manuscrits français, n^o 5.319; registre des expéditions du bureau pour l'année 1599.

p) Bureau des finances de Riom.

Arch. dép. du Puy-de-Dôme : Néant (la totalité des archives du bureau ayant été brûlée par la municipalité de Riom le 8 octobre 1793).

Bibl. nat., Manuscrits français, 3.306 (208 et 209, f^o 72).

q) Bureau des finances de Soissons.

Arch. dép. de l'Aisne, C 870 à 891 (pour le xviii^e siècle seulement).

Le surplus des archives du bureau a, selon toute vraisemblance, été détruit, comme les archives de la mairie et celles du Palais de Justice, le 14 mars 1814 dans les incendies qui ont accompagné la prise de la ville par BLUCHER, alors en retraite vers Laon.

r) Bureau des finances de Tours.

Arch. dép. d'Indre-et-Loire : C 416 à 732 (Essentiellement pour le xviii^e siècle. On ne sait comment se sont perdues les archives antérieures, probablement au cours d'un déménagement au xvii^e siècle).

B. — RESSORT DE LA CHAMBRE DES COMPTES DE ROUEN.

a) Chambre des comptes de Rouen.

Arch. dép. de la Seine-Maritime, II B, 1 à 857 et notamment :

Plumitifs de la Chambre : II B, 178 à 360 (lacune : 3 janvier 1661 au 29 décembre 1662).

Mémoriaux : II B, 44 à 177 (lacunes : années 1585, 1586, 1661, 1666, 1667, 1681 à 1687).

(Table des 132 mémoriaux dans les « Mémoires de la Société des antiquaires de Normandie »). Caen, t. XVIII, 1854 (4^o Lc19 13).

Bibl. nat. Manuscrits français, 3.036 (137 et 138), f^o 49; (154), f^o 55; (208 et 209), f^o 72 et (249) f^o 91

3.306

3.943

b) Bureau des finances d'Alençon.

Arch. dép. de l'Orne : Néant. On ne sait comment ont disparu les archives du bureau, encore intactes à la Révolution.

c) *Bureau des finances de Caen.*

Arch. dép. du Calvados, Série C : 334 registres, 364 liasses et cartons depuis le xvr^e siècle, classés sommairement.

Bibl. nat. Manuscrits français, 3.306 (208 et 209), f^o 72.

d) *Bureau des finances de Rouen.*

Arch. dép. de la Seine-Maritime, C 1.114 à 2.108.

C. — RESSORT DE LA CHAMBRE DES COMPTES DE MONTPELLIER.

a) *Cour des comptes, aides et finances de Montpellier.*

Arch. dép. de l'Hérault, B 1 à 22.804 (avec les archives de la Cour des aides) et notamment, pour la Chambre des comptes : B 1 à 44.

Arch. de la Société archéologique de Montpellier (en l'ancien hôtel du bureau des finances, rue des trésoriers de France) : archives privées de la Cour.

b) *Bureau des finances de Montpellier.*

Arch. dép. de l'Hérault, C 5.975 à 6.539.

c) *Bureau des finances de Toulouse.*

Arch. dép. de la Haute-Garonne, Série C : 170 registres (C 3269), 27 portefeuilles, 27 liasses (avec tables).

Arch. dép. de l'Hérault, C 6.516 à 6.539.

D. — RESSORT DE LA COUR DES COMPTES D'AIX.

a) *Cour des comptes, aides et finances d'Aix.*

Arch. dép. des Bouches-du-Rhône à Marseille (1), B 1 à 3.312 et notamment :

Arrêts de vérification, B 2.953 à 2.988.

Procès-verbaux de visites des salins et greniers à sel et de chevauchées des trésoriers de France, B 130, 253 à 258 et 1.301 à 1.342.

b) *Bureau des finances d'Aix.*

Arch. dép. des Bouches-du-Rhône à Marseille, C 4.759 à 5.254.

E. — RESSORT DE LA CHAMBRE DES COMPTES DE DIJON.

a) *Chambre des comptes de Dijon.*

Arch. dép. de la Côte-d'or, B 1 à 12.067, notamment :

Enregistrements : B 25 à 91.

Arrêts : B 94 à 238.

(1) Les archives du Parlement sont, par contre, au dépôt d'Aix.

b) *Bureau des finances de Dijon.*

Arch. dép. de la Côte-d'Or, C 2.071 à 2.968.

Bibl. nat. Manuscrits français, 3.386 (103).

F. — RESSORT DE LA CHAMBRE DES COMPTES DE GRENOBLE.

a) *Chambre des comptes de Grenoble.*

Arch. dép. de l'Isère, B 2.781 à 4.659 (Une partie des arrêts de la Chambre des comptes de Grenoble a été brûlée, avec tous les titres concernant les droits féodaux, place de BONNE, les 28 et 29 brumaire an II).

b) *Bureau des finances de Grenoble.*

Arch. dép. de l'Isère, Série C : 410 articles.

G. — RESSORT DE LA CHAMBRE DES COMPTES DE NANTES.

a) *Chambre des comptes de Nantes.*

Arch. dép. de la Loire-Inférieure, B 1 à 4.398, et notamment :

Mandements royaux et lettres patentes : B 1 à 142.

Audiences : B 172 à 672.

Bibl. nat., Manuscrits français, 3.306 (200), f° 60.

b) *Bureau des finances de Vannes (1694-1700)*

Arch. dép. du Morbihan : Néant.

Arch. dép. de la Loire-Inférieure (avec celles de la Chambre des comptes de Nantes).

H. — RESSORT DE LA CHAMBRE DES COMPTES DU PARLEMENT DE METZ.

a) *Chambre des comptes du Parlement de Metz.*

Arch. dép. de la Moselle, Série B, notamment :

Lettres patentes : B 5 à 47.

Arrêts dont ceux de réception : B 48 à 100 et 111 à 132.

b) *Bureau des finances de Metz.*

Arch. dép. de la Moselle, C 71 à 818.

I. — BUREAU DES FINANCES DE BESANÇON.

Arch. dép. du Doubs, C 206 à 211.

J. — CHAMBRE DES COMPTES DE BLOIS (jusqu'en 1775).

Arch. nat., K¹ 894 à 902.

P 2.878 à 2.887.

3. BIOGRAPHIES INDIVIDUELLES.

Les brèves indications biographiques données en notes et à l'annexe I-B ont été tirées le plus souvent des pièces du cabinet des titres de la Bibliothèque nationale (Département des manuscrits), qui comporte un catalogue général alphabétique des noms de famille, avec référence aux numéros des registres de six collections, classées elles aussi par ordre alphabétique :

Pièces originales (actes, contrats, pièces de comptabilité, etc...), réunies par les d'HOZIER (juges d'armes de France depuis 1641 jusqu'à la révolution).
Dossiers bleus (collection la plus étendue, mais de valeur variable).

Carrés d'HOZIER.

Cabinet d'HOZIER.

Nouveau d'HOZIER.

CHERIN (généalogiste et historiographe des ordres du roi de 1772 à 1785).

Ont été utilisés en outre, notamment : pour les maîtres des requêtes les biographies et généalogies conservées dans la série des « Manuscrits français » sous les n^{os} 14018, 32514 et 32785 à 32587) et l'ouvrage de François BLANCHARD, publié en 1670;

pour les secrétaires du roi, « l'Histoire de la Chancellerie » de Abraham TESSERAU (2 vol. in-f^o, 1676 et 1710, 1706);

pour les trésoriers de France, les archives de la Chancellerie (série V des Archives nationales) et les plumitifs et mémoriaux des Chambres des comptes et bureaux des finances.

II. — Imprimés (avec cotes de la Bibliothèque nationale).

I. OUVRAGES GÉNÉRAUX.

A. — HISTOIRE DE L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE DE LA FRANCE JUSQU'AU XVII^e SIÈCLE.

Outre les ouvrages généraux de Adolphe CHERUEL (1809-1891), Ernest GLASSON (1839-1907), Paul VIOLLET (1840-1914), Emmanuel ESMEIN (1848-1913), Marcel MARION (1840-1914) et Olivier MARTIN, ainsi que Ernest LAVISSE (1842-1922) et ses collaborateurs :

Rodolphe DARESTE : « La justice administrative en France ». Paris, 1862 et 1895, in-8 (F 33.107 et 8^o F 11.037).

Gilbert JACQUETON : « Documents relatifs à l'administration financière en France de Charles VII à François I^{er} (1443-1523) », 1891, in-8 (8^o L⁴⁵ 50).

— « Le trésor de l'épargne sous François I^{er} (1523-1547) » (Revue historique, 1894, in-8, 8° Lf³¹ 31).

Arthur de BOISLISLE : « SEMBLANÇAY et la surintendance des finances » (Annuaire-Bulletin de la Société de l'histoire de France, 1878 (Ln 27 33.355).

Paul DOGNON : « Institutions publiques en Languedoc du XIII^e siècle aux guerres de religion », juillet 1895 (8° Z 10.892, 2^e série, t. IV).

Colonel BORRELLI DE SERRES : « Recherches sur divers services publics du XIII^e au XVII^e siècle », 1909, 3 vol. in-8 (8° Lf² 7).

Gustave DUPONT-FERRIER : « Les institutions financières de la France à la fin du Moyen-Age » :

— T. I. Les élections et leur personnel, 1930,

— T. II. Les finances extraordinaires et leur mécanisme (avec catalogue alphabétique des généraux des finances depuis leur origine jusqu'à 1483-1932) (4° Lf⁶ 217).

— Origines et 1^{er} siècle de la Chambre ou Cour des aides. 1933, in-4 (4° Lf²⁸ 18).

E. MEYNIAL : « Etudes sur l'histoire financière du XVI^e siècle (Nouvelle revue historique du droit, t. XLIV, 1920, p. 451 à 515 et t. XLV, 1921, p. 458 à 583, 8° F 232, 1920 et 1921).

Roger DOUCET : « Les institutions de la France au XVI^e siècle », 1948, 2 vol. in-8 (8° Lf² 11 et N 431).

Gaston ZELLER : « Les institutions de la France au XVI^e siècle », 1948, in-16 (16° Lf² 10).

B. — HISTOIRE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE POUR LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XVII^e SIÈCLE.

Actes royaux : Série AD + des Archives nationales (Collection RONDONNEAU).

Série F de la Bibliothèque nationale (avec le catalogue chronologique en 6 volumes de Mme HONORÉ et sa table).

Collection des *factums* de la Bibliothèque nationale, avec catalogue onomastique imprimé (7 volumes) et table des parties (3 volumes).

Noël VALLOIS : « Arrêts du Conseil du roi sous HENRI IV ». Imprimerie nationale, 1886, 2 vol. in-4 (L⁴³ 10 et 0 25).

Jules CAILLET : « De l'administration en France sous le ministère du Cardinal de RICHELIEU », 1857, in-8 (Lf² 1).

Gabriel HANOTAUX : « Origine des intendants de province ». Paris, 1884, in-8 (8° Lf³⁴ bis 1).

Georges PAGÈS : « Que savons-nous de l'administration monarchique en France au temps de Louis XIII ? » (Bulletin de la Société d'histoire moderne, avril 1927, 8° G 3.028).

— « Développement de l'administration monarchique du début du XVI^e siècle à la fin du XVIII^e » (Ibid. 1931, 8° G 3.028 (1931).

— « Centralisation administrative dans l'ancienne France » (Ibid. septembre 1635, 8° G 3.028 (1935).

— « Essai sur l'évolution des institutions administratives en France du commencement du xvi^e siècle à la fin du xvii^e » (Revue d'histoire moderne, 1932, 8° G 11.641 (1932)).

— « RICHELIEU et MARILLAC. Deux Politiques » (Revue historique, 1937, p. 379, 8° G 123 (1937)).

— « Institutions monarchiques de France au xvi^e siècle ». 1929, in-fol. (f° Z 1231).

— « Institutions monarchiques sous Louis XIII et Louis XIV », 1933 (4° La²⁸ 44).

— « Institutions monarchiques sous Louis XIV », 1937 (4° La²⁸ 59).

— « Monarchie d'ancien régime en France du commencement du xvi^e siècle à la fin du xvii^e ». 5^e édition (8° Z 26.470 (105)).

Edouard ESMONIN : « Origine des intendants jusqu'en 1665 » (Bulletin de la Société d'histoire moderne, avril 1910, 8° G 3.028, 1910).

— « Note sur la publication d'une liste des intendants des origines à 1789 » (*Ibid.*, décembre 1910, 8° G 3.028 (1910)).

— « Intendants de province de 1648 à 1690 » (*Ibid.*, novembre 1923, 8° G 3.028 (1923)).

— « Observations critiques sur le livre de G. HANOTAUX. Origines de l'institution des intendants de province » (*Ibid.*, décembre 1932 et janvier 1933, 8° G 3.028 (1932-1933)).

— « La suppression des intendants pendant la Fronde et leur rétablissement » (*Ibid.*, novembre 1935, 8° G 3.028 (1935)).

— « LE FÈVRE DE CAUMARTIN, intendant de Picardie pendant 32 ans » (Revue d'histoire moderne, 1932, 8° G 11.641 (1932)).

Prosper-Benjamin BOISSONNADE (1862-1935) : « L'administration royale et les soulèvements populaires en Angoumois, Saintonge et Poitou pendant le ministère de RICHELIEU, 1624-1642 » (Mémoires de la Société des antiquaires de l'Ouest, 1902, 2^e série, t. XVI, Lk² 5.048 (1902)).

Boris Feodorovitch PORCHNEV : « Les soulèvements populaires en France avant la Fronde, 1623-1644 » (en russe (2) : éditions de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S. — Institut d'histoire, 1947, 8° La²⁸ 48) et traduction allemande : « Volksaufstände in Frankreich vor der Fronde », par Martin BRANDT (Leipzig, 1954, in-8 (8° Lb³⁶ 3963)).

Robert MANDROU : « Les soulèvements populaires et la Société française du xvii^e siècle ». (Annales Economies, Sociétés, Civilisations, 1959, n° 4, 4° R 3.408).

Yves-Marie BERCÉ : « Les soulèvements populaires dans le Sud-Ouest sous le règne de Louis XIII ». Thèse pour l'Ecole des Chartes. Positions dans la Bibliothèque de l'Ecole de Chartes, 1959 (8° L⁴⁴ 12, 1958-1960).

Roland MOUSNIER : « Recherches sur les soulèvements populaires en France avant la Fronde » (Revue d'histoire moderne et contemporaine, t. V, avril-juin 1958 (8° G 11.641, 1958)).

(2) Nous rappelons qu'une partie des papiers du chancelier SEGUIER, acquise pendant la Révolution par un secrétaire de l'Ambassade de Russie, est conservée à Léninegrad (cf. *supra*, p. 483).

— « Quelques raisons de la Fronde. Les causes des journées révolutionnaires parisiennes de 1648 » (Bulletin de la Société d'étude d'histoire du XVII^e siècle, 1949, p. 71 (8° Z 30.693 (1949)).

— « Comment les Français voyaient la Fronde au XVII^e siècle » (*Ibid.*, 1935, 8° Z 30.693 (1955)).

— « Recherches sur les syndicats d'officiers pendant la Fronde. — Trésoriers de France et élus dans la révolution ». (*Ibid.*, 1959, 8° Z 30.693 (1959)).

— « Etat et commissaires. Recherches sur la création des intendants de province » (Forschungen zu Staat und Verfassung, Festgab für Fritz HARTUNG. Berlin, 1958).

Victor-Lucien TAPIÉ : « La France de Louis XIII et de RICHELIEU, 1952, in-16 (16° Lb³⁶ 3.952).

Jean VILAIN : « Mazarin, homme d'argent ». Paris, 1956, in-16 (16° G 2.061-1).

Pierre GOUBERT : « Conférences, pour l'agrégation, sur la France au XVII^e siècle », 1961 (ronéotypé).

C. — OUVRAGES GÉNÉRAUX SUR LES BUREAUX DES FINANCES (3).

Pierre REBUFFI : « Les édits et ordonnances des rois de France depuis l'an 1226 jusqu'à présent, 1573 ». 1586, in-fol. Livre XXXII, p. 771 à 783. Trésoriers de France (F 2.006).

Jean LE GRAND : « Instructions sur le fait des finances et Chambre des comptes par laquelle l'on peut cognoistre les principales actions des offices, matières, comptes qui se traitent et révisent en icelle. Plus est sommairement et séparément traicté de l'estat des thrésoriers de France et généraulx des finances ». Paris, 1582, in-8 (Lf²⁷ 1).

N. : « Recueil des réglemens, édits, ordonnances et déclarations sur le fait des finances et deux traitez, l'un de la charge des trésoriers généraux de France et l'autre de l'action de tous les officiers de la Chambre des comptes ». (Paris, RICHER, 1599, in-8 (F 43.005).

Antoine FONTANON : « Edits et ordonnances ». 1611, in-fol. (tome II, p. 49 à 103 : « Trésoriers de France ») (F. 2.015).

Charles LOYSEAU : « Cinq livres du droit des offices », t. I^{er}, 1610 et 1613 (4° Lf³ 10 (3)).

Charles du Lys, avocat général à la Cour des aides : « Traité sommaire de l'origine et progrez des offices, tant de trésoriers de France que de généraux des finances, de l'union et multiplication d'iceux, de la diminution et translation de leurs anciennes fonctions et autoritez et des rang et condition qui leur restent aujourd'hui. Paris, 1618, in-8 (établi contre les trésoriers de France à l'occasion d'un procès avec la Cour des aides), (4° Lf³¹ 1 et Bibl. nat. Manuscrits français, n° 16.528).

(3) Les ouvrages concernant les bureaux des finances constituent en principe la série Lf³¹ de la Bibliothèque nationale (36 numéros); certains d'entre eux ont été classés cependant, par erreur, dans la série Lf^{34 bis} (administration des intendants).

I. L'ESCUYER : « L'instruction générale des finances, divisée en trois parties, avec deux traictez, l'un de la charge des trésoriers généraux de France et l'autre de l'action de tous les officiers de la Chambre des comptes ». Paris, 1622, in-8 (F. 25.314).

Samuel DESCORBIAC, conseiller au Parlement de Toulouse : « Recueil général des édits, déclarations et règlements touchant la juridiction des trésoriers de France » (touchant principalement les bureaux de Languedoc et celui de Montauban). Paris, 1638, in-8, p. 515 à 798 (F. 2.155).

Simon FOURNIVAL : « Recueil général concernant les fonctions, rangs, dignités et privilèges des charges de présidents trésoriers de France, généraux des finances, grands voyers des généralités du royaume » (ordonnances royaux, édits, déclarations du roi, etc.... Paris, 1655, in-fol. (f° Lf³¹ 3).

Idem, 1672 (f° Lf³¹ 3A).

(Deux volumes manuscrits de FOURNIVAL comportant des textes non insérés à son recueil sont conservés à la Bibliothèque nationale, parmi les « Manuscrits français, nouvelles acquisitions », sous les n^{os} 1429 et 1430).

N. : « L'instruction des officiers des finances, de la Chambre des comptes, des trésoriers de France et autres qui reçoivent et distribuent les deniers du roi. Paris, 1664, in-4 (Citée par M. ESMONIN dans la « taille en Normandie... », p. xxiv. Ne paraît pas exister à la Bibliothèque nationale).

Pierre GUENOIS : « La grande conférence des ordonnances et édits royaux ». Paris, 1678, in-fol. Livre XI, titre III, p. 21 à 172 : « Trésoriers de France » (jusqu'à 1637) (F 2.046).

Gérard MELLIER, trésorier de France à Nantes : « Recueil d'édits et déclarations concernant les offices des trésoriers généraux des finances en Bretagne. Nantes, 1712, in-4 (F 39.844).

N. : « Traité de la noblesse et dignité des charges de trésoriers de France ». Lille, 1736, in-4. (Cité par JOUSSE, ne paraît pas exister à la Bibliothèque nationale).

Claude-François BOVIER DE MONCEL, trésorier de France à Grenoble : « Mémoire sur les trésoriers de France ». Grenoble, 1744. (Cité par EVERAT, ne paraît pas exister à la Bibliothèque nationale).

N. (Jean-Léon PATAS DU BOURGNEUF, trésorier de France à Orléans) : « Mémoires sur les privilèges et fonctions des trésoriers généraux de France » (390 p. in-4, 1745) et « Table chronologique des ordonnances, édits, déclarations et arrêts du Conseil concernant les privilèges et fonctions des trésoriers de France » (285 p. in-8, 1745) (4° Lf³¹ 5).

N. : « Extraits des ordonnances, édits, déclarations du roi, lettres patentes et autres règlements servant de preuve pour le mémoire des officiers du bureau des finances » (à l'occasion d'un procès contre le Parlement de Paris). Paris. Didot, 1760, 118 p. in-4 (Arch. nat. K 880-85).

Henry-Antoine REGNARD DE GIRONCOURT, Chevalier d'honneur au bureau des finances de Metz : « Traité de l'état des trésoriers de France et généraux des finances avec la preuve de la supériorité de ces offices ». Nancy, 1776, in-4 (4° Lf³¹ 26).

(Le manuscrit est conservé à la Bibliothèque nationale parmi les « manuscrits français » sous le n° 14.064).

Daniel JOUSSE : « Traité de la juridiction des trésoriers de France tant en matière de domaine et de voirie que de finances ». Paris, 1777, 2 vol. in-16. (N'existe pas et n'a jamais existé à la Bibliothèque nationale. Un exemplaire à la Bibliothèque de la Faculté de droit de Paris; un autre à la Bibliothèque Mazarine sous le n° 56.875).

N. (probablement Athanase-Alexandre CLÉMENT DE BOISSY, maître des comptes de Paris) : « L'état véritable des trésoriers de France ». Amsterdam (« se trouve à Paris chez L. CALLOT, libraire-imprimeur de la Chambre des comptes de Paris »), 1779, in-4.

(Réplique à l'ouvrage de REGNARD DE GIRONCOURT. La souscription de 300 exemplaires par la Chambre des comptes de Paris, suivant arrêt du 17 mai 1779, comporta son approbation, au moins implicite).

N. (Claude-Charles-Florent THOREL DE CHAMPIGNEULLES, 1737-1809, trésorier de France à Lyon) : « Le trésorier de France ou Mémoire contenant un précis historique de ce qui concerne cet office, une réfutation des écrits intitulés : « Traité de la juridiction des trésoriers de France, 1777 » et « Etat véritable des trésoriers de France, 1779 » et des réponses aux critiques anciennes et modernes que ces magistrats ont essayées ». Genève, 1780, in-12. (Ne figure pas au catalogue de la Bibliothèque nationale).

N. (probablement encore CLÉMENT DE BOISSY) : « Le trésorier de France ramené à son état véritable ». Amsterdam, 1780, 28 p. in-4 (Arch. nat. K 890) (réplique à l'ouvrage de THOREL DE CHAMPIGNEULLES).

Pierre GUYOT et MERLIN : « Traité des droits, fonctions, franchises, exemptions, prérogatives et privilèges annexées en France aux charges des officiers ». Paris, 1786-1788, 4 vol. in-4 (4° Lf³ 14).

DUHAMEL : » Etat de la magistrature en France ». Paris, in-8, 1788 et 1789 (8° Lc²⁵ 127); t. II : « Les Généralités (avec situation de chacun des bureaux des finances), p. 354 à 463, et « Les bureaux des finances », p. 464 à 482.

LACRETELLE aîné (Pierre-Louis) : « Mémoire sur l'institution des bureaux des finances et utilité de leurs fonctions » (présenté au nom des officiers de 12 bureaux des finances vers 1789), 120 p. in-8 (8° Lf⁷⁶ 128).

Vte Henri de GRIMOUARD : « Les bureaux des finances de l'ancien régime (Revue de science et législation financière, juillet-septembre 1905, 8° F 16.499 (1905) et 8° Lf⁷⁶ 211).

E. B. H. : « Les trésoriers généraux de France près les Bureaux des finances » (Revue historique, nobiliaire et biographique, t. XI, 1874, p. 69 à 75, Bibl. nat. 8° Lc¹⁵ 8).

D. — OUVRAGES SUR LES FINANCES.

Jean HENNEQUIN : « Le Guidon général des finances », 1585, in-8 (F 36.348).

— Idem, avec annotations de Vincent GELÉE, 1595 (F 36.349).

— Idem, revu par Sébastien HARDY, plus une instruction pour les récipiendaires qui subissent l'examen de la Chambre des comptes, 1644 (F 36.553 et 36.554).

Claude de BEAUNE : « Traité de la Chambre des comptes de Paris, 1647 » (Lf²⁷ 2).

Lazare DUCROT : « Le nouveau traité des aydes, tailles et gabelles », 1636, in-8 (F 34.041).

François-C. DESMAISONS : « Nouveau traité des aides, tailles et gabelles ». Paris, 1666, in-8 (F 33.640 et 8° Lf⁸² 2).

Francis VERON-DUVERGER DE FORBONNAIS : « Recherches et considérations sur les finances de France depuis l'année 1595 jusqu'à l'année 1721 ». Basle, 1758, 2 vol. in-4 (Lf⁷⁶ 11).

Edouard ESMONIN : « La taille en Normandie au temps de Colbert », 1661-1683. 1913, in-8 (8° Lf⁸⁴ 30).

Jean VILLAIN : « Contestations fiscales sous l'ancien régime dans les pays d'élections », 1943, in-8 (8° F 42.690).

— « Du caractère collectif de la taille royale » (Revue historique de droit français et étranger, 1948, p. 282 à 300) (8° F 232) (1948).

— « L'abolition de la solidité » (Ibid., 1950, p. 236 à 249 (8° F 232) (1950).

— « Le recouvrement des impôts directs sous l'ancien régime », 1952, in-8 (8° Lf⁸² 33).

Jean-Joseph CLAMAGERAN : « Histoire de l'impôt en France », 1868, 3 vol. in-8 (8° Lf¹⁶⁵ 23) notamment, pour la période de la Fronde, t. II, pp. 534 à 598.

Auguste ROUSSER et Henry LOUCHE-DESFONTAINES : « Histoire des impôts indirects depuis leur établissement aux premiers temps de la monarchie jusqu'à leur reconstitution à l'époque impériale », Paris, 1883, in-8 (8° Lf⁸² 21).

Paul-Louis CAUWES : « Les commencements du crédit public. Les rentes sur l'Hôtel de Ville » (Revue d'économie politique, t. IX et X, 1895 et 1896, 8° R 20.147).

Louis GERMAIN-MARTIN et Marcel BEZANCON : « Histoire du crédit public sous Louis XIV », 1911, gr. in-8 (4° U 7.758).

E. — OUVRAGES SUR LE DOMAINE.

René CHOPPIN : « De domanio Franciae libri tres », 1572, in-folio (F 1836).

— Idem, Traduction française, 1613, in-folio (F 1840).

Jean BACQUET, avocat du roi en la Chambre du Trésor : « Des droits du domaine de la couronne de France », 1608, 4 vol. in-folio (F 1911-1914). (Nombreuses rééditions).

Etienne PASQUIER, avocat général à la Chambre des comptes de Paris : « Livres des recherches » (notamment t. II, ch. VII et VIII), 1560-1607 (4° Lf⁴⁶ 1).

N. (probablement Léonard RENARD, conseiller, avocat et procureur du roi à la Chambre du Trésor) : « Recueil de plusieurs édits, lettres patentes, déclarations, arrêts, sentences, jugements et autres pièces et titres concernant le pouvoir et la juridiction de la Chambre du trésor », 1639, in-folio (Lf³¹ 2).

Jean-Jacques-Augustin LE FEBVRE DE LA PLANCHE, avocat du roi et conseiller d'honneur au bureau des finances et Chambre du domaine de Paris :

« Mémoires sur les matières domaniales ou Traité du domaine », 1764-1765, 3 vol. in-4 (F 11.703 à 11.705).

Victor-Bénigne FLOUR de SAINT-GENIS : « Histoire documentaire et philosophique de l'Administration des domaines des origines à 1901 », 1901 et 1903, 2 vol. in-8 (8° Lf⁹⁰ 97).

F. — OUVRAGES SUR LA VOIRIE.

(Jacques-Richard de) FLEURY, trésorier de France à Tours : « Mémoire des fonctions et devoirs des trésoriers de France en matière de voirie ». Paris, 1632, in-4, 34 p. (4° Lf³¹ 16).

Gérard MELLIER, trésorier de France en Bretagne : « Traité du droit de voyrie contenant un recueil des édits, déclarations, arrêts et règlements qui ont attribué la connaissance de ce droit aux trésoriers de France, généraux des finances ». Paris, 1709, in-12 (F 25.650).

Du même auteur, à la Bibliothèque nationale :

Manuscrits français n° 21.704 : Juridiction des trésoriers de France, 1627-1720;

— n° 21.705 : Juridiction de la voirie attribuée aux juges ordinaires, aux maires et échevins contre les prétentions des trésoriers de France, 1665-1706 (f° 86).

« Code de la voirie » : 1° Traité de la voirie de MELLIER.

2° Exposé des coutumes (largeur des chemins).

3° Table chronologique, 1370-1731.

4° Recueil des principaux règlements.

Paris, 1735, in-4 (F 18.416), 1735, 2 vol. in-12 (F 23.651 et 23.652).

LE CLER DU BRILLET : « Traité de la voirie et de tout ce qui en dépend ou qui y a quelque rapport », 1738, in-folio (4° volume du « Traité de police du commissaire de LA MARE ») (F 2.203).

« Recueil d'édits, arrêts, déclarations et mémoires concernant la direction et la juridiction que les trésoriers de France exercent en matière de domaine et voirie ». Paris, Desprez, 1760, in-4, 143 p. Cité par le Père Jacques LELONG dans sa « Bibliothèque de la France », 1768-1770, t. III, n° 34.056, avec ce commentaire : « C'est au sujet d'un démêlé qui avoit commencé en 1755 entre les trésoriers de France de Toulouse et le Parlement qui avoit ordonné que les appels de leurs jugements ne pourroient estre portés qu'à la Cour de parlement »; également cité par JOUSSE, t. I, p. xxxiv. Ne paraît pas exister à la Bibliothèque nationale.

Daniel JOUSSE (Cf. supra, Textes généraux).

E.-J.-M. VIGNON : « Etude historique sur l'administration des voies publiques en France aux XVII^e et XVIII^e siècles », 1862, 3 vol. in-8 (V 54.949 à 54.951).

(Un 4° volume, publié en 1880, n'existe pas ou plus à la Bibliothèque nationale).

Jean PETOT : « Histoire de l'Administration des ponts et chaussées », 1599 à 1815, 1958, in-8 (8° Lf⁹³ 57).

G. — HISTOIRE DE LA FRONDE.

a) *Histoire générale.*

N. (J.-B. GAULTIER ?) : « Histoire abrégée du Parlement pendant les troubles du commencement du règne de Louis XIV », 1754 (8° Lb³⁷ 43).

Jean-Baptiste MAILLY : « L'esprit de la Fronde ou Histoire politique et militaire des troubles de France pendant la minorité de Louis XIV », 1772 et 1773, 5 vol. in-12 (8° Lb³⁷ 44).

Cte Louis-Clair de SAINTE-AULAIRE : « Histoire de la Fronde ». Paris, 1828 et 1843, 2 vol. gr. in-8 (4° Lb²⁵ 45).

Pierre-Adolphe CHÉRUEL : « Histoire de France pendant la minorité de Louis XIV », 1879-1880, 4 vol. in-8 (Lb³⁷ 4.003).

— « Histoire de France pendant le ministère de MAZARIN (1651-1861) », 1882, 3 vol. in-8 (Lb³⁷ 5.039).

Henri COURTEAULT : « La Fronde à Paris », 1930, in-8 (8° Lb³⁷ 5.377).

Louis MADELIN : « Une révolution manquée : La Fronde », 1931, in-8 (8° Lb³⁷ 5.384).

Paul RICE-DOOLIN : « The Fronde » (Harvard historical studies). 1935, in-8 (8° G 7.594) (39) (comporte en annexe un relevé des mazarinades les plus intéressantes).

Ernst KOSSMANN : « La Fronde » (Thèse). Leyde, 1954 (8° G 15.794) (3).

Pierre-Georges LORRIS : « La Fronde ». Paris, 1961, in-8 (8° Lb³⁷ 5.489).

b) *Etudes particulières.*

A. SAINT-MARC : « Bordeaux sous la Fronde », 1859, in-18 (8° Lk² 2.213).

Camille JULLIAN : « Histoire de Bordeaux des origines jusqu'en 1695 ». Bordeaux, 1895, in-4 (4° Lk⁷ 29.618).

Jules de CARSALADE DU PONT : « Documents inédits sur la Fronde en Gascogne », 1883, in-8 (Lk² 3.346).

Louis COUYBA : « Etudes sur la Fronde en Agenais et ses origines ». Villeneuve-sur-Lot, 1899-1901, 3 vol. (Lk² 4.617).

L. AUDIAT : « La réforme et la Fronde en Bourbonnais », 1867, in-8 (Lk² 2.213).

Alexandre-Charles GERMAIN : « Les commencements du règne de Louis XIV et la Fronde à Montpellier, d'après des documents originaux inédits » (Mémoires de l'Académie de Montpellier, 1864, in-4 (Lb³⁷ 4.986).

Paul GAFFAREL : « La Fronde en Provence » (Revue historique, t. IV et V, 1875 et 1877, 8° G 123) et les Bouches-du-Rhône, Encyclopédie départementale, p. 71 à 91).

Alphonse FEILLET : « La misère au temps de la Fronde et de St Vincent de PAUL », 1868 et 1886, in-12 (8° Lb³⁷ 4.508 B).

Henry SALOMON : « La Fronde en Bretagne ». Paris, 1889, in-8 (8° Lb³⁷ 5.106).

Gaston ROUPNEL : « La ville et la campagne au xvii^e siècle. Etudes sur les populations des pays dijonnais », 1922 et 1935, in-8, 8° L¹⁴ 57 et 8° R 53.512 (7).

Paul LOGÉ : « La Fronde en Normandie », 1952, 3 vol. in-8 (8° Lk² 8.951).

Jean JACQUART : « La Fronde des princes dans la région parisienne et ses conséquences matérielles (Revue d'histoire moderne et contemporaine, 1960, 8° G 11.641).

H. — MÉMOIRES DE PERSONNAGES TOUCHANT A L'ADMINISTRATION (PRINCIPALEMENT POUR LA PÉRIODE DE LA FRONDE).

Pierre (TAISAN) DE L'ESTOILE (1546-1611), grand audiencier de France : « Journal », éd. Michaud et Poujoulat, in-4, 1837 (4° L⁴⁵ 22 et O 138) et éd. 1875-1896. Paris, 12 vol. in-8 : Henri III, t. I à IV; Henri IV, t. V à XI; Tables, t. XII (8° La²⁰ 38) et Gallimard, 1943, in-8.

Maximilien de BÉTHUNE, duc de SULLY (1559-1641), surintendant des finances : « Sages et royales économies d'Etat », éd. Michaud et Poujoulat, 1937, in-4 (4° L⁴⁵ 22 et O 139 et 140) et Gallimard, 1952, in-8.

Armand du PLESSIS, cardinal-duc de RICHELIEU (1585-1642) : « Mémoires », éd. Michaud et Poujoulat, 1837, in-4 (4° L⁴⁵ 22 et O 144, 145 et 146); éd. Société d'histoire de France, in-8 (8° Lb³⁷ et O 444 et 445).

Mathieu MOLÉ (1585-1656), premier président du Parlement et garde des sceaux : « Mémoires », éd. Champollion-Figeac, 1855-1857, 4 vol. in-8 (8° Lb³⁷ 4.552 et O 397 à 400).

Robert ARNAULD D'ANDILLY (1589-1674) : « Mémoires et Journal », éd. Michaud et Poujoulat, 1837, in-4 (4° L⁴⁵ 22 et O 146).

Nicolas-François DUBUISSON-AUBENAY (vers 1591-1652), maître d'hôtel du roi : « Journal des guerres civiles », éd. Société d'histoire de France, 1883-1885, 2 vol. in-8 (8° Lb³⁷ 5.055).

Omer TALON (1595-1652), avocat général au Parlement de Paris : « Mémoires », éd. Michaud et Poujoulat, 1839, in-4 (4° L⁴⁵ 22 et O 153).

Henri-Auguste de LOMÉNIE, comte de BRIENNE (1595-1666), secrétaire d'Etat : « Mémoires », éd. Michaud et Poujoulat, 1838, in-4 (4° L⁴⁵ 22 et O 150).

Pierre LENET (1600-1671), conseiller d'Etat : « Mémoires », éd. Michaud et Poujoulat, 1838, 2 vol. in-4 (4° L⁴⁵ 22 et O 149).

Guy PATIN (1602-1676), médecin : « Lettres », 1846, 3 vol. in-8 (Z 57.278 à 57.280).

— Idem : « La France au milieu du xvii^e siècle » d'après la correspondance de Guy PATIN (1648-1660), 1901, in-8 (8° Lb³⁷ 5.213).

Nicolas GOULAS (1603-1683), gentilhomme de la Chambre du duc d'Orléans : « Mémoires », éd. Société d'histoire de France, 1879-1882, 3 vol. in-8 (8° La²⁸ 26 et O 332 à 334).

Valentin CONRART (1603-1674), secrétaire du roi : « Mémoires », éd. Michaud et Poujoulat, 1838, in-4 (4° L⁴⁵ 22 et O 151).

Père François BERTHOD : « Journal » (période 1652-1653), éd. Michaux et Poujoulat, 1838, in-4 (4° L⁴⁵ 22 et O 147).

Jean VALLIER, maître d'hôtel du roi : « Journal », éd. Société d'histoire de France, 1902-1918, 4 vol. in-8 (8° Lb³⁷ 5.215 et O 460).

(D'après le manuscrit conservé à la Bibliothèque nationale, sous la cote : « Manuscrits français » 10.273).

Guy JOLY, conseiller au Châtelet : « Mémoires historiques », éd. Michaud et Poujoulat, 1838, in-4 (4° L⁴⁵ 22 et O 149).

Claude JOLY, chanoine de Notre-Dame de Paris : Idem.

Jean-François de GONDY, cardinal de RETZ (1613-1679) : « Mémoires », éd. Michaud et Poujoulat, 1837, in-4 (4° L⁴⁵ 22 et O 148).

Olivier LE FÈVRE D'ORMESSON (1616-1686), maître des requêtes : « Journal », éd. Chéruei, 1860, 2 vol. in-4 (4° L⁴⁵ 30 et N 19).

Gédéon TALLEMANT DES RÉAUX (1619-1692) : « Historiettes », éd. 1862, 6 vol. in-12 (Lb³⁶ 53 F).

François de Paule de CLERMONT, marquis de MONTGLAT (1620-1672) : « Mémoires », éd. Michaud et Poujoulat, 1838, in-4 (4° L⁴⁵ 22 et O 152).

Madame de MOTTEVILLE (Françoise BERTAUT, dame LANGLOIS DE MOTTEVILLE, 1621-1689, femme de chambre d'Anne d'AUTRICHE) : « Mémoires », éd. Michaud et Poujoulat, 1838, in-4 (4° L⁴⁵ 22 et O 147); éd. 1886, 4 vol. in-8 (8° Lb³⁷ 195).

Jean (HÉRAULT) DE GOURVILLE (1625-1702), financier : « Mémoires », éd. Michaud et Poujoulat, 1838, in-4 (4° L⁴⁵ 22 et O 152); éd. Société d'histoire de France, in-8 (O 335 et 336).

Henry-Louis de LOMÉNIE, comte de BRIENNE (1636-1698), dit le jeune BRIENNE : « Mémoires », éd. Société de l'histoire de France, 1828, in-8 (8° Lb³⁷ 136 et O 264).

Nicolas-Joseph FOUCAULT (1648-1720), conseiller d'Etat : « Journal », éd. 1862 (4° L⁴⁵ 301 et N 21).

(L'auteur était fils de Joseph FOUCAULT (1612-1691), greffier de la Chambre de justice et rédacteur de ses procès-verbaux figurant aux Cinq cents COLBERT, n° 235 à 245).

Mazarinades.

Célestin MOREAU : « Bibliographie des Mazarinades », 1850-1851, 3 vol. in-8 (Q 5.614 à 5.616 et O 412 à 414).

— Idem : « Choix de Mazarinades », 1853, 2 vol. in-8 (Lb³⁷ 52 et O 415 et 416).

Emile SOCARD : « Supplément à la bibliographie des mazarinades », 1876, in-8 (8° Q, Pièce 84).

Ernest LABADIE : « Nouveau supplément à la bibliographie des mazarinades », 1904, in-8 (8° Q 5.616 bis).

Etudes sur Fouquet.

Adolphe CHÉRUEL : « Mémoire sur la vie publique et privée de Fouquet », 1862, 2 vol. in-8 (Ln²⁷ 7.918).

Jules-Auguste LAIR : « Nicolas Fouquet », 1890, 2 vol. in-8 (8° Ln²⁷ 39.154).

M. BOULENGER : « Nicolas Fouquet ». Paris, 1933, in-8 (8° Ln²⁷ 64.841).

E. HUYARD : « L'affaire Fouquet ». Paris, 1937, in-8 (8° Ln²⁷ 81.163).

2) *OUVRAGES SUR LES DIFFERENTS BUREAUX DES FINANCES* (Paris et autres bureaux par ordre alphabétique).

A. — BUREAU DE PARIS.

Pierre de MIRAULMONT, conseiller à la Chambre du Trésor : « Origine et institution des Cours souveraines et autres juridictions séant dans l'enceinte de l'ancien palais royal de Paris ». Paris, 1581, in-folio (Lf²³ 1).

Mémoires des intendants sur l'état des généralités dressé pour l'instruction du duc de Bourgogne : tome I : « Mémoire de la généralité de Paris », publié par Arthur de BOISLISLE, 1881, in-4, p. 191 à 194, 676 à 67 (4° L⁴⁵ 30).

« Ordonnances et jugements du bureau des finances de Paris » :

1620-1788 : 4° F 23.707 (1 à 260) (4 volumes).

1608-1694 : f° F 5.009 (4 à 71).

1694-1788 : 4° F 23.708 (37 à 66).

S. DUPAIN : « Notice historique sur le pavé de Paris depuis Philippe-Auguste jusqu'à nos jours, 1881 », 1882, in-8 (8° Lk⁷ 22.471).

Michel MAITREHENRY : « L'administration des ponts et chaussées et les travaux des ponts et chaussées dans la généralité de Paris sous le règne de Louis XIV ». Thèse de lettres non imprimée. Paris, 1953, 653 et xvii p., in-4 (Bibliothèque de la Sorbonne).

Archives Nationales. Guide des recherches dans les fonds des juridictions de l'ancien régime. Imp. nat., 1958. (Bibl. nat. Histoire, 192). Bureau des finances et Chambre du domaine par Suzanne CLEMENCET, p. 303 à 308.

B. — BUREAU D'AIX.

Raoul BUSQUET : « Le fonds des Archives départementales des Bouches-du-Rhône », 1^{re} vol. Marseille, 1937, in-8, p. 81 à 93; 2° vol. (1^{re} partie). Aix, 1939.

— « Les Bouches-du-Rhône. Encyclopédie départementale », t. III, p. 424 à 439 et t. XVI, 1937 (4° Lk⁴ 3.041).

— « Histoire des institutions de la Provence de 1482 à 1790 ». Marseille, 1920, in-4, p. 152 à 167. (Ne paraît pas exister à la Bibliothèque nationale).

— « Répertoire numérique des Archives départementales des Bouches-du-Rhône », 1931, série C, 2° fascicule, Introduction, notamment p. vii à xiv.

Balthazard de CLAPIERS-COLLONGUES et M^{rs} de BOISGELIN : « Chronologie des officiers des Cours souveraines de Provence » (Annales de la Société d'études provençales, t. IV, 1907) (8° Lc¹⁹ 210) (IV).

C. — BUREAU D'AMIENS.

Cte A. de LOUVENCOURT : « Les trésoriers de France de la généralité de Picardie ou d'Amiens », 1896, in-8 (Lf³¹ 32).

(Etabli d'après un mémoire provenant de la famille de BACQ, d'Amiens).

D. — BUREAU DE CAEN.

Lucien ROMIER : « Lettres et chevauchées du bureau des finances de Caen sous Henri IV » (Société de l'histoire de Normandie, 1910, in-8 (Lf³¹ 35)).

— « Lettres de SULLY aux trésoriers de France de Caen (1599-1610) ». (Bulletin historique et philosophique, 1909, 8° Lf⁷⁶ 209).

E. — BUREAU DE DIJON.

J. D'ARBAUMONT : « Armorial de la Chambre des comptes de Dijon d'après le manuscrit du P. GAUTIER, avec un chapitre supplémentaire pour les officiers du bureau des finances de cette ville ». Dijon, 1881, gr. in-8 (4° Li³¹ 670).

Joseph GARNIER : « Inventaire des archives départementales de la Côte-d'Or ». 1883, Série C, t. II. Introduction, p. vi à xvii.

Jean-Thomas COLLIGNON : « Le monde du trésor à Dijon » (Mémoires de la Société pour l'histoire du droit et des institutions des anciens pays bourguignons, comtois et romands à Dijon, 1942, 4° F 3.248).

F. — BUREAU DE GRENOBLE.

Charles DOUCET, premier greffier du bureau des finances : « Ancienne et nouvelle illustration de nos seigneurs les présidents trésoriers de France, grands voyers en la généralité de Dauphiné ». Grenoble, 1670, in-4 (4 Lf³¹ 4).

G. — BUREAU DE LA ROCHELLE.

Louis de RICHEMOND : « Inventaire sommaire des archives départementales de la Charente-Inférieure », 1877, t. II. Introduction, p. 6 et suivantes.

H. — BUREAU DE LILLE.

Eléonore Paul Constant du CHAMBE DE LIESSART : « Notes historiques relatives aux offices et officiers du bureau des finances de la généralité de Lille ». Lille, 1855, in-8 (Lf³¹ 25).

I. — BUREAU DE LIMOGES.

Alfred LEROUX : « Inventaire sommaire des archives départementales de la Haute-Vienne », 1891. Introduction, p. xxxviii à liii.

Abbé P. GRANET : « Documents sur le bureau des finances de Limoges, 1648-1656 ». (Archives historiques de la Marche et du Limousin, t. IV, p. 84 à 137, 8° Lk² 3657).

J. — BUREAU DE LYON.

Léonard MICHON, Balthazard MICHON et Balthazard HUBERT de SAINT-DIDIER : « Armorial général de nos seigneurs les présidents, chevaliers d'honneur, trésoriers généraux de France, avocats et procureurs du roi au bureau des finances de la généralité de Lyon depuis sa création en 1577 jusqu'à l'année 1790 que la compagnie fut supprimée ». Lyon, in-4 (4° Lm² 374).

K. — BUREAU DE MONTAUBAN.

De MILA DE CABARIEU : « Le bureau des finances de Montauban, 1635-1790 » (Bulletin de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne, 1891, t. XIX, p. 67; 1892, t. XX, p. 101; 1893, t. XXI, p. 52; 1894, t. XXII, p. 201; 1895, t. XXIII, p. 285 (Lf³¹ 30 et 8° Lc²⁰ 25 (7)).

L. — BUREAU DE MOULINS.

François DUMONT : « Le bureau des finances de la généralité de Moulins », 1587-1790, 1923, in-8 (8° Lf³¹ 36).

N. : « Liste chronologique des officiers du bureau des finances de Moulins ». Imprimerie VIDALIN à Moulins, vers 1786, in-8 (N'existe pas à la Bibliothèque nationale; un exemplaire est conservé aux Archives départementales de l'Allier).

Camille GRÉGOIRE : « Le bureau des finances de Moulins » (Bureau de la Société d'émulation du Bourbonnais à Moulins, t. XVIII, 1910, p. 8, 39, 74, 103, 139, 188, 8° Z 95).

M. — BUREAU DE POITIERS.

Adrien BONVALET : « Le bureau des finances de la généralité de Poitiers » (Mémoires de la Société des antiquaires de l'ouest, t. LXII, 1884, 8° Lf³⁴ bis 5).

N. — BUREAU DE RIOM.

Edouard EVERAT : « Le bureau des finances de Riom de 1551 à 1790 ». Riom, 1900, gr. in-8 (4° Lc¹⁹ 183 (13)).

D'après les papiers de l'avocat du roi Guillaume-Michel CHABROL (1704-1792) et un mémoire du greffier Georges COURTIN (1631-1711).

O. — BUREAU DE ROUEN.

Jean VANNIER : « Essai sur le bureau des finances de la généralité de Rouen, 1551-1790 ». Thèse 1927, in-8 (Lf³⁴ bis 24).

P. — BUREAU DE SOISSONS.

« Documents sur les receveurs généraux de la généralité de Soissons » (Bulletin de la Société historique et archéologique de Soissons, 1909, 4^e série, t. XVI, p. 166 à 194, 8^o Lc²¹ 31 (1909)).

Q. — BUREAU DE TOURS.

J.-X. CARRÉ DE BUSSEROLLES : « Dictionnaire géographique, historique et biographique d'Indre-et-Loire et de l'ancienne province de Touraine ». Tours, Bureau des finances (Mémoires de la Société archéologique de Touraine, tome XXXII (8^o Lc¹⁹ 51 (32)).

(Comporte une liste des trésoriers de France à Tours relativement exacte, liste vraisemblablement établie d'après les archives de l'Hôtel de Ville de Tours).

INDEX DES NOMS DE PERSONNES ⁽¹⁾

AGUESSEAU (Jean d'), sgr d'HAPPEGLENNE, T. à Amiens.	457.
AGUESSEAU (Henri d'), intendant du Languedoc.....	307.
AGUESSEAU (Famille d').....	145.
AIGNAN (D').	Cf. DAIGNAN.
AIGREFEUILLE (D'), Olim de GREFEUILLE (Famille)....	146.
AIGUILLON (Duchesse d').....	Cf. COMBALET (Dame de).
ALAIS (Comte d').....	359, 369.
ALARY (Pierre d'), T. à Toulouse.....	476.
ALBRET (Charles d'), général des finances en Languedoil. . .	145.
ALBRET (César Phœbus d'), comte de MIOSSENS, maréchal de France. . .	220.
ALBY (Antoine d'), T. à Grenoble.....	464.
ALDEGUIER (Jean d'), sgr de LA ROQUETTE, T. à Toulouse. . .	476.
ALENÇON (François de VALOIS, duc d').....	320.
ALESME (Pierre d'), T. à Limoges.....	465.
ALEXANDRE (Gilbert-Nicolas), sgr de BEAUSSON, T. à Moulins. . .	469.
ALEXANDRE VII, pape. . .	223.
ALIGRE (Etienne d'), chancelier de France.....	256.
ALIGRE (Etienne d'), intendant à Caen, directeur des finances, puis chancelier de France.....	32, 238, 256, 271, 337.
ALIGRE (Louis d'), T. à Bourges.....	256.
ALLONNEAU (Martin d'), T. à Bourges.....	65, 459.
AMAURY (Claude), receveur du domaine à Paris.....	115.

(1) A l'exclusion, en principe, des auteurs

Dans cette table, T. doit être lu : « trésorier de France ».

Les références en italique concernent les pages où sont données des indications biographiques sur les personnages en cause.

AMAURY (Jean), T. à Paris.....	398, 405, 406.
AMAURY (Louis), receveur du taillon à Paris.....	328.
AMELOT (Famille).	146.
ANCELLE (Elisabeth), dame LONGUET DE LA GIRAUDIÈRE.	128.
ANGOULÈME (Charles de VALOIS, duc d').....	34, 185, 359.
ANGOULÈME (Louis-Emmanuel de VALOIS), comte d'ALAIS, puis duc d'.....	359.
ANJOU (Philippe d'ORLÉANS, duc d'), puis duc d'ORLÉANS.	58.
ANNE D'AUTRICHE, reine de France.....	ix, 30, 124, 136, 147, 218, 247, 252, 258, 270, 271, 272, 274, 377, 379, 397.
ANNE DE BRETAGNE, duchesse de Bretagne, reine de France.	318.
ANSELME (Père), généalogiste.....	75, 320.
ARAGONEZ, lieutenant en l'élection de Riom.....	434.
ARBON (François d'), sgr de BELLOU, T. à Bordeaux.	131.
ARC (Jeanne d').....	57.
ARDIER (Paul), sgr de BEAUREGARD, T. à Paris.....	106.
ARNAULD (Jean), T. à Orléans, puis à Riom.....	139.
ARNAULD (Claude), T. à Paris.....	22, 91, 139.
ARNAULD (Isaac), intendant des finances.....	71.
ARNAULD (Pierre), dit ARNAULD DU FORT, T. à Paris et mestre de camp général.....	91, 139.
ARNAULD (Famille).	146, 147.
ARNOUX (Antoine), sgr de MAISONROUGE, T. à Riom..	473.
ARNOUX (Jean), jésuite.....	473.
ARPAJON (Louis vicomte, puis duc d'), lieutenant général en Guyenne.....	356, 357.
ARTAGNAN (Pierre de MONTESQUIOU, comte d'), maréchal de France.....	299.
ARTOIS (Charles de FRANCE, comte d'), futur CHARLES X).	38.
AUBRAY (Claude d'), T. à Soissons.....	146, 148.
AUBRAY (Marie-Madeleine d'), cf. BRINVILLIERS.....	148.
AUBRAY (Famille d').....	146.
AUGET DE MONTHYON (Famille).....	146.
AUMELAS (Charles de BONNET, vicomte d'), T. à Montpellier.	264, 468.
AUMONT (Antoine, duc d'), maréchal de France.....	11.
AUVERGNE (François d'), sgr d'ACHÈRES, T. à Orléans.	34.

AVAUX (Claude de MESMES, comte d'), ambassadeur et surintendant des finances.	137, 255.
AVELINE (René), sgr de MONTBONNAULT, T. à Tours..	477.
AYMAR (Gaspard d'), T. à Aix.....	456.
AYMOND (Pierre), T. à Grenoble.....	130.
BABOU (Philibert), sgr de LA BOURDAISIÈRE, T. en Languedoil.	4, 129.
BABOU DE LA BOURDAISIÈRE (Famille).....	145, 146.
BACHAUMONT (François LE COIGNEUX, sgr de), con- seiller au Parlement de Paris.....	136.
BACHELIER (Henry), sgr de MONCEL, T. à Châlons....	461.
BACQUET (Jean), avocat du roi à la Chambre du Trésor.	140, 214, 348, 497.
BADOUX (Claude), sgr de LA RUE, T. à Dijon	462.
BAILLEUL (Nicolas de), président au Parlement de Paris et surintendant des finances.....	35.
BALTHAZAR (Jean), maître des requêtes, intendant du Languedoc.	220, 383, 453.
BALZAC D'ENTRAIGUES (Henriette de), marquise de VERNEUIL.	34, 57.
BARBE (Charles), sgr de LA POMMERAYE, T. à Moulins.	470.
BARBE (Claude), sgr de LA FORTERIE, T. à Tours..	477.
BARBEYRAC (Henri de), T. à Montpellier.	144.
BARBEZIÈRE (Charles de), comte de CHEMERAULT.	413.
BARBEZIÈRE (François de).....	413, 417.
BARBEZIÈRE DE CHEMERAULT (Françoise de), dame BERTRAND DE LA BAZINIÈRE.....	413.
BARBOU (Léonard), sgr de BEAUPEYR, T. à Limoges..	129.
BARDEAU, greffier du Bureau des finances de Poitiers.	452.
BARILLON DE MORANGIS (Antoine), directeur des finances.	238, 256, 271.
BARILLOT (Pierre), concessionnaire de rivières en Champagne.	220.
BARRIN DE LA GALISSONNIÈRE (Elie), conseiller d'Etat.	432.
BARRIN DE LA GALISSONNIÈRE (Jacques), maître des requêtes.	432.
BART (Jean), chef d'escadre.....	57.
BARTILLAT (Etienne JEHANNOT, sgr de), T. à Moulins, puis trésorier de la reine-mère et garde du Trésor royal.	109.
BASVILLE (Nicolas de LAMOIGNON, sgr de), intendant du Languedoc.	43, 308, 309, 362.

BAUDAN (Jacques de), T. à Montpellier.	468.
BAUDOUIN (Pierre), sgr du BASSET, T. à Rouen.	474.
BAZIN DE BEZONS (Claude), T. à Châlons.	389.
BAZIN DE BEZONS (Claude), maître des requêtes et intendant.	389.
BAZIN DE BEZONS (Famille).	145, 389.
BEAUCLERC (Charles de), intendant des finances et secrétaire d'Etat.	94.
BEAUHARNAIS (Famille de).	146.
BEAULAC (François de), T. à Montpellier.	339, 468.
BEAULAC (François de), sgr de PEZENES, maître des comptes, puis T. à Montpellier.	55.
BEAUXAMIS (Pierre), T. à Bourges.	459.
BEAUXAMYS (Pierre de), T. à Bourges.	459.
BECDELIÈVRE (Charles de), T. à Rouen et colonel. ...	139.
BÉCHAMEL (Louis de), marquis de NOINTEL, secré- taire du roi.	483.
BEGON (Jean), T. à Châlons, puis à Orléans.	65.
BEHUCHET (Nicolas), T. et maître des comptes à Paris, vice-amiral de France.	2.
BELLEJAMBE (Louis LE MAISTRE de), conseiller d'Etat. ...	58.
BELLIÈVRE (Pomponne de), chancelier de France. ...	245, 377.
BELLIÈVRE (Pomponne de), m ^{is} de GRIGNON, conseiller d'Etat et 1 ^{er} président du Parlement de Paris.	377, 432.
BÉRAULD (Jean), T. à Lyon.	29, 466.
BÉRAULD (François), sgr de RESSEINS, T. à Lyon. ...	466.
BERNARD (Antoine), sgr de LA GRAVIÈRE, T. à Riom. ...	473.
BERNICO (Denis), T. à Lyon.	466.
BERNIÈRES (Pierre de), sgr de GAVRUS, T. à Caen. ...	112, 460.
BERNIÈRES (Jean de), sgr de LOUVIGNY, T. à Caen. ...	460.
BERRY (Marie-Louise d'ORLÉANS, duchesse de).	20.
BERTHEMET (Laurent), T. à Paris.	328.
BERTIN (Jean), T. à Bordeaux.	133.
BERTRAND (Jean), sgr du MAY, T. à Grenoble.	463.
BERTRAND DE LA BAZINIÈRE (Macé), trésorier de l'épar- gne.	413.
BERTRAND DE LA BAZINIÈRE (Macé) fils, trésorier de l'épargne.	413.
BERTRAND DE LA BAZINIÈRE (Famille).	146.
BESANÇON (Bernard de), sgr du PLESSIS, commissaire général.	390.
BESNARD (Thomas), sgr de ROTOT, T. à Caen.	461.
BÉTHENCOURT (Jacques de), T. à Rouen.	474.
BIGOT (Claude), T. à Bourges.	459.

BIGOT (Louis), T. à Tours.	477.
BIGOT (Pierre), sgr des PARQUETS, T. à Rouen.	474.
BINET (Louis), T. à Riom.	106.
BINET (Pierre), pourvu d'un office de T. à Riom. ...	51.
BIONNEAU (Jean), T. à Moulins, Orléans, Rouen et Aix.	112, 129.
BIRON (Charles de GONTAUT, duc de), amiral et maréchal de France.	299.
BIRON (François de GONTAUT, sgr alias m ^{is} de), lieutenant-général.	299.
BLANCHARD (Jacques), T. à Orléans.	34.
BLANCMESNIL (René POTIER, sgr de), président des enquêtes au Parlement de Paris.	273.
BLICH (Paul), sgr de PALABOT, T. à Riom.	473.
BLOIS (Philippe-François de), T. à Soissons.	54.
BLONDEAU (Jean), sgr de CHAMBON, T. à Limoges.	464.
BLONDET ou BLONDEL (André), contrôleur général des finances.	6.
BOCHART DE CHAMPIGNY (Jean), surintendant des finances, puis 1 ^{er} président du Parlement de Paris.	258.
BOCHART DE CHAMPIGNY (François), maître des requêtes et intendant.	117.
BODIN (Michel), libraire à Paris.	481.
BOIRARGUES.	Cf. PÉLISSIER.
BOISSON (Jacques de), sgr d'AUXONNE, 1 ^{er} président de la Cour des Aides de Cahors.	390.
BOISSON D'AUXONNE (De), 1 ^{er} président de la Cour des aides de Montauban.	342.
BOIVIN (Noël), T. à Rouen.	130.
BOLACRE (Charles), sgr de SIGOGNE, procureur du roi au Bureau de Bourges.	459.
BOLACRE (Jacques), sgr du MARAIS, T. à Bourges.	232, 459.
BONIFACE VIII, pape.	200.
BORDEAUX (Guillaume de), intendant des finances et secrétaire du Conseil d'Etat.	260, 411.
BORDEAUX (Antoine de), maître des requêtes et ambassadeur.	260.
BORDEAUX (Christophe de), receveur général des finances à Tours.	260.
BORDEREL DE CAUMONT (Pierre-Etienne), 1 ^{er} président du bureau de Tours.	132.
BORDIER (Jacques), intendant des finances et secrétaire du Conseil d'Etat.	259, 261, 382, 411.
BOSQUET (François), intendant du Languedoc.	220, 383.

BOSSUET (Jacques-Bénigne), évêque de Condom, puis de Meaux.	147.
BOUCHERAT (Louis), maître des requêtes, puis chancelier de France.	251.
BOUER DES FONTAINES (Jean), secrétaire du Conseil d'Etat.	407.
BOUGIS (Hiérosme), sgr de LA VALLÉE, T. à Alençon.	457.
BOUHIER (Vincent), sgr de BEAUMARCHAIS, trésorier de l'épargne.	4, 123.
BOUILLON (Frédéric-Maurice de LA TOUR D'AUVERGNE, duc de).	217, 320.
BOULENGER (Claude), T. à Bordeaux.	269, 356.
BOULET (Pierre), sgr d'ONCHAMP, T. à Châlons.	461.
BOURBON (Jean, duc de).	204.
BOURBON (Charles, 9 ^e duc de), connétable de France.	475.
BOURDIN (Jean-Charles), sgr de BOMBERT, T. à Soissons.	204.
BOURGET (Jacques du), sgr de CHAULIEU, T. de France à Caen.	460.
BOUTEVILLE (François de MONTMORENCY, comte de).	46.
BOUTHEROUÉ (Guillaume), concessionnaire du canal de Briare.	219.
BOUTHEROUÉ (Hector), sgr du BOURGNEUF, ingénieur du roi.	220.
BOUTHILLIER (Claude), secrétaire d'Etat, puis surintendant des finances.	106.
BOUTHILLIER (Denis), T. à Dijon.	147.
BOUVART DE FOURQUEUX (Michel), procureur général à la Chambre des comptes de Paris, puis intendant des finances.	312.
BOVIER DE MONCEL (Claude-François), T. à Grenoble.	495.
BOYLESVE (Claude), intendant des finances.	273.
BRACHET DE LA MILLETIÈRE (Théophile), secrétaire du Conseil d'Etat.	413.
BRACHET DE LA MILLETIÈRE (Suzanne), dame CATELAN.	413.
BRAGELONGNE (Jacques de), maître des comptes à Paris.	199.
BRAGELONGNE (Jérôme de), doyen de la Cour des aides de Paris.	329, 330.
BRAGELONGNE (Famille de).	146.
BRAUX DE FLORENT (Cosme de), T. à Châlons.	234, 396, 461.
BRAUX DE FLORENT (Pierre de), T. à Châlons.	234.
BRAUX DU SORTON (Nicolas de), T. à Châlons.	461.

BRAUX DU SORTON (Pierre de), T. à Châlons.....	461.
BRENIER (Antoine), T. à Grenoble.	463.
BRETAGNE (André de), T. à Dijon.	147, 462.
BRETAGNE (Jacques de), sgr de SAINT-DIDIER, T. à Dijon.	462.
BRETEL (Claude), sgr de LANQUETOT, T. à Rouen.	123.
BREUILLET DE LA MATHERÉE (Jean), T. à Bourges. ...	232.
BREUILLET DE LA MATHERÉE (Gabriel), T. à Bourges.	459.
BRIENNE.	Cf. LOMENIE.
BRINON (Jean-Baptiste de), T. à Moulins.	428, 470.
BRINON (Jean-Baptiste de), sgr de BAUNAY, T. à Mou- lins.	470.
BREVILLIERS (Marie-Madeleine d'AUBRAY, dame GOBE- LIN, m ^{lre} de).	148.
BRISACIER (Charles de), T. à Bourges.	459.
BRISACIER (Guillaume de), intendant des finances. ...	459.
BRISACIER (R. P. de), confesseur du roi.	459.
BRISACIER (Famille de).	145.
BRISSAC (Charles de Cossé de), maréchal de France.	138.
BRISSON (Nicolas), sgr de MACHAULT, T. à Orléans.	471.
BRIVES (Pierre de), baron de PEYRUSSE, T. à Riom.	473.
BROUSSEL (Pierre), conseiller au Parlement de Paris.	70, 251, 274, 387.
BRULART (Pierre), sgr de CROSNE et de GENLIS, T. à Bourges et secrétaire d'Etat.	135, 376.
BRULART (Pierre), sgr de PUISIEUX, secrétaire d'Etat.	123.
BRULART (Nicolas), sgr de SILLERY, chancelier de France.	123.
BRULART.	Cf. LÉON.
BRULART (Famille).	123.
BRUMAULT DE SAINT-GEORGES (Charles), T. à Poitiers.	130.
BRUN (Jacques), concessionnaire d'un canal en Lan- guedoc.	219.
BULLION (Claude de), surintendant des finances.	35, 413.
BURELLE (Pierre), T. à Moulins.	470.
BUSSON (Jean), T. à Bourges.	54.
CAILLIER (Françoise), dame GAULMIN.	35.
CALVET (Jacques de), T. à Toulouse.	45, 476.
CAMPAS (Jean de), T. à Montauban.	467.
CAMPAS (Nicolas), vicomte d'ELVES, T. à Montauban.	467.
CAMUS (Famille).	146.
CANDALE (Louis-Charles-Gaston de NOGARET DE LA VALETTE DE FOIX, duc de).	57, 312, 357.

CAPEL (Lazare), T. à Aix.	232.
CARDINET (Claude), sgr de POINVILLE, T. à Orléans.	471.
CARIGNAN (Madeleine-Charlotte d'ESTE, princesse de SAVOIE et de).	205.
CARLOTA (Antoinette), dame CATELAN.	413.
CARQUY, adjudicataire des étapes à Tours.	416.
CARRÉ (Pierre), sgr de BOUCHETEAU, T. à Orléans. ...	471.
CASAU (Denis de), sgr de L'ISLE, T. à Bordeaux.	458.
CASTEL (Jean), T. à Montpellier.	468.
CASTILLE (Marie-Madeleine de), dame FOUQUET.	146.
CASTILLE (Pierre de), intendant des finances.	146.
CASTILLE (Famille de).	146.
CATELAN (François), T. à Grenoble et traitant.	136, 138, 273, 412, 413.
CATELAN (Pierre), sgr de LA POMME.	413.
CATELAN (Théophile), sgr de SABLONNIÈRE, gouverneur des Tuileries.	136.
CATHELAN (Jean), T. à Toulouse.	60.
CATHERINE (Jean), sgr de SAINT-USAGE, T. à Dijon.	463.
CATHERINE (François), T. à Dijon.	463.
CATHERINE DE MÉDICIS, reine de France.	123.
CAUCHON (Pierre), évêque de Beauvais, puis de Lisieux.	234.
CAUCHON (Thomas), sgr de VERZENAY, T. à Châlons.	234.
CAULET (François-Etienne), évêque de Pamiers.	200.
CAULET (Guillaume de), T. à Toulouse.	200, 476.
CAVELIER (Jacques), sgr de MAUCOMBLE, T. à Rouen.	474.
CAZET (René), sgr d'ALIGNY, T. à Tours.	269, 477.
CHABENAS ou CHABENAT (Etienne de), partisan.	37, 135, 412.
CHABENAS (François de), T. à Bourges.	37.
CHABERT (Louis-François), T. à Tours.	20.
CHABROL (Guillaume-Henri), avocat du roi au bureau de Riom.	504.
CHAMILLART (Michel de), contrôleur général des finances.	76, 417.
CHAMPFEU (Jean-François de), T. à Moulins.	470.
CHAMPFEU (Gilbert de), sgr du RIAGE, T. à Moulins.	470.
CHANTEREAU-LE FEBVRE (Louis), T. à Soissons et intendant de Lorraine et des Trois-Evêchés.	138, 293, 411.
CHANUT (Pierre), T. à Riom et ambassadeur.	34, 137, 146.
CHAPELAS (Léonard), T. à Bordeaux.	58, 458.
CHAPELLE (Claude-Emmanuel), poète.	147.
CHAPOLLAY (Léonard GUIGOU de), T. à Grenoble.	463.

CHARDON DES ROYS (Benoît-François), T. à Riom....	332, 333.
CHARENCEY (Louis de), T. à Grenoble.	314.
CHARLEMAGNE, empereur.	171.
CHARLES VI, roi de France.	145.
CHARLES VII, roi de France.	vii, 3, 200.
CHARLES VIII, roi de France.	291, 318.
CHARLES IX, roi de France.	21, 34, 359.
CHARLES-QUINT, empereur.	145, 294, 364.
CHARLET (Jacques), sgr de MONDON, T. à Poitiers. ...	472.
CHARPENTIER (Louis), sgr de LIVES et de BOISCHAM- BEAU, T. à Soissons.....	475.
CHARPENTIER (Nicolas), T. à Soissons.	475.
CHARRETON (François), T. à Bourges.	64, 459.
CHARRIER (Aimé), baron de LA ROCHE, procureur du roi au Bureau de Lyon.	466.
CHARRIER (Antoine), sgr de LA BARGE, T. à Lyon.	466.
CHARRIER (Jean), sgr de LA ROCHETTE, T. à Lyon. ...	466.
CHARRIER (Michel), trésorier à Riom.	473.
CHARRON (Marie), dame FOULLÉ, puis GAULMIN....	35.
CHARTON (Louis), président des enquêtes au Parle- ment de Paris.	273.
CHASTAGNAT (Pierre), T. à Limoges.	465.
CHATEAU-THIERRY (Jacques de), sgr de MONTHEAN, T. à Alençon.	457.
CHASTELLIER (Jean de), T. à Grenoble.	138.
CHASTELLIER (Scipion de), baron de CERISOLES, T. à Grenoble.	464.
CHASTILLON (Nicolas de), T. à Châlons.	142, 461.
CHASTRIER (Guillaume), receveur général des finances à Moulins.	120.
CHATEAUNEUF (Charles de L'AUBÉPINE, m ^{is} de), garde des sceaux.	255.
CHAULNES (Claude de), sgr de LA BASTIE, T. à Gre- noble.	474.
CHAULNES (Famille de).	146.
CHAUVEAU (Pierre), sgr de LA FORÊT, T. à Poitiers.	472.
CHAUVET (René), sgr de LA PERRIÈRE, T. à Tours. ...	477.
CHAVAILLE (Jean-Antoine de), T. à Limoges.	465.
CHEMINEAU.	120.
CHESNEAU (Jacques de), sgr de LA DOUCINIÈRE, T. à Tours.	478.

CHEVALIER (Charles), sgr des Prunes, T. à Poitiers.	21.
CHOUET (Guillaume), sgr de LA CICORIE, T. à Tours.	478.
CHOUET (Philippe), sgr de LA RIVIÈRE, T. à Alençon.	457.
CHOUQUEUX (André), libraire à Paris.....	481.
CINQ-MARS (Henri COIFFIER-RUZÉ D'EFFIAT, m ^{la} de), grand écuyer.	64, 113, 217.
CIRONIS (Louis-Georges de), T. à Montauban.	467.
CLARY (Charles de), T. à Limoges.	386, 465.
CLAUDE DE FRANCE, duchesse de Bretagne, reine de France.	319.
CLÉMENT VII, pape.	145.
CLÉMENT (Philippe), sgr de FONTENAY, T. à Caen. ...	460.
CLÉMENT DE BOISSY (Athanase-Alexandre), maître des comptes à Paris.	483, 484, 496.
CLUGNY (Georges de), sgr d'ESTAULE, T. à Dijon.	463.
COCQUET (Jacques), T. à Paris.	135, 258.
CŒURDEROY (Jean), sgr de SANTIGNY, T. à Dijon et président au Parlement.	463.
CŒUR (Jacques), argentier de CHARLES VII.	231.
COIFFIER (Gilbert), T. à Grenoble.	138.
COIFFIER (Jean), maître des comptes à Paris, commis de PARTICELLI. . .	35, 37.
COIFFIER (Paul), commissaire au Châtelet de Paris.	35.
COLBERT (Jean-Baptiste), contrôleur général des fi- nances.	7, 16, 17, 27, 32, 35, 110, 117, 125, 136, 138, 166, 186, 257, 387, 392, 413, 414, 435, 446, 497.
COLBERT (Madeleine), dame Etienne-Gérard LE CAMUS.	193.
COLBERT (Marguerite), dame MERAULT, puis MARIN....	258.
COLBERT (Marie), dame Nicolas LE CAMUS.	193.
COLBERT (Marie), dame DESMARETS.	138, 475.
COLLARDIN (Jean), sgr de LA PINSONNIÈRE, T. à Caen.	460.
COMBALET (Marie-Madeleine de VIGNEROT, dame de BEAUVOIR du ROURE de), puis duchesse d'AIGUIL- LON.	206, 273.
COMYNIHAN (Guillaume de), T. à Toulouse.	476.
CONCINI (Concino), marquis D'ANCRE, maréchal de France.	354, 449.
CONDÉ (Henri II de BOURBON, prince de).	320, 356.
CONDÉ (Louis II de BOURBON, prince de), dit le Grand CONDÉ.	30, 56, 57, 58, 107, 110, 273, 320, 392, 413.

CONILH (Joseph de), T. à Bordeaux.....	58, 458.
CONTENCIN (Claude), T. à Metz.	113.
CONTI (Armand de BOURBON, prince de).	56, 57, 58, 258.
CONTI (François de BOURBON, prince de).	75, 138.
COQUILLE (François), T. à Paris.	123.
CORNEILLE (Pierre).	147, 411.
CORNUEL (Claude), intendant des finances et secrétaire du Conseil d'Etat.	257, 259, 411, 413.
COSNIER (Hugues), adjudicataire des travaux du canal de Briare.	219.
COTTEREAU (Claude), T. à Tours.	104.
COULANGES (Philippe de), T. à Paris, puis maître des comptes à Paris.	147, 263, 377.
COULEUR DE ROMEILLET (Philippe de), sgr d'ARNAS.	466.
COURTILZ DE SANDRAS (Gatien de).	35.
COURTIN (Georges), greffier au Bureau de Riom.	62, 134, 504.
COUTEAUX (Procopé), avocat à Paris.	20.
CREIL (Jean de), T. à Limoges.	132.
CREQUI (Charles, duc de), maréchal de France.	358.
CROISILLES (Jean-Baptiste de), T. à Montpellier....	87.
CROUZET (Pierre de), T. à Montpellier.....	220, 468.
CROUZET, juge-mage de Montpellier.....	340.
CROZE DE LINTEL (Jean-Baptiste), maître des comptes à Aix.	290.
CUJAS (Jacques), jurisconsulte.....	140.
DAIGNAN (Jean), sgr d'ARCAIGNAC, T. à Toulouse. ...	476.
DAIGNAN (Léonard), baron de CASTELVIEL, T. à Toulouse.	476.
DALESME.	Cf. d'ALESME.
DALIEZ (Jean).	121, 484.
DAMBRAY (Charles-Henri), chancelier de France....	70.
DAMONT (Jean), T. à Châlons.....	106.
DARNAL (Pierre), T. à Bordeaux.....	58, 458.
DATHIS (Pierre), receveur général des tailles à Montauban.	341.
DAUBRY (Bernard), T. à Bordeaux.....	129.
DAVALLEAU (Charles), vicomte de MISON, T. à Orléans.	471.
DAVID (Guy), T. à Dijon.....	463.
DELACOUR (Louis), T. à Bordeaux.....	458.
DELON ou DELOM (Jean), T. à Montpellier.....	144.

DELORME.	Cf. LORME (De).
DEMOUHY (Hilaire-Bernard), T. à Dijon.....	463.
DELPÉRÉ (Cyprien-Henri), T. à Montauban.....	468.
DENIS (Nicolas-Jean-Baptiste), 1 ^{er} président du bureau de Paris.....	486.
DEPARDIEU (Etienne), T. à Bourges.....	64.
DEPAULE SAUGAND (Roch), T. à Montauban.....	468.
DES BARRES (Bernard), sgr du VERREY, T. à Dijon...	463.
DESCARTES (René).	146.
DESCHAMPS (Nicolas), sgr de LA LONDE, greffier au Parlement de Normandie.....	28.
DESCOUTUREL (Yves), T. à Soissons.....	47, 475.
DESMARETS (Jean), T. à Soissons.....	27, 138, 180, 475.
DESMARETS (Nicolas), contrôleur général des finances.	138.
DESMARETS Jean-Baptiste-François), marquis de MAILLEBOIS, maréchal de France.....	138.
DESMARETS (Famille).	146.
DESMARQUET (Jean), T. à Dijon.....	104.
DES PORTES (Philippe), poète.....	146.
DES PORTES (Thibaut), T. à Rouen.....	146.
DESPRÉS (Pierre), T. à Moulins.....	441.
DOAT (Jean de), président à la Chambre des comptes de Pau.....	321.
DONALD (Jean de), sgr de MEZERVILLE, T. à Toulouse.	477.
DONON (François de), T. à Paris.....	115, 148.
DOUBLET DE CANDŒUVRE (Jacques), T. à Paris....	302, 398, 405, 406.
DOUCET (Charles), secrétaire-greffier du bureau de Grenoble.	16, 37, 503
DREUX (François de), sgr des MEURS, T. à Poitiers..	472.
DREVET (Denis), T. à Grenoble.....	313.
DROUILLARD (Pierre), T. à Bordeaux.....	130.
DROUIN (Charles), sgr de BEAUVAIS, T. à Tours.....	269, 478.
DROUYN (Louis), sgr de VANDEUIL, T. à Soissons..	475.
DUBARRY, huissier à Toulouse.....	283.
DUBOIS DE MACHOLLES (Pierre), T. à Riom.....	434.
Du Bos (Philippe), T. à Amiens.....	96.
Du Bos (Philippe), neveu, T. à Amiens.....	96.
Du BOURGET (Jacques), sgr de CHAULIEU, T. à Caen..	460.
DUBROCA (André), fermier de la comptable de Bordeaux.	95.
DUBROWSKI, secrétaire de la légation de Russie à Paris.	483, 493.
Du BUISSON-AUBENAY (François-Nicolas BAUDOT, sgr), mémorialiste.	270, 500.
Du BURCG (Gérard).....	148.

Du BUYSSON (André), sgr de BEAUREGARD, T. à Moulins.	470.
Du BUYSSON (Gilbert), sgr de BEIRAT et de FOGNAT, T. à Moulins.	470.
Du CANGE.	Cf. Du FRESNE.
Du CHESNE (Pierre), conseiller à la Chambre du Trésor.	200.
Du COING (Jacques), sgr de LA PORTE, T. à Orléans.	471.
Du FAYOT (Jean), sgr de CUISY, T. à Soissons, secrétaire de l'assemblée générale des Bureaux.	47, 249, 269, 270.
DUFOUR (Isaac), baron de VILLENEUVE, T. à Riom.	332, 473.
DUFOUR (Joseph-Amable), T. à Riom.	144.
Du FRESNE (Charles), sgr du CANGE, T. à Amiens.	96, 129, 457, 472, 485.
Du FRESNE DU CANGE (Philippe), T. à Poitiers.	472.
Du FRESNE (Jean), sgr d'AUBIGNY, T. à Amiens et à Paris.	129.
DUGUÉ (Gaspard), sgr de BAGNOLS, T. à Lyon.	466.
Du HALLIER (François de l'HOPITAL, sgr), capitaine du château de Fontainebleau, plus tard maréchal de France.	449.
DULAC (Christophe), T. à Poitiers.	269.
DULAC (Louis), T. à Bourges, puis à Riom.	65.
Du Lys (Charles), avocat général à la Cour des aides de Paris.	483, 494.
DUMAS (François), T. à Aix.	456.
DUMAS, greffier de la commission du domaine à Toulouse.	283.
Du MUSEAU (Morlet), général des finances.	5.
Du PERRON, procureur du roi au présidial de Caen.	379.
Du PEYRAT (Jacques), T. à Limoges.	465.
DUPUY (Marc-Antoine), T. à Montpellier.	55, 469.
DUPUY DE ST-VINCENT (Michel), greffier de la Chambre des comptes de Grenoble.	314.
DUPUY DE ST-VINCENT (Sébastien), T. à Grenoble.	314.
DUPUYS (Charles), notaire au Châtelet de Paris.	450.
DURAND (Pierre), T. à Bourges.	460.
DURET (Philippe), sgr de VILLEJUIVE et de CHEVAGNE, T. à Moulins.	269, 270.
DURET DE CHEVRY (Charles), T. à Caen, intendant des finances et président à la Chambre des comptes de Paris.	32, 106, 145.
DURET DE CHEVRY (Charles fils), président à la Chambre des comptes de Paris.	32. 130.
DUROY (Pierre), T. à Bordeaux.	356, 459.

DU TILLET (François), T. à Caen.....	352.
DU VAIR (Guillaume), garde des sceaux de France..	354.
DUVAL (Philippe), sgr de LANCHAL, T. à Alençon....	457.
DU VERDIER (Gaultier), T. à Limoges.....	25.
DU VERGIER (Louis), baron de BELCASTEL, T. à Toulouse.	477.
DYEL (Jacques), sgr d'IGNY, T. à Rouen.....	474.
EDOUARD III, roi d'Angleterre.....	2.
EFFIAT (Antoine COIFFIER-RUZÉ, marquis d'), surintendant des finances et maréchal de France.....	113.
ENGHIEN (François de BOURBON, comte de).....	138.
EPERNON (Jean-Louis de NOGARET DE LA VALETTE, 1 ^{er} duc d').....	57, 356.
EPERNON (Bernard de NOGARET DE LA VALETTE, 3 ^e duc d').....	312, 365, 382, 413.
ESPAIGNE (Bernard d'), T. à Toulouse.....	141, 369.
ESPAIGNE (Jean d'), T. à Toulouse.....	476.
ESPEAUTE (Raymond), T. à Grenoble.....	464.
ESPINOY (Charles d'), T. à Soissons.....	475.
ESSENAULT (Léonard d'), T. à Bordeaux.....	261, 334, 356, 376.
ESTIENNE (André d'), T. à Aix.....	104, 456.
ESTIENNE (Honoré d'), T. à Aix.....	26, 456.
ESTRADES (Godefroy-Louis, comte d'), maréchal de France.	261.
ESTRÉES (Gabrielle d'), duchesse de BEAUFORT.....	32, 205, 359.
ESTRÉES (Maison d').....	145.
ESVE (Olivier), T. à Poitiers.....	253.
EU (Louis-Charles de BOURBON, comte d').....	293.
FARCY (Jacques de), T. à Alençon.....	147.
FAULCONNIER (Claude), conseiller à la Chambre du Trésor.	200.
FAURE (Nicolas), sgr de BERLIZE, T. à Grenoble, introducteur des ambassadeurs.....	135.
FAURE (Jean-André), T. à Grenoble.....	463.
FAVIER (Jacques), maître des requêtes, intendant à Alençon.	238, 377.
FAVIER (Jacques), maître des requêtes.	238.
FAYET (Jean), sgr du BOIS DE CROS, T. à Riom.....	473.
FAYET (Jean), T. à Riom.....	473.
FENIS (Antoine de), sgr de LA FARGE, T. à Limoges.	271, 465.
FERET, secrétaire de la chambre du roi.	21.

FERGON (Etienne), sgr de LA PATAUDIÈRE, T. à Poitiers.	21.
FERMAT (Pierre de), conseiller au Parlement de Toulouse.	468.
FÉRRAND (Antoine), sgr de FONTORTE, procureur du roi au Bureau de Riom.	331, 473.
FERRIOLES (Guillaume de), sgr des Bourges, T. à Riom.	473.
FEYDEAU (Antoine), adjudicataire général des gabelles.	415.
FEYDEAU (Antoine), T. à Moulins.	470.
FEYDEAU (Famille).	146.
FIEUBET (Famille de).	146.
FILESAC (Philippe), T. à Alençon.	37.
FILHOT (Jacques), T. à Montauban et à Bordeaux. . .	32, 56 à 59, 64, 77, 118, 129, 133, 279, 347, 468.
FILHOT (Romain de), T. à Bordeaux.	64, 133.
FILHOT (Jean-Jacques-Romain de), T. à Bordeaux. . .	65, 133.
FILZJAN (Jacques), sgr de STE-COLOMBE, T. à Dijon. .	463.
FITTES (Pierre de), conseiller d'Etat, ancien trésorier de l'Epargne.	199.
FLEURETON (Henri), sgr de BEAUMETZ, T. à Amiens. .	457.
FLEURY (Famille du cardinal de).	146, 478.
FLEURY (Guillaume), T. à Dijon.	105.
FLEURY (Jacques-Richard de), T. à Tours.	213, 221, 478, 498.
FLEURY (Pierre de), T. à Montpellier.	469.
FOLIGNY (Denis de), concessionnaire sur diverses rivières.	219.
FORNIER (Claude), T. à Paris.	200, 398, 400, 401, 405, 406.
FORTIA (François de), T. à Limoges.	253.
FOUCAULT (Etienne), sgr de BEAUCHESNE, T. à Limoges.	465.
FOUCAULT (Louis), sgr de CHAMBON et de St-Just, T. à Bourges.	389, 460, 465.
FOUCAULT (Famille).	145.
FOUCQUET (Nicolas), procureur général au Parlement de Paris et surintendant des finances.	27, 38, 91, 109, 123, 124, 146, 256, 399, 406, 413, 418, 455, 501, 502.
FOULLÉ (Jacques), sgr de PRUNEVAUX, maître des requêtes.	35, 259.
FOULLÉ (Etienne), maître des requêtes, intendant des finances.	259, 384, 385, 386, 387, 418.

FOUQUET.	Cf. FOUCQUET.
FOURCY (Jean de), T. à Paris, surintendant des bâ- timents.	193, 444.
FOURCY (Henri de), président à la Chambre des comptes de Paris et surintendant des bâtimens..	193.
FOURNERET (Claude), T. à Dijon.....	463.
FOURNIVAL (Simon), commis général de l'assemblée générale des Bureaux des finances.....	IX, XII, 10, 245, 249., 390, 407, 433, 449, 450, 479 à 484, 495.
FOURNIVAL (Catherine-Marguerite), dame HATTIN DU BUISSON.	450.
FOURNIVAL (François), prêtre.....	450.
FRAGUIER (Nicolas), sgr de MALESTROIT, T. à Paris.	398, 405, 406.
FRANC (Antoine de), T. à Grenoble.....	464.
FRANÇOIS 1 ^{er} , roi de France.....	4, 145, 202, 204, 284., 325, 364, 492.
FRANÇOIS (Claude), sgr de MONTBAYEN, T. à Châlons.	131.
FRANÇOIS (Philippe), sgr de MONTBAYEN, T. à Châ- lons.	462.
FREMONT (Nicolas), T. à Aix, puis garde du Trésor.	147.
FREZON (Guillaume), T. à Paris.....	328.
FROTTÉ (René), T. à Bordeaux.....	106, 131, 269, 270.
GAIGNE (Jean), T. à Soissons.....	348.
GALLAND (Jacques), secrétaire du Conseil d'Etat....	411.
GALLE (Annibal de), T. à Grenoble.....	464.
GAMIN (Henry), sgr de STE-PERAVY, intendant de Picardie.	395, 396.
GANAY (Jean-David de), T. à Dijon.....	463.
GANAY (Famille de).....	145.
GARAUD (François-Paul de), sgr de MONTESQUIEU, T. à Toulouse.....	476.
GARGAN OU GARGAM (Pierre), intendant des finances.	257, 285, 388, 462.
GARNAUD (Antoine), conseiller à la Cour des aides de Clermont-Ferrand.	332, 333.
GARNAUD (Anne), dame CHARDON DES ROYS.....	333.
GARNIER (François), sgr d'AVRILLY, T. à Moulins...	470.
GARNIER (François), sgr de TOUCHAILLON, T. à Orléans.	471.
GARRAULT (Isaac), contrôleur général à Soissons....	301.
GASSION (Jean de), maréchal de France.....	337.
GATIAN (Nicolas), sgr de VANDASNIÈRE, T. à Tours..	478.
GAUDION (Pierre), notaire au Châtelet de Paris....	450.
GAULLEPIED (Nicolas de), T. Tours.....	478.

GAULMIN ou GAULMYN (Gilbert), maître des requêtes.	34, 35, 139, 140, 146, 259, 377, 381, 453.
GAULMIN (François), T. à Moulins et brigadier de cavalerie.	34, 139.
GAULMIN (Grégoire), T. à Moulins et aumônier du roi.	34, 140.
GAULT (Jean), conseiller à la Chambre du Trésor...	200.
GAUMONT (Laurent de), T. à Paris.....	115.
GAYOT (Mathieu), T. à Lyon.....	466.
GEDOUYN (Charles), sgr de Gommerville, T. à Paris..	398, 405, 406.
GERBAULT (Etienne), notaire au Châtelet de Paris..	450.
GIBIEUF (Famille).	134.
GILBERT (François), greffier du Bureau de Bourges.	232,
GILLES (Jean), sgr de LA GRUE, T. à Tours.....	35, 478.
GILLES (Jean, fils), sgr de LA GRUE, T. à Tours....	35, 478.
GIRARD (Jean-Baptiste), sgr de COLONDRES, T. à Montpellier.	469.
GIRARD (Joseph), sgr de COLONDRES, T. à Montpellier.	469.
GIRARD (René de), sgr de LA TOUR VIDAL, T. à Riom.	473.
GIRARDIN (Claude), trésorier des parties casuelles..	418.
GIRARDIN (Pierre), traitant.....	413, 417.
GIRARDIN (Marquis de).....	418.
GIRIN (Antoine), T. à Grenoble.....	324.
GIROULT (Claude), T. à Soissons.....	28, 62, 476.
GIROULT (François), T. à Soissons.....	476.
GIVERVILLE (Marc-Antoine de), sgr d'ARGENCE, T. à Rouen.	269, 474.
GLOTON (Pierre de), T. à Toulouse.....	477.
GOBELIN (Balthazard), sgr de BRINVILLIERS, président à la Chambre des comptes de Paris.....	27.
GOBELIN (Jacques), T. à Soissons.	27.
GOBELIN (Pierre), T. à Rouen.....	27.
GOBELIN (Antoine), marquis de BRINVILLIERS.....	148.
GODEFROY (Antoine), sgr de BEAUVILLIERS, T. à Limoges et intendant au camp de La Rochelle..	138, 388.
GODEFROY (Robert), T. à Orléans.....	65, 66.
GOMBAULT (Etienne), T. à Bordeaux.....	132.
GOMBAULT (Louis de), sgr de LA MARQUE, intendant.	161, 391, 397.
GONDINET (Paradoux), médecin de Louis XIII.....	386.
GONZAGUE (Charles de), duc de NEVERS et de RETHEL, puis de MANTOUE et de MONTFERRAT.....	125, 126.
GOUJON (Hiérosme), sgr de CUISY, T. à Châlons. . .	134, 462.

GOULLU (Charles), T. à Moulins.....	140.
GOURGUES (Ogier de), T. à Bordeaux.....	36.
GOURGUES (Guillaume de), T. à Bordeaux.....	36, 139.
GOURGUES (Pierre de), T. à Bordeaux.....	246.
GOURGUES (Jacques-Philippe de), T. à Bordeaux....	57.
GOURGUES (Famille de).....	57, 58, 145.
GRANDIER (Urbain), curé de l'église Ste-Croix de Loudun.	64, 79.
GRATET (Claude de), sgr de DOLOMIEU, T. à Grenoble.	464.
GRATET DE DOLOMIEU (Famille de).....	145.
GRATIAN (Nicolas de), T. à Aix.....	456.
GRAVIER DE ST-VINCENT (Jean), T. à Dijon.....	312.
GRAVIER DE VERGENNES (Famille).....	145.
GREFEUILLE (Pierre de), T. à Montpellier.....	469.
GRIMALDI (Alexandre), sgr d'ANTIBES.....	223.
GRIMALDI (Jérôme), cardinal, archevêque d'Aix....	290.
GROGNARD (Melchior), T. à Aix.....	456.
GUENÉGAUD (Henri de), sgr du PLESSIS, secrétaire d'Etat.	255, 271.
GUÉRAPIN (Antoine de), sgr, baron, puis comte de VAURÉAL, T. à Grenoble.....	37, 45, 131.
GUESTON (Barthélemy), T. à Lyon.....	467.
GUESTON (Claude), T. à Caen.....	460.
GUEUTTEVILLE (Charles de), sgr d'AUTEUIL, T. à Rouen.	474.
GUIDY (Dominique), T. à Aix, conseiller au Parlement d'Aix.	133, 456.
GUIHART (Gilles), sgr du VERGIER, T. à Limoges....	386.
GUIGNARD (Jacques), vicomte de ST-PRIEST, T. à Gre- noble puis président de la Cour des aides de Vienne.	344, 345, 464.
GUILLART (Pierre), sgr de LA GOUTTE, T. à Lyon....	467.
GUILLAUME (Arthus), sgr de LA COUR, T. à Châlons.	462.
GUILLAUME (Pierre), sgr de ST-EULIEN, T. de France à Châlons.	130, 134, 462.
GUILLAUME (Charles), sgr de LA GRANGE, T. à Limoges.	465.
GUILLET (Modeste), avocat du roi au Bureau de Gre- noble.	70, 348.
GUISE (Henri de LORRAINE, 3 ^e duc de).....	29, 112, 123.
GUISE (Charles de LORRAINE, 4 ^e duc de).....	35.
GUISE (Henriette-Catherine de JOYEUSE, duchesse de MONTPENSIER, puis de).	35.

GUYOT (Jacques), concessionnaire du canal de Briare.	219.
HACHETTE (François), sgr de LA MARE, T. à Paris....	328, 398, 405, 406.
HALLÉ (Laurent), sgr du MESNIL et de TILLY, T. à Rouen.....	474.
HANAPIER (Nicolas), T. à Orléans.....	118, 427.
HANYVEL (Adrien de), sgr de MANNEVILLE, T. à Rouen.....	474.
HANYVEL (Nicolas de), sgr de ROUVRAY, T. à Rouen.	104.
HARDY (Pierre), sgr de PUYTISON, T. à Limoges.....	465.
HARDY (Sébastien), receveur des tailles au Mans....	243, 398, 496.
HARDY (Sébastien), sgr de LA ROBIACHE, T. à Paris...	79, 328, 398, 402, 405, 406.
HATTIN DU BUISSON (Jacques), avocat à Paris.....	450.
HAUDESSENS (Louis de), sgr des CLUSEAUX, T. à Limoges.....	472.
HEERE (Denis de), maître des requêtes.....	397.
HELLOUIN (Nicolas), sgr du BOSPAGE, T. à Caen....	461.
HÉLY (Pierre), T. à Rouen.....	143.
HENRI II, roi de France.....	77, 291, 320.
HENRI III, roi de France.....	4, 20, 32, 33, 78, 112, 123, 229, 412.
HENRI IV, roi de France.....	10, 21, 28, 29, 32, 33, 34, 39, 81, 82, 87, 91, 112, 123, 137, 146, 155, 193, 205, 223, 230, 239, 254, 257, 326, 336, 338, 354, 359, 362, 492.
HENRI II d'ALBRET, roi de Navarre.....	292, 320.
HÉROUARD (Claude), T. à Châlons.....	52.
HÉROUARD (Pierre), médecin de LOUIS XIII.....	52.
HEROYS (Louis), sgr d'ORIGNY, T. à Moulins.....	470.
HERTE (Etienne de), sgr de BELLEVAL, T. à Amiens.	457.
HERVART ou HERWARTH (Barthélemy), intendant des finances.....	258, 387.
HERVART (Anne d'), maître des requêtes.....	239, 258.
HERVART, de Bruxelles.....	258.
HERVART, grand chancelier de Bavière.....	258.
HINSELIN (Jean), sgr des MORACHES, T. à Moulins...	470.
HOBIER (Ithier), T. à Bourges.....	35, 123, 124, 132.
HOBIER (François), T. à Bourges et conseiller au Parlement de Paris.....	132.
HOUSSET (Claude), trésorier des parties casuelles, puis intendant des finances.....	411.
HOZIER (D'), juges d'armes de France.....	258, 491.
HUGGLA (Antoine d'), T. à Bordeaux.....	430, 459.

HUCHE (Pierre), notaire au Châtelet de Paris.....	450.
HURAUULT (Famille).....	146.
INCARVILLE (Charles de SALDAIGNE d'), intendant des finances.....	34.
ISABEAU DE BAVIÈRE, reine de France.....	146.
JANT (Pierre), T. à Dijon.....	429, 430, 463.
JARRIGE (Hélie de), sgr de LA MORELIE, T. à Limoges.	386, 465.
JARRIGE DE LA MORELIE (Marc de).....	386.
JEAN II le Bon, roi de France.....	xi, 310, 325.
JEAN CASIMIR (JAGELLON), roi de Pologne.....	449.
JEOFFROY (Charles), T. à Metz.....	77.
JOLLY (Louis), T. à Châlons.....	462.
JOLLY d'OUDEUIL (Nicolas), T. à Poitiers.....	132.
JOLY (Hector), sgr de LA GRANGE DU PRÉ, maître des comptes à Limoges.....	311.
JOLY (Pierre), T. à Dijon.....	463.
JOUGLA (Antoine de), T. à Montpellier.....	339, 469.
JOUSSE (Daniel), conseiller au présidial d'Orléans..	150, 208, 210, 212, 213, 214, 217, 218, 222, 241, 320, 481, 496, 498.
JOYEUSE (Henri, duc de), maréchal de France et capucin (frère Ange).....	35.
JU (Charles), T. à Bourges et architecte du duc d'Orléans.....	144.
LA BARDE (Jean), sgr, puis marquis de MAROLLES, T. à Paris et ambassadeur.....	137.
LA BARRE (Adam CHICHEREAU de), président au Parlement de Paris.....	478.
LA BARBE (Jean CHICHEREAU de), sgr de FONTENAY, T. à Tours.....	478.
LA BARRE (Jean-François de), T. à Paris.....	55.
LA BARRE (Marguerite de), dame LE CAMUS, puis LE TILLIER.	259.
LA BARRE (Philippe de), dame HAUTIER DE VILLE-MONTÉE.....	269.
LA BICHE (Jean-Baptiste de), avocat du roi au Bureau de Limoges.....	97.
LA BRUYÈRE (Jean de), T. à Caen.....	147, 412.
LA CHABANNE (Jean de), T. à Bordeaux.....	132.
LA CHASTRE (René de), T. à Bourges.....	64, 460.
LA CHASTRE (Famille).....	460.
LA CHESNAYE (Jean de), général des finances en Normandie.....	78.
LA CROIX (François de), sgr de LA COUR, T. à Moulins.	428, 441, 470.

LA CROIX (Louis de), sgr de SUEILLES, T. à Montpellier.....	469.
LA FERTÉ (Edme de), T. à Châlons.....	234.
LAFFÉMAS (Isaac de), maître de requêtes.....	403, 406.
LA FONT (Antoine de), T. à Toulouse.....	476.
LA FONT (Bonaventure-François de), sgr de SAINTE-RUSTICE, T. à Toulouse.....	477.
LA FONTAINE (René de), sgr de LESPINAY, T. à Poitiers.....	472.
LA FONTAINE (Jean de), fabuliste.....	239, 258.
LA FORCE (Jacques NOMPAR DE CAUMONT, duc de), maréchal de France.....	126.
LA GARDE (Jean de), T. à Montauban.....	56.
LAISNÉ DE LA MARGUERIE (Elie), conseiller d'Etat....	389, 404.
LAISNÉ DE LA MARGUERIE (Louis), maître des requêtes et intendant.....	389, 392, 404, 453.
LA LANDE (François), sgr du BREUIL DE VERNON, T. à Poitiers.....	228.
LA LANDE (Jean-Baptiste), T. à Bourges.....	348.
LALLEMANT (Pierre), maître des requêtes.....	404.
LA MARGUERIE (ou LA MARGRIE).....	Cf. LAISNÉ DE LA MARRIVERIE.
LAMBERT (Claude), T. à Orléans.....	471.
LAMBERT (Anne-Thérèse de MARGUENAT, marquise de).	147.
LA MEILLERAYE (Charles de LA PORTE, duc de), maréchal de France et surintendant des finances.....	106, 180, 181, 255, 256, 271, 417, 452.
LA MICHODIÈRE (Henry de), sgr de CHAUDENAY, T. à Dijon.....	463.
LA MICHODIÈRE (Famille de).....	145.
LAMOIGNON DE BASVILLE.....	Cf. BASVILLE.
LAMOIGNON DE COURSON (Urbain-Guillaume de), intendant en Normandie.....	43.
LANGAULT (Pierre), sgr de MARSON.....	462.
LANGLOIS (Paul-Armand), T. à Alençon.....	457.
LANTAGE (Pomponne de), avocat du roi au bureau de Paris.....	417.
LAPLACE (Bernard de), sgr de LA HAULLE, T. à Rouen.	474.
LA ROCHE (Achille de), sgr de ST-GEORGES, capitaine de Cavalerie.	450.
LA ROCQUE (Etienne), sgr de BERNIÈRES-MESNILLET, T. à Caen.....	460.

LA SABLIERE (Marguerite HEISSEIN, dame de RAMBOUILLET de).....	239, 258.
LA SUDRIE (Barthélemy), sgr de PUYRICHARD, T. à Limoges.	465.
LA TOUR D'Auvergne de Bouillon (Famille).....	217, 361.
LAUBARDEMONT.....	Cf. MARTIN DE LAUBARDEMONT.
LAUNAY (Daniel de), T. à Tours.....	22, 105.
LAUZON (François de), T. à Poitiers.....	31.
LAUZON (Jean de), T. à Poitiers.....	31, 357.
LAUZON (Jean de), maître des requêtes, intendant en Guyenne.....	356.
LA VALLIERE.....	Cf. LE BLANC.
LA VEUHE (Laurent de), comte de CHEVRIÈRES, T. à Lyon.....	466.
LA VIEUVILLE (Charles, marquis, puis duc de), surintendant des finances.	123, 256, 384, 402, 453.
LE BAULT, financier.....	273.
LE BEAUCLERC (Nicolas), T. à Paris.....	78
LE BÈGUE (Pierre), sgr de SILLY, T. à Bourges.....	134.
LEBLANC (Anne), dame de LA ROCHE DE ST-GEORGES.	440
LE BLANC (Jean), sgr de LA VALLIERE, T. à Tours....	75, 80, 89, 115, 138, 263, 484.
LE BLANC DE LA BAUME (Jean), sgr de LA VALLIERE, T. à Tours.....	75, 148.
LE BLANC DE LA BAUME (Louise), duchesse de LA VALLIERE.....	75, 81, 148.
LE BRET (Cardin), conseiller d'Etat.....	214.
LE BŒUF (Baudoin Nicolas), sgr de VILLÉ, avocat du roi au Bureau de Soissons.....	24.
LE BON (Nicolas), sgr de BETHENCOURT, T. à Amiens.	457.
LE BOSSU LE JAU (Simon), T. à Montauban, puis maître des comptes à Paris.....	27, 51, 121.
LE CAMUS (Nicolas), dit LE CAMUS le riche, traitant, ancien auditeur à la Chambre des comptes.....	193.
LE CAMUS (Antoine), contrôleur général des finances.	193, 260, 399, 404.
LE CAMUS (Etienne-Gérard), surintendant des bâtiments.....	193.
LE CAMUS (Marie), dame PARTICELLI D'EMERY.....	193.
LE CAMUS (Nicolas), procureur général à la Cour des aides.....	259.
LE CHARON (Claude), intendant des finances.....	258.
LE CLERC (Hilaire), sgr de ST-HILAIRE, T. à Poitiers, secrétaire de l'assemblée générale des bureaux...	86, 130, 249, 450, 451, 452, 472.
LE COIGNEUX (Geneviève), dame PARTICELLI DE THORE, puis CATELAN DE SABLONNIÈRE.....	136.

LE COINTE (Claude), T. à Paris.....	379.
LE COINTE (Jehan), T. à Alençon.....	379.
LE CONTE (Jacques), T. à Paris.....	444.
LE CONTE (Nicolas), T. à Dijon.....	250.
LE CORNU (Laurent), sgr de BIMOREL, T. à Rouen....	475.
LE DUC (Gaspard), sgr de CHICHEBOVILLE, T. à Caen.	460.
LEFEBVRE (Alexandre), sgr de LA JONCHÈRE, T. à Tours.....	478.
LEFEBVRE (Jean), sgr de FONTAINE, T. à Châlons....	462.
LE FEBVRE, traitant.....	273, 413.
LE FEBVRE DE BORNAY (Jean).....	414.
LE FEBVRE — ou LE FÈVRE — DE LA BARRE (Antoine), conseiller au Parlement et prévôt des marchands de Paris.....	414.
LE FEBVRE DE LA BARRE (Jean-François), dit le Che- valier de LA BARRE.....	414.
LE FEBVRE DE LA PLANCHE (Jean-Jacques-Augustin), avocat du roi, puis conseiller d'honneur au bureau de Paris.	214, 497.
LE FÈVRE DE CAUMARTIN (Jean), T. à Paris.....	76.
LE FÈVRE DE CAUMARTIN (François), sgr de MORMANT, T. à Paris.....	58, 76, 115.
LE FÈVRE DE CAUMARTIN (Françoise), dame de MACHAULT.....	58.
LE FÈVRE DE CAUMARTIN (Louis), intendant en Picar- die, puis garde des sceaux de France.....	75, 76, 493.
LE FÈVRE DE CAUMARTIN (Louis-François), intendant en Champagne.....	76.
LE FÈVRE DE CAUMARTIN (Famille).....	146.
LE FÈVRE D'ORMESSON (Olivier), président à la Chambre des comptes de Paris.....	26, 94, 377.
LE FÈVRE D'ORMESSON (André), conseiller d'Etat....	377.
LE FÈVRE D'ORMESSON (Marie), dame de COULANGES.	377.
LE FÈVRE D'ORMESSON (Olivier), maître des requêtes et mémorialiste.....	94, 147, 218, 263, 377, 501.
LE FRANC, présidents à la Cour des aides de Mon- tauban.....	342.
LE FRANC (Jean-Jacques), marquis de POMPIGNAN, 1 ^{er} président de la Cour des aides de Montauban..	342.
LE GLOUX (Claude), T. à Soissons.....	476.
LE GORLIER (François), sgr de DROUILLY, T. à Châ- lons.....	76, 393, 462, 479.
LE GRAND (Alexandre), T. à Orléans, puis à Lyon....	65.
LE GRAND (Alexandre), T. à Dijon.....	105.

LE GRAS (Antoine), secrétaire des commandements de MARIE DE MÉDICIS.....	218.
LE GRAS (Louise de MARILLAC, « demoiselle »)....	218.
LE GRAS (Simon), T. à Paris.....	218, 247.
LE GRAS (Nicolas), T. à Paris, secrétaire des commandements d'Anne d'AUTRICHE.....	218.
LE GRAS (Simon), évêque de Soissons.....	218.
LEGRAS (Nicolas), libraire à Paris.....	481.
LE JAU (Paul), sgr de VERTAU, T. à Châlons.....	125, 126.
LE JAY (Nicolas), 1 ^{er} président du Parlement de Paris.	327.
LELEU (Antoine-Louis), avocat du roi au bureau de Paris.....	72.
LE MAIRE (Jean), sgr de MONTLINAULT, T. à Alençon.	457.
LE MARIÉ D'AUBIGNY, maître des comptes à Paris...	486.
LENCLOS (Ninon de).....	148, 460.
LENGLÉE (Claude de), T. à Rouen.....	474.
LENOIR (Jacques), T. à Caen.....	461.
LENOIR (Paul), T. à Orléans, détaché.....	106, 255, 269, 270. 452.
LE NORMAND (Joseph), T. à Limoges.....	140.
LÉON (Charles BRULART, prieur de), doyen du Conseil d'Etat.....	376.
LE PELETIER (Louis), T. à Grenoble.....	140, 463.
LE PELETIER (Famille).	145
LE PEULTRE (Guillaume), T. à Poitiers.....	472.
LE QUIEU, sgr de MOYENNEVILLE, T. à Amiens.....	138, 458.
LE RAGOIS DE BRETONVILLIERS (Claude), secrétaire du Conseil d'Etat.....	239.
LE RAGOIS DE BRETONVILLIERS (Françoise), dame d'HERVART.....	239, 258.
LE REDDE (Gilles), entrepreneur à Paris.....	207.
LE ROUX (Melchisédech), auditeur à la Chambre des comptes de Paris et T. à Bourges.....	131.
LE ROUX (Nicolas), T. à Tours.....	478.
LE ROUX DE PLEMONT (François), T. à Paris.....	302, 328.
LE ROY (François), sgr de ST-LEU, T. à Amiens.....	458.
LE ROY (Vincent), sgr de CERISY, T. à Amiens....	458.
LESCALOPIER (Famille de).....	145.
LESDIGUIÈRES (François de BONNE, duc de), connétable de France.....	358, 463.
LESDIGUIÈRES (François de CRÉQUI, duc de), maréchal de France.	358.
LE SEIGNEUR (Adrien), sgr de REUVILLE, T. à Rouen.	112.
LE SEIGNEUR (Nicolas), sgr de REUVILLE, T. à Rouen.	475.
LE SEUR (André), T. à METZ.....	113.

LESPINETTE LE MAIRAT (Jean-Louis de), maître des comptes à Paris.....	56, 189.
L'ESTOILE (Pierre de), mémorialiste.....	33, 78, 500.
LE TARTIER (Nicolas), T. à Châlons.....	351, 462.
LE TELLIER (Michel), sgr de CHAVILLE et de LOUVOIS, secrétaire d'Etat, puis chancelier de France.....	255, 395.
LE TENNEUR (Benjamin), T. à Amiens.....	326.
LE TILLIER (Jacques), sgr de LA CHAPELLE, intendant des finances.	106, 255, 259, 387, 388, 452.
LE TONNELIER DE BRETEUIL (Claude), T. à Chartres puis à Orléans.	12.
LE TONNELIER DE BRETEUIL (François), intendant des finances.	425.
LE TONNELIER DE BRETEUIL (Louis), intendant du Languedoc, puis contrôleur général des finances.	392.
LE TONNELIER DE BRETEUIL (Famille).	146.
LE VACHER (Jean), T. à Bourges.	64, 108.
LEVESQUE (Jean), T. à Montauban.	51.
LE VEYNIER DE LA GROSSETIÈRE (Pierre), T. à Poitiers, puis président à la Chambre des comptes de Paris.	77.
LEYRIT (Jean de), T. à Paris.	398, 405, 406.
LHUIILLIER (François), T. à Paris.	147.
LIEUTAUD (Antoine), T. à Châlons.	174, 456.
LIONNE (Hugues de), secrétaire d'Etat.	293.
LOFFROY (Jean de), greffier de la Chambre des comptes de Paris.	53, 484.
LOISSON (Claude), sgr de SOYN, T. à Châlons.....	462.
LOMBRAIL (Jean-Salvy de), T. à Toulouse.....	477.
LOMÉNIE (Henri-Auguste de), comte de BRIENNE, secrétaire d'Etat.	255, 500.
LOMÉNIE (Henri-Louis de), comte de BRIENNE, dit le jeune BRIENNE.	131, 501.
LONGUEIL (René de), m ^{is} de MAISONS, président au Parlement de Paris, surintendant des finances. ...	256, 453.
LONGUET (Jean), sgr de LA GIRAUDIÈRE, procureur du roi au bureau d'Orléans.	128, 237.
LONGUET (Louis), T. à Paris.	328, 329.
LONGUEVILLE (Henri II d'ORLÉANS, duc de), gouverneur de Normandie.	247, 281, 358.
LONGUEVILLE (Anne-Geneviève de BOURBON-CONDÉ, duchesse de).	58.
LONGUEVILLE (Guillaume de), T. à Grenoble.	45.

LORME (Charles de), T. à Bordeaux et médecin du roi.	144.
LORME (Thomas de), sgr des BORDES, T. à Montpellier.	135, 137, 144.
LORME (Jean de LON de), T. à Châlons.	144, 148, 234.
LORME (Marie de LON de), dite Marion DELORME. ...	144, 148, 234, 413.
LORME (Philibert de), architecte et maître des comptes à Paris.	144.
LOUBAT-CARLES (Barthélemy), T. à Lyon.	467.
LOUIS I ^{er} le débonnaire, empereur.	220.
LOUIS X le Hutin, roi de France.	362.
LOUIS XI, roi de France.	111.
LOUIS XII, roi de France.	15, 319.
LOUIS XIII, roi de France.	11, 30, 78, 82, 91, 123, 160, 218, 247, 252, 265, 293, 326, 351, 362, 365, 370, 375, 492, 493, 494.
LOUIS XIV, roi de France.	3, 7, 27, 58, 59, 61, 73, 123, 128, 136, 171, 193, 217, 218, 230, 252, 253, 254, 261, 265, 351, 360, 362, 366, 398, 437, 446, 485, 492, 493, 499.
LOUIS XV, roi de France.	145, 213, 293.
LOUIS XVI, roi de France.	38.
LOUIS DE FRANCE, dit le Grand dauphin.	444.
Louise d'ORLÉANS, reine d'Espagne.	21.
LOYSEL (Antoine), conseiller à la Chambre du Trésor.	140.
LOZENGUIER (Philippe), T. à Amiens.	47.
LUCAS (François), sgr de VANGUEILLE, T. à Poitiers.	232, 253, 472.
LUCAS (Jean), sgr de DEMUYN, T. à Amiens.	97.
LUCAS (Henri), sgr de DEMUYN, T. à Amiens, inten- dant à Calais.	138.
LUCZ (Louis de), sgr de CICOGNE, T. à Tours.	178.
LUXEMBOURG (François-Henri de MONTMORENCY-BOU- TEVILLE, duc de), maréchal de France.	148.
LUXEMBOURG (Anne-Charles-Sigismond de MONTMO- RENCY, duc de), chevalier d'honneur au bureau de Paris.	147.
LUYNES (Charles d'ALBERT, duc de), connétable de France.	30, 45.
MACHAULT (Charles de), sgr d'ARNOUVILLE, maître des requêtes puis conseiller d'Etat.	58, 59, 388.

MACHAULT D'ARNOUVILLE (Jean-Baptiste), contrôleur général des finances et garde des sceaux.	297.
MADRON (Pierre de), T. à Toulouse.	339.
MADRON (André de), T. à Toulouse.	477.
MAILLARD (Jean), T. à Dijon.	207.
MAISONS.	Cf. LONGUEIL DE MAISONS.
MALEDENT (Etienne), sgr de LA BORIE, T. à Limoges.	465.
MALEDENT (Mathieu de), sgr de MEILHAC.	465.
MALHERBE (François de), sgr du BOUILLON, T. à Rouen.	146, 461.
MALHERBE (François de), poète.	146.
MALLIER DE MONCHARVILLE (Pierre), intendant des finances.	258.
MANCINI (Laure), duchesse de MERCŒUR.	359.
MANSE (Jacques de), T. à Montpellier.	35, 468.
MARAND (Jean), conseiller, puis président au Parlement de Bordeaux.	58.
MARET (Louis), procureur du roi au bureau de Moulins.	107.
MARGUENAT (Etienne), T. à Châlons.	147.
MARGUERITE DE VALOIS, reine de France.	246, 260, 321.
MARIE DE MÉDICIS, reine de France.	7, 125, 219, 290.
MARIE STUART, reine douairière de France et reine d'Ecosse.	199.
MARIE-THÉRÈSE D'ESPAGNE, reine de France.	253.
MARILLAC (Louis de), maréchal de France.	106.
MARILLAC (Louise de), demoiselle LE GRAS.	Cf. LE GRAS.
MARILLAC (Michel de), surintendant des finances, puis garde des sceaux (auteur du code Michau).	59, 365, 493.
MARIN (Denis), sgr de LA CHATAIGNERAIE, intendant des finances.	257, 258, 411.
MARINIS (Thomasine de), dame SPINOLA.	20.
MARION (Miles), sgr de NEVERS, T. à Montpellier. ...	137, 207.
MARION (Hercule de), sgr de PRUGNES, T. à Montpellier.	469.
MARNAIS (Gaspard de), T. à Grenoble.	464.
MARTIN (Jean de), T. à Bordeaux.	12, 64.
MARTIN (Mathieu de), T. à Bordeaux.	64.
MARTIN (Jean de), baron de LAUBARDEMONT, conseiller d'Etat.	64, 259, 333, 385.
MARTIN DE LAUBARDEMONT (Famille).	145.

MARTIN (Georges), T. à Toulouse.	477.
MARTIN DE LA BASTIDE (Jean-François), T. à Limoges.	97.
MASCRANNY (Alexandre), T. à Grenoble.	467.
MASSANE (Colonel).	340.
MASSAUVE (François de), T. à Montpellier.	469.
MASSIA (Guillaume de), T. à Montpellier.	469.
MASSOL (Jean de), m ^{is} d'ARCHÈRES, 1 ^{er} président du bureau de Paris.	131.
MASSOL (Antoine-Léonard de), 1 ^{er} président du Bureau de Paris.	131.
MATHIEU (Thomas), greffier du bureau de Dijon.	287.
MAUGEANT (Louis), T. à Orléans.	34.
MAUPEOU (Gilles de), sgr d'ABLEIGES, intendant des finances.	91.
MAUPEOU (Michel de), T. à Montpellier et à Toulouse.	128, 130.
MAUPEOU (Anne de), T. à Montpellier.	11.
MAUPEOU (René-Charles-Augustin de), chancelier de France.	446.
MAUROY (Séraphin de), intendant des finances.	257, 258, 399, 404, 407.
MAYENNE (Charles de LORRAINE, duc de).	10, 29, 62, 80, 223, 352.
MAZARIN (Jules), cardinal.	20, 32, 117, 131, 245, 258, 260, 270, 273, 279, 359, 375, 387, 398, 411, 414, 453, 493, 499.
MAZUYER (Alexandre), T. et Lyon.	467.
MÉGRET (Jean), sgr de LA COUR DU CHAPEAU, T. à Moulins.	470.
MELIAND (Blaise), procureur général au Parlement de Paris.	38.
MELIAND (Claude), maître des requêtes.	37, 38.
MELIER (Gérard), T. à Nantes.	495, 498.
MÉNARDEAU DE CHAMPRÉ (Claude), directeur et contrôleur général des finances.	256, 260.
MENC DE LINEAU (François), T. à Aix.	456.
MÉRAULT (Jacques), T. à Soissons.	258.
MERLE (Camille de), sgr de GRIGNY, T. à Lyon.	466.
MERCŒUR (Louis de VENDÔME, duc de).	359.
MESMES (Jacques de), T. à Paris.	328.
MICHON (Léonard), avocat du roi au Bureau de Lyon.	143, 242, 487, 504.

MICHON (Balthazard), avocat du roi au bureau de Lyon.	487, 504.
MIGNOT (Françoise), dame de PORTES, puis de L'HÔPITAL, puis JAGELLON.	449.
MILET (Louis), sgr de MANAY, T. à Bourges.	460.
MILON (Charles), sgr de LA GRANGE, T. à Poitiers, puis avocat du roi au bureau de Tours.	353.
MILON DE VIDEVILLE (Benoît), T. à Paris et intendant des finances.	33.
MIRAULMONT (Pierre de), conseiller à la Chambre du Trésor.	140, 348, 502.
MIRMAND (Jean de), sgr de LOUVAGNAC, T. à Montpellier.	469.
MIRMAND (François de), baron de FLORAC, T. à Montpellier.	147, 469.
MIROMESNIL (Jacques DYEL, sgr de), conseiller d'Etat.	397.
MODÈNE (Duc de).	20.
MOITIÉ (Jean), T. à Bordeaux.	51.
MOLÉ (Nicolas), T. à Amiens, Bourges, Châlons et Poitiers.	128, 145.
MOLÉ (Mathieu), 1 ^{er} président du Parlement de Paris et garde des sceaux de France.	255, 274, 281, 377, 393, 399, 400, 406, 500.
MOLÉ (Famille).	145.
MOLÉ DE CHAMPLATREUX (Jean-Edouard), intendant de Champagne, puis président au Parlement de Paris.	393, 396.
MOLÉ DE CHAMPLATREUX (Charles-Maurice), président au Parlement de Paris.	76.
MOLIÈRE (Jean-Baptiste POQUELIN, dit).	147.
MOLIÈRES (Louis de), T. à Montauban.	468.
MONCHARVILLE (Pierre MALLIER, sgr de), intendant des finances.	258.
MONSIGOT (Louis), T. à Soissons et maître des comptes à Paris.	30, 112.
MONTALIER (Martial de), T. à Bordeaux.	459.
MONTAUDON (Menaud de), T. à Bordeaux.	459.
MONTAURON (Pierre du PUGET, sgr de), T. à Montauban et traitant.	411.
MONTBAZON (Hercule de ROHAN, duc de).	346.
MONTEILS (Jacques), T. à Paris.	22.
MONTLAUR (Marie de RAYMOND, marquise de), veuve du maréchal d'ORNANO.	219.

MONTMORENCY (Henri, 3 ^e duc de), connétable de France).	215.
MONTMORENCY (Henri, 4 ^e duc de), amiral et maréchal de France, gouverneur du Languedoc.	370.
MONTPENSIER (Henri de BOURBON, duc de).	35.
MONTRÉSOR (Charles de BOURDEILLE, comte de). . . .	231.
MORANT (Thomas de), m ^{ls} du MESNIL-GARNIER, maître des requêtes.	381, 382, 383.
MORARD (Jean de), T. à Grenoble.	464.
MORARD (François de), T. à Grenoble.	464.
MOREAU (Bénigne), sgr de MOTTE, T. à Dijon.	463.
MOREL (Henri), T. à Caen.	32, 112.
MOREL (Jacques), sgr de MANNEVILLE, T. à Caen. . . .	461.
MORELET (Bénigne), maître des comptes à Dijon. . . .	311.
MORIN (Etienne), sgr de BANNEVILLE (ou BANEVILLE), T. à Caen.	455, 460.
MORIN (Jacques), sgr d'ECAJEUL, T. à Caen.	336.
MOTTEVILLE (Françoise BERTAUT, veuve de Nicolas LANGLOIS de).	147, 501.
MOUCY (Jean de), T. à Châlons.	269, 461.
MOYNIER (Pierre), T. à Toulouse.	27.
MOYSEL, traitant.	413.
MURARD (François de), sgr d'ESPAGNIEU, T. à Lyon. . . .	467.
MURAT (Pierre de), T. à Riom.	52.
MUSNIER, huissier au Conseil du roi.	407.
MUSNIER (Philippe), T. à Riom.	474.
MUSSET (Famille de).	145.
NASSAU (Maison de), souveraine d'Orange.	293.
NAU (Etienne), traitant.	413.
NAU (François), sgr des ARPENTIS, T. à Tours.	478.
NAVARRÉ (Thomas), sgr de LA GRANGE-LE MERCIER, T. à Metz.	52.
NEVELET (Joachim), sgr de DOSCHE, T. à Châlons. . . .	461.
NEYRET (Guillaume de), T. à Grenoble.	464.
NICOLAY, 1 ^{er} président de la Chambre des comptes de Paris.	20, 199, 312, 393, 417.
NICOLAY (Renée), dame Mathieu MOLÉ.	393.
NOIRMOUTIERS (Louis de LA TRÉMOILLE, marquis de). .	123.
NOIRMOUTIERS (Lucrèce BOUHIER, dame de LA TRÉMOILLE, marquise de), remariée à Nicolas de L'HÔPITAL, duc de VITRY.	123.

NOLET (Bernard de), T. à Toulouse.	477.
NORT (Antoine de), avocat du roi au Bureau de Bordeaux.	299, 334.
NOUEL (Jean), sgr de TOURVILLE, T. à Orléans....	471.
NOUVEAU (Arnould de), trésorier des parties casuelles.	258.
NOVION (Nicolas POTIER de), président, puis 1 ^{er} président au Parlement de Paris.	79.
NOVYNCE (Anne), T. à Caen.	23, 36.
NOVYNCE (Guillaume), sgr d'AUBIGNY, T. à Caen.	36.
O (François, marquis d'), surintendant des finances.	112, 256.
OLIVIER (Dominique d'), T. à Toulouse.	477.
ORLÉANS (Louis de FRANCE, 1 ^{er} duc d').	145, 248, 319.
ORLÉANS (Gaston de FRANCE, duc d').	30, 58, 96, 108, 110, 112, 134, 195, 205, 208, 217, 230, 359, 370, 445.
ORLÉANS (Philippe de FRANCE, duc d'ANJOU, puis duc d').	58, 217, 258.
ORVAL (François de BÉTHUNE-SULLY, comte d'), voyer de Paris.	208, 209.
OSMONT (Richard), sgr de BOSSENEL, T. à Rouen.	475.
PAGET (Jacques), sgr de VILLEMONTBLE, maître des requêtes et intendant des finances.	394, 395, 416.
PALÉOLOGUE (Jean-Baptiste), traitant.....	98.
PALERNE (Léonard), sgr de SARDON, T. à Lyon.	467.
PALERNE (Jean de REGY ou REGIN, baron de), T. à Riom.	229, 245, 377, 432, 473.
PALIERNE (Nicolas), sgr de MOUTIER et de MIMORIN, T. à Moulins.....	269, 428, 471.
PALIERNE (Louis-Nicolas), sgr de MOUTIER et de L'ECLUSE, T. à Moulins.	471.
PALIERNE (Jean), sgr de MIMORIN et de LA VALLÉE, T. à Moulins.	130, 471.
PALLU (Etienne), avocat du roi au présidial et maire de Tours.	478.
PALLU (Etienne), T. à Tours.	478.
PALLU (François), évêque de HIÉROPOLIS, vicaire apostolique.	478.
PALUSTRE (Georges), sgr de CHAMBONNEAU, T. à Poitiers.	228.
PARAT (Jacques), sgr de NORAS, T. à Bourges, puis Orléans.	65, 471.

PARDAILLAN (De), colonel.	340.
PARIS (Claude de), T. à Paris.	346.
PARIS (Nicolas de), sgr de LA BROsse, maître des comptes à Paris.	263.
PARTICELLI (Dominique), pourvu d'un office de T. à Lyon.	61.
PARTICELLI (Michel), sgr d'EMERY, surintendant des finances.	7, 35, 37, 38, 61, 131, 136, 181, 193, 255, 256, 260, 266, 270, 271, 273, 370, 387, 413.
PARTICELLI (Michel) sgr d'EMERY et de THORÉ, prési- dent des enquêtes au Parlement de Paris (dit le président de THORÉ).	136.
PARTICELLI (Michel), sgr de SAINTE-COLOMBE, T. à Lyon.	467.
PASCAL (Martin), T. à Riom.	146, 147.
PASCAL (Blaise).	147.
PASQUIER (Etienne), avocat général à la Chambre des comptes de Paris.	143, 497.
PASQUIER (Famille).	146.
PASSARD (Robert), T. à Aix.	106.
PASTEY (Jean-Pierre), sgr de CHASTENIER, T. de France à Caen.	461.
PATAS DU BOURGNEUF (Jean-Léon), T. à Orléans.	210, 217, 344, 481, 495.
PAUL (Vincent de).	219.
PAULET (Charles), financier.	267.
PAVILLON (Nicolas), évêque d'ALET.	200.
PAYEN (Paul), T. à Orléans.	135.
PECQUEULT (Pierre), sgr du BREUIL, T. à Alençon.	70, 269, 347, 457.
PÉLISSIER (Etienne), sgr de BOIRARGUES, T. à Mont- pellier.	468.
PELLET (Claude), T. à Riom, puis à Bourges.	65, 460.
PELLOT (Claude), T. à Lyon, résident de France à Cologne.	137.
PELLOT (Claude) fils, 1 ^{er} président du Parlement et intendant à Rouen.	146, 474, 475.
PELLOT (Famille).	146.
PENOT. syndic des élus.	434.
PENY (Gaultier de), T. à Limoges.	465.
PÉRICARD (Jean), T. à Orléans.	29.
PÉRONET DE MOULINE (Antoine), T. à Lyon.	21.

PERRAULT (Jean), président à la Chambre des comptes de Paris.	30.
PERREAU (François), T. à Soissons.	269, 270, 476.
PESNELLE (Jacques), sgr de LA VARENNE, T. à Rouen.	43.
PETIT (François), sgr de PASSY et de RAVANNES, commis de PARTICELLI.	37.
PETIT (Madeleine), dame CHABENAS.	37.
PETIT, dame NAVARROT.	413.
PETREMOL (Adrien), T. à Châlons et intendant des finances.	199.
PEYRAT (Isabelle de), dame de MIRMAND DE FLORAC.	147.
PHÉLYPEAUX (Antoine), intendant à Moulins.	428.
PHÉLYPEAUX (Paul), secrétaire d'Etat.	106.
PHÉLYPEAUX (Raymond), sgr d'HERBAUT, secrétaire d'Etat.	106.
PHÉLYPEAUX (Louis), sgr de PONTCHARTRAIN, secrétaire d'Etat.	106.
PHÉLYPEAUX (Louis), sgr de LA VRILLIÈRE, secrétaire d'Etat.	255, 381.
PHILIPPE II AUGUSTE, roi de France.	1.
PHILIPPE IV LE BEL, roi de France.	1, 200.
PHILIPPE VI DE VALOIS, roi de France.	166, 443.
PHILIPPE II, roi d'Espagne.	323.
PHILIPPE LE HARDI, duc de Bourgogne.	205, 310.
PHILIPPE II de Bourgogne, comte de Nevers.	205.
PIANELLO (Baptiste), T. à Lyon.	467.
PICHON (Denis), T. à Paris.	328, 329.
PICHON (Richard de), T. à Bordeaux.	72, 126, 127.
PICOT DE SAINTENY (Louis), T. à Paris, intendant des finances.	127.
PICQUET (Adrien), sgr de BECQUIGNY, T. à Amiens.	458.
PIERREFITTE DE BOISREDON (Jean de), T. à Riom.	104.
PIERREFITTE (Charles de), sgr de BOSREDON, T. à Riom.	473.
PIETRE (Julien), T. à Amiens.	75, 138, 458.
PIGNOLLE (Etienne), avocat du roi à la Chambre du Trésor.	63.
PINGRÉ (Pierre), T. à Amiens.	353.
PINGRÉ (Vincent), sgr de FRICAMP, T. à Amiens.	458.
PINON (Charles), vicomte de QUINCY, maître des requêtes.	380.
PITHOU (Pierre), jurisconsulte.	140.

POCHON (Hector), sgr de BEAUREGARD, T. à Orléans.	471.
POITEVIN (Simon), T. à Tours.....	49.
POITTEVIN DE MAISSEMY, conseiller à la Cour des aides.....	41, 325, 327, 484, 485.
POMAIROL (François de), baron de JALENGUES, T. à Montauban.....	468.
POMEY (Benoît de), sgr de ROCHEFORT.....	192, 246, 252, 467.
PONS (Dame de).....	20.
PONTAC (Etienne de), T. à Bordeaux.....	12.
PONTAC (Denis de), T. à Bordeaux.....	356, 458.
PORTAL (Bérenguier), sgr de LA PRADELLE, T. à Toulouse, puis à Bordeaux.....	114.
PORTES (Pierre de), trésorier général du Dauphiné.	449.
POTIER (Florent-Charles), T. à Orléans.....	139.
POTIER (Robert-Joseph), conseiller au présidial d'Orléans et jurisconsulte.....	140.
POTIER DE BLANCMESNIL.....	Cf. BLANCMESNIL.
POTIER DE NOVION.....	Cf. NOVION.
POTIER (Famille, des ducs de GESVRES et de TRESMES).	134.
POUSSEMOthe (Jean-Edouard de), comte de GRAVILLE, T. à Bourges, puis maître des comptes à Paris.	131.
POUSSINEAU (Florentin), T. à Poitiers.....	472.
POUSSEPIN (Nicolas), sgr de MONTBRUN, T. de France à Châlons	462.
PRASLIN (César de CHOISEUL, duc de), maréchal de France).....	58, 258.
PRATZ (François-Bernard de), T. à Montauban.....	49.
PRÉVOST (Charles), avocat du roi au bureau de Châlons, puis procureur du roi à celui de Soissons...	54.
PROVENCE (Stanislas-Xavier de FRANCE, comte de), futur LOUIS XVIII.	38.
PRUDHOMME (Guillaume), trésorier de l'épargne....	4.
PRUGUES (Pierre de), T. à Bordeaux.....	137.
PUCHOT (Pierre), sgr du PLESSIS, T. à Rouen.....	475.
PUGET (Etienne de), T. à Toulouse.....	45, 477.
PUGET (Jacques de), T. à Toulouse.....	477.
PUGET (Pierre de — ou du).....	Cf. MONTAURON.
PUGET (Pierre), cautionné par MONTAURON.....	411.
PUGET (Gabriel), T. à Lyon, puis à Orléans.....	65.
QUANTIN (André), T. à Tours.....	479.
RACÉ (Baron de).....	99.

RACINE (Jean), T. à Moulins.....	32, 70, 106, 110, 147.
RANCÉ (Armand-Jean BOUTHILLIER de), abbé de LA TRAPPE.....	147.
RANDAN (Jean-Louis de LA ROCHEFOUCAULD, comte de).	139.
RAPALLI (Jean-Baptiste), T. à Paris.....	20.
RATABON (Antoine), T. à Montpellier, surintendant des bâtiments.	136, 146, 193, 249.
RAVOT (Benoît), T. à Bourges.....	228, 251, 389, 460.
REGIS (Jean-Baptiste de), T. à Aix.....	99, 456.
REGNARD (Jean-François), T. à Paris.....	147.
REGNARD DE GIRONCOURT (Henry-Antoine), chevalier d'honneur au Bureau de Metz.....	1, 210, 349, 483, 495, 496.
RÉGNIER (Mathurin), poète.....	146.
REGY — ou REGIN (Jean de), baron de PALERNE, T. et président à Riom.....	229, 245, 377, 432, 473.
REICH (Bernard de), sgr de PENNAUTIER, T. à Aix...	45.
RELYON (Jean de), T. à Bordeaux.....	58.
RENARD (Léonard), avocat et procureur du roi et conseiller à la Chambre du Trésor.....	63, 128, 200, 348, 497.
RENAUDOT (Théophraste), fondateur de la Gazette de France.	79.
REYMOND (Blaise), T. à Riom.....	332, 474.
RIBAUT (Antoine), intendant des finances.....	29, 30, 263.
RICHELIEU (Armand du PLESSIS, duc de), cardinal..	30, 117, 123, 186, 231, 255, 256, 273, 352, 360, 365, 370, 375, 403, 411, 422, 492, 493, 494, 500.
RICHERI (François-Philippe), T. à Lyon.....	20.
RICHON (Etienne), sgr de MONTFAVIER, T. à Bordeaux.	279, 356, 357, 459.
RICHON (Capitaine).....	279.
RIDEL DE PLAINESEVETTE (Claude), T. à Paris.....	200, 253.
RIDEL (René), sgr de PLAINEVILLETTE, T. à Rouen..	475.
RIGAL, huissier à Toulouse.....	283.
ROBERTET (Florimond), T. en Normandie.....	3.
ROBERTET (Famille).....	146.
ROBIN (Charles), sgr de LA CICOGNE, T. à Tours....	479.
ROBION (Jean), sgr de NERBONNIÈRE, T. à Poitiers..	472.
ROGIER (Claude), sgr de LA MARBELLIÈRE, procureur du roi à Tours.....	479.

ROGIER (Philippe), sgr de MIGNE, T. à Poitiers.....	269, 472.
ROMANET (Famille de).....	147.
ROMÉ (Pierre), sgr de THUIT, T. à Rouen.....	475.
ROSEN (Reinhold de), lieutenant général des armées du roi.	390.
ROSNY (Baron de).....	Cf. SULLY.
ROSSIEU (Denis de), T. à Orléans, intendant du duc de GUISE.	29, 112.
ROUSSEAU (Charles), T. à Soissons.....	54.
ROUSSEAU (Jacques), T. à Soissons.....	476.
ROUSSEAU (Jean-Baptiste), poète.....	342.
ROUSSEAU (Jean-Jacques), écrivain.....	418.
ROUSSEAU (François), sgr de LA PARISIÈRE, T. à Poitiers.....	472.
ROUSSEAU (Pierre), sgr de LA PLACE, T. à Poitiers...	473.
ROUSSEL (Pierre), sgr de ST-VICTOR, T. à Caen.....	461.
ROUX (Antoine), greffier du Bureau de Montpellier..	340.
ROUX (Philibert), sgr du SALLAY et de SAINCAIZE, T. à Moulins.....	471.
ROUX (Géraud de), procureur du roi au Bureau de Moulins.....	133.
SAIN (Claude), sgr de BOIS-LE-COMTE, avocat du roi au Bureau de Tours.....	479.
SAIN (René), sgr de LA FARINIÈRE, T. à Tours.....	104, 479.
SAINT-CHERON (Charles de), T. à Orléans.....	65, 66.
SAINT-FLORENTIN (Louis PHÉLIPEAUX, comte de), puis duc de LA VRILLIÈRE, secrétaire et ministre d'Etat.	20.
SAINTE-MARTHE (Gaucher dit Scévole de), T. à Poi- tiers.....	79, 353, 484.
SAINTE-MARTHE (Famille de).....	146, 263.
SAINT-IBAL.....	230.
SAINT-LUC (Timoléon d'ESPINAY, marquis de), lieute- nant général en Guyenne, maréchal de France.	126, 357, 359.
SAINT-LUC (François d'ESPINAY, marquis de), lieute- nant général en Guyenne.....	161, 358.
SAINT-SIMON (Claude de ROUVROY, 1 ^{er} duc de).....	106, 356.
SAINT-SIMON (Louis de ROUVROY, 2 ^e duc de).....	147, 356.
SAINTOT ou SAINTOT (Anne), dame RIDEL DE PLAÏ- NESEVETTE.....	253.
SAINTOT (Jean-Baptiste), maître des cérémonies de France.....	252.

SAINTOT (Nicolas), T. à Tours, maître des cérémonies de France.....	135, 253.
SALES (François de), évêque de Genève.....	223.
SANGUIN (Pierre), T. à Châlons.....	234.
SANTEUIL — ou SANTEUL (Michel de), T. à Paris.....	328, 398, 402, 405, 406.
SANTEUIL (Nicolas de), T. à Paris.....	328, 398, 402, 405, 406.
SANTEUIL DU TREMBLAY (François de), T. à Paris....	346.
SARAZIN (Jean-François), secrétaire du prince de Conti.....	57.
SAULNIER (Claude), T. à Limoges.....	35.
SAUVAGE (François de), T. à Bordeaux.....	26.
SAUVE (Charlotte de BEAUNE DE SEMBLANCAY, dame FIZES de), puis marquise de NOIRMOUTIERS.....	123.
SAVER (Nicolas), T. à Rouen.....	475.
SAVOIE (Maison de).....	145.
SAXE-WEIMAR (Bernard de).....	258, 390.
SCARRON (Michel-Antoine), T. à Grenoble.....	11.
SCARRON (Pierre), T. à Lyon.....	61, 147.
SCARRON (Paul), poète comique.....	147.
SCARRON (Françoise d'AUBIGNÉ, dame), marquise de MAINTENON.....	61, 220.
SCARRON (Famille).....	146.
SCHOMBERG (Henri, comte de), maréchal de France, surintendant des finances.....	4.
SCHOMBERG (Charles de), duc d'HALLUIN, maréchal de France.....	383.
SECONDAT DE MONTESQUIEU (Famille).....	145.
SEGUIER (Pierre), duc de VILLEMOR, comte de GIEN, chancelier de France.....	xii, 59, 95, 96, 178, 254, 270, 298, 337, 379, 389, 407, 410, 413, 455, 482, 483, 493.
SEGUIER (Tanneguy), président au Parlement de Paris.....	482.
SEGUIER (Pierre), prévôt de Paris.....	482.
SEMBLANCAY (Jacques de BEAUNE, baron de), surintendant des finances.....	4, 5, 122, 124, 492.
SENSIER (Louis), greffier du bureau de Paris.....	399, 402, 405, 407.
SERRES (Henri de), T. à Aix.....	115, 332.
SERVIEN (Abel), marquis de SABLÉ, ambassadeur et surintendant des finances.....	11, 137, 256, 293, 399, 406, 455.

SERVIENT ou SERVIENT (Ennemond), T. à Grenoble...	11, 145, 293.
SEURE (Chevalier de), grand prieur de Champagne.	33.
SÉVIGNÉ (Marie de RABUTIN-CHANTAL, marquise de).	147.
SIMON (Jean), sgr de GONDREVILLE, T. à Soissons....	99, 476.
SIMON (Jean), T. à Soissons.....	476.
SIROU (Aimé), T. à Orléans, puis à Paris.....	124.
SOISSONS (Charles de BOURBON, comte de).....	263.
SOISSONS (Louis de BOURBON, comte de).....	231, 263.
SOISSONS (Eugène - Maurice de SAVOIE - CARIGNAN, comte de).	205.
SOISSONS (Olympe MANCINI, comtesse de).....	205.
SOUBISE (François de ROHAN, prince de).....	346.
SOUBRANY (François), T. à Riom.....	134.
SOURDIS (Charles d'ESCOUBLEAU, marquis de), gouverneur de l'Orléanais.....	357.
SOURDIS (Henri d'ESCOUBLEAU de), archevêque de Bordeaux.....	356, 357.
SPIFAME (Gaillard), général des finances.....	5.
SPIFAME (Jacques-Paul), évêque de Nevers.....	5.
SPINOLA (Antoine-Marie), T. à Aix.....	20.
SUBLET DE NOYERS (François), secrétaire d'Etat....	257.
SUBLET DE NOYERS (Famille).....	146.
SULLY (Maximilien de BÉTHUNE, baron de ROSNY, 1 ^{er} duc de), surintendant des finances.....	10, 30, 32, 34, 69, 123, 186, 198, 207, 208, 221, 256, 257, 263, 371, 500.
SULLY (Maximilien de BÉTHUNE, 2 ^e duc de), secrétaire du roi.....	136.
TABOURET (Martin), traitant.....	117, 273, 386, 387, 412, 413, 418.
TABOURET (Madeleine), dame de BARBEZIÈRE, comtesse de CHERMAULT.....	413.
TABOURET, veuve SANSON.....	411.
TALLEMANT (Gédéon), maître des requêtes et intendant.....	411.
TALLEMANT DES RÉAUX (Gédéon), auteur des « Histoires ».....	57, 135, 138, 144, 193, 253, 269, 389, 403, 411, 501.
TALON (Omer), avocat général au Parlement de Paris.	130, 208, 270, 271, 272, 389, 500.
TALON (Suzanne-Henriette), dame BAZIN DE BEZONS.	389.
TARDIF (Jean-Charles), T. à Caen.....	140.

TASCHEREAU (Famille).....	146.
TECHENER, libraire à Paris.....	481.
TESTARD DES BOURNAIS (Georges-Pierre), T. à Tours.	23.
TESTU (Claude), T. à Tours.....	479.
THELIS (Jacques de), sgr du CHASTEL et de CHAMBOST, T. à Lyon.....	466.
THIBAUT (Charles), T. à Soissons.....	476.
THIBAUT (Catherine), dame FOURNIVAL.....	450.
THIBAUT (Pierre de), T. à Bordeaux.....	334, 356, 459.
THIEL (François), T. à Riom.....	118.
THIERRY DE ST-THIERRY (Raoul), T. à Châlons.....	61.
THOMAS (Bernard de), T. à Toulouse.....	477.
THOREAU (Gilles), sgr de LA GRIMAUDIÈRE, T. à Poi- tiers.....	473.
THOREL DE CHAMPIGNEULLES (Claude-Charles-Flo- rent), T. à Lyon.....	496.
THOU (Jacques-Auguste de), président au Parlement de Paris.....	21.
THOU (François-Auguste de), conseiller au Parlement de Paris.....	64.
TORTATY (Jean de), T. à Bordeaux.....	58, 356, 458.
TORTATY (Joseph de), T. à Bordeaux.....	50.
TOUCHET (Marie), dame BLANCHARD.....	34.
TOUCHET (Marie), dame de BALZAC D'ENTRAIGUES....	34, 359.
TOUPIGNON (Jean-François de), T. à Toulouse.....	477.
TOURREL (François de), T. à Montauban.....	468.
TOURTIER (Nicolas), sgr de MALMUSSE, T. à Orléans.	472.
TRACY (Alexandre de), commissaire général.....	357.
TRUC (Jérôme), subdélégué de l'intendant de Cham- pagne.....	396.
TRUDAIN (Charles), T. à Amiens.....	458.
TRUDAIN (Famille).	145.
TUBEUF (Jacques), dit le président TUBEUF, T. à Riom, intendant des finances et président à la Chambre des comptes.....	32, 130, 131, 136, 174, 257, 260, 381, 388, 413, 453.
TUBEUF (Famille).....	146.
TULLIER (Jean de), sgr de LA ROQUETTE, T. à Montau- ban.....	468.
TURENNE (Henri de LA TOUR D'Auvergne, vicomte de), maréchal général des armées françaises.....	58, 139, 258, 357, 390.
TURGOT (Famille).....	145.

UXELLES (Marquis d'), lieutenant de roi.....	365.
VAILLANT (François), sgr de LA BOUTHILLERIE, T. à Amiens.....	458.
VALÉE (François), T. à Paris.....	115.
VALÉE (Jacques), sgr de CHENAILLES, T. à Orléans....	22.
VALETTE DE BOSREDON (François), T. à Riom.....	54.
VALLIER (Jean), maître d'hôtel du roi.....	270, 301.
VALOIS (Jacques de), T. à Grenoble.....	464.
VALON (Jacques), sgr de MIMEURE, T. à Dijon.....	269, 311, 429, 430, 463.
VANEL (Antoine), traitant.....	35, 412.
VANEL (Claude), traitant.....	35, 370, 412.
VANEL (Anne-Marguerite), dame COIFFIER.....	35.
VARICE (Gaspard), T. à Tours.....	479.
VAROQUIER — ou WAROQUIER (François de), sgr de MÉRICOURT, T. à Paris.....	79, 398, 402, 405, 406, 453.
VAUMESLE (Jean de), sgr de LIVET, T. de France à Alençon.....	457.
VAUTHIER (Jean-Bernard), T. à Dijon.....	143.
VENDÔME (Charles de BOURBON, 1 ^{er} duc de).....	205.
VENDÔME (César de BOURBON, duc de).....	359.
VENDÔME (Maison de).....	145.
VERTHAMON — ou VERTAMONT (François de), sgr du MAS DU PUY, T. à Limoges et chanoine de Limoges.	465.
VERTHAMON (Guillaume de), sgr de MALAGNAC, baron de CHALUDET, T. à Limoges.....	466.
VERTHAMON (Jean-Baptiste de), sgr d'ARPILLIÈRE, T. à Bordeaux et chanoine de Paris.....	141, 156, 459.
VERTHAMON (François de), marquis de MANEUVRE, maître des requêtes et intendant de Guyenne....	156.
VERTHAMON (François - Michel de), maître des requêtes.....	466.
VERTHAMON (Famille de).....	145.
VERTON (Pierre de), T. à Tours, puis à Orléans....	65.
VEUHE (Laurent de La), comte de CHEVRIÈRES, T. de France à Lyon.....	466.
VIAL (Mathieu), T. à Grenoble.....	464.
VIALET (Gilbert), sgr de LA FORÊT, T. à Moulins....	269, 451, 471.
VIC (Méry de), garde des sceaux de France.....	395.
VIGOSE (Raymond de), intendant des finances à Bordeaux.....	137.

VIDARD (Mathieu), sgr de St-CLAIR, T. à Poitiers....	473.
VIENNE (Jean de), T. à Bordeaux, intendant des finances, président à la Chambre des comptes de Paris.	46, 148, 239.
VILLAIN (Jean), T. à Moulins.....	134.
VILLAINES (Jean de), T. à Moulins.....	428, 470.
VILLARS (Charles-Louis-Hector, duc de), maréchal général des armées françaises.....	444.
VILLEMONTÉE (François HAUTIER de), intendant de Poitou.....	228, 269, 388.
VILLEROI (Nicolas de NEUFVILLE, marquis, puis duc de), maréchal de France.....	58, 253.
VILLEROI (Famille de NEUFVILLE de).....	146.
VIOLET, T. à Dijon (?).....	143.
VISCONTI (Valentine), duchesse d'ORLÉANS.....	319.
VITRY (Nicolas de l'HOSPITAL, duc de), maréchal de France.	357, 449.
VIVET (Louis), marquis de MONTCLUS, T. à Montpellier.	469.
VIVEY (François), T. à Bordeaux.....	58.
VISINIER (Vincent), T. à Soissons.....	476.
VOYON DE LA PLANCHE (Léonard), procureur du roi au bureau de Limoges.....	487.
YGOU (François), sgr de BOISNORMAND, T. à Rouen..	475.
ZAMET (Sébastien), financier.....	28.

INDEX DES NOMS DE LIEUX ET INSTITUTIONS

ABBEVILLE (Election)	420.
AGDE (Diocèse)	370.
(Ville)	219.
AGEN (Cour des aides)	64, 259, 303, 333.
(Bureau des finances)	5, 7, 12, 303.
(Election)	121, 278, 361, 420.
(Ville)	5, 7, 115, 161, 279, 333, 382.
AGENAIS (Pays)	282, 299, 361.
(Election)	Cf. AGEN (Election).
AIGUES-MORTES (Ville)	437.
AIRE-SUR-L'ADOUR (Ville)	373.
AIX (Parlement)	11, 133, 143, 289 à 291, 316, 317, 350, 367.
(Cour royale des maitres ratio- naux)	315.
(Cour des comptes, archives et finances)	315.
(Cour des comptes, aides et fi- nances)	11, 16, 20, 105, 106, 230, 290, 315 à 318, 489.
(Bureau des finances)	11, 13, 16, 18, 20, 26, 39, 44, 60, 61, 62, 68, 69, 70, 79, 82, 83, 85, 99, 100, 104, 105, 106, 108, 114, 129, 133, 140, 143, 147, 205, 229, 230, 231, 232, 235, 249, 289, 291, 317, 349, 359, 367, 368, 444, 445, 456, 457, 481, 489, 502.
(Présidial)	290, 350.
(Université)	140, 318, 444.
(Chapitre)	445.
(Ville)	5, 6, 8, 69, 70, 79, 229, 230, 231, 290, 367, 444.
ALBI (Election)	370.

(Ville)	369.
ALBRET (Duché)	278, 320.
ALENÇON (Généralité)	238, 258, 355.
(Bureau des finances)	12, 16, 18, 37, 70, 76, 97, 98, 151, 169, 204, 235, 246, 249, 280, 305, 347, 352, 358, 363, 427, 452, 456, 488.
(Présidial)	352, 378.
(Election)	421.
(Ville)	12, 231, 379.
ALET (Diocèse)	200, 370.
ALLEMAGNE	137, 388.
ALSACE (Province)	139, 165, 323, 345.
(Conseil souverain)	294.
(Conseil supérieur)	294.
(Conseil provincial)	294.
(Bureau des finances)	Cf. METZ (Bureau des finances).
AMBOISE (Election)	420.
AMIENS (Généralité)	164, 173, 259, 294, 440.
(Bureau des finances)	11, 16, 18, 20, 47, 49, 68, 76, 85, 87, 89, 96, 97, 114, 128, 129, 138, 145, 148, 167, 189, 191, 229, 231, 234, 235, 276, 295, 296, 325, 326, 353, 395, 396, 433, 451, 452, 457, 486, 503.
(Présidial)	352.
(Election)	420.
(Ville)	5, 20, 96, 231, 443.
ANGERS (Bureau des finances)	12, 14.
(Election)	420.
(Ville)	443.
ANGOULÈME (Election)	334, 420.
ANGOUMOIS (Pays)	165.
ANJOU (Province)	64, 166, 356, 420.
ANNONAY (Election)	370.
(Ville)	282.
ANTIBES (Ville)	223.
ARAGON (Royaume)	373.
ARDÈCHE (Rivière)	219.
ARGENTAN (Election)	421.
ARGENTUIL (Localité)	218.
ARLES (Ville)	367.

ARMAGNAC (Comté)	321, 322, 361.
(Election)	320, 322, 420.
ARQUES (Election)	421.
ARTOIS (Province)	158.
(Conseil provincial et souve- rain)	294.
(Etats)	362.
ASTARAC (Election)	320, 322, 361, 420.
AUBAGNE (Ville)	230.
AUCH (Généralité).	420.
(Bureau des finances).....	14, 18, 48, 191, 296, 322, 443.
(Ville).	322, 443.
AUGSBOURG (Ville)	258.
AUNIS (Pays)	138, 165.
AURE (Pays d'Etat)	922, 373.
(Vallée des Pyrénées)	322.
(Election)	342.
AURILLAC (Election)	420.
AUTUN (Election)	365.
AUVERGNE (Comté).	320.
(Province)	68, 331, 333.
(Généralité)	Cf. RIOM (Généralité).
(Bureau des finances)	Cf. RIOM (Bureau des finances).
AUVERGNE (BASSE-) (Etats)	360.
(Election)	Cf. CLERMONT-FERRAND (Election).
AUVERGNE (HAUTE-) (Etats)	360.
(Election)	Cf. RIOM (Election).
AUXERRE (Election)	276, 364, 421.
AUXONNE (Election)	365.
(Ville).	258.
AVALLON (Election)	365.
AVIGNON (Ville)	178.
AVRANCHES (Election)	420.
BAR (ou BARROIS) (Duché)	138, 323.
(Chambre des comptes du du- ché)	293, 323.
(Chambre du Conseil, des comp- tes et du domaine, Cour des aides et des monnaies)	323.
BAROUSE (Vallée des Pyrénées)	322.

BAR-SUR-AUBE (Election)	420.
BAR-SUR-SEINE (Etats)	364.
(Election)	276, 364, 421.
BASTILLE (Forteresse et prison de Paris)	228, 270.
BASTILLES DE MARSAN (Pays d'Etats)..	320.
BAUGÉ (Election)	420.
BAUX (Baronnie)	367.
BAVIÈRE (Electorat)	258.
BAYEUX (Election)	421, 421.
BAYONNE (Ville)	259, 260, 322, 345, 373.
BAZADOIS (Pays)	12, 360.
(Election)	Cf. BAZAS (Election).
BAZAS (Election)	361, 420.
BÉARN (Pays)	165, 259, 278, 292, 320, 322, 345.
(Conseil souverain)	292.
(Etats)	373, 374.
(Abrégé)	373.
(Election)	342.
BEAUCAIRE (Sénéchaussée)	368, 437.
(Bureau des finances)	14.
(Ville)	134, 164, 219.
BEAUGENCY (Election)	420, 424.
BEAUJOLAIS (Pays)	164.
(Election)	Cf. VILLEFRANCHE DE BEAUJOLAIS (Election).
BEAUMONT-SUR-OISE (Bailliage subur- bain)	203.
BEAUMONT (Localité de Normandie)..	220.
BEAUNE (Election)	365.
(Ville)	286.
BEAUVAIS (Election)	420.
BELGIQUE (Cour des comptes)	7.
BELLAC (Election)	420, 429.
(Ville).	384.
BELLE-ÎLE (Ile)	123.
BELLEY (Election)	364, 421, 429, 430, 433.
BERNAY (Election)	421.
BERRY (Province)	68, 356.
(Bureau des finances)	Cf. BOURGES (Bureau des finances).

BESANÇON (Parlement)	14, 295, 345.
(Bureau des finances)	14, 18, 48, 295, 323, 490.
(Ville)	295, 323.
BÉZIERS (Bureau des finances)	Cf. MONTPELLIER (Bureau des finances).
(Diocèse et Election)	370.
(Ville)	230, 284, 338, 374, 371.
BEZONS (Localité)	218.
BIGORRE (Pays d'Etats)	320, 322, 342, 373.
(Election)	342.
BLAISE (Rivière de Champagne)....	220.
BLAYE (Ville)	230, 356.
BOIS (Comté)	15, 319.
(Chambre des comptes)	15, 16, 205, 319, 320, 491.
(Trésorier général de France)	15, 16, 205, 319.
(Election)	420.
(Ville)	5, 39, 57, 78.
BORDEAUX (Généralité)	173, 259, 420.
(Parlement)	57, 58, 77, 263, 278 à 280, 303, 350, 384, 386.
(Chambre des comptes) ..	303.
(Cour des aides)	321, 333 à 335, 342.
(Chambre de l'Edit)	359.
(Bureau des finances)	11, 17, 26, 32, 36, 50, 51, 63, 64, 65, 68, 70, 72, 77, 85, 86, 87, 94, 95, 104, 106, 113, 115, 118, 125, 126, 129, 130, 131, 133, 137, 140, 143, 145, 152, 156, 170, 189, 191, 203, 206, 230, 231, 234, 239, 252, 257, 276, 278, 279, 282, 283, 284, 295, 296, 303, 320, 321, 322, 333, 334, 350, 355, 356, 357, 358, 359, 361, 374, 376, 430, 432, 434, 443, 444, 445, 452, 458, 481, 484.
(Election)	278, 420.
(Chapitre)	445.
(Ville)	7, 56, 57, 94, 333, 343, 445.
BORDELAIS (Pays)	12.
BOUILLON (Duché)	144, 443.
BOURBON-L'ARCHAMBAULT (Ville)	144, 443.
BOURBONNAIS (Province)	186, 204, 320, 356.
(Généralité)	Cf. MOULINS (Généralité).

BOURGANEUF (Election)	331, 420.
BOURG-EN-BRESSE (Cour souveraine)..	286, 310, 345.
(Bureau des finances)	14, 286, 310.
(Présidial)	286.
(Election)	364, 421, 429, 433.
(Ville)	14, 429, 433.
BOURGES (Généralité)	164, 173, 259, 331, 420.
(Bureau des finances)	5, 16, 18, 35, 37, 38, 54, 64, 65, 68, 85, 87, 92, 108, 116, 128, 131, 134, 135, 144, 152, 159, 169, 191, 200, 219, 221, 227, 228, 230, 232, 235, 237, 251, 256, 276, 295, 296, 325, 330, 348, 350, 354, 389, 424, 429, 435, 443, 451, 452, 459, 486.
(Présidial)	134, 350.
(Election)	420, 424.
(Université)	140.
(Ville)	5, 142, 232, 389, 442, 443.
BOURGOGNE (Comté de)	Cf. FRANCHE COMTÉ.
BOURGOGNE (Province)	164, 178, 207.
(Grands-Jours)	286.
(Etats)	364 à 367.
(Chambre des Elus)	366, 367.
BOURGOGNE et BRESSE (Généralité et gouvernement général).	139, 158, 207, 257, 272, 279, 288, 392.
(Parlement)	Cf. DIJON (Parlement).
(Chambre des comptes)..	Cf. DIJON (Chambre des comptes).
(Cour des aides)	Cf. DIJON (Cour des aides).
(Cour des comptes, aides et finances)	Cf. DIJON (Cour des comptes, aides et finances).
(Bureau des finances) ...	Cf. DIJON (Bureau des finances).
BRESSE, BUGEY, VALROMEY et PAYS DE GEX (Pays)	14, 158, 164, 223, 246, 286, 335, 364.
(Cour souveraine)	Cf. BOURG (Cour souveraine).
(Etats)	365.
(Bureau des finances)	Cf. BOURG (Bureau des finances)
BRETAGNE (Province et Généralité) ..	3, 39, 150, 158, 165, 166, 203, 258, 291, 318, 345, 374.
(Grands-Jours)	291.
(Parlement général)	291.

(Parlement)	Cf. RENNES (Parlement).
(Chambre des comptes) ..	Cf. NANTES (Chambre des comptes).
(Etats)	374.
BRIANÇON (Election)	421.
BRIARE (Canal)	219.
BRIE-COMTE-ROBERT (Bailliage subur- bain)	203.
BRIGNOLES (Ville)	219, 367.
BRIOUDE (Election)	420.
BRISACH (Ville)	294.
BRIVE (Election)	331, 420.
BROUAGE (Ville)	165, 259, 357, 416.
BRUGES (Ville)	14.
BRUXELLES (Ville)	14, 29, 30, 258.
BUGEY	Cf. BRESSE, BUGEY et VALROMEY.
CAEN (Généralité)	259, 355, 421.
(Cour des aides)	324, 336, 337.
(Bureau des finances)	16, 18, 23, 32, 36, 57, 63, 68, 75, 85, 102, 109, 112, 114, 145, 146, 168, 169, 203, 226, 236, 242, 247, 250, 251, 262, 280, 304, 305, 336, 337, 352, 355, 363, 427, 428, 430, 443 451, 452, 460, 489, 503.
(Présidial)	352.
(Election)	421.
(Ville)	5, 352, 443.
CAHORS (Cour des aides)	338, 340 à 342, 390.
(Election)	420.
(Ville)	355, 361.
CALAIS et PAYS RECONQUIS.	
(Gouvernement)	138.
CAMBRÉSIS (Pays)	165.
(Etats)	362
CANADA	357.
CARCASSONNE (Sénéchaussée)	368, 437.
(Election)	370.
(Ville)	307, 339.
CARENTAN (Election)	421.
CASTELJALOUX (Localité)	126.
CASTELNAUDARY (Election)	370.
CASTELSARRAZIN (Election)	370.

CASTRES (Election)	370.
CATALOGNE (Vice-royauté)	162.
CAUDEBEC (Election)	421.
CAYLUS (Ville)	361.
CERISOLES (Bataille)	138.
CHALONS (Généralité)	Cf. CHAMPAGNE (Généralité).
(Bureau des finances)	16, 18, 52, 54, 61, 65, 68, 69, 75, 82, 85, 87, 101, 106, 114, 125, 126, 128, 130, 131, 134, 142, 144, 145, 147, 152, 155, 167, 189, 191, 199, 219, 230, 234, 235, 276, 295, 296, 325, 351, 390, 393, 394, 431, 433, 439, 442, 451, 452, 461, 487.
(Présidial)	351.
(Election)	420, 430, 431.
(Ville)	5, 142.
CHALON-SUR-SAÔNE (Election)	365.
CHAMBÉRY (Conseil souverain)	Cf. SAVOIE (Conseil souverain).
(Chambre des comptes)..	Cf. SAVOIE (Chambre des comptes).
(Ville)	
CHAMPAGNE et BRIE (Province et Géné- ralité).	3, 30, 194, 258, 271, 379, 420.
(Bureau des finances) ..	Cf. CHALONS (Bureau des finances).
CHARLEVILLE (Ville)	125.
CHAROLLES (Election)	365.
CHARTRES (Bureau des finances)	12, 14.
(Election)	420, 427.
(Ville)	219.
CHATEAU-CHINON (Election)	331, 420.
(Ville)	205.
CHATEAU-DU-LOIR (Election)	420.
CHATEAUDUN (Election)	420.
CHATEAU-GONTHIER (Election)	420.
CHATEAUNEUF-SUR-LOIRE (Localité) ..	271.
CHATEAURENAULT (Ville)	260.
CHATEAUROUX (Election)	420.
CHATEAU-THIERRY (Duché-Pairie) ...	217, 320.
(Election)	420.
(Ville)	217.
CHATELLERAULT (Election)	420.
CHATILLON-SUR-SEINE (Election). . .	365.

CHATILLON-SUR-SÈVRE (Election).....	420.
CHATOU (Localité)	219.
CHAUMONT (Election de Champagne).....	420.
CHAUMONT (Election avec MAGNY-EN- VEXIN)	421.
CHERASCO (Ville d'Italie)	138.
CHINON (Election)	420.
CLAMECY (Election)	420.
CLERMONT (au diocèse de Lodève) ..	370.
(Election)	370.
CLERMONT (de l'Oise)	420.
(Election).	420.
CLERMONT (Ville).	229, 331.
CLERMONT-FERRAND (Cour des aides).....	324, 331 à 333, 434.
(Election)	420.
(Ville)	229, 331, 332.
COGNAC (Election)	278, 320, 420, 430.
(Ville)	5, 430.
COLMAR (Ville)	294.
COLOGNE (Ville d'Allemagne)	137.
COMBRAILLES (Election)	331, 420.
COMMINGES (Ancien pays d'Etats) ..	282, 360, 361, 370.
(Election)	420.
COMPIÈGNE (Election)	420.
(Ville et château).....	193, 397.
CONCHES (Election)	421.
CONDOM (Election)	278, 361, 420.
(Ville)	126.
CONDOMOIS (Pays)	278, 361.
(Election)	Cf. CONDOM (Election).
CONSERANS (Pays d'Etats)	373.
CORBIE (Ville)	97, 413.
COUCY-LE-CHATEAU (Ville)	391.
COULOMMIERS (Election)	420.
COUSIN (Rivière de Bourgogne)	220.
COUTANCES (Election)	421.
CRÉMIEU (Localité)	202, 309, 316.
CRÉPY-EN-VALOIS (Bailliage suburbain).....	203.
(Election)	420.
CREST (Election)	421.

CURE (Rivière de Bourgogne)	220.
DAUPHINÉ (Province et Généralité) ..	3, 6, 39, 68, 71, 138, 158, 164, 170, 201, 212, 258, 288, 313, 344, 363.
(Parlement)	Cf. GRENOBLE (Parlement).
(Chambre des comptes) ..	Cf. GRENOBLE (Chambre des comp- tes).
(Cour des aides et finances).	Cf. VIENNE (Cour des aides et fi- nances).
(Etats)	158, 361, 363, 364.
DAX (Ville)	278, 279, 321, 343, 361.
DECIZE (Ville)	215.
DEMUYN (Localité)	97.
DIE (Election).	421.
DIJON (Généralité)	Cf. BOURGOGNE et BRESSE (Généra- lité).
(Parlement)	30, 63, 75, 79, 83, 143, 286 à 288, 327, 343, 344, 392.
(Chambre des comptes)	11, 16, 53, 243, 310 à 312, 315, 327, 343, 421, 489.
(Cour des aides)	306, 325, 343, 344.
(Cour des comptes, aides et finances)	306, 343.
(Chambre neutre)	343.
(Bureau des finances)	11, 15, 16, 18, 19, 24, 44, 53, 65, 68, 71, 82, 83, 85, 86, 105, 108, 114, 231, 234, 235, 239, 242, 245, 250, 286 à 288, 306, 310 à 312, 327, 343, 344, 364 à 366, 429, 430, 433, 442, 452, 462, 490, 503.
(Election)	365.
(Université)	312.
(Ville)	5, 68, 95, 141, 231, 327, 365, 442.
DIOIS (Comté)	11, 39.
(Election)	Cf. DIE (Election).
DOL (Ville)	269.
DOLE (Chambre des comptes)	14, 295, 323.
(Cour des comptes, aides, domaine et finances)	295, 323.
(Ville)	295.
DOMBES (Principauté)	292.
(Parlement)	292, 293.
DOMFRONT (Election)	421.
DONNEZAN (Pays)	373.

DOUAI (Parlement)	Cf. FLANDRE (Parlement).
(Bureau des finances)	14.
(Ville)	14.
DOULLENS (Election)	420.
DOURDAN (Bailliage suburbain)	203.
(Election)	420.
DRAGUIGNAN (Ville)	367.
DREUX (Election)	420.
(Ville)	219.
DUNKERQUE (Ville)	261.
DUNKERQUE, GRAVELINES et BOUR- BOURG (Gouvernement)	294.
ELBEUF (Ville).	157.
EMBRUN (Election)	421.
ENSISHEIM (Ville)	294.
EPERNAY (Election)	420.
ESPAGNE (Royaume)	388.
ETAMPES (Bailliage suburbain)	203.
ETAMPES (Election)	420, 425, 426.
(Ville)	426.
EU (Election)	421.
EURE (Rivière)	219.
EVAUX (Siège de l'Election de Com- BRAILLE)	331, 420.
EVREUX (Comté)	320.
(Election)	421.
FANJEAUX (Diocèse de MIREPOIX)	370.
(Election)	370.
FALAISE (Election)	421.
FEZENSAGUET (Pays)	320.
FIGEAC (Election)	320, 361, 420.
(Ville)	361.
FLANDRE (Province)	139, 162, 165, 197.
(Parlement)	74, 295, 345.
(Etats)	362.
FLAVIGNY (Localité)	230.
FLEURANCE (Siège de l'Election de Lomagne)	320, 322, 420.
FOIX (Comté)	320, 322, 373.
(Chambre des comptes)	322.

(Etats)	373.
(Election)	342.
FONTAINEBLEAU (Château)	136, 193.
FONTENAY-LE-COMTE (Election)	420.
(Ville)	139.
FORCALQUIER (Comté)	11, 39.
FOREZ (Pays)	164.
(Election)	Cf. MONTBRISON (Election).
FOR-L'EVÊQUE (Prison de Paris)....	142.
FRANC-ALLEU (Election)	420.
FRANCHE-COMTÉ (Province)	295, 323, 345.
(Parlement)	Cf. BESANÇON (Parlement).
(Chambre des comp- tes)	Cf. DOLE (Chambre des comptes).
(Cour des comptes, aides, domaine et finances)	Cf. DOLE (Cour des comptes, aides, domaine et finances).
(Bureau des finan- ces)	Cf. BESANÇON (Bureau des finances).
GABARDAN (Pays d'Etat).....	320, 322, 373.
GANNAT (Election)	331, 420.
GAP (Election)	421.
(Ville)	413.
GASCOGNE (Province)	165, 278, 340.
(Bureau des finances)	Cf. AUCH (Bureau des finances).
GAVARRET (Ville).	320.
GENÈVE (Ville)	5, 223.
GÉVAUDAN (Pays d'Etats)	368, 370.
(Etats)	368, 370.
GEX (Pays)	14, 165, 223.
(Election)	364.
GIEN (Election)	420.
GIGNAC (Ville)	230.
GISORS (Duché)	293.
(Election)	421.
GONDREVILLE (Terre)	99.
GOURDON (Ville)	361.
GRASSE (Ville)	367.
GRENADE (Election de RIVIÈRE-VER- DUN)	420.

GRENOBLE (Généralité)	Cf. DAUPHINE (Généralité).
(Parlement)	71, 73, 79, 288, 289, 314, 344, 345, 351, 387.
(Chambre des comptes)..	16, 44, 51, 71, 73, 74, 84, 289, 313 à 315, 344, 490.
(Bureau des finances)	8, 11, 13, 15, 16, 18, 37, 44, 51, 68, 49, 73, 74, 84, 85, 114, 130, 131, 136, 138, 145, 235, 288, 289, 313, 315, 324, 345, 348, 358, 364, 364, 387, 413, 452, 463, 490, 503.
(Présidial)	351.
(Election)	421.
(Ville)	5, 68, 231, 289, 314.
GUÉRET (Election)	331.
GUISE (Election)	420.
GUYENNE (Province)	3, 68, 84, 85, 114, 137, 165, 356, 357, 359.
(Généralité)	Cf. BORDEAUX (Généralité).
(Grands-Jours)	278.
(Parlement)	Cf. BORDEAUX (Parlement).
(Chambre des comptes) ..	Cf. BORDEAUX (Chambre des comptes).
(Cour des aides)	Cf. AGEN et BORDEAUX (Cour des aides).
(Bureau des finances)	Cf. BORDEAUX (Bureau des finances).
GUYENNE (HAUTE-) (Pays)	278, 333, 338, 340, 357.
(Bureau des finances)	Cf. MONTAUBAN (Bureau des finances).
HAINAUT (Pays)	158, 165, 293.
(Etats)	362.
HOLLANDE	137.
HONFLEUR (Ville)	157.
ILE-DE-FRANCE (Province et Gouvernement)	352.
ISSOIRE (Election)	420.
(Ville)	5, 139.
ISSOUDUN (Election)	420.
(Ville)	230.
IS-SUR-TILLE (Ville)	198.
ITALIE	104, 138, 319.
(Cour des comptes)	7.
JOIGNY (Election)	420.

JOINVILLE (Election)	420.
LABOURD (Pays d'Etats)	165, 322, 372.
LA CHARITÉ-SUR-LOIRE (Election) ...	420.
LA CHASTRE (Election)	420.
LA FERTÉ-MILON (Ville)	95.
LA FLÈCHE (Election)	420.
(Ville)	428.
LANDES (de GASCOGNE) (Région)	278, 321, 343.
LANGRES (Election)	420.
LANGUEDOC (Généralité primitive, puis gouvernement général).	3, 68, 137, 164, 165, 201, 207, 220, 258, 260, 272, 282 à 285, 306 à 310, 338, 339, 368 à 372, 379, 389, 392.
(Parlement)	Cf. TOULOUSE (Parlement).
(Chambre des comptes) ..	Cf. MONTPELLIER (Chambre des comptes).
(Cour des aides)	Cf. MONTPELLIER (Cour des aides).
(Cour des comptes, aides et finances)	Cf. MONTPELLIER (Cour des comp- tes, aides et finances).
(Chambre du domaine) ..	284, 309.
(Etats)	45, 141, 368 à 372.
LANGUEDOC (BAS-) (Bureau des finan- ces)	Cf. MONTPELLIER (Bureau des fi- nances).
LANGUEDOIL (ou LANGUEDOUY)	
(Généralité primitive) ..	3, 68, 129, 145, 325.
LANNEMEZAN (Ville)	373.
LANNES (Election)	12, 278, 321, 322, 343, 361, 420.
LAON (Election)	420.
(Ville)	443.
LA RÉOLE (Ville)	279.
LA ROCHELLE (Généralité).	420.
(Cour des salins de Po- nant)	334.
(Bureau des finances)..	14, 18, 47, 85, 97, 142, 169, 191, 235, 278, 296, 487, 503.
(Election)	420.
(Ville)	14, 97, 138, 140, 142.
LAUTREC (Pays)	320.
LAUZERTE (Ville du Quercy)	361.
LAVAL (Election)	420.

LAVAU (Diocèse et Election)	370.
(Ville)	338.
LE BLANC (Election)	420.
L'ECLUSE (Bataille navale)	2.
LECTOURE (Ville)	420.
LE HAVRE (Ville)	421.
LE MANS (Election)	420.
LENS (Bataille)	273.
LE PUY (Diocèse)	335.
(Election)	370.
LES ANDELYS (Election)	421.
LES SABLES-D'OLONNE (Election)	420.
LESCAR (Evêché)	373.
LESPARRE (Ville)	161.
LEVANT (Terres et mers)	124.
LIBOURNE (Cour des Monnaies)	345.
(Ville)	161, 252, 333, 334, 340, 355.
LIÈGE (Ville)	20.
LILLE (Chambre des comptes)	7, 14.
(Bureau des finances)	14, 18, 47, 74, 144, 169, 197, 235, 294, 296, 487, 509.
(Ville)	14.
LIMOGES (Vicomté)	321.
(Généralité)	9, 129, 173, 259, 331, 335, 418, 420.
(Bureau des finances)	9, 10, 14, 16, 18, 25, 35, 71, 85, 87, 97, 98, 108, 114, 117, 132, 138, 140, 145, 169, 191, 226, 228, 231, 234, 235, 253, 278, 295, 296, 321, 325, 354, 361, 385, 387, 388, 418, 430, 451, 452, 464, 481, 487, 504.
(Présidial)	71, 354.
(Election)	331, 420.
(Ville)	9, 97, 231, 259, 279, 386.
LIMOUSIN (Province)	331, 333.
LIMOUSIN (BAS-) (Pays)	386, 387.
(Etats)	165.
(Election)	Cf. BRIVE (Election).
LIMOUSIN (HAUT-) (Etats)	165.
(Election)	Cf. LIMOGES (Election).
LIMOUX (Diocèse)	370.
(Election).	370.

LISIEUX (Election)	420.
LOCHES (Election)	421.
LODÈVE (Diocèse)	370.
LOIRE (Fleuve)	219.
LOMAGNE (Election)	420.
LOUDUN (Election)	420.
(Ville)	64, 79.
LORRAINE (Duché, puis Province) ..	293, 323.
(Conseil souverain)	Cf. NANCY (Conseil souverain).
(Chambre des comptes) ..	Cf. NANCY (Chambre des comptes).
LORRAINE et BARROIS (Parlement) ..	Cf. NANCY (Parlement).
(Cour souveraine)	293.
LOUVRE (Château du)	6, 193, 248.
LYON (Généralité)	9, 173, 257, 335, 420.
(Cour des aides)	324, 335.
(Cour des monnaies)	345, 351.
(Bureau des finances)	9, 10, 16, 18, 20, 21, 29, 61, 65, 69, 71, 82, 85, 87, 91, 108, 114, 141, 143, 167, 191, 231, 242, 252, 276, 295, 351, 393, 437, 440, 445, 451, 452, 466, 487, 504.
(Présidial)	351.
(Election)	420, 429, 433.
(Chapitre)	445.
(Ville)	5, 61, 141, 142, 167, 173, 231, 314, 345, 351, 437, 440, 445.
LYONNAIS, FOREZ et BEAUJOLAIS (Gou- vernement général)	58, 164, 271, 379.
LYONS-LA-FORÊT (Election)	421.
MACON (Etats)	364.
(Election)	276, 364, 421.
MADRID (Traité)	131, 364.
MAGNAOSC (Vallée des Pyrénées)	322.
MAGNY-EN-VEXIN (Election, avec CHAU- MONT)	421.
MAGUELONNE (Localité, ancien évê- ché)	230.
MAINE (Province)	420.
MANOSQUE (Ville)	230.
MANTES (Bailliage suburbain)	203.
(Election)	420.
MANTOUE (Duché)	126.

MARCHE (Province)	204, 360, 387, 428.
MARCHE (BASSE-) (Election)	Cf. BELLAC (Election).
MARCHE (HAUTE-) (Election).	Cf. GUERET (Election).
MARSAN (Pays d'Etats)	320, 322, 342, 373.
(Election)	342.
MARSEILLE (Ville)	229, 443.
MAULÉON (SUR-SÈVRE) (Election)	Cf. CHATILLON-SUR-SÈVRE (Election).
MAULÉON (au Pays de SOULE) (Ville)..	372.
MAURIAC (Election)	420.
MAYENNE (Election)	420.
MEAUX (Election)	420.
MELUN (Présidial)	449, 450.
(Bailliage suburbain)	203.
(Election)	420.
(Ville)	413, 440.
MENDE (Diocèse)	262, 335.
(Election)	370.
METZ, TOUL et VERDUN (Généralité)..	260.
METZ (Parlement)	71, 132, 292 à 295, 323, 345.
(Chambre des comptes du Par- lement)	52, 293, 322, 323, 490.
(Bureau des finances)	14, 18, 51, 52, 68, 71, 77, 100, 113, 235, 293, 294, 349, 490.
(Présidial)	349.
(Ville)	77.
MEULAN (Bailliage suburbain)	203.
(Election)	420.
MILAN (Duché)	3, 6, 319.
MILHAU (ou MILLAU) (Election)	320, 361, 420.
MIRANDE (Election d'ASTARAC).....	322, 420.
MIREBEAU (Election)	420.
MIREPOIX (Diocèse)	370.
MONS (Cour souveraine)	294.
MONTARGIS (Election)	420.
(Ville)	217.
MONTAUBAN (Généralité)	259, 285, 382, 417, 420.
(Cour des aides et finan- ces)	325, 338, 340 à 342.

(Bureau des finances) ..	13, 16, 18, 23, 27, 48, 49, 51, 56, 68, 85, 119, 121, 129, 178, 180, 189, 191, 203, 234, 235, 249, 252, 277, 278, 286, 296, 321, 322, 340, 342, 352, 355, 374, 381, 382, 388, 390, 411, 417, 429, 431, 451, 452, 464, 481, 487, 504.
(Présidial)	352, 355.
(Election)	320, 420.
(Ville)	43, 68, 203, 341, 342, 355, 381.
MONTBRISON (Election)	420.
MONTCUQ (Ville du Quercy)	361.
MONT-DE-MARSAN (Ville)	320, 373.
MONTDIDIER (Election)	420.
MONTÉLIMAR (Election)	421.
MONTEREAU (Election)	420.
MONTET-AUX-MOINES (Abbaye).	140.
MONTFAUCON (Gibet)	5.
MONTFERRAND (Cour des aides)	331, 333.
(Ville)	331.
MONTFERRAT (Duché)	126.
MONTFORT-L'AMAURY (Election)	420.
MONTIVILLIERS (Election)	420.
MONTLUÇON (Election)	420.
MONTPELLIER (Généralité)	257, 355.
(Chambre des comp- tes)	16, 43, 45, 49, 70, 246, 306 à 310, 315, 338, 339, 489.
(Cour des aides)	55, 306, 307, 325, 338 à 340, 342, 424.
(Cour des comptes, ai- des et finances)	183, 193, 284, 307, 308, 309, 314, 339, 340.
(Bureau des finances)..	5, 11, 12, 13, 14, 16, 19, 35, 44, 45, 55, 68, 69, 70, 85, 87, 100, 105, 108, 128, 130, 137, 138, 144, 146, 147, 183, 193, 207, 229, 231, 233, 234, 235, 240, 241, 245, 249, 282 à 284, 306, 310, 350, 355, 368 à 371, 423, 443, 445, 451, 452, 468, 481, 489.
(Présidial)	350, 355.
(Election)	370.
(Université)	27, 140.
(Chapitre)	445.

(Ville)	3, 5, 43, 193, 437, 443, 445.
MONTREUIL-BELLAY (Election)	420.
MORTAGNE (Election)	356, 421.
MORTAIN (Election)	421.
MOULINS (Généralité)	160, 164, 173, 259, 331, 335, 420, 439.
(Chambre du domaine) ...	211.
(Bureau des finances)	9, 16, 18, 32, 69, 85, 87, 92, 96, 106, 108, 110, 120, 124, 129, 130, 140, 141, 146, 147, 155, 160, 169, 180, 191, 204, 219, 221, 231, 235, 276, 295, 296, 352, 381, 409, 424, 428, 433, 441, 443, 452, 469, 481, 487, 504.
(Présidial)	34, 352.
(Election)	331, 420, 424.
(Ville)	9, 141, 185, 186, 196, 197, 231, 429, 439, 441, 443.
NAPLES (Royaume)	3.
NANCY (Conseil souverain)	293.
(Cour souveraine)	293.
(Parlement)	293.
(Chambre des comptes)	293, 323.
NANTES (Généralité)	Cf. BRETAGNE (Généralité).
(Chambre des comptes)	18, 130, 318, 319, 432, 490.
(Trésoriers généraux de France)	5, 7, 14, 15, 16, 18, 68, 114, 292, 318, 319, 374.
(Ville)	
NARBONNE (Diocèse et Election)	369, 370.
NAVARRÉ (Royaume)	39, 292.
NAVARRÉ (BASSE-) (Pays d'Etats)	239, 260, 278, 292, 322, 342, 345.
(Chancellerie)	292.
(Parlement)	Cf. PAU (Parlement).
(Chambre des comptes) ...	Cf. PAU (Chambre des comptes).
(Cour des aides)	Cf. PAU (Cour des aides).
(Cour des comptes, aides et finances)	Cf. PAU (Cour des comptes, aides et finances).
(Etats)	373.
(Election)	342.
NEBOUZAN (Pays d'Etats)	320, 322, 342, 373.
(Election)	342.

NEMOURS (Election)	420.
NÉRAC (Chambre des comptes)	320.
(Ville)	320.
NESTE (Rivière des Pyrénées)	322.
NEUFCHATEL (Election)	421.
NEUILLY (Localité)	218.
NEVERS (Duché).	125, 205.
(Chambre des comptes). . . .	331, 420.
(Election).	331, 420.
(Ville)	5, 215. \
NÎMES (Parlement)	282.
(Bureau des finances)	13.
(Election)	370.
NIORT (Election)	420.
NIVERNAIS (Duché)	Cf. NEVERS (Duché).
(Election)	Cf. NEVERS (Election).
NIZORS (Abbaye)	373.
NOGENT-SUR-SEINE (Election)	420.
NOIRMOUTIER (Ile)	123.
NORMANDIE (Généralité primitive, et province)	3, 14, 43, 68, 78, 157, 164, 178, 203, 236, 280, 281, 303, 305, 336, 338, 355, 362, 363, 428.
(Parlement)	Cf. ROUEN (Parlement).
(Chambre des comptes). . . .	Cf. ROUEN (Chambre des comptes).
(Cour des aides)	Cf. ROUEN et CAEN (Cour des aides).
(Cour des comptes, aides et finances)	Cf. ROUEN (Cour des comptes, aides et finances).
(Etats)	360, 362, 363.
NOTRE-DAME-DE-LA-MER	367.
NOTRE - DAME - DE - LORETTE (Localité d'Italie)	104.
NOYON (Election)	420.
NUITS-SAINT-GEORGES (Election)	365.
OLORON (Evêché)	373.
ORANGE (Principauté)	315.
(Parlement)	293.
ORLÉANAIS (Province)	194, 356, 357.
ORLÉANS (Duché)	38, 108, 110, 194, 210, 217, 319.
(Généralité)	9, 164, 173, 259, 420.

(Bureau des finances)	9, 10, 16, 18, 22, 29, 33, 38, 65, 85, 87, 89, 106, 108, 110, 112, 118, 124, 128, 129, 135, 146, 147, 181, 191, 195, 210, 219, 221, 235, 238, 252, 255, 276, 286, 295, 296, 319, 325, 355, 427, 432, 452, 471, 487.
(Présidial)	355.
(Election)	420.
(Université)	140.
(Ville)	9, 22, 29, 34, 79, 141, 205, 258, 320, 413.
OURCQ (Rivière)	219.
OUTRE-SEINE et YONNE (Généralité primitive)	3, 5, 68, 325.
PARIS (Conseil du roi) (1)	4, 11, 23, 27, 28, 32, 33, 35, 41, 42, 44, 45, 56, 64, 71, 73, 78, 84, 87, 89, 93, 96, 97, 98, 99, 101, 104, 105, 107, 108, 110, 110, 111, 112, 113, 116, 118, 119, 120, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 137, 142, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 161, 162, 163, 165, 167, 170, 175, 176, 177, 182, 183, 189, 197, 201, 205, 212, 216, 216, 217, 218, 219, 221, 222, 228, 229, 232, 234, 242, 243, 254 à 265, 267, 269, 275, 277, 283, 285, 287, 291, 292, 294, 297, 304, 305, 307, 308, 309, 311, 312, 314, 315, 316, 317, 318, 321, 322, 328, 329, 332, 334, 335, 336, 337, 346, 348, 351, 352, 353, 354, 355, 358, 366, 368, 370, 371, 372, 374, 376, 383, 384, 385, 389, 391, 393, 394, 395, 396, 397 à 408, 409, 414, 415, 416, 424, 425, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 434, 436, 439, 440, 441, 442, 443, 445.
(Parlement)	38, 48, 61, 75, 79, 96, 100, 125, 132, 196, 200, 202, 209, 210, 229, 237, 239, 257, 267, 270, 271, 273, 276 à 278, 294, 327, 356, 357, 350, 354, 387, 395, 413, 414, 415, 428.

(1) Bien que le nom de Paris n'entrât pas dans leur désignation, vu leur vocation générale, nous avons rattaché à la capitale le Conseil du roi, le Grand-Conseil et la Chambre du Trésor.

(Chambre des comptes)	2, 4, 6, 10, 11, 13, 16, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 35, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 47, 48, 51, 54, 55, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 64, 73, 76, 80, 87, 88, 91, 92, 100, 103, 104, 105, 106, 114, 115, 116, 120, 121, 124, 129, 130, 131, 132, 136, 139, 143, 173, 179, 180, 186, 188, 193, 199, 200, 202, 208, 232, 239, 241, 263, 295 à 303, 305, 326, 331, 346, 395, 441, 485.
(Cour des aides)	2, 41, 73, 81, 131, 258, 298, 324, 325 à 331, 346, 376, 429, 431, 433.
(Cour des monnaies)	54, 133, 345, 346.
(Grand Conseil).	13, 31, 46, 70, 77, 189, 203, 236, 238, 346 à 348, 356, 382, 389.
(Chambre du Trésor)	2, 12, 44, 48, 53, 63, 128, 140, 202 à 204, 221, 276, 348, 349.
(Châtelet)	35, 65, 301.
(Généralité)	9, 164, 173, 257.
(Bureau des finances)	12, 16, 18, 22, 33, 48, 59, 60, 68, 73, 74, 76, 79, 81, 85, 87, 92, 101, 111, 115, 118, 123, 131, 135, 137, 139, 146, 148, 193, 200, 204, 208, 209, 216, 219, 231, 235, 238, 239, 245, 247, 253, 263, 276, 295, 296, 298, 301, 302, 325, 328, 329, 345, 349, 398 à 407, 417, 444, 446, 452, 486.
(Chambre du domaine et du Trésor)	12, 48, 276, 349.
(Election)	328, 420.
(Grenier à sel)	55.
(Université)	94.
(Ville)	3, 5, 35, 41, 48, 51, 77, 83, 142, 157, 194, 207, 208, 216, 217, 218, 328, 422, 431, 444.
PARTHENAY (Ville)	229, 230.
PAU (Parlement)	292, 320 à 322, 342.
(Chambre des comptes)	320 à 322, 342.
(Cour des aides)	325, 342, 343.
(Cour des comptes, aides et finances)	292, 321, 343.
PAU et BAYONNE (Généralité)	322.
PECCAIS (Localité)	219.
PÉRIGORD (Comté)	219.
(Etats)	12, 165, 299, 320, 321.
(Province)	360.

PÉRIGUEUX (Cour des aides)	333, 338.
(Election)	278, 420.
(Ville)	353, 443.
PÉRONNE (Election)	420.
PERPIGNAN	294.
PERTUIS (Localité)	230.
PÉZÉNAS (Election)	370.
(Ville)	57, 147, 230, 264, 271.
PICARDIE (Province)	3, 68, 75, 215, 259, 271, 379.
(Bureau des finances)	Cf. AMIENS (Bureau des finances).
PIÉMONT	3, 5, 26, 137.
PIGNEROL (Conseil souverain)	293.
(Ville)	126.
PITHIVIERS (Election)	420.
POISSY (Ville)	171.
POITIERS (Généralité)	173, 259, 420.
(Bureau des finances)	5, 14, 16, 18, 21, 31, 68, 85, 86, 87, 128, 130, 132, 142, 173, 189, 191, 228, 232, 235, 249, 252, 253, 276, 295, 296, 321, 325, 353, 357, 388, 443, 452, 472, 481, 488, 504.
(Présidial)	353.
(Election)	420.
(Université)	140.
(Ville)	5, 141, 142, 229, 230, 232, 253, 259, 384, 443.
POITOU (Province).	68, 189, 443.
(Etats)	165.
(Bureau des finances)	Cf. POITIERS (Bureau des finances).
POLOGNE (Royaume)	449.
PONANT (Cour des salins)	Cf. LA ROCHELLE (Cour des salins de Ponant).
PONT-AUDEMER (Election)	421.
PONT-DE-L'ARCHE (Election)	421, 432.
PONTHIEU (Comté)	185.
(Election)	Cf. ABBEVILLE (Election).
PONT-L'EVÊQUE (Election)	421.
PONTOISE (Election)	246, 420.
(Ville)	230, 264.
PORTSMOUTH (Ville d'Angleterre) ...	2.
PORTUGAL (Royaume)	104.

PROVENCE (Comté)	3, 11, 39.
(Gouvernement général et généralité)	68, 201, 259, 272, 359, 367, 379.
(Conseil éminent)	289.
(Parlement)	Cf. AIX (Parlement).
(Cour royale des maîtres rationaux)	315.
Cour des comptes, archi- ves et finances)	316.
(Cour des comptes, aides et finances)	Cf. AIX (Cour des comptes, aides et finances).
(Etats)	367, 368.
(Assemblées des commu- nautés)	367.
(Procure)	367.
PROVINCES UNIES (République)	198.
PROVINS (Election)	329, 420.
PYRÉNÉES (Montagnes)	373.
(Traité)	139.
QUATRE VALLÉES (Pays d'Etats)	Cf. AURE (Pays d'Etats).
QUELESCOAT (Localité)	291.
QUERCY (Pays)	278, 333, 338, 340, 361.
(Election)	Cf. CAHORS (Election).
QUILLEBEUF (Ville)	157.
RATISBONNE (Ville d'Allemagne).	377.
REIMS (Election)	395, 420.
(Ville)	134, 395.
REMOULINS (Ville)	134.
RENNES (Parlement)	291, 292.
(Bureau des finances)	14, 318.
RETHEL (Duché).	125.
(Election).	420.
(Ville).	390.
RETHELOIS (Duché)	Cf. RETHEL (Duché).
RHONE (Fleuve)	164, 219.
RHUYS (Localité)	291.
RICHELIEU (Election)	420.
RIEUX (Diocèse et Election)	370.
RIOM (Généralité)	160, 173, 257, 331, 420.

(Bureau des finances)	5, 16, 18, 51, 62, 65, 68, 85, 87, 92, 104, 106, 109, 114, 118, 130, 134, 136, 137, 139, 144, 146, 147, 169, 180, 189, 191, 219, 229, 235, 245, 276, 295, 296, 331, 332, 354, 377, 380, 431, 434, 435, 444, 445, 452, 473, 481, 488, 504.
(Présidial)	354.
(Election)	420, 434.
(Ville)	5, 68, 227, 231, 354, 444, 445.
RIVIÈRE-VERDUN (Pays d'Etats)	361.
(Election)	320, 322, 361, 420.
ROANNE (Election)	420.
RODEZ (Comté)	321, 328, 429.
(Election)	420.
ROMANS (Election)	421.
ROME (Ville)	146, 358.
ROMORANTIN (Election)	420.
ROUEN (Généralité)	9, 132, 258, 355.
(Parlement)	28, 261, 263, 280, 281, 337, 363, 440.
(Chambre des comptes)	11, 130, 241, 265, 303 à 305, 488.
(Cour des aides)	263, 281, 336 à 338.
(Cour des comptes, aides et finances)	191, 305, 338.
(Bureau des finances)	5, 9, 16, 18, 28, 33, 43, 46, 51, 68, 84, 85, 104, 105, 112, 114, 117, 129, 130, 142, 143, 146, 147, 173, 203, 219, 231, 252, 263, 280, 303, 305, 336, 337, 358, 389, 408, 417, 496, 440, 452, 474, 489, 505.
(Election)	421.
ROUEN (Ville)	3, 5, 28, 43, 142, 157, 173, 336, 361, 389.
ROUERGUE (Pays)	278, 333.
(Etats)	361.
ROUERGUE (BAS-) (Election)	Cf. VILLEFRANCHE DE ROUERGUE (Election).
ROUERGUE (HAUT-) (Election)	Cf. MILLAU (Election).
ROUGNON (Rivière de Champagne) ..	220.
ROUSSILLON (Conseil souverain)	294.
(Chambre du domaine).	294.
(Province)	294, 374.
ROZOY-EN-BRIE (Election)	420.

(Conseil souverain)	294.
(Chambre des comptes)	7, 323.
SEDAN (Principauté souveraine)	217, 320.
SEINE (Fleuve)	218, 219.
SEMUR-EN-AUXOIS (Election)	365.
SENLIS (Election)	420.
(Ville)	230, 264.
SENS (Election)	420.
SÉZANNE (Election)	420.
SISTERON (Ville)	230.
SOISSONNAIS (Pays)	392.
SOISSONS (Comté)	319.
(Généralité)	141, 173, 259, 420.
(Bureau des finances)	9, 16, 18, 24, 28, 30, 47, 54, 62, 85, 86, 87, 95, 99, 108, 112, 138, 141, 146, 148, 155, 161, 191, 235, 251, 276, 295, 296, 301, 325, 348, 351, 352, 391, 430, 451, 452, 475, 488, 505.
(Présidial)	351.
(Election)	420.
(Ville)	9, 215, 351.
SORDE (Abbaye)	299.
SOULE (Pays d'Etats)	165, 292, 322, 372.
STOCKHOLM (Ville de Suède)	146.
SUCCINIO (Localité)	291.
SUÈDE (Royaume)	137.
SUISSE	137.
TARBES (Ville)	322.
TARN (Rivière)	283.
TERRES ADJACENTES	39, 347.
THIERS (Election)	420.
THOUARS (Election)	420.
TONNERRE (Election)	420.
TOUL (Ville)	293.
TOULOUSE (Généralité)	257, 335, 370.
(Parlement)	43, 45, 203, 278, 282 à 285, 309, 310, 311, 320, 338, 347, 350, 369, 370, 382, 383, 417.

(Bureau des finances) ..	5, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 18, 27, 43, 44, 45, 60, 68, 69, 85, 100, 105, 114, 130, 141, 146, 201, 234, 235, 243, 246, 282 à 286, 306 à 310, 320, 350, 369, 371, 442, 451, 452, 476, 489.
(Présidial)	350.
(Election)	370, 437.
(Université)	27, 140.
(Ville)	5, 43, 142, 368, 437, 442.
TOURAINÉ (Province)	64, 194, 420.
TOURNAI (Parlement)	Cf. FLANDRE (Parlement).
TOURS (Généralité)	173, 260, 420.
(Chambre des comptes)	233.
(Bureau des finances)	5, 9, 16, 18, 20, 22, 23, 26, 49, 65, 75, 80, 85, 87, 89, 94, 98, 100, 104, 114, 132, 134, 138, 146, 155, 191, 213, 219, 221, 235, 252, 259, 276, 295, 296, 325, 353, 354, 409, 416, 429, 443, 451, 452, 477, 481, 505.
(Présidial)	353, 354.
(Election)	420.
(Ville)	3, 5, 353.
TRÉVOUX (Ville)	293.
TROIS-ÈVÈCHÉS (Généralité)	Cf. METZ, TOUL et VERDUN (Géné- ralité).
(Parlement)	Cf. METZ (Parlement).
TROYES (Bureau des finances)	12.
(Election)	420.
Ville)	230.
TUILERIES (Château des)	193.
TULLE (Election)	331, 420.
TURENNE (Vicomté).	361.
TURSAN (Pays d'Etats)	320, 322, 373.
UZÈS (Election)	370.
VABRES (Èvêché)	361.
VALENCE (Présidial)	351.
(Election)	344, 421.
(Ville)	259, 437.
VALENTINOIS (Comté)	11, 39.
VALOGNES (Election)	421.
VALROMEY (Pays)	Cf. BRESSE, BULEY et VALROMET.

VANNES (Bureau des finances)	14, 51, 235, 318.
(Ville)	292.
VELAY (Pays d'Etats).	164, 368.
(Etats).	368, 371.
VENDOME (Duché-Pairie).	205, 320.
(Election)	356, 420.
(Ville)	205.
VENISE.	390.
VERDUN-SUR-GARONNE	420.
VERNEUIL-SUR-AVRE (Election)	421.
VERNON (Ville)	281.
VESLE (Rivière)	219.
VÉZELAY (Election)	420.
VIC-FEZENSAC (Ville)	420.
VIC-SUR-CERE (localité)	413.
VIENNE (Cour des aides et finances) ..	344, 345.
(Election)	421.
VIENNOIS (Delphinat)	11, 39.
VILLEFRANCHE DE BEAUJOLAIS (Elec- tion)	420.
VILLEFRANCHE-DE-ROUERGUE (Bureau des finances)	9, 114.
(Election)	320, 361, 420, 429.
VILLEFRANCHE-DE-ROUERGUE (Ville) ..	9, 361.
VILLEMUR (Pays)	320.
VILLENEUVE-DE-BERG (Election)	370.
VILLERS-COTTERETS (Ville)	79, 275.
VIRE (Election)	421, 427.
VITRY-LE-FRANÇOIS (Election)	420, 433.
VIVARAIS (Pays d'Etats)	368, 371.
(Etats)	368, 371.
VIVARAIS (BAS-) (Election)	Cf. VILLENEUVE-DE-BERG (Election).
VIVARAIS (HAUT-) (Election)	Cf. ANNONAY (Election).
VIVIERS (Diocèse)	370.
WESTPHALIE (Traité)	138, 255, 388.
YPRES (Bureau des finances)	11, 71, 197.
(Ville)	14.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	VII
 CHAPITRE PREMIER : HISTORIQUE	
I. — <i>Les origines.</i>	1
II. — <i>L'organisation de Charles VII.</i>	3
III. — <i>Evolution de l'institution de François I^{er} à Henri III.</i>	4
IV. — <i>Les bureaux des finances.</i>	8
V. — <i>Modifications sous Louis XIII.</i>	11
 CHAPITRE II : COMMENT ON DEVENAIT TRÉSORIER DE FRANCE.	
I. — <i>Conditions requises.</i>	19
1) Origine sociale.	19
2) Nationalité.	20
3) Religion.	21
4) Age.	23
5) Grades universitaires.	24
6) Qualités morales et physiques.	25
7) Fonctions antérieures.	26
A. - Fonctions publiques.	26
a) Fonctions comptables.	26
b) Autres fonctions.	28
B. - Traitants et partisans.	28

C. - Exercice d'un commerce.....	29
D. - Fonctions auprès de princes et grands seigneurs....	29
8) Absence de parents et d'alliés au bureau.....	30
II. — <i>Acquisition d'un office</i>	31
1) Acquisition faite du roi.....	32
2) Achat au bureau des finances.....	33
3) Acquisition faite du propriétaire antérieur.....	36
III. — <i>Obtention de lettres patentes de provisions</i>	38
IV. — <i>Serment devant le chancelier</i>	41
V. — <i>Réception aux Chambres des comptes</i>	43
1) Principe de la réception.....	43
2) Procédure de la réception.....	48
VI. — <i>Installation au bureau</i>	59
VII. — <i>Permutation de bureau à bureau</i>	65
 CHAPITRE III : POURQUOI L'ON DEVENAIT TRÉSORIER DE FRANCE.	 67
I. — <i>Avantages que procurait la possession d'un office</i>	67
1) Avantages honorifiques.	68
A. - Titres	68
B. - Acquisition de la noblesse.....	72
C. - Privilège de juridiction.....	76
D. - Séance aux assemblées.	78
a) Conseil du roi.	78
b) Etats généraux.	78
c) Etats provinciaux.	79
d) Parlements.	79
e) Chambres des comptes.	80

f) Cours des aides.	81
g) Cérémonies officielles, entrées des souverains, funérailles des rois.	81
E. - Costume.	82
2) Avantages matériels.	84
A. - Rémunérations.	84
a) Gages.	84
b) Droits de présence.	87
c) Droits de bûche.	88
d) Taxations au profit des trésoriers.	88
e) Droits de chevauchées.	89
f) Epices du roi.	90
g) Situation d'ensemble.	90
B. - Menus droits accessoires.	91
C. - Epices du public.	92
D. - Question des profits irréguliers.	94
3) Exemptions.	96
A. - Exemptions de services.	96
B. - Exemptions fiscales.	97
II. — <i>Contrepartie des avantages</i>	100
1) Obligations professionnelles.	100
A. - Résidence et assiduité.	100
B. - Travaux extérieurs et chevauchées.	102
2) Charges financières.	107
A. - Annuel.	107
B. - Autres charges.	110
3) Responsabilités.	111
A. - Responsabilités politiques.	111
B. - Responsabilités disciplinaires ou pénales.	112
a) Devant les bureaux des finances.	112
b) Devant les Chambres des comptes.	113
c) Devant le Conseil du roi.	116

C. - Responsabilités pécuniaires à l'égard du roi.....	118
D. - Responsabilités pécuniaires à l'égard des tiers.....	120
E. - Les Chambres extraordinaires de justice.....	121
F. - Autres dangers.	125
4) Incapacités et exceptions : cumuls autorisés.....	127
A. - Cumuls avec d'autres offices ou fonctions publiques.	127
a) Avec des offices de finances.....	127
aa) A l'intérieur des bureaux.....	127
aaa) Cumuls d'offices de président ou de trésorier.	127
bbb) Cumul d'un office de trésorier de France et d'un office d'avocat du roi.....	128
ccc) Cumul d'offices d'avocat et de procureur du roi.	128
bb) Cumul d'offices de trésoriers dans des bureaux différents.	128
cc) Cumul avec d'autres offices de la généralité.	129
b) Cumuls avec des offices de la Chambre des comptes.	130
c) Cumuls avec des offices de justice.....	131
aa) Parlement.	131
bb) Présidiaux et autres juridictions.....	133
d) Cumuls avec des offices exercés auprès du roi ou du gouvernement.	135
aa) Maison du roi.	135
bb) Offices exercés auprès du gouvernement....	135
e) Cumuls avec d'autres fonctions publiques (commissions du roi).	137
f) Cumuls avec des charges et des fonctions militaires.	139
g) Cumuls avec des fonctions universitaires.....	140
h) Cumuls avec des bénéfices et des fonctions ecclésiastiques.	140
B. - Cumuls avec des fonctions auprès des Etats.....	141
C. - Cumuls avec des fonctions municipales ou hospitalières.	141

D. - Cumuls avec des activités privées.....	143
a) Commerce.	143
b) Professions libérales.	143
III. — <i>Pourquoi, en définitive, l'on devenait trésorier de France. —</i> <i>Les trésoriers de France dans la vie sociale.....</i>	144
CHAPITRE IV : FONCTIONS DES TRÉSORIERES DE FRANCE.....	149
I. — <i>Finances.</i>	150
1) Impôts.	150
A. - Tailles.	150
a) Répartition de la taille.....	150
aa) Pays d'élections.	150
bb) Pays d'Etats.	158
b) Recouvrement des tailles pendant la Fronde....	159
B. - Aides.	162
C. - Gabelles.	163
D. - Traités foraines.	166
E. - Etapes.	168
F. - Monnaies.	170
G. - Décimes.	171
H. - Octrois.	172
2) Etablissement des états et ordonnancement des dépenses.	174
3) Réception, vérification et enregistrement des documents émérés du Conseil du roi.....	177
4) Attributions à l'égard des comptables.....	179
A. - Réception des comptables.	179
B. - Cautions des comptables.	180

C. - Registres des comptables.	181
D. - Exécution de l'état du roi,.....	181
E. - Contrôle des opérations.	181
F. - Obligations des trésoriers de France en cas de décès ou de malversation d'un comptable.....	183
II. — <i>Fonctions relatives au domaine</i>	184
1) Direction (autorité et gestion).....	185
A. - Conservation.	185
a) Droits féodaux.	188
b) Ensaisinement des censives.	191
c) Entretien du domaine.....	192
B. - Accroissement du domaine et perception des revenus.	195
a) Domaine immuable.	195
b) Domaine muable.	196
c) Domaine casuel.	198
aa) Droits d'aubaine, bâtardise, déshérence, con- cation, etc...	198
bb) Profits féodaux.	199
cc) Droits de francs-fiefs, de nouveaux acquêts et d'amortissement.	199
dd) Droits de litiges et de régales.....	200
ee) Finances des offices et des anoblissements....	202
2) Juridiction contentieuse.	202
III. — <i>Fonctions relatives à la voirie</i>	206
1) Historique.	206
2) Direction.	211
A. - Grands chemins et autres chemins royaux.....	211
B. - Autres chemins publics.	213
C. - Péages.	215
D. - Voies urbaines.	216

E. - Ponts, canaux et cours d'eaux.....	218
F. - Turcies et levées.	220
3) Juridiction contentieuse.	221
IV. — <i>Autres attributions des trésoriers de France</i>	223
V. — <i>Vue d'ensemble sur les attributions des Bureaux. La vie professionnelle d'un trésorier de France</i>	223
CHAPITRE V : RELATIONS DES TRÉSORIERES DE FRANCE AVEC LES DIVERSES AUTORITÉS	226
I. — <i>Relations internes du corps des trésoriers de France</i>	226
1) Relations à l'intérieur de chaque bureau.....	226
A. - Relations des trésoriers de France entre eux.....	226
B. - Avec leurs présidents.	233
C. - Avec les gens du roi.	236
D. - Avec les greffiers.	240
E. - Avec les autres officiers et titulaires de charges du bureau.	243
2) Relations des bureaux entre eux.....	245
3) Relations des bureaux avec leur assemblée générale....	247
II. — <i>Relations avec les autres autorités</i>	252
1) Avec le roi.	252
2) Avec le Conseil du roi et la direction des finances....	254
3) Avec les Cours souveraines.	265
A. - La Chambre St-Louis.	266

B. - Relations des trésoriers de France avec les Parlements.	274
a) Parlement de Paris.	276
b) Parlement de Guyenne à Bordeaux.	278
c) Parlement de Normandie à Rouen.	280
d) Parlement de Languedoc à Toulouse.	281
e) Parlement de Bourgogne et Bresse à Dijon.	286
f) Parlement de Dauphiné à Grenoble.	288
g) Parlement de Provence à Aix.	289
h) Parlement de Bretagne à Rennes.	291
i) Parlement de Navarre à Pau.	292
j) Autres Parlements et Cours souveraines.	292
C. - Relations des trésoriers de France avec les Chambres et Cours des comptes.	295
a) Chambre des comptes de Paris.	295
aa) Subordination des bureaux à la Chambre.	296
bb) Conflits de compétence.	298
1° Affaires du domaine, matières féodales.	298
2° Contrôle de certains actes du roi.	299
3° Pouvoirs relatifs aux comptables.	300
4° Jugement des comptes des comptables.	301
b) Chambre des comptes de Bordeaux.	303
c) Chambre des comptes de Normandie à Rouen.	303
d) Chambre, puis Cour des comptes de Languedoc à Montpellier.	306
e) Chambre des comptes de Bourgogne et Bresse à Dijon.	310
f) Chambre des comptes de Dauphiné à Grenoble.	313
g) Cour des comptes, aides et finances de Provence à Aix.	315
h) Chambre des comptes de Bretagne à Nantes.	318
i) Chambre des comptes de Blois.	319
j) Chambre des Comptes de Navarre à Pau.	320
k) Autres Chambres des comptes.	322
D. - Relations des trésoriers de France avec les Cours des aides.	324
a) Cour des aides de Paris.	325
b) Cour des aides de Clermont-Ferrand.	331
c) Cour des aides de Guyenne.	333
d) Cour des aides de Lyon.	335
e) Cour des aides de Normandie (à Rouen et Caen).	336

<i>f)</i> Cour des aides de Languedoc à Montpellier....	338
<i>g)</i> Cour des aides de Cahors, puis Montauban....	340
<i>h)</i> Cour des aides de Navarre à Pau.....	342
<i>i)</i> Cour des aides de Bourgogne et Bresse à Dijon.	343
<i>j)</i> Cour des aides de Dauphiné à Vienne.....	344
<i>k)</i> Autres juridictions des aides.....	345
E. - Relations avec la Cour des Monnaies.....	345
F. - Relations avec le Grand-Conseil.....	346
4) Relations avec la Chambre du Trésor.....	348
5) Relations avec les présidiaux.	349
6) Relations avec les gouverneurs et lieutenants généraux.	355
7) Relations avec les Etats provinciaux.....	359
A. - Etats de Normandie.	362
B. - Etats du Dauphiné.	363
C. - Etats de Bourgogne.	364
D. - Etats de Provence.	367
E. - Etats de Languedoc.	368
F. - Etats des pays pyrénéens.	372
G. - Etats de Bretagne.	374
8) Relations avec les intendants.	375
A. - Intendants de droit ou de fait pendant la Fronde.	380
<i>a)</i> Généralités non réservées.....	380
<i>aa)</i> Maîtres des requêtes en chevauchée.....	380
<i>bb)</i> Intendants des finances.....	385
<i>cc)</i> Intendants d'armée.	388
<i>dd)</i> Commissaires extraordinaires.	390
<i>b)</i> Provinces réservées.	392
B. - Les trésoriers de France et le rétablissement des intendants.	397

9) Relations avec les délégués du trésorier de l'Epargne et des contrôleurs généraux.....	408
10) Relations avec les traitants et partisans.....	409
11) Relations avec les élections.	418
12) Relations avec les greniers à sel et autres juridictions du même ordre.	434
13) Relations avec les Eaux et forêts.	438
14) Relations avec les municipalités.	441
15) Relations avec les Chapitres.	445
CONCLUSION.	446

ANNEXES

1^{re} ANNEXE.

I. — <i>Les lettres des bureaux des finances à leur assemblée générale réunies par FOURNIVAL.</i>	449
A. - Le recueil de lettres.....	449
B. - Signatures figurant aux lettres. Identification de leurs auteurs.	456
Bureau d'Aix.	456
Alençon.	456
Amiens.	457
Bordeaux.	458
Bourges.	459
Caen.	460
Châlons.	461
Dijon.	462

Grenoble.	463
Limoges.	464
Lyon.	466
Montauban.	467
Montpellier.	468
Moulins.	469
Orléans.	471
Poitiers.	472
Riom.	473
Rouen.	474
Soissons.	475
Toulouse.	476
Tours.	477

II. — <i>Le recueil de textes de FOURNIVAL</i>	479
--	-----

2 ^e ANNEXE : <i>Sources et bibliographie</i>	483
---	-----

I. — <i>Manuscripts et pièces d'archives</i>	483
--	-----

1) Ensemble des bureaux.	483
----------------------------------	-----

A. - Bibliothèque nationale.	483
--------------------------------------	-----

a) Manuscrits français.	483
---------------------------------	-----

b) Manuscrits français - nouvelles acquisitions.	484
--	-----

c) Collection Clairambault.	484
-------------------------------------	-----

B. - Bibliothèque Mazarine.	484
-------------------------------------	-----

C. - Bibliothèque de l'Arsenal.	485
---	-----

D. - Bibliothèque Ste-Geneviève.	485
--	-----

E. - Archives nationales.	485
-----------------------------------	-----

2) Différents bureaux par ressort de Chambre des comptes.	485
---	-----

A. - Ressort de la Chambre des comptes de Paris.	485
--	-----

a) Chambre des comptes de Paris.	485
--	-----

b) Bureau de Paris.	486
-----------------------------	-----

c) Bureau d'Amiens.	486
-----------------------------	-----

d) Bureau d'Auch.	486
---------------------------	-----

e)	Bureau de Bordeaux.	486
f)	Bureau de Bourges.	486
g)	Bureau de Châlons.	487
h)	Bureau de La Rochelle.	487
i)	Bureau de Lille.	487
j)	Bureau de Limoges.	487
k)	Bureau de Lyon.	487
l)	Bureau de Montauban.	487
m)	Bureau de Moulins.	487
n)	Bureau d'Orléans.	487
o)	Bureau de Poitiers.	488
p)	Bureau de Riom.	488
q)	Bureau de Soissons.	488
r)	Bureau de Tours.	488
B. -	Ressort de la Chambre des comptes de Rouen.	488
a)	Chambre des comptes.	488
b)	Bureau d'Alençon.	488
c)	Bureau de Caen.	489
d)	Bureau de Rouen.	489
C. -	Ressort de la Cour des comptes de Montpellier.	489
a)	Cour des comptes.	489
b)	Bureau de Montpellier.	489
c)	Bureau de Toulouse.	489
D. -	Ressort de la Cour des comptes d'Aix.	489
a)	Cour des comptes.	489
b)	Bureau d'Aix.	489
E. -	Ressort de la Chambre des comptes de Dijon.	489
a)	Chambre des comptes.	489
b)	Bureau de Dijon.	490
F. -	Ressort de la Chambre des comptes de Grenoble.	490
a)	Chambre des comptes.	490
b)	Bureau de Grenoble.	490
G. -	Ressort de la Chambre des comptes de Nantes.	490
a)	Chambre des comptes.	490
b)	Bureau de Vannes.	490

H. - Ressort de la Chambre des comptes du Parlement de Metz.	490
a) Parlement de Metz.	490
b) Bureau de Metz.	490
I. - Bureau de Besançon.	490
J. - Chambre des comptes de Blois.	491
3) Biographies individuelles.	491
II. — <i>Imprimés.</i>	491
1) <i>Ouvrages généraux.</i>	491
A. - Histoire de l'administration financière de la France jusqu'au xvii ^e siècle.	491
B. - Histoire administrative et financière pour la première moitié du xvii ^e siècle.	492
C. - Ouvrages généraux sur les bureaux des finances.	494
D. - Ouvrages sur les finances.	496
E. - Ouvrages sur le domaine.	497
F. - Ouvrages sur la voirie.	498
G. - Histoire de la Fronde.	499
H. - Mémoires, pour la période de la Fronde, de personnages touchant à l'administration.	500
2) <i>Ouvrages sur les différents bureaux des finances.</i>	502
A. - Paris.	502
B. - Aix.	502
C. - Amiens.	503
D. - Caen.	503
E. - Dijon.	503
F. - Grenoble.	503
G. - La Rochelle.	503

H. - Lille.	503
I, - Limoges.	504
J. - Lyon.	504
K. - Montauban.	504
L. - Moulins.	504
M. - Poitiers.	504
N. - Riom.	504
O. - Rouen.	505
P. - Soissons.	505
Q. - Tours.	505
INDEX DES NOMS DE PERSONNES.....	507
INDEX DES NOMS DE LIEUX ET D'INSTITUTIONS.....	549
TABLE DES MATIÈRES.	579

Vu :

R. BESNIER.

Vu :

R. TIMBAL.

Vu :

*Le président de la thèse,
Paris, le 22-11-62,*

F. DUMONT.

Vu :

*Le Doyen de la Faculté de droit
et des sciences économiques,*

G. VEDEL.

Vu et permis d'imprimer :

Le recteur de l'Académie de Paris,

Jean ROCHE.

IMPRIMERIE CENTRALE DE L'OUEST

56-60, Rue Président-de-Gaulle

LA ROCHE-SUR-YON

(Vendée)
